



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



HARVARD LAW SCHOOL
LIBRARY

France



2039 184

LE
DROIT CIVIL FRANÇAIS

PAR K.-S. ZACHARIÆ

TRADUIT DE L'ALLEMAND SUR LA CINQUIÈME ÉDITION.

ANNOTÉ ET RÉTABLI

SUIVANT L'ORDRE DU CODE NAPOLEON

PAR

G. MASSÉ,

AVOCAT AU TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE,
PROFESSEUR DE LA CHAIR D'INSTRUMENTAL

CH. VERGÉ,

AVOCT,
JURISCONSULTE

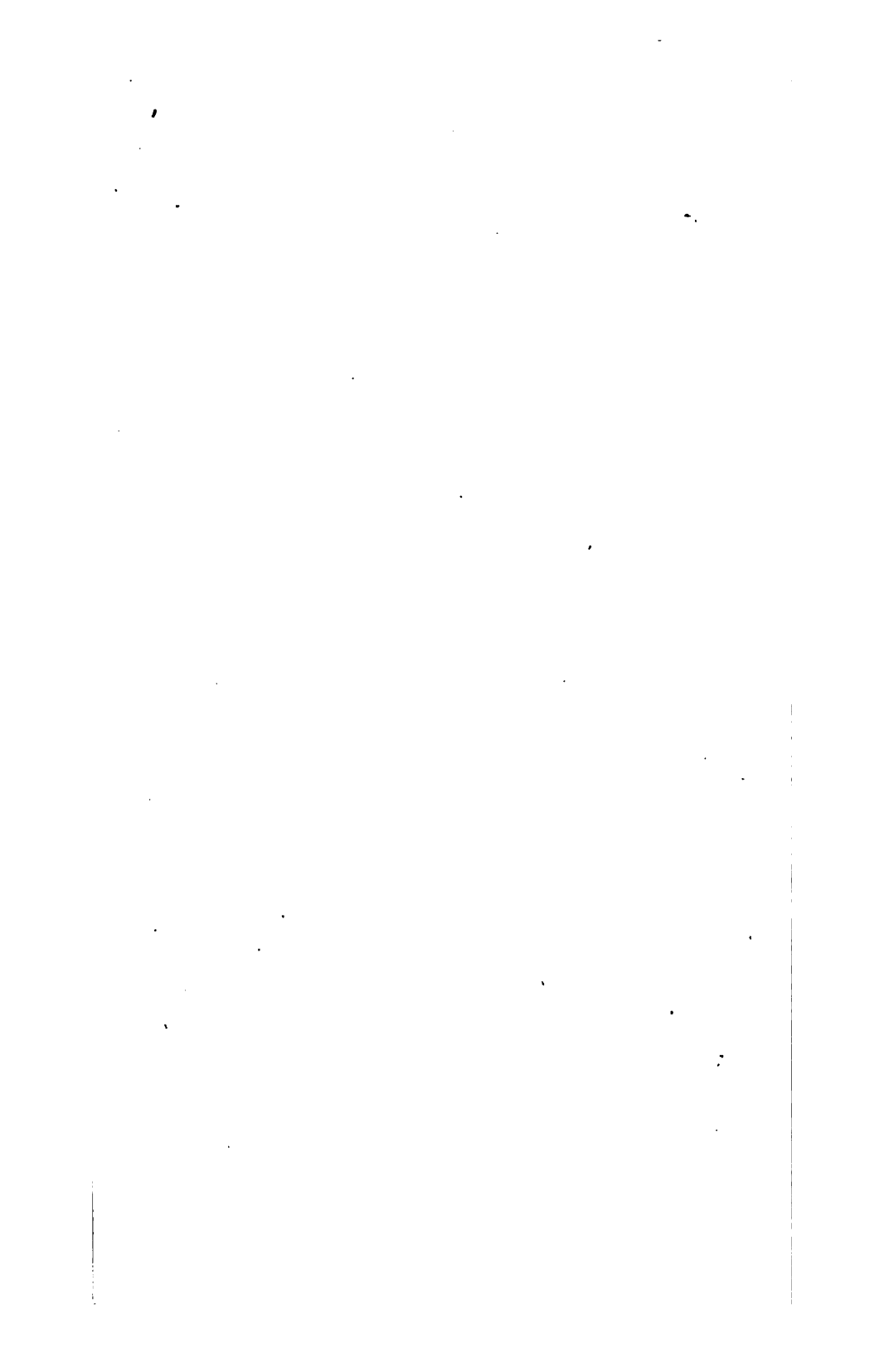
TOME CINQUIÈME.

PARIS

AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

7, RUE DES GRÈS-SURDONNE.

1860



LE
DROIT CIVIL FRANÇAIS

—•••—
PARIS. — TYP. HENNUYER, RUE DU BOULEVARD DES BATHIGNOLLES, 7.
—•••—

188

LE

DROIT CIVIL FRANÇAIS

PAR K.-S. ^{art alone} ZACHARIÆ

TRADUIT DE L'ALLEMAND SUR LA CINQUIÈME ÉDITION.

ANNOTÉ ET RÉTABLI

SUIVANT L'ORDRE DU CODE NAPOLEON

PAR MM.

G. MASSÉ,

VICE-PRÉSIDENT AU TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR.

CH. VERGÉ,

AVOCAT,
DOCTEUR EN DROIT.

TOME CINQUIÈME.

PARIS

AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

7, RUE DES GRÈS-SORBONNE.

1860

910



LE DROIT CIVIL FRANÇAIS

LIVRE III

(SUITE).

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT
LA PROPRIÉTÉ.

TITRE XI.

DU DÉPÔT ET DU SÉQUESTRE.

ARTICLES 1915 A 1963.

SOMMAIRE.

§ 733. — Du dépôt en général.

CHAPITRE I. — DU DÉPÔT PROPREMENT DIT.

§ 734. — Définition. — Des différentes espèces de dépôt.

SECTION I. — *Du dépôt volontaire.*

§ 735. — Des conditions de la validité de ce contrat.

§ 736. — Des obligations du dépositaire.

§ 737. — Des obligations du déposant.

SECTION II. — *Du dépôt nécessaire.*

§ 738. — En quoi il diffère du dépôt volontaire.

§ 739. — Des dépôts faits dans les hôtelleries et dans les auberges.

CHAPITRE II. — DU SÉQUESTRE.

§ 740. — Définition. — Espèces.

§ 741. — Du séquestre conventionnel.

§ 742. — Du séquestre judiciaire.

§ 733. *Du dépôt en général.*

Le dépôt en général est un contrat par lequel on reçoit une chose corporelle¹ appartenant à autrui, à la charge de veiller à sa conservation et de la restituer en nature, art. 1915.

Il y a deux espèces de dépôt : le dépôt proprement dit et le séquestre, art. 1916.

CHAPITRE I.

DU DÉPÔT PROPREMENT DIT.

§ 734. *Définition. — Des différentes espèces de dépôt.*

Le dépôt proprement dit est un contrat par lequel une personne se charge d'une certaine chose mobilière¹ et corporelle² appartenant à autrui, avec l'obligation de la garder³ gratuite-

¹ [V. *inf.*, § 734, note 2.]

¹ [Le dépôt, comme l'indique l'étymologie de ce mot, suppose un déplacement, *deponere*, *depositum*, et ne peut, par conséquent, s'appliquer aux immeubles qui ne sont pas susceptibles d'être déplacés. On peut, sans doute, confier à un tiers la garde ou la surveillance d'un immeuble, mais le contrat qui interviendra alors sera un louage d'ouvrage ou un mandat; ce ne sera pas un dépôt proprement dit, Pothier, *Du dépôt*, n. 5; Troplong, *Du dépôt*, n. 17; Duvergier, *ibid.*, n. 411. C'est là un des points qui distinguent le dépôt du séquestre. V. *inf.*, § 740.]

— Le dépôt peut d'ailleurs avoir pour objet une chose fongible, aussi bien qu'une chose non fongible; les choses fongibles peuvent même faire la matière d'un dépôt, encore bien qu'il ne soit pas convenu qu'elles seront rendues identiquement, et que, par suite, le dépositaire qui est libéré en rendant des choses de même espèce et qualité puisse se servir de celles qui lui ont été déposées; dans ce cas, le dépôt prend la qualification de *dépôt irrégulier*. Il ne dégénérerait en prêt de consommation que si, au lieu d'être fait dans l'intérêt

exclusif du déposant, il était également fait dans l'intérêt direct du dépositaire, Pothier, n. 82 et 83. V. aussi Troplong; n. 19; Duvergier, n. 402 et s.; Duranton, 18, n. 24; Cass., 26 avr. 1810, Besançon, 13 nov. 1811; Bordeaux, 6 fév. 1840, S. V., 40, 2, 265; Cass., 13 août 1856, S. V., 57, 1, 637. — V. encore *inf.*, note 3.]

² [Les choses incorporelles, comme les droits, les créances, ne peuvent faire l'objet d'un dépôt, parce qu'elles ne sont pas susceptibles d'être gardées; mais il en est autrement des titres de ces droits et de ces créances, Pothier, n. 2; Dalloz, *v. Dépôt*, n. 25; Cass., 10 déc. 1850, S. V., 51, 1, 243.]

³ *Quid*, si l'usage de la chose a été permis au dépositaire? Pothier, n. 82 et s. Cass., 26 avr. 1810, et § 611, note 1. [Cette circonstance n'empêche pas que le contrat ne soit un dépôt, si la garde de la chose est la fin principale de la remise qui en est faite, Pothier, n. 10; Troplong, n. 28; Duvergier, n. 401; Dalloz, n. 16. En ce qui touche les choses fongibles, V. *sup.*, note 1, et *inf.*, § 736, note 3. — De ce que le dépôt emporte obligation de garder la chose déposée, il suit que le dépôt est un contrat réel,

ment⁴ et de la rendre à première réquisition⁵, art. 1917 à 1919.

Il résulte de cette définition que le dépôt ne peut être confondu ni avec le louage ni avec le prêt⁶.

Le dépôt est volontaire ou nécessaire, art. 1920 et 1921. Il est nécessaire lorsque le déposant y a été contraint par un accident tel qu'un incendie ou la ruine d'un bâtiment⁷, art. 1949.

SECTION I. — DU DÉPÔT VOLONTAIRE.

§ 735. Des conditions de la validité de ce contrat.

Le dépôt volontaire, comme tout autre contrat, ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables de contracter¹. Néanmoins, si

dont la perfection est subordonnée à la tradition de la chose qui en fait l'objet, puisque, si la chose n'était pas livrée au dépositaire, il ne serait pas obligé à la garder, arg., art. 1919; Delvincourt, 3, p. 194; Troplong, n. 5; Dalloz, n. 27. — *Contrà*, Duvergier, n. 333.]

⁴ *Gratuitement*. V. cependant art. 1928, alin. 2. [D'après le droit romain et l'ancienne jurisprudence, le salaire attaché au dépôt faisait dégénérer ce contrat en louage. V. Ulpien, L. 1, § 8, *Dig., Depositum*, et L. 5, § 2, *Dig., Commodati*; Cujas, *Ad codicem*, tit. *Depositum*; Pothier, n. 34. La même opinion a été suivie sous le Code par quelques auteurs, selon lesquels la gratuité est de l'essence du dépôt. V. Duvergier, 21, n. 409; Troplong, n. 13 et s. Mais l'art. 1928, qui suppose qu'un salaire peut être stipulé pour la garde du dépôt, est évidemment introductif d'un droit nouveau, et, en présence de cette disposition, il n'est plus possible de soutenir que l'idée de salaire est exclusive de celle de dépôt, Dalloz, n. 13. V. aussi *inf.*, § 736, note 2. Dans tous les cas, on ne pourrait considérer comme un salaire les présents volontairement faits au dépositaire, à l'occasion ou en considération du dépôt, Duvergier, n. 410; Troplong, n. 16.]

⁵ Il est quelquefois assez difficile de distinguer le dépôt du mandat. Le dépôt n'est, en effet, qu'un mandat de *re custodienda*. La solution de la question dépend de l'intention présumée des parties, Delvincourt, sur l'art. 1915; Duranton, 18, n. 12 et s., S. V. 34, 2, 93; Paris, 18 janv. 1834; L. 8; *Dig., Mandat*. [Il faut surtout, pour déterminer le caractère du contrat, rechercher

la fin principale de la remise de la chose entre les mains d'un tiers. Si cette remise est faite dans un autre but que la garde de la chose, le contrat prend un autre caractère que celui de dépôt, et on peut y voir, suivant les circonstances, un louage, un mandat, ou un prêt. Ainsi, la remise qu'un client fait de ses titres à son avoué ou à son avocat constitue un mandat et non un dépôt, parce qu'elle n'a pas principalement pour but de charger l'avoué ou l'avocat de la garde de ces titres, mais de le mettre à même de défendre les intérêts du client, Pothier, n. 9; Duranton, 18, n. 12; Troplong, n. 25 et 26; Dalloz, n. 8. On peut même dire d'une manière générale que le contrat a le caractère de mandat, lorsque la garde de la chose n'est qu'une condition accessoire d'une commission à faire pour celui qui l'a déposée, Troplong, n. 29 et s. V. Cass., 31 déc. 1812, 10 fév. 1832, S. V., 32, 1, 543; Paris, 7 mai 1832, et 9 juin 1836, S. V., 37, 2, 85; et l'arrêt déjà cité, de Paris, 18 janv. 1834. — En ce qui touche le prêt, V. *sup.*, note 1.]

⁶ [V. la note qui précède, et *sup.*, note 1.]

⁷ [Sur les caractères distinctifs du dépôt nécessaire, V. *inf.*, § 738.]

¹ [Il faut donc, pour la validité de ce contrat, le consentement de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit, art. 1021. Il suit de là que dans le cas d'erreur des parties sur le but du contrat, par exemple si l'une des parties croit recevoir à titre de prêt ce que l'autre n'entend lui remettre qu'à titre de dépôt, le contrat est nul. Mais l'erreur des parties sur la qualité ou la quan-

une personne capable reçoit le dépôt fait par une personne incapable, elle est tenue de toutes les obligations résultant du contrat de dépôt.

Lorsqu'au contraire le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, le déposant peut bien demander la restitution de la chose déposée tant qu'elle se trouve encore entre les mains du dépositaire, mais lorsqu'elle n'y est plus, il n'a contre le dépositaire que l'action *de in rem verso*², art. 1925 et 1926.

tité de la chose ne saurait être une cause de nullité du contrat, puisque le dépositaire n'est jamais tenu de restituer que la chose qu'il a reçue, quelle qu'elle soit, Pothier, n. 16; Duranton, 18, n. 9; Troplong, n. 37; Dalloz, n. 32. — Quant à l'erreur sur la personne, elle n'a d'importance que si elle porte sur la personne du déposant, le dépositaire pouvant alors demander la nullité du contrat parce qu'il ne saurait être tenu de conserver pendant le temps convenu une chose qui lui a été déposée par une personne autre que celle à laquelle il croyait avoir affaire et qui ne lui présente pas les mêmes garanties, ou à laquelle il n'a pas les mêmes raisons de rendre service. Si, au contraire, elle porte sur la personne du dépositaire, le déposant n'a pas besoin de demander la nullité du contrat pour opérer le retrait du dépôt, puisqu'il peut opérer ce retrait en tout temps et même avant l'expiration du délai déterminé, art. 1944; Troplong, n. 38; Duvergier, n. 398.]

² La rédaction de l'art. 1926 est défectueuse à plusieurs égards. Ainsi, par exemple, cet article, quoiqu'il ait omis de le dire, doit s'appliquer également au cas où le dépôt a été fait par un incapable à un incapable. V. Merlin, *Rép.*, v° *Revendication*, § 5. — Le déposant a aussi contre l'incapable l'action de dol, Duranton, 18, n. 35. V. aussi L. 1, § 15, *Dig.*, *Deposit.* [Trois cas peuvent se présenter : ou le dépôt est fait par un incapable à une personne capable; ou il est fait par une personne capable à un incapable; ou il est fait par un incapable à un incapable. — Le premier cas, c'est-à-dire celui du dépôt fait par un incapable à une personne capable est régi par l'art. 1925 qui veut, avec raison, que le dépositaire capable soit tenu envers le déposant, même incapable, de toutes les obligations qui naissent du dépôt : c'est là une application des principes consa-

crés par l'art. 1125, duquel il résulte que la nullité des contrats passés avec un incapable est purement relative à cet incapable, et ne peut être opposée par les personnes capables qui ont contracté avec lui. Seulement le dépositaire capable peut se refuser à restituer le dépôt à l'incapable qui le lui a remis, et ne le remettre qu'au tuteur ou à l'administrateur de la personne ou des biens du déposant, art. 1925. Quant au déposant incapable, il peut sans doute faire annuler le dépôt et les conventions accessoires; mais il est tenu, dans tous les cas, d'indemniser le dépositaire des dépenses faites pour la garde du dépôt et dont il a profité, Troplong, n. 61. — Le second cas, c'est-à-dire celui où le dépôt est fait par une personne capable à un incapable, est régi par l'art. 1926, qui distingue entre le cas où la chose déposée existe encore entre les mains du dépositaire incapable, et celui où elle a cessé d'y être en tout ou en partie. Dans l'une et l'autre hypothèse, le dépositaire incapable qui ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui doit rendre, soit la chose entière, soit la partie de cette chose qui existe encore entre ses mains, ou, si la chose n'existe plus en tout ou en partie, indemniser le déposant jusqu'à concurrence du profit qu'il a retiré de la chose. Et alors même que l'incapable ne se serait pas enrichi, si étant *doli capax* il avait détourné ou dissipé frauduleusement la chose déposée, il serait encore tenu à des dommages-intérêts envers le déposant, Delvincourt, 3, p. 429; Duranton, 18, n. 35; Duvergier, n. 394; Troplong, n. 58; Dalloz, n. 42. — Le troisième cas, c'est-à-dire celui où le déposant et le dépositaire sont tous les deux incapables, bien que non prévu par l'art. 1926, doit cependant être régi par les dispositions de cet article, car il n'y a pas de raison pour que le dépositaire incapable soit tenu vis-à-vis d'un depo-

En général, le dépôt ne peut être fait que par le propriétaire de la chose ou avec son consentement³, art. 1922; cependant il en est autrement lorsque le déposant avait le droit de faire usage de la chose⁴.

La validité du contrat de dépôt n'est subordonnée à l'observation d'aucune formalité extérieure⁵. Mais, de même que les autres conventions en général, lorsque la valeur de la chose déposée excède 150 francs, il ne peut être prouvé que par écrit⁶, art. 1923. V. aussi art. 1341 et 1347. Si la preuve du dépôt n'est pas faite par écrit, et s'il n'y a pas de commencement de preuve par écrit⁷, celui qui est poursuivi comme dépositaire en est cru sur sa déclaration⁸, en cas de litige, soit pour le fait même du dépôt, soit

sant incapable autrement que vis-à-vis d'un déposant capable, et pour que sa responsabilité, qui dépend de sa capacité personnelle, soit subordonnée à la capacité de celui de qui il a reçu le dépôt, Merlin, *Rép.*, v° *Revendication*, § 3; Troplong, n. 59.]

³ [Ce qui n'empêche pas que le dépôt fait par une personne qui n'est pas propriétaire de la chose, ne produise toutes ses conséquences naturelles et légales entre le dépositaire et le déposant. V. le § suivant.]

⁴ Pothier, n. 4; Duranton, 18, n. 27. [Duvergier, n. 389; Troplong, n. 40; Dalloz, n. 35.]

⁵ [Le dépôt étant un contrat unilatéral ou tout au plus un contrat synallagmatique imparfait, en ce qu'il n'existe d'obligation principale que de la part du dépositaire, il n'est pas nécessaire que l'acte sous seing privé qui le constate soit fait double, Toullier, 8, n. 326; Duranton, 18, n. 32; Duvergier, n. 420; Troplong, n. 50; Dalloz, n. 145. — *Contrà*, Cass., 12 janv. 1814. Mais comme il emporte de la part du dépositaire l'obligation de remettre une certaine somme ou une certaine chose, il doit contenir le bon ou approuvé prescrit par l'art. 1326, Toullier, 8, n. 304; Duranton et Troplong, *loc. cit.*; Dalloz, n. 146.]

⁶ [Ou par témoins lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, et dans les cas prévus par les art. 1348 et 1353. Rouen, 31 janv. 1831, S. V., 51, 2, 513; Cass., 22 avr. et 18 août 1854, S. V., 54, 1, 491 et 655; 9 juill. et 24 sept. 1857, Dall., 57, 1, 379 et 479. V. aussi Paris, 20 fév. 1852, S. V., 52, 2, 124; Cass., 28 juill. 1854, S. V., 54, 1, 655. Toutefois si le dol et la fraude allégués n'étaient pas de nature à em-

pêcher le déposant de se procurer une preuve écrite du contrat, la preuve testimoniale ne serait pas admissible, Cass., 20 avr. 1844, S. V., 44, 1, 848.]

⁷ Duranton, 18, n. 29. [V. la note qui précède.]

⁸ Le prétendu dépositaire ne peut même se dispenser de s'expliquer sur l'existence du dépôt allégué. Colmar, 6 août 1831, S. V. 33, 2, 517. V. Pén., art. 408. En matière criminelle, il ne peut y avoir lieu à une poursuite pour violation de dépôt qu'autant que le dépôt est prouvé au civil ou d'après les règles du droit civil, Favard, v° *Dépôt*, sect. 1, § 1. [Merlin, *Quest.*, v° *Suppression des titres*; Toullier, 9, n. 148; Troplong, n. 47; Dalloz, n. 128. La jurisprudence est constante sur ce point. Parmi les arrêts les plus récents, V. Limoges, 14 nov. 1844, S. V., 45, 2, 177; Cass., 3 mai 1848, S. V., 48, 1, 321; Orléans, 7 fév. 1853, S. V., 53, 2, 622. — Mais le juge correctionnel saisi d'une poursuite en violation de dépôt peut déclarer le dépôt constant, bien qu'il n'en existe pas de preuve écrite, si le prévenu ne se prévaut pas de ce défaut de preuve: il y a là un aveu tacite, Cass., 8 juill. 1853, Dall., 53, 5, 7. Du reste, si le prévenu de violation de dépôt était en même temps poursuivi pour d'autres délits, tels que ceux de vol ou d'escroquerie, le principe de l'indivisibilité des procédures ne lui permettrait pas de s'opposer à l'audition des témoins produits contre lui, Cass., 27 juin 1840, S. V., 40, 1, 701. V. Cependant Cass., 1^{er} août 1817. — Il est à remarquer, d'ailleurs, que les règles qui précèdent sur la preuve du dépôt ne sont pas applicables au dépôt commercial qui peut toujours être prouvé par témoins, Metz, 5 août 1822, et Rouen, 9 janv. 1829.]

pour la chose qui fait l'objet du dépôt⁹, soit pour le fait de la restitution de la chose déposée, art. 1924. En dehors de ces cas, il faut s'en tenir au droit commun¹⁰.

§ 736. Des obligations du dépositaire.

Le dépositaire est tenu des obligations suivantes :

1° Le dépositaire doit apporter à la garde de la chose déposée les mêmes soins qu'il apporte à la garde des choses qui lui appartiennent¹, art. 1927. Cette règle doit être appliquée avec une rigueur particulière dans les divers cas énumérés par l'art. 1928². Il ne

⁹ C'est-à-dire soit qu'il s'agisse de savoir quelle est la chose qui a été remise en dépôt, ou de connaître les conditions dans lesquelles elle se trouvait à l'époque du dépôt, Cass., 21 mars 1811. [Soit qu'il s'agisse de savoir d'après quelles conditions le dépôt devait être effectué, Angers, 25 mars 1819. V. encore Nîmes, 3 déc. 1832 et 9 janv. 1833, S., 33, 2, 206.]

¹⁰ L'art. 1924 étant une exception au droit commun est *strictissime interpretationis*, Poitiers, 22 janv. 1811; Bordeaux, 27 janv. 1816. — Il suit de là que l'art. 1924 est inapplicable au cas où la contestation a lieu entre plusieurs déposants, Paris, 10 fév. 1831, S. V., 31, 2, 223; ou entre un déposant et des tiers, Nîmes, 12 déc. 1850, S. V., 51, 1, 141; Montpellier, 7 janv. 1851, S. V., 51, 2, 142. [Il suit encore de là que l'art. 1924 n'est pas applicable au cas où, le fait du dépôt étant nié par le déposant ou ses ayants cause, il n'y a plus qu'une détention d'objet à caractériser, Cass., 13 mai 1834, S. V., 34, 1, 573; ou au cas où, le fait du dépôt étant avoué, il ne s'agit plus que d'en connaître l'auteur, Cass., 9 juill. 1806.]

¹ [Il suit de là que la responsabilité du dépositaire est plus ou moins rigoureuse suivant qu'il est plus ou moins soigneux de ses propres affaires. La mesure de la vigilance qu'il doit apporter à la garde de la chose déposée est donc celle qu'il apporte à la garde des choses qui lui appartiennent. De telle sorte qu'on ne doit pas, pour apprécier sa responsabilité, se régler sur la gravité de la faute en elle-même, mais sur sa gravité relativement aux habitudes de celui qu'il a commis. Pothier, n. 27; Duvergier, n. 427; Troplong, n. 67 et suiv.; Dalloz, n. 46 et 47. V. cepen-

dant Duranton, 18, n. 37. — Du reste, le dépositaire qui n'apporte point à la garde de la chose déposée le soin qu'il apporte aux siennes propres commet un véritable dol, ou tout au moins une faute assimilable au dol; il ne pourrait donc s'affranchir conventionnellement de la responsabilité que l'art. 1927 fait peser sur lui: une pareille stipulation serait nulle, comme contraire aux bonnes mœurs, Troplong, n. 65; Dalloz, n. 45.]

— L'art. 1882 ne s'applique point au dépositaire, Delvincourt sur l'art. 1927. V. cependant Duranton 18, n. 38. [Il est certain qu'en principe, le dépositaire n'est pas tenu, comme l'emprunteur, de sauver la chose qui est sous sa garde de préférence à celle qui lui appartient, parce qu'il n'est pas tenu de préférer à la sienne propre la chose du dépositaire à laquelle il rend service; mais il peut être déclaré responsable s'il a laissé périr un dépôt d'une grande valeur ou dont la perte est irréparable, pour mettre en sûreté des choses qui lui appartiennent et qui sont d'une faible valeur: la valeur de la chose doit déterminer sa préférence, avec d'autant plus de raison qu'il a le droit de se faire indemniser par le déposant de la valeur de la chose qu'il a sacrifiée pour sauver le dépôt, art. 1942, Pothier, n. 29; Duranton, 18, n. 38; Duvergier, n. 428; Troplong, n. 42; Dalloz, n. 40. V. *inf.*, § 737, note 2.]

² [Ces cas sont les suivants: 1° Si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt de manière à suggérer soit l'idée même du dépôt, soit celle de le lui confier, Pothier, n. 30; Troplong, n. 76; Dalloz, n. 52. On peut assimiler à celui qui s'offre lui-même celui qui est désigné ou imposé par la nature de sa fonction, et qui en acceptant le dépôt s'est engagé à une diligence plus grande qu'un dépositaire de hasard,

répond des cas de force majeure que lorsqu'il a été mis en demeure de restituer la chose déposée³, art. 1929. V. aussi art. 1302.

3° Le dépositaire ne peut se servir⁴ de la chose déposée sans la permission expresse ou tacite du déposant, art. 1930⁵. Il ne doit pas non plus chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées, si elles lui ont été confiées dans un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée⁶, art. 1931.

tels sont les notaires, les hôteliers, ou aubergistes, Troplong, n. 79. — 2° Si le dépositaire a stipulé un salaire pour la garde du dépôt, ce qui a lieu dans le commerce, où le dépôt n'est presque jamais gratuit. Mais il ne faut pas considérer comme un dépositaire salarié celui qui reçoit une marque de la reconnaissance du déposant, sans avoir mis d'avance aucun prix à la garde du dépôt, Pothier, n. 13; Duvergier, n. 435; Troplong, n. 81; Dalloz, n. 14 et 53. V. sup., § 734, note 4. — 3° Si le dépôt a été fait uniquement dans l'intérêt du dépositaire, ce qui a difficilement lieu. V. Pothier, n. 32; Duranton, 18, n. 40; Troplong, n. 82; Dalloz, n. 54; Pothier, loc. cit. — Les auteurs examinent à ce sujet la question fort oiseuse selon nous de savoir si, dans tous les cas qui précèdent, le dépositaire est tenu de sa faute très-légère, ou seulement de sa faute légère. Comme nous l'avons déjà fait remarquer plusieurs fois, V. notamment sup., § 548 note 5, le Code n'admet pas l'ancienne division des fautes qui, bonne peut-être à l'école, n'est dans la pratique d'aucune utilité et d'aucun secours. C'est au juge à apprécier d'après les circonstances de fait, de temps et de personne, l'étendue des fautes et la responsabilité qu'elles comportent, en se montrant indulgent ou sévère, selon que la loi lui permet l'indulgence ou lui recommande la sévérité. V. Duvergier, n. 438, et Troplong, n. 85. — 4° Enfin, l'art. 1928 permet de convenir que le dépositaire sera tenu de toute espèce de faute. Cette convention, qui doit être expresse, rend le dépositaire responsable dès qu'il y a faute, quel que soit d'ailleurs le plus ou moins de gravité de la faute.]

¹ [Et même dans ce cas, il ne répond pas de la force majeure, lorsque la chose est également perdue chez le déposant, si elle lui avait été rendue, art. 1302; Duranton, n. 40; Duvergier, n. 441; Troplong, n. 88; Dalloz, n. 58. — Les parties peuvent d'ailleurs convenir que la force majeure sera toujours à la charge

du dépositaire, Troplong, n. 88; V. cependant Dalloz, n. 59. Elle est toujours à la charge du dépositaire, même sans convention expresse, en matière de dépôt irrégulier, c'est-à-dire dans un dépôt de choses fongibles qui passe aux risques du dépositaire, par cela seul qu'il a la faculté de s'en servir, Troplong, n. 91, 93 et s. V. sup., § 734 note 3. — Dans tous les cas, le dépositaire qui se fonde sur la force majeure pour échapper à l'obligation de restituer la chose déposée doit commencer par prouver cette force majeure, art. 1302; Cass., 14 juin 1827; Troplong, n. 95; Dalloz, n. 61, et de plus que le fait qu'il qualifie de force majeure, tel qu'un vol ou un incendie, n'a pas été précédé d'une faute de sa part, qui lui enlève ce caractère, Poitiers, 26 therm. an X; Troplong et Dalloz, loc. cit.]

⁴ Art. 1932, alin. 2, Pothier, n. 86 et s.; Delvincourt sur l'art. 1930.

⁵ Lorsque par suite de ce consentement le dépositaire fait usage de la chose, le dépôt se transforme en un commodat, ou en un *mutuum*, Favard, v° *Dépôt*, S. 1, § 1, n. 6; Duranton, 18, n. 44. [Cela n'est vrai que lorsque l'usage de la chose est l'objet principal du contrat, alors même que le dépôt consisterait en une chose fongible; seulement le contrat prend alors le caractère d'un dépôt irrégulier, V. sup., § 734, note 1. — Le dépositaire qui se sert de la chose déposée, sans le consentement formel ou présumé du déposant, commet une faute qui le rend responsable de la détérioration ou de la perte de la chose qui passe à ses risques, parce que la faute dont il s'est rendu coupable le met en demeure perpétuelle, L. 20. Dig., de *condict. furtiva*, arg. art. 1302; Pothier, n. 43; Troplong, n. 107; Dalloz, n. 64. — Par la même raison, si le dépôt consistait en sommes d'argent, le dépositaire en devrait les intérêts à partir de l'emploi frauduleux qu'il en aurait fait.]

⁶ Si le dépositaire ouvre le coffre fermé ou brise l'enveloppe cachetée,

3° Le dépositaire est tenu de restituer la chose conformément au contrat. Il faut donc qu'il restitue identiquement ce qui lui a été déposé, art. 1932, alin. 1^{er}. V. cependant l'art. 1932, alin. 2, combiné avec l'art. 1930⁸. Toutefois il n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution, sans avoir à répondre des détériorations ou de la perte qui ne sont pas de son fait⁹, art. 1933. Mais le dépositaire auquel la chose a été enlevée par force majeure est tenu de restituer au déposant ce qu'il a reçu pour prix de la chose ou en remplacement de la chose, ou ce qui peut lui en rester¹⁰, art. 1934.

L'héritier du dépositaire qui a vendu de bonne foi la chose déposée n'est tenu que de rendre au déposant le prix qu'il a reçu de la chose, ou, s'il n'a pas encore touché le prix, de céder au déposant son action contre l'acheteur¹¹, art. 1935.

Le dépositaire est tenu de restituer avec la chose les accroisse-

il commet un véritable dol qui l'expose à des dommages et intérêts, et il cesse de pouvoir en être cru sur sa déclaration en ce qui concerne la chose déposée, art. 1924, V. *sup.*, § 735 note 8. — V. L. 1, § 38, Dig., *Depositum*, Pothier, n. 38 et s.; Maleville, sur l'art. 1931; Troplong, n. 108; Dalloz, n. 67. — [Il pourrait cependant arriver en certains cas que le dépositaire auquel les clefs du coffre déposé auraient été confiées dût être considéré comme autorisé à l'ouvrir, dans l'intérêt de la conservation de la chose, Duvergier, n. 449; Dalloz, n. 68.]

⁷ [À moins que, la chose déposée étant fongible, le dépositaire n'ait été autorisé à en faire usage V. la note suivante. — Si donc, en l'absence de cette autorisation, le dépôt consiste en espèces monnayées, ce sont les mêmes espèces qui doivent être rendues, malgré l'augmentation ou la diminution de valeur de ces espèces, parce que ce qu'il doit rendre n'est pas une valeur, mais une chose déterminée. Dans ce cas, en l'absence d'une preuve écrite, le dépositaire est cru sur son affirmation, en ce qui touche la consistance des espèces, à moins que, l'objet du dépôt étant au-dessous de cent cinquante francs, la preuve testimoniale ne soit admissible, Pothier, n. 61; Delvincourt, 3, p. 431; Troplong, n. 111. — Si le dépositaire ne peut, par un fait quelconque dont il est responsable, restituer *in individuo* la chose déposée, il doit payer non-seulement la valeur de cette chose, mais en outre des dommages et intérêts pour le préjudice que la perte de la chose à

pu causer au déposant, Dalloz, n. 72.]

⁸ [Lorsque, comme le permet l'art. 1930, V. *sup.*, note 3, le dépositaire d'une somme d'argent a été autorisé à s'en servir, il cesse d'être tenu de rendre la somme *in individuo*. Il n'est tenu que de rendre l'équivalent, Troplong, n. 115 et s.]

⁹ [C'est au dépositaire à prouver que les détériorations ne sont pas de son fait, art. 1302, Troplong, n. 121; Dalloz, n. 73. — Si la chose n'a pas été seulement détériorée, mais entièrement perdue par un événement de force majeure, le dépositaire est complètement libéré, en prouvant que la perte ne lui est pas imputable, Troplong, n. 120 et 121. V. *sup.*, note 1.]

¹⁰ Pothier, n. 44. [Si le dépositaire n'a rien reçu, à la place de la chose déposée, qui lui a été enlevée par force majeure, il doit céder ses actions au déposant, Troplong, n. 133; Dalloz, n. 74; arg. art. 1935 et 1303.]

¹¹ Si l'héritier a disposé de la chose par donation, il ne pourra jamais être obligé à la restitution, arg. art. 1935 et L. 1, § ult., Dig., *Depositum*. V. aussi Duranton, 18, n. 43. V. cependant § 445. — [Si la chose vendue par l'héritier du dépositaire vient, par une cause quelconque, à rentrer dans ses mains, il est tenu de la restituer au déposant, Troplong, n. 129. — En aucun cas le déposant n'a action contre le tiers qui a acheté la chose de bonne foi, arg., art. 2279, Troplong, n. 130. V. *inf.* le titre de la *Prescription*.]

ments qu'elle a reçus et les fruits qu'il en a perçus. Mais il ne doit l'intérêt des sommes d'argent déposées que du jour où il a été mis en demeure ¹² de faire la restitution, art. 1936, à moins qu'il n'ait fait emploi de l'argent ¹³ sans le consentement exprès ou tacite du déposant, arg. art. 1996.

Le dépositaire doit restituer la chose déposée, soit à celui qui en a fait le dépôt ¹⁴, ou à ses héritiers ¹⁵, après son décès, V. art. 1939, ou, s'il y a eu changement dans l'état du déposant, à celui qui est chargé de l'administration de ses biens, V. art. 1940 ¹⁶; soit à celui au nom duquel le dépôt a été fait, V. art. 1941, soit à celui qui a été indiqué pour en recevoir la restitution ¹⁷, art. 1937.

¹² Conformément à l'art. 1139. Ici l'art. 1153 souffre une exception, Duranton, 18 n. 51; Troplong, n. 134; [Duvergier, n. 469; Dalloz, n. 79. — Le dépositaire n'est pas tenu des fruits qu'il aurait pu percevoir, mais qu'il n'a pas perçus, Troplong, n. 131; Dalloz, n. 76.]

¹³ Suivant des auteurs, le dépositaire est tenu des intérêts dès qu'il a fait emploi de l'argent, même sans le consentement exprès du déposant. V. Maleville et Delvincourt sur l'art. 1956, Duranton, 18, n. 52 et s. [Troplong, n. 104; Dalloz, n. 65 et 72. L'opinion de ces auteurs doit être suivie, parce que, en faisant un usage non autorisé de l'argent, le dépositaire commet un abus de confiance qui le constitue en demeure de plein droit. V. *sup.*, note 5. — *Contrà*, Duvergier, n. 470.]

¹⁴ [Lorsque le dépôt a été fait par un incapable, ce n'est pas à cet incapable, mais à l'administrateur de sa personne ou de ses biens, que la chose déposée doit être restituée, arg. art. 1925, Troplong, n. 138.]

¹⁵ [Lorsque le dépôt a eu pour objet une chose indivisible, les héritiers doivent s'accorder entre eux pour la recevoir, art. 1939. Si les héritiers ne se mettent pas d'accord ou ne se présentent pas pour la recevoir, le dépositaire peut, selon des auteurs, V. Pothier, n. 54, Troplong, n. 159, la remettre à ceux qui ont la plus grande part dans la succession, moyennant caution de le défendre contre les autres héritiers ou contre les tiers; mais nous croyons qu'il agirait plus prudemment en ne se désaisissant du dépôt qu'après s'être fait autoriser par jugement ou par ordonnance de référé à le consigner soit entre les mains d'un héritier, soit entre les mains d'un tiers. V. Duvergier, n. 481;

Troplong, n. 156; Dalloz, n. 94 et s.] — Pour la chose indivisible dans le sens de l'art. 1939, il faut entendre une chose qui, si elle était partagée, changerait de forme ou perdrait de sa valeur, Delvincourt, sur l'art. 1939. [Troplong, n. 155.] — L'art. 1939 s'applique également au cas où le dépôt a été fait par plusieurs personnes à la fois, Delvincourt, sur l'art. 1939. [Duranton, 18, n. 62; Troplong, n. 113 et 252; Dalloz, n. 97.] — Sur le cas où le dépositaire laisse plusieurs héritiers, V. Duranton, 18, n. 62 et s. [Les héritiers du dépositaire sont tenus de la restitution, chacun pour sa part héréditaire. Cependant si l'un d'eux détient seul le dépôt, il peut être poursuivi pour le tout, Duranton, *loc. cit.*; Dalloz, n. 98.]

¹⁶ [Mais le dépositaire ne pourrait être recherché si, ayant ignoré le changement d'état qui s'est opéré en la personne du déposant, il lui avait restitué le dépôt, Troplong, n. 162, Dalloz, n. 100.]

¹⁷ Cette délégation est un mandat *de recipiendâ solutione*. Il suit de là qu'après le décès du déposant, qui met fin au mandat, la chose déposée ne peut plus être remise à ce mandataire, elle doit être remise aux héritiers du déposant, art. 2203, Favard, *vo* *Dépôt*, sect. 1, § 1. — [Quant au mandat donné au dépositaire, la question de savoir s'il est ou non révoqué par le décès du déposant dépend du point de savoir si le mandat a été fait par le déposant, dans des termes purs et simples, ou s'il a entendu que le mandat subsistât et fût exécuté même après sa mort. V. Cass. 16 août 1842, S. V., 42, 1, 850, 29 avr. 1846, S. V., 46, 1, 689; Paris, 10 déc. 1850, S. V., 50, 2, 625, 14 mai 1853, S. V., 53, 2, 507. V. Cass., 12 déc. 1815, et Amiens, 16 nov. 1852, S. V., 54, 2,

Il ne peut exiger du déposant la preuve qu'il est propriétaire de la chose déposée, art. 1938, alin. 1. V. cependant le même article, alin. 2¹⁸, pour le cas où le dépositaire découvre que la chose est volée et à qui elle a été volée¹⁹.

Le dépositaire doit livrer la chose au lieu où elle se trouve à l'époque de la restitution²⁰, à moins que le contrat ne détermine un autre lieu pour la livraison, auquel cas le dépositaire doit restituer la chose au lieu déterminé par le contrat ; mais alors les frais de transport sont à la charge du déposant, art. 1942 et 1943.

61.—Le dépôt fait entre les mains d'une personne chargée de remettre la chose déposée à un tiers peut constituer une donation au profit de ce tiers. Cette donation est valable comme don manuel si la chose est remise par le dépositaire avant la mort du déposant. Mais lorsque le déposant vient à décéder avant cette remise, la validité de la donation dépend du point de savoir si le déposant a entendu se dessaisir actuellement de la chose déposée et la donner irrévocablement au tiers indiqué, ou s'il a entendu ne la donner qu'en cas de mort, et en se réservant la faculté de la retirer lui-même avant son décès. Dans le premier cas la donation est valable, comme donation entre vifs ; dans le second cas elle est nulle comme donation à cause de mort. V. sup., § 412, note 1, et § 428, note 10. V. aussi Troplong, n. 146 et s., et Bordeaux 8 août 1853, S. V., 53, 2, 841.] — Le déposant conserve d'ailleurs le droit de retirer lui-même la chose déposée, [pourvu qu'il ne s'en soit pas définitivement dessaisi au profit du tiers auquel le dépôt devrait être remis.] Cass., 22 nov. 1819. — Si le dépositaire auquel le déposant réclame la chose oppose qu'il l'a remise à un tiers, suivant le mandat qu'il en a reçu, c'est à lui à faire preuve de ce mandat, Cass., 9 mai 1831, S. V., 31, 1, 203.

¹⁸ Cet alinéa ne paraît pas applicable au cas où la chose a été perdue. Delvincourt, sur cet article, et Duranton, 18, n. 58, sont d'un autre avis. [Ces auteurs se fondent sur l'équité. V. aussi Dalloz, n. 85 ; mais l'opinion de ces auteurs n'a rien de juridique : le second alinéa de l'art. 1938 est une exception au premier, et cet article n'établissant aucune assimilation entre les choses perdues et les choses volées, il n'est pas permis de suppléer à son silence, sous le prétexte de lui donner une interprétation plus équitable, arg. art. 2279 et 2280 ; Troplong, n. 144.]

¹⁹ Dans ce cas, l'art. 1938 veut que le dépositaire dénonce le dépôt au véritable propriétaire, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant, et que, si celui auquel la dénonciation a été faite néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire soit valablement déchargé par la tradition qu'il en a faite à celui duquel il l'a reçu. Mais si celui auquel la dénonciation a été faite réclame le dépôt, le dépositaire ne peut le lui livrer qu'après qu'un jugement rendu contradictoirement avec le déposant l'a régulièrement déchargé, à moins que le déposant n'ait consenti à cette remise, Troplong, n. 142 et 145 ; Dalloz, n. 84.]

²⁰ L'art. 1943 porte dans le lieu même du dépôt. V. L. 12, § 1, Dig., *Depositum*, Duranton, 18, n. 67. [Par ces expressions : dans le lieu même du dépôt, l'art. 1943 entend désigner le lieu où se trouve la chose déposée au moment de la restitution, et non celui où elle était au moment du contrat, autrement le dépositaire serait obligé de transporter la chose d'un lieu dans un autre, ou obligé à des déplacements, et par conséquent soumis à une gêne qui ne serait ni juste ni utile. Pothier, n. 57 ; Duranton, *loc. cit.* ; Duvergier, n. 488 ; Troplong, n. 168 ; Dalloz, n. 103. — *Contrà*, Delvincourt, 3, p. 432. Il n'en serait autrement que si le dépositaire ayant un intérêt connu à ce que la chose lui fût remise au lieu même où le dépôt a été effectué, il y avait lieu de supposer qu'il était dans l'intention commune des parties que la restitution se fit dans ce lieu. Il y a plus, et, même en dehors de cette convention présumée, le déposant, s'il y avait intérêt, et en prenant à sa charge les frais de transport et les risques, pourrait exiger que la restitution lui fût faite au lieu où le dépôt a été effectué, Duranton, n. 97 ; Duvergier, n. 489 ; Troplong, n. 170.]

Le dépositaire doit restituer la chose déposée au déposant, art. 1937, à la première réquisition de ce dernier, même dans le cas où un certain délai aurait été fixé dans le contrat pour la restitution, sauf le cas d'opposition de la part des tiers à la restitution ou au déplacement de la chose déposée²¹, art. 1944. V. aussi art. 1293.

Le dépositaire infidèle²² n'est pas admis au bénéfice de la cession de biens²³, art. 1945.

Toutes les obligations du dépositaire cessent s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée, art. 1946²⁴.

§ 737. Des obligations du dépositant.

Le déposant est tenu de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose¹ et de l'indem-

²¹ [Il n'est pas nécessaire pour cela d'une saisie-arrêt ou opposition proprement dite : il suffit qu'un tiers prétende droit à la chose déposée forme opposition à la délivrance entre les mains du dépositaire, et assigne le déposant pour faire reconnaître son droit de propriété; Bordeaux, 28 fév. 1848, S. V., 49, 2, 400.] Mais le dépositaire ne peut refuser de rendre la chose, sous prétexte qu'il saurait que le dépôt a été fait dans l'intérêt d'un tiers. V. cependant Cass., 26 août 1813. — Le dépositaire peut-il en tout temps contraindre le déposant à reprendre la chose? V. L. 5, § 2 et 7. Dig., *Depositum*, Duranton, 18, n. 57. [Lorsque la durée du dépôt n'a pas été fixée, le dépositaire a, comme le déposant, le droit de mettre, quand bon lui semble, un terme au dépôt et de rendre la chose, Troplong, n. 178; Dalloz, n. 110. Mais il en serait autrement s'il s'était engagé à conserver la chose pendant un temps déterminé, à moins toutefois qu'il n'eût un intérêt grave à cesser d'être chargé de la garde de la chose, Troplong, *ibid.* — La détermination ou fixation du délai n'a pas besoin d'ailleurs d'être expresse; elle peut résulter des circonstances mêmes dans lesquelles le dépôt a eu lieu : et, par exemple, lorsque le dépôt a été motivé par un voyage que devait faire le déposant, il paraît évident que le dépositaire ne peut se faire décharger avant le retour de celui-ci, bien que rien n'ait été stipulé à cet égard, Dalloz, *loc. cit.*]

²² [Le dépositaire infidèle est celui qui détourne ou dissipe le dépôt, qui en nie l'existence ou en viole frauduleusement les conditions; mais non celui qui n'a fait que se rendre coupable d'un défaut de soins exempt de dol caractérisé, Troplong, n. 180.]

²³ Le dépositaire infidèle n'étant pas contraignable par corps, art. 2060, semble n'avoir pas besoin de ce bénéfice. Pr., art. 126, Duranton, 12, p. 271. [Sans doute, le dépositaire ne peut être contraint par corps à représenter la chose déposée, Cass., 18 nov. 1834, S. V., 34, 1, 777; Troplong, n. 181; Dalloz, n. 112, mais son retard à la restituer le rendant passible de dommages-intérêts, le juge pourrait, si ces dommages-intérêts excédaient 300 fr., y attacher la contrainte par corps, en vertu de l'art. 126 Pr., et alors le bénéfice de cession de biens que la loi refuse au dépositaire pourrait lui être utile, Troplong, n. 182; Dalloz, *loc. cit.*; Duvergier, n. 500.]

²⁴ [Soit que le droit de propriété dont justifie le dépositaire ait pris naissance avant ou après le dépôt, Troplong, n. 185.]

¹ A moins que le dépositaire n'ait rendu ces dépenses nécessaires. Pothier, n. 70 et s.; Duvergier, n. 503; Troplong, n. 191; Dalloz, n. 114. — [Mais le dépositaire ne peut demander le remboursement d'une dépense simplement utile, Duranton, n. 73; Dalloz, n. 113. — *Contrà*, Duvergier, n. 503.]

niser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées, art. 1947. Le dépositaire peut retenir le dépôt tant que le déposant n'a point satisfait à cette obligation, art. 1948².

SECTION II. — DU DÉPÔT NÉCESSAIRE.

§ 738. *En quoi il diffère du dépôt volontaire.*

Le dépôt nécessaire¹, sauf les cas prévus au paragraphe suivant, ne diffère du dépôt volontaire qu'en ce qui touche les moyens de preuve, art. 1951. Ainsi, en matière de dépôt nécessaire, à la différence de ce qui a lieu en matière de dépôt volontaire, la preuve du dépôt et de la valeur de l'objet déposé peut être faite par témoins, même lorsque la valeur des objets déposés excède 150 francs, art. 1950. V. aussi l'art. 1369.

§ 739. *Des dépôts faits dans les hôtelleries et dans les auberges.*

Les hôteliers ou aubergistes, ainsi que les autres personnes dont la profession consiste à recevoir chez elles des voyageurs ou

² [Ce droit de rétention peut être exercé, même vis-à-vis des créanciers du déposant, Lyon, 27 août 1849 S. V., 49, 2, 557; Cass., 10 déc. 1850, S. V., 51, 1, 243; Duranton, n. 74; Duvergier, n. 505; Dalloz, n. 117. Mais il n'a pas lieu pour des causes étrangères au dépôt, Pothier, n. 59; Troplong, n. 196; Dalloz, *loc. cit.* — Le dépositaire qui n'aurait pas usé du droit de rétention pourrait encore, à raison des dépenses par lui faites pour la conservation de la chose, exercer sur le prix le privilège établi par l'art. 2102, n. 3; Lyon, 27 août 1849, déjà cité; Duranton, n. 74; Troplong, n. 195; Dalloz, n. 83. — *Contrà*, Pothier, n. 74; Duvergier, n. 506.]

¹ [Le dépôt nécessaire, ainsi nommé à cause de la nécessité sous l'empire de laquelle on y a eu recours, est un contrat, tout aussi bien que le dépôt volontaire, quoique dans ce dernier le consentement soit plus librement exprimé, V. *sup.*, § 735, note 1; Troplong, n. 205. V. cependant l'exposé des motifs au Corps législatif. Il n'en serait autrement que si le dépôt nécessaire était fait à un incapable, tel qu'un mineur ou une femme mariée, qui, n'ayant pas la capacité de consentir, seraient liés, non par un contrat, mais par un quasi-con-

trat, qui les obligerait à la représentation de la chose déposée, Troplong, n. 208. — On a vu *sup.*, § 734, que le dépôt nécessaire est celui qui est forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, l'explosion d'une mine, un pillage, un naufrage, ou autre événement imprévu. Tels sont les termes de l'art. 1949, qui n'ont évidemment rien de limitatif. Il y a donc dépôt nécessaire dans tous les cas où un événement de force majeure oblige une personne à déposer une chose entre les mains d'un tiers, dans des circonstances qui ne permettent pas de se procurer une preuve écrite du dépôt. Troplong, n. 204; Dalloz, n. 149. Mais un simple embarras, qui n'aurait pas le caractère de force majeure, ne suffirait pas pour imprimer au dépôt le caractère de dépôt nécessaire. C'est ainsi qu'il a été jugé avec raison que le dépôt d'une somme considérable, apportée en écus, fait à la femme d'un créancier, en l'absence de son mari, n'a pas le caractère d'un dépôt nécessaire, malgré la difficulté du transport d'une grande quantité de numéraire, cette difficulté ne pouvant pas être un obstacle à ce que le débiteur exigeât un reçu de la femme, Cass., 12 août 1848, S. V., 49, 1, 298, V. aussi Cass., 17 mai 1810, et Rennes, 2 août 1819.]

des hôtes¹, sont régis, en ce qui touche soit les effets² que les voyageurs ou hôtes qui logent chez eux³ ont apportés dans leur maison⁴, soit les choses qui leur ont été remises pour ces voya-

¹ Bien que l'art. 1952 ne parle que des hôteliers et aubergistes, il doit cependant, par identité de motifs, être étendu à toutes les personnes exerçant une profession du même genre. Merlin, *Rep.*, v° *Dépôt nécessaire*. Ainsi il s'applique aux logeurs en garni, Cass., 27 juin 1811. [Duranton, n. 78; Duvergier, n. 521; Troplong, n. 228, Dalloz, n. 163.] A ceux qui tiennent des établissements de bains publics, Cass., 4 juill. 1814; [Merlin, *Quest. de droit*, v° *Dépôt nécessaire*; Troplong, n. 229; Dalloz, n. 164.] V. cependant Nîmes, 18 mai 1825. Mais il ne paraît pas devoir être étendu aux cafetiers ni aux traiteurs. [Duvergier, n. 522; — *Contrà*, Merlin et Troplong, *loc. cit.* C'est l'opinion de ces derniers auteurs qui doit être suivie, en remarquant toutefois que les baigneurs, traiteurs, cafetiers, restaurateurs ne peuvent en général être responsables, par application de l'art. 1952, que des objets qui sont de nature à être déposés dans leurs établissements, tels que vêtements de bains, cannes, parapluies, chapeaux, etc.]

² *Effets*. Ce mot comprend aussi des marchandises et des animaux, *demi-quod quidquid illatum est*. Rennes, 26 décembre 1833, S. V., 34, 2, 286. [Troplong, n. 217; Dalloz, n. 170. Il n'est pas, d'ailleurs, nécessaire que ces effets aient été expressément déclarés à l'hôtelier; il suffit, en règle générale, qu'ils aient été apportés dans l'hôtellerie, Troplong, n. 218 et 231, Dalloz, n. 171. — V. encore *inf.*, note 4.]

³ Ainsi, cet article n'est point applicable au cas où des habitants du lieu se sont logés chez un aubergiste. [Nous croyons que c'est là une erreur : toute personne qui vient prendre un logement dans une auberge est, pour l'aubergiste, un voyageur. L'art. 1952, en employant le mot *voyageur*, s'est référé au cas le plus ordinaire, *quod plerumque fit*, sans vouloir exclure les cas particuliers qui présentent une analogie complète avec le cas général. Or, à moins de différences qui peuvent résulter de circonstances exceptionnelles ou de conventions particulières, il y a une similitude absolue entre l'habitant du lieu qui, en venant prendre un logement dans une hôtellerie, met les effets qu'il y apporte sous la garde de l'hô-

telier et le voyageur qui s'y présente dans les mêmes conditions. Cela est si vrai qu'on assimile généralement les logeurs en garni aux hôteliers et aubergistes, V. *sup.*, note 1, bien que les logeurs en garni reçoivent plus souvent des individus sédentaires que des voyageurs proprement dits. — Mais l'art. 1952 ne serait pas applicable au cas où l'occupation de certains locaux dans un hôtel garni n'aurait aucun rapport avec la destination de l'hôtel et la profession de l'hôtelier. Ainsi il ne serait pas applicable au cas où un commerçant aurait loué dans un hôtel garni des magasins à l'année ainsi qu'une chambre qui lui sert de bureau, ce commerçant ne pouvant sous aucun rapport être assimilé à un voyageur, Angers, 15 juill. 1857, Dall. 57, 2, 167.] Il n'est point applicable non plus au cas où des voyageurs ont confié des effets à l'aubergiste, au moment de leur départ, Cass., 10 janv. 1852, S. V., 32, 1, 91, [Duranton, n. 78; Dalloz, n. 180 et 181.] Mais il s'applique au cas où des voyageurs ont simplement remis leurs chevaux dans une auberge, ou oublié des effets en partant, Merlin, *loc. cit.*, Rennes, 16 déc. 1833, S. V., 34, 2, 286.

⁴ L'argent et les objets précieux sont-ils compris parmi ceux dont l'art. 1952 rend l'aubergiste ou hôtelier responsable? V. *sup.* § 709, ce qui a été dit sur une question analogue. V. aussi *Observ. du Tribunal et Delvincourt*, sur l'art. 1752; Pothier, n. 70 et s.; Toullier, 11, n. 248 et s.; Paris, 2 avr. 1811 et 21 nov. 1836, S. V., 37, 2, 78. [D'après cet auteur et les arrêts qui précèdent, l'aubergiste ne serait responsable que de l'argent qui peut être considéré comme faisant partie du bagage des voyageurs, et non des valeurs considérables des objets précieux qui ne lui ont pas été déclarés. V. aussi en ce sens Duvergier, n. 519; Grenoble, 13 août 1813, et Rouen, 4 fév. 1857, S. V., 48, 2, 452. Mais nous croyons qu'il faut aller plus loin et étendre la responsabilité de l'aubergiste à l'argent et aux objets précieux que le voyageur a pu apporter sans imprudence dans l'hôtel, eu égard à sa position et à ses besoins. V. Paris, 7 mai 1838; Dall., 38, 2, 157, 26 déc. 1838; Dall., 39, 2, 32 et 29 août 1844; Dall., 46, 2, 84; Troplong, n. 219 et s..

gours⁶, par les règles relatives au dépôt nécessaire, c'est-à-dire que l'introduction ou la remise de ces objets implique un dépôt et que ce dépôt peut être dans tous les cas prouvé par témoins⁶, art. 1952.

Les aubergistes ou hôteliers, ainsi que les autres personnes exerçant une profession analogue, sont responsables du vol ou du dommage des effets apportés chez eux, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par leurs domestiques⁷ et préposés, soit qu'il ait été fait ou causé par des personnes du dehors⁸, art. 1953. Ils cessent d'être responsables si les voyageurs eux-mêmes ont été cause du dommage ou de la perte⁹. Ils ne

Mais l'aubergiste pourrait cesser d'être responsable s'il y avait une faute imputable au voyageur, par exemple, s'il y avait dans sa chambre une armoire fermant à clef dont il aurait négligé de faire usage. V. Paris, 2 avr. 1811; et Massé, *Droit comm.*, 6, n. 291.] — La question de savoir quand les effets doivent être réputés apportés dans l'auberge ou hôtellerie est une question de fait. Ainsi l'aubergiste peut être déclaré responsable des voitures laissées dans la rue. Duranton, 18, n. 83. [Cette dernière solution n'est exacte que si l'on suppose que la voiture a été forcément laissée à l'extérieur, par exemple, si l'aubergiste n'a pas de cour ou de local fermé pour remiser les voitures et recevoir les marchandises; Duvergier, n. 515; Troplong, n. 227; Dalloz, n. 172; Paris, 15 sept. 1808 et 14 mai 1830, S. V., 39, 2, 264. Il faut aussi que le voiturier ou voyageur ait averti l'aubergiste qu'il laissait sa voiture ou ses marchandises sur la voie publique, et l'ait ainsi mis à même d'exercer sa surveillance sur ces objets, Dalloz et Troplong, *loc. cit. in fine*. V. aussi Amiens, 1^{er} déc. 1846, S. V., 47, 2, 238.]

⁶ Paris, 6 avril 1829.

⁷ Maleville, sur l'art. 1952. [C'est au voyageur à prouver qu'il a apporté des effets et quels effets. Le juge, d'ailleurs, est investi d'un pouvoir discrétionnaire pour l'admission de la preuve par témoins, dans laquelle il doit prendre en considération la qualité des personnes et les circonstances du fait, art. 1348; Toullier, 9, n. 253; Duranton, n. 82; Duvergier, n. 517; Troplong, n. 213 et 214; Dalloz, n. 158 et 159. V. aussi Bourges, 9 fév. 1820. — Le voyageur doit également prouver la valeur des objets déposés. Le serment peut même lui être déféré sur ce point, sans toute-

fois que le juge soit enchaîné par cette déclaration assermentée, si elle lui paraît exagérée, Rouen, 13 germ. an X; Toullier, 11, n. 254; Duvergier, n. 518; Troplong, n. 215; Dalloz, n. 158.]

⁷ [Les hôteliers ou aubergistes sont responsables du vol commis par leurs domestiques au préjudice des voyageurs, encore bien qu'il y ait imprudence ou négligence de la part de ces derniers, en ce que, par exemple, ils auraient laissé des objets précieux dans un habit qu'ils remettaient à un domestique pour le nettoyer, ou négligé l'avis donné aux voyageurs et affiché dans les chambres de l'hôtel, de remettre au maître de l'hôtel les valeurs par eux apportées, Cass., 11 mai 1846, S. V., 46, 1, 364; Amiens, 4 déc. 1846, S. V., 47, 2, 254. Mais cette négligence pourrait exonérer l'aubergiste de la responsabilité du vol commis par d'autres que par ses domestiques et préposés.]

⁸ Bien que l'art. 1953 dise seulement « par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie », cependant ce passage doit s'entendre, en général, d'après l'esprit de l'article et par argument de l'art. 1954, de tous les tiers, par conséquent aussi des voleurs qui se seraient introduits dans l'hôtellerie, Pothier, n. 78; [Troplong, n. 234. On présume alors qu'il y a défaut de surveillance.] V. en sens contraire, Maleville, sur l'art. 1954. [Mais la responsabilité de l'aubergiste ne s'étendrait pas au vol commis par le domestique propre du voyageur. Sa responsabilité est dominée, en pareil cas, par celle du maître lui-même, Merlin, *Rép.*, v^o *Hôtellerie*; Troplong, 237; Dalloz, n. 184.]

⁹ [Merlin, *Rép.*, v^o *Hôtellerie*; Dalloz, n. 166; Troplong, n. 238 et 239. V. cependant *sup.*, note 7. Mais c'est

sont pas responsables non plus des vols à main armée ou de tout autre fait de force majeure¹⁰, art. 1954.

CHAPITRE II.

DU SÉQUESTRE.

§ 740. Définition. — Espèces.

Le séquestre est le dépôt d'une chose litigieuse¹, fait pour toute la durée du litige.

Le séquestre est établi soit par les parties², soit par un jugement. De là la division du séquestre en séquestre conventionnel et en séquestre judiciaire, art. 1955 et 1956.

§ 741. Du séquestre conventionnel.

Le séquestre conventionnel, qui d'ailleurs peut n'être pas gratuit³, art. 1957, est ordinairement régi par les principes qui ont

à l'aubergiste ou hôtelier à prouver la faute du voyageur ainsi que la force majeure, Duranton, 18, n. 79 et s.; Duvergier, n. 516, Troplong, n. 233; Dalloz, n. 186.]

¹⁰ [Le vol avec effraction ne doit pas en général être assimilé au vol à main armée, et ne constitue pas un cas de force majeure, Troplong, n. 235. Toutefois il peut, selon les circonstances, revêtir ce caractère, quand il a eu lieu de manière à déjouer toute surveillance, Dalloz, n. 187. Du reste le vol à main armée n'échappe à la responsabilité de l'aubergiste que lorsqu'il est commis par des personnes du dehors, l'aubergiste étant toujours responsable de ses domestiques et préposés. — La question de savoir si on peut ranger au nombre des circonstances qui font cesser la responsabilité de l'aubergiste la déclaration faite par celui-ci, et acceptée par le voyageur, qu'il n'entend point se charger des risques, ou l'avis affiché dans les chambres et autres lieux fréquentés de l'hôtel, portant que l'hôtelier répond seulement des objets remis entre ses mains, dépend des circonstances; si cette précaution peut mettre en certains cas l'aubergiste à

couvert, il en est d'autres où sa responsabilité doit rester entière. V. Troplong, n. 240 et 241, et *sup.*, note 7.]

¹ Soit quant à la propriété, soit quant à la possession, L. 17, § 1, Dig., *Depositi*.

² C'est par inadvertance, que l'article 1956 suppose que le séquestre peut être établi par une ou plusieurs personnes; il n'y a pas séquestre, mais simple dépôt, si le dépôt de l'objet en litige est effectué par l'une des parties seulement, Pothier, n. 85; Maleville, sur l'art. 1956. [Duvergier, n. 527; Troplong, n. 249, et Dalloz, n. 195.]

³ Il semble, il est vrai, résulter de l'art. 1958 que si un salaire est attribué au séquestre, le contrat doit être considéré, non comme un dépôt, mais comme un louage de services. Telle est, en effet, l'opinion de Pothier, n. 80, [V. aussi en ce sens, Troplong, n. 262, et Duvergier, n. 529.] Mais cette manière de voir ne peut se concilier ni avec la rédaction de l'art. 1957, ni avec l'art. 1928, alin. 2. [V. *sup.*, § 734, note 4.] Il n'y a de différence, entre le séquestre gratuit et le séquestre salarié, que sous

déjà été établis plus haut au sujet du dépôt volontaire, art. 1958, sauf les différences suivantes :

1° Le séquestre peut avoir pour objet soit des meubles, soit des immeubles, art. 1959.

2° Le dépositaire chargé du séquestre (qui reçoit lui-même la dénomination de séquestre) ne peut restituer la chose qui en fait l'objet avant la fin du procès, à moins que ce ne soit du consentement de toutes les parties intéressées². Le litige terminé, il doit remettre la chose à la partie qui a obtenu gain de cause, et à personne autre³, art. 1960. V. art. 2060, alin. 4.

3° Le séquestre ne peut se démettre de ses fonctions avant la fin du litige que pour une cause jugée légitime⁴, art. 1960.

4° La partie qui a obtenu gain de cause peut demander la restitution de la chose mise en séquestre, sans avoir besoin d'appeler l'autre partie⁵.

§ 742. Du séquestre judiciaire¹.

Les tribunaux sont autorisés², dans les cas suivants³, à ordonner le séquestre d'une chose :

le rapport de la prestation des fautes et de la responsabilité, art. 1928, alin. 2; Delvincourt, sur l'art. 1958. [V. *sup.*, § 736, note 2.]

² Et non-seulement du consentement des parties qui ont effectué le dépôt. Discussions et Maleville, sur l'art. 1960. [Le séquestre ne pourrait donc se dessaisir de la chose sans le consentement des tiers qui sont intervenus au procès, Troplong, n. 273; Dalloz, n. 204. — *Contrà*, Duvergier, n. 532. — A moins cependant qu'il n'eût eu juste sujet d'ignorer l'intervention de ces tiers, Troplong, n. 274.]

³ Pothier, n. 88. [Il ne peut se dessaisir de la chose, même en vertu d'un jugement exécutoire par provision, qu'après l'expiration des délais d'opposition ou d'appel, Troplong, art. 548; Pr., n. 259 et 260; Cass., 25 mai 1841, S. V., 41, 1, 497.] De son côté, le séquestre a une action contre la partie qui obtient gain de cause, *actio contraria depositi in solidum*, Delvincourt, sur l'art. 1956. [Le séquestre a incontestablement une action pour le salaire qui lui est dû ou pour les dépenses faites pour la conservation de la chose. Mais cette action ne peut être exercée que contre celui à qui la chose a été remise en définitive, et qui se trouve y avoir seul droit.]

⁴ L. 6, § 2, Dig., *Depositum*, Pothier

n. 88. [Si, dans ce cas, les parties ne s'accordent pas pour retirer la chose, le juge doit nommer un autre séquestre, Dalloz, n. 200.]

⁵ Duranton, 18, n. 87 et s.

¹ [Le Code, dans les articles 1961 et s., s'occupe tout à la fois du séquestre judiciaire et du *dépôt judiciaire*; le dépôt judiciaire diffère du séquestre judiciaire en ce qu'au lieu de s'appliquer à une chose litigieuse, il a pour objet toute chose mise entre les mains d'un dépositaire ou gardien par le juge ou par un officier de justice, V. Duvergier, n. 536; Troplong, n. 275; Dalloz, n. 210. V. *inf.*, note 4.]

² Il résulte de l'art. 1961 que c'est là une simple faculté pour les tribunaux, et non une obligation, Cass., 28 avril 1813; Bourges, 8 mars 1822; [Cass., 6 mars 1834, S. V., 34, 1, 152. V. aussi *inf.*, note 5.]

³ Et non dans d'autres cas, [Duvergier, n. 536; Troplong, n. 293 et s. C'est à dire que le séquestre judiciaire ne peut être ordonné que lorsque la chose est litigieuse, soit quant à la propriété, soit quant à la possession; mais quand il y a litige, le juge a un pouvoir discrétionnaire pour ordonner le séquestre ou pour le refuser.] V. cependant Maleville, sur l'art. 1961; Bourges, 8 mars 1822.

1° Lorsque les meubles d'un débiteur sont frappés de saisie ⁴;

2° Lorsque la propriété ou la possession d'une chose mobilière ou immobilière est litigieuse et que, d'après l'appréciation du juge, il n'y a pas de motifs suffisants pour protéger dans leur possession soit l'une ou l'autre partie, soit les deux parties, ou s'il survient des motifs suffisants pour ne pas laisser la chose au possesseur actuel, mais pour en donner la garde à un séquestre ⁵;

3° Lorsque le créancier refuse d'accepter le paiement qui lui est offert par son débiteur, et que l'objet du paiement ne consiste pas en une somme d'argent ⁶, art. 1961, V. aussi art. 1259 et *sup.*, § 564 ;

4° Lorsque l'usufruitier d'un immeuble ne peut fournir caution ⁷, art. 602. V. *sup.*, § 307.

Dans ces différents cas, on constitue pour séquestre soit une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit une personne nommée d'office par le juge ⁸, art. 1963, alin. 1. V. Pr., art. 596 et s.

Le séquestre judiciaire a les mêmes droits et les mêmes obligations ⁹ que le séquestre conventionnel, art. 1963, alin. 2, et art. 2060, alin. 4. Il y a cependant quelques dispositions spéciales aux droits et aux obligations de ceux qui ont été constitués gardiens des biens saisis sur un débiteur ¹⁰. V. art. 1962 et 2060, alin. 4, et Pr., art. 603 à 607.

⁴ Pr. art. 596 et s. [C'est là un cas de dépôt judiciaire, et non de séquestre judiciaire, la saisie ne mettant en litige ni la propriété, ni la possession des choses qu'elle a pour objet.] Le séquestre, dans ce cas, prend le nom de gardien, [et il est établi, non par le juge, mais par l'officier ministériel saisissant.] — Sur le cas où la saisie a pour objet des immeubles, V. art. 681, Pr. [Dans ce cas particulier, où, en l'absence d'un litige, il n'y a pas séquestre judiciaire proprement dit, le saisi est de plein droit établi séquestre, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le juge.] — Sur le séquestre des rentes sur l'État, V. Poitiers, 16 juill. 1830.

⁵ Pigeau, 2, p. 300 ; Poitiers, 29 janv. 1813 ; Bordeaux, 17 mai 1831. S. V., 31, 2, 287. Le juge ne doit d'ailleurs user du droit que la loi lui confère qu'avec une grande réserve. — [Il ne

faut pas confondre le séquestre qui ne donne que la garde de la chose, avec la récréance, qui en donne la possession provisoire, V. *sup.*, § 287, note 6.]

⁶ [S'il s'agit d'une somme d'argent, elle est consignée dans un dépôt public. V. *sup.*, § 564.]

⁷ [Dans ce cas particulier, il y a séquestre, bien qu'il n'y ait pas litige.]

⁸ Pigeau, 2, p. 300 et s. [Troplong, n. 291. On peut nommer pour séquestre l'une des parties, Dalloz, n. 232 ; Paris, 2 juill. 1830. — *Contrà*, Toulouse, 13 mai 1812.] — Celui qui est nommé séquestre n'est pas tenu d'accepter ces fonctions, qu'aucune loi ne déclare obligatoires, [Dalloz, n. 213.]

⁹ Ainsi, par exemple, il peut être salarié, Pigeau, 2, 305. [V. Dalloz, n. 250 et s.]

¹⁰ Pigeau, 2, p. 94 et s., [et Troplong, n. 277 et s.]

TITRE XII.

DES CONTRATS ALÉATOIRES.

ARTICLES 1964 A 1965.

SOMMAIRE.

- § 743. — Définition. — Division de la matière.
 § 744. — Du contrat d'assurance et du prêt à la grosse.
 § 745. — Du jeu et du pari.
 § 746. — Du contrat de rente viagère. — Définition.
 § 747. — Suite. — De la constitution de rente viagère.
 § 748. — Suite. — Des droits et des obligations des parties.
 § 749. — Suite. — De l'extinction et de la résolution du contrat de rente viagère.

§ 743. *Définition. — Division de la matière.*

[Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain,

Les principaux contrats aléatoires, et les seuls dont le Code s'occupe dans le présent titre, sont :

Le contrat d'assurance ;

Le prêt à la grosse ;

Le jeu et le pari ;

Le contrat de rente viagère, art. 1964,

Mais indépendamment de ces quatre contrats, il y a un grand nombre de conventions qui peuvent avoir un caractère aléatoire : les unes auxquelles la loi n'a donné aucune dénomination particulière, les autres qui sont dénommées d'après leur analogie avec quelques-uns des contrats nommés et réglés par le Code. Telle est la vente d'un coup de filet, V. *sup.*, § 680, note 2 ; d'un usufruit, V. *sup.*, § 305 ; de droits litigieux, V. *sup.*, § 692 ; tels sont enfin tous les contrats dans lesquels les parties prennent en considération une chance quelconque de gain ou de perte.

Nous ne nous occuperons ici que des quatre contrats indiqués par le Code comme constituant les contrats aléatoires proprement dits. Les autres sont régis soit par les principes généraux du droit, soit par les principes particuliers aux contrats avec lesquels ils présentent une certaine analogie.]

§ 744. Du contrat d'assurance [et du prêt à la grosse.]

[Le contrat d'assurance est la convention par laquelle une personne s'engage à indemniser une autre personne du dommage ou de la perte qu'elle peut éprouver relativement à une chose qui est exposée à un danger ou à un risque d'une nature déterminée ¹.]

Le contrat d'assurance peut être ou unilatéral, et alors il constitue une sorte de donation ; ou synallagmatique. Dans ce dernier cas, ou les parties s'engagent mutuellement à s'indemniser de toute perte pouvant résulter d'un accident ², ou cet engagement n'est pris que par l'une des parties envers l'autre qui, de son côté, s'engage à payer une prime qui est le prix de l'assurance ³.

Ce contrat peut avoir pour objet d'assurer toute espèce de biens contre toute espèce de risques. Ainsi, par exemple, on peut faire assurer sa propre vie ou la vie d'un tiers, mais seulement du con-

¹ [Le Code Napoléon renvoie aux lois maritimes, c'est-à-dire au Code de commerce, pour l'exposé des règles relatives au contrat d'assurance, ce qui semble supposer que le contrat d'assurance ne peut jamais avoir qu'un intérêt commercial. Mais c'est là une erreur. Si, dans l'origine, l'assurance a été imaginée et pratiquée seulement pour les risques de mer, on a, plus tard, compris l'utilité et l'applicabilité de ce contrat aux intérêts purement civils, aux risques de l'incendie, aux risques de l'intempérie des saisons, aux risques même auxquels est exposée la vie des hommes ; et les exemples d'assurances contre ces risques purement terrestres ou purement civils qui avaient précédé la rédaction du Code paraissent dû appeler l'attention de ses auteurs sur un contrat qui était sorti du cercle primitif de son action pour entrer dans le domaine de la vie civile. Il suit de là que les assurances terrestres ou sur la vie n'étaient réglées par aucune loi restant sous l'empire des principes généraux du droit, et des analogies puisées dans les dispositions qui régissent les assurances maritimes, On

peut consulter sur les assurances terrestres : Quanauld, *Traité des assurances terrestres* ; Boudousquie, *Traité de l'assurance contre l'incendie* ; Grün et Jollat, *Traité des assurances terrestres et sur la vie* ; Eug. Persil, *Traité des assurances terrestres* ; Alauzet, *Traité général des assurances* ; et Dalloz, *v^e Assurances terrestres*.]

² [Ce mode d'opérer est constitutif des assurances mutuelles. Elles se forment ordinairement par des associations d'individus qui se garantissent réciproquement contre certains risques auxquels des choses de même nature possédées par ces individus sont exposées. Ces associations, quelle que soit leur forme, n'ont rien de commercial, puisqu'elles n'opèrent pas en vue d'opérer un bénéfice, mais pour éviter une perte à celui des associés sur lequel est tombé le sinistre, Grün et Jollat, p. 323 ; Cass., 15 juill. 1899.]

³ [Le contrat prend alors le nom d'assurance à prime, et il est tout commercial de la part de l'assureur qui spéculé sur le bénéfice aléatoire que peut lui procurer la perception de la prime.]

sement de celui-ci ⁴ : c'est-à-dire stipuler le paiement d'un capital déterminé contre le paiement d'une certaine prime, pour le cas de décès de la personne dont la vie a été assurée ⁵. [On peut assurer les choses exposées aux dangers de la navigation ⁶.] On peut assurer des maisons contre l'incendie ⁷, des récoltes contre la grêle ⁸.

[Le prêt à la grosse est un contrat par lequel un prêteur, que l'on désigne aussi sous le nom de donneur, prête une certaine somme d'argent sur des objets exposés aux dangers de la navigation, avec condition que si ces objets arrivent heureusement, l'emprunteur lui remboursera le capital prêté, plus une somme déterminée pour prix des risques courus, et que si, au contraire, les objets périssent ou sont endommagés durant le voyage par quelque fortune de mer ou accident de force majeure, le prêteur ne pourra rien réclamer au delà de la valeur qui restera de ces objets.

C'est une variété du contrat d'assurance, avec cette différence que dans l'assurance proprement dite le paiement de l'indemnité suit le dommage, tandis qu'il le précède dans le prêt à la grosse, et que dans le contrat d'assurance le prix du risque couru par l'assureur consiste dans la prime payée par l'assuré, tandis que dans le prêt à la grosse le prix du risque couru par le prêteur consiste dans l'intérêt payé par l'emprunteur.

⁴ [Queanaut, n. 53; Grün et Joliat, n. 375 et s.; Dalloz, n. 321. Ou tout au moins il faut avoir intérêt à la conservation de la vie de ce tiers, Dalloz, n. 318; Troplong, n. 167. — V. Cependant Limoges, 2 déc. 1836; S. V., 37, 2, 183.]

⁵ [L'assurance sur la vie, dans le cas le plus ordinaire, est un contrat par lequel l'assureur s'engage, moyennant une prime, à payer à la personne au profit de laquelle l'assurance est faite, une indemnité qui consiste soit en un capital, soit en des annuités, à la mort de l'individu dont l'existence est assurée. Ce contrat a pour objet de dédommager celui au profit de qui l'assurance est faite de la perte que lui cause la mort d'une tierce personne dont la vie était pour lui une source d'avantages; aussi, dans cette espèce d'assurance ce n'est pas à proprement parler celui dont la vie est mise en risque qui est l'assuré, mais bien celui qui doit lui survivre et profiter de l'assurance. — Il y a encore une autre sorte d'assurance sur la vie : c'est celle par laquelle l'as-

sureur s'oblige, moyennant une prime, à payer à l'assuré ou à un tiers, soit un capital convenu, soit des annuités, à une époque fixée d'avance, si à cette époque l'assuré vit encore. C'est ce qu'on appelle l'assurance *différée*, V. E. Persil, n. 262; Dalloz, n. 314; Troplong, n. 168. — Des auteurs considèrent cette convention comme un pari, et, dès lors, comme illicite. V. Queanaut, n. 16; Alauzet, n. 548 et s.; mais c'est à tort, un pareil contrat étant une véritable assurance contre les risques de la maladie et de la vieillesse, E. Persil, n. 262; Troplong, n. 168.]

⁶ [V. les art. 332 et s. Com.]

⁷ Duranton, 12, n. 182; [Dalloz, n. 113 et s., 131 et s.; Boudousquière, n. 222 et s.; Alauzet, n. 445 et s.; Grün et Joliat, n. 168 et s.]

⁸ [Cette assurance est presque toujours mutuelle, parce que les risques de cette nature échappent aux calculs de probabilité sur lesquels est basée la fixation de la prime. V. Grün et Joliat, n. 46; Dalloz, n. 20, 113 et 130.]

Et il est à remarquer à cet égard que ce prix étant variable comme les risques que le prêteur prend à sa charge, le législateur n'a pas limité le taux de l'intérêt qui représente ce prix et en a abandonné la fixation à la liberté des conventions particulières ².]

§ 745. *Du jeu et du pari.*

Le jeu est un contrat par lequel les parties se soumettent réciproquement à un gain ou à une perte, selon qu'un certain effet convenu entre elles sera ou ne sera pas produit.

Le pari est le contrat par lequel deux parties, qui diffèrent d'opinion sur un point déterminé, conviennent que celle dont l'opinion sera reconnue fondée gagnera une certaine chose qui lui sera payée par l'autre.

La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le payement d'un pari, art. 1965. En conséquence, on peut opposer à la demande en payement d'un billet une exception prise de ce qu'il aurait pour cause une dette de jeu ou le payement d'un pari ¹.

Ces règles s'appliquent spécialement aux marchés à terme, c'est-à-dire aux ventes des rentes sur l'État ou autres effets publics ² dans lesquelles la livraison ou le payement ne doit avoir lieu qu'à l'expiration d'un certain délai, et avec l'intention de ne pas livrer ou de ne pas prendre livraison ³, mais de payer seule-

¹ [Le prêt à la grosse est un contrat purement commercial. V. les art. 311 et s. Com.]

² [On ne peut considérer la remise d'un billet à ordre par le perdant au gagnant comme un payement effectif, non sujet à répétition, aux termes de l'art. 2067, V. *inf.*, note 8: on ne doit y voir qu'une promesse de payement.] Maleville, sur l'art. 1965, [Tropiong, n. 60,] Cass., 29 déc. 1814; 30 nov. 1826, [Angers 13 août 1831, S. V., 32, 2, 270; Cass., 12 janv. 1842; S. V., 42, 1, 438.] — Sur l'admissibilité de la preuve testimoniale en cette matière, E. Favard, *vo Contrat aléatoire*, § 1, V. aussi L. 5, § 1, Dig., *Quarum rerum actio non datur*. [Il est constant que le souscripteur du billet peut en démontrer la cause illicite à l'aide soit de la preuve par témoins, soit des présomptions, parce que cette cause illicite constitue une fraude à la loi. V. Merlin, *Rép.*, *vo Jeu*; Toullier, 6, n. 382, et 10, n. 53; Duranton, 10, n. 370; Rol-

land de Villargues, *Répert.*, *vo Jeu*, n. 13; Chardon, *Contrats aléat.*, 3, n. 561; Dalloz, n. 53 et 54; Tropiong, n. 64; Cass., 22 déc. 1814; Limoges, 2 juin 1819, et 8 janv. 1824; Lyon, 21 déc. 1822; Grenoble, 6 déc. 1823; Cass., 30 nov. 1826 et 4 nov. 1857, Dalloz, 57, 1, 441.]

³ [V. parmi les arrêts les plus récents, Paris, 16 juill. 1851, S. V., 51, 2, 512, Cass., 9 mai 1827, S. V., 57, 1, 545; V. aussi Vincens, *Législ. com.*, liv. 6; ch. 5; Frémery, *Ét. de dr. com.*, ch. 45; Mollot, *Des Bourses de com.*, n. 450 et s.; Tropiong, n. 97 et s.] Il en est ainsi des marchés à terme qui ont lieu sur les marchandises, Bordeaux, 28 août 1826, [et 29 août 1828; Cass., 26 fév. 1843, S. V., 45, 1, 162; Bordeaux, 3 fév. 1848, S. V., 48, 2, 693; Paris, 17 mars 1849, S. V., 49, 2, 353; Cass., 1^{re} avr. 1856, S. V., 37, 1, 192; Tropiong, n. 152; Dalloz, n. 17 et s.]

³ Ainsi, la vente à terme est valable, s'il y a eu intention de livrer réellement les titres, si le marché a été sérieux, et

ment la différence entre le cours au jour de la vente et le cours au jour de la livraison ⁴, Pén., art. 421 et s.

Les jeux propres à exercer au fait des armes, ou donnant au corps de la vigueur et de l'agilité, par exemple les courses à pied

non simplement fictif, Cass., 2 mai 1827, Paris, 29 mars 1832, S. V., 1832, 2, 293. [Cass., 30 nov. 1842, S. V., 42, 1, 897; 9 mai 1857, S. V. 57, 1, 546; et Méta, 23 juin 1858; Dalloz, 58, 2, 36. — Il résulte de plus de ces arrêts, que pour la validité des marchés, d'ailleurs sérieux, il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu le dépôt préalable des valeurs exigé sous l'ancien droit par les arrêts du Conseil de 1785 et 1786, V. aussi en ce sens Mollet, n. 319; Troplong, n. 123 et s. Il y a cependant des arrêts contraires, V. Paris, 18 fév. et 9 août 1823; Cass., 11 août 1824; Paris, 30 juill. 1825; Cass., 2 mai 1827; et Paris, 17 fév. 1842, S. V., 42, 2, 255. Mais cette jurisprudence nous paraît avoir été trop loin, non en ce qu'elle a annulé des marchés à terme d'effets publics qui n'avaient pas été précédés d'un dépôt préalable des valeurs, mais en ce qu'elle aurait considéré cette absence de dépôt comme une cause nécessaire de nullité et comme une présomption légale de fraude et de simulation. Nous croyons qu'il appartient aux tribunaux de rechercher dans les éléments de l'affaire si le marché est sérieux ou fictif, et que l'absence de ce dépôt est un de ces éléments qui, comme les autres, est abandonné à leur appréciation souveraine. — Cette latitude d'appréciation existe surtout dans les marchés à terme portant sur des marchandises auxquelles sont complètement étrangers les arrêts du Conseil de 1785 et 1786 qui ne s'occupent que des effets publics, Troplong, n. 152; Dalloz, n. 20 et s. — On ne saurait d'ailleurs considérer comme une opération de jeu l'opération connue sous le nom de *reports*, qui consiste dans un achat d'effets publics au comptant suivi d'une revente à terme, Paris, 31 mars 1825; Mollet, n. 638; Frémery, p. 473; Vincens, 1, p. 615 et 616; Troplong, n. 150: à moins cependant qu'il ne soit démontré que celui pour qui l'opération a été faite n'avait pas l'intention sérieuse d'acquiescer, et que le report n'était qu'un instrument de jeu, Paris, 11 mars 1851, S. V., 51, 2, 126; Cass., 9 mai 1857, S. V., 57, 1, 546.]

Ainsi de pareils marchés à terme ou fictifs ne produisent pas d'action en justice, Paris, 9 août 1823; Cass., 4 août

1834; Paris, 18 fruct. an XIII, 29 mars 1810 et 16 août 1825; Montpellier, 29 déc. 1827; Bordeaux, 29 août 1828; [Cass., 26 fév. 1845, S. V., 45, 1, 162; Paris, 28 mars et 16 juill. 1851, S. V., 51, 2, 153, et 512; Rouen, 9 fév. 1852, Dall., 53, 2, 200; Merlin, *Rép.*, *v*o *Marché à terme*, n. 6; Troplong, n. 151.] Mais celui qui a donné commission pour un marché fictif est obligé de restituer à son mandataire le prix payé par celui-ci, Cass., 29 nov. 1831, S. V. 32, 1, 38; Cass., 6 mars 1834, S. V., 34, 1, 180. [Une jurisprudence constante décide au contraire que l'agent de change qui a prêté sciemment son ministère à des jeux de bourse, n'a aucune action en remboursement des sommes qu'il a avancées pour ces opérations, Paris, 18 fév. et 9 août 1823; Cass., 11 août 1824; Paris, 17 fév. 1842, S. V., 42, 2, 255; Cass., 26 fév. 1845, S. V., 45, 1, 162; Bordeaux, 3 fév. 1848, S. V., 48, 2, 693; Paris, 11 mars 1851; S. V., 51, 2, 126; 16 juill. 1851, S. V., 51, 2, 153 et 512; 31 juill. 1852, S. V., 52, 2, 690; Rouen, 9 fév. 1852, Dall., 53, 2, 200; Bordeaux, 15 juin 1857, S. V., 57, 2, 753; Troplong, n. 74; Dalloz, n. 58 et s. — C'est là, après tout, une application de la règle qui refuse toute action, en remboursement même, au mandataire qui a servi d'intermédiaire au perdant dans des jeux ou paris autres que les jeux de bourse, Troplong, n. 73. — On doit également refuser toute action à celui qui a prêté de l'argent au joueur, alors qu'il est lui-même intéressé au jeu; Cass., 29 déc. 1814; Lyon, 21 déc. 1822; Paris, 11 juill. 1830, S. V., 36, 2, 336; Cass., 20 mai 1838, S. V., 38, 1, 755; Troplong, n. 67; Dalloz, n. 57. Mais il en serait autrement si le prêteur était demeuré étranger au jeu, Colmar, 29 janv. 1841, S. V., 42, 2, 462; Troplong, n. 68 et 68. — On doit aussi reconnaître que le tiers qui a payé la dette du perdant, en vertu d'un mandat que lui a donné celui-ci, et sans avoir lui-même participé au jeu, a l'action *mandati* pour se faire rembourser ses avances, Troplong, n. 71; Dalloz, n. 62. Mais il n'aurait aucune action s'il avait payé sans mandat la dette du perdant, Troplong, n. 72; Dalloz, *ibid.* V. encore *inf.*, note 9.]

ou à cheval et autres, ne tombent pas sous la prohibition de l'art. 1965⁵. Néanmoins les tribunaux peuvent rejeter la demande⁶, si la somme leur paraît excessive eu égard à la condition et à la fortune des parties⁷, art. 1966.

Celui qui a volontairement payé une dette de jeu ou un pari⁸ n'a pas d'action en répétition⁹, à moins qu'il n'y ait eu de la part du gagnant dol, supercherie ou escroquerie, art. 1967¹⁰.

⁵ Le jeu de billard n'est pas compris dans l'exception de l'art. 1966, Poitiers, 2 mai 1840; Grenoble, 6 déc. 1823; Angers, 13 août 1831, S. V., 52, 2, 270; [Montpellier, 4 juill. 1828; V. Duranton, 18, n. 110; Rolland de Villargues, *Rép. du notari.*, v^o Jeu, n. 12; Troplong, n. 57, qui se fonde avec raison sur ce que le billard n'a pas le but d'utilité prévu et exigé par l'art. 1966. — *Contrà*, Chardon, *Du dol et de la fraude*, 3, n. 508; Dalloz, n. 14. — En définitive on doit considérer comme atteints par la règle générale de l'art. 1965, et comme non compris dans l'exception de l'art. 1966, tous les jeux qui ne tiennent pas à l'exercice et à l'adresse du corps, et par conséquent ceux même qui peuvent être considérés comme un exercice de l'esprit, et qui, n'étant pas de simples jeux de hasard, comportent des combinaisons de diverses natures. Tels sont tous les jeux de cartes, Troplong, n. 57, et même le jeu d'échecs et le jeu de dames : s'ils ne sont qu'un objet de distraction, la loi n'a pas à s'en occuper; s'ils sont un objet de spéculation, la loi les condamne. — *Contrà*, Troplong, n. 50, et Dalloz, n. 14.]

⁶ Et non pas seulement réduire la somme demandée, Maleville, sur l'art. 1966; Favard, *vo Contrat aléatoire*, § 2; Duranton, 18, n. 111; [Troplong, n. 51; Dalloz, n. 28, V. aussi Poitiers, 4 mai 1810.]

⁷ Duranton, 18, n. 112 et s. Peu importerait que le demandeur réduisît lui-même le chiffre de sa réclamation, *ibid*.

⁸ Quand peut-on dire qu'il y a eu paiement? V. Cass., 25 janv. 1827, Angers, 13 août 1831 et Paris 22 mars 1832, S. V., 52, 2, 270 et 431. — On ne peut considérer comme un paiement, la souscription d'un billet ou d'une lettre de change. [V. *sup.*, note 1, Mais il en serait autrement du transport d'un effet de commerce ou autre créance consenti par le perdant au profit du gagnant par voie de cession

ou d'endossement, le perdant se trouvant libéré par l'effet de cette cession, Bordeaux, 6 juill. 1826; Chardon, n. 563 et s.; Troplong, n. 196. — Dans tous les cas, lorsqu'il s'agit de billets d'ordre souscrits par le perdant, au profit du gagnant, aucune exception prise de la cause du billet ne peut être opposée au tiers porteur de bonne foi, Angers, 28 août 1813; Paris, 28 janv. 1853, S. V., 55, 2, 231.]

⁹ Cette disposition s'applique également aux jeux de bourse ou marchés à terme, Cass., 25 janv. 1827; [Paris, 11 mars 1851, S. V., 51, 2, 126; Cass., 27 janv. 1852, S. V., 54, 1, 140; Paris, 29 nov. 1858, *Gaz. des trib.* du 30 nov.] Il suit de ces arrêts, et notamment du dernier, que le client de l'agent de change ne peut répéter les différences et les courtages qu'il lui a payés. V. *sup.*, § 623, note 3. — Mais le client peut répéter la valeur ou les sommes qu'il a remises à l'agent de change, à titre de couverture ou de nantissement, et dont celui-ci n'a pas disposé pour la liquidation des opérations, Paris, 11 mars 1851, S. V., 51, 2, 145; Bordeaux, 15 juin 1857, S. V., 57, 2, 278; Paris, 29 nov. 1858, *loc. cit.*, *sup.*] *Quid*, si l'enjeu a été remis à un tiers. V. Duranton, 18, n. 118. [Selon cet auteur, si le tiers se refusait à remettre l'enjeu au gagnant, celui-ci aurait une action contre lui pour le forcer à lui remettre la somme déposée. Mais nous croyons que, même vis-à-vis du tiers, l'action aurait pour base une dette de jeu qui la rendrait non recevable, Troplong, n. 203.]

¹⁰ [A plus forte raison le perdant pourrait-il répéter ce qu'il aurait payé, si le gagnant lui avait extorqué ce paiement par des manœuvres frauduleuses, Angers, 22 fév. 1809, Troplong, n. 198. — Si le perdant était mineur, le paiement par lui fait serait sujet à répétition, à raison même de son état de minorité et indépendamment de toute fraude, Troplong, n. 199.]

§ 746. *Du contrat de rente viagère. — Définition.*

La rente, comme on l'a vu *sup.*, § 730, est l'intérêt d'un capital qu'on s'interdit d'exiger.

Les rentes sont ou viagères ou perpétuelles ¹, selon que l'obligation de servir la rente est ou non limitée à la vie d'une personne ², art. 1909 et 1910.

A l'égard du créancier, la rente viagère consiste en annuités payables en argent ou en fruits, dues à une personne pour toute la durée de sa vie ou pour toute la durée de la vie d'un tiers ³. V., en ce qui touche les rentes perpétuelles, *sup.*, §§ 730 et s.

§ 747. *De la constitution de rente viagère.*

La rente viagère peut être constituée soit à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour prix d'un meuble ou d'un immeuble; soit à titre gratuit, par donation ou par testament ⁴, art. 1968 et 1969. Dans le premier cas, le contrat de

¹ [V. *sup.*, § 730 et s.]

² [Ce qui constitue le caractère aléatoire de la rente viagère, c'est d'être limitée dans sa durée par la durée incertaine de la vie d'une personne, et c'est là ce qui la distingue de la rente perpétuelle foncière, dont la durée est illimitée. La rente viagère se distingue encore de la rente perpétuelle, en ce que la rente perpétuelle est le produit régulier d'un capital qui ne périclit pas, tandis que dans la rente viagère, d'un côté, le crédi-rentier risque un capital dans l'espérance d'un revenu que la mort peut lui faire perdre avec le capital, et d'un autre côté, le débiteur, dans l'espérance de gagner le capital, s'expose à payer des annuités ou arrérages plus considérables que le capital lui-même, V. Troplong, n. 208. — La rente viagère peut encore être considérée comme la vente d'un capital, moyennant une suite de redevances ou d'annuités dont la durée est incertaine; et c'est ce caractère commutatif qui la distingue essentiellement du jeu et du pari. V. Troplong, n. 209.]

³ [Bien que ces annuités puissent absorber le capital, elles n'en doivent pas moins être considérées comme des arrérages ou comme des fruits, et non comme une partie du capital lui-même, art. 584, 610, 1401, 1977, 2151, 2277; Troplong, n. 215, V. cependant Pothier, *Contr. de constit. de rente*, n. 249; et Toullier, n. 210.]

⁴ Le contrat de rente viagère n'est pas, au fond, une espèce particulière de contrat, mais seulement, soit un prêt, soit une vente, soit une donation, *cum pacto adjecto*. C'est seulement dans les deux premiers cas ci-dessus qu'il rentre dans la catégorie des contrats synallagmatiques. [Ce qui précède n'est pas absolument vrai. Lorsque la rente viagère est constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, c'est une véritable constitution de rente, qui, bien qu'impliquant l'idée de cession d'un capital, forme un contrat particulier, ayant ses règles propres. Mais lorsqu'elle est établie moyennant une chose mobilière ou un immeuble, c'est le caractère de vente qui domine, et le contrat prend le nom de vente à fonds perdu, Championnière et Rigaud, *Traité des droits d'enreg.*, 2, n. 1506; Troplong, n. 217 et 218; Dalloz, n. 11, Cass., 15 nov. 1836, S. V., 36, 1, 806. De là cette conséquence, que, dans la première hypothèse, le contrat est réel, c'est-à-dire parfait seulement par la réception du capital, dont la rente représente les arrérages, tandis que, dans la seconde, il est consensuel, c'est-à-dire parfait par le seul consentement, et indépendamment de la livraison de la chose vendue à charge de rente viagère, Pothier, n. 220 et 221; Championnière et Rigaud, *loc. cit.*; Troplong, n. 220 et s. — De là encore il suit que le contrat est unilatéral, en ce qu'il n'o-

rente viagère est régi par analogie, soit par les règles applicables au contrat de constitution de rente perpétuelle, soit, si la rente viagère est le prix d'une chose cédée au débiteur de la rente viagère, par les règles du contrat de vente². Dans le second cas, les principes qui régissent les dispositions à titre gratuit en général³ sont également applicables à la constitution d'une rente viagère⁴, art. 1968, 1969 et 1970. V. aussi art. 917.

On considère comme constituée à titre gratuit la rente viagère dont le prix, ce qui n'a rien d'illicite, a été payé par un tiers⁵.

blige que le constituant, lorsque la rente viagère a été constituée à prix d'argent, et qu'il est, au contraire, synallagmatique, lorsqu'elle a été établie moyennant une chose mobilière ou un immeuble, Duranton, 18, n. 157; Troplong, n. 223. — Dans les deux cas, il peut être passé par acte sous seing privé aussi bien que devant notaire; et l'acte privé n'a pas besoin d'être fait double, s'il s'agit d'une constitution de rente à prix d'argent, puisqu'alors il est unilatéral, Troplong, n. 227; Dalloz, n. 14; Angers, 18 fév. 1837, S. V., 39, 2, 426. Mais il doit être enregistré pour faire foi de sa date vis-à-vis des tiers, Troplong, n. 228; Dalloz, n. 17, arrêt précité d'Angers, Cass., 5 av. 1842, S. V., 42, 1, 300. V. inf., note 10.]

² [V. la note qui précède.]

³ [Toutefois, la constitution de rente viagère n'est assujettie aux formalités des donations, sous la restriction du cas prévu dans l'article 1973, que lorsqu'elle constitue un acte de pure libéralité, V. Cass., 1^{er} mars 1809, 30 déc. 1819, et 3 fév. 1846, S. V., 46, 1, 502. — Il a même été jugé qu'une rente viagère constituée comme condition accessoire d'une vente, dont le prix est d'ailleurs fixé et déterminé, doit être considérée comme constituée à titre onéreux, et non à titre gratuit, et, dès lors, n'est pas assujettie aux formalités requises pour les donations, Cass., 5 nov. 1856, S. V., 57, 1, 15.]

⁴ D'après l'art. 1981, la rente viagère, constituée à titre gratuit par un tiers, peut être déclarée insaisissable. [Et d'après l'art. 581, Pr., une rente viagère, constituée à titre d'aliments, est insaisissable, même quoiqu'elle ne soit pas déclarée telle par le testament ou par la donation. Toutefois, cette insaisissabilité n'est pas absolue, Pr., art. 582.] Au contraire, une rente viagère, constituée à titre onéreux, est saisissable, et ce

droit de saisie est absolu; il n'est pas restreint aux arrérages déjà échus, Paris, 2 janv. 1823; [Caen, 21 juin 1814; Dalloz, n. 87. — La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable en dehors des cas prévus par l'art. 1781, et l'art. 581, Pr. Ainsi, une personne ne pourrait, en vendant ou en donnant ses biens à charge de rente viagère et alimentaire, stipuler l'inaliénabilité de cette rente: l'art. 581, Pr., qui déclare les pensions alimentaires insaisissables, ne s'applique qu'à celles qui ont été consenties par un tiers à titre gratuit, Troplong, n. 345; Dalloz, n. 88; Rennes, 25 juill. 1840, S. V., 41, 2, 422.] — Une rente viagère [constituée à titre gratuit] peut aussi être déclarée incessible. Toutefois, cette stipulation ne s'applique qu'aux arrérages à échoir; les arrérages échus peuvent être cédés, Rouen, 29 janv. 1829. [Mais la rente viagère, constituée à titre onéreux, ne peut pas plus être déclarée incessible qu'insaisissable, Cass., 1^{er} mars 1843, S. V., 43, 1, 345; Troplong, n. 348; Dalloz, n. 90.]

⁵ Dans ce cas, la rente n'est à titre gratuit qu'en ce qui touche celui qui paye le prix, et celui au profit duquel la rente est constituée, Delvincourt, sur l'art. 1973. [Mais, entre le constituant et celui qui fournit le prix de la rente, le contrat ne cesse pas d'être à titre onéreux, Troplong, n. 249. — Il conserverait même le caractère onéreux vis-à-vis de la personne gratifiée, si celle-ci avait contribué au paiement du prix de la rente. Par exemple, on ne saurait voir une libéralité dans l'achat d'une rente fait à frais communs par deux personnes, à la condition qu'elle continuera sans diminution sur la tête du survivant, Duranton, n. 136; Troplong, n. 253; Dalloz, n. 40. — Il a été jugé cependant que la rente viagère constituée par le mari avec les deniers de la communauté, et stipulée réversible au

Toutefois, dans ce cas, le contrat de rente viagère n'est pas assujéti à la forme des donations, art. 1973⁶.

La rente viagère peut être constituée soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers qui n'a aucun droit d'en jouir ou sur plusieurs têtes à la fois⁷, art. 1971 et 1972.

survivant des époux, renferme, au profit de celui-ci, un avantage indirect, réductible à la quotité disponible, Rennes, 15 fév. 1840, S. V., 40, 2, 226. Mais cette décision est trop générale, V. Troplong, n. 254. Une constitution de rente ne prendrait, dans le cas prévu, le caractère d'une libéralité, qu'autant que des circonstances particulières y feraient disparaître la réciprocité de risques auxquels sont exposés les deux époux ; c'est ce qui aurait lieu, par exemple, si la femme survivante renonçait à la communauté, parce que, dans ce cas, le capital de la rente se trouverait avoir été fourni en valeurs, auxquelles elle est réputée n'avoir jamais eu aucun droit, V. Paris, 25 mars 1844, Dall., 44, 2, 97; Cass., 15 mai 1844, S. V., 44, 1, 409. V. aussi Duranton, n. 158.]

⁶ [C'est là une stipulation pour autrui, art. 1121. Il suit de là que, conformément à cet article, le constituant peut révoquer sa libéralité, tant qu'elle n'a pas été acceptée par celui au profit de qui il a stipulé, mais qu'il ne le peut plus après cette acceptation, qui n'est, d'ailleurs, soumise à aucune formalité particulière, Duranton, 16, n. 139; Troplong, n. 250. — Il faut remarquer que si l'art. 1973 affranchit, dans ce cas, la constitution de rente viagère des formes des donations, il la laisse néanmoins sous l'empire des règles relatives à la quotité disponible et à la réduction. Toutefois, l'application de ces règles ne profite qu'aux héritiers de celui qui a fourni le prix de la rente, et le constituant ne saurait s'en prévaloir : malgré la réduction ou la nullité obtenues par les héritiers, il reste débiteur de la rente dont il leur doit le service jusqu'au décès du tiers, au profit duquel la rente avait été constituée, Pothier, n. 241; Troplong, n. 252; Dalloz, n. 37 et s.]

⁷ Cependant, il faut que le tiers, sur la tête duquel est constituée une rente viagère dont il n'a pas le droit de jouir, y donne son consentement, Limoges, 2 déc. 1830, S. V., 37, 2, 182. V. cependant Troplong, n. 258. — [Au lieu de constituer la rente sur la tête d'un tiers, on peut en faire reposer les charges

sur la tête du constituant lui-même, Pothier, n. 226; Duranton, 16, n. 150; Troplong, n. 241; Dalloz, n. 29.] — La rente viagère peut être constituée en faveur de plusieurs personnes à la fois, de cette manière, par exemple, qu'elle ne passe sur la tête du second qu'après la mort du premier, V. Proudhon, Usur., n. 445; Duranton, 16, n. 154 et s.; Cass., 18 janv. 1830. [On doit même décider, et c'est ce que juge l'arrêt précité, que lorsque la rente est constituée sur la tête et au profit de deux personnes, le décès d'une de ces personnes ne réduit pas la rente de moitié; mais qu'au contraire, la rente subsiste tout entière sur la tête du survivant; ce ne sont pas deux rentes qui ont été constituées, mais une seule, Pothier, n. 242; Troplong, n. 245. — *Contrà*, Duranton. — À plus forte raison en serait-il ainsi, si la rente était constituée sur la tête de deux personnes au profit d'un tiers, Troplong, n. 244.] — Si une rente viagère a été constituée au profit de deux époux, elle profite en entier à l'époux survivant. [C'est une conséquence de ce qui précède. — On doit même décider que la rente acquise par le mari, sous condition de réversibilité, avec les deniers de la communauté, profite tout entière à l'époux survivant, et ne se divise pas entre les survivants et les héritiers du prédécédé. La rente viagère est sans doute un acquêt de communauté; mais cet acquêt n'a été fait que sous la condition aléatoire, égale pour les deux époux, qu'il demeurerait sans partage au survivant; et cette condition, sans laquelle l'acquisition n'aurait pas été faite, doit être respectée, à moins cependant qu'il ne résultât des circonstances que toutes les chances se trouvaient en faveur du survivant que la constitution de rente viagère aurait eu pour but de gratifier, Duranton, n. 150; Troplong, n. 254 et s.; Dalloz, n. 41. Sous l'ancien droit, on décidait, au contraire, que la rente viagère, acquise des deniers de la communauté, et constituée sur la tête et au profit des deux époux, devait se partager entre l'époux survivant et les héritiers du prédécédé, Pothier, n. 242; Lefran, De la com-

Le contrat de rente viagère, si la rente est constituée sur la tête d'une personne qui n'existait plus au jour du contrat, ne produit aucun effet⁹, art. 1974. Il en est de même de la rente viagère constituée sur la tête d'une personne déjà atteinte de la maladie¹⁰ dont elle est morte dans les vingt jours de la date du contrat¹⁰, art. 1975.

monnaie, p. 105 et s. — V. Rennes, 15 fév. 1840, S. V., 40, 2, 216; Orléans, 28 fév. 1843, S. V., 44, 2, 98.]

⁹ Lors même que les parties n'auraient pas eu connaissance du décès, Maleville, sur l'art. 1974. [Delvincourt, 3, p. 425; Duranton, 18, n. 145; Troplong, n. 260; Dalloz, n. 46.] La disposition de l'article 1974 s'applique même au cas où la rente viagère a été constituée sur plusieurs têtes, à moins toutefois qu'elle ne dût être servie successivement à plusieurs personnes. Il en est de même dans le cas prévu par l'art. 1975, Cass., 22 fév. 1820 [C'est-à-dire, comme le juge cet arrêt, que la disposition de l'art. 1975 ne doit pas non plus être étendue au cas où la rente créée sur plusieurs têtes doit être servie à plusieurs personnes successivement. V. sur ces divers points, *inf.*, note 10.]

¹⁰ Soit que les parties aient connu, soient qu'elles n'aient pas connu la maladie, Toullier, 6, n. 47; Delvincourt, sur l'art. 1975; [Troplong, n. 265. Si la maladie était connue, le contrat manque de caractère aléatoire; si la maladie n'a pas été connue, il y a erreur de la part des contractants. Et il n'y a aucune distinction à faire à cet égard entre le cas où la rente est constituée sur la tête du créancier lui-même, ou sur la tête d'une tierce personne, Merlin, *Rép.*, v° *Rente viagère*, n. 3; Favard de Langlade, v° *Contr. aléat.*, art. 1, n. 1; Toullier, 6, n. 47; Delvincourt, sur l'art. 1975; Duranton, 18, n. 149; Troplong, n. 264 et s.; Dalloz, n. 53; Paris, 9 fév. 1807; Cass., 19 janv. 1814 et 15 juill. 1824.]

¹¹ Il faut donc, pour la validité de la constitution de rente, que la personne ait encore vécu vingt jours entiers après le jour de la formation du contrat, Rouen, 13 déc. 1821. [Mais on ne doit pas comprendre dans les vingt jours celui où le contrat a été passé, Troplong, n. 276; Dalloz, n. 56.] — Si la rente viagère a été constituée par acte sous seing privé, et si les héritiers du débiteur prétendent que cet acte est antidaté, c'est à eux à fournir la preuve de l'antidaté; mais ils pourront faire cette

preuve par témoins, Duranton, 18, n. 751. [Rennes, 19 mai 1813.] V. en sens contraire, Colmar, 30 déc. 1830. D'après cet arrêt, les héritiers devraient être, dans ce cas, assimilés à des tiers. [D'où cet arrêt tire la conséquence que l'acte sous seing privé, constitutif d'une rente viagère, ne peut être opposé aux héritiers quand il n'a pas date certaine, art. 1328. V. aussi, en ce sens, Delvincourt, 3, p. 425. Mais c'est une erreur : les héritiers ne sont pas des tiers dans le sens de l'article 1328, V. art. 1322. Seulement, pour donner effet à la disposition de l'art. 1975, on doit leur reconnaître le droit de prouver que cette date est fautive, Cass., 19 janv. 1814; 15 juill. 1824 précité, et 5 avr. 1842, S. V., 42, 1, 300; Merlin, *Rép.*, v° *Rente viagère*, § 3; Duranton, 18, n. 147; Troplong, n. 279; Dalloz, n. 64.] — Il est d'ailleurs à remarquer que l'art. 1975 n'est plus applicable si le crédit-rentier ne meurt qu'après vingt jours de la maladie dont il était atteint au moment du contrat, Colmar, 4 août 1812; [Grenoble, 5 fructidor an XII; Troplong, n. 272.] .. Ou s'il est mort pendant ce délai d'une autre maladie, Maleville, sur l'art. 1975; [Delvincourt, 3, p. 425; Duranton, 18, n. 146; Troplong, n. 271; Dalloz, n. 57. — A plus forte raison, le décès du crédit-rentier dans les vingt jours serait-il sans influence s'il n'avait été précédé d'aucune maladie, Troplong, n. 270.] .. Ou si la rente viagère a été constituée pour la vie de plusieurs personnes, dont une seule vient à décéder, Duranton, 18, n. 150; Cass., 22 fév. 1820; [Grenoble, 21 juin 1822; Bordeaux, 10 fév. 1857, S. V., 57, 2, 544; Duranton, 18, n. 150, et Troplong, n. 276. — Il en est ainsi, alors même que la rente est réductible au décès du premier mourant des crédit-rentiers, si d'ailleurs ceux-ci ont stipulé certains avantages qui doivent subsister sans réduction au profit du survivant. V. l'arrêt précité de Bordeaux, 10 fév. 1857.] — L'art. 1975, qui déclare sans effet toute constitution de rente viagère sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les

La rente viagère peut consister soit en fruits, soit en argent¹¹.

La fixation du taux de la rente viagère est entièrement abandonnée à la volonté des parties, à raison de la nature aléatoire de ce contrat¹², art. 1976.

§ 748. Des droits et des obligations des parties.

Les arrérages de la rente viagère s'acquièrent jour par jour, et

vingt jours du contrat, s'applique au cas où la rente a été créée au profit d'un tiers, comme à celui où elle a été constituée sur la tête du crédi-rentier lui-même, Duranton, 18, n. 49; Rouen, 25 janv. 1808; [Grenoble, 5 fruct. an XII; Paris, 9 fév. 1807; Merlin, *Rép.*, v° *Rente viagère*; Toullier, 6, n. 47; Troplong, n. 266.] V. Montpellier, 28 déc. 1832, S. V., 33, 2, 315, et Cass., 18 juill. 1836, S. V., 36, 1, 535. [L'arrêt précité de la Cour de Montpellier décide que l'art. 1975 est applicable à la donation faite sous réserve d'une rente viagère, aussi bien qu'à la constitution faite à titre onéreux; mais cet arrêt a été cassé par l'arrêt précité de la Cour de cassation du 12 juillet 1836, qui juge, au contraire, que la disposition dont s'agit ne s'applique qu'aux constitutions de rentes viagères à titre onéreux, et non aux donations faites à charge d'une rente viagère. Cette dernière solution est la seule fondée en droit, par ce motif qu'il n'y a rien d'aléatoire dans les contrats de cette nature, Rolland de Villargues, v° *Rente viagère*, n. 38; Troplong, n. 267.] — Peu importe, d'ailleurs, que le débiteur ait renoncé à l'action en nullité, Cass., 15 juill. 1824. — A qui incombe la preuve de la maladie ou de la santé? V. Delvincourt sur l'art. 1875; Duranton, 18, n. 147; Paris, 13 juill. 1808. [Cet arrêt juge que c'est à celui qui soutient la validité de la rente à prouver que la personne sur la tête de laquelle elle était constituée est morte d'une autre maladie que celle dont elle était atteinte lors du contrat, et selon Delvincourt, 3, p. 425, il suffit que le demandeur en nullité prouve le fait de la maladie et celui du décès pour que son adversaire soit tenu de prouver que le décès n'a pas été la suite de la maladie. Mais c'est au contraire à celui qui veut faire annuler la rente, et qui, par conséquent, est le demandeur, à prouver, et que la maladie existait à l'époque du contrat, et que le décès survenu dans les vingt jours est survenu par suite de

cette maladie, Bordeaux, 11 fév. 1828; Duranton, 18, n. 147; Troplong, n. 273; Dalloz, n. 57. — La grossesse étant un état naturel, et non une maladie, on ne saurait, en général, considérer le décès d'une femme enceinte, survenu dans les vingt jours de la constitution d'une rente viagère sur sa tête, comme un décès survenu par suite de la maladie dont elle aurait été atteinte au jour du contrat. Mais il en serait autrement si la grossesse était compliquée d'un état maladif, Delvincourt, 3, p. 424 et 654; Duranton, 18, n. 147; Troplong, n. 274; Dalloz, n. 59.]

¹¹ Duranton, 18, n. 159; [Dalloz, n. 7 et 82; Bourges, 12 fruct. an XI; Cass., 16 mars 1822.]

¹² La rente viagère n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 3 sept. 1807. V. Maleville sur l'art. 1976; [Duranton, n. 152; Cass., 14 prair. an VII, 15 vendém. an IX; Rouen, 23 déc. 1808. — Sauf, bien entendu, les cas de dol et de fraude, V. Cass., 31 déc. 1833, S. V., 34, 1, 104; 26 juin 1845, S. V., 45, 1, 854; 15 janv. 1850, S. V., 50, 1, 130.] — La constitution d'une rente viagère peut-elle être attaquée comme donation déguisée si le taux de la rente viagère est inférieur à l'intérêt légal? V. Duranton, 17, n. 40. [Lorsque la rente offre, à raison de l'infériorité du taux de l'intérêt, le caractère d'une donation déguisée, elle peut encore être valable jusqu'à concurrence de la quotité disponible, Douai, 28 juill. 1846; Dalloz, n. 75. — Si, en général, le caractère aléatoire du contrat de rente viagère s'oppose à ce que le crédi-rentier en demande la rescision pour cause de lésion, cependant l'action en rescision serait admissible si la rente était inférieure à l'intérêt légal du capital qui en forme le prix, de telle manière qu'elle n'eût rien d'aléatoire, Merlin, *Rép.*, v° *Lésion*, § 1; Duvergier, *Vente*, 2, n. 75; Duranton, 16, n. 41; Troplong, *Vente*, n. 791, et *Contrats aléatoires*, n. 288; Dalloz, n. 73. V. au surplus, sur ce point, *sup.*, § 689, note 2.]

le créancier ou ses héritiers ne sont fondés à en réclamer le paiement qu'à raison des années et des jours pendant lesquels a vécu la personne sur la tête de laquelle la rente était constituée ¹.

Les parties peuvent cependant convenir de certains termes de paiement. Dans ce cas, s'il a été convenu que la rente doit être payée à l'avance, de période en période, le terme entier est considéré comme échu du jour auquel le paiement devait être fait d'avance ², art. 1980.

Celui qui veut toucher les arrérages d'une rente viagère doit justifier ³ de l'existence de la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée, soit actuellement, soit au moment de l'échéance des arrérages réclamés, art. 1983. V. aussi art. 135, au titre *De l'Absence*.

§ 749. De l'extinction et de la résolution du contrat de rente viagère.

L'obligation de servir une rente viagère s'éteint par la mort naturelle, mais non par la mort civile ⁴ de la personne ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée ⁵, art. 1980

¹ [V. la note suivante.]

² Le jour du décès ne doit être compris dans la supputation, ni dans les cas du paragraphe 1, ni dans ceux du paragraphe 2 de l'art. 1980, V. art. 586, et Proudhon, *De l'usufruit*, 2, n. 910 et s. [Dans le premier cas, c'est-à-dire quand la rente n'est pas payable d'avance, le jour du décès du crédi-rentier ou de la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée, ne peut être compris dans la supputation de ceux pour lesquels la rente est due, puisque la rente est un fruit civil qui s'acquiert par jours et non par heures, et que le jour n'est complet que lorsqu'il est fini. Le jour du décès ne peut donc compter que lorsque le décès a eu lieu à la fin de la dernière heure du jour, Toullier, t. 14, n. 290; Troplong, n. 335; Dalloz, n. 184. Dans le second cas, c'est-à-dire quand la rente est payable par terme et d'avance, le terme est-il dû lorsque le crédi-rentier décède le premier jour du terme, sans qu'il soit nécessaire que le décès ait eu lieu à la fin de ce jour? L'affirmative a été jugée par le tribunal de Marmande, le 2 décembre 1857, Dall., 57, 5, 281; mais l'opinion contraire est soutenue par des auteurs qui se fondent sur ce que, en principe, lorsqu'il a été convenu qu'une dette se payerait à jour déterminé, elle ne peut être exigée qu'après que ce jour est écoulé.

V. Souquet, *Dict. des temps légaux*, ch. 1, n. 4; Troplong, n. 336. Toutefois nous croyons que la solution adoptée par le tribunal de Marmande doit être suivie. De ce que le débiteur d'une dette à terme a tout le jour de l'échéance pour s'acquitter et ne peut dès lors être poursuivi que le lendemain, il n'en résulte pas que la dette ne soit pas acquise dès la première heure du jour de l'échéance et que ce ne soit pas ce jour-là que le paiement a dû en être fait.]

³ Justifier. Le mode de cette justification est laissé à l'appréciation du juge. V. Favard, *vo Certificat de vie*; Cass., 18 juin 1817, [19 nov. 1817; Paris, 17 janv. 1840, S. V., 40, 2, 33; Troplong, n. 362; Dalloz, n. 153.]

⁴ [Jugé, avant l'abolition de la mort civile par la loi du 31 mai 1854, que] si le créancier est frappé de mort civile, la rente passe aux héritiers de la personne morte civilement, à la charge de lui fournir des aliments, Maleville et Delvincourt, sur l'art. 1982; Proudhon, *Usufr.*, 4, 1972; Merlin, *Rép.*, *vo Rente viagère*, n. 14; [Troplong, n. 360; Dalloz, n. 180.] V. cependant Duranton, 4, n. 652 et s.

⁵ *Quid*, si le débiteur de la rente viagère donne la mort à celui sur la tête duquel a été constituée la rente? La question dépend des circonstances. V. Paris,

et 1882. Lorsqu'une rente viagère a été constituée sur la tête d'un tiers, la rente, si le créancier vient à décéder avant ce tiers, passe aux héritiers du créancier.

Dans le cas de constitution d'une rente viagère à titre onéreux, le créancier peut, lorsque le débiteur ne fournit pas les sûretés stipulées³, ou diminue celles qui ont été fournies⁴, demander la

18 janv. 1811. [Cet arrêt juge, avec raison, que la rente viagère n'est pas éteinte par le décès du rentier lorsque c'est le débiteur qui par un crime lui donne la mort; et que, dans ce cas, il y a lieu à la résolution du contrat au profit des héritiers du rentier à qui le débiteur doit restituer la chose qui a servi de prix à la rente viagère, V. dans le même sens, Poitiers, 13 niv. an 10; Orléans, 12 août 1828; Amiens, 10 déc. 1840, S. V., 45, 2, 3, et Troplong, n. 352 et s. Toutefois s'il arrivait, à raison des circonstances, que cette restitution ne fût pas possible, le débiteur pourrait être tenu de servir la rente aux héritiers du décédé pendant un temps qui serait déterminé par le juge. V. l'arrêt précité d'Amiens du 10 déc. 1840, et Troplong, n. 356. — Mais la rente serait éteinte si la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée mettait elle-même fin à ses jours par le suicide, Troplong, 357.]

³ La règle ne s'applique qu'aux sûretés stipulées. Le débiteur de la rente ne peut être obligé à en fournir de nouvelles, Cass., 18 déc. 1892. [V. aussi Pau, 5 fév. 1825. — L'acquéreur qui n'a pas exécuté l'engagement pris par lui de faire transcrire son contrat ne peut être, par cela seul, considéré comme n'ayant pas donné les sûretés promises, alors surtout que la transcription avait pour but, non d'assurer l'hypothèque du vendeur ou crédi-rentier, mais uniquement de faciliter et de hâter la purge de l'immeuble vendu, Orléans, 6 fév. 1835, S. V., 37, 2, 75; Cass., 13 juin 1837, S. V., 38, 1, 45.]

⁴ [Bien que l'art. 1977 n'autorise expressément la résolution que dans le cas où les sûretés stipulées n'ont pas été fournies, cependant on doit assimiler à ce cas celui où les sûretés fournies ont été diminuées, puisque le résultat est le même, Duranton, 18, n. 163; Troplong, n. 291; Dalloz, n. 111;] Colmar, 25 août 1810; Riom, 4 août 1818. — Mais il faut pour cela que la diminution ait lieu par le fait du débiteur, autrement l'art. 1977 ne serait pas applicable, Paris, 21 déc. 1836; [Cass., 18 fév. 1899; Pau, 5 fév. 1893; Douai, 25 nov. 1833, S., 34, 2,

238; Troplong, n. 295; Dalloz, n. 119. — La vente ou la saisie de l'immeuble hypothéqué à la rente ne constituent pas, en général, une diminution des sûretés stipulées, parce que le crédi-rentier peut exiger que, sur le prix de vente ou d'adjudication, il soit employé une somme suffisante pour le service de sa rente, Troplong, n. 299; Dijon, 18 janv. 1844, S. V., 44, 2, 166; Caen, 24 janv. 1851, S. V., 51, 2, 495; Paris, 25 avr. 1853, S. V., 55, 2, 109. — *Contrà*, Dijon, 14 mars 1817; Riom, 4 août 1818. Mais il en serait autrement, soit dans le cas où le prix serait insuffisant pour garantir l'exécution du contrat, Bordeaux, 6 juin 1840; Dall., 40, 2, 900...; soit dans le cas où le débiteur aurait vendu une partie seulement de l'immeuble affecté au service de la rente, parce que le crédi-rentier n'est pas obligé de se soumettre au paiement partiel de cette rente, Colmar, 25 août 1818, Troplong, n. 293...; soit enfin dans tous les cas où la vente ou la saisie seraient de nature, à raison d'une circonstance particulière, à mettre en péril les droits du créancier, Cass., 10 fév. 1859, S. V., 30, 1, 511; Troplong, n. 294. — Quant à l'insolvabilité du débiteur, survenue indépendamment de toute diminution des sûretés promises, elle n'est jamais une cause de résolution, arg. art. 1978; Dalloz, p. 114. Toutefois la disposition de l'art. 1977, qui attribue au créancier la faculté de demander la résolution du contrat, si le débiteur de la rente ne lui donne pas les sûretés stipulées, est applicable alors même que les sûretés ne pouvaient être exigées qu'à défaut seulement du paiement des arrérages pendant un temps déterminé; ce cas ne rentre point sous l'application de la disposition exceptionnelle de l'art. 1978 qui refuse au crédi-rentier le droit de demander la résiliation du contrat pour le seul défaut du paiement des arrérages, en ne lui laissant que celui de saisir et de faire vendre les biens du débiteur, Cass., 2 déc. 1850, S. V., 57, 1, 350. — V. aussi, Rennes, 2 juin 1815 et 23 nov. 1890.]

résiliation du contrat et par suite la restitution du prix de la rente⁵, art. 1977. Mais si, par suite de cette demande, la résiliation du contrat est prononcée par le juge, le débiteur de la rente n'a pas droit à la restitution des arrérages payés; il doit, au contraire, continuer le service de la rente jusqu'au jugement définitif⁶.

Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise point le créancier à demander la résiliation du contrat, à moins qu'une clause formelle ne lui ait expressément conféré ce droit⁷. A défaut de cette clause, le créancier n'a que le droit de faire sai-

⁵ [Toutefois, le débiteur peut éviter la résolution, en fournissant les sûretés qu'il a promises ou en rétablissant celles qu'il a diminuées, Bruxelles, 21 avr. 1810; Cass., 5 mars 1819; Pothier, n. 321; Troplong, n. 296; Dalloz, n. 125.]

⁶ Pothier, n. 250: les arrérages, dit cet auteur, sont le prix du risque, et le risque a subsisté jusqu'à la résolution du contrat. [Par le même motif le débiteur ne pourrait pas même demander la réduction au taux légal des arrérages déjà payés, Merlin, *Rép.* v° *Rente viagère*, n. 4; Delvincourt, 3, p. 420; Duranton, 18, n. 163 et s.; [Troplong, n. 298; Dalloz, n. 128; Poitiers, 13 niv. an X, et 20 nov. 1827; Cass., 23 juin 1825; Paris, 22 fév. 1857, S. V., 37, 2, 291; Caen, 16 déc. 1843, S. V., 44, 2, 97; Dijon, 22 janv. 1847, S. V., 48, 2, 206.] V. en sens contraire, Maleville, *sur l'art. 1977*; [Cass., 23 août 1843, S. V., 43, 1, 892, arrêt dont la solution ne peut être suivie, V. Troplong, n. 301. Mais les arrérages postérieurs à la résolution et qui courent jusqu'à l'entier remboursement du capital ne sont dus qu'au taux légal, à moins que le débiteur n'ait été condamné à les payer à titre de dommages-intérêts, Cass., 23 août 1843, précité; Pothier, n. 330; Merlin, *loc. cit.*; Delvincourt, *loc. cit.*] V. aussi Colmar, 25 août 1810; Bruxelles, 10 août 1833, S. V., 34, 2, 399. Il suit de ce qui précède que si celui sur la tête duquel la rente a été constituée vient à décéder pendant le procès et avant le jugement définitif, la rente est considérée comme éteinte, et il ne peut plus être donné suite à la demande en résolution, Pothier, n. 329; Merlin, *Rép.* v° *Rente viagère*, n. 4; Duranton, 18, n. 166; Troplong, n. 297; Dalloz, n. 127; Cass., 5 mars 1817.

⁷ Favard, v° *Contrat aléatoire*, § 2; [Merlin, *Rép.* v° *Rente viagère*; Rolland de Villargues, v° *Nouveau*, 74; Troplong, n. 310; Dalloz, n. 96;] Rouen, 27 janv.

1815; Cass., 31 mars 1818; Cass., 18 déc. 1822; Bordeaux, 14 mars 1829; Toulouse, 2 juin 1832, S. V., 39, 2, 484; [Paris, 22 fév. 1837, S. V., 37, 2, 291; Limoges, 25 mars 1841; Cass., 15 fév. 1842, S. V., 42, 1, 550 et 23 août 1843, S. V., 43, 1, 892; Caen, 16 déc. 1843, S. V., 44, 2, 97; Cass., 2 déc. 1856, S. V., 9, 356.] Cependant un arrêt de Paris du 22 déc. 1812 décide à tort que la clause résolutoire ne peut être stipulée dans un contrat de rente viagère. [V. dans le même sens cet arrêt, Duranton, 18, n. 169. — Il est même permis de stipuler que la résolution pour défaut de paiement des arrérages aura lieu de plein droit, par le seul effet d'une mise en demeure, et sans qu'il y ait besoin d'une demande en justice, Cass., 19 nov. 1817; Bordeaux, 14 mars 1829; Caen, 16 déc. 1843, S. V., 44, 2, 97; Dalloz, n. 99. Dans ce cas les tribunaux ne peuvent accorder un délai au débiteur; Caen, 16 déc. 1843, précité.] — Ce qui a été dit sur les effets de la résolution du contrat, dans le cas de l'art. 1977, s'applique également à la résolution qui a lieu en vertu d'une clause résolutoire, Delvincourt, 3, p. 419; Cass., 5 mars 1817; [Troplong, n. 316; Dalloz, n. 107. Il est à remarquer sur ce point que lorsqu'il a été stipulé que la résolution du contrat faute de paiement aurait lieu de plein droit, le décès du créancier survenu pendant l'instance en résolution ne fait pas tomber la demande parce que le bénéfice de la résolution qui était acquis au créancier au moment de sa mort a passé à ses héritiers, qui sont dès lors fondés à le revendiquer, Cass., 20 juin 1831, S. 31, 1, 269. Mais de même que dans le cas de l'art. 1977, les héritiers ne pourraient donner suite à la demande, si le contrat ne portait pas que la résolution aurait lieu de plein droit, Cass., 5 mars 1817. V. Dalloz, n. 104 et 105 et Troplong, n. 297.] — V. *sup.*, § 536.

sir les biens de son débiteur en demeure et d'en poursuivre la vente aux enchères, pour ensuite faire ordonner sur le produit de la vente l'emploi d'une somme suffisante⁸ pour assurer le service des arrérages⁹, art. 1978.

De son côté, le débiteur ne peut, dans aucun cas et sous aucun prétexte¹⁰, s'affranchir de l'obligation¹¹ de continuer le service

⁸ [C'est-à-dire d'une somme égale à celle qui serait nécessaire pour le service d'une rente perpétuelle, Pothier, n. 231; Duranton, n. 170; Troplong, *Prio. et hyp.*, 4, n. 959; Dalloz, n. 146 et 147; Paris, 5 juill. 1806; Nîmes, 11 avril 1807; Caen, 7 déc. 1828; Paris, 30 mars 1831, S. V., 31, 2, 198 et 10 mars 1832, S. V. 32, 2, 407; Riom, 18 janv. 1844, S. V., 44, 2, 166 et Caen, 24 janv. 1851, S. V., 51, 2, 495. — V. cependant Caen, 18 mai 1813.] *Quid* si le produit de la vente ne suffit pas? V. Douai, 25 nov. 1833, S. V., 34, 2, 238. [Dans ce cas, le crédi-rentier n'a pas le droit de faire résoudre le contrat. Il doit s'imputer de n'avoir pas exigé de plus amples garanties, Pau, 5 fév. 1823, Troplong, n. 319; Dalloz, n. 148. On a soutenu que le crédi-rentier avait alors le droit de faire ordonner qu'il serait prélevé annuellement sur le capital une somme suffisante pour parfaire le montant des arrérages jusqu'à extinction de la rente ou du capital, Bourges, 25 mai 1827; Metz, 15 nov. 1843; Agen, 3 janv. 1844, S. V., 45, 2, 405; Grenoble, 4 déc. 1855; Dall., 56, 2, 278; Dalloz, n. 149. Mais cette opinion ne nous paraît pas fondée : le crédi-rentier n'a droit qu'à une rente, et il ne peut prétendre à percevoir directement aucune fraction du capital, Grenier, *Hyp.*, 1, n. 186; Troplong, *hyp.*, n. 959 *quater*.]

⁹ L'art. 1978 déroge donc à l'art. 1654. Cependant l'art. 1654 redevient applicable si une chose a été vendue dans de telles conditions que la rente viagère ne doive être servie que provisoirement, et jusqu'à l'acquiescement du prix de la vente. [Bourges, 2 avril 1828;] Duranton, 16, n. 370; Troplong, *De la vente*, n. 647 et s. Il a même été décidé que, si une chose a été vendue soit purement et simplement, soit en partie, moyennant une rente viagère, il faut s'en tenir à la règle de l'art. 1654. V. Cass., 20 nov. 1827; Bourges, 2 avr. 1828 [ou à celle de l'art. 1184. L'art. 1978 cesse d'être applicable pour faire place à la règle générale de l'art. 1184 ou à celle de l'art. 1654, dans tous les

cas où la rente viagère a été constituée à des conditions qui ne permettent pas de considérer le contrat comme aléatoire, par exemple, quand la rente viagère est inférieure au revenu de l'immeuble, Troplong, n. 313; Dalloz, n. 138. L'art. 1978 ne s'applique pas non plus aux rentes viagères constituées à titre gratuit, et qui sont régies par l'art. 953, Cass., 18 juillet 1836, S. V., 36, 1, 535; Poitiers, 6 janv. 1837, S. V., 37, 2, 261; Caen, 21 avr. 1841, S. V., 41, 2, 433; Rouen, 27 août 1846, S. V., 48, 2, 90; Duranton, 8, n. 543; Troplong, n. 312. — Mais, en dehors de ces hypothèses, l'art. 1978 doit seul être suivi, et, par exemple, il est applicable, à l'exclusion de l'art. 1654, même dans le cas où la rente viagère est le prix d'un immeuble, et encore bien que la vente ait été faite en même temps moyennant une somme d'argent, Bourges, 12 déc. 1825; alors surtout que cette somme d'argent a déjà été payée, Orléans, 6 fév. 1835, S. V., 37, 2, 75; Cass., 13 juin 1837, S. V., 38, 1, 45; Troplong, n. 315, et *Vente*, n. 647; Duvergier, *Vente*, 1, n. 45; Dalloz, n. 138. — Il est à remarquer, toutefois, que la cession d'une rente viagère faite à un tiers par le crédi-rentier est une vente ordinaire soumise, quant à la résolution pour défaut de paiement du prix, aux principes généraux du droit et non à la règle exceptionnelle de l'art. 1978, Bordeaux, 1^{er} août 1824; Troplong, n. 314.]

¹⁰ [Pas même en offrant de rembourser le capital et en renonçant à la répétition des arrérages payés, art. 1979. En constituant la rente, le débiteur s'est soumis à des chances; il doit les accepter jusqu'au bout, favorables ou désavantageuses. — Lorsque le débiteur tombe en faillite, ses créanciers eux-mêmes sont privés de la faculté de rembourser la rente, Troplong, n. 323; Dalloz, n. 164.]

¹¹ Sauf toutefois l'effet des conventions contraires, Pothier, n. 258; [Rolland de Villargues, n. 84; Troplong, n. 326; Dalloz, n. 165.]

de la rente, tant que vit la personne sur la tête de laquelle elle est constituée, art. 1979.

Le droit de réclamer le payement d'une rente viagère se prescrit par trente ans ¹², arg. art. 2262.

¹² La prescription s'applique non-seulement à chaque terme en particulier, mais encore au droit lui-même, si on a laissé passer trente ans sans réclamer le payement de la rente, Delvincourt, sur l'art. 2263; Vazeille, *Des prescriptions*, n. 366; [Pothier, n. 259; Merlin, *Rép.*, v° *Rente viagère*, n. 17; Troplong, *Prescription*, 1, n. 182; Dalloz, v° *Prescription*, n. 847, et v° *Rente viagère*, n. 187.] — *Contrà*, Metz, 28 avr. 1819, et Lyon, 5 av. 1824. Ces arrêts décident que la rente est imprescriptible, tant que le rentier est en vie, [et ils se fondent sur la disposition de l'art. 2257, aux termes duquel la prescription ne court pas contre une créance soumise à une condition suspensive. Mais il est manifeste que si la créance du créancier est limitée, quant à sa durée, par un événement futur et incertain, la créance en elle-même est pure et simple et sans condition tant qu'elle existe. Quant aux arrérages, ils sont prescriptibles par cinq ans, art. 2277; et le décès du créancier avant les cinq ans à partir de l'exigibilité des arrérages n'est pas interruptif de cette prescription, Bordeaux, 21 mars 1846, S. V., 46, 2, 545.]

TITRE XIII.

DU MANDAT.

ARTICLES 1984 A 2010.

SOMMAIRE.

- § 750. — Définition du mandat. — Des choses qui sont de l'essence de ce contrat.
- § 751. — Conditions de la validité du mandat.
- § 752. — Des différentes espèces de mandats.
- § 753. — Des obligations du mandataire. — *Actio mandati directa*.
- § 754. — Des obligations du mandant. — *Actio mandati contraria*.
- § 755. — Des rapports du mandant et du mandataire avec les tiers.
- § 756. — Des différentes manières dont le mandat finit.

§ 750. *Définition du mandat. — Des choses qui sont de l'essence de ce contrat.*

Le mandat¹ est un contrat par lequel une personne reçoit le

¹ V., sur la définition donnée par l'art. 1984, Duranton, 18, n. 198 et s. [et Troplong, *Du mandat*, n. 6 et s.] — L'art. 1984 porte : « Le mandat ou procuration... » Dans l'usage, la première de ces expressions désigne plus particulièrement le contrat, et la seconde l'acte qui le constate et que le mandant délivre au mandataire. L'acceptation de cet acte implique, de la part du mandataire ou fondé de pouvoirs, l'acceptation nécessaire pour la formation du contrat, Delvincourt sur cet article. [Ici n'est pas parfaitement exact. Le mandat est le contrat synallagmatique qui se forme entre le mandant qui donne le pouvoir d'agir, et le mandataire qui l'accepte ; la procuration est l'acte unilatéral par lequel une personne donne un pouvoir non encore accepté, mais dont l'acceptation ultérieure forme le contrat de mandat. L'art. 1984 commet donc une erreur ou renferme tout

au moins une inexactitude en confondant le mandat et la procuration, et en paraissant ainsi supposer qu'il y a mandat aussitôt qu'il y a pouvoir donné, bien que non encore accepté. Toutefois, il est vrai de dire qu'il arrive assez souvent que, dans l'usage, les mots *Mandat* et *Procuration* sont pris comme synonymes. V. Troplong, *Du mandat*, n. 5. — L'art. 1984 commet une autre inexactitude, en supposant que celui auquel un mandat a été donné doit toujours agir au nom du mandant, tandis qu'il arrive fréquemment, au contraire, que les mandataires ou fondés de pouvoirs agissent en leur propre nom. C'est ce qui a lieu notamment dans le contrat de commission et dans le contrat de command, Troplong n. 7 et 8. V., sur le contrat de commission, Delamarre et Le Poitvin, *Traité du contrat de commission*, et Massé, *Droit comm.*, 6, n. 311.]

pouvoir et contracte l'obligation de faire une certaine chose² pour une autre³, art. 1984.

De là les conditions suivantes qui sont de l'essence de ce contrat :

1^o Il faut le consentement des parties d'une part à conférer et de l'autre à accepter le mandat⁴, art. 1984, alin. 2;

2^o Il faut l'intention du mandant de s'obliger envers le mandataire et, par celui-ci, envers les tiers⁵.

Celui qui a simplement donné un conseil ou fait une recommandation⁶ n'en répond qu'autant qu'il a agi de mauvaise foi ou

² Il existe des dispositions spéciales relatives à plusieurs espèces de mandataires, tels que les avoués, Pr., art. 75 et s., 352 et s.; les commissionnaires, Comm., art. 91 et s.; les agents de change, Comm., art. 74 et s.; les agents d'affaires, qui font métier de se charger de la gestion des affaires d'autrui, Merlin, *Rep.* v^o *Agent d'affaires*; Cass., 11 mars 1824. — [L'art. 1984 est encore inexact lorsqu'il définit le mandat, le pouvoir de *faire quelque chose*, définition qui s'appliquerait aussi bien au louage d'ouvrage qu'au mandat. Ce qui, au contraire, caractérise le mandat et le distingue du louage d'ouvrage, c'est qu'il donne au mandataire le pouvoir de représenter le mandant, c'est-à-dire de promettre et de stipuler pour lui, et par conséquent de l'obliger envers les tiers. V. *sup.*, § 707, note 22, et *inf.*, § 755.]

³ Peut-on aussi donner un mandat dans l'intérêt exclusif d'un tiers? V. Delvincourt, 3, p. 238, et Duranton, 18, n. 201. [Le mandat peut être donné dans l'intérêt exclusif d'un tiers. Celui qui le donne est considéré comme le *negotiorum gestor* du tiers et est par conséquent soumis à l'action *negotiorum gestorum* de la part de ce tiers dans les affaires auquel il s'est immiscé; et alors il devient lui-même intéressé à réclamer l'exécution du mandat, Pothier, *Mandat*, n. 17; Troplong, n. 36. V. aussi Duranton, *loc. cit.* — En règle générale, le mandat ne peut être donné dans le seul intérêt du mandataire, Pothier, n. 15; Duranton, 18, n. 200; Troplong, n. 34; Dalloz, n. 52. Cependant on admet la procuration ou le mandat *in rem suam* dans lequel le mandataire agit pour sa propre utilité et non pour celle du mandant. C'est ce qui a lieu, par exemple, lorsqu'une personne s'est fait céder les actions d'une autre, et agit au nom de celle-ci dans son propre intérêt. Mais dans ce cas encore l'intérêt

du mandant est le fondement du mandat puisque c'est comme représentant le mandant que le mandataire agit contre les tiers, Troplong, n. 37; Dalloz, v^o *Mandat*, n. 54. — À l'inverse du *procurator in rem suam*, qui agit pour lui sous le nom ou au nom du mandant, se trouve le prête-nom, qui agit pour un autre sous son propre nom : vis-à-vis des tiers le prête-nom est le véritable maître de la chose; il n'est un mandataire que vis-à-vis de celui à qui il prête son nom et qui, par cette raison, se trouve obligé vis-à-vis des tiers, par les actes du prête-nom, d'une manière bien plus étroite que ne le serait un mandant ordinaire, Duranton, 18, n. 198; Troplong, n. 43; Dalloz, n. 25 et s.]

⁴ [Ce consentement réciproque suffit pour la perfection du contrat, laquelle n'est point subordonnée à la tradition d'une chose. Le mandat est donc un contrat *consensuel*, Troplong, n. 10. — Il est synallagmatique mais imparfaitement, en ce sens qu'il n'engendre qu'une obligation principale, celle du mandataire; s'il engendre bien l'obligation du mandant d'indemniser le mandataire, V. *inf.*, § 754, ce n'est là qu'une obligation indirecte, parce qu'elle ne dérive pas nécessairement du mandat, mais du principe que nul ne peut s'enrichir au détriment d'autrui, et parce que le mandant n'y est soumis que si le mandataire se trouve avoir droit à une indemnité, et si un salaire lui a été promis, Troplong, n. 11.]

⁵ [Et l'intention, de la part de celui qui a été chargé de faire une chose, d'agir en qualité de mandataire, *procuratorio nomine*, et non par simple complaisance, Troplong, n. 14 et 15.]

⁶ Pothier, n. 18 et s.; Maleville, sur l'art. 1984; Duranton, 18, n. 202 et s.; Merlin, *Rep.* v^o *Mandat*, § 1, n. 5; Paris, 26 janv. 1833, S. V., 33, 2, 157. [La re-

qu'il a participé à un délit en donnant le conseil ou en faisant la recommandation.

Le mandat est ordinairement gratuit. Cependant rien ne s'oppose à ce que les parties conviennent⁷ que le mandat sera salarié⁸, art. 1986⁹.

commandation n'est pas un mandat : recommander quelqu'un à un tiers n'est pas donner un mandat à ce tiers de faire quelque chose pour la personne recommandée. Cependant il pourrait en être autrement si la recommandation était accompagnée de l'invitation précise de faire une certaine chose, par exemple de prêter de l'argent à la personne recommandée, ou de lui livrer des marchandises, Pothier, n. 19; Troplong, n. 45 et s.; Massé, 6, n. 382. La question de savoir si la recommandation oblige le recommandant soit comme mandataire, soit comme caution, dépend donc des circonstances. V. Cass., 20 août 1833; S. V., 33, 1, 743. — Quant au conseil, il ne peut, en général, faire supposer que celui qui le donne est le mandataire de celui qui le reçoit, ni engager sa responsabilité. Le conseil n'engage ordinairement la responsabilité de celui qui le donne, que lorsqu'il a été précédé d'un mandat formel, ou de faits qui renferment la preuve d'un mandat, Troplong, n. 19 et s.; Dalloz, n. 12 et s. — Il est bien évident d'ailleurs que celui qui donne un mauvais conseil en employant des manœuvres frauduleuses, pour induire celui à qui il le donne en erreur, devient responsable, non comme mandataire, mais comme auteur d'un délit ou d'un quasi-délit, Troplong, n. 16.]

⁷ Même tacitement. C'est ce qui a lieu lorsque la nature particulière de l'affaire pour laquelle le mandataire est constitué peut faire supposer qu'un salaire a été promis, Cass., 24 juill. 1832, S. V., 32, 1, 621; Angers, 28 mars 1833, S. V., 33, 2, 179. [Ainsi les notaires, les avoués, les agents de change, les huissiers, n'ont pas besoin de stipuler un salaire pour les actes de leurs fonctions, parce que l'usage ou la loi stipulent pour eux. A leur égard le mandat peut être réputé salarié, même pour des agissements qui ne se rattachent qu'indirectement à leurs fonctions. V. comme exemples, Bordeaux, 25 janv. 1842, S. V., 45, 2, 142; Cass., 31 janv. 1843, S. V., 43, 1, 125. Ainsi encore, en matière commerciale, le mandat n'est jamais réputé

gratuit, Troplong, n. 229 et s.; Vincens, *Légist. comm.*, 2, p. 112; Delamarre et Le Poitvin, *Contrat de commiss.*, 1, n. 104 et s.; Massé, *Droit comm.*, 6, n. 311. — Sauf ces cas particuliers où le salaire se présume, les tribunaux ne peuvent en allouer un en l'absence d'une convention expresse, qu'autant qu'on peut induire des circonstances l'existence d'une convention tacite, Bordeaux, 29 juin 1852, S. V., 53, 2, 63. V. aussi Rennes, 24 août 1811, et Cass., 30 fév. 1832, S. 32, 1, 543.]

⁸ Merlin, *loc. cit.*, § 1, n. 6. Mais le contrat ne cesse pas pour cela d'être un mandat, à moins toutefois qu'il ne s'agisse que de la prestation d'un travail manuel, Duranton, 18, n. 196; Cass., 6 mars 1827. [Cela n'est pas parfaitement exact. En droit romain, la gratuité était de l'essence du mandat, et la stipulation d'un salaire le faisait dégénérer en autre contrat, L. 1, § 5, Dig., *Mandati*. Le mandataire ne pouvait recevoir d'honoraire qu'*ex post-facto*; et si après l'exécution du mandat il avait une action pour se faire payer de la récompense que le mandataire lui avait promise, ce n'était pas par l'action *Mandati*, mais par une poursuite extraordinaire et en dehors du mandat, *persecutio extraordinaria*, L. 6, Dig., *Mandati*, et L. 10, § 7, *eod.*; L. 7 et 56, § 3, Dig., *Mandati*; Cujas, *Comment. des réponses de Papinien*, sur la loi 7 précitée. En droit français, au contraire, le mandat n'est pas gratuit par son essence, il l'est seulement par sa nature; d'où la conséquence que la stipulation d'un salaire n'altère point le caractère de ce contrat et ne le fait point dégénérer en louage d'ouvrage ou de services, l'objet de ces deux contrats n'étant pas le même et mettant entre eux des différences essentielles. V. *sup.*, note 4. V. cependant Troplong, n. 164 et s.]

⁹ [Le mandat peut être pur et simple, ou conditionnel; il peut être soumis à des restrictions de temps et de lieu. Il en est ainsi de l'acceptation qui est susceptible des mêmes modalités, Pothier, n. 34 et 95, et Dalloz, n. 30.]

§ 751. Conditions de la validité du mandat.

La validité du mandat n'est assujettie à aucune formalité extrinsèque¹.

Le mandat peut donc être contracté tacitement² aussi bien

¹ Le mandat par acte sous seing privé n'est pas assujéti à la formalité du double original, alors même qu'un salaire y est promis au mandataire, Duranton, 18, n. 417. [La raison en est que le mandat n'est pas un contrat parfaitement synallagmatique, ainsi que cela a été expliqué au paragraphe précédent, note 4. V. Troplong, n. 105 et s.; Dalloz, n. 155. — Le mandat peut être donné par simple lettre : l'art. 1985 le dit expressément. V. aussi Caen, 10 août 1825; Cass., 6 fév. 1837, S. V., 37, 1, 201, et 3 août 1847, S. V., 47, 1, 764. Mais le mandat donné par lettre n'est réputé accepté qu'autant qu'il y a eu une réponse ou un acte duquel on puisse induire cette acceptation; le silence ou le défaut de réponse n'emportent acceptation que si le mandat a été donné à une personne qui fait profession de se charger de mandats de l'espèce, par exemple à un avoué, pour un procès, à un commissionnaire, pour une affaire commerciale, Massé, 4, n. 44 et s. V. cependant Delamarre et Le Poitvin, 1, n. 97. V. aussi Troplong, n. 109, et *inf.*, note 4. — Le mandat donné par acte authentique peut, en général, être donné par acte passé en brevet, L., 25 vent. an XI, art. 20; ce n'est que par exception que la loi exige qu'il en soit gardé minute, art. 935. V. aussi Cass., 21 juin 1837, S. V., 37, 1, 846; Troplong, n. 105; Dalloz, n. 146. — Il arrive fréquemment qu'un pouvoir ou une procuration sont donnés en blanc, c'est-à-dire que le nom du mandataire n'y est pas rempli; dans ce cas, celui à qui la procuration est remise peut choisir tel mandataire que bon lui semble, Troplong, n. 135.]

² L'art. 1985, alin. 2, porte seulement que le mandat peut être accepté tacitement. Mais la preuve que le mandat a été donné peut également être tirée des faits et des circonstances, Cass., 2 déc. 1825. V. aussi Pr., art. 556. Ainsi, par exemple, la femme mariée a un mandat tacite relativement aux affaires dont le soin ou la gestion lui sont abandonnés par son mari. Ainsi encore les domestiques peuvent, se-

lon les circonstances, être considérés comme préposés à l'achat ou à la réception de certaines marchandises, Duranton, 18, n. 220; Cass., 22 janv. 1813; Paris, 13 sept. 1828. [C'est une question très-controversée que de savoir si le droit français admet le mandat tacite. Les uns se prononcent pour l'affirmative. V. Delvincourt, 3, p. 238; Troplong, n. 114 et s., et Dalloz, n. 167. D'autres soutiennent, au contraire, d'une manière absolue, que le mandat ne peut se former tacitement, et qu'il doit toujours résulter, ou d'écrits, ou de paroles, ou de gestes équivalents à des paroles. V. Toullier, 11, n. 25, et Proudhon, *Usufr.*, n. 1327. D'autres, enfin, tout en considérant aussi le mandat tacite, admis par le droit romain et par l'ancien droit français, comme abrogé par le Code, reconnaissent, néanmoins, que le mandat peut résulter virtuellement et par la force des choses de certains faits et de certaines circonstances. V. Duranton, 18, n. 218; Rolland de Villargues, *vo Mandat*, n. 50; Delamarre et Le Poitvin, 1, n. 70 et s. — Quant à la jurisprudence, elle s'est généralement montrée favorable au premier système, qui admet le mandat tacite. V. Cass., 26 oct. 1808, 24 mars 1830, 3 déc. 1835, S. V., 36, 1, 145; 20 juin 1842, S. V., 42, 1, 833; 19 mars 1845, S. V., 45, 1, 262. D'autres arrêts, sans admettre d'une manière expresse la validité du mandat tacite, permettent cependant de l'induire de certaines circonstances, Toulouse, 30 mai 1829; Cass., 22 janv. 1833, S. V., 33, 1, 158, et 10 juin 1841, S. V., 41, 1, 861. — Nous croyons, quant à nous, au mandat tacite, c'est-à-dire à celui dont l'existence résulte par voie d'induction nécessaire de certains faits et de certaines circonstances. Ce mandat est dans la nature des choses, parce qu'il est naturel de supposer que celui qui, pouvant l'empêcher, laisse faire une chose qui l'intéresse, autorise par cela même à faire cette chose; il est donc admis par la loi, par cela seul qu'il n'est pas interdit par elle : *semper qui non prohibet pro se interpretare, mandare creditur*. On oppose l'art. 1985, qui, en

que d'une manière expresse, et, dans ce dernier cas, soit par écrit, soit verbalement². Il reste d'ailleurs soumis à l'observation

disant que l'acceptation de la procuration peut n'être que tacite, indiquerait par là que la procuration doit toujours être donnée expressément, et l'art. 1372, qui ne verrait qu'un quasi-contrat dans la gestion accomplie au vu et su du maître de la chose gérée. Mais l'argument *a contrario*, tiré de l'art. 1985, est sans force en présence des nombreuses dispositions du Code, qui reconnaissent au consentement tacite le même effet qu'au consentement exprès. V. art. 1738, 1759, 1850, 1862, 1864 et 1922; et surtout en présence de l'art. 1578, qui, dans le cas où le mari a joui des biens paraphernaux de sa femme, voit dans le défaut d'opposition de celle-ci un mandat tacite donné au mari pour l'administration de ces mêmes biens; et de l'art. 1922, d'après lequel le consentement tacite du propriétaire d'une chose suffit pour que le dépôt de cette chose soit régulièrement fait par un tiers; dispositions inconciliables avec l'interdiction du mandat tacite que l'on prétendrait trouver dans l'art. 1985. Pourquoi d'ailleurs le législateur aurait-il pros crit le mandat tacite, qui résulte des faits, alors qu'il a admis le mandat verbal, qui résulte des simples paroles? — Quant à l'objection tirée de l'art. 1372, elle se réfute par la maxime : *Semper qui non prohibet pro se intervenire, mandare creditur*, maxime qui avait passé du droit romain dans l'ancien droit français, et à laquelle on ne peut supposer que l'art. 1372 ait entendu déroger, alors surtout qu'on ne trouve dans les travaux préparatoires du Code aucune trace de l'intention de modifier l'état antérieur du droit. En principe, la gestion d'affaires doit être entreprise à l'insu du propriétaire, et si l'art. 1372 suppose qu'il y a gestion d'affaires, même au cas où le propriétaire a eu connaissance de la gestion, il n'a certainement en vue que la connaissance acquise après coup, et qui, d'après les principes mêmes du droit romain, n'enlève point à l'agissement son caractère de quasi-contrat de gestion d'affaires. L. 9, C., de *Negot. gest.*, l. 6. §§ 9 et 10. *Dig., eod. tit.* Il résulte d'ailleurs des discours des orateurs du gouvernement que cet article ne s'applique pas à la gestion entreprise au vu et su du propriétaire, gestion qui constitue un mandat tacite. — Du reste, le mandat tacite ne résulte pas seulement de cette circonstance, que,

ayant connaissance d'un agissement, on ne s'y est pas opposé. Il résulte encore nécessairement de certaines situations; ainsi, comme on l'a vu plus haut, la femme mariée a pour certaines affaires un mandat tacite de son mari. Il en est ainsi spécialement des femmes de commerçants. C'est en ce sens qu'il a été plusieurs fois jugé que la femme qui gère le commerce de son mari doit être considérée comme sa mandataire tacite, et qu'elle l'oblige par les engagements qu'elle contracte dans l'exercice de ce commerce, Bourges, 24 brum. an IX; Angers, 27 fév. 1819; Cass., 25 janv. 1821, 2 avr. 1822, 1^{er} mars 1826; Paris, 5 mars 1835, S. V., 35, 2, 137; Cass., 27 avr. 1841, S. V., 41, 1, 385; Troplong, n. 137; Dalloz, n. 176 et s., sauf les modifications que les circonstances particulières peuvent apporter à cette règle. V. Bruxelles, 12 vent. an XII, et 27 fév. 1809; Troplong, n. 138, et Dalloz, n. 175. — Ainsi, les négociants sont également, en général, liés par les engagements de leurs préposés ou commis, en vertu du mandat tacite qu'ils sont réputés avoir donné à ces derniers. V. Cass., 24 prair. an XI, 16 déc. 1818, et 4 fév. 1838, S. V., 38, 1, 839. Ainsi encore, comme on l'a vu plus haut, le domestique a mandat tacite d'acheter pour son maître les provisions du ménage. Mais on décide généralement que ce mandat ne s'applique qu'aux achats faits au comptant, et non aux achats faits à crédit. V. les arrêts ci-dessus cités, et Paris, 28 avr. 1838, S. V., 38, 2, 218. V. aussi Merlin, *Rép.*, vo *Vol.*, sect. 2, § 3; Legraverend, 2, p. 136; Hélie et Chauveau, *Théor. du Code pénal*, 7, p. 33; Mitre, *Des domestiques en France*, p. 88; Troplong, n. 134; Dalloz, n. 171. — Enfin, on doit voir un mandat tacite dans la remise de pièces à un huissier ou à un avoué, Delvincourt, 3, p. 238; Duranton, 18, n. 221; Troplong, n. 155; Delamarre et Le Poitvin, n. 71; Massé, 4, n. 45; Cass., 5 août 1840, S. V., 40, 1, 924; Grenoble, 3 déc. 1855, Dall., 56, 2, 278.]

² [Comme exemples de mandats verbaux, V. Rouen, 30 déc. 1823; Cass., 11 fév. 1834, S. V., 34, 1, 713; 6 déc. 1834, S. V., 35, 1, 972; Bourges, 19 nov. 1841, Dall., 43, 4, 188. — V. aussi Cass., 28 déc. 1846, Dall., 47, 1, 75. — Le mandat peut aussi être exprimé par de simples gestes, Troplong, n. 102; Dalloz, n. 156.]

des règles qui régissent la preuve des obligations ⁴, art. 1985.

La capacité juridique du mandataire n'a d'influence que sur les obligations qu'il contracte personnellement : elle n'en a aucune sur les conséquences juridiques que le contrat peut avoir pour le mandant. Il suit de là que celui qui a donné mandat à un mineur ⁵ se trouve lié par ce que le mineur a promis en vertu de ce mandat, au nom du mandataire ; tandis que le mineur poursuivi au moyen de l'action de mandat, *actio mandati directa*, a,

⁴ [Aux termes de l'art. 1985, la preuve du mandat verbal ne peut être reçue que conformément au titre des obligations : d'où il suit que la preuve testimoniale du mandat verbal n'est admissible que dans les cas déterminés par les art. 1341, 1347 et 1348 ; sur ce point, pas de difficulté possible. Il en est de même, quoiqu'on ait autrefois pensé le contraire, V. Danty sur Boiceau, p. 269, du mandat tacite, qui ne saurait être plus privilégié que le mandat verbal, Troplong, n. 143. Toutefois, il faut bien remarquer que ce qui ne peut être prouvé que conformément aux règles générales sur la preuve des obligations, c'est le fait duquel on prétend faire résulter le mandat tacite, par exemple la remise des pièces, qui constituerait celui qui les a reçues mandataire de celui qui les a remises ; mais, ce fait une fois prouvé ou avoué, les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire d'appréciation pour en induire l'existence ou la non-existence du mandat allégué, V. Cass., 10 juin 1841, S. V., 41, 1, 861, et Troplong, n. 143. — Il faut remarquer encore que l'observation des règles exigées pour la preuve des obligations n'est de rigueur, en cette matière, qu'entre les parties contractantes ; quant aux tiers, ils peuvent toujours prouver, par témoins, le mandat, dont il leur est presque toujours impossible de se procurer une preuve écrite, Troplong, n. 145. — Il est d'ailleurs certain qu'en matière commerciale, où la preuve par témoins est de droit commun, le mandat comporte ce genre de preuve, aussi bien entre les contractants que de la part des tiers, Troplong, n. 142. V. aussi Cass., 1^{er} sept. 1848, S. V., 48, 1, 653. — Dans tous les cas où la preuve testimoniale du mandat n'est pas admissible, on n'est pas plus reçu à établir par témoins les faits d'exécution du mandat que le contrat de mandat lui-même, quand l'existence antérieure de ce contrat n'est pas d'ailleurs établie, puisque ce serait un

moyen indirect d'arriver à la preuve même du mandat, Troplong, n. 146.

— Quant à l'acceptation tacite du mandat, la preuve en est soumise aux mêmes règles que celles du mandat lui-même ; et de même que lorsqu'il s'agit de la preuve du mandat, quand les faits d'où peut résulter la preuve du mandat sont prouvés ou avoués, les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation pour déterminer la portée de ces faits et décider si, en effet, ils emportent acceptation du mandat. — En général, on doit considérer la réception d'un acte de procuration, sans protestation ni réserve, comme emportant acceptation du mandat qu'elle confère, Pothier, n. 32 ; Merlin, *Quest. de Dr.*, v^o *Compte courant*, § 1 ; Duranton, 18, n. 224 ; Troplong, n. 148 ; Dalloz, n. 184. Mais la réception n'emporte nécessairement acceptation que lorsque la procuration a été remise directement. Elle peut, selon les circonstances, ne pas avoir le caractère d'un consentement, lorsque la procuration a été envoyée par lettre, Pothier, n. 33 ; Duranton, *loc. cit.* ; Troplong, n. 149 ; Dalloz, n. 185. — On ne saurait surtout voir une acceptation dans le silence gardé par une personne à laquelle on a adressé, non un acte de procuration, mais une simple demande de se charger d'une affaire, Pothier et Duranton, *ibid.* ; Troplong, n. 150 ; Dalloz, n. 186 ; à moins cependant que cette personne ne fasse son état de gérer les affaires d'autrui, comme s'il s'agissait d'un avoué, d'un huissier, d'un agent d'affaires, Pothier, Duranton et Dalloz, *ibid.* ; Troplong, n. 151 ; Massé, 4, n. 44 et s. V. aussi Cass., 9 mars 1837, S. V., 37, 1, 301 et *sup.*, note 1.]

⁵ L'art. 1990 ne parle, il est vrai, que du mineur émancipé ; mais il s'applique, *ob paritatem rationis*, aux mineurs en général, Duranton, 18, n. 212 ; [Troplong, n. 332 ; Dalloz, n. 63 ; Rennes, 27 août 1819.]

selon les circonstances, le bénéfice de la rescision ⁶, art. 1990.

Le mandat doit avoir un objet licite ⁷. Si cependant le mandataire n'avait pas eu connaissance du caractère illicite du mandat qui lui a été donné, il conserverait son action contre le mandant, *actio mandati contraria* ⁸.

§ 752. Des différentes espèces de mandats.

Le mandat peut comprendre toutes les affaires du mandant ou seulement certaines affaires déterminées, soit plusieurs, soit une seule. *Mandatum est vel universale, vel particulare*, art. 1987.

Le mandat peut comprendre, en termes généraux, toute la gestion des affaires ou de certaines affaires du mandant, ou préciser spécialement et littéralement les actes que le mandataire a le pouvoir de faire au nom du mandant. *Mandatum est vel generale, vel speciale*, art. 1988. V. le paragraphe suivant ¹.

⁶ [L'art. 1990 ne parle pas de la capacité que doit avoir le mandant ; mais il est évident que le mandant ne peut conférer au mandataire plus de pouvoir qu'il n'en a lui-même, et que, par conséquent, il doit être capable de contracter, Duranton, n. 213 ; Rolland, n. 20 ; Favard, *vo Mandat*, § 1, n. 3 ; Troplong, n. 329 ; Amiens, 1^{er} mars 1839, S. V., 40, 2, 28. — La nullité du mandat conféré par un incapable ne serait point effacée par la capacité survenue depuis au mandant, Cass., 2 niv. an V ; Dalloz, n. 58. — Au reste, la nullité résultant de l'incapacité du mandant est simplement relative, conformément aux principes généraux sur la nullité des actes des incapables. V. *sup.*, § 580. — Quant aux personnes qui ont une capacité restreinte, comme la femme mariée séparée de biens, le mineur émancipé, l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, ils peuvent donner mandat de faire les actes dont ils sont eux-mêmes capables, mais ces actes seulement, Rolland de Villargues, n. 22 ; Dalloz, n. 61.]

⁷ [V. Pothier, n. 7, et Duranton, 18, n. 192 ; Troplong, n. 30. — Le mandat ne peut avoir pour objet qu'une chose qui est encore à faire. Si la chose se trouvait terminée au moment du contrat, le mandat serait nul, alors même que les parties auraient ignoré cet achèvement, Pothier, n. 6 ; Duranton, n. 18 ; Troplong, n. 29. — Il faut, en outre, que la chose soit déterminée, ou au moins déterminable, d'après les circonstances dans lesquelles intervient le

mandat, Pothier, n. 9 ; et qu'elle soit de nature à pouvoir être faite par le mandataire, Pothier, n. 12 ; Duranton, 18, n. 194 ; Dalloz, n. 38. — Du reste, une chose, même matériellement possible pour le mandataire, ne saurait faire l'objet d'un mandat valable si la loi exigeait qu'elle fût accomplie en personne par le mandant. C'est ainsi que le mariage ne peut être valablement contracté par procuration, Bastia, 2 avr. 1849, S. V., 40, 2, 338. C'est ainsi encore que l'on ne peut plaider par procureur. V. Dalloz, *vo Action*, n. 265 et s., et *vo Mandat*, n. 46 et s. V. aussi Troplong, *Mandat*, préface, p. 7. — Il n'est pas nécessaire que la chose soit de nature à pouvoir être faite par le mandant lui-même, car souvent le mandat n'est donné précisément que parce que le mandant ne peut faire la chose qui est l'objet du mandat, comme, par exemple, dans le cas du mandat donné à un officier ministériel, Troplong, n. 33 ; Dalloz, n. 56.]

⁸ Favard, *vo Mandat*, § 1, note 4. [Troplong, n. 31 ; Dalloz, n. 36. — Mais, à part cette exception, le mandat qui n'a pas un objet licite n'engendre aucune action, ni du côté du mandant, ni du côté du mandataire, Pothier, n. 7 ; Troplong, *loc. cit.*]

¹ [Le mandat est spécial lorsqu'il a pour objet une affaire ou même plusieurs affaires déterminées ; l'art. 1987 est formel à cet égard. Au contraire, le mandat est général, soit qu'il embrasse toutes les affaires du mandant, comme

§ 753. *Des obligations du mandataire.* — Actio mandati directa¹.

1° Le mandataire est tenu, pendant toute la durée du mandat, d'apporter la diligence convenable à la gestion de l'affaire qui lui a été confiée, et, faute par lui de satisfaire à cette obligation, il est passible de dommages et intérêts envers le mandant². Cependant, si le mandat est gratuit, la responsabilité du mandataire doit être appréciée d'une manière moins rigoureuse³. La mort du

le suppose le même article, soit que, restreint à un certain ordre d'affaires, il comprenne toutes les affaires prévues ou imprévues qui rentrent dans ce cercle. La loi ne s'explique pas sur ce point; mais la nature des choses supplée à son silence, V. Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 87.]

¹ L'action du mandant contre le mandataire est soumise à la prescription de trente ans, Cass., 29 juill. 1828. [C'est là, en effet, une action qui se prescrit par trente ans, comme toutes les autres actions réelles et personnelles. Après ce délai, le mandataire est à l'abri de toute réclamation de la part du mandant, à l'égard des sommes qu'il aurait recouvrées en sa qualité : le mandant prétendrait vainement que le mandataire ne peut être considéré que comme détenteur à titre précaire des sommes recouvrées, et que par suite ce dernier ne peut opposer aucune prescription à la demande en restitution ou en paiement de ces sommes. Il ne s'agit pas en effet ici de savoir si le mandataire a pu acquérir par un laps de temps quelconque la propriété des choses dont il est reliquataire, mais bien de savoir si l'action du mandant est prescrite faute d'avoir été exercée pendant trente ans; et ce n'est qu'autant que cette action ne serait pas prescrite et conséquemment serait recevable, qu'il pourrait y avoir lieu d'examiner, au fond, le droit du mandataire aux choses dont il aurait la possession depuis plus de trente ans, et par suite l'utilité de cette possession. V. Cependant Rolland de Villargues, *vo Mandat*, n. 178, et Dalloz, *cod. verbo*, n. 263.]

² Mais le mandant ne peut agir à fin de dommages-intérêts contre le mandataire qu'autant qu'il y a un dommage réalisé : il ne suffirait pas d'un dommage éventuel, Paris, 29 mars 1811. — [Pour que le mandant ait droit à des dommages-intérêts à raison de l'inexécution ou de l'exécution incomplète du

mandat, il ne suffit pas qu'il ait éprouvé un préjudice; il faut encore, aux termes de l'art. 1992, que le mandataire soit en faute; et c'est aux tribunaux à apprécier les faits qui constituent une faute imputable au mandataire. V. Troplong, n. 393. — Nous ne croyons donc pas qu'il y ait lieu de rechercher si le mandataire n'est tenu que de sa faute lourde, et s'il n'est pas tenu de sa faute légère : ce sont là des distinctions qui ne peuvent lier les tribunaux et qui, ingénieuses peut-être en théorie, sont inapplicables dans la pratique. V. *sup.*, § 548, note 5. V. cependant Troplong, n. 388 et s. — Toute clause qui affranchirait le mandataire de la responsabilité de ses fautes serait nulle, comme contraire à la morale et à l'ordre public. V. Aix, 6 août 1823, V. aussi, *sup.*, § 736, note 1. — Mais le mandataire cesserait d'être responsable s'il avait été empêché d'agir par un fait de force majeure, Troplong, n. 340 et s.; Dalloz, n. 220 et s. V. aussi Troplong, n. 355 et s.; Cass., 9 juill. 1807; Rennes, 31 mars 1815, et Bruxelles, 11 mai 1818. Toutefois ce serait au mandataire à prouver la force majeure, Troplong, n. 372; Aix, 6 août 1823. — Il est également hors de doute que le mandataire cesserait d'être responsable, si le mandant avait omis de faire ce qui était nécessaire pour mettre le mandataire à même de remplir le mandat, Delamarre et Le Poitvin, n. 80 et suiv.; Troplong, n. 379; Dalloz, n. 195; Bordeaux, 10 fév. 1846; Dall. 46, 4, 70.]

³ Aix, 23 avr. 1813; Cass., 2 jany. 1832. [V. Dalloz, n. 226 et 231.] Mais la gratuité du mandat, non plus que le taux des salaires, n'a aucune influence sur le chiffre des dommages-intérêts. [Il est clair, en effet, que si la circonstance que le mandat est gratuit ou plus ou moins salarié peut être prise en considération par le juge dans l'appréciation de la gravité de la faute, et pour faire considérer comme faute dans un cas ce qui, dans un autre cas, ne consti-

mandant, tout en faisant cesser le mandat, art. 2003, n'affranchit cependant pas le mandataire de l'obligation de mettre à fin les affaires commencées, lorsqu'il y a péril en la demeure⁴, art. 1991 et 1992.

2° Le mandataire est tenu de se renfermer dans les limites de son mandat. Si donc ses pouvoirs lui ont été donnés en termes généraux, *per mandatum generale*, il n'est autorisé à faire que les actes d'administration, mais non les actes qui emportent une certaine aliénation de la chose.

Ainsi, par exemple, lorsque l'administration d'un immeuble lui a été confiée *per mandatum generale*, il peut bien affermer cet immeuble, mais non faire des baux à long terme⁵, art. 1429 et 1718; il peut faire les réparations et les marchés qui s'y rattachent, acheter ce qui est nécessaire pour l'exploitation de l'immeuble, vendre les fruits récoltés, intenter les actions possessoires, interrompre les prescriptions, ou, si le mandant l'a constitué son mandataire en termes généraux, recevoir le paiement des créances et en donner quittance, poursuivre les débiteurs en demeure, régler des créances échues, etc.; mais il ne peut ni aliéner les choses confiées à son administration, ni provoquer le partage de la communauté existant entre le mandant et une autre personne, art. 817, ni accepter ou répudier une succession, etc., alors même que la procuration serait conçue en termes autorisant le mandataire à faire tout ce que le mandant aurait lui-même le droit de faire⁶. Le mandataire a besoin, pour chacun de ces actes

tueraient pas une faute, une fois la faute reconnue les dommages-intérêts qui représentent le préjudice doivent se mesurer sur ce préjudice, et non sur une circonstance de gratuité ou de non-gratuité qui est devenue indifférente, Troplong, n. 393. Toutefois, des auteurs ont pensé que lorsque le mandat est gratuit, les dommages-intérêts ne doivent consister que dans le *damnum emergens*, et qu'ils ne doivent pas comprendre le *lucrum cessans*. V. Delamarre et Le Poitvin, *Contr. de comm.*, 2, n. 233. Mais c'est là une distinction arbitraire et que rien ne justifie ni dans la loi, ni dans les principes.]

⁴ [V. Cass., 22 août 1833; Dall., 34, 1, 20. Mais il n'en est plus ainsi dans le cas de révocation du mandat; le mandataire révoqué n'est pas tenu, comme lorsque ses fonctions cessent par le décès du mandant, de terminer ce qu'il a commencé, quelle que soit l'urgence; à moins cependant qu'il ne s'agisse d'actes qui seraient tellement liés à ce

qui a été commencé, que le mandataire seul pût les accomplir, Troplong, n. 384 et 717.]

⁵ V. cependant Paris 27 nov. 1813. [Cet arrêt décide que le mandat de louer à tels prix, clauses et conditions que le mandataire jugera convenables peut suffire pour autoriser le mandataire à consentir un bail de quinze années. V. aussi Pothier, n. 148; Troplong, n. 280. — Mais en général les baux au-dessus de neuf ans sont considérés comme sortant des limites de l'administration, et comme échappant des lors à la capacité du mandataire général, arg. art. 1429, Pothier, *loc. cit.*; Merlin, *Rép.*, v° *Procuration*; Delvincourt, 3, p. 470; Duranton, 18, n. 229; Troplong, n. 270; Dalloz, n. 78.]

⁶ Observations du Tribunal sur l'art. 1988. On nomme cette dernière clause *clausula cum liberâ*. V. sur la règle établie et expliquée dans le paragraphe, Delvincourt, sur l'art. 1988; Duranton, 18, n. 229 et s.; Pothier, n. 148 et

qui emportent aliénation de propriété, d'un pouvoir ou mandat spécial, c'est-à-dire ayant particulièrement rapport à cet acte 7. Tout mandat spécial doit d'ailleurs être interprété rigoureusement d'après sa teneur littérale; ainsi, par exemple, le mandat ou pouvoir de transiger n'emporte pas celui de compromettre⁸, art. 1988 et 1989. Cependant celui qui a pouvoir pour un certain acte peut faire tout ce que cet acte comprend essentiellement ou implicitement⁹.

3° Le mandataire¹⁰ est tenu de rendre compte¹¹ au man-

s.; [Trop long, n. 278 et s.; Dalloz, n. 78 et s. V. aussi les nombreuses décisions judiciaires indiquées dans la *Table générale* de Devilleneuve et Gilbert, v° *Mandat*, n. 36 et s.; dans Dalloz, *loc. cit.*, et *Table de quinze ans*, v° *Mandat*, n. 25 et s. — Nous nous bornerons à faire remarquer ici, en ce qui touche la portée du mandat général, que ce mandat doit être interprété d'autant plus largement qu'il est donné de plus loin, ille de la Réunion, 3 mai 1834; Dall., 37, 1, 386; et que son interprétation comporte plus de latitude dans les affaires commerciales que dans les affaires civiles, Trop long, n. 285; Dalloz, n. 92; Cass., 12 nov. 1834, S. V., 35, 1, 702 et 28 juin 1836, S. V., 36, 1, 448. — La procuration générale n'est pas d'ailleurs inconciliable avec un mandat spécial, et, si elle confère expressément des pouvoirs qui vont au delà des actes d'administration, le mandataire peut très-régulièrement en user, Trop long, 276; Dalloz, n. 82.]

⁷ [La loi a elle-même indiqué certains cas dans lesquels un mandat spécial est nécessaire. V. notamment, art. 412, Pr., art. 352, Inst. crim., art. 31. — Mais le mandat spécial peut être valablement suppléé par une procuration générale contenant pouvoir de faire tous les actes de la nature de celui qu'il s'agit d'accomplir, art. 933; Pothier, n. 161; Merlin, v° *Procuration*, § 2; Trop long, n. 276; Dalloz, n. 103. — Cependant le mandat spécial nécessaire pour comparaître devant les tribunaux ne résulterait pas suffisamment d'une procuration de représenter le mandant dans toutes les affaires qu'il peut avoir devant un tribunal désigné, Dalloz, n. 104.]

⁸ Il en est ainsi alors même qu'il est dit que le mandataire pourra transiger par la médiation d'arbitres, Aix, 6 mai 1812. V. encore comme exemples, Colmar, 5 mars 1839, S. V., 39, 2, 379;

Bordeaux, 21 déc. 1832, S. V., 33, 2, 205; [Cass., 15 fév. 1812; Riom, 30 déc. 1814; et Cass., 31 déc. 1845, S. V., 45, 1, 362. Le pouvoir de compromettre a lui-même ses limites. Ainsi, il n'autorise pas le mandataire à constituer les arbitres juges en dernier ressort, alors même qu'il a été donné avec faculté de s'en rapporter à la décision des arbitres, Cass., 21 juillet 1852, S. V., 52, 1, 491. — Décidé aussi que le pouvoir de gérer et administrer, même de transiger et de compromettre, n'emporte pas pour le mandataire celui de renoncer aux droits du mandataire, Rouen, 26 janv. 1853, S. V., 53, 2, 663. V. aussi Bruxelles, 16 mai 1811.]

⁹ V. comme exemples, Bordeaux, 25 juill. 1826; Paris, 17 mars 1829; Douai, 13 mai 1836, S. V., 36, 2, 450. [V. aussi les arrêts indiqués dans la *Table générale* de Devilleneuve et Gilbert, v° *Mandat*, n. 49 et s. V. encore Trop long, n. 308 et s., n. 349 et s. — Du reste, lorsqu'il y a incertitude sur la portée du mandat, les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation, qu'ils doivent exercer en tenant compte des circonstances et de l'intention présumée des parties, Trop long, n. 326; Dalloz, n. 143; Cass., 19 janv. 1808, 8 mai 1811 et 5 juill. 1827. Et alors même que le mandataire aurait excédé ses pouvoirs, les tribunaux doivent, pour mesurer sa responsabilité, tenir compte de sa bonne foi et des termes plus ou moins clairs des pouvoirs qu'il a reçus. V. Trop long, n. 348, et Cass., 22 avr. 1820.]

¹⁰ [Il en est ainsi même de la femme qui a touché des sommes pour le compte de son mari et en qualité de mandataire de ce dernier, Cass., 18 déc. 1834, S. V., 36, 1, 849.]

¹¹ [Le mandataire doit appuyer son compte de pièces justificatives, telles que les lettres, factures, récépissés,

dant ¹² de sa gestion et de lui faire raison de tout ce qu'il a reçu en vertu du mandat ¹³, quand même ce qu'il aurait reçu n'aurait point été dû au mandant ¹⁴, art. 1993. Il doit l'intérêt des som-

livres de commerce. Il peut même être contraint à produire les livres et registres par lui tenus pour la gestion dont il a été chargé, Bruxelles, 13 janv. 1820. Cependant il peut être dispensé par le mandant de l'obligation de produire des pièces justificatives, Merlin, *Rép.*, v° *Mandat*, § 4; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 461; Troplong, n. 415; Dalloz, n. 244. — Il en serait même dispensé, indépendamment de toute stipulation, si les pièces justificatives n'étaient pas en sa possession, Cass., 8 juill. 1834; Dall. 34, 1, 299; ou si la reddition de compte ne comportait pas d'écrit, comme lorsqu'il s'agit du mandat donné à un commis ou à un domestique pour toucher de l'argent ou acheter des provisions au comptant, Paris, 22 juin 1827; Rolland de Villargues, v° *Mandat*, n. 177; Dalloz, n. 248. — C'est d'ailleurs aux tribunaux à apprécier si le compte a été rendu de façon à libérer le mandataire.]

¹² Ou aux héritiers du mandant, V. art. 1937 et s.; Paris, 4 mai 1811; et Cass., 14 oct. 1812. [Pourvu, bien entendu, qu'il n'ait pas reçu sa décharge ou qu'il n'ait pas été dispensé de rendre compte par le mandant. V. Cass., 22 mai 1810, 28 janv. 1829 et 24 août 1831, S. V., 31, 1, 316. — Il est à remarquer d'ailleurs que le mandataire est tenu de rendre compte à celui qui a été déclaré véritable propriétaire des biens dont la gestion lui a été confiée, alors même qu'il ne tiendrait pas son mandat de ce dernier, Paris, 4 mai 1811; Cass., 14 oct. 1812; Rouen, 27 avr. 1814. V. aussi Delvincourt, 3, p. 241; et Dalloz, n. 240.]

¹³ Le mandant peut-il renoncer au droit de se faire rendre compte? V. Cass., 24 août 1831, S. V., 31, 1, 316. L'affirmative a été décidée par cet arrêt dans des circonstances particulières. [V. dans le même sens, Cass., 3 mai 1815, 18 janv. 1832, S. V., 33, 1, 74, et 11 juin 1839, S. V., 39, 1, 601. — Nous croyons que cette renonciation qui fait dégénérer le mandat en une libéralité faite par le mandant au mandataire est valable dans tous les cas où une libéralité est permise de l'un à l'autre, pourvu d'ailleurs qu'il ne résulte pas des circonstances que le mandant a entendu donner un véritable mandat, et non faire

une libéralité, V. Troplong, n. 415; et Dalloz, n. 257. V. aussi Poitiers, 24 avr. 1807, et Bruxelles, 15 juill. 1817.]

¹⁴ [Ainsi, le mandataire qui, chargé de prêter à un tiers une somme d'argent sans intérêts, a cependant stipulé des intérêts, doit tenir compte au mandant des intérêts qu'il a reçus, et cela alors même qu'il aurait prêté à ses risques et périls, comme si, par exemple, il avait prêté à une personne autre que celle désignée par le mandat: il ne peut profiter de la faute qu'il a commise en outre-passant ses pouvoirs, Troplong, n. 417; Dalloz, n. 250, arg. art. 1996. — C'est une question que de savoir si le mandataire doit compte des gains ou profits illicites qu'il a faits dans l'exécution du mandat. Il faut d'abord distinguer entre les gains qui étaient autorisés et ceux qui n'étaient pas autorisés par le mandat. Quant aux gains illicites autorisés par le mandat, le mandant ne peut être admis à en demander compte parce qu'il n'a aucune action en justice pour demander l'exécution d'un contrat que la loi ne peut pas reconnaître, Troplong, n. 420. Il n'en serait autrement que si le mandataire avait, en vertu d'un jugement, obtenu de ceux avec qui il a traité la liquidation au profit du mandant de l'opération illicite à laquelle il s'est livré: dans ce cas, selon Troplong, n. 421, dont l'opinion nous paraît devoir être suivie, le mandant pourrait se prévaloir de l'autorité de la chose jugée pour obliger le mandataire à lui faire raison du montant de cette liquidation. — Quant aux gains illicites non autorisés par le mandat, nous croyons que le mandant qui trouve dans le mandat licite qu'il a donné le droit de demander compte au mandataire des gains qu'il a faits dans la gestion de l'affaire qui lui a été confiée est également fondé à faire comprendre dans ce compte les gains illicites qu'elle a procurés; le mandataire qui est en faute ne saurait être reçu à se prévaloir de cette faute pour en conserver les bénéfices; et puisque ces bénéfices doivent appartenir à quelqu'un, il est juste qu'ils appartiennent au mandant qui n'a aucune faute à se reprocher, et qui n'a pas à s'enquérir de leur origine, Troplong, n. 422 et s.; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 459. V. Cependant

mes¹⁵ qu'il a employées à son usage, à dater du jour de cet emploi¹⁶, et des sommes dont il est reliquataire, par suite de la reddition de compte, à compter du jour de la mise en demeure¹⁷, art. 1996. V. aussi Comm., art. 593, et Pr., art. 408.

Dalloz, n. 250. V. aussi Metz, 6 fév. 1824. — Non-seulement le mandataire doit, rendre compte de tout ce qu'il a reçu, Paris, 25 sept. 1812; Cass., 6 nov. 1828, 11 janv. 1843, S. V., 45, 1, 443 et 16 avr. 1845, S. V., 45, 1, 496; mais encore des sommes qu'il aurait dû recevoir et qu'il n'a pas reçues par sa faute, Pothier, n. 51; Delvincourt, 3, p. 472; Troplong, n. 431. S'il n'est pas en faute, il ne doit compte que de ce qu'il a perçu, Troplong, n. 432; Dalloz, n. 255. — Le mandataire n'est pas tenu de faire raison des choses qu'il a reçues et qui ont péri par force majeure, à moins qu'il n'ait obtenu une indemnité pour cette perte, auquel cas il doit compte de cette indemnité au mandant, Troplong, n. 434; Dalloz, n. 256. — Le mandataire ne pourrait même en aucun cas se prévaloir de la force majeure si les choses perdues, étaient des espèces dont il était détenteur par suite du mandat : ces espèces lui ayant été remises, non pour qu'il les rendît *in individuo*, mais pour qu'il les fit entrer dans sa caisse, sauf à en rendre d'autres de même valeur, elles sont devenues sa propriété, et il y a lieu, dès lors, de lui appliquer la règle *res perit domino*, Troplong, n. 438; Dalloz, *loc. cit.*; V. aussi Rennes, 31 mars 1815. Il n'en serait autrement que si le mandataire avait reçu les espèces en sacs cachetés et qu'il était tenu de rendre *in individuo*; on s'il pouvait établir que les espèces lui ont été volées de vive force avant qu'il les eût confondues avec ses propres deniers, Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 223; Troplong, n. 439 et s. — On s'est demandé si le mandataire peut compenser avec les sommes dont il doit compte celles qu'il a avancées pour l'exécution de son mandat. Nous croyons qu'il faut distinguer d'abord entre les meubles et les immeubles; le mandataire ne peut jamais avoir un droit de rétention sur les immeubles qui échappent par leur nature à la rétention matérielle dans laquelle le droit de rétention prend sa source, Duranton, n. 264; Bordeaux, 14 janv. 1830. Mais la rétention peut avoir lieu en matière de meubles, parce que le mandataire est fondé à opposer au mandant qui veut retirer sa chose la dette

qui résulte des dépenses faites à l'occasion de cette chose, Bruxelles, 13 juin 1810; Duranton, *ibid.*; Troplong, n. 703. Toutefois, il faut remarquer que si les avances du mandataire ont été faites pour la conservation de la chose, le mandataire a non-seulement le droit de rétention vis-à-vis du mandant, mais encore un privilège à l'égard des tiers, tandis que si les avances n'ont pas une cause qui leur donne un caractère privilégié, la rétention ne peut s'exercer que vis-à-vis du mandant, sans pouvoir être opposée aux tiers, Troplong, n. 698 et s.]

¹⁵ [Sans qu'il y'ait lieu de distinguer entre les capitaux et les intérêts payés par le débiteur du mandant, ces intérêts étant un véritable capital dans les mains du mandataire, Troplong, n. 499; Dalloz, n. 267.]

¹⁶ [V. Cass., 21 mai 1822, 17 fév. 1836, S. V., 36, 1, 650 et 19 déc. 1853, S. V., 54, 1, 702. — Le mandataire doit l'intérêt légal, Troplong, n. 502; Dalloz, n. 269; Cass., 7 mai 1845, S. V., 45, 1, 644. S'il a retiré des sommes par lui employées des profits supérieurs à cet intérêt, il n'en doit compte qu'autant que ces sommes lui avaient été remises pour les faire valoir, Troplong, *loc. cit.*] — Peut-il, en outre, être condamné du chef de cet emploi à des dommages-intérêts? V. Duranton, 18, n. 247; [Troplong, n. 504, et Dalloz, n. 270, qui se prononcent pour l'affirmative lorsque, pour employer une somme à son profit, le mandataire l'a détournée de l'emploi qu'elle devait recevoir, et a ainsi causé au mandant un préjudice qui devient une cause particulière et distincte d'indemnité. — C'est d'ailleurs au mandant à prouver que le mandataire a employé à son profit personnel des sommes qu'il a reçues en exécution ou par suite du mandat, Duranton, 18, n. 246; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 463; Troplong, n. 505.]

¹⁷ Conformément à l'art. 1139, Duranton, 18, n. 248; [Troplong, n. 508; Dalloz, n. 276. Ainsi il suffit d'une simple sommation extrajudiciaire : une demande judiciaire n'est pas nécessaire, Bourges, 13 avr. 1840, S. V., 40, 2, 527. — La mise en demeure peut même résulter de la correspondance

4° Lorsque plusieurs mandataires ont été constitués par un seul et même acte, chacun de ces mandataires en particulier ne répond que de ses propres actes et de sa propre négligence, à moins que la solidarité n'ait été formellement exprimée, art. 1993¹⁸. La question de savoir si ces mandataires ne peuvent agir qu'ensemble ou s'ils ont aussi le droit d'agir séparément doit être décidée conformément aux dispositions des art. 1857 et 1858¹⁹.

5° Le mandataire peut se substituer une autre personne dans l'exécution de son mandat²⁰, arg. art. 1994. Mais alors il répond des actes de la personne qu'il s'est substituée²¹, à moins que le droit de se substituer une autre personne ne lui ait été conféré; et même dans ce cas il répond de la personne qu'il s'est substituée, lorsque cette faculté lui a été conférée sans désignation de la personne à choisir, et qu'il a fait choix d'une personne notoirement incapable²², art. 1994, alin. 1.

des parties, surtout en matière commerciale, Cass., 15 mars 1821. Mais une saisie-arrêt faite entre les mains du mandataire par un créancier du mandant, sans le concours de celui-ci, ne constitue pas une mise en demeure, Caen, 25 fév. 1848, S. V., 47, 2, 302. — De même une demande en reddition de compte ne constitue pas le mandataire en demeure de payer le reliquat, Douai, 6 janv. 1849; Dall. 49, 2, 96.]

¹⁸ (V. Paris, 18 avr. 1836, S. V., 36, 2, 503; Lyon, 30 août 1836, S. V., 36, 2, 382; Aix, 29 déc. 1843, S. V., 44, 2, 447. — Il faut remarquer cependant que chaque comandataire serait tenu pour le tout, si l'objet du mandat était indivisible, ou si, après la cessation de leurs pouvoirs, ils s'étaient maintenus en possession illégale des biens du mandant, Cass., 29 déc. 1852, S. V., 53, 1, 91; Dalloz, n. 296. V. aussi Duranton, n. 254, et Caen, 12 mars 1827. — D'un autre côté, le comandataire, même solidaire, n'est pas responsable de ce que son comandataire a fait en dehors des limites du mandat, Cass., 6 avr. 1841, S. V., 41, 1, 592.]

¹⁹ Delvincourt, sur l'art. 1995. V. aussi Duranton, 18, n. 286; [Troplong, n. 495; Dalloz, n. 299.]

²⁰ Maleville, sur l'art. 1994; [Duranton, 18, n. 250. En principe, le mandataire est tenu, sous sa responsabilité, d'agir par lui-même, quoique le mandant ne lui en fasse pas un devoir exprès. Les actes du tiers que le mandataire s'est substitué ne sont donc opposables au mandant qu'autant que celui-ci les a ratifiés,

ou qu'étant bien faits, le mandant est sans intérêt à se plaindre de ce qu'ils n'ont pas été faits par le mandataire lui-même, Troplong, n. 448. V. cependant Pothier, n. 99. — Le devoir du mandataire d'agir par lui-même devient encore plus étroit quand il lui a été formellement interdit de se faire remplacer; mais, même dans ce cas, il ne nous semble pas que si l'affaire a été bien faite le mandant puisse la laisser au compte du mandataire, sauf les dommages-intérêts encourus par le mandataire à raison de l'immixtion d'un tiers dans les affaires du mandant, Troplong, n. 449. V. cependant Dalloz, n. 281. — Le mandataire qui s'est substitué un tiers cesse d'avoir qualité pour agir en vertu du mandat, et notamment pour recevoir les sommes d'argent qui proviennent de l'opération qu'il était chargé de faire, Cass., 7 déc. 1857, S. V., 58, 1, 446. V. *inf.*, § 735.]

²¹ [Il répond même dans ce cas et peut être actionné à ce titre, encore bien que l'insolvabilité du substitué n'ait pas été légalement constatée, Cass., 21 août 1837, S. V., 37, 1, 902. Sa responsabilité pourrait même se trouver engagée par des faits dont le substitué lui-même n'a pas à répondre, par exemple, par la perte de la chose par force majeure entre les mains du substitué, Troplong, n. 450; Dalloz, n. 282. V. aussi Duranton, *loc. cit.*]

²² Il n'est donc pas responsable, *sélegit personam idoneam*. [Le mandataire autorisé à substituer un tiers n'est responsable que de l'idoneité du

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée²³, mais seulement dans la limite de la responsabilité qui incombe à cette personne par suite des pouvoirs qui lui ont été délégués²⁴, art. 1994, alin. 2. Les obligations qui naissent en général du mandat existent également au profit du mandataire vis-à-vis de la personne qu'il s'est substituée²⁵. V. § 703.

§ 754. *Des obligations du mandant. — Actio mandati contraria.*

1° Le mandant¹ doit rendre le mandataire indemne des conséquences de l'affaire qu'il a gérée pour lui. Il doit, par conséquent, exécuter les engagements contractés par le mandataire en vertu du pouvoir qui lui a été donné et dans les limites de ce pouvoir², art. 1998.

Il doit, par la même raison, rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat³

tiers qu'il a choisi; il n'est pas responsable des actes faits par le tiers idoine qu'il s'est substitué, Troplong, n. 453; Dalloz, n. 285.] V. cependant Duranton, 18, n. 250. [D'après cet auteur, le mandataire autorisé à se substituer un tiers, avec indication de personne, est responsable de la gestion de ce tiers si, depuis le mandat, et avant la substitution, il est survenu dans la personne de ce substitué des causes d'empêchement dont le mandant n'aurait pas eu connaissance et dont le mandataire aurait au contraire été instruit. V. aussi en ce sens, Dalloz, n. 284. — L'autorisation donnée par le mandant au mandataire, de se substituer un tiers, peut être expresse ou tacite. Il y a autorisation tacite lorsque, par exemple, le mandant confie au mandataire une affaire que celui-ci ne peut évidemment accomplir par lui-même, Troplong, n. 461; Dalloz, n. 288. — On s'est demandé si le mandataire est autorisé à se faire remplacer par cela seul qu'il se trouve atteint d'un empêchement imprévu. Il faut distinguer. Si l'affaire peut être retardée sans préjudice, le mandataire doit se borner à prévenir le mandant, sans pouvoir se faire remplacer. Si, au contraire, l'affaire ne peut être différée, et que le mandant ne soit pas en mesure d'y pourvoir, il peut et doit même, selon les cas, se substituer un autre mandataire, Troplong, n. 465 et s.; Dalloz, n. 289. — V. Cependant Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 56 et s.]

²³ [V. Cass., 7 juill. 1814; Paris, 12 juill. 1845, S. V., 45, 2. 472.]

²⁴ Ainsi, au cas de faillite du mandataire, ses créanciers n'ont aucun droit sur ce que le tiers délégué a touché en cette qualité. V. Delvincourt, sur l'art. 1994. [V. aussi Duranton, 18, n. 250, et Dalloz, n. 291. — Le mandant cesse d'ailleurs d'avoir action contre le sous-mandataire quand celui-ci a rendu son compte au mandataire primitif. Il faut aussi remarquer que le droit du mandant d'agir contre le substitué, à fin de dommages, n'existe que dans le cas où celui-ci a commis une faute qui le rend responsable, et que le mandant est sans action contre le substitué, si ce dernier a ponctuellement exécuté les instructions qui lui ont été données, alors même que ces instructions seraient contraires au mandat primitif, Troplong, n. 487; Dalloz, n. 292.]

²⁵ Paris, 12 nov. 1812.

¹ Toutefois, le mandat donné par un officier public en cette qualité ne l'oblige point personnellement, Cass., 24 mars 1825. [V. aussi Cass., 17 juill. 1838, S. V. 38, 1. 577.]

² V. Pothier, n. 80; [V. aussi § 755.]

³ [Peu importe que le mandataire ait fait les avances avec ses propres fonds, ou avec les fonds d'un tiers; peu importe même que ce tiers ait fait don au mandataire des fonds fournis pour les avances; c'est là une libéralité dont le mandant ne doit pas profiter, Pothier,

et les intérêts de ces frais et avances⁴, du jour où ils ont été faits⁵ et constatés⁶. Le mandant, si d'ailleurs le mandataire n'est

n. 73; Duranton, 18, n. 267; Troplong, n. 623; Dalloz, n. 319. — Le mandant est tenu de rembourser au mandataire les avances par lui faites, alors même qu'il aurait cédé à un tiers une partie de ses droits sur l'objet du mandat, ce tiers restant étranger au mandataire, Cass., 11 fév. 1834, S. V., 34, 1, 713. V. aussi Cass., 6 avr. 1841, S. V., 41, 1, 592. — Le mandataire ne peut d'ailleurs réclamer que les déboursés qu'il a faits de bonne foi et pour le bien de la chose. V. Troplong, n. 624 et s. Rien n'empêche, au surplus, de convenir que le mandataire ne recevra qu'une somme fixe pour ses avances, ou qu'au moyen d'un salaire déterminé il ne pourra demander le remboursement des avances qu'il aura pu faire, Troplong, n. 629; Dalloz, n. 326.]

⁴ Mais non les intérêts du salaire qui lui a été promis, Cass., 10 fév. 1836, S. V., 36, 1, 312. — Les notaires ont-ils droit aux intérêts des sommes par eux avancées pour l'enregistrement de leurs actes? V. Cass., 30 mars 1830; trib. de la Flèche, 10 juin 1833; Cass., 11 nov. 1833. [L'affirmative a été jugée par le jugement précité du tribunal de la Flèche, par la Cour de Grenoble, le 14 juill. 1838, S. V., 59, 2, 154, et par la Cour de Riom, le 8 déc. 1858, S. V., 59, 2, 419. Mais la négative a été consacrée avec raison par les deux arrêts précités de la Cour de cassation, les avances dont il s'agit n'étant pas faites par le notaire comme mandataire, mais en exécution d'une obligation personnelle qui lui est imposée par sa fonction, aux termes des art. 29 et 30 de la loi du 28 frim. an VII. V. en ce sens, Caen, 7 juin 1837, S. V., 37, 2, 409; Cass., 24 juin 1840, S. V., 40, 1, 503; Dijon, 22 avr. 1844, S. V., 46, 2, 31; Cass., 18 mars 1850, S. V., 50, 4, 381; Orléans, 2 déc. 1853, S. V., 55, 2, 298; Troplong, n. 684. — Mais le notaire qui, en qualité de mandataire, a fait des avances pour un client, a droit, comme tout autre mandataire, à l'intérêt de ses avances, du jour où elles sont constatées, Cass., 31 déc. 1845, S. V., 46, 1, 616. — Sur les avances des avoués, V. la note suivante.]

⁵ [Le mandataire a droit aux intérêts, non-seulement des sommes qu'il a déboursées pour le mandant, mais encore de celles que, sur l'ordre de ce dernier, il tient à sa disposition, Cass., 31 déc. 1845, S. V., 46, 1, 616; Troplong,

n. 677; Dalloz, n. 350. — Les avances faites par le mandataire sont productives d'intérêts, alors même qu'au moment où elles ont eu lieu le mandataire avait entre les mains des valeurs appartenant au mandant, si ces valeurs n'étaient pas liquides et si l'urgence de la dépense n'avait pas permis d'attendre leur liquidation, Troplong, n. 678; Dalloz, n. 351. V. aussi Bordeaux, 12 mars 1834, S. V., 32, 2, 109. — Mais le mandataire ne peut, sans avoir mis en demeure le mandant, réclamer l'intérêt d'une créance qu'il a contre ce dernier, sous le prétexte qu'il s'en serait payé lui-même et qu'il aurait ainsi fait une avance pour le mandant, Dalloz, n. 352; Cass., 14 avr. 1829. Il est à remarquer, d'ailleurs, que le mandataire en retard de rendre son compte ne peut réclamer l'intérêt des avances qu'il a faites pour son mandant, puisque, tant que le compte n'a pas été rendu, on ne peut reconnaître si le mandataire a fait des avances, Cass., 21 juill. 1819; Dalloz, n. 359. — Les intérêts des avances doivent être alloués au taux légal; si donc le mandat a un caractère commercial, les intérêts des avances faites par le mandataire doivent lui être alloués à raison de 6 pour 100, bien que le mandant ne soit pas négociant, Cass., 18 fév. 1836, S. V., 36, 1, 946.] — En ce qui touche les avances des avoués, V. Cass., 23 mars 1819, 7 nov. 1825; Bourges, 26 avril 1830; Toulouse, 15 nov. et 11 mai 1831, S. V., 32, 2, 104 et 581; Toulouse, 20 mars 1833, S. V., 53, 2, 484. [Ces arrêts décident que les avoués, de même que les notaires, étant obligés de faire ces avances pour l'accomplissement de leurs fonctions, n'ont droit aux intérêts des sommes avancées qu'à partir de la demande en justice. V. encore dans le même sens, Rennes, 28 mars 1851, S. V., 52, 2, 571; Nancy, 8 janv. 1852, S. V., *ibid.*; Douai, 29 déc. 1852, S. V., 53, 2, 559.]

⁶ [C'est-à-dire du jour où il est constaté que les avances ont été faites, et non pas seulement du jour où cette constatation a eu lieu. V. Cass., 16 mai 1836, S. V., 37, 2, 135, et Troplong, n. 674. — Le mandataire doit justifier, soit de ses avances, soit de l'époque où elles ont été faites, par les moyens de preuve ordinaires. V. Cass., 10 juin 1828, Bordeaux, 30 nov. 1830; Dalloz, n. 331 et 361; Troplong, n. 679.]

pas en faute, ne peut se refuser à faire ce remboursement sous prétexte que l'affaire n'aurait pas réussi, ni demander la réduction de ces frais et avances sous le prétexte qu'ils auraient pu être moindres ⁷.

Enfin, le mandant doit également indemniser le mandataire des pertes ⁸ que celui-ci a éprouvées à l'occasion de sa gestion ⁹, pourvu qu'il n'y ait pas faute de sa part ¹⁰, art. 1999 à 2001.

2^e Le mandant doit payer au mandataire le salaire promis, ou légalement dû ¹¹, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi,

⁷ L. 57, § 4, Dig., *Mandati*; Pothier, n. 78; Maleville sur l'art. 1999. L'art. 1999 n'exclut pas cependant toute réduction sur les dépenses faites, Duranton, 18, n. 266. [Ainsi il y a lieu à réduction des frais et avances qui excèdent le taux déterminé par la loi ou par la convention. V. Cass., 19 janv. 1851, S. V., 31, 1, 158; Paris, 18 avr. 1836, S. V., 36, 2, 503; Troplong, n. 629; Dalloz, n. 327. — Le mandataire ne peut non plus demander le remboursement de ce qu'il a payé, alors qu'il pouvait se dispenser de faire le paiement, Cass., 15 mars 1821; Dalloz, n. 350.]

⁸ Mais non du temps dépensé, Pothier, n. 77 [Sauf le cas où un salaire a été stipulé en proportion du temps employé.]

⁹ [Il n'est donc pas nécessaire que la gestion ait été, comme le voulait Pothier, n. 74 et s., la cause directe de la perte, il suffit qu'elle en ait été l'occasion, Duranton, 18, n. 269; Troplong, n. 660 et s.; Dalloz, n. 364; Paris, 14 août 1852, Dall., 53, 2, 75. — Le mandataire a droit à une indemnité aussi bien lorsque le mandat est salarié que lorsqu'il est gratuit, Duranton, *ibid.*; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 317 et 318; Troplong, n. 671; Dalloz, n. 366. — A plus forte raison le mandataire doit-il être indemnisé lorsque la perte a été causée par la faute ou la malice du mandant, Troplong, n. 670; Dalloz, n. 367; Cass., 29 mars 1832, S. V., 32, 1, 288.]

¹⁰ [Troplong, n. 675. Mais le mandataire doit être indemnisé même des pertes causées par un accident ou un cas de force majeure, survenu dans l'exécution du mandat, Troplong, n. 683 et s.] V. aussi Duranton, 18, n. 269.

¹¹ Tels sont les frais et honoraires des avoués, qui sont réglés par un tarif spécial. V. Cass., 25 janv. 1813. [En effet, bien que la loi ne parle que du salaire qui a été promis, elle ne s'applique pas moins au salaire qui est de droit, tel que celui des notaires, des avoués et

des avocats. Elle s'applique également au salaire qui est tacitement convenu en matière commerciale. V. *sup.*, § 750, note 7. — Lorsque les parties sont convenues d'un salaire, sans en fixer le chiffre, les tribunaux doivent arbitrer la somme due au mandataire, Bordeaux, 15 fév. 1827; Cass., 6 avr. 1841, S. V., 41, 1, 592; Dalloz, n. 334. — On décide même d'une manière assez générale que le salaire du mandataire peut être réduit par les tribunaux, s'il paraît exagéré. V. Troplong, n. 632; Dalloz, n. 75; Paris, 20 nov. 1854, S. V., 54, 2, 688; Cass., 7 fév. 1855, S. V., 55, 1, 530; 18 avr. 1855, S. V., 55, 1, 527; Paris, 12 janv. 1856, S. V., 56, 2, 293, et 23 sept. 1857, S. V., 57, 2, 599; Bordeaux, 12 fév. 1857, S. V., 58, 2, 554. Toutefois, cette solution contraire au principe général qui veut que les conventions librement faites deviennent la loi des parties nous semble assez difficile à admettre, sauf les cas de fraude ou d'erreur. V. Demolombe, *Rev. de légist.*, 26, p. 447; sauf également le cas où les honoraires du mandataire ayant été fixés par une loi d'ordre public, les parties seraient convenues d'honoraires plus élevés que ceux qui sont fixés par la loi. C'est ainsi qu'il a été jugé avec raison que la taxe des honoraires des notaires peut être requise par le client, alors même que ces honoraires auraient été l'objet d'un règlement amiable volontairement exécuté, Cass., 14 nov. 1853, S. V., 53, 1, 251, et 22 août 1854, S. V., 54, 1, 614. — A moins de stipulation contraire, le mandataire ne peut réclamer son salaire avant l'achèvement de l'affaire qui a donné lieu au mandat, Bordeaux, 7 déc. 1831, Dall., 32, 2, 89; Dalloz, n. 335; ... encore bien que la chose dont il avait été chargé se trouve accomplie, mais par les soins d'un autre, Cass., 11 nov. 1834, S. V., 35, 1, 719. V. cependant Cass., 18 juill. 1843, S. V., 43, 1, 908. — En général, et sauf les cas de faute

pourvu qu'il n'y ait pas faute de la part du mandataire, art. 1999, alin. 1. Mais cette obligation cesse par la révocation du mandat ¹²,

Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune ¹³, chacun des mandants est tenu soli-

ou de négligence, le mandant ne peut être autorisé à retenir, le salaire du mandataire jusqu'à ce que celui-ci ait rendu son compte. Tout au plus pourrait-il être autorisé à obliger le mandataire à fournir caution, Rennes, 9 avr. 1827. — Le mandataire qui, par négligence, n'a pas rempli son mandat, n'a aucun droit aux honoraires promis; Rouen, 16 fév. 1829; à plus forte raison quand il se rend coupable de dol ou de fraude, Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 289 et 292; Troplong, n. 635; Dalloz, n. 343. V. aussi *inf.*, note 12. — On s'est demandé si le mandataire a droit au salaire stipulé lorsque l'exécution du mandat a été empêchée par force majeure. Il faut distinguer : si la force majeure s'est produite avant que l'affaire ait été entreprise, le mandat a pris fin avant d'avoir été exécuté, et il ne peut être question de salaire. Si la force majeure, survenue alors que l'exécution a déjà commencé, tombe sur le mandataire, celui-ci ne peut réclamer qu'une indemnité à raison des actes utiles par lesquels il avait préparé l'affaire; ou, lorsqu'un traitement mensuel lui a été promis, son salaire pour le temps écoulé avant la force majeure. Enfin, si la force majeure tombe sur le mandant, le mandataire ne peut réclamer aucun salaire dans le cas où les choses sont encore entières, et dans le cas contraire il n'a encore droit qu'à une indemnité proportionnelle, Troplong, n. 641 et s.; Dalloz, n. 345. — Quand, dans les diverses hypothèses qui précèdent, le salaire a été payé d'avance, il est sujet à répétition dans les proportions ci-dessus indiquées, à moins qu'il n'y ait lieu de supposer, d'après les circonstances, que le mandant, en le payant d'avance, a renoncé à tout droit de répétition, Troplong, n. 641 et s. — Le mandant est tenu de payer le salaire du tiers que le mandataire s'est substitué, pourvu, bien entendu, que cette substitution ait été forcée; si elle avait été volontaire, le mandant ne devrait rien, Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 295; Troplong, n. 640; Dalloz, n. 344. — L'action du mandataire en payement, tant de son salaire que de ses avances et frais, dure trente ans, Bordeaux, 15 fév. 1827; sauf les exceptions intro-

duites par les art. 2272 et 2273, à l'égard de certains mandataires, tels que les avoués et les huissiers. Sur le privilège du mandataire, V. le paragraphe qui précède, note 14.]

¹² Bruxelles, 24 fév. 1810. [Dans l'espèce de cet arrêt le mandataire avait continué de gérer nonobstant sa révocation, et il a été jugé qu'il cessait d'avoir droit au salaire promis. A plus forte raison cesse-t-il d'y avoir droit, si la révocation intervient avant tout commencement d'exécution, ou si elle est motivée par la négligence du mandataire, Agen, 20 nov. 1811; Rouen, 16 avr. 1829. — Si cependant la révocation a lieu pendant l'exécution du mandat, il peut être accordé une indemnité proportionnelle au mandataire, à raison du préjudice qu'il en éprouve, Cass., 6 mars 1827; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 290; Troplong, n. 632; Dalloz, n. 346.] — Celui qui a employé des moyens frauduleux pour se faire constituer mandataire n'a droit à aucun salaire, Cass., 7 août 1837, S. V., 37, 1, 889.

¹³ Bordeaux, 28 août 1827; Cass., 12 mars 1835, S. V., 35, 1, 502. [Il résulte de ces arrêts que lorsque le mandataire a reçu des mandats distincts de divers intéressés, il doit diviser son action contre chaque mandant : il ne peut agir solidairement contre eux. Il n'y aurait pas non plus solidarité si le mandataire avait reçu mandat de plusieurs mandataires par un acte unique, mais pour une affaire non commune, Troplong, n. 693. — De même, si le mandataire n'avait reçu mandat que d'un seul pour une affaire commune à plusieurs, il n'aurait d'action que contre celui qui lui aurait conféré ce mandat, Troplong, *ibid.* — Il est d'ailleurs à remarquer que l'art. 2002 s'applique aussi bien au cas où le mandat a été donné tacitement qu'à celui où il a été donné d'une manière expresse, Cass., 11 fév. 1834, S., 34, 1, 715. — Lorsque le mandataire a outre-passé les pouvoirs qui lui ont été donnés par plusieurs, il n'a action que contre ceux qui ont ratifié; et si tous ont ratifié, ils ne sont obligés solidairement qu'autant que cette ratification est donnée par un seul et même acte; s'ils ont ratifié séparément, on doit

dairement envers lui de toutes les conséquences ¹⁴ du mandat ¹⁵, art. 2002.

§ 735. *Des rapports du mandant et du mandataire avec les tiers.*

Les actes du mandataire, agissant au nom du mandant et dans les limites de son pouvoir, produisent entre le mandant et l'autre partie contractante les mêmes droits et les mêmes obligations ¹ que si l'acte avait été fait par le mandant lui-même ², art. 1998, alin. 1. Par contre, le mandataire ne peut ni agir en justice en son propre nom, ni être poursuivi personnellement par les tiers à raison des actes qu'il a faits en qualité de mandataire ³.

les considérer comme ayant donné un mandat distinct, Delamarre et Le Poitvin, n. 335; Troplong, n. 695.]

¹⁴ [La solidarité ne peut être limitée aux parts dont sont tenus personnellement les signataires du mandat: elle embrasse la totalité des sommes dues au mandataire, même la part qui serait à la charge d'un tiers dont les droits ont été ultérieurement reconnus, et qui n'avait point stipulé dans le mandat, Cass., 11 fév. 1854, S. V., 34, 1, 713.]

¹⁵ La règle s'applique au mandat *ad lites* donné à un avoué par plusieurs personnes Liège, 2 avr. 1810; Orléans, 26 juill. 1827; Grenoble, 23 mars 1829; Toulouse, 11 mai et 15 nov. 1831, S. V., 32, 2, 393 et 581; [Troplong, n. 791; Dalloz, n. 374.] Elle s'applique aussi au cas où plusieurs personnes ont chargé un notaire de dresser un acte, Cass., 27 janv. 1812, 10 nov. 1828, [26 juil. 1820, 19 avr. 1826, 20 mai 1829; Riom, 8 sept. 1838, S. V., 39, 2, 419;] Merlin, *Rép.*, v° *Notaire*, [Troplong et Dalloz, loc. cit. Il en est de même à l'égard des arbitres, Paris, 23 sept. 1823 et 12 août 1830. — Quant aux syndics d'une faillite qui ne sont pas constitués par les créanciers, mais par la masse, ils n'ont action que contre chacun des créanciers individuellement et proportionnellement à leur intérêt dans la faillite, Cass., 23 mai 1837, S. V., 37, 1, 380; Bordeaux, 24 avr. 1838, S. V., 38, 2, 269; Massé, 3, n. 400. V. cependant Troplong, n. 691.]

¹ Ainsi les actes du mandataire obligent le mandant, alors même qu'ils ne lui auraient pas été avantageux. L. 17, Dig., *De in rem verso*. V. aussi Turin, 10 nov. 1810. [V. encore comme exemple, Paris, 21 fév. 1810; Cass., 6 fév. et

27 juin 1822, 26 fév. 1824 et 15 avr. 1842, S. V., 42, 1, 305.]

² [Qui mandat ipso fecisse videtur. Les actes du mandant sont donc considérés comme étant les actes du mandataire lui-même, à la condition toutefois que le mandataire aura agi au nom du mandant, *procuratorio nomine*, V. *inf.*, note 3, et qu'il se sera renfermé dans les limites de son mandat, V. *inf.*, note 10. Quand ces deux conditions sont remplies, le mandant est personnellement obligé, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le mandat exprès et le mandat tacite, Troplong, n. 692; Agen, 5 juill. 1833, S. V., 34, 2, 46. — De ce que le mandataire représente le mandant, il résulte que le mandant ne peut être considéré, en ce qui touche les actes faits par le mandataire, comme un tiers dans le sens de l'art. 1328. Il suit de là que les actes sous seing privé, souscrits par le mandataire en cette qualité, sont opposables au mandant, bien qu'ils n'aient acquis date certaine que depuis la révocation du mandat, à moins que le mandant ne prouve la fausseté de la date, Paris, 6 mess. an 11, Bordeaux, 25 juill. 1826 et 22 janv. 1827; Paris, 7 janv. 1834, S. V., 34, 2, 239; Cass., 19 nov. 1834, S. V., 35, 1, 666; Bourges, 17 mai 1842, S. V., 43, 2, 100; Troplong, n. 763; Dalloz, n. 408.]

³ [Il est à l'égard de ces actes *nudus minister*, et il reste par conséquent complètement étranger aux engagements qui résultent des contrats qu'il a faits avec des tiers. V. Colmar, 5 mai 1810; Paris, 12 août 1830; Cass., 24 mars 1825, 17 juill. 1838, S. V., 38, 1, 627; 24 août 1845, S. V., 43, 1, 780. — Mais le mandataire pourrait agir contre les tiers avec lesquels il a contracté au nom du mandant, à raison des conventions

Les actes faits par le mandataire au nom de son mandant, mais en dehors des termes du mandat, obligent également le mandant lorsque celui-ci les a ratifiés ⁴, art. 1998, alin. 2. A défaut de ratification, le mandant n'est tenu des engagements contractés par le mandataire qu'autant qu'ils sont conformes au pouvoir qui lui a été donné ⁵.

dans lesquelles il aurait un intérêt personnel. C'est en ce sens qu'il a été jugé que l'avoué d'un adjudicataire, qui a versé au nom de son client, entre les mains du poursuivant, une somme pour les frais faits ou à faire, a qualité pour réclamer en son nom personnel la justification de l'emploi de cette somme et la restitution du reliquat non employé, Cass., 14 fév. 1838, S. V., 38, 1, 624. — V. aussi Cass., 22 juin 1812 et 27 nov. 1829; et Dalloz, n. 312 et 313.]

⁴ La ratification dont il s'agit ici n'est pas soumise aux conditions de l'art. 1338, alin. 1; Cass., 21 déc. 1815; [3 juin 1845, S. V., 45, 1, 830; Toullier, 8, n. 502; Delvincourt, 3, p. 243; Duranton, 13, n. 265, et 18, n. 258; Troplong, n. 609; Dalloz, n. 405. Il ne s'agit pas en effet ici de la ratification des actes nuls ou rescindables auxquels on a été partie, mais de l'approbation par laquelle on s'approprie un acte auquel on est resté étranger. Cette ratification n'est donc soumise à aucune forme; elle peut même être tacite, art. 1998. V. Rennes, 24 août 1822; Paris, 19 août 1828; Cass., 11 fév. 1834, S. V., 34, 1, 713; Cass., 7 mars 1842, S. V., 42, 1, 207. Toulouse, 15 juin 1844, S. V., 49, 2, 133. — On admet même généralement qu'elle peut résulter du seul silence gardé par celui qui, sachant qu'une affaire a été entreprise en dehors du mandat qu'il a donné, laisse son mandataire l'accomplir et la mener à fin. V. Cass., 3 juin 1845, S. V., 45, 1, 830; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 170; Dalloz, n. 408; Troplong, n. 612. C'est, au surplus, aux tribunaux à apprécier souverainement les faits constitutifs de la ratification, Cass., 18 nov. 1824, en ayant soin de remarquer toutefois qu'il n'est pas nécessaire, pour la validité de la ratification, que le mandant ait connaissance de toutes les circonstances secondaires ou accidentelles de l'affaire entreprise pour son compte; il suffit qu'il en connaisse les circonstances substantielles, Troplong, n. 613 et s. — La ratification est indivisible et son effet s'étend à toutes les conséquences de l'acte ratifié, Troplong, n. 615; Dalloz, n. 410 et 411. La ratifi-

cation a un effet rétroactif qui remonte au début de l'affaire, et assimile tout ce que le mandataire a fait sans mandat à ce qu'il a fait en vertu de son mandat: *Rat habitio mandato equiparatur*, L. 12, § 4, Dig., *De solut.*, Troplong, n. 617 et 618. — Mais cet effet rétroactif ne peut nuire aux tiers, en ce sens que la ratification ne peut leur être opposée au préjudice des droits par eux acquis avant cette ratification: il faut, pour qu'elle puisse rétroagir à leur égard, qu'au moment où elle intervient les choses soient encore entières, Troplong, n. 620; Dalloz, n. 415 et 416.]

⁵ Duranton, 18, n. 233 et s. Le mandant n'est jamais obligé par les actes du mandataire qui excèdent les limites du mandat, Delvincourt, sur l'art. 1998. [Ainsi, le mandant qui a donné pouvoir d'acheter une maison, moyennant 15,000 fr., n'est pas engagé par l'acquisition faite par le mandataire moyennant 20,000 fr. Mais il serait engagé si, au lieu de dépasser les limites de son mandat, le mandataire ne les avait pas atteintes, par exemple, s'il avait acheté pour 12,000 fr. seulement.] V. aussi L. 5, § 2; L. 33; L. 36, § 3; L. 45, § 4, Dig., *Mandati*, et Turin, 10 nov. 1810. [Il est même à remarquer que les actes faits par le mandataire, en dehors des limites du mandat, n'ont pas besoin d'être annulés: ils sont comme non existants pour le mandant, auquel ils ne peuvent jamais être opposés; l'art. 1304, relatif à la durée des actions en nullité, est donc inapplicable aux actes de cette nature, Dalloz, n. 395.] — Cependant, la règle d'après laquelle le mandataire n'est pas tenu de ce que le mandataire a fait au delà des limites de son mandat doit s'entendre des limites indiquées par le mandat lui-même. Ainsi, par exemple, celui qui a reçu mandat d'emprunter 1,000 fr., et qui emprunte 1,000 fr. chez un premier prêteur et 1,000 fr. chez un second, oblige le mandant envers les deux prêteurs, Pothier, n. 89. [Toullier, 8, n. 266; Troplong, n. 604; Dalloz, n. 397. En effet, dans ce cas, le mandataire a agi, vis-à-vis de l'un et de l'autre prêteur, conformément à ses

Il suit de ce qui précède que lorsque le mandant ne se trouve point lié par les actes du mandataire, l'autre partie n'a d'action pour les obligations dérivant du contrat que contre le mandataire seul⁶. Toutefois, si le mandataire a suffisamment informé la partie avec laquelle il a contracté de la teneur de son mandat⁷, il n'est point obligé de garantir l'exécution de ce qui s'est fait au delà, à moins qu'il ne s'y soit expressément obligé⁸, art. 1997⁹.

Les engagements contractés par le mandataire en son nom personnel, quoique pour l'exécution du mandat, ne sont pas par eux-mêmes opposables au mandant¹⁰. Cependant, par suite de ce qui a été dit aux paragraphes 753 et 754, la disposition de l'art. 1466 peut dans ce cas être invoquée par les tiers¹¹.

pouvoirs apparents qui étaient d'emprunter 1,000 fr.: pourvu, bien entendu, que le second prêteur fût de bonne foi et ne sût pas que le mandataire, qui se conformait en apparence à ses pouvoirs, les excédait en réalité. Le mandant a alors à s'imputer ou de n'avoir pas suffisamment précisé les pouvoirs qu'il donnait au mandataire, ou de n'avoir pas retiré sa procuration des mains de ce dernier, après l'accomplissement du premier emprunt. — Il faut également remarquer que le mandant serait lié par les actes que le mandataire aurait faits dans les limites du mandat, mais contrairement à des modifications que ce mandat aurait reçues dans la suite, et dont les tiers n'auraient pas eu connaissance en contractant, Pothier, *Des oblig.*, n. 79 et s.; Merlin, *Quest.*, v^o *Transcript.*, § 3; Troplong, n. 606; Dalloz, n. 398. V. aussi Paris, 17 août 1827.]

⁶ V. Duranton, 18, n. 232. [V. aussi les notes suivantes.]

⁷ Sur le point de savoir à qui incombe la preuve que le mandataire a donné ou n'a pas donné une connaissance suffisante de ses pouvoirs, V. Delvincourt, sur l'art. 1997, qui pense que cette preuve est à la charge de celui qui a contracté avec le mandataire. [Il y a en effet présomption que le tiers qui a contracté avec le mandataire a eu connaissance de la procuration. Mais cette présomption peut être détruite par les faits et circonstances de l'affaire dont les tribunaux sont les souverains appréciateurs, Cass., 26 juin 1845, cité par Troplong, n. 592; Dalloz, n. 308.]

⁸ Cass., 10 août 1831 et 19 janv. 1832, S. V., 32, 1, 677.

⁹ [Il est évident, en effet, que celui qui s'est présenté comme mandataire

sans pouvoirs, ou sans pouvoirs suffisants, est responsable envers les tiers de la qualité qu'il a prise. Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 341; Troplong, n. 590; Dalloz, n. 307; Grenoble, 1^{er} mars 1845, S. V., 48, 2, 35; Limoges, 25 mars 1846, S. V., 48, 2, 34.]

¹⁰ [Lorsque le mandataire, au lieu d'agir *nomine procuratorio* et comme représentant du mandant, *nudus minister*, agit en son propre nom, *nomine proprio*, il contracte seul, et, par conséquent, il s'oblige seul envers les tiers, et n'oblige les tiers qu'avec lui, Troplong, n. 592; Cass., 25 déc. 1834, S. V., 35, 1, 198, et 21 août 1837, S. V., 37, 1, 902; Bordeaux, 19 juin 1844, S. V., 45, 2, 20. Cependant il n'est pas nécessaire, pour que le mandataire agisse *nomine procuratorio*, qu'il fasse connaître le mandant d'une manière expresse: il suffit qu'il résulte des circonstances que le mandataire n'avait pas l'intention d'agir en son nom propre, et que les tiers avec qui il a traité savaient qu'il agissait au nom d'un mandant, en vue duquel ils ont contracté, Pothier, n. 88; Duranton, 18, n. 99; Troplong, n. 537 et s.; Dalloz, n. 317. — *Contrà*, Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 268. C'est d'ailleurs aux tribunaux à apprécier souverainement si le mandataire a agi au nom de son mandant ou en son nom personnel, Troplong, n. 544; Dalloz, 317. C'est surtout dans le commerce que se rencontrent des mandataires agissant en leur propre nom pour le compte d'autrui: tels sont spécialement les commissionnaires.]

¹¹ Duranton, 18, n. 262; [Dalloz, n. 389; Troplong, n. 523; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 271. Le mandant peut donc agir contre les tiers, en exerçant

Si le mandataire, dans l'exécution de son mandat, s'est rendu coupable d'un acte contraire aux lois, il est personnellement tenu envers la partie lésée par cet acte du dommage causé par son délit ou par son quasi-délit ¹².

§ 756. Des différentes manières dont le mandat finit.

Le mandat finit :

1° Par la révocation du mandataire. Le mandant peut révoquer le mandataire quand bon lui semble ¹, à moins que le mandat n'ait été conféré dans l'intérêt du mandataire lui-même ², art. 2003 et 2004 ³.

La révocation peut être expresse ou tacite ⁴. Le mandat est censé révoqué tacitement lorsque le mandant constitue un autre mandataire pour la même affaire ⁵; mais la révocation n'a effet,

les droits de son mandataire.] V. aussi sur ces différents points, Pothier, n. 87 et s.

¹² *Exceptio mandati non prodest*, Cass., 17 janv. 1833, S. V., 35, 1, 321.

¹ [Le mandat ne subsistant que par la volonté du mandant, il cesse dès que cette volonté vient à cesser. — La révocation du mandat donné par plusieurs personnes, pour une affaire commune, a effet bien que le mandataire ne soit pas révoqué par toutes, parce que le consentement de toutes est nécessaire pour la validité du mandat, Troplong, n. 719.]

² [Le mandataire devient alors *procurator in rem suam*. V., Troplong, n. 518. V. aussi Bordeaux, 2 juin 1827, et 7 juill. 1837, S. V., 37, 2, 452; et Cass., 20 mai 1840, S. V., 40, 1, 400.] — La stipulation d'un salaire ne rend pas le mandat irrévocable, Duranton, 18, n. 272; [Dalloz, n. 424; Bordeaux, 7 août 1835, S. V., 36, 2, 104. Il en est ainsi, alors même qu'il est stipulé que le mandataire n'aura droit au salaire promis qu'en cas de succès de l'affaire dans un délai fixé, sauf à indemniser le mandataire du dommage que la révocation peut lui causer, Cass., 6 mars 1827.]

³ Le mandataire révoqué doit rendre la procuration qui lui a été confiée, art. 2004. V. Delvincourt sur cet article. [Il doit également remettre les pièces de l'affaire, et, en cas de refus, le mandant peut l'y contraindre, Troplong, n. 765 et 767. Mais le mandataire n'est pas obligé de remettre les lettres que le mandant lui a écrites au sujet

de l'affaire, parce qu'elles sont sa propriété et peuvent lui servir de décharge, Troplong, n. 768.]

⁴ Le cas prévu par l'art. 2006 n'est pas le seul cas de révocation tacite, V. Pothier, n. 114 et suiv.; [Troplong, n. 712, 777 et s. La révocation peut être tacite quoique le mandat soit expres, Troplong, n. 778.]

⁵ Cass., 3 août 1819. [Troplong, n. 789. — Le mandat est révoqué par une seconde procuration, alors même que cette procuration serait nulle en la forme, ou qu'elle ne serait pas acceptée par le second mandataire, Duranton, n. 277, Pothier, n. 114; Troplong, n. 788; Dalloz, n. 437. — Il faut remarquer, en ce qui touche la révocation d'un premier mandataire par la constitution d'un second, que la présomption établie par l'art. 2006 n'exclut pas la preuve contraire, et qu'elle doit céder, s'il résulte des faits et des circonstances qu'en nommant un second mandataire, le mandant n'a pas entendu retirer au premier les pouvoirs qu'il lui avait donnés, mais lui adjoindre un auxiliaire ou lui donner un remplaçant pour le cas où quelque circonstance imprévue l'empêcherait d'exécuter le mandat, Pothier, n. 116; Duranton, 18, n. 728, Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 431, Troplong, n. 785 et s. — Dans tous les cas le second mandat ne révoque le premier que lorsqu'il y a incompatibilité entre eux et que le premier exclut le second. Ainsi le mandat de vendre tous les biens du mandant emporte révocation du mandat de vendre seulement certains biens, car s'appliquant à

dans ce cas, que du jour où la constitution d'un nouveau mandataire a été notifiée à l'ancien ⁶, art. 2006. Néanmoins, dans aucun cas la révocation du mandat n'est opposable aux tiers qui ont traité avec le mandataire, dans l'ignorance de cette révocation ⁷, art. 2005.

La révocation du mandat laisse d'ailleurs subsister tout ce qui a été fait par le mandataire, en vertu de son mandat et avant sa révocation ⁸.

3° Par la renonciation du mandataire ⁹, art. 2007. Dans ce cas, le mandataire doit indemniser le mandant, auquel sa renonciation cause préjudice, à moins que le mandataire ne puisse continuer le mandat sans éprouver un dommage considérable ¹⁰, art. 2007.

la même affaire, il exclut le premier, Duranton, 18, n. 279; Troplong, n. 793. — Au contraire un mandat spécial de faire un acte quelconque de propriété n'est pas révoqué par un mandat général, qui n'autorise que les actes d'administration, parce qu'il n'y a pas incompatibilité entre eux, Duranton, 18, n. 279; Troplong, n. 792. — Quant à la seconde procuration donnée au même mandataire elle ne révoque la première qu'à l'égard des affaires que celle-ci comprenait et auxquelles la seconde ne s'applique pas, Pothier, n. 117. C'est en ce sens qu'il a été jugé que le mandat pour liquider une société n'est pas révocatoire d'un mandat précédent à l'effet de vendre les immeubles de la société, Cass., 3 août 1819.]

⁶ [La notification est nécessaire, non-seulement pour la révocation tacite, mais encore pour la révocation expresse, puisqu'il faut dans l'un et l'autre cas que le mandataire connaisse l'acte exprès ou tacite qui met fin à ses pouvoirs, Troplong, n. 711, 712 et 786. — Mais une notification en forme n'est pas indispensable : il suffit que par un moyen quelconque le mandataire ait connaissance de la révocation de ses pouvoirs, Cass., 14 mai 1829; Pothier, n. 121; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 452; Troplong, n. 713 et 787; Dalloz, n. 453; V. cependant Cass., 8 août 1821.]

⁷ [Il suffit, pour que la révocation soit opposable aux tiers, qu'ils en aient eu connaissance d'une manière quelconque, au moment où ils ont traité avec le mandataire révoqué; il suffit, pour employer les termes de l'art. 2005, qu'ils n'aient pas traité dans l'ignorance de cette révocation : une notification proprement dite n'est donc pas nécessaire, Duranton, 18, n. 275; Troplong,

n. 774. — C'est d'ailleurs au mandant à prouver que les tiers ont eu connaissance de la révocation, Paris, 7 janv. 1834, S. V., 34, 2. 339; Duranton, 18, n. 275, V. *inf.*, note 14.]

⁸ V. Duranton, 18, n. 275. [Le mandataire conserve donc le droit de se faire indemniser, non-seulement des avances qu'il a faites avant la révocation, Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 429; Troplong, n. 708; Aix, 23 fév. 1808; mais encore de celles qui se rapportent à des actes accomplis par le mandataire depuis la révocation et avant qu'il en ait eu connaissance, Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 419; Troplong, n. 708 et s.; Aix, 23 fév. 1808. — On doit également regarder comme valables les actes que le mandataire a faits depuis qu'il a eu connaissance de la révocation, s'ils sont une suite nécessaire de ce qu'il a commencé. Il est même quelquefois de son devoir d'accomplir ces actes, Delamarre et Le Poitvin, n. 458; Troplong, n. 717. — Mais en dehors de ces cas particuliers, si le mandataire, malgré sa révocation, poursuit l'exécution de l'affaire commencée, l'affaire doit être laissée à ses risques et périls sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être dus au mandant, Cass., 24 décembre 1817; Bordeaux, 14 fév. 1840, Dall., 40, 2. 178.]

⁹ [L'art. 2007 veut que cette renonciation soit notifiée au mandant. Cependant le défaut de notification ne serait pas une cause de nullité de la renonciation, si le mandataire se trouvait dans l'impossibilité absolue d'en donner avis au mandant, Pothier, n. 45; Delvincourt, 5, p. 245; Troplong, n. 807 et s.]

¹⁰ Mais si le dommage auquel s'expose le mandataire était peu considé-

3° Par la mort naturelle ¹¹ ou civile ¹², par l'interdiction ou la déconfiture [ou. la faillite] soit du mandant, soit du mandataire, ou lorsque la capacité juridique de l'un ou de l'autre subit un changement tel qu'ils ne seraient respectivement plus capables de conférer ou d'accepter le mandat ¹³, art. 2003.

nable, il ne pourrait l'autoriser à renoncer au mandat : il aurait seulement le droit, suivant les circonstances, de se faire indemniser par le mandant. Delvincourt sur l'art. 2007. [V. Dalloz, n. 482 et s.; Pothier, n. 41 et s.; Troplong, n. 801 et s. — V. aussi Delamarre et Le Poitvin, 1, n. 46.]

¹¹ [Cependant les parties peuvent déroger à la règle qui veut que le mandat soit révoqué par la mort du mandant; c'est ce qui arrive quand le mandat a pour objet une chose qui par sa nature ne peut être faite qu'après la mort du mandant, Pothier, n. 108; Duranton, 18, n. 284; Troplong, n. 728 et s.; Paris, 10 déc. 1830, S. V., 50, 2, 625. Mais il en serait autrement, et le mandat donné pour être exécuté après la mort du mandant resterait sans effet s'il couvrait une donation à cause de mort ou un fidéicommis prohibé. Troplong, n. 732 et s. V. aussi Caen, 12 mars 1827; Montpellier, 6 mars 1828; Nîmes, 9 janv. 1833, S. 33, 2, 106, et Cass., 16 août 1842, S. V., 42, 1, 850 et 29 avr. 1846, S. V., 46, 1, 689. Nous croyons d'ailleurs que le mandat donné pour être exécuté après la mort du mandant, à moins qu'il ne constitue une disposition de dernière volonté exprimée dans la forme testamentaire, ne subsiste après le décès du mandant qu'autant qu'il n'est pas révoqué par les héritiers de celui-ci. — Le mandat continue encore après le décès du mandant, quand le mandataire a été constitué *procurator in rem suam*, Duranton, 18, n. 284; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 445; Troplong, n. 737; Dalloz, n. 459; Douai, 22 déc. 1848, S. V., 50, 2, 161. — On a prétendu que le mandat donné à un prête-nom n'est pas non plus révoqué par le décès du mandant, qui aurait, en autorisant un prête-nom, manifesté sa volonté de faire exécuter le mandat après sa mort. V. Troplong, n. 738. Cette opinion ne nous paraît pas exacte : sans doute, tant que la quantité du prête-nom n'est pas connue, les actes qu'il fait comme propriétaire et maître apparent de la chose lient les représentants du mandant décédé, vis-à-vis des tiers qui sont

protégés par leur bonne foi. Mais si ces tiers connaissent la qualité du prête-nom, et par conséquent savaient qu'il n'agissait que comme mandataire, ils ne pourraient opposer aux représentants du mandant décédé les actes par eux faits avec un mandataire qu'ils savaient révoqué. C'est en ce sens qu'il a été jugé par la Cour de cassation, le 9 février 1848, S. V., 48, 1, 481, que la vente faite par le prête-nom de valeurs placées sous son nom, mais que les acquéreurs savaient appartenir à un mandant décédé n'est pas opposable aux héritiers de ce mandant. Toutefois, le contraire a été jugé par la Cour de cassation le 9 fév. 1848, S. V., 48, 1, 481. — Pour que le décès du mandant mette fin au mandat, il suffit que le mandataire en ait connaissance; il n'est pas nécessaire qu'il en soit informé par une notification en forme, Troplong, n. 816; Dalloz, n. 462. V. cependant Cass., 8 août 1821. — Quand le mandat a été donné par plusieurs pour une affaire commune, la mort de l'un des mandants le fait cesser vis-à-vis de toutes les parties, Troplong, 739, V. *sup.* note 1. Réciproquement, lorsque plusieurs mandataires ont été chargés d'une même gestion pour agir tous ensemble et de concert, la mort de l'un d'eux suffit pour mettre fin au mandat, Pothier, n. 102; Dalloz, n. 488. — Si c'est par un être moral, tel qu'une corporation ou une société, que le mandat a été donné ou reçu, la suppression ou la dissolution de cet être moral opère la révocation du mandat, comme le décès d'une personne naturelle, Troplong, n. 743. V. aussi Cass., 18 nov. 1825 et 7 sept. 1814.]

¹² [On sait que la mort civile a été abolie par la loi du 31 mai 1854.]

¹³ Pothier, n. 111; Delvincourt, sur l'art. 2003; Duranton, 18, n. 285 et s. [Troplong, n. 744 et s.; Dalloz, n. 476 et s. 482 et s.; Bordeaux, 23 nov. 1831, S. V., 32, 2, 200; Cass., 24 août 1848, S. V., 48, 1, 53. — La révocation du mandat par suite de la faillite du mandant n'a d'effet relativement au mandataire et aux tiers que du jour où la faillite du mandant leur est connue, Pardessus, n. 1122;

Si, dans un de ces cas, le mandataire, ou le tiers qui a traité avec lui, ignorait la cause qui a mis fin au mandat, le mandat conserverait son effet à l'égard de celui des contractants qui était de bonne foi¹⁴, art. 2008 et 2009.

Lorsque le mandataire vient à décéder, ses héritiers sont tenus d'informer le mandant du décès de leur auteur et de prendre provisoirement, dans l'intérêt du mandant, les mesures que les circonstances peuvent rendre nécessaires¹⁵, art. 2010.

4° Par la consommation de l'affaire qui faisait l'objet du mandat¹⁶, ou par l'expiration du temps pour lequel le mandat avait été conféré. V. Pr., art. 492 et 496.

Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 448 ; sur leurs propres affaires, arg. art. 419, Massé, 3, n. 241. — Le mandat délégué à un sous-mandataire cesse avec les pouvoirs du mandataire déléguant, Toulhier, 7, n. 18 ; Duranton, 18, n. 289 ; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 437 ; Troplong, n. 753.]

¹⁴ Paris, 25 avr. 1807 ; Cass., 5 fév. 1807 et 26 avr. 1832, S. V., 32, 1, 342. [Quand rien ne fait présumer la mauvaise foi des tiers qui ont traité avec le mandataire, c'est à l'héritier du mandant qui veut repousser leur action à prouver qu'il ont connu la révocation du mandat, Troplong, n. 828 ; Dalloz, n. 471. — V. aussi Cass., 29 avr. 1845, S. V., 45, 1, 666.]

¹⁵ Ils doivent faire en sorte d'éviter au mandant le dommage que pourrait lui causer le décès du mandataire, Malleville sur l'art. 2010. [Mais cette obligation n'est imposée ni aux héritiers mineurs, qui ne peuvent pas même veiller

sur leurs propres affaires, arg. art. 419, Duranton, 18, n. 293 ; Dalloz, n. 489 ; Troplong, n. 835 ; ni, généralement du moins, aux femmes, à raison de leur inexpérience, Troplong, n. 836. — Les héritiers majeurs eux-mêmes ne sont tenus de se conformer à l'art. 2010, qu'autant qu'ils ont connu l'existence du mandat, Troplong, n. 837 et 838. — Les héritiers d'ailleurs ne pourraient, sous prétexte de se conformer à l'art. 2010, se perpétuer indéfiniment dans l'exécution du mandat, Poitiers, 1^{er} août 1823.]

¹⁶ Il suit de là que le mandataire qui a conclu l'opération spéciale dont il était chargé ne peut l'antéantir d'accord avec l'autre partie, et lui en substituer une nouvelle qui soit obligatoire pour le mandant, Bourges, 19 juill. 1831, S. V., 33, 2, 384 ; [Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 451 ; Troplong, n. 760 ; Dalloz, n. 422.]

TITRE XIV.

DU CAUTIONNEMENT*.

ARTICLES 2011 A 2043.

SOMMAIRE.

- § 757. — Définition de ce contrat.
 § 758. — Des différentes espèces de cautions.
 § 759. — Des conditions de la validité du cautionnement.
 § 760. — Des effets du cautionnement entre le créancier et la caution.
 § 761. — Des effets du cautionnement entre le débiteur principal et la caution.
 § 762. — Des effets du cautionnement entre les codébiteurs.
 § 763. — Comment s'éteint le cautionnement.
 § 764. — De la caution légale et de la caution judiciaire.

§ 757. *Définition de ce contrat.*

Le cautionnement est un contrat par lequel l'une des parties se soumet personnellement¹ envers l'autre partie à accomplir une

* [Les contrats dont nous nous sommes occupés jusqu'à présent ont pour objet principal l'acquisition d'un droit et la formation d'une obligation; ceux qui font la matière des titres suivants ont, au contraire, pour objet la garantie d'un droit ou d'une obligation préexistants. De là la qualification de contrats accessoires, de sûreté ou de garantie, qui leur est ordinairement donnée.] Les contrats de sûreté ou de garantie varient suivant la nature du risque contre lequel on veut se garantir, l'objet de la garantie, et la manière dont la sûreté est donnée. Au point de vue de la nature du risque, les contrats de sûreté ont pour objet, soit les risques d'un procès, comme la transaction, [V. *inf.*, tit. XV;] soit le risque de l'inexécution d'une obligation, comme le cautionnement, [V. le présent titre;] la con-

trainte par corps, [V. *inf.*, tit. XVI;] le nantissement, [V. *inf.*, tit. XVII;] et l'hypothèque, [V. *inf.*, tit. XVIII.] Enfin il en est qui ont pour objet la garantie d'une perte ou d'un dommage accidentel, comme le contrat d'assurance, [V. *sup.*, tit. XII.]

¹ On ne peut donc voir un cautionnement dans l'acte par lequel on constitue un gage ou une hypothèque pour garantie de la dette d'un tiers. Cass., 25 nov. 1812; [10 août 1814; Pothier, *Obligations*, n. 388; Duranton, 18, n. 296; Ponsot, *Du cautionnement*, n. 16; Troplong, *ibid.*, n. 38; Dalloz, *Rép.*, v. *Cautionnement*, n. 31.] Il suit de là que celui qui est obligé conventionnellement à fournir une caution ne peut offrir une hypothèque en remplacement de la caution : *aliud pro alio, invito creditori, solvi non potest*, Trop-

prestation qu'un tiers doit à celle-ci², soit comme débiteur principal, soit seulement comme caution³, pour le cas où ce tiers ne satisferait pas lui-même à son obligation⁴, art. 2011 et 2014, alin. 2.

Les conditions suivantes sont donc de l'essence de ce contrat⁵ :

long. n. 40 et 202. *Contrà*, Pothier, n. 393. — V. cependant *inf.*, § 764.] La caution qui a en même temps donné une hypothèque se trouve placée par là dans une double relation contractuelle avec le débiteur et le créancier, art. 2021 et 2171. — Mais, de ce que le cautionnement constitue une obligation personnelle, il ne faut pas en conclure que cette obligation ne passe pas aux héritiers de la caution. V. l'art. 2017. [V. *inf.*, § 760.] — Rien n'empêche la caution de stipuler un salaire ou une indemnité pour le cautionnement dont elle se charge, Duranton, 18, n. 300; [Pothier, n. 366; Ponsot, n. 21; Troplong, n. 15; Dalloz, n. 29; Massé, 6, n. 336; Rouen, 4 déc. 1827; Limoges, 23 déc. 1847, S. V., 48, 2, 124; Cass., 15 mars 1854, S. V., 55, 1, 752. Si, en effet, le cautionnement est un contrat de bienfaisance, comme le mandat, avec lequel il a certaine analogie, rien n'empêche qu'il ne devienne à titre onéreux. Toutefois, si l'indemnité était payée, non par le débiteur cautionné, mais par le créancier, le cautionnement dégènererait en contrat d'assurance, parce qu'il n'aurait plus d'autre but que de garantir le créancier contre l'insolvabilité du débiteur : l'obligation naitrait alors, non d'un contrat destiné à venir en aide au débiteur principal, mais d'un contrat entre le créancier et un tiers, contrat également intéressé de part et d'autre, et par lequel le tiers, véritable assureur, prendrait sur lui, moyennant une prime, les chances que ne voudrait pas courir le créancier, Ponsot, n. 22; Troplong, n. 16; Dalloz, n. 30; Massé, 6, n. 337. — On trouve un exemple de cette assurance dans la convention *del credere*, par laquelle un commissionnaire, moyennant un certain droit de commission, répond envers le commettant de l'insolvabilité des débiteurs avec lesquels il traite. V. Troplong, n. 37; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 300 et s.; Massé, 6, n. 338.]

² Ou qu'il pourra lui devoir dans la suite, en vertu d'une obligation future, mais dont l'objet est déterminé, Duranton, 18, n. 297; [Pothier, n. 399;

Delvincourt, 3, p. 254; Ponsot, n. 56; Troplong, n. 50;] Paris, 15 janv. 1831, S. V., 31, 2, 198; [Paris, 13 mars 1816. Le cautionnement est valable lors même que la créance future serait incertaine, et que le chiffre en serait indéterminé, Grenoble, 10 juin 1825; Cass., 16 juin 1846, S. V., 46, 1, 440.]

³ Le *fidejussor fidejussoris* est appelé certificateur de caution, [il ne faut pas confondre le certificateur de caution et la caution supplémentaire. La caution supplémentaire cautionne le débiteur principal, au lieu que le certificateur de caution cautionne simplement la caution, Cass., 29 fév. 1820.]

⁴ On ne peut donc pas voir un cautionnement dans l'obligation par laquelle on promet qu'un tiers prendra certain engagement, art. 1120; Delvincourt, 3, p. 257. [Celui qui fait cette promesse est un porte-fort et non une caution. Le porte-fort, qui promet le fait d'autrui, ne contracte pas l'obligation accessoire d'accomplir lui-même ce fait, faute par celui-ci de l'accomplir; il ne s'oblige qu'à des dommages-intérêts. La caution, au contraire, s'oblige à faire elle-même ce que l'obligé principal ne fait pas, Troplong, n. 29 et s. — Il faut, d'ailleurs, remarquer que si, d'après l'art. 2011, la caution n'est obligée de satisfaire à l'obligation cautionnée que si le débiteur n'y satisfait pas lui-même, on ne saurait conclure de là que l'engagement qu'elle contracte soit conditionnel et subordonné à la survenance de l'insolvabilité du débiteur principal. Elle est obligée directement et actuellement envers le créancier, qui, pour la poursuivre, n'a pas besoin d'attendre que le débiteur soit devenu insolvable, sauf le droit de la caution, ainsi que nous le verrons, *inf.*, § 760, de demander la discussion du débiteur principal, Pothier, n. 413; Ponsot, n. 52; Troplong, n. 23.]

⁵ [Le cautionnement est un contrat unilatéral qui ne renferme d'obligation que de la part du fidejussor ou de la caution. Quant au créancier, il n'est obligé à rien par l'effet de ce contrat; et s'il en peut résulter certaines obli-

1° Il faut le consentement des parties ⁶; mais le cautionnement du débiteur dont la dette est cautionnée n'est pas nécessaire, car on peut se rendre caution d'un tiers, même à son insu et sans sa volonté ⁷, art. 2014, alin. 1.

2° Il faut une dette pour sûreté de laquelle le cautionnement est fourni ⁸. Le cautionnement est donc essentiellement un contrat accessoire ⁹; d'où il suit que le cautionnement ne peut avoir un autre objet que la dette principale, ni en excéder le montant, ni être fourni à des conditions plus onéreuses que la dette principale elle-même ¹⁰. Mais le cautionnement peut être contracté seulement pour une partie de la dette principale, ou à des condi-

gations pour le débiteur, ce n'est pas en vertu du cautionnement, mais par suite d'un mandat tacite, qui est censé avoir été donné par le débiteur à la caution, Ponsot, n. 18 et s.; Troplong, n. 18 et s.; Dalloz, n. 26. Cependant, de ce que de sa nature le cautionnement est un contrat unilatéral, il n'en résulte pas qu'il ne puisse devenir synallagmatique, lorsqu'il est consenti sous des conditions particulières acceptées par le créancier, par exemple, lorsqu'il est fourni sous la condition d'un délai accordé au débiteur, Cass. 14 mai 1817; Paris, 17 fév. 1829. Il a été jugé, néanmoins, que le contrat reste unilatéral quand le créancier n'a pris aucun engagement à cet égard, et s'est borné à suspendre les poursuites pendant le délai demandé par la caution, Cass., 3 avr. 1850, S. V., 50, 1, 246. — Il suit de ce qui précède, que, sauf le cas où il devient synallagmatique, le contrat de cautionnement étant unilatéral, l'acte sous seing privé qui le constate ne doit pas être nécessairement fait double. Duranton, 18, n. 208; Ponsot, n. 18; Troplong, n. 20; Grenoble, 10 juin 1825. V. aussi les arrêts précités.]

⁶ [Bourges, 6 mai 1829. C'est là, en effet, un contrat qui se forme comme tous les autres contrats, et pour lequel le consentement des parties est, par conséquent, nécessaire. Mais si ce consentement doit être donné d'une manière expresse par la caution, qui seule s'oblige, il n'en est pas de même du créancier, qui peut être facilement présumé avoir accepté un cautionnement fourni dans son intérêt, et dont l'acceptation peut résulter de circonstances, par exemple de l'assignation en paiement qu'il aurait donnée à la caution, Grenoble, 10 juin 1825. — Sur la forme du cautionnement, et la manière dont la vo-

lonté de la caution doit être exprimée, V. *inf.*, § 759.]

⁷ Le peut-on même *invito debitoris*? Duranton, 18, n. 316, se prononce pour l'affirmative. [V. dans le même sens, Troplong, n. 128; Dalloz, n. 24; Massé, 6, n. 347. V. aussi *inf.*, § 761.]

⁸ [V. *inf.*, § 759, et notes 14 et s.]

⁹ [Pothier, n. 367; Troplong, n. 22; Dalloz, n. 15.]

¹⁰ [L'excès dans l'engagement de la caution peut se rencontrer dans la quantité, dans le temps, dans le lieu, dans la condition, ou dans le mode, *quantitate, die, loco, conditione, modo*, comme disent les docteurs. Ainsi, il y a excès dans la quantité, quand la caution s'oblige pour une somme plus forte que celle due par le débiteur; dans ce cas, l'effet du cautionnement est ramené à la somme qui fait l'objet de l'obligation principale. Si donc, la dette n'étant pas liquide, la caution s'était néanmoins obligée pour une somme déterminée, et que, par le résultat de la liquidation, la dette fût ultérieurement ramenée à une somme moins forte, le cautionnement serait lui-même réduit à cette dernière somme, Troplong, n. 100. — Toutefois, la convention par laquelle une personne, en cautionnant un débiteur, s'engage à payer au créancier une somme supérieure au montant de la dette, afin d'obtenir un délai de celui-ci, peut être valable comme cautionnement, jusqu'à concurrence du montant de la dette, et comme obligation de porte-fort pour le surplus, Ponsot, n. 95; Troplong, n. 101. — De ce que la caution ne peut être obligée pour une somme plus forte que le débiteur principal, il en résulte que la remise de la dette faite à celui-ci profite à celle-là. Mais il en serait autrement des remises faites par concordat à un débiteur failli; le failli ne cessant pas d'être obligé naturelle-

tions moins onéreuses. Le cautionnement qui excède le montant de la dette ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses n'est pas nul; il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale. Rien n'empêche d'ailleurs la caution de donner des sûretés particulières ou plus grandes ¹¹ pour l'exécution de son engagement personnel, art. 2013.

3° Il faut l'engagement contracté par l'une des parties de répondre de la dette d'un tiers. Et, comme une dette ne comprend pas seulement le principal, mais encore les obligations accessoires, la caution, lorsqu'elle a répondu d'une dette en général, c'est-à-dire sans apporter de restriction à son engagement ¹², n'est pas seulement tenue du principal, mais encore des intérêts ¹³, des

ment pour le montant de la somme par lui due, malgré les remises partielles qui lui sont faites par le concordat, ses créanciers conservent leur recours contre la caution pour la totalité, Com. 545; Pothier, n. 371; Massé, 6, n. 345. — Il y a excès dans le temps, quand la caution s'est obligée pour un temps plus court que le débiteur principal. Dans ce cas, la caution a le droit de profiter de tout le délai accordé au débiteur, Ponsot, n. 102; Troplong, n. 102. Mais il en serait autrement s'il résultait des circonstances que les parties ont entendu faire, non un cautionnement, mais un pacte *constitutæ pecuniæ*, c'est-à-dire un pacte par lequel une personne promet au créancier de payer la dette d'un autre en se constituant débiteur *proprio nomine*, Troplong, n. 103. — De ce que l'obligation de la caution ne peut être contractée pour un temps plus court que celle du débiteur principal, il résulte que le sursis accordé au débiteur profite à sa caution, Trèves, 23 nov. 1807; Cass., 19 janv. 1830, même dans le cas où le créancier aurait déclaré ne point vouloir en étendre le bénéfice à la caution, Ponsot, n. 104; Dalloz, *loc. cit.* Il en est, cependant, autrement du terme ou sursis accordé par un concordat. V. *sup.*, dans la note. — Quant au lieu, la caution est toujours autorisée à ne payer que dans celui qui a été déterminé dans l'obligation principale, encore bien qu'elle se serait engagée à payer dans un lieu plus éloigné. Pothier, n. 374; Troplong, n. 104. Cet engagement ne pourrait recevoir son effet qu'autant qu'il serait reconnu que les parties ont entendu faire un pacte *constitutæ pecuniæ*. V. *sup.*, dans la note. — Enfin, la caution ne peut se soumettre à des

conditions ou à des modalités plus rigoureuses que celles qui sont attachées à l'obligation principale. Ainsi, par exemple, la caution ne peut s'obliger à ne pas faire valoir les exceptions péremptoires et réelles attachées à cette obligation, Troplong, n. 107. Mais V. *inf.*, § 759, note 16.]

¹¹ *Non in majus, sed magis se obligare potest.* Ainsi, par exemple, la caution peut constituer une hypothèque pour une obligation chirographaire, Pothier, n. 369 et s.; Delvincourt, sur l'art. 2013; Duranton, 18, n. 311 et s. [Troplong, n. 108 et s. — Mais il ne faut pas conclure de là que la caution puisse se soumettre conventionnellement à la contrainte par corps, lorsque le débiteur n'y est pas soumis lui-même; l'art. 2060 interdit expressément une convention de cette nature, Ponsot, n. 109; Troplong, n. 115; Dalloz, n. 84. Rien n'empêche, cependant, la caution d'être légalement soumise à la contrainte par corps, quoique le débiteur principal en soit affranchi. C'est ce qui a lieu, par exemple, lorsqu'il s'agit d'une caution judiciaire, art. 2040. C'est ce qui a lieu encore quand un commerçant cautionne un non-commerçant dans une forme qui emporte contrainte par corps, par exemple, au moyen d'un aval donné à l'occasion d'un billet à ordre, Com., art. 142, 189 et 637; Massé, 6, n. 364 et 365; Poitiers, 16 déc. 1847, S. V., 48, 1, 684.]

¹² Bordeaux, 21 déc. 1833, S. V., 34, 2, 271; [Cass., 12 janv. 1842, S. V., 42, 1, 138; Pothier, n. 405; Ponsot, n. 119; Troplong, n. 149.]

¹³ [Grenoble, 10 juin 1825; Troplong, n. 158. A moins que la caution ne se soit engagée que pour le capital. V. l'arrêt précité de Bordeaux, et Cass.,

dommages¹⁴ et des frais¹⁵. En ce qui touche les frais en particulier, la caution est tenue de payer tant les frais de l'action intentée par le créancier contre le débiteur principal que ceux auxquels le débiteur principal est condamné après la dénonciation de l'action principale à la caution¹⁶, art. 2016.

4° Enfin, il faut que l'engagement de la caution soit limité au cas où le débiteur principal ne payerait pas. Si la caution s'est obligée solidairement avec le débiteur principal, et s'est ainsi constituée débitrice en son propre nom, art. 2021, elle se trouve avoir une double qualité, celle de caution vis-à-vis du débiteur principal, et celle de codébiteur personnel vis-à-vis du créancier¹⁷.

§ 758. Des différentes espèces de cautions.

La caution est ou conventionnelle, ou légale, V. art. 16, 120, 601, 626, 771, 807, 1513, 1613, 1653 et 2185¹, ou judiciaire², V. Pr., art. 17, 135 et 419; c'est-à-dire que l'établissement d'une caution a pour fondement soit une convention entre la caution et le créancier, soit une obligation que la loi ou le juge impose au débiteur. V. *inf.*, § 764. Mais on se tromperait en concluant de cette division que certaines personnes sont obligées en vertu de la loi, ou peuvent être obligées par le juge à cautionner l'obligation ou les actes d'un tiers³. Cette division n'apporte d'ailleurs par elle-même et en général aucune modification aux droits et aux obligations des cautions. Les principes établis dans les paragraphes 759 à 763 sont donc applicables à toutes les espèces de

12 janv. 1842, S. V., 42, 1, 138. Dans ce cas, la caution n'est tenue des intérêts qu'à partir du jour de la demande.]

¹⁴ [Troplong, *ibid.* — Jugé cependant que la caution n'est pas tenue des dommages-intérêts encourus par le débiteur principal, si elle n'a pas été mise préalablement en demeure, Orléans, 8 déc. 1840, Dall., 41, 2, 153.]

¹⁵ Mais la caution n'est pas tenue des frais d'enregistrement, Cass., 6 oct. 1806. V. aussi Merlin, *Rep.*, v° *Caution*, § 1. n. 3; [Troplong, n. 149 et 166; à moins, bien entendu, de convention spéciale, Troplong, n. 167; Dalloz, n. 103.]

¹⁶ V. Pothier, n. 406 et s.; Delvincourt, sur l'art. 2016, [et Troplong, n. 163.]

¹⁷ [Cela n'est pas parfaitement exact. V. Troplong, n. 241, et *inf.*, § 760, note 17.]

¹ Parmi les cautions légales, il faut aussi ranger celles qui doivent être fournies par certains fonctionnaires pour répondre de leur gestion administrative, [Ce n'est pas une caution qui doit être fournie par certains fonctionnaires ou comptables, et par les officiers ministériels : c'est un cautionnement en numéraire.] V. Favard, v° *Cautionnement*, sect. 5.

² [Telle est la caution *judicatum solvi* qui doit être fournie par l'étranger demandeur, Pr., art. 16, et s. V. Carré et Chauveau sur cet article; Massé, 2, n. 231.]

³ Il y a toutefois cette différence entre la caution conventionnelle et la caution judiciaire ou légale, que la caution conventionnelle peut s'obliger conditionnellement, tandis que la caution judiciaire et la caution légale ne peuvent mettre aucune condition à leur acceptation.

cautions, à moins que la loi, par une disposition particulière, n'ait apporté une exception à cette règle. V. *inf.*, § 764.

§ 759. Des conditions de la validité du cautionnement.

Bien que le cautionnement ne soit pas assujéti à certaines formes extérieures¹, il ne peut cependant résulter que d'une manifestation expresse de volonté², art. 2013.

¹ [Il n'est donc pas nécessaire qu'il soit constaté par écrit; et la preuve par témoins peut en être faite dans tous les cas où cette preuve est admissible d'après les règles du droit commun, et par conséquent, quand il s'agit d'une valeur inférieure à 150 fr., ou quand il y a un commencement de preuve par écrit, Cass., 1^{re} fév. 1836, S. V., 36, 1, 511; Troplong, n. 135; Massé, 6, n. 358; Dalloz, n. 150. — Par conséquent, dans tous les cas où le cautionnement a le caractère d'un engagement commercial, il peut être prouvé par témoins, Cass., 26 mai 1929; Massé, *ibid.* — On a vu *sup.*, § 757, note 5, que le cautionnement, étant un contrat unilatéral, n'a pas besoin d'être fait double lorsqu'il est souscrit par acte sous seing privé. Mais de ce que le cautionnement est un contrat unilatéral, il en résulte, d'un autre côté, que l'acte sous seing privé qui le constate doit, conformément à l'art. 1326, être revêtu d'un bon ou approuvé, en toutes lettres, de la somme pour laquelle la caution s'oblige, Nancy, 9 mars 1818; Cass., 18 fév. 1822; 21 août 1827; Bruxelles, 31 nov. 1829; Paris, 14 mai 1846, S. V., 46, 2, 209; Cass., 1^{re} mars 1855, S. V., 55, 1, 211; Ponsot, n. 21; Dalloz, n. 157. — *Contr.* Paris, 8 pluv. an X et 13 mai 1816; Bruxelles, 2 juill. 1817; Lyon, 12 avr. 1852, S. V., 33, 2, 428; Cass., 1^{re} fév. 1856, S. V., 36, 1, 511. — La règle suivant laquelle les actes sous seing privé ne peuvent être opposés aux tiers que du jour où ils ont acquis date certaine, s'applique au cautionnement. L'existence de ce cautionnement de la part d'un individu qui a payé une dette, et qui par suite se prétend subrogé aux droits du créancier payé, ne peut donc, à l'égard des tiers, être établie que par un acte ayant date certaine antérieure au paiement: il ne suffirait pas, par exemple, de la mention de ce cautionnement au bas de l'un des doubles de l'obligation prétendue cautionnée. Lyon, 13 janv. 1849, S. V., 49, 2, 108. V. aussi Bordeaux, 27 janv. 1829; et Dalloz, n. 162.]

² Merlin, *Rep.*, v^o Caution, § 3; Favard,

v^o Cautionnement, sect. 1, § 1. Ainsi, il n'y a pas de cautionnement dans le fait d'un tiers d'avoir apposé sa signature sur un billet souscrit par un autre, même avec l'addition du mot *approuvé*, Bourges, 24 fév. 1832, S. V., 2, 539. Aussi le cautionnement est-il *strictissime interpretationis*, art. 2013, V. L. 68, § 1, *Dig.*; L. 6, C. *De fidejuss.* — [Le cautionnement ne peut être étendu ni d'un cas à un autre, ni d'une chose à une autre. V. Rouen, 2 juin 1815; Bordeaux, 9 juill., 1827; Paris, 12 avr. 1834, S. V., 34, 2, 296; Rouen, 25 déc. 1840, S. V., 41, 2, 127; Cass., 12 janv. 1842, S. V., 42, 1, 158; 14 juill. 1845, S. V., 45, 1, 484; 31 juill. 1849, S. V., 49, 1, 709; et Douai, 12 déc. 1854, Dall., 55, 2, 158. V. aussi Ponsot, n. 121; Troplong, n. 148 et s.; Duranton, 16, n. 320; Dalloz, n. 95 et s. — Le cautionnement ne peut non plus, en général du moins, être étendu d'une personne à une autre. Cependant, quand l'obligation principale est de celles qui se transmettent aux héritiers, l'obligation accessoire de la caution dure autant que l'obligation principale et ne s'éteint pas par le décès du débiteur. Troplong, n. 150 et s. Ainsi, le bail n'étant pas rompu par le décès du preneur, la caution reste obligée, malgré le décès de ce dernier, pour toute la durée du bail, Troplong, n. 152; Dalloz, n. 120. — On ne peut même, en certains cas, étendre le cautionnement d'une personne ayant un état déterminé à la même personne qui vient à changer d'état, quand ce changement d'état est de nature à changer la condition de la caution et à aggraver ses obligations. Ainsi la caution d'une femme usufruitière cesse d'être obligée si cette femme vient à se marier, parce qu'alors l'usufruit passe entre les mains du mari dont la caution n'a pas entendu cautionner l'administration, Troplong, n. 154. — *Contr.* Ponsot, n. 31. — Il en serait de même au cas où un usufruitier cautionné viendrait à vendre son usufruit: la caution ne pourrait être étendue du vendeur à l'acquéreur, Troplong, n. 155.]

Toute personne capable de s'obliger est capable de se rendre caution³. Mais il ne suffit pas d'être capable de s'obliger pour pouvoir être présenté comme caution par un débiteur tenu par un motif quelconque de fournir une caution⁴.

Il faut, dans cette hypothèse, que celui qui est présenté pour caution soit non-seulement capable de s'obliger⁵, mais encore qu'il soit solvable⁶, et domicilié dans le ressort de la Cour impériale où la caution doit être fournie⁷, art. 2018. V. aussi art. 2060, alin. 5. La solvabilité de cette caution doit être exclusivement estimée d'après l'importance de ses propriétés foncières⁸, com-

³ Le Code n'a point adopté le sénatus-consulte Velléien, [qui défendait aux femmes mariées ou non mariées de se rendre caution. V. Cass., 27 août 1810, 5 mars 1811, 17 août 1813; Merlin, *Quest.*, v^o *Sénat.-cons. Velléien*, § 2; Ponsot, n. 132; Troplong, n. 176 et s.; Dalloz, n. 127.] — Rien n'empêche d'ailleurs le mari de se porter caution de sa femme, Bordeaux, 29 juin 1830.

⁴ Les règles qui suivent sont donc inapplicables au cas où les parties sont convenues qu'une personne déterminée serait donnée pour caution. V. art. 2020. V. aussi Pothier, n. 392; les discussions, Maleville, Delaporte et Delvincourt sur cet article; Duranton, 18, n. 324. [V. aussi Troplong, n. 216].

⁵ [On s'est demandé si une personne capable de s'obliger pourrait être récusée par le créancier auquel une caution doit être fournie, sous le prétexte qu'elle est d'un caractère tracassier et processif. Et bien que ce ne soit pas là une cause d'exclusion légale, des auteurs pensent que les tribunaux pourraient avoir égard aux défauts de caractère de la personne offerte comme caution, pour admettre le refus du créancier d'établir avec elle des rapports juridiques. V. Troplong, n. 188, et Dalloz, n. 129. Mais nous ne croyons pas que les pouvoirs des juges puissent aller jusque-là, et que lorsqu'une caution est d'ailleurs pourvue de toutes les qualités exigées par la loi, elle puisse être arbitrairement refusée, sous prétexte de défauts de caractère sans importance légale.]

⁶ C'est au débiteur à faire preuve de la solvabilité de la caution. — [La caution dont la solvabilité est contestée est non recevable à intervenir dans l'instance pour établir elle-même sa solvabilité : la partie qui doit fournir caution a seule qualité à cet effet, Paris, 15 avr. 1820.]

⁷ Ainsi, le changement de domicile de la caution autorise le créancier à demander

qu'elle soit remplacée, à moins que la caution n'ait déjà fait, ou ne consente à faire élection de domicile dans le ressort de la cour où elle avait le domicile qu'elle a quitté, Duranton, 18, n. 325; Troplong, n. 200 et 222; Ponsot, n. 165; Dalloz, n. 140. — L'art. 2018 veut que la caution ait son domicile dans le ressort de la Cour où la caution doit être donnée sans s'expliquer sur le point de savoir dans quel lieu la caution est réputée donnée, si c'est au domicile du créancier ou au domicile du débiteur, ou dans le lieu où le contrat est passé. La solution de la question, s'il s'agit d'une caution conventionnelle, dépend des termes de la convention. Dans le silence de la convention, il semble que la caution doit être domiciliée dans le ressort du domicile du créancier, puisque c'est dans son intérêt qu'elle est fournie, Troplong, n. 192 et s. — *Contrà*, Ponsot, n. 159, qui se prononce pour le domicile du débiteur. S'il s'agit d'une caution légale, la question dépend des circonstances, V. Troplong, n. 195 et s. S'il s'agit d'une caution judiciaire, elle doit être domiciliée dans le ressort de la Cour de laquelle dépend le tribunal qui l'ordonne.]

⁸ Ainsi, il ne suffirait pas que la caution fit le dépôt d'une somme d'argent suffisante. V. cependant, Paris, 9 avr. 1813. [L'art. 2019 exigeant que la solvabilité de la caution soit estimée d'après ses propriétés foncières, il en résulte qu'elle doit la justifier par des biens ayant la nature d'immeubles et qu'on ne pourrait admettre des meubles immobilisés, tels que des actions de la Banque ou des rentes sur l'Etat, Troplong, n. 204; Dalloz, n. 130. — Il en est toutefois autrement de la caution exigée en cas de surenchère. V. Pr., art. 832. V. aussi l'arrêt précité de la Cour de Paris; Amiens, 2 fév. 1819, et Orléans, 25 mars 1831, S. V., 31, 2, 335.]

parées à la dette, excepté en matière de commerce⁹ ou lorsqu'il s'agit de dettes modiques. On ne doit pas prendre d'ailleurs en considération, pour estimer la solvabilité de la caution, des immeubles litigieux¹⁰, ceux sur lesquels elle n'a qu'un droit révocable¹¹, ou ceux dont l'éloignement rendrait la discussion difficile¹², art. 2019.

Si la caution fournie et acceptée devient ensuite insolvable, le débiteur est tenu d'en fournir une autre¹³, art. 2020.

⁹ [En matière de commerce, c'est le crédit notoire de la caution qui en établit la solvabilité, Cass., 13 nov. 1839, S. V., 39, 1, 943; Troplong, n. 205; Massé, 6, n. 351. — Il est même à remarquer qu'en matière de commerce il n'est pas nécessaire de donner un commerçant pour caution. Un non-commerçant, dont la solvabilité est reconnue, pourrait être admis aussi bien qu'un commerçant: l'art. 2019 ne fait à cet égard aucune distinction, Massé, *ibid.*, n. 352. Mais nous ne croyons pas qu'on doive partager l'opinion d'après laquelle un commerçant qui n'ayant pas d'immeubles, est d'ailleurs notoirement solvable, puisse être donné pour caution d'une dette civile. V. Troplong, n. 206. On ne peut pas dire que dans ce cas la matière soit commerciale, car il est bien évident que l'art. 2019 en faisant une exception pour les matières commerciales, entend parler de celles qui sont commerciales d'après l'objet de l'obligation principale, et non de celles dans lesquelles on offre un commerçant pour caution: ce n'est pas la qualité de la caution qui fait la nature de la matière, Massé, *ibid.*, n. 353; Dalloz, n. 130.]

¹⁰ [Il suffit que le droit de la caution sur un immeuble soit incertain, pour que cet immeuble doive être considéré comme litigieux dans le sens de l'art. 2019; il n'est pas nécessaire qu'il y ait procès commencé, Duranton, 18, n. 326; Ponsot, n. 145; Troplong, n. 210; Dalloz, n. 131.]

¹¹ Colmar, 31 août 1810; [Delvincourt, 3, p. 137; Duranton, 18, n. 326; Troplong, n. 209. — On ne doit pas non plus avoir égard aux immeubles hypothéqués pour des valeurs considérables, Troplong, *ibid.*]

¹² C'est là un point remis à l'appréciation du juge, Turin, 13 avril 1808; Bordeaux, 27 nov. 1828. [C'est-à-dire qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier, d'après les circonstances, si l'éloignement est tel que la discussion de la caution soit difficile: il n'est donc pas

nécessaire, pour que la discussion soit réputée facile, que les immeubles soient situés dans le ressort de la Cour où la caution doit être reçue, Delvincourt, 3, p. 137; Duranton, 18, n. 327; Ponsot, n. 156; Troplong, n. 211. V. cependant l'exposé des motifs de Trailhard dans Fenet, 14, p. 39.]

¹³ L. 3, § 8, Dig. *ut in possess. legat.* [Aux termes de l'art. 2020, c'est l'insolvabilité survenue de la caution qui impose au débiteur l'obligation de la remplacer. Si donc la caution n'était pas devenue tout à fait insolvable, et si sa solvabilité se trouvait seulement diminuée, le débiteur ne serait pas tenu de fournir une caution nouvelle; il pourrait simplement être soumis à fournir un supplément de cautionnement, Ponsot, n. 169; Troplong, n. 218. Il est même à remarquer que le créancier ne serait fondé à exiger ce supplément qu'autant que la solvabilité de la caution aurait subi une atteinte sérieuse: il ne suffirait pas, par exemple, que les immeubles du fidéjusseur viussent, par suite de son mariage, à être frappés d'hypothèque légale, Duranton, 18, n. 329; Troplong, n. 219. — Dans tous les cas, c'est au créancier qui allègue une diminution dans la solvabilité de la caution à la prouver, Turin, 28 mai 1816; Dalloz, 138. — On s'est demandé si l'on devait assimiler à l'insolvabilité de la caution l'extinction du cautionnement par l'effet de la confusion résultant de ce que le débiteur a hérité de la caution ou la caution du débiteur? Les uns ont adopté l'affirmative, en se fondant sur ce que cette confusion fait disparaître la caution, d'où ils concluent que le créancier a le droit de demander une caution nouvelle, Ponsot, n. 174. Selon d'autres, au contraire, il suffit au créancier, pour garantir ses droits, de demander la séparation des patrimoines, Troplong, n. 220. Toutefois nous croyons que le créancier a seulement la faculté de demander cette séparation, rien ne lui en fait une obligation absolue; si donc la sé-

On peut cautionner toute espèce d'obligations ayant pour objet une somme d'argent ou une valeur appréciable en argent ¹⁴. Et bien que la validité du cautionnement dépende ordinairement de celle de l'obligation principale ¹⁵, on peut cependant cautionner valablement une obligation susceptible d'être annulée par une exception tirée de la capacité personnelle du débiteur principal ¹⁶, art. 2012 et 2036.

paration des patrimoines n'avait pas été demandée ou ne pouvait plus avoir lieu, le créancier aurait le droit de demander une nouvelle caution, Dalloz, n. 139. — Mais ce droit ne lui appartiendrait en aucun cas, si l'extinction du cautionnement résultait de ce que le créancier lui-même a hérité de la caution, le créancier qui représente alors la caution n'étant pas fondé à se plaindre d'une confusion dont il profite : ici, peut par analogie s'appliquer la maxime : *quem de evictione tenet actio, eundem agentem repetit exceptio*, Ponsot, n. 176; Troplong, n. 221; Dalloz, n. 140. — L'art. 2020 fait cesser le droit du créancier de demander le remplacement de la caution devenue insolvable, dans le cas où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution. Mais il est à remarquer que cette disposition ne s'applique qu'au cas où la caution a été reçue par le créancier en exécution d'une obligation préexistante à lui imposée ou par lui souscrite, et qu'elle ne concerne point le cas où la caution est venue accéder au contrat principal, sans que le débiteur eût précédemment promis cette accession, Troplong, n. 216. — *Contrà*, Dalloz, n. 143.]

¹⁴ [On peut même cautionner l'obligation de livrer un corps certain ou de faire personnellement une chose déterminée; car ce n'est pas sur l'exécution directe de cette obligation que porte le cautionnement, mais sur le paiement des dommages-intérêts dont son inexécution rend le débiteur passible, Delvincourt, 3, p. 234; Ponsot, n. 34; Troplong, n. 51. V. *inf.*, § 780, note 5.]

¹⁵ Ainsi, celui qui s'est rendu caution d'une obligation valable en elle-même, mais cependant susceptible d'être attaquée pour une cause quelconque, par exemple, pour violence, pour dol ou pour lésion, peut, s'il est poursuivi, proposer toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal. [Troplong, n. 494 et s.; quand même le débiteur principal aurait lui-même renoncé à ces

exceptions, Troplong, n. 89 et s.; Dalloz, n. 61. Mais il ne peut opposer les exceptions personnelles au débiteur, parce que ces exceptions, qui ont pour résultat de faire que le débiteur ne soit pas obligé, n'ont pas pour résultat de faire qu'il n'y ait pas d'obligation, art. 2038; Troplong, n. 495; Massé, 6, n. 591.] — Le cautionnement fourni pour l'exécution d'un contrat illicite est nul, Grenoble, 4 déc. 1830; [Pau, 12 janv. 1826; Grenoble, 4 déc. 1850; Bastia, 14 avr. 1854, S. V., 34, 2, 594. — Ainsi, on ne peut cautionner une dette de jeu ou le paiement d'un pari, Duranton, 18, n. 302; Ponsot, n. 46 et 75; Troplong, n. 85; Dalloz, n. 61. — On peut cautionner une obligation future et incertaine dans sa quotité, mais déterminée quant à son objet, par exemple, tous les billets qu'un banquier tiendrait du débiteur cautionné, Grenoble, 10 juin 1825; Cass., 16 juin 1846, S. V., 46, 1, 440; ou un crédit ouvert pour toutes les sommes qu'un banquier a prêtées ou prêtera à une personne à qui il a ouvert un crédit, Paris, 28 déc. 1855, Dall., 54, 2, 158.] — Le cautionnement d'une obligation naturelle doit être considéré comme une expromission, Delvincourt sur l'art. 2012. [C'est-à-dire que le cautionnement vaudrait comme substitution d'un nouveau débiteur à l'ancien. Nous croyons cependant que le cautionnement d'une obligation naturelle est valable par lui-même, sans qu'il soit nécessaire d'y voir une expromission : celui qui est obligé naturellement n'en est pas moins obligé; son obligation peut donc être cautionnée, et si la caution est obligée civilement, il en résulte qu'elle est obligée d'une autre manière que le débiteur principal, mais non qu'elle se soit substituée à lui. V. Troplong, n. 53; Massé, 6, n. 345.]

¹⁶ Ainsi, par exemple, on peut valablement cautionner l'obligation d'un mineur, Cass., 30 nov. 1812. [C'est ce qui résulte des termes mêmes de l'art. 2012, V. aussi art. 2056. — Il est à remarquer toutefois que si le mineur s'était obligé

§ 766. Des effets du cautionnement entre le créancier et la caution.

Lorsque le débiteur ne remplit pas ses obligations, la caution ou ses héritiers¹ peuvent être immédiatement² pourvuivis³ en paiement de la dette principale et de ses accessoires.

en une qualité que lui ferait perdre la restitution par lui obtenue contre son obligation, par exemple, la qualité d'héritier contre laquelle il se serait fait restituer, la caution pourrait se prévaloir de la nullité de l'obligation, parce qu'elle a entendu cautionner non pas précisément un mineur, mais un héritier mineur, Pothier, n. 382; Delvincourt, 3, p. 253; Grenier, *Hyp.*, n. 55; Ponsot, n. 64; Troplong, n. 76; Dalloz, n. 55. — On peut, à plus forte raison, cautionner celle des obligations d'un mineur émancipé qui ne sont pas nulles, mais seulement réductibles en cas d'excès, Troplong, n. 77 et 78; Dalloz, n. 56. — Dans aucun cas, d'ailleurs, la caution ne serait engagée si l'obligation souscrite par le mineur était nulle, comme obtenue à l'aide d'un dol ou d'une fraude caractérisée. V. Ponsot, n. 63; Troplong, n. 79; Dalloz, n. 57. — V. cependant Duranton, 18, n. 308. — Est valable le cautionnement de l'obligation contractée par une femme mariée, sans le consentement de son mari, Merlin, *Rep.*, v° *Autorisation maritale*, sect. 3, § 2; Duranton, 2, n. 510; [Ponsot, n. 67; Troplong, n. 82;] Paris, 24 juill. 1819. — Il en est de même du cautionnement de l'obligation d'un interdit, Favard, v° *Nullité*, § 3, n. 3; Duranton, 18, n. 305 et s.; [Ponsot, n. 63; Troplong, n. 80;] pourvu, bien entendu, qu'il s'agisse d'une obligation contractée dans un intervalle lucide. — Il résulte également de l'art. 2012, qu'on peut cautionner l'aliénation d'un fonds dotal, [Cass., 3 août 1825; Poitiers, 5 mai 1825; Grenoble, 6 mars 1835 et 17 fév. 1847, S. V., 48, 2, 55; Montpellier, 7 mars 1850, S. V., 50, 2, 381; Tessier, *de la Dot*, n. 689; Duranton, 5, n. 525; Ponsot, n. 55; Troplong, n. 87; Dalloz, n. 65. — *Contrà*, Merlin, *Rep.*, v° *Dot*, § 8, n. 5; Toulouse, 5 fév. 1812. — On peut encore valablement cautionner une donation entre époux excédant la quotité disponible, Colmar, 19 fév. 1845, Dall., 46, 2, 197.]

tachée à la personne de l'obligé, à raison de son caractère pénal, V. Troplong, n. 174, et Massé, 4, n. 412 et 4, n. 569.] V. aussi art. 2060, alin. 5. Si donc une caution obligée par corps vient à décéder, il semble qu'il y ait lieu par analogie d'appliquer l'art. 2131, Pigeau, 2, p. 263. [C'est-à-dire que, suivant cet auteur, le créancier pourrait demander de suite son remboursement ou un supplément de garantie. Mais nous ne pensons pas que l'art. 2151, relatif au cas de perte imprévue des biens soumis à une hypothèque, puisse être étendu au cas où le décès nécessairement prévu du débiteur enlève au créancier une garantie d'une nature momentanée.]

² [C'est-à-dire sans que le créancier soit obligé de diriger préalablement des poursuites contre le débiteur principal, Troplong, n. 231.] Le bénéfice de discussion n'est qu'une exception contre l'action du créancier; [mais la discussion n'est pas un préalable nécessaire dont l'omission rende non recevable l'action du créancier contre la caution, Duranton, 18, n. 331; Troplong, *ibid.* V. *inf.*, notes 4 et 5.]

³ Cependant il faut que le créancier mette d'abord le débiteur principal en demeure de payer, Delvincourt, sur l'art. 2022; [Duranton, 18, n. 331; Bruxelles, 18 oct. 1821. — Mais cette opinion ne doit pas être suivie : rien dans les art. 2011 et 2021 n'implique la nécessité d'une mise en demeure préalable, formalité de rigueur qui ne peut se suppléer, et qui ne serait nécessaire qu'autant que, par la nature de son obligation, le débiteur ne serait tenu de payer qu'après avoir été mis en demeure. En dehors de cette hypothèse, il suffit qu'en fait le débiteur n'ait pas satisfait à son engagement pour que le créancier soit autorisé à agir contre la caution, Ponsot, n. 33 et 187; Troplong, n. 239; Massé, 6, n. 371 et 372.] — Si l'obligation a pour objet une chose individuellement déterminée, et si cette chose a péri par la faute du débiteur, la caution est tenue des dommages et intérêts, L. 91, § 4, Dig., *De verb. oblig.*, 6; L. 58, § 1, Dig., *De fidejuss.*; Duranton, 18, n. 372. [V. *sup.*, § 759, note 15.]

¹ Cependant les héritiers ne sont pas soumis à la contrainte par corps, bien que la caution elle-même y soit soumise, art. 2017. [La contrainte par corps est une voie d'exécution exclusivement at-

La caution ou ses héritiers poursuivis par le créancier peuvent lui opposer le bénéfice de discussion, *beneficium ordinis et excussionis*, c'est-à-dire demander que le créancier agisse d'abord sur les biens du débiteur principal⁴, art. 2021 et 2022.

L'exercice de ce bénéfice de discussion est soumis aux conditions suivantes :

1° La caution doit proposer l'exception de discussion sur les premières poursuites dirigées contre elle⁵, art. 2022.

2° La caution qui requiert la discussion doit indiquer au créancier les biens⁶ du débiteur principal dont la vente pourra lui faire obtenir son paiement intégral⁷, art. 2023. Cependant elle ne

⁴ [Lorsque de plusieurs débiteurs, obligés solidairement, un seul a fourni une caution, cette caution peut exiger que le créancier discute, non-seulement le débiteur cautionné, mais encore tous les autres; parce que, comme le dit très-bien Pothier, n. 413, l'obligation de ces divers débiteurs n'étant qu'une même obligation, le fidéjusseur, en accédant à celle de l'un, a accédé à celle de tous, Troplong, n. 270; Dalloz, n. 173.]

⁵ Sur les premières poursuites dirigées contre elle. Dans l'esprit de la loi, la caution qui ne demande pas immédiatement la discussion du débiteur principal est supposée renoncer à son exception. Cependant il résulte des termes de l'art. 2022 qu'il appartient au juge de décider, d'après les circonstances, si la caution a renoncé au bénéfice de discussion, par cela seul qu'elle ne s'en est pas prévalu de suite. V. les motifs et les observations du Tribunal sur l'art. 2022; Pothier, n. 411; Pigeau, 1, p. 178; Merlin, *Rép.*, v° *Caution*, § 4, n. 1; Favard, v° *Cautionnement*, sect. 1, § 2; Duranton, 18, n. 334 et s.; Cass., 27 janv. 1835, S. V., 35, 1, 774. [Il serait, en effet, trop rigoureux de priver la caution du bénéfice de discussion, par cela seul qu'elle ne l'a pas invoqué sur le premier acte de poursuite, puis-qu'elle peut avoir été empêchée de le faire. On ne peut donc pas dire, d'une manière absolue, que l'exception de discussion doit être proposée *in limine litis*; c'est aux juges à apprécier. Ainsi, quand la caution commence par nier l'existence soit de l'obligation principale, soit du cautionnement, elle ne se rend pas non recevable à invoquer le bénéfice de discussion, si le fait de son engagement vient à être établi, Merlin, *Rép.*, v° *Caution*; Duranton, 18, n. 335; Troplong, n. 254. — Mais il pourrait en être autre-

ment si la caution, au lieu de demander la discussion, s'était bornée à soutenir que le débiteur demande plus qu'il ne lui est dû, Troplong, n. 253. — Le bénéfice de discussion ne pourrait non plus être exercé pour la première fois en appel, Cass., 27 janv. 1835, S. V., 35, 1, 774; Duranton, 18, n. 334. — Dans tous les cas on ne peut opposer aucune déchéance à la caution qui n'a pas excipé du bénéfice de discussion sur les premières poursuites, si les biens qu'il s'agit de discuter ne sont échus au débiteur que dans le cours de l'instance, Pothier, n. 411; Merlin, *Rép.*, v° *Caution*, § 4; Troplong, n. 256; Dalloz, n. 189. — *Contrà*, Duranton, n. 337, et Ponsot, n. 61.]

⁶ L'art. 2023 dit « les biens, » non pas les immeubles. Cependant la caution, d'après la nature des choses, ne peut ordinairement indiquer au créancier que des immeubles; car pour les autres biens il y a toujours doute *an ad solutionem sufficiant*. [Quoiqu'il en soit, la généralité des termes de l'art. 2023 permet d'indiquer des meubles aussi bien que des immeubles, Troplong, n. 262; Dalloz, n. 191. V. d'ailleurs la note suivante.]

⁷ C'est au juge à apprécier si les biens indiqués peuvent être considérés comme suffisants. Si les biens compris dans une première indication ne sont pas suffisants pour payer intégralement le débiteur principal, la caution n'est pas recevable à faire une nouvelle indication, à moins que le débiteur n'ait acquis de nouveaux biens depuis la première, Delvincourt sur l'art. 2023. [C'est une erreur que de croire que les biens indiqués par la caution doivent être suffisants pour le paiement intégral de la dette : le Code ne l'exige point, Duranton, 18, n. 338. Sans doute la désignation des biens doit se faire en une seule

peut indiquer au créancier ni des biens du débiteur situés hors du ressort de la Cour impériale du lieu où le paiement doit être fait, ni des biens litigieux⁸, ni des biens sur lesquels le débiteur n'a qu'un droit de propriété révocable⁹, ni des biens qui, quoique hypothéqués à la dette, ne sont plus en la possession du débiteur¹⁰, art. 2023.

3° La caution doit avancer au créancier, si celui-ci le demande¹¹, les deniers jugés suffisants pour la discussion, art. 2023.

Toutes les fois que la caution a fait, en observant les conditions qui précèdent, l'indication de biens du débiteur principal, le créancier est responsable du préjudice résultant pour la caution soit de ce qu'il n'a pas intenté, soit de ce qu'il n'a pas convenablement suivi l'action contre le débiteur principal, mais seulement jusqu'à concurrence de la valeur des biens indiqués¹², art. 2024.

La caution n'est privée du bénéfice de discussion que lorsqu'elle y a renoncé¹³, ou lorsqu'elle s'est obligée solidairement

fois, mais c'est parce que des indications successives pourraient être un moyen de prolonger indéfiniment la discussion, Pothier, n. 412; Troplong, n. 263 et 264; Dalloz, n. 192 et 195.]

⁸ [On peut considérer comme litigieux les biens échus au débiteur principal dans les successions indivises de ses père et mère, Toulouse, 9 mars 1819.]

⁹ Duranton, 18, n. 338; [Troplong, n. 266.]

¹⁰ [Mais pour que la caution puisse exiger la discussion des biens que possède le débiteur, il n'est pas nécessaire que ces biens soient hypothéqués à la dette : il n'en est pas de ce cas comme celui de l'art. 2170, Troplong, n. 269; Duranton, n. 338; Dalloz, n. 195.]

¹¹ Cass., 21 mars 1827. [Cet arrêt décide avec raison qu'il n'est pas nécessaire que la caution offre spontanément l'avance des frais. Il suffit qu'elle la fasse quand elle est demandée. Dans ce cas, cette condition est de rigueur, Bruxelles, 12 mai 1829. — Si les parties ne sont pas d'accord, soit sur la quotité des avances, soit sur le point de savoir entre les mains de qui elles doivent être payées, c'est aux tribunaux à décider d'après les circonstances. Ils peuvent ordonner que les avances seront remises au créancier sur récépissé, ou qu'elles seront consignées, Troplong, n. 274 et 275; Dalloz, n. 195.]

¹² C'est une sorte d'action en dommages-intérêts que l'art. 2024 accorde à la caution. Les nombreuses questions de fait auxquelles cette action peut don-

ner lieu doivent être décidées par le juge, suivant les circonstances. V. les discussions sur cet article. L'art. 2209 ne reçoit pas d'application dans ce cas, Cass., 8 avril 1835, S. V., 35, 1, 717; [Troplong n. 276 et s.; Dalloz, n. 202.]

— Il est à remarquer d'ailleurs que tout retard dans la poursuite n'est pas une cause nécessaire de responsabilité. [C'est le défaut de poursuites en temps opportun, Troplong, n. 279 et 280. — D'un autre côté, le créancier ne serait pas responsable du dépérissement des biens du débiteur s'ils avaient été indiqués par la caution avant toutes poursuites exercées contre elle, puisque tant qu'elle n'est point poursuivie, elle ne peut invoquer ni le bénéfice de discussion ni aucun des privilèges qui en découlent, Duranton, 18, n. 399; Dalloz, n. 201.]

¹³ [Soit expressément, soit tacitement. V. Pothier, n. 409; Troplong, n. 240; Dalloz, n. 175. — Ainsi la caution salariée peut être plus facilement présumée avoir renoncé au bénéfice de discussion, Massé, 6, n. 378. — Selon quelques auteurs le bénéfice de discussion ne serait pas admis en matière commerciale, parce qu'il nuirait à la prompte conclusion des affaires, Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 561; Troplong, n. 253. — Mais cette opinion est combattue avec raison par d'autres auteurs qui se fondent sur que qu'aucun texte du Code de commerce n'interdit le bénéfice de discussion qui, étant de droit commun, peut être invoqué en matière commerciale comme en matière civile, Pardessus, n. 354; Vincens, 2

avec le débiteur principal¹⁴. Dans ce dernier cas, les principes qui régissent les obligations solidaires en général sont applicables à la caution¹⁵, art. 2021. V. les art. 1206 et 1294, alin. 3.

Dans tous les cas, la caution, soit qu'elle ne puisse, soit qu'elle ne veuille faire usage du bénéfice de discussion, peut opposer au créancier non-seulement les exceptions qui lui appartiennent personnellement¹⁶, mais encore toutes celles qui appartiennent au débiteur principal¹⁷, excepté toutefois celles qui se fondent sur

p. 28 et 136; Massé, 6, n. 377; Dalloz, n. 176, pourvu toutefois qu'il n'y ait pas solidarité entre la caution et le débiteur principal. V. *inf.*, note 14. — Il est d'ailleurs hors de doute que le non-commerçant peut opposer l'exception de discussion au créancier commerçant envers lequel il s'est obligé comme caution dans la forme ordinaire, Troplong et Dalloz, *loc. cit.* — La caution qui vient à hériter du débiteur principal ne peut plus évidemment demander la discussion, Troplong, n. 236; Dalloz, n. 174. — Quant au certificateur de caution, il peut demander la discussion de la caution, comme la caution peut demander celle du débiteur principal, Cass., 4 mars 1851, S. V., 51, 1, 389. — Il y a plus, la clause par laquelle la caution renonce à ce bénéfice n'est pas opposable au certificateur de la caution qui n'est évidemment obligé, à moins de convention spécialement contraire, que pour le cas où la caution ne serait pas solvable, Troplong, n. 242; Dalloz, n. 177.]

¹⁴ [La solidarité emporte renonciation parce que la solidarité a précisément pour résultat de permettre au créancier d'agir contre la caution comme contre un débiteur principal. Ainsi un donneur d'aval qui est solidairement tenu avec le tireur et les endosseurs ne peut jamais demander la discussion des obligés principaux, Com., 142. — La caution judiciaire ne peut pas non plus demander la discussion du débiteur principal, art. 2042 et 2043.]

¹⁵ Au contraire, la caution non solidaire, qui a simplement renoncé au bénéfice de discussion, ne cesse pas de devoir être considérée comme une caution, Delvincourt sur l'art. 2021. V. aussi Com., art. 140 et 142. [V. *inf.*, note 17.]

¹⁶ Ainsi, par exemple, la caution peut opposer à titre de compensation sa créance personnelle contre le créancier, [Massé, 6, n. 389.]

¹⁷ V. Maleville sur l'art. 2026; Delvincourt, 3, p. 253 et 666; [Dalloz, n. 306.

et s., 328 et s.; Troplong, n. 498 et s.] Ainsi la chose jugée en faveur du débiteur principal profite à la caution, Merlin, *vo* Caution, § 4, n. 3; [Pothier, n. 381; Troplong, n. 510; Dalloz, n. 316.] Et réciproquement la chose jugée contre le débiteur principal peut être opposée à la caution, Grenoble, 10 janv. 1832, S. V., 33, 2, 160; [Merlin, *Quest. de droit*, *vo* Chose jugée, § 18, n. 5, et *vo* Acquiescement; Troplong, n. 511; Dalloz, n. 317; Cass., 27 nov. 1811.] Il suit de là que la caution peut interjeter appel du jugement auquel le débiteur principal a acquiescé, Merlin, *Rep.*, *loc. cit.*, [et *Quest.*, *vo* Acquiesc.; Troplong, n. 514 et s.; Ponsot, n. 364; Dalloz, n. 318. — Mais la caution ne pourrait pas appeler si le délai de l'appel était écoulé, et cela encore bien que le jugement ne lui eût pas été signifié personnellement, si la signification en avait été faite au débiteur, la caution étant, en pareil cas, représentée par celui-ci, Troplong, n. 516; Ponsot, n. 366. — *Contrà*, Merlin, *Quest.*, *vo* Appel, § 8; Dalloz, *vo* Appel civil, n. 960, et *vo* Cautionnem., n. 318. — Par la même raison, la voie de la tierce opposition n'est pas ouverte au fidéjusseur, Cass., 27 nov. 1811; Troplong, *ibid.* — *Contrà*, Duranton, 13, n. 517. — La transaction intervenue entre le créancier et le débiteur et contenant des stipulations avantageuses pour celui-ci, profite à la caution, Pothier, n. 381; Troplong, n. 508; Dalloz, n. 319; tandis qu'au contraire la transaction qui aggrave la position du débiteur n'est pas opposable à la caution, Troplong, n. 507; Dalloz, *ibid.* Il y a plus : si une transaction favorable au débiteur est ensuite remplacée par une transaction défavorable, la caution peut répudier celle-ci, pour s'en tenir à la première, aux résultats de laquelle elle avait un droit acquis, Pothier, Dalloz, *ibid.*; Duranton, 13, n. 361; Troplong, n. 508 et 509. — Toutefois il a été jugé, avec raison, que la transaction par laquelle

l'incapacité personnelle de ce dernier¹⁸; art. 2036. V. aussi art. 1208 et 2012.

Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur et pour une même dette; chaque caution est tenue de toute la dette¹⁹, art. 2025. Cependant si l'une des cautions est poursuivie seule pour le tout, elle peut opposer le bénéfice de division, c'est-à-dire demander à n'être condamnée que pour sa

l'obligé principal renonce à l'effet du jugement qu'il a obtenu et qui réduit la dette, jugement dont le créancier a interjeté appel, peut être opposée à la caution qui n'a été partie ni au jugement ni à la transaction. Dans ce cas, en effet, la transaction qui, en présence d'un jugement remis en question par l'appel, maintenait la convention primitive, ne pouvait être considérée comme aggravant la position du débiteur principal, Cass., 10 juill. 1849, S. V., 40, 1, 577. — Le serment prêté par le débiteur opère la libération de la caution, Pothier, n. 381; Troplong, n. 515; Dalloz, n. 314; et, par contre, la caution est liée par le refus du débiteur de prêter serment, comme par le serment que le créancier a prêté sur la délation qui lui en a été faite par le débiteur, Ponsot, n. 360; Troplong, *Ibid.* — *Contra*, Duranton, 15, n. 607. — En général, la caution peut se prévaloir de toutes les causes d'extinction de l'obligation principale qui ne sont pas purement personnelles au débiteur, telles que le paiement, la compensation, la confusion, la remise de la dette, la prescription, etc. V. *inf.*, § 763. — On a agité à cet égard la question de savoir si la disposition de l'art. 2036, qui permet à la caution d'opposer au créancier les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, peut être invoquée, non-seulement par la caution simple, mais encore par la caution solidaire. Un arrêt de la Cour de Colmar, du 16 juin 1821, a décidé que l'art. 2036 ne s'applique qu'à la caution simple, en se fondant sur l'art. 1294, aux termes duquel le débiteur solidaire ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à son codébiteur; mais l'opinion contraire a prévalu avec raison. V. Toullier, 7, n. 376; Ponsot, n. 566; Troplong, n. 522; Dalloz, n. 360. La caution qui s'est obligée solidairement n'est point devenue pour cela un débiteur solidaire. Elle ne cesse point d'être caution et, par conséquent, d'être accessoirement obligée. L'art. 2021 dispose,

il est vrai, que l'engagement de la caution, qui s'est obligée solidairement avec le débiteur, se règle par les principes établis pour les dettes solidaires. Mais cette assimilation ne doit pas être étendue au delà du cas particulier prévu dans cet art. 2021. C'est pourquoi le donneur d'aval, qui n'est pas un débiteur principal mais une caution solidaire, art. 141 et 142 Com., peut opposer au créancier les exceptions qui proviennent du chef des débiteurs principaux, Merlin, *Quest. de droit*, v° *Aval*, § 2; Ponsot, n. 423; Troplong, n. 524; Dalloz, n. 351; Massé, 6, n. 203.]

¹⁸ [La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal et qui sont inhérentes à la dette, parce que ces exceptions font qu'il n'y a pas de dette à laquelle puisse se rattacher le cautionnement. Elle ne peut, au contraire, opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur, par exemple celles qui sont fondées sur l'incapacité juridique de ce dernier, V. *sup.*, § 759, note 15, parce que ces exceptions qui ont pour résultat de faire que le débiteur n'est pas obligé; n'ont pas pour résultat de faire qu'il n'y ait pas d'obligation.] — Réciproquement le créancier peut opposer à la caution les exceptions qu'il pourrait opposer au débiteur principal, Cass., 22 nov. 1825. — [V. *sup.*, note 17, ce qui a été dit relativement à la chose jugée.] — Par la même raison les actes exécutoires contre le débiteur principal le sont également contre la caution.]

¹⁹ Chaque caution, en particulier, n'est pas tenue *in solidum*, mais seulement *in totum*; c'est une obligation indivisible *solutions*. La prescription interrompue contre l'une des cautions ne l'est donc pas, en même temps, contre les autres, Delvincourt sur l'art. 2025. [Nous ne croyons pas que cette opinion doive être admise; les coobligés ne peuvent être tenus, chacun pour le tout, qu'en vertu d'une solidarité légale qui ne cesse que par l'exercice du bénéfice de

part au paiement de cette dette²⁰, à moins qu'elle n'ait renoncé à ce bénéfice²¹.

Si, au moment où la division est judiciairement prononcée, l'une des cautions est insolvable, la caution qui a obtenu la division est proportionnellement tenue de cette insolvabilité²². Mais

division que leur accorde l'art. 2026, V. *inf.*, note 20; jusque-là ils sont régis par l'art. 2249, aux termes duquel l'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires interrompt la prescription contre tous, Troplong, n. 286 et s.; Dalloz, n. 209.] — Sur le cas où plusieurs personnes se sont rendues cautions de plusieurs débiteurs d'une même dette, V. Duranton, 11, n. 186, et 18, n. 341.

²⁰ *Beneficium divisionis*. La caution peut renoncer à la fois au bénéfice de division et au bénéfice de discussion, § 44, Inst., *De fidejuss.* V. sur le bénéfice de division, Pothier, n. 416 et s.; Pigeau, 1, p. 190, et 2, p. 9. — Le bénéfice de division profite aux cautions qui se sont conjointement engagées, lors même qu'elles se sont engagées à des époques différentes, Delvincourt, sur l'art. 2026. L'exception de division peut être proposée en tout état de cause, Favard, v^o *Cautionnement*, sect. 1, § 2; Duranton, 18, n. 348. V. aussi L. 10, Dig., *De fidejuss.* [Le bénéfice de division n'est pas une exception *dilatatoire*, comme le bénéfice de discussion, mais une exception *péremptoire* et, par conséquent, opposable jusqu'au jugement de condamnation, Ponsot, n. 220; Troplong, n. 295 et 296; Dalloz, n. 205. Mais il faut que la division soit demandée; elle ne peut être suppléée d'office par le juge, Troplong, n. 297; Dalloz, n. 208. — Du reste les cautions ne peuvent demander la division qu'après que l'action a été formée contre elles par le créancier; elles ne pourraient prévenir cette action en offrant avant toute demande leur part dans la dette cautionnée, Pothier, n. 535; Ponsot, n. 123 et 298; Troplong, n. 299; Dalloz, n. 214.]

²¹ Si les cautions se sont engagées solidairement entre elles ou avec le débiteur principal, elles sont présumées avoir renoncé au bénéfice de division, Pothier, n. 417; Pigeau, 1, p. 191; Duranton, 18, n. 343 et s.; [Ponsot, n. 209; Troplong, n. 301; Dalloz, n. 210.] V. cependant Delvincourt sur l'art. 2025. — [Le bénéfice de division ne peut être réclamé par un donneur, d'avai, puisqu'il est obligé solidaire, Troplong, n. 501; Dalloz, n. 212. V. *sup.*, note 14. Mais le codéjussé poursuivi

extrajudiciairement peut invoquer le bénéfice de division, même après la vente de ses biens, et tant que les derniers ne sont pas partagés. On ne saurait voir une renonciation à ce bénéfice dans le silence qu'il a gardé lors de la saisie et de la vente, puisque ce silence peut n'avoir eu d'autre cause que l'impossibilité où il se trouvait de payer sa part de la dette, Ponsot, n. 222; Troplong, n. 298; Dalloz, n. 206. On peut, au surplus, appliquer ici ce que nous avons dit, *sup.*, note 13, de la renonciation au bénéfice de discussion. — La division a lieu d'ailleurs entre cautions judiciaires, comme entre cautions conventionnelles, arg. art. 2045; Troplong, n. 303. — Quant au certificateur de caution, vis-à-vis duquel la caution se trouve dans la même position qu'un débiteur principal, il ne peut demander la division entre lui et la caution, Pothier, n. 419; Ponsot, n. 212; Troplong, n. 305; Dalloz, n. 213.]

²² [On doit assimiler à un insolvable celui dont tous les biens sont situés à l'étranger, Troplong, n. 312; Dalloz, n. 219. — Mais la caution insolvable, de même que celle qui est assimilée à un insolvable, doit être considérée comme solvable, lorsqu'elle a un certificateur présentant lui-même une solvabilité suffisante, Pothier, n. 421; Troplong, n. 311; Dalloz, n. 225. — La restitution qu'un incapable a obtenue contre le cautionnement auquel il s'est soumis empêche le codéjussé de pouvoir demander la division : la nullité de l'engagement d'une caution équivaut à son insolvabilité, Pothier, n. 425; Troplong, n. 313; Dalloz, n. 216. — Il est à remarquer, d'ailleurs, que la caution qui demande la division n'est pas tenue de faire l'avance des frais comme celle qui demande la discussion, Duranton, 18, n. 348; Troplong, n. 315; Dalloz, n. 218. — Toutefois, si le créancier alléguait l'insolvabilité des autres cautions, celui qui demande la division pourrait sans doute, en offrant sa part de la dette, exiger que le créancier discutât les autres pour le surplus. Mais alors cette discussion aurait lieu à ses risques et périls, Pothier, n. 423; Troplong, n. 316.]

elle ne peut être recherchée à raison des insolvabilités survenues depuis la division, art. 2026.

Si le créancier a lui-même opéré la division, soit en acceptant un paiement partiel²³, soit en divisant son action²⁴, il ne pourra plus revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolvables²⁵, art. 2027.

§ 761. Des effets du cautionnement entre le débiteur principal et la caution.

La caution qui a payé la dette¹ a son recours contre le débiteur principal, soit que le cautionnement ait été donné au su ou à l'insu de ce dernier². En conséquence, la caution a contre le

²³ [V. art. 1211 ; Troplong, n. 318 ; Dalloz, n. 228.]

²⁴ [Duranton, 18, n. 347 ; Ponsot, n. 126 ; Troplong, n. 320 ; Dalloz, *ubi sup.*]

²⁵ V. cependant art. 1211 et 1212 ; V. aussi Pigeau, 1, p. 191 ; Duranton, 18, n. 347. [Suivant ces auteurs et ceux qui ont été cités à la note précédente, l'art. 2027 n'est pas applicable, malgré la division opérée par le créancier dans son action, si la caution actionnée a renoncé au bénéfice de division. On doit suivre alors la disposition de l'art. 1211, aux termes duquel la demande formée contre l'un des codébiteurs solidaires, pour sa part, n'emporte remise de la solidarité à son profit, qu'autant qu'il a acquiescé à la demande, ou qu'il est intervenu un jugement de condamnation.]

¹ L. 12, Dig., *Mandati* ; L. 26, § 4, Dig., *De fidejuss.* ; Pothier, n. 431 et s. [Le paiement doit s'entendre ici, non dans son sens propre, mais de tout fait par lequel la caution s'est dépouillée pour arriver à l'extinction de la dette. Ainsi la compensation est un paiement ; ainsi, encore, la remise de la dette faite sans réserve par le créancier au fidéjusseur est un paiement, puisque cette remise est une libéralité faite à la caution, qui débourse en réalité tout ce qu'elle ne reçoit pas, Pothier, n. 431 ; Duranton, 18, n. 349 ; Troplong, n. 336 ; Dalloz, n. 233. — *Contrà*, Ponsot, n. 282. — Mais il faut que le paiement ait été bien fait ; c'est-à-dire que la caution n'ait pas négligé d'opposer des moyens qui auraient pu faire tomber

la demande du créancier, Troplong, n. 338. Ainsi la caution qui, par ignorance du droit, a acquitté une obligation nulle, ne peut se faire rembourser par le débiteur, Dalloz, n. 234. Ainsi la caution ne peut se dispenser d'opposer la prescription, ou, tout au moins, si ce moyen répugne à sa conscience, de mettre en cause le débiteur principal, pour qu'il soit en mesure de la proposer lui-même, Pothier, n. 435 ; Ponsot, n. 247 ; Troplong, n. 339 ; Dalloz, n. 235. Mais la caution n'est pas tenue d'opposer les exceptions qui lui sont exclusivement personnelles ; elle peut, par conséquent, recourir contre le débiteur principal pour lequel elle a payé sans se prévaloir, soit de son état de minorité, soit de l'expiration du temps limité pour lequel elle s'était engagée, Troplong, n. 340 ; Dalloz, n. 236. — La caution qui a payé avant le terme ne peut recourir contre le débiteur qu'après l'échéance de la dette, à moins qu'il ne soit tombé en faillite ou en déconfiture, Duranton, n. 349 ; Dalloz, n. 236.]

² Dans le premier cas la caution a l'action *Mandati contrariam* ; dans le second, l'action *Negotiorum gestorum*, Duranton, 18, n. 315 et s. ; [Troplong, n. 328. — Le recours ouvert par l'art. 2028 appartient même au fidéjusseur qui a cautionné le débiteur principal contre la volonté de celui-ci, parce qu'il doit être considéré comme ayant utilement géré l'affaire du débiteur, et qu'il a dès lors contre lui l'action *Negotiorum gestorum* : à moins qu'il ne soit démontré qu'il a voulu lui faire une donation, Troplong, n. 329. V. *sup.*, § 757.]

débiteur une action en remboursement tant des sommes qu'elle a déboursées en capital, intérêts et frais, V. § 757, que des intérêts de ces sommes⁵, à compter du jour de chaque déboursé⁶, et de plus en indemnité du dommage qu'elle peut avoir souffert⁷.

Dans les frais dont le remboursement est dû sont compris tant ceux dont la caution devait tenir compte au créancier, aux termes de l'art. 2016, que ceux auxquels la caution a été elle-même condamnée sur la poursuite du créancier. Toutefois, en ce qui touche ces derniers frais, le débiteur n'est tenu que des frais de la poursuite dirigée contre lui et des frais faits *post litis denunciationem*⁸, art. 2028.

La caution qui a payé la dette est subrogée légalement dans tous les droits du créancier, art. 2029. V. aussi art. 1251, alin. 3⁷.

⁵ Ainsi, elle n'a pas droit seulement à la restitution des intérêts qu'elle a payés, Duranton, 18, n. 352; [Dalloz, n. 241; Troplong, n. 345; Toulouse, 4 fév. 1829.]

⁶ [Et non point seulement à partir du jour de la demande de la caution : les avances de la caution comme du mandataire produisent des intérêts de plein droit.] Arg. art. 2001 et 1153; Cass., 21 juin 1825. [Delvincourt, 3, p. 145; Duranton, 18, n. 352; Ponsot, n. 240; Troplong, n. 345. — *Contrà*, Pothier, n. 441. — Il en serait ainsi alors même que le cautionnement aurait été donné à l'insu du débiteur, Delvincourt, *ibid.*; Duranton, *ibid.*; Ponsot, n. 241; Troplong, n. 346.]

⁷ C'est ce qui a lieu, par exemple, si la caution a été emprisonnée, ou si ses biens ont été saisis, [Troplong, n. 351.] V. cependant, sur le cas où la caution est salariée, Delvincourt, sur l'art. 2028. [Selon cet auteur, la caution salariée ne peut réclamer que l'intérêt légal de ses avances, sans autres dommages-intérêts. Mais cette distinction ne repose sur aucun fondement juridique, et on ne voit pas en quoi le salaire attribué à une caution dispenserait le débiteur de l'indemniser des dommages imprévus qu'elle a soufferts et dont le salaire ne pourrait être la compensation. Duranton, 18, n. 351; Ponsot, n. 239; Dalloz, n. 243.]

⁸ Arg. art. 2016. V. aussi Delvincourt, sur l'art. 2028; Duranton, 18, n. 350. La rédaction de l'art. 2028 est défectueuse. [Il semble, en effet, résulter de cet article que la caution n'a de recours que pour les frais qu'elle a faits depuis la dénonciation des poursuites

dirigées contre elle, et qu'elle ne peut répéter ceux qui n'ont pas été faits par elle, mais contre elle et contre le débiteur, ce qui évidemment n'est pas admissible, Delvincourt, 3, p. 145; Duranton, 18, n. 350; Ponsot, n. 256; Troplong, n. 350; Dalloz, n. 242. — L'action récursoire de la caution dure trente ans. Il en est ainsi alors même qu'elle n'aurait payé au créancier que des prestations annuelles susceptibles de se prescrire par cinq ans : ces prestations constituent un capital qui n'est soumis qu'à la prescription de droit commun, Ponsot, n. 245; Troplong, n. 353 et 354; Dalloz, n. 244.]

⁷ [Cette subrogation, supposant une cession des actions du créancier contre le débiteur, n'a lieu qu'autant qu'il est intervenu un contrat entre la caution et le le créancier; il ne suffirait pas qu'il existât une convention entre la caution et le débiteur, Paris, 27 nov. 1841. S. V., 42, 2, 49; Dalloz, n. 247. Mais il n'est pas nécessaire qu'il soit intervenu un contrat entre la caution et le débiteur : la subrogation a lieu quoique le cautionnement ait été fourni à l'insu du débiteur et même contre son gré, art. 2029 et arg. art. 1251; Troplong, n. 362. — La subrogation ne peut nuire au créancier : *Creditor non videtur cessisse contrà se*. Ainsi, par exemple, la caution d'un fermier qui a payé les fermages par lui dus ne peut, à défaut de remboursement, demander, sans le consentement du bailleur, la résiliation du bail, Ponsot, n. 260; Troplong, n. 362; Dalloz, n. 248. — Ainsi, encore, celui qui n'a cautionné que la moitié d'une dette garantie par une hypothèque ne peut,

Lors donc qu'une personne a cautionné plusieurs débiteurs solidaires, elle peut, après avoir payé, exercer son recours solidairement contre chacun d'eux⁸, art. 2030.

Néanmoins, la caution qui a payé n'a pas de recours contre le débiteur principal, dans les deux cas suivants :

1° Si le débiteur, non averti⁹ du paiement fait par la caution, a payé une seconde fois¹⁰;

2° Si la caution a payé, sans avertir le débiteur principal qui avait, à l'époque où le paiement a été fait, des exceptions péremptoires à opposer à la demande¹¹.

au moyen de la subrogation dans le droit hypothécaire du créancier contre le débiteur, exercer ce droit concurremment avec le créancier, ou par préférence à ce créancier qui le prime. Toutefois, cette préférence n'appartient au créancier que pour ce qui lui reste dû sur la dette, dont la caution a payé une partie, non pour les autres créances hypothécaires qu'il peut avoir contre le débiteur. Cass., 27 nov. 1852. S. V., 33. 1, 115; Troplong, n. 367 et s. — La subrogation confère à la caution tous les droits du créancier. V. Bourges, 8 juin 1812; Amiens, 9 nov. 1825. Mais elle ne peut lui en conférer de plus étendus. Troplong, n. 370; Dalloz, n. 250. — Elle a lieu, non-seulement lorsque la caution a payé pour le débiteur, mais encore lorsque le créancier lui a fait remise de la dette, à moins que cette remise n'ait eu pour objet de gratifier le débiteur et non la caution, Troplong, n. 374. V. cependant Ponsot, n. 857. — Il est à remarquer d'ailleurs que la subrogation de la caution dans les droits du créancier n'est pas exclusive de son action personnelle contre le débiteur principal, et que, malgré l'hypothèque conventionnelle qui lui appartiendrait du chef du créancier, elle peut obtenir de son chef propre une condamnation emportant hypothèque judiciaire contre le débiteur principal. Paris, 26 avr. 1838. Dall., 38, 2, 161. V. aussi Dalloz, n. 255.]

⁸ Qu'id si la caution ne s'est obligée que pour l'un des débiteurs solidaires, ou s'est obligée pour plusieurs débiteurs tenus seulement pour leur part et portion ? V. Delvincourt, sur l'art. 2030. [Dans le premier cas, la caution a un recours pour le tout contre celui des débiteurs solidaires qu'elle a cautionné, mais elle ne peut poursuivre les autres que chacun pour sa part; arg. art. 1213 et 1214; Duranton, n. 355;

Ponsot, n. 261; Troplong, n. 379; Dalloz, n. 257; Cass., 19 avr. 1854, S. V., 55, 1, 18. — *Contrà*, Marcadé, sur l'art. 1252; Gauthier, *De la subrogation*, n. 433 et s. — Il en est ainsi, alors même que la caution aurait été subrogée conventionnellement aux droits du créancier contre le débiteur, cette subrogation conventionnelle ne pouvant changer la position que, par l'effet de la subrogation légale, la loi a faite à la caution, Ponsot, Troplong, Dalloz, *ibid.* — *Contrà*, Duranton, 10, n. 270, et 18, n. 355, et Gauthier, *ibid.* — Dans le second cas, la caution n'a d'action contre chacun des débiteurs que pour la part de chacun d'eux, Troplong, n. 378; Dalloz, n. 256.]

⁹ [Aucune forme particulière n'est requise pour l'efficacité de l'avertissement que la caution doit donner au débiteur; la caution peut prouver par tous moyens, et notamment à l'aide de la preuve testimoniale, que le débiteur a été averti, Dalloz, n. 256.]

¹⁰ Réciproquement la caution qui paye une seconde fois, lorsque le débiteur principal a déjà payé, a un recours contre celui-ci, si elle n'a pas été avertie du paiement, alors du moins qu'elle ne s'est pas rendue caution à l'insu du débiteur principal, L. 29, § 2, Dig., *Mandati*; Pothier, n. 438; [Troplong, n. 382; Dalloz, n. 258; Lyon, 14 mai 1857, S. V., 58, 2, 16.]

¹¹ Les mots « sans être poursuivie » de l'art. 2031 sont superflus, Delvincourt sur cet article; Duranton, 18, n. 357. [Selvant ces auteurs, la caution est tenue d'avertir le débiteur principal dans le cas même où elle paye après des poursuites dirigées contre elle. Mais c'est une erreur, et c'est avec raison que l'art. 2031, alin. 2, ne prive de son recours la caution qui a payé sans avoir averti que lorsqu'elle a payé sans être poursuivie. Il est évident, en effet,

Toutefois, dans ces deux cas, la caution a, selon les circonstances, une action en répétition contre le créancier, art. 2031. V. art. 1640.

La caution peut même, avant d'avoir payé, agir¹² contre le débiteur principal pour être par lui indemnisée¹³ :

1° Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement¹⁴;

2° Lorsque le débiteur est tombé en déconfiture¹⁵, ou si, étant commerçant, il a fait faillite¹⁶;

3° Lorsque le débiteur s'est obligé à rapporter à la caution sa décharge dans un certain délai;

4° Lorsque la dette principale est devenue exigible par l'échéance du terme;

5° Lorsque la dette ne porte aucun terme d'échéance. Dans ce cas cependant, l'action de la caution ne peut être intentée qu'au bout de dix ans¹⁷; c'est ce qui a lieu, par exemple, au cas de cautionnement d'une rente constituée¹⁸. Mais il faut revenir à la règle,

qu'il n'y a aucune omission imputable à la caution qui paye après poursuites; c'est au contraire le débiteur qui est en faute de n'avoir pas prévenu la caution qu'il avait des moyens pour faire repousser la demande, Ponsot, n. 249; Troplong, n. 383 et s.; Dalloz, n. 259.]

¹² [Elle peut former une action en justice, mais non diriger des poursuites par voie parée, si elle n'a pas un titre exécutoire.] Bordeaux, 22 fév. 1832, S. V., 32, 2, 379; [Dalloz, n. 261; Troplong, n. 392.]

¹³ C'est-à-dire, par exemple, pour être libérée des conséquences du cautionnement, Delvincourt, sur l'art. 2032; Duranton, 18, n. 359. L'art. 2032 se sert du mot *indemnité*, parce que les fins de l'action peuvent différer, selon les circonstances. Jamais, du reste, la caution ne peut forcer le créancier à intenter son action contre le débiteur, Pothier, n. 499; Duranton, 18, n. 339. [La loi a voulu par là désigner le droit de la caution d'agir pour faire condamner le débiteur ou à désintéresser le créancier par un moyen quelconque, ou à remettre à la caution les fonds nécessaires pour payer, faute de quoi elle peut, en vertu du jugement de condamnation par elle obtenu, saisir les biens du débiteur pour en employer le produit à payer le créancier, Troplong, n. 394; Dalloz, n. 264.]

¹⁴ [V. la note qui précède.]

¹⁵ [La caution peut agir contre le débiteur, avant d'avoir payé, alors même que la déconfiture de celui-ci ne serait

pas totale, si, d'ailleurs, il a sérieusement diminué les sûretés de la caution, arg. art. 1188. L'action de la caution contre le débiteur déconfit tend à obtenir un titre pour saisir les biens qui lui restent, n. 442; Troplong, n. 395; Dalloz, n. 272.]

¹⁶ [Dans ce cas, l'action de la caution tend à son admission au passif de la faillite, pourvu que le créancier ne s'y présente pas lui-même, et à la condition, d'ailleurs, de faire servir les fonds à l'acquittement de la dette cautionnée, Duranton, 18, n. 260; Pardessus, n. 1216; Troplong, n. 396; Ponsot, n. 266; Paris, 2 juin 1853, S. V., 53, 2, 564.]

¹⁷ [La loi n'a pas voulu que la caution fût indéfiniment obligée.]

¹⁸ [Bruxelles, 1^{er} fév. 1827, Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Caution*, § 3; Troplong, n. 405; Dalloz, n. 277. Dans ce cas, en effet, le débiteur étant toujours maître de rembourser la rente, on ne peut pas dire qu'elle ait un terme d'échéance déterminé. — *Contrà*, Duranton, 18, n. 364. — Lorsqu'à l'expiration des dix ans, la caution a remboursé elle-même le capital de la rente pour se libérer de son obligation, elle peut répéter contre le débiteur principal la somme qu'elle a employée à ce rachat, parce que, dans ce cas, elle n'agit point comme subrogée aux droits du créancier, mais par l'action *Mandati contraria*, et que le débiteur ne saurait être fondé à lui refuser le remboursement d'un capital qu'elle pouvait, en exigeant

et la caution ne peut exercer de recours contre le débiteur qu'après avoir payé, si la dette a un terme d'échéance déterminé ou indéterminé, quelque éloigné qu'il soit, par exemple, lorsque la caution a pour objet une rente viagère ou les actions dérivant de l'administration d'une tutelle¹⁹. Art. 2032.

§ 762. Des effets du cautionnement entre cofidéjusseurs.

Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions du même débiteur et de la même dette, celle des cautions qui a payé la dette en entier ou qui a payé plus que sa part a contre les autres cautions¹ le même recours que contre le débiteur principal². V. le paragraphe qui précède. Mais elle ne peut exercer ce recours

sa décharge, le contraindre de rembourser lui-même au créancier, Pothier, n. 445; Merlin, *Quest. de droit*, v° *Caution*, § 4; Ponsot, n. 272; Troplong, n. 406; Dalloz, n. 280. — Toutefois la caution serait sans action contre le débiteur, si ce dernier prouvait que la caution a remboursé avec trop de précipitation et qu'il était en son pouvoir de la décharger autrement que par le remboursement de la rente, Troplong, n. 407. — La caution serait encore sans action en répétition contre le débiteur, si elle avait remboursé la rente avant l'expiration des dix ans après lesquels elle peut réclamer la décharge; elle devrait alors se contenter de la subrogation dans les droits du créancier, Merlin, *ibid.*; Troplong, n. 408. — Elle ne pourrait même, dans ce cas, exercer son action en répétition, après l'expiration des dix ans, le remboursement ayant éteint le cautionnement, pour ne laisser subsister que la créance, Merlin, *ibid.*; Troplong, n. 409. — *Contrà*, Pothier, n. 444.]

¹⁹ [Ou bien encore lorsque la caution a pour objet la restitution de la dot, ou un usufruit, Pothier, n. 443 et 444; Troplong, 406 et 404. — Faisons remarquer, en terminant, que l'énumération faite par l'art. 2032 des cas dans lesquels la caution peut agir contre le débiteur avant d'avoir payé est essentiellement limitative, et qu'on ne peut, par voie d'analogie, admettre au profit de la caution toutes les causes qui autorisent le mandataire à demander sa décharge, Ponsot, n. 274; Troplong, n. 410. — Le bénéfice de l'art. 2032 ne peut, d'ailleurs, être invoqué par le fidéjusseur qui a cautionné le débiteur malgré lui; mais il

profite au fidéjusseur qui a cautionné le débiteur à son insu, et a géré utilement l'affaire de celui-ci, Ponsot, n. 276; Troplong, n. 411 et s.]

¹ [Sans distinction entre le cas où elles se sont engagées par le même acte et celui où elles se sont engagées par actes séparés et successifs, Ponsot, n. 282; Troplong, n. 426. — Le recours ainsi accordé à une caution contre ses cofidéjusseurs ne lui appartient pas également contre celui qui, sans se rendre caution personnellement, a constitué une hypothèque sur ses biens pour sûreté de la dette cautionnée, puisque la caution ne pourrait agir contre celui qui a constitué l'hypothèque qu'après avoir payé, et qu'après le paiement fait par la caution l'hypothèque est devenue sans objet par la libération du débiteur principal vis-à-vis du créancier, Troplong, n. 427 et s. — *Contrà*, Ponsot, n. 283 et s.]

² [C'est-à-dire que la caution qui a payé a contre ses cofidéjusseurs soit une action naissant de la subrogation du fidéjusseur aux droits du créancier, soit une action provenant du chef du fidéjusseur lui-même et prenant sa source dans la gestion d'affaires, Troplong, n. 421; Dalloz, n. 286; Cass., 21 mai 1855, *Dall.*, 56, 1, 258. — Bien que l'art. 2033 ne prévoie d'une manière expresse que le cas où plusieurs fidéjusseurs ont cautionné un même débiteur pour une même dette, cependant sa disposition serait également applicable à l'hypothèse où plusieurs débiteurs solidaires auraient fourni chacun un fidéjusseur particulier qui n'aurait cautionné que lui; dans ce cas, les codébiteurs

contre chacune de ces cautions eu particulier que pour la part de chacune d'elles², et elle ne le peut qu'autant qu'elle a payé⁴ dans l'un des cas énumérés à l'art. 2032³. V. art. 2033. V. aussi art. 2029.

§ 763. Comment s'éteint le cautionnement.

Les obligations qui naissent du cautionnement s'éteignent par les mêmes causes que les obligations en général et les obligations accessoires en particulier¹, art. 2034. V. aussi art. 2035.

principaux étant, par l'effet de la solidarité, tenus de la même obligation, la caution de chacun d'eux serait en quelque sorte aussi la caution des autres, Pothier, n. 413; Ponsot, n. 243; Troplong, n. 441; Dalloz, n. 294.]

² [Il en est de même, quoique la caution se soit fait expressément subroger aux droits du créancier qui avait une action solidaire contre tous les fidéjusseurs, la subrogation expresse ne pouvant produire plus d'effets que la subrogation légale, et ce recours solidaire d'un fidéjusseur contre les autres fidéjusseurs, auxquels il serait tenu de céder ses actions, ne pouvant conduire qu'à un circuit d'actions qui n'aurait d'autre résultat final que de faire payer à chacun d'eux sa part et portion, Pothier, n. 281 et 523; Ponsot, n. 290; Troplong, n. 433 et s.; Dalloz, n. 291. — *Contrà*, Toullier, 7, n. 163.]

⁴ Le Code s'écarte ici de l'ancienne jurisprudence. V. L. 39, Dig.; L. 11, C., *De fidej.* Le principe de cette déviation se trouve dans l'art. 2029, [qui ne fait résulter la subrogation de la caution, dans les droits du créancier, que du paiement de la dette.] V. Malleville, sur l'art. 2033; [Troplong, n. 422; Dalloz, n. 287. — Le recours dont il s'agit n'a donc lieu que dans le cas d'un paiement effectif; il ne suffirait pas que la caution fût poursuivie, Troplong, n. 424; Dalloz, *ibid.*]

³ Toutefois, cela ne veut pas dire que la caution ait, dans chacun de ces cas, son recours contre les cautions qui se sont engagées conjointement avec elle. L'art. 2035 n'a voulu poser qu'une condition *sine qua non*, Duranton, 18, n. 366. [Suivant cet auteur et Ponsot, n. 292, la caution n'aurait un recours contre ses codéjusseurs qu'autant qu'elle aurait payé dans les cas indiqués aux n. 1, 2 et 4 de l'art. 2032. Mais la généralité des termes de l'art. 2033 ne permet pas d'admettre cette opinion.]

¹ Ainsi le cautionnement s'éteint par le paiement. [Lorsque le cautionnement ne porte que sur une partie de la dette, le paiement partiel fait par le débiteur principal doit s'imputer d'abord sur la partie non cautionnée de la dette, et la caution n'est libérée que par un paiement intégral. Il est clair, en effet, que le cautionnement partiel a précisément pour but de garantir dans le total de la dette la partie qui ne serait pas payée par le débiteur principal, Troplong, n. 247, 500 et s.; Dalloz, n. 308; Cass., 12 janv. 1857, S. V., 57, 1, 340. — *Contrà*, Caen, 16 juill. 1851, Dall., 54, 5, 98, et Ponsot, n. 545.] — Mais le créancier ne peut être considéré comme payé, lorsqu'il a été seulement colloqué dans l'ordre ouvert sur le prix des biens du débiteur, tant que cette collocation n'a pas été suivie d'un paiement effectif, Colmar, 22 avr. 1815. — La remise volontaire de la dette accordée au débiteur principal profite à la caution. Favard, *v° Cautionnement*, sect. 1, § 1. V. aussi, sur l'art. 2035, Duranton, 18, n. 374 et s. [Mais il en est autrement de la remise forcée, par exemple, de celle qui est faite au débiteur failli par un concordat : cette remise laisse subsister l'obligation naturelle et, par conséquent, le cautionnement, Pothier, n. 381; Cass., 9 mai 1815, 5 août 1818, 13 fév. 1822; Lyon, 14 juin 1826 et 12 avr. 1832, S. V., 33, 2, 428; Dalloz, n. 306; Troplong, n. 504. V. *sup.*, § 760, note 17. — Le cautionnement prend encore fin : 1° par la compensation qui s'opère entre le créancier et le débiteur principal; — 2° par la prescription de la dette; et remarquant que les actes interruptifs vis-à-vis du débiteur principal interrompent la prescription vis-à-vis de la caution, art. 2250, mais que la renonciation du débiteur à la prescription acquise ne peut nuire à la caution, Troplong, n. 519, V. *sup.*, § 760, note 17; — 3° par le serment prêté par le débiteur, V. *sup.*,

Indépendamment de ces causes d'extinction, la caution est déchargée lorsque, par le fait du créancier², sa subrogation aux droits de ce dernier, par exemple à ses privilèges et hypothèques³, est devenue impossible, art. 2037; à moins cepen-

§ 700, note 17; — 4^e par la chose jugée en faveur du débiteur, V. sup., *ibid.*; — 5^e par la confusion résultant de la réunion des deux qualités de créancier et de débiteur sur la même tête. Si la confusion venait à casser, par suite d'un fait volontaire de celui qui réunit les deux qualités de débiteur principal et de créancier, le cautionnement n'en demeurerait pas moins éteint. Mais il revivrait si la cessation de la confusion résultait d'un fait nécessaire, par exemple, de l'annulation du testament qui l'a produit, Troplong, n. 482; Dalloz, n. 522. — La confusion résultant de la réunion sur la même tête des qualités de caution et de débiteur qui héritent l'un de l'autre éteint le cautionnement, en ce sens qu'il devient sans objet; cependant, si des sûretés spéciales y avaient été attachées, le créancier pourrait s'en prévaloir, sans que le débiteur pût lui opposer la confusion qui s'est opérée, Duranton, 18, n. 375; Ponsot, n. 323; Troplong, n. 483; Dalloz, n. 523; Riom, 5 août 1840, S. V., 40, 2, 493. — Enfin le cautionnement s'éteint par toutes les causes qui entraînent l'extinction de l'obligation principale.]

² Par le fait du créancier, c'est-à-dire *committendo*, et non pas seulement *omittendo*, par exemple, parce qu'il aurait omis de renouveler une inscription, [Pothier, n. 520;] Toullier, 7, n. 171; Favard, v^o Subrogation, § 2, n. 8. — *Contrà*, Duranton, 18, n. 382, et Delvincourt, sur l'art. 2037; [Ponsot, n. 322; Troplong, n. 565; Duvergier, *Vente*, 2, n. 275; Dalloz, n. 337; Massé, 6, n. 397.] La jurisprudence flotte entre les deux opinions. [Les arrêts sont nombreux dans les deux sens. Voici les plus récents parmi ceux qui décident que l'art. 2037 ne s'applique pas aux simples omissions. Caen, 3 juill. 1841, S. V., 41, 2, 494; Toulouse, 19 mars 1842, S. V., 42, 2, 185; Agen, 9 juin 1842, S. V., 42, 2, 543; Bastia, 2 fév. 1846, S. V., 46, 2, 10. Mais la jurisprudence s'est plus généralement prononcée dans le sens qui applique l'art. 2037 tant aux omissions qu'aux commissions, *tam in omittendo quam in committendo*. V. Cass., 14 juin 1841, S. V., 41, 1, 465; 20 mars 1843, S. V., 43, 1, 455; Limoges, 28 mars 1844, S. V., 45, 2, 143;

Bastia, 22 déc. 1847, S. V., 48, 2, 41; Cass., 23 fév. 1857, S. V., 57, 2, 360. C'est aussi cette dernière opinion qui, selon nous, doit être adoptée, et nous ne comprenons pas comment l'opinion contraire a pu trouver des partisans. L'art. 2037 a voulu punir celui qui par son fait a rendu la subrogation impossible. Or, les faits sont négatifs aussi bien que positifs, et il est manifeste que c'est par le fait du créancier que la subrogation ne peut plus avoir lieu, par exemple, dans une hypothèque consentie par le débiteur, aussi bien lorsque le créancier a laissé périmer l'inscription, faute de renouvellement en temps utile, que lorsqu'il en a donné mainlevée. — Toutefois la caution ne serait pas déchargée par les omissions ou par la négligence du créancier à poursuivre le débiteur, si, de son côté, la caution avait tout pouvoir d'agir elle-même contre le débiteur, Agen, 26 nov. 1836, S. V., 37, 2, 102; Troplong, n. 568. V. aussi Cass., 22 janv. 1849, S. V., 49, 1, 182. — La caution ne peut d'ailleurs invoquer le bénéfice de l'art. 2037, lorsque l'impossibilité de la subroger provient du fait d'un autre que le créancier, Cass., 9 et 17 mars 1835, S. V., 35, 1, 696; et elle est à plus forte raison privée de ce bénéfice lorsque l'omission provient de son propre fait, Cass., 23 déc. 1845, S. V., 46, 1, 107.]

³ [V. comme exemples, Cass., 18 déc. 1844, S. V., 45, 1, 108; Orléans, 3 avr. 1851, S. V., 51, 2, 555; Cass., 16 mars 1852, S. V., 52, 1, 636.] La caution est alors dégagée de son obligation soit pour le tout, soit pour partie seulement, Delvincourt, sur l'art. 2037; Toulouse, 2 janv. 1823; [Pothier, n. 557; Ponsot, n. 334; Troplong, n. 572; Dalloz, n. 357. C'est-à-dire que la caution dont la subrogation est devenue impossible pour le tout est totalement libérée, tandis que celle dont la subrogation n'est devenue impossible que pour partie est libérée dans la même proportion.] — La disposition de l'art. 2037 s'applique à la caution solidaire comme à la caution simple, Duranton, 18, n. 382; [Merlin, *Quest.*, v^o Solidarité, § 5; Ponsot, n. 329; Dalloz, n. 354;] Bordeaux, 19 août 1822; Pau, 3 janv. 1824; Cass., 12 mai 1825, S. V., 35, 1, 338; Nancy, 31 juill. 1824,

dant que la perte des sûretés ne soit imputable également à la caution⁴, ou que les sûretés que le créancier a laissé perdre n'aient été acquises que postérieurement au cautionnement⁵.

La caution cesse encore d'être obligée lorsque le créancier a accepté en paiement du débiteur un immeuble ou quelque autre objet⁶, encore que le créancier vienne à en être évincé dans la suite⁷, art. 2038⁸. V. aussi art. 1281.

S. V., 35, 2, 458; Cass., 17 août 1836, S. V., 36, 1, 632; [29 mai 1838, S. V., 38, 1, 550; 14 juin 1841, S. V., 41, 1, 465; 20 mars 1843, S. V., 43, 1, 455; 9 janv. 1849, S. V., 49, 1, 278; 16 mars 1852, S. V., 52, 1, 636; 23 fév. 1857, S. V., 57, 1, 359; Limoges, 28 mars 1844, S. V. 45, 2, 143; Amiens, 25 mars 1847, S. V., 47, 2, 337; Orléans, 3 avr. 1851, S. V., 51, 2, 555. — V. aussi Caen, 3 juill. 1841, S. V., 41, 2, 494; Toulouse, 19 mars 1842, S. V., 43, 2, 185; Agen, 9 juin 1842, S. V., 42, 2, 543. — *Contrà*, Troplong, n. 537 et s.; Maassé, 6, n. 398; Rouen, 7 mars 1818; Limoges, 21 mai 1835, S. V., 35, 2, 455. M. Troplong démontre très-bien, selon nous, que la caution solidaire n'ayant pas le bénéfice de discussion, V. *sup.*, § 761, note 14, ne peut jouir du droit de contraindre le créancier à lui conserver ses actions (*exceptio cedendarum actionum*), qui n'est qu'une conséquence du bénéfice de discussion. Toutefois, nous reconnaissons qu'en présence de l'ensemble imposant de la jurisprudence en sens contraire, qui se fonde sur la généralité des termes de l'art. 2037, il ne serait pas prudent de suivre dans la pratique l'opinion qui, théoriquement, nous paraît devoir obtenir la préférence.] — Celui qui a donné une hypothèque pour sûreté d'une créance au paiement de laquelle il ne s'est pas obligé personnellement ne saurait invoquer la disposition de l'art. 2037, Cass., 6 mai 1816, [Cass., 25 nov. 1812, 10 août 1814; Troplong, n. 561 et 562. D'une part, en effet, celui qui donne une hypothèque n'est pas une caution; et, d'autre part, l'hypothèque spéciale qu'il confère l'assimilant à un tiers détenteur, qui ne jouit pas du bénéfice de discussion, art. 2171, il est par cela même privé de l'exception, *cedendarum actionum*, et du bénéfice de l'art. 2037. — V., *inf.*, le titre *Des hypothèques*.] — Mais cet art. 2037 peut être invoqué par le débiteur principal qui a contracté solidairement, relativement à la portion de la dette qui doit être remboursée par ses codébiteurs à celui qui a payé le tout, Merlin, *Quest.*,

v° *Solidarité*, § 5; Cass., 13 fév. 1816; Nîmes, 3 déc. 1819; [Pothier, n. 520; Duranton, 18, n. 382, note; Toullier, 7, n. 172. — Cette doctrine ne saurait, selon nous, être suivie, puisque le bénéfice de discussion n'appartient pas aux débiteurs solidaires, Toulouse, 19 mars 1842, S. V., 43, 2, 185; Cass., 5 déc. 1845, S. V., 44, 1, 71; Riom, 2 juin 1846, S. V., 46, 2, 370; Dijon, 30 avr. 1847, S. V., 47, 2, 602; Bordeaux, 14 fév. 1849, S. V., 49, 2, 500; Angers, 15 juin 1850, S. V., 51, 2, 59; Paris, 8 mars 1851, S. V., 51, 2, 427; Bourges, 10 juin 1851, S. V., 51, 2, 681; Cass., 13 fév. 1852, S. V., 52, 1, 104; Troplong, n. 563.]

⁴ [V. la note qui précède.]

⁵ Cass., 12 mai 1835, S. V., 35, 1, 338. Toutefois la question est controversée. V. Caen, 18 mars 1828. [On décide, au contraire, généralement et dans le sens de ce dernier arrêt, que la caution est fondée à opposer l'exception de l'art. 2037 et à demander sa décharge, alors même que les sûretés que le créancier a laissé perdre n'ont été acquises que postérieurement au cautionnement et n'existaient pas encore quand la caution a contracté, parce que la caution qui peut faire discuter le débiteur a droit, par conséquent, à toutes les sûretés qu'il a promises, quelle qu'en soit la date, Duranton, 18, n. 382; Ponsot, n. 334; Troplong, n. 570 et s.; Dalloz, n. 356.]

⁶ Il en est autrement *si id quod in obligatione erat solum et evictum est*, Delvincourt, sur l'art. 2038. Mais la règle de l'art. 2038 conserve son effet, alors même que le créancier s'est réservé des droits pour le cas d'éviction, [Troplong, n. 563. — *Contrà*, Ponsot, n. 237.]

⁷ [Quelle que soit, d'ailleurs, la cause de l'éviction, et, spécialement, bien qu'elle ait été prononcée pour cause d'incapacité du débiteur depuis tombé en faillite, Orléans, 30 août 1850, S. V., 51, 2, 44. V. cependant trib. de Castel-Sarrasin, 22 juin 1850, S. V., 50, 2, 417.]

⁸ Le créancier évincé pourra alors, à

Mais la caution n'est point déchargée par la prorogation du terme accordée par le créancier au débiteur⁹. Elle peut seulement, dans ce cas, agir contre le débiteur pour le forcer au paiement, art. 2039. V. art. 2032, alin. 4¹⁰.

§ 764. De la caution légale et de la caution judiciaire.

Dans les cas où, par suite d'une disposition légale ou d'une décision judiciaire¹, il y a lieu de fournir une caution, il faut que la caution présentée réunisse les qualités déterminées par les art. 2018 et 2019. Et de plus, lorsqu'il s'agit d'un cautionnement judiciaire, la caution doit être susceptible de contrainte par corps, art. 2040². V. aussi art. 2060, alin. 5. V. cependant art. 2065.

Le débiteur qui, tenu par la loi ou par un jugement de donner caution, ne peut en trouver, est reçu à fournir à sa place une autre sûreté reconnue comme suffisante par le juge, telle qu'un gage ou nantissement³, art. 2041. V. art. 602 et 603.

La caution judiciaire ne jouit pas du bénéfice de discussion⁴,

son choix, exercer une action en paiement de la dette ou une action en garantie pour cause d'éviction. V. Duranton, 18, n. 383.

⁹ [Mais si la caution ne s'était obligée que pour un temps déterminé, la prorogation de terme accordée par le créancier au débiteur n'empêcherait point qu'elle ne fût libérée à l'expiration du terme convenu. Troplong, n. 575; Dalloz, n. 371; à moins que la fixation de délai faite par elle n'eût pas eu lieu en vue de limiter son engagement, Turin, 3 mess. an X.]

¹⁰ [Ou à lui procurer la décharge, Dalloz, n. 369.]

¹ Le juge peut, selon les circonstances, obliger une des parties à fournir caution, lorsque l'autre n'est condamnée que provisoirement et en attendant la décision définitive sur le fond, ou lorsque, quoique la condamnation soit définitive, un délai pour le paiement est cependant accordé au débiteur condamné, ou lorsqu'il y a lieu de croire que le créancier pourra un jour être obligé à la restitution de ce qu'il a reçu, Pigeau, 2, p. 290 et 292. — Mais on ne peut considérer comme une caution judiciaire celle qui doit être reçue en justice, Merlin, *Questions*, v^o *Vendition*; [par exemple la caution qu'un surenchérisseur doit fournir aux termes de l'art. 2185. Il en est de même de celle qui

doit être fournie par l'héritier bénéficiaire, conformément à l'art 807, Pr. V. cependant Duranton, 7, n. 31;] ni la caution qu'une partie est condamnée à fournir en exécution de son obligation, Pigeau, *loc. cit.* [Dalloz, n. 374.]

² [Celui qui n'est pas contraignable par corps, un député par exemple, ne peut donc servir de caution pour l'exécution provisoire d'un jugement commercial, trib. de com. de la Seine, 27 avr. 1847; Dall., 47, 4, 64 et 4 fév. 1848, Dall., 48, 3, 14.]

³ L'article 2041 ne parle, il est vrai, que d'un gage ou nantissement; mais il ne dispose que par voie d'exemple, et il cite le gage parce qu'il est, après le cautionnement, la meilleure sûreté, Pigeau, 2, p. 293, Favard, v^o *Caution*, § 2; Limoges, 31 août 1809, Rouen, 4 juill. 1828. [Le débiteur, à défaut de caution, pourrait donc offrir une hypothèque, Pigeau, *ibid.*, Toullier, 3, n. 422; Duranton, 4, n. 603; Troplong, n. 592; Dalloz, n. 378. — *Contrà*, Ponsot, n. 386. — Pourvu, toutefois, que la célérité de l'affaire s'accorde avec les formalités de l'hypothèque, Troplong et Dalloz, *loc. cit.*]

⁴ Dans l'ancien droit la caution judiciaire ne pouvait non plus prétendre au bénéfice de division, Maleville, sur l'art. 2042. — [Mais aujourd'hui, aucune loi ne le lui refuse, Ponsot, n. 211; Dalloz, n. 382.]

art. 2042. La caution qui a cautionné sans réserve la caution judiciaire ne peut demander la discussion ni du débiteur principal ni de la caution, art. 2043.

Pour la procédure à suivre en cette matière, V. Pr., art. 517 et s.

TITRE XV.

DES TRANSACTIONS.

ARTICLES 2044 A 2058.

SOMMAIRE.

- § 765. — Définition de la transaction.
 § 766. — Des différentes espèces de transactions.
 § 767. — Conditions de la validité des transactions.
 § 768. — Des effets de la transaction.
 § 769. — Des causes de nullité des transactions.

§ 765. *Définition de la transaction.*

La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation déjà née, ou préviennent une contestation à naître, au moyen de concessions, de renoncations ou de réserves de la part de chacune d'elles¹, art. 2044.

Il faut donc, comme conditions essentielles de ce contrat :

1° Le consentement des parties². Ainsi, une transaction qui repose sur une erreur doit être considérée comme non avenue³.

2° Il faut une contestation née ou à naître entre les parties. Une transaction sur un droit sans fondement *in jure vel in facto* doit donc être également considérée comme non avenue⁴, V. art. 2054 à 2056. Toute transaction sur une contestation sup-

¹ La transaction ne diffère de la remise de la dette et de la renonciation qu'en ce que les deux parties font un sacrifice réciproque, L. 38, C. De transact. ; Pigeau, 1, p. 2 et s. ; Duranton, 18, n. 391 et s. ; [Troplong, n. 18 et s. ;] V. aussi Delvincourt, sur l'art. 2044.

² [Mais le consentement des parties suffit pour donner la perfection au contrat : il n'est pas nécessaire qu'il y ait tradition de la chose convenue. Ce con-

trat est donc consensuel et non réel, Troplong, n. 15.]

³ V. art. 2052 et *inf.*, § 769.

⁴ Une pareille transaction est une obligation sans cause, Duranton, 18, n. 395 et s. ; c'est ce qui a lieu, par exemple, lorsqu'une personne transige sur le dommage qui lui aurait été causé par un délit, qui se trouve ensuite n'avoir pas existé.

posée par les parties dans le seul but de donner à un autre contrat la forme d'une transaction doit donc être considérée comme un contrat simulé⁵. Néanmoins, il n'est pas indispensable que les parties aient des motifs sérieux pour considérer comme litigieux le droit sur lequel elles transigent⁶.

3° Enfin il faut des obligations réciproquement contractées par les parties en vue de terminer la contestation⁷.

La transaction rentre donc dans la catégorie des contrats synallagmatiques parfaits. Cependant il n'est pas nécessaire⁸ que l'une des parties reçoive, conserve ou abandonne autant que l'autre⁹, art. 2052, alin. 2. V. § 769.

La transaction est une sorte de jugement prononcé par les parties elles-mêmes¹⁰, art. 2052, alin. 1 : *Transactio est instar rei judicatæ*¹¹. Cependant la transaction et le jugement diffèrent essentiellement sous le rapport des moyens et des motifs par lesquels ils peuvent être attaqués l'un et l'autre. V. art. 2052 et 2055 combinés avec l'art. 482 Pr.¹².

§ 766. Des différentes espèces de transactions.

La transaction est judiciaire ou extrajudiciaire, selon qu'elle est conclue en justice ou extrajudiciairement. Toutefois, ces deux espèces de transactions sont régies par les mêmes principes.

La transaction arrêtée entre les parties appelées en conciliation devant un juge de paix, et consignée dans un procès-verbal dressé par ce magistrat, doit être considérée comme une transaction extrajudiciaire. Le procès-verbal du juge de paix, qui contient la transaction, n'est point exécutoire et n'emporte point hypothèque judiciaire, bien que d'ailleurs, et sous le rapport de sa force probante, il constitue un acte authentique¹. Pr., art. 54, alin. 2.

On désigne aussi, sous le nom de *transaction judiciaire*, la transaction extrajudiciairement conclue par les parties au sujet

⁵ Marbeau, *Traité des transactions*, n. 521 et s.; V. *sup.*, § 33.

⁶ *Sufficit metus litis instantis vel eventus dubius litis pendens*, L. 65, § 1, Dig., *De conditione indebiti*; Merlin, *Rép.*, v° *Transaction*. [La question de savoir s'il y a lieu de craindre un procès à naître, ou le résultat d'un procès pendant est une question de fait abandonnée aux tribunaux, Duranton, 18, n. 395 et s.; Troplong, n. 5 et s.]

⁷ [V. *sup.* note 1.]

⁸ Marbeau, n. 165; [Troplong, n. 4.]

⁹ [Troplong, n. 20.]

¹⁰ La transaction est, en quelque sorte, un jugement conventionnel sur procès né ou à naître, Marbeau, n. 20.

¹¹ [V. *inf.*, § 768, note 1.]

¹² [V. *inf.*, § 768, notes 2 et s.]

¹ Pigeau, 1, p. 43; Merlin, *Rép.*, v° *Bureau de conciliation*, Marbeau, n. 211; [Toullier, 9 n. 120; 10, n. 271; Troplong, n. 36.]

d'un procès pendant, au moyen d'un acte signé par elles et par leurs avoués, puis remis au tribunal saisi du litige, et convertie ensuite en jugement par ce tribunal. Une pareille transaction judiciaire doit, notamment en ce qui concerne les conditions de sa validité, s'apprécier d'après les principes qui régissent les transactions en général. Mais ce contrat participe en même temps, pour ce qui concerne son exécution, pour l'hypothèque judiciaire et les voies de recours, de la nature des jugements².

§ 767. Conditions de la validité des transactions.

Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des biens compris dans la transaction¹ : *Transigere est alienare*². Indépendamment des conditions générales de capacité requises, il y a encore des dispositions spéciales pour les transactions faites par certaines personnes, par exemple par les mineurs³, art. 467, les communes et les établissements publics⁴, et pour les transactions qui portent sur certains objets, art. 472 et 2045⁵. V. Pr., art. 1004 combiné avec l'art. 83.

La transaction n'est assujettie à aucunes formalités extérieures. Cependant la preuve d'une transaction ne peut jamais être faite par témoins, même dans le cas où l'objet de la transaction est inférieur à 150 fr.⁶, art. 2044, alin. 2.

² On donne à ce jugement le nom de jugement d'expédient ou passé d'accord, Pigeau, 1, p. 461; Marbeau, n. 207; Turin, 29 juill. 1809.

¹ Duranton, 18, n. 407 et s.; Marbeau, n. 113; ainsi la transaction qui a pour objet un droit cédé, consentie après la notification de la cession de ce droit, au débiteur cédé, est nulle, Cass., 4 févr. 1807. V. aussi l'art. 1599.

² [Bien que la transaction soit plutôt déclarative que translatrice de propriété, en ce sens qu'elle a plutôt pour but de reconnaître un droit préexistant que de créer un droit inexistant, cependant, comme elle comporte l'abandon d'une prétention ou d'un droit que l'on croyait avoir, elle emporte par cela même une disposition ou aliénation de ce droit. C'est dans ce sens qu'il est vrai de dire que celui qui transige aliène : *qui transigit alienat*. V. Merlin, *Rép.*, v° *Partage*, § 11; Troplong, n. 7 et s.; et 40.]

³ [V. sup., § 221, notes 43 et s. — Sur la capacité de transiger du mineur commerçant, V. Massé, 6, n. 333. — Sur la

capacité de la femme mariée, marchande publique, V. Massé, n. 334.]

⁴ V. un arrêté du 7 messidor an IX et du 12 frimaire an XII, le décret du 21 janvier 1812, et Merlin, *Rép.*, v° *Transaction*, § 6.

⁵ V. Pigeau, 1, p. 5 et s.; Marbeau, n. 40 et s.; Toullier, 4, n. 54; [Trop-Long, n. 40 et s.]

⁶ L'art. 2044 dit : « Ce contrat doit être rédigé par écrit. » Le sens de ces mots est controversé. Selon l'opinion adoptée dans le paragraphe, laquelle se fonde sur la règle d'interprétation établie au paragraphe 540, l'article 2044 ne concerne que la preuve du contrat. D'autres auteurs veulent au contraire un acte écrit pour la validité du contrat, *ad formam negotii*. V. sur cette question Malleville et Delvincourt, sur l'art. 2044; Pigeau, 1, p. 10; Duranton, 18, n. 406; Marbeau, n. 11 et 202 et s.; Favard, v° *Transaction*, § 1, n. 7; Bruxelles, 1^{re} déc. 1810; Cass., 7 juill. 1829. Mais il paraît certain que l'art. 2044 ne traite pas de *solemnitate*, mais seulement de *probatione transactionis*. Il en est de cet article comme de

La nullité d'une transaction peut être demandée pour cause de dol et de violence, art. 2053, alin. 2. V. § 769.

On peut, en général, transiger sur toute espèce de droits litigieux, notamment sur les dommages-intérêts résultant d'un délit⁷; mais, dans ce cas, la transaction n'empêche pas la poursuite

l'art. 1341, dont la disposition conçue en termes analogues s'occupe de même non de *solemnitate*, sed *tantum de probationibus*. On ne saurait d'ailleurs admettre, dans le doute, que la loi fasse dépendre la validité d'un contrat d'une formalité extérieure. — Il ne paraît pas douteux non plus que la disposition de l'art. 1347 ne soit également applicable aux transactions. Si, en effet, l'art. 2044 contient une dérogation à la règle de l'art. 1341, cette dérogation ne doit pas être étendue au delà de la portée qu'elle a d'après les termes de cet article: *Etenim lex specialis, quatenus legi generali derogat, est strictissimæ interpretationis*. Or, l'art. 2044 ne contient absolument rien qui puisse former obstacle à l'application aux transactions de l'art. 1347, qui doit être regardé comme une partie intégrante de l'art. 1341. Aussi la seule question sur laquelle il puisse s'élever quelques doutes est celle de savoir si l'art. 2044 ne fait que reproduire la disposition de l'art. 1341, ou s'il l'étend en même temps aux transactions dont l'objet est inférieur à 150 francs. Sur ce point, l'opinion suivant laquelle l'art. 2044 étend à cet égard la disposition de l'art. 1341 aux transactions dont l'objet est inférieur à 150 francs, paraît mériter la préférence, car, bien qu'une loi spéciale soit *strictissimæ interpretationis*, l'art. 2044 est pourtant conçu en termes trop précis et trop généraux pour qu'il y ait une raison suffisante d'en limiter la portée par application de cette règle. Cette opinion est encore confirmée par les art. 1834 et 1925, qui, en faisant une application de l'art. 1341 à des contrats particuliers, distinguent expressément entre le cas où l'objet du contrat excède 150 francs et le cas où il est inférieur à cette somme; or, c'est là une distinction que ne fait pas l'art. 2044. [Il est d'abord certain que l'écriture n'est pas une condition essentielle de la transaction, et qu'elle n'est requise que pour la preuve du contrat, Merlin, *Quest.*, v° *Transaction*. § 8, n. 1; Delvincourt, 3, p. 136; Duranton, 18, n. 406; Troplong, n. 27. Il suit de là qu'une transaction

verbale avouée à entre les parties la même force qu'une transaction écrite, *ibid.* Et comme il n'est pas nécessaire, pour qu'un aveu soit probant, qu'il soit pleinement volontaire, il nous semble certain que pour obtenir cet aveu on peut soit déférer le serment à la partie qui méconnaît l'existence de la transaction, mêmes autorités; Nancy, 29 juill. 1837, S. V., 39, 2, 140, et Limoges, 6 fév. 1845, S. V., 45, 2, 655. — *Contrà*, Troplong, n. 29, et Montpellier, 5 déc. 1825;... soit la faire interroger sur faits et articles, Merlin et Duranton, *ubi sup.*; et Bruxelles, 1^{re} déc. 1810. — *Contrà*, Troplong, n. 31. — Mais des termes absolus de l'art. 2044, il résulte que lorsque la transaction verbale n'est pas avouée d'une ou d'autre manière, l'existence n'en peut être prouvée par témoins, alors même que son objet serait inférieur à 150 francs, Cass., 9 vent. an VIII; Troplong, n. 27; et alors même qu'il y aurait un commencement de preuve par écrit, Caen, 12 avril 1845, S. V., 46, 2, 168; Troplong, n. 30. — *Contrà*, Merlin, *ubi sup.*, n. 3. V. cependant Cass., 17 mars 1825. — Toutefois, lorsque la transaction a pour objet de prévenir ou de terminer une contestation commerciale, nous pensons que, constituant alors un acte essentiellement commercial puisqu'elle a pour but de régler des intérêts commerciaux en modifiant des obligations commerciales, on doit lui appliquer, en ce qui concerne sa preuve, les règles du droit commercial, et non celles du droit civil; et que, par conséquent, elle peut être prouvée par témoins, Massé, 6, n. 332. — *Contrà*, Bordeaux, 5 fév. 1857, S. V., 57, 2, 575.]

⁷ On ne peut donc attaquer cette transaction sous l'unique prétexte qu'elle a été consentie dans la crainte d'une dénonciation. [Mais on ne peut transiger sur un délit non encore commis: ce serait une excitation à le commettre, Troplong, n. 60.] — Le mot délit doit être pris ici dans son sens le plus général, Favard, v° *Transaction*, § 41, n. 3; Duranton, 18, n. 400. — *Valet trans-actio de dolo*, Cass., 18 mai 1836, S. V., 36, 1, 457. [Puisqu'on peut transiger

du délit par le ministère public⁸, art. 2046; Instr. crim., art. 4.

On ne peut transiger :

1° Sur des droits qui ne peuvent jamais faire l'objet d'un contrat, par exemple, sur la succession d'une personne vivante⁹, art. 1130; sur les clauses d'un contrat de mariage, pendant la durée du mariage, art. 1395, V. cependant art. 279; sur la dissolution de la communauté de biens entre époux; sur la restitution de la dot, lorsqu'elle est mise en péril, art. 1443 et 1563.

2° Sur des droits ou sur des biens qui sont hors du commerce, et par suite sur des contestations relatives à l'état des personnes, sur la filiation légitime d'un enfant, sur les droits de la puissance paternelle, sur la validité d'un mariage, sur le divorce ou sur la séparation de corps¹⁰.

3° Sur les droits qui ne peuvent former l'objet d'une transaction, par suite d'une disposition spéciale de la loi, et, par conséquent, sur des aliments, sauf le cas où la transaction ne concerne que la manière dont l'obligation de fournir des aliments doit être accomplie par celui à qui elle est imposée par la loi¹¹, Pr., art. 1004 et argument de cet article; art. 581.

§ 768. Des effets de la transaction.

1° Les transactions ont l'autorité de la chose jugée en dernier

sur les conséquences d'un délit, on peut transiger sur celles d'un dol qui est souvent un délit, moins la peine, Troplong, n. 61.]

⁸ Mais cette transaction n'implique pas nécessairement l'aveu du délit, l'elvincourt, sur l'art. 2046, [Troplong, n. 58.]

⁹ [V. sup., § 377, notes 4, et § 616, notes 8 et s.]

¹⁰ Mais, après la dissolution du mariage, les parties peuvent transiger sur leurs intérêts pécuniaires, V. Merlin, Rép., v° Transaction; [Troplong, n. 62 et s.]

¹¹ Yazeille, Du contrat de mariage, 2. n. 529; Pigeau, 4, p. 8. D'autres auteurs exceptent aussi de la règle les aliments échus, V. Delvincourt, 3, p. 257. D'autres permettent d'une manière générale de transiger sur des aliments, Merlin, Rép., v° Aliments, § 8. [Nul doute que l'on ne puisse transiger sur des aliments échus et sans lesquels le créancier a pu vivre, Duranton, 18, n. 403; Troplong, n. 93. Quant aux aliments futurs, il faut distinguer : s'ils

sont dus en vertu d'un titre naturel, on ne peut y renoncer d'avance, et par conséquent transiger sur le droit de les réclamer ou de les percevoir. V. sup., § 131, note 33. Mais s'ils sont dus par contrat, par donation ou par testament, nous ne voyons pas de motifs sérieux pour que ces aliments, qui sont cessables, Cass., 31 mai 1826, et 1^{er} avril 1844, S. V., 44, 1, 469, ne puissent faire l'objet d'une transaction. Troplong, n. 97. — *Contrà*, Nîmes, 18 déc. 1822.] — Le droit français n'a point adopté la défense faite par le droit romain de transiger sur des *legs nondum inspectis tabulis*, L. 6, Dig. De *transact.*, Merlin, Rép., v° Transaction, § 2, n. 3. — Une transaction passée sur un contrat entaché d'usure est valable, à moins qu'elle ne soit elle-même entachée du même vice. V. Duranton, 18, n. 404; Cass., 29 mai 1828; Bordeaux, 17 déc. 1827; Cass., 23 juin 1830, Cass., 21 nov. 1832. S. V., 33, 1, 95; 22 janv. 1833, S. V., 33, 1, 98; 31 déc. 1833, S. V., 34, 1, 104; 9 fév. et 16 nov. 1836, 36, 1, 88 et 960.

ressort, de la même manière qu'un jugement qui aurait mis fin à la contestation ¹ : *Exceptio litis per transactionem finita*, art. 2044 et 2052, alin. 1.

Par suite de cette analogie, l'exception de la chose jugée résultant d'une transaction n'a d'effet qu'autant que l'instance dans laquelle elle est invoquée se trouve engagée entre les parties qui ont transigé, et en la même qualité ², art. 1351. Si donc, par exemple, l'une des parties, après avoir transigé sur un droit qui lui appartenait de son chef, vient à acquérir ensuite un droit semblable du chef d'une autre personne, elle n'est pas, quant au droit nouvellement acquis, liée par la transaction ³ antérieure, art. 2050.

De même, la transaction faite par l'une des parties au cours d'une instance ne lie pas les autres parties en cause et ne peut être invoquée ni par elles ni contre elles ⁴, art. 2051.

Par suite encore de la même analogie entre la transaction et le jugement, l'exception de la chose jugée résultant d'une transaction ne peut être invoquée qu'autant que la nouvelle contestation porte absolument sur le même objet que celle qui a été terminée par la transaction. Sous ce rapport, les transactions doivent être interprétées restrictivement et renfermées dans l'objet auquel elles s'appliquent littéralement. Ainsi, alors même que la transaction porte que les parties renoncent à tous leurs droits, actions et prétentions, ces expressions ne doivent néanmoins s'entendre que des droits relatifs aux objets compris dans la transaction ; et on ne peut considérer comme compris dans la transaction que les objets sur lesquels il était dans l'intention des parties de transiger, conformément à leurs déclarations expresses, formulées dans le

¹ [On a fait remarquer avec raison qu'il n'y avait pas une complète analogie entre l'autorité des transactions et l'autorité des jugements, les transactions ayant tantôt plus, tantôt moins de force que les jugements, puisqu'elles ne peuvent pas être attaquées par les mêmes voies que les jugements, et que, d'un autre côté, elles sont sujettes à des causes de nullité par lesquelles les jugements ne sont pas atteints. V. Troplong, n. 129 et s.]

² Mais les héritiers et ayants droit des parties forment une seule et même personne avec leurs auteurs. V. art. 1165, et Marbeau, n. 263 ; [Troplong, n. 122.]

³ L. 9 Pr., Dig., *De transactiones*.

⁴ Ainsi, la transaction faite par un

débiteur solidaire ou avec l'un des créanciers solidaires ne nuit ni ne sert aux autres, Delvincourt, 3, p. 247 ; Duranton, 18, n. 417 et s. ; Merlin, *Rép.*, v° *Transaction*, § 4, n. 3. [Cela n'est pas exact : si la transaction ne peut pas nuire à ceux qui ont un intérêt solidaire, elle peut leur profiter. C'est ainsi que la décharge accordée par transaction à un débiteur solidaire profite aux autres, parce qu'il n'y a qu'une seule dette qui se trouve réduite de la part de celui à qui la décharge est accordée. Marbeau, n. 263 ; Duranton, 18, n. 420 ; Troplong, n. 126. C'est seulement quand l'intérêt des tiers est connexe, sans être solidaire, que la transaction faite avec l'un ne profite pas à l'autre, Troplong, n. 123, V. sup., § 528, n. 12.] V. aussi, Cass., 25 nov. 1834, S. V., 35, 1, 664.

contrat, ou d'après les conséquences qui dérivent nécessairement de ces déclarations⁵, art. 2048 et 2049.

2° Les parties qui ont transigé doivent accomplir les prestations auxquelles elles se sont engagées l'une envers l'autre. Celle des parties qui ne satisfait point à cette obligation doit indemniser l'autre partie du dommage qu'elle lui cause par l'inexécution de ses engagements. Les parties peuvent même, pour s'assurer l'exécution de la transaction, stipuler une peine contre celui qui manquerait de l'exécuter : les effets de cette stipulation doivent se déterminer d'après les principes relatifs aux clauses pénales⁶, art. 1227 et s., et art. 2047.

La transaction donne ouverture à une action en garantie au cas d'éviction de la chose cédée pour prix de la renonciation d'une des parties à ses prétentions, mais non au cas d'éviction de la chose litigieuse elle-même⁷.

⁵ Merlin, *Rép.*, v° *Transaction*, § 4. V. comme exemple d'applications de ces articles à des cas particuliers, Cass., 17 nov. 1812, 15 fév. 1815, 24 nov. 1832, S. V., 33, 1, 237. — [Il est à remarquer au surplus qu'en matière de transactions, comme en matière de conventions, les tribunaux ont un pouvoir souverain d'interprétation. L'arrêt qui interprète une transaction ne peut donc donner ouverture à cassation, comme violant l'autorité de la chose jugée que la loi attache aux transactions, Duranton, 18, n. 396; Troplong, n. 116; Cass., 21 nov. 1852, S. V., 33, 1, 95; 31 déc. 1855, S. V., 36, 1, 189; 12 avr. 1857, S. V., 37, 1, 1007; 20 juin 1841, S. V., 42, 1, 791; 20 avr. 1857, S. V., 57, 1, 694. Et il en est ainsi, suivant ce dernier arrêt, alors même que la transaction aurait été homologuée par jugement, cette homologation ne changeant pas la nature de la transaction et ne la convertissant pas en une décision judiciaire : et, en effet, l'homologation n'a d'autre effet que d'habiliter les contractants, mineurs ou autres incapables, et de les rendre capables de transiger. — Il est certain d'ailleurs qu'en matière de transactions, comme en matière de conventions ordinaires, les juges ne peuvent rechercher par voie d'interprétation le sens du contrat que lorsque ce sens est obscur ou douteux, Cass., 21 janv. 1835, S. V., 35, 1, 105, et 6 juill. 1836, S. V., 36, 1, 926.]

⁶ L'art. 2047 ne s'applique qu'au cas où les prestations promises ne sont pas fournies, et non au cas où l'une des parties entame ou continue un

procès, malgré la transaction : une peine ne peut jamais être stipulée pour ce dernier cas, art. 6 et art. 1133. V. aussi Delvincourt sur cet art. 2047; Marbeau, n. 178 et s. [Cette distinction ne nous semble pas devoir être admise : l'art. 2047 permet de stipuler une peine contre celui qui manquera d'exécuter la transaction. Or, on manque de l'exécuter aussi bien en faisant le procès qu'elle avait pour but d'empêcher ou de terminer, qu'en omettant de fournir les prestations convenues.] — La clause pénale doit, dans le doute, être étendue au cas de simple retard dans l'exécution de la transaction, V. art. 1229. V. aussi Toulhier, 6, n. 830; Duranton, 15, n. 345. [C'est-à-dire qu'on pourrait, dans ce système, demander, en même temps, le principal et la peine, en d'autres termes, poursuivre à la fois la peine et l'exécution de la transaction. Nous croyons que cela dépend des termes de la stipulation, et qu'il faut appliquer ici la règle établie par l'art. 1229, sur les clauses pénales en général, qui veut qu'on ne puisse demander à la fois le principal et la peine qu'autant que la peine a été stipulée pour le simple retard. — Celui qui a payé la peine n'en est pas moins recevable à attaquer la transaction. S'il gagne, la transaction en vertu de laquelle il a payé étant annulée, la peine devra lui être restituée : s'il perd, il aura bien payé et la transaction devra être exécutée, Troplong, n. 105 et s.]

⁷ Pothier, *De la vente*, n. 645 et s.; Marbeau, n. 175; Rolland de Villargues, v° *Transaction*, n. 82; L. 33, C. De

§ 769. *Des causes de nullité des transactions.*

Une transaction peut être attaquée par voie de nullité, lorsqu'elle manque d'un des caractères essentiels de ce contrat, V. § 765.

Ainsi les transactions peuvent être attaquées pour cause d'erreur sur la personne¹, sur l'objet de la contestation², ou sur la nature des concessions ou prestations réciproques³. Mais une transaction ne peut être attaquée pour cause d'erreur de droit⁴, art. 1110, 2052, alin. 2 ; 2053, alin. 1.

Ainsi encore on peut attaquer, comme sans cause, la transaction portant sur un droit qui n'appartient pas à l'une des parties ; par exemple, la transaction qui a pour objet l'exécution d'un titre nul, tel qu'une donation ou un testament, à moins qu'il n'y ait eu de la part des parties transaction expresse⁵ sur la nullité du titre⁶, art. 2054 ; ou la transaction portant sur des actes qui,

transact. [C'est là une application de la règle que la transaction est déclarative et non translatrice de propriété. V. *sup.*, § 767, note 2.]

¹ C'est là une exception à la règle de l'art. 1110, alin. 2. Cette exception est fondée sur ce que, dans une transaction, l'erreur *circa personam* est en même temps une erreur sur la contestation. [Il est clair, en effet, que transiger avec Paul sur une contestation relative à un droit qu'on croit lui appartenir, tandis qu'il appartient à Jacques, c'est transiger sur une contestation qui n'existe pas.]

² Par exemple, si l'un croit transiger sur le pétitoire, et l'autre sur le possessoire, Marbeau, n. 32. [V. Duranton, 18, n. 425, et Troplong, n. 144.]

³ Bien que l'art. 2053 ne parle pas de cette cause de nullité, elle résulte cependant de l'art. 1110, alin. 1. V. aussi Marbeau, n. 32.

⁴ [Il serait impossible, en effet, de distinguer l'erreur de droit de l'abandon d'un droit prétendu qui fait toujours l'objet de la transaction.] Cependant, un arrêt de la Cour de cassation du 24 mars 1807 a jugé qu'une transaction fondée sur une erreur commune ne pouvait être opposée à celui qui avait été entraîné par cette erreur. V. Merlin, *vo Communauté*, § 4. [V. aussi Troplong, n. 136.]

⁵ La simple connaissance de la nullité du titre ne suffirait donc pas. V. Favard, *vo Transaction*, § 4, n. 41.

⁶ On a cru trouver une contradiction en-

tre cette disposition de l'art. 2054 et celle de l'art. 2052, alin. 2, suivant laquelle une transaction ne peut être attaquée pour cause d'erreur de droit ; mais il résulte, au contraire, de l'art. 2052, alin. 2, que l'art. 2054 doit être restreint au cas où le titre sur lequel on a transigé a été supposé valable par suite d'une erreur de fait. D'où il suit qu'il n'y a pas de contradiction entre ces deux articles, [Duranton, 18, n. 423 ; Troplong, n. 145 et s ; Cass., 25 mars 1807. — *Contrà*, Merlin, *Rep.*, *vo Transaction*, § 3, n. 4, suivant lequel, pour l'application de l'art. 2054, il n'y a pas à distinguer entre l'erreur de fait et l'erreur de droit.] — Il n'y a pas non plus contradiction entre l'art. 2054 et les art. 1338 et 1340. Une transaction peut sans doute impliquer en même temps la confirmation d'une obligation. Mais, même dans ce cas, la transaction n'est pas une simple confirmation de l'obligation. L'application de chacun de ces articles doit donc être restreinte au cas qu'il concerne spécialement. Il paraît même difficile de soutenir en principe que, si une transaction faite en exécution d'un titre nul, sans que les parties aient transigé en même temps sur la nullité du titre, a été volontairement exécutée, ce cas ne tombe pas sous l'application de l'art. 2054, mais sous celle des art. 1338 et 1340. V. cependant Cass., 29 juin 1813. — V. aussi, sur ces divers points, Toulhier, 6, n. 72 ; Duranton, 18, n. 428 ; Fa-

dans la suite, sont reconnus⁷ faux ou falsifiés⁸, art. 2055; ou la transaction sur un procès déjà terminé par un jugement passé en force de chose jugée dont les parties ou l'une d'elles n'avaient pas connaissance⁹, art. 2056.

Ainsi encore une transaction peut être attaquée en nullité par suite de la découverte de nouveaux titres, lorsqu'il résulte de ces titres que l'une des parties n'avait aucun droit sur l'objet litigieux. Mais si les actes nouvellement découverts n'ont pas cette portée, s'ils ne font, par exemple, que fortifier le droit de l'une ou de l'autre des parties, la transaction ne pourra être attaquée par une partie à raison de ces actes, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'autre partie¹⁰, art. 2057.

Une transaction peut encore être attaquée si elle ne remplit pas les conditions requises pour sa validité, V. § 767, par exemple, lorsqu'elle a été obtenue par dol ou par violence, art. 2053 combiné avec les art. 1009, 1011 et s. Sur la prescription de cette action en nullité, V. art. 1304.

Une transaction ne peut être attaquée pour cause de lésion¹¹, art. 2052, alin. 2, à moins qu'elle n'ait été conclue par un mineur¹², art. 1305, V. aussi § 581; ou qu'elle n'ait pour objet un partage de succession¹³, art. 887 et 888. V. *sup.*, le titre des Suc-

vard, v° *Erreur*, § 11, et v° *Don mutuel entre époux*, § 9; Marbeau, n. 231 et s.; Delvincourt, sur l'art. 2054; Merlin, *Rép.*, v° *Transaction*, § 5; Cass., 22 juill. 1811 et 3 déc. 1813.

⁷ Entre les mêmes parties, Dalloz, v° *Transaction*, sect. 2, § 9.

⁸ L'art. 2055 porte que la transaction « est entièrement nulle, » c'est-à-dire dans toutes ses parties, Maleville, sur l'art. 2055; [Troplong, n. 152.] *Quid verò*, si les parties ont transigé *de ipso falso*? La transaction est valable, Duranton, 18, n. 429; L. 42, C. *De transact.*, art. 2046. V. aussi Pr., art. 249, et Delvincourt, sur l'art. 2055.

⁹ Il en est ainsi alors même que le jugement serait encore susceptible d'un recours en cassation, ou pourrait être attaqué par la voie de la requête civile, Maleville et Delvincourt, sur l'art. 2056; Marbeau, n. 135; [Troplong, n. 155.] — Il en est encore ainsi, alors même que la partie qui a perdu son procès aurait seule eu connaissance du jugement. *Lex non distinguit.* V. cependant Duranton, 18, n. 430 et s. [Il suffit, pour que la transaction soit nulle, que le jugement non susceptible d'appel n'ait pas été connu de la partie à qui il est favorable et qui,

en transigeant, a fait sa position moins bonne. Si le jugement n'a été ignoré que de la partie à qui il est contraire et à qui la transaction est favorable, la partie gagnante, qui, connaissant le jugement, a consenti cependant à transiger, ne peut être admise à demander la nullité de la transaction. V. Troplong, n. 155.] — Rien n'empêche d'ailleurs de transiger sur un procès déjà jugé, si les deux parties ont connaissance du jugement, Marbeau, n. 135; Merlin, *Rép.*, v° *Transaction*, § 2; [Troplong, n. 156 et 157.]

¹⁰ Les titres nouvellement découverts sont ceux dont les parties n'avaient pas connaissance au moment de la transaction. V. Cass., 22 juill. 1811, 5 déc. 1813.

¹¹ [Même pour lésion énorme, Troplong, n. 139.]

¹² [Sans l'observation des formalités légales; car si ces formalités avaient été remplies, la transaction faite au nom d'un mineur aurait la même force que la transaction faite par un majeur, Troplong, n. 140. *Contrà*, Merlin, v° *Transaction*, § 5, n. 8.]

¹³ Merlin, *Rép.*, v° *Transaction*, § 1, n. 13. [Il faut distinguer : si, sous le nom

cessions. On peut toutefois demander le redressement d'une erreur de calcul commise dans une transaction¹⁴, art. 2058, à moins que les parties n'aient spécialement transigé sur cette erreur¹⁵.

de transaction, les parties n'ont fait autre chose qu'un partage, l'action pour lésion est admise; elle n'est pas admise, au contraire, si elles ont fait une véritable transaction sur un partage, Troplong, n. 141.]

¹⁴ Soit que l'erreur de calcul se trouve dans l'acte même de transaction, soit soit qu'elle se trouve dans les chiffres qui y ont servi de base. V. Discussions sur l'art. 2058. [Si donc une erreur de calcul se trouve dans un compte litigieux, cette erreur de calcul peut être relevée,

bien que la transaction qui a pris ce compte pour base ne renferme, cette base admise, aucune erreur de calcul, Troplong, n. 166 et s. Mais on ne pourrait en aucun cas considérer comme une erreur de calcul une fausse prétention qui se serait traduite en chiffres, sans constituer d'ailleurs une faute d'arithmétique, Troplong, *ibid.*]

¹⁵ L. 4 et penult., C., de Transact.; Maleville, sur l'art. 2058; Cass., 17 avr. 1810.

TITRE XVI.

DE LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE CIVILE.

ARTICLES 2059 A 2070.

SOMMAIRE.

- § 770. — Définition et historique de la contrainte par corps. — Division de la matière.
- § 771. — De la contrainte par corps conventionnelle.
- § 772. — De la contrainte par corps légale. — Des cas dans lesquels le juge est tenu de la prononcer.
- § 773. — Suite. — Des cas dans lesquels le juge peut prononcer la contrainte par corps.
- § 774. — Des personnes contre lesquelles la contrainte par corps peut être prononcée.
- § 775. — Des causes pour lesquelles la contrainte par corps peut être prononcée, et du titre en vertu duquel elle peut avoir lieu.
- § 776. — Des causes qui suspendent l'effet de la contrainte par corps. — Du sauf-conduit.

§ 770. *Définition et historique de la contrainte par corps.*
Division de la matière.

[La contrainte par corps est un moyen exceptionnel d'exécution qui a pour effet de placer la personne même du débiteur sous la main du créancier, et de le mettre dans l'alternative ou de payer sa dette, ou de perdre sa liberté pour un temps plus ou moins long.]

Sous l'ancien droit, la contrainte par corps était principalement régie par le titre XXXIV de l'ordonnance de 1667.

Une loi du 9 mars 1793 abolit la contrainte par corps et enleva complètement aux créanciers ce moyen de contraindre les débiteurs à l'exécution de leurs obligations. Mais, bientôt après, la loi du 9 mars 1793 fut rapportée le 24 ventôse an V, et une autre loi du 15 germinal an VI déterminait les cas dans lesquels la contrainte par corps continuerait de s'exercer contre les débiteurs en retard.

Le Code Napoléon a conservé ce moyen extraordinaire d'exécution, art. 2063, dont l'exercice a été réglé depuis par une loi du 17 avril 1832. [Cet exercice, suspendu par un décret du 9 août 1848, a été rétabli et réglé par une loi postérieure du 13 décembre 1848¹.]

Il n'entre pas dans le plan de cet ouvrage de traiter de la contrainte par corps en matière commerciale, en matière de deniers publics et en matière criminelle. Nous nous bornerons donc à l'exposition des règles relatives à la contrainte par corps en matière civile, en laissant de côté celles qui, tenant à la forme de sa mise à exécution, appartiennent plus particulièrement à la procédure civile.

[En matière civile, la contrainte par corps ne peut être prononcée qu'en vertu d'une convention, ou en vertu de la loi : elle est donc conventionnelle ou légale.]

§ 771. De la contrainte par corps conventionnelle.

Il n'y a que deux cas dans lesquels il soit permis de se soumettre à la contrainte par corps pour assurer l'exécution d'une obligation, art. 2063 :

1° Lorsqu'on se rend caution judiciaire¹, art. 2060, alin. 5 ;

2° Lorsqu'on se rend caution d'un débiteur contraignable² par

¹ [Les vicissitudes auxquelles a été soumise la législation de la contrainte par corps est un indice des controverses auxquelles a donné lieu ce moyen d'exécution, dont on a souvent contesté la légitimité et l'utilité, et qui, cependant, a toujours survécu aux attaques dont il a été l'objet. Les enseignements de la pratique et de l'expérience ont ainsi prévalu sur les entraînements d'une fausse théorie, et la législation a maintenu la contrainte par corps, en profitant d'ailleurs, pour l'améliorer, des critiques qui tendaient seulement à en tempérer la rigueur, sans nuire à son efficacité. V., sur l'histoire de la contrainte par corps, Bayle-Mouillard, *de l'Emprisonnement pour dettes*; Levêl de la Marsonnière, *Histoire de la Contrainte par corps*, et Troplong, préface du commentaire de la *Contrainte par corps*.]

¹ L'art. 2060, alin. 5, porte : « La contrainte par corps a lieu... contre les cautions judiciaires et contre les cautions des contraignables par corps, lors-

qu'elles se sont soumises à cette contrainte. » Quelques auteurs mettent une virgule après le mot « judiciaire, » de manière que, selon eux, la caution judiciaire est de plein droit soumise à la contrainte par corps, sans qu'il soit nécessaire qu'elle s'y soumette. V. Carré, n. 1829. [Telle est aussi l'opinion de Thomines, 2, n. 568; Troplong, *Contr. par corps*, n. 154. V. encore en ce sens Turin, 28 mai 1806. C'est en effet ce qui résulte des travaux préparatoires de l'art. 2060.] V. cependant, en sens contraire, Pigeau, 1, p. 511; Delvincourt, sur l'art. 2060; Favard, *v° Caution*, § 5; Duranton, 18, n. 328; [Coin-Delisle, sur l'art. 2060, n. 20, et Pardessus, n. 1504.]

² Ainsi, un non commerçant, qui cautionne une dette commerciale, n'est point sujet à la contrainte par corps s'il ne s'y est expressément soumis, Cass., 21 juill. 1824; Cass., 23 juill. et 20 août 1833, S. V., 33, 1, 743 et 877; Cass., 7 juin 1837, S. V., 37, 1, 593. [V. sup., § 757, note 11.]

corps pour la dette qui fait l'objet du cautionnement, art. 2060, alin. 5².

[La contrainte par corps conventionnelle est régie, quant à sa forme, quant aux conditions de son exercice et quant à ses conséquences, par les mêmes règles que la contrainte par corps légale ¹.]

§ 772. *De la contrainte par corps légale. — Des cas dans lesquels le juge est tenu de la prononcer.*

Les cas dans lesquels la contrainte par corps a lieu en vertu de la loi sont de deux sortes : ceux dans lesquels le juge est tenu de prononcer la contrainte par corps et ceux dans lesquels il est autorisé à le faire sans y être tenu.

Le juge est tenu de prononcer la contrainte par corps :

1° Contre les stellionataires ¹.

Le stellionataire est celui qui a vendu ² ou hypothéqué un immeuble ³, bien qu'il sût qu'il n'était pas propriétaire de cet immeuble ⁴; ou qui, soit en vendant ses biens, soit en les hypothé-

¹ [Il n'y a donc pas deux cas, mais un seul cas, celui du cautionnement d'un contraignable par corps, où la contrainte par corps puisse avoir lieu, en vertu d'une convention. — Un autre cas de contrainte par corps conventionnelle résultait de l'art. 2062, qui permettait de la stipuler dans un acte de bail pour le paiement des fermages de biens ruraux. Mais cette disposition a été abrogée par l'art. 2 de la loi du 15 déc. 1848, qui atteint même les baux antérieurs à cette loi, arg., art. 14 de la loi du 13 déc. 1848; Trop-
long, n. 750.]

² [V. *inf.*, § 772.]

¹ Mais le créancier ne peut plus demander la contrainte par corps contre le stellionataire qu'il a laissé admettre au bénéfice de cession de biens, Cass., 15 avr. 1819 et 25 janv. 1822; à moins, toutefois, qu'il n'eût découvert la fraude que depuis. Delvincourt, sur l'art. 2059.

² Ou échangé. V. Cass., 16 janv. 1810. V., en sens contraire, Duranton, 18, n. 445, [et Coin-Delisle, sur l'art. 2059, alin. 5. — C'est aussi l'opinion de ces auteurs qui nous paraît devoir être suivie : l'art. 2059 est essentiellement limitatif, et on ne peut en étendre les termes par voie d'analogie. D'ailleurs il n'y a aucune analogie, au point

de vue qui nous occupe, entre la vente dont le prix échappe à l'acheteur évincé, et l'échange qui laisse à l'échangiste évincé le droit de revendiquer l'immeuble par lui donné en contre-échange.]

³ [Mais non s'il s'agit de vente de meubles, même de la vente d'une universalité de meubles, Maleville, sur l'art. 2059; Duranton, 18, n. 450.]

⁴ C'est ce qui a lieu, par exemple, lorsque le mari vend un bien dotal de la femme, Riom, 30 nov. 1813. *Quid*, si le vendeur n'avait sur l'immeuble par lui vendu qu'un droit de propriété révocable? La disposition de l'art. 2059 paraît devoir être appliquée même dans ce cas. — *Quid*, si une personne a vendu comme sien un immeuble dont elle n'était que copropriétaire? La décision dépendra, dans ce cas, du résultat du partage, Colmar, 31 mai 1820. [V. aussi Besançon, 19 août 1812.] — *Quid*, si celui qui a hypothéqué l'immeuble d'autrui offre au créancier la valeur de cet immeuble? Il n'en sera pas moins contraignable par corps, Rouen, joint à Cass., 19 juin 1816. [Il faudrait, pour s'affranchir de la contrainte par corps, que le débiteur offrît le montant intégral de la créance. V. cependant Duranton, 18, n. 448. — V., sur ces divers points, qui doivent être élucidés par certaines distinctions, *inf.*, note 5.]

quant, les déclare francs d'hypothèques, bien qu'ils en soient déjà grevés⁵, ne fût-ce que conditionnellement⁶; ou qui déclare des hypothèques moindres que celles qui les grevent en réalité⁷, art. 2059. V. art. 2136.

L'auteur d'un stellionat n'est contraignable par corps que pour l'exécution des obligations par lui contractées envers l'acheteur ou le créancier à l'égard duquel il s'est rendu coupable de stellionat. L'exercice de la contrainte par corps est donc subordonné

⁵ Peu importe que les hypothèques non déclarées soient légales, ou judiciaires, ou conventionnelles, inscrites ou non inscrites, *Lex non distinguit* Grenier, *Hyp.*, 2, n. 264; Cass., 13 avr. 1836, S. V., 36, 1, 829. Ainsi, un mari commet un stellionat en vendant, comme franc d'hypothèque, un immeuble grevé de l'hypothèque légale de sa femme, bien que cette hypothèque ne fût pas inscrite, Cass., 20 nov. 1826; V. cependant, Paris, 14 fév. 1829. — [Il est constant, et c'est ce qui résulte du texte même de l'art. 2059, de la nature du stellionat, qui est un véritable délit civil, et de la peine qui atteint le stellionataire, que pour qu'il y ait stellionat il ne suffit pas d'avoir gardé le silence sur l'existence d'une hypothèque, ni même d'avoir fait une déclaration erronée ou fautive; il faut que cette déclaration ait été faite de mauvaise foi, et avec intention de tromper. V., outre les arrêts précités, Bordeaux, 13 fév. 1851, S. V., 51, 2, 572, et Douai, 20 nov. 1851, S. V., 53, 2, 70. V. aussi Delvincourt, 3, p. 626; Duranton, 18, n. 442; Rolland de Villargues, *vo Stellionat*, n. 2 et 21; Coin-Delisle, sur l'art. 2059, n. 18; et Troplong, n. 63 et s. — Peu importe, d'ailleurs, que l'hypothèque dont on a dissimulé frauduleusement l'existence ou l'importance, soit ou ne soit pas inscrite, puisque dans un cas comme dans l'autre elle est de nature à causer préjudice à celui qu'on veut tromper par cette fautive déclaration. V. Cass., 15 avr. 1836, S. V., 36, 1, 829, et l'arrêt précité de Bordeaux, 13 fév. 1851. — Il y a cependant un cas où le silence seul fait encourir à celui qui le garde la peine du stellionat : c'est le cas prévu par l'art. 2136, aux termes duquel les maris et tuteurs qui, ayant manqué de requérir et de faire faire les inscriptions ordonnées par cet article, auraient consenti ou laissé prendre des privilèges ou des hypothèques sur leurs immeubles, sans dé-

clarer expressément que lesdits immeubles étaient affectés à l'hypothèque légale des femmes et des mineurs, sont réputés stellionataires et, comme tels, contraignables par corps : il suffit que le mari ou le tuteur taisent l'hypothèque légale, lors même qu'ils feraient connaître leur qualité de mari ou de tuteur, pour qu'ils soient en faute et qu'il y ait stellionat, Troplong, n. 70; Pont, *Hypoth.*, n. 854. Mais si l'hypothèque légale était inscrite, l'art. 2136 deviendrait inapplicable, et alors il n'y aurait stellionat que s'il y avait eu fautive déclaration de la part du mari ou du tuteur, Troplong, n. 69; Pont, n. 852. — Il faut, d'ailleurs, remarquer que la disposition précitée de l'art. 2136, étant essentiellement rigoureuse, est de droit étroit, et ne peut être étendue au delà de ses termes, c'est-à-dire au-delà du cas où on a consenti ou laissé prendre une hypothèque sur des immeubles, sans déclarer expressément qu'ils sont affectés à une hypothèque légale : elle ne s'applique donc pas au cas de vente d'un immeuble grevé d'une hypothèque légale sans déclaration de l'existence de cette hypothèque, Troplong, n. 71 et s.; Pont, n. 849. V. aussi Cass., 25 juin 1817. Mais le mari ou le tuteur pourraient être déclarés stellionataires si, au lieu de se borner à taire les hypothèques légales qui grevent l'immeuble vendu, ils avaient fausement déclaré que l'immeuble est libre de toutes charges et hypothèques : alors ils seraient atteints non par la disposition spéciale de l'art. 2136, mais par la disposition générale de l'art. 2059, Cass., 20 nov. 1826. V. aussi Troplong et Pont, *ibid.* — V. *sup.*, note 4.]

⁶ Cass., 11 janv. 1825.

⁷ Il faut donc, pour qu'il y ait stellionat, que le débiteur ou le vendeur ait fait une fautive déclaration, et qu'il ait été de mauvaise foi : il ne suffit pas qu'il ait gardé le silence, Bruxelles, 28 déc. 1808; Paris, 8 fév. 1813; Cass., 21 fév. 1827; Toulouse, 16 janv. 1829.

au fait d'un préjudice causé par le stellionat à l'acquéreur ou au créancier⁸.

2° En cas de dépôt nécessaire, à l'effet de contraindre le dépositaire à restituer la chose qui lui a été confiée⁹, art. 2060, n. 1. V. art. 1782 et 1952.

3° En cas de réintégration, pour assurer le délaissement, ordonné par justice, d'un fonds dont le possesseur a été dépossédé par voies de fait; pour la restitution des fruits qui en ont été perçus pendant l'indue possession, et pour les dommages et intérêts auxquels il a droit¹⁰, art. 2060, alin. 2; Pr., art. 552.

4° Pour la répétition des deniers consignés entre les mains de personnes publiques spécialement établies à cet effet¹¹, art. 2060, n. 3.

5° Pour la représentation des choses déposées chez des personnes auxquelles ce dépôt a été confié par autorité de justice¹², art. 2060, alin. 4; Pr., art. 824.

6° Contre tous officiers publics, pour la représentation de leurs minutes, quand elle est ordonnée¹³, art. 2060, alin. 6, V. Pr., art. 221, ou quand ils se refusent à donner aux parties¹⁴

⁸ *Tam affectus quam effectus requiritur*, Merlin, *Rep.*, v° *Stellionat*, § 7; Duranton, 18, n. 447 et s.; Delvincourt, sur l'art. 2059. V. L. 36, § 1, Dig., *De pignor. act.* Ainsi le stellionataire échappe à la contrainte par corps lorsque l'hypothèque inscrite sur l'immeuble faussement déclaré libre vient à être rayée, Turin, 28 avr. 1808; ou lorsque l'hypothèque dissimulée s'est éteinte par le payement, Lyon, 5 avr. 1827. V. cependant Cass., 13 avr. 1836, S. V., 1836, 1, 829. Cet arrêt décide qu'il y a lieu à l'application rigoureuse de l'art. 2057 et, par conséquent, à la contrainte par corps, encore bien que les hypothèques non déclarées soient éteintes par le payement, s'il en est néanmoins résulté un préjudice pour l'acquéreur ou le créancier. — [Il n'y a stellionat ou du moins il n'y a stellionat pouvant motiver l'application de la contrainte par corps, qu'autant que la fraude est complète; c'est-à-dire quand on rencontre les deux éléments dont elle se compose, l'intention de causer préjudice, et le préjudice causé, *consilium et eventus*, Troplong, n. 74.]

⁹ [V. *Sup.*, § 759.]

¹⁰ L'art. 2060, alin. 2, se sert, il est vrai, du mot *propriétaire*, mais il faut entendre par là celui qui *in causâ spoli victor discessit*, Favard, v° *Contrainte*

par corps, § 2. [Troplong, n. 119. Mais la contrainte par corps n'aurait pas lieu si la déposition n'avait pas été accompagnée de voies de fait, Troplong, n. 121; non plus que si le délaissement d'un fonds usurpé était ordonné au pétitoire, sur une action en revendication, Troplong, n. 122.]

¹¹ [C'est-à-dire des préposés de la Caisse des dépôts et consignations. V. ord. 3 juill. 1816.]

¹² [Tels sont les séquestres, commissaires et autres gardiens établis par justice.] — Les gardiens établis par justice ont-ils la contrainte par corps contre la personne qui leur a indûment enlevé la chose déposée? V. Merlin, *Quest.*, v° *Contrainte par corps*, § 5, [qui décide à tort l'affirmative, en se fondant sur une lettre du chancelier d'Aguesseau.] V. pour la négative, Nancy, 18 mai 1827, [et Troplong, n. 143.] — Mais l'art. 2060, n. 4, ne déroge pas à l'art. 2066; il cesse donc d'être applicable si c'est une femme qui a été constituée gardienne, Paris, 14 août 1829, [Troplong, n. 301. — L'art. 2060, alin. 4, n'est pas non plus applicable aux séquestres conventionnels, Troplong, n. 152; Coin-Delisle, sur l'art. 2060.]

¹³ [Par l'autorité compétente.]

¹⁴ [Ayant le droit de demander cette expédition, Troplong, n. 165 et 166.]

copie ou expédition d'un acte dont ils ont la garde, Pr., art. 839.

7° Contre les notaires, les avoués et les huissiers¹⁵, pour la restitution des titres à eux confiés et des deniers par eux reçus pour leurs clients¹⁶, par suite de leurs fonctions¹⁷, art. 2060, alin. 7.

8° Dans les cas des art. 683, 710, 712, 740 et 744 Pr., tous relatifs à la saisie immobilière.

9° Contre les étrangers débiteurs d'un Français, à moins que l'étranger n'ait en France son domicile ou un établissement¹⁸. L'étranger peut même être provisoirement arrêté pendant la durée du procès, L. 40 sept. 1807¹⁹.

¹⁵ L'art. 2060 est limitatif, Merlin, v° *Contrainte par corps*, n. 6. [La contrainte par corps a lieu cependant contre les gardes du commerce et les commissaires-priseurs, dont les fonctions ne sont qu'un démembrement de celles des huissiers, Coin-Delisle, sur l'art. 2060, n. 22; Troplong, n. 169. — Mais elle n'a pas lieu contre les agréés, qui ne sont pas des officiers ministériels, Massé, 6, n. 406.]

¹⁶ Mais non pour la restitution des sommes perçues en trop sur leurs honoraires, Maleville, sur l'art. 2060; Merlin, loc. cit. Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, pour qu'il y ait lieu à contrainte par corps, que celui contre qui elle est demandée ait agi de mauvaise foi, Cass., 20 juill. 1821.

¹⁷ Il suit de là que les notaires ou autres officiers publics qui se sont chargés de garder des pièces ou de l'argent, sans agir en leur qualité de notaires ou d'officiers publics, ne sont pas contraignables par corps, Duranton, 18, n. 449; Cass., 13 avr. 1813. — [Un notaire est-il contraignable par corps, pour la restitution des sommes qui lui ont été confiées par un client, à l'effet d'en opérer le placement, ou qu'il a reçues pour le compte d'un client, par suite d'un contrat qui a été passé devant lui? L'affirmative nous paraît certaine parce que, dans un cas comme dans l'autre, il a reçu, comme notaire, soit à raison de l'acte qu'il allait faire, soit à raison de l'acte qu'il avait fait, Lyon, 3 fév. 1830; Paris, 26 janv. et 31 juill. 1835, S. V., 35, 2, 100 et 521; Douai, 29 mai 1839, S. V., 40, 2, 150; Troplong, n. 176 et s. — *Contrà*, Paris, 6 janv. 1832, S. V., 32, 2, 149, et 16 nov. 1833, S. V., 34, 2, 17; Coin-Delisle, sur l'art. 2060, n. 26.]

¹⁸ Cass. 6 fév. 1826. [V. la note suivante.]

¹⁹ [Les étrangers sont, en ce qui tou-

che la contrainte par corps, soumis à des règles particulières. Aux termes de l'art. 14 de la loi du 17 avril 1832, qui reproduit l'art. 1^{er} de la loi antérieure du 10 sept. 1807, tout jugement rendu au profit d'un Français contre un étranger, non domicilié en France, emporte la contrainte par corps, à moins que la somme principale de la condamnation ne soit inférieure à 150 francs, sans distinction entre les dettes civiles et les dettes commerciales. — De ce que, d'après cet article, c'est le Français seul qui peut exercer contre l'étranger cette contrainte par corps exceptionnelle, il suit qu'elle ne pourrait être exercée par un étranger admis en France à la jouissance des droits civils, puisqu'il reste étranger malgré cette jouissance, Paris, 10 janv. 1831, S. V., 31, 2, 172; et 26 déc. 1835, S. V. 36, 2, 30; Coin-Delisle, sur cet article, n. 6; Troplong, n. 498; Massé, 2, n. 353. — Mais de ce que l'étranger non domicilié en France est seul soumis à cette contrainte par corps, il suit qu'elle ne peut être exercée contre l'étranger qui, depuis le jugement de condamnation, a été autorisé à établir son domicile en France, Paris, 25 avr. 1834, S. V., 34, 2, 494, et 21 avr. 1838, S. V. 39, 2, 70; Pardessus, n. 1526; Coin-Delisle, *ibid.*, n. 2; Massé, 2, n. 354. — Quand l'art. 14 de la loi du 17 avril 1832 affranchit de la contrainte par corps l'étranger domicilié en France, cela doit s'entendre uniquement de l'étranger qui y réside réellement. Un étranger, même admis à établir son domicile en France, ne serait donc pas à l'abri de la contrainte par corps, s'il ne s'y créait qu'un domicile fictif qui n'offrirait aucune garantie, Douai, 9 déc. 1829; Massé, *ibid.* — Mais, par contre, il semble qu'un domicile de fait, sans autorisation du gouvernement, serait suffisant pour affranchir l'étranger de la contrainte par

corps, arg. art. 17 de la loi du 17 avr. 1832, Cass., 6 fév. 1826; Massé, *ibid.* — Cependant cette opinion n'est pas suivie par la plupart des auteurs qui décident qu'il n'y a de véritable domicile que celui qui est établi avec l'autorisation du gouvernement, V. Pardessus, n. 1524; Coin-Delisle, *ibid.*, n. 2; Troplong, n. 496; Demolombe, 1, n. 268. V. aussi, en ce sens, Paris, 16 août 1811; 25 août 1842, S. V., 42, 2, 372, et 5 déc. 1844, S. V., 44, 2, 617. — Les femmes étrangères ne sont pas soumises à la contrainte par corps pour dettes civiles, sauf le cas de stellionat, conformément au premier alinéa de l'art. 2006, qui leur est déclaré applicable par l'art. 18 de la loi du 17 avril 1832. Elles ne sont donc contraignables par corps que lorsqu'elles sont marchandes publiques, Troplong, n. 533; Massé, 2, n. 355. V. *sup.*, § 774, note 4. — Quant à l'étranger mineur, il est soumis à la contrainte par corps comme l'étranger majeur. La loi qui place, sans distinction d'âge, la personne des étrangers sous un régime particulier, est une loi de police et de sûreté, sur l'exécution de laquelle les règles ordinaires relatives à la capacité civile ne peuvent exercer aucune influence. Bordeaux, 23 déc. 1828; Paris, 49 mai 1830 et 19 oct. 1854, S. V., 54, 2, 679; Coin-Delisle, *ibid.*, n. 2; Massé, 2, n. 536. — *Contrà*, Troplong, n. 534. — Enfin, tout jugement rendu contre un étranger, au profit d'un Français, emportant la contrainte par corps, cette contrainte par corps est de droit, et il n'est pas nécessaire que le jugement la prononce. Bordeaux, 16 fév. 1840; Troplong, n. 492; Massé, 2, n. 357. — Indépendamment de la contrainte par corps, qui peut être exercée contre les étrangers, en vertu des jugements rendus contre eux, au profit des Français, l'art. 15 de la loi du 17 avril 1832 les soumet à une mesure préventive connue sous le nom d'arrestation provisoire. Aux termes de cet article, tout créancier peut, avant le jugement de condamnation, mais après l'échéance ou l'exigibilité de la dette, et s'il y a motif sérieux, faire ordonner l'arrestation provisoire de son débiteur étranger non domicilié. — Comme on le voit, de même que le Français seul profite de la contrainte par corps exceptionnelle à laquelle est soumis l'étranger, de même le Français seul a le droit de requérir l'arrestation provisoire. Mais on s'est demandé si le Français, cessionnaire d'une obligation primitivement souscrite par un étranger au profit d'un

autre étranger, pouvait exercer contre celui-ci le droit d'arrestation provisoire, bien qu'il ne fût pas son créancier direct. Il faut distinguer : s'il s'agit d'un transport civil, le Français, cessionnaire des droits du créancier étranger, ne peut requérir l'arrestation provisoire contre le débiteur étranger ; il peut, au contraire, la requérir s'il est cessionnaire en vertu d'un endossement, parce que cet endossement le rend créancier direct du débiteur étranger. Douai, 27 fév. 1828; Aix, 25 août 1828; Pau, 27 mai 1830; Paris, 29 nov. 1834, S. V., 32, 2, 54; Caen, 12 janv. 1832, S. V., 32, 2, 202; Paris, 27 mars 1835, S. V., 35, 2, 218, et 18 avr. 1850, S. V., 50, 2, 333; Douai, 10 fév. et 2 mars 1853, S. V., 53, 2, 460; Merlin, *Quest.*, *vo Etranger*, § 4, n. 3 et 4; Coin-Delisle, n. 7; Troplong, n. 501; Massé, 2, n. 359. V. *sup.*, § 62, note 10. — Il n'en serait autrement que si le Français, cessionnaire en vertu d'un endossement, n'était pas un porteur sérieux, mais le mandataire ou le prête-nom du créancier étranger. V. les deux arrêts précités de Douai. — De ce que le Français seul peut requérir l'arrestation provisoire d'un étranger, il suit que ce droit n'appartient pas même à l'étranger admis à établir son domicile en France, bien qu'il y jouisse des droits civils, parce qu'il s'agit ici d'un privilège qui est attaché, non à la jouissance des droits civils, mais à la qualité de Français. Douai, 7 mai 1828; Paris, 21 mars 1842, S. V., 45, 2, 16; Coin-Delisle, n. 6; Massé, 2, n. 361. — *Contrà*, Demolombe, 1, n. 266. — Cependant, l'étranger, gérant d'une société établie en France, et dans laquelle sont intéressés des Français, peut, comme représentant ces derniers, faire arrêter provisoirement un étranger débiteur de la société. Paris, 4 déc. 1856, S. V., 58, 2, 41. — En principe, l'arrestation provisoire a lieu contre tout étranger non domicilié. Cependant elle n'a pas lieu ou elle cesse si l'étranger non domicilié justifie qu'il a en France un établissement de commerce ou des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer le paiement de la dette, ou s'il fournit pour caution une personne domiciliée en France et reconnue solvable, L. 17 août 1832, art. 16. — L'arrestation provisoire a lieu contre le mineur étranger, de même que la contrainte par corps. V. *sup.*, dans la note. Mais elle n'a lieu contre les femmes étrangères que dans les cas où elles pourraient être contraignables par corps. V. *ibid.*]

§ 773. Suite. — Des cas dans lesquels le juge peut prononcer la contrainte par corps.

Le juge peut, selon les circonstances¹, prononcer la contrainte par corps :

1° Contre ceux qui, condamnés par un jugement rendu au pétoire, et passé en force de chose jugée, à délaisser un fonds, n'ont pas exécuté ce jugement dans les quinze jours de sa signification, art. 2061.

2° Contre le fermier et le colon partiaire qui ne représentent pas, à la fin du bail, le bétail du cheptel, les semences et les instruments aratoires qui leur ont été confiés, à moins qu'ils ne justifient que le déficit de ces objets ne provient point de leur faute, art. 2062.

3° Contre celui qui a été condamné dans un procès civil en des dommages-intérêts excédant 300 fr.², Pr., art. 126 et s.

4° Contre les tuteurs, curateurs ou administrateurs des biens appartenant à un corps, à une communauté ou à un établissement public, ou tout autre administrateur judiciaire pour les reliquats de leurs comptes³ et pour toutes les restitutions à faire en vertu de ces comptes, Pr., art. 126 et 127.

5° Contre celui qui a mal à propos dénié une pièce, pour l'amende à laquelle il peut être condamné à raison de ce fait, et même pour la dette principale, Pr., art. 213.

6° Contre celui qui refuse de représenter la minute d'un acte argué de faux, Pr., art. 221.

7° Contre toute personne qui omet de présenter et d'affirmer un compte dans le délai fixé, Pr., art. 534.

§ 774. Des personnes contre lesquelles la contrainte par corps peut être prononcée.

Dans aucun des cas qui précèdent, la contrainte par corps ne peut être prononcée :

1° Ni contre les mineurs¹ ni contre les interdits, art. 2064

¹ Pourvu, d'ailleurs, qu'à raison de sa qualité, la personne condamnée puisse être contrainte par corps, Cass., 20 mai 1818.

² [V. sur la restitution de l'indû payement, *sup.*, § 623.]

³ Contre les séquestres, par exemple, mais non contre l'héritier bénéficiaire, Pigeau, 1, p. 509; [Troplong, n. 239.]

cipé : *Lex non distinguit*, [Duranton, 18, n. 475; Coin-Delisle, sur l'art. 2064, n. 6; Troplong, n. 277.] — *Contra*, Pigeau, 1, p. 512. La règle qui affranchit le mineur de la contrainte par corps est-elle également applicable aux étrangers mineurs? V. *sup.*, § 772, note 19. — Mais la contrainte par corps peut être exercée contre un majeur pour l'exécution des obligations valablement contractées par lui pendant sa minorité :

¹ Pas même contre le mineur éman-

et argument de l'article 509².

2° Contre les septuagénaires, excepté toutefois pour cause de stellionat³, art. 2066, alin. 1 et 2; Pr., art. 800.

3° Contre les femmes mariées ou non mariées, excepté encore pour cause de stellionat⁴. Il est toutefois à remarquer, à cet égard, qu'une femme mariée ne peut se rendre coupable de stellionat qu'autant qu'elle a des biens dont elle s'est réservé l'administration, que le stellionat concerne ces biens⁵, et que, même relativement à ces biens, la femme commune ne peut être réputée stellionataire à l'égard des engagements par elle contractés conjointement ou solidairement avec son mari, art. 2066. V. Com., art. 556.

4° La contrainte par corps ne peut être exercée contre la conjoint, l'ascendant ou le descendant du créancier⁶, [ses frères et sœurs ou alliés dans la même ligne, L. 17 mai 1832, art. 19, non plus que contre l'oncle, la tante, le grand-oncle ou la grand'tante, le neveu, la nièce, le petit-neveu ou la petite-nièce, L. 13 déc. 1848, art. 10.]

5° Contre les héritiers du débiteur soumis à la contrainte par corps, décédé soit avant l'exercice de cette contrainte, soit pendant qu'il était incarcéré, arg. art. 2063.

Est modus czequendi. Duranton, 18, n. 475. [L'opinion contraire a prévalu avec raison. Il y a pour le mineur un droit acquis à ne pas pouvoir être contraint par corps en majorité, à raison d'une obligation contractée dans un temps où ses engagements ne comportaient pas cette nature particulière de garantie. Bordeaux, 5 août 1847, S. V., 48, 2, 63; Troplong, n. 275.]

² Mais un prodigue peut être contraint par corps à raison des obligations par lui contractées avant la dation d'un conseil judiciaire, Bruxelles, 4 et 13 avr. 1808. [Nous ne voyons même aucune raison pour que le prodigue ne puisse pas être contraint par corps pour les obligations qu'il a valablement contractées depuis qu'il est pourvu d'un conseil judiciaire.]

³ [Même en matière commerciale, L. 17 avr. 1832, art. 4.]

⁴ Excepté aussi contre la femme marchande publique, L. 17 avr. 1832, art. 2. — Une femme n'est pas contraignable par corps, même pour reliquat de compte de tutelle; Bastia, 31 août

1824; [Troplong, n. 302.] ... ni pour dommages-intérêts : l'art. 126, Pr., n'a point abrogé l'art. 2066, Cass., 6 oct. 1813 et 17 janv. 1832, S. V., 32, 1, 687; [Cass., 25 avr. 1855, S. V., 55, 1, 628; Troplong, n. 305.]

⁵ C'est-à-dire des biens paraphernaux ou autres, dont le contrat de mariage réserve la libre administration à la femme ou dont la femme a repris l'administration par la séparation de biens prononcée en justice, Delvincourt, sur l'art. 2066. Mais, si la femme a commis le stellionat avant le mariage, elle reste soumise aux règles ordinaires.

⁶ [Il a été jugé que la contrainte par corps peut être prononcée contre un allié au degré déterminé par la loi, lorsqu'au moment de la condamnation le lien d'affinité a cessé d'exister par le décès, sans enfants, de l'époux qui le produisait, Paris, 12 fév. 1853, S. V., 53, 2, 143. Mais l'opinion contraire a été adoptée avec raison par les auteurs : l'affinité, dans ce cas, continue de subsister sous le rapport des convenances, Coin-Delisle, p. 103, n. 1; Troplong, n. 539.]

§ 775. *Des causes pour lesquelles la contrainte par corps peut être prononcée, et du titre en vertu duquel elle peut avoir lieu.*

Même dans les cas où il y a lieu à la contrainte par corps, conformément aux règles ci-dessus, elle ne peut être ordonnée pour une somme inférieure à 300 fr.¹, art. 2065².

Elle ne peut non plus être mise à exécution sans un jugement qui l'ait expressément prononcée³, art. 2067; Pr., art. 780; V. aussi art. 519 du même Code. Et un jugement ne peut la prononcer qu'autant qu'elle a été demandée par le créancier⁴. Cependant une sentence arbitrale équivaut à cet égard à un jugement⁵.

¹ En capital et intérêts, Duranton, 18, n. 479; [Tropiong, n. 287.]

² Cette règle s'applique à tous les cas ci-dessus, [sans distinction entre ceux où la contrainte par corps est obligatoire et ceux où elle est facultative.] V. la discussion de l'art. 2065. [V. aussi Tropiong, n. 289.] Cependant la Cour de cassation a fait une exception à cette règle dans un cas où le débiteur, condamné à une somme inférieure à 300 fr., s'était rendu coupable de dol. V. Cass., 4 fév. 1819. — [La règle qui veut que la contrainte par corps ne puisse être prononcée pour une somme moindre de 300 fr. ne s'applique évidemment qu'aux condamnations pécuniaires; et il importe peu qu'une condamnation pécuniaire soit encourue par un débiteur coupable de dol et de fraude: la contrainte par corps ne devra cependant être prononcée que si la condamnation s'élève à 300 fr. L'arrêt précité ne peut donc être approuvé. Quand, au contraire, il ne s'agit pas d'une condamnation pécuniaire, mais d'une condamnation à un fait pour l'exécution duquel la loi accorde la contrainte par corps, par exemple en matière de réintégration ou de restitution de dépôt, alors la contrainte par corps doit être prononcée, quelle que soit d'ailleurs la valeur de la chose dont le délaissement ou la restitution est ordonnée, Tropiong, n. 288.] — Il n'est pas nécessaire pour qu'il y ait lieu à la contrainte par corps, que la condamnation dépasse 300 fr. V. cependant Pr., art. 126. [Cet art. 126, spécial aux dommages-intérêts, veut pour ce cas particulier que la condamnation soit de plus de 300 fr.: cette différence de rédaction entre l'art. 126 Pr. et l'art. 2065 produit une sorte d'anomalie à laquelle il n'est pas permis de se sous-

traire, Tropiong, n. 288.] — S'il y a plusieurs débiteurs entre lesquels la dette se divise, la contrainte par corps ne peut être prononcée contre chacun d'eux qu'autant que leur part dans la dette commune n'est pas moindre de 300 fr., Cass., 3 déc. 1827. — [Il est à remarquer d'ailleurs que les créances distinctes par leur origine, leur nature ou leur cause, qu'une personne peut avoir sur une autre et dont aucune n'atteint le taux de la contrainte par corps, ne peuvent être additionnées à l'effet de faire prononcer cette contrainte: la position du débiteur ne peut être aggravée par un fait qui lui est étranger, Caen, 16 août 1843, S. V., 44, 2, 182; Coin-Delisle, sur l'art. 2065, n. 8; Tropiong, n. 285 et s. — *Contrà*, Amiens, 16 déc. 1835, S. V., 37, 2, 68. Toutefois on peut considérer comme constituant une même dette plusieurs billets souscrits le même jour par le même créancier au profit du même débiteur, ou à des jours différents pour une seule et même cause: c'est là une question d'appréciation. V. Bordeaux, 3 août 1836, S. V., 37, 2, 68; Grenoble, 26 juill. 1838, S. V., 39, 2, 142. V. aussi Tropiong, loc. cit.]

³ [Lorsque le jugement qui statue sur la dette elle-même a omis de prononcer la contrainte par corps, les juges ne peuvent la prononcer par un jugement postérieur, Cass., 28 avr. 1852, S. V., 52, 1, 444; Pardessus, n. 1512; Tropiong, n. 325. — La contrainte par corps ne peut même être demandée pour la première fois en appel, Rennes, 25 juill. 1819; Coin-Delisle, sur l'art. 2067, n. 8; Tropiong, n. 826.]

⁴ Duranton, 18, n. 437.

⁵ Pau, 4 juill. 1821; Cass., 1^{er} juill. 1823. [V. cependant Bastia, 27 nov. 1843, Dalloz, 44, 2, 55.]

L'appel du jugement ⁶ qui prononce la contrainte par corps a un effet suspensif, à moins que l'exécution provisoire du jugement n'ait été ordonnée à la charge de fournir caution, art. 2068 ⁷.

Les formes à suivre pour arriver à l'emprisonnement d'un débiteur, ainsi que les cas dans lesquels le débiteur peut réclamer son élargissement sont réglés par le Code de procédure, art. 780 à 805.

Du reste, l'exercice de la contrainte par corps n'a point pour effet d'entraver ou d'arrêter le cours des poursuites contre les biens du débiteur, art. 2069.

§ 716. *Des causes qui suspendent l'effet de la contrainte par corps.*
Du sauf-conduit.

Un jugement prononçant la contrainte par corps ne peut être mis à exécution contre le condamné, lorsque celui-ci, appelé à comparaitre comme témoin devant une Cour d'assises, un tribunal de première instance ou une Cour d'appel, a obtenu un sauf-conduit.

Le sauf-conduit peut être délivré par le président du tribunal devant lequel est appelé le débiteur sur les conclusions du ministère public. La durée du sauf-conduit doit y être déterminée, à peine de nullité.

A la faveur du sauf-conduit, le débiteur ne peut être arrêté ni pendant le jour de sa comparution en justice, ni pendant le temps nécessaire à son voyage d'aller et de retour, Pr., art. 782.

⁶ [L'art. 7 de la loi du 13 déc. 1848 autorise le débiteur contre lequel la contrainte par corps a été prononcée à interjeter appel du jugement dans les trois jours qui suivent l'emprisonnement ou la recommandation, lors même qu'il aurait acquiescé ou que les délais de l'appel seraient expirés. Cette disposition s'applique non-seulement au débiteur actuellement incarcéré, mais encore au débiteur non encore incarcéré, Bordeaux, 13 nov. 1849, S. V., 52, 2, 231; Agen, 7 janv. 1850, S. V., 56, 2, 103; Troplong, n. 707; — Contrà, Toulouse, 16 fév. 1850, S. V.,

52, 2, 231. — Elle s'applique non-seulement au cas où les délais ordinaires de l'appel sont expirés, sans que le débiteur ait interjeté appel, mais aussi au cas où il a laissé périmer un appel interjeté en temps utile, Cass., 20 nov. 1852, S. V., 52, 2, 797; Grenoble, 6 juill. 1855, S. V., 56, 2, 103.]

⁷ Il résulte de cet article 2068, que l'exécution provisoire du jugement qui prononce la contrainte par corps ne peut être ordonnée qu'à charge de donner caution, Duranton, 18, n. 484. [Si le jugement est exécutoire sans caution, l'appel est suspensif, Troplong, n. 338.]

TITRE XVII.

DU NANTISSEMENT.

ARTICLES 2071 A 2091.

SOMMAIRE.

§ 777. — Du nantissement en général.

CHAPITRE I. — DU GAGE.

§ 778. — Définition du gage. — Conditions essentielles de ce contrat.

§ 779. — Conditions de validité du contrat de gage.

§ 780. — Des droits du créancier nanti d'un gage.

§ 781. — Des obligations du créancier.

CHAPITRE II. — DE L'ANTICHREÛSE.

§ 782. — Définition de ce contrat.

§ 783. — Conditions de la validité de ce contrat, et de son efficacité à l'égard des tiers.

§ 784. — Des droits du créancier.

§ 785. — Des obligations du créancier.

§ 777. *Du nantissement en général.*

Le nantissement est un contrat par lequel le débiteur, ou un tiers pour le débiteur¹, remet une chose au créancier pour sûreté de sa créance², art. 2071 et 2077.

Le nantissement peut avoir pour objet une chose mobilière ou une chose immobilière. Dans le premier cas, il prend le nom de *gage*, et, dans le second cas, le nom d'*antichrèse*, art. 2072.

¹ [Il ne faut pas confondre un tiers qui donne une chose en gage pour le débiteur, avec une caution. D'une part, en effet, ce tiers, à la différence de la caution, ne s'oblige pas personnellement : il n'oblige que sa chose. D'autre part, la chose donnée en gage ne pouvant sortir des mains du créancier qu'autant que le débiteur s'est libéré, V. *inf.*,

§ 780, il en résulte que le tiers auquel cette chose appartient n'a pas le bénéfice de discussion qui appartient de droit à la caution. V. Troplong, n. 375 et 376.]
² Le nantissement constitue donc toujours une obligation accessoire, bien qu'il puisse être consenti par le même acte que l'obligation principale. Bordeaux, 8 juin 1832, S. V., 32, 2, 655.

CHAPITRE I.

DU GAGE.

§ 778. *Définition du gage. — Conditions essentielles de ce contrat.*

Le gage¹ est une chose mobilière, corporelle ou incorporelle², que le débiteur ou un tiers remet au créancier pour que celui-ci se fasse payer sur cette chose de préférence aux autres créanciers du débiteur pour le cas où celui-ci ne payerait pas lui-même, art. 2073.

Il est donc de l'essence du contrat de gage qu'il y ait, outre le consentement³ des parties, la tradition d'une chose⁴, avec l'intention de donner au créancier un privilège sur cette chose⁵.

¹ [Cette expression s'applique ici, de même que d'ailleurs cela a souvent lieu dans l'usage, non au contrat même de nantissement ou de gage, mais à la chose qui est donnée en nantissement.]

² [Telle qu'une créance.]

³ [Ce contrat ne peut donc intervenir qu'entre parties capables de contracter et par conséquent de consentir. V. le paragraphe suivant, note 1.]

⁴ [Le contrat de gage est donc un contrat réel, puisque, tant qu'il n'y a pas eu tradition, le créancier n'a pas sur la chose les droits qui résultent de ce contrat et dont il ne peut se trouver investi que par la possession même de la chose donnée en gage, les meubles n'ayant pas de suite par hypothèque ou autrement. Troplong, n. 25; Massé, 6, n. 439; Duranton, 18, n. 531.]

⁵ Il y a des règles spéciales pour le gage en matière commerciale, art. 2084; Com., art. 93, 196, 536 et s.; et pour les prêts sur gage faits par les monts-de-piété. — [La question de savoir si le gage commercial est soumis aux règles du Code Napoléon est fort controversée. Il n'y a aucun doute dans les cas particuliers où la loi commerciale déroge d'une manière expresse à la loi civile : la question ne peut naître que dans les cas où la loi commerciale est muette. Selon les uns, même dans ce cas, les règles spéciales du droit civil sont inapplicables au gage, notamment en ce qui touche la preuve du contrat et la né-

cessité d'un acte écrit, V. le paragraphe suivant; et le contrat reste sous l'empire des règles générales ou des usages commerciaux. V. Metz, 5 fév. 1820; Rouen, 9 juin 1826; Rennes, 29 déc. 1849, S. V., 51, 2, 155; Delamarre et Le Poitvin, 2, n. 399; Troplong, *Du nantissement*, n. 120. Mais selon les autres, dont l'opinion doit être suivie, le gage commercial est régi par le Code civil, dans tous les cas où la loi commerciale n'a pas remplacé les règles du droit civil, qui constituent le droit commun en toute matière, par des règles spéciales et dérogatoires. V. Douai, 18 avr. 1837, S. V., 39, 2, 68; Paris, 21 juin 1842, S. V., 43, 2, 113; Douai, 10 fév. 1843, et 29 mars 1843, S. V., 43, 2, 198 et 341; Lyon, 27 août 1849, S. V., 49, 2, 357; Pardessus, n. 1203; Duranton, 18, n. 523; Devilleneuve, obs. sur un arrêt de Cass., du 17 mai 1847, S. V., 47, 1, 401; Massé, 6, n. 451 et s. — Les monts-de-piété sont les seules maisons publiques de prêts sur gage autorisées par la loi. Décret du 24 mess. an XII; L. 24 juin 1851 : il est défendu d'en établir sans l'autorisation du gouvernement, Pén., art. 411. Mais il est bien évident que cette prohibition ne s'étend pas aux prêts sur gage ou nantissement que chacun peut faire pour le besoin de ses affaires ou de son commerce : autrement la plupart des dispositions du Code sur le contrat de gage deviendraient sans objet, Troplong, n. 492.]

§ 779. *Conditions de validité du contrat de gage.*

Les conditions de validité du contrat de gage sont, en général, les mêmes que celles du contrat de constitution d'hypothèque¹. V. *inf.*, § 799.

Toutefois le gage, en ce qui concerne les rapports du débiteur et du créancier, n'est subordonné à l'observation d'aucune forme extérieure². Mais ce contrat ne confère un privilège³ au créancier gagiste que sous les conditions particulières suivantes⁴. V. art. 2102, alin. 2.

¹ [Bien que le gage n'emporte pas l'aliénation actuelle de la chose, cependant, comme il y conduit, on doit en conclure que, pour pouvoir donner une chose en gage, il faut être capable de l'aliéner, Troplong, n. 85; Massé, 6, n. 441. De même il faut être capable de contracter pour pouvoir recevoir une chose en gage, parce que, bien que le gage soit constitué dans l'intérêt principal du créancier, il impose en même temps à ce dernier des obligations plus ou moins onéreuses que les personnes capables peuvent seules assumer, Troplong, n. 87; Massé, 6, n. 442. — Les choses données en gage étant destinées à être vendues, il en résulte que l'on ne peut donner en gage que les choses corporelles ou incorporelles, qui peuvent être vendues ou, en d'autres termes, qui sont dans le commerce. Cependant une chose insaisissable, telle qu'une rente sur l'Etat, n'en est pas moins susceptible de faire l'objet d'un nantissement valable, parce que le débiteur, en donnant cette rente en gage, autorise par cela même le créancier à la faire vendre à défaut de paiement de la créance, Paris, 13 janv. 1854, S. V., 54, 2, 209. — Lors même qu'une chose est dans le commerce, on ne peut la donner en gage qu'autant qu'on a le droit d'en disposer. Cependant il ne faudrait pas conclure de là d'une manière générale à la nullité du gage de la chose d'autrui. Sans doute, lorsque le créancier gagiste sait que la chose qui lui est remise en gage n'est pas la propriété de son débiteur, à qui le véritable propriétaire n'a pas donné le droit d'en disposer, la chose n'est nullement affectée par le gage auquel elle a servi, et celui qui l'a donnée en gage peut en demander la restitution, de même que le véritable propriétaire peut la revendiquer. Mais si le créancier est de bonne foi, il est

fondé à retenir la chose jusqu'à ce qu'il ait été payé, d'une part, parce que le débiteur qui a donné la chose en gage ne peut se prévaloir contre le gagiste ni de sa propre faute ni de son dol; et, d'autre part, parce que le véritable propriétaire serait repoussé dans son action en revendication par la présomption de propriété résultant, en faveur du débiteur, de la règle qu'en fait de meuble la possession vaut titre. Il n'en serait autrement que s'il s'agissait d'une chose qui aurait été perdue ou volée : le véritable propriétaire pourrait alors la revendiquer entre les mains du créancier gagiste, à moins que le débiteur qui l'a donnée en gage ne l'eût achetée dans une des circonstances prévues par l'art. 2280. V. Troplong, n. 81 et s., et Massé, 6, n. 444 et 445.]

² Duranton, 18, n. 512. [V. *inf.*, notes 5 et s.]

³ Sans préjudice du droit des autres créanciers de faire saisir le gage, en tant que sa valeur excède le montant de la dette pour lequel il a été donné en nantissement. Cass., 31 juill. 1852, S. V., 52, 1, 490. [V. le paragraphe suivant.]

⁴ [Le gage ou nantissement produit un double effet : l'un, relativement au débiteur qui ne peut reprendre la chose qu'il a donnée en gage avant d'avoir désintéressé le créancier; l'autre, relativement aux tiers qui ne peuvent exercer aucun droit sur la chose donnée en gage que lorsque le gagiste a été payé ou a prélevé sur le prix de cette chose le montant de ce qui lui est dû. Il faut donc distinguer dans les conditions constitutives du gage celles qui regardent le débiteur et celles qui regardent les tiers. Les conditions qui suffisent pour la constitution et la preuve du gage entre les parties contractantes peuvent ne pas suffire pour sa constitution et

1° Si la créance ou la valeur de la chose engagée dépasse 150 fr.³, le contrat doit être constaté par un acte authentique ou par un acte sous seing privé dûment enregistré⁶.

2° Cet acte doit indiquer le montant de la créance pour sûreté de laquelle le gage a été constitué⁷, l'espèce et la nature de la chose engagée⁸, ou se référer, pour ce qui concerne la désigna-

sa preuve à l'égard des tiers, c'est-à-dire, pour que le créancier gagiste ait sur le gage un privilège opposable aux tiers. Ainsi, s'il ne s'agit que de l'intérêt du débiteur et du créancier, le gage s'établit et se prouve dans les termes du droit commun dont rien ne force de sortir, quand l'intérêt des tiers n'est pas en jeu. Au contraire, si le débat s'élève entre le créancier gagiste qui réclame un privilège et les tiers auxquels ce privilège est opposé, le gage ne peut s'établir et se prouver que dans les formes déterminées par les art. 2074 et s., qui ont pour but de sauvegarder l'intérêt des tiers et d'empêcher la fraude et la collusion, Troplong, n. 109 et 116; Massé, 6, n. 458 et s.; Cass., 13 juill. 1824; Bordeaux, 8 juin 1822, S. V., 32, 2, 655, et 31 mai 1836, S. V., 36, 1, 857.]

3° Quant, en matière dont la valeur est de 150 francs ou au-dessous, le gage vaut même contre les créanciers, sans aucune formalité extérieure, sauf l'application des règles relatives à la preuve.

6 L'enregistrement est nécessaire, alors même que l'acte sous seing privé aurait d'ailleurs date certaine. Cass., 5 juill. 1820, V. cependant Delvincourt, sur l'art. 2074. [La question est controversée. Selon les uns, l'indication de la formalité de l'enregistrement par l'art. 2074, comme moyen de donner à l'acte une date certaine opposable aux tiers, n'a rien de limitatif, n'est pas exclusive des autres moyens indiqués par l'art. 1328 et n'est pas une formalité substantielle, Delvincourt, 3, p. 672; Rolland de Villargues, *Rep.*, v° *Gage*, n. 9; Valette, *Priv. et Hyp.*, p. 51, n. 40; Troplong, n. 109; Cass., 17 fév. 1858, S. V., 53, 1, 365. Selon les autres, au contraire, dont l'opinion est préférable, l'art. 2074 ayant spécialement exigé l'enregistrement comme moyen de conférer une date certaine à l'acte sous seing privé qui constate la constitution du gage, on ne doit avoir aucun égard aux autres moyens qui, aux termes de l'art. 1328, certifient la date des actes sous seing privé. On ne comprendrait pas, en effet, comment l'art. 2074, s'il

eût entendu se référer à l'art. 1328 en ce qui touche la date certaine, se serait borné à énoncer comme moyen de l'obtenir un seul des moyens indiqués par ce dernier article, au lieu d'y renvoyer purement et simplement. Duranton, 18, n. 514; Massé, 6, n. 480. — Dans tous les cas, l'acte du gage ne pourrait obtenir date certaine par un moyen autre que ceux indiqués par l'art. 1328. Aix, 27 mai 1845; Dalloz, 45, 2, 118; Montpellier, 4 janv. 1853, S. V., 55, 2, 366. — Du reste, l'enregistrement de l'acte, comme l'acte lui-même, n'est requis que dans l'intérêt des tiers, et non dans l'intérêt du débiteur : le débiteur ne pourrait donc, sous prétexte du défaut d'accomplissement de cette formalité, exiger du créancier gagiste la restitution des objets donnés en gage. Cass., 13 juill. 1824; Bordeaux, 8 août 1840, S. V., 41, 2, 169; Duranton, 18, n. 512; Massé, 6, n. 481.]

7 [L'acte de nantissement ou de gage doit contenir l'indication de la somme due, parce que sans cette déclaration les tiers, qui ne sont liés que par l'acte exigé par l'art. 2074, seraient fondés à ne voir qu'un simple dépôt dans le fait d'une remise qui ne peut avoir le caractère d'un gage que s'il y a une dette. Peu importe, d'ailleurs, que la dette soit actuelle ou future, certaine ou éventuelle et conditionnelle, Duranton, 18, n. 518; Troplong, n. 194 et s.; Massé, 6, n. 482 et s.]

8 Il résulte de la lettre et de l'esprit de la loi que les objets doivent être décrits de manière à pouvoir être suffisamment distingués d'autres objets. Il ne suffirait donc point, par exemple, de la simple indication du nombre de volumes d'une bibliothèque engagée, Paris, 8 juin 1809, et Cass., 4 mars 1811. [V. aussi Paris, 20 mai et 15 juin 1844; Dalloz, 41, 2, 218; et Douai, 10 fév. 1843, S. V., 43, 2, 198. — Il a même été jugé que, lorsque de plusieurs objets donnés en gage une partie seulement n'a pas été décrite conformément à l'art. 2074, l'acte de nantissement est nul pour le tout. V. l'arrêt précité de Paris du 8 juin 1809. Mais il est évident que

tion de cette chose, à un état séparé qui doit être annexé au contrat⁹, art. 2074.

3° Si la chose mise en gage est une créance¹⁰, il y a lieu à l'observation des mêmes formalités, quel que soit d'ailleurs le montant de cette créance¹¹; de plus, l'acte de gage ou de nantissement doit être, dans ce cas, notifié au débiteur de la créance donnée en gage¹², art. 2075. V. cependant art. 1690, alin. ult.

cet arrêt n'a aucun fondement juridique. Le gage qui porte sur plusieurs objets distincts n'est point indivisible; rien n'empêche dès lors qu'il ne vaille pour les objets bien désignés, quoique nul pour ceux dont la désignation est insuffisante, Duranton, 18, n. 522; Troplong, n. 193; Devilleneuve, sur l'arrêt de cassation du 4 mars 1811.]

⁹ [Cet état, qui doit être nécessairement annexé à l'acte, doit être enregistré comme lui, Duranton, 18, n. 520.]

¹⁰ [Le privilège, dit l'art. 2075, ne s'établit sur les meubles incorporels. tels que les créances mobilières... Il faut conclure de là que l'on ne peut donner en nantissement tous les droits incorporels quelconques, mais seulement les droits incorporels qui ont un caractère personnel et mobilier, tels que les créances mobilières, arg. art. 1629. V. Paris, 5 fév. 1836. S. V., 36, 2, 147, et Troplong, n. 294 et s.]

¹¹ [Les formalités prescrites par l'art. 2075 n'étant pas exigées pour la preuve du gage fourni en créances, mais pour sa constitution et pour la saisine ou prise de possession qui en est une condition essentielle, il en résulte que ces formalités sont nécessaires, même pour les créances de 150 francs et au-dessous, et qu'il n'y a pas lieu d'admettre pour ces créances l'exception admise par l'art. 2074 pour le gage des meubles corporels d'une valeur inférieure à 150 francs, Duranton, 18, n. 524; Troplong, n. 267; Massé, 6, n. 517.]

¹² [Le privilège, si le gage est une créance ou un meuble incorporel, n'existe que si le créancier gagiste est saisi de la créance, à l'égard des tiers. Or, de même qu'en matière de cession ou de transport de la propriété d'une créance, c'est la signification au débiteur de la créance cédée qui saisit le cessionnaire à l'égard des tiers, de même, dans la transmission ou dans le transport à titre de gage, c'est la signification qui saisit le gagiste à l'égard des tiers et lui confère un privilège susceptible de leur être opposé. — La signi-

fication de l'acte de nantissement ne suffit cependant pas pour la prise de possession du créancier gagiste; il faut, de plus, qu'il y ait tradition effective de la créance par la remise des titres, arg. art. 2074 et 2076; Liège, 15 mai 1810; Aix, 21 juill. 1842, S. V., 43, 2, 199; Cass., 11 juin 1846, S. V., 46, 1, 444; Duranton, 18, n. 525; Troplong, n. 277; Massé 6, n. 519. — Il est à remarquer du reste que, lorsqu'il y a eu un acte de nantissement notifié, il n'est pas nécessaire, pour effectuer la tradition des titres, qu'il y ait de plus un transport en règle: il suffit de la simple remise du titre de créance, Cass., 19 juin 1848, S. V., 48, 1, 465. — De ce que la tradition ou remise réelle du titre de créance est nécessaire pour l'établissement du privilège du gagiste, il résulte qu'une créance qui n'est pas établie par titres ne peut faire l'objet d'un gage ou nantissement. Lyon, 31 janv. 1839, S. V., 39, 2, 527; Troplong, n. 278; Massé, 6, n. 520. — De ce que la constitution du gage en matière de créance a lieu dans la même forme que s'il s'agissait de transmettre la propriété de la créance, il suit que, lorsqu'il s'agit de valeurs transmissibles par voie d'ordre ou d'endossement, telles que lettres de change, billets à ordre, actions sociales, elles sont valablement données en gage par simple endossement, sans qu'il soit nécessaire de recourir à un acte de gage et à une notification, Cass., 18 juill. 1848, S. V., 48, 1, 609; Troplong, n. 283 et s.; Massé, 6, n. 521 et s. — *Contrà*, Lyon, 12 juill. 1849, S. V., 49, 2, 703. — Par la même raison, les billets ou titres au porteur, qui sont transmissibles par la simple tradition manuelle, peuvent de la même manière être donnés en gage, la remise qui en est effectuée ayant le même effet que l'endossement des obligations à ordre, Bordeaux, 17 avril 1845, S. V., 45, 2, 450; Paris, 8 fév. 1854, S. V., 54, 2, 320; Troplong, n. 287; Devilleneuve, S. V., 47, 1, 641; Massé, 6, n. 525. — *Contrà*, Cass., 11 août 1847, S. V., 47,

4° Enfin, le privilège du créancier sur le gage n'existe qu'autant qu'il soit le créancier, soit un tiers désigné par la convention a été mis et est resté en possession ¹³ de la chose qui en fait l'objet, art. 2076.

§ 780. Des droits du créancier nanti d'un gage.

1° Le créancier nanti d'un gage est autorisé à retenir la chose qui lui a été donnée en gage, jusqu'à ce qu'il ait été intégralement payé ¹ de sa créance, en principal et accessoires, V. § 757 et s.; et, de son côté, le débiteur qui a fourni le gage ne peut le retirer tant qu'il ne s'est pas complètement libéré, à moins que le créancier n'abuse de la chose ², art. 2073, et 2082, alin. 1.

Ce droit de rétention est donc indivisible ³. V. art. 2083.

Le créancier peut même, si depuis la constitution du gage ⁴ le débiteur a contracté ⁵ envers lui une nouvelle dette devenue exigible avant le paiement de la première ⁶, retenir le gage jusqu'à parfait paiement des deux dettes ⁷, art. 2082.

1, 641; Pardessus, n. 1503; Duranton, 18, n. 527. V. aussi Cass., 7 janv. 1851, S. V., 51, 1, 129, et Montpellier, 4 janv. 1853, S. V., 53, 2, 266.]

¹³ [Sur le caractère que doit avoir cette possession, V. Troplong, n. 296 et s.]

¹ Ou jusqu'à ce que le débiteur se soit libéré d'une autre manière. V. cependant, sur le cas où le débiteur n'a d'autre moyen de libération à opposer que la prescription, L. 7, § 3, C., *De præscriptionibus 30 vel 40 annorum*, et Cass., 27 mai 1812. [Il est certain que le débiteur est libéré non-seulement par un paiement effectif, mais encore par tout ce qui, d'après les principes du droit, équivaut à un paiement, et notamment par la novation et la compensation, Troplong, n. 461 et s. Mais il est également certain que le débiteur ne pourrait opposer au créancier gagiste la prescription qui se serait opérée depuis la constitution du gage : le gage entre les mains du créancier est une reconnaissance perpétuelle de la dette, Duranton, 18, n. 533; Troplong, n. 474. V. aussi l'arrêt précité du 27 juin 1812.]

² [Non-seulement en faisant de la chose un usage contraire aux lois et aux bonnes mœurs, mais encore en en faisant un usage qui la met en péril, Troplong, n. 468.]

³ [Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette. Il est indivisible notamment entre les héritiers du dé-

biteur et ceux du créancier : l'héritier du débiteur qui a payé sa part de la dette ne peut donc répéter sa part du gage, tant que la dette n'a pas été entièrement acquittée, non plus que l'héritier du créancier qui a reçu sa part de la dette ne peut remettre le gage au préjudice de ses cohéritiers qui ne sont pas payés, art. 2083.]

⁴ La loi unique, C., *Etiam ab chirographo pecun.*, ne distinguait pas entre les créances antérieures et postérieures au gage. [Mais aujourd'hui l'art. 2082 n'attribue le droit de rétention qu'aux créances postérieures à la constitution du gage : on suppose que dans ce cas le créancier n'a pas demandé un nouveau gage, parce qu'il considérerait le gage dont il était nanti comme suffisant pour garantir les deux dettes, Fenet, 15, p. 208.]

⁵ Ainsi ce droit de rétention n'a pas lieu lorsque la dette postérieure ne résulte pas d'un contrat formé entre les parties elles-mêmes, mais, par exemple, d'une cession faite par un autre créancier au créancier nanti. *Exceptio est strictissimæ interpretationis*, Duranton, 18, n. 567.

⁶ [V. Aix, 21 fév. 1840, S. V. 50, 2, 570.]

⁷ Mais ce droit de rétention n'est point uni à un privilège, Delvincourt, sur cet article. V. aussi Rouen, 17 déc. 1828 et 25 fév. 1829; Bordeaux, 22 juin 1832, S. V., 32, 3, 668, et Duran-

2° Le créancier peut, à défaut de paiement de ce qui lui est dû, faire ordonner en justice que le gage lui demeure en paiement et jusqu'à concurrence du montant de sa créance, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il soit vendu aux enchères⁸.

Mais il ne peut s'approprier le gage de sa seule autorité. Est nulle, en conséquence, la clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à le vendre autrement que dans les formes voulues par la loi⁹, art. 2078. Toutefois, les parties peuvent convenir, dans l'acte de nantissement, qu'à défaut de paiement le gage deviendra la propriété du créancier, suivant l'estimation qui en sera faite alors par experts¹⁰, ou qu'il sera vendu aux enchères publiques¹¹.

3° Le créancier est fondé à répéter toutes les dépenses qu'il a faites pour la conservation ou pour l'amélioration de la chose¹²,

ton, 18, n. 547. [En d'autres termes, le droit de rétention attribué à la dette contractée postérieurement à la constitution du gage n'est opposable qu'au débiteur, mais non aux autres créanciers vis-à-vis desquels celui qui n'a pas rempli, à l'égard de la dette postérieure, les formalités prescrites par l'art. 2074 ne peut prétendre à aucun privilège, Troplong, n. 465.] — Ce droit de rétention n'a pas lieu lorsque le gage a été constitué par un tiers.

⁸ Le créancier peut former une demande alternative. Dans ce cas, c'est au juge à apprécier ce qui convient. Le créancier peut aussi se borner à demander la vente aux enchères [ou l'estimation par experts, et, dans ce cas, le juge ne peut ordonner que ce qui est demandé par le créancier, auquel la loi donne l'option entre la vente et l'estimation. Le juge, en effet, ne peut avoir plus de droits que le débiteur qui, si le créancier demande la vente, ne peut demander l'estimation, et, si le créancier demande l'estimation, ne peut demander la vente : c'est au créancier seul que l'art. 2078 donne le droit de faire ordonner soit l'une soit l'autre voie de réalisation du gage, Colmar, 25 fév. 1828; Troplong, n. 400 et s. V. cependant Duranton, 18, n. 536.] — Rien n'empêche d'ailleurs le créancier de former une demande en paiement comme s'il n'avait pas de gage, Delvincourt, sur l'art. 2078; [Duranton, 18, n. 536.] — *Quid*, si le gage ne suffit pas pour désintéresser le créancier ? [Le produit ou la valeur du gage s'impute d'a-

bord sur les intérêts et ensuite sur le capital de la créance, et le débiteur doit parfaire.] V. L. 55, Dig., *De pign. act.*; L. 96, § 3, Dig., *De solutione*, art. 1254 et 2081; Proc., art. 945 et s.; et Bruxelles, 8 janv. 1834, S. V., 34, 2, 283. — Les frais de ventes sont à la charge du débiteur, Rennes, 6 juin 1833, S. V., 34, 2, 114. — La clause *ne pignus vendatur* doit être considérée comme non écrite, Duranton, 18, n. 539. V. aussi L. 96, § 3, Dig., *De solutione*.

⁹ [Cet article consacre donc la prohibition de la clause *commissaire*, c'est-à-dire de la clause qui autorise le débiteur, si le créancier ne paye pas dans un certain délai, à retenir en paiement la chose donnée en gage. V. Troplong, n. 378 et s.]

¹⁰ [Troplong, n. 388. Mais il en serait autrement de la clause qui attribuerait le gage au créancier, en cas de non-paiement, moyennant une estimation faite au moment du contrat. L'estimation doit être faite *ex tunc*, et non *ex nunc*, Troplong, n. 389.] Rien n'empêche d'ailleurs le débiteur qui, après avoir donné une chose en gage, ne peut ou ne veut payer, de vendre cette chose au créancier pour acquitter sa dette, *per argumentum à minori ad majus*, L. 6, Dig., *De pign. act.*; Delvincourt, sur l'art. 2078; Duranton, 18, n. 537 et 568; [Troplong, n. 386 et s.]

¹¹ [Sans avoir besoin de faire ordonner la vente en justice.]

¹² La rédaction de l'art. 2080 est défec-
tueuse. V. L. 8, 25, Dig., *De pign.*

art. 2080, alin. 2, et à se faire indemniser du dommage que le gage peut lui avoir causé, arg. art. 1947.

Le débiteur, ou le tiers qui a fourni le gage, conserve d'ailleurs tous ses droits de propriété sur la chose engagée, comme si celle-ci n'avait été que mise en dépôt chez le créancier gagiste. Si donc la chose porte des fruits, le créancier doit compte de ceux qu'il a perçus¹², art. 2079 et 2081.

§ 781. Des obligations du créancier.

1° Le créancier est tenu de veiller en bon père de famille à la conservation de la chose donnée en gage¹. Il doit, par conséquent, indemniser le débiteur de la perte ou des dommages qu'elle a subis par sa faute constatée², art. 2080. V. aussi art. 1137.

2° Il doit, de plus, lorsqu'il a été complètement désintéressé, restituer³ le gage à celui qui l'a fourni avec ses accessoires et ses accroissements, art. 2082. V. aussi art. 1940 et s.

CHAPITRE II.

DE L'ANTICHRESE.

§ 782. Définition de ce contrat.

L'antichrèse est un contrat par lequel le créancier est mis en possession d'un immeuble, soit par le débiteur, soit par un tiers, art. 2077 et 2090, avec autorisation d'en percevoir les fruits et de

actione. Impense necessaria simpliciter restituenda sunt, utiles, quatenus pretium rei augent, Duranton, 18, n. 542. [V. Pothier, n. 61; Troplong, n. 434 et s.]

¹² L. 13, Dig., *De pign. et hypoth.*; L. 3. C., *In quibus consis pignus*, etc., Delvincourt, sur les art. 2079 et s.

¹ L'étendue de cette obligation paraît devoir être appréciée d'après les articles 1927 et 1928, alin. 2. [Cela n'est pas tout à fait exact. Bien que le créancier gagiste puisse être considéré à certains égards comme un dépositaire, arg. art. 2079, cependant sa responsabilité est plus étendue que celle du dépositaire, par le motif que le dépositaire rend un service à autrui, tandis que le gagiste se rend service à lui-même, Troplong, n. 426 et s.]

taire, par le motif que le dépositaire rend un service à autrui, tandis que le gagiste se rend service à lui-même, Troplong, n. 426 et s.]

² Cass., 3 déc. 1834, S. V., 35, 1, 367. [Mais le créancier gagiste ne répond pas de la force majeure, Troplong, n. 430.]

³ Sur la prescription de l'action en restitution du gage, V. Duranton, 18, n. 561 et s. [Cette action se prescrit par trente ans, qui commencent à courir du jour où le débiteur, s'étant complètement libéré, a pu retirer le gage : tant que le débiteur doit, le créancier, possédant à titre de gagiste, ne peut prescrire contre son titre, Troplong, n. 470 et s.]

les imputer d'abord sur les intérêts de la créance, si elle en produit¹, et ensuite sur le principal², art. 2085.

§ 783. Conditions de la validité de ce contrat et de son efficacité.

La validité du contrat d'antichrèse, comme celle du gage, s'apprécie, par analogie, d'après les règles applicables en matière d'hypothèque¹. V. § 779.

La formation de ce contrat n'est d'ailleurs subordonnée à l'observation d'aucune forme extérieure. Cependant la preuve ne peut en être faite que par écrit et non par témoins, alors même que la valeur de l'immeuble ou celle des fruits perçus ou à percevoir de cet immeuble serait inférieure à 150 fr.², art. 2085, alin. 1.

¹ On ne serait pas fondé à conclure de l'art. 2085 que, si une antichrèse a été constituée pour une dette non productive d'intérêts, cette dette devient productive d'intérêts à partir du jour de son exigibilité. [D'après les principes généraux auxquels l'art. 2085 se rapporte, plutôt qu'il ne les contredit, les intérêts moratoires ne sont dus qu'en vertu d'une convention ou d'une demande en justice, Troplong, n. 538.] Cependant, Proudhon, *De l'usufr.*, 1, n. 77, est d'un avis contraire.

² V. Maleville, sur le livre 3, tit. 17, chap. 2; Merlin, *Rép.*, v^o *Antichrèse*, *Contrat pignoratif*, *Engagement d'immeubles*, et *Quest.*, v^o *Contrat pignoratif*, (et Troplong, n. 495 et s. — L'antichrèse n'engage donc pas l'immeuble lui-même, mais seulement les fruits de l'immeuble; c'est ce qui le distingue du contrat pignoratif. V. sur ce point, *inf.*, § 784, note 5.]

54, 2, 597. — *Contrà*, Magnin, *Des minorités*, 2, n. 1263.]

² L'art. 2085, alin. 1, est conçu tout à fait de la même manière que l'art. 2044, alin. 2: « L'antichrèse ne s'établit que par écrit. » Ici se représente donc la question examinée, *sup.*, § 767, note 6, de savoir si l'écriture est de l'essence du contrat. Duranton, 18, n. 558, admet que, relativement aux tiers, un acte est nécessaire: *ad formam negotii*. [De la disposition absolue de l'art. 2085, il résulte que l'antichrèse ne peut se prouver que par écrit, soit vis-à-vis du débiteur, soit vis-à-vis des tiers, quels que soient d'ailleurs le chiffre de la créance ou la valeur de l'immeuble ou des fruits. Cependant, comme l'écriture n'est exigée que pour la preuve du contrat, l'aveu fait par le débiteur prouverait, sans aucun doute, le contrat à son égard; mais il ne le prouverait pas vis-à-vis des tiers, contre lesquels le créancier ne peut, comme en matière de gage, acquérir un droit de préférence qu'en vertu d'un acte ayant une date certaine qui leur soit opposable. Troplong, n. 514 et s. — Du reste, en cette matière, l'acte d'antichrèse fait sous seing privé obtient date certaine à l'égard des tiers par tous les moyens indiqués dans l'art. 1328, et non pas seulement par l'enregistrement, comme en matière de gage: l'art. 2085 ne reproduit pas la disposition restrictive de l'art. 2074, Duranton, 18, n. 560. — Comme le gage, l'antichrèse est un contrat réel, qui n'est parfait que par la tradition, parce que c'est seulement quand il y a eu tradition que le créancier peut percevoir les fruits de l'immeuble, Duranton, 18, n. 559; Troplong,

¹ [L'antichrèse, ayant pour objet les fruits de l'immeuble et pour but de conférer un droit sur ces fruits, il en résulte qu'elle peut être constituée par celui qui a droit aux fruits, par conséquent, par l'usufruitier et par le mari. Mais comme le contrat engage non-seulement les fruits présents, mais encore les fruits à venir, dont il a pour but l'aliénation, il ne peut être consenti par un simple administrateur, Proudhon, n. 891; Troplong, n. 517 et s.; l'au, 9 août 1837, S. V., 58, 2, 350; Cass., 22 nov. 1841, S. V., 42, 1, 48. Il en résulte également qu'il ne peut être consenti par un individu pourvu d'un conseil judiciaire sans l'assistance de ce conseil, Paris, 10 mars 1854, S. V.,

§ 784. *Des droits du créancier.*

1° Le créancier peut retenir l'immeuble jusqu'à l'entier acquittement de la dette, en principal et accessoires¹, art. 2087, alin. 1.

2° Il est autorisé à percevoir les fruits de l'immeuble, mais à la charge de les imputer d'abord sur les intérêts et ensuite sur le principal², et, par conséquent aussi, de rendre compte de ces fruits au débiteur³, art. 2085, alin. 2. Les parties peuvent d'ailleurs convenir que les fruits se compenseront avec les intérêts purement et simplement ou jusqu'à concurrence d'une certaine somme. Bien que cette convention soit valable sans restriction, d'après le Code civil, qui laisse aux parties la liberté de régler le taux de l'intérêt, art. 2089, cependant il résulte de la loi postérieure, du 3 septembre 1807, que le créancier est tenu, malgré cette convention, de rendre compte des fruits perçus, et, dans le cas où la valeur de ces fruits dépasserait considérablement l'intérêt légal, d'imputer annuellement l'excédant sur le principal⁴.

Le créancier ne devient pas propriétaire de l'immeuble, faute

ibid. — Bien qu'intéressé de part et d'autre, l'antichrèse, comme le gage, est un contrat imparfaitement synallagmatique. Si ce contrat est par acte sous seing privé, il n'est donc pas nécessaire qu'il soit fait double, Duranton, 18, n. 559; Troplong, n. 516. — *Contrà*, Rolland de Villargues, *v° Antichrèse*, n. 12.]

¹ Il suit de là que le droit du créancier est indivisible, art. 2090 combiné avec l'art. 2083, [Troplong, n. 548. — On doit même, selon les auteurs, appliquer en matière d'antichrèse la disposition de l'art. 2082 relative au gage, et décider par suite que si le débiteur a contracté depuis la constitution de l'antichrèse une nouvelle dette, devenue exigible avant le paiement de la première dette, le créancier ne peut être tenu à se dessaisir de l'immeuble avant d'être payé de l'une et de l'autre dette. V. Troplong, n. 549; Duranton, 18, n. 563. Mais le contraire a été jugé par la Cour de Caen le 2 janv. 1846, S. V., 47, 2, 799. V. aussi Delvincourt, 3, p. 675, et *inf.*, § 785, note 7.]

² [La prescription extinctive ne court point contre le créancier nanti à titre d'antichrèse, tant qu'il détient l'immeuble, Cass., 27 mai 1812; Riom, 31 mai 1828; Merlin, *Rép.*, *v° Prescript.*, sect. 1, § 7, n. 18; Duranton, 18, n. 533;

Troplong, n. 551. Mais, d'un autre côté, la prescription acquisitive ne court point contre le débiteur au profit du créancier nanti qui ne pourrait prescrire contre son titre, à moins qu'il n'y eût eu interversion, Troplong, n. 552 et s. — Il est même à remarquer que les actes de possession faits par le propriétaire peuvent être opposés aux tiers pour interrompre la prescription qui aurait couru à leur profit pendant la durée de l'antichrèse, Cass., 22 juill. 1856, S. V., 56, 1, 910.]

³ [V. Troplong, n. 454 et s.]

⁴ Montpellier, 21 nov. 1829; Duranton, 18, n. 556 et s. [V. aussi Troplong, n. 565 et s. Suivant ce dernier auteur, il n'y a lieu à faire compte des intérêts, et la stipulation autorisée par l'art. 2089 ne peut être considérée comme usuraire que si le contrat est exempt de toute chance aléatoire. Cette restriction ne nous paraît pas admissible: dès que la compensation stipulée des fruits avec les intérêts a pour résultat d'assurer au créancier un intérêt supérieur au taux légal fixé par la loi de 1807, postérieure à l'art. 2089, il y a lieu à déduction de l'excédant qui doit être imputé sur le capital. La loi de 1807 ne permet pas les stipulations d'intérêts excessifs sous le prétexte d'une chance aléatoire qui, après tout, se trouve toujours plus ou moins dans les contrats de cette nature.]

par le débiteur de payer ce qu'il doit : toute convention contraire est nulle⁵. A défaut de paiement, le créancier n'a que le droit de poursuivre la vente de l'immeuble par expropriation forcée, comme tout autre créancier du débiteur, art. 2088 et arg. art. 2078. Cependant rien ne s'oppose à ce qu'il soit convenu que le créancier pourra faire vendre l'immeuble aux enchères devant notaire⁶, ou le garder pour un prix à déterminer ultérieurement par experts⁷.

Le droit du créancier sur l'immeuble donné en antichrèse n'est pas un droit réel, bien qu'il puisse, par une convention particulière, être uni à un droit réel, tel qu'un droit d'hypothèque ou de privilège. L'antichrèse ne confère donc point par elle-même au créancier un droit de préférence sur les autres créanciers. V. § 824. Le créancier ne peut donc pas non plus s'opposer à ce que l'immeuble soit vendu sur la poursuite des autres créanciers. Mais il

⁵ Il suit de là que la convention par laquelle le créancier deviendrait propriétaire de l'immeuble pour la somme prêtée, faite par le débiteur de payer à l'échéance, est nulle. — [On doit également considérer comme nul le contrat connu sous le nom de *contrat pignoratif*, combinaison au moyen de laquelle un créancier, en devenant acquéreur apparent de l'immeuble de son débiteur, le reçoit réellement en gage, et qui se réalise ordinairement au moyen d'une vente à vil prix d'un immeuble, avec faculté de rachat et relocation par l'acheteur au vendeur : dans cette opération, l'immeuble vendu devient le gage du créancier acheteur; le fermage représente les intérêts de la créance; et par le non-exercice du réméré à l'échéance, le créancier devient propriétaire de l'immeuble donné en gage par le débiteur, Montpellier, 25 août 1829; Colmar, 12 fév. 1831, S. V., 31, 2, 304 et 17 fév. 1832, S. V., 35, 2, 436; Lyon, 27 août 1841, S. V., 43, 2, 32; Douai, 25 juill. 1846, S. V., 46, 2, 497. Cependant la vente à réméré et avec relocation pourrait être maintenant comme ne constituerait pas un contrat pignoratif, si, d'après les circonstances, elle devait être considérée comme une vente sérieusement faite, Cass., 23 déc. 1845, S. V., 46, 1, 732 et 21 avr. 1846, S. V., 46, 1, 659. V. sur ces divers points, Merlin, *Rep.*, v° *Contrat pignoratif*; Duvergier, *Vente*, 2, n. 14, et Troplong, n. 508 et s. — Mais rien n'empêche le débiteur, après avoir donné un immeuble en antichrèse, de le vendre à son créancier, et,

par conséquent, postérieurement à l'acte constitutif de l'antichrèse, de donner mandat au créancier de vendre l'immeuble : ce mandat ou cette autorisation ne seraient nuls que dans le cas où ils seraient donnés dans l'acte même constitutif de l'antichrèse, Cass., 23 mars 1835, S. V., 36, 1, 110; Duranton, 18, n. 568; Troplong, n. 559. — Est également valable la convention, même insérée dans l'acte, par laquelle le débiteur, à défaut de paiement à l'échéance, s'oblige à vendre au créancier, d'après estimation, l'immeuble donné en antichrèse, Troplong, n. 560. V. *sup.*, § 780, notes 9 et s.]

⁶ [Cette question longtemps controversée a été négativement résolue par l'art. 742 du Code de procédure révisé en 1841, qui proscriit la clause connue dans la pratique sous la dénomination de clause de voie parée. Toutefois, les arrêts qui avaient admis la validité de cette clause avaient été rendus dans des espèces où l'obligation n'était pas mêlée d'antichrèse. V. Cass., 20 mai 1840, S. V., 40, 1, 385; Bordeaux, 25 juin 1841 et 10 mars 1842, S. V., 42, 2, 226; Pau, 28 janv. 1842, S. V., 42, 2, 125; Cass., 15 juill. 1842, S. V., 42, 1, 680. Et il a été jugé que cette clause, quand il s'agit d'un immeuble donné en antichrèse, était nulle en vertu de l'art. 2088, avant le nouvel art. 742 du Code de procédure, comme elle l'est aujourd'hui en vertu de ces dispositions combinées. Cass., 28 avr. 1857, S. V., 57, 1, 687.]

⁷ [V. *sup.*, note 5.]

peut, en conséquence du principe établi au paragraphe 346, invoquer les droits dérivant du contrat de nantissement même contre celui qui est devenu acquéreur de l'immeuble ³.

³ Il est certain que l'antichrèse ne confère point au créancier nanti un droit de privilège sur l'immeuble, puisqu'il n'a sur le prix de cet immeuble aucun droit de préférence opposable aux autres créanciers du propriétaire. Mais c'est une question que de savoir si le droit de rétention que l'art. 2087 accorde au créancier nanti à titre d'antichrèse est opposable non-seulement au débiteur, mais encore aux tiers. Il est d'abord sans difficulté que l'antichrèse ne peut nuire aux droits antérieurs régulièrement constatés, par exemple aux créanciers inscrits avant son établissement : car on ne comprendrait pas comment l'antichrèse, qui n'est qu'une aliénation de fruits, aurait plus d'effet, vis-à-vis des créanciers hypothécaires antérieurs, que la vente qui est une aliénation du fonds même, l'arrouhon *De Usufr.*, 1, n. 88; Troplong, n. 575. Mais il en est autrement en ce qui touche les tiers dont les droits sont postérieurs à l'antichrèse, et il y a, à cet égard, une grande divergence entre les arrêts et les auteurs. Selon les uns l'antichrèse n'est jamais opposable aux tiers, et le droit de rétention qui en résulte n'est opposable qu'au débiteur, contre lequel l'antichrèse crée une action personnelle, mais ce droit n'est jamais opposable aux tiers à l'égard desquels l'antichrèse est *res inter alios acta*; autrement le créancier nanti aurait sur l'immeuble un véritable droit de privilège que lui refuse l'art. 2091, aux termes duquel l'antichrèse ne préjudicie point aux droits que les tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble remis à titre d'antichrèse. D'où l'on conclut que le débiteur peut vendre l'immeuble; que les créanciers hypothécaires, même postérieurs à la constitution de l'antichrèse, peuvent le saisir et le faire vendre, et que dans l'un et l'autre cas l'immeuble passe libre de toute charge résultant de l'antichrèse entre les mains de l'acquéreur qui n'est pas tenu de supporter l'exercice du droit du créancier nanti sur les fruits de la chose vendue. V. Delviscourt, sur l'art. 2091 : Troplong, n. 576 et s.; Rennes, 24 août 1827, S. V., 51, 4, 303; Bastia, 9 mai 1839, S. V., 38, 2, 369; Paris, 24 juill. 1852, S. V., 52, 2, 657. Mais d'autres, au contraire, pensent avec raison, selon

nous, que l'antichrèse peut être opposée aux tiers dans la mesure du droit partiel qu'elle confère au créancier. L'antichrèse est un nantissement; or, le propre du gage ou du nantissement est de donner au créancier nanti une *sûreté* non-seulement contre le débiteur, mais encore contre les tiers. Quand l'art. 2087 consacre le droit de rétention du créancier nanti de l'immeuble donné à antichrèse, en disposant que le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse, il consacre ce droit non-seulement contre le débiteur qui ne peut retirer l'immeuble, mais encore contre les tiers auxquels il ne peut transmettre plus de droits qu'il n'en avait lui-même. Le droit de rétention que le créancier oppose aux tiers ne tend point à lui faire obtenir un privilège, car le créancier ne demande point un droit de préférence sur le prix de l'immeuble : il demande seulement à percevoir les fruits de l'immeuble jusqu'à parfait acquittement de sa créance. Le débiteur peut donc vendre l'immeuble; les créanciers hypothécaires postérieurs à la constitution de l'antichrèse peuvent donc en poursuivre l'expropriation forcée; mais l'immeuble passera aux acquéreurs ou à l'adjudicataire avec les charges qui le grèvent, et ils ne pourront le retirer des mains du créancier nanti avant l'entier acquittement de la dette à laquelle il sert de gage. C'est d'ailleurs ce qui résulte de l'art. 2091, dont les partisans de l'opinion contraire se font une arme sans valeur, et aux termes duquel l'antichrèse ne préjudicie pas aux droits que des tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble qui en fait l'objet. Mais cet article se garde bien de dire qu'il ne préjudicie pas aux droits des tiers sur les fruits de l'immeuble. Par cette locution fautive *sur le fonds de l'immeuble*, il distingue donc le fonds des fruits, pour refuser au créancier nanti qui n'est pas privilégié sur le fonds le droit de le soustraire à l'action des tiers, mais pour lui reconnaître en même temps un droit acquis aux fruits, dont, au moyen de l'antichrèse, il est devenu l'acquéreur pour un temps indéterminé. S'il en était autrement, où serait le gage du créancier et la garantie que lui donnerait l'antichrèse,

§ 785. *Des obligations du créancier.*

1° Le créancier doit administrer l'immeuble en bon père de famille, à peine de dommages-intérêts, et même, selon les circonstances, d'être condamné à restituer l'immeuble donné en antichrèse, art. 2086, alin. 2, et arg. art. 618, et art. 2082, alin. 1.

Il suit de là qu'il ne peut faire aucun changement sur l'immeuble¹.

Il suit également de là qu'il doit pourvoir à l'entretien et aux réparations de l'immeuble, sauf à prélever ses dépenses sur les fruits par lui perçus², si la dépense a été nécessaire ou utile³, ou à retenir l'immeuble⁴ jusqu'à ce qu'il ait été couvert de ses dépenses, à moins qu'il n'ait renoncé au droit de les prélever ou de les répéter⁵.

Enfin, il suit encore de là qu'il doit, sous la même réserve, acquitter les contributions et autres charges annuelles de l'immeuble, art. 2086. Cependant le créancier peut s'affranchir des diverses obligations énumérées dans l'art. 2086, en restituant l'immeuble au débiteur, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit⁶, art. 2087, alin. 2.

gage précaire, garantie fragile, subordonnée à la bonne ou à la mauvaise foi du débiteur qui les ferait disparaître en vendant l'immeuble ou en le grevant d'hypothèque? En présence de ce résultat, qui mettrait le débiteur à la discrétion du créancier, on ne s'expliquerait pas pourquoi le législateur aurait organisé l'antichrèse, et en aurait déterminé les formes et les conséquences, s'il dépendait du débiteur de retirer d'une main ce qu'il donne de l'autre. Concluons de là que l'antichrèse est opposable aux tiers, en ce sens que les tiers acquéreurs ne peuvent réclamer l'immeuble que lorsque le créancier est complètement désintéressé par la perception des fruits. Et cette conclusion est d'autant moins contestable aujourd'hui que la loi du 23 mars 1855 exige la transcription des actes constitutifs d'antichrèse, faute de quoi ces actes ne sont pas opposables aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble, art. 2 et 3. Ce qui suppose évidemment que l'antichrèse peut être opposable aux tiers. V. Proudhon, n. 90 et s.; Duranton, 18, n. 560; Bourges, 24 juill. 1828; Toulouse, 22 juill. 1835, S. V., 36, 2, 109, et Cass., 31 mars 1851, S. V., 51, 1, 309. — À plus forte raison, l'antichrèse

est-elle opposable aux créanciers chirographaires ayant un titre exécutoire, même antérieur à la constitution du gage, en ce sens qu'ils ne peuvent exercer leurs droits que sous la réserve de ceux du créancier nanti de l'immeuble qui lui a été donné en gage, Proudhon, n. 87; Troplong, n. 592.]

¹ Paris, 9 déc. 1836, S. V., 37, 2, 29. [V. *inf.*, note 3.]

² Et même de réclamer du débiteur le remboursement de ses déboursés, si les frais ne suffisent pas pour couvrir ces dépenses, Delvincourt, sur l'art. 2086.

³ [Mais il ne peut faire que les réparations utiles et nécessaires. Il ne peut faire des dépenses de luxe, ni des améliorations qui grèveraient l'immeuble sans utilité, ni nécessité. Il ne peut, non plus, changer le mode d'exploitation de l'immeuble, Paris, 9 déc. 1856, S. V., 37, 2, 29. V. *sup.*, note 1.]

⁴ Pourvu, dans tous les cas, qu'il puisse justifier de ses déboursés, Turin, 31 déc. 1810.

⁵ V. Proudhon, 1, n. 86.

⁶ La convention autorisée par l'art. 2089 paraît impliquer cette renonciation. [V. cependant, Troplong, n. 555.]

2° Le créancier doit, aussitôt qu'il a été intégralement payé, restituer l'immeuble au débiteur⁷, art. 2087, alin. 1. V. *sup.*, §§ 781 et 784.

⁷ La disposition de l'art. 1082, alin. 2, *Contrà*, Duranton, 18, n. 563, [V. *sup.*, constituant un privilège, ne paraît pas § 784, note 1.] devoir être étendue à l'antichrèse. —

TITRE XVIII.
DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

—
ARTICLES 2092 A 2203.
—

PRÉLIMINAIRES.

- § 786. — Généralités et définitions.
- § 787. — Notions historiques.
- § 788. — Des objets susceptibles de privilège et d'hypothèque.
- § 789. — Des différentes espèces de privilèges et d'hypothèques.

CHAPITRE I. — DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE PRIVILÈGES.

SECTION I. — Des privilèges sur les meubles.

- § 790. — Des privilèges généraux sur les meubles.
- § 791. — Des privilèges sur certains meubles.

SECTION II. — Des privilèges sur les immeubles.

- § 792. — Des privilèges généraux sur les immeubles.
- § 793. — Des privilèges sur certains immeubles.

CHAPITRE II. — DES DIFFÉRENTES ESPÈCES D'HYPOTHÈQUES.

SECTION I. — De l'hypothèque légale.

- § 794. — Généralité de l'hypothèque légale.
- § 795. — De l'hypothèque légale des mineurs.
- § 796. — De l'hypothèque légale des femmes mariées.
- § 797. — De l'hypothèque légale de l'État, des communes et des établissements publics.

SECTION II. — De l'hypothèque judiciaire.

- § 798. — Des actes qui la produisent et de ses effets.

SECTION III. — De l'hypothèque conventionnelle.

- § 799. — Des personnes capables de contracter une hypothèque.
- § 800. — Des actes par lesquels une hypothèque peut être constituée.

- § 801. — Des énonciations de l'acte constitutif de l'hypothèque.
- § 802. — Des obligations pour sûreté desquelles l'hypothèque peut être constituée.
- § 803. — Des modifications conventionnelles de l'hypothèque.

CHAPITRE III. — DE L'INSCRIPTION DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

- § 804. — De l'inscription en général.
- § 805. — De la conservation des privilèges et des hypothèques.
- § 806. — Des privilèges et hypothèques soumis à la nécessité de l'inscription.
- § 807. — Des personnes qui doivent ou peuvent requérir l'inscription.
- § 808. — Des personnes contre lesquelles l'inscription peut être prise et des délais pour prendre inscription.
- § 809. — Du titre en vertu duquel l'inscription peut être requise.
- § 810. — De la spécialité de l'inscription quant aux immeubles sur lesquels elle peut être prise.
- § 811. — De la spécialité de l'inscription quant à la créance ou à la somme pour laquelle elle peut être prise.
- § 812. — De la réduction des inscriptions.
- § 813. — Règles particulières à la conservation des privilèges.
- § 814. — Des formalités requises pour l'inscription des privilèges et des hypothèques.
- § 815. — Des conditions requises pour la validité des inscriptions.
- § 816. — De la rectification des inscriptions irrégulières.
- § 817. — Des effets de l'inscription.
- § 818. — De l'extinction des inscriptions par la péremption et de leur renouvellement.
- § 819. — De la radiation des inscriptions.
- § 820. — Compétence et procédure en matière d'inscription.

CHAPITRE IV. — DES EFFETS DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES CONSIDÉRÉS EN EUX-MÊMES, ET ABSTRACTION FAITE DU RANG DES CRÉANCIERS ENTRE EUX.

- § 821. — De la nature juridique des privilèges et hypothèques en général.
- § 822. — Des effets de l'hypothèque en ce qui touche l'immeuble grevé.
- § 823. — Des effets de l'hypothèque en ce qui touche la créance qu'elle garantit.
- § 824. — Rapports du propriétaire de l'immeuble hypothéqué avec les créanciers hypothécaires.
- § 825. — De la poursuite du droit hypothécaire contre les tiers détenteurs de l'immeuble hypothéqué.
- § 826. — De la transmission des droits de privilège et d'hypothèque.

CHAPITRE V. — DU RANG DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES.

- § 827. — Règles générales pour la détermination du rang des privilèges et des hypothèques.
- § 828. — De l'ordre des privilèges sur les meubles en particulier.
- § 829. — De l'ordre des privilèges sur les immeubles.

CHAPITRE VI. — DE L'EXTINCTION DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES.

- § 830. — Modes généraux d'extinction communs aux privilèges et aux hypothèques.
- § 831. — Modes particuliers d'extinction des hypothèques et des privilèges sur les immeubles.
- § 832. — Suite. — De la purge des hypothèques et privilèges. Formes et conditions générales.
- § 833. — Du droit de surenchère appartenant aux créanciers inscrits.
- § 834. — Des conséquences du défaut de surenchère.
- § 835. — Des effets de la surenchère.
- § 836. — Règles spéciales à la purge des hypothèques dispensées d'inscription.

PRÉLIMINAIRES.

§ 786. *Généralités et définitions.*

Le gage, dans son acception la plus étendue, est le droit en vertu duquel un créancier peut poursuivre sur les biens d'autrui le paiement de ce qui lui est dû. En ce sens, les biens du débiteur sont le gage commun de tous ses créanciers, art. 2093.

Dans un sens plus restreint, le gage suppose, outre le droit commun à tous les créanciers, l'acquisition d'une sûreté spéciale sur les biens d'autrui.

Dans cette dernière acception, il y a deux espèces de gage : l'un qui ne donne au créancier une sûreté spéciale qu'à l'égard du débiteur ; l'autre qui a effet en même temps à l'égard des tiers, c'est-à-dire tant contre les autres créanciers que contre le tiers détenteur de la chose donnée en gage. De la première espèce sont le gage proprement dit, V. art. 2074 et s., et l'antichrèse ¹ ; de la seconde espèce sont les *privilèges* ² et les *hypothèques*.

Il ne sera question ici que des droits de gage de la seconde espèce qui seuls constituent des droits réels ³.

¹ Ces deux contrats sont compris sous l'expression générique de *nantissement*. Tous les deux sont subordonnés à la possession de l'objet mis en gage. [V. *sup.* le titre du *Nantissement*. — On doit aussi ranger dans la première classe les privilèges sur les meubles, qui, dans les cas ordinaires du moins, ne donnent pas au créancier un droit de suite sur le meuble affecté à son privilège. V. *inf.*, § 791.]

² [C'est-à-dire les privilèges sur les immeubles. V. la note qui précède.]

³ [Il sera également question ici des privilèges sur les meubles, qui, n'ayant point de suite, ne constituent point des droits réels, mais des droits personnels. On voit par là et par les notes qui précèdent que la distinction établie par Zachariæ entre le gage proprement dit et les privilèges manque d'exactitude et de précision, du moins en ce qui touche les privilèges sur les meubles.]

Le privilège est un droit en vertu duquel un créancier, par l'effet de la loi ⁴, et à raison de la qualité de sa créance, c'est-à-dire à raison de la faveur légale que cette créance mérite ⁵, prime tous les autres créanciers, même hypothécaires, art. 2093.

L'hypothèque est un droit réel en vertu duquel un immeuble ou l'usufruit d'un immeuble est affecté au paiement d'une certaine créance, indépendamment de sa nature, sans porter d'ailleurs atteinte à la jouissance du propriétaire ou de l'usufruitier ⁶, art. 2114.

Il y a entre les privilèges et les hypothèques les différences suivantes :

1° On ne peut avoir d'hypothèque que sur les immeubles, tandis que les privilèges peuvent porter sur des meubles aussi bien que sur des immeubles, art. 2099, 2118 et 2119.

2° Les privilèges existent en vertu de la loi, et ne peuvent exister qu'en vertu de la loi ⁷. L'hypothèque, au contraire, peut résulter soit de la loi, *ex lege*, soit de la convention, *ex conventionione*, soit d'un jugement, *ex sententiâ judicis* ⁸, art. 2095 et 2116.

3° Le créancier privilégié est préféré au créancier même hypothécaire ⁹, tandis que le créancier hypothécaire n'est préféré qu'aux créanciers chirographaires, c'est-à-dire seulement aux

⁴ Et, par conséquent, sans qu'il soit besoin pour cela d'une stipulation particulière, Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 1, n. 9; Grenier, 2, n. 384; [Dalloz, v° *Priv. et Hyp.* C'est en cela que le privilège se distingue principalement de l'hypothèque. V. *inf.*, § 789.]

⁵ Cette définition n'est pas exacte en ce qui concerne le privilège qui résulte du gage proprement dit. Le créancier gagiste a un droit de privilège, quelle que soit d'ailleurs la nature de sa créance, par cela seul qu'il est en possession, Persil, *Priv. et Hyp.*, sur l'art. 2095. [C'est là un vrai privilège qui résulte exceptionnellement de la convention, et non, comme l'a prétendu Persil, *loc. cit.*, un simple effet du droit de rétention : le texte de l'alinéa 2 de l'art. 2102 ne laisse aucun doute à cet égard, Pont, *Priv. et Hyp.*, n. 24. V. *sup.*, § 780.]

⁶ [C'est là ce qui distingue principalement l'hypothèque du gage proprement dit qui dessaisit le débiteur pour saisir le créancier. V. Troplong, *Priv. et Hyp.*, n. 7 et s. et 385, et Pont, n. 321.]

⁷ Un privilège ne peut être ni créé

ni étendu par une convention. [En d'autres termes, il n'y a pas de privilège conventionnel. V. Cass., 12 déc. 1831, S. V., 32, 1, 275; 3 août 1837, S. V., 37, 1, 878. — D'où suit que les privilèges sont de droit étroit et ne peuvent pas plus être étendus par le juge que par les parties.]

⁸ [Cependant l'hypothèque, comme le privilège, procède de la loi et est de droit étroit : elle n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisées par la loi, art. 2115.]

⁹ [Toutefois cette règle n'est pas absolue. Elle souffre exception toutes les fois que l'hypothèque, avec laquelle le privilège vient en concours, affectait déjà l'immeuble du débiteur même dont le fait a donné naissance au privilège. Ainsi l'hypothèque du chef d'un précédent propriétaire d'un immeuble prime le privilège du vendeur de cet immeuble. Ainsi encore l'hypothèque acquise du chef du défunt ou d'un précédent propriétaire sur un immeuble compris dans un partage prime le privilège des copartageants, Duranton, 19, n. 26; Valette, *Tr. des priv. et hyp.*, n. 11; Mourlon, *Examen crit. et prat. du Comment de M. Troplong*, n. 29; Pont, n. 26.]

créanciers dont les créances ne sont point garanties par un droit réel sur les biens du débiteur, art. 2093.

4° Le rang entre les créanciers privilégiés est en général déterminé par la nature de la créance, tandis que le rang entre les créanciers hypothécaires est, en général, déterminé par la date de leur inscription, art. 2096 et 2113.

5° Les privilèges sur les meubles ne peuvent ordinairement être opposés qu'aux autres créanciers du débiteur¹⁰. V. cependant art. 2102, alin. 1 ; C. comm., art. 190. Les privilèges sur les immeubles, au contraire, ainsi que les hypothèques, peuvent être exercés même contre le tiers détenteur de l'immeuble¹¹, art. 2113, 2119 et 2166.

Il suit de ce qui précède que les privilèges sur les immeubles produisent les mêmes effets que les hypothèques ; on peut les considérer comme des hypothèques privilégiées¹².

Les droits de privilège et d'hypothèque sont donc des exceptions à la règle générale de l'art. 2093¹³.

§ 787. *Notions historiques.*

I. *Ancien droit.* — Avant la Révolution, la matière des hypothèques était régie dans la plupart des provinces de la monarchie française par les principes du droit romain. On pouvait donc prendre une hypothèque non-seulement sur un immeuble déterminé, et non-seulement pour une somme d'argent déterminée, mais encore sur tous les biens présents et à venir du débiteur, et sans qu'il fût nécessaire de préciser la somme pour sûreté de laquelle l'hypothèque était prise. En outre, l'efficacité des hypothèques n'était point subordonnée à leur inscription sur un registre

¹⁰ Tel est le sens de la maxime : *Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque*, art. 2119 ; Cout. de Paris, art. 170.

¹¹ [Les hypothèques emportent donc un droit de *préférence* et un droit de *suite* : un droit de préférence au moyen duquel le créancier hypothécaire obtient, avant tous créanciers chirographaires et avant tous créanciers hypothécaires postérieurs, son paiement sur le prix des immeubles affectés ; un droit de suite en vertu duquel l'hypothèque suit l'immeuble en quelques mains qu'il passe, par suite des aliénations qu'en aurait pu faire le débiteur, et continue à le grever. — Il en est de même des privilèges sur les immeubles qui emportent un droit de *préférence vis-à-vis*

des créanciers chirographaires ou hypothécaires, et même des créanciers privilégiés d'un rang inférieur, et un droit de suite vis-à-vis des tiers acquéreurs.]

¹² C'est le nom que leur donnaient le droit romain et l'ancien droit français. Le Code civil comprend même quelquefois les hypothèques et les privilèges sous la dénomination générale d'hypothèques. V. art. 2051, 2167, 2173 et autres. — On peut donc poser en principe que les règles relatives aux hypothèques s'appliquent aussi aux privilèges ; mais l'inverse n'a pas lieu.

¹³ Et, par conséquent, *strictissime interpretationis*, Grenier, 2, n. 384 ; Persil, sur l'art. 2097. [V. sup., note 7.]

public. Cependant l'hypothèque ne pouvait être constituée ni sur des choses mobilières, ni au moyen d'un acte privé. Les actes notariés emportaient hypothèque de plein droit; quant aux actes privés, ils ne produisaient cet effet qu'autant qu'ils avaient été reconnus en justice, ou déposés chez un notaire, du consentement de toutes les parties.

Louis XIV avait, il est vrai, par l'édit de 1673, pourvu à la publicité des hypothèques. Mais l'opposition que cet édit, qui, mettant à découvert l'état des fortunes privées, semblait menacer le crédit des familles les plus considérables, rencontra, surtout chez la noblesse, fut tellement vive qu'on le révoqua dès 1674.

Une autre modification introduite dans le régime hypothécaire par l'édit de 1774, sous le règne de Louis XV, eut plus de succès. Déjà avant cet édit, on faisait usage dans la pratique d'un moyen qui permettait d'affranchir un immeuble des hypothèques dont il était grevé, et dont on avait puisé l'idée dans la loi 6, C., *De remissione pignoris*. Cet édit modifia ou perfectionna la procédure qui avait été jusqu'alors suivie, en introduisant le système des lettres de ratification, au moyen desquelles l'acquéreur d'un immeuble pouvait, en faisant confirmer son titre par l'autorité et en le rendant public de la manière fixée par l'édit, obliger les créanciers hypothécaires à se déclarer sous peine de perdre leurs créances.

Cependant certaines provinces, qu'on nommait *pays de nantissement*, avaient un régime hypothécaire tout différent de celui qui était le droit commun de la France. Dans ces provinces, les hypothèques inscrites sur des registres publics, spécialement tenus à cet effet, étaient seules opposables aux tiers.

II. *Droit intermédiaire.* — Telle était la constitution du régime hypothécaire français, quand la Révolution, en ébranlant toutes les bases du crédit public et privé, rendit doublement sensibles les défauts déjà souvent critiqués du système jusqu'alors en vigueur. La grandeur du mal ne permettait pas d'ajourner le remède. Alors parut la loi du 9 messidor an III, et ensuite celle du 11 brumaire an VII. La loi de l'an III, fondée sur le principe de la publicité, subordonna l'effet des hypothèques contre les tiers à leur inscription sur des registres publics tenus à cet effet; elle étendit ainsi à toute la France le système hypothécaire qui n'avait régi jusque-là que les pays de nantissement. La loi de l'an VII alla plus loin : elle voulut que l'on ne pût constituer une hypothèque conventionnelle que pour sûreté d'une créance déterminée, et sur des immeubles également déterminés. Ces deux

lois organisèrent donc le système de la publicité et de la spécialité des hypothèques.

III. *Droit nouveau.* Lorsqu'il fut question de la rédaction du Code, la section de législation du Conseil d'Etat se trouva divisée d'opinion sur le système hypothécaire qu'il convenait d'adopter. Les uns préféraient le système du droit romain, modifié par l'édit de 1771, et tel qu'il se trouvait établi en France au moment de la Révolution. Les autres se prononçaient pour le maintien du système de la loi du 11 brumaire an VII. Les partisans de l'ancien système invoquaient l'expérience du passé ; ils combattaient le nouveau système comme devant porter atteinte au crédit et comme apportant à la liberté des conventions des restrictions d'autant plus inutiles, qu'elles étaient loin de préserver les prêteurs des dangers contre lesquels on voulait les garantir ; enfin, ils attaquaient comme impolitique l'impôt dont se trouvaient frappées les inscriptions hypothécaires. Mais, de leur côté, les partisans du nouveau système faisaient observer que la loi de l'an VII, loin d'ébranler le crédit, l'affermissait au contraire. Ils ajoutaient que ce n'était pas dans des considérations relatives au crédit commercial, qui ferait l'objet d'une législation spéciale, mais dans d'autres principes qu'il fallait chercher les conditions du crédit appliqué aux affaires en général ; que l'on pouvait et qu'on devait même chercher à empêcher, par un système hypothécaire bien conçu, l'emploi exclusif des capitaux dans les spéculations commerciales ; enfin, que l'impôt à percevoir sur les inscriptions était une question absolument étrangère au droit civil. Ce dernier système prévalut au Conseil d'Etat, et on n'eut plus à discuter que les détails de son organisation.

C'est ainsi qu'une discussion très-vive s'éleva sur la question de savoir si l'hypothèque légale de la femme mariée et celle des mineurs serait dispensée de l'inscription. Enfin, *multis dissentientibus*, la dispense d'inscription l'emporta. Toutefois on chercha en même temps les moyens d'assurer indirectement l'inscription de ces hypothèques. C'est à cette occasion que le premier Consul prononça ces paroles remarquables qui cependant, dans sa pensée, ne s'appliquaient probablement pas à la question controversée de l'inscription des hypothèques légales : « Depuis que j'entends discuter
« le Code civil, je me suis souvent aperçu que la trop grande
« simplicité dans la législation est l'ennemie de la propriété. On
« peut rendre les lois extrêmement simples, sans couper le nœud
« plutôt que de le délier, et sans livrer beaucoup de choses à l'in-

« certitude de l'arbitraire. » Ces paroles peuvent s'appliquer à toutes les lois qui règlent la constitution d'un pays.

Une autre question fort controversée, et qui touche à l'ensemble du système hypothécaire, est celle des effets juridiques de la transcription du titre d'acquisition d'un immeuble relativement aux hypothèques provenant du chef des anciens propriétaires. [Cette question laissée indécise par le Code, décidée ensuite par le Code de procédure, a reçu une solution plus complète dans la loi spéciale du 23 mars 1858. V. *inf.* l'Appendice au présent titre.]

§ 788. Des objets susceptibles de privilège et d'hypothèque.

Les privilèges peuvent avoir pour objet tant des meubles¹ que des immeubles; les hypothèques ne peuvent avoir pour objet que des immeubles², art. 2099 et 2119. Cependant, ni les hypothèques ni les privilèges³ ne peuvent avoir pour objet toute espèce d'immeubles indistinctement, mais seulement des fonds de terre⁴, l'usufruit d'un fonds de terre⁵, art. 2118, et les droits mobiliers

¹ Le mot *meuble* ne doit pas être pris ici dans le sens de l'art. 533. Il doit s'entendre de toute espèce de choses et de biens mobiliers, Troplong, n. 106; [c'est-à-dire de tout ce que la loi a déclaré meuble dans le chapitre 2 du titre de la distinction des biens, et qui n'est pas immeuble par sa nature ou par sa destination, arg. art. 2105. V. Persil, sur l'art. 2101, § 1; Vallette, n. 18; Pont, n. 59; Dalloz, n. 128.]

² [Le droit romain, et quelques coutumes, comme celles de Bretagne et de Normandie, admettaient l'hypothèque des meubles; mais ce n'était là qu'une hypothèque imparfaite, qui ne durait que tant que les meubles étaient en la possession du débiteur; d'où la maxime : *Meubles n'ont pas de suite par hypothèque*. V. Pothier, *Des hyp.*, ch. 1, sect. 2. — Même dans ces limites, l'hypothèque des meubles n'est plus permise aujourd'hui, en présence de la disposition formelle de l'art. 2118, Duranton, 19, n. 280; Troplong, n. 398; Pont, n. 412 et s.; Dalloz, n. 734; Paris, 27 avril 1814; Bourges, 1^{er} févr. 1831, S. V., 31, 2, 254. Il a même été jugé que la survenance du Code avait rendu sans effet les hypothèques antérieurement établies sur des meubles. V. Cass., 27 mars 1807.]

³ Le mot *immeuble* doit en ce qui concerne les privilèges, être entendu dans le même sens qu'en ce qui con-

cerne les hypothèques, art. 2099 et 2118, Troplong, n. 108.

⁴ *Prædia tam urbana quam rustica*, Persil, sur l'art. 2118. Un bâtiment construit sur un terrain par un fermier, avec réserve de le démolir, pour en enlever les matériaux, n'est pas susceptible d'hypothèque, Grenoble, 2 janv. 1827. [V. dans le même sens, Metz, 29 déc. 1826. Mais cette doctrine ne nous paraît pas exacte. Les bâtiments sont immeubles, quel que soit celui qui les a construits, quel que soit le propriétaire du sol sur lequel ils sont construits, quelles que soient les conditions et la durée de la construction; ils sont donc susceptibles d'hypothèque. Toute la question est de savoir par qui peuvent être hypothéqués, du constructeur ou du propriétaire du sol, les bâtiments construits sur le sol d'autrui: question qui dépend de celle de savoir lequel des deux, du propriétaire du sol ou du constructeur, est propriétaire du bâtiment. V. Duranton, 211, n. 6; Pont, n. 350 et 634; Dalloz, n. 789. V. cependant Delvincourt, 1, p. 140.]

⁵ Ainsi, une hypothèque peut être constituée tant par l'usufruitier que par le nu propriétaire. [Dans ce cas, si l'hypothèque a été consentie collectivement et sans distinction par deux co-obligés solidaires, que le contrat présente l'un comme propriétaire, et l'autre comme usufruitier, elle emporte affecta-

qui, par des lois spéciales, ont été assimilés sous ce rapport aux immeubles, par exemple les actions de la Banque de France, lors-

tion hypothécaire de la toute propriété de cet immeuble par celui des deux qui est jugé plus tard en avoir été seul propriétaire réel.] V. Paris, 2 févr. 1832, S. V., 32, 2, 301; Cass., 12 avril 1836, S. V., 36, 1, 366, [et Cass., 13 juill. 1842, S. V., 42, 1, 648.]—Lorsque l'usufruit vient à se réunir à la nue propriété, sur la tête du propriétaire, l'hypothèque constituée par ce dernier sur la nue propriété s'étend également aux fruits de la chose; mais l'inverse n'a pas lieu, si l'usufruitier qui a constitué une hypothèque sur l'usufruit vient ensuite à acquérir la nue propriété, Grenier, 1, 144, Troplong, n. 553. [Dans le premier cas, en effet, c'est-à-dire lorsque l'usufruit vient se réunir à la nue propriété sur la tête du nu propriétaire, l'hypothèque constituée sur la nue propriété, qui est le principal, s'étend aux fruits qui en sont l'accessoire; il se produit alors une sorte d'accroissement de la chose hypothéquée qui profite au créancier hypothécaire. L. 18, § 1, Dig., *De pign. act.*; Duranton, 19, n. 265; Troplong, n. 551; Pont, n. 407; Dalloz, n. 805. Mais dans le second cas, c'est-à-dire lorsque la réunion a lieu sur la tête de l'usufruitier qui a constitué une hypothèque sur l'usufruit, l'hypothèque ne s'étend pas de l'usufruit à la propriété, parce qu'elle ne peut aller de l'accessoire au principal, Grenier, 1, n. 146; Troplong, n. 553; Pont, n. 407. Toutefois, dans ce cas, le droit hypothécaire continue de subsister sur l'usufruit que sa réunion à la nue propriété sur la tête de l'usufruitier n'a fait cesser qu'en ce qui touche les rapports de l'usufruitier avec le nu propriétaire. L'hypothèque ne s'éteint par la cessation de l'usufruit que lorsque l'usufruit cesse par une cause autre que la consolidation, Grenier, *ibid.*; Proudhon, *Usufr.*, n. 2071; Duranton, 19, n. 262; Pont, n. 385. *Contrà*, Martou, *Hyp.*, n. 734; Dalloz, n. 804.] L'usufruit ne peut d'ailleurs être l'objet d'une hypothèque que quand il est séparé de la nue propriété, Cass., 12 avril 1836, S. V., 36, 1, 366; [Dalloz, n. 814.—*Contrà*, Devilleneuve, sur l'arrêt précité; Troplong, 2, n. 400; Pont, n. 381, suivant lesquels on ne voit pas ce qu'aurait d'illicite et de contraire à la loi la convention par laquelle le propriétaire d'immeubles en hypothéquerait séparément l'usufruit,

de même qu'il peut vendre l'usufruit, en retenant la nue propriété. Mais nous ne saurions partager cet avis : l'art. 2118 ne permet d'hypothéquer l'usufruit que pendant le temps de sa durée, ce qui suppose qu'au moment de la constitution de l'hypothèque, il est séparé de la nue propriété. — L'usufruit légal des père et mère sur les biens de leurs enfants mineurs n'étant pas un usufruit proprement dit, mais un droit de jouissance, attribut de la puissance paternelle, incessible et insaisissable, n'est pas susceptible d'hypothèque, Duranton, 4, n. 486; Demolombe, 6, n. 527; Pont, n. 379; Dalloz, n. 815. — Il en est de même des droits de jouissance qui appartiennent à la communauté sur les biens propres des époux, et au mari sur les biens de la femme mariée sous le régime dotal : ce sont là des droits d'administration qui, bien que produisant quelques-uns des effets de l'usufruit, n'en ont cependant pas le caractère essentiel, en ce sens qu'ils ne constituent pas des démembrements de la propriété, Pont, n. 590; Dalloz, *ibid.* — On peut en dire autant des droits d'usage et d'habitation, qui sont incessibles et insaisissables, Proudhon, n. 48 et 2751; Duranton, 5, n. 23, et 19 n. 266; Troplong, n. 408; Dalloz, n. 816; Pont, n. 364. — *Contrà*, Grenier, 1, n. 140. Nous croyons même que les droits d'usage et d'habitation ne seraient pas susceptibles d'hypothèque, alors même que le titre qui les constitue permettrait de les céder ou de les louer. Les hypothèques sont de droit étroit, et l'art. 2118 ne range pas l'usage et l'habitation parmi les choses susceptibles d'hypothèque. — *Contrà*, Duranton, 5, n. 24, et 19, n. 267; Dalloz, n. 818.] — Une hypothèque peut être constituée sur une emphytéose ou sur un droit de superficie, Grenier, 1, n. 143; Troplong, n. 405. V. *sup.*, § 280. [La plupart des auteurs considèrent l'emphytéose comme un démembrement de la propriété susceptible d'être frappé d'hypothèque. V. Morin, *Rép.*, v^o *Emphytéose*, n. 4; et *Quest.*, *cod. v.*, § 5, n. 8; Persil, sur l'art. 2118, n. 15; Favard, *Rép.*, v^o *Hypoth.*, p. 714, n. 2; Duranton, 4, n. 80, et 19, n. 268; Rolland de Villargues, *Rép. du not.*, vis *Bail emphytéot.*, n. 11, et *Hypoth.*, n. 121; Troplong, 2, n. 405; Dvergier, *du Louage*, n. 450 et s.; Marcadé,

qu'elles ont été immobilisées dans les formes prescrites par la loi⁶; mais les hypothèques et les privilèges ne peuvent avoir pour objet ni des servitudes considérées en elles-mêmes, et séparément du fonds qui en est grevé⁷, ni des actions immobilières⁸, ni des droits d'hypothèque⁹.

sur l'art. 526; Dalloz, n. 820; et c'est même en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. V. notamment Paris, 10 mai 1831, S. V., 31, 2, 153; Cass., 19 juill. 1832, S. V., 32, 1, 531; Douai, 15 déc. 1832, S. V., 33, 2, 65. Mais en admettant qu'on puisse n'y voir qu'un bail à long terme, et qu'elle constitue un démembrement de la propriété, V. sup., § 280, note 9, ce ne serait pas, selon nous, une raison pour qu'elle devint susceptible d'hypothèque, en présence de la disposition restrictive de l'art. 2118. V. Grenier, n. 143; Delvincourt, 3, p. 185; Toullier, 3, n. 101; Lucré, 16, p. 253; Maleville, sur l'art. 2118; Proudhon, *Usu/r.*, 1, n. 97; Valette, 1, p. 191; Demolombe, n. 491; Pont, n. 388. — Quant au droit de superficie, qui n'a pas seulement pour objet de donner au superficiaire un droit de jouissance plus ou moins étendu, mais de le rendre propriétaire de la superficie qui devient un immeuble spécial et distinct du fonds dont elle se trouve intellectuellement séparée, nous croyons qu'il est susceptible d'hypothèque comme tout autre immeuble : seulement cette hypothèque ne peut durer plus longtemps que le droit de propriété du superficiaire. Proudhon, n. 118 et 3737; Pont, n. 397; Dalloz, n. 825 et 824. Il y a même raison de décider à l'égard du bail à domaine congéable ou bail à convenant, encore usé dans plusieurs départements de l'ancienne Bretagne, qui transmet au preneur, moyennant une redevance annuelle et sous certaines conditions, outre la jouissance du fonds, la propriété des édifices et autres superficies. Dalloz, n. 825; Pont, n. 392.]

⁶ Décret du 16 janvier 1808, art. 7. Une autre exception a été établie pour les actions des canaux d'Orléans et de Loing (V. décr. des 10 et 16 mars 1810, art. 13. — Mais, en dehors des exceptions formellement admises par une loi spéciale, les actions sociales ou parts d'intérêt dans des Compagnies de commerce ou de finances étant meubles, ne sont jamais susceptibles d'hypothèque. De là il suit que, tant que dure la société, un associé ne peut hypothéquer sa

part éventuelle dans un immeuble social, Cass., 14 avril 1824; Toulouse, 31 juill. 1820; Douai, 27 nov. 1859, S. V., 40, 2, 206. Mais après la dissolution de la société, et quand les droits des associés ont été fixés par le partage, il est clair que chacun d'eux peut hypothéquer la portion qui lui est échue dans les immeubles sociaux, Cass., 8 févr. 1847, S. V., 48, 1, 45. V. aussi l'arrêt précité de Douai, 27 nov. 1839.) — V. sur les mines la loi du 21 avril 1840, art. 8 et 19. [Il résulte de ces articles que les mines, considérées séparément et indépendamment de la surface, sont susceptibles d'hypothèques. Il en est de même des carrières, Troplong, n. 404 bis. — *Contra*, Dalloz, n. 834; et Cass., 19 mars 1846.]

⁷ Troplong, n. 401 et s. [V. Duranton, 19, n. 269; Valette, n. 128; Pont, n. 395; Dalloz, n. 819.]

⁸ Troplong, n. 406. [Telles que des actions en revendication, en réméré ou en rescision, Tarrible, *Rep.*, v^o *Hypothèques*, sect. 2, § 3, art. 35; Grenier, n. 152; Persil, *quest.* 2, p. 279; Delvincourt, 3, p. 407; Duvergier, *Vente*, 2, n. 18; Pont, n. 395; Dalloz, n. 843; Cass., 14 mai 1806; Grenoble, 24 janv. 1835, S. V., 35, 2, 92; Orléans, 27 janv. 1842, S. V., 42, 2, 304; Cass., 14 avr. 1847, S. V., 47, 1, 541.] Mais on peut hypothéquer éventuellement le fonds qui forme l'objet de l'action, à la condition que l'action réussira. Delvincourt, 3, p. 291; Merlin, *Rep.*, v^o *Hypoth.*, sect. 2, § 3, sans qu'il y ait lieu d'ailleurs de distinguer avec Grenier, 1, n. 153, entre les actions en revendication et les actions en rescision. [Il est clair, en effet, que celui qui prétend, au moyen de l'une ou de l'autre action, à la propriété d'un immeuble, peut hypothéquer cet immeuble : seulement l'effet de cette hypothèque est suspendu jusqu'au résultat de l'action, pour valoir ou ne pas valoir, selon que le demandeur aura succombé ou réussi dans son action, Duranton, 19, n. 276 et s.; Troplong, 2, n. 486, 488 et s.; Pont, n. 396; Dalloz, n. 843.]

⁹ Troplong, n. 407. V. Pr., art. 778. [Il en était autrement sous l'ancien droit. V. L. 1, C., *Si pignus pignori des*

Les privilèges et hypothèques frappent non-seulement l'immeuble qui en est grevé, mais aussi ses accessoires mobiliers¹⁰, c'est-à-dire les choses mobilières qui, d'après le paragraphe 234, doivent être considérées comme immeubles, tant qu'elles sont attachées au fonds auquel elles sont destinées¹¹. Ils s'étendent aussi aux alluvions¹².

Si c'est l'usufruit d'un bien-fonds qui forme l'objet de l'hypothèque, elle ne donne pas au créancier le droit de se payer avec les fruits du fonds, mais seulement le droit de faire vendre l'usufruit aux enchères, sous la réserve de la nue propriété¹³.

Item sit ; Pothier, *Des hypoth.*, ch. 1, sect. 2; Grenier, 1 n. 157; Duranton, 49, n. 272; Pont, n. 394; Dalloz, n. 785.]

¹⁰ Le créancier hypothécaire prime sur ces accessoires même les créanciers ayant un privilège général sur les meubles du débiteur, art. 2101, Troplong, n. 104 et 113. V. Paris, 6 avril 1836, S. V., 36, 2, 347. [V. aussi Paris, 29 fév. 1836, S. V., 36, 2, 349.] Dans ces accessoires se trouvent comprises même les choses qui ne sont devenues telles que depuis la constitution de l'hypothèque, Rouen, 17 mai 1825. [Il est même à remarquer que les accessoires de l'immeuble sont atteints de plein droit par l'hypothèque, sans avoir besoin d'être spécifiés, et que la spécification d'une partie de ces accessoires ou de ces immeubles par destination n'exclut ni ceux qui n'ont pas été spécifiés ni ceux qui n'ont été attachés au fonds hypothéqué que depuis la constitution de l'hypothèque, parce que l'intention des parties a été que le fonds et tout ce qui sert à son exploitation, sans en rien excepter, fût affecté à l'hypothèque, Colmar, 22 av. 1831, Dall., 32, 2, 206; et Cass., 11 av. 1833, Dall., 33, 1, 187. V. aussi Cass., 18 nov. 1844, S. V. 46, 1, 567, et Paris, 22 janv. 1847, Dall., 48, 2, 16.] — Jusqu'à quel point l'hypothèque s'étend-elle aux fruits de l'immeuble? V. Pr., art. 689 et 691. [Les fruits pendants par racines sont immeubles par destination, aux termes de l'article 520; mais d'après le même article, dès que les fruits sont détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles. Il résulte de là que les fruits pendants par racines sont de plein droit atteints, comme accessoires, par l'hypothèque qui frappe le fonds auquel ils adhèrent et qu'il n'est pas besoin pour cela d'une stipulation expresse. Mais il en résulte également qu'ils ne pourraient pas être hypothéqués séparément du fonds, puisque la fin de l'hypothèque

étant la vente de la chose hypothéquée, les fruits, quoique encore pendants par racines, se trouvent mobilisés d'intention, dès qu'on veut les hypothéquer seuls, Troplong, n. 404; Dalloz, n. 792.]

¹¹ Ainsi l'accessoire d'un immeuble ne peut former par lui-même l'objet d'une hypothèque. Si donc une chose mobilière, qui était l'accessoire d'un fonds *per destinationem domini* vient à être détachée du fonds, elle échappe à l'action hypothécaire, Merlin, *Rép.*, *vo* *Hypoth.*, art. 3; Persil, sur l'art. 2118; Grenier, 1, n. 147; Troplong, n. 399 et 404; Cass., 3 août 1831, S. V., 31, 1, 388. V. cependant, Cass., 4 févr. 1817. V. aussi Douai, 3 janv. 1815. [Il ne nous semble pas douteux que si le propriétaire détache du fonds, en les déplaçant, les meubles qui, par leur accession au fonds, étaient immeubles par destination et, comme tels, frappés par l'hypothèque, ils cessent, en redevenant meubles, de pouvoir être atteints par l'hypothèque, et que le créancier ne peut les suivre entre les mains du nouveau propriétaire. C'est ce que décident avec raison les auteurs et la jurisprudence. Mais s'ils étaient vendus sans être déplacés, nous croyons que cette vente, qui ne leur ferait pas perdre leur destination, ne pourrait être opposée au créancier dont le droit ne peut s'éteindre que par un acte ayant pour effet juridique de faire cesser l'immobilisation, Paris, 29 fév. 1836, S. V., 36, 2, 349; Troplong, n. 414 bis. V. cependant Dalloz, n. 796. V. au surplus *inf.*, § 821 et 822.]

¹² Grenier, 1, 148. [Duranton, 19, n. 357. *Contrà*, Proudhon, *Dom. publ.*, 4, n. 1285.]

¹³ [Ce ne sont pas, en effet, les fruits qui font l'objet de l'hypothèque, c'est l'usufruit : les fruits sont meubles ; l'usufruit seul est immeuble.] Persil, sur l'art. 2118; Proudhon, *De l'usufruit*, 1, n. 27; Troplong, n. 400. [Duranton, 19,

Toutes les fois que, dans le présent titre, il sera question d'immeubles, cette expression devra s'entendre des immeubles qui, suivant ce qui vient d'être expliqué, peuvent faire l'objet d'un privilège ou d'une hypothèque.

Les immeubles ne peuvent faire l'objet d'un privilège ou d'une hypothèque qu'autant qu'ils sont dans le commerce¹, art. 2118.

§ 789. Des différentes espèces de privilèges et d'hypothèques.

Les privilèges sont ou généraux ou particuliers.

Les privilèges généraux sont ceux qui ont pour objet tous les meubles, et, en cas d'insuffisance des meubles, tous les immeubles du débiteur¹.

Les privilèges particuliers sont ceux qui n'ont pour objet qu'un ou plusieurs meubles, ou un ou plusieurs immeubles déterminés².

Les hypothèques sont également générales ou spéciales, suivant qu'elles grevent ou la généralité des immeubles présents et à venir du débiteur, ou seulement certains immeubles déterminés.

A un autre point de vue, les hypothèques sont légales, judiciaires ou conventionnelles, selon qu'elles dérivent de la loi, d'un jugement ou d'une convention, art. 2116 et 2117³.

Il ne sera, du reste, question ici que des privilèges et des hypothèques mentionnés dans le Code Napoléon, mais non de ceux qui reposent sur des lois spéciales, tels que les privilèges du Trésor et certaines hypothèques établies en sa faveur. V. art. 2098. V. aussi Com., art. 93 et s., 190 et s., 271, 307 et s., et 558.

n. 263 ; Dalloz, n. 812.] V. cependant Turin, 24 avr. 1810. [Cet arrêt décide que les fermages d'un bien grevé d'usufruit représentent l'usufruit lui-même, et qu'ils appartiennent à ce titre au créancier hypothécaire inscrit sur l'usufruitier qui les a fait saisir-arrêter dans les mains du fermier, à l'exclusion des créanciers chirographaires. Mais cette décision n'a rien de juridique, V. Troplong, Dalloz, *loc. cit.*; Pont, n. 382.]

¹ Troplong, n. 412. [V. *sup.*, § 261.]

² Cette définition résulte de la combinaison des art. 2101, 2104 et 2105 [V. la note suiv.]

³ [On peut aussi diviser les privilèges, et c'est la division indiquée par les art. 2101 et s., en privilèges sur les meubles, en privilèges sur les immeubles, et en privilèges portant à la fois sur les meubles et sur les immeu-

bles, c'est-à-dire d'abord sur les meubles et subsidiairement sur les immeubles. Mais la division ci-dessus suivie est plus exacte en ce sens que les privilèges généraux sur les meubles, étant en même temps généraux sur les immeubles, il n'y a sous le rapport de leur objet que deux sortes de privilèges, les privilèges généraux, qui frappent à la fois tous les meubles et tous les immeubles, et les privilèges spéciaux, qui ne peuvent jamais frapper que certains meubles ou certains immeubles.]

³ Une hypothèque ne peut s'acquérir par prescription. [Mais la prescription peut consolider une hypothèque en éteignant l'action du débiteur contre le titre duquel elle dérive.] — Le legs d'une hypothèque n'imposerait au grevé que l'obligation de constituer une hypothèque au profit du légataire, conformément à l'art. 2127. [C'est alors une hypothèque conventionnelle.]

CHAPITRE I.

DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE PRIVILÈGES.

SECTION I. — DES PRIVILÈGES SUR LES MEUBLES.

§ 790. *Des privilèges généraux sur les meubles.*

Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont :

1° Les frais de justice faits pour la liquidation et la réalisation de l'actif du débiteur, art. 2101, alin. 1. V. aussi Pr., art. 662. Mais tous ces frais ne jouissent pas indistinctement de ce privilège qui s'étend d'ailleurs également aux immeubles, art. 2104, et même les frais privilégiés ne le sont pas toujours sans condition et vis-à-vis de tous les créanciers : l'étendue et la nature du privilège doivent être déterminées et restreintes d'après la raison sur laquelle il est fondé, c'est-à-dire qu'il ne peut être opposé qu'à ceux dans l'intérêt desquels les frais ont été faits, en vertu du mandat légal qui autorise la justice, en réalisant la masse active, à en déduire les frais faits pour sa réalisation, Pr., art. 662, 714, 759 et 767. Ainsi, par exemple, les frais occasionnés par la conservation, la constatation et la liquidation des biens mobiliers sont privilégiés sur l'ensemble de la masse mobilière, tandis qu'ils ne peuvent être prélevés sur la masse immobilière au préjudice des créanciers ayant un droit de privilège ou d'hypothèque sur les immeubles¹.

¹ [Il est nécessaire de compléter ces notions d'ailleurs très-claires et très-exactes. — Les frais de justice, dont parle l'art. 2101, qu'il déclare privilégiés sur tous les meubles, et que l'art. 2105 déclare également privilégiés subsidiairement sur tous les immeubles, sont ceux qui sont faits dans l'intérêt commun des créanciers, pour la conservation et la liquidation de l'actif qui est leur gage commun. Si ces frais n'avaient pas été avancés par celui qui a pris en main la direction de la poursuite, tous les créanciers auraient été obligés d'en faire eux-mêmes l'avance pour jouir du bénéfice de leurs droits, lesquels ne peuvent se réaliser qu'au moyen de certains actes ou de certaines mesures judiciairement conservatoires. Il est donc juste que tous ceux qui auraient été obligés de faire

l'avance des frais pour réaliser leur gage en supportent le prélèvement sur le gage réalisé. V. Grenier, n. 500; Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 1, § 1, n. 2; Favard, *Rép.*, v° *Priv.*, sect. 1, § 1, n. 2; Delvincourt, 3, p. 268; Duranton, 19, n. 59; Troplong, n. 122; Pont, n. 66 et s.; Dalloz, n. 151. V. comme exemples de frais qui doivent être considérés comme frais de justice, et par suite qui sont privilégiés sur tous les meubles, la *Table générale* de Devilleneuve, et Gilbert, v° *Privilège*, n. 276 et s.; Gilbert, *Code civ.* annoté, sur l'art. 2101, n. 4 et s.; et Dalloz, n. 152 et s. — Il suit de ce qui précède qu'on ne peut étendre le privilège général des frais de justice aux frais faits par un créancier, dans son intérêt personnel, par exemple pour faire reconnaître sa créance ou la rendre exé-

2° Les frais funéraires du débiteur commun, art. 2101, alin. 2,

cuteiro. Ces frais peuvent seulement être alloués au créancier comme accessoires de sa créance, si elle est elle-même privilégiée, Pont, n. 67; Dalloz, n. 140. V. Bordeaux, 6 juill. 1841, S. V., 42, 2, 72; Paris, 27 nov. 1845; Dall., 46, 4, 423; Orléans, 26 juill. 1849, S. V., 50, 2, 49. — A plus forte raison ne peut-on considérer comme frais de justice dans le sens de l'art. 2101 ceux qui, loin d'avoir été faits dans l'intérêt de tous les créanciers, et spécialement dans l'intérêt du créancier auquel on oppose le privilège, ont été faits contre l'intérêt de ce créancier. C'est dans ce sens qu'il a été jugé que l'héritier bénéficiaire qui a contesté les droits d'un créancier et qui a succombé dans l'instance ne peut point être préféré à ce créancier pour les dépens qu'il a exposés en agissant contre lui. Cass., 25 avril 1854, S. V., 54, 1, 360. — De ce que les frais de justice sont privilégiés sur tous les biens, parce qu'ils ont profité à tous les créanciers dont ces biens sont le gage commun, il suit que s'ils n'ont profité qu'à certains créanciers, ils ne jouissent du privilège de l'art. 2101 que vis-à-vis de ces créanciers, arg. art. 662 et 768, Pr. — Par la même raison, le privilège des frais de justice n'affecte la généralité des meubles du débiteur que lorsque les frais exposés dans l'intérêt commun des créanciers ont eu pour objet la conservation, dans l'intérêt de tous, de la généralité du patrimoine du débiteur. Mais si les frais ont été exposés à raison seulement d'une fraction du patrimoine, par exemple à raison du mobilier que le débiteur possédait dans tel lieu déterminé, on ne saurait admettre que ces frais puissent devenir une cause de préférence sur un autre mobilier appartenant au même propriétaire et existant dans un autre lieu. De même, si les frais n'avaient été exposés qu'à raison du mobilier, ils ne pourraient grever les immeubles auxquels ils seraient restés étrangers. Toutefois, dans ce cas, le privilège reste général dans sa spécialité, en ce sens qu'il frappe également tous les meubles à raison desquels les frais ont été faits, Troplong, n. 131; Valette, n. 23; Pont, n. 68; Dalloz, n. 171. V. Bordeaux, 28 mai 1832, S. V., 32, 2, 627; Cass., 26 juill. 1848, S. V., 48, 1, 56; et Orléans, 26 juill. 1849, S. V., 50, 2, 49. — Des frais peuvent être considérés comme frais de justice, et par conséquent comme privilégiés dans

le sens de l'art. 2101, bien qu'ils n'aient pas été exposés dans une instance judiciaire, si, néanmoins, ils ont eu pour but la conservation du gage commun des créanciers, Pont, n. 69; Dalloz, n. 149. — C'est ainsi qu'on a toujours considéré comme frais de justice jouissant du privilège de l'art. 2101 les frais de scellés, d'inventaire, d'acceptation bénéficiaire et de renonciation à communauté, Cass., 11 août 1824, Paris, 19 janv. 1854, S. V., 54, 2, 752;... les frais d'administration de succession bénéficiaire, Bordeaux, 12 avril 1853, S. V., 53, 2, 444;... les frais d'administration d'une faillite, Paris, 28 janv. 1812; Rouen, 6 nov. 1812; Colmar, 4 juill. 1831, S. V., 33, 2, 76; Rouen, 2 déc. 1841, S. V., 42, 2, 158;... ou des biens d'un condamné, Poitiers, 1^{er} juill. 1842, Dall., 43, 2, 63. — Mais ces frais, comme ceux qui sont faits devant un tribunal, ne sont privilégiés qu'autant qu'ils ont été faits dans l'intérêt commun des créanciers. Persil, sur l'art. 2101, n. 6; Duranton, 19, n. 40; Troplong, n. 124; Valette, n. 21; Pont, n. 69; Dalloz, n. 153. Ainsi les frais d'administration de faillite, qui sont privilégiés sur la généralité des meubles et des immeubles quand ils ont été exposés dans l'intérêt de tous les créanciers indistinctement, Colmar, 4 juill. 1831, S. V., 33, 2, 76; Rouen, 2 déc. 1841, S. V., 42, 2, 158; Cass., 8 mars 1848, Dall., 48, 5, 504, ne sont privilégiés que sur les meubles quand ils ont été faits dans le seul intérêt des créanciers autres que ceux ayant un privilège ou une hypothèque sur les immeubles, Paris, 27 avril 1836, S. V., 36, 2, 515; Bordeaux, 20 août 1856, S. V., 57, 2, 212; Rouen, 2 déc. 1841, S. V., 42, 2, 158. — Ainsi, les frais de liquidation d'une société commerciale en dissolution ne jouissent pas du privilège des frais de justice, quand la liquidation se fait dans l'intérêt exclusif des associés, Paris, 20 janv. 1842; Dall., 42, 2, 151. Ainsi encore, les frais d'un partage amiable fait devant notaire, hors la présence des créanciers, n'ont pas, relativement à ces créanciers dans l'intérêt desquels ils n'ont pas été faits, le caractère de frais de justice privilégiés, Cass., 14 fév. 1853, S. V., 53, 246. — Sur le concours des privilèges spéciaux, et notamment du privilège du locateur avec les frais de justice. V. *inf.*, § 828 et s.]

suivant sa condition et son état de fortune², dans lesquels il faut comprendre ce qui, d'après l'usage, est dû à l'église ou au ministre du culte³. Les frais funéraires des enfants et autres personnes de la famille du débiteur commun⁴ ne sont point privilégiés, non plus que le deuil de la veuve⁵.

3° Les frais de dernière maladie⁶, quelle qu'en soit l'importance et quelle qu'en ait été l'occasion⁷, art. 2101, alin. 3.

² L. 12, § 5 et 6, Dig., *De religiosis et sumpt. fun.*, Persil, sur l'art. 2191; Grenier, 2, n. 301; [Troplong, n. 130; Pont, n. 72; Dalloz, n. 176.] — Celui qui a fait l'avance de ces frais est subrogé de plein droit dans ce privilège, parce qu'il n'est pas établi en considération d'une personne déterminée, Troplong, n. 136; [Delvincourt, 3, p. 270; Duranton, 19, n. 51; Dalloz, n. 181.] — *Contrà*, Persil, sur l'art. 2101, § 2, n. 5; [Mourlon, n. 77; Pont, n. 74. Ces derniers auteurs distinguent avec raison, selon nous, entre le cas d'un simple prêt qui, bien qu'employé à payer les frais funéraires, ne constitue par lui-même qu'une créance ordinaire à raison de laquelle le prêteur ne peut se prévaloir ni d'une subrogation légale, ni d'une subrogation conventionnelle, et le cas où un tiers, après avoir ordonné les funérailles en son nom, ou après s'être porté garant des héritiers, en aurait payé les frais, parce qu'alors il pourrait se prévaloir de la subrogation légale de l'art. 1251, n. 3.]

³ Pothier, 1, n. 446; Troplong, n. 135, [Persil, sur l'art. 2102, § 2; Valette, n. 26; Dalloz, n. 177, qui étendent la dénomination de frais funéraires à toutes les dépenses faites depuis la mort du débiteur jusqu'à la sépulture inclusivement. Dans ce système on ne devrait pas comprendre les frais d'érection d'un monument, qui cependant sont, dans certains cas, un accessoire indispensable de la sépulture, Pont, n. 73. Mais on devrait incontestablement y comprendre les frais d'acquisition d'un terrain pour la sépulture, quand la condition du défunt le comporte, ainsi que les dépenses nécessitées par les cérémonies religieuses.] — *Contrà*, Pigou, 2, p. 174. [Cependant, dans ces dépenses nécessitées par les cérémonies religieuses on ne doit pas comprendre les frais de neuvaïne et de service du bout de l'an, qui ne se rapportent pas directement aux funérailles, Agen, 28 août 1834, S. V., 35, 2, 426; Merlin, *Rép.*, v° *Frais funéraires*; Rolland de Villargues, *Rép. du notari.*, *od. v.*, n. 5.]

⁴ Persil, sur l'art. 2101, [Valette, n. 26;] la loi 17, Dig., *De rebus auctor. jud. possid.*, décidait le contraire. [V. Duranton, 19, n. 50.]

⁵ Grenier, 2, n. 301; Bellot des Minières, *Du contr. de mar.*, 2, p. 507; Troplong, n. 136; [Merlin, *Rép.*, v° *Deuil*; Rolland de Villargues, *Rép. du notari.*, v° *Frais funéraires*, n. 4.] — *Contrà*, Pothier, *De la communauté*, n. 667; Persil, sur l'art. 2104; Delvincourt, 3, p. 268; Favard, *loc. cit.*, sect. 1, § 1, n. 3; [Duranton, 19, n. 48; Tarrible, *Rép.* de Merlin, v° *Privilegés*, sect. 3, § 1, n. 3; Proudhon, *Usufruit*, n. 212; Mourlon, n. 70; Pont, n. 75; Dalloz, n. 179;] Agen, 28 août 1854, S. V., 35, 2, 426; Caen, 15 juill. 1836, S. V., 37, 2, 229. [L'opinion de ces derniers auteurs ne nous paraît pas fondée : les frais de deuil n'étant pas déclarés privilégiés par une disposition spéciale ne pourraient être considérés comme tels que parce qu'on les rangerait dans les frais funéraires; mais si les frais de deuil sont faits à l'occasion du décès, il est certain qu'ils ne rentrent pas dans la classe des frais nécessités par les funérailles, *propter funus*, et que, dès lors, quelle que soit la faveur qu'ils méritent, ils ne sauraient être protégés par l'art. 2101.] V. *sup.*, § 786. V. aussi art. 1481 et 1570.

⁶ [Ainsi, on ne pourrait faire remonter le privilège aux frais dus pour une maladie antérieure, quand même il y aurait compte arrêté ou obligation à l'égard des maladies guéries : le créancier en faisant crédit au débiteur et en suivant sa foi, rentre dans le droit commun malgré la faveur de sa créance. Mais lorsque le débiteur vient à décéder de la maladie dont les frais sont encore dus, la faveur de la créance conserve son empire, et le privilège trouve sa justification. V. Troplong, n. 137; Dalloz, n. 186.]

⁷ Tel est le sens de ces mots de l'art. 2101 : « Les frais quelconques de dernière maladie. » [Toutefois il faut en exclure les dépenses qui n'ont eu pour but

4^e Les salaires ou gages des gens de service⁸, mais seulement

que de satisfaire à de simples fantaisies, Pont, n. 78. V. aussi Persil, sur l'art. 2101, § 3, n. 1; et Dalloz, n. 815.] — Si le débiteur est mort d'une maladie chronique, il n'y a de privilèges que les frais faits depuis que la maladie a pris un caractère mortel. [Persil, sur l'art. 2101, § 4, n. 4; Delvincourt, 3, p. 270; Valette, n. 27; Dalloz, n. 184.] — On suppose, toutefois, que la créance n'est point prescrite, art. 2271 et 2272; et il en est de même d'ailleurs pour tous les privilèges. [La prescription éteint la créance et il ne peut être question de privilège pour une créance qui n'existe plus.] — *Quid*, si le débiteur ne meurt de maladie qu'après être tombé en faillite. V. Grenier, 2, n. 302; Troplong, n. 137. [Les frais de dernière maladie sont sans aucun doute privilégiés sur l'actif de la faillite, quand la faillite a été déclarée après le décès du débiteur. Mais si la faillite a précédé le décès, les frais postérieurs à la faillite ne sont pas privilégiés sur l'actif, parce que la déclaration de faillite a irrévocablement fixé l'état des dettes, et que celles que le failli contracte, lorsqu'il est dessaisi de ses biens, ne peuvent avoir ces biens pour gage, Renouard. *Des faillites*, 2, p. 221; Massé, 6, n. 563. — On ne peut d'ailleurs, en cas de faillite, considérer comme frais de dernière maladie ceux de la maladie qui a précédé immédiatement la faillite, bien que le failli n'en soit pas décédé: il n'y a pas entre cette maladie et la faillite le rapport qui existe entre la dernière maladie et le décès; et par conséquent le motif du privilège n'existe plus. On s'est prévalu dans le sens de l'opinion contraire de ce que l'art. 2101 parle non des *frais de dernière maladie*, mais des *frais de la dernière maladie*, pour en conclure que le Code n'avait pas entendu restreindre le privilège aux frais de la maladie dont le débiteur est mort. Mais c'est là une équivoque; le sens de la disposition est déterminé par son esprit, par les précédents de l'ancienne jurisprudence, et par la place qu'elle occupe à la suite de celle qui est relative aux frais funéraires. L'argument d'ailleurs ne prouve rien, parce qu'il prouverait trop: dans ce système ce ne seraient pas seulement les frais de la maladie qui a précédé la faillite qui devraient être privilégiés; ce ne seraient même pas seulement ceux de la maladie qui aurait précédé une déconfiture: ce seraient ceux de toute maladie

qui aurait immédiatement précédé toute distribution ouverte sur le prix d'une portion de l'actif du débiteur, puisque ces frais seraient toujours ceux de la dernière maladie. Or, personne ne voudrait, sans doute, aller jusque-là. Pardessus, n. 1194; Valette, n. 27; Dalloz, n. 186; Massé, n. 564; Trib. de la Seine, 28 janv. 1834, Dall., 37, 2, 59. — *Contrà*, Duranton, 19, n. 54; Troplong, n. 137; Pont, n. 76.]

⁸ La question de savoir quels sont « les gens de service, » dans le sens de l'art. 2101, est controversée. Il est certain cependant que, d'une part, ce privilège ne doit pas être limité aux domestiques, expression précédemment employée par la loi du 11 brumaire an VII, et que, de l'autre, il ne doit pas être étendu aux ouvriers à la tâche ou à la journée. Mais l'art. 2101 ne s'applique-t-il qu'à ceux qui ont loué leurs services à l'année? S'applique-t-il aux secrétaires, aux précepteurs, etc.? Dans tous ces cas il semble qu'il soit dans l'esprit de la loi d'admettre l'interprétation la plus large. V. Persil, sur l'art. 2101; Grenier, 2, n. 303; Troplong, n. 142; Metz, 4 mai 1820; Bourges, 14 févr. 1823; Rouen, 27 août 1825; Cass., 10 févr. 1829; Montpellier, 12 juin 1829; Lyon, 1^{er} févr. 1832. S. V., 32, 2, 388; Paris, 1^{er} et 19 août 1834, S. V., 34, 2, 619 et 622; Paris, 29 mars 1837, S. V., 37, 2, 225. [On doit entendre par *gens de service* tous ceux qui sont attachés au service matériel de la personne ou de la maison, mais non ceux qui, tout en rendant un service moyennant salaire, ne peuvent cependant pas être confondus, à raison de la nature du service rendu aux intérêts ou aux affaires de la personne, avec ceux dont l'art. 2101 a voulu protéger la position, Pont, n. 80 et s.; Dalloz, n. 187 et s. V. *sup.*, § 707, note 1. — Ainsi les clercs de notaire ou d'avoué, bien que donnant leurs services moyennant salaire, pour des fonctions déterminées et pour des heures limitées, ne peuvent cependant, à raison de la nature libérale de leurs services, jouir du privilège de l'art. 2101, Pont, n. 81; Dalloz, n. 190; Aix, 21 mars 1844, S. V., 45, 2, 147; Cass., 15 janv. 1855, S. V., 35, 1, 257. Il en est de même du mandataire salarié, bien qu'il reçoive de celui qui l'emploie un traitement annuel, Cass., 8 janv. 1839, S. V., 39, 1, 487. — *Contrà*, Rouen, 22 janv. 1819. ...Et des commis voyageurs qui doivent

pour l'année courante et pour l'année échue⁹, art. 2101, alin. 4.

5° Les fournitures de subsistances¹⁰ faites au débiteur et à sa famille¹¹. Si la fourniture a été faite par des détaillants, tels que

être considérés comme les mandataires salariés de leur commettant, Montpellier, 12 juin 1829; Dalloz, n. 194. — Il en est encore de même des simples commis, qui rendent service aux affaires et aux intérêts et non à la personne, Persil, sur l'art. 2101, § 2; Pont, n. 84; Dalloz, n. 197; Bruxelles, 30 août 1814; Lyon, 6 mars 1842, S. V., 42, 2, 465. — *Contrà*, Duranton, 19, n. 58; Troplong, n. 142; Lyon, 1^{er} févr. 1832, S. V., 32, 2, 388; Paris, 19 août 1834, S. V., 34, 2, 622; Paris, 15 févr. 1836, S. V., 36, 2, 133. Ils n'ont de privilège que dans le cas spécial prévu par l'art. 549 Com. — Les ouvriers eux-mêmes, soit qu'ils travaillent aux champs ou à l'industrie, n'étant attachés ni au service de la personne ni au service de la maison, ne jouissent également d'aucun privilège, sauf le cas prévu par le même art. 549 Com., Persil, sur l'art. 2101; Grenier, 2, n. 303; Troplong, n. 142; Pont, n. 85; Bourges, 14 févr. 1823; Paris, 20 juill. 1828, 1^{er} août 1834, S. V., 34, 2, 619, et 29 mars 1837, S. V., 37, 2, 225; Lyon, 6 mai 1842, S. V., 42, 2, 405. — *Contrà*, Duranton, 19, n. 59; Colmar, 10 déc. 1822; Lyon, 25 avril 1836, S. V., 36, 2, 560. — De ce que l'art. 2101 exprime que le privilège qu'il accorde a pour objet les salaires de l'année échue et ce qui est dû pour l'année courante, on a conclu que le privilège n'appartenait qu'à ceux qui ont loué leurs services pour plus d'une année. V. Troplong, n. 142. C'est là une erreur: l'art. 2101 a voulu déterminer le temps jusqu'auquel pourrait s'étendre et remonter le privilège, mais non faire de la durée de l'engagement une condition du privilège qui existe par cela seul que les salaires sont dus pour services rendus par des gens attachés à la personne du maître ou à sa maison, Pont, n. 86; Dalloz, n. 203; Lyon, 25 avril 1836, S. V., 36, 2, 560. — Mais le salaire, pour être privilégié, doit être fixé à raison d'un certain temps, et non à raison d'un certain travail, Cass., 10 févr. 1829; Troplong, n. 142. — Il est d'ailleurs à remarquer que le privilège de l'art. 2101 pour les salaires des gens de service ne pourrait s'étendre aux avances qui seraient faites par les domestiques pour le service de la maison: ces avances ne sont pas l'accèssoire des salaires. Mais si ces avances

avaient eu pour objet des aliments, elles seraient privilégiées comme fournitures de subsistances. V. *inf.*, note 10; Delvincourt, 3, p. 270; Persil, sur l'art. 2101, § 4, n. 3; Pont, n. 87; Dalloz, n. 204.]

⁹ [Il ne faut pas conclure de là que l'art. 2101 a entendu relever les gens de service de la prescription d'un an établie contre leur action par l'art. 2272. Cet article suppose que la prescription a été interrompue ou n'est pas encore acquise pour l'année échue. Dans tous les cas, si la prescription est opposable, il n'y aura de privilégié que ce qui ne sera pas atteint par elle, Duranton, 19, n. 50; Valette, n. 33; Pont, n. 86.]

¹⁰ Ainsi, les fournisseurs d'autres objets nécessaires à la vie, mais non à la subsistance, par exemple ceux qui ont fourni des vêtements, n'ont aucun privilège: *quamquam sunt qui dissentiant*. V. Troplong, n. 146. [Sans doute, les vêtements ne peuvent être compris dans les subsistances. Mais, d'un autre côté, les subsistances comprennent autre chose que les aliments proprement dits, *victum*. Il faut entendre par là tout ce qui est nécessaire à la consommation journalière du ménage, non-seulement en fournitures alimentaires, mais encore en fournitures qui sont les accessoirs nécessaires des aliments, comme l'éclairage, le chauffage, la cuisson des aliments, le blanchissage, Duranton, 19, n. 67; Pont, n. 92; Dalloz, n. 213.] — Si le débiteur est un aubergiste ou un traiteur, la créance ne jouit du privilège que pour les besoins de sa consommation personnelle, Favard, *loc. cit.*, n. 8 [Duranton, 19, n. 65.] Rouen, 14 juill. 1819; Lyon, 14 déc. 1832, S. V., 32, 2, 160. [De même, le privilège ne s'étend pas aux fournitures faites à un maître de pension pour ses élèves, Paris, 5 mars 1838, S. V., 38, 2, 380; Favard, *Rép.*, v° *Privil.*, sect. 1, § 1, n. 7; Troplong, n. 146; Pont, n. 92; Dalloz, n. 216. Ni les uns ni les autres ne peuvent être considérées comme des fournitures faites à la famille. — *Contrà*, Grenier, 2, n. 304; Merlin, *Rép.*, v° *Pension*, § 1. V. la note suivante.]

¹¹ [La famille comprend tous les enfants du débiteur, majeurs ou mineurs, les ascendants, les parents ou alliés, pourvu que les uns et les autres habitent avec lui; les domestiques et gens de service

boulangers, bouchers, aubergistes et traiteurs¹², le privilège s'étend aux six derniers mois ; si la fourniture a été faite par des marchands en gros ou des maîtres de pension¹³, le privilège s'étend à l'année entière¹⁴, art. 2101, alin. 5.

Quelques auteurs classent parmi les privilèges le droit des créanciers et légataires de la succession de demander la séparation du patrimoine du défunt d'avec le patrimoine de l'héritier, art. 878 et s. et 2111. Mais il ne paraît pas y avoir de raisons suffisantes pour cesser de voir dans la séparation de patrimoine un droit qui, sans doute, est un privilège, mais qui, par la force des choses, est un privilège de nature particulière. V. *sup.*, § 385.

§ 791. Des privilèges sur certains meubles.

Les créances privilégiées sur certains meubles sont :

1° Les loyers et fermages des immeubles¹, art. 2102, alin. 1. Ce privilège appartient non-seulement au propriétaire, mais à toute personne qui a donné à ferme ou à bail un immeuble ou une mai-

que le débiteur nourrit habituellement, Persil, sur l'art. 2101, § 5, n. 4 ; Vallette, n. 35 ; Pont, n. 92 ; Dalloz, n. 215.]

¹² Il suit de là que les fournitures faites par un particulier non marchand ne sont pas privilégiées. Persil, sur l'art. 2101 ; Grenier, 2, n. 304. [Duranton, 19, n. 65 et 68 ; Troplong, n. 147 bis ; Pont, n. 89 ; Dalloz, n. 207.]

¹³ Merlin, *Rép.*, v° *Pension*. [Le privilège ne saurait donc être réclamé par les maîtres ou instituteurs pour les leçons qu'ils donnent au mois ou au cahet, Grenier, 2, n. 304 ; Persil, sur l'art. 2101, § 5, n. 4 ; Troplong, n. 147 ; Pont, n. 89 ; Dalloz, n. 207.]

¹⁴ Le privilège des fournitures de subsistances a lieu dans tous les cas et non pas seulement au cas de décès du débiteur commun. [Ainsi, il a lieu au cas de faillite ou de déconfiture.] Troplong, n. 655 ; Pardessus, n. 1153 ; Paris, 28 janv. 1812 ; [Limoges, 9 juin 1842. S. V., 43, 2, 10 ; Bordeaux, 28 août 1814, S. V., 45, 2, 497.] — Ce privilège doit-il être limité aux besoins de stricte nécessité, ou doit-il être étendu selon la condition des personnes ? V. Maleville, sur l'art. 2101 ; Merlin, *Rép.*, v° *Privil.*, sect. 3, § 1, n. 6 ; Favard, *loc. cit.*, n. 7. [Il est manifeste que le privilège des subsistances doit être restreint ou étendu suivant la fortune et

la position sociale du débiteur ; mais il est également certain qu'il ne peut s'appliquer à des fournitures purement voluptuaires, Terrible, *Rép.*, v° *Privil.* ; Troplong, n. 146 ; Pont, n. 92 ; Tribunal de commerce de la Seine, 28 janv. 1834, Dall., 37, 2, 66.]

¹ Loi 3, 4 et 7, Dig., *In quibus causis pignus*, etc., coutume de Paris, art. 161 et 171, Pr., art. 819 et s. [De ce que la loi ne parle que des loyers et fermages d'immeubles, il suit qu'il n'y a aucun privilège pour le loyer des choses mobilières, Dalloz, n. 220. — Le locataire d'une usine qui a cédé son bail à un tiers, auquel il a loué en même temps des machines garnissant l'usine et qui sont sa propriété, ne peut donc réclamer le privilège de l'art. 2102 pour le paiement du loyer de ces machines, qui ne sauraient être considérées comme immeubles par destination, n'ayant pas été mises dans les lieux par le propriétaire de l'usine, Grenoble, 20 fév. 1845, S. V., 44, 2, 11.] V. sur le privilège du propriétaire en cas de faillite du locataire, Com., art. 450 ; [Esnault, *Faillites*, n. 253 ; Bédarride, *cod.* v°, 1, n. 141 ; Massé, 6, n. 575 ; Lyon, 17 mars 1840. S. V., 46, 2, 458 ; Paris, 23 nov. 1840, D. P., 54, 5, 371 ; Cass., 22 avr. 1851, S. V., 51, 1, 646 ; Paris, 2 mai 1857, S. V., 57, 2, 727.]

son, par conséquent à l'usufruitier ou au principal locataire². Toutefois, dans ce dernier cas, le principal locataire est primé par le propriétaire, mais seulement jusqu'à concurrence de ce qui est dû sur le prix de la sous-location³.

Le privilège du bailleur s'étend sur le prix⁴ de tous les meubles qui garnissent les bâtiments, les maisons, logements ou boutiques affermés ou loués⁵, avec la destination de les garnir ou d'y être vendus ou consommés⁶. Celui qui donne à bail une ferme a de plus le même privilège sur les fruits de la récolte de l'année courante⁷, et sur toutes les choses affectées à l'exploita-

² Pr., art. 819; Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 3, § 2, n. 3. [Troplong, n. 152; Pont, n. 117; Dalloz, n. 221.] Cependant, le propriétaire qui, après avoir affermé ou loué un immeuble, vient à le vendre, ne peut plus prétendre aucun privilège pour les fermages ou loyers arriérés, Nîmes, 31 janv. 1820. [Et il en est ainsi, alors même que l'ancien propriétaire aurait déclaré, lors de la vente, se réserver son privilège, parce qu'il ne peut y avoir de privilèges conventionnels, Orléans, 23 nov. 1838, S. V., 39, 2, 427. Cependant, si le propriétaire avait, avant de vendre, formé une saisie-gagerie sur les meubles de son locataire, il conserverait vis-à-vis de ce dernier le droit d'y donner suite et de faire procéder à la vente, Paris, 12 janv. 1848, S. V., 48, 2, 129; Cass., 2 juin 1851, D. P., 54, 5, 603.]

³ Art. 1753; Pr., art. 820; Persil, sur l'art. 2102; Troplong, n. 151. [La mesure des droits du propriétaire se règle sur les obligations contractées par le sous-locataire envers le sous-locateur. Ainsi, si le sous-locataire n'a passé qu'un bail de 600 francs avec un locataire principal qui avait un bail de 1,200 francs, ce dernier ne pourra poursuivre le sous-locataire que jusqu'à concurrence de 600 francs. Ce sous-locataire pourra même opposer au propriétaire les paiements faits de bonne foi au locataire principal. Mais il ne sera pas reçu à se prévaloir des paiements faits par anticipation, Troplong, n. 151 *lét*; Amiens, 10 avr. 1839, S. V., 40, 2, 41.] — V. Cass., 2 avr. 1806. [Cet arrêt décide que le sous-locataire n'est tenu vis-à-vis du propriétaire que jusqu'à concurrence de la sous-location, même au cas où cette sous-location n'a pas acquis date certaine avant les poursuites dirigées contre lui par le propriétaire, quand, d'ailleurs, la sous-location a été faite sans fraude. Le propriétaire

peut exercer son privilège sur des meubles du sous-locataire, lors même que celui-ci est logé gratuitement, parce que tous les meubles qui garnissent les lieux loués sont atteints par le privilège, Delvincourt, 3, p. 274, notes; Persil, sur l'art. 2102, § 1, n. 11; Pont, n. 119; Dalloz, n. 243.]

⁴ « Sur le prix. » Ainsi le bailleur ne peut s'opposer à la vente du mobilier. Cass., 16 août 1814. [Mais il peut saisir le mobilier pour le faire vendre. — Sur le droit de revendication, V. *inf.*, note 14.]

⁵ Favard, v° *Privilège*, sect. 1, § 2, n. 3, Paris, 28 déc. 1832, S. V., 32, 2, 482.

⁶ [V. Pont, n. 121.]

⁷ Le privilège porte tant sur les fruits qui sont pendants que sur ceux qui sont déjà perçus et récoltés; et le privilège subsiste sur les fruits récoltés lors même qu'ils ne garniraient pas la ferme, par exemple, dans le cas où le fonds affermé est un champ, Troplong, n. 158 et s. et 165; Persil, sur l'art. 2102, et Grenier, 2, n. 310; le bailleur a de plus un privilège sur les fruits de la récolte précédente, s'ils se trouvent garnir les lieux loués. [Revenons sur ces divers points de vue. Les fruits de l'année peuvent être pendants ou récoltés; et le privilège du propriétaire s'exerce sur les uns et sur les autres, non en vertu d'une sorte de droit de gage ou de possession, comme pour les objets qui garnissent les lieux loués, mais en vertu d'un droit de propriété et comme accessoires du fonds dont les produits n'appartiennent au locataire qu'à la charge de payer les loyers. Il suit de là que pour l'exercice de ce privilège il n'est pas nécessaire que les fruits soient dans les bâtiments loués. Cela n'est pas douteux pour les fruits pendants par racine que le propriétaire peut saisir-brandonner, Pr., 626 et s.; cela n'est pas douteux non

tion du fonds sur lequel elles se trouvent. Mais ce privilège ne s'étend pas aux autres choses mobilières, telles que : argent comptant, lettres de change et billets⁸.

Le privilège du bailleur atteint d'ailleurs les choses ci-dessus indiquées, même dans le cas où elles n'appartiennent pas au fermier ou au locataire, si, d'après les circonstances, le bailleur est fondé à croire qu'elles sont la propriété du fermier ou du locataire⁹. V. art. 2102, alin. 4.

plus pour les fruits récoltés que le propriétaire peut saisir même en dehors des bâtiments, pourvu d'ailleurs que leur identité soit établie, Troplong, n. 158 et s.; Pont, n. 123. — Le propriétaire conserverait son privilège sur ces fruits alors même qu'ils auraient été vendus, mais non encore livrés, parce que l'acheteur ne peut acquérir un droit supérieur au privilège, que par sa mise en possession réelle, Persil, sur l'art. 2102, § 4, n. 8; Dalloz, n. 233; Limoges, 26 août 1848, S. V., 49, 2, 521. Mais si les fruits avaient été livrés à l'acheteur, le propriétaire n'aurait plus sur eux aucun privilège, Domat, *L. civ.*, liv. 3, *Des gages et hypoth.*, sect. 5, n. 12; Grenier, 2, n. 310; Delvincourt, 3, p. 271; Favard, *Rep.*, v^o *Saisie-gagerie*, n. 2, *in fine*; Troplong, n. 159; Valette, n. 94; Pont, n. 123; Dalloz, n. 234. V. aussi Cass., 19 déc. 1843, S. V., 44, 1, 162. — Sur le point de savoir s'il aurait un droit de revendication, V. *inf.*, note 14. — Quant aux fruits des récoltes précédentes, ils se trouvent dans la même condition que tous autres objets mobiliers, et ils sont atteints par le privilège du locateur s'ils se trouvent garnir les lieux et bâtiments loués, Delvincourt, 3, p. 271; Grenier, 2, n. 310; Troplong, n. 159; Valette, n. 94; Pont, n. 123; Dalloz, n. 238.]

⁸ L. 7, § 4, Dig., *In quibus causis pignus*, etc.; l. 32, *De pignore et hypothec.* Le privilège s'étend-il aussi aux diamants et autres bijoux? V., pour la négative, Grenier, 2, n. 306, et Troplong, n. 151. [La règle, c'est que le privilège ne porte que sur les meubles qui garnissent la ferme ou la maison louée. Or, on ne peut dire d'une somme d'argent, d'une créance, des parures en diamants ou autres bijoux, qu'ils garnissent une ferme ou une maison : on ne peut considérer comme garnissant les lieux que les objets plus ou moins apparents sur lesquels le locateur a dû compter légitimement pour répondre du paye-

ment de ses loyers ou de ses fermages, Grenier, 2, n. 310; Duranton, 19, n. 79 et 88; Delvincourt, 3, 272; Pont, n. 121, et Valette, n. 55; Dalloz, n. 246. — Il suit de là que le privilège du propriétaire s'étend sur les marchandises renfermées dans les magasins du locataire, Favard, *Rep.*, v^o *Privilege*, sect. 4, § 2, n. 3; Grenier, 2, n. 311; Pont, n. 121; Dalloz, n. 251; Liège, 21 mai 1842; Bruxelles, 2 nov. 1842. V. cependant Amiens, 10 avr. 1839, S. V., 40, 2, 41.]

⁹ Toullier, 2, n. 1201; Favard, v^o *Privilege*, sect. 4, § 2, n. 3; Paris, 26 mai 1814; Cass., 9 août 1815, 22 juill. 1823; Poitiers, 30 juin 1825; Cass., 21 mars 1826; Paris, 31 mai 1827 et 2 mars 1829. Le privilège s'étend aussi aux meubles de la femme, à moins que les bailleurs n'aient été prévenus que ces meubles appartiennent à la femme, Paris, 2 juin 1831; Grenoble, 4 août 1832. Le privilège du locateur sur les choses d'autrui cesse d'avoir lieu, s'il a été informé d'une manière quelconque qu'elles n'appartiennent point au locataire, Cass., 31 déc. 1853, S. V., 34, 1, 854. V. aussi art. 2279, alin. 2. [En principe, le privilège du locateur s'étend sur toutes les choses qui garnissent les lieux loués; dès qu'elles y entrent dans le but de les garnir, elles sont atteintes par son privilège, quelle que soit d'ailleurs leur origine, et lors même qu'elles appartiendraient à des tiers, parce que les tiers ont su ou dû savoir quelle était la condition des meubles introduits dans les lieux loués, et que, de son côté, le locateur a été fondé à y voir la garantie de ses loyers. Il n'en serait autrement que si le locateur avait été informé d'une manière certaine, soit par une notification, soit autrement, que les meubles n'appartiennent pas au locataire. V. Persil, sur l'art. 2102, n. 4; Delvincourt, 3, p. 272; Duranton, 19, n. 81; Valette, n. 56; Mourlon, n. 86; Pont, n. 122; Dalloz, n. 253; Cass., 31 déc. 1833, S. V., 34, 1, 854. Il est à remarquer d'ailleurs que c'est avant

Le bailleur ou locateur a privilège d'abord pour les loyers et fermages, mais avec la distinction suivante : si le bail est par acte authentique, ou si, étant sous seing privé, il a reçu date certaine antérieurement à la saisie des meubles du débiteur, art. 1328, le privilège garantit tant les termes échus que les termes à échoir¹⁰; dans le cas contraire, par exemple lors que le bail est

l'introduction des meubles dans la maison louée, qu'il doit être donné connaissance au propriétaire de la maison que ces meubles appartiennent à un tiers : une notification ou un avertissement postérieurs à leur introduction ne les affranchirait pas du privilège qui les a définitivement saisis au moment de leur entrée. V. Paris, 26 mai 1814; Cass., 9 août 1815; Douai, 19 fév. 1848, S. V., 48, 2, 743; Bordeaux, 16 mars 1849, S. V., 49, 2, 328. Toutefois, si des meubles garnissant la maison ou la ferme louée avaient été volés à leur légitime propriétaire, le privilège du locateur ne pourrait s'exercer au préjudice de l'action en revendication de celui à qui ils ont été soustraits. Persil, sur l'art. 2102, n. 4; Delvincourt, 3, p. 272; Duranton, 19, n. 81; Valette, n. 56; Mourlon, n. 86; Pont, n. 122; Dalloz, n. 253. — Il y a d'ailleurs certains cas où la nature des meubles jointe à la destination des lieux dans lesquels ils sont apportés par des tiers, ou pour le compte des tiers, suffit pour que le locateur sache qu'ils ne sont pas destinés à les garnir et qu'ils échappent à son privilège. Ainsi, le privilège du locateur ne comprend pas les meubles que, suivant l'usage des pensionnats, des élèves apportent pour leur usage chez leur maître de pension. Poitiers, 30 juin 1825. Pareillement, le privilège du propriétaire ne s'étend pas aux marchandises qui se trouvent, à titre de dépôt ou de consignation, dans les magasins d'un commissionnaire, Cass., 21 mars 1826. V., cependant, Paris, 5 mai 1828. Ainsi encore, le privilège ne s'étend pas aux objets manufacturés ou à manufacturer que des tiers ont confiés au locataire d'une fabrique ou d'une manufacture, Cass., 22 juill. 1823; Paris, 8 mars 1841, S. V., 41, 2, 132;... non plus qu'à ceux qui ont été remis à un artiste ou à un ouvrier pour être par lui travaillés ou réparés, Paris, 14 mars 1842, D. P., 42, 2, 236, et 18 déc. 1848, S. V., 48, 2, 756. V., sur ces points divers, Tarrille, *Rép.* de Merlin, *vo Privil.*, sect. 3, § 2, n. 4; Grenier, 2, n. 314; Persil, sur l'art. 2102, n. 2; Delvincourt, 3, 272;

Pont, n. 124; Dalloz, n. 248. — Quant aux meubles de la femme, la question ne peut se présenter que sous un régime qui lui permet d'en avoir en propre; et dans ce cas, il est manifeste qu'ils sont régis, quand ils se trouvent dans des lieux loués par le mari, par les mêmes règles que les meubles qui appartiennent aux tiers. V. les arrêts précités, *sup.*

¹⁰ Il ne faut pas conclure de là que le locateur puisse toujours, après avoir fait vendre les meubles du locataire, demander par anticipation le paiement des termes à échoir, Paris, 2 oct. 1806. [Ce droit ne peut être exercé par le propriétaire qu'autant qu'il est en concours avec d'autres créanciers du locataire ou fermier. C'est en effet un droit privilégié que l'art. 2102 donne au propriétaire; or, tout privilège suppose un concours de créanciers. Quand, au contraire, le locateur procède seul à la saisie et à la vente des meubles de son locataire, il n'est plus qu'un créancier ordinaire et il ne peut prétendre qu'aux loyers échus, Persil, sur l'art. 2102, § 1, n. 16; et *Quest.*, t. 1, ch. 3; Grenier, 2, n. 309; Favard, *vo Privilège*, sect. 1, § 2, n. 4; Tarrille, *Rép.* de Merlin, *vo Privilège*, sect. 3, § 2, n. 5; Valette, n. 61; Pont, n. 126; Dalloz, n. 266. — Mais lorsqu'il y a concours de créanciers, le propriétaire locateur par bail authentique a droit d'être payé par privilège de tous les loyers échus et à échoir, alors même que les lieux reloués à un tiers par les autres créanciers restent garnis du mobilier du débiteur, dont ce tiers s'est rendu adjudicataire, Cass., 7 et 28 déc. 1858, S. V., 59, 1, 423. — Il est du reste à remarquer que si le bailleur par acte authentique et le bailleur par acte sous seing privé avec date certaine sont mis par l'art. 2102 sur la même ligne, cependant, quand le bail sous seing privé n'a acquis date certaine que postérieurement à l'entrée en jouissance, le propriétaire ne peut réclamer les fermages échus qu'à compter du jour où le bail a acquis date certaine, puisqu'auparavant l'acte sous seing privé n'avait pas une existence opposable aux tiers, Persil, sur l'art. 2102, § 1, n. 15,

verbal, le bailleur n'a privilège que pour les termes échus pour l'année courante et pour une autre année à partir de la fin de l'année courante, mais non pour les autres termes échus¹¹.

et *Quest.*, t. 1, ch. 3; Grenier, 2, n. 309; Valette, n. 63; Mourlon, n. 102; H. Demante. *Rev. étrang. et franç.*, t. 9, p. 719; Dalloz, n. 269.] — Les autres créanciers du bailleur ont le droit de relouer la maison ou la ferme, pour tout le reste du bail, art. 2102, et ce droit leur appartient lors même qu'il serait interdit au locataire de sous-louer, Persil, sur l'art. 2102. [Aux termes de l'art. 2102, les autres créanciers, c'est-à-dire les créanciers primés par le locateur, ont le droit de relouer la maison ou la ferme pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages, à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû. Il est à remarquer d'abord sur cette disposition que le droit existe au profit des créanciers, lors même que le bail contiendrait prohibition de sous-louer, d'une part, parce que la loi ne distingue pas, ensuite parce qu'il s'agit d'un cas particulier de relocation en dehors des prévisions du bail, et que le locateur qui exerce son privilège aux dépens des autres créanciers ne peut refuser à ces créanciers la compensation que la loi leur accorde, Duranton, 19, n. 89; Duvergier, *Louage*, 1, n. 372; Troplong, n. 155, et *Louage*, n. 132; Pont, n. 128; Dalloz, n. 276; Cass., 28 déc. 1858, S. V., 59, 1, 423. V. aussi *sup.*, § 703, note 5. V. cependant, en sens contraire, Paris, 24 fév. 1825, et Cass., 30 janv. 1827. — Il suit de l'esprit qui a dicté la disposition précitée sur l'art. 2102, que si le locateur n'avait exercé son privilège que pour les termes échus, sans demander les termes à échoir, les autres créanciers n'auraient pas le droit de relocation, qui, n'ayant pour objet que la compensation à leur profit des termes à échoir, n'aurait plus aucune raison d'être, Pont, n. 129. Mais il en résulte également que si le locateur qui a fait valoir son privilège pour les loyers à échoir n'a pas été colloqué pour la totalité de ces loyers, les autres créanciers qui usent du droit de sous-louer deviennent les débiteurs personnels du propriétaire locataire pour tout ce qui lui reste dû, Delvincourt, 3, p. 272; Persil, sur l'art. 2102, § 1, n. 19; Pont, n. 129; Dalloz, n. 278. Et comme l'obligation de payer ce qui reste dû est la condition de la relocation, il en résulte que le pro-

priétaire a droit au paiement immédiat des loyers du montant desquels il reste à découvert, et que les créanciers ne seraient pas fondés, même en lui offrant une caution ou une hypothèque, à reculer les paiements et à les échelonner suivant les échéances du prix de la relocation, Cass., 28 déc. 1858, S. V., 59, 1, 423. — *Contrà*, Valette, n. 64; Pont, n. 129. — Nous pensons même que, dans le cas où le prix des meubles n'a pas suffi pour payer le propriétaire, les créanciers ne peuvent limiter la relocation aux années à échoir dont le locataire a été payé sur le prix du mobilier: le droit de relocation est un droit exceptionnel qui ne peut être exercé que dans les conditions déterminées par la loi, c'est-à-dire pour le restant du bail et à la charge de payer au propriétaire ce qui lui reste dû, Duranton, 19, n. 91; Valette, n. 64. — *Contrà*, Persil, sur l'art. 2102, § 1, n. 18; Pont, n. 129; Mourlon, n. 96; Dalloz, n. 277.]

¹¹ L'interprétation de cette disposition de l'art. 2102, n. 1, § 2, a donné lieu à des interprétations très-diverses. Quelques auteurs, par exemple Tarrible, *Rép. de Merlin*, v. *Privilège*, sect. 3, § 2, n. 5, et Grenier, 2, n. 309, limitent dans ce cas la durée du privilège à un an, à partir de l'année courante, [et refusent le privilège pour les loyers échus. V. en ce sens, Bordeaux, 12 juin 1825, et 17 déc. 1859, S. V., 40, 2, 202;] d'autres, comme Persil, sur l'art. 2102, y joignent encore l'année courante, [en excluant toujours les loyers échus, Persil. *Quest.*, ch. 3, § 1; Delvincourt, 3, p. 273; Valette, n. 63; Demante, *loc. cit.* à la note 10, p. 697; Pont, n. 127.] La Cour de cassation s'est prononcée dans le sens de l'opinion adoptée dans le paragraphe, et qui semble le mieux s'accorder avec la rédaction de l'article. V. Cass., 28 juill. 1824, 6 mai 1835, S. V., 35, 1, 435; [Rouen, 22 août 1821, et 12 juill. 1825; Grenoble, 28 déc. 1838, S. V., 39, 2, 356; Rouen, 25 avr. 1842, S. V., 42, 2, 313; Douai, 29 août 1842, S. V., 43, 2, 417; Lyon, 28 avr. 1847, S. V., 48, 2, 129; Metz, 6 janv. 1859, S. V., 59, 2, 129. Il résulte de ces arrêts que l'art. 2102 n'a eu pour but que de limiter le privilège à l'égard des fermages à échoir et non à l'égard des fermages échus, qui sont la représentation de

Outre les loyers et fermages, le privilège du bailleur s'applique à toutes les autres obligations du fermier ou locataire qui dérivent du contrat de bail ¹².

Dans tous les cas qui précèdent, le bailleur est autorisé à saisir-revendiquer entre les mains des tiers les objets mobiliers qui auraient été, sans son consentement ¹³, enlevés des lieux loués ¹⁴, à

la jouissance de la chose et auxquels le locateur a dès lors un droit acquis, arg. art. 661, 662 et 819, Pr. Le propriétaire peut donc réclamer tous les fermages échus, ceux de l'année courante et ceux de l'année qui suivra l'année courante.] Telle est aussi l'opinion de Troplong, n. 156, et de Duranton, 19, n. 92. [V. aussi Dalloz, n. 275.] — Sur la *tacite reconduction*, V. Troplong, n. 157; et Bordeaux, 12 janv. 1825. [En cas de tacite reconduction, on doit se reporter au bail écrit ayant date certaine; et comme, par le seul fait de l'occupation des lieux continuée par le locataire après le premier bail, il y a renouvellement de la convention première, le bailleur a un privilège pour les loyers échus et pour les loyers à échoir. Seulement la durée du nouveau bail, et par conséquent les loyers à échoir, dépendent alors de l'usage des lieux ou des nécessités de l'exploitation, V. *sup.*, § 704, note 15. Il a cependant été jugé par l'arrêt précité de la Cour de Bordeaux du 12 janv. 1825 que le propriétaire auquel il est dû des loyers par suite de tacite reconduction n'a pas de privilège pour les loyers échus. Mais il résulte de ce qui précède que cet arrêt est mal rendu à tous les points de vue.] — Dans le cas d'un bail non authentique et sans date certaine, les autres créanciers ont aussi le droit de relouer l'immeuble, Persil, *loc. cit.* [Pont, n. 128; Dalloz, n. 279. Ces auteurs, tout en reconnaissant que la loi ne confère expressément ce droit aux créanciers que dans le cas d'un bail authentique et ayant date certaine, et par conséquent donnant un privilège pour les loyers ou fermages à échoir, décident cependant que l'analogie et un sentiment d'équité doivent faire étendre le bénéfice de cette disposition au cas d'un bail verbal ou sans date certaine. Mais cette opinion ne doit pas être suivie : il s'agit ici d'une disposition exceptionnelle et contraire au droit commun, qui ne peut par conséquent être étendue d'un cas à un autre.]

¹² Pothier, *Du contrat de louage*, n. 254; Grenier, 2, n. 308 et s.; Troplong, n. 154 et s. [Spécialement

on doit considérer comme privilégiées les avances faites par le propriétaire au preneur pour le mettre en état de se livrer à l'exploitation des lieux loués, Pothier, *du contrat de louage*, n. 254; Grenier, *loc. cit.*; Troplong, n. 154; Nîmes, 7 vent. an XII; Bordeaux, 7 août 1833; Cass., 3 janv. 1837, S. V., 37, 1, 151; Douai, 18 avr. 1850, S. V., 51, 2, 77. Et les avances sont privilégiées, lors même qu'elles n'ont pas été constatées par le bail même, mais postérieurement, pourvu que ce soit le bail qui en ait été l'occasion, Duranton, 19, n. 97; Troplong, n. 154; Valette, n. 60; Pont, n. 125; Dalloz, n. 264; Angers, 27 août 1821; Limoges, 26 août 1848, S. V., 49, 2, 34. — *Contrà*, Delvincourt, 3, p. 373; Grenier, 2, n. 309; Persil, sur l'art. 2102, § 1, n. 27.]

¹³ Le consentement peut être tacite, par exemple lorsque les effets mobiliers ont été enlevés au su et vu du propriétaire et sans opposition de sa part, Persil, *loc. cit.*; Troplong, n. 163; Poitiers, 17 fév. 1834, S. V., 35, 2, 124; [Delvincourt, 3, p. 274; Pont, n. 131; Dalloz, n. 285.]

¹⁴ Même sans fraude. [La revendication peut donc être exercée contre les tiers, même de bonne foi. Persil, sur l'art. 2102, § 1, n. 7; Duranton, 19, n. 100; Troplong, n. 162.] La revendication peut être exercée, même dans le cas où les effets ont été enlevés par suite d'une saisie [et sans nécessité; mais alors la revendication a lieu, sans préjudice de l'effet de la saisie, Poitiers, 17 fév. 1834, S. V., 35, 2, 124; Dalloz, n. 291.] Mais le locateur ne peut revendiquer les choses qui, par exemple, comme des fruits, n'étaient dans les lieux que pour être vendues et qui ont été vendues de bonne foi. V. Delvincourt et Persil, sur l'art. 2102; Troplong, n. 165; Lyon, 24 fév. 1836, S. V., 36, 2, 414. [Il ne peut y avoir de difficultés quant aux marchandises qui n'ont été introduites dans les lieux que pour être ensuite déplacées par suite de vente et autrement, et sur lesquelles, ainsi que nous l'avons vu, *sup.*, note 9, le loca-

la condition d'exercer ce droit¹⁵ dans les quarante jours à compter de l'enlèvement¹⁶, pour ce qui concerne les choses enlevées d'une ferme, et dans la quinzaine, pour ce qui concerne les choses enlevées d'une maison.

Du reste, les semences et les frais de récolte¹⁷ priment le pro-

teur n'a aucun privilège. Mais il en est autrement des fruits du fonds qui sont, sans doute, destinés à être vendus, mais sur lesquels le locateur a cependant un privilège. V. *sup.*, note 7. A cet égard le sentiment général des auteurs est que le bailleur ne peut exercer son privilège, après la vente sur les fruits du fonds, qu'autant que les fruits vendus n'ont pas encore été déplacés et livrés à l'acheteur; d'où il suit qu'à l'égard de ces fruits, le locateur n'a pas le droit de revendication. V. Tarrille, *Rep.* de Merlin, *v° Privilège*, sect. 3, § 2, n. 7; Delvincourt, 1, p. 501; Persil, sur l'art. 2102, § 1, n. 5; Favard, *Rep.*, *v° Saisie-gagerie*, n. 2; Troplong, n. 165; Valette, n. 94; Limoges, 26 août 1848, S. V., 49, 2, 321. V., cependant, Lyon, 24 fév. 1856, S. V., 56, 2, 414. Mais si les fruits, au lieu d'être vendus, ont été seulement déplacés, ils pourraient être revendiqués par le propriétaire, parce que si le preneur les a récoltés pour les vendre, il cesse de remplir le but de son exploitation, s'il les déplace sans nécessité et pour les soustraire au privilège du propriétaire. V., en ce sens, Favard, Troplong et Valette, *loc. cit.* — *Contrà*, Tarrille, Delvincourt et Persil, *loc. cit.* Le propriétaire ne peut revendiquer non plus les meubles déplacés, si ceux qui sont restés dans le bâtiment sont suffisants pour répondre du loyer, Troplong, n. 164 [et *Du louage*, n. 532; Persil, sur l'art. 2102, § 1, n. 4; Favard, *Rep.*, *v° Saisie-gagerie*, Duranton, 19, n. 103; Dauvergier, *Du louage*, 2, n. 17; Bordeaux, 11 janv. 1826.] V. cependant Paris, 2 oct 1806, [et Poitiers, 28 janv. 1819. Ces deux arrêts ont décidé le contraire, en se fondant sur ce que, aux termes de l'art. 2102, tous les meubles qui garnissent la maison ou la ferme sont soumis au privilège du propriétaire. V., en ce sens, Grenier, 2, n. 311; Mourlon, n. 164; Pont, n. 132. Mais c'est là interpréter la loi d'une manière trop rigoureuse et même inexacte. Sans doute, si les meubles du locataire viennent à être vendus, le propriétaire peut exercer son privilège sur le prix de tout le mobilier sans exception. C'est là ce qu'a voulu dire l'art. 2102. Mais

il ne résulte nullement de cet article que le locataire qui a garni les lieux de meubles plus que suffisants ne puisse en déplacer une partie, si ce qui reste suffit encore, puisque, aux termes de l'art. 1752, il n'est tenu que de garnir la maison de meubles *suffisants*. Dalloz, n. 287.] — Il n'y a pas lieu non plus à revendication si le bail a pour objet un fonds sans bâtiments, Poitiers, 30 déc. 1823. [Cet arrêt juge que, lorsque des terres sont données à ferme, sans bâtiments d'exploitation, cette circonstance peut altérer le privilège du propriétaire, en ce que si le fermier transporte les fruits dans les bâtiments qu'il tient à ferme d'un autre propriétaire, les fruits sont affectés au privilège du bailleur des bâtiments, par préférence au privilège du bailleur des terres. Le bailleur des terres ne peut dès lors saisir-revendiquer les fruits, comme déplacés sans son consentement. V., en ce sens, Troplong, n. 165 *bis*.]

¹⁵ Sur la forme de procéder, V. Pr., art. 819.

¹⁶ Persil, *loc. cit.*; Troplong, n. 161, [Delvincourt, 3, p. 274, et non par conséquent du jour où il a eu connaissance du déplacement. Il en est ainsi alors même que des moyens frauduleux auraient été employés pour cacher l'enlèvement au propriétaire. On ne pourrait sortir des termes de la disposition exceptionnelle de l'art. 2102, sans tomber dans un arbitraire qui compromettrait l'intérêt des tiers que cet article a voulu concilier avec celui du propriétaire, Troplong, *loc. cit.*; Valette, n. 67; Pont, n. 151; Dalloz, n. 283; Cass., 6 mars 1853, S. V., 53, 1, 433. — *Contrà*, Persil, *loc. cit.*, et Duranton, 49, n. 100.]

¹⁷ Ainsi le prix d'achat des futailles destinées à renfermer la récolte de vin passe avant le privilège du bailleur, Bordeaux, 2 août 1831; mais le privilège du bailleur passe avant le prix des engrais, Caen, 28 juin 1837, S. V., 37, 2, 305, [et Cass., 9 nov. 1857, S. V., 58, 1, 49. Ces arrêts décident que les sommes dues pour engrais ne rentrent pas dans les sommes dues pour semences et frais de récolte, que l'art. 2102 déclare privilégiées, et que dans

propriétaire¹⁸ sur le prix de la récolte de l'année courante¹⁹. Le propriétaire est également primé par les sommes dues pour l'achat ou les réparations des ustensiles aratoires²⁰, sur le prix de ces ustensiles²¹, art. 2102, alin. 1.

2° La créance garantie par un gage, sur le gage dont le créancier est saisi, c'est-à-dire sur le produit de la vente de ce gage²², art. 2102, n° 2. V. cependant art. 2074 à 2076.

3° Les frais faits²³ pour la conservation ou l'amélioration d'une chose²⁴ : ce privilège existe sur la chose, qu'elle se trouve ou non

tous les cas le privilège ne pourrait être étendu à des engrais extraordinaires. Mais quand l'article 2102 parle des sommes dues pour les semences, c'est comme s'il disait les sommes dues pour faire les semences, c'est-à-dire pour mettre les grains en terre ; or, dans ces sommes figure non-seulement le prix de la semence, mais encore le prix des engrais employés selon les nécessités de la culture, parce que l'un n'est pas moins nécessaire que l'autre. Si, par sommes dues pour les semences, il ne fallait entendre que le prix des grains, il en résulterait cette conséquence inadmissible que les frais de labour ne seraient pas privilégiés ; or le privilège des frais de labour n'a jamais été mis en doute. V. Limoges, 26 août 1848, S. V., 49, 2, 321, et Troplong, n. 166. On conçoit très-bien que l'utilité ou la nécessité de certains engrais puisse être contestée, et qu'à ce point de vue ceux que l'on considérerait comme des engrais de fantaisie, comme des sujets d'expérience, dont le propriétaire ne doit pas faire les frais, ne profitent pas du privilège de l'art. 2102. Mais quand leur utilité n'est pas contestée, quand leur emploi n'est que l'accomplissement des devoirs imposés par l'obligation d'une bonne culture, nous croyons que l'esprit, et plus encore les termes de l'art. 2102 veulent qu'ils soient protégés par le privilège des frais de semences, Duranton, 19, n. 99 ; Pont, n. 134 ; Dall., n. 294. — V. aussi, comme anal., Bordeaux, 2 août 1831, S. V., 32, 2, 158, et Cass., 3 janv. 1837, S. V., 37, 1, 151.]

¹⁸ Troplong, n. 166 ; Cass., 24 juin 1807, V. L. 8, Dig., *De instrum. et fundo instr. leg.* [V. Limoges, 26 août 1848, S. V., 1849, 2, 34.]

¹⁹ [Le créancier, pour semences ou frais de récolte de l'année, n'a donc pas privilège sur le prix des récoltes antérieures à celles de l'année ; il ne

pourrait avoir sur le prix de ces récoltes qu'une action personnelle et non privilégiée, Persil, *loc. cit.*, n. 3 ; Rolland de Villargues, *Rép. du notari.*, v° *Privilège*, n. 88 ; Pont, n. 136 ; Dalloz, n. 295.]

²⁰ [Peu importe que le propriétaire, dont la créance est primée par ce privilège, ait su, ou ait ignoré que le prix était encore dû à l'ouvrier qui a fait les réparations ou au marchand qui a fait la vente, Duranton, 19, n. 99 ; Mourlon, n. 107 ; Pont, n. 135 ; Dalloz, n. 296. Ce privilège ne s'étend pas aux ustensiles de ménage ; mais il s'applique aux ustensiles qui servent à une usine, aussi bien qu'aux ustensiles aratoires, Amiens, 20 nov. 1837, Dalloz, 38, 2, 156 ; Pont, n. 135 ; Dalloz, n. 298.]

²¹ [La chose grevée du privilège étant les ustensiles mêmes fournis ou réparés, c'est seulement sur le prix de ces ustensiles, et non sur le prix des autres que l'ouvrier qui les aura réparés ou le marchand qui les aura fournis sera préféré au propriétaire, Duranton, 19, n. 99 ; Troplong, n. 166 ; Dalloz, n. 299 ; Cass., 12 nov. 1839, S. V., 39, 1, 916.]

²² L. 9, C., *Qui potior in pign.* [V. sur les conditions du privilège du gagiste, *sup.*, § 779, note 4.]

²³ Et suivant quelques auteurs, qui argumentent de l'art. 2103, n. 2 et 5, les sommes que le créancier prouve avoir été prêtées dans le même but. V. Persil, sur l'art. 2102, alin. 3 ; Grenier, 2, n. 315 ; [Dalloz, n. 310.]

²⁴ [V. comme exemple les arrêts cités dans la table de Devilleneuve et Gilbert, v° *Privilège*, n. 67 et s., et dans le *Rép.* de Dalloz, v° *Priv. et Hyp.*, n. 306 et s. — Ce privilège s'étend non-seulement à la conservation des meubles corporels, mais encore à celle des meubles incorporels, tels que les créances. V. Cass., 4 mai 1824, 13 mai 1835, S. V., 35, 1, 707. — Il ne faut pas d'ailleurs confondre le privilège de celui

en possession du créancier ²⁵, art. 2102, alin. 3, et arg. de cet article.

4° Le prix de la vente ²⁶ d'effets mobiliers non payés ²⁷.

qui a amélioré une chose, qui se traduit en un droit de rétention, et le privilège des frais faits pour la conservation de la chose. Le privilège des frais d'amélioration cesse avec la possession, tandis que le privilège des frais de conservation existe, bien que le créancier ne soit pas nanti de la chose, Troplong, n. 176; Massé, 6, n. 580; Pont, n. 141 et s.]

²⁵ Maleville, sur l'art. 2102, Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 2, § 1, n. 2. [V. la note qui précède.]

²⁶ Ainsi l'échangiste d'une chose mobilière n'a pas droit à ce privilège, Troplong, n. 200. — [Mais ce privilège peut être exercé par celui qui aurait prêté à l'acquéreur les sommes nécessaires au paiement du prix de la vente, pourvu toutefois que la destination et l'emploi des sommes empruntées aient été constatés par l'accomplissement des formalités prescrites par le n. 2 de l'art. 2103, Persil, sur l'art. 2102, § 4, n. 7; Dalloz, n. 333.] — Si une personne a fait successivement plusieurs fournitures, le privilège pour le prix de chaque fourniture n'a lieu que sur chacune d'elles en particulier. V. Rouen, 17 déc. 1828, et 25 fév. 1829.

²⁷ L'article se sert des mots *effets mobiliers*. [D'où quelques auteurs ont conclu que l'intention de la loi n'avait pas été de frapper du privilège les meubles incorporels, Persil, sur l'art. 2102, § 4, n. 4, et *Quest.*, t. 1, ch. 3; Mourlon, n. 123; Paris, 18 mai 1825; Paris, 26 nov. 1833, S. V., 33, 2, 594; Rouen, 29 déc. 1847, S. V., 48, 2, 68.] Cependant il est juste, et la jurisprudence l'admet, que le privilège soit étendu au prix de vente des meubles incorporels, par exemple, au prix de créances cédées, Merlin, *Quest.*, v° *Privilège*, § 1; Favard, v° *Privilège*, sect. 1, § 2, n. 9 et s.; Troplong, n. 187; [Delvincourt, 3, p. 275; Duranton, 19, n. 126; Valette, n. 86; Pont, n. 142. Il n'y a, en effet, aucun motif pour moins protéger le vendeur d'une créance, d'un fonds de commerce ou d'un office, que le vendeur d'un meuble corporel.] — *Quid*, si l'objet mobilier acheté est devenu immeuble par destination, par son accession à un immeuble? Le vendeur prime-t-il alors

le créancier ayant hypothèque sur l'immeuble? L'affirmative paraît juste, Rouen, 19 juill. 1828; Cass., 22 janv. 1833, S. V., 33, 1, 446; Grenoble, 18 janv. 1833, S. V., 33, 2, 462; Gand, 24 mai 1833, et Cour de cass. de Belgique, 19 mai 1833, S. V., 34, 2, 561. [Il nous semble d'abord constant que, s'il s'agit d'une immobilisation par incorporation à un immeuble, de manière à donner aux meubles immobilisés le caractère d'immeubles par leur nature, le privilège du vendeur est éteint, puisque la chose n'existe plus, même à son égard, à l'état de meuble, Pont, n. 154; Dalloz, n. 358. V. Paris, 30 déc. 1825; Cass., 18 mars 1840, S. V., 40, 1, 412; Cass., 9 juin 1847, S. V., 47, 1, 689; Bruxelles, 16 fév. 1848, D. P. 48, 2, 61. Si, au contraire, il s'agit de meubles qui sans être incorporés à un immeuble deviennent simplement immeubles par destination, il faut distinguer entre le cas où le vendeur des meubles se trouve vis-à-vis de créanciers chirographaires et le cas où il se trouve vis-à-vis de créanciers hypothécaires: dans le premier cas, il peut faire valoir son privilège, et exiger pour son exercice que les meubles par lui vendus soient détachés de l'immeuble. V. Rouen, 22 mai 1811; Gand, 24 mai 1833, et Cour de Cass. de Belgique, 19 mai 1833, S. V., 34, 2, 561; Caen, 1^{er} août 1837, S. V., 37, 401; Cass., 24 mai 1842, S. V., 43, 1, 39. V. cependant Grenoble, 18 janv. 1833, S. V., 33, 2, 462; Paris, 6 avr. 1836, S. V., 36, 2, 347. Dans le second cas, au contraire, c'est-à-dire si le vendeur de meubles se trouve en concours avec des créanciers hypothécaires, le privilège doit céder devant l'hypothèque, qui s'étend de sa nature aux améliorations et augmentations faites à l'immeuble, et affecte ces augmentations et améliorations en même temps que l'immeuble lui-même, Valette, n. 85; Pont, n. 154; Dalloz, n. 358 et s.; Rouen, 19 juill. 1828; Cass., 22 janv. 1833, S. V., 33, 1, 446; Paris, 6 avr. 1836, S. V., 36, 2, 347; Paris, 24 nov. 1845, S. V., 45, 2, 664; Paris, 25 juill. 1846, S. V., 46, 2, 358; Cass., 9 juin 1847, S. V., 47, 1, 689. — *Contrà*, Dijon, 16 août 1842, S. V., 46, 2, 148. V. aussi Troplong, n. 413.]

Ce privilège existe sur le prix de ces effets mobiliers, soit que la vente ait eu lieu au comptant ou à terme²⁸. Si la vente est faite au comptant²⁹, le vendeur peut en outre revendiquer la chose vendue dans la huitaine de la livraison, pourvu qu'elle se trouve encore dans le même état qu'au moment de la livraison³⁰. Les autres créanciers peuvent d'ailleurs prévenir ou arrêter cette

²⁸ Si le débiteur commun a revendu les choses, mais en les gardant en sa possession, la vente ne préjudicie pas au privilège du vendeur non plus qu'à son droit de revendication, Grenier, 2, n. 316; Troplong, 1, n. 184 et 195; [Delvincourt, 3, 275; Persil, sur l'art. 2102, § 4, n. 1; Valette, n. 85; Mourlon, n. 115; Pont, n. 151; Dalloz, n. 353. Il en serait de même encore si la vente consommée par la livraison venait ensuite à être annulée ou résolue, Rouen, 7 août 1841, S. V., 42, 2, 24. Le vendeur peut même toujours exercer son privilège sur le prix de la revente, lorsque le prix est dû et que l'acheteur n'en a pas disposé par délégation régulière et sans fraude, Pont, n. 151. — Toutefois il est à remarquer que le privilège accordé au vendeur d'effets mobiliers non payés ne s'exerce que dans le cas où ce vendeur étant en présence d'autres créanciers de l'acheteur, il se trouverait en danger de perdre la chose ou le prix qui lui est dû. Quand ce concours de créanciers n'existe pas, le vendeur ne peut donc, en cas de revente de l'objet aliéné, et pour le paiement duquel il avait accordé terme, former une saisie-arrêt entre les mains du nouvel acheteur, avant l'échéance du terme, Paris, 26 mai 1849, S. V., 49, 2, 408. V. cependant Paris, 1^{er} déc. 1840, et Amiens, 27 août 1844, S. V., 45, 2, 560.] — Mais si l'acheteur a engagé la chose, le privilège du gagiste prime le privilège du vendeur. Troplong, n. 185. [Contrà, Valette, n. 85; Pont, n. 152; Dalloz, n. 350. Selon ces auteurs, donner une chose en gage, ce n'est pas en abdiquer la possession, dont les attributs utiles demeurent au débiteur, et que le gagiste ne détient que pour la conservation de son droit de gage, et à titre précaire. Mais si, sous certains rapports, la possession du gagiste profite au débiteur, il n'en est pas moins vrai qu'en ce qui concerne les effets de la possession, au point de vue du privilège, le gagiste possède pour lui-même, ce qui suffit pour que son privilège l'emporte sur celui du vendeur.

— Il en serait autrement si le débiteur avait prêté la chose ou l'avait confiée à un mandataire ou à un dépositaire, parce qu'alors il ne cesserait pas d'être, sous tous les rapports, légalement en possession de la chose, bien qu'il ne la détint pas matériellement; dans ce cas, le privilège du vendeur continuerait de subsister.]

²⁹ V. Grenier, 2, n. 313. [V. aussi Pont, n. 155.]

³⁰ [La revendication ne serait donc plus possible contre un tiers qui aurait reçu la chose de bonne foi de celui qui en devait encore le prix, Dalloz, n. 372; Cass., 22 nov. 1842, S. V., 43, 1, 235; et Rouen, 23 mars 1844, S. V., 45, 2, 137. Elle ne serait plus possible, non plus, si par l'effet de sa transformation, la chose vendue n'existait plus individuellement la même entre les mains de l'acheteur. — Enfin, ce droit de revendication doit être exercé dans le bref délai de huit jours, parce que plus tard le vendeur serait réputé avoir renoncé au droit de rétention sur lequel repose le droit de revendication. — Mais celui qui a perdu le droit de revendiquer la chose par l'expiration du délai fixé n'est pas pour cela déchu du droit d'exercer son privilège. Le privilège et la revendication, soumis l'un et l'autre à des conditions différentes, sont deux droits distincts et indépendants, Delvincourt, 3, n. 275; Pont, n. 160; Dalloz, n. 376. — Ce droit de revendication, établi par le n. 4 de l'art. 2102, n'existe pas en cas de faillite de l'acheteur. Com., art. 550. V. sur la revendication spéciale qui peut avoir lieu en ce cas les art. 574 et s. du même code.] — Le vendeur peut aussi demander la résolution de la vente, art. 1654, quoique ce droit lui soit moins favorable que le droit de revendication, Troplong, n. 108 et s.; Nancy, 28 déc. 1829; Cass., 7 avr. 1830; [Valette, n. 90; Pont, n. 155; Dalloz, n. 369 et s. V. sup., § 687, note 16;] Paris, 10 juill. 1853, S. V., 33, 2, 472. [Paris, 11 nov. 1837, S. V., 38, 2, 37; Amiens, 1^{er} sept. 1838, S. V., 39, 2, 237.]

action en revendication en payant le prix de la vente ³¹. V. Pr., art. 608, 826 et s.

Le privilège du vendeur passe après le privilège du propriétaire bailleur, à moins qu'il ne soit prouvé que le bailleur savait que le locataire n'était point propriétaire de la chose ³², art. 2102, alin. 4. V. aussi alin. 1. V. encore Com., art. 576 et s.

5° Les fournitures faites par un aubergiste à un voyageur.

Ce privilège, qui, d'ailleurs, ne s'applique pas aux fournitures faites pour un voyage ou séjour antérieur ³³, frappe tous les effets apportés dans l'auberge par le voyageur, tels que ses bagages, sa voiture, ses chevaux ³⁴, tant que ces effets restent en la possession de l'aubergiste ³⁵, lors même qu'ils se trouveraient ne pas appartenir au voyageur ³⁶, art. 2102, alin. 5.

6° Les frais de voiture et les dépenses accessoires dus au voiturier ³⁷.

³¹ Favard, *loc. cit.*, n. 12; [Tarrible, *Rép. de Merlin*, v° *Privilege*, sect. 2, § 3, n. 11; Grenier, 2, n. 318; Persil, sur l'art. 2102, § 4, n. 17, et *Quest.*, t. 1, ch. 3; Pont, n. 160; Dalloz, n. 377.]

³² [V. *sup.*, note 9.]

³³ [En ne retenant pas les effets que le voyageur avait apportés chez lui, lors de ses précédents voyages, l'aubergiste est censé avoir renoncé à son privilège, Persil, sur l'art. 2102, § 5, n. 4; Delvincourt, 3, n. 276; Grenier, 2, n. 319; Duranton, 19, n. 120; Troplong, n. 206; Valette, n. 70; Pont, n. 166; Dalloz, n. 393; Rouen, 16 messid. an VIII.]

³⁴ [A l'exception toutefois de l'habillement du voyageur, Rolland de Villargues, *Rép. du not.*, v° *Privilege*, n. 124; Troplong, n. 204; Pont, n. 165; Dalloz, n. 399.]

³⁵ [Delvincourt, 3, p. 276; Tarrible, *Rép. de Merlin*, v° *Privilege*, sect. 3, § 2, n. 12; Grenier, 2, n. 319; Persil, sur l'art. 2102, § 5, n. 3; Pont, n. 166; Dalloz, n. 392. — De là il suit que l'aubergiste a aussi un droit de rétention, Valette, n. 70; Pont, n. 167; Dalloz, n. 394.]

³⁶ Pourvu toutefois que l'aubergiste ait eu des raisons de croire qu'ils lui appartenaient. V. sur ce privilège l'art. 175 de la coutume de Paris; Persil, sur l'art. 2102; Favard, *loc. cit.*, n. 13; Troplong, n. 204. [Quand un voyageur arrive dans une auberge, l'aubergiste ne peut savoir si les effets qu'il y apporte ou amène appartiennent à d'autres; pour l'aubergiste, la présomption est que les effets sont la propriété du voyageur. D'ailleurs, aux termes de l'art. 2102, le

privilège porte, non sur les effets appartenant au voyageur, mais sur les effets transportés dans l'auberge, Persil, *Quest.*, t. 1, ch. 3; Grenier, 2, n. 319; Favard, v° *Privilege*, sect. 1^{re}, § 2, n. 13; Duranton, 19, n. 130; Troplong, n. 204; Valette, n. 70; Pont, n. 165; Dalloz, n. 390. — *Contrà*, Colmar, 26 avr. 1816. Mais si l'aubergiste savait que les effets transportés chez lui par un voyageur ne sont pas sa propriété, il ne pourrait exercer sur ces effets aucun privilège au préjudice de celui à qui ils appartiennent, mêmes autorités, et Bruxelles, 12 juill. 1806.]

³⁷ [Ce privilège a pour objet de garantir les frais de voiture, et non-seulement ces frais, mais encore les dépenses accessoires. Par dépenses accessoires, il faut comprendre tout ce que le voiturier a dépensé pour la chose voiturée, par exemple pour les avaries, pour les droits de douane, les droits d'entrée ou d'octroi et autres analogues, Rolland de Villargues, *Rép. du not.*, v° *Privilege*, n. 129; Dalloz, n. 396. — Mais ce privilège ne peut être invoqué que par le voiturier. Il n'appartient pas notamment à celui qui a aidé ou assisté le voiturier, Nîmes, 12 août 1812; non plus qu'à celui qui a simplement donné à louage des voitures ou bateaux à un voiturier ou entrepreneur chargé lui-même de faire le transport Bordeaux, 16 mars 1857, S. V., 57, 2, 495. — Ce privilège ne peut non plus être invoqué par le sous-entrepreneur sur le prix du transport, qui est dû à l'entrepreneur principal, Cass., 18 mai 1834, S. V., 31, 1, 220.]

Le voiturier a privilège, pour ses frais et dépenses, sur la chose voiturée³⁸, même après qu'il s'en est dessaisi par la livraison³⁹, art. 2102, alin. 6. V. Com., art. 306 et s.

7° Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics.

Ces créances sont privilégiées sur les fonds du cautionnement des fonctionnaires⁴⁰, art. 2102, alin. 7. Lois du 27 ventôse an VIII, des 27 et 28 ventôse an IX, du 25 ventôse an XI, du 25 nivôse an XIII.

SECTION II. — DES PRIVILÈGES SUR LES IMMEUBLES.

§ 792. Des privilèges généraux sur les immeubles.

Les créances énumérées dans l'art. 2101, V. § 790, et qui, aux termes de cet article, sont privilégiées sur la généralité des meubles, sont également privilégiées sur tous les immeubles du débiteur commun ; mais le privilège de ces créances ne peut s'exercer

³⁸ [Mais cette chose n'est grevée que pour les frais de transport et les dépenses accessoires qu'elle a occasionnées elle-même ; le voiturier ne pourrait l'atteindre en vertu de son privilège pour les dépenses d'un voyage antérieur, Dalloz, n. 599 ; Rouen, 5 juin 1847, S. V., 49, 2, 273 ; Cass., 13 févr. 1849, S. V., 49, 1, 629. V. cependant Cass., 28 juill. 1819.]

³⁹ Troplong, n. 207 ; Paris, 2 août 1809. [V. aussi Pardessus, *Dr. comm.*, 1, n. 1205 ; Duranton, 19, n. 434 ; Mourlon, n. 144.] Selon d'autres, le voiturier perd son privilège quand il a livré la chose, Maleville, Persil et Delvincourt, sur l'art. 2102 ; Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 1, § 4. Cependant cette restriction ne résulte pas du texte de l'art. 2102. [Mais elle résulte nécessairement de la nature du droit accordé au voiturier. Le privilège du voiturier, comme celui de l'aubergiste, est fondé sur un droit de gage. Or, le créancier n'a de privilège sur le gage qu'autant qu'il en est saisi, Valette, n. 73 ; Massé, t. 6, n. 476 et s. ; Pont, n. 169 ; Dalloz, n. 400 ; Rouen, 25 mars 1844, S. V., 45, 2, 137 ; arg. Cass., 13 avr. 1840, S. V., 40, 1, 289 ; Paris, 29 août 1855, S. V., 56, 2, 109. Mais la marchandise peut valablement être considérée comme n'ayant pas cessé de rester en la posses-

sion du voiturier, lorsque s'agissant, par exemple, de bois voiturés par eau et empilés sur le port, il est reconnu que ce port est un entrepôt commun où la marchandise est conservée à la disposition du voiturier, pour l'exercice de son privilège, et à la disposition du propriétaire, pour la mise en vente. En pareil cas, le voiturier ne perd son privilège que par le déplacement et l'enlèvement de la chose voiturée ; la vente de cette chose, faite par le propriétaire, sans déplacement, ne produit pas le même effet, Cass., 15 avr. 1840, S. V., 40, 1, 289 ; Pont, n. 169.]

⁴⁰ V. Troplong, 210 ; [Merlin, *Rép.*, v° *Fait de charge* ; Dard, *Des offices*, p. 25 ; Bolland de Villargues, *Rép. du not.*, v° *Cautionnement de not.*, n. 39 (1^{re} édit.), et *Fait de charge*, n. 5 (2^e édit.) ; Valette, n. 76 ; Pont, n. 171 et s. ; Dalloz, n. 402 et s. — La personne qui a fait l'avance du cautionnement a, d'après la loi du 25 nivôse an XIII, un privilège de second ordre sur le cautionnement, Merlin, *Rép.*, v° *Cautionnement des employés* ; Pont, n. 174 ; Dalloz n. 408 et s. — Les formalités à remplir, pour l'acquisition de ce privilège de second ordre par les bailleurs de fonds du cautionnement, sont tracées par les décrets des 28 août 1808 et 28 déc. 1812.]

sur les immeubles que lorsque les meubles ne suffisent pas pour leur acquittement¹.

Il ne peut d'ailleurs être exercé pour les frais de justice que sous les restrictions mentionnées *sup.*, § 790², art. 2104 et 2106,

§ 703. Des privilèges sur certains immeubles.

Les créanciers privilégiés sur certains immeubles sont :

1° Le vendeur d'un immeuble¹.

¹ Le créancier perd donc ce privilège, s'il ne s'est pas présenté à la distribution du prix des meubles, Grenier, 2, n. 371; Troplong, n. 251; (Persil, sur l'art. 2104, n. 3, et *Quest.* 1. ch. 1; Delvincourt, 3, p. 271; Pont, n. 244; Dalloz, n. 498, alors du moins qu'il eût pu être colloqué sur le prix des meubles. V. aussi Limoges, 9 juill. 1842, S. V., 43, 2, 10; Bruxelles, 21 août 1810; Paris, 9 fév. 1800. Les créanciers qui veulent exercer le privilège de l'art. 2104 doivent prouver au préalable qu'il n'existe point de mobilier. Le contraire a été jugé à tort par la Cour de Lyon, le 14 déc. 1852, S. V., 53, 2, 169. [En d'autres termes, ils ne peuvent se venger sur les immeubles avant d'avoir discuté le mobilier, si toutefois il y a un mobilier discutable. V. Pont, *loc. cit.*, Dalloz, n. 498 et s.] Si le mobilier est encore inventuré, ils peuvent demander à être colloqués provisoirement sur le prix des immeubles, Amiens, 24 avr. 1822; Lyon, 14 déc. 1832, S. V., 53, 2, 169; Agen, 28 août 1854, S. V., 55, 2, 428; (Troplong, n. 251; Pont, n. 243; Dalloz, n. 501 et s.)

² Troplong, n. 131. [C'est-à-dire que le privilège des frais de justice n'est général qu'autant qu'il a protégé la généralité des meubles et des immeubles composant le patrimoine du débiteur. S'il n'a protégé qu'une fraction de ce patrimoine, il ne s'étend qu'à cette fraction. Ainsi, les frais de saisie et de vente d'un immeuble n'ont de privilège que sur cet immeuble, et il ne pourrait s'étendre à d'autres immeubles affectés à des créanciers auxquels ces frais n'ont ni profité ni pu profiter, Pigeau, 2, p. 267; Delvincourt, 3, p. 169.]

³ Peu importe que l'acte de vente soit authentique ou sous seing privé. Merlins, *Rep.*, v° *Privilège*, sect. 4, § 1. [Les créanciers de l'acquéreur dont l'immeuble par lui acquis est le gage commun

n'ont aucun intérêt à attaquer l'acte sous seing privé qui l'en a rendu propriétaire, puisque les critiques qu'ils adresseraient à cet acte, pour écarter le privilège du vendeur, se retourneraient contre eux-mêmes, Favard, v° *Privilège*, sect. 1, § 3, n. 2; Duranton, 19, n. 159; Pont, n. 186; Dalloz, n. 426. — Ce privilège peut être invoqué par tout vendeur, soit que la vente ait été volontaire, soit qu'elle ait été forcée. C'est ce qui résulte des règles sur la folle enchère et sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Il a cependant été jugé par la Cour de Paris, le 23 juill. 1835, S. V., 34, 2, 85, que le propriétaire, créancier en vertu d'un jugement ou d'une convention, du prix de la mitoyenneté d'un mur, ne peut invoquer le privilège accordé au vendeur par l'art. 2103. Mais nous ne voyons pas de raison pour refuser, dans cette circonstance, à celui qui a cédé la mitoyenneté un privilège d'autant plus équitable que la propriété voisine a gagné par cette acquisition une valeur qui est le gage naturel de sa créance, Dalloz, n. 427. V. aussi Paris, 22 janv. 1854, S. V., 34, 1, 94. — On s'est demandé si, en matière de donation avec charge, la chose donnée était affectée par privilège à l'acquit des charges. La négative a été généralement admise avec raison. V. Orléans, 26 mai 1848, S. V., 48, 2, 615; Grenier, 2, n. 301; Persil, sur l'art. 2103, n. 10; Duranton, 19, n. 156; Troplong, n. 216; Dalloz, n. 434; Orléans, 26 mai 1848, S. V., 48, 2, 615; Douai, 6 juill. 1852, S. V., 53, 2, 548; et Agen, 4 janv. 1854, S. V., 54, 2, 350; Nîmes, 29 nov. 1854, S. V., 55, 2, 512; non pas précisément, comme on l'a dit quelquefois, parce que le donateur a le droit de faire révoquer la donation en cas d'inexécution des conditions, droit analogue à l'action résolutoire du vendeur, mais parce qu'une donation, même avec charge, n'est pas une vente, parce qu'un donateur n'est pas un vendeur, et que les privilèges

Il a privilège sur l'immeuble vendu² pour le prix de vente restant dû³, pour les intérêts de ce prix⁴, ainsi que pour les charges

sont de droit étroit. — *Contrà*, Pont, n. 188. — On s'est encore demandé si le privilège que l'art. 2103 accorde au vendeur non payé appartenait à l'acquéreur avec faculté de rachat qui a vendu l'immeuble sans en recevoir le prix. On doit également, sur ce point, adopter la négative; l'acquéreur vis-à-vis duquel le vendeur exerce le réméré ne devient pas à son tour un vendeur. Persil, sur l'art. 2103, § 1, n. 15; Delvincourt, 3, p. 292; Grenier, 2, n. 390; Tarrille, *Rep.* de Merlin, v^o *Privilège*, sect. 4, § 5, n. 5; Duranton, 29, n. 157; Troplong, n. 214; Duvergier, *Vente*, 2, n. 52; Marcadé, sur l'art. 1659, n. 2; Pont, n. 189; Dalloz, n. 432; Cass., 26 avr. 1827. — Mais il en serait autrement si la convention de rachat, au lieu d'accompagner le contrat de vente, n'intervenait que plus tard, ou encore si la faculté de rachat, stipulée dans le contrat, n'était exercée qu'après l'expiration du délai convenu, parce que dans l'un et l'autre cas il y aurait une véritable revente, Pont, *loc. cit.*; Dalloz, n. 433. V. *sup.*, § 688, note 1. — V. aussi Cass., 2 déc. 1818.]

² [D'où la conséquence que si l'immeuble n'est vendu que pour partie, le privilège ne peut s'exercer que sur cette partie. Ainsi celui qui vend à une société une partie déterminée d'un immeuble pour un certain prix, et qui apporte le surplus de cet immeuble dans la société comme mise sociale, n'a privilège, pour le prix stipulé de la partie vendue, que sur cette partie de l'immeuble et non sur le surplus qui forme sa mise sociale, Cass., 13 juill. 1841, S. V., 41, 1, 731. — Jugé cependant qu'au cas de vente faite à la fois par le nu propriétaire et par l'usufruitier d'un immeuble, de l'usufruit et de la nue propriété de cet immeuble, moyennant un seul et même prix, dont une partie déterminée est applicable à la nue propriété, et l'autre partie à l'usufruit, le privilège de l'usufruitier pour le prix à lui dû porte non pas seulement sur la portion du prix représentant l'usufruit, mais sur le prix total de l'immeuble, Cass. 16 avr. 1856, S. V., 56, 1, 650. — L'acquéreur conserve son privilège sur l'immeuble, lors même qu'il a changé de nature par des constructions, des améliorations ou des démolitions. Persil sur l'art. 2103, § 1, n. 8; Duranton, 9, n. 136; Pont, n. 197; Dalloz, n. 436.

V. la loi 16, Dig. *De pignor. et hypoth.*]

³ De quelque manière que le prix ait été fixé, pourvu qu'il ne l'ait pas été par une contre-lettre, Troplong, n. 218. [Ainsi le privilège ne s'étendrait pas aux augmentations de prix résultant d'une contre-lettre, Pont, n. 190. V. cependant] Bordeaux, 23 avr. 1836, S. V., 36, 2, 476. — Le vendeur ne peut être admis à prétendre que le prix lui est encore dû, quand l'acte de vente porte quittance, Persil, sur l'art. 2103. V. cependant Cass., 15 mars 1825, [et, alors même qu'il représenterait une reconnaissance expresse de l'acquéreur, cet acte ne serait qu'une contre-lettre, qui ne saurait produire aucun effet contre les tiers, Tarrille, *Rep.* de Merlin, v^o *Privil.*, sect. 4, § 1; Favard, v^o *Privil.*, sect. 4, § 3, n. 2; Grenier, 2, n. 385; Pont, n. 190; Dalloz, n. 412; Lyon, 3 avr. 1851, D. P., 55, 2, 13. Il en serait ainsi dans le cas où, l'acte de vente portant quittance, le vendeur n'aurait reçu en paiement que des billets à ordre ou des lettres de change non acquittés à l'échéance. En prenant ces obligations en paiement du prix qui lui était dû, le vendeur est présumé avoir consenti à une novation qui l'a fait descendre du rang de créancier privilégié à celui de créancier ordinaire, Grenier, 2, n. 385; Pont, n. 190; Dalloz, n. 413. Mais si l'acte de vente ne portait pas quittance, l'acceptation de billets en paiement du prix n'opérerait pas novation, et, en cas de non-paiement des billets, le privilège continuerait de subsister. V. Cass., 15 mars 1825, et Metz, 26 janv. 1854, S. V., 54, 2, 743. — V. aussi Cass., 15 mai 1830, S. V., 30, 1, 541.]

⁴ [Les intérêts ne sont en effet que l'accessoire du capital, Persil, sur l'art. 2103, § 1, n. 4; Dalloz, n. 420. — Le privilège s'étend à tous les intérêts échus, et non, comme en matière d'hypothèques, à deux années seulement. La restriction prononcée par l'art. 2151 ne peut être étendue au delà de ses termes : les intérêts, comme accessoires de la créance, doivent profiter des mêmes avantages, et il faudrait une disposition expresse pour les en priver, Favard, *Rep.*, v^o *Inscript.*, sect. 7, n. 12; Duranton, 16, n. 342, et 119, n. 160 bis; Troplong, n. 219; Pont, n. 192; Mourlon, n. 156; Dalloz, n. 422; — Cass., 1^{re} mai 1817 et 20 avril 1819; Paris,

stipulées par le contrat qui, d'après la nature des choses, font partie du prix de vente; mais ce privilège ne s'étend pas aux autres créances dont la vente peut devenir l'occasion⁶.

Le vendeur, en vertu de ce privilège, prime tous les créanciers dont le droit sur l'immeuble provient du chef de l'acquéreur, mais il ne prime pas ceux qui tiennent leurs droits d'un précédent propriétaire⁶. Il suit de là qu'en cas de plusieurs ventes successives dont le prix reste dû, le premier vendeur est préféré au second et ainsi de suite⁷, art. 2103, alin. 1.

Le vendeur peut d'ailleurs, au lieu d'exercer son privilège, demander la résiliation du contrat, conformément à l'art. 1654⁸.

Celui qui a aliéné un immeuble par voie d'échange, ou au moyen d'une dation en paiement, jouit du même privilège que le vendeur pour tout ce qui lui est dû à titre de soultte ou de retour⁹.

31 janv. 1818; Montpellier, 21 mars 1822; Bourges, 23 mai 1829; Paris, 2 déc. 1831, S. V., 32, 2, 129; Cass., 8 juill. 1834, S. V., 34, 1, 504; Bordeaux, 23 avr. 1836, S. V., 36, 2, 476. — *Contrà*, Grenier, 2, n. 359; Blondeau, *Revue de législat.*, 4, p. 368; Persil, sur l'art. 2151, n. 8; Nîmes, 12 déc. 1811; Rennes, 2 avr. 1815; Angers, 12 juill. 1816. — Il a même été jugé avec raison que le privilège s'étend aux intérêts des intérêts du prix de vente, Bourges, 23 mai 1829.]

⁶ Delvincourt et Persil sur l'art. 2103; Troplong, n. 219 et s.; Cass., 22 avr. 1807; Turin, 10 juill. 1813. V. *inf.*, § 923. [On doit considérer comme accessoires du prix et comme jouissant du même privilège les frais du contrat de vente et ceux de la transcription, lorsqu'ils ont été avancés par le vendeur. Ces frais, qui sont en définitive à la charge de l'acheteur, étant nécessairement pris en considération dans la détermination du prix, doivent être considérés comme en faisant partie, Grenier, 2, n. 384; Troplong, n. 220; Pont, n. 194; Limoges, 9 janv. 1841, S. V., 42, 2, 270; Bordeaux, 6 janv. 1844, S. V., 44, 2, 246. — *Contrà*, Persil, sur l'art. 2105, § 1, n. 3; Duranton, 19, n. 163; Dalloz, n. 424; Caen, 7 juin 1837, S. V., 37, 2, 409; Colmar, 3 août 1849, D. P., 50, 2, 54. Mais on ne pourrait étendre le privilège aux dommages-intérêts que le vendeur peut avoir obtenus contre l'acquéreur, et cela quand même le contrat de vente contiendrait stipulation d'une clause pénale, Persil, sur l'art. 2103, § 1, n. 5, et *Quest.*, ch. 5, § 1; Delvincourt, 3,

p. 280; Duranton, 19, n. 163; Troplong, n. 221; Pont, n. 193; Dalloz, n. 424; Bordeaux, 27 fév. 1829. V. cependant Mourlon, n. 162.]

⁶ Nîmes, 12 déc. 1811.

⁷ Pourvu que les actes de vente successifs aient été transcrits ou soient encore susceptibles de l'être, Merlin, *Rép.*, v. *Transcript.*, § 3, n. 2, 3 et 6. [V. aussi Montpellier, 9 juin 1853, S. V., 53, 2, 406. — V. sur la transcription, *inf.*, l'Appendice au présent titre.]

⁸ Favard, *vo Privil.*, sect. 1, § 3, n. 4; Troplong, n. 224; Merlin, *Quest.*, v. *Option*, § 1; Cass., 24 août 1831. *Nisi tamen juri verbis vel factis renunciavit.* [Sur le droit du vendeur d'exercer à son choix le privilège ou l'action résolutoire, V. *sup.*, § 687, notes 12 et s. Toutefois, il est à remarquer que la loi du 23 mars 1855, sur la transcription, a gravement modifié ce droit, en disposant par son art. 7 que « l'action résolutoire établie par l'art. 1654 C. Nap. ne peut être exercée, après l'extinction du privilège du vendeur, au préjudice des tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur et qui se sont conformés aux lois pour la conserver. » Ainsi, aujourd'hui, l'existence de l'action résolutoire dépend de la conservation du privilège.]

⁹ Persil et Delvincourt, sur l'art. 2103; Grenier, 2, n. 367; [Delvincourt, 3, p. 280; Troplong, n. 215; Duranton, 19, n. 155; Pont, n. 187; Dalloz, n. 429. En effet, indépendamment des rapports d'analogie qui existent entre la vente et l'échange, il y a une véritable vente, quant à la portion de l'immeuble échangé pour laquelle une soultte a été stipulée, et

2° Le bailleur de fonds qui a fourni les deniers pour l'acquisition d'un immeuble.

Il est privilégié sur l'immeuble acquis avec ces deniers, pourvu qu'il soit établi par l'acte d'obligation que les deniers fournis étaient destinés au paiement de l'acquisition, et par la quittance du vendeur que ces deniers ont reçu l'emploi auquel ils étaient destinés¹⁰. Il faut de plus que ces deux actes soient en forme authentique¹¹, art. 2103, alin. 2. V. art. 1250, alin. 2, et 1252.

dont cette soule est le prix. V. cependant Mourlon, n. 148 et s.] Mais l'échangiste n'a pas privilège pour les autres répétitions auxquelles l'échange peut donner lieu. Turin, 10 juill. 1813; Paris, 20 janv. 1834, S. V. 34, 2, 275; [Cass., 26 juill. 1852, S. V., 52, 1, 695. V. aussi Troplong, n. 200.]

¹⁰ C'est là une véritable subrogation dans les termes de l'art. 1260, n. 2. V. Grenier, 2, n. 394; Favard, *loc. cit.*, sect. 1, § 3, n. 5 et s. — [Le privilège établi par le n. 2 de l'art. 2103, de même que celui qui est établi par le n. 5 du même article, V. *inf.*, note 28, ne sont pas, à proprement dire, des privilèges particuliers; ils ne sont qu'une application du droit commun en matière de subrogation, et la substitution, dans les privilèges du créancier, de ceux qui ont fourni des deniers pour le paiement de la créance. Il suit de là que le privilège existe, non pas seulement, ainsi qu'on pourrait l'induire des termes de l'art. 2103, n. 2, au profit de ceux qui, avant une acquisition d'immeubles, ont fourni des deniers pour la réalisation de cette acquisition, mais même au profit de ceux qui, après la vente, ont prêté les sommes qui ont servi à payer le vendeur, pourvu qu'ils aient rempli les formalités exigées par l'art. 2103 et par l'art. 1250, Grenier, 2, n. 392; Pont, n. 225; Dalloz, n. 480; Caen, 11 mars 1854, S. V., 55, 2, 69. — Il a été décidé même que l'art. 2103 est applicable au prêteur de deniers, pour lesquels un jugement prononçant la dépossession de l'acquéreur d'un immeuble allait être exécuté faute de paiement, Rennes, 25 mai 1837. — Le privilège établi au profit de celui qui prête ses fonds avec clause de subrogation pour payer un immeuble acheté ne saurait être accordé, par extension de la loi, à celui qui prête ses fonds pour exercer un droit de réméré sur un immeuble: celui qui exerce le réméré ne peut subroger dans un privilège qu'il n'a pas, Cass., 26 avr. 1827, *IV. sup.*, note 1.]

— Il n'est pas nécessaire que l'acte contienne subrogation expresse du prêteur aux droits du vendeur. [La subrogation résulte suffisamment des indications relatives à la destination et à l'emploi des fonds, et de l'intention dont ces indications sont l'expression, Pont, n. 227; Mourlon, *Des subr.*, p. 260; Dalloz, n. 487. Toutefois, si le vendeur était payé directement par un tiers, celui-ci ne pourrait acquérir le privilège qu'en vertu d'une subrogation expresse de la part du vendeur, conformément à l'art. 1250, n. 1, à moins que le tiers qui a payé ne fût lui-même créancier de l'acquéreur, et n'eût ainsi intérêt à acquitter la dette, auquel cas la subrogation s'opérerait de plein droit, par application de l'art. 1251, Persil, sur l'art. 2103, § 2, n. 3 et 4; Dalloz, n. 488. — V. aussi Amiens, 13 août 1824, et Cass., 27 avr. 1826.]

¹¹ Ainsi, un acte sous seing privé ne suffirait pas, même s'il avait date certaine, Troplong, n. 231. [Cela ne peut faire l'objet d'aucun doute, puisque l'art. 2103 veut que les circonstances desquelles résulte la subrogation soient *authentiquement* constatées. Toutefois, l'authenticité n'est requise que pour l'acte d'emprunt et pour la quittance, et il n'est pas nécessaire que l'acte d'où procède le droit du créancier auquel le prêteur est subrogé soit authentique; il peut être sous seing privé sans que l'efficacité de la subrogation en soit compromise. Ce qu'il s'agit de constater ici, ce n'est pas le privilège du vendeur qui existe, quelle que soit la forme de la vente, V. *sup.*, note 1, c'est la transmission du privilège; et c'est pour cela que l'art. 2103 exige l'authenticité de l'instrument, Pont, n. 250.] — On peut se contenter d'un seul acte pour le prêt et la quittance, on faire deux actes distincts. S'il a été fait deux actes à des époques différentes, le privilège peut, selon les circonstances, être refusé au prêteur, *ob suspitionem fraudis*, Grenier, 2, n. 392 et s.;

3° Les cohéritiers, après le partage, sur les immeubles de la succession¹², pour la garantie qu'ils se doivent réciproquement à raison des lots qui leur sont échus¹³, et pour les soultes ou retours de lots qu'ils peuvent se devoir par suite du partage, ou par suite d'une licitation dans laquelle l'un d'eux s'est rendu adjudicataire¹⁴; mais ce privilège ne s'étend pas aux autres créances qu'ils peuvent avoir les uns contre les autres¹⁵.

Troplong, n. 272. [Mais s'il n'y a aucun indice de fraude, la preuve que les deniers prêtés ont été destinés à payer l'acquisition, et que l'acquisition a été payée avec les deniers prêtés, peut résulter de deux actes séparés aussi bien que d'un seul, Pont, n. 228; Dalloz, n. 485. Le long temps qui se serait écoulé, entre le prêt et le paiement, pourrait d'ailleurs être considéré comme un indice suffisant que le paiement a été fait avec d'autres deniers, et par conséquent pour empêcher la subrogation, et par suite le privilège. C'est là une question d'appréciation. V. Pont, n. 228, et Dalloz, n. 489. Lorsque plusieurs personnes ont prêté successivement des deniers pour l'acquisition d'un immeuble, et qu'elles ont rempli les formalités pour obtenir un privilège, elles doivent venir au marc le franc sur le prix, Persil, sur l'art. 2103, § 2, n. 8, et *Quest.*, 1, p. 97; Troplong, n. 235 et 379.]

¹² [Toutefois les immeubles échus à chacun des copartageants ne sont grevés que dans la proportion de leur part héréditaire, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de la part d'indemnité dont est tenu chacun des copartageants, Pont, n. 202; Dalloz, n. 445; Caen, 10 fév. 1851, S. V., 53, 2, 73. V. *sup.*, § 392, notes 13 et 14. — Le privilège pour la garantie des lots n'a lieu d'ailleurs qu'autant que l'éviction procède d'une cause antérieure au partage; car c'est seulement d'une telle éviction que les copartageants demeurent respectivement garants, art. 884; mais si l'éviction procédait d'une cause postérieure au partage, il n'y aurait pas de créance, et par conséquent pas lieu au privilège, Agen, 22 déc. 1846, S. V., 47, 2, 204; Orléans, 26 juill. 1849, S. V., 50, 2, 49. V. *sup.*, § 392, note 15.]

¹³ Bien que l'art. 2109 ne parle pas du privilège de la garantie des lots, cependant l'art. 2105, alin. 3, qui étend expressément le privilège à cette garantie, n'en doit pas moins avoir effet. L'omission faite par l'art. 2109, *contra ra-*

tionem privilegii, ne doit pas tirer à conséquence, Delvincourt, 2, p. 153; Troplong, n. 291. V. cependant Duranton, 7, n. 547 et s.

¹⁴ [L'article 2103 ne parle, il est vrai, du privilège que pour la garantie du partage et pour la garantie des soultes et retours de lots. Mais l'article 2109 complète la disposition, en étendant le privilège au prix de la licitation, Pont, n. 208.] Même dans ce cas le privilège s'étend sur tous les immeubles de la succession et non pas seulement sur ceux qui ont été acquis sur licitation ou chargés d'une soultte, Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 4, § 3. [En effet la licitation ne peut être considérée comme une vente, mais comme un mode de partage; les cohéritiers de l'acquéreur sur licitation, ou, ce qui revient au même, de celui qui reçoit un immeuble à la charge de payer une soultte, ne sont donc pas des vendeurs mais des copartageants; d'où la conséquence que le privilège atteint tous les immeubles de la succession entre les mains du débiteur de la soultte, parce que le droit primitif des copartageants est le même sur tous les immeubles, Duranton, 19, n. 186; Troplong, n. 239; Dalloz, n. 451; Caen, 10 fév. 1851, S. V., 53, 2, 73. V. cependant Delvincourt, 2, p. 47; et Pont, n. 207. — Il a du reste été jugé qu'en cas de folle enchère, par suite de licitation poursuivie contre un collicitant qui s'est rendu adjudicataire, l'étendue du privilège des autres collicitants, pour leur part dans le prix de l'adjudication, est déterminée, non par le prix de la première adjudication, mais par celui de l'adjudication sur folle enchère, et qu'ils n'ont pour la différence entre le prix de la première adjudication et celui de la revente qu'une action personnelle contre le collicitant adjudicataire. V. Rouen, 30 déc. 1850, S. V., 51, 2, 401. V. aussi en ce sens Pont, n. 208.]

¹⁵ Persil, sur l'art. 2103; Grenier, 2, n. 398 et 407; Favard, v° *Privilège*, sect. 2, § 1, n. 4. — Cependant le privilège de copartageant s'applique aussi

Le principe et le but de ce privilège, c'est l'égalité qui doit régner entre les cohéritiers, art. 2103, alin. 3, et 2109.

Le même privilège appartient d'ailleurs à tous copropriétaires ou communistes qui ont opéré le partage de l'immeuble commun¹⁶, art. 2109. V. art. 1476.

4° Les architectes et les entrepreneurs, ou, si le propriétaire n'a pas eu recours à un architecte ou à un entrepreneur¹⁷, les maçons et autres ouvriers qui ont été employés à construire, restaurer ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvra-

aux restitutions qu'un héritier peut avoir à réclamer de ses cohéritiers pour les dettes héréditaires qu'il aurait payées à leur décharge, après le partage fait, V. art. 873, cette restitution ayant pour but de ramener l'égalité entre les héritiers, Troplong, n. 239; [Cass., 2 avr. 1839, S. V., 39, 1, 385. V. cependant Duranton, 19, n. 188 bis. — Dans tous les cas le privilège ne peut exister qu'autant que le cohéritier qui le réclame a été contraint de payer la dette par suite de quelque action solidaire ou autre, et non lorsqu'il l'a payée volontairement, Pont, n. 204; Toulouse, 15 janv. 1844, S. V., 44, 2, 238.] — Le privilège s'étend-il aussi aux fruits des biens héréditaires qui auraient été perçus par un cohéritier avant le partage, et dont il doit la restitution. V., sur cette question controversée, § 383; Troplong, n. 239; Cass., 11 août 1830. La question paraît devoir être résolue négativement par les raisons indiquées au paragraphe 383: la restitution des fruits perçus n'est autre chose qu'une dette dont l'héritier est tenu de s'acquitter envers la succession ou envers ses cohéritiers, et si l'on admettait le privilège dans ce cas, il faudrait l'étendre à toutes les créances de la succession contre un cohéritier. [Cette opinion ne doit pas être suivie: les fruits font partie de l'hérédité; celui qui en jouit en est débiteur envers les cohéritiers, et s'il arrive que par l'effet du partage ces fruits soient attribués à un autre que celui qui les a perçus, les cohéritiers auxquels ils sont attribués comme biens héréditaires ont une créance privilégiée contre celui qui en est débiteur, Troplong, n. 239; Pont, n. 204; Dalloz, n. 448; Riou, 3 juill. 1822, et 4 fév. 1828; Cass., 11 août 1830, S. V., 31, 1, 63. — *Contrà*, Grenier, 1, n. 159; Duranton, 19, n. 187; Aix, 12 juill. 1826; Pau, 28 juill. 1828. — De ce que le privilège de copartageant n'est attaché qu'aux créances qui dérivent du partage, il suit qu'il ne peut être invoqué,

ni pour la créance résultant de la condamnation prononcée, après le partage, contre un héritier au profit des cohéritiers, en restitution des sommes détournées par lui de la succession, et dissimulées lors du partage, Agen, 22 déc. 1846, S. V., 47, 2, 204; ni au profit du copartageant pour les sommes dues par un cohéritier à raison du préjudice causé depuis l'ouverture de la succession: préjudice qui résulterait, par exemple, de ce que ce dernier n'aurait pas rapporté mainlevée des inscriptions qui frappaient de son chef sur les immeubles de l'auteur commun, Orléans, 26 juill. 1849, S. V., 50, 2, 49. — A plus forte raison tant que le partage n'est pas fait, et tant que dure l'indivision, les cohéritiers d'une succession n'ont pas de privilège sur les biens qui la composent pour la garantie de leurs droits héréditaires, un tel privilège étant pour eux sans utilité, Agen, 6 août 1852, S. V., 52, 2, 428. — Mais un simple partage provisionnel peut donner lieu au privilège, Cass., 11 août 1830.]

¹⁶ Persil sur l'art. 2103; Grenier, 2, n. 398 et 407; Troplong, n. 237; Favard, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 1, § 3, n. 7; Pont, n. 200; Dalloz, n. 441. — [Le privilège de l'art. 2103, n. 3, existe également pour la garantie des partages d'ascendants, Grenier, 2, n. 407; Favard, v° *Privilège*, sect. 4, n. 8; Persil, *Quest.*, 1, ch. 6, § 8; Duranton, 19, n. 189; Troplong, n. 315; Pont, n. 206; Dalloz, n. 442; Limoges, 8 janv. 1847, D. P., 47, 2, 159; Montpellier, 19 fév. 1853, D. P., 53, 2, 204.]

¹⁷ Ainsi les maçons et autres ouvriers qui ont été employés par l'architecte ou par l'entrepreneur des constructions n'ont pas de privilège, Persil, sur l'art. 2103. [L'art. 1798 leur ouvre alors une action directe, Pont, n. 210; Dalloz, n. 458. — V. cependant Mourlon, n. 176.] Sur les sous-entrepreneurs, V. Cass., 6 juill. 1830.

ges ¹⁸, sur les bâtiments, constructions ou autres ouvrages par eux faits.

Mais ce privilège n'existe qu'à la condition ¹⁹ qu'avant le commencement des travaux ²⁰ il aura été dressé par un expert nommé d'office par le tribunal de la situation de l'immeuble, un procès-verbal constatant l'état des choses relativement aux travaux à faire ²¹, et que, au plus tard dans les six mois de leur achèvement, la valeur de ces travaux ²² aura été estimée par expert, également nommé d'office ²³. Le privilège n'est attaché qu'à la plus-value constatée par ce second procès-verbal et aux frais des deux expertises ²⁴; et même il ne peut être invoqué qu'autant que l'immeuble, à l'époque de l'aliénation ²⁵, a augmenté de

¹⁸ Ainsi ce privilège peut être invoqué par ceux qui ont défriché un fonds de terre, [Pont, n. 210; Mourlon, p. 432; Dalloz, n. 456.] V. cependant Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 4, § 4, et Trop-Long, n. 242. — [Aujourd'hui la loi du 17 juill. 1856, sur le drainage, étend ce privilège à certains travaux d'assèchement. De même la loi du 16 sept. 1807 accorde aux concessionnaires de dessèchements de marais, pour les indemnités à eux dues à raison de la plus-value résultant du dessèchement, un privilège sur toute cette plus-value.]

¹⁹ Si les constructions étaient urgentes, il paraît que le privilège s'établirait, même sans qu'il eût été pleinement satisfait à ces conditions, Persil, sur l'art. 2103; [Trop-Long, n. 245, note; Pont, n. 218;] Bordeaux, 2 mai 1826, 2, 261. [Dans l'espèce de cet arrêt, les travaux exécutés ne faisaient aucunement obstacle à ce que l'ancien état des lieux fût reconnu. V. aussi Cass., 20 nov. 1839, S. V., 39, 1, 903; Cass., 1^{er} mars 1853, S. V., 53, 1, 363.]

²⁰ [Il faut, pour l'établissement du privilège, qu'il y ait eu avant le commencement des travaux un procès-verbal de l'état des lieux, et, après leur achèvement, un procès-verbal de la réception des ouvrages; si l'une de ces formalités, et particulièrement la première, a été omise, le privilège n'existe pas, Cass., 11 juill. 1855, S. V., 55, 1, 609.] V. Paris, 6 mars, et Bordeaux, 26 mars 1834, S. V., 34, 2, 308 et 373; Paris, 26 mars 1836, S. V., 36, 2, 209. Ces arrêts décident que l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 2103, n. 4, est nécessaire lors même que des constructions seraient faites sur un terrain nu ou à la place d'un bâtiment démoli. Toutefois, si un procès-verbal

avait été dressé après le commencement des travaux, le privilège atteindrait les travaux exécutés depuis le procès-verbal. V. Bordeaux, 2 mai 1826; [Paris, 6 mars 1834, S. V., 34, 2, 308; Paris, 17 août 1838, D. P., 38, 2, 185; Paris, 25 nov. 1843, D. P., 44, 2, 30. — Il en serait cependant autrement si, au moment où est dressé le procès-verbal tardif, il n'était pas possible de reconnaître l'état primitif des lieux; la déchéance du privilège serait alors absolue, et s'appliquerait aux constructions postérieures comme aux constructions antérieures, Paris, 9 janv. 1836, S. V., 36, 2, 123; Cass., 20 nov. 1839, S. V., 39, 1, 903; Cass., 1^{er} mars 1853, S. V., 53, 1, 363.]

²¹ [Ce procès-verbal fait foi jusqu'à inscription de faux, Paris, 2 déc. 1835, S. V., 36, 2, 121; Pont, n. 216; Dalloz, n. 467.]

²² C'est là le maximum de la somme pour laquelle on peut prétendre au privilège. V. la loi du 11 brumaire an VII, art. 13.

²³ [L'expert qui dresse le second procès-verbal peut être le même que celui qui avait dressé le premier, pourvu qu'il ait été nommé de nouveau par l'autorité compétente, Delvincourt, 3, p. 286; Persil, sur l'art. 2103, § 4, n. 2; Pont, n. 216; Dalloz, n. 466.]

²⁴ Cass., 11 nov. 1824.

²⁵ Volontaire ou forcée, une nouvelle expertise sera nécessaire pour constater cette plus-value, Grenier, 2, n. 411 et s. [C'est donc d'après la valeur de l'immeuble au jour de l'aliénation, et non d'après sa valeur au jour où les constructions ont été faites, que doit être déterminée la plus-value résultant des améliorations, Bordeaux, 2 mai 1826; Cass., 28 nov. 1838, S. V., 38, 4, 951.]

valeur par suite des constructions élevées²⁶, art. 2103, alin. 4.

5° Ceux qui ont prêté les deniers pour payer les architectes ou autres personnes énumérées au numéro précédent jouissent²⁷, mais à la charge de remplir les mêmes conditions, du privilège accordé aux créanciers que leurs deniers ont servi à payer, dans les limites où ces créanciers en jouiraient eux-mêmes, art. 2103, alin. 5²⁸.

Quelques auteurs rangent également parmi les privilèges particuliers sur les immeubles le droit des créanciers d'une succession et des légataires de demander la séparation des patrimoines²⁹, art. 2111. V. art. 878 et 1017. Nous nous sommes déjà expliqués sur ce point, *sup.*, § 790.

CHAPITRE II.

DES HYPOTHÈQUES.

SECTION I. — DES HYPOTHÈQUES LÉGALES*.

§ 794. De la généralité de l'hypothèque légale.

En principe, les hypothèques légales grèvent l'universalité des immeubles du débiteur, tant les immeubles qu'il possède à l'épo-

V. Delvincourt, 3, p.^o 286; Persil, sur l'art. 2103, § 4, n. 5 et 6; Pont, n. 215; Dalloz, n. 493.]

²⁶ L'article ne distingue pas entre les dépenses nécessaires et les dépenses utiles. Les unes comme les autres ne sont privilégiées que pour la plus-value, Grenier, *loc. cit.*; [Tropiong, 1, n. 243; V. cependant Persil, sur l'art. 2103, § 4, n. 8. Si des à-compte ont été payés par le propriétaire, sur une créance plus considérable que la plus-value, la créance étant privilégiée pour le tout jusqu'à concurrence d'une certaine somme, le privilège pourra toujours être exercé pour cette somme, malgré les à-compte reçus, tant que le constructeur restera créancier, Pont, n. 214. — *Contrà*, Persil, sur l'art. 2103, § 4, n. 10; Grenier, 2, n. 412; Duranton, 19, n. 191; Dalloz, n. 464.]

²⁷ [La loi du 17 juillet 1856, art. 4, sur le drainage, accorde également le privilège qu'elle a établi à ceux qui ont prêté des deniers pour payer ou rembourser des entrepreneurs.]

²⁸ Tropiong, n. 243. V. cependant Persil, sur l'art. 2103. [Le privilège du subrogé ne saurait avoir plus d'étendue que celui du créancier subro-

geant. — La subrogation au privilège du constructeur, établie par la loi au profit du prêteur de deniers destinés à payer les ouvriers, ne peut être détruite par la preuve que les ouvriers n'auraient pas été payés avec les deniers prêtés, lorsque cette preuve ne résulte que d'une quittance sous seing privé, délivrée par le constructeur au propriétaire, n'ayant pas acquis date certaine avant celle qu'il a donnée au prêteur lui-même, Paris, 2 déc. 1835, S. V., 38, 2, 121.]

²⁹ V. Merlin, *Rep.*, v.^o *Hypothèque*, sect. 2, § 3, art. 4, n. 5, v.^o *Inscription*, § 6; v.^o *Légataire*, § 8, n. 3; Delvincourt, 2, 384; Toullier, 5, 557. [V. sur ce point *suprà*, § 385 et 790.]

* Le Code, sous le titre *Des dispositions entre vifs et des testaments*, art. 1009, 1012 et 1017, semble considérer comme une sorte d'hypothèque légale les droits particuliers que ces articles attribuent aux créanciers et aux légataires d'une succession. Mais comme, ni sous le titre *Des privilèges et hypothèques* ni ailleurs, le Code ne mentionne cette hypothèque, les articles ci-dessus paraissent devoir être expliqués par les art. 878 et 2111, relatifs à la séparation des patrimoines.

que où le droit hypothécaire a pris naissance que ceux qu'il vient à acquérir dans la suite¹, art. 2122. V. aussi art. 2140.

§ 798. De l'hypothèque légale des mineurs et des interdits.

La loi accorde aux mineurs et aux interdits¹ une hypothèque

¹ L'art. 2135, bien qu'il parle des biens *appartenant*..., n'apporte cependant aucune restriction à la règle de l'art. 2122, Maleville, sur l'art. 2135. [On avait demandé dans la discussion le retranchement de ce mot *appartenant*!, à raison des inductions qu'il pouvait fournir contre la généralité des hypothèques légales, en portant à croire que cette hypothèque ne frappait que les biens présents. L'amendement fut adopté, et c'est par erreur que le mot est demeuré dans l'article. Il est évident, du reste, en rapprochant l'art. 2135 de l'art. 2122, qu'en parlant des biens appartenant au débiteur, l'art. 2135 n'a fait aucune distinction entre les biens qui lui appartiennent actuellement et les biens qui ne lui appartiennent que plus tard.] — Si le débiteur échange un immeuble contre un autre, l'hypothèque légale, ou toute autre hypothèque générale, s'étend-elle alors aux deux immeubles? L'affirmative paraît devoir être adoptée. Cass., 9 nov. 1815; Troplong, n. 434. [Il ne saurait être douteux que l'hypothèque légale atteint l'immeuble échangé comme l'immeuble reçu en échange, le premier parce que, grevé de l'hypothèque légale au moment où il sort des mains du débiteur, il est suivi par cette hypothèque entre les mains du tiers détenteur, qui ne peut s'en affranchir qu'en remplissant les formalités de la purge; le second parce que, dès qu'il entre dans la propriété du débiteur, il se trouve atteint par l'hypothèque légale dont la généralité s'étend sur les biens futurs, comme sur les biens présents, Pont, n. 515. — *Contrà*, Grenier, n. 206.] — Mais l'hypothèque légale ne s'étend pas aux immeubles sur lesquels le débiteur n'a qu'un droit de réméré, Troplong, n. 435. [Le vendeur n'a en effet qu'un droit éventuel sur l'immeuble dont la propriété appartient à l'acquéreur, tant que le réméré n'est pas exercé. Il suit de là que si le réméré vient à être exercé par le vendeur, l'immeuble est frappé par l'hypothèque, mais qu'il en est autrement si le réméré est exercé par un tiers auquel le vendeur a cédé son droit, parce que l'immeuble qui n'était pas dans le patrimoine du ven-

deur ou du débiteur au moment de la cession en est définitivement exclu par la cession du droit qui aurait pu l'y faire rentrer, Pont, n. 518. — On peut d'ailleurs poser, comme règle générale, que les immeubles appartenant au débiteur sous une condition suspensive ou résolutoire sont grevés de l'hypothèque légale, qui est réputée n'avoir jamais existé ou avoir toujours existé, selon que la condition se réalise ou vient à faire défaut. — Enfin l'hypothèque légale des mineurs et des femmes frappe, par sa généralité, les biens advenus au mari ou au tuteur, depuis la dissolution du mariage ou la fin de la tutelle : l'art. 2122, en étendant l'effet de l'hypothèque légale sur tous les immeubles qui appartiennent au débiteur et qui peuvent lui appartenir par la suite, ne fait aucune distinction entre les biens qui adviennent pendant l'administration qui donne lieu à l'hypothèque légale, et les biens qui adviennent après que cette administration a cessé, Duranton, 19, n. 327; Valette, n. 133; Pont, n. 509; Cass., 17 juill. 1844, S. V., 44, 1, 641; Lyon, 23 nov. 1850, S. V., 51, 2, 87.]

¹ Mais non aux personnes pourvues d'un curateur ou d'un conseil judiciaire, Merlin, *Rép.*, v^o *Hypothèque*, sect. 4, § 3, art. 4, n. 3. [Troplong, n. 423; Persil, sur l'art. 2121, n. 29 et 30; Duranton, 19, n. 314; Valette, n. 139; Pont, n. 496; Dalloz, n. 1016, 1022 et 1023.] — Cette hypothèque légale ne s'étend pas non plus aux immeubles du tuteur nommé à une substitution, conformément à l'art. 1055, Grenier, 1, n. 376; [Pont, n. 496; Dalloz, n. 1023.] — *Quid*, si le mineur ou le tuteur est étranger? Troplong, n. 419; Amiens, 18 août 1834, S. V., 35, 2, 481. [Il faut, sur ce dernier point, distinguer entre la tutelle dative et la tutelle légale. La tutelle dative conférée en pays étranger ne donne aucune hypothèque légale au mineur étranger sur les biens que son tuteur, français ou étranger, possède en France; parce que l'hypothèque ne peut résulter en France de l'acte passé en pays étranger, qui com-

que légale sur les immeubles de leur tuteur², pour toutes les actions³ dérivant de la tutelle et pendant la durée de la tutelle⁴,

ferre la tutelle, Grenier, n. 284; Duranton, 19, n. 307; Massé, 2, n. 332; Amiens, 18 nov. 1834, S. V., 35, 2, 481; Rennes, 30 août 1845, S. V., 45, 2, 606. — *Contrà*, Troplong, n. 429; Dalloz, n. 1040; Pont, n. 489. Quant à la tutelle légale, si le mineur est Français, quels que soient le lieu de l'ouverture de la tutelle, le domicile ou la nationalité du tuteur, le mineur français, même domicilié en pays étranger, a hypothèque sur les biens de son tuteur légal situés en France, parce que c'est la loi française qui a déferé la tutelle, et que cette tutelle doit, dès lors, produire tous les effets qu'y attache la loi française. Si, au contraire, le mineur était étranger, il ne pourrait prétendre aucune hypothèque sur les biens de son tuteur situés en France, à moins que le tuteur ne fût domicilié en France et que la tutelle ne fût également ouverte en France, parce qu'alors c'est la loi française qui en déterminerait les effets, Massé, 2, n. 334. V. Grenoble, 19 juill. 1849, S. V., 50, 2, 261.]

² De même que sur ceux du cotuteur, du protuteur, art. 417, ou du tuteur officieux, Delvincourt, sur l'art. 2135; Duranton, 3, n. 341. [Il n'y a, nous le croyons, aucun doute, en ce qui concerne le cotuteur. V. Tarrible, *Rép.*, ^{vo} *Hypothèque*, sect. 2, § 3, art. 4, n. 3; Grenier, n. 280; Persil, sur l'art. 2121, n. 29; Dalloz, n. 1028. — Il n'y en a pas non plus en ce qui concerne le protuteur, Duranton, 19, n. 309; Troplong, 2, n. 421; Persil, *loc. cit.*, n. 31; Dalloz, n. 1024; Pont, n. 499. V. *sup.*, § 196, note 5. — *Contrà*, Grenier, 1, n. 273; Magnin, *Minorités*, 1, n. 494. — Quant à la tutelle officieuse, bien qu'elle soit un mode particulier d'adoption, elle est en même temps une véritable tutelle quand le mineur est en tutelle, puisque le tuteur officieux succède alors au tuteur ordinaire, et, dans ce cas, elle emporte hypothèque légale, Grenier, 1, n. 281; Duranton, 19, n. 310; de Fréminville, *Minorités*, 2, n. 1130; Valette, n. 142; Troplong, n. 425; Dalloz, n. 1033. V. *sup.*, § 183, note 1. — *Contrà*, Pont, n. 495. — Il en est de même du tuteur provisoire nommé aux enfants de l'absent, dans le cas des art. 132 et 143, Dalloz, n. 1034; et du tuteur nommé au condamné par suite de son interdiction légale, aux termes de l'art. 29 C. pén., Duranton,

19, n. 316; Pont, n. 499; Dalloz, n. 1038; Pau, 19 août 1850, S. V., 50, 2, 587.] Mais il n'en est pas ainsi de celui qui a administré une tutelle dont, par erreur, il se croyait chargé. V. cependant Troplong, n. 421. [V. aussi Pont, n. 498 et s.]

³ Par conséquent aussi, pour les créances du mineur contre le tuteur ayant une cause étrangère à la tutelle, pourvu d'ailleurs qu'elles soient devenues exigibles pendant la tutelle : *A se ipse exigere debuit*, Merlin, *Rép.*, ^{vo} *Hypothèque*, sect. 2, § 3, art. 4, n. 3; Persil, sur l'art. 2135; Troplong, n. 427; [Favard, ^{vo} *Hypothèque*, sect. 2, § 1, n. 7; Delvincourt, 3, p. 547; Duranton, 19, n. 317, et 20, n. 13; Grenier, 1, n. 282; Persil, *Quest.*, 1, p. 231; Dalloz, n. 1047;] Turin, 25 janv. 1811; Paris, 26 mars 1836; [Cass., 12 mars 1811; Pau, 17 juin 1837, S. V., 38, 2, 161. V. aussi Cass., 9 déc. 1829; Cass., 30 avr. 1833, S. V., 33, 1, 446; Douai, 4 mai 1846, S. V., 46, 2, 470; Pau, 19 août 1850, S. V., 50, 2, 587. — Si la créance n'était pas exigible durant la tutelle, le mineur n'aurait d'autre hypothèque que celle que lui donnerait son titre. Toutefois, si les intérêts du mineur avaient été compromis ou ses sûretés diminuées par la faute du tuteur qui n'aurait pas pris ou aurait laissé périmer une inscription, le mineur aurait une action en indemnité, qui jouirait du privilège de l'hypothèque légale, Persil, sur l'art. 2135, § 1, n. 5; Dalloz, n. 1049. V. aussi Troplong, *loc. cit.*, et Grenoble, 28 janv. 1818. — Par la même raison le mineur a hypothèque légale sur les biens de son tuteur, à raison de la mauvaise gestion ou administration, par ce dernier, de biens dont il avait l'usufruit, et dont son pupille avait la nue propriété : la réunion de la qualité d'usufruitier à celle de tuteur ne pouvant avoir pour effet de soustraire le tuteur à la responsabilité, comme tuteur, de ceux de ses actes qui portent préjudice au mineur, Bourges, 6 mars 1855, S. V., 55, 2, 353. — Il est à remarquer, d'ailleurs, que l'hypothèque légale du mineur n'est pas soumise, en cas de faillite du tuteur, aux mêmes restrictions que l'hypothèque légale de la femme, en cas de faillite du mari, Colmar, 2 fév. 1857, S. V., 57, 2, 681. V. le § suivant, note 2.]

⁴ Cass., 21 fév. 1831. L'hypothèque

à compter du jour où commence la responsabilité du tuteur⁵, art. 2121, 2135 et 2195. V. § 810.

Les dispositions qui confèrent une hypothèque légale ne peuvent être étendues en dehors de leurs termes. L'hypothèque légale n'appartient donc pas aux mineurs sur les immeubles de leur père, administrateur des biens de ses enfants pendant le mariage⁶; par la même raison elle ne s'étend ni aux immeubles du

continue de subsister jusqu'à ce que le tuteur ait rendu son compte et en ait payé le reliquat. V. Amiens, 22 août 1834, S. V., 35, 2, 483. [L'hypothèque légale du mineur ne s'étend donc pas aux faits d'administration postérieurs à la majorité, Grenoble, 16 janv. 1832, S. V., 32, 2, 70; Bourges, 28 avr. 1838, D. P., 39, 2, 273; Rennes, 31 mars 1841, S. V., 41, 2, 423; Angers, 23 fév. 1853, D. P., 53, 2, 42; de Fréminville, *Minorités*, 2, n. 1135. A moins cependant qu'il ne s'agisse d'actes d'administration qui soient la conséquence et la suite de la gestion du tuteur. V. Pau, 19 août 1858, S. V., 50, 2, 587, et Pont, n. 502. En ce sens, il est vrai de dire que l'hypothèque légale du mineur continue jusqu'au compte de tutelle, parce qu'elle s'applique à tous les actes qui doivent être compris dans ce compte. Il a même été jugé qu'elle servit au compte de tutelle même soldé, pour tous redressements du compte, pendant les dix ans qui suivent la majorité, c'est-à-dire pendant les dix ans que l'art. 475 accorde au mineur, devenu majeur, pour exercer contre le tuteur les actions résultant de la tutelle, Cass., 21 fév. 1838, S. V., 38, 1, 195; Orléans, 12 janv. 1839, S. V., 39, 2, 336; Cass., 18 août 1840, S. V., 40, 1, 995. — Dans tous les cas, l'hypothèque légale, quand elle est acquise, dure aussi longtemps que l'action du mineur, pour se faire rendre compte ou pour faire rectifier le compte qui lui a été rendu, Toulouse, 7 mars 1855, S. V., 55, 2, 257. — Et comme, à certains points de vue, l'importance de l'hypothèque légale dépend de la reddition du compte de tutelle, les créanciers hypothécaires qui se trouvent en concours avec le mineur, devenu majeur, à raison de son hypothèque légale, peuvent lui faire impartir un délai pour se faire rendre compte, faute de quoi la somme à distribuer sera attribuée aux créanciers inscrits. Mais par contre, si des créanciers inscrits se trouvent en concours avec le mineur, ils ne peuvent obtenir aucune attribution définitive

jusqu'à ce que, la gestion du tuteur étant terminée, il puisse être procédé à un compte de tutelle, Cass., 9 janv. 1855, S. V., 55, 1, 125.]

⁵ Merlin, *Rép.*, v° *Inscription*, § 3, n. 6; Delvincourt, 3, p. 317; Troplong, n. 428. [La responsabilité du tuteur commence, selon l'art. 2135, le jour de l'acceptation de la tutelle, et selon l'art. 2194, le jour de son entrée en gestion; ce qui, en définitive, exprime une seule et même idée, car l'entrée en gestion du tuteur commence au jour de l'acceptation de la tutelle, et l'acceptation est toujours présumée quand le tuteur, sachant la charge qui lui incombe, ne manifeste pas l'intention de la refuser. Il suit de là que le point de départ de l'hypothèque doit être, pour les tuteurs légitimes, le jour même de l'ouverture de la tutelle, puisqu'ils en sont saisis de plein droit; pour les tuteurs testamentaires, le jour où ils ont eu connaissance du testament; et pour les tuteurs nommés par le conseil de famille, le jour de leur nomination, s'ils étaient présents à la délibération, et en cas d'absence, le jour de la notification qui leur en a été faite, conformément à l'art. 882 Pr.] V. *sup.*, § 217.

⁶ Duranton, 3, n. 415; Delvincourt, *loc. cit.*; Troplong, n. 424; Merlin, *Rép.*, v° *Puissance paternelle*. [Favard, v° *Tutelle*, § 1^{er}, n. 1^{er} bis; Magnin, 2, n. 1280; Valette, sur Proudhon, 1, n. 242; Demolombe, 6, n. 420; Demante, 2, n. 137 bis; Marchand, *Code de la minorité*, n. 5; de Fréminville, 1 n. 18; Mourlon, sur l'art. 2121, p. 458; Dalloz, n. 1065; Pont, n. 493.] Cass., 3 nov. 1821; Lyon, 3 juill. 1827; Poitiers, 31 mars 1830. [Riom, 23 mai 1822; Bordeaux, 10 avr. 1845, S. V., 47, 2, 166; Nîmes, 5 fév. 1849, D. P., 50, 1, 266; Grenoble, 4 fév. 1850, S. V., 50, 2, 543; Riom, 30 août 1852, D. P., 54, 2, 227.] — *Contrà*, Grenier, 1, n. 277 et s. [Persil, sur l'art. 2121, n. 36.] V. aussi Toulouse, 23 déc. 1818, [et Colmar, 22 mai 1816.] Cette dernière opinion est certainement la plus équitable.

subrogé tuteur⁷, ni aux immeubles de l'administrateur chargé, conformément à l'art. 497, de la gestion des biens de celui contre lequel est formée une demande en interdiction⁸.

§ 796. De l'hypothèque légale des femmes mariées.

La loi accorde une hypothèque aux femmes mariées¹, par

ble. [Mais elle n'est pas la plus juridique, puisque l'administration que, pendant le mariage, l'art. 389 donne au père, n'est pas une tutelle. V. § 207. Toutefois celui qui donne ou lègue certains biens à des enfants mineurs, sous l'administration de leur père, peut mettre pour condition que le père fournira hypothèque, pour sûreté de son administration; mais alors cette hypothèque n'est plus l'hypothèque légale résultant directement de la disposition de la loi, c'est une hypothèque conventionnelle, Cass., 30 avr. 1835, S. V., 35, 1, 466. V. sup., § 207, note 17.]

⁷ V. *Discussions* sur l'art. 2135, Grenier, n. 274; Troplong, n. 422; [Merlin, *Rep.*, v° *Hypothèque*, sect. 2, § 3, art. 4, n. 35; Duranton, 5, n. 522; Rolland de Villargues, v° *Hypothèque*, n. 472; Valette, n. 142; Dalloz, n. 1017; Pont, n. 497.] Persil, sur l'art. 2121, est d'un avis contraire pour le cas où le subrogé tuteur a pris part à la gestion. [Mais quelque équitable que puisse paraître cette opinion, il résulte des travaux préparatoires de l'art. 2121, qu'aucune hypothèque légale n'a été accordée au mineur contre le subrogé tuteur, dans le cas où il devient responsable, et, par conséquent, dans le cas où il se trouve obligé de gérer. V. Fenet, 15, p. 414.]

⁸ Montpellier, 14 janv. 1823; Cass., 27 avr. 1824. [Dalloz, n. 1037; Pont, n. 496.]— Sur le cas de l'art. 395, V. sup., § 229, et Cass., 22 nov. 1838, S. V., 37, 1, 85. [Aux termes de l'art. 395, le second mari d'une femme qui se remarie sans s'être fait maintenir dans la tutelle de ses enfants mineurs, issus du premier mariage, est solidairement responsable des suites de la tutelle qu'elle conserve indûment : d'où la question de savoir si l'hypothèque légale qui atteint alors la mère tutrice, à raison de cette tutelle indûment conservée, atteint également le mari. Nous nous sommes déjà prononcés pour l'affirmative, par le motif que le mari, obligé solidairement avec la femme et qui devient cotuteur de fait, est obligé comme la femme elle-même, et, par conséquent, hypothécairement.

V. sup., § 229, note 4. V. en ce sens Tarrille, *Rep.*, v° *Hypothèque*, sect. 2, § 3, art. 4, n. 3; Grenier, 1, n. 280; Favard, *Rep.*, v° *Hypothèque*, sect. 2, § 1, n. 8; Troplong, n. 246; Persil, sur l'art. 2121, n. 51; Magnin, 1, n. 457; Chardon, *Puiss. tutél.*, n. 14; Paris, 28 déc. 1822; Poitiers, 28 déc. 1824; Nîmes, 30 nov. 1831, S. V., 32, 2, 139; Colmar, 26 nov. 1855, S. V., 34, 2, 251. — *Contrà*, Delvincourt, 1, p. 475, et 2, p. 428; Duranton, 3, n. 426, et 19, n. 312; Marcadé, sur l'art. 396, n. 187; Valette, sur l'art. 396, n. 290; Bugnet, sur Pothier, 9, p. 432; Pont, n. 500.]

¹ Même à la femme étrangère qui a épousé un Français, soit-ce à l'étranger, Montpellier, 15 janv. 1823 et 3 juin 1830. — En ce qui touche la femme d'un étranger, il y a controverse. V. Grenier, 1, n. 247; Troplong, n. 513; Duranton, 19, n. 292. [Il ne saurait y avoir de difficulté relativement à la femme étrangère qui, en épousant un Français, acquiert la qualité de Française. Peu importe même que le mariage ait eu lieu en France ou en pays étranger. Seulement, dans ce dernier cas, l'hypothèque légale ne produira d'effet qu'à partir de la transcription de l'acte de mariage sur les registres de l'état civil en France, conformément à l'art. 171, Montpellier, 25 janv. 1825; Cass., 6 janv. 1824; Montpellier, 3 juin 1830, S. V., 51, 2, 151; Duranton, 20, n. 21; Massé, n. 533. — *Contrà*, en ce qui touche la nécessité de la transcription, Cass., 23 nov. 1840, S. V., 40, 1, 929; Douai, 25 août 1851, S. V., 52, 2, 22; Troplong, n. 513 bis; Grenier, 1, n. 247; Pont, n. 432; Dalloz, n. 865. — Quant à la femme française ou étrangère qui épouse un étranger en pays étranger, elle n'a aucune hypothèque sur les biens de son mari situés en France : ils ne peuvent être atteints par les effets d'un acte de mariage passé en pays étranger, et qui ne peut acquiescer en France aucune autorité, Grenier, 1, n. 247, 284; Duranton, 19, n. 292 et 307; Fœlix, *Res. étrang.*, 1,

les articles 2121, 2135 et 2136. V. aussi Com., art. 868 et s. ².

La femme mariée a une hypothèque à raison de toutes les créances indistinctement qui, en sa qualité de femme mariée, lui appartiennent contre son mari, et non pas seulement à raison de sa dot, quel que soit d'ailleurs le régime adopté par les époux dans leur contrat de mariage ³.

p. 25; Massé, 2, n. 552; Dalloz, n. 868. La jurisprudence est de plus conforme à cette opinion. Douai, 24 juin 1844, S. V., 44, 2, 359; Bordeaux, 14 juill. 1845, S. V., 46, 2, 394; Metz, 6 juill. 1853, S. V., 53, 2, 547. — *Contrà*, V. Merlin, *Rep.*, v° *Remploi*, § 2, n. 9; Troplong, 2, n. 513 *ter*; Pont, n. 432 et s. — Il en serait ainsi lors même que la loi du pays où le mariage est contracté accorderait à la femme un droit d'hypothèque légale, parce que les biens situés en France ne peuvent être régis par une loi étrangère. Enfin, il est un troisième système qui consiste à accorder ou à refuser l'hypothèque à la femme étrangère, selon que la loi de son pays la lui accorderait ou la lui refuserait. — *Contrà* Cubain, *Du droit des femmes*, n. 679; Demangeat, *De la cond. civ. des étran.*, n. 82; Valette, n. 139; Rappetti, *Cond. des étran.*, p. 121. — Mais il en serait dans tous les cas autrement si les traités diplomatiques accordaient à la femme la jouissance des droits civils, ou bien encore si les époux étrangers étaient admis à établir leur domicile en France et y jouissaient des droits civils. Bordeaux, 14 juill. 1845, S. V., 46, 2, 394. — Paris, 19 août 1851, S. V., 53, 2, 117; Grenoble, 29 mars 1855, S. V., 56, 2, 484; Grenoble, 27 août 1855, S. V., 56, 2, 489. — Il va sans dire que l'hypothèque légale de la femme profite également à ses héritiers ou ayants droit, Montpellier, 24 fév. 1829.

² [Les art. 563 et s., Com., établissent certaines restrictions de l'hypothèque légale de la femme au cas de faillite du mari. V., sur ces articles, Gilbert, *Cod. de comm. annoté*; Massé, 3, n. 394 et s.; Pont, n. 442 et s.; Dalloz, v° *Faillite*, n. 1076 et s.]

³ L'art. 2131 accorde hypothèque aux femmes mariées pour leurs droits et créances, d'une manière générale et sans distinction. L'art. 2135, qui paraît moins général que l'art. 2131, n'a pour but que de déterminer le point de départ de l'hypothèque; et ce que la rédaction de l'art. 2135 peut avoir d'incomplet vient de ce que, dans cet article comme dans

tant d'autres relatifs aux régimes conjugaux, on n'a eu évidemment en vue que le régime de la communauté, Merlin, *Rep.*, v° *Hypoth.*, sect. 2, § 3, art. 4, n. 2; v° *Inscript.*, § 3, n. 9, et v° *Hypoth.*, § 3, n. 9. La jurisprudence s'est d'ailleurs nettement prononcée dans le sens de cette extension de l'hypothèque de la femme, Cass., 11 juin 1822; 6 juin 1826 et 28 juill. 1828. Quelques arrêts cependant limitent l'hypothèque légale à la dot de la femme. V. Grenoble, 18 juill. et 24 août 1814. D'autres accordent bien à la femme une hypothèque pour toutes ses créances, mais ne dispensent cette hypothèque de l'inscription que pour la dot, Grenoble, 1, n. 227; Riom, 4 mars 1822; Montpellier, 22 déc. 1822; Toulouse, 6 déc. 1824. [Il est certain que c'est dans l'art. 2121 qu'il faut chercher le principe général qui étend l'hypothèque légale de la femme aux droits et créances qu'elle appartient en qualité de femme mariée, et qu'il ne faut voir dans l'art. 2135 qu'une énumération qui faite à un autre point de vue, au point de vue de la date de l'hypothèque, n'a rien de limitatif. Les dissidences qui, dans l'origine, ont pu s'élever à cet égard ont disparu, et si la controverse subsiste sur quelques points particuliers, le principe général n'est plus mis en question. Il ne reste même plus de traces aujourd'hui de l'opinion intermédiaire qui, en accordant une hypothèque légale à la femme pour tous ses droits et créances, restreignait la dispense d'inscription aux sommes et biens dotaux, et exigeait l'inscription pour tous ses autres droits et créances. V. Duranton, 20, n. 52 et s.; Tarrible, *Repert.*, v° *Inscript.*, § 2, n. 9; Troplong, n. 535; Duranton, *Thémis*, 6, p. 29; Pont, n. 434. — Sur le point de savoir quels droits et créances en particulier sont protégés par l'hypothèque légale, V. les notes qui suivent.] — Sur la preuve de l'apport de dot, V. Grenier, 1, n. 234; Merlin, *Quest.*, v° *Hypoth.*, § 3. [Et v° *Dot*, § 11; Duranton, 20, n. 34; Troplong, 2, n. 593; Dalloz, n. 909.]

Ainsi la femme mariée a une hypothèque légale pour la restitution de sa dot ⁴; V. art. 1514 et 1564;

Pour l'indemnité de la dépréciation que la dot a subie par la faute du mari ⁵;

Pour l'indemnité que le mari lui doit à raison de l'aliénation d'un immeuble qu'il n'avait pas le droit d'aliéner, ou qu'il ne pouvait aliéner, d'après le contrat de mariage, qu'à la charge d'un remploi en immeubles, quand cette condition n'a pas été remplie; de telle sorte que dans l'un et dans l'autre cas, la femme (ou ses héritiers) a le choix entre la revendication de l'immeuble aliéné ou l'usage de son hypothèque légale ⁶;

⁴ [Sans distinction entre le régime dotal et le régime de la communauté; sans distinction entre le capital et les intérêts qui en sont l'accessoire, Tarrible, *vo Inscript. hypoth.*, § 5, n. 14; Persil, sur l'art. 2151, n. 7; Grenier, 1, n. 104 et 231; Troplong, n. 418 *ter*; Duranton, 20, n. 22 *bis*; Pont, n. 436. V. cependant, en ce qui touche les intérêts des intérêts, Riom, 17 déc. 1846, et Cass., 28 mars 1848, S. V., 48, 1. 354. — L'hypothèque légale s'étend aussi au prix des objets mobiliers, tels que le trousseau, qui font partie de la dot, et qui ne se trouvent plus en nature, Dalloz, n. 883. V. Paris, 9 fév. 1856, S. V., 56, 2, 368. — L'hypothèque légale s'étend non-seulement à la dot proprement dite et à ses accessoires, mais aussi aux conventions matrimoniales de la femme, qui constituent à son profit des créances que l'art. 2125 met sur la même ligne que la dot. Tels sont le préciput, le gain de survie et autres de même nature que le contrat de mariage stipule au profit de la femme, Troplong, 2, n. 585; Pont, n. 437; Dalloz, n. 885; Douai, 29 août 1835, S. V., 36, 2, 34; Cass., 19 août 1840, S. V., 40, 1, 686; Bordeaux, 9 juill. 1841, D. P., 42, 2, 80; Riom, 12 nov. 1856, S. V., 57, 2, 183. V. aussi Bordeaux, 10 août 1853, S. V., 54, 2, 98. — Il en est même ainsi des sommes que le contrat de mariage accorde à la femme pour dépenses de deuil et autres analogues. Riom, 20 juill. 1853, S. V., 54, 2, 607. Mais il en serait autrement s'il n'y avait aucune stipulation à cet égard, et si le droit de la femme ne résultait que des art. 1465 et 1481. Bordeaux, 25 janv. 1858, S. V., 58, 2, 410. — Il faut remarquer au surplus que l'hypothèque légale ne s'étend aux avantages faits à

la femme par le mari dans le contrat de mariage, qu'autant qu'ils ont un caractère définitif, et non lorsqu'ils ont un caractère éventuel, par exemple lorsqu'ils constituent une institution contractuelle qui laisse au mari la disposition à titre onéreux des objets compris dans l'institution, Pont, n. 438; Cass., 16 mai 1855, S. V., 55, 1, 490; Rouen, 11 juill. 1856, S. V., 57, 2, 359; Rouen, 20 déc. 1856, S. V., 57, 2, 361. Du moins l'hypothèque légale n'a d'effet dans ce cas que du jour où le décès du mari a rendu la donation définitive et irrévocable, Duranton, 20, n. 27, V. *inf.* note 20. Les dépens faits sur une demande en séparation de corps ou de biens, préalable nécessaire de la demande en restitution de la dot, et sur l'instance en liquidation des droits de la femme, sont également protégés par l'hypothèque légale, Riom, 5 fév. 1821, et 4 mars 1822; Paris, 28 déc. 1822; Caen, 25 nov. 1824; Douai, 1 avr. 1826 et 30 janv. 1839, S. V., 39, 1, 96; Paris, 28 juill. 1853, S. V., 54, 2, 303; Grenier, 1, n. 231; Troplong, 2, n. 418 *ter*; Duranton, 20, n. 22 *bis*; Dalloz, n. 891. — *Contrà*, Rouen, 12 mars 1817.]

⁵ Montpellier, 7 janv. 1831, S. V., 31, 2, 214.

⁶ Cass., 24 juill. 1821 et 27 juill. 1826; Bordeaux, 28 mai 1830; Montpellier, 7 janv. 1831, S. V., 31, 2, 214 et la note; Pau, 31 déc. 1834; Grenoble, 12 janv. 1835 et la note, S. V., 35, 2, 208 et 331. Il y a surtout controverse sur le point de savoir si la femme peut faire usage de son hypothèque pendant le mariage, après une séparation de biens. [V. sur ces diverses questions, qui d'ailleurs ne peuvent se présenter que sous le régime dotal, *sup.*, § 670, note 17.]

Pour la restitution de ses biens particuliers, en tant qu'elle en a laissé l'administration au mari⁷;

Pour l'augmentation de sa dot, stipulée dans le contrat de mariage, *propter augmentum dotis*⁸.

Mais cette hypothèque ne profite ni aux réclamations que la femme peut avoir à exercer contre la succession de son mari⁹, ni aux réclamations que la femme ne peut exercer que contre la communauté¹⁰.

⁷ Cass., 5 déc. 1832, S. V., 33, 1, 113; Grenoble, 30 mai 1834, S. V., 34, 2, 478. Il est plus douteux que l'hypothèque s'étende aussi au cas de l'art. 1557. V. Grenier, 1, n. 232; Cass., 11 juin 1822. [Les répétitions que la femme peut avoir à exercer contre son mari, à raison des paraphernaux, sous le régime dotal, et sous tout autre régime à raison des biens dont elle s'est réservé l'administration et la jouissance, et que cependant elle laisse administrer par son mari, art. 1577, sont évidemment des créances qui naissent des rapports conjugaux et qui, par conséquent, sont protégées par l'hypothèque légale. Ce point un moment contesté, V. Dissert. de M. Planel, professeur à la Faculté de Grenoble, dans Sirey, 19, 2, 89; Delvincourt, 3, p. 89, et Aix, 19 août 1813, ne l'est plus aujourd'hui. Ainsi, la femme a une hypothèque légale pour le remploi de ses biens paraphernaux. V. les arrêts précités, et Toulouse, 4 juin 1816; Riom, 5 fév. 1821; Lyon, 16 août 1823; Toulouse, 6 déc. 1824, 30 août 1825, 14 fév. 1829 et 7 avr. 1829; Cass., 5 déc. 1832, S. V., 33, 1, 115; Grenoble, 30 mai 1834, S. V., 34, 2, 478; Cass., 9 avr. 1852, S. V., 53, 1, 197. Et généralement, pour ses reprises paraphernales, Riom, 19 août 1817 et 20 fév. 1829; Cass., 11 juin 1822; Pau, 15 janv. 1825; Lyon, 16 août 1825; Cass., 6 juin 1826; Bordeaux, 20 juin 1826; Cass., 23 juill. 1828; Toulouse, 14 fév. et 7 avr. 1829; Grenoble, 30 mai 1834, S. V., 34, 2, 478; Montpellier, 27 avr. 1846, S. V., 46, 2, 459; Tarrible, *Rep.*, v° *Inscript. hypoth.*, § 3, n. 9; Merlin, *ibid.*, t. 16, *Addit. eod. verbo*; Persil, *Quest.*, 1, p. 228; Duranton, 20, n. 52 et s.; Demante, *Thémis*, 6, p. 20; Favard, *Rep.*, v° *Hypoth.*, p. 719, n. 6; Rolland de Villargues, *Rep. du not.*, v° *Hypoth.*, n. 358; Troplong, n. 575; Pont, n. 439; Dalloz, n. 481 et s.]

⁸ Nîmes, 9 mars 1831, S. V., 31, 2, 157.

⁹ V. art. 1481 et 1570. V. aussi

T. V.

Toulouse, 6 déc. 1824. [On s'est demandé si, lorsque le mari est donataire en usufruit des biens de sa femme, avec dispense de donner caution, et qu'il conserve, à ce titre, la dot qu'il eût dû restituer au décès de celle-ci, l'hypothèque légale doit continuer de subsister sur ses biens pour la garantie de la nue propriété. L'affirmative semblerait résulter de quelques arrêts. V. Rouen, 27 déc. 1834, S. V., 38, 1, 124, et Paris, 26 nov. 1836, J. l'al., 1836, à sa date. Mais la négative a été adoptée avec raison par une jurisprudence presque unanime. V. Grenoble, 28 déc. 1833, S. V., 34, 2, 397; Cass., 5 déc. 1834, S. V., 39, 1, 51; Paris, 15 janv. 1836, S. V., 36, 2, 158; Cass., 15 nov. 1837, S. V., 38, 1, 124; Paris, 9 mars 1844, S. V., 44, 2, 497; Douai, 21 août 1844, S. V., 44, 2, 487; Douai, 4 mai 1846, S. V., 46, 2, 470; Grenoble, 4 janv. 1854, S. V., 54, 2, 741; Bourges, 6 mars 1855, S. V., 55, 2, 353; Paris, 7 avr. 1858, S. V., 58, 2, 321. En effet, lorsque le mari reste, après le décès de la femme, détenteur de la dot dont il est débiteur, mais sur laquelle il exerce un droit de rétention comme donataire ou légataire en usufruit, il s'opère par l'effet de la délivrance consentie par les héritiers une intervention dans son titre de possession, et ne possédant plus à titre de mari, mais à titre d'usufruitier, il n'est soumis à aucune hypothèque légale à raison de sa gestion ou de sa possession postérieure à la dissolution du mariage, Chardon, *Puiss. marit.*, p. 539; Dalloz, n. 888; Troplong, 2, n. 440; Pont, n. 441.]

¹⁰ Persil, sur l'art. 2155, alin. n. 7. Tel est par exemple le cas de l'art. 1424. V. aussi Paris, 3 déc. 1836, S. V., 37, 2, 273. [Cass., 15 juin 1842, S. V., 42, 1, 631; Bordeaux, 2 mars 1848, S. V., 48, 2, 349; Cass., 9 janv. 1855, S. V., 55, 1, 125, et Nîmes, 24 mars 1859, S. V., 59, 2, 203. Il résulte de cette jurisprudence que la femme n'a point, pour sa part dans les biens de la com-

Cette hypothèque s'étend sur l'universalité des biens du mari ¹¹, V. art. 932 et 1054, ainsi que sur les conquêts ¹².

munauté, une hypothèque légale, mais seulement un privilège de copartageant, assimilé à celui qui est accordé au co-héritier sur les biens de la succession, et soumis pour sa conservation aux mêmes règles, Dalloz, n. 887.] — L'hypothèque s'étend-elle aussi à l'entretien que le mari doit à sa femme? V. Troplong, n. 418. [V. *sup.*, note 19.]

¹¹ Soit qu'il les possédât déjà, lors de la célébration du mariage, soit qu'il les ait acquis depuis, V. Toulouse, 31 juill. 1830; Cass., 10 mai 1831. S. V., 31, 7, 202. [Elle s'étend même aux biens échus au mari depuis la dissolution du mariage. Lyon, 25 nov. 1850. S. V., 51, 2, 87; Duranton, 10, n. 327; Troplong, n. 433 bis.]

¹² Sur la question controversée de savoir si l'hypothèque légale s'étend aux conquêts de communauté, V. Delvincourt, 3, p. 320; Grenier, 1, n. 246; Bellot des Minières, *Contr. de mariage*, 1, p. 322; Toullier, 12, n. 305; Duranton, 14, n. 516, et Merlin, *Rép. v. Hypothèque*. La jurisprudence s'est prononcée dans le sens de l'affirmative, qui est adoptée aussi par la plupart des auteurs. V. encore Paris, 25 fév. 1819; Cass., 8 nov. 1813, et 9 nov. 1819. Mais la femme ou ses héritiers n'ont pas d'action hypothécaire contre le tiers détenteur d'un conquêt, si l'aliénation a eu lieu avec le consentement de la femme, ou si elle accepte la communauté, Troplong, n. 434. [Nous avons examiné, *sup.*, § 644, note 28, la question de savoir si la femme a une hypothèque légale sur les conquêts de communauté. Nous devons y revenir ici, en précisant davantage les différents points de vue sous lesquels cette question peut être envisagée. Il faut d'abord distinguer entre le cas où la femme renonce à la communauté et le cas où elle accepte la communauté. Si elle renonce, nous ne voyons aucun motif plausible pour lui refuser une hypothèque légale sur des biens qui, par l'effet de sa renonciation, deviennent la propriété exclusive et irrévocable de son mari, ou sont réputés avoir été sa propriété. Si, au contraire, elle accepte la communauté, elle perd son hypothèque qu'elle ne peut exercer sur des biens qui, par l'effet de cette acceptation, peuvent devenir siens. V. Cass., 16 fév. 1841, S. V., 41, 1, 550; Rouen, 11 mars 1846, S. V., 46, 2, 503; Orléans, 16 mars 1850, D. P., 50, 2, 76; Lyon,

7 avr. 1854, S. V., 55, 2, 577; Orléans, 12 juill. 1854, S. V., 54, 2, 581; Cass., 4 fév. 1856, S. V., 56, 1, 925. V. Grenier, 1, 248; Toullier, 12, n. 305; Balthus, 3, n. 521; Duranton, 14, n. 516, et 10, n. 330; Troplong, *Priv. et Hyp.*, 2, n. 433 *ter.* et *Contr. de mar.*, n. 1646 et s.; Tessier, *De la dot*, 2, p. 311. — Toutefois des auteurs ont soutenu que la femme même renonçante n'a aucune hypothèque légale sur les conquêts, par le motif que cette hypothèque serait incompatible avec le droit d'administration des biens communs qui appartient au mari, comme si le mari pouvait avoir sur les biens communs plus de droits que sur ses biens propres. V. Delvincourt, 3, p. 165, note 6; Persil, sur l'art. 2121, n. 10, et *Quest.*, 1, p. 235; Cubain, *Du droit des femmes*, n. 528; Valette, p. 258. — Et d'autres auteurs, se jetant vers l'extrémité opposée, accordent une hypothèque légale sur les conquêts, même à la femme acceptante. V. Gauthier, *De la subrogat.*, n. 590 et s.; Berthaud, *De l'hyp. lég. des femmes mariées sur les conquêts de la commun.*; Pont, n. 524 et 525. Les motifs sur lesquels se fonde cette opinion se trouvent, selon nous, tous en opposition avec l'art. 2121 qui n'étend l'hypothèque légale des femmes mariées que sur les biens du mari, ce qui est exclusif des conquêts de la communauté en tant du moins qu'ils peuvent devenir les biens de la femme. Toutefois, quand nous disons que la femme qui accepte n'a pas d'hypothèque légale sur les conquêts de la communauté, cela ne doit pas s'entendre de ceux de ces conquêts qui sont, par l'effet du partage, attribués au mari, et qui, devenant les biens du mari, sont, comme ses biens propres, affectés à l'hypothèque légale de la femme. Quant à ceux des conquêts que la liquidation ou le partage font tomber dans le lot de la femme, ils ne sauraient, en aucun cas, être atteints par son hypothèque parce qu'on ne peut avoir hypothèque sur sa propre chose: *nemini res sua pignori esse potest*. V. Cass., 1 août 1848, S. V., 48, 1, 727; Paris, 31 mars 1855, S. V., 53, 2, 337; Colmar, 1^{er} mars 1855, S. V., 56, 2, 577. — Il suit de là que pendant le mariage, et avant d'avoir été mise à même d'accepter ou de renoncer, la femme peut se faire colloquer éventuellement sur le prix des conquêts pour le cas où elle re-

Elle peut cependant être restreinte par le contrat de mariage à certains immeubles déterminés ¹³, pourvu que les futurs époux soient majeurs ¹⁴, art. 2140. La restriction de l'hypothèque légale peut même avoir lieu pendant le mariage ¹⁵, dans les formes

noncerait à la communauté, Rouen, 11 mars 1846, S. V., 46, 2, 505; Lyon, 7 avr. 1854, S. V., 55, 2, 577. — Le même droit appartient évidemment aux créanciers subrogés dans l'hypothèque légale; il y a plus, lorsque le mari est en faillite ou en déconfiture, les créanciers subrogés, qui ne peuvent souffrir du silence ou de la collusion de la femme, peuvent même, d'après une jurisprudence constante, obtenir une collocation définitive. V. Paris, 30 juin 1853, S. V., 54, 2, 561; Orléans, 15 juill. 1854, S. V., 55, 2, 177; Lyon, 7 avr. 1854, S. V., 55, 2, 557; Cass., 4 fév. 1856, S. V., 56, 1, 225. — Mais la femme perdrait dans tous les cas son hypothèque légale, si elle avait consenti à la vente d'un conquêt de la communauté; elle ne pourrait évincer, par l'effet de cette hypothèque, l'acquéreur qui aurait droit d'agir contre elle en garantie, Troplong, n. 453 bis. D'ailleurs, le concours de la femme à la vente n'est autre chose qu'une renonciation à son hypothèque légale sur l'immeuble vendu, Cass., 15 mai 1844, S. V., 44, 1, 605. — Il n'y aurait exception que pour le cas où la femme aurait cédé antérieurement son droit hypothécaire à un tiers, lequel conserverait le droit de l'exercer, Pont, n. 529. — Tout ce qui précède s'applique d'ailleurs, non-seulement à la femme mariée sous le régime de la communauté légale, mais encore à la femme mariée sous le régime dotal, avec stipulation d'une communauté d'acquêt, parce que la communauté d'acquêts, bien qu'associée au régime dotal, ne cesse pas d'être régie par les principes de la communauté. Il suit de là que sous ce régime mixte, la femme ne peut exercer son hypothèque légale pour les reprises dotales sur les biens faisant partie de la communauté d'acquêts qu'autant qu'elle a renoncé à cette communauté, Bordeaux, 3 déc. 1858, S. V., 59, 2, 225; Troplong, *Cont. demar.*, n. 1913. — *Contrà*, Cass., 28 juin 1847, S. V., 47, 1, 405.]

¹³ Mais on ne peut stipuler l'affranchissement complet de tous les immeubles du mari, art. 2140, et Persil sur cet article. [La restriction de l'hypothèque légale a lieu, soit lorsque le contrat de mariage exprime qu'il ne sera pris

inscription que sur un ou plusieurs immeubles déterminés, soit lorsqu'il est exprimé qu'il ne sera pas pris inscription sur tel ou tels immeubles déterminés : dans le premier cas les immeubles qui adviennent plus tard au mari, pendant le mariage, sont affranchis de l'hypothèque légale; dans le second cas l'hypothèque légale les atteint, Pont, n. 246. V. cependant Paris, 29 mai 1819. — L'effet de la restriction ne peut d'ailleurs être étendu au delà des termes dans lesquels elle a eu lieu. Ainsi la restriction conventionnelle de l'hypothèque légale de la femme pour sa dot et ses conventions matrimoniales n'emporte pas affranchissement des biens du mari pour les autres reprises futures et éventuelles de la femme, Cass., 18 août 1856, S. V., 56, 1, 872. — Il est même à remarquer que le droit concédé aux époux, par l'art. 2140, de restreindre par leur contrat de mariage l'hypothèque légale de la femme à certains immeubles, est exclusif du droit de stipuler que l'hypothèque légale ainsi restreinte pourra, pendant le mariage, être transportée, d'un commun accord entre les époux, des immeubles sur lesquels elle a été assignée sur d'autres immeubles : l'art. 2140, qui détermine les conditions de la restriction qu'il autorise, ne comporte pas une convention qui laisserait dans l'incertitude et dans une sorte d'éventualité les droits hypothécaires de la femme, Cass., 6 mai 1852, S. V., 52, 1, 289; Lyon, 26 janv. 1854, S. V., 54, 2, 245; Pont, n. 547.] *Quid*, si l'immeuble auquel a été restreinte l'hypothèque cesse dans la suite de procurer la sûreté nécessaire ? V. art. 2131 et 2164. V. Persil, *ibid.*; Grenier, 1, n. 268. [V. *infra*, § 812.]

¹⁴ L'article dit : « Les parties majeures. » Il exige donc la majorité des deux futurs. Cependant des auteurs n'exigent cette condition que pour la femme. V. Delvincourt et Persil, sur l'art. 2140; Grenier, 1, n. 2169. [Mais c'est là une erreur que démontre le texte exprès de l'art. 2140.] Cet article est d'ailleurs une exception à la règle de l'art. 1509. V. *suprà*, § 642.

¹⁵ Après la dissolution du mariage, la femme peut renoncer purement et simplement à son hypothèque, et par

et de la manière indiquées par l'art. 2144 ¹⁶. V. *inf.*, § 812.

Le point de départ de l'hypothèque légale varie selon les circonstances. L'art. 2135 contient, à cet égard, les règles suivantes : l'hypothèque de la femme mariée, à raison de sa dot ¹⁷ et de ses conventions matrimoniales ¹⁸, date du jour de la célébration du mariage ¹⁹. Mais son hypothèque, à raison des successions qui lui sont échues ou des donations qui lui sont faites pendant le mariage, ne prend date que du jour de l'ouverture de ces successions, ou du jour où le mari est devenu responsable des choses données ²⁰; et son hypothèque, à raison de l'indemnité

conséquent aussi la restreindre, Troplong, n. 643.

¹⁶ L'art. 2144 n'est relatif qu'au cas où une femme mariée veut restreindre son hypothèque, ou y renoncer partiellement au profit de son mari, pour le mettre à même de disposer plus librement de ses biens. Les conditions auxquelles il subordonne l'efficacité de cette restriction ne sont donc pas exigées pour la validité d'une subrogation ou d'une renonciation en faveur d'un tiers, Favard, *vo Radiation des hypothèques*, § 2; Troplong, n. 639 et 643; [Duranton, 20, n. 71; Dalloz, n. 978; Pont, n. 454;] Cass., 12 fév. 1811; Cass., 14 janv. 1817; Paris, 26 janv. 1819; Cass., 9 janv. 1822, et 28 juill. 1823; Cass., 2 avr. 1829; Bourges, 4 mars 1831, et Lyon, 13 avr. 1832, S. V., 32, 2, 51 et 492; Bordeaux, 7 avr. 1854, S. V., 34, 2, 538; [Metz, 13 juill. 1820; Nancy, 24 janv. 1825; Cass., 24 janv. 1838, S. V., 38, 1, 97; Paris, 28 août 1844, S. V., 44, 2, 540; Cass., 30 juill. 1845, S. V., 45, 1, 711. — *Contrà*, Paris, 11 déc. 1834, S. V., 35, 2, 14. V. *inf.*, note 30.]

¹⁷ Soit que les époux aient adopté le régime de la communauté, soit qu'ils aient adopté le régime dotal, pourvu toutefois, si les époux sont communs en biens, que la femme se soit réservée la reprise de son apport, Merlin, *Rep.*, *vo Inscription*, § 3, n. 9 et 10; Grenier, 1, n. 227; Riom, 20 fév. 1819; [Cass., 5 mai 1841, S. V., 41, 4, 448;] Troplong, n. 575.

¹⁸ Par exemple pour les donations ou avantages qui lui ont été faits par son contrat de mariage, à l'exception cependant des donations ayant pour objet les biens à venir, Merlin, *Rep.*, *loc. cit.*, n. 9; Grenier, 1, n. 227. [Dans ce dernier cas l'hypothèque légale ne date que du jour du décès du donateur, Duranton, 20, n. 27. V. *sup.*, note 4.]

¹⁹ Il y a antinomie entre cette disposition de l'art. 2135 et l'art. 2195, alin. 3, qui donne pour point de départ à l'hypothèque légale la date du contrat de mariage. Cependant l'art. 2135 paraît mériter la préférence, l'art. 2195 se référant d'ailleurs à ce dernier article, Persil, sur l'art. 2155; Grenier, 1, n. 243; [Duranton, 20, n. 50; Tessier, 2, n. 154; Delvincourt, 5, p. 165 et 375; Rodière et Pont, *Contr. de mar.*, 2, n. 674; Pont, n. 753; Dalloz, n. 905;] Nîmes, 26 fév. 1833, S. V., 34, 2, 89. Selon d'autres auteurs, l'art. 2135 ne serait applicable qu'au cas où les conjoints se sont mariés sans contrat de mariage, et l'art. 2195 s'appliquerait au cas opposé. V. Tarrible, *loc. cit.*, n. 8; Troplong, n. 579 et s. [Mais cette distinction ne nous semble pas admissible. L'hypothèque ne peut prendre date du jour du contrat de mariage qui ne confère au mari aucun droit d'administration; elle ne peut prendre date que du jour où la célébration du mariage le rend responsable comme mari des biens et des droits de sa femme. C'est d'ailleurs par forme d'énonciation que l'art. 2195, qui n'avait point pour objet de déterminer le point de départ de l'hypothèque légale, parle de la date du contrat de mariage. C'est donc la règle générale de l'art. 2155 qui seule doit faire loi.] — *Ceterum ad tempus solutionis respiciendum non est*, Troplong, n. 585. [C'est-à-dire que l'hypothèque ne prend pas date seulement du jour du paiement de la dot. Elle part du jour de la célébration du mariage, lors même que des termes seraient stipulés pour le paiement, Grenier, 1, n. 235; Troplong, n. 584 bis; Pont et Rodière, *Contr. de mar.*, 2, n. 776; Dalloz, n. 908.]

²⁰ Du jour où les donations ont eu leur effet, et non pas du jour de leur acceptation, *Observations du tribunal* sur l'art. 2135; Persil, sur cet arti-

des dettes contractées par elle avec son mari, ou le remploi de ses propres aliénés par ce dernier, du jour des obligations ²¹ ou des aliénations ²².

de. — *Contrà*, Tarrible, *loc. cit.*, n. 10. *Nec ad tempus solutionis respiciendum est*. Troplong, n. 586 et s. [Il faut distinguer : si la donation est pure et simple, elle a son effet, et le mari en est chargé du jour même de l'acceptation. C'est donc dans ce cas l'acceptation qui sert de point de départ à l'hypothèque, et non le paiement ou la délivrance des choses données, puisque le devoir du mari est précisément de se faire payer ou livrer les choses données à la femme. Si, au contraire, la donation est conditionnelle, l'hypothèque part du jour de l'avènement de la condition, Persil, sur l'art. 2135, § 2, n. 7; Pont, n. 756 et s. V. aussi Cass., 5 mai 1841, S. V., 41, 1, 448.]

²¹ [Et non au jour où la femme a effectué le paiement auquel elle s'était obligée. Cass., 9 août 1853, S. V., 53, 1, 197. — Il est à remarquer d'ailleurs que lorsque les obligations résultent d'actes sous seing privé, l'hypothèque légale ne peut être opposée aux tiers que du jour où ces actes ont acquis date certaine. Sans doute l'hypothèque légale existe par cela seul qu'il y a une obligation ou une dette à laquelle se rattache, quelle que soit d'ailleurs la date ou la forme de l'obligation. Mais quand, pour que l'hypothèque légale devienne opposable aux tiers, il est nécessaire d'en fixer la date et de lui assigner une époque déterminée, cette date ne peut devenir certaine à l'égard des tiers, au cas où la dette de la femme résulte d'un acte sous seing privé, que par l'un des moyens indiqués dans l'art. 1328. Il suit de là que si pendant le mariage la femme est appelée à exercer son hypothèque légale vis-à-vis des créanciers chirographaires de son mari, ceux-ci ne seront pas fondés à lui opposer que cette hypothèque n'a pas date certaine. Il y aura une hypothèque légale, parce qu'il y aura une dette, et que vis-à-vis des créanciers chirographaires il ne s'agit pas de savoir s'il y a une hypothèque légale ayant telle ou telle date, mais tout simplement de savoir s'il y a une hypothèque légale. Au contraire, si la femme est en concours avec des créanciers hypothécaires, contre lesquels son hypothèque légale ne peut prévaloir qu'autant qu'elle est antérieure à leur hypo-

thèque conventionnelle ou judiciaire, elle doit prouver l'antériorité de son hypothèque, et cette antériorité ne peut résulter que d'une date certaine vis-à-vis de ceux à qui elle est opposée. V. Cass., 5 fév. 1851, S. V., 51, 1, 192; Agen, 21 mars 1851, S. V., 52, 2, 224; Rouen, 24 mars 1852, S. V., 52, 2, 535; et Cass., 15 mars 1859, S. V., 59, 1, 193. — Il y a cependant un cas où, même vis-à-vis des créanciers chirographaires, la femme n'a d'hypothèque légale pour une dette contractée par acte sous seing privé que du jour où cet acte a acquis date certaine. C'est le cas où une incapacité quelconque vient à frapper le mari, par exemple quand il vient à être déclaré en faillite. La femme dont le mari se trouve, à raison de son état de faillite, incapable de s'obliger, doit prouver que la dette contractée par elle avec son mari a une date certaine antérieure à la faillite. Mais, même dans ce cas, il en serait autrement si les créances résultant des obligations souscrites par le mari et par la femme avaient été admises au passif de la faillite : la masse chirographaire vis-à-vis de laquelle il est établi par cette admission que l'obligation est antérieure à la faillite du mari ne pourrait refuser à la femme l'hypothèque légale attachée aux créances admises. Orléans, 14 mai 1848, S. V., 50, 2, 145; Cass., 15 mars 1859, S. V., 59, 1, 193. V. aussi Demolombe, *Rev. crit.*, 1, p. 527, et Pont, 1, n. 761.]

²² [Et non du jour du paiement du prix de ces aliénations.] V. Toulouse, 7 avr. 1829; Cass., 16 nov. 1829; Grenoble, 6 janv. 1831, S. V., 32, 2, 200; Montpellier, 13 déc. 1833, S. V., 34, 2, 359. [Cass., 27 avr. 1852, S. V., 52, 1, 401; Paris, 7 mai 1853, S. V., 53, 2, 351.] — Mais si les époux se sont mariés sous le régime dotal, l'hypothèque *quoad fundum dotalet alienatum* peut prendre date à compter du mariage, Troplong, n. 589; Cass., 27 juill. 1826. [La question de savoir si l'hypothèque légale de la femme mariée sous le régime dotal, à raison de l'aliénation de ses biens dotaux, remonte au jour du mariage ou s'arrête au jour des aliénations, dépend du point de savoir si elle a cette hypothèque à raison de sa dot et de ses conventions matrimoniales, ou à

Ces règles servent à déterminer, par analogie, le point de départ de l'hypothèque légale dans d'autres cas qui ne sont point mentionnés dans l'article 2135²³.

Non-seulement la femme mariée est, en vertu de son hypothèque légale, préférée à tous les créanciers chirographaires de son mari, mais encore elle est préférée aux créanciers hypothécaires, à l'égard desquels le point de départ de son hypothèque lui assigne un rang antérieur, par suite des règles qui viennent d'être établies²⁴.

La femme qui a renoncé²⁵ à son hypothèque, au profit d'autres

raison de ses propres aliénés. Nous croyons que la femme n'a cette hypothèque qu'à raison de ses propres aliénés. Tant que les biens propres ou personnels de la femme, dotaux ou non dotaux, ne sont pas aliénés, la femme n'a aucune hypothèque légale à raison de ces biens sur les immeubles du mari, parce que le mari ne doit rien à la femme à raison de ces mêmes biens. L'obligation du mari ne commence que du jour où, les biens de la femme étant aliénés, le mari devient débiteur ou responsable du prix. Peu importe que par le contrat de mariage les biens dotaux aient été déclarés aliénables à la charge de remploi : le mari est responsable, sous le régime de la dotalité, du prix des immeubles dotaux vendus sous condition de remploi, comme sous le régime de la communauté il est responsable du prix des biens de la femme ; c'est-à-dire que dans l'un et l'autre régime il doit représenter ce prix, et qu'il est en faute s'il ne le représente pas ; et de ce que la faute peut être plus grave sous le régime dotal, à raison des obligations plus étroites qu'impose ce régime, ce n'est pas une raison pour faire remonter l'hypothèque à une époque antérieure à la faute, c'est-à-dire antérieure à l'aliénation. Grenier, 1, n. 261 ; Duranton, 20, n. 31 ; Massé, sur Cass., 21 décembre 1853, S. V., 54, 1, 41 ; Caen, 7 juill. 1851, S. V., 52, 2, 92 ; Agen, 10 juin 1859, S. V., 59, 2, 341. *Contrà*, Tossier, 2, n. 134 ; Troplong, n. 589 bis ; Rodière et Pont, *Contr. de mar.*, 2, n. 677 ; Pont, n. 767 ; Dalloz, n. 912. — Mais il en serait autrement si la dot consistait en effets mobiliers mis à la disposition du mari : l'hypothèque légale à raison de ces effets remonterait au jour du mariage, Paris, 9 fév. 1856, S. V., 56, 2, 368.]

²³ V. Merlin, *loc. cit.* Delvincourt, 5, p. 529 ; Grenier, 1, n. 233 ; Troplong,

n. 588 et s., 590 ; Cass., 4 janv. 1845. [Ainsi, c'est par application des règles ci-dessus, que se décide le point de savoir à quelle époque remonte l'hypothèque de la femme pour ses créances paraphernales. Si le mari a reçu des sommes paraphernales par mandat de sa femme, l'hypothèque ne remonte qu'au jour où il a touché ; s'il a touché avec mandat, l'hypothèque remonte au jour du mandat. Si ses créances paraphernales provenaient de sommes comprises dans des donations faites à la femme, ou dans des successions qui lui seraient échues, l'hypothèque ne pourrait remonter plus haut que le jour de l'ouverture de la succession ou le jour où la donation a reçu son effet. V. Cass., 4 janv. 1815, et 27 juill. 1826 ; Lyon, 21 août 1832, S. V., 35, 2, 118 ; Bastia, 2 fév. 1840, S. V., 48, 2, 10 ; Troplong, n. 590, et Pont, n. 772 et s., Dalloz, n. 912.] — Il paraît toutefois que le point de départ de l'hypothèque légale pourrait être modifié par le contrat de mariage. Delvincourt, 5, p. 527. V. cependant Troplong, n. 588 et s. [Grenier, 1, n. 242, et Pont, n. 760. Ces derniers auteurs pensent avec raison que le point de départ de l'hypothèque légale, tel qu'il est déterminé par l'art. 2135, ne peut jamais être modifié par le contrat de mariage, parce que l'ordre public et l'intérêt des tiers s'opposent à ce que les conditions légales de son existence soient changées par des conventions particulières.]

²⁴ [V. *sup.*, note 21.]

²⁵ Troplong, n. 602 et s. Cependant cette renonciation ne résulte pas de cela seul que la femme s'est obligée solidairement avec son mari. C'est plutôt l'art. 778 Pr. qui deviendrait alors applicable. [C'est-à-dire que le créancier avec lequel la femme s'est obligée solidairement pourrait demander une collocation en son ordre.] La femme, mal-

créanciers de son mari, soit expressément, soit tacitement, par exemple en consentant à la constitution d'une hypothèque sur un immeuble du mari ou de la communauté, ou à l'aliénation d'un de ces immeubles, ou qui a cédé à un tiers le bénéfice de son hypothèque légale, ne peut plus, pourvu que dans ces différents cas elle soit valablement obligée²⁶, opposer cette hypothèque

gré cette obligation solidaire, n'en pourrait pas moins céder son hypothèque à un tiers, Troplong, *loc. cit.*; Duranton, 12, n. 143; [et 19, n. 273; Grenier, 1, n. 254; Proudhon, *Usufr.*, 5, n. 2334; Persil, sur les art. 2121, n. 20, et 2144, n. 9; Berthauld, *De la subrog. à l'hypoth. lég. des femmes*, n. 2 et 51; Dalloz, n. 961; Pont, n. 463; Paris, 29 juin 1812, et 15 janv. 1813; Naucy, 24 janv. 1825; Orléans, 24 mai 1848, S. V., 50, 2, 145; Paris, 8 avr. 1853, S. V., 53, 2, 505; Orléans, 12 juill. 1854, S. V., 54, 2, 561.] V. cependant Cass., 17 avr. 1827, 2 avr. et 24 juin 1829; [Lyon, 22 juill. 1819; Bourges, 22 nov. 1823; Cass., 15 juin 1825; Nancy, 23 mai 1826; Orléans, 26 juill. 1826; Lyon, 24 mai 1850, S. V., 50, 2, 532. — V. aussi Mourlon, *De la subrogat.*, p. 812; Gauthier, *De la subrogat.*, n. 378 et s. — Mais l'opinion de ces derniers auteurs et arrêts ne doit pas être suivie : il n'y a aucun lien nécessaire entre l'obligation purement personnelle contractée solidairement avec son mari par une femme, et sa renonciation à son hypothèque légale au profit de celui envers qui elle n'a engagé que sa personne.] Mais il en serait autrement si l'obligation solidaire avait pour objet l'aliénation d'un immeuble du mari, ou si une hypothèque avait été en même temps constituée en faveur du créancier sur un immeuble du mari. Dans ce cas, l'obligation solidaire emporterait une renonciation tacite. [Troplong, n. 599 et 605; Grenier, 1, n. 256; Duranton, 20, n. 501; Gauthier et Mourlon, *loc. cit.*; Berthauld, *ib.*; Dalloz, n. 967; Pont, n. 464. C'est également en ce sens que s'est prononcée une jurisprudence constante. Il nous suffira de citer les arrêts les plus récents, Bourges, 4 mars 1831, S. V., 32, 2, 31; Cass., 4 fév. 1839, S. V., 39, 1, 107; Amiens, 19 déc. 1846, S. V., 47, 2, 103; Lyon, 15 mai 1847, S. V., 48, 2, 230; Lyon, 24 mai 1850, S. V., 50, 2, 552; Caen, 3 mai 1852, S. V., 55, 2, 79; Paris, 31 mars 1853, S. V., 53, 2, 337; Paris, 24 août 1853, S. V., 53, 2, 548; Cass., 8 août 1854, S. V., 54, 1, 521; Cass., 26 juin

1855, S. V., 55, 1, 670; Metz, 22 janv. 1856, S. V., 56, 2, 395; Cass., 4 fév. 1856, S. V., 56, 1, 225; Lyon, 28 août 1857, S. V., 57, 2, 671. Toutefois le concours de la femme à un acte par lequel le mari a constitué une affectation hypothécaire, ou fait l'aliénation d'un de ses immeubles, pourrait n'être pas considéré comme emportant renonciation tacite à son hypothèque légale, s'il résultait des circonstances que la femme a concouru à l'acte dans un but différent et tout à fait distinct, Pont, n. 463; Dalloz, n. 974; Cass., 4 juin 1855, S. V., 55, 1, 743, et 50 juin 1856, S. V., 57, 1, 260. Il faut remarquer d'ailleurs que si cette renonciation de la femme à son hypothèque légale au profit de ses créanciers qui s'y trouvent subrogés peut résulter tacitement des obligations hypothécaires souscrites par la femme avec son mari, l'étendue de cette renonciation dépend des circonstances, en ce sens que si, en l'absence de restrictions, elle emporte subrogation dans l'hypothèque légale tout entière, et non-seulement dans l'hypothèque légale sur l'immeuble spécialement hypothéqué, Cass., 8 août 1854, S. V., 54, 1, 521; cependant il peut résulter des circonstances et des termes de l'obligation, que la femme n'a entendu renoncer à son hypothèque légale que sur cet immeuble, Cass., 6 nov. 1855, S. V., 56, 1, 235. V. Toutefois, Amiens, 16 fév. 1854, S. V., 54, 2, 260, et 11 nov. 1858, S. V., 59, 2, 316. — Sur la forme des actes de cession ou de subrogation, V. *inf.*, note 30.]

²⁶ La femme, mariée sous tout autre régime que le régime dotal, peut céder son hypothèque ou y renoncer. Le peut-elle également si elle est mariée sous le régime dotal ? Cela dépend de la question de savoir si sa dot est inaliénable. V. Grenier, 1, n. 34; Bellot, 1, n. 351; Troplong, n. 596 et s. L'opinion commune lui refuse ce droit. V. §§ 670 et 671. Cependant on a admis, même dans cette dernière opinion, que la renonciation sera valable, s'il n'en résulte aucun préjudice pour la femme. V. Troplong, *ibid.* [En général la femme mariée sous le

aux créanciers au profit desquels elle y a renoncé²⁷. Ces créanciers se trouvent subrogés à l'hypothèque légale de la femme.

Les créanciers au profit desquels la femme a renoncé à son hypothèque, ou que la femme a subrogés dans ses droits hypothécaires²⁸, peuvent les exercer, quoique l'hypothèque de la femme n'ait pas été inscrite²⁹, sans avoir besoin de faire inscrire la subrogation qui en a été consentie à leur profit³⁰. Ils peuvent,

régime dotal, et dont la dot mobilière ou immobilière est par conséquent inaliénable, ne peut ni céder son hypothèque, ni y renoncer, puisque les cessions et subrogations emporteraient une aliénation de la dot. Mais elle peut, soit céder son hypothèque, soit y renoncer, quand, par son contrat de mariage, elle s'en est réservé le droit, ou même quand les facultés diverses qu'elle s'est réservées par son contrat de mariage impliquent également la réserve de ce droit : c'est là une question d'interprétation des clauses du contrat de mariage. V. Riom, 22 déc. 1846, S. V., 46, 2, 195; Cass., 1^{er} juin 1853, S. V., 53, 1, 730; Bordeaux, 16 août 1853, S. V., 54, 2, 263; Cass., 16 déc. 1856, S. V., 57, 1, 582. V. aussi Pont, n. 451 et s.]

²⁷ Là aussi s'applique la règle : *Renunciatio est strictissima interpretatio*, Cass., 14 janv. 1817. [Ainsi la renonciation tacite de la femme à son hypothèque légale, par l'effet de son concours à la vente d'un immeuble de son mari, ne profite qu'au tiers acquéreur contre lequel la femme ne peut pas agir hypothécairement. Mais la femme n'en conserve pas moins le droit d'hypothèque légale sur le prix, par préférence aux créanciers du mari, Grenier, 1, n. 258; Troplong, 2, n. 600 et 609 bis; Rolland de Villargues, *vo* *Hypothèque* (*Cession*); Dalloz, n. 1004; Pont, n. 484 et s.; Paris, 17 mars 1834, S. V., 34, 2, 194; Lyon, 31 janv. 1840, D. P., 41, 2, 36; Amiens, 19 déc. 1846, S. V., 47, 2, 193, et 16 fév. 1854, S. V., 54, 2, 260.]

²⁸ Il n'y a, en effet, aucune différence juridique entre les effets de la renonciation et ceux de la subrogation, Troplong, n. 600. V. cependant Proudhon, *De l'usufruit*, n. 2339. [On a beaucoup discuté sur les différences qu'il peut y avoir en droit entre la cession de l'hypothèque légale, la subrogation dans l'hypothèque légale, et la renonciation à l'hypothèque légale. Toutefois, malgré quelques dissidences, V. Proudhon, *De l'usufruit*, n. 2339; Persil, sur l'art.

2103, § 2, n. 11; Mourlon, *De la subrogation*, p. 600, les auteurs et la jurisprudence ont fini par les confondre et par les mettre sur la même ligne et par accorder les mêmes droits au créancier, au profit duquel la femme a renoncé à son hypothèque et à celui qu'elle y a subrogé ou à qui elle l'a cédée. V. Grenier, 1, n. 550; Troplong, n. 600 et s.; Gauthier, *De la subrogat.*, n. 583; Berthauld, n. 33; Pont, n. 476; Rivière et Huguet, *Commentaire de la loi de transcript.*, n. 585 et s.; Dalloz, n. 949; Paris, 1^{er} juin 1807 et 11 mars 1813; Amiens, 17 mars 1823; Bourges, 17 mai 1823; Nancy, 22 mai 1826; Cass., 2 avr. 1829; Lyon, 7 avr. 1854, S. V., 54, 2, 577; Cass., 26 juin 1855, S. V., 55, 1, 670; Metz, 22 janv. 1856, S. V., 56, 2, 395. — Aujourd'hui il n'y a plus aucune controverse possible en présence de l'art. 9 de la loi du 23 mars 1855, sur la transcription, qui, en soumettant la cession ou la renonciation aux mêmes formalités, y attache un seul et même effet, celui d'une subrogation, Troplong, *Comment. de la loi du 23 mars 1855*, n. 332; Pont, *loc. cit.*]

²⁹ Paris, 20 juill. 1833, S. V., 33, 2, 395. [V. la note suiv.]

³⁰ [Le Code Napoléon, qui ne traite nulle part, d'une manière directe, de la subrogation dans l'hypothèque légale de la femme, n'avait, par conséquent, pas déterminé la forme des actes au moyen desquels cette subrogation pouvait avoir lieu tacitement ou expressément. Cette subrogation pouvait donc résulter aussi bien d'un acte sous seing privé que d'un acte authentique, Lyon, 28 août 1857, S. V., 57, 2, 671. Et le droit du créancier subrogé participant de la nature du droit de la femme, les auteurs et la jurisprudence décidaient qu'il n'était pas nécessaire que le créancier subrogé fût inscrit sur l'hypothèque de la femme, soit la subrogation. V. Paris, 12 déc. 1817; Metz, 13 juill. 1820; Angers, 19 juin 1823; Nancy, 24 janv. 1825, et 22 mai 1826; Orléans, 26 juill. 1826; Cass., 2 avr. 1829, 24 janv. 1858, S. V.,

comme la femme elle-même, se prévaloir de l'hypothèque, même dans le cas où il n'y aurait pas eu de séparation de biens, c'est-à-dire qu'ils peuvent demander, dans ce cas, à être éventuellement colloqués pour leurs créances³¹.

Entre les divers créanciers subrogés, le rang de préférence s'établit par la date des subrogations³², d'après la maxime : *Nemo*

38, 1, 97; 16 fév. 1841, S. V., 41, 1, 530; Paris, 18 mars 1848, S. V., 48, 2, 307; Paris, 30 juin 1853, S. V., 55, 2, 177; Cass., 16 nov. 1854, S. V., 55, 1, 193; Metz, 22 janv. 1856, S. V., 56, 8, 595; Grenier, 1, n. 255; Proudhon, *Usufr.*, 5, n. 2338; Persil, sur l'art. 2121, n. 22, et *Quest.*, 1, p. 257; Duranton, 12, n. 144, et 19, n. 274; Troplong, n. 608. Mais cet état de choses a été profondément modifié par l'art. 9 de la loi du 23 mars 1855, ainsi conçu : « Dans les cas où les femmes peuvent céder leur hypothèque légale ou y renoncer, cette cession ou cette renonciation doit être faite par acte authentique, et les cessionnaires n'en sont saisis, à l'égard des tiers, que par l'inscription de cette hypothèque prise à leur profit, ou par la mention de la subrogation en marge de l'inscription préexistante. » Aujourd'hui donc, comme avant la loi du 23 mars 1855, la subrogation dans l'hypothèque légale de la femme peut toujours avoir lieu soit par voie de cession, soit par voie de renonciation, soit tacitement, soit expressément; mais dans tous les cas, elle doit résulter d'un acte authentique, et son efficacité est subordonnée à la formalité de l'inscription. Il est à remarquer du reste que cette inscription n'est requise qu'à l'égard des tiers, de telle sorte que la subrogation, nonobstant l'omission de cette formalité, conserverait toujours son effet vis-à-vis de la femme. Troplong, *De la transcript.*, n. 382; Rivière et Huguet, *ibid.*, n. 390; Pont, n. 467.]

³¹ [Troplong, n. 609; Amiens, 9 fév. 1829; Cass., 16 juill. 1832; Cass., 25 mars 1854, S. V., 54, 1, 272.]

³² Troplong, n. 604 et s.; Duranton, 12, n. 140 et s. C'est en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. V., par exemple, Cass., 2 avr. 1829; Nancy, 24 janv. 1825. Le Codé ne décide pas expressément la question du rang de ces créanciers subrogés entre eux. Aussi est-elle ou du moins était-elle autrefois très-controversée. La principale raison de douter est dans le principe : *Non datur hypotheca hypothecis*. Quelques doutes peuvent naître aussi des art.

1252, 2097 et 2112. V. Troplong, *loc. cit.*, et *inf.*, § 826. Mais la règle adoptée dans le texte est fondée non sur le principe : *Hypotheca tempore priori præfertur hypothecæ tempore posteriori*; mais sur le rapport dans lequel les créanciers se trouvent vis-à-vis de celui qui leur a cédé son droit hypothécaire. — V., sur cette question, Pothier, 2, n. 175; Grenier, 1, n. 252 et s.; Bellot des Minières, 1, p. 348; Delvincourt, 3, p. 320; Merlin, *Rép.*, v° *Transcription*; Paris, 12 déc. 1817; Lyon, 22 juill. 1819; Paris, 8 déc. 1819; Metz, 13 juill. 1820; Angers, 19 juin 1823; Bourges, 22 nov. 1825. [La jurisprudence généralement suivie jusqu'à la loi du 23 mars 1855 est qu'entre les divers créanciers subrogés à l'hypothèque légale de la femme, le rang des collocations est fixé d'après la date des subrogations, sans qu'il y ait lieu d'avoir égard aux inscriptions que quelques-uns d'entre eux pourraient avoir prises, Paris, 12 déc. 1817; Metz, 17 déc. 1822; Nancy, 24 janv. 1825 et 22 mai 1826; Cass., 2 avr. 1829; Paris, 18 mars 1848, S. V., 48, 2, 307; Paris, 30 juin 1853, D. P., 55, 2, 357; Lyon, 7 avr. 1854, S. V., 54, 2, 577; Cass., 13 nov. 1854, S. V., 55, 1, 193; Metz, 22 janv. 1856, S. V., 56, 2, 595; Lyon, 28 août 1857, S. V., 57, 2, 671; Grenier, 1, n. 255; Persil, sur l'art. 2121, n. 22; Duranton, 19, n. 273; Troplong, n. 603; Gauthier, *De la subrog.*, n. 574 et 586; Mourlon, *De la subrog.*, p. 578; Pont, n. 166. Mais aujourd'hui, et d'après la loi du 23 mars 1855, il n'y a plus de difficultés possibles; car l'art. 9 de cette loi, après avoir dit que les tiers subrogés à l'hypothèque légale de la femme ne sont saisis, à l'égard des tiers, que par l'inscription de cette hypothèque prise à leur profit, ou par la mention de la subrogation en marge de l'inscription préexistante, ajoute : « Les dates des inscriptions ou mentions déterminent l'ordre dans lequel ceux qui ont obtenu des cessions ou renonciations exercent les droits hypothécaires de la femme. » Toutefois, la loi du 23 mars 1855 n'é-

plus juris in alium transferre potest..., combinée avec le caractère d'indivisibilité du droit hypothécaire.

§ 797. *De l'hypothèque légale de l'État, des communes et des établissements publics.*

La loi accorde une hypothèque légale à l'État, aux communes et aux établissements publics ¹, sur les immeubles des receveurs et administrateurs comptables ² de leurs revenus, art. 2121. V. la loi du 8 septembre 1807. V. aussi l'art. 2113.

SECTION II. — DE L'HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE.

§ 798. *Des actes qui la produisent et de ses effets.*

L'hypothèque judiciaire ¹ résulte :

1° De tout jugement ² rendu par un tribunal français, con-

tant pas applicable aux actes ayant acquis date certaine avant le 1^{er} janv. 1856, dont l'effet est réglé par la législation sous l'empire de laquelle ils sont intervenus, il en résulte que, pendant longtemps encore, il y aura lieu d'appliquer la jurisprudence antérieure à cette dernière loi, art. 10 de la loi du 23 mars 1855.]

¹ [Les caisses d'épargne, quoique créées dans un but d'utilité générale, ne sont pas des établissements publics; et, par suite, elles n'ont pas d'hypothèque légale sur les immeubles de leurs comptables et notamment des caissiers attachés à leurs succursales, Cass., 8 juill. 1856, S. V., 56, 1, 878.]

² C'est-à-dire des administrateurs qui ont le maniement des deniers publics. [Quant aux fonctionnaires qui dirigent la recette ou la dépense et qu'on appelle ordonnateurs et préposés, ils ne sont pas atteints par l'art. 2121.] Merlin, *Rép.*, v° *Hypothèque*, sect. 2, § 3, art. 4, n. 4; Grenier, 1, n. 287; Troplong, n. 430. V. aussi une décision du ministre des finances du 21 mars 1809. [D'après cette décision les biens des percepteurs des contributions directes ne sont pas soumis à l'hypothèque légale au profit du Trésor, parce qu'ils n'ont pas reçu de la loi la qualification de receveurs ou d'administrateurs comptables; ils ne sont en réalité que des préposés des receveurs généraux, Colmar, 10 juin 1820; Daranton, 19, n. 322; Troplong, 2,

n. 430 bis; Dalloz, n. 1078. — V. aussi Pau, 16 juin 1832, S. V., 32, 2, 571; Cass., 3 mai 1843, S. V., 43, 1, 369.]

¹ Il ne faut pas confondre cette hypothèque qui est un moyen d'assurer l'exécution des jugements avec le *pignus pratorium vel judiciaire* du droit romain. [D'après le droit romain les sentences ou jugements ne produisaient pas hypothèque. Ils donnaient seulement une action pour se faire mettre en possession à titre de gage des biens du débiteur, *pignus pratorium*, ou selon les cas, pour se faire autoriser à les vendre, *pignus judiciaire*. V. Troplong, n. 435 bis.]

² Par conséquent aussi des sentences des juges de paix, mais non des procès-verbaux de non-conciliation dressés par eux, art. 54; Grenier, 1, n. 202; Troplong, n. 448; Cass., 19 déc. 1820. [Elle résulte également de l'acte sous forme de jugement par lequel un juge de paix, même en l'absence de tout litige, mais du consentement des parties qui prorogent sa juridiction, condamne l'une des parties envers l'autre, Troplong, *ibid.*, Grenier, 1, n. 202; Cass., 13 nov. 1843, S. V., 43, 1, 866, et 6 janv. 1846, S. V., 45, 1, 188.] Elle résulte encore des jugements des tribunaux de commerce. — *Quid* du jugement rendu par un juge incompetent? V. Persil, sur l'art. 2123; Troplong, n. 445. [Un jugement incompetentement rendu, soit à raison de la personne, soit à raison de la matière,

damnant³ l'une ou l'autre partie à une prestation⁴, ou contenant au moins le germe d'une condamnation, c'est-à-dire reconnaissant que l'une des parties doit faire un paiement à l'autre⁵. Tout jugement donne une hypothèque à la partie qui a obtenu la condamnation, qu'il soit contradictoire ou par défaut, définitif ou provisoire⁶, susceptible ou non d'être attaqué par une des voies de recours autorisées par la loi⁷. Les décisions administratives⁸,

confère hypothèque en ce sens que celui qui l'a obtenu peut prendre inscription en vertu de ce jugement tant qu'il n'a pas été réformé; et si, en définitive, n'étant pas attaqué, il vient à acquérir l'autorité de la chose jugée, il confèrera hypothèque. V. Persil, *loc. cit.*; Dalloz, n. 1140 et s. V. cependant Troplong, *loc. cit.*

³ [Sur le point de savoir quand et comment l'hypothèque peut résulter des jugements étrangers, V. *sup.*, § 50, note 6.]

⁴ *Ad dandum, vel ad faciendum, vel ad non faciendum*, Grenier, 1, n. 301; Cass., 4 juin 1828. [V. Persil, sur l'art. 2125, n. 12; et *Quest.*, 1, p. 280; Grenier, 1, n. 210; Troplong, n. 438 et s.; Tarrible, *Rép.*, *vo* Hyp., sect. 2, § 53, art. 2; Pont, n. 574 et s.]

⁵ Delvincourt, sur l'art. 2123; Troplong, n. 437 et s. V. comme exemples, Lyon, 11 août 1809; Cass., 25 avr. 1823; Bordeaux, 29 juill. 1824; Nîmes, 5 janv. 1851, S. V., 31, 2, 84; Colmar, 26 juin 1832, S. V., 32, 2, 650. Mais il faut toujours que le jugement prononce directement ou indirectement une condamnation, Bourges, 31 mars 1830; Bordeaux, 26 mars 1834, S. V., 2, 373; [Montpellier, 7 janv. 1837, S. V., 38, 2, 415 et 2 juin 1841, S. V., 42, 2, 65; Grenoble, 21 juill. 1846, S. V., 47, 2, 296; Limoges, 3 mars 1854, S. V., 54, 2, 316; et Cass., 18 avr. 1855, S. V., 55, 1, 361. V. aussi Dalloz, n. 1116 et s.]

⁶ Les uns et les autres même avant d'avoir été signifiés, Pr., art. 147 et 155; Persil, sur l'art. 2123; Grenier, 1, 196; Troplong, n. 445 *bis*; Cass., 19 déc. 1820; Cass., 29 nov. 1824; Ref., 19 juin 1835, S. V., 35, 1, 641; Rouen, 27 mai 1834, S. V., 34, 2, 579.

⁷ S'il y a recours contre le jugement, le sort de l'hypothèque dépend de la décision définitive, Maleville, Persil et Delvincourt, sur l'art. 2123. [La partie qui a obtenu une condamnation peut même prendre inscription nonobstant l'appel ou l'opposition, Bordeaux,

22 août 1854; Dall., 55, 2, 123.] — De même l'hypothèque résulte également des jugements rendus d'accord, Persil, *loc. cit.*; Merlin, *Rép.*, *vo* Hypothèque, sect. 2, § 3, art. 5; [Troplong, n. 441 *bis*; Pont, n. 577; Dalloz, n. 1132; Bruxelles, 9 janv. 1807 et 8 mai 1822. — Ces jugements qui, dans la pratique, ont reçu le nom de *jugements d'expédient*, sont de véritables jugements, puisqu'en définitive ils prononcent sur un litige.] — Sur les jugements d'adjudication, V. Grenier, 1, n. 200; [Persil, sur l'art. 2123, n. 11; Delvincourt, 1, p. 158; Troplong, n. 441 *ter*; Pont, n. 575; Dalloz, n. 1133. Tous ces auteurs sont d'accord pour reconnaître que les actes ou procès-verbaux de justice, improprement appelés jugements d'adjudication, qui ne décident aucun point litigieux, n'emportent pas hypothèque judiciaire sur les biens de l'adjudicataire, contre lequel n'est ni ne peut être prononcée aucune condamnation. Il en serait ainsi alors même que dans le cahier des charges, il serait dit que le poursuivant aurait le droit de prendre inscription sur les biens de l'adjudicataire, pour sûreté du prix et des charges, Limoges, 3 mars 1854, S. V., 54, 2, 316.]

⁸ [Tels sont les décrets rendus en Conseil d'Etat; les arrêtés des Conseils de préfecture et des ministres, rendus en matière contentieuse.] V. L. 23 oct. 1790, et 29 flor. an X; avis du Conseil d'Etat des 16 thermid. an XII; 29 oct. 1811, et 24 mars 1812; Grenier, 1, n. 9; Henrion de Pansey, *De l'autorité judiciaire*, ch. 27; Troplong, n. 447; Rouen, 22 mai 1818. [Les avis précités du Conseil d'Etat des 16 therm. an 12 et 29 oct. 1811 décident même que les contraintes décernées par des administrateurs pour des cas et pour des matières de leur compétence, emportent hypothèque de la même manière que les condamnations émanées de l'autorité administrative. Ainsi on peut prendre inscription en vertu des contraintes décernées par l'administration des contributions indirectes, Lyon, 7 août 1829; et par l'ad-

et les sentences arbitrales, revêtues d'une ordonnance d'*exequatur*⁹, emportent aussi une hypothèque judiciaire, art. 2123.

2° L'hypothèque judiciaire résulte des jugements de reconnaissance et de vérification des signatures¹⁰ apposées au bas d'une obligation¹¹. On peut, pour obtenir par ce moyen une hypothèque, assigner le débiteur, même avant l'échéance de l'obligation, à fin de reconnaissance et, au besoin, à fin de vérification de sa signature, par les voies tracées par le Code de procédure, art. 193 et s.¹², sans avoir besoin de former une demande en condamnation¹³. Toutefois, on ne peut, en vertu du jugement de reconnaissance, prendre inscription avant l'échéance de la dette, et par conséquent, s'il s'agit d'une obligation conditionnelle ou à terme, avant l'échéance du terme ou l'événement de la condition, à moins

ministration des douanes, auxquelles s'applique expressément l'avis du Conseil d'Etat du 29 oct. 1811; et même par l'administration de l'enregistrement qui se trouve implicitement comprise dans la généralité des termes des avis qui ont statué sur toutes les contraintes et non sur quelques-unes en particulier, Serrigny, *Rev. crit.*, 9, p. 554; Pont, n. 582. — *Contrà*, 28 janv. 1828. V. aussi Troplong, n. 447; Valette, *Rev. de droit franç.*, 4, p. 832.]

⁹ Pr. art. 1020; Grenier, 1, n. 205. [Aucune inscription ne peut en conséquence être prise en vertu d'une sentence arbitrale, tant qu'elle n'a pas été revêtue de l'ordonnance d'exequatur, Cass., 25 prair. an II; Duranton, 19, n. 341; Troplong, n. 449; Pont, n. 587; Dalloz, n. 1155. — Sur les sentences arbitrales rendues en pays étranger, V. *sup.*, § 30, n. 12.]

¹⁰ Rendu par le juge qui pourrait condamner *ad præstationem ex instrumento debili*, Troplong, n. 446. [Ainsi une reconnaissance d'écriture passée devant la juridiction criminelle n'emporterait pas hypothèque légale, Troplong, *ibid.* Mais il en serait autrement de la reconnaissance qui se ferait devant le juge de paix dans une matière excédant le taux de sa compétence, si les parties avaient prorogé sa juridiction, Grenier, 1, n. 202; Troplong, *ibid.*; Cass., 22 déc. 1806. V. cependant Pont, n. 589. V. aussi *sup.*, note 2.]

¹¹ Bien que l'art. 2123 ne parle que d'actes sous seing privé, il semble cependant devoir également s'appliquer aux actes notariés, Pigeau, 1, p. 66. [C'est une erreur : l'art. 2123 est de droit étroit et ne peut être étendu au

delà de ses termes. D'ailleurs, un acte notarié faisant par lui-même pleine foi de son contenu ne peut donner lieu à une reconnaissance judiciaire qui n'ajouterait rien à son autorité. Il résulte toutefois de là cette singulière anomalie qu'un acte notarié ne peut jamais conférer hypothèque, à moins de convention expresse, tandis que l'acte sous seing privé qui ne peut non plus par lui-même emporter hypothèque même conventionnelle, V. *inf.*, § 800, devient susceptible de conférer hypothèque, par cela seul qu'il est judiciairement reconnu. Cette anomalie provient de ce que dans les principes de l'art. 3 de la loi du 11 brumaire an VII, dont l'art. 2123 est la reproduction partielle, l'hypothèque résultait de plein droit des actes notariés, ce qui explique des lors comment l'hypothèque résultait du jugement de reconnaissance ou de vérification qui élevait les actes sous seing privé à la hauteur des actes authentiques. V. *inf.*, note 14. — Du reste l'hypothèque ne peut résulter du jugement de reconnaissance ou de vérification d'un acte sous seing privé qu'autant que cet acte emporte lui-même obligation. L. 5 sept. 1807. V. *inf.*, note 14.]

¹² Mais la reconnaissance d'un acte sous seing privé devant le juge de paix, dans un procès-verbal de conciliation, n'emporte pas d'hypothèque, Merlin, *Rép.*, v° *Hypothèque*, sect. 2, § 2, art. 4, n. 1. [V. cependant Nîmes, 30 mai 1807. — V. aussi *sup.*, notes 2 et 10.]

¹³ Mais le créancier peut-il joindre à la demande en vérification une demande en condamnation, lors même que la dette n'est pas encore échue ? V. Toullier, 8, n. 226. [V. la note suivante.]

de convention contraire ¹⁴, art. 2123; loi du 3 septembre 1807.

Dans tous les cas, l'hypothèque judiciaire résulte de plein droit des jugements qui la produisent ¹⁵; dans tous les cas également, l'hypothèque judiciaire s'étend à tous les biens présents et à venir du débiteur ¹⁶, même dans le cas où le jugement duquel elle résulte serait fondé sur un titre qui n'aurait donné au créancier qu'une hypothèque spéciale sur certains immeubles ¹⁷, art. 2123.

SECTION III. — DE L'HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE.

§ 799. Des personnes capables de constituer une hypothèque.

L'hypothèque peut être constituée soit par le débiteur, soit par un tiers ¹, arg. art. 2077.

¹⁴ [L'art. 2123, en disposant que l'hypothèque résultait de la reconnaissance ou vérification faite en jugement des signatures apposées à un acte obligatoire sous seing privé, donnait non-seulement le moyen d'obtenir une hypothèque pour une obligation par acte sous seing privé, mais encore semblait de plus autoriser le créancier à obtenir cette hypothèque, même pour une obligation non exigible ou non échue. C'est pour parer à cet inconvénient que l'art. 1 de la loi du 3 sept. 1807 ajoute que lorsque le jugement de reconnaissance aura été obtenu avant l'échéance ou l'exigibilité de l'obligation, l'inscription ne pourra être prise qu'à défaut de paiement après l'échéance ou l'exigibilité de l'obligation, à moins de conventions contraires. — Il est bien évident, d'ailleurs, qu'avant l'échéance ou l'exigibilité de l'obligation, on ne peut demander une condamnation contre le débiteur.]

¹⁵ C'est-à-dire sans qu'il soit nécessaire qu'ils aient été expédiés, enregistrés, ou signifiés, Grenier, 1, n. 109; Troplong, n. 443; Toulouse, 27 mai 1850, S. V., 31, 2, 50; Cass., 19 juin 1835, S. V., 35, 1, 641, ni qu'il soit fait mention de l'hypothèque dans le jugement. [Sauf le droit du conservateur des hypothèques de demander la représentation du jugement et par conséquent d'en rendre l'expédition nécessaire. V. Troplong, loc. cit.]

¹⁶ [L'inscription prise en vertu d'une hypothèque judiciaire frappe donc les biens à venir au fur et à mesure de leur acquisition, sans qu'il soit besoin de prendre une inscription nouvelle, de telle sorte que l'hypothèque remonte au jour de l'inscription, et ne s'arrête pas

au jour de l'acquisition, Metz, 27 avr. 1835; Lyon, 18 fév. 1829; Caen, 18 juin 1855, et 5 avr. 1856, S. V., 57, 2, 63; Grenier, 1, n. 103; Persil, sur l'art. 2148, § 5, n. 3; Troplong, n. 436; Duhost, *Des hypoth. jud.*; Pont, n. 598. — *Contrà*, Tarrible, *Rép.*, v^o *Inscript. hyp.*, § 5, n. 12. — Il n'en serait autrement que si l'inscription, au lieu d'être prise généralement sur les biens présents et à venir, n'était prise que sur les biens présents, Cass., 4 août 1819, et 21 nov. 1827. — Si donc les inscriptions ont été prises sur les biens présents et sur les biens à venir, le rang des créanciers se détermine par la date des inscriptions; et on ne serait pas fondé à prétendre que tous les créanciers inscrits antérieurement à une acquisition doivent venir au marc le franc, comme si l'inscription n'avait d'effet que du jour de l'acquisition, Caen, 5 avr. 1856, S. V., 57, 2, 63.]

¹⁷ Le créancier a, dans ce cas, deux hypothèques différentes, Grenier, 1, n. 185; Merlin, *Rép.*, v^o *Titre confirmatif*; Cass., 12 déc. 1824; Cass., 20 avr. 1825; Nîmes, 5 janv. 1831, S. V., 31, 2, 94; [Dalloz, n. 1151. — Rien n'empêche, d'ailleurs, les parties de renoncer au droit de prendre inscription pendant un certain délai, en vertu du jugement ou de la sentence arbitrale à intervenir, Cass., 20 juin 1854, 1, 600.]

¹ Le tiers qui fournit une hypothèque au débiteur ne peut être considéré comme sa caution. Il ne contracte aucune obligation personnelle et ne peut être poursuivi qu'hypothécairement. Il ne pourrait donc invoquer les exceptions établies en faveur de la caution,

Le propriétaire ou l'usufruitier ² d'un immeuble peuvent seuls constituer une hypothèque sur cet immeuble ³, arg. art. 1599 et 2119. La constitution d'une hypothèque sur l'immeuble d'autrui est nulle ⁴, même dans le cas où celui qui a constitué cette hypothèque viendrait à acquérir dans la suite la propriété de l'immeuble; même encore dans le cas où le propriétaire de l'immeuble deviendrait l'héritier de celui qui a constitué l'hypothèque ⁵. Toutefois rien n'empêche d'hypothéquer un immeuble déterminé pour le cas où l'on en deviendra propriétaire ⁶; on peut même, si

art. 2021 et 2037; Favard, v° *Cautionnement*, sect. 1, § 1^{er}; Cass., 25 nov. 1812. [et 10 août 1814; Duranton, 18, n. 382; Troplong, *Cautionnement*, n. 561.]

² Pour abrégér, il ne sera question dans la suite que de l'hypothèque constituée par le propriétaire. Ce qui sera dit pour l'hypothèque constituée par le propriétaire s'applique également à celle qui est constituée par l'usufruitier.

³ [C'est-à-dire que l'usufruitier peut hypothéquer l'usufruit, comme le propriétaire peut hypothéquer l'immeuble lui-même.] Si l'usufruitier d'un immeuble a constitué une hypothèque sur l'immeuble lui-même, comme s'il en était propriétaire, l'hypothèque est valable, mais seulement en ce qui touche l'usufruit, Bourges, 1^{er} fév. 1831, S. V., 31, 2, 255. V. *sup.*, § 788, note 5.

⁴ [On peut constituer une hypothèque sur la chose d'autrui en se portant fort pour le propriétaire, en ce sens que la ratification qui intervient ultérieurement de la part du propriétaire a pour effet de valider l'hypothèque; mais cette ratification n'a pas d'effet rétroactif opposable aux tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble, dans l'intervalle écoulé entre la constitution d'hypothèque et la ratification. V. Orléans, 13 nov. 1832, *J. Pal.*, 53, t. 1, 353; Cass., 2 et 3 août 1859, S. V., 59, 1, 801; et Pont, n. 626.]

⁵ Grenier, 1, n. 51; Bordeaux, 24 janv. 1833, S. V., 33, 2, 569; [Dijon, 25 janv. 1855, S. V., 55, 2, 403; Persil, sur l'art. 2124; Duranton, 19, n. 367; Pont, n. 627 et s. Toutefois, il a été jugé en sens contraire, que l'hypothèque ainsi constituée est valable, soit vis-à-vis du débiteur qui l'a constituée et qui devient plus tard propriétaire de l'immeuble, soit même vis-à-vis des tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble, Bordeaux, 3 déc. 1832, S. V., 33, 2, 305; Nancy, 30 mai 1843, S. V., 43, 2, 547;

Troplong, n. 520. Mais nous croyons que cette hypothèque, étant radicalement nulle dès l'origine, ne peut être ratifiée par aucun événement ultérieur.]

⁶ L'art. 2125 dit expressément que l'on peut hypothéquer un immeuble dont on n'a la propriété que *sub conditione suspensiva*. Pourquoi n'en serait-il pas de même, relativement à tout immeuble déterminé, pour le cas où on en fera l'acquisition à un titre quelconque? Troplong, n. 528; Riom, 25 mai 1816. V. cependant Riom, 25 nov. 1830. Dans ce système celui qui a vendu un immeuble à réméré pourrait hypothéquer cet immeuble, Douai, 22 juill. 1820; Bordeaux, 5 janv. 1833, S. V., 33, 2, 188. Ce dernier arrêt contient une décision dans le sens de l'opinion contraire. Il paraît aussi, *per argumentum à maiore ad minus*, que l'art. 2130 pourrait être étendu au cas où celui qui constitue l'hypothèque n'a encore aucun droit sur l'immeuble hypothéqué. V., sur ces questions controversées, Merlin, *Rép.*, v° *Hypothèque*, sect. 2., § 3, art. 6, n. 6, et *Quest.*, v° *Hypothèque*; Favard, v° *Hypothèque*, sect. 2, § 3, n. 10; Pothier, 1, n. 124; Persil, sur les art. 2129 et 2130; Grenier, 1, n. 63 et s.; Delvincourt, 3, p. 507; Troplong, n. 468 et s., 515 et s.; le même, *De la vente*, n. 740; Aix, 16 août 1811. L'art. 2129, § 2, n'a eu d'autre but que d'empêcher le rétablissement des hypothèques conventionnelles générales. [La règle générale, c'est que les biens à venir ne peuvent être hypothéqués conventionnellement, art. 2129. Il n'y a à cette règle qu'une seule exception qui a lieu quand les biens présents du débiteur sont insuffisants, art. 2130. Dans ce cas, celui qui peut contracter une obligation hypothécaire principale peut subsidiairement hypothéquer ses biens à venir. V. la note suiv. En dehors de ce cas on retombe sous la prohibition générale de l'art. 2129. — Il

les immeubles actuellement possédés et hypothéqués ne suffisent pas, hypothéquer aussi les immeubles que l'on acquerra dans la suite, au fur et à mesure de leur acquisition⁷. Toutefois, il faut, dans ce dernier cas, mentionner dans l'acte que l'on hypothèque les biens à venir à raison de l'insuffisance des biens présents⁸, art. 2125, 2129 et 2130.

Le copropriétaire d'un immeuble indivis peut également hypothéquer cet immeuble ; mais, dans ce cas, l'hypothèque ainsi constituée ne produit son effet que si plus tard l'immeuble vient à échoir au constituant⁹.

suit de là que celui qui n'a aucun immeuble ne peut valablement consentir une hypothèque sur ses biens à venir, Riom, 25 nov. 1830, S. V., 35, 2, 528; Lyon, 12 déc. 1837, S. V., 38, 2, 451; Caen, 4 avr. 1842, S. V., 42, 2, 399; Persil, sur l'art., Delvincourt, 3, p. 538; Duranton, 19, n. 375; Pont, n. 688. — *Contrà*, Besançon, 29 nov. 1811; Grenier, 1, n. 63; Rolland de Villargues, *Rép.*, v° *Hypothèque*, n. 274; Troplong, n. 538 bis. V. aussi Riom, 25 mai 1816. — Par la même raison, celui qui n'a aucun immeuble ne peut même hypothéquer spécialement tel immeuble déterminé, pour le cas où il en deviendrait propriétaire; ce serait encore là hypothéquer un immeuble à venir, Pont, *ibid.* — *Contrà*, Troplong, n. 538.]

⁷ [C'est l'insuffisance des biens présents qui, seule, peut autoriser l'hypothèque des biens à venir. De là il suit, non-seulement que l'insuffisance doit être déclarée dans l'acte de constitution hypothécaire, mais encore que l'insuffisance doit être réelle : si les biens présents sont suffisants, les tiers intéressés et le débiteur lui-même sont recevables à faire annuler une constitution d'hypothèque faite en dehors des conditions sans lesquelles elle ne peut valoir, Troplong, n. 539; Pont, n. 684.] Cette hypothèque subsidiaire frappe les biens à mesure des acquisitions. C'est ce qui la distingue d'une hypothèque générale, [par exemple, d'une hypothèque judiciaire qui frappe les biens à venir du jour même du jugement duquel elle résulte, et non du jour de leur acquisition. V. *sup.*, § 796, note 16.] L'inscription doit donc être prise dans la suite sur chaque fonds, à mesure qu'il entre dans les mains du débiteur. [En d'autres termes l'hypothèque conventionnelle sur les biens présents et à venir ne frappe les biens ultérieurement arrivés au débiteur, qu'au moment de

l'inscription prise sur chacun de ces biens.] Grenier, 1, n. 62 et 103; Troplong, n. 540, [Persil, sur l'art. 2130, n. 5; Duranton, 19, n. 379; Pont, n. 685; Dalloz, n. 1305;] Paris, 23 fév. 1835, S. V., 35, 2, 209, [et 20 juill. 1836, *ibid.*, Poitiers, 23 fév. 1844, S. V., 45, 2, 212; Cass., 27 avr. 1846, S. V., 46, 1, 573; Paris, 20 juin 1846, S. V., 46, 2, 335; Grenoble, 17 fév. 1847, S. V., 48, 2, 55; — *Contrà*, Favard, *Rép.*, v° *Hypothèque*, sect. 2, § 3, n. 10; Rolland de Villargues, n. 212; Angers, 14 juill. 1842, S. V., 2, 469.]

⁸ [V. la note qui précède.]

⁹ [C'est-à-dire qu'elle s'évanouit si plus tard, par l'effet du partage, l'immeuble échoit à un autre des copartageants, mais qu'elle subsiste, si l'immeuble vient à échoir à celui qui a constitué l'hypothèque. C'est là une application de l'effet rétroactif du partage.] V. *sup.*, § 279. Mais si l'immeuble indivis est licité et adjugé à un étranger, le créancier, auquel l'immeuble avait été hypothéqué par un des communistes, conserve son droit hypothécaire sur la portion du prix de vente, qui, par l'effet du partage, vient à échoir à son débiteur, Aix, 23 janv. 1835, S. V., 35, 2, 267.

— [Dans tous les cas, l'hypothèque consentie par un cohéritier ou copropriétaire, sur un immeuble indivis, et qui s'est évanouie par suite de la licitation au profit d'un copropriétaire, ne revêt pas par la circonstance que celui qui avait constitué l'hypothèque est devenu plus tard acquéreur du même immeuble, Bordeaux, 16 fév. 1858, S. V., 58, 2, 502. — Il est à remarquer enfin que si, en principe, l'hypothèque affecte en entier l'immeuble échu au communiste qui l'avait hypothéqué pendant l'indivision, Paris, 26 janv. 1824, il en est autrement quand le communiste a spécialement hypothéqué sa part dans l'immeuble commun, Cass., 6 déc. 1826.]

L'hypothèque est soumise aux mêmes chances de révocation que le droit de propriété de celui qui la constitue ¹⁰, art. 2125. V. § 278.

Pour pouvoir hypothéquer un immeuble, il faut avoir la capacité juridique de l'aliéner ¹¹, art. 2124. Cependant les biens de ceux qui n'ont pas la capacité d'aliéner peuvent être atteints par l'hypothèque judiciaire et par l'hypothèque légale ¹², art. 2126.

Les biens de ceux qui n'ont point la capacité juridique requise, par exemple ceux des absents ¹³, des mineurs ¹⁴ ou des interdits ¹⁵,

¹⁰ [C'est là une application de la maxime : *Resolutio jura dantis resolvitur et jus accipientis*. C'est ce qui a lieu, par exemple, lorsqu'une vente est résolue pour cause de non-paiement du prix, Rouen, 7 déc. 1809.] — Il en est ainsi lors même que le créancier n'aurait pas été informé de la révocabilité du droit de son débiteur, Paris, 7 avr. 1824. [Mais il faut, dans tous les cas, que la résolution procède d'une cause inhérente au titre d'acquisition du débiteur et non d'une cause postérieure, arg. art. 958, parce qu'il ne peut dépendre du débiteur de modifier après coup l'état de la propriété et les droits fondés sur l'état existant au moment du contrat. C'est en ce sens qu'il a été jugé que la résolution de la vente d'un immeuble pour défaut de paiement du prix n'entraîne pas la nullité des hypothèques consenties sur cet immeuble par l'acquéreur, lorsque l'acte de vente exprime que le prix a été payé, et lorsque la preuve du défaut de paiement ne résulte que des déclarations et de l'aveu de l'acquéreur qui ne peuvent pas plus être opposés aux créanciers hypothécaires qu'une contre-lettre souscrite depuis la vente. V. Douai, 10 mars 1849, S. V., 49, 2, 374. — Par la même raison, la résolution du contrat d'acquisition, pour avoir l'effet de résoudre les hypothèques, doit procéder d'une cause nécessaire et non d'une cause volontaire, *ex causâ necessariâ*. Toutefois, la cause ne cesse pas d'être nécessaire, parce que la résolution, au lieu d'être imposée par jugement, serait consentie par l'acquéreur, si, d'ailleurs, son consentement n'avait d'autre motif que celui d'éviter une condamnation inévitable. Ainsi, par exemple, la résolution amiable consentie sans fraude par un acquéreur pour défaut de paiement du prix opère, aussi bien que la résolution prononcée en justice, l'extinction des charges et hypothèques créées par l'acquéreur, *Quest.*, *vo Résolution*, § 1^{er};

Troplong, *Vente*, n. 651, et *Hypoth.*, n. 466; Pont, n. 646; Cass., 30 août 1827; 10 mars 1836, S. V., 36, 1, 167; Bourges, 12 fév. 1853, S. V., 53, 2, 441. — *Contrâ*, Toullier, 7, n. 551; Rolland de Villargues, *Rep.*, *vo Résiliation*, n. 6 et s.; Duranton, 16, n. 387. — Il suit de ce qui précède, et c'est d'ailleurs la disposition expresse de l'art. 2125, que ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspensif par une condition, ou résoluble en certains cas, ou sujet à rescision, peuvent consentir une hypothèque sur cet immeuble. Seulement cette hypothèque est soumise aux mêmes conditions et à la même rescision. — Sur la validité des hypothèques consenties par l'héritier apparent, V. *sup.*, § 278, note 18.]

¹¹ [Il ne suffirait pas d'avoir la capacité de s'obliger.]

¹² Bien que l'art. 2126 ne le dise expressément que pour l'hypothèque judiciaire, cependant sa disposition doit être étendue à l'hypothèque légale, Troplong, n. 482. [Il est évident que l'hypothèque judiciaire et l'hypothèque légale, résultant du fait de la loi et non du fait du débiteur dont le consentement n'est pas nécessaire, la capacité de ce dernier ne saurait être une condition de leur existence. Elles existent par cela seul qu'un jugement a pu légalement intervenir contre le mineur, et que le mineur a pu légalement se trouver dans la position qui la produit.]

¹³ V. art. 128; Favard, *vo Hypothèque*, sect. 3, § 2, n. 5. L'art. 128 interdisant à ceux qui jouissent des biens d'un absent, en vertu d'un envoi en possession provisoire, de les hypothéquer, on peut admettre tout au plus que ces biens peuvent être hypothéqués avec l'autorisation de la justice. [V. *sup.*, § 100, note 9.]

¹⁴ [V. *sup.*, § 221, note 14.]

¹⁵ [V. *sup.*, § 235, note 1. — Sur l'hypothèque des biens de la femme mariée, V. *sup.*, § 134, notes 20 et 27.]

ne peuvent être hypothéqués que pour les causes et dans les formes établies par la loi, ou en vertu de jugements, art. 2126 ¹⁶. Cependant l'hypothèque consentie sans l'observation de ces formalités est susceptible d'être validée dans la suite par un acte confirmatif, dont les conditions et les effets sont soumis aux principes généraux qui régissent les actes confirmatifs ¹⁷.

Le préjudice qui résulte de l'existence d'une hypothèque pour les autres créanciers du débiteur ne les autorise pas à en attaquer la constitution. Cependant, les hypothèques consenties par un commerçant, après sa déclaration de faillite, ou dans les dix jours qui précèdent sa faillite, ne sont pas valables ¹⁸, art. 2146, Comm., art. 443. Le débiteur qui a fait cession de ses biens à ses créanciers perd également le droit de constituer une hypothèque sur les immeubles compris dans cette cession ¹⁹, arg. art. 1167.

¹⁶ Cet art. 2126 a été expliqué d'une manière très-détaillée dans le *Répert.* de Merlin, v^o *Hypoth.*, sect. 2, § 3, art. 6, n. 2. V. aussi Persil, sur l'art. 2126, et Grenier, 1, n. 31 et s.; [Troplong, n. 460 et s., et Pont, n. 608 et s.]

¹⁷ Si donc, par exemple, un mineur, après avoir constitué une hypothèque sans l'assistance de son tuteur, ou une femme mariée sans l'autorisation de son mari, ratifient cette hypothèque, l'un à sa majorité, l'autre après la dissolution du mariage, la ratification est valable, mais elle ne peut néanmoins préjudicier aux droits des tiers, tels que les créanciers, qui auraient acquis dans l'intervalle une hypothèque valable sur l'immeuble, art. 1338, Grenier, 1, n. 42 et s. Cependant, selon d'autres auteurs, V. Toullier, 8, n. 564; Merlin, *Quest.*, v^o *Hypoth.*, et Troplong, n. 500 et s., la ratification de l'hypothèque, dans les cas ci-dessus, a effet même contre les tiers, arg. art. 1304. V. en ce sens, Paris, 15 déc. 1830. [Mais nous croyons que cette dernière opinion ne peut être suivie. La ratification a bien un effet rétroactif, mais sauf le droit des tiers, art. 1358. *Actus medius interveniens impedit ratificationem retrahit.* Il ne pourrait en être autrement en matière d'hypothèque constituée par un mineur ou par une femme mariée, sous prétexte que le créancier intermédiaire savait que l'hypothèque antérieure pouvait être ratifiée; car il savait aussi que son droit s'interposait entre la ratification et l'acte ratifié, et que l'art. 1338 ne fait aucune distinction. Nancy, 1^{er} mai 1812; Paris, 23 juill. 1838, S. V., 39, 3, 5; Deville-

neuve, *ibid.*, sur cet arrêt. — *Contrà*, Pont, n. 616. — Toutefois, l'hypothèque consentie par la femme mariée ou le mineur, n'étant pas nulle de plein droit, a effet si l'action en nullité dont cette hypothèque est susceptible vient à se prescrire, art. 1304; et dans ce cas la prescription étant opposable aux tiers comme au débiteur lui-même, l'hypothèque protégée par cette prescription leur est également opposable, Persil, sur l'art. 2124, n. 12; Duranton, 19, n. 545; Troplong, n. 502; Pont, n. 116. — *Contrà*, Grenier, 1, n. 47.]

¹⁸ [Mais il en est autrement du non-commerçant qui est en état de déconfiture, c'est-à-dire qui se trouve hors d'état de payer ses dettes, parce que son passif excède son actif, Cass., 11 fév. 1813; Paris, 29 juin et 18 août 1812; et 9 juin 1814.]

¹⁹ Persil, sur l'art. 2146, n. 10; Grenier, 1, n. 124. — Selon quelques auteurs, un immeuble saisi ne peut plus être grevé d'hypothèques. V. Tarrible, *Rép.*, v^o *Saisie immobilière*, § 8, art. 1, n. 14. *Contrà*, V. Grenier, 1, n. 111. [La raison de douter vient de ce que, aux termes de l'art. 686, Pr., les immeubles saisis ne peuvent plus être aliénés, et de ce que, aux termes de l'art. 2124, celui qui ne peut aliéner ses biens ne peut les hypothéquer. Mais la disposition de l'art. 2124 doit s'entendre d'une incapacité personnelle d'aliéner et non d'une manière d'être des biens qui les rend momentanément inaliénables d'aliénation. On comprend d'ailleurs comment le Code de procédure, qui défend au débiteur saisi de soustraire ses

§ 800. *Des actes par lesquels l'hypothèque peut être constituée.*

L'hypothèque conventionnelle ne peut être constituée que par un acte authentique, reçu par deux notaires, ou par un notaire en présence de deux témoins¹, avec les formalités ordinaires²; elle ne peut être constituée par acte sous seing privé, à moins que cet acte n'ait été reconnu par le débiteur, le créancier présent ou absent, devant un notaire, ou par lui déposé chez un notaire³.

biens à ses créanciers en les aliénant, c'est-à-dire en en disposant par voie de vente ou de donation, ne lui a pas en même temps défendu de les hypothéquer, c'est-à-dire de les affecter plus particulièrement à certains créanciers, Chauveau et Carré, sur l'art. 686, Pr.]—La promesse de ne pas aliéner ne rend pas nulles les hypothèques constituées contrairement à cette promesse; elle donne lieu seulement à des dommages-intérêts, Paris, 11 nov. 1812.

¹ Ainsi l'hypothèque ne peut résulter d'un acte reçu par une autorité administrative, Grenier, 1, n. 9; Troplong, n. 505. V. cependant sur les baux des biens des établissements publics, le décret du 12 août 1807. [Malgré quelques divergences dans la jurisprudence, nous croyons qu'en présence de la disposition formelle et prohibitive de l'art. 2127, l'hypothèque ne peut résulter que des actes notariés, et par conséquent qu'elle ne peut être conférée par des actes administratifs, tels que des baux ou marchés. Le Code, et même le décret précité du 12 août 1807, ont modifié sur ce point la législation antérieure résultant notamment des lois des 23 oct. 1790 et 4 mars 1793. V. Grenier, n. 9; Favard, *v° Hypoth.*, sect. 2, § 3, n. 8, et *v° Louage*, sect. 1, § 4; Duranton, 19, n. 360; Troplong, n. 503; Pont, n. 663; Dalloz, n. 1273 et s. V. cependant Paris, 20 mai 1850, et Cass., 12 janv. 1835, S. V., 35, 2, 11.]

² Grenier, 1, n. 9. [C'est-à-dire dans la forme ordinaire des actes notariés, telle qu'elle est déterminée par les lois du 25 vent. an II et du 21 juin 1843, Dalloz, n. 1254. — Mais il n'est pas absolument nécessaire qu'il reste minute de l'acte, et rien ne s'oppose à ce qu'il soit passé en brevet, Pont, n. 665; Dalloz, n. 1255. *Contrà*, Duranton, 19, n. 357.] — Sur le point de savoir s'il est nécessaire que

l'acte notarié soit enregistré, V. Grenier, n. 17; Merlin, *Rép.*, *v° Hypoth.*, sect. 2, § 3, art. 6; Troplong, n. 507, et Toulouse, 12 déc. 1835, S. V., 36, 2, 432. [Cet arrêt juge avec raison, conformément à l'opinion de Troplong, mais contrairement à celle de Grenier et de Merlin, *loc. cit.*, que l'hypothèque conventionnelle est valable et prend date du jour de l'acte notarié qui la confère, quoique cet acte n'ait point été enregistré. En effet, sous la loi du 22 frim. an VII, l'enregistrement n'est ni une condition de la validité des actes notariés, ni une condition de la certitude de leur date. V. en ce sens Favard, *v° Acte notarié*, n. 5; Pont, n. 664.]

³ Discus. sur l'art. 2127: Grenier, 1, n. 67 et s.; Merlin, *Rép.*, *v° Hypoth.*, sect. 2, § 3, art. 6; Troplong, n. 506; [Persil, sur l'art. 2127, n. 4, et *Quest.* 1, p. 208; Duranton, 19, n. 531; Pont, n. 661; Dalloz, n. 1245 et s.] Cass., 11 juill. 1815, et 15 fév. 1852, S. V., 32, 1, 792. V. cependant Delvincourt, sur l'art. 2127; Metz, 24 mars 1819. [Ces auteurs et ces arrêts décident avec raison que la reconnaissance faite devant notaire d'une dette hypothécaire résultant d'un acte sous seing privé, de même que le dépôt de cet acte sous seing privé en l'étude d'un notaire, constituent un acte notarié duquel peut, par conséquent, dériver une hypothèque conventionnelle. Seulement, comme dans ce cas c'est l'acte authentique qui donne la vie à l'hypothèque et non l'acte sous seing privé antérieur, l'hypothèque n'a de date qu'à partir de l'acte authentique. L'acte authentique de reconnaissance ou de dépôt ne peut d'ailleurs valider l'hypothèque qu'autant que les deux parties, ou tout au moins le débiteur, y figurent: il ne suffirait pas d'un dépôt fait par le créancier seul, parce qu'il ne peut, par son fait, obliger le débiteur.]

L'hypothèque constituée au profit d'un tiers, dans un contrat auquel celui-ci n'a pas été présent, doit également être acceptée par un acte notarié ⁴, art. 2127.

Une hypothèque conventionnelle ne peut être constituée par un acte passé en pays étranger ⁵, art. 2128. V. *sup.*, § 30, note 14.

§ 801. Des énonciations de l'acte constitutif de l'hypothèque.

L'acte constitutif de l'hypothèque peut comprendre à la fois la

⁴ Cass., 21 fév. 1810. [Il a depuis été jugé avec plus de raison que la reconnaissance pure et simple d'une dette avec affectation hypothécaire constitue un engagement unilatéral qui peut être valablement contracté par le débiteur seul, en l'absence de son créancier, sauf l'acceptation ultérieure de ce dernier, sans toutefois qu'il soit nécessaire que cette acceptation soit faite par acte notarié, Cass., 5 août 1839, S. V., 39, 1, 753; Pont, n. 659. — Il est à remarquer d'ailleurs que la règle, qui veut que les hypothèques conventionnelles ne puissent être consenties que par des actes authentiques, n'empêche pas que la promesse de consentir une hypothèque faite par acte sous seing privé, par exemple par lettre missive, ne soit valable, et qu'elle ne donne une action tendant à obliger celui qui a fait cette promesse à la réaliser, Pau, 16 juill. 1852, S. V., 52, 2, 417. Mais l'acte sous seing privé demeurerait sans effet, et ne donnerait aucune action s'il avait le caractère d'une constitution directe d'hypothèque, et non d'une simple promesse de consentir une hypothèque, Cass., 27 août 1844, S. V., 44, 1, 740.] — En droit strict, il faut que le mandat *de constituendâ vel acceptandâ hypothecâ* soit aussi conféré par un acte authentique, Grenier, 1, n. 68; Merlin, *loc. cit.* V. cependant art. 935; Troplong, n. 510; Cass., 27 mai 1819 et 5 juill. 1827. [Il faut distinguer entre l'acceptation et la constitution d'une hypothèque. Quant à l'acceptation d'une hypothèque déjà régulièrement constituée, comme elle peut être faite, ainsi qu'on vient de le voir, par acte sous seing privé, le mandat d'accepter peut par la même raison être donné par acte sous seing privé. Quant à la constitution d'hypothèque, la question de savoir si le mandat de la consentir peut être donné par acte sous seing privé, ou si, comme la constitution elle-même, il doit être donné par acte authentique, est fort controversée. La

Cour de cassation a d'abord jugé que le mandat peut être donné par acte sous seing privé. V. Cass., 27 mai 1819, et 5 juill. 1827. *Add.* Caen, 22 juin 1824. Mais plus tard, elle a jugé que ce mandat devait être donné par acte authentique. V. Cass., 7 fév. 1854, S. V., 54, 1, 322, et 12 mars 1855, S. V., 56, 1, 254. *Add.* Riom, 15 juill. 1851, S. V., 51, 2, 608, et Toulouse, 9 juill. 1859; Dall. P., 1859, 2, 201. Les auteurs sont aussi divisés. Les uns se contentent d'un acte sous seing privé. V. Rolland et Villargues, *Acte notarié*, n. 26; Persil, sur l'art. 2127, n. 6; Troplong, n. 510; Duranton, 19, n. 357 *bis*; Dalloz, n. 1263. Les autres, au contraire, exigent un mandat en forme authentique. V. Merlin, *Hypoth.*, sect. 2, § 3, art. 10; Grenier, n. 68; Pont, n. 657. Mais nous croyons que cette exigence n'est pas fondée, et qu'un mandat par acte sous seing privé est suffisant. Nulle part la loi n'exige pour la constitution d'hypothèques, comme pour d'autres actes (V. art. 953, la loi du 21 juin 1843, art. 2, et la loi du 9 mars 1855, art. 9), un acte authentique. L'art. 2127 n'exige l'acte authentique que pour la constitution d'hypothèque; or, la constitution d'hypothèque, pas plus que le consentement qui l'établit, ne se trouve dans le mandat donné pour la consentir; ils se trouvent dans l'acte passé en exécution du mandat, acte dans lequel ce n'est pas le mandant qui consent et constitue, mais dans lequel le mandataire consent et constitue au nom du mandant. Ainsi tombe le seul argument de texte, et en pareille matière les textes sont tout, dont puisse se prévaloir l'opinion par trop formaliste qui fait de l'authenticité une des conditions de la validité du mandat donné pour consentir une hypothèque.]

⁵ Le créancier n'a alors d'autre ressource que celle d'intenter une action en France à l'effet d'obtenir un jugement emportant hypothèque judiciaire, Troplong, n. 512 et s.

reconnaissance de la dette et la constitution de l'hypothèque, ou avoir seulement pour objet la constitution de l'hypothèque ¹, art. 2129.

Il doit indiquer exactement, c'est-à-dire de manière à pouvoir servir de base à l'inscription, les parties contractantes, les immeubles soumis à l'hypothèque et la créance pour sûreté de laquelle l'hypothèque est constituée. Les dispositions de la loi relatives aux mentions qui doivent se trouver dans l'inscription, V. art. 2148, sont donc, en général, applicables à l'acte constitutif de l'hypothèque. V. cependant l'art. 2132. L'inscription ne peut d'ailleurs suppléer aux omissions ou aux irrégularités de l'acte constitutif de l'hypothèque ².

On peut hypothéquer, dans un même acte, plusieurs immeubles à la fois, et même tous les immeubles que l'on possède actuellement ; mais il faut, soit que l'acte ne fournisse hypothèque que sur un seul immeuble, soit qu'il fournisse hypothèque sur plusieurs en même temps, qu'il désigne individuellement l'immeuble ou chacun des immeubles hypothéqués ; c'est-à-dire qu'il indique leur nature, par exemple si ce sont des bâtiments, des champs ou des prés, et la commune dans laquelle ils sont situés, art. 2129. L'hypothèque n'est donc pas valable si on se borne à dire que l'on hypothèque tous les immeubles que l'on possède généralement, ou tous les immeubles que l'on possède dans telle commune ³. Mais

¹ Il n'est pas nécessaire que l'acte qui constate la créance soit le même que celui qui constitue l'hypothèque. Il suit de là que la créance peut être constatée par un acte sous seing privé. [Il résulte clairement de l'art. 2129 que l'hypothèque conventionnelle peut indifféremment être établie, soit par le titre constitutif de la créance, soit par un acte postérieur. Or, dans ce cas, l'authenticité n'étant requise par l'art. 2127 que pour l'acte constitutif de l'hypothèque, il en résulte que rien ne s'oppose à ce que l'acte antérieur qui constate la créance soit sous seing privé. Persil, sur l'art. 2127. V. le § qui précède.]

² [Il y a plus : la spécialité de l'hypothèque devant résulter du contrat qui la constitue, et non de l'inscription, il en résulte que les indications qui se trouvent dans l'inscription ne peuvent suppléer à celles qui font défaut dans le contrat constitutif de l'hypothèque.] Merlin, *Rep.*, v° *Inscription hypothécaire*, § 8, n. 12 ; Cass., 20 fév. 1810 ; [Cass., 26 fév. 1852, S. V., 52, 1, 513.] — Sur la forme de l'inscription, V. *inf.*, § 804 et s.

³ V. Cass., 20 fév. 1810 ; Aix, 30 août 1809 ; Cass., 16 août 1815 ; Bordeaux, 17 août 1814. Des arrêts plus récents ont cependant maintenu des constitutions d'hypothèque qui ne contenaient que cette désignation générale. V. Cass., 6 mars 1820 ; Riom, 15 avr. 1826 ; Montpellier, 16 août 1827 ; Pau, 23 août 1834, S. V., 33, 2, 120. Mais ces derniers arrêts ne paraissent conciliables ni avec les termes de l'art. 2129, ni avec l'esprit du système hypothécaire. V. Merlin, *Rep.*, v° *Inscription hypothécaire*, § 8, n. 12. [C'est cette dernière opinion qui a été consacrée par la jurisprudence la plus récente de la Cour de cassation. V. Cass., 26 avr. 1852, S. V., 52, 1, 513. Cet arrêt juge qu'il n'y a pas désignation suffisante des biens hypothéqués dans l'acte portant constitution d'hypothèque sur tous les biens que le débiteur possède dans des communes désignées. Le système fondamental de la spécialité de l'hypothèque exige en effet que l'acte qui la constitue désigne sans équivoque l'immeuble ou les immeubles qui en sont atteints, de manière que, à la faveur d'une désignation gé-

les tiers seuls peuvent attaquer la constitution d'hypothèque pour défaut ou insuffisance de désignation des immeubles hypothéqués : le débiteur ne pourrait être reçu à se prévaloir d'une nullité qui provient d'une faute qui lui est imputable ⁴.

On ne peut pas hypothéquer tous ses biens immobiliers présents et à venir, art. 2129 alin. 2. Une pareille constitution d'hypothèque n'est valable que relativement aux biens présents, pourvu d'ailleurs que ces biens aient été individuellement désignés dans l'acte ⁵.

Mais on peut, si les immeubles présents sont insuffisants pour la sûreté de la créance, hypothéquer également et d'avance les immeubles que l'on acquerra dans la suite, de telle manière qu'à chaque acquisition que fera le débiteur, le créancier soit autorisé à prendre une inscription particulière sur l'immeuble nouvellement acquis ⁶, art. 2130.

Si les immeubles hypothéqués ont péri ou ont perdu de leur valeur au point de ne plus suffire pour la sûreté de la créance ⁷, le créancier peut exiger ou son remboursement immédiat, ou un complément d'hypothèque ⁸, art. 2131.

nérale, on ne puisse étendre l'hypothèque à d'autres immeubles que ceux que la convention avait pour objet, Duranton, 19, n. 371; Pont, n. 673 et s.; Dalloz, n. 1289 et s. V. cependant Nancy, 30 mai 1843, S. V., 43, 2, 547, et Troplong, n. 536 bis.] Du reste, lorsqu'un immeuble porte un nom déterminé, on doit considérer comme suffisante la désignation qui en est faite sous ce nom, avec l'indication de la commune dans laquelle il est situé, Merlin, *Quest.*, v° *Inscription hypothécaire*, § 12; Grenier, 1, n. 71; Cass., 15 juin 1815. — De même, la situation de l'immeuble peut suffisamment ressortir de l'acte, quand même la commune dans laquelle est situé le fonds ne serait point indiquée, Cass., 25 nov. 1813, et 6 fév. 1821; Cass., 14 juin 1831, S. V., 31, 1, 357.

⁴ Grenier, 1, n. 186; Pau, 23 août 1854, S. V., 34, 2, 120.

⁵ Persil, sur l'art. 2129. [V. *sup.*, § 799, note 6.]

⁶ Cette inscription détermine la date de l'hypothèque relativement à l'immeuble nouvellement acquis, Persil, sur l'art. 2130; Grenier, 1, n. 62. [V. *sup.*, § 799, note 6.]

⁷ Si la perte ou la diminution de va-

leur sont arrivées par la faute du débiteur, la créance devient exigible : le cas est alors régi par l'art. 1188 et non par l'art. 2131, Delvincourt, sur l'art. 2131; Duranton, 11, n. 121; Troplong, n. 542 et s.; [Pont, n. 692. — Mais si les sûretés avaient été insuffisantes dès le moment du contrat, le créancier ne serait pas fondé à demander plus tard un complément d'hypothèque. V. cependant Riom, 24 août 1810. Il en serait de même si, à raison de la nature ou de la condition de l'immeuble, la diminution qu'il a subie depuis le contrat devait être prévue et acceptée d'avance par le créancier, Caen, 15 fév. 1837, S. V., 37, 2, 154.]

⁸ *Electio est penes debitorem*, Persil, sur l'art. 2131; Grenier, 1, n. 64. [Pont, n. 695. C'est-à-dire que le débiteur a le choix entre le remboursement immédiat et le complément de l'hypothèque : lorsqu'il offre l'un, le créancier, ne pourrait pas demander l'autre.] Si, sur la poursuite du créancier, le débiteur est condamné à payer ou à compléter l'hypothèque, le jugement emporte hypothèque judiciaire sur tous les biens du débiteur, Cass., 4 avr. 1808; Merlin, *Rép.*, v° *Hypothèque*, sect. 2, § 3, art. 6. n. 8.

§ 802. *Des obligations pour sûreté desquelles l'hypothèque peut être constituée.*

L'hypothèque peut être constituée, soit pour une créance déjà certaine et déterminée, soit pour une créance actuellement incertaine et indéterminée¹.

Dans le premier cas, c'est-à-dire si la créance est certaine et déterminée, l'acte constitutif de l'hypothèque doit indiquer le montant de la créance²; dans le second cas et lorsque, par exemple, il est encore incertain, si celui qui constitue l'hypothèque se trouvera débiteur de celui au profit de qui elle est constituée³,

¹ [V. les notes qui suivent.]

² [C'est là une conséquence du principe de la spécialité de l'hypothèque. L'hypothèque conventionnelle doit être spéciale, non-seulement quant aux immeubles qu'elle atteint, mais encore quant à la créance qu'elle protège. Si donc la créance pour laquelle l'hypothèque est consentie est certaine et déterminée, le contrat constitutif de l'hypothèque doit en faire connaître la somme. Il doit également faire connaître cette somme, si la créance déterminée quant au chiffre est incertaine à raison d'une condition à l'événement de laquelle son existence est subordonnée. Mais cette obligation cesse pour faire place à un autre, si la créance est à la fois incertaine et indéterminée. V. la note suivante.]

³ C'est ce qui a lieu par exemple lorsque l'hypothèque est fournie pour sûreté d'un crédit ouvert à celui qui la constitue. Mais dans ce cas l'hypothèque prend-elle date du jour de l'inscription, ou seulement du jour de la réalisation du crédit ? Merlin, *Quest.*, v° *Hypothèque*; Toullier, 5, n. 546; Grenier, 1, n. 26; Cass., 10 août 1831; Douai, 17 déc. 1833; Liège, 28 juin 1823. La question est controversée. Cependant l'opinion qui donne date à l'hypothèque du jour de l'inscription paraît préférable. — [L'art. 2182 permet de constituer une hypothèque à raison d'une créance conditionnelle pour son existence, et indéterminée dans sa valeur. Ainsi est valable l'hypothèque constituée pour sûreté, par exemple, de la créance résultant d'un marché de fournitures ou de travaux, qui est subordonnée, soit quant à son existence, soit quant à son chiffre, à l'exécution et à la quantité des travaux ou fournitures. Ainsi encore on peut constituer une hypothèque pour une ou-

verture de crédit, c'est-à-dire pour sûreté de la créance qui résultera des avances qu'un commerçant s'engage à faire à un autre. Ce point, il est vrai, a été contesté, mais l'opinion favorable à la validité de l'hypothèque constituée pour un crédit ouvert a prévalu avec raison; l'ouverture du crédit constitue sans doute une obligation sous condition potestative de la part du crédité, qui peut ne pas faire usage du crédit; mais elle est pure et simple de la part du créiteur, qui est toujours obligé à fournir le crédit promis, et qui, par conséquent, peut valablement stipuler une hypothèque pour sûreté des sommes dont il se trouve obligé de faire l'avance au crédité. Rouen, 9 mars 1850; Besançon, 30 nov. 1848, S. V., 43, 2, 729; Cass., 21 nov. 1849, S. V., 50, 1, 91; Merlin, *Quest.*, v° *Hypothèque*, § 5, n. 2; Toullier, 6, n. 546; Grenier, 4, n. 26; Duranton, 19, n. 244; Troplong, n. 480; Massé, 6, n. 624; Pont, n. 711; Dalloz, n. 1312 et s. — *Contrà*, Colmar, 18 avr. 1806; Liège, 26 nov. 1823; Delvincourt, 3, p. 378. — Il est d'ailleurs à remarquer que l'hypothèque constituée pour sûreté d'un crédit ouvert produit effet du jour du contrat ou de l'inscription et non pas seulement du jour de la réalisation du crédit; car l'obligation prise par le créiteur de faire des avances au crédité, bien qu'éventuelle et conditionnelle à certains égards, n'en est pas moins actuelle et pure et simple à l'égard du créiteur, en ce qu'elle enlève au créiteur la disponibilité des sommes jusqu'à concurrence desquelles le crédit a été ouvert, Paris, 20 août 1841, S. V., 41, 2, 540; Aix, 19 mai 1841, S. V., 41, 2, 520; Paris, 30 mars 1842, S. V., 43, 2, 113; Besançon, 30 nov. 1848, S. V., 43, 2, 729; Cass., 21 nov. 1849, et 21 fév. 1855, S. V.,

il n'est pas nécessaire d'indiquer dans l'acte, soit le montant, soit l'estimation de cette créance. Mais l'inscription doit contenir la valeur estimative de la créance. C'est au créancier à faire cette estimation ⁴, sauf au débiteur à la faire réduire ⁵, art. 2132.

Une hypothèque ne peut être constituée que pour une obligation civilement valable, ou qui, du moins, ne puisse être attaquée qu'au moyen d'une exception résultant de l'incapacité personnelle du débiteur ⁶, arg. art. 2022.

Sous cette réserve, la nature ou les modalités de l'obligation n'ont aucune influence sur la validité de la constitution d'hypothèque. Ainsi, par exemple, une hypothèque peut être constituée même pour une obligation conditionnelle ⁷, arg. art. 2132.

55, 1, 214; Grenier, n. 296; Persil, sur l'art. 2114, n. 3, et *Quest.* 1, p. 211; Favard, *vo Hypothèque*, sect. 2; Pardessus, n. 1137; Massé, 6, n. 624; Pont, n. 719. — *Contrà*, Bruxelles, 10 juill. 1817; Merlin, *Quest.*, *vo Hypothèque*, § 3, n. 2; Toullier, 6, n. 546; Troplong, n. 478. — Quant à la somme garantie par l'hypothèque, elle peut être déterminée par le contrat, en ce sens que l'acte d'ouverture du crédit peut déterminer un maximum, dont l'hypothèque ne peut jamais dépasser la limite, bien qu'elle puisse être inférieure si le crédit n'a pas été épuisé. Elle peut être également limitée aux avances faites pendant un certain temps ou jusqu'à une certaine époque; et c'est alors le chiffre de ces avances qui est garanti par l'hypothèque. Et il est à remarquer sur ce point que si l'hypothèque avait été constituée pour sûreté d'un crédit ouvert par compte courant pour un temps déterminé, avec stipulation qu'à l'expiration de ce temps le compte courant serait balancé et arrêté, l'hypothèque ne vaudrait que pour la somme dont, au terme fixé, le crédité se trouverait constitué débiteur par le compte courant, bien qu'alors le compte courant n'ait pas été balancé et arrêté, et qu'il ait été continué jusqu'à une époque ultérieure. L'hypothèque ne vaudrait pas pour le solde définitif du compte au moment où il a été réellement balancé et arrêté, Cass., 22 mars 1852, S. V., 52, 1, 508, et l'aris, 23 déc. 1852, S. V., 53, 2, 5. Mais les sommes versées par le crédité, après le délai fixé pour la durée du compte courant, ne de-

vraient pas à l'égard des tiers intéressés écarter l'hypothèque, être imputées en diminution ou extinction de la créance existant d'après le compte à l'époque fixée, en sorte que si plus tard, par la continuation du compte courant, une créance (égale ou inférieure) vient à ressortir au profit du créancier, cette créance continue d'être garantie par l'hypothèque, Paris, 21 déc. 1852, précité; Massé, *Obs.*, sur l'arrêt précité de la Cour de cassation, du 22 mars 1852.]

⁴ Sans préjudice du droit du créancier, si cette estimation a été trop faible, de l'élever au moyen de nouvelles inscriptions, Persil, sur l'art. 2132; Liège, 24 août 1809. [Mais ces nouvelles inscriptions ne valent évidemment que du jour de leur date, et non du jour de la date de l'inscription primitive, Pont, n. 708.]

⁵ [Mais il est à remarquer que cette réduction ne peut porter que sur le chiffre de la créance; elle ne peut porter sur les immeubles affectés à l'hypothèque, Pont, n. 707.]

⁶ Par exemple, au moyen de l'exception de minorité ou du défaut d'autorisation d'une femme mariée. V. Delvincourt, 3, p. 298. [V. *sup.*, § 759, note 16.]

⁷ V. Delvincourt, *loc. cit.*; Grenier, 1, n. 22; Merlin, *Quest.*, *vo Hypothèque*, § 3; Troplong, n. 508. Favard, *vo Hypothèque*, sect. 2, § 3, n. 1 et s.; [Pont, n. 710.] Cass., 10 août 1831, S. V., 31, 1, 371; Rouen, 9 mars 1830, S. V., 31, 2, 245; Douai, 17 déc. 1833, S. V., 34, 2, 279.

§ 803. *Des modifications conventionnelles de l'hypothèque.*

L'hypothèque conventionnelle est, comme tout autre droit résultant d'une convention, susceptible de toutes les modalités qu'il convient aux parties d'y apporter; ainsi elle peut être subordonnée à une condition¹, ou renfermée dans un certain laps de temps².

CHAPITRE III.

DE L'INSCRIPTION DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

§ 804. *De l'inscription en général.*

L'inscription des privilèges et des hypothèques¹ consiste dans la description qui en est faite sur un registre public, dans le but d'instruire les tiers de l'existence du droit de privilège ou d'hypothèque acquis par une personne sur un ou plusieurs immeubles déterminés².

L'inscription présuppose donc un droit de privilège ou d'hypothèque valablement acquis. Il suit de là que les omissions ou les irrégularités du titre constitutif de l'hypothèque ou du privilège ne peuvent être complétées ou réparées par l'inscription³.

Vis-à-vis du débiteur et de ses héritiers, le privilège et l'hypothèque produisent leur effet par eux-mêmes et sans inscription⁴.

¹ Il ne faut pas confondre l'hypothèque conditionnelle avec l'hypothèque constituée pour une dette conditionnelle. V. Merlin, *Quest.*, v^o *Hypothèque*, § 14; Maleville, sur l'art. 2125; Troplong, n. 470 et s.

² [Sur le point de savoir s'il peut être convenu que, faute par le débiteur de se libérer dans un certain délai, l'immeuble hypothéqué pourra être vendu aux enchères, à la requête du créancier, sans formalités de justice, V. *sup.*, § 784, note 6.]

³ V. sur la transcription ou l'inscription textuelle d'un acte, *inf.*, § 837 et s.

⁴ Les privilèges sur les meubles ne sont pas soumis à la formalité de l'inscription, art. 2106. Lors donc que dans

les paragraphes qui suivent il est question des privilèges, cela ne doit s'entendre que des privilèges sur les immeubles. [L'inscription ne peut d'ailleurs être suppléée par aucun autre moyen de publicité : quelque efficace que ce moyen de publicité puisse être en fait, il ne saurait remplacer la publicité légale qui résulte de l'inscription du privilège et de l'hypothèque.]

⁵ V. § 801, note 2.

⁶ Grenier, 1, n. 66; Troplong, n. 562. Ainsi, le créancier peut intenter une action hypothécaire contre les héritiers du débiteur, même sans avoir pris inscription; et, de son côté, le débiteur ne peut attaquer une inscription comme irrégulière et incomplète, Merlin, *Quest.*, v^o *Inscription hypothécaire*, § 1; Besançon, 22 juin 1809. V. aussi l'art. 2209.

Mais vis-à-vis des tiers ⁵, en général du moins, art. 2107 et 2135, ils ne produisent d'effet que par l'inscription. Une inscription incomplète ou défectueuse ne pourrait donc être opposée aux tiers, sous prétexte qu'elle aurait été prise en vertu d'un titre valable, art. 2134 et 2166. V. sur les effets juridiques de l'inscription, *inf.*, § 817.

§ 805. *De la conservation des privilèges et des hypothèques* *.

La tenue des registres destinés à l'inscription des privilèges et hypothèques [et à la transcription des actes soumis à cette formalité, V. *inf.*, § 837 et s.], est confiée à des fonctionnaires qu'on appelle conservateurs des hypothèques, qui sont établis au chef-lieu de chaque arrondissement et dont la compétence comprend tous les immeubles situés dans l'arrondissement, sans pouvoir jamais s'étendre au delà ¹.

Les conservateurs des hypothèques n'ont point de juridiction ; ce sont de simples officiers de police judiciaire ².

Voici en quoi consistent leurs principales obligations :

1° Ils doivent tenir un registre journal, dans lequel ils inscrivent jour par jour et par ordre numérique, des actes qui leur sont remis à l'effet d'être transcrits ou inscrits, art. 2200.

2° Ils sont tenus de délivrer aux personnes, qui viennent re-

* [Ce qui doit s'entendre non-seulement des créanciers hypothécaires entre lesquels l'inscription détermine le rang de préférence, mais encore de créanciers chirographaires vis-à-vis desquels l'inscription est nécessaire pour établir le droit de préférence, arg. art. 2131 et 2134 ; Cass., 19 déc. 1809, et 11 juin 1817 ; Merlín, *Quest.*, v° *Succession vacante*, § 1, n. 1, Troplong, n. 568 ; Pont, n. 729. V. *inf.*, § 821.]

* V. Favard, v° *Conservation des hypothèques*, § 1 ; [Baudot, *Des formalités hyp.* ; Troplong, sur les art. 2196 et s. ; Pont, n. 1428 et s. ; Dalloz, n. 2817 et s.] — La loi principale en cette matière est celle du 21 vent. an VII, dont la source se trouve dans l'édit du mois de juin 1771.

¹ On doivent être inscrites les hypothèques ayant pour objet des meubles immobilisés, tels que des actions de la Banque de France ? V. Delvincourt, 8, p. 332. [Elles doivent être inscrites au bureau de la conservation du lieu où se trouve le siège de l'administration de laquelle dépendent les valeurs im-

mobilisées, et, par conséquent, au bureau de Paris, s'il s'agit d'actions de la Banque de France.]

² Ils peuvent donc être poursuivis devant les tribunaux, sans autorisation préalable du gouvernement ; décision des ministres de la justice et des finances du 2 déc. 1807, S. V. 1808, 2, 4 ; Grenier, 2, n. 536 ; [Troplong, n. 1003 ; Bruxelles, 11 juin 1812. — Sur le point de savoir par qui le conservateur des hypothèques est remplacé, en cas d'empêchement, ou lorsque ses fonctions doivent être remplies à son profit, V. Persil, sur l'art. 2196 ; Grenier, 2, n. 535 ; Troplong, n. 999 ; Paris, 2 janv. 1810. [V. aussi l'art. 12 de la loi du 21 vent. an VII, aux termes duquel, en cas d'absence ou d'empêchement, le conservateur est suppléé par le vérificateur ou l'inspecteur de l'enregistrement ou, à leur défaut, par le plus ancien surnuméraire du bureau. Et d'après les autorités ci-dessus, cet article s'applique également au cas où l'empêchement du conservateur résulte de ce que certains actes de ses fonctions doivent être accomplis à son propre profit.]

quérir une transcription ou une inscription, un certificat sur papier timbré, de leur demande, avec indication du numéro du registre sur lequel la remise des pièces a été inscrite ², art. 2200.

3° Ils sont ensuite tenus d'opérer sans retard, sur les registres à ce destinés, sous la même date et dans le même ordre que la mention des pièces remises a été faite dans le registre journal, la transcription des titres d'acquisition ou l'inscription des bordereaux d'hypothèques qui leur ont été remis, art. 2200 ⁴.

4° Ils doivent inscrire d'office ⁵ les créances résultant d'un contrat d'aliénation de propriété, dont la transcription a été opérée par leur ministère, art. 2108 ⁶.

5° Ils doivent aussi opérer la réduction et la radiation, sous les conditions déterminées par la loi, V. *inf.*, § 813, 816 et 819, des inscriptions par eux faites.

6° Enfin, ils sont tenus de délivrer à tous ceux qui en font la demande ⁷ copie des titres d'acquisition transcrits, ou des inscriptions faites, ou un certificat portant qu'il n'y a ni privilège, ni hypothèque inscrits sur tel ou tel immeuble, art. 2196 ⁸.

² [Mais il n'y a pas lieu de délivrer ce certificat lorsque la transcription ou l'inscription des titres remis a été opérée au moment même de la remise : ce certificat n'est nécessaire que lorsque la remise et l'inscription ou la transcription n'étant pas simultanées, il y a utilité pour le créancier à faire constater le moment précis de la remise, Baudot, 1, n. 157; Troplong, n. 1009; Pont, n. 1432.]

⁴ [C'est ce dernier registre qui seul est opposable aux tiers. Si donc il y a un défaut de concordance entre le registre des remises et celui sur lequel est faite l'inscription ou la transcription, on ne peut opposer le registre des remises aux tiers, pas plus qu'ils ne peuvent s'en prévaloir. Mais si ce défaut de concordance est de nature à nuire au créancier qui a requis l'inscription, le conservateur peut en être déclaré responsable. V. Pont, n. 1433.]

⁵ V. aussi l'art. 7 de la loi du 21 vent. an VII, et l'art. 7 de la loi du 5 sept. 1807, relativement à l'inscription que les conservateurs des hypothèques doivent prendre d'office sur leurs propres biens, et sur les biens des comptables, dans l'intérêt du Trésor public.

⁶ [Pour conserver le privilège du vendeur, V. *inf.*, § 813. Sur l'effet de la conservation du privilège du vendeur en ce qui touche l'action résolutoire, V. *ibid.*]

⁷ Sans qu'il soit nécessaire de justifier d'aucun intérêt légal.

⁸ Les certificats ou états d'inscription présentent surtout une importance particulière. V. art. 2198. — Le conservateur, n'étant pas juge de la validité des inscriptions, doit comprendre dans cet état, même les inscriptions nulles. V. Angers, 9 fév. 1827. [Rouen, 7 janv. 1848, S. V., 48, 2, 477; Duranton, 20, n. 433; Baudot, 2, n. 1673 et 1674. Mais le conservateur ne doit pas comprendre dans les états ou certificats qu'il délivre les inscriptions ayant plus de dix ans de date et qui, par conséquent, sont périmées de plein droit. Paris, 21 janv. 1814; Rouen, 6 mars 1848, S. V., 48, 2, 478; Cass., 4 avr. 1849, S. V., 49, 1, 512; Paris, 25 nov. 1849, S. V., 49, 2, 686; Duranton, 20, n. 433; Baudot, 2, n. 1670 et 1680. — On peut d'ailleurs requérir du conservateur non-seulement un état général, mais aussi un état spécial ou partiel et s'appliquant soit aux seules hypothèques inscrites sur un des immeubles du débiteur, soit aux hypothèques provenant du chef seulement de l'un des précédents propriétaires d'un immeuble : le conservateur des hypothèques ne pourrait être admis à prétendre, dans ce cas, qu'il ne peut délivrer qu'un état ou certificat général et complet, la réquisition restreinte qui lui est adressée mettant sa responsabilité à couvert, quant aux inscriptions non com-

Les registres tenus par les conservateurs des hypothèques doivent être sur papier timbré, cotés et paraphés à chaque feuillet, par premier et dernier, par l'un des juges du tribunal de première instance, dans le ressort duquel se trouve le bureau de conservation des hypothèques. Ces registres doivent être arrêtés chaque jour, comme ceux des receveurs de l'enregistrement, art. 2201. Ils doivent être tenus sans blanc ni interligne, art. 2203.

Le conservateur des hypothèques qui néglige l'une ou l'autre de ces obligations, ou qui ne les remplit qu'imparfaitement, qui, par exemple, refuse ou diffère⁹ une transcription, une inscription, ou la délivrance des certificats d'inscription ou de non-inscription, ou qui n'a pas opéré comme il convient, soit quant à la date, soit quant à la conformité avec les actes remis¹⁰, une transcription ou une inscription, peut être actionné en dommages et intérêts par les parties intéressées¹¹, art. 2197, 2198, 2199 et 2202. Cette action est, du reste, régie d'après les mêmes principes que toute autre action en dommages et intérêts. Elle n'est donc recevable qu'autant qu'un dol ou une faute grave peut être imputée au conservateur des hypothèques¹², et qu'un préjudice en est réellement résulté pour le créancier¹³. Toutefois, le conservateur

prises dans celles dont l'état lui est spécialement demandé, Caen, 26 déc. 1848, S. V., 49, 2, 669; Cass., 26 juill. 1859, S. V., 60, 1, 641; Pont, n. 1441. — Mais quand un état général d'inscriptions leur est demandé, ils ne peuvent omettre les inscriptions prises contre l'un des anciens propriétaires, sous prétexte qu'elles seraient sans effet, par application de l'art. 853 relatif à l'effet rétroactif du partage, Paris, 17 nov. 1855, S. V., 56, 2, 96; Metz, 22 mars 1858 et Paris, 22 fév. 1859, S. V., 59, 2, 410. — De même lorsque plusieurs actes d'aliénation d'un même immeuble ont été transcrits, on peut ne demander que la copie d'un seul de ces actes. L. 25 mars 1855, art. 5.] — Le conservateur ne peut délivrer de certificat des inscriptions dont ses propres immeubles sont grevés, Troplong, n. 990. V. loi du 21 vent. an VII, art. 12.

⁹ Les bureaux des conservateurs des hypothèques doivent être fermés les dimanches et autres jours fériés [Décr. des min. des fin. et de la just., S. V., 1806, 2, 11, 224], Persil, sur l'art. 2199. Cependant, une inscription ou transcription, faite un dimanche ou un jour férié, n'est point nulle. Cass., 18 fév. 1806; et circ. du min. de la just. rapportée par Sircy, 1806, 2, 28.

¹⁰ Bordeaux, 24 juin 1813.

¹¹ V. sur la responsabilité des conservateurs, Grenier, 2, n. 531 et s.; [Persil, sur l'art. 2197; Troplong, n. 1000 et s.; Pont, n. 1443 et s.; Dalloz, n. 2960 et s.; Devilleneuve et Gillet, *Table générale*, v^o *Conservateur des hypothèques*; n. 50 et s.] L'action en responsabilité qui ne se prescrit que par trente ans, contre les conservateurs en exercice, se prescrit par dix ans contre ceux qui ont cessé leurs fonctions, Vazeille, *Des prescriptions*, n. 547; Favard, *loc. cit.*, § 10 et s.; [Troplong, n. 1003; Cass., 22 juill. 1816; arg. art. 7, l. 21 vent. an VII.]

¹² Troplong, n. 1001. Ce dernier auteur exige, avec raison, *culpam latam*. V. Cass., 22 avr. 1818, et 29 avr. 1829; Cass., 18 mars 1835, S. V., 35, 1, 862; [Lyon, 15 avr. 1832, S. V., 33, 2, 393; Cass., 19 avr. 1830, S. V., 30, 1, 562. C'est aux tribunaux à apprécier.] *Quid*, si la faute est commune au conservateur et à celui qui a requis l'inscription ou la transcription? V. Pothier, 1, n. 459; Persil, sur l'art. 2197, n. 7; Cass., 4 avr. 1810; Angers, 16 août 1826. [La question dépend encore des circonstances.]

¹³ Bordeaux, 24 juin 1813, [et Grenoble, 21 août 1822. — Il suit de là que le conservateur qui aurait omis dans le

ne peut jamais opposer au créancier une exception prise du défaut d'exigibilité de la dette, arg. art. 1188 ¹⁴.

Les conservateurs qui ne se conforment pas aux dispositions des art. 2196 à 2201 sont passibles pour la première fois d'une amende de 200 francs à 1,000 francs, et de la destitution en cas de récidive, art. 2202 ¹⁵. En cas d'inobservation des dispositions de l'art. 2203, l'amende est de 1,000 à 2,000 francs.

§ 806. *Des privilèges et hypothèques soumis à la nécessité de l'inscription.*

Les privilèges sur les immeubles et les hypothèques sont soumis à la formalité de l'inscription, à moins d'une disposition légale qui les en dispense.

La loi dispense de l'inscription :

1° Les privilèges énoncés en l'art. 2101. V. art. 2107 ¹ ;

2° Les hypothèques légales des mineurs, des interdits et des

certificat délivré à l'acquéreur une inscription nulle, pourrait opposer cette nullité au créancier qui exercerait son recours contre lui, à moins qu'elle ne provint de son fait, Persil sur l'art. 2197, note 10.]

¹⁴ Persil, sur l'art. 2197, n. 6.

¹⁵ Lors même que la faute du conservateur des hypothèques n'aurait causé de préjudice à personne, Persil, sur l'art. 2197, n. 1. [C'est là, en effet, une peine indépendante de la responsabilité civile que peut avoir encourue le conservateur.] — Aux termes des articles 2202 et 2203, les dommages et intérêts doivent être payés avant l'amende. V. aussi Pén., art. 54 et 468.

¹ Cette exception est fondée sur le peu d'importance des créances dont il s'agit : une loi qui les soumettrait à l'inscription serait injuste dans un grand nombre de cas, Maleville, sur l'art. 2106. Cependant, il résulte de l'art. 884, Proc., que ces privilèges doivent être inscrits pour pouvoir produire leur effet contre les tiers détenteurs, Merlin, *Rep.*, v° *Transcription*, § 2, n. 5 ; Troplong, n. 273 et s. [Il faut distinguer entre le droit de préférence résultant du privilège et le droit de suite. En ce qui touche le droit de préférence qui n'intéresse que les créanciers entre eux, et auquel a uniquement trait l'art. 2107, il s'exerce au profit des créanciers privilégiés, en vertu de l'art. 2101, sans qu'il

soit nécessaire que ce privilège ait été inscrit. Ils peuvent donc se présenter à l'ordre, bien qu'auparavant ils n'aient pas pris inscription, Troplong, n. 274 ; Pont, n. 288. — *Contrà*, Grenier, n. 457. Il en est ainsi même depuis la loi du 25 mars 1855 sur la transcription dont l'art. 6 porte qu'à partir de la transcription les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne peuvent prendre utilement inscription sur le précédent propriétaire. Cette disposition est étrangère au droit de préférence, et ne traite de l'inscription qu'à l'égard des privilèges ou des hypothèques qui sont soumis à la nécessité de l'inscription par le Code, aux principes duquel la loi du 23 mars 1855 n'a pas entendu innover sur ce point, Troplong, *De la transcription*, n. 283 ; Pont, n. 313. Mais il en est autrement en ce qui touche le droit de suite, c'est-à-dire en ce qui touche le droit d'exercer le privilège à l'encontre d'un tiers détenteur de l'immeuble. A cet égard, l'art. 854, Proc., comblant une lacune du Code Napoléon, avait imposé à tous les créanciers privilégiés sans distinction, et, par conséquent, aux créanciers privilégiés de l'art. 2101, l'obligation de se faire inscrire au plus tard dans la quinzaine de la transcription de l'acte d'aliénation, Delvincourt, 3, p. 271 ; Tarrible, v° *Privilège*, p. 115 ; Persil, sur l'art. 2107 ; Grenier, n. 457 ; Troplong, n. 273. Au jourd'hui cet art. 854 est abrogé par

femmes mariées : les droits qui résultent de ces hypothèques peuvent être exercés, sans qu'il ait été pris inscription, non-seulement dans les ordres ouverts pour la distribution des prix de vente des immeubles hypothéqués et vis-à-vis des autres créanciers, mais encore contre le tiers détenteur ². V. § 825, et art. 2135.

l'art. 6 de la loi du 23 mars 1855; mais, d'un autre côté, il résulte tant de cet art. 6 que de l'art. 3 de la même loi, qu'aucun droit réel non inscrit avant la transcription ne peut être opposé au tiers détenteur : d'où l'on doit conclure que les privilèges de l'art. 2101 doivent, comme tous autres privilèges, s'inscrire pour pouvoir exercer le droit de suite, et qu'ils sont privés de ce droit si la transcription d'un acte d'aliénation vient les empêcher de prendre inscription, Troplong, n. 283; Pont, n. 1122. — Sur la conservation du privilège du vendeur, V. *inf.*, § 813.]

² [Ainsi, l'hypothèque légale des femmes mariées, des mineurs et des interdits est dispensée de l'inscription, non-seulement en ce qui touche le droit de préférence, mais encore en ce qui touche le droit de suite. — En ce qui touche le droit de préférence, l'hypothèque légale existe sans inscription, alors même que la purge lui aurait fait perdre son droit de suite; V. *inf.*, § 832. La question a été longtemps controversée entre la Cour de cassation qui décidait que l'extinction du droit de suite par l'effet de la purge emportait l'extinction du droit de préférence; V. notamment l'arrêt solennel du 28 fév. 1852, S. V., 52, 1, 8, et la majorité des Cours impériales qui, d'accord avec l'opinion la plus générale des auteurs, du moins antérieurement à l'arrêt précité, décidaient, avec raison, selon nous, que le droit de préférence survivait au droit de suite. Mais aujourd'hui la question est législativement résolue par l'art. 717 du Code de procédure modifié par la loi du 21 mai 1858, duquel il résulte que les créanciers à hypothèque légale conservent encore, malgré la purge, à certaines conditions et pendant un certain délai, leur droit de préférence sur le prix. — Quant au droit de suite, il existe contre le tiers détenteur qui n'a pas purgé, V. *inf.*, § 825 et 832, alors même que l'hypothèque légale n'a pas été inscrite : l'art. 2166 qui fait dépendre le droit de suite de l'inscription ne s'applique qu'aux hypothèques non dispensées de l'inscription, Caen, 23 août 1830, S. V., 40, 2, 111; Agen, 25 mars 1857, S. V., 57, 2, 432; Duranton, 20,

n. 391; Carré et Chauveau, *Proc. civ.*, n. 2496, 5^o; Pont, n. 1120. — *Contrà*, Dijon, 14 déc. 1840, S. V., 41, 2, 128; Bourges, 23 mars 1841, Pal., 1841, 2, 676; Troplong, n. 78 *quater*. Et cet état de choses n'a point été modifié par l'art. 6 de la loi du 23 mars 1855, qui ne s'applique qu'aux hypothèques régies par les art. 2123, 2127 et 2128, ce qui laisse en dehors de ses dispositions et sous l'empire des anciennes règles l'hypothèque légale régie par l'art. 2135; Pont, n. 1120. — Il est à remarquer, du reste, que cette dispense d'inscription ne profite qu'à la femme elle-même. Elle ne profite pas aux tiers que la femme a subrogés dans son hypothèque ou auxquels la femme l'a cédée. La question, qui était douteuse avant la loi du 23 mars 1855, V. Troplong, n. 609; Cass., 26 juin 1855, S. V., 55, 1, 670; et Metz, 22 janv. 1856, S. V., 56, 2, 395, a été résolue par l'art. 9 de cette dernière loi, aux termes duquel les cessionnaires de l'hypothèque légale de la femme n'en sont saisis vis-à-vis des tiers que par l'inscription de cette hypothèque prise à leur profit, ou par la mention de cette subrogation en marge de l'inscription préexistante. V. Troplong, *De la Transcription*, n. 319 et s. Le créancier subrogé dans l'hypothèque légale de la femme doit donc, pour pouvoir exercer soit le droit de suite, soit le droit de préférence, ou faire inscrire l'hypothèque de la femme, si elle ne l'est déjà, ou faire mentionner la subrogation en marge de l'inscription déjà prise par la femme; mais il ne saurait être tenu, si la femme a déjà pris inscription, de cumuler les deux formalités de la mention et de l'inscription : la mention suffit, Pont, n. 780. — *Contrà*, Mourlon, *Revue pratique du droit français*, 1, p. 89; Troplong, *de la Transcription*, n. 321 et 340. — Il n'est pas douteux d'ailleurs, sous l'empire de la loi du 23 mars 1855, que l'inscription ou la mention de la subrogation étant nécessaire, non-seulement pour que le créancier subrogé soit saisi vis-à-vis des tiers, mais encore pour déterminer son rang de préférence entre les subrogés, l'inscription ou la mention ne

Cependant la loi a cherché à maintenir le principe de la publicité des hypothèques, en imposant à certaines personnes l'obligation de faire inscrire les hypothèques légales ; de sorte que, si vis-à-vis des créanciers l'effet de ces hypothèques est indépendant de l'inscription, les personnes dont s'agit s'exposent à des dommages-intérêts en négligeant de faire opérer l'inscription, ou en la faisant pas régulièrement opérer³, art. 2153, 2136 et s. Ainsi, les tuteurs et les maris sont tenus de faire inscrire l'hypothèque légale du mineur ou de la femme mariée, sur leurs immeubles présents et à venir⁴. Les tuteurs ou maris qui, sans avoir rempli cette obligation⁵, constituent une hypothèque sur leurs immeubles au profit d'autres personnes⁶, et ne déclarent pas expressément⁷ dans la constitution de l'hypothèque que l'immeuble ou les immeubles sont grevés de l'hypothèque légale du mineur ou de la femme, sont réputés stellionnaires, V. art. 2059 ; et comme tels deviennent passibles de la contrainte par corps⁸, art. 2136. V. cependant art. 2064.

Ainsi encore, le subrogé tuteur doit veiller à ce que le tuteur

profite qu'au créancier qui l'a requise, et que le créancier qui a omis cette formalité ne peut se prévaloir de la mention ou de l'inscription prise par un autre. V. Cass., 4 fév. 1856, S. V., 56, 1, 225 ; et Paris, 27 fév. 1857, S. V., 57, 2, 283. V. aussi *sup.*, § 796. — Remarquons enfin que la dispense d'inscription qui est une faveur accordée aux incapables à raison de leur incapacité ne doit pas survivre à sa cause. Le Code étant muet sur ce point, il en résultait que la dispense d'inscription se prolongeait illogiquement après la dissolution du mariage, la majorité ou la cessation de l'interdiction. Mais aujourd'hui, aux termes de l'art. 8 de la loi du 23 mars 1855, si la veuve, le mineur devenu majeur, l'interdit relevé de l'interdiction, leurs héritiers ou ayants cause, n'ont pas pris inscription dans l'année qui suit la dissolution du mariage ou la cessation de la tutelle, leur hypothèque ne date à l'égard des tiers que du jour des inscriptions prises ultérieurement. C'est donc un délai d'un an qui est accordé aux incapables pour inscrire leur hypothèque légale. V. sur cet article, Troplong, *de la Transcription*, n. 306 et s.; Pout, n. 802 et s.]

³ C'est ainsi que se concilient les art. 2136 et s.

⁴ L'hypothèque dont s'agit étant générale, l'inscription doit être prise sur

tous les biens présents et à venir du mari ou du tuteur. Il suit de là que s'il possède des immeubles dans plusieurs arrondissements, ou s'il vient à acquérir un immeuble dans un autre arrondissement, il doit prendre inscription dans chacun de ces arrondissements. V. *inf.*, § 810.

⁵ Si donc les hypothèques sont inscrites, le défaut de déclaration du mari ou du tuteur ne donne pas lieu à l'application de l'art. 2136. Bordeaux, 9 juill. 1850. [V. *sup.*, § 772, note 5.]

⁶ L'art. 2136 doit être limité au cas de constitution d'une hypothèque conventionnelle, Persil, sur l'art. 2136 ; Troplong, n. 633 ; Merlin, *Rep.*, *vo Inscription hypothécaire*, § 3, n. 14. — Il ne doit pas non plus être étendu au cas de vente de l'immeuble, Cass., 25 juin 1817. [V. *sup.*, § 772, note 5.]

⁷ Ainsi, la connaissance personnelle que le créancier aurait de l'hypothèque légale n'excuse pas le tuteur ou le mari, Persil, *loc. cit.*, Poitiers, 29 déc. 1830. V. cependant, Cass., 25 juin 1817. L'exception tirée de la bonne foi du mari ou du tuteur paraît difficilement admissible. V. Troplong, *loc. cit.*, Cass., 20 nov. 1826. [V. *sup.*, § 772, note 5.]

⁸ Il en est ainsi alors même que la femme consentirait à subroger le créancier dans ses propres droits, Paris, 16 déc. 1816.

fasse faire cette inscription sans délai, et, dans le cas de négligence de la part du tuteur, requérir lui-même inscription sur les immeubles du tuteur, sous peine de dommages-intérêts envers les créanciers du tuteur intéressés à l'inscription, art. 2137⁹.

Si le tuteur, le subrogé tuteur ou le mari omettent de faire inscrire les hypothèques légales, le procureur impérial, près le tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le domicile du tuteur ou du mari, ou dans le ressort duquel sont situés les immeubles, doit requérir cette inscription, art. 2138¹⁰.

Enfin, les parents du mari ou ceux de la femme, les parents du mineur ou ses amis¹¹ et même la femme ou le mineur peuvent requérir l'inscription, art. 2139¹². La loi n'impose d'ailleurs aucune espèce de responsabilité aux personnes désignées dans les art. 2138 et 2139, si elles négligent de prendre inscription¹³.

Quoique les hypothèques légales des mineurs et des femmes mariées produisent leur effet contre les tiers, même sans inscription, elles perdent cet effet et leur inscription devient nécessaire :

1° En cas de vente volontaire de l'immeuble hypothéqué, si le tiers détenteur remplit la formalité prescrite pour la purge des hypothèques, art. 2194; V. *inf.*, § 836;

2° En cas de vente sur expropriation forcée, V. *inf.*, § 831;

3° En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique,

⁹ Merlin, *loc. cit.*, n. 15. [C'est-à-dire envers les créanciers hypothécaires induits en erreur par le défaut d'inscription. Il pourrait même être déclaré responsable vis-à-vis du mineur ou de la femme mariée que le défaut d'inscription aurait privés de leur droit de suite, Pont, n. 859. V. cependant Persil, sur l'art. 2137, et Troplong, n. 633 *ter*. Mais nous ne croyons pas, sauf le cas de circonstances particulières, que le subrogé tuteur puisse être responsable vis-à-vis des créanciers chirographaires des intérêts desquels le régime hypothécaire ne se préoccupe pas ordinairement. V. Pont, n. 861.]

¹⁰ V. l'instruction du ministre de la justice du 15 septembre 1806. [Cette disposition de l'art. 2138, qui ne charge les procureurs impériaux de prendre inscription que subsidiairement et pour le cas où les maris, tuteurs et subrogés tuteurs ne l'auraient pas prise eux-mêmes, est tombée en désuétude. Aujourd'hui une nouvelle obligation est imposée au ministère public par l'art.

692 Pr., modifié par la loi du 21 mai 1858. Aux termes de cet article, copie de la sommation prescrite par l'art. 691, en cas de saisie immobilière, doit être notifiée au procureur impérial de l'arrondissement où les biens saisis sont situés, lequel est tenu de requérir l'inscription des hypothèques légales existant du chef du saisi sur les biens compris dans la saisie. V. la circul. du min. de la justice du 2 mai 1859.] — Le conservateur ne peut inscrire d'office les hypothèques légales. Circul. du min. de la justice du 15 sept. 1808. V. Persil, sur l'art. 2138.

¹¹ Mais non les amis du mari, ni ceux de la femme, Merlin, *loc. cit.*, n. 17, [Persil, sur l'art. 2139; Pont, n. 845; Caen, 8 mai 1839, S. V., 39, 2, 529.]

¹² [La femme, sans avoir besoin de l'autorisation de son mari; le mineur sans avoir besoin de l'assistance de son tuteur, Pont, n. 846; Paris, 31 mai 1810.]

¹³ Persil, sur l'art. 2139.

L. 3 mai 1841, art. 17 ¹⁴. V. aussi C. Nap., art. 545. V. du reste l'art. 2108, et *inf.*, § 815.

§ 807. *Des personnes qui peuvent ou doivent requérir l'inscription.*

Les privilèges et les hypothèques ne peuvent, en général, être inscrits par le conservateur qu'à la réquisition des intéressés, et non d'office ¹.

Le Code n'a fait exception à cette règle que pour le cas où le titre d'acquisition d'un immeuble est présenté à la transcription ²: le conservateur est alors tenu, s'il résulte de ce titre que le prix de vente est encore dû en totalité ou en partie ³, ou qu'il n'a été acquitté qu'avec les fonds avancés par un tiers ⁴, V. art. 2103, alin. 2, d'inscrire d'office le privilège de ces créances, à peine d'être responsable du préjudice qui pourrait résulter pour les tiers de l'omission de cette inscription, art. 2108 ⁵.

Les personnes ayant qualité pour requérir l'inscription sont

¹⁴ [A défaut d'inscription dans le délai de quinzaine prescrit par cet article, l'immeuble exproprié est affranchi de tous privilèges et hypothèques de quelque nature qu'ils soient, sans préjudice des droits des femmes, des mineurs et des interdits sur le montant de l'indemnité, tant qu'elle n'a pas été payée ou tant que l'ordre n'a pas été réglé définitivement entre les créanciers.]

immeuble par le vendeur, pour sûreté du prix de vente. Poitiers, 1^{er} juill. 1831, S. V., 31, 2, 241. — [Le conservateur astreint par la loi à prendre, dans l'intérêt du vendeur une inscription d'office, n'est pas autorisé par cela seul à faire pour lui une éléction de domicile, Paris, 31 mai 1813; et Cass., 21 déc. 1824.]

² Paris, 11 janv. 1816. — *Quid*, si le vendeur a délégué le prix de vente à ses créanciers? V. sur ce point Persil et Delvincourt, sur l'art. 2108; Grenier, 2, n. 388; Cass., 23 avr. 1807; Limoges, 26 juin 1820; Montpellier, 1^{er} août 1832, S. V., 33, 2, 426. V. aussi Troplong, n. 369 et s. [Les créanciers auxquels la délégation a été faite peuvent, comme exerçant les droits de leur débiteur, exercer son privilège contre les créanciers de l'acquéreur, Bourges, 29 août 1817; Troplong, *ubi sup.*] Mais ils ne peuvent prendre inscription en leur propre nom (à moins qu'ils n'aient accepté la délégation, Persil, *Quest.* 1, p. 392. V. cependant Duranton, 20, n. 94. — V. *sup.*, § 566, note 10.)

¹ [Ainsi, le conservateur n'a pas qualité pour inscrire d'office les hypothèques conventionnelles, même celle qui serait stipulée par un acte de donation d'immeubles qui est présenté à la transcription, Nîmes, 29 nov. 1834, S. V., 35, 2, 512. V. aussi l'ont, n. 933. V. cependant, Cass., 13 juill. 1841, S. V., 41, 1, 731. et Agen, 4 janv. 1854, S. V., 54, 2, 350. — V. *sup.*, § 805, note 5.]

² V. *sup.*, § 805, note 6.

³ Et non si le vendeur a donné quittance à l'acquéreur, pourvu que la quittance soit contenue dans l'acte de vente ou dans un acte authentique; lettres des ministres de la justice et des finances des 30 avril et 7 mai 1811. Mais la renonciation du vendeur au droit de prendre inscription ne dispenserait pas le conservateur de l'obligation que lui impose l'art. 2108, Persil, sur cet article, n. 7. — L'art. 2108 ne doit pas être étendu à l'hypothèque constituée sur un autre

⁴ [Mais cette responsabilité est la seule conséquence du défaut d'inscription d'office.] Le privilège subsiste, malgré l'omission ou la nullité de cette inscription, Favard, *vo Privilèges*, sect. 4, § 5; Troplong, n. 286; Merlin, *Rép.*, *vo Privilèges*, sect. 5, n. 5; [Pont, n. 268;] Paris, 31 août 1810.

en premier lieu le créancier lui-même ⁶, ou, à sa place, la personne légalement obligée de veiller à ses droits, par exemple, la personne chargée de l'administration des biens d'un absent ⁷.

Le droit de requérir l'inscription appartient en second lieu à tous les ayants droit du créancier, tels que ses héritiers, ses légataires, ses cessionnaires : ils peuvent requérir inscription, soit au nom de leur auteur, soit en leur propre nom, pourvu que, dans ce cas, ils produisent le titre en vertu duquel ils succèdent au droit du créancier ⁸.

Enfin, les créanciers de celui qui a un droit de privilège ou d'hypothèque paraissent également avoir qualité pour en requérir l'inscription ⁹, arg. art. 1169. V. aussi Pr., art. 778.

L'inscription prise par un créancier profite de plein droit à ses ayants cause, ainsi qu'à toutes les personnes ayant qualité pour exercer les droits du créancier inscrit, art. 2112. Ainsi, le cessionnaire peut se prévaloir du droit d'hypothèque appartenant à son cédant et inscrit par celui-ci, ou dispensé d'inscription, sans qu'il soit nécessaire qu'il ait été fait mention de la cession sur le registre des hypothèques, bien que d'ailleurs il soit prudent de faire faire cette mention ¹⁰.

⁶ Sur le cas où la créance appartient à plusieurs personnes ou à une société de commerce, V. Delvincourt, 3, p. 334; Grenier, 1, n. 75 et s.; Paris, 15 avr. 1809, et Cass., 1^{er} mars 1810. — Un mineur peut prendre inscription sans l'assistance de son tuteur, et une femme mariée sans l'autorisation de son mari : *Tantum de jure conservando agitur*, Troplong, n. 672. [V. le paragraphe qui précède, note 12.]

⁷ Et, par conséquent, le procureur impérial, arg. art. 114, Merlin, *Rep.*, v^o *Inscription hypothéc.*, § 5, n. 5. V. sur les inscriptions prises dans l'intérêt du trésor public les lois des 5 sept. 1807 et 12 nov. 1808; instr. gén. de la régie du 22 juill. 1809; décis. des min. de la just. et des fin. du 14 avr. 1809; ou dans l'intérêt de la masse d'une faillite, Com., art. 490. V. Aix, 12 fév. 1806.

⁸ Delvincourt, 3, p. 332; Grenier, 1, n. 89, et 2, n. 388; Toullier, 7, n. 168; Troplong, n. 364 et 377 et s.; Cass., 7 oct. 1812; 25 mars 1816; Metz; 24 nov. 1820. Il n'est pas nécessaire que le titre de l'inscrivant soit constaté par acte authentique, ni s'il s'agit d'une cession qu'elle ait été notifiée au débiteur, avant que le cessionnaire ne prenne inscription, Troplong, n. 365; Merlin,

Quest., v^o *Inscription hypothécaire*, § 11; Delvincourt, 3, p. 335; [Duranton, 20, n. 95; Duvergier, *Vente*, 2, n. 204; Pont, n. 931;] Cass., 25 mars 1816, et 11 août 1819; [Bourges, 12 fév. 1841, S. V., 41, 1, 961.] Il n'est pas nécessaire que les héritiers du créancier soient désignés nominativement dans l'inscription. V. Proudhon, 3, n. 1040; et Cass., 15 mai 1809. V. cependant Cass., 7 sept. 1807. — V. en ce qui touche la délégation, Troplong, n. 376; Cass., 21 fév. 1810; Metz, 24 nov. 1820. [Le délégataire ne peut prendre inscription en son propre nom, tant qu'il n'a pas accepté la délégation. V. en ce sens les autorités précitées, Aix, 27 juill. 1846, S. V., 46, 2, 443; et Pont, n. 931. — V. aussi *sup.*, note 4.]

⁹ Paris, 16 fév. 1809. [Mais ils ne peuvent prendre inscription en leur propre nom : ils ne peuvent prendre inscription qu'au nom de leur débiteur et comme exerçant ses droits, instr. de la régie du 5 pluvi. an XIII; Duranton, 20, n. 90; Pont, n. 932. V. cependant Tarrible, v^o *Inscription hypoth.*, § 5, n. 5; et Persil, sur l'art. 2148.]

¹⁰ Autrement l'inscription pourrait être rayée à l'insu du cessionnaire, Troplong, n. 363; Merlin, *Rep.*, v^o *Privilege*, sect. 5, n. 10; Paris, 2 mars

Les personnes qui, en vertu des règles qui précèdent, ont qualité pour requérir l'inscription des privilèges ou des hypothèques, peuvent la requérir, soit par elles-mêmes, soit par un mandataire, art. 2148. Le mandataire n'a même pas besoin d'un pouvoir écrit : il suffit qu'il remette au conservateur des hypothèques le titre qui constate l'existence du privilège ou de l'hypothèque¹¹. En général, les conservateurs doivent se montrer aussi faciles pour accueillir une réquisition d'inscription qu'ils doivent se montrer difficiles pour en opérer la radiation : le retard dans le premier cas est aussi dangereux que le serait la précipitation dans le second.

§ 808. *Des personnes contre lesquelles l'inscription peut être prise et des délais pour prendre inscription.*

L'inscription doit être prise contre le débiteur¹, art. 2148, alin. 2. Cependant, si le débiteur est décédé, l'inscription peut être prise contre celui qui est tenu de la dette en qualité d'héritier², art. 2149. Ce qui est dit ici du débiteur s'applique également à celui qui a constitué une hypothèque pour sûreté de la dette d'un tiers.

On ne peut prendre inscription, soit contre le débiteur soit contre celui qui est tenu de la dette, que pendant qu'il est propriétaire de l'immeuble grevé du privilège ou de l'hypothèque.

De là, les conséquences suivantes :

1^o On ne peut inscrire un privilège ou une hypothèque sur un immeuble que quand le débiteur en est devenu propriétaire³, à moins que l'hypothèque ne frappe les biens présents et à venir du débiteur⁴. Il n'est pas nécessaire cependant, pour la validité de l'inscription, que le titre par lequel le débiteur a acquis

1809. [V. Rouen, 8 mai 1851, S. V., 51, 2, 713.]

¹¹ Delvincourt, 3, n. 332; Troplong, n. 675 et s. [Duranton, 20, n. 88; Pont, n. 936; Bourges, 12 fév. 1841, S. V., 41, 2, 617. Un simple gérant d'affaires a même qualité pour requérir l'inscription, Pont, n. 936.] V. cependant Tarrrible, *Rep.*, v^o *Inscription hypothécaire*, § 5, n. 5.

¹ [Il en est ainsi alors même que les biens n'appartiennent plus au débiteur, mais à un nouvel acquéreur qui n'a pas transcrit.] Caen, 6 mai 1812; Cass., 27 mai 1816; Metz, 5 août 1819.

² L'art. 2149, en permettant de prendre inscription sur les biens d'une personne décédée, sous la simple désignation du défunt, suppose par là que l'inscription peut également être prise contre les héritiers du débiteur. V. Persil, sur l'art. 2149; Delvincourt, 3, p. 164; Paris, 16 fév. 1800; Cass., 15 mai 1809. V. aussi Duranton, 7, n. 481.

³ Cass., 12 juin 1807. — Il en est également ainsi, même dans le cas où le débiteur a hypothéqué un immeuble à la condition qu'il en deviendrait propriétaire. [V. *sup.*, § 798.] V. aussi art. 2130.

⁴ [V. *sup.*, § 788, 794 et 798.]

la propriété de l'immeuble ait été préalablement transcrit ⁵.

2° On ne peut faire inscrire un privilège ou une hypothèque sur un immeuble que tant que le débiteur en est propriétaire ; on ne peut donc plus prendre inscription sur un immeuble que le débiteur a aliéné ⁶, art. 2166. Mais cet état de choses a été modifié par l'article 834 du Code de procédure, aux termes duquel on peut, même après l'aliénation d'un immeuble, jusqu'à la transcription du contrat d'aliénation et même dans la quinzaine de la transcription, faire inscrire les privilèges et hypothèques du chef de l'ancien propriétaire ⁷, sans préjudice d'ailleurs du droit qui compète aux créanciers du nouveau propriétaire, de faire inscrire également pendant ce même temps les privilèges ou hypothèques qui leur appartiennent sur l'immeuble, et d'en réclamer le paiement en même temps que les créanciers du précédent propriétaire, suivant l'ordre des inscriptions ⁸. D'où il suit que la règle du Code civil n'est applicable que lorsqu'il s'agit d'une aliénation par voie d'adjudication après saisie immobilière, de sorte qu'à partir de l'adjudication aucune inscription ne peut plus être prise du chef de l'ancien propriétaire ⁹. V. *inf.*, §§ 830 et s., sur les différents modes d'extinction des privilèges et hypothèques.

⁵ [V. *inf.*, notes 6 et 7, et l'appendice au présent titre.]

⁶ [C'est ce qui résultait de l'art. 2166, aux termes duquel les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite sur un immeuble le suivent en quelques mains qu'il passe : d'où l'on concluait que l'hypothèque non inscrite au moment de la vente ne pouvait pas suivre l'immeuble entre les mains du tiers détenteur, et que, par conséquent, après la vente aucune inscription n'était plus possible du chef du vendeur, alors même que l'acquéreur n'avait pas fait transcrire son contrat. V. l'avis du Conseil d'Etat du 11 fruct. an XIII.]

⁷ [L'état de choses introduit par l'art. 834 Pr., qui autorisait les inscriptions dans la quinzaine de la transcription de l'acte d'aliénation, a été de nouveau modifié par la loi du 23 mars 1855. Cette loi veut que tous les actes translatifs de propriété des biens susceptibles d'hypothèque soient transcrits pour pouvoir être opposés aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble ou qui les ont conservés en se conformant aux lois, et qu'après la transcription ceux qui ont des droits de privilège ou d'hypothèque sur l'immeuble ne puissent prendre inscription du chef du vendeur : d'où la conséquence qu'aujourd'hui les créan-

ciers du vendeur peuvent s'inscrire jusqu'à la transcription, mais qu'ils ne peuvent plus s'inscrire dans le délai de quinzaine fixé par les art. 834 et 835 Pr., qui sont abrogés. L. 23 mars 1855, art. 1 à 6. — Sur le délai d'inscription du privilège du vendeur et de celui du copartageant, V. *inf.*, § 813.]

⁸ Merlin, *Rep.*, v° *Ordre*, § 2, n. 3; Troplong, n. 843; Casa., 15 brum. an XIV. — *Contrà*, Persil, sur l'art. 2177. [La question, qui était controversée sous l'empire des dispositions aujourd'hui abrogées des art. 834 et 835 Pr., ne peut plus se présenter en présence de l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855, qui porte que jusqu'à la transcription les droits résultant des actes assujettis à cette formalité ne peuvent être opposés aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois : d'où la conséquence que les hypothèques qui seraient prises avant la transcription de l'acte d'aliénation, constituant des droits résultant de cet acte, ne peuvent être opposées aux créanciers du vendeur inscrits avant la transcription, et qu'il ne peut y avoir aucun concours entre ces divers créanciers.]

⁹ [Dans ce système, l'adjudication sur saisie immobilière purge les hypothèques]

3° Pendant tout le temps utile pour prendre inscription, l'inscription peut être valablement prise chaque jour, les dimanches et jours de fête exceptés.

Cependant, l'inscription prise sur les immeubles d'un commerçant failli, après sa déclaration de faillite, ou annulée comme prise en temps suspect, ne produit aucun effet vis-à-vis des autres créanciers ¹⁰, art. 2146, alin. 1; Comm., art. 448. Mais comme

ques. V. Tarrible, *Transcription*, § 3, n. 7; Grenier, *Hyp.*, n. 492; Persil, sur les art. 2181 et 2182; Troplong, n. 905 et s.; Chauveau sur Carré, n. 2403. Mais cet état de choses a été changé par la loi du 23 mars 1855 dont l'art. 1^{er} exige la transcription des jugements d'adjudication, transcription qui, aux termes de l'art. 3 de la même loi, peut seule arrêter le cours des inscriptions; et par l'art. 717 Pr., modifié par la loi du 21 mai 1858, aux termes duquel le jugement d'adjudication dûment transcrit purge toutes les hypothèques : d'où la conséquence qu'on peut s'inscrire jusqu'à la transcription. V. Pont, n. 1280; Troplong, *Transcription*, n. 100 et s.; Rivière et Huguet, *Question sur la transcription*, n. 124. — L'art. 692 Pr., modifié par la loi précitée du 21 mai 1858, fait également disparaître la question auparavant controversée de savoir si l'adjudication sur expropriation purge les hypothèques légales comme les hypothèques ordinaires, en disposant qu'elles doivent être inscrites avant la transcription du jugement d'adjudication, de telle sorte que c'est la transcription seule qui les purge, sauf le droit de préférence sur le prix, ainsi que cela a été expliqué, *sup.*, § 806, notes 1 et 2. V. encore sur la purge des hypothèques, *inf.*, § 832 et s.] — L'art. 17 de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, contient à cet égard des règles particulières. [Cet art. 17 donne aux créanciers un délai de quinzaine à partir de la transcription du jugement d'expropriation pour cause d'utilité publique pour faire inscrire leurs privilèges et hypothèques. Et bien que cette disposition ait été empruntée à l'art. 834 Pr., l'abrogation de cet article par l'art. 6 de la loi du 23 mars 1855 n'a pas entraîné celle de l'art. 17 de la loi du 3 mai 1841, Troplong, *Transcription*, n. 274; Rivière et Huguet, *Quest.*, n. 353.]

¹⁰ [Aux termes de l'art. 448 Com., les droits de privilège et d'hypothèque valablement acquis peuvent être inscrits jusqu'au jour du jugement déclaratif de

la faillite. Néanmoins, d'après le même article, les inscriptions prises après l'époque de la cessation de paiement, ou dans les dix jours qui précèdent, peuvent être déclarées nulles, s'il s'est écoulé plus de quinze jours entre la date de l'acte constitutif de l'hypothèque ou du privilège et celle de l'inscription. Il suit de là que les inscriptions prises après la déclaration de faillite sont toujours nulles; que les inscriptions prises avant les dix jours qui précèdent la cessation sont toujours valables, mais que les inscriptions prises dans le temps intermédiaire, c'est-à-dire après la cessation de paiement ou dans les dix jours qui la précèdent sont annulables quand il s'est écoulé plus de quinze jours entre la date du titre constitutif et celle de l'inscription, parce qu'on n'a pas voulu qu'un créancier auquel une hypothèque aurait été valablement constituée avant la cessation de paiements en retardât frauduleusement l'inscription, dans le but de laisser au failli un crédit apparent et de l'aider à tromper les tiers. Cependant, il n'est pas nécessaire, pour que l'inscription puisse être annulée, que le créancier, par sa tardiveté, ait causé un préjudice à la masse : les juges ont sur ce point un pouvoir souverain d'appréciation, Cass., 17 avr. 1849, S. V., 49, 1, 638; Rouen, 16 mai 1857, Dall. P., 58, 2, 41; Pont, n. 888. — *Contrà*, Rouen, 8 mai 1851, S. V., 52, 2, 185. — Il va sans dire que l'art. 448 Com., en déterminant le délai d'inscription des hypothèques et des privilèges, ne s'applique bien évidemment qu'aux privilèges et hypothèques soumis à la nécessité de l'inscription. Sa disposition ne concerne donc ni les hypothèques légales, ni les privilèges dispensés d'inscription. — Il a même été jugé que l'art. 448 Com., qui ne permet d'inscrire les hypothèques que jusqu'au jour de la déclaration de faillite, ne s'applique qu'aux créances principales, et non aux intérêts d'une créance antérieurement inscrite; et par suite que le créancier hypothécaire inscrit avant la faillite peut prendre, après

c'est là une exception à la règle, cette disposition n'est pas applicable au non-commerçant qui tombe en déconfiture, ou qui fait cession de ses biens à ses créanciers ¹¹.

Une inscription est encore sans effet quand elle est prise sur les immeubles de la succession ou de la communauté, dans le temps accordé au cohéritier ou au communiste pour faire inscrire leur privilège de copartageant, en ce sens que cette inscription ne peut préjudicier à leur privilège, art. 2109 ¹².

Il en est de même de l'inscription prise par les créanciers d'une succession ¹³, ou par l'un d'eux, sur les immeubles de la succession, au cas ¹⁴ où cette succession n'est acceptée que sous bénéfice d'inventaire ¹⁵ ou vient à être déclarée va-

la déclaration de faillite, une inscription pour les intérêts de sa créance non conservés par l'inscription, Cass., 20 fév. 1850, S. V., 50, 1, 185. V. Pont, n. 889. — Enfin, l'art. 448 Com., n'ayant d'autre but que l'intérêt des créanciers et le maintien de l'égalité qui doit exister entre eux, il en résulte qu'une inscription prise en temps inopportun n'est nulle et sans effet que relativement à la masse, arg. art. 446. Il y a plus : la nullité de l'inscription prise en temps inopportun n'est opposable qu'entre les créanciers directs et personnels du failli. Si donc le failli n'est tenu que comme tiers détenteur, une inscription peut valablement être prise contre lui par les créanciers de son vendeur, Grenier, n. 364 ; Troplong, n. 655 *ter* ; Pont, n. 907. Et par contre si le débiteur avait vendu un de ses immeubles dans les dix jours qui précèdent la cessation de paiements, ses créanciers ayant hypothèque sur cet immeuble pourraient encore s'inscrire sur lui entre les mains du tiers détenteur. Ce ne serait pas là d'ailleurs s'inscrire sur les biens du failli, c'est-à-dire sur des biens faisant partie de son actif et affectés à la masse de ses créanciers, Persil, art. 2146, n. 11 et 15 ; Troplong, *ubi sup.*, Pont, n. 908.]

¹¹ Persil, sur l'art. 2146, n. 10 ; Merlin, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 13 ; Dissert. de Fournier-Verneuil dans Sirey, 1811, 2, 273 ; Favard, v° *Inscription hypothécaire*, sect. 2, § 4 ; Troplong, n. 661 et s. [Pont, n. 876 et s.] La jurisprudence, après quelque hésitation, s'est également décidée en ce sens, Cass., 11 fév. 1812 ; Rennes, 24 mars 1812 ; Paris, 9 juin 1814. [C'est un point qui d'ailleurs aujourd'hui n'est plus mis en question.] V. cependant Tarrible, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 4, n. 3.

¹² Mais, à tous les autres égards, l'inscription peut être utilement prise, Persil, sur l'art. 2109, n. 5 ; [Troplong, n. 658 *bis*.]

¹³ [Cetle disposition de l'art. 2146 ne concerne pas les créanciers ayant une hypothèque légale dispensée d'inscription] — L'art. 2146 ne faisant point de distinction s'applique, par conséquent, au privilège du vendeur, Cass., 16 juill. 1818 ; Nîmes, 23 juin 1819. — [Contrà, Pont, n. 927. — V. *inf.*, § 813.]

¹⁴ Mais seulement dans ce cas [et non si la succession est acceptée purement et simplement.] Le Code n'a pas reproduit l'ancienne doctrine de certains jurisconsultes, d'après laquelle le décès du débiteur fixait irrévocablement les rapports des créanciers, [Grenier, n. 128 ; Troplong, n. 660 ; Pont, n. 912.]

¹⁵ [Sans distinction entre le cas où l'acceptation bénéficiaire est volontaire, et le cas où elle est forcée. V. art. 461.] Il s'agit de là que, si l'héritier est mineur, les créanciers de la succession ne peuvent pas prendre inscription sur les immeubles de la succession, art. 461 ; Persil, sur l'art. 2146, n. 13 ; Troplong, n. 659 ; Toulouse, 2 mars 1826, et Bordeaux, 24 juin 1826. — *Quid*, si l'un des héritiers accepte la succession purement et simplement et l'autre sous bénéfice d'inventaire ? V. Delvincourt, 3, p. 335. [L'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire, par un seul héritier, emportant de plein droit la séparation de patrimoine vis-à-vis de tous, mais l'effet de cette séparation étant circonscrit au temps pendant lequel dure l'indivision, V. Cass., 25 août 1858, S. V., 59, 4, 65, et *sup.*, § 383, note 33, il en résulte que l'effet des inscriptions prises par les créanciers d'une succession, acceptée sous bénéfice d'in-

cante ¹⁶. Cette inscription n'établit entre les créanciers de la succession ¹⁷ aucune priorité de rang, ¹⁸ quelle que soit la date de l'inscription, et lors même qu'elle serait antérieure à l'acceptation bénéficiaire ¹⁹ ou à la vacance de la succession, art. 2146, alin. 2.

Enfin les créanciers des héritiers et ayants cause du défunt ne peuvent, dans les six mois qui suivent l'ouverture de la succession, prendre, au préjudice des créanciers de la succession et des légataires, une inscription sur les immeubles qui en dépendent, art. 2111. V. *inf.*, § 813.

§ 809. *Du titre en vertu duquel l'inscription peut être requise.*

Le droit de requérir l'inscription est subordonné à l'existence d'un privilège ou d'une hypothèque au profit du créancier qui la requiert.

En conséquence, l'hypothèque constituée par un contrat qui a besoin d'être ratifié ne peut être inscrite ¹ qu'après la ratification ou la confirmation, et en vertu seulement de l'acte ratificatif ou confirmatif.

L'inscription peut être prise en vertu d'un acte sous seing privé ², à moins qu'une disposition particulière, V. art. 2123 et 2127, n'exige un acte authentique pour la constitution du privilège ou de l'hypothèque.

L'inscription peut, en général, être requise aussitôt après l'ac-

ventaire par un seul des héritiers, est subordonné au résultat du partage. Tant que le partage n'est pas fait, les inscriptions restent sans effet; après le partage, elles produisent leur effet vis-à-vis des héritiers purs et simples sur les biens échus à ces derniers. V. cependant Pont, n. 919, et Cass., 18 nov. 1835; S. V., 33, 1, 817.]

¹⁶ Merlin, *Rép.*, v^o *Inscription hypothécaire*, § 4, n. 5; Pothier, l. n. 416; Persil, sur l'art. 2146, n. 41; Grenier, l. n. 120; Favard, v^o *Inscription hypothécaire*, sect. 2, § 2; Troplong, n. 659 [et Pont, n. 916.]

¹⁷ En conséquence, l'inscription produit son effet à l'égard des personnes autres que les créanciers [par exemple à l'égard des tiers acquéreurs], Persil, sur l'art. 2146, n. 12.

¹⁸ Mais l'art. 2146 n'empêche pas qu'on puisse renouveler une inscription déjà prise et par suite n'empêche pas

une inscription de tomber en péremption faute de renouvellement, conformément à l'art. 2154, Troplong, n. 660; [Cass., 17 mai 1817.] [V. *inf.*, § 818.]

¹⁹ Merlin, *Quest.*, v^o *Succession vacante*, § 1; Grenier, l. n. 120; Troplong, n. 658; [Pont, n. 918.]

¹ Grenier, l. n. 46. Cependant, une hypothèque constituée par un mineur ou par une femme mariée non autorisée peut être immédiatement inscrite, puisqu'elle est valable tant qu'elle n'est pas annulée [et qu'elle peut être rétroactivement confirmée.] V. *sup.*, § 799, note 17.

² Ainsi, le privilège de l'art. 2109 peut être inscrit même dans le cas où le partage n'a eu lieu qu'à l'amiable, et au moyen d'un acte sous seing privé, Delvincourt, 2, p. 145; [Troplong, n. 314 bis.] — Il en est de même du privilège de l'art. 2111, Delvincourt, 2, p. 180; [et du privilège du vendeur, art. 2108; L. 23 mars 1855, art. 6.]

quisition du privilège ou de l'hypothèque ; on trouve cependant une exception à cette règle dans la loi du 3 septembre 1807. V. *sup.*, § 798 ².

§ 810. *De la spécialité de l'inscription quant aux immeubles sur lesquels elle peut être prise.*

L'inscription est générale, relativement aux immeubles sur lesquels elle est prise, lorsqu'elle porte en termes généraux, et sans spécification d'un immeuble déterminé, sur tous les biens présents et à venir du débiteur situés dans le ressort du bureau de conservation des hypothèques où l'inscription est prise ¹. L'inscription est spéciale lorsqu'elle ne porte que sur un ou plusieurs immeubles individuellement déterminés, actuellement possédés par le débiteur. V. *sup.*, § 787.

En général, la spécialité de l'inscription est une des conditions de sa validité, art. 2148, alin. 5. V. aussi art. 2129 et 2141. V. encore le paragraphe suivant. Si donc, dans le cas de l'art. 2130, les immeubles que le débiteur acquerra dans la suite ont également été affectés à l'hypothèque, l'inscription n'en doit pas moins être prise sur chacun de ces immeubles en particulier, au fur et à mesure des acquisitions, et le rang de l'hypothèque est déterminé par la date de chacune de ces inscriptions ².

Cependant, la règle de la spécialité de l'inscription ne s'applique pas à l'hypothèque légale des mineurs et des interdits, de la femme mariée, du Trésor, des communes et des établissements publics ³. V. art. 2121 et *sup.*, § 794 et s. Ces hypothèques doivent faire l'objet d'une inscription générale, c'est-à-dire d'une inscription embrassant, non-seulement les biens présents du dé-

¹ [V. aussi le paragraphe qui précède.]

² Ainsi, lorsqu'une inscription générale peut être prise et a été prise, il n'est pas nécessaire de la renouveler chaque fois que le débiteur acquiert de nouveaux immeubles dans le ressort du bureau des hypothèques, Merlin, *Rép.*, v° *Inscription hypothécaire*, § 8; Potbier, 1, n. 386, 391; Grenier, 1, n. 195; Rouen, 22 mai 1818; Cass., 3 août 1819; Metz, 25 avr., 1823. C'est par erreur que Tarrille, *Rép.*, *cod. verbo*, § 8, n. 12, et Persil, sur l'art. 2148, alin. 5, n. 5, ont professé une opinion contraire. [V. *sup.*, § 806, note 4.]

³ Persil, sur l'art. 2130; Grenier, 1, n. 62; [Tarrille, *Inscript. hyp.*, § 5, n. 12; Duranton, 19, n. 379; Tropolong, n. 540; Dalloz, n. 1302; Pont, n. 685; Paris, 23 fév. 1835, S. V., 35, 2, 209; 20 juill. 1836, et 20 juin 1846, S. V., 46, 2, 333; Poitiers, 23 fév. 1844, S. V., 45, 2, 212; Cass., 27 fév. 1846, S. V., 46, 1, 373; Grenoble, 17 fév. 1847, S. V., 48, 2, 55. — *Contra*, Favard, v° *Hyp.*, sect. 2, § 3, n. 10; Rolland de Villargues, v° *Hyp.*, n. 282. — V. au surplus, *sup.*, § 801, note 6, et § 799, note 7.]

³ V. cependant, sur l'inscription de l'hypothèque du trésor public, la loi du 5 sept. 1807, art. 7.

biteur, mais encore ses biens à venir ⁴, art. 2148, alin. 5 ; et 2153. V. art. 2136 et s., et *sup.*, § 806.

Il en est autrement en ce qui concerne l'hypothèque des mineurs et des interdits, si le Conseil de famille a émis l'avis, lors de la nomination du tuteur ⁵, que l'hypothèque légale ne soit inscrite que sur certains de ses immeubles ⁶; et en ce qui touche l'hypothèque des femmes mariées sur les biens de leurs maris, si la même restriction résulte du contrat de mariage. Dans ces deux cas, les autres immeubles du débiteur, sauf autrefois la réserve dérivant de l'art. 2131 ⁷, sont affranchis de l'hypothèque légale ⁸; et les personnes qui ont l'obligation de pourvoir à l'inscription de ces hypothèques, V. art. 2136, et *sup.*, § 806, ne doivent faire inscrire l'hypothèque que sur les immeubles auxquels elle a été restreinte ⁹, art. 2140 à 2142 ¹⁰.

La règle de la spécialité de l'hypothèque ne s'applique pas non plus à l'hypothèque judiciaire, art. 2123 et 2148, alin. 5. Il y a cependant entre cette exception et celle qui est relative à l'hypothèque légale cette différence que le créancier ayant une hypothèque judiciaire peut à son choix prendre une inscription générale ou une inscription spéciale ¹¹.

⁴ L'inscription peut, sans doute, désigner individuellement les immeubles présents du débiteur. Mais les personnes que la loi oblige à faire opérer l'inscription ne satisferaient pas à leur devoir si elles ne dirigeaient pas en même temps l'inscription sur les biens à venir. Le mieux est même de ne prendre inscription que d'une manière générale sur les immeubles que le débiteur possède actuellement, ou du moins d'ajouter une clause générale à l'énumération des immeubles en particulier. — Mais il ne faut pas perdre de vue que l'inscription générale d'une hypothèque légale ne porte que sur les immeubles compris dans l'arrondissement du bureau auquel l'inscription est prise, art. 2148. — Il n'est pas d'ailleurs nécessaire de prendre inscription pour une hypothèque légale déjà inscrite, à chaque acquisition nouvelle faite par le débiteur. Merlin, *vo* *Inscript. hyp.*, § 5; Grenier, 1, n. 193; Persil, sur l'art. 2148; Trolong, n. 690 et s.; [Pont, n. 598;] Rouen, 23 mai 1818; Cass., 3 août 1819; [Paris, 23 fév. 1835, S. V., 35, 2, 209.] La règle s'applique également aux hypothèques judiciaires. V. *sup.*, § 796, note 16.]

⁵ Lors de la nomination du tuteur. V. art. 2143. Ainsi le tuteur testamen-

taire et le tuteur légal ne peuvent obtenir la réduction de l'hypothèque qu'en suivant les voies tracées par l'art. 2143. Persil, sur l'art. 2141, n. 2, est d'un autre avis, en ce qui touche le tuteur testamentaire : selon lui, la réduction de l'hypothèque peut être faite par le testament qui nomme le tuteur. [Mais cette opinion ne nous paraît pas fondée, et nous ne voyons pas où le père qui nomme un tuteur à ses enfants pourrait puiser le droit de restreindre leur hypothèque légale. V. cependant Dalloz, n. 2629.]

⁶ Le Conseil de famille ne peut donc renoncer d'une manière absolue à l'hypothèque du mineur, arg. art. 2141, combiné avec l'art. 2140; Discussions; Persil et Delvincourt, sur l'art. 2141.

⁷ Delvincourt, sur l'art. 2141; Grenier, 1, n. 268.

⁸ Arg. art. 2141 combiné avec l'art. 2140.

⁹ Cependant, l'hypothèque ainsi restreinte n'en demeure pas moins indépendante de l'inscription.

¹⁰ [V. *inf.*, § 812.]

¹¹ Si donc l'inscription d'une hypothèque judiciaire n'a été prise que sur les biens présents, elle ne produira aucun effet relativement aux biens à venir, Cass., 21 nov. 1827.

§ 811. *De la spécialité de l'inscription quant à la créance ou à la somme pour laquelle elle peut être prise.*

Les inscriptions se divisent également, sous le rapport de la créance qui en fait l'objet, en inscriptions générales et en inscription spéciales, selon que la somme garantie par l'hypothèque y est déterminée ou indéterminée.

Toute inscription doit être spéciale en ce sens qu'elle doit indiquer le chiffre de la créance, en principal et accessoires, tels qu'intérêts et frais ¹, alors du moins que ce chiffre est déterminé par le titre constitutif de l'hypothèque, art. 2148, alin. 4, et art. 2153, alin. 3. Une inscription spéciale n'est nécessaire quoique le titre constitutif de l'hypothèque ne détermine pas le chiffre de la créance, que pour les hypothèques conventionnelles ; mais elle n'est nécessaire ni pour les privilèges ni pour les hypothèques légales, ni pour les hypothèques judiciaires, art. 2153, alin. 3, et arg. art. 2148, alin. 4 ². S'il s'agit d'un privilège, d'une hypothèque légale ou d'une hypothèque judiciaire, pour laquelle on prend inscription en vertu d'un titre qui ne détermine pas le chiffre de la créance, soit parce qu'elle est éventuelle ou conditionnelle, soit parce qu'elle est indéterminée de sa nature, il suffit

¹ V. Pigeau, 2, p. 253 ; Grenier, 2, n. 384 ; Troplong, n. 702 et s. ; [et Pont, n. 991.]

² C'est ce qui résulte des termes de l'art. 2148, qui ne prescrit l'évaluation de la créance indéterminée que « dans le cas où elle a été ordonnée, » rapprochés des art. 2132 et 2163, qui n'ordonnent cette évaluation que lorsqu'il s'agit d'une hypothèque conventionnelle, Troplong, n. 684. [Duranton, 20, n. 116 et s. ;] Paris, 16 mars 1822 ; Cass., 4 août 1826 ; Rouen, 19 fév. 1828 ; [Limoges, 5 déc. 1830. S. V., 40, 2, 245 ; et Rouen, 8 fév. 1851, S. V., 31, 2, 715.] Selon d'autres, au contraire, les hypothèques légales sont les seules dont l'inscription soit dispensée de spécialité ; la spécialité est nécessaire pour toutes les autres hypothèques. V. Persil, *Reg. hyp.*, p. 373 ; Tarrille, *Rép., v^e Inscript. hyp.*, § 5, n. 11. [Pont, n. 989 ; Dalloz, n. 1567. — D'après ces auteurs, si la créance résultant d'un jugement et pour laquelle le créancier a une hypothèque judiciaire est indéterminée, il doit en être fait évaluation dans l'inscription comme pour une hypothèque conventionnelle. Mais quelle que puisse être la force des considérations générales invoquées à l'appui de cette opinion, il nous semble qu'elles ne

peuvent prévaloir contre les arguments de texte qui militent en faveur du système qui dispense les hypothèques judiciaires comme les hypothèques légales de la nécessité d'une évaluation dans l'inscription, quand la créance est indéterminée, arguments de texte qui doivent prévaloir sur les inductions de toute nature, quand il s'agit de l'accomplissement d'une formalité prescrite à peine de nullité. Or, quelle indication exige l'art. 2148 pour la validité de l'inscription ? « Le montant du capital des créances exprimé dans le titre, ou évalué par l'inscrivante pour les droits éventuels, conditionnels ou indéterminés, dans les cas où cette évaluation est ordonnée. » Et quand est-elle ordonnée ? Uniquement dans le cas où il s'agit d'une hypothèque conventionnelle, puisque les art. 2132 et 2163 sont les seuls qui ordonnent ou supposent la nécessité de cette évaluation, et que l'un et l'autre de ces articles sont uniquement relatifs à l'hypothèque conventionnelle. Nous croyons donc devoir nous prononcer en faveur de l'opinion qui a pour elle la jurisprudence, malgré les autorités contraires qui ne nous paraissent pas avoir tenu suffisamment compte des textes qui fournissent la solution de la difficulté.]

que la créance soit mentionnée dans l'inscription d'une manière générale et sans détermination d'aucun chiffre. Si, au contraire, l'inscription est prise pour une hypothèque conventionnelle constituée pour une créance dont le titre ne détermine pas le chiffre, le créancier doit en faire l'évaluation dans l'inscription, sauf le droit du débiteur de demander la réduction de cette évaluation³, art. 2132, 2148, alin. 4, et 2163. V. aussi le paragraphe suivant.

§ 812. De la réduction des inscriptions.

La réduction d'une inscription est sa radiation partielle. Les règles relatives à la radiation totale des inscriptions s'appliquent donc en général aussi à leur réduction¹. La réduction peut, comme la radiation, en général du moins, être volontaire, c'est-à-dire avoir lieu par suite du consentement des parties, ou forcée, c'est-à-dire avoir lieu par suite d'une décision judiciaire. V. art. 2159 et 2161. Cependant, la réduction d'une inscription ne peut être provoquée que par le débiteur seul, tandis que sa radiation peut l'être également par le tiers détenteur de l'immeuble ou par un créancier intéressé à l'inefficacité de l'inscription². V. *inf.*, sur la radiation des inscriptions, le paragraphe 819.

La réduction d'une inscription, qu'elle soit volontaire ou forcée, peut d'ailleurs porter soit sur les immeubles, soit sur la somme, soit à la fois sur les immeubles et sur la somme³.

Or, si une inscription prise par un créancier qui, d'après la loi, a droit à une hypothèque générale, c'est-à-dire prise pour une

³ V. *sup.*, § 801.

¹ Merlin, *Rép.*, *vo* Radiation des hypothèques, § 12; Persil, sur l'art. 2161, n. 6 et 7.

² V. Merlin, *loc. cit.* Cependant, les créanciers du débiteur peuvent aussi, comme exerçant ses droits, demander la réduction de l'inscription, art. 1166; Troplong, n. 750.

³ La théorie de la réduction des inscriptions n'est pas sans difficultés, surtout en ce qui touche la conciliation des art. 2143 et 2144 avec l'art. 2161. V. Troplong, n. 747; Duranton, 20, n. 208; Pont, n. 600; Dalloz, n. 2591 et s. La difficulté qui, sur ce point, divise les auteurs, est de savoir si l'art. 2161 réglant la réduction des inscriptions prises par un créancier qui, d'après la loi, aurait droit d'en prendre sur les

biens présents comme sur les biens à venir, sans limitation convenue, s'applique à toutes les hypothèques générales, et, par conséquent, à l'hypothèque légale des femmes et des mineurs dont la réduction fait l'objet des art. 2143 et 2144, ou s'il ne s'applique qu'à l'hypothèque judiciaire. Nous avons que la question nous paraît oiseuse. L'art. 2161 pose sans doute un principe général, et à ce point de vue il s'applique à l'hypothèque légale comme à l'hypothèque judiciaire; mais la réduction de l'hypothèque légale se trouvant déjà réglée par les art. 2143 et 2144 auxquels l'art. 2161 ne déroge pas et auxquels il n'ajoute rien, nous ne voyons pas quel intérêt il peut y avoir à ce que la réduction de l'hypothèque légale des femmes ou des mineurs, soumise aux règles des art. 2143 et 2144, soit ou ne soit pas en même temps régie par l'art. 2161.]

hypothèque légale ou judiciaire ⁴, frappe plus d'immeubles ⁵ qu'il n'est nécessaire pour la garantie de la créance, eu égard à la valeur comparative des immeubles et du chiffre de la créance, le débiteur peut en demander la réduction à un ou plusieurs immeubles, pourvu que par une convention antérieure l'inscription n'ait pas déjà été réduite, et, de générale qu'elle était, convertie en une inscription spéciale ⁶, art. 2161. A cet effet, on procède à l'estimation de la valeur des immeubles comparée à celle de la créance. Cette estimation est abandonnée à l'appréciation du tribunal qui doit d'ailleurs avoir recours, pour s'éclairer, aux

⁴ [V. la note qui précède.] Cette disposition ne s'applique pas aux hypothèques conventionnelles, art. 2161, alin. 2; Grenoble, 3 janv. 1825, sauf dans le cas de l'art. 2130, [c'est-à-dire sauf le cas où, à raison de l'insuffisance des biens présents, le débiteur a consenti à ce que l'hypothèque affectât ses biens à venir, au fur et à mesure des acquisitions.] discussion de l'art. 2161; Merlin, *Rép.*, *vo* *Radiation des hyp.*, § 12; Grenier, 1, n. 135. Mais d'autres, se fondant sur le texte de l'article 2161, pensent que la réduction de l'hypothèque conventionnelle ne peut avoir lieu, même dans le cas de l'art. 2130, Delvincourt, sur l'art. 2161 et Troplong, n. 772. [Dalloz, n. 2647. Mais nous ne croyons pas que l'art. 2161 soit aussi contraire qu'on le suppose à l'extension de ses dispositions aux inscriptions prises en vertu d'une hypothèque constituée dans les termes de l'art. 2130. A quelles inscriptions s'applique l'art. 2161? Aux inscriptions prises par un créancier qui, d'après la loi, aurait droit d'en prendre sur les biens présents ou sur les biens à venir d'un débiteur. Or, les inscriptions dont il s'agit ne sont-elles pas prises, d'après la loi, c'est-à-dire, d'après l'art. 2130, sur les biens présents ou à venir du débiteur, puisqu'elles peuvent être prises sur tous les biens au fur et à mesure des acquisitions? Il est vrai qu'ici la loi ne suffit pas et qu'il faut de plus une convention; mais dès que cette convention intervient en vertu de l'art. 2130 qui, pour le cas particulier qu'il prévoit, permet de généraliser l'hypothèque conventionnelle, ne pourrait-on pas dire que les inscriptions qui, dans le cas de cet article, grevent tous les biens du débiteur, rentrent dans les termes de la disposition principale de l'art. 2161, et ne sont pas atteintes par sa disposition

finale qui n'exclut les hypothèques conventionnelles du bénéfice de l'action en réduction que lorsqu'elles sont purement conventionnelles, c'est-à-dire spéciales? Cette solution n'est donc pas absolument contraire aux termes de l'art. 2161, et elle est d'ailleurs parfaitement conforme à son esprit.] — S'il s'élevait des contestations sur un titre portant hypothèque spéciale, et s'il intervenait un jugement qui, en confirmant le titre, emportât une hypothèque judiciaire et, par conséquent, générale, le débiteur pourrait-il demander la réduction de l'hypothèque à l'immeuble primitivement hypothéqué? V. Merlin, *Rép.*, *vo* *Titre confirmatif*, et Troplong, n. 767. [Il nous semble que cela ne peut faire question. Le jugement qui condamne à fournir une hypothèque promise emporte sans doute une hypothèque judiciaire et conséquemment générale. Mais comme il suffit, pour faire disparaître l'hypothèque judiciaire, d'exécuter la condamnation, et qu'ici la condamnation est de fournir l'hypothèque spéciale convenue, le débiteur n'aura évidemment qu'à fournir cette hypothèque pour sortir des liens de l'hypothèque judiciaire et générale sans avoir besoin de former une demande en réduction.]

⁵ L'art. 2161 se sert du mot « domaines, » ce qui exprime l'idée d'un ensemble de biens formant un corps unique d'exploitation, distingué des autres biens hypothéqués. V. Merlin, *Rép.*, *vo* *Radiation*, § 14; Favard, *vo* *Réduction des hypothèques*, § 3; Troplong, n. 770; Duranton, 20, n. 209. V. aussi Delvincourt, 3, p. 304 et s.; Merlin, *Rép.*, *vo* *Inscription hypothécaire*, § 3; Persil, sur l'art. 2143; [Pont, n. 603; Dalloz, n. 2640. Ici le mot *domaines* est synonyme du mot *immeuble*.]

⁶ V. art. 2140 et 2142. [V. *sup.*, § 796, note 13 et s.]

moyens indiqués par l'article 2165 ⁷ et qui ne peut ordonner la réduction que lorsque la valeur d'un ou de plusieurs immeubles du débiteur, déduction faite des charges, excède de plus d'un tiers le montant total de la créance ⁸, art. 2162.

La réduction de l'inscription des hypothèques légales est soumise en outre aux règles particulières suivantes ⁹ :

1° L'hypothèque légale de l'Etat, des communes et des établissements publics sur les immeubles des receveurs et agents comptables, art. 2121, ne peut être réduite qu'en vertu d'une décision de l'autorité administrative compétente, c'est-à-dire de la Cour des comptes ¹⁰, L. 16 sept. 1807, art. 15.

2° Lorsque l'hypothèque légale des mineurs et des interdits n'a pas été restreinte à certains immeubles par l'acte de nomination du tuteur, le tuteur peut, si la valeur de ses biens libres excède notablement ¹¹ le montant des réclamations que le pupille pourrait être fondé à élever contre lui pour le fait de sa gestion, demander contre le subrogé tuteur la restriction de l'hypothèque, inscrite ou non inscrite, à certains immeubles ou même à un seul ¹². Cette demande doit être précédée d'un avis du Conseil de famille et jugée sur les conclusions du ministère public ¹³, art. 2143.

⁷ L'art. 2165 a pour but d'éviter aux parties les frais d'une expertise. V. Pigeau, 2, p. 398; Troplong, n. 774. [Merlin, *Rép.*, v° *Radiation*, § 18; Pont, n. 605; Lyon, 10 mai 1854, S. V., 54, 2, 605.]

⁸ En principal, intérêts et frais, art. 2148, n. 4. [Il est, du reste, bien évident qu'il n'y a lieu de suivre les règles qui précèdent que lorsque la réduction n'est pas volontaire mais forcée.]

⁹ Toutes ces dispositions ont pour but de protéger les droits et l'intérêt des créanciers, [sur lequel la loi doit veiller ici avec d'autant plus de soin qu'il s'agit de créanciers incapables.]

¹⁰ Persil, sur l'art. 2161. D'après cet auteur, ces hypothèques légales ne seraient pas susceptibles de réduction; mais il a perdu de vue la loi du 16 septembre 1807 qui indique les règles à suivre pour obtenir cette réduction. [Il faut, du reste, remarquer que l'administration supérieure, représentée par la Cour des comptes, a seule qualité pour ordonner la réduction : l'administration ne peut jamais y être contrainte judiciairement, Troplong, n. 765.]

¹¹ Les dispositions des art. 2162 et 2165 doivent donc être appliquées ici

avec une rigueur particulière, [Cass., 20 avr. 1826.]

¹² Cette demande doit être jugée en la forme contentieuse, contradictoirement avec le subrogé tuteur, Bourges, 1^{er} févr. 1834, S. V., 34, 2, 253; Cass., 3 juin 1834, S. V., 34, 1, 434; Paris, 11 juin 1834, S. V., 34, 2, 386; [Troplong, n. 638 et 644; Pont, n. 563.]

¹³ Dans le cas de l'art. 2143, le ministère public doit seulement être entendu dans ses conclusions, [c'est-à-dire comme partie jointe, le contradicteur du tuteur étant le subrogé tuteur,] Pr., art. 83. Au contraire, dans le cas de l'art. 2144, le ministère public est partie principale, [le mari ne pouvant diriger sa demande que contre lui.] Tel est le sens du mot *contradictoirement* dans l'art. 2145; arg. art. 2143, alin. 2. V. cependant Troplong, n. 644, selon lequel la demande, même dans le cas de l'art. 2143, doit être formée en même temps tant contre le ministère public que contre le subrogé tuteur. [V. aussi, en ce sens, Pont, n. 563. Bien que la disposition collective de l'art. 2145 paraisse autoriser cette dernière opinion, il nous semble cependant que lorsque le tuteur a un contradicteur naturel et légal en la

3° Le mari peut, dans des circonstances analogues ¹⁴, former une demande semblable; mais il doit préalablement obtenir le consentement de sa femme ¹⁵, et prendre l'avis des quatre plus proches parents de la femme réunis en conseil de famille ¹⁶. Cette

personne du subrogé tuteur, il est inutile qu'il aille chercher un autre contradicteur en la personne du ministère public qui ne peut être alors que partie jointe, et appelé en cette qualité à donner ses conclusions, comme dans toutes les affaires qui intéressent les mineurs. Le ministère public n'est partie principale que lorsqu'en l'absence de tout autre contradicteur, la demande du mari est dirigée contre lui. La rédaction vicieuse, selon nous, de l'art. 2143, vient de ce que le ministère public devant conclure sur l'action du mari comme sur celle du tuteur, on a réuni les deux hypothèses dans une seule disposition sans remarquer que le mot *contradictoirement* ne pouvait logiquement s'appliquer qu'à l'une des deux. Toutefois, en présence de cette disposition, le tuteur agira prudemment en formant sa demande tant contre le ministère public que contre le subrogé tuteur.]

¹⁴ [C'est-à-dire si l'hypothèque excède notablement les sûretés suffisantes. Et dans ce cas, pour reconnaître si l'hypothèque présente un excédant, il n'y a pas lieu de tenir compte des garanties accessoires stipulées pour la conservation de la dot : l'hypothèque légale doit garantir à elle seule l'intégralité des droits de la femme. Bordeaux, 10 août 1853, S. V., 54, 2, 98.]

¹⁵ Ainsi, l'art. 2161 est modifié par l'art. 2144, en ce sens que le mari, bien qu'il se trouve dans les conditions de l'art. 2161, ne peut néanmoins contraindre sa femme à donner son consentement à la restriction de son inscription ou de son hypothèque, ni le juge suppléer à ce consentement, Troplong, n. 640; Cass., 9 déc. 1824; Rouen, 5 févr. 1834, S. V., 34, 2, 584. V. aussi la discussion sur l'art. 2144. — *Contrà*, Duranton, 20, n. 208; Nancy, 26 août 1825. [L'art. 2144 est tellement précis à cet égard qu'aucun doute ne peut s'élever sur la nécessité du consentement de la femme, Pont, n. 559; Paris, 1^{er} avr. 1848, S. V., 48, 2, 224; et 31 mai 1851, S. V., 51, 2, 357.] — La femme peut d'ailleurs consentir à la réduction de son hypothèque, lors même qu'elle est mariée sous le régime dotal, Troplong, n. 640; [Montpellier, 17 déc. 1851, S. V., 52, 2, 664.] — Mais

dans tous les cas elle ne peut valablement consentir qu'autant qu'elle est majeure, arg. art. 2140; Merlin, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 3, n. 22; Delvincourt, sur l'art. 2144. — *Contrà*, Persil, sur l'art. 2144. [V. aussi Troplong, n. 635 bis. La femme ne peut être capable de consentir qu'autant qu'elle est majeure. On ne s'expliquerait pas comment la femme qui, dans le cas de l'art. 2140, ne peut consentir par son contrat de mariage à la restriction de son hypothèque légale qu'autant qu'elle est majeure, bien qu'alors elle soit entourée de ses parents dont les conseils peuvent éclairer sa volonté, pourrait y consentir, bien que mineure, pendant le mariage, lorsqu'elle est livrée sans défense à l'influence de son mari, Duranton, 20, n. 67; Pont, n. 558.] — Du reste, l'art. 2144 ne s'applique qu'au cas où la femme ne consent à la réduction qu'en faveur du mari. [La réduction ou renonciation au profit d'un tiers équivaut à une cession ou subrogation qui est soumise à des règles particulières. V. *sup.*, § 796. V. aussi Douai, 20 mars 1851, S. V., 51, 2, 481.] V. *sup.*, § 796.

¹⁶ Ce conseil de famille est d'ailleurs soumis aux dispositions des art. 407 et s., Maleville et Persil, sur l'art. 2144; Grenoble, 18 janv. 1833, S. V., 33, 2, 457. V. cependant Troplong, n. 644. [S'il s'agit d'un conseil de famille appelé à donner son avis sur la réduction de l'hypothèque légale du mineur, sa composition est régie par les dispositions générales des art. 407 et s. Mais s'il s'agit du conseil de famille appelé à donner son avis sur la réduction de l'hypothèque d'une femme, les règles spéciales de sa composition se trouvent dans l'art. 2144 qui veut que ce Conseil soit formé des quatre plus proches parents de la femme. Il suit de là que ce sont, d'une manière absolue, les quatre plus proches parents qui doivent composer ce conseil de famille, et non les quatre plus proches parents parmi ceux qui se trouvent sur les lieux ou dans une certaine distance. Il n'y aurait lieu de faire entrer dans ce conseil spécial des parents, autres que les parents plus proches que si, à raison d'une grande distance ou de circonstances particu-

demande ne peut d'ailleurs être formée par le mari qu'autant que l'hypothèque de la femme n'a pas déjà été restreinte par le contrat de mariage à un ou à plusieurs immeubles déterminés ¹⁷. Elle est jugée contradictoirement avec le ministère public ¹⁸, art. 2144 et 2145.

Quant aux hypothèques conventionnelles, si l'évaluation de la créance n'a été faite dans l'inscription que par le créancier seul (V. le paragraphe qui précède), le débiteur est fondé à demander la réduction de cette évaluation, dans le cas où elle excéderait considérablement le montant probable de la créance. Mais alors le créancier conserve, si la créance vient ensuite à s'élever à un chiffre plus élevé, le droit de prendre une nouvelle inscription à raison de cet excédant ¹⁹, art. 2163 et 2164. V. aussi art. 2132.

Il en est de même au cas de réduction de l'inscription d'une hypothèque légale ou d'une hypothèque judiciaire : si les immeubles auxquels l'hypothèque a été restreinte perdent dans la suite de leur valeur par une raison quelconque, le créancier peut demander un supplément d'hypothèque ²⁰. Arg. art. 2131 et 2164.

Si une hypothèque conventionnelle s'appliquait à la fois aux biens présents et aux biens à venir, en vertu de l'art. 2130, l'inscription prise pour la conservation de cette hypothèque serait susceptible de réduction, conformément à l'art. 2161 ²¹.

Par la réduction de l'inscription et quelle que soit d'ailleurs la nature de l'hypothèque, les immeubles dégrevés sont affranchis ²², soit définitivement, soit provisoirement, selon les cas, de

lières, il était absolument impossible de les réunir. V. Troplong, *loc. cit.*; Pont, n. 561, et l'arrêt précité de Grenoble.]

— Le tribunal n'est pas d'ailleurs absolument tenu de se conformer à l'avis de ce conseil de famille, ni dans le cas de l'art. 2143, ni dans celui de l'art. 2144, Merlin, *Rep.*, v° *Inscript. hyp.*, § 3, n. 23; Persil, sur l'art. 2143, n. 3, et Troplong, n. 642; [Pont, n. 564.]

¹⁷ C'est ce qui résulte du mot *pareillement* qui se trouve dans l'art. 2144; Persil, sur cet article.

¹⁸ V. *sup.*, note 13. — La femme peut-elle appeler du jugement qui admet la réduction? Non, parce qu'elle ne peut rétracter son consentement. Mais le droit d'appel appartient au ministère public. V. Troplong, n. 644, et Grenoble, 18 janv. 1835, S. V., 35, 2, 457. [Le droit du ministère public ne nous semble pas contestable, puisqu'il est partie principale et que c'est contre lui que la demande du mari est formée et sui-

vie, Troplong, n. 644; Pont, n. 565; Cass., 3 déc. 1844, S. V., 45, 1, 14; et Grenoble, 7 avr. 1849, S. V., 50, 2, 398.

V. cependant en sens contraire l'arrêt précité de Grenoble du 18 janvier 1835. — Quant à la femme qui n'est pas partie dans l'instance introduite par son mari contre le ministère public, il est bien évident qu'elle ne peut interjeter appel du jugement qui statue sur la demande de son mari; et il nous semble également évident qu'elle ne serait pas recevable à y former tierce opposition, parce qu'elle ne peut revenir sur son consentement, Troplong, *ibid.*]

¹⁹ L'hypothèque n'a d'effet, à raison de cet excédant, que du jour de la date de la nouvelle inscription, art. 2164; Persil, sur l'art. 2152, n. 5; Liège, 24 août 1809. [V. Pont, n. 705 et s.]

²⁰ Grenier, 1, n. 268, [et *inf.*, note 22.]

²¹ [V. *sup.*, note 4.]

²² La réduction fait disparaître non-seulement l'inscription, mais l'hypo-

l'hypothèque qui les frappait. Arg. art. 2145 et 2164. Cependant les hypothèques réduites du mineur ou de la femme conservent, spécialement en ce qui touche leur rang, tous les privilèges qui y étaient attachés avant la réduction ²³.

§ 813. Règles particulières à la conservation des privilèges ¹.

1° Le vendeur conserve son privilège par la transcription du contrat de vente ², constatant que la totalité ou partie du prix lui

thèque elle-même en ce qui touche les biens qui en sont libérés, sauf l'effet des nouvelles inscriptions qui peuvent être prises en vertu de l'art. 2164. Troplong, n. 644. [Mais il est à remarquer que le cas de l'art. 2164 est le seul où une inscription nouvelle puisse être prise sur d'autres biens malgré la restriction antérieurement obtenue. Quand une hypothèque légale a été restreinte, cette restriction est définitive, et une femme ne pourrait, sous prétexte de l'insuffisance des immeubles qui sont demeurés grevés de son hypothèque, demander plus tard l'extension de cette hypothèque, même sous prétexte de la découverte d'une reprise que l'on ne connaissait pas lors du jugement de restriction, Limoges, 9 mars 1850, S. V., 53, 2, 300; et Montpellier, 17 déc. 1851, S. V., 52, 2, 664. V. cependant, Paris, 10 fév. 1857, S. V., 57, 2, 124. V. aussi Douai, 22 avr. 1857, S. V., 57, 2, 746.]

²³ Merlin, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 3, n. 25. [Et elles demeurent dispensées d'inscription après comme avant la réduction : seulement l'inscription ne peut être prise, si elle ne l'a encore été, que sur les immeubles auxquels l'hypothèque a été restreinte, Pont, n. 555.]

¹ Conserver un privilège, c'est le rendre efficace à l'égard des tiers. [Sur ce point, l'art. 2106 dispose qu'entre les créanciers, les privilèges ne produisent d'effet à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics par l'inscription sur les registres du conservateur des hypothèques de la manière déterminée par la loi et à compter de la date de cette inscription. Mais il ne faut pas confondre le rang des privilèges avec l'effet des privilèges. Si les privilèges ne produisent d'effet que par leur inscription, ils ont un rang indépendant de cette inscription, d'après la règle : *Privilegia non ex tempore astimantur*,

sed ex causa, règle consacrée par les art. 2095 et 2096. Ce qui prouve d'ailleurs que les privilèges ont, comme privilèges, un rang indépendant de leur inscription et de la date de cette inscription, c'est l'art. 2115 aux termes duquel le privilège qui n'est point inscrit dans les délais déterminés pour sa conservation dégénère en une simple hypothèque qui ne date que du jour de l'inscription, disposition inutile et superflue si les privilèges, même inscrits en temps utile, n'avaient jamais rang que du jour de la date des inscriptions, Tarrible, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 5; Persil, sur l'art. 2106; Grenier, n. 376; Delvincourt, 3, p. 379; Duranton, 19, n. 209 et s.; Troplong, n. 266 et s. — *Contrà*, Valette, *De l'effet ordinaire de l'inscript. des priv. sur les imm.*; Hureauux, *Etudes théor. et prat. sur le Code civ.* (Et. 1^{re}); Mourlon, *Examen du comm. de M. Troplong*, n. 234 et s.; et Pont, n. 252 et s. — Il est au surplus à remarquer qu'il n'est question dans ce paragraphe que de la conservation des privilèges particuliers sur les immeubles. Quant aux privilèges sur les meubles, et aux privilèges généraux sur les immeubles, ils sont dispensés de la formalité de l'inscription, ainsi qu'on l'a vu, *sup.*, § 806.]

² [La transcription des contrats d'acquisition qui, sous le régime de la loi du 11 brumaire an VII, antérieur au Code Napoléon, était une des conditions de la transmission de la propriété à l'égard des tiers, a cessé sous le régime du Code d'être nécessaire pour la transmission de la propriété. V. *inf.* l'appendice au présent titre, et n'a plus été qu'un moyen d'arriver à la purge des hypothèques, V. *inf.*, § 832, ou un moyen de conservation du privilège du vendeur. Mais aujourd'hui, et depuis la loi du 23 mars 1855, la transcription est redevenue un des éléments de la transmission de la propriété à l'égard des

est due ³. Le vendeur peut également, sans faire transcrire le contrat, conserver son privilège au moyen d'une inscription ⁴.

Dans les deux cas, c'est-à-dire soit que le vendeur fasse transcrire, soit qu'il prenne l'inscription, il reste soumis, en ce qui touche les délais à observer aux règles générales établies, *suprà*, § 808 ⁵.

tiers ; de sorte qu'en même temps qu'elle consolide la propriété sur la tête de l'acquéreur, elle assure le privilège du vendeur sur l'immeuble aliéné. Aucun délai, du reste, n'est prescrit pour faire la transcription, qui est toujours utilement opérée, tant que l'immeuble n'a pas été revendu par l'acquéreur. V. *inf.*, note 4. Peu importe d'ailleurs que la transcription soit faite par l'acquéreur ou par le vendeur : l'un et l'autre a le droit de la requérir, parce que l'un et l'autre y a intérêt, Troplong, *Transcript.*, n. 258 ; Pont, n. 264 ; Dalloz, n. 649.]

— Il est à remarquer que dans le cas de deux ventes successives, la transcription de la seconde vente ne conserve pas le privilège du premier vendeur, Persil, sur l'art. 2108 ; Troplong, n. 248 ; Paris, 3 juill. 1815 ; Cass., 14 janv. 1818 ; [Delvincourt, 3, p. 283 ; Grenier, 2, n. 377 ; Pont, n. 265 ; Dalloz, n. 650. — Et il en est ainsi, encore bien qu'il soit fait mention de la première vente dans la seconde, Cass., 29 avr. 1845, S. V., 45, 1, 535 ; Montpellier, 9 juin 1853, S. V., 53, 2, 406. V. cependant Bruxelles, 3 juin 1817.] — Le privilège résulte même d'un acte sous seing privé, Persil, sur l'art. 2108, n. 4. [Delvincourt, 2, p. 283 ; Troplong, n. 285 bis ; Cass., 6 juill. 1807, et Grenoble, 8 févr. 1810 ; V. *sup.*, § 809.]

³ [Il suit de là que si le contrat portait quittance, le vendeur ne serait pas fondé à réclamer le privilège, alors même qu'il justifierait par un autre acte que le prix lui est encore dû. Cette reconnaissance séparée serait une contre-lettre qui, aux termes de l'art. 1321, ne peut être opposée aux tiers, Pont, n. 267 ; Dalloz, n. 647. Il pourrait cependant en être autrement si l'acte constatant que le prix est encore dû faisait corps en quelque sorte avec l'acte de vente portant quittance du prix, et si les deux actes, comme constituant un seul et même contrat, avaient été soumis l'un et l'autre en même temps à la transcription. C'est ce qui a lieu, par exemple, dans le cas où un acte de vente sous seing privé, portant quittance du prix, a été déposé chez un no-

taire par l'acquéreur qui a reconnu dans l'acte de dépôt n'avoir payé le prix qu'en billets et déclaré en même temps consentir à ce que le vendeur conservât son privilège, et lorsque d'ailleurs ces deux actes ont été transcrits, Cass., 4 déc. 1823. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs, pour que la transcription conserve le privilège, que le prix dû consiste en une somme d'argent : ce privilège est conservé pour les charges évaluées ou susceptibles d'évaluation, Cass., 12 juin 1855, S. V., 56, 1, 65. V. aussi Bruxelles, 17 mars 1806.]

⁴ Merlin, *Rép.*, vo *Privilège*, sect. 5, n. 12 ; Persil, sur l'art. 2108, n. 3 ; Grenier, 2, n. 376 ; Troplong, n. 285 ; Cass., 7 mai 1811 ; Rennes, 21 août 1811 ; Besançon, 15 juill. 1812 ; [Cass., 26 juill. 1813. En est-il de même depuis la loi du 23 mars 1855 ? Selon des auteurs, la vente n'ayant aucun effet contre les tiers tant qu'elle n'a point été transcrite, le privilège n'aurait pas sa raison d'être et l'inscription qui en serait prise demeurerait sans effet vis-à-vis du tiers comme la vente elle-même. V. Pont, n. 265 et Dalloz, n. 653. Mais cette opinion n'est pas conciliable avec l'art. 6 de la loi du 23 mars 1855 qui permet en termes exprès au vendeur de conserver son privilège par l'inscription. V. Troplong, *Transcript.*, n. 275 et s. — Cette inscription peut d'ailleurs être prise en vertu d'un acte de vente sous seing privé : le conservateur devant prendre une inscription par suite de la transcription qui aurait été faite en vertu d'un acte sous seing privé, V. *sup.*, note 2. on ne voit pas pourquoi le vendeur qui voudrait prendre directement l'inscription serait obligé de représenter un acte authentique ; Cass., 6 juill. 1807 ; Persil, sur l'art. 2108, n. 7 ; Grenier, 2, n. 386 ; Delvincourt, 2, p. 283 ; Troplong, n. 285 bis ; Dalloz, n. 656.]

⁵ Aucun délai particulier n'a été fixé par la loi pour la conservation du privilège du vendeur, ou, ce qui revient au même, pour la transcription de l'acte de vente. L'art. 854, Pr., n'a pas pour but de placer à cet égard le vendeur dans

Bien que le vendeur ait conservé son privilège par la transcription de l'acte de vente, le conservateur des hypothèques n'en est pas moins tenu d'inscrire d'office ce privilège, art. 2108⁶. V. *sup.*, §§ 793 et 807.

[Avant la loi du 23 mars 1855, soit que le vendeur eût conservé son privilège, soit qu'il ne l'eût pas conservé, il pouvait, dans l'un et l'autre cas, si le prix de vente n'avait point été payé, former, en vertu des articles 1184 et 1654, une action résolutoire dont l'effet était opposable, même au tiers détenteur. Mais aujourd'hui l'action résolutoire est liée à l'existence du privilège, et elle ne peut plus être exercée après l'extinction du privilège du vendeur, au préjudice des tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble, du chef de l'acquéreur, et qui se sont conformés aux lois pour les conserver⁷, L. 23 mars 1855, art. 7.]

une position particulière. V. *sup.*, § 808, notes 6 et s. V. Merlin, *Rép.*, v^o *Privilege*, sect. 5, n. 5; et v^o *Transcription*, § 5, n. 6; Grenier, 2, n. 377; Persil, sur l'art. 2108, n. 14; Troplong, n. 282 et s. [L'état de choses résultant, soit du silence de l'art. 2108 sur le délai de la transcription ou de l'inscription du privilège du vendeur, soit des dispositions particulières de l'art. 834, Pr., a été modifié par la loi du 23 mars 1855 qui, en faisant de la transcription un des éléments de la transmission de la propriété à l'égard des tiers, interdit par cela même aux créanciers du chef d'un précédent vendeur de s'inscrire utilement après la transcription d'une vente postérieure. Mais, par dérogation à cette règle, le privilège du vendeur peut, aux termes de l'art. 6 de la loi du 23 mars 1855, être utilement inscrit dans les quarante-cinq jours de l'acte de vente, nonobstant toute transcription d'actes faite dans ce délai. Le législateur a voulu, par cette disposition exceptionnelle, protéger le vendeur contre une revente précipitée qui serait transcrite avant la vente antérieure. Mais s'il n'intervient pas de revente ou si la revente n'est pas transcrite, la transcription de la première vente, ou l'inscription du privilège du premier vendeur, ne sont soumis à aucun délai, et peuvent toujours avoir lieu, *rebus integris*; Troplong, *Transcript.*, n. 279. Il en serait de même si la revente était le résultat d'un concert frauduleux pour faire perdre au vendeur son privilège; Cass., 14 mars 1859, S. V., 59, 1, 855; Troplong, *Transcript.*, n. 190. — Mais si l'acquéreur venait à tomber en faillite,

le vendeur ne pourrait utilement ni transcrire ni s'inscrire contre le failli à raison du dessaisissement résultant de l'état de faillite; Troplong, n. 148 et 282; Nancy, 6 août 1859, S. V., 59, 2, 594. — *Contra*, Pont, n. 903. Il n'en est ainsi cependant et le vendeur n'est déchu du droit de faire transcrire ou de prendre inscription, que si les syndics ont eux-mêmes pris inscription sur les biens du failli, aux termes de l'art. 490 Com., parce que c'est cette inscription qui conserve le droit des créanciers, Rivière et Huguet, n. 189 et s. V. *inf.*, note 7. Il en serait de même si le vendeur se trouvait en présence d'une succession bénéficiaire; son privilège ne pourrait être conservé que par une inscription prise avant le décès de l'acquéreur, alors même que ce décès serait arrivé avant l'expiration des quarante-cinq jours, Troplong, n. 282; Rivière et Huguet, n. 370.]

⁶ [Il est à remarquer que l'inscription d'office n'est pas nécessaire pour la conservation du privilège qui est déjà conservé par la transcription : elle n'est utile que comme moyen de prévenir les tiers vis-à-vis desquels le conservateur est responsable, si le défaut d'inscription leur causait préjudice, Troplong, *Hyp. et Priv.*, n. 286; Pont, n. 268 et s. V. *sup.*, § 805, note 11.]

⁷ Grenier, 2, n. 378 et s.; Merlin, *Rép.*, v^o *Résolution*; Delvincourt, sur l'art. 1654; Paris, 15 nov. 1816; Cass., 2 déc. 1811; 3 déc. 1817; Limoges, 19 janv. 1824; [Paris, 20 janv. 1826; Cass., 30 avr. 1827; Montpellier, 29 mai 1827; Cass., 26 mars 1828; Bordeaux, 6 juill. 1841, S. V., 42, 2, 72. Il y a

2° Le bailleur de fonds pour l'acquisition d'un immeuble conserve son privilège de la même manière que le vendeur lui-même.

donc aujourd'hui solidarité complète entre le privilège et l'action résolutoire : la loi nouvelle du 23 mars 1855 a mis fin à l'anomalie qui autorisait le vendeur à exercer une action résolutoire dont l'effet rétroagissait contre les tiers, alors que, n'ayant pas conservé son privilège, il se trouvait privé à ce titre de tout droit de suite ou de préférence.—Il suit de là que le vendeur qui, par l'effet de la faillite de l'acquéreur se trouve dans l'impossibilité de faire transcrire le contrat ou d'inscrire son privilège, ne peut plus exercer l'action résolutoire, Trop-Long, n. 275 et s.—*Contrà*, Bordeaux, 15 juill. 1857, S. V., 57, 2. 641; Pont, n. 904. Le vendeur cesse dans ce cas de pouvoir faire inscrire son privilège, alors du moins que le syndic a pris, dans l'intérêt de la masse, l'inscription prescrite par l'art. 490 Com., Riom, 1^{er} juin 1859, S. V., 59, 2, 598.—V., pour le cas de succession bénéficiaire, Montpellier, 6 avr. 1859, S. V., 59, 2, 593.—Toutefois, aux termes de l'art. 11 de la loi du 23 mars 1855, le vendeur dont le privilège était éteint au moment où cette loi est devenue exécutoire (1^{er} janv. 1856) a pu conserver son action résolutoire par une inscription prise dans le délai de six mois à partir de la même époque. Mais le vendeur dont le contrat a une date certaine antérieure à la loi du 23 mars 1855 peut toujours, jusqu'à la transcription de la vente faite par son acquéreur, conserver son privilège et son action résolutoire en faisant transcrire son contrat ou en prenant inscription : il n'est pas tenu, pour conserver l'action résolutoire, de la faire inscrire dans les six mois à partir du 1^{er} janvier 1856, conformément à l'art. 11 de la loi du 23 mars 1855, qui n'est applicable qu'au vendeur dont le privilège était éteint au moment où cette loi est devenue exécutoire, Rouen, 28 déc. 1857, S. V., 58, 2, 76. Mais il suit également de là que celui dont le privilège s'est éteint dans les six mois à partir du 1^{er} janv. 1856, par exemple par la faillite de l'acquéreur, n'a pu se prévaloir de la disposition transitoire de l'art. 11 précité, pour faire inscrire son action résolutoire dans ce délai de six mois.—*Contrà*, Grenoble, 13 mars 1858; S. V., 59, 2, 209. — Les différentes questions qui précèdent avaient été jugées dans le sens des solutions que nous adoptons ici, par un jugement du tribunal de

Reims rendu le 13 mars 1857, sous la présidence de l'un de nous. — Voici les termes de ce jugement qui, à notre connaissance, est la première décision judiciaire intervenue, depuis la loi du 23 mars 1855, sur les difficultés qui s'y trouvent résolues : « En ce qui touche le privilège : — Attendu qu'il résulte de l'art. 448, Com., que les droits de privilège ne peuvent plus être valablement inscrits après le jugement déclaratif de faillite ; qu'en fait, Clia a été déclaré en faillite par jugement du tribunal de commerce du 9 janvier 1856 ; qu'aucune inscription n'a été prise dans l'intérêt de la dame Viéville avant le 6 mai de la même année 1856 : d'où il suit que la dame Viéville a perdu son privilège ; — En ce qui touche l'action résolutoire : — Attendu qu'aux termes de l'art. 7 de la loi du 23 mars 1855, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1856, l'action résolutoire établie par l'art. 1654 du Code Napoléon ne peut être exercée après l'extinction du privilège du vendeur, au préjudice des tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur, et qui se sont conformés aux lois pour les conserver ; — Attendu que, le privilège du vendeur étant éteint dans l'espèce, l'action résolutoire ne peut être exercée par la dame Viéville, si elle se trouve en présence de tiers ayant acquis et conservé des droits sur l'immeuble, conformément à l'art. 7 de la loi du 23 mars 1855 ; — Attendu que si les créanciers qui composent la masse d'une faillite sont les ayants cause du débiteur failli, lorsqu'ils exercent les droits de leur débiteur, ils sont des tiers lorsqu'ils agissent dans l'intérêt de la conservation des droits qu'ils ont contre lui ou contre ses biens ; — Qu'en matière de faillite, la masse, bien que composée de créanciers chirographaires, n'en a pas moins un droit réel collectif sur tous les biens du failli par l'effet du jugement déclaratif de la faillite qui, en dessaisissant le failli de ses biens, en saisit la masse qui s'en trouve nantie comme d'un gage qu'elle administre et sur lequel elle a le droit exclusif de se faire payer ; — Que ce droit est clairement consacré, tant par l'art. 448, Com., lequel arrête l'inscription des privilèges et des hypothèques dans l'intérêt de la masse, que par l'art. 490 du même Code qui prescrit aux syndics de prendre inscription au nom de la masse des créanciers sur les

Ainsi, la transcription du contrat de vente conserve ce privilège, pourvu que le contrat constate que les fonds empruntés ont été employés à payer le prix de la vente ², art. 2108. V. *suprà*, § 793.

immeubles du failli ; — Attendu qu'à la date du 22 janvier 1856, les syndics de la faillite Cila, agissant au nom et comme représentant la masse des créanciers, ont, en vertu du jugement déclaratif de faillite, pris inscription, pour conservation des sommes dues aux divers créanciers, sur les biens immeubles appartenant au failli, et notamment sur l'immeuble qui a fait l'objet de la vente du 1^{er} octobre 1828 ; — Qu'il suit de là que les conséquences légales de la déclaration de faillite, en privant la dame Viéville de son privilège, la privent également de son action résolutoire vis-à-vis des créanciers composant la masse de la faillite du sieur Clin ; — Attendu que c'est vainement qu'on invoque dans l'intérêt de la dame Viéville l'alinéa 4 de l'art. 41 de la loi du 23 mars 1855, placé parmi les dispositions transitoires, suivant lequel le vendeur dont le privilège serait éteint au moment où ladite loi est devenue exécutoire, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1856, pourra encore conserver vis-à-vis des tiers l'action résolutoire qui lui appartient, aux termes de l'art. 1654, Nap., en faisant inscrire son action au bureau des hypothèques, dans les six mois à partir de la même époque ; d'où l'on conclut que l'inscription prise par la dame Viéville à la date du 6 mai 1856, par conséquent dans le délai de six mois imparti par ledit article, a conservé son action résolutoire ; — Attendu que le texte de l'alinéa 4 de l'art. 41 de la loi du 23 mars 1855, et encore plus, l'esprit qui l'a dicté résistent à l'application que, dans l'intérêt de la dame Viéville, on prétend en faire à la cause actuelle : — le texte, car la disposition précitée ne parle que du vendeur dont le privilège était éteint au moment où la loi est devenue exécutoire, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1856, tandis que, dans l'espèce, le privilège de la dame Viéville n'a été éteint que par l'effet du jugement déclaratif de la faillite, le 9 du même mois de janvier 1856 ; — l'esprit, car si l'on comprend que la loi, pour concilier le respect des droits acquis, avec le principe nouveau de la solidarité du privilège et de l'action résolutoire, ait pu déterminer un délai à partir du jour où la loi du 23 mars 1855 est devenue exécutoire, pendant

lequel les vendeurs qui, sous l'empire des anciens principes, avaient négligé de conserver un privilège inutile à la conservation de l'action résolutoire, pouvaient, au moyen d'une inscription spéciale, conserver cette action résolutoire sur laquelle ils avaient eu le droit de compter, on ne comprendrait pas que la loi eût appelé à profiter du même délai ceux qui, ayant encore leur privilège au 1^{er} janvier 1856, pouvaient toujours, en le conservant, conserver leur action résolutoire ; auxquels aucun délai fatal n'est imparti par la loi pour l'inscription de ce privilège, et qui ne cessent d'avoir le droit de le faire utilement inscrire qu'au moment où le droit réel d'un tiers vient s'interposer entre eux et leur acquéreur ; — Qu'il suit de là que la dame Viéville ne peut trouver dans la loi du 23 mars 1855 aucune disposition particulière qui la relève de la perte de son action résolutoire, comme conséquence de la perte de son privilège. »]

² L'art. 2108 suppose que le prêteur qui a fourni les fonds sera subrogé aux droits du vendeur par le contrat. Mais il n'est pas nécessaire que la subrogation soit expressément faite par l'acte de vente, puisqu'elle a lieu de plein droit aux termes de l'art. 1250. Toutefois, le privilège du prêteur n'est conservé par la transcription de l'acte de vente qu'autant que cet acte est authentique, art. 1250 et 2103. V. Grenier, 2, n. 396. [et Pont, n. 284. — V. aussi *suprà*, § 793, note 14. De ce que la transcription conserve le privilège du prêteur, il suit qu'elle peut être requise non-seulement par le vendeur, ainsi que nous l'avons vu *suprà*, note 2, mais encore par le prêteur, art. 2108. Et lors même que la subrogation dériverait d'un autre acte que de l'acte de vente, le bailleur de fonds pourrait requérir lui-même la transcription, en produisant l'acte de subrogation ; à plus forte raison pourrait-il conserver son privilège en prenant une inscription directe, Grenier, 2, n. 395 ; Persil, sur l'art. 2108, n. 3, 4 et 5 ; Pont, n. 285 ; Dalloz, n. 658. — On s'est demandé si la transcription de l'acte de vente profite aux créanciers auxquels le vendeur a délégué son prix dans l'acte de vente. Il est certain que si la délé-

3° Le cohéritier ou copartageant conserve le privilège que lui assure l'art. 2103⁹, en le faisant inscrire dans les soixante jours qui suivent le partage¹⁰. V. *suprà*, § 808, note 13 et s., et art. 2109¹¹.

gation n'a pas été acceptée par les créanciers, le contrat ne contient alors qu'une simple indication qui ne met pas les créanciers au lieu et place du délégant, et qui, par conséquent, ne peut leur faire acquérir aucun droit de préférence sur la somme déléguée, Grenier, 2, n. 388; Toullier, 7, n. 289; Troplong, n. 368; Pont, n. 286; Dalloz, n. 659. V. aussi Cass., 15 fruct. an XII, et 22 avr. 1807; Caen, 12 févr. 1812; Limoges, 26 juin 1820; Aix, 27 juill. 1846, S. V., 46, 2, 443. Mais il en est autrement quand la délégation a été acceptée : le créancier devient alors un véritable délégué, cessionnaire du vendeur duquel il peut exercer tous les droits, conformément à l'art. 2112, Delvincourt, 3, p. 283; Grenier, 2, n. 388; Pont, n. 286; Dalloz, n. 660. V. cependant Persil, sur l'art. 2108, n. 17.]

⁹ [Malgré le silence de l'art. 2109, le privilège conféré aux cohéritiers par l'art. 2103, pour la garantie d'éviction à raison des partages, est soumis, comme le privilège pour les soultes et retours de lots, à la nécessité de l'inscription dans les soixante jours. L'art. 2109 est le complément de l'art. 2103, et n'a pu vouloir laisser au copartageant la faculté de faire inscrire en tout temps le privilège pour la garantie d'éviction, quand il renfermait dans un délai de rigueur l'inscription du privilège pour les soultes et retours de lots, Persil, sur l'art. 2109, n. 3; Grenier, 2, n. 403; Duranton, 19, n. 181 et s.; Troplong, n. 291; Pont, n. 290; Dalloz, n. 681; Cass., 12 juill. 1853, S. V., 53, 1, 742. — *Contrà*, Delvincourt, 2, p. 153; Liège, 9 mars 1818; Paris, 29 avr. 1851, S. V., 52, 2, 343.]

¹⁰ Ainsi, la transcription de l'acte de partage n'est ni nécessaire, ni suffisante. [Elle n'est pas nécessaire parce que la transcription n'est requise que pour les actes translatifs de propriété, et que les partages sont purement déclaratifs de propriété. Elle est insuffisante parce que la transcription n'est une formalité efficace que lorsqu'elle est utile : quand elle n'est pas requise, c'est un acte inopérant qui ne peut nuire ni servir à personne. V. Troplong, *Transcript.*, n. 45.] Mais si les immeubles communs ont été vendus par licitation et adjugés à un

tiers, on rentre dans le cas prévu par l'art. 2108, Persil, sur l'art. 2109, n. 6; Grenier, 2, n. 400 et s.; Favard, *v° Privilège*, sect. 4, § 8; Cass., 14 mai 1833, S. V., 33, 1, 381. [C'est aujourd'hui la disposition expresse de l'alinéa 4 de l'art. 1^{er} de la loi du 23 mars 1855 qui soumet à la transcription tout jugement d'adjudication autre que celui rendu sur licitation au profit d'un cohéritier ou d'un copartageant. V. Troplong, *Transcript.*, n. 100. Mais dans ce cas la transcription ne conserve que le privilège des cohéritiers ou copartageants vendeurs, contre le tiers adjudicataire, et non le privilège des cohéritiers ou copartageants les uns contre les autres ou contre leurs créanciers. Ce privilège n'est jamais conservé que par l'inscription requise par l'art. 2109 et qui doit être faite dans le délai de soixante jours du partage ou de l'acte équivalent, délai réduit à quarante-cinq jours dans le cas où dans cet intervalle il interviendrait une transcription d'actes translatifs de la propriété des mêmes biens, L. 23 mars 1855, art. 6. V. *sup.*, note 5. Toutefois, selon des auteurs, le copartageant qui, faute d'inscription dans les quarante-cinq jours, est déchu de son privilège contre l'acquéreur des immeubles partagés, mais qui a fait transcrire son contrat dans le même délai, pourrait encore exercer son privilège contre les autres créanciers du vendeur en s'inscrivant avant l'expiration du délai de soixante jours, Pont, n. 318; Dalloz, n. 696.]

¹¹ [De ce que la loi assimile au partage tout acte qui fait cesser l'indivision entre communistes, il faut en conclure que dans tous les cas où une cession de droits successifs, faite par un cohéritier à ses cohéritiers, doit être considérée comme constituant un acte de partage, V. *sup.*, § 393, le cohéritier cédant a droit, non au privilège de vendeur, mais au privilège de copartageant, lequel dès lors n'est point conservé par la transcription de la cession suivie d'inscription d'office, conformément à l'art. 2108, mais seulement par une inscription prise dans les soixante jours, conformément à l'art. 2109, Montpellier, 21 déc. 1844, S. V., 45, 2, 587; Bourges, 26 janv. 1844, S. V., 45, 2, 426; Montpellier, 27 janv. 1854, Dall. 55, 2, 113, et Pont, n. 291. Si, au contraire, d'après les

V. aussi § 793. Ce délai de soixante jours compte à partir du jour où le partage a été terminé, et, s'il y a eu licitation, à partir du jour de la licitation ¹², ce jour non compris ¹³. On peut d'ailleurs prendre inscription en vertu d'un acte de partage sous seing privé ¹⁴.

4° Les architectes, entrepreneurs ou ouvriers conservent leur privilège en faisant inscrire les deux procès-verbaux mentionnés au paragraphe 793 ¹⁵. Il n'y a pour l'inscription de ce privilège d'autre délai que les délais généraux établis au paragraphe 808 ¹⁶. Cependant, ce privilège n'a de rang qu'à la date de l'inscription

circonstances et la volonté des parties, la cession n'était, en réalité, qu'une vente, alors il n'y aurait pas lieu au privilège de copartageant, mais au privilège du vendeur, qui serait conservé par la transcription du contrat et l'inscription d'office, Cass., 25 juin 1845, S. V., 45, 1, 806; Toulouse, 2 janv. 1847; Dall., 47, 2, 103; Grenoble, 4 janv. 1853, S. V., 53, 2, 580.]

¹² V. Cass., 11 août 1830; Lyon, 29 déc. 1835, S. V., 36, 2, 451; Paris, 5 déc. 1836, S. V., 37, 2, 273. [Bordeaux, 31 juin 1831, S. V., 31, 2, 375; Cass., 23 juill. 1839, S. V., 39, 1, 560; Montpellier, 4 janv. 1845, S. V., 45, 2, 371; Troplong, n. 318 bis. Lorsqu'il y a lieu au tirage au sort des lots, le délai court à dater du procès-verbal de tirage qui seul fait cesser l'indivision d'une manière définitive, Cass., 23 juill. 1839, S. V., 39, 1, 560; Montpellier, 4 janv. 1845, S. V., 45, 2, 371; Cass., 19 juin 1849, S. V., 49, 1, 626; Colmar, 3 août 1849; Dall., 50, 2, 54; Pont, n. 294. V. cependant Troplong, n. 314 ter. — Dans tous les cas le délai court contre les héritiers mineurs comme contre les majeurs, Paris, 3 déc. 1836, S. V., 37, 2, 273; Cass., 15 juin 1842, S. V., 42, 1, 631; 17 nov. 1851, S. V., 52, 1, 49; Agen, 6 févr. 1852, S. V., 52, 2, 235. V. cependant Cass., 27 févr. 1820.] — V., pour le cas où il y a eu licitation, Bordeaux, 15 juin 1831, S. V., 31, 2, 275; Lyon, 21 févr. 1832, S. V., 32, 2, 560; Paris, 7 févr. 1833, S. V., 33, 2, 415. — Si le partage a eu lieu par testament, le délai court *a die mortis*; si par une disposition entre vifs, par exemple dans le cas de l'art. 1076, du jour de l'acceptation, Favard, *vo Privilège*, sect. 4, § 8; Troplong, n. 315. [Persil, *Quest.*, 1. ch. VI, § 8; Grenier, 2, n. 407; Dalloz, n. 692; Montpellier, 19 févr. 1853; Dall., 53, 2, 204.]

¹³ [Le jour *a quo* n'est pas compris

dans le délai de soixante jours, qui doit se composer de soixante jours utiles, Grenier, 1, n. 207; Troplong, n. 294 et s. — *Contrà*, Merlin, *Rép.*, *vo Loi*, § 5, n. 9 bis.]

¹⁴ Troplong, n. 292; [Grenier, 2, n. 402; Duranton, 19, n. 180. — Si l'acte de partage sous seing privé n'avait été enregistré que plusieurs jours après sa confection, les soixante jours commenceraient à courir du jour de l'acte même et non pas du jour de l'enregistrement; d'une part, parce que les copartageants ne sauraient contester la date d'un acte auquel ils ont été parties; et, d'autre part, parce que leurs créanciers ne pourraient méconnaître non plus la date de l'acte qui forme le titre de leurs débiteurs à la propriété des immeubles échus à chacun d'eux: les créanciers ont d'ailleurs intérêt à prendre pour point de départ la date de l'acte plutôt que celle de l'enregistrement pour faire courir plus tôt le délai dont l'expiration les met à l'abri du privilège, Terribile, *Rép.*, *vo Privilège*, sect. 5, n. 7; Favard, *vo Privilège*, sect. 4, n. 8; Persil, sur l'art. 2109, n. 7; Troplong, n. 314 bis; Dalloz, n. 687.]

¹⁵ [C'est-à-dire le procès-verbal qui constate l'état des lieux, et le procès-verbal de réception des travaux, ce qui donne lieu à une double inscription.]

¹⁶ [Les architectes ou ouvriers peuvent faire transcrire leur privilège tant qu'il n'est pas intervenu de transcription d'une vente ou d'un autre acte translatif de propriété. Mais il suffit, dans ce cas, pour la conservation du privilège, que l'inscription du procès-verbal constatant l'état des lieux précède la transcription de l'acte d'aliénation, alors même que l'inscription du procès-verbal de réception ne viendrait qu'après la transcription, Troplong, *Transcript.*, n. 284; Rivière et Huguet, n. 318.]

du premier de ces deux procès-verbaux, en ce sens qu'ayant particulièrement pour objet la valeur dont s'est accru l'immeuble par suite des constructions qui ont été faites, il ne peut être invoqué contre ceux qui ont acquis des droits de privilège ou d'hypothèque entre le jour de la date du premier procès-verbal et la date de l'inscription de ce procès-verbal, et qu'il ne peut être opposé indépendamment de la date de son inscription qu'à ceux qui ont acquis des droits de privilège et d'hypothèque avant la date du premier procès-verbal ¹⁷, art. 2110. V. *sup.*, § 793.

5° Les mêmes règles s'appliquent également à la conservation du privilège du prêteur des fonds employés à payer les architectes ou entrepreneurs. Il n'est pas nécessaire, pour la conservation de ce privilège, que l'acte de prêt soit également inscrit ¹⁸, art. 2110.

6° Les créanciers et légataires d'une succession conservent leur privilège en le faisant inscrire dans les six mois de l'ouverture de la succession, art. 2111 ¹⁹.

Les privilèges qui n'ont pas été conservés par une inscription prise dans les délais ci-dessus déterminés dégénèrent, s'ils sont d'ailleurs fondés ²⁰, en une hypothèque légale qui ne produit plus son effet contre les tiers qu'en qualité de droit hypothécaire, et,

¹⁷ La difficulté provient de ces mots de l'art. 2110 : « Les architectes... conservent... leur privilège à la date de l'inscription du premier procès-verbal. » Si l'on prenait cette phrase à la lettre, le privilège de l'architecte, contrairement à la disposition de l'art. 2103, se trouverait transformé en une simple hypothèque. Aussi quelques auteurs attribuent-ils ces expressions, de même que les expressions semblables de l'art. 2106, à une faute de rédaction, et pensent-ils, par conséquent, qu'elles doivent être considérées comme non écrites. V. Tarrille, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 5, n. 8; Grenier, 2, n. 460; Favard, v° *Privilège*, sect. 4, n. 9. D'autres, au contraire, suivent l'opinion adoptée dans le paragraphe. V. Troplong, n. 322. V. aussi Maleville, Delvincourt et Persil, sur l'art. 2110, et Duranton, 19, n. 194. [Bien que cette opinion ait été récemment combattue par plusieurs auteurs, V. Valette, p. 54 et s.; Hureaux, n. 26 et s.; Pont, n. 281, elle nous semble cependant fort juridique et concilier la disposition de l'art. 2110 avec le principe qui rend le rang des privilèges indépendant de la date de leur inscription. V. *sup.*, note 1.

Le privilège des architectes, ouvriers ou autres constructeurs ne portant que sur la plus-value résultant de leurs travaux, il est très-logique de rendre le rang de ce privilège indépendant de sa date à l'égard des créanciers inscrits antérieurs aux travaux qui n'ont pas dû compter sur cette plus-value, tandis qu'on comprend parfaitement qu'il ne puisse être opposé que du jour de la date de son inscription aux créanciers qui, ayant eux-mêmes pris inscription depuis le commencement des travaux, ont dû compter sur la plus-value qui doit en résulter.]

¹⁸ Grenier, 2, n. 410; Favard, *loc. cit.*, sect. 4, § 10; Troplong, n. 319. [Dans ce cas, la simple inscription des procès-verbaux doit suffire pour révéler aux tiers l'existence du privilège. Ils pourraient ignorer, il est vrai, la circonstance de la subrogation du prêteur aux droits de l'architecte; mais ils ne sont pas intéressés à la connaître, Pont, n. 287; Dalloz, n. 699.]

¹⁹ [V. *sup.*, § 385.]

²⁰ Un acte suffisant *ad privilegium* suffit aussi *ad hypothecam*, Persil, sur l'art. 2113.

par conséquent, seulement à compter du jour de son inscription ²¹, art. 2113.

§ 814. *Des formalités à remplir pour l'inscription des privilèges et des hypothèques.*

Celui qui requiert une inscription ¹ doit présenter au conservateur des hypothèques, soit la minute, soit une expédition authentique, soit une copie dûment certifiée du titre en vertu duquel l'inscription doit être prise ², art. 2148. Il doit lui remettre, en même temps que cet acte, un bordereau sur papier timbré en double exemplaire, dont l'un peut être écrit sur l'expédition même du titre, contenant le détail des mentions qui doivent être inscrites sur le registre des hypothèques ³, art. 2148. Le conservateur des hypothèques garde l'un des bordereaux ; l'autre, sur lequel il doit certifier avoir fait l'inscription, est rendu à la partie avec les pièces en vertu desquelles l'inscription a eu lieu, art. 2150.

²¹ V., sur l'application de ce principe aux différentes espèces de privilèges, Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 5, n. 11 et s.

¹ Si c'est un cessionnaire qui requiert inscription, il ne lui suffirait pas de produire l'acte de cession. Cass., 4 avr. 1810; 7 oct. 1812; Paris, 3 juill. 1815. — Mais aucune production de titres n'est nécessaire pour l'inscription des hypothèques légales, art. 2153, Grenier, 1, n. 84; [Pont, n. 959. Il est évident, en effet, que dans ce cas, le droit de l'inscrivante ne résultant pas d'un titre spécial mais de ses rapports légaux avec celui contre qui l'inscription est prise, il n'y a aucun titre à produire, mais seulement une qualité à indiquer.]

² Cependant, l'inscription n'est pas nulle par le seul fait de l'omission de la production du titre; le conservateur des hypothèques peut seulement refuser de faire l'inscription dont le titre ne lui a pas été représenté, Merlin, *Rép.*, v° *Inscription*, § 5, n. 6; Troplong, n. 677; [Pont, n. 940; Dalloz, n. 1452;] Riom, 6 mai 1809; Cass., 18 juin 1823; 19 juin 1833, S. V., 33, 1, 461. [V. cependant Delvincourt, 3, p. 166.] — Une inscription est également valable bien qu'elle ait eu lieu sans remise préalable d'un bordereau, Delvincourt, 3,

n. 354; Troplong, n. 678; [Pont, n. 949; Dalloz, n. 1456. Pourvu que l'inscription soit régulière, ni les tiers ni le débiteur n'ont à rechercher à l'aide de quels éléments elle a été faite. Les bordereaux dont il va être question dans les notes suivantes ne sont requis que dans l'intérêt du créancier, pour mettre le conservateur à même de faire une inscription régulière, et dans l'intérêt du conservateur pour couvrir sa responsabilité en cas d'irrégularité de l'inscription.]

³ [Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce qu'un bordereau soit collectif sous le rapport des créanciers ou des créances. Ainsi, plusieurs créanciers ayant des droits distincts, qui ont reçu, par un même acte et sur les mêmes immeubles, une hypothèque commune, peuvent requérir l'inscription par un bordereau collectif : il n'est pas nécessaire qu'il y ait autant de bordereaux que de créanciers, Cass., 17 déc. 1845, S. V., 46, 1, 185; Dalloz, n. 1455. — Ainsi encore, le créancier qui a pour garantie de sa créance une hypothèque conventionnelle et une hypothèque légale est fondé à requérir par un seul bordereau l'inscription de ses deux hypothèques, Orléans, 20 févr. 1847, S. V., 47, 2, 200; Pont, n. 951 et s. — *Contrà*, Mourlon, *Rev. prat.*, 1, p. 96.]

Ce bordereau doit contenir :

- 1° La désignation précise du créancier et du débiteur ⁴.
- 2° Une élection de domicile de la part du créancier, dans l'arrondissement du bureau des hypothèques ⁵.
- 3° L'indication de la date et de la nature ⁶ du titre en vertu duquel l'inscription est prise.

⁴ [C'est-à-dire l'indication des noms, prénoms du créancier et du débiteur et de leur profession s'ils en ont une. Toutefois, l'erreur ou l'omission dans cette indication ne serait pas une cause de nullité de l'inscription, si d'ailleurs le créancier et le débiteur y étaient suffisamment désignés. V. Merlin, *Quest.*, v° *Inscript. hyp.*, § 4; Persil, sur l'art. 2148, alin. 1, n. 1 et s., et *Quest.*, 1, p. 398; Troplong, n. 679; Pont, n. 963; Dalloz, n. 1475 et s. V. aussi les nombreux arrêts résumés dans la Table générale de Devilleneuve et Gilbert, v° *Inscript. hyp.*, n. 118 et s. — Le bordereau ou l'inscription doivent également indiquer le domicile du créancier. Mais il en est de cette indication comme de celle des nom, prénoms et domicile : son omission n'est pas une cause absolue de nullité. Mêmes autorités.]

⁵ Même lorsque le créancier a son domicile réel dans l'arrondissement. *Lex non distinguit*, Persil, sur l'art. 2148; [Pont, n. 966; Cass., 11 déc. 1843, S. V., 44, 1, 46; Nîmes, 31 juill. 1849, S. V., 50, 2, 77; Cass., 26 juill. 1858, S. V., 58, 1, 812.] Le but de cette disposition se trouve indiqué dans l'art. 2156. [C'est à ce domicile élu que doivent être faites les sommations et significations auxquelles peut donner lieu l'inscription. De là des auteurs et des arrêts ont conclu, cette élection de domicile étant prescrite dans l'intérêt du créancier, que son omission exposait seulement le créancier à perdre ses droits faute par lui d'avoir mis les tiers à même de lui faire les sommations ou significations nécessaires, mais qu'elle n'entraînait pas la nullité de l'inscription. V. Metz, 2 juill. 1812; Liège, 5 janv. 1816; Grenoble, 10 juill. 1823; Paris, 8 août 1832, S. V., 33, 2, 95; Agen, 4 janv. 1854, S. V., 54, 2, 350; Alger, 21 nov. 1856, S. V., 57, 2, 302; Tarrible, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 5, n. 8; Merlin, *Quest.*, v° *Inscript. hyp.*, § 4; Grenier, n. 97; Pont, n. 970; Dalloz, n. 1521; Troplong, n. 679. Mais l'opinion contraire qui a prévalu dans la jurisprudence de la Cour de cassation doit, selon nous, être préférée. La dis-

position de l'art. 2148 est expresse : elle veut une élection de domicile ; et il ne peut être permis, en présence de ses termes absolus, de discuter sur le plus ou moins d'utilité de cette élection. Il n'est pas sans danger, quand la loi exige une formalité, de la mettre en question et de jeter ainsi dans l'esprit des tiers des doutes sur l'efficacité ou l'inefficacité des inscriptions, doutes qui ne peuvent que nuire au crédit hypothécaire. D'ailleurs, quand la loi a voulu une élection de domicile, elle a eu en vue non-seulement l'intérêt du créancier auquel des significations doivent être faites à ce domicile élu, mais encore l'intérêt des tiers qui doivent être mis à même de remplir avec sécurité et facilité les formalités nécessaires, soit pour la réalisation du gage commun, soit pour la purge des hypothèques. V. Douai, 7 janv. 1819; Cass., 27 août 1828; 6 janv. 1835, S. V., 35, 1, 5; 12 juill. 1836, S. V., 36, 1, 556; Orléans, 1^{er} déc. 1836, S. V., 37, 2, 89; Cass., 11 janv. 1843, S. V., 44, 1, 46; Nîmes, 31 juill. 1849, S. V., 50, 2, 77; Paris, 8 juill. 1852, S. V., 56, 2, 144; Cass., 26 juill. 1858, S. V., 58, 1, 812; Persil, sur l'art. 2148, § 1, n. 7, et *Quest.*, 1, p. 402; Duranton, 20, n. 107.] — Sur le changement du domicile élu V. art. 2152. V. aussi Persil, sur cet article, Grenier, 1, n. 96; Troplong, n. 704; Cass., 25 juin 1821. [Rien ne s'oppose à ce que le domicile élu soit changé, soit par le créancier, soit par son cessionnaire, par acte authentique. V. Cass., 11 août 1819. — Il est à remarquer, du reste, que le domicile élu dans une inscription ne cesse pas par le décès de celui chez qui il a été élu, Grenier, 4, n. 96; Persil, sur l'art. 2156, n. 5; et *Quest.*, 1, p. 425.]

⁶ La nature du titre, c'est-à-dire la qualité qui le rend propre à servir de base à l'inscription. [C'est en ce sens qu'il a été jugé par plusieurs arrêts qu'il suffit d'indiquer dans l'inscription qu'elle est prise en vertu d'un acte notarié ou passé en la forme authentique. V. Cass., 11 mars 1816; Douai, 7 janv. 1819; Toulouse, 23 mai 1820. Mais

4° L'indication du montant de la créance ⁷ et de l'époque de son exigibilité ⁸.

5° Enfin, s'il s'agit d'inscriptions spéciales, la désignation de la nature et de la situation des biens sur lesquels l'inscription doit être prise ⁹. V. art. 2148.

nous croyons que cette jurisprudence ne doit pas être suivie, et que l'art. 2148, en exigeant l'indication de la nature du titre, a voulu quelque chose de plus que l'indication de son authenticité qui n'en constitue pas la nature, et qu'il a voulu l'indication de la nature du droit qui sert de titre à l'inscrivant; c'est-à-dire qu'il faut indiquer s'il s'agit d'un jugement, d'un partage, d'une vente, d'un prêt, etc. V. Tarrible, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 5. n. 10; Troplong, n. 682; Pont, n. 982.] — Le créancier qui a plusieurs titres peut se contenter d'en produire un. Paris, 3 juill. 1815. [Cela n'est pas complètement exact. Le titre qui doit être produit ou indiqué, c'est le titre constitutif de la créance hypothécaire; par conséquent, le titre nouvel, s'il s'agit d'un titre renouvelé; l'acte de cautionnement, s'il s'agit d'un cautionnement hypothécaire, Paris, 26 mars 1808; Colmar, 3 mai 1820; Cass., 12 déc. 1821 et 20 mai 1845, S. V., 43, 1, 476; le titre originaire, et non l'acte de cession, s'il s'agit d'une hypothèque requise par un cessionnaire, Cass., 4 avr. 1810; 7 oct. 1812 et 25 mars 1816; l'acte ratificatif et l'acte ratifié, s'il s'agit d'une hypothèque requise en vertu d'un contrat soumis à ratification, Paris, 11 août 1808. V. Grenier, 1, n. 46; Persil, *Quest.*, 1, p. 387; Pont, n. 981.]

⁷ [V. *sup.*, § 802, notes 1 et s., et § 811, notes 1 et s.]

⁸ L'indication de l'époque d'exigibilité de la créance est requise à peine de nullité de l'inscription. L. 4 sept. 1807, art. 1. [La mention de l'époque de l'exigibilité de la créance est une des formalités substantielles de l'inscription. C'est un point qui, s'il eût pu être douteux, en présence de l'art. 2148, aurait cessé de l'être par l'effet de la loi du 4 septembre 1807. Nîmes, 28 nov. 1832, S. V., 33, 2, 198; Poitiers, 19 mars 1835, S. V., 35, 2, 239; Limoges, 8 mars 1844, S. V., 46, 2, 50; Cass., 15 nov. 1852, S. V., 52, 1, 793; Persil, sur l'art. 2148, § 4, n. 6 et s.; Duranton, 20, n. 126; Pont, n. 992 et s. V. cependant Grenier, 1, n. 79; et Troplong, n. 685. Dans tous les cas,

cette mention peut être faite en termes équipollents. Cass., 15 nov. 1852, S. V., 52, 1, 795 et 8 mars 1853, S. V., 55, 1, 214.] Cependant la date du titre suffit, s'il s'agit d'une rente dont le capital n'est point remboursable, Décis. du grand juge, 21 juin 1808; Bruxelles, 17 févr. 1807; Merlin, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 8.

⁹ La nature, c'est-à-dire si les biens consistent en maisons, champs ou prairies; la situation, c'est-à-dire dans quelle commune ils sont situés. [Il est à remarquer d'abord que s'il s'agit d'hypothèques légales ou judiciaires, c'est-à-dire d'hypothèques générales, la mention de la nature ou de la situation des biens n'est pas requise: une inscription générale, comme l'hypothèque qu'elle a pour objet de conserver, frappe tous les immeubles compris dans l'arrondissement du bureau où elle est prise, art. 2148. Mais si l'hypothèque est spéciale, l'inscription de même que le titre doit spécialiser l'immeuble ou les immeubles qui y sont affectés. Elle doit les spécialiser, quant à leur nature, c'est-à-dire indiquer s'il s'agit de propriétés bâties ou non bâties, et, dans ce dernier cas, à quelle espèce de culture l'immeuble est affecté, par exemple, s'il s'agit de prés, de bois, de champs, de vignes. Elle doit les spécialiser quant à leur situation, c'est-à-dire indiquer la commune, la ville, et même en certains cas la partie de la commune ou de la ville où est situé l'immeuble. Il est cependant à remarquer que les tribunaux ont sur ce point une certaine latitude pour apprécier si les indications requises sont suffisantes, et qu'on doit, dans cette appréciation, se tenir aussi éloigné d'une rigueur qui exagérerait l'esprit de la loi que d'un vague qui compromettrait l'intérêt des tiers. A cet égard, la jurisprudence de la Cour de cassation se montre généralement plus exigeante que celle des Cours impériales. V. les arrêts indiqués dans la Table générale de Devilleneuve et Gilbert, v° *Inscript. hyp.*, n. 285 et s., et dans le *Rép.* de Dalloz, v° *Hyp.*, 1610 et s. Quant aux auteurs, les uns suivent plus particulièrement les tendances des Cours

Lorsque l'inscription a pour objet l'hypothèque légale ¹⁰ des mineurs, des femmes mariées, ou de l'Etat, etc., il suffit d'indiquer dans le bordereau, outre les énonciations mentionnées sous les numéros 1 et 2, la nature des droits à conserver et le montant des créances déterminées ¹¹, art. 2153.

Le conservateur des hypothèques auquel le bordereau est remis avec le titre à l'appui doit prendre note de la réception des pièces sur son registre journal, art. 2200, V. § 805, et opérer ensuite l'inscription sur le registre des hypothèques, conformément au bordereau remis et à la date sous laquelle la mention de la réception figure sur le journal, art. 2150. La manière la plus sûre de faire cette inscription est de transcrire le bordereau littéralement sur le registre des hypothèques, en y ajoutant seulement l'indication du bureau et la date de l'inscription.

Les frais de l'inscription sont, à moins de conventions contraires, à la charge du débiteur; néanmoins, c'est à celui qui requiert l'inscription à en faire l'avance ¹², à moins qu'il ne s'agisse d'une hypothèque légale, auquel cas le conservateur n'a de recours que contre le débiteur ¹³, art. 2155.

§ 845. Des conditions requises pour la validité des inscriptions.

La validité d'une inscription doit s'apprécier uniquement d'après l'inscription même. Ainsi, l'irrégularité d'une inscription n'est pas couverte par la régularité du bordereau, et réciproquement l'irrégularité du bordereau n'entraîne pas la nullité d'une inscription régulière ¹.

impériales. V. Grenier, n. 71, et Troplong, n. 536 bis et 689; les autres, au contraire, celles de la Cour de cassation. V. Tarrille, *vo Hyp.*, sect. 2, § 3, n. 6; Merlin, *vo Inscrip.*, § 5, n. 12; Persil, sur l'art. 2129, n. 4; Duranton, 19, n. 371, et Pont, n. 673 et s.]

¹⁰ L'art. 2153 dit : « Les droits d'hypothèque purement légale, etc. » Ainsi, les hypothèques, dans les cas prévus par les articles 2140 et 2141, ne sont point régies par l'art. 2153, mais soumises à la règle de l'art. 2148, Grenier, 1, n. 84; Troplong, n. 712.

¹¹ Il n'est pas nécessaire d'indiquer le montant des créances éventuelles, conditionnelles ou autrement indéterminées, art. 2153, alin. 3. Les intérêts sont aussi compris dans ces créances, auxquelles l'art. 2151 n'est point applicable. Cass., 12 mai 1829, [V. Du-

ranton, 20, n. 154, et Troplong, n. 701 bis. V. cependant Pont, n. 1050 et s., et l'arrêt précité du 12 mai 1829. V. aussi *inf.*, § 823.]

¹² Le créancier qui avance les frais de l'inscription peut comprendre ces frais dans son inscription, Favard, *vo Inscription hypothécaire*, sect. 7, § 41; Troplong, n. 730. [V. aussi Persil, sur l'art. 2155, n. 1.]

¹³ Le tuteur pourra néanmoins porter ces frais en compte. Persil, sur l'art. 2155. — *Contrà*, Troplong, n. 730 [et Pont, n. 1065.]

¹ Grenier, 2, n. 530; Persil, sur l'art. 2150. V. aussi un avis du Conseil d'Etat des 11-26 déc. 1810; [Cass., 22 avr. 1807; Bruxelles, 3 déc. 1812 et 4 mai 1820; et Duranton, 20, n. 100.]

C'est une question qui prête à la controverse que de savoir quels sont les vices qui entraînent la nullité d'une inscription ; car le Code, tout en déterminant exactement dans les art. 2148 et 2153 les énonciations qui doivent se trouver dans une inscription, n'en prononce cependant pas la nullité pour l'inobservation de ces dispositions. V. le paragraphe qui précède. V. aussi *sup.*, § 35. Il y a sur ce point trois systèmes ².

Dans le premier de ces systèmes l'inscription doit contenir, soit textuellement, soit en termes équivalents (*per verba æquipollentia*), tout ce que le bordereau lui-même doit contenir, d'après les art. 2148 et 2153. C'est le système primitivement admis par la Cour de cassation. D'après ce système, qui est le plus rigoureux, toute inscription défectueuse ou vicieuse, par inobservation des art. 2148 et 2153, doit être en général considérée comme nulle.

Dans le second système, la question ne doit pas être envisagée *in abstracto*, mais toujours *in concreto*, c'est-à-dire qu'une inscription défectueuse ou vicieuse ne doit être déclarée nulle qu'autant que, dans le cas donné, la défectuosité ou le vice qui s'y rencontre a réellement causé un préjudice aux tiers. Cette opinion est suivie par quelques Cours impériales ³.

Enfin, dans le troisième système, il faut distinguer entre les énonciations essentiellement nécessaires à la publicité ou à la spécialité des hypothèques, et les énonciations qui n'ont pour but que d'assurer une application plus parfaite du principe de publicité ou du principe de spécialité. L'inscription qui manque des énonciations essentielles est nulle ; au contraire, l'inscription qui ne manque que des énonciations d'un intérêt secondaire n'en est pas moins valable. C'est dans ce sens que s'est prononcée la jurisprudence la plus récente de la Cour de cassation ⁴.

C'est ce dernier système qui, d'après les principes établis *suprà*, § 35, mérite incontestablement la préférence ⁵.

Dans l'esprit de ce système, qui laisse assurément une très-grande latitude à l'appréciation judiciaire, la désignation exacte du créancier ⁶, ou l'élection de domicile ⁷ qui doit être faite pour

² V., sur cette question controversée, Delvincourt, 3, p. 342 ; Merlin, *Rép.*, *v^o Hypothèque et Inscription hypoth.* ; et *Quest.*, *v^o Inscript. hypoth.* ; [Troplong, n. 665 et s. ; et Pont, n. 929 et s.]

³ Elle est combattue par Merlin, *loc. cit.*

⁴ Merlin, *Rép.*, *loc. cit.*

⁵ C'est l'opinion des commentateurs plus récents du Code civil. V. Favard,

v^o Inscription hypothécaire, sect. 5, n. 6 ; Troplong, n. 668 et s. ; Duranton, 20, n. 100 et s. La seule chose essentielle pour la validité d'une inscription, c'est qu'elle contienne tout ce qui est nécessaire pour faire connaître aux tiers la position hypothécaire du débiteur.

⁶ [V. *sup.*, § 801, note 2.]

⁷ [V. *sup.*, § 814, note 5.]

lui, ne peuvent être considérées comme une condition essentielle de la validité de l'inscription, arg. art. 2148, alin. 1, combiné avec l'alinéa 2.

Au contraire, toute inscription qui ne désigne pas le débiteur de telle manière qu'il puisse être distingué de tout autre individu ⁸, doit être déclarée nulle, art. 2148, alin. 2.

De même, l'indication de la nature et de la date du titre paraît indispensable à la régularité de l'inscription ⁹.

Ainsi encore, une inscription qui n'indique pas le montant de la créance en principal et accessoires est nulle pour indétermination de la créance ¹⁰.

On peut en dire autant d'une inscription qui ne détermine pas l'échéance de la dette ¹¹.

Enfin, les inscriptions d'hypothèques spéciales qui ne déterminent pas la nature et la situation des biens grevés de l'hypothèque, de telle façon que, d'après ces indications, ils puissent être suffisamment distingués d'autres biens ¹², paraissent également devoir être déclarées nulles.

Du reste, dans ce système, les énonciations requises peuvent, sans aucun doute, être faites aussi bien en termes équivalents qu'en termes propres ou sacramentels.

Si une inscription avait pour objet plusieurs créances à la fois, sa régularité devrait être appréciée, non dans son ensemble, mais relativement à chaque créance en particulier et considérée en elle-même ¹³.

§ 816. De la rectification des inscriptions irrégulières.

L'irrégularité d'une inscription provient, soit de l'irrégularité du bordereau, soit de la faute du conservateur des hypothèques qui ne s'est pas conformé à un bordereau régulier. Dans le premier cas, l'inscription ne peut être rectifiée que sur la demande de la partie et par suite de la remise d'un nouveau bordereau ; dans le second cas, elle peut l'être, soit sur la demande de la partie, soit d'office par le conservateur. Une décision judiciaire n'est nécessaire ni dans un cas ni dans l'autre. Mais, dans l'un comme dans l'autre cas, l'inscription rectifiée n'a d'effet qu'à dater de la

⁸ [V. sup., 814, note 4.]

⁹ [V. sup., 814, note 6.]

¹⁰ [V. sup., 814, note 7.]

¹¹ [V. sup., 814, note 8.]

¹² [V. sup., 814, note 9.]

¹³ Quid, si l'échéance des intérêts a

été indiquée, mais non l'échéance de la dette principale ? Y a-t-il lieu d'appliquer la règle : *Corruente principali*, etc. V. Nîmes, 28 nov. 1832 et 9 janv. 1833, S. V., 35. 2, 198. La question est controversée.

rectification, sans préjudice des dommages et intérêts qui peuvent être dus par le conservateur, en cas de faute de sa part.

Tout ce qui précède s'applique à la rectification d'une transcription ¹. Avis du Conseil d'Etat des 11 et 26 décembre 1810.

§ 817. *Des effets de l'inscription.*

L'inscription est la condition de l'efficacité contre les tiers, c'est-à-dire contre les autres créanciers du débiteur et contre les tiers détenteurs, des hypothèques autres que celles que la loi a expressément dispensées de l'inscription et qu'elle a, par conséquent, assimilées de plein droit aux hypothèques inscrites. V. *suprà*, § 804 et s.

Il suit de là, à part cette exception :

1° Qu'une hypothèque inscrite peut seule être opposée au tiers détenteur de l'immeuble, art. 2166 ;

2° Que les créanciers hypothécaires ne sont préférés aux chirographaires qu'autant qu'ils ont pris inscription ¹, art. 2106 et 2134 ;

3° Que le rang entre les créanciers hypothécaires se détermine par la date de l'inscription, art. 2134, et seulement par cette date, même dans le cas où cette date différerait de celle que porte la mention du livre journal ou de la date du bordereau ².

Les règles des numéros 1 et 2 ci-dessus s'appliquent également à l'inscription des privilèges. V. *inf.*, § 817 et s., sur le rang des créanciers hypothécaires entre eux.

§ 818. *De l'extinction des inscriptions par la péremption et de leur renouvellement* ³.

L'inscription s'éteint ou se périmé, c'est-à-dire perd sa force et son effet, lorsqu'elle n'a pas été renouvelée dans les dix ans à compter de sa date. Ainsi, une inscription prise le 10 juin 1820

¹ Sur la rectification des anciennes inscriptions dans lesquelles l'époque d'exigibilité de la dette n'est point indiquée, V. la loi du 4 sept. 1807. [V. aussi *sup.*, § 814, n. 7.]

V. Delvincourt et Persil, sur l'art. 2134; Grenier, 1, n. 60; Troplong, n. 268 et 568 et s.; Cass., 19 déc. 1809, et 11 juin 1817. [Cela ne fait plus question.]

² Merlin, *Rép.*, *vo* Transcription, § 7, n. 14.

³ C'est ce qui résulte clairement des termes mêmes des art. 2106 et 2134, ainsi que de l'esprit même du système hypothécaire. Il n'y a donc point de créanciers hypothécaires non inscrits primant les créanciers chirographaires.

⁴ V., sur le renouvellement des inscriptions, les avis du Conseil d'Etat du 15 décembre 1807 et du 22 janvier 1808, qui expliquent l'art. 2154.

s'éteint si elle n'a pas été renouvelée au plus tard le 10 juin 1830 ¹.

Cette règle est fondée sur ce que, autrement, les conservateurs des hypothèques seraient exposés à perdre de vue les inscriptions trop anciennes et à délivrer des certificats inexacts ². V. art. 2198. Elle s'applique d'ailleurs à toute inscription ³, même à l'inscription que le conservateur doit prendre d'office ⁴, aux termes de l'art. 2103, alin. 1, et à l'inscription des hypothèques légales des mineurs, des interdits et des femmes mariées, prise en conséquence des art. 2136 et s. Dans ce dernier cas, l'effet de l'hypothèque reste sans doute indépendant du renouvellement de l'inscription ; mais la responsabilité de ceux qui sont tenus de faire inscrire ces hypothèques s'étend aussi à l'obligation de renouveler les inscriptions qu'ils ont prises ⁵.

¹ Il y a trois manières différentes de supputer ce délai de dix ans. Suivant les uns, l'inscription prise le 10 juin doit être renouvelée le 9 ; selon d'autres, le 10 ; selon d'autres enfin, elle peut encore être renouvelée le 11. La question se lie à celle de savoir comment se calcule le délai de la prescription. La jurisprudence s'est prononcée dans le sens de l'opinion adoptée dans le paragraphe. V. Merlin, *sup.*, v. *Inscript. hyp.*, § 8 ; Delvincourt, 3, p. 853 ; Grenier, 1, n. 107 ; Troplong, n. 294 et s. ; Dissert. de Sirey, S. V., 22, 2, 217 ; Colmar, 30 juill. 1813 ; et Paris, 21 mai 1814 ; Cass., 5 avr. 1825 ; Limoges, 3 juill. 1824. [L'art. 2154 porte que les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant dix années à compter du jour de leur date, et que leur effet cesse, si ces inscriptions ne sont pas renouvelées avant l'expiration de ce délai. Il suit de là, d'une part, que le jour *à quo*, c'est-à-dire de la date, n'est pas compris dans le terme et ne doit pas être compté dans le délai ; et qu'au contraire, le jour *ad quem*, c'est-à-dire le dernier jour du délai, doit être compris dans le terme, puisque l'inscription doit être renouvelée avant l'expiration du délai, et que, par conséquent, dans l'hypothèse ci-dessus, le délai expirant avec le 10 juin, l'inscription doit être renouvelée avant la fin de ce dernier jour, et ne pourrait être utilement renouvelée le 11. Troplong, n. 714 ; Pont, n. 1059. Il en serait ainsi alors même que le dernier jour du terme serait un jour férié : le créancier qui pourrait renouveler son inscription avant ce dernier jour ne pourrait prétendre à une prolongation de délai, Riom, 8 avr. 1843, S. V., 43, 2, 370,

Toullier, 13, n. 55 ; Duranton, 20, n. 161 ; Troplong, n. 714 ; Pont, n. 1040. — *Contrà*, Persil, sur l'art. 2154, n. 10 ; Grenier, 1, n. 107.]

² Ce motif [qui a été donné lors de la discussion au Conseil d'Etat, Loaré, 16, p. 277 et s.,] ne paraît pas de nature à justifier d'une manière suffisante l'art. 2154. Il se fonde d'ailleurs sur une considération qui n'a rien de juridique. [Il est certain que l'effet des inscriptions, comme celui des droits et actions de toute nature, doit être limité à un certain délai ou soumis à une certaine prescription. Or, la durée de ce délai ou de cette prescription est évidemment une question remise à l'appréciation du législateur, et il n'y a rien de contraire aux règles ordinaires à soumettre les inscriptions à la même péremption ou prescription que les actions en nullité ou autres analogues. Cependant, on ne peut se dissimuler qu'un délai plus long rendrait moins fréquentes les contestations auxquelles donnent lieu la nécessité et les formalités du renouvellement. V. Troplong, *Préf. du Comm. des hyp.* ; et Pont, n. 1038.]

³ *Lex non distinguit*, Troplong, n. 716.

⁴ Troplong, n. 286 et s. ; Cass., 27 avr. 1826 ; Toulouse, 23 mars 1829 ; Cass., 20 déc. 1831. Le renouvellement ne doit pas être fait d'office par le conservateur : l'inscription ne peut être renouvelée que sur la réquisition du créancier. [V. Pont, n. 1049.] V. l'avis du Conseil d'Etat du 22 janv. 1808. V. aussi, sur l'hypothèque du Trésor public, la loi du 5 sept. 1807, art. 7, [et Pont, n. 1048.]

⁵ V. l'avis du Conseil d'Etat du

La nécessité du renouvellement d'une inscription, dans les dix ans de sa date, ne cesse que si l'inscription a déjà produit son effet dans ce délai ⁶. Ainsi, l'inscription n'est plus soumise à la nécessité du renouvellement lorsque l'immeuble hypothéqué a été adjugé par suite d'expropriation forcée dans les dix ans de la date de cette inscription ⁷. Il en est de même au cas d'aliénation volontaire, après l'expiration du délai de quarante jours fixé par l'art. 2185, à partir de la notification du contrat aux créanciers inscrits, pour l'exercice du droit de surenchère ⁸. Mais la nécessité du renouvellement de l'inscription ne cesse ni par la déconfiture ou la faillite du débiteur ⁹, ni par l'acceptation de sa succession sous bénéfice d'inventaire, ni parce que sa succession devient vacante ¹⁰, ni par la saisie de l'immeuble ¹¹, ni par l'acquisition faite par le créancier de l'immeuble qui lui est hypothéqué ¹², ni parce qu'il aurait désintéressé le tiers détenteur ¹³.

L'inscription prise en renouvellement doit exprimer qu'elle est prise en renouvellement de telle inscription antérieure ¹⁴. Elle

8 mars 1812. [Grenoble, 8 août 1857, S. V., 57, 2, 479; Pont, n. 1045. — *Contrà*, Nancy, 28 juill. 1853, S. V., 53, 2, 574.]

⁶ La règle est constante; V. Merlin, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 8; Grenier, 1, n. 107; Vazeille, *Préscript.*, n. 545 et s.; Delvincourt, 3, p. 350; Troplong, n. 718 et s.; Duranton, 20, n. 162 et s. [Pont, n. 1054.] Mais si la règle en elle-même n'est pas contestée, son application n'a pas toujours été sans difficulté. [V. les notes qui suivent.]

⁷ Grenier, 1, n. 108. [Duranton, 20, n. 163 et 164; Troplong, n. 720 et s.; Pont, n. 156;] Toulouse, 18 juin 1830; V. Cass., 7 juill. 1829; Grenoble, 8 avr. 1829; Cass., 14 juin 1831, S. V., 31, 1, 357; Bordeaux, 24 févr. 1831, S. V., 31, 2, 147; Cass., 20 déc. 1831, S. V., 32, 1, 51; Paris, 29 janv. 1834, S. V., 34, 2, 174. [Mais la saisie seule de l'immeuble hypothéqué, même dénoncée aux créanciers inscrits, ne dispense pas de la nécessité du renouvellement, Cass., 31 janv. 1821; 9 août 1821 et 19 août 1830; Troplong, n. 718; Pont, n. 1054.]

⁸ Grenier, 1, n. 112; Troplong, n. 725. [Pont, n. 1050 et s.;] Paris, 29 août 1815; Bordeaux, 10 juill. 1825; Paris, 21 févr. 1825; Montpellier, 3 janv. 1827; Cass., 30 mars 1831, S. V., 31, 1, 345; Lyon, 16 févr. 1830; Cass., 18 févr. et 8 juill. 1834, S. V., 34, 1, 76 et 504; [Colmar, 27 avr. 1855, S. V., 53, 2, 572; Dijon, 18 avr. 1855,

S. V., 55, 2, 618; Cass., 19 juill. 1858, S. V. 59, 1, 23.]

⁹ Grenier, 1, n. 114; Troplong, n. 660; Cass., 17 juin 1817; [Duranton, 20, n. 168; Pont, n. 1054;] Limoges, 26 juin 1820; Rouen, 18 mars 1820; Caen, 19 févr. 1825; [Cass., 15 juin 1829 et 29 juin 1830; Paris, 19 août 1841, S. V., 41, 2, 588.] — *Contrà*, Persil, sur l'art. 2154; Pardessus, *Droit comm.*, 4, n. 1123.

¹⁰ Bordeaux, 15 déc. 1826; Cass., 29 juin 1830. V. cependant Rouen, 18 mars 1820; [Pont, n. 1054.]

¹¹ Cass., 31 janv. et 9 août 1821; 18 août 1830. [V. sup., note 7.]

¹² Caen, 30 janv. 1826; Cass., 5 févr. 1828; Bourges, 28 mai 1827; Grenoble, 10 mars 1832. V. aussi Grenoble, 25 mai 1822.

¹³ Le tiers détenteur est alors obligé de renouveler l'inscription, afin de pouvoir profiter de la subrogation aux droits du créancier, Rouen, 30 mai 1825; [Pont, n. 1054.] V. aussi Grenoble, 17 déc. 1821 et 25 mai 1822.

¹⁴ Merlin, *Rép.*, loc. cit.; [Pont, n. 1053;] Cass., 14 juin 1831, S. V., 31, 1, 357; [29 août 1838, S. V., 38, 1, 769; Lyon, 10 janv. 1844, S. V., 44, 2, 208; Cass., 25 janv. 1853, S. V., 53, 1, 423.] Autrement ce ne serait pas une inscription renouvelée, mais une inscription nouvelle. — [Contrà, Limoges, 14 avr. 1848, S. V., 48, 2, 539, et Montpellier, 26 févr. 1852, S. V., 52, 2, 686.]

devrait de plus, à la rigueur, contenir toutes les énonciations requises pour la validité des inscriptions par les art. 2148 et 2153¹⁵. Cependant, l'inscription prise en renouvellement est, en général, considérée comme régulière, bien qu'elle se borne à reproduire par extrait l'inscription renouvelée, pourvu que d'ailleurs elle la désigne d'une manière suffisante¹⁶.

Il n'est pas nécessaire, du moins d'après l'opinion la plus conforme aux principes, de présenter le titre de l'inscription, lors du renouvellement¹⁷.

Le renouvellement opéré en temps utile conserve à l'inscription originaire toute son efficacité pour les dix nouvelles années à compter du jour du renouvellement. Ainsi, le renouvellement de l'inscription assure à l'hypothèque la date qu'elle avait en vertu de la première inscription. L'efficacité de la première inscription peut être conservée par un second renouvellement pour une seconde période de dix années, et ainsi de suite.

Faute de renouvellement en temps utile, l'inscription est éteinte ou périmée de plein droit. Cependant, le droit de privilège ou d'hypothèque n'en continue pas moins de subsister et peut toujours retrouver son efficacité contre les tiers par une inscription nouvelle, pourvu que d'ailleurs il ne soit pas atteint par une cause particulière d'extinction. Mais cette nouvelle inscription doit être considérée comme une première inscription, et ne produit d'effet qu'à partir de sa date¹⁸, art. 2154.

On a vu au commencement de ce paragraphe que les personnes qui sont obligées de faire inscrire les hypothèques légales des mineurs, des interdits et des femmes mariées, sont également tenues d'en faire le renouvellement. Mais ces deux obligations sont néanmoins limitées à la durée de la tutelle ou du mariage. Après la fin de la tutelle ou après la dissolution du mariage, il n'est plus nécessaire de faire inscrire ces hypothèques ou de renouveler l'inscription qui a été prise : nulle part la loi n'a restreint ou abrogé, pour le cas dont il s'agit, la règle d'après laquelle l'effet de ces

¹⁵ [V. Duranton, 20, n. 169, et Persil, sur l'art. 2154, n. 41.]

¹⁶ Troplong, n. 715; Grenier, 1, n. 117. V. Cass., 14 janv. 1818; 16 mars 1820; 22 févr. 1825 et Grenoble, 9 janv. 1828. [V. aussi Pont, n. 1052.]

¹⁷ Cass., 14 avr. 1817; Paris, 27 déc. 1831, S. V., 32, 2, 49; Inst. de la régie du 2 avr. 1834, S. V., 34, 2, 373; [Merlin, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 8 bis, n. 15; Troplong, n. 715; Pont, n. 1051.]

¹⁸ Merlin, *loc. cit.*, Persil, sur l'art.

2154; Troplong, n. 716. Le renouvellement est, par conséquent, la condition de l'efficacité de l'inscription, non-seulement relativement aux autres créanciers, mais encore relativement au tiers détenteur de l'immeuble, Colmar, 30 juill. 1813. — Le conservateur des hypothèques n'a pas besoin de mentionner dans les états d'inscription par lui délivrés les inscriptions qui n'ont pas été renouvelées en temps utile, Paris, 21 janv. 1814.

hypothèques est indépendant de l'inscription ¹⁹. Avis du Conseil d'Etat du 8 mars 1812.

§ 849. De la radiation des inscriptions.

La radiation d'une inscription est la déclaration faite par le conservateur des hypothèques qu'une inscription doit demeurer sans effet. Cette déclaration a lieu habituellement au moyen d'une annotation en marge de l'inscription, indiquant l'acte en vertu duquel l'inscription est rayée ¹.

Une inscription ne peut être rayée d'office par le conservateur des hypothèques : elle ne peut l'être qu'avec le consentement de la partie intéressée ², c'est-à-dire du créancier ou de ceux qui le représentent ³, ou en vertu soit d'un jugement, soit d'une or-

¹⁹ V. sur cette question Maleville, sur l'art. 2154; Merlin, *Rep.*, v° *Inscript. hyp.*, § 3, n. 2 et s.; Persil, sur l'art. 2136; Turin, 10 janv., et Nîmes, 5 mai 1812; Cass., 9 nov. 1813; Montpellier, 1^{er} févr. 1828; 24 févr. 1829, [et sup., note 5.]

¹ Merlin, *Rep.*, v° *Radiation*, § 9. [La radiation ne consiste donc pas, ainsi qu'on pourrait le croire, dans le bâtonnement ou radiation matérielle de l'inscription : l'inscription rayée subsiste matériellement sur le registre.]

² [Il suit de là que l'inscription de l'hypothèque légale de la femme, prise par un créancier subrogé dans cette hypothèque légale, profitant à la femme, la mainlevée de l'inscription donnée ultérieurement par le créancier n'en autorise la radiation qu'en ce qui concerne l'intérêt de ce créancier, et non en ce qui concerne l'intérêt de la femme. En effet, le créancier subrogé dans l'hypothèque légale de la femme ne peut, aux termes de la jurisprudence, V. Cass., 4 fév. 1856, S. V., 56, 1, 225; et Paris, 27 févr. 1857, S. V., 57, 2, 283, et même aux termes de la loi, V. l'art. 9 de la loi du 23 mars 1855, exercer les droits attachés à cette hypothèque qu'autant qu'elle a été inscrite. Cette inscription que le créancier a qualité pour requérir n'est pas celle d'un droit qui lui est propre, mais d'un droit qui appartient à la femme, qu'il n'exerce que parce que la femme l'a autorisé, en le subrogeant, à l'exercer en son lieu et place, et qu'il ne peut exercer que parce que la femme pourrait l'exercer elle-

même; de telle sorte que l'inscription, bien que prise par le créancier, ne lui profite secondairement que parce qu'elle profite en premier lieu et principalement à la femme. Il suit de là que la femme est partie intéressée à cette inscription qui, dès lors, aux termes de l'art. 2157, ne peut être rayée que de son consentement. La femme, en subrogeant le créancier dans son hypothèque et en l'autorisant par cela même à faire inscrire cette hypothèque, l'a constitué son mandataire; et s'il résulte de l'objet de ce mandat et de l'intérêt personnel du créancier à ce que l'inscription soit prise que, *procurator in rem suam*, il peut requérir l'inscription en son propre nom, il ne résulte pas de cette circonstance que l'inscription, qui ne conserve les droits du créancier que parce qu'elle conserve ceux de la femme, reste étrangère à la femme. La mainlevée donnée par le créancier dans son intérêt n'a donc d'effet qu'en ce qui le concerne, et laisse subsister cette inscription dans l'intérêt de la femme, intérêt qui survit à celui du créancier, Amiens, 31 mars 1857, S. V., 57, 2, 627; Cass., 2 juin 1858, S. V., 58, 1, 433. — *Contrà*, Pont, *Rev. crit.*, 11, p. 25, et *Comm. des hyp.*, n. 801.]

³ V., sur la radiation des inscriptions prises dans l'intérêt du Trésor, la loi du 5 sept. 1807, et les décisions ministérielles des 28 nov. 1808 et 24 nov. 1809. Sur la radiation des inscriptions prises dans l'intérêt des communes et des établissements de bienfaisance, V. le décret du 11 therm. an XII et une décision ministérielle du 26 sept. 1809.

donnance du juge-commissaire, dans le cas prévu par l'art. 759, Pr. ⁴.

Pour consentir valablement la radiation d'une inscription, il faut avoir la capacité de disposer de la créance garantie par l'inscription ⁵. Il faut d'ailleurs que le consentement réunisse les conditions exigées pour la validité d'une déclaration de volonté ⁶.

L'hypothèque ne peut être rayée en vertu d'un jugement qu'autant que ce jugement est régulier et en dernier ressort ⁷ ou exécutoire par provision ⁸, art. 2157.

Soit que la radiation ait lieu du consentement de la partie, soit qu'elle ait lieu en vertu d'un jugement, celui qui la demande doit remettre au conservateur des hypothèques ou une expédition de l'acte authentique ⁹ qui constate le consentement, c'est-à-dire de

Sur la radiation de l'inscription prise pour sûreté d'une vente viagère, V. la décision ministérielle du 17 nov. 1807. [Aux termes de cette décision, il faut produire l'acte de décès du créancier.]

⁴ V. Grenier, 2, n. 521 et s.; Cass., 10 juin 1828.

⁵ V., pour l'application de cette règle, Grenier, 2, n. 521 et s.; Troplong, n. 758 et s.; Merlin, *Rep.*, ^{vo} *Radiation*, n. 2; [Pont, n. 1075 et s. Ainsi, une mainlevée ou radiation ne peut être consentie ni par un mineur, ni par un interdit, ni par une femme mariée non autorisée de son mari.]

⁶ Ainsi, le consentement peut en cette matière, comme en toute autre, être annulé pour cause de violence, de dol et d'erreur. V. Douai, 10 janv. 1812. Du reste, le consentement à la radiation n'emporte pas une renonciation à l'hypothèque, Troplong, n. 757 et s.; Cass., 2 mars 1830; [Pont, n. 1106.]

⁷ V. Pr., art. 548 à 550, et, sur les jugements par défaut, Pr., art. 157 et s. V. aussi Persil, sur l'art. 2157; Favard, ^{vo} *Radiation des hypothèques*, § 5, 1; Troplong, n. 759. [Lorsqu'un jugement passé en force de chose jugée a prononcé la résolution d'une vente et ordonné la radiation des inscriptions prises du chef de l'acquéreur, le conservateur ne peut se refuser à opérer cette radiation sous prétexte que les créanciers inscrits n'étaient pas parties dans l'instance, ou que l'on ne rapporte pas leur consentement à la radiation, tant que ceux-ci n'y ont pas formé tierce opposition, Paris, 12 avr. 1855, S. V., 55, 2, 631. — *Contrà*, Tribunal de Châteauroux, 29 nov. 1852, *ibid.*, et Pont,

n. 1094, V. aussi Cass., 6 déc. 1859, S. V. 60, 1, 9.] — La radiation ne peut être opérée qu'autant que le jugement a été préalablement signifié au créancier, au domicile par lui élu, Paris, 14 mai et 26 août 1808; Cass., 29 août 1815; Pau, 21 janv. 1834, S. V., 34, 2, 553; [Delvincourt, 3, p. 335 et s.; Duranton, 20, n. 204; Troplong, n. 759; Pont, n. 1096. Cependant, des arrêts et des auteurs se sont prononcés en sens contraire et exigent la signification du jugement au domicile réel. V. Paris, 8 janv. 1831, S. V., 31, 2, 269; Pau, 21 janv. 1834, S. V., 34, 2, 553; Angers, 30 mars 1854, S. V., 55, 2, 418; Merlin, *Rep.*, ^{vo} *Domicile élu*, § 1, n. 6 et 7; Grenier, n. 527; Persil, sur l'art. 2157, n. 19. Il y a aussi en ce dernier sens deux décisions ministérielles des 21 juin et 5 juill. 1808. C'est cette dernière opinion qui nous paraît devoir être suivie : la signification du jugement qui ordonne la radiation d'une inscription, ayant surtout pour but de faire courir les délais du recours dont ce jugement est susceptible, doit être faite au domicile réel, conformément aux règles du droit commun.] — Sur la radiation des inscriptions, après la distribution du prix par voie d'ordre entre les créanciers, V. Pr., art. 759; Grenier, n. 528; Troplong, n. 740; Cass., 10 juin 1828; 15 fevr. 1857, S. V., 37, 1, 188.

⁸ Décis. minist. du 25 fruct an XII; Persil, sur l'art. 2157, n. 15; [Pont, n. 1093.]

⁹ Si le consentement est donné par un mandataire ou par un cessionnaire, il faut que le mandat ou la cession soient constatés par acte authentique. Lyon, 29 déc. 1827; Cass., 21 juill. 1850.

l'acte de mainlevée, ou une expédition du jugement ¹⁰. Cette expédition reste déposée au bureau des hypothèques ¹¹, art. 2158. V. Pr., art. 548 et s. et 774.

La demande en radiation d'une inscription peut être formée, non-seulement par le propriétaire de l'immeuble sur lequel l'inscription a été prise, mais encore par toute personne intéressée ¹². La radiation doit être ordonnée lorsque l'inscription n'est fondée ni sur la loi ni sur un titre, lorsque le titre est nul, éteint ou soldé, ou lorsque l'inscription est irrégulière ¹³, ou lorsque les droits de privilège ou d'hypothèque sont effacés par les voies légales ¹⁴, art. 2160.

Si le consentement donné à la radiation de l'inscription vient plus tard à être déclaré nul, ou si le jugement qui a ordonné la radiation vient à être réformé ou cassé, l'inscription rayée en vertu de ce consentement ou de ce jugement ne revit point pour cela, et le créancier ne peut que prendre une nouvelle inscription ¹⁵. Arg. art. 1351, combiné avec les art. 2106 et 2134.

¹⁰ La comparution des parties devant le conservateur des hypothèques ne suffirait donc pas. [C'est la représentation de l'acte authentique qui seul peut mettre à couvert la responsabilité du conservateur.]

¹¹ Merlin, *Rép.*, v^o *Radiation*, n. 9. Décis. minist. du 18 germ. an X; Persil, sur l'art. 2158. [Ce dépôt a lieu pour la garantie du conservateur.]

¹² Troplong, n. 744. Par conséquent, par un autre créancier, Merlin, *Rép.*, v^o *Radiation*, § 11. V. la note suivante.

¹³ Cependant, la radiation ne peut être demandée par celui qui a constitué l'hypothèque, sur le motif que l'inscription serait irrégulière; car, par rapport à lui, l'hypothèque vaut sans inscription, Merlin, *Quest.*, v^o *Inscript. hyp.*, Besançon, 22 juin 1809; [Paris, 16 mai 1822; Pont, n. 1063.]

¹⁴ Limoges, 9 mai 1812.

¹⁵ V., sur cette question controversée, Persil, sur l'art. 2134, n. 5; Delvincourt, 3, p. 389; Troplong, n. 746; Douai, 10 janv. 1812; Paris, 12 juin 1815; Cass., 4 juin 1828, [et 18 juill. 1838, S. V., 38, 1, 1004.] Selon quelques auteurs, l'ancienne inscription rétablie n'est sans effet que contre les créanciers qui ont pris inscription dans l'interval. [V. Troplong, n. 746 bis; Duranton, 20, n. 205; Pont, n. 1107. C'est cette dernière opinion qui doit être suivie : le rétablissement de l'in-

scription rétroagit au jour de sa date vis-à-vis des créanciers qui, déjà inscrits au moment de la radiation, ne peuvent se plaindre de ce que les choses sont remises dans le même état qu'au moment de leur inscription. Mais ce rétablissement ne peut rétroagir vis-à-vis des créanciers qui ne se sont inscrits que depuis la radiation et à l'égard desquels on ne peut modifier l'état de choses sur lequel ils ont eu le droit de compter.] — Si un créancier a consenti à la mainlevée de son inscription sans que la radiation ait été opérée, les créanciers inscrits depuis cette mainlevée peuvent-ils postérieurement s'en prévaloir? V. Bordeaux, 7 avr. 1827; Cass., 4 janv. 1831, S. V., 31, 1, 126. [La mainlevée produit son effet aussitôt qu'elle a été consentie : la radiation qui a lieu en conséquence de la mainlevée n'est que son exécution et n'y ajoute rien. Elle ne peut donc être utilement révoquée, du moins à l'égard des tiers qui ont contracté depuis la mainlevée et avant la révocation, Agen, 19 mai 1836, S. V., 36, 2, 114; Aix, 14 nov. 1857, S. V., 58, 2, 474; Troplong, n. 738; Pont, n. 1107. — Du reste, le créancier qui donne mainlevée de son inscription ne perd pas par là son droit hypothécaire, à moins qu'il ne résulte des circonstances qu'il a voulu renoncer à la fois et à ce droit et à l'inscription. Il peut donc, non-seulement prendre une nouvelle inscription, mais même, en

§ 820. *Compétence et procédure en matière d'inscription.*

Les actions qui peuvent être formées contre le créancier, en mainlevée ou en radiation de son inscription¹, doivent, en général, être portées devant le tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouvent situés les immeubles hypothéqués². Arg. art. 2148, alin. 1; art. 2159 et 2161. V. aussi art. 2156.

Cependant, si la nullité d'une inscription n'est demandée qu'incidemment à une autre demande principale, le tribunal compétent pour connaître de la demande est également compétent pour statuer sur la demande incidente en nullité de l'inscription.

De même, si une inscription a été prise pour sûreté d'une condamnation éventuelle ou indéterminée, et si, par conséquent, le montant de la somme inscrite a été fixé par le créancier seul, l'action en réduction ou radiation de cette inscription doit être portée devant le tribunal compétent pour connaître de l'exécution ou de la liquidation de la condamnation, art. 2159.

La procédure en réduction ou en radiation des inscriptions est celle de droit commun³. V. art. 2156.

révoquant sa mainlevée, conserver son rang hypothécaire à la date de son inscription non radiée à l'égard des créanciers qui ne se seraient inscrits que postérieurement à la révocation de la mainlevée, Cass., 2 mars 1830, et 1^{er} déc. 1852, S. V., 54, 1, 93; Pont, n. 1106.]

¹ Il y a lieu à mainlevée quand une inscription est sans cause. Il y a lieu à radiation quand une inscription est nulle ou irrégulière.

² L'art. 2156, qui s'applique généralement aux actions auxquelles les inscriptions peuvent donner lieu, les attribue au tribunal compétent, sans déterminer quel est ce tribunal. V., sur

la règle établie dans le paragraphe et sur les exceptions qu'elle comporte, Delvincourt et Persil sur les art. 2156 et 2159; Grenier, 1, n. 94; Troplong, n. 732 et s.; 742 et s. [Pont, n. 1068 et 1087.] Cass., 5 et 6 mai 1812. V. aussi un avis du Conseil d'Etat du 24 novembre 1812. — *Quid*, au cas de demande en réduction d'inscriptions prises sur plusieurs immeubles, situés dans plusieurs arrondissements? V. Delvincourt, 3, p. 304.

³ Pigeau, 2, p. 401; Troplong, n. 744; Cass., 23 avr. 1818. V. aussi une décision des ministres de la justice et des finances, des 21 juin et 5 juill. 1808. V. encore Delvincourt, 3, p. 256; [et Pont, n. 1086.]

CHAPITRE IV.

DES EFFETS DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES CONSIDÉRÉS EN EUX-MÊMES,
ET ABSTRACTION FAITE DU RANG DES CRÉANCIERS ENTRE EUX.

§ 821. *De la nature juridique des privilèges et hypothèques en général.*

Les privilèges sur les meubles ne donnent au créancier que le droit d'être payé par préférence aux autres créanciers ¹, sur le prix des objets soumis au privilège, art. 2095 et 2149. V. aussi art. 2102, alin. 1.

Les privilèges sur les immeubles, et les hypothèques ayant, abstraction faite du rang des créanciers entre eux, ordinairement les mêmes effets et la même essence juridiques, sous les dénominations d'*hypothèques*, de *droits hypothécaires*, nous comprendrons toujours dans la présente section les hypothèques proprement dites et les privilèges sur les immeubles.

Les règles qui suivent sont donc applicables aux uns et aux autres :

1° L'hypothèque est un droit sur un immeuble ².

2° L'immeuble en vertu de ce droit répond de la créance hypothéquée.

3° L'hypothèque est à ces deux égards un droit indivisible ³.

¹ Tant pour le capital que pour les intérêts, si toutefois la créance en est productive. V. Pr., art. 672. — Ce privilège jouit du caractère de l'indivisibilité.

² Il suit de là que si une maison grevée d'hypothèque a été incendiée, l'hypothèque ne s'étend pas à l'indemnité due par l'assureur, Troplong, n. 890. [Duranton, 12, n. 182, et 20, n. 328 ;] Rouen, 27 déc. 1828 ; Cass., 28 juin 1831 ; [et 27 févr. 1834, S. V., 34, 2, 367. — *Contrà*, Colmar, 25 août 1826. Par la même raison, l'hypothèque ne frappe pas non plus sur l'indemnité promise au propriétaire d'une maison, à raison de l'engagement pris par lui de la démolir, et comme indemnité de cette démolition. Cette indemnité ne constitue qu'une créance purement mobilière, Orléans, 5 mars 1853, D. P., 55,

2, 341. — V. au surplus, sup., § 788, sur les objets susceptibles d'hypothèque.] — Il suit de là encore que si la vente d'un immeuble est résiliée, faute par l'acquéreur de payer le reliquat de son prix, les créanciers hypothécaires n'ont aucun droit sur la somme que l'acquéreur avait déjà payée, et dont il obtient la restitution, Bourges, 1^{er} févr. 1831, S. V., 31, 2, 253.

³ [C'est-à-dire sous le rapport de l'immeuble hypothéqué et sous le rapport de la créance pour sûreté de laquelle l'hypothèque est établie.] L. 19, Dig., *De pign.*, L. 65, Dig., *De evictione*. [L'indivisibilité, qui est un caractère commun à l'hypothèque et au gage, n'est pas plus indivisible en elle-même que la créance dont elle est l'accessoire : elle n'est indivisible que par la volonté de la loi qui lui a attribué ce

4° L'hypothèque est un droit sur la chose d'autrui. Elle n'enlève pas au propriétaire ou à l'usufruitier la possession de l'immeuble ⁴. Le créancier hypothécaire peut seulement poursuivre la vente de l'immeuble pour se faire payer sur le prix.

5° L'hypothèque est un droit réel. Le créancier hypothécaire prime, par conséquent, les simples créanciers chirographaires. Il peut poursuivre son droit, même contre le tiers détenteur ⁵.

6° L'hypothèque, comme tout autre droit, en général, passe

caractère dans l'intérêt commun du débiteur et du créancier; dans l'intérêt du créancier, pour qu'il puise plus de sécurité dans le gage qui lui est offert; dans l'intérêt du débiteur, qui trouvera d'autant plus facilement à emprunter, qu'il offrira des sûretés plus grandes, Troplong, n. 388; Pont, n. 331; Dalloz, n. 732. En d'autres termes, l'indivisibilité n'est pas de l'essence de l'hypothèque; elle est de sa nature légale. — De ce que l'hypothèque est indivisible, il suit que si une partie de la dette a été acquittée, l'hypothèque subsiste en entier pour ce qui reste, comme si rien n'avait encore été payé, et que si plusieurs immeubles ont été donnés en hypothèque, tous et chacun d'eux sont affectés au paiement de la dette ou de chaque portion de la dette, comme s'il n'y avait eu qu'un seul immeuble hypothéqué. C'est ce qu'exprime l'art. 2114, en disant que l'hypothèque subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles. *Tota est in toto, et tota in qualibet parte*. — Ainsi, le tiers détenteur de l'un des immeubles hypothéqués à la sûreté d'une créance peut, à raison de l'indivisibilité de l'hypothèque, être poursuivi hypothécairement pour le tout, Cass., 1^{er} févr. 1848. D. P., 48, 5. 237. — V. aussi *inf.*, § 823, note 2. — De ce que l'indivisibilité est de la nature légale de l'hypothèque et non de son essence, il suit que rien n'empêche d'en restreindre conventionnellement les effets. Ainsi, il est permis de stipuler en hypothéquant un immeuble à la sûreté d'un prêt de 10,000 francs, qu'après paiement de moitié de la somme, l'immeuble ne restera affecté que pour moitié au paiement du surplus, et que l'autre moitié deviendra libre entre les mains du débiteur, Duranton, 19, n. 245; Dalloz, n. 743. — Quant à la créance pour laquelle l'hypothèque a été constituée, elle ne cesse pas pour cela d'être divisible. Ainsi, le cohéritier qui, de son

chef et pour sa part, ne peut opposer la prescription à un créancier hypothécaire de la succession, parce qu'il a reconnu la dette, peut néanmoins opposer la prescription du chef et pour la part de son cohéritier dont il est devenu le cédant, *pro rata cedentis*, Cass., 12 févr. 1829. V. Troplong, n. 884. [Duranton, 19, n. 246; et Dalloz, n. 741. — V. cependant Vazeille, *Prescript.*, n. 244. — Jugé aussi que, les créances héréditaires se divisant de plein droit entre les héritiers du créancier, l'indivisibilité de l'hypothèque, qui n'est établie que dans l'intérêt de celui-ci, ne saurait être invoquée par le débiteur pour obliger tous les héritiers à se réunir, afin de recevoir leur paiement en commun, et de lui donner mainlevée entière de l'hypothèque : chaque héritier, au contraire, a le droit d'exiger sa part virile, en donnant mainlevée de l'hypothèque en ce qui le concerne, Cass., 9 nov. 1847, S. V., 48, 1. 289. — Rien n'empêche d'ailleurs que l'hypothèque soit cédée séparément de la créance à laquelle elle est attachée pour être exercée par un autre créancier : il n'y a pas indivisibilité entre la créance et l'hypothèque, Bourges, 26 juill. 1832, S. V., 33, 2. 626.]

⁴ [V. *sup.*, § 786, note 6.]

⁵ En d'autres termes, l'hypothèque emporte un droit de préférence et un droit de suite qui, tous les deux, dépendent des mêmes conditions, art. 2134 et 2166. Il en résulte, bien que cette conséquence ne soit pas admise par tous les auteurs, V. *inf.*, § 831 et 856, que celui qui a perdu le droit de suite ou l'action hypothécaire ne peut plus ordinairement prétendre au droit de préférence, et *vice versa*. L'art. 2198 contient une exception à cette règle. V., sur cette exception, Merlin, *Rép.*, v° *Transcription*, § 7. n. 42; Persil, sur l'art. 2198, n. 6; Grenier, 2, n. 442; Troplong, n. 1005. [V., sur ces différents points, les paragraphes ci-dessus cités.]

également aux héritiers et ayants cause du créancier hypothécaire. V. art. 2114, 2166 à 2168.

§ 822. *Des effets de l'hypothèque en ce qui touche l'immeuble grevé.*

L'hypothèque frappe non-seulement la chose hypothéquée, mais encore ses accessoires ¹, art. 2118. V. §§ 788 et 824. Elle frappe même les accessoires qui sont advenus artificiellement ou naturellement ² depuis la constitution de l'hypothèque, art. 2133.

Sur le point de savoir si et jusqu'à quel point l'hypothèque s'étend aussi aux fruits de l'immeuble, V. § 824.

L'hypothèque frappe, pour la totalité de la créance, chaque portion de l'immeuble, et, si elle est constituée sur plusieurs immeubles, chacun de ces immeubles en particulier, art. 2114.

De là il suit que celui qui ne possède qu'une partie de l'immeuble hypothéqué peut cependant être poursuivi hypothécairement pour le tout ³. V. art. 873.

Il en résulte également que le créancier hypothécaire peut invoquer l'indivisibilité de son droit antérieur, même contre d'autres créanciers hypothécaires postérieurs. V. *inf.*, § 827.

¹ [Réputés immeubles par leur nature ou par leur destination. V. *sup.*, § 788, notes 10 et 11.] V. Douai, 3 janv. 1815; Cass., 4 févr. 1817; 9 août 1825. [De même après la vente, le droit hypothécaire atteint non-seulement le prix, mais encore les intérêts de ce prix qui en sont l'accessoire, Cass., 3 nov. 1813 et 15 févr. 1847, S. V., 47, 1, 511; Troplong, 4, n. 929. — *Contrà*, Grenier, 2, n. 444.]

² V. *Discuss.*, Persil et Delvincourt, sur l'art. 2133; L. 13 et 16. Dig., *De pign. et hyp.* [L'art. 2133 porte que « l'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué. » Bien que cette disposition se trouve placée sous la rubrique de l'hypothèque conventionnelle, elle s'applique également aux hypothèques judiciaires et légales, parce qu'elle n'est que le développement de la disposition générale de l'art. 2118, aux termes duquel l'hypothèque s'étend aux accessoires réputés immeubles des biens immobiliers qui en sont grevés, Pont, n. 404.] Si donc un terrain a été vendu et ensuite couvert de constructions, le privilège du vendeur s'étend aux constructions comme au sol, Troplong, n. 551; [Grenier, 1, n. 147; Duranton, 19, n. 258; Rolland de Villargues, *Rép.*

du notari., v^o *Hypothèques*, n. 93; Dalloz, n. 1350; Pont, n. 410; Paris, 2 juill. 1836, S. V., 36, 2, 405; Paris, 18 janv. 1837, D. P., 38, 2, 189; Cass., 11 avr. 1833, D. P., 33, 1, 187; Rennes, 26 nov. 1851, D. P., 54, 5, 419. V. aussi Cass., 14 avr. 1852, S. V., 52, 1, 441.] — *Contrà*, Paris, 6 mars 1834, S. V., 34, 2, 308; [et Lyon, 26 janv. 1835, D. P., 36, 2, 163. Mais ces solutions isolées n'ont aucune autorité. V. *ausurplus, sup.*, § 788, notes 10 et 11.] Peu importe que l'accroissement de l'immeuble provienne d'un tiers, Paris, 9 déc. 1836, S. V., 37, 2, 29. V. art. 2175; [et *sup.*, § 788, notes 10 et 11.] — Mais l'art. 1019 peut aussi, par analogie, s'appliquer aux hypothèques, Grenier, 1, n. 148. [C'est-à-dire que la règle en vertu de laquelle les accessoires et améliorations sont, comme l'objet principal lui-même, atteints par l'hypothèque, ne s'applique pas au cas où l'augmentation procède d'une acquisition nouvelle ou de l'adjonction faite par le propriétaire d'un terrain à un autre pour donner plus d'étendue au premier.] V. aussi Paris, 6 mars 1834, S. V., 34, 2, 308.

³ Paris, 31 août 1815; Cass., 6 mai 1818. [V. le paragraphe qui précède, note 3.]

Enfin, il en résulte encore, ainsi que des art. 1188, 1244 et 1912, que le débiteur qui a aliéné une portion de l'immeuble hypothéqué peut être poursuivi en paiement de la totalité de la dette, bien que l'acquéreur eût rempli pour cette portion les formalités de purge déterminées par les art. 2181 et s. ⁴.

§ 823. *Des effets de l'hypothèque en ce qui touche la créance qu'elle garantit.*

L'immeuble hypothéqué ne répond pas seulement du capital, mais aussi des intérêts et arrérages de la créance ¹, art. 2148, alin. 4, et 2151.

Cependant, l'inscription prise pour un capital ne donne au créancier un droit de préférence sur les autres créanciers ² que pour deux années d'intérêts échus depuis l'inscription ³, pour les intérêts de l'année courante au moment de la demande en collocation ⁴, et pour les intérêts qui courent depuis la demande en

⁴ Troplong, n. 544. [De ce que l'hypothèque est indivisible, il suit qu'elle ne saurait être purgée partiellement.] V. Cass., 9 janv. 1810; 4 mai 1812; Pau, 23 août 1834, S. V., 35, 2, 120. V. aussi Favard, *vo* Hyp., sect. 1, § 1, et Duranton, 11, n. 126 et s. Il en est de même au cas où le propriétaire aliène l'immeuble en totalité, mais à différentes personnes.

¹ L'art. 2151 s'applique aussi aux arrérages échus d'une rente viagère, Troplong, n. 700; [Duranton, 20, n. 150; Pont, n. 1029;] Cass., 13 août 1828; Bordeaux, 3 févr. 1829; [et 15 févr. 1852, S. V., 33, 2, 59.] V. *contrà*, Bordeaux, 23 août 1823. [Mais la limite d'intérêts établie par l'art. 2151 ne s'applique pas au cas d'ouverture d'un crédit ouvert en compte courant pour une somme déterminée, sous la garantie d'une hypothèque : dans ce cas les intérêts antérieurs aux règlements de comptes périodiques jouissent sans exception du bénéfice de l'hypothèque, à moins qu'ils n'excèdent la limite du crédit convenue entre les parties, Douai, 10 févr. 1853, S. V., 53, 2, 305; Pont, n. 1028. — Quant aux intérêts des intérêts, ils ne sont en aucune mesure protégés par l'hypothèque : l'art. 2151 est limitatif, Angers, 25 nov. 1846; D. P., 47, 2, 53; Bourges, 30 avr. 1853, S. V., 54, 2, 52; Pont, n. 1027.]

² Bien que l'art. 2151 ne parle du

rang des intérêts du capital, que par rapport aux autres créanciers hypothécaires, il semble qu'il est en même temps destiné à régler la position des créanciers hypothécaires vis-à-vis du tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué. V. art. 2168. V. aussi Troplong, n. 788. [Il est évident, en effet, que le tiers détenteur qui n'est tenu qu'hypothécairement ne peut devoir autre chose que ce qui est protégé par l'inscription.] — *Contrà*, Grenier, 1, n. 101. Du reste, tout ce qui est dit ici des intérêts ne doit s'entendre que de ceux qui ne sont pas atteints par la prescription. V. art. 2277 et *inf.* le titre de la *Prescription*.

³ Non pas précisément pour les deux années qui ont précédé la demande en collocation ou pour les deux années qui ont suivi l'inscription. Le créancier peut demander purement et simplement, outre les intérêts de l'année courante, deux années d'intérêts, [pourvu, bien entendu, qu'il soit dû deux années d'intérêts.] Merlin, *Quest.*, *vo* *Inscript. hyp.*, § 2; Grenier, 1, n. 98; Troplong, n. 698; [Duranton, 20, n. 149; Pont, n. 1016;] Cass., 27 mai 1816; Angers, 18 janv. 1827.

⁴ Blondeau, dissertation sur le régime hypothécaire, dans la *Revue de législation*, t. 2, p. 178, et t. 3, p. 542. V. cependant Tarrible, *Rép.*, *vo* *Inscript. hyp.*, § 5, n. 11; Troplong, n. 698; et Grenier, 1, n. 100. [Que doit-on entendre

collocation jusqu'à la clôture définitive de l'ordre ⁵ : le créancier a le droit de demander à être colloqué pour ces intérêts au même rang que pour le capital ⁶. Quant au surplus des intérêts, le créancier hypothécaire est placé sur la même ligne que les créanciers chirographaires, à moins qu'il n'ait pris une inscription particulière pour ces intérêts, ce qu'il a le droit de faire au fur et à mesure de leur échéance ⁷. Dans ce cas le rang de la créance relative aux intérêts se détermine par la date de chaque inscription, art. 2151.

Mais quelque générale que soit la disposition de l'art. 2151 en ce qui touche les intérêts, elle ne s'applique pas aux hypothèques

par intérêts de l'année courante ? Quel est le point de départ de cette année, et quand finit-elle ? — Par intérêts de l'année courante, on ne doit pas entendre une année entière d'intérêts, mais une fraction d'année, en d'autres termes, ce qui est échu sur l'année courante; s'il en était autrement, l'art. 2151 aurait alloué trois ans d'intérêts et non pas seulement deux années d'intérêts et l'année courante : rédaction qui nous semble ne laisser place à aucune difficulté, Trib. de Lyon, 25 mars 1846, *Journ. du not.*, 2^e série, n. 218, p. 127; Tarrille, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 3, n. 14; Duranton, 20, n. 151; Pont, n. 1017. — *Contrà*, Montpellier, 27 juin 1847, Dalloz 50, 1, 222; Troplong, n. 691 *ter*. — Quant au point de savoir quelle portion de l'année est due, il ne peut y avoir de difficultés qu'en ce qui touche la question de savoir où cette portion de l'année finit, cette portion commençant nécessairement le jour où les intérêts de l'année commencent à courir. Les uns font cesser l'année courante au jour de la notification de la saisie aux créanciers, en matière de saisie immobilière. Les autres la font cesser à la demande en collocation, Cass., 27 mai 1816, Tarrille, *loc. cit.*, § 5, n. 14; Grenier, 1, n. 100; Duranton, 20, n. 150; Pont, n. 119. D'autres, enfin, prennent pour temps d'arrêt les notifications aux créanciers inscrits en matière de vente volontaire, parce que cette notification fait produire tous ses effets à l'hypothèque et transporte le droit de l'acquéreur, de la chose sur le prix ; et le jour de l'adjudication en matière de saisie immobilière, parce qu'à partir de cette adjudication, les intérêts ne sont plus dus par le débiteur originaire, mais par l'adjudicataire,

comme accessoires de son prix, Troplong, n. 698 *bis*. C'est cette dernière opinion qui nous paraît devoir être suivie.]

⁵ [Ou plutôt depuis les notifications aux créanciers inscrits ou depuis l'adjudication, suivant qu'il s'agit d'une vente volontaire ou d'une vente forcée. V. la note qui précède.] — V. Pr., art. 757, 767 et 770; Merlin, *Quest.*, v° *Inscript. hyp.*, § 2; Grenier, 1, n. 102; 2, n. 494; Delvincourt, 3, p. 340; Troplong, n. 699; [Pont, n. 1020;] Paris, 26 déc. 1807; Cass., 5 juill. et 14 nov. 1827; 22 nov. 1809; Rouen, 28 juin 1810; Lyon, 28 août 1821; Cass., 12 avr. 1833, S. V., 33, 1, 378. [Angers, 26 nov. 1846; D. P., 47, 2, 53.]

⁶ On peut bien prendre inscription pour les intérêts échus, mais non pour les intérêts à échoir, Pothier, 1, n. 374; Delvincourt, sur l'art. 2151; [Pont, n. 1032.] *Quid*, si les intérêts annuellement échus ne sont cependant payables qu'après un certain délai. V. Troplong, n. 700 et s.; Blondeau, *Rev. de législation*, 4, p. 276 et s. [Selon M. Troplong, l'inscription primitive ne garantit que le capital et non les intérêts qui, aux termes de la convention, se joignent annuellement au capital et l'accroissent. Nous inclinons à adopter l'opinion contraire : la convention relatée dans l'inscription fait la loi des tiers. V. Pont, n. 1025 et s.] Du reste, il suffit, pour la conservation des intérêts déjà échus, que l'inscription prise pour le capital mentionne que ce capital est productif d'intérêts et le taux de ces intérêts.

⁷ Sans qu'il soit besoin ni de jugement ni de convention spéciale, Grenier, 1, n. 98.

dont l'effet est indépendant de l'inscription, et notamment aux hypothèques légales des mineurs, des interdits et des femmes mariées. Le créancier ayant une hypothèque légale est colloqué, même sans inscription, pour tous les intérêts échus, au même rang que pour le capital ⁸. La jurisprudence excepte également de la règle générale de l'art. 2151 le privilège du vendeur ⁹.

L'immeuble hypothéqué répond également des frais et dépens auxquels le débiteur peut être condamné, mais seulement jusqu'à concurrence du montant de l'inscription prise pour ces frais, soit éventuellement et par suite d'une estimation préalable, soit par suite de la condamnation du débiteur et à la date seulement de cette inscription ¹⁰. Arg. art. 2148, alin. 4.

Il en est de même des dommages et intérêts auxquels le créancier hypothécaire peut avoir droit en cette qualité ¹¹.

L'immeuble répond de chaque portion de la créance à la sûreté de laquelle il est hypothéqué, art. 2114. V. art. 2083. Le débiteur ne peut donc pas demander la limitation de l'hypothèque à une partie de l'immeuble hypothéqué, sous prétexte que la dette aurait déjà été éteinte en partie.

Une hypothèque ne pouvant exister sans une créance à laquelle elle se rattache, le droit hypothécaire n'est jamais que l'accessoire d'un autre droit ¹².

⁸ Tarrille, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 5, n. 14; et *Quest.*, v° *Intérêts*, § 6; Grenier, 1, n. 104; Persil, sur l'art. 2151, n. 4; Troplong, n. 701 et s. [Pont, n. 436, 439 et 1030:] Bourges, 23 mai 1829; Paris, 5 mars 1834, S. V., 34, 2, 178. — *Contrà*, Blondeau, *Rev. de légis.*, 4, p. 276 et 363. [Il a même été jugé que l'art. 2151 ne s'applique pas à l'hypothèque légale de l'Etat, des communes ou des établissements publics, bien que cette hypothèque ne soit pas dispensée d'inscription, Cass., 12 mai 1829. V. en ce sens Pont, n. 1031. — *Contrà*, Duranton, 20, n. 154; Troplong, n. 701 *bis*.]

⁹ Troplong, n. 219; [Duranton, 16, n. 342, et 29, n. 160 *bis*; Pont, n. 492 et 1030:] Cass., 5 mars 1816; 1^{re} mai 1817; Paris, 7 déc. 1831, S. V., 32, 2, 129. Il doit en être de même du privilège du bailleur du fonds employé à payer le vendeur, Paris, 6 mars 1815.

V. cependant, en sens contraire sur ces différents points, Delvincourt et Persil, sur l'art. 1251; Grenier, 1, n. 103; Blondeau, *loc. cit.*, 4, p. 368 et s. — Sur le privilège de l'art. 2111, V. Grenier, 1, n. 105; Troplong, n. 240 et 246.

¹⁰ D'après la règle : *Accessorium sequitur principale*. Tarrille, *Rép.*, v° *Inscript. hyp.*, § 5, n. 11; Persil, sur l'art. 2155; Grenier, 1, n. 98; Troplong, n. 418 et 702. — La femme mariée a pour les dépens faits sur sa demande en séparation de biens une hypothèque à partir du jour du mariage, Paris, 28 déc. 1822, rapporté dans une note sur un arrêt de Colmar du 26 nov. 1833, S. V., 34, 2, 233; Caen, 25 nov. 1824; Douai, 1^{er} avr. 1826. V. cependant Rouen, 12 mars 1817.

¹¹ Troplong, n. 705. V. cependant Cass., 11 mars 1834, S. V., 34, 1, 345.

¹² § 3, *Inst. de fidejuss.*; Persil, sur l'art. 2114.

§ 824. *Rapports du propriétaire de l'immeuble hypothéqué avec les créanciers hypothécaires.*

Le propriétaire d'un immeuble grevé d'hypothèque en conserve la pleine propriété et la possession; mais, d'une part, il doit s'abstenir de faire tout ce qui pourrait diminuer les sûretés des créanciers hypothécaires; et, d'un autre côté, ces créanciers peuvent, pour se faire payer, poursuivre la vente forcée de l'immeuble aux enchères et exercer ce droit même contre tout tiers détenteur.

Le propriétaire d'un immeuble hypothéqué peut donc, sous la réserve des droits des créanciers hypothécaires, l'aliéner ¹, ou le grever, soit d'une servitude ², soit d'une nouvelle hypothèque ³.

Il peut aussi, sous la même réserve, faire à l'immeuble tous les changements qu'il juge convenable ⁴. Si donc le changement opéré diminuait les sûretés du créancier, celui-ci aurait le droit de demander son remboursement immédiat, art. 1188. V. aussi art. 2131 ⁵. Le propriétaire conserve le droit d'user et de jouir de l'immeuble ⁶, de disposer des fruits, d'en céder la jouissance, soit en vendant les fruits, soit en affermant l'immeuble. V. § 253.

Cependant, si le propriétaire n'usait pas de l'immeuble en bon père de famille, par exemple s'il faisait des coupes de bois irrégulières, le créancier hypothécaire pourrait y former opposition, et exercer, selon les circonstances, le droit que lui accorde l'art. 1188 ⁷.

Le propriétaire ne peut non plus disposer des fruits après qu'ils ont été immobilisés dans les cas prévus par l'art. 2176 et

¹ Grenier, 1, n. 142. [Mais en cas de saisie de l'immeuble hypothéqué, le propriétaire perd le droit de l'aliéner à partir de la transcription de la saisie, art. 686, Pr.] V. sup., § 822.

² V. sup., § 335, note 6; Troplong, n. 843.

³ Même pendant l'instance de saisie immobilière. La raison de douter est dans l'art. 686, Pr. [Mais V. sup., § 799, note 19.] V. aussi Pigeau, 1, p. 111; Tarrille, Rép., *vo Saisie immobilière*, § 6, art. 10, n. 14, et Troplong, n. 413.

⁴ Favard, *vo Hypothèque*, sect. 2, § 3, n. 12.

⁵ L'art. 1188 suppose une diminution provenant de la faute du débiteur; l'art. 2131 suppose une diminution

accidentelle. V. Delvincourt, sur l'art. 2131. Dans le cas de l'art. 1188, le créancier peut demander son remboursement par cela seul qu'il y a diminution des sûretés, alors même que les immeubles suffiraient encore pour la garantie de la dette, ou quand même le débiteur offrirait un supplément d'hypothèque. Mais il en est autrement dans le cas de l'art. 2131, Duranton, n. 121. [Pont, n. 689 et s.] V. sup., § 537.

⁶ Sans distinction entre le cas où l'hypothèque a pour objet la pleine propriété de l'immeuble, et celui où elle ne porte que sur l'usufruit, Paris, 31 août 1815; Cass., 6 mai 1818.

⁷ Delvincourt, 3, p. 291 et s.; Duranton, 4, n. 35 et s.; [Pont, n. 693.] Cass., 26 janv. 1808, Paris, 26 août 1809.

par l'art. 689 Pr. Toute disposition faite contrairement à ces articles est nulle⁸ vis-à-vis des créanciers hypothécaires, et même dans le cas de l'art. 689, vis-à-vis des créanciers chirographaires. Une pareille disposition faite même avant l'époque déterminée par l'art. 2176 et par l'art. 689 Pr., mais dont l'effet doit s'étendre au delà de cette époque, par exemple si le propriétaire a donné l'immeuble à antichrèse, ou s'il a disposé des fruits plusieurs années à l'avance, est sans effet vis-à-vis des autres créanciers à partir de cette époque⁹. Arg. art. 2091. Toutefois, cette règle souffre exception dans le cas où le propriétaire a affirmé ou loué l'immeuble, Pr., art. 691. Dans ce cas, le bail, même à long terme¹⁰, doit être respecté par les créanciers, pourvu d'ailleurs qu'il ait date certaine à leur égard, et qu'il ait été fait sans fraude, art. 1167; mais il semble que le locataire ne pourrait opposer aux créanciers un paiement de loyers fait par anticipation¹¹.

§ 825. *De la poursuite du droit hypothécaire contre les tiers détenteurs de l'immeuble hypothéqué*¹.

Lorsqu'un immeuble hypothéqué est aliéné² à quelque titre que ce soit³, l'acquéreur ou tiers détenteur, soit qu'il ait fait transcrire, soit qu'il n'ait pas fait transcrire son titre d'acqui-

⁸ Grenier, 1, n. 142.

⁹ Delvincourt, 3, p. 444; Bourges, 24 juill. 1828. — *Contrà*, Duranton, 18, n. 560. [V. sur ce point, *sup.*, § 784, note 8.]

¹⁰ V. cependant Troplong, n. 777 et s.

¹¹ Merlin, *Rép.*, v° *Tiers détenteur*; Delvincourt, 3, p. 170. V. Pr., art. 840. — *Contrà*, Favard, v° *Hyp.*, sect. 2, § 3, n. 13; Grenier, 1, n. 142; Troplong, n. 777 et 840. V. aussi Paris, 23 mars 1832, S. V., 33, 2, 124.

¹ Sur les actions hypothécaires de l'ancien droit, V. Troplong, n. 779. Le système du Code donne au créancier contre le tiers détenteur un droit immédiatement exécutoire résultant de la nature même de l'hypothèque, de sorte qu'il n'y a plus lieu à l'action en déclaration d'hypothèque admise par l'ancien droit. [Cass., 15 janv. 1808 et 6 mai 1811;] Nîmes, 18 nov. 1830; [Persil, sur l'art. 2180, n. 42; Grenier, n. 339; Troplong, n. 779 bis; Pont, n. 1126.] V. *inf.*, § 831.

² Soit pour la pleine propriété, soit

pour l'usufruit. Paris, 23 déc. 1808; [Pont, n. 1116. — Quant à la constitution des droits d'usage, d'habitation ou de servitudes sur un immeuble grevé d'hypothèque qui, n'étant pas susceptibles d'expropriation forcée, échappent à l'action hypothécaire, nous croyons qu'elle devrait être considérée comme une diminution de sûretés provenant du fait du débiteur, qui autoriserait le créancier à demander son remboursement immédiat à ce dernier, et, à défaut de remboursement, à poursuivre l'expropriation de l'immeuble, Duranton, 20, n. 217; Pont, *ibid.* V. aussi Troplong, n. 777 bis. — Il est bien évident d'ailleurs qu'il n'y a, au point de vue des obligations du tiers détenteur, aucune distinction à faire entre l'aliénation totale et l'aliénation partielle.] — La procédure dont il est traité dans ce paragraphe est sous tous les rapports applicable à celui qui a hypothéqué son immeuble à la dette d'un tiers.

³ [Soit à titre gratuit, soit à titre onéreux.] Merlin, *Rép.*, v° *Tiers détenteur*, § 1; Troplong, n. 776 et 784; Toulouse, 18 juin 1830.

tion⁴, est tenu, en cette qualité, ou de payer la dette hypothécaire à l'époque où elle devient exigible contre le débiteur lui-même⁵, avec les intérêts échus, V. *sup.*, § 823, notes 3 et s.⁶, et les frais, sans aucune déduction⁷, aux créanciers ayant une hypothèque inscrite ou dispensée d'inscription⁸; ou, s'il le préfère⁹, de délaisser¹⁰ l'immeuble avec les accessoires qui en dépendent¹¹, à moins toutefois qu'il ne fasse usage, en observant les formes légales, ainsi que cela sera expliqué plus loin, du droit de purger ou d'affranchir l'immeuble des hypothèques dont il est grevé, art. 2181, 2166 à 2168. Si le tiers détenteur¹² n'a point sa-

⁴ [La transcription étant nécessaire aujourd'hui pour arrêter le cours des inscriptions du chef du précédent propriétaire, V. la loi du 23 mars 1855, art. 6 et *sup.*, § 808, notes 6 et s., il en résulte que tous les créanciers inscrits du chef du précédent propriétaire avant la transcription de l'acte d'aliénation ont une action hypothécaire contre le tiers détenteur, et qu'à ce point de vue la transcription, qui ne modifie pas la nature de l'action à laquelle le tiers détenteur est soumis, peut en modifier la portée et l'étendue.]

⁵ Ainsi, le terme accordé au débiteur, même le terme de grâce, profite au tiers détenteur. Persil, sur l'art. 2167; Grenier, 2, n. 361; Troplong, n. 788; [Pont, n. 1131. Mais, réciproquement, le tiers détenteur qui ne peut jouir de délais autres que ceux qui appartiennent au débiteur originaire est déchu comme le débiteur originaire lui-même du bénéfice du terme, lorsque, par son fait, ce débiteur a diminué les sûretés du créancier, Delvincourt, 3, p. 180; Pont, *ibid.* — *Contrà*, Duranton, 20, n. 229; Toulouse, 4 févr. 1829.]

⁶ [C'est-à-dire les deux années et l'année courante conservées par l'inscription. V. *sup.*, § 823, notes 3 et s. Le tiers détenteur qui n'est tenu qu'hypothécairement ne peut être tenu de payer autre chose que ce dont l'inscription greève l'immeuble, Troplong, n. 788; Pont, n. 1132; Bordeaux, 28 févr. 1850, S. V., 51, 2, 188. — *Contrà*, Persil, sur l'art. 2151, note 11; Grenier, n. 101.]

⁷ Troplong, n. 788 et s. Ainsi, le tiers détenteur ne peut imputer au compte des créanciers le prix par lui payé au vendeur, Persil, sur l'art. 2168; Rouen, 11 mars 1815. V. art. 1251, n. 2, et 2175.

⁸ Persil, sur l'art. 2166. — *Contrà*,

Troplong, n. 778. D'après cet auteur, les créanciers hypothécaires ou privilégiés dispensés de l'inscription sont cependant tenus de se faire inscrire avant de poursuivre le tiers détenteur. [L'inscription est toujours nécessaire pour l'exercice du droit de suite; mais elle ne l'est pas pour l'exercice du droit de préférence. V. *sup.*, § 806, note 2.]

⁹ L'obligation du tiers détenteur est donc renfermée dans cette alternative. Le tiers possesseur, qui ne paye ni ne délaisse, ne peut être personnellement condamné à payer : les créanciers n'ont contre lui d'autre droit que celui de poursuivre la vente de l'immeuble. Cass., 27 avr. 1812. Si la vente de l'immeuble produit une somme moindre que le montant de la dette, le tiers détenteur n'est pas tenu de la différence, Delvincourt, sur l'art. 2169. — Le créancier hypothécaire ne peut pas non plus faire saisir uniquement les fruits de l'immeuble hypothéqué, Paris, 23 déc. 1808. Cependant, le créancier peut, sans nul doute, demander en justice le payement du prix de la vente, comme exerçant les droits du vendeur, art. 1166; Grenier, 2, n. 345; Troplong, n. 822 et s.; Rouen, 12 juill. 1825.

¹⁰ Il ne faut pas confondre le droit de délaissement avec le droit de déguerpissement de l'ancien droit, c'est-à-dire avec le droit de faire abandon d'un fonds grevé de rentes foncières. Le Code ne reconnaît pas ce droit de déguerpissement. V. art. 530. Loiseau, *Du déguerpissement*; Merlin, *Rép.*, *vo Déguerpissement* et *vo Délaissement*. V. aussi Troplong, n. 785 et s.

¹¹ Cass., 5 nov. 1813. V. art. 2176.

¹² On ne doit point considérer comme un tiers détenteur l'héritier du débiteur qui a succédé à ce dernier dans la propriété de l'immeuble hypothéqué. V. Cass., 19 juill. 1837, S. V., 37, 1, 675.

tisfait de lui-même, et complètement, à l'une ou à l'autre de ces obligations, tout créancier ¹³ qui veut se faire payer doit faire commandement ¹⁴ au débiteur originaire, art. 673 et 674, et sommation au tiers détenteur de payer ou de délaisser l'immeuble ¹⁵. Ensuite et trente jours après la signification du commandement ou de la sommation ¹⁶, selon que l'un ou l'autre acte a été signifié le dernier ¹⁷, le créancier, si dans ce délai de trente jours le tiers détenteur ne paye ni ne délaisse, peut poursuivre contre lui la vente de l'immeuble dans les formes prescrites pour l'expropriation forcée, art. 2169. V. art. 2174, et Pr., art. 673 et s.

Cependant le tiers détenteur peut opposer au créancier qui

¹³ Même celui qui ne doit pas venir en ordre utile dans la distribution du prix, Cass., 18 févr. 1818; Grenier, 2, n. 355; [Troplong, n. 804 et s.; Pont, n. 1143.] Si donc il y a plusieurs créanciers hypothécaires, chacun d'eux, le premier comme le dernier, peut agir hypothécairement. [Mais aucun créancier ne peut poursuivre qu'autant que sa dette est exigible. V. sup., note 5; et Pont, n. 1142.] L'action intentée par un des créanciers profite aux autres, Grenier, 2, n. 342; Troplong, n. 795; Riom, 31 mai 1817; Cass., 29 nov. 1820; 50 juill. 1822.

¹⁴ [Ce commandement doit être dans la forme réglée par les art. 675 et s., Pr., pour la poursuite de saisie immobilière : peu importe en effet, en ce qui touche l'observation de ces formes, que la poursuite soit dirigée contre le tiers détenteur au lieu de l'être contre le débiteur originaire, Cass., 14 mai 1839, S. V., 39, 1, 569; et 16 mai 1845, S. V., 44, 1, 283; Pont, n. 1147. V. cependant Cass., 9 mars 1836, S. V., 36, 1, 277, et 23 mars 1841, S. V., 42, 1, 481.]

¹⁵ L'art. 2169 ne dit pas que le commandement de payer doit précéder la sommation au tiers détenteur. Le créancier est donc libre de faire ces significations dans l'ordre qui lui convient, et même de signifier ces deux actes en même temps. Cependant, il est plus logique de signifier d'abord le commandement et d'en faire mention dans la sommation; Grenier, 1, n. 341; Troplong, n. 795; [Pont, n. 1144;] Nîmes, 6 juill. 1812; Cass., 4 oct. 1814; 16 avr. 1821; [Riom, 6 août 1842, S. V., 42, 2, 483; Amiens, 15 janv. 1847, S. V., 48, 2, 734. V. cependant, en sens contraire, Toulouse, 29 juin 1836,

S. V., 37, 2, 27; Cass., 2 mars 1840, S. V., 40, 1, 345; Nîmes, 10 déc. 1850; D. P., 51, 2, 205; Persil, sur l'art. 2169, n. 2; Duranton, 20, n. 368; et Troplong, n. 791.] — Si l'aliénation de l'immeuble a été faite au profit de plusieurs personnes à la fois, la sommation doit être adressée à chaque coacquéreur en particulier, Grenier, 2, n. 340. — Le tiers détenteur peut d'ailleurs exciper, soit du défaut de commandement, soit de ce que ce commandement n'a pas été signifié au véritable débiteur, soit de ce qu'il a été signifié à une personne sans qualité pour le recevoir; mais il ne peut exciper de ce que ce commandement est nul pour vice de forme, Grenier, 2, n. 343; Troplong, n. 795; [Pont, n. 1148;] Nîmes, 6 juill. 1812; [et 10 déc. 1850; D. P., 51, 2, 205; et Cass., 16 févr. 1852; D. P., 52, 1, 241.] — Une sommation de purger ne peut remplacer le commandement, Toulouse, 7 déc. 1830, S. V., 31, 2, 165.

¹⁶ Mais pendant combien de temps le créancier conserve-t-il, à partir de l'expiration de ce délai, le droit de saisir l'immeuble en vertu du commandement et de la sommation? Pendant trois années à partir de la sommation adressée au tiers détenteur, art. 2176, Pr., art. 397. L'art. 674 Pr. n'est point applicable à ce cas. [Il faut distinguer : la sommation se pèrime par trois ans, par application de l'art. 2176; Grenier, 2, n. 341; Pont, n. 1150. Quant au commandement, il se pèrime par trois mois, par application de l'art. 674, puisque c'est un véritable commandement préalable à la saisie immobilière, Cass., 16 mars 1843, S. V., 44, 1, 283; Pont, n. 1147. V. sup., note 14.]

¹⁷ Persil, sur l'art. 2169, n. 7. [V. la note qui précède.]

poursuit la vente forcée de l'immeuble, les trois exceptions suivantes ¹⁸ :

1° L'exception de discussion ¹⁹, *exceptio ordinis sive excussionis*, c'est-à-dire l'exception tendant à ce que le créancier exerce d'abord ses droits sur les autres immeubles hypothéqués à la même dette ²⁰. Mais le tiers détenteur ne peut faire usage de cette exception qu'autant que ces immeubles sont encore en la possession du principal ou des principaux obligés ²¹. Il doit de plus se conformer aux conditions prescrites à la caution qui veut jouir du bénéfice de la même exception ²², art. 2170. V. art. 2022 et 2023. L'exception de discussion ne peut d'ailleurs être opposée, ni aux créanciers ayant un privilège général ou spécial ²³, ni à ceux qui ont une hypothèque spéciale sur l'immeuble ²⁴, art. 2171.

¹⁸ L'ancienne jurisprudence autorisait le tiers détenteur à se prévaloir d'une quatrième exception, l'exception de *priorité d'hypothèque*, lorsqu'il avait lui-même sur l'immeuble une hypothèque antérieure, équivalente ou supérieure à celle du créancier poursuivant. Mais cette exception n'est plus admise aujourd'hui, [Cass., 10 févr. 1818.] V. cependant Grenier, 2, n. 335; et Troplong, n. 805. [Ces auteurs, tout en reconnaissant que cette exception n'est plus admise, pensent néanmoins que dans ce cas le créancier pourrait être soumis à donner caution pour le préjudice que la poursuite occasionnerait au tiers détenteur. Mais ce moyen terme lui-même nous paraît contraire à l'article 2169 qui, en autorisant chaque créancier hypothécaire à poursuivre le tiers détenteur, ne fait aucune distinction entre eux et ne les soumet à aucune autre obligation que celles qui leur sont imposées par les dispositions qui réglementent cette poursuite, Pont, n. 1143.]

¹⁹ Sur le moment où cette exception doit être proposée, V. Pr., art. 464; et Bourges, 31 déc. 1830, S. V., 31, 2, 285. [L'exception de discussion doit être proposée sur les premières poursuites, art. 2022; c'est-à-dire avant les poursuites qui, après la sommation de payer ou de délaisser, sont faites pour parvenir à la vente forcée de l'immeuble hypothéqué, Persil, sur l'art. 2170, n. 9; Duranton, 20, n. 248; Troplong, n. 801; Bordeaux, 6 déc. 1839, S. V., 40, 2, 208. A plus forte raison, l'exception de discussion ne pourrait-elle être proposée pour la première fois en appel, Bourges, 31 déc. 1830.]

²⁰ Le tiers détenteur n'a l'exception de discussion qu'autant qu'il y a d'autres immeubles hypothéqués à la même dette. V. art. 2023, alin. 1; Troplong, n. 800; Cass., 23 févr., 1806; Bordeaux, 6 août 1833, S. V., 34, 2, 51.

²¹ C'est-à-dire du débiteur principal ou de la caution qui a constitué une hypothèque, ou d'un tiers qui a également constitué une hypothèque pour sûreté de la dette. Les mots « principaux obligés, » dont se sert l'art. 2170, ne doivent être pris que dans un sens relatif, Troplong, n. 800; [Pont, n. 1163. V. cependant Persil, sur l'art. 2170, n. 2.] — Le tiers détenteur ne peut arrêter la poursuite en fournissant au créancier une délégation sur le prix de vente encore dû par lui au débiteur principal, Bordeaux, 6 août 1833, S. V., 34, 2, 51.

²² V. Persil, sur l'art. 2170, n. 2; Troplong, n. 801; [Pont, n. 1165;] Cass., 21 mars 1827; Bordeaux, 6 août 1833, S. V., 34, 2, 51; Toulouse, 30 avr. 1836, S. V., 37, 2, 23.

²³ La loi ne distingue pas, Troplong, n. 809. [V. cependant Pont, n. 1161.]

²⁴ Elle n'est donc opposable qu'aux créanciers ayant une hypothèque légale ou judiciaire, et non aux créanciers ayant une hypothèque conventionnelle, à moins, selon des auteurs, qu'ils ne se trouvent dans le cas de l'art. 2150. V. Merlin, *Rép.*, v° *Tiers détenteur*, § 8; Grenier, 2, n. 326. — *Contrà*, sur ce dernier point, Troplong, n. 808; [Persil, sur l'art. 2170, n. 4; Duranton, 20, n. 250; Pont, n. 1161. C'est l'opinion de ces derniers auteurs qui doit être préférée. L'hypothèque conventionnelle qui, dans

2° L'exception de garantie, par laquelle le tiers détenteur peut repousser l'action du créancier qui est personnellement tenu de le garantir contre l'éviction de l'immeuble ²⁵.

3° L'exception *cedendarum actionum*, qui est opposable au créancier par le fait duquel le tiers détenteur ne peut plus être subrogé contre le débiteur dans les droits et actions attachés à la créance ²⁶. Arg. art. 1251 et 2037.

Le délaissement de l'immeuble hypothéqué, soit qu'il ait lieu spontanément ou après sommation, étant un acte purement volontaire ²⁷, ne peut être fait que par une personne capable d'aliéner ²⁸, art. 2172.

Il doit être fait au greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé l'immeuble. Le tribunal en donne acte au tiers détenteur ²⁹, et il est ensuite, à la requête de la partie la plus diligente, nommé un curateur au délaissement contre lequel

le cas de l'art. 2130, peut, en cas d'insuffisance des biens présents, s'étendre aussi aux biens à venir, n'en est pas moins une hypothèque spéciale.]

²⁵ *Quem de evictione tenet actio, eumdem agentem repellit exceptio*, Persil, sur l'art. 2170, n. 8; Grenier, 2, n. 334. [Troplong, n. 306; Pont, n. 1167.]

²⁶ Grenier, 2, n. 332 et s. V. cependant une consultation de Sirey, du 20 fév. 1829, dans Sirey, 30, 2, 30. [Mais le créancier ayant le même droit sur tous les immeubles affectés à sa créance, et pouvant à son choix faire porter sa poursuite sur les uns comme sur les autres, en vertu du principe de l'indivisibilité de l'hypothèque, ne peut être responsable envers le tiers détenteur de l'exercice qu'il a fait de son droit, et, par conséquent, de la renonciation qu'il aurait fait à son droit sur certains immeubles pour l'exercer sur d'autres : autrement il en résulterait que le créancier ayant une hypothèque générale ne pourrait la restreindre à certains immeubles sans s'exposer par cela même à la perdre sur les autres, Cass., 18 déc. 1855, S. V., 55, 1, 247, et Bourges, 11 juin 1855, S. V., 55, 2, 636; Pont, n. 1168. — *Contrà*, Bastia, 2 févr. 1846, et 22 déc. 1847, S. V., 48, 2, 11; Toullier, 7, n. 172; Troplong, *Hyp.*, n. 789 bis et *Cautioun.* n. 562.] — Le tiers détenteur peut-il en outre exciper de ce qu'il a lui-même sur l'immeuble une hypothèque excédant sa valeur? V. Troplong, n. 804 et s. [V. *sup.*, note 18.]

²⁷ Le délaissement peut être fait quoi-

que le tiers détenteur n'ait pas encore payé le prix à son vendeur, Troplong, n. 822 et s., et sans qu'il soit nécessaire que le tiers détenteur fasse auparavant offre aux créanciers du prix de l'immeuble, Cass., 8 août 1816. V. cependant Rouen, 12 juill. 1823. — Pendant combien de temps le délaissement peut-il être fait? V. art. 2169 et Favard, v° *Délaissement par hyp.*, § 7. [De ce que la saisie immobilière ne peut avoir lieu qu'un mois après le commandement et la sommation de payer ou de délaisser, on a conclu que le tiers détenteur qui a eu tout le temps de délaisser avant la saisie n'est plus admis à le faire après. V. Delvincourt, 3, p. 179; Persil, art. 2173, n. 2; Duranton, 20, n. 262. Mais aucun délai fatal n'étant imparté par le Code, la jurisprudence a décidé avec raison que la poursuite de saisie immobilière ne faisait pas obstacle à la faculté de délaissement, Paris, 10 janv. 1851, et Angers, 14 juill. 1855, S. V., 55, 2, 629. V. au surplus, *inf.*, note 42.]

²⁸ Merlin, *Rep.*, v° *Tiers détenteur*, § 9; Persil, sur l'art. 2172, alin. 4; Grenier, 2, n. 327; Troplong, n. 817 et s. [et Pont, n. 1170 et s. — La capacité du tiers détenteur s'apprécie d'après les principes généraux.] — Le délaissement n'est pas précisément une aliénation, mais il y conduit. Ainsi, il ne peut être fait par un tuteur, qu'avec l'observation des formalités prescrites pour l'aliénation des biens des mineurs.

²⁹ L'acte de délaissement doit être signifié aux créanciers inscrits et au débiteur principal, Grenier, 2, n. 329.

doit être dirigée la procédure tendant à la vente forcée de l'immeuble, en la forme ordinaire ³⁰, art. 2174.

Le délaissement de l'immeuble n'est point un abandon de la propriété : jusqu'à l'adjudication ce n'est qu'un abandon de la possession ³¹. Le tiers détenteur peut donc, tant que l'adjudication n'a pas eu lieu, reprendre l'immeuble, à la charge de payer toutes les créances inscrites en capital et frais ³², art. 2173.

Le tiers détenteur qui a délaissé doit indemniser les créanciers hypothécaires ³³ du dommage que l'immeuble a souffert par son fait ou par sa négligence ³⁴, art. 2175. D'un autre côté, il ne peut répéter les impenses par lui faites sur l'immeuble que jusqu'à concurrence de la plus-value résultant de ces impenses au moment de l'adjudication ³⁵, art. 2175.

Les fruits de l'immeuble hypothéqué appartiennent aux créanciers hypothécaires à dater du jour où ces créanciers ont adressé au tiers possesseur la sommation de payer ou de délaissé, ou bien, si la poursuite a été interrompue pendant trois ans, à dater du jour où la sommation a été réitérée ³⁶, art. 2176. V. Pr., art. 689.

³⁰ Grenier, 2, n. 329; Troplong, n. 829.

³¹ Si donc l'immeuble délaissé vient à périr, par exemple, si la maison hypothéquée est détruite par un incendie, la perte est pour le tiers détenteur qui a délaissé l'immeuble. Réciproquement, ce qui reste du prix de l'adjudication, après paiement des créanciers, lui appartient, Delvincourt, 3, p. 378; Grenier, 2, n. 330; Troplong, n. 825; Favard, v° *Délaissement par hyp.*, § 6; [Pont, n. 1193.]

³² C'est-à-dire que, par suite de la reprise de l'immeuble, le tiers détenteur devient débiteur personnel des dettes hypothécaires, Troplong, n. 826 et s.; Bordeaux, 14 août 1828; Cass., 24 févr. 1830; [et 2 avr. 1855, S. V., 55, 1, 372.]

³³ Mais non aux créanciers chirographaires, Toulouse, 30 mai 1833, S. V., 34, 2, 528; [Pont, n. 1205.]

³⁴ Pourvu que le dommage soit postérieur à l'inscription, Grenier, 2, n. 338. [Il est à remarquer d'une part que le tiers détenteur est tenu des détériorations qui proviennent de son fait, encore qu'il n'y ait pas de sa faute; mais, d'autre part, qu'il n'est pas tenu des détériorations qui proviennent d'un fait de force majeure, Pont, n. 1201.]

³⁵ La loi ne distingue pas entre les

dépenses nécessaires et utiles. [Le tiers détenteur n'a droit qu'à la plus-value des unes comme des autres, Grenier, 2, n. 411; Troplong, n. 338 bis; Pont, n. 1206. V. cependant Delvincourt, 3, p. 180. V. aussi Cass., 11 nov. 1824.] Elle ne distingue pas non plus entre les dépenses faites de bonne foi et les dépenses faites de mauvaise foi. — Il ne semble pas que le tiers détenteur puisse avoir un droit de rétention pour la plus-value : c'est ce qui résulte de ce que l'art. 2175 se sert du mot *répéter*. [V. Tarrille, *Rép.*, v° *Priv.*, sect. 4, n. 5; Persil, sur l'art. 2175, n. 6; Grenier, 2, n. 336; Troplong, n. 836.] Mais il a l'action *de in rem verso*. [C'est-à-dire que le tiers détenteur peut se présenter à l'ordre pour obtenir la distraction à son profit de la partie du prix applicable à la plus-value résultant des impenses par lui faites,] Turin, 30 mai 1810. V. aussi Cass., 5 nov. 1807. [Bastia, 2 févr. 1846, S. V., 48, 2, 10; Bourges, 3 févr. 1851, S. V., 52, 2, 425; Duranton, 20, n. 272; Pont, n. 1208.] Sur la manière de déterminer la plus-value, Troplong, n. 839; Cass., 29 juill. 1819, [et 28 nov. 1838, S. V., 38, 1, 95.]

³⁶ Les fruits sont immobilisés à dater de ce jour, c'est-à-dire qu'ils doivent être répartis entre les créanciers hypo-

Le délaissement a de plus pour conséquence de faire revivre les servitudes et hypothèques que le tiers détenteur avait sur l'immeuble au moment de l'acquisition qu'il en a faite ³⁷, art. 2177.

Les dispositions des art. 2175, 2176 et 2177 sont également applicables au cas où, le tiers détenteur n'ayant pas fait le délaissement, l'immeuble a été vendu sur lui par expropriation forcée.

Le tiers détenteur ne peut faire usage du droit de délaissement si le montant des créances hypothécaires est inférieur au prix de l'immeuble ³⁸. Il semble aussi qu'il doive être censé avoir renoncé à ce droit, s'il a notifié son contrat, art. 2183, aux créanciers inscrits, et leur a fait offre du prix ou de la valeur de l'immeuble ³⁹.

Soit que le tiers détenteur ait payé son prix sur la poursuite des créanciers hypothécaires, soit qu'il ait délaissé, soit qu'il ait subi l'expropriation forcée, dans tous les cas il a un recours en garantie contre son auteur ⁴⁰, pourvu d'ailleurs qu'il se trouve dans les conditions générales de l'exercice de ce droit ⁴¹, art. 2178.

Tout ce qui vient d'être dit sur les poursuites des créanciers hypothécaires contre le tiers détenteur ne doit cependant s'entendre que du cas où le tiers détenteur est poursuivi en cette qualité, c'est-à-dire uniquement parce qu'il est propriétaire de l'immeuble hypothéqué. Mais si en même temps il était tenu per-

thécaires avec le prix de la vente, Caen, 23 avr. 1826. V. Delvincourt, 3, p. 380; Merlin, *Rép.*, v^o *Tiers détenteur*, § 13.

³⁷ Le même principe s'applique en sens inverse aux servitudes établies au profit du fonds délaissé. [Troplong, n. 843 *bis*; Pont, n. 1215.] — L'art. 2177, alin. 2, ajoute que les créanciers personnels du tiers détenteur qui délaissent peuvent exercer leurs droits sur le prix de la vente de l'immeuble, immédiatement après les créanciers du vendeur [inscrits avant la transcription du contrat d'aliénation, L. 23 mars 1853, art. 6.]

³⁸ Car autrement on pourrait abuser du délaissement pour résoudre un contrat synallagmatique, Duranton, 20, n. 252; [Troplong, n. 822; Pont, n. 1135;] Paris, 2 mars 1833, S. V., 33, 2, 416; Cass., 9 mai 1836, S. V., 36, 1, 025; [Orléans, 25 juill. 1849, S. V., 51, 2, 523; Cass., 1^{er} juill. 1850, S. V., 53, 1, 303. — *Contrà*, Orléans, 16 avr. 1847, S. V., 51, 2, 526.]

³⁹ Paris, 9 déc. 1833, S. V., 34, 2, 191; [Cass., 14 mars 1858; Persil, sur

l'art. 2184; Grenier, n. 458; Troplong, n. 814; Pont, n. 1187. V. cependant Angers, 14 juill. 1855, S. V., 55, 2, 629.]

⁴⁰ Le recours en garantie ne peut avoir lieu que dans l'un des cas qui précèdent, Bourges, 31 juill. 1829. — Pour être admis à exercer ce recours, le tiers détenteur poursuivi par les créanciers n'a pas besoin de mettre le débiteur en cause, celui-ci étant suffisamment averti, par le commandement qui lui a été signifié, de l'éviction dont son vendeur est menacé, Troplong, n. 844. — Indépendamment de l'action en garantie contre le débiteur, le tiers détenteur d'un immeuble qui a désintéressé les créanciers a une action contre les propriétaires des autres immeubles qui leur sont hypothéqués [comme subrogé aux droits des créanciers qu'il a remboursés.] Art. 1251. V. sur cette action Grenier, 2, n. 74; Toulouse, 19 févr. 1827.

⁴¹ Merlin, *Rép.*, v^o *Tiers détenteur*, § 15, Grenier, 2, n. 345; [Pont, n. 1218 et s.]

sonnellement ⁴², il pourrait être poursuivi de la même manière que le débiteur principal. Il ne pourrait alors ni délaisser l'immeuble, ni opposer l'exception de discussion, art. 2170 et 2172. Cependant, le tiers possesseur ne peut être considéré comme tenu personnellement par cela seul qu'il a reconnu la dette comme dette hypothécaire, ou qu'il a été condamné comme tiers détenteur au paiement de cette dette ⁴³, art. 2173.

§ 826. De la transmission des droits de privilège et d'hypothèque.

Les droits d'hypothèque passent ¹ aux héritiers du créancier hypothécaire, et à ses successeurs à titre universel, tout comme les autres droits en général. Du reste, il faut, quant aux effets de cette transmission, ne pas perdre de vue, d'une part, la distinction à faire entre la créance garantie par une hypothèque, et l'hypothèque elle-même, et, d'autre part, le caractère d'indivisibilité propre aux créances hypothécaires ².

Tout créancier hypothécaire peut céder son hypothèque à un autre créancier. Il peut la céder soit avec la créance garantie par l'hypothèque ; et dans ce cas la cession de la créance hypothécaire emporte en même temps, et de plein droit, la cession de l'hypothèque dont la créance est pourvue ³, suivant la maxime : *Accesso-*

⁴² Sur le point de savoir quand le tiers détenteur est personnellement tenu, V. Grenier, 2, n. 324 et 337; Troplong, n. 797 et s.; 811 et s.; [Pont, n. 1173 et s.] — La question de savoir si l'acquéreur, qui s'est chargé par le contrat de vente de payer son prix entre les mains des créanciers inscrits, doit être considéré comme personnellement tenu, est controversée. V. Persil, sur l'art. 2172; Cass., 21 mai 1807; 6 juin 1819; Rouen, 12 juill. 1823; [Cass., 1^{re} juill. 1850, S. V., 53, 1, 303.] L'affirmative paraît mériter la préférence, [Grenier et Troplong, *loc. cit.*; même dans le cas où la délégation du prix n'aurait pas été acceptée par les créanciers de telle sorte qu'elle constituerait moins une délégation qu'une simple indication de paiement. V. cependant Orléans, 25 juill. 1849 et 28 mai 1851, S. V., 51, 2, 521... Pourvu toutefois que les créanciers, en agissant hypothécairement contre le tiers détenteur, n'aient pas renoncé à leur action personnelle. Orléans, 28 mai 1851, précité; Troplong, n. 813; Pont, n. 1180.] — *Quid*, si le tiers détenteur avait cautionné la dette? V. Persil, sur l'art.

2170; Grenier, 2, n. 325. [Il serait personnellement tenu, pourvu qu'il s'agit d'un cautionnement produisant une obligation personnelle, et non d'un cautionnement hypothécaire en vertu duquel l'immeuble seul serait tenu, Pont, n. 1179.]

⁴³ [Pourvu qu'il n'eût reconnu la dette qu'en qualité de tiers détenteur.] *Idque præsumitur*, Cass., 8 juin 1819.

¹ Ce qui suit s'applique aussi aux privilèges, ainsi qu'aux hypothèques légales des femmes mariées et des mineurs, Grenier, 2, n. 388. V. *sup.*, § 795 et 796.

² Ainsi, un cohéritier n'a une action hypothécaire pour une créance dépendant de la succession que *pro rata hereditaria sua*. Tandis qu'un cohéritier qui acquitte sa part d'une dette de la succession peut, s'il est poursuivi pour le surplus, user du bénéfice de discussion à l'égard de ses cohéritiers, Troplong, n. 798.

³ V. Cass., 14 févr. 1827. [V. Pont, n. 237 et s. La jurisprudence et les auteurs décident généralement que l'hypothèque, constituée pour sûreté d'une

rium sequitur suum principale, art. 1692 et 2112; soit en cédant son droit hypothécaire seul, c'est-à-dire sans la créance; et dans ce dernier cas, la cession peut être pure, simple et absolue ⁴, ou être faite de telle manière que le cédant, tout en conservant son hypothèque, consente cependant à ce que cette hypothèque ne prenne rang qu'après celle que le cessionnaire a déjà sur le même immeuble à un autre titre ⁵. Une cession de cette dernière espèce se trouve d'ailleurs implicitement comprise dans la renonciation à son hypothèque, faite par un créancier hypothécaire au profit d'un autre créancier hypothécaire qu'il primait. Dans le premier, comme dans le second cas, le cédant, s'il entre en concours avec le cessionnaire, est primé par lui relativement à la créance ou hypothèque cédée ⁶. Dans tous les cas, si une seule et même créance hypothécaire a été partiellement cédée à plusieurs personnes et à différentes époques, ou si un seul et même créancier hypothécaire a renoncé à son hypothèque, à différentes époques, au profit d'autres créanciers hypothécaires, le cessionnaire plus ancien prime le cessionnaire postérieur ⁷.

créance en paiement de laquelle ont été fournis des billets à ordre, est transmise par endossement avec les billets à ordre eux-mêmes. V. Colmar, 30 décembre 1850 et 29 mars 1852, S. V. 54, 2, 487; Cass., 20 juin 1854, S. V. 54, 1, 593, et Dijon, 5 août 1858, S. V., 59, 2, 50. V. aussi Troplong, *Vente*, n. 906, et Duvergier, *ib.*, 2, n. 436. Mais la question nous paraît susceptible de sérieuses difficultés, V. Cabanous sur Cass., 21 févr. 1858, S. V., 38, 1, 208, et Massé, *Droit comm.*, 6, n. 617.]

⁴ [De manière que le droit hypothécaire cédé soit exercé par un autre créancier non hypothécaire.] Bourges, 20 juill. 1852, S. V., 33, 2, 626.

⁵ La cession alors n'a point pour objet l'hypothèque en elle-même, mais seulement l'antériorité de rang d'une hypothèque sur une autre. Ces cessions sont ordinairement qualifiées de subrogations. Mais cette dénomination est de nature à produire une confusion d'idées que l'on éviterait en la réservant pour les cas prévus dans les art. 1250 et 1251.

⁶ Ainsi, par exemple, le cédant est primé par le cessionnaire, s'il n'a cédé qu'une partie de la créance, ou s'il n'a cédé l'hypothèque que pour l'utilité d'une créance de moindre valeur que la sienne. L'art. 1252 ne doit s'entendre que des cas de subrogations prévus dans les art. 1250 et 1251. [V. *inf.*, notes 8

et 9.] V. Dumoulin, *De contract. usur.*, *Quest.* 89; Duranton, 12, n. 184; Troplong, n. 387. V. aussi le même, n. 367; Grenier, 1, n. 93; Bordeaux, 3 févr. 1831, S. V., 31, 2, 141. — [Contrà, Pont, n. 239. — A plus forte raison, l'opinion des auteurs précités devrait-elle être suivie, et le cessionnaire devrait-il primer le cédant si l'intention d'accorder une priorité au cessionnaire résultait des clauses de la cession, par exemple, si elle était faite avec clause de *garantir, fournir et faire valoir*.] Paris, 17 avr. 1834, S. V., 54, 2, 305.]

⁷ La plupart des commentateurs du Code admettent au contraire, en argumentant des art. 2097 et 2112, que les cessionnaires successifs de la même créance ou hypothèque doivent concourir entre eux et n'ont aucun droit de préférence les uns sur les autres. V. Favard, *vo Privilège*, sect. 5, § 13; Troplong, n. 89 et 366; [Pont, n. 240.] Mais l'art. 2097 parle simplement de l'ordre des créanciers privilégiés, et l'art. 2112 ne s'occupe que du rang des cessionnaires par rapport au créancier dont ils prennent la place, et non de leur rang entre eux. L'opinion adoptée dans le paragraphe est seule en harmonie avec le principe établi au paragraphe 346. V. § 796, note 32. V. aussi Cass., 4 août 1817 et 2 avr. 1829. Ce dernier arrêt présente une décision de la Cour de cassation dans le sens de cette

Lorsqu'aux termes des art. 1250 et 1251, un créancier se trouve mis au lieu et place d'un autre, il est subrogé aux droits de ce dernier. Mais, dans ce cas, le créancier dont un autre vient prendre la place, s'il n'a pas été entièrement payé ⁸, prime ce dernier pour tout ce qui lui reste dû ⁹, art. 1252 ¹⁰.

Les créanciers subrogés n'ont pas de rang entre eux ¹¹. Si cependant la subrogation a été accompagnée d'une cession, art. 1250 et 1251, le rang des créanciers se détermine suivant les principes établis plus haut pour le cas de cession de l'hypothèque ¹².

Les créanciers d'un créancier hypothécaire peuvent exercer les droits hypothécaires de leur débiteur, art. 1166. Dans ce cas ils sont colloqués au marc le franc et en sous-ordre sur le montant de la collocation faite au profit de leur débiteur, Pr., art. 778.

CHAPITRE V.

DU RANG DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES.

§ 827. Règles générales pour la détermination du rang des privilèges et des hypothèques.

Les créanciers privilégiés et les créanciers hypothécaires priment, en cas de concours, tous les autres créanciers du débiteur commun, art. 2094. Les créanciers dont les créances ne jouissent pas d'un droit de privilège ou d'hypothèque reçoivent la qualification de créanciers chirographaires, parce que leur créance n'est ordinairement garantie que par la signature du dé-

opinion. [C'est l'opinion suivie par les auteurs précités qui doit être adoptée, par le motif que les divers cessionnaires de partie d'une même créance ont tous un droit égal auquel le temps ne peut rien ajouter. — Il est d'ailleurs à remarquer que l'art. 9 de la loi du 25 mars 1855 qui prescrit l'inscription des cessions de l'hypothèque légale, et qui donne rang à ces subrogations suivant la date des inscriptions, est sans application aux hypothèques conventionnelles et aux privilèges, Troplong, *De la transcript.*, n. 344. — V. *sup.*, § 796, note 32.]

⁸ Mais non s'il est entièrement payé,

Cass., 21 déc. 1836, S. V., 37, 1, 54.

⁹ Il ne peut donc prétendre à aucune préférence pour une autre créance, Cass., 27 nov. 1832, S. V., 33, 1, 115.

¹⁰ Ce droit de préférence peut d'ailleurs être cédé par le créancier avec le surplus de ses droits, Paris, 18 mars 1837, S. V., 37, 2, 245. V. aussi Toulhier, 12, n. 170; Duranton, 12, n. 189; Troplong, n. 379.

¹¹ V. les auteurs cités *sup.*, note 7, et Favard, *vo Subrogation*, § 2, n. 6.

¹² Duranton, 12, n. 187, Grenoble, 25 févr. 1834, S. V., 35, 2, 45. [V. ce que nous avons dit, *sup.*, note 7.]

biteur. Il y a donc exception en faveur des créanciers privilégiés et hypothécaires à la règle d'après laquelle tous les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, entre lesquels le prix doit en être distribué au marc le franc de leurs créances, art. 2093.

Entre les créanciers ayant un droit de préférence, le rang d'ordre se détermine d'après les règles suivantes :

1° Les créanciers privilégiés sur les immeubles priment, en général ¹, tous les autres créanciers, même les créanciers hypothécaires, art. 2095.

2° Le rang des privilèges entre eux se détermine, en général, art. 2101, d'après la faveur que mérite la cause déterminante du privilège et d'après l'esprit de la loi ², art. 2096.

3° Les privilèges énumérés dans le Code sous un seul et même numéro, ou compris dans une classe spéciale, comme ceux de l'art. 2102, concourent, en général, entre eux, de manière, en cas d'insuffisance de la somme à distribuer, à supporter une réduction proportionnelle au montant de la créance ³, art. 2097.

4° Le rang des hypothèques se détermine par la date de l'inscription, de sorte que, relativement à chaque immeuble en particulier, l'hypothèque antérieurement inscrite prime l'hypothèque postérieurement inscrite, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la généralité ou de la spécialité de l'hypothèque ⁴, art. 2134.

Quant au rang des hypothèques légales dispensées d'inscription, il est fixé par la loi qui en détermine la date, art. 2153. V. § 794 et s.

Les hypothèques qui ont été inscrites le même jour concourent ensemble et au même rang ⁵, art. 2147.

¹ En général, car le vendeur, par exemple, ne vient qu'après les créanciers ayant une hypothèque de son chef, ou du chef des précédents propriétaires, Merlin, *Rép.*, v° *Ordre*, § 2, n. 3. De même, les cohéritiers, V. art. 2109, ne viennent qu'après les créanciers ayant une hypothèque du chef du défunt. V. *sup.*, § 793.

² Si l'art. 2106 dit que les privilèges sur les immeubles ne produisent leur effet qu'à compter de la date de l'inscription, cette disposition n'a pas pour but de déterminer le rang des privilèges, mais seulement de déterminer la condition nécessaire de leur effet ou de leur exercice contre les tiers. Il eût été mieux de supprimer cette disposition. V. Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 5, n. 1; Delvincourt, sur l'art. 2106; Cass.,

26 janv. 1815; Toulouse, 19 févr. 1823. [V. sur ce point, *sup.*, § 813, note 1.]

³ Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*; Trolong, n. 87. V. L. 32, Dig., *De rebus auctoritate judicis possidendis*. [Sur le rang des privilèges entre eux. V. le paragraphe suivant.]

⁴ Ainsi, l'hypothèque judiciaire antérieurement inscrite prime l'hypothèque conventionnelle postérieurement inscrite, même relativement aux immeubles qui n'ont été acquis par le débiteur qu'après la plus ancienne de ces inscriptions. Cass., 3 août 1819; Lyon, 18 févr. 1829. [V. *sup.*, § 798, note 16.]

⁵ La loi a voulu par là empêcher que le conservateur des hypothèques ne favorisât l'un des créanciers au préjudice de l'autre. L'art. 2147 est également applicable aux privilèges dégéné-

5° Le cessionnaire d'une créance privilégiée ou hypothécaire prend la place et le rang de son cédant, art. 2112. Le rang entre les divers cessionnaires successifs se détermine par la date de leur cession, suivant la règle : *Prior tempore, potior jure*. V. § 826.

6° Dans l'application des règles qui précèdent, il faut tenir compte d'une distinction entre les hypothèques générales et les hypothèques spéciales, en ayant soin de remarquer que par hypothèques spéciales on doit entendre, sous le rapport qui nous occupe, uniquement celles qui ont pour objet un seul immeuble, et comprendre parmi les hypothèques générales, même les hypothèques spéciales ayant pour objet plusieurs immeubles : si donc des immeubles se trouvent en même temps grevés d'une ou plusieurs hypothèques générales, et d'une ou plusieurs hypothèques spéciales, le caractère d'indivisibilité propre à tout droit hypothécaire, V. *sup.*, §§ 821 et 822, donne naissance aux règles suivantes ⁶ :

I. Si de plusieurs immeubles grevés d'une hypothèque générale un seul a été vendu, le créancier ayant une hypothèque générale peut demander à être colloqué sur cet immeuble pour sa créance totale, c'est-à-dire à être payé avec le prix de cet immeuble ⁷. Dans ce cas, les créanciers ayant une hypothèque spéciale, postérieure en date, ne peuvent point astreindre le créancier à hypothèque générale à diviser son hypothèque ou sa créance ⁸ ; ils ne sont pas non plus subrogés de plein droit à ce créancier ⁹. Ils ne peuvent éviter la perte dont ils sont menacés qu'en payant le créancier à hypothèque générale qui les prime, de manière à être ainsi légalement subrogés à ses droits hypothécaires, art. 1234, alin. 1. Il en est de même lorsque tous les immeubles grevés de l'hypothèque générale ont été vendus, si la procédure d'ordre, en raison de la situation des biens vendus, doit être poursuivie devant des tribunaux différents.

rés en hypothèques. dans le cas prévu par l'art. 2113, Troplong, n. 664; [Pont, n. 736.] — *Contrà*, Grenier, 1, n. 88. [Il en est ainsi des hypothèques légales non dispensées d'inscription; elles concourent avec les hypothèques conventionnelles inscrites à la même date. Troplong, n. 664; Pont, n. 736. — *Contrà*, Grenier, 1, n. 88.]

⁶ Sur les questions très-épineuses auxquelles donne lieu le concours d'une hypothèque générale avec des hypothèques spéciales, V. Tarrible, *Rép.*, v° *Transcription*, § 6, n. 5; Merlin, *Quest.*, v° *Règlement des juges*, § 2;

Toullier, 7. 146; Troplong, n. 750 et s. Sur le cas où le même créancier a, pour la même créance, une hypothèque générale et une hypothèque spéciale, V. Troplong, n. 762, et L. 9, *Dig.*, *De distract. pign.* [V. *inf.*, note 10.]

⁷ [V. *inf.*, note 10.]
⁸ Bourges, 31 juill. 1829; Bordeaux, 7 juill. 1830. V. cependant Paris, 28 août 1816. [V. *inf.*, note 10.]

⁹ Riom, 2 déc. 1819; Poitiers, 22 avr. 1825; Toulouse, 15 juin 1827; Cass., 14 déc. 1831, S. V., 32, 1. 176. V. cependant, Rouen, 14 mars 1826. [V. *inf.*, note 10.]

II. Si tous les immeubles grevés de la même hypothèque générale, et situés dans le ressort du même tribunal ont été vendus, le créancier à hypothèque générale peut, à son choix, exercer son droit hypothécaire contre tous ces immeubles, ou seulement contre l'un d'eux ; mais, s'il opte pour ce dernier parti, les créanciers à hypothèque spéciale qu'il prime peuvent demander que le produit de la vente des immeubles soit réparti comme formant un seul prix, en d'autres termes que l'hypothèque générale soit divisée ¹⁰.

¹⁰ A moins que le créancier à hypothèque générale ne justifie qu'il a un intérêt particulier à s'opposer à la division. V. Cass., 4 mars 1833, S. V., 33, 1, 421 ; Bordeaux, 26 févr. 1834, S. V., 34, 2, 394. [Le concours des hypothèques générales avec les hypothèques spéciales a donné lieu à beaucoup de difficultés. Il est d'abord constant que si le prix d'un seul des immeubles atteints par une hypothèque générale est mis en distribution, les créanciers ayant sur cet immeuble une hypothèque spéciale postérieure en date à l'hypothèque générale ne peuvent contraindre le créancier hypothécaire général à diviser son hypothèque, de manière à n'exercer qu'une partie de son droit sur l'immeuble dont le prix est en distribution, et à en réserver le surplus pour l'exercer ensuite sur les autres immeubles du débiteur : l'hypothèque, à raison de son indivisibilité, frappant également, et pour l'intégralité de la créance, tous les immeubles grevés et chaque portion de ces immeubles, il est de l'essence du droit du créancier ayant une hypothèque générale de l'exercer indivisément et pour le tout sur l'immeuble dont le prix est en distribution, Paris, 24 nov. 1814 ; Toulouse, 25 juin 1827. Il en est ainsi, bien qu'il y ait en distribution les prix de plusieurs immeubles, s'il y a autant d'ordres que de prix poursuivis devant des tribunaux différents, Pont, n. 336 et s. Et dans l'un comme dans l'autre cas, le créancier hypothécaire spécial qui se trouve primé par le créancier hypothécaire général ne peut prétendre à aucune subrogation légale dans les droits de ce dernier de manière à les exercer en son lieu et place sur les autres immeubles grevés de l'hypothèque générale, Grenier, 1, n. 179 ; Delvincourt, 3, p. 163 ; Troplong, n. 758 ; Poitiers, 22 avr. 1825 ; Lyon, 27 avr. 1828 ; Cass., 17 août 1830. — *Contrà*, Tarrible, *Rép.*, v° *Transcript.*, § 6 ; Duran-

ton, 19, n. 390 ; Paris, 31 août 1810, et Rouen, 14 mars 1826. Mais rien n'empêche le créancier hypothécaire spécial de se faire subroger aux droits du créancier hypothécaire général qu'il paye, pour ensuite exercer ses droits au mieux de ses intérêts, même au préjudice des autres créanciers ayant une hypothèque spéciale antérieure à celle du subrogé, Pont, n. 341 ; Cass., 4 mars 1833, S. V., 33, 1, 421 ; Bourges, 18 janv. 1854, S. V., 55, 2, 97 ; Cass., 3 mars 1856, S. V., 57, 1, 55. — *Contrà*, Riom, 2 déc. 1819, et 18 janv. 1828 ; Poitiers, 22 avr. 1825 ; Toulouse, 15 juin 1827 ; Agen, 6 mai 1830 ; Bordeaux, 6 juill. 1830 ; Grenoble, 20 août 1853, S. V., 54, 2, 457. V. aussi Troplong, n. 735 et s. — S'il s'agissait de la distribution dans un seul et même ordre du prix de tous les immeubles ou de plusieurs des immeubles frappés par l'hypothèque légale, le principe de l'indivisibilité de l'hypothèque s'opposerait encore à ce qu'on pût contraindre le créancier hypothécaire général à en souffrir la répartition sur tous les immeubles ; et il en est ainsi alors même qu'en se faisant colloquer pour le tout sur un seul des immeubles dont le prix est en distribution, il assurerait l'efficacité de son hypothèque légale sur un autre immeuble également grevé de son hypothèque générale, laquelle deviendrait sans effet si l'exercice de l'hypothèque générale était transporté en tout ou en partie sur cet immeuble. V. Cass., 4 mars 1833, S. V., 33, 1, 421 ; 24 déc. 1844, S. V., 45, 1, 113 ; 16 août 1847, S. V., 47, 1, 832 ; Bourges, 30 avr. 1855 et 18 janv. 1854, S. V., 54, 2, 97 ; Cass., 18 déc. 1854, S. V., 55, 1, 82 ; 20 janv. 1855, S. V., 55, 1, 247, et 3 mars 1856, S. V., 57, 1, 55. Toutefois, si le créancier à hypothèque générale renonce, soit expressément, soit tacitement, en ne s'en prévalant pas, au principe d'indivisibilité ; ou bien encore s'il n'a au-

III. Dans l'un et l'autre des cas qui précèdent, s'il y a lieu à déduction sur les hypothèques spéciales, la déduction doit s'opérer de telle façon qu'elle atteigne les hypothèques spéciales au marc le franc du montant de la créance. Cependant, l'opinion contraire d'après laquelle la déduction doit s'opérer d'abord sur les hypothèques spéciales plus récentes a pour elle la jurisprudence et la plupart des auteurs ¹¹.

Du reste, la nature des créances, qu'elles soient pures et simples ou conditionnelles, échues ou non échues, n'a aucune influence sur le rang d'ordre des créanciers ; seulement, les créanciers peuvent, suivant les cas, V. art. 1188, demander le paiement immédiatement, si *conditio est suspensiva* ; mais ils ne peuvent l'exiger que moyennant caution, si *conditio est resolutive* ¹².

§ 828. De l'ordre des privilèges sur les meubles en particulier ¹.

Par suite des règles établies dans le paragraphe qui précède et par application des dispositions particulières du Code, l'ordre des

can intérêt à s'en prévaloir, sa collocation étant dans tous les cas assurée, l'ordre peut être réglé de manière à concilier autant que possible les droits et les intérêts divers des autres créanciers, Cass., 26 déc. 1855, S. V., 54, 1, 86.]

¹¹ V. Paris, 28 août 1816 ; Cass., 16 juill. 1821 ; Poitiers, 15 déc. 1829 ; Agen, 6 mai 1830, S. V., 51, 2, 310. [Grenier, 1, n. 180 ; Troplong, 3, n. 760. — Mais l'opinion qui fait porter l'hypothèque générale sur tous les immeubles au marc le franc nous semble devoir être préférée. Il n'y a pas à s'occuper de l'antériorité du créancier quand il s'agit d'hypothèques portant sur des immeubles distincts, Tarrhile, *Rép.*, v° *Transcript.* ; Duranton, 19, n. 391 ; Pont, n. 545 ; Cass., 4 mars 1853, S. V., 33, 1, 421 ; 25 déc. 1844, S. V., 45, 1, 113 ; et 26 déc. 1853, S. V., 54, 1, 86.]

¹² Merlin, *Rép.*, v° *Ordre*, § 4 ; Pigeau, 2, p. 226 ; Caen, 18 mai 1815.

¹ La théorie de l'ordre des privilèges entre eux est une des plus compliquées du droit français. Le Code ne contient sur ce point, à part la règle générale de l'art. 2096, que très-peu de dispositions spéciales. Aussi, dans plusieurs cas, l'application de cette règle générale à chaque espèce de privilèges en particulier présente-t-elle de sérieuses

difficultés. V. outre les auteurs qui traitent du régime hypothécaire dans son ensemble. Pigeau, 2, p. 172 et s. ; Carré, *Lois de la procédure civile*, sur l'art. 662 ; Favard, v° *Privilege*, sect. 5. [Les privilèges dérivant de la nature de la créance, il en résulte que lorsque plusieurs privilèges se trouvent en concours sur le même objet, c'est la qualité de la créance à laquelle ils sont attachés qu'il faut apprécier, pour déterminer leur rang respectif. Si donc la qualité des créances n'est pas la même, elles seront classées selon la faveur que mérite leur qualité ; si, au contraire, la qualité des créances est la même, elles seront toutes placées sur la même ligne, et s'exerceront au marc le franc. Tels sont les principes posés par les art. 2096 et 2097. — Cependant, cette théorie si simple en apparence donne lieu dans l'application à de très-sérieuses difficultés qui proviennent des différences d'appréciation sur la faveur que méritent les diverses sortes de privilèges. De là, des classifications arbitraires et contradictoires qui auraient été évitées si le législateur, au lieu de se contenter de classifications partielles dans quelques cas où des créances viennent à concourir sur le même objet, avait déterminé d'avance, d'une manière générale, l'ordre dans lequel les privilèges devraient être rangés. L'absence de ces dispositions peut donc être considérée

privileges sur les meubles doit être déterminé de la manière suivante :

1° Les privileges généraux priment les privileges spéciaux 2°.

comme une véritable lacune, malgré l'opinion d'un grand nombre d'auteurs qui pensent que cette classification entre plutôt dans les attributions de la doctrine et de la jurisprudence que dans celles du législateur. V. aussi Valette, n. 108; Dalloz, n. 585.] — Sur le rang du privilege de l'Etat, V. les deux lois du 5 sept. 1807 et celle du 12 nov. 1808. [Des deux lois du 5 sept. 1807, l'une est relative aux droits du Trésor public sur les biens des comptables; l'autre est relative au privilege établi au profit du Trésor pour le remboursement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police. Quant à la loi du 12 nov. 1808, elle règle l'exercice du privilege du Trésor pour le recouvrement des contributions directes. — Il existe encore différentes lois qui, sur d'autres points, confèrent un privilege au Trésor public et en déterminent le rang. Telles sont la loi du 28 avr. 1816, art. 76, sur le privilege pour le recouvrement des droits de timbre et des amendes des contraventions y relatives; l'art. 32 de la loi du 22 frim. an VII sur le recouvrement des droits de mutation par décès; la loi du 22 août 1791, tit. 13, art. 22, sur le recouvrement des droits de douanes; la loi du 17 juill. 1856, art. 3 et s., sur le recouvrement des avances faites par l'Etat pour le drainage. — Aux termes de l'art. 2098, l'ordre dans lequel s'exercent ces divers privileges est réglé par les lois qui les concernent; et cet article ajoute : « Le Trésor ne peut obtenir de privilege au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers. » C'est-à-dire, non que les droits plus anciens acquis à des tiers priment ceux plus nouveaux du Trésor, mais que la survenance d'une loi qui accorde un privilege au Trésor ne préjudicie pas aux droits acquis avant cette loi à des tiers sur la chose frappée du privilege du Trésor. En d'autres termes, par cette disposition de l'art. 2098, le législateur n'a eu d'autre intention que d'exprimer une conséquence du principe de la non-rétroactivité des lois consacré par l'art. 2 du Code; Troplong, n. 90; Pont, n. 29; Tarrible, *Rép.*, *vo Privill.*, de *créance*, sect. 2, § 2, n. 7; Dalloz, n. 534; Cass., 6 juin 1809; Paris, 4 mars 1830, S. V., 39, 2, 136.]

² V. Maleville, sur l'art. 2102; Merlin,

Rép., *vo Privilege*, sect. 2, § 1, n. 3 et s.; Grenier, 2, n. 298; Favard, *loc. cit.*; Troplong, n. 74 et s. La faveur dont jouissent, d'après leur nature, les privileges généraux et un argument que l'on peut tirer de l'art. 2103, militent en faveur de cette règle. V. en ce sens Rouen, 12 mai 1828; d'autres suivent la règle inverse, par application de la maxime : *In toto jure generi per speciem derogatur*, L. 80, Dig. *De reg. jur.* V. Persil, sur l'art. 2102; Paris, 27 nov. 1814; Cass., 20 août 1821. Mais, selon d'autres qui se fondent sur l'art. 2096, les privileges généraux viennent, tantôt avant, tantôt après les privileges spéciaux. V. Pigeau, *loc. cit.* Sur le rang des frais judiciaires en particulier. V. Cass., 20 août 1821; Lyon, 27 mars 1821 et 14 déc. 1825. V. aussi Pr., art. 662. [La question de savoir dans quel ordre doivent venir les privileges en cas de concours des privileges généraux sur les meubles et des privileges spéciaux sur certains meubles, est fort controversée, et il s'est produit trois systèmes différents. — Le premier système fait passer les privileges généraux avant les privileges spéciaux. V. Maleville sur l'art. 2102; Tarrible, *Rép.*, *vo Privilege*, sect. 2, § 1, n. 3 et s.; Grenier, 2, n. 298; Favard, *vo Privilege*, sect. 3, § 1^{er}; Troplong, n. 74 et s.; Delvincourt, 3, p. 152; Chauveau et Carré, n. 2175 et 2177; Pont, n. 178; E. Jay, *Rev. crit.*, t. 1, p. 116; Lemenuet, *ibid.*, 7, p. 66; il se fonde sur l'art. 2103 qui, prévoyant le concours sur le prix des immeubles des créanciers de l'art. 2101 et des privileges spéciaux sur les immeubles, donne la préférence aux premiers : ce qui indique que dans l'esprit du législateur les privileges généraux sont préférables aux privileges spéciaux. V. Rouen, 12 mai 1828; Limoges, 15 juill. 1813; Poitiers, 30 juill. 1830, S. V., 31, 2, 88; Rouen, 30 janv. 1851, S. V., 51, 2, 281; Bordeaux, 12 avr. 1853, S. V., 53, 2, 444 et Cass., 25 avr. 1854, S. V., 54, 1, 569. — Le second système fait passer au contraire tous les privileges généraux, les frais de justice exceptés, après les privileges spéciaux de l'art. 2102, par application de la maxime ci-dessus citée : *In toto jure generi per speciem derogatur*. L. 80, Dig., *De reg.*

2° Les privilèges généraux viennent dans l'ordre de leur énumération dans l'art. 2101³.

3° Les privilèges spéciaux ne peuvent ordinairement se trouver en concours, chacun de ces privilèges ayant un objet particulier. Les cas dans lesquels, par exception, ce concours peut avoir lieu sont en partie expressément réglés par la loi, art. 2102, alin. 1 et 4; V. § 791. Et, dans les autres cas, le rang de ces privilèges doit être réglé d'après les dispositions de l'art. 2096 et selon l'analo-

jud. V. Persil, sur les art. 2101 et 2102; et *Quest.*, 1. p. 59; Valette, n. 119; Dalloz, n. 600; Paris, 27 nov. 1814; Cass., 20 août 1821; Lyon, 14 déc. 1825; Rouen, 17 juin 1826; Paris, 25 fév. 1832, S. V. 32, 2. 299; Lyon, 1^{er} avril 1841, S. V., 41, 2, 344; Lyon, 17 mars 1846, S. V., 46, 2, 438; Cass., 20 mars 1849, S. V., 50, 1, 106 — Enfin, le troisième système, qui se fonde sur l'art. 2096, range les privilèges suivant la faveur qu'ils méritent, sans tenir compte de leur spécialité ou de leur généralité. V. Pigeau, 2, p. 172; Demante, *Thémis*, 6, p. 255; Duranton, 19, n. 203; Mourlon, p. 575, 617-624; Caen, 8 mars 1838, S. V., 38, 2, 152. — De ces trois systèmes, le premier est celui qui nous semble à la fois le plus logique et le plus juridique. Toutefois, il faut remarquer, en ce qui touche les frais judiciaires en particulier qu'on admet généralement qu'ils prennent toutes les autres créances. C'est en ce sens qu'il a été jugé que le privilège des frais de justice prime notamment les privilèges spéciaux pour frais de récolte de l'année et les frais faits pour la conservation de la chose, Bordeaux, 12 avr. 1853, S. V., 53, 2, 444; Cass., 25 avr. 1854, S. V., 54, 1, 369; et que le privilège du bailleur sur les meubles garnissant les lieux loués est primé par les frais de justice faits pour la conservation et la vente de ces meubles, Lyon, 46 janv. 1851, S. V., 52, 2, 344. Toutefois, il résulte de l'art. 662, Pr., qu'il faut faire une distinction entre les frais de justice utiles au propriétaire et ceux qui n'ont été faits que dans l'intérêt des autres créanciers. Ainsi, le propriétaire qui, pour être payé, n'a pas besoin d'attendre le résultat de la contribution ouverte sur le prix des meubles, passe avant les frais de la poursuite en contribution qui lui sont inutiles, art. 661; tandis qu'au contraire, la vente des meubles étant indispensable à la réalisation du gage du propriétaire, les frais

faits pour y arriver doivent passer avant lui; et c'est aussi ce qui résulte de l'art. 657, Pr. Il faut conclure de là que si, en principe, les frais de justice doivent l'emporter sur les autres créances, toutes les fois qu'un privilège aurait pu s'exercer sans que ces frais eussent été faits, ces frais, bien que protégés par un privilège général, ne prennent pas le privilège spécial sur le prix des objets auxquels ils s'appliquent, Valette, n. 118. Ainsi, le privilège du propriétaire locataire, sur le prix des meubles garnissant l'immeuble loué, prime, soit le privilège des frais de justice faits pour l'administration de la faillite du locataire, soit ceux de scellés apposés après le décès de ce dernier et ceux d'inventaire; ces frais, étant sans utilité pour ce propriétaire, ne peuvent avoir la préférence sur sa créance pour les loyers, Paris, 27 nov. 1814; Cass., 20 août 1821; Lyon, 27 mars 1821; 14 déc. 1825; Lyon, 1^{er} avr. 1841, S. V., 41, 2, 344; 17 mars 1846, S. V., 46, 2, 438, Persil, sur l'art. 2102, alin. 1, n. 29; Pigeau, Pr. 2, p. 187; Delvincourt, 3, p. 499; Valette, n. 118; Troplong, n. 124; Dalloz, n. 601 et s. V. cependant Tarrible, *v° Privilège*, sect. 3, § 1, n. 2; Grenier, 2, n. 300; Pont, n. 179. — Il en serait toutefois autrement s'il était établi, par les circonstances de fait, que l'apposition des scellés a profité au propriétaire; par exemple, si ni le propriétaire, ni ses représentants ne se trouvaient dans les lieux loués au moment du décès du locataire ou du fermier, Troplong, *loc. cit.*; Dalloz, n. 606.]

³ [Mais cet ordre a été modifié par les lois spéciales qui ont établi différents privilèges au profit du Trésor, en matière de douanes ou de contributions indirectes, et dont les dispositions doivent être combinées avec celles de l'art. 2101. V. Troplong, n. 39; Pont, n. 177; Massé, 6, n. 557, et *sup.*, note 1.]

gie qu'ils présentent avec les privilèges dont le rang est expressément déterminé ⁴.

Ainsi, en l'absence d'une disposition spéciale, les créanciers privilégiés qui peuvent invoquer une *versio in rem* ou une *negotiorum gestio*, V. art. 2102, alin. 3, doivent être préférés aux autres. On doit ensuite préférer ceux qui sont en possession de la chose sur laquelle porte le privilège, art. 2102, alin. 2; et enfin ceux auxquels un privilège est conféré pour garantie de leurs droits de propriété, art. 2102, alin. 4.

§ 829. De l'ordre des privilèges sur les immeubles.

1° Les privilèges généraux priment les privilèges spéciaux, art. 2103.

2° Les privilèges généraux viennent dans l'ordre de leur énumération à l'art. 2101, art. 2101 et 2103.

3° En cas de concours entre les privilèges spéciaux, le privilège des architectes, entrepreneurs ou ouvriers, ou des personnes qui ont avancé des fonds pour les payer, passe avant les autres, pourvu qu'il y ait eu accomplissement des conditions requises ¹,

⁴ V. Tarrible, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 2, § 1, n. 1 et 2; Pigeau, 2, p. 172 et s.; Favard, *loc. cit.*; Troplong, n. 40 et s. Ces auteurs, tout en admettant cette règle de classification, l'appliquent cependant diversement. D'autres, se fondant sur l'art. 2101, classent les privilèges spéciaux dont le rang n'a pas été déterminé par la loi dans l'ordre de numéros suivi par l'art. 2102. Ils ne voient, par conséquent, dans l'art. 2096 que l'énonciation du principe qui a servi de règle au législateur. V. Persil, sur l'art. 2102. [L'ordre dans lequel l'art. 2102 a énuméré les privilèges spéciaux ne saurait être d'aucune influence pour la fixation de leur place respective lorsqu'ils viennent à concourir entre eux. Si l'ordre des privilèges devait être celui de leur énumération dans l'art. 2102, il serait fort inutile de dire, dans l'art. 2101, que les privilèges de cet article s'exercent dans l'ordre où ils sont énumérés. Il eût été également inutile de dire, dans l'art. 2102, que le propriétaire exerce son privilège par préférence au vendeur, puisque le privilège du vendeur ne se trouve énoncé qu'au n. 4 de l'article, tandis que le privilège du propriétaire est placé au n. 1. Ce n'est donc pas l'ordre dans lequel ils sont indiqués,

mais seulement la qualité de la créance, qu'il faut consulter pour déterminer le rang des divers privilèges spéciaux que la loi n'a pas elle-même classés. Telle est l'opinion de tous les auteurs, et si M. Persil, dans sa première édition, avait professé une doctrine contraire, il a changé de sentiment dans la deuxième édition de son ouvrage, sur l'art. 2102, § 7, n. 2. V. Dalloz, n. 588. V. aussi Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 2, § 1, n. 1 et 2; Pigeau, 2, n. 172 et s.; Favard, *loc. cit.*; Troplong, n. 40 et s.; Pont, n. 180 et s. — Du reste, les auteurs, d'accord sur le principe, ne sont pas d'accord sur son application. V. notamment, Troplong, n. 40 et s.; Pont, n. 180 et s., et Massé, 6, n. 573 et s.]

¹ Le privilège du constructeur prime donc toujours celui du vendeur, mais seulement sur la plus-value. V. Grenier, n. 411; Troplong, n. 80; Paris, 13 mai 1815; Cass., 22 juin 1837, S. V., 37, 1, 776. [V. aussi Persil, sur l'art. 2103, § 4, n. 11; Tarrible, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 2, § 2, n. 5; Favard, v° *Privilège*, sect. 3, § 2, n. 1; Pont, n. 232; Dalloz, n. 612; Paris, 2 déc. 1835, S. V., 36, 2, 121, et Cass., 22 juin 1837, S. V., 37, 1, 776.]

arg. art. 2096. V. § 793. Ensuite vient le privilège du vendeur de l'immeuble et de ceux qui lui sont subrogés². V. § 793. Enfin, et au même rang, le privilège du cohéritier et du copropriétaire, pour la garantie des droits résultant du partage. V. art. 2103, n. 1, alin. 2³.

CHAPITRE VI.

DE L'EXTINCTION DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES.

§ 830. *Modes généraux d'extinction communs aux privilèges et aux hypothèques.*

Les privilèges, soit sur les meubles, soit sur les immeubles, ainsi que les hypothèques, s'éteignent :

1° Par l'extinction de l'obligation principale qui en est le fon-

² [Le vendeur qui, après avoir été payé d'une partie de son prix avec les deniers de prêteurs de fonds, subrogés à ses droits, a conservé, aux termes de l'art. 1252, un droit de préférence pour le surplus de ce prix, peut transmettre ce droit de préférence en cédant tout ou partie de ce qui lui reste dû. Mais ce même droit de préférence n'est pas transmissible par voie de subrogation, en ce sens que dans le concours de divers prêteurs, dont les uns ont été simplement subrogés au privilège du vendeur, et les autres subrogés tout à la fois à son privilège et à son droit de préférence, ces derniers doivent être colloqués avant les premiers, Persil, sur l'art. 2103, § 2, n. 9, et *Quest.*, 1, ch. 5, § 5; Pont, n. 224 et s.; Dalloz, n. 609; Paris, 13 mai 1825. V. cependant Troplong, n. 234.]

³ Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 2, § 2, n. 5; Favard, v° *Privilège*, sect. 3, § 2; Troplong, n. 78 et s. D'autres auteurs classent ces privilèges spéciaux dans l'ordre de date des inscriptions. V. Pigeau, 2, p. 253. V. aussi § 827, note 2. D'autres les classent dans l'ordre de leur énumération dans l'art. 2103, arg. art. 2101. V. Maleville et Persil, sur l'art. 2103. — En cas de concours du privilège du vendeur avec celui

du cohéritier ou copartageant, il s'établit entre eux le même rapport qu'entre les prix de deux ventes successivement faites. V. une dissertation de Demante dans la *Thémis*, t. 6, p. 250. [C'est la nature des privilèges spéciaux sur les immeubles qui détermine leur rang. A ce point de vue, le privilège du constructeur ou de ceux qui lui sont subrogés ayant spécialement pour objet la plus-value que le constructeur a créée, passe avant tous les autres. — Viennent ensuite le privilège du vendeur et celui du cohéritier ou copartageant. Ces privilèges étant de même nature puisque le cohéritier, qui réclame une soule ou la valeur des biens dont il a été évincé, doit être considéré comme un vendeur d'une portion des biens qui devaient composer son lot, on doit décider, dans le concours de ces privilèges, qu'il y a lieu d'appliquer la règle de l'art. 2103, d'après laquelle, lorsqu'il y a plusieurs ventes successives, le premier vendeur est préféré au second : l'ordre de préférence se déterminera donc en faveur du vendeur ou du cohéritier, selon que le partage aura précédé ou suivi la vente. V. Tarrible, *liép.*, v° *Privilège*, sect. 2, § 2, n. 5; Pont, n. 232; Dalloz, n. 611.]

dement, de quelque manière que s'opère cette extinction ¹. V. les art. 475, 1263 et 1278.

2° Par la renonciation expresse ou tacite du créancier à son privilège ou à son hypothèque ², art. 2180. V. aussi art. 2140.

3° Par la résolution du droit de propriété que la personne de laquelle dérive le privilège ou l'hypothèque avait sur la chose

¹ Grenier, 2, n. 496; Troplong, n. 846 et s.; Riom, 11 mess. an XI; Cass., 22 avr. 1818 et 3 déc. 1834, S. V., 35, 1, 51. — *Quid*, si l'obligation éteinte renait dans la suite. V. Delvincourt, 3, p. 383. [De quelque manière que s'éteigne l'obligation principale, son extinction entraîne celle du privilège ou de l'hypothèque, qui deviennent sans objet. Tous les modes d'extinction prévus par l'art. 1234, en atteignant l'obligation principale, réagissent donc sur le privilège et sur l'hypothèque. V., *sup.*, le titre *Des obligations*. Mais pour que l'extinction de l'obligation entraîne celle de l'hypothèque, il faut que cette extinction soit totale : si une partie seulement de l'obligation est éteinte, l'hypothèque tout entière continue de subsister pour le surplus en vertu du principe d'indivisibilité qui frappe la totalité de la chose hypothéquée de chaque partie de la dette hypothécaire. — Il faut aussi que l'extinction de l'obligation soit définitive. Si donc l'obligation s'était éteinte par l'effet de la dation en paiement d'un immeuble dont le créancier aurait été plus tard évincé, la renaissance de l'obligation ferait revivre l'hypothèque qui, comme l'obligation, n'aurait été éteinte que sous la condition de la validité de la dation en paiement, Cass., 19 juin 1817; Troplong, n. 847 et s.; Pont, n. 1226 et s. Mais il est à remarquer, dans ce cas, que si l'inscription de l'hypothèque avait été rayée à la suite de l'extinction de l'obligation, la renaissance de l'obligation autoriserait seulement le créancier à prendre une nouvelle inscription qui, vis-à-vis des créanciers inscrits avant la radiation, rendrait sans doute à l'hypothèque le rang que lui donnait la première inscription, mais qui, vis-à-vis des créanciers inscrits depuis la radiation, n'aurait d'effet que du jour de sa date, Pont, n. 1230.]

² Le consentement du créancier à l'aliénation de l'immeuble grevé emporte renonciation au privilège ou à l'hypothèque, à moins que d'après les circonstances on ne puisse attribuer une autre

cause à ce consentement. Le consentement à une nouvelle affectation hypothécaire de l'immeuble ne doit, en général, avoir d'effet que sur le rang d'hypothèque, Grenier, 2, n. 503 et s.; Delvincourt, sur l'art. 2180; Troplong, n. 808 et s.; Favard, *vo* *Hypothèque*, sect. 5, § 2; Merlin, *Rep.*, *vo* *Radiation*, § 6; Paris, 25 janv. 1812; Cass., 23 janv. 1815; Bordeaux, 17 mars 1830. [La renonciation du créancier au privilège ou à l'hypothèque peut être expresse ou tacite. Aucune loi ne déterminant la forme de la renonciation expresse, il faut en conclure qu'elle peut être fournie aussi bien par un acte sous seing privé que par un acte authentique, Paris, 23 avr. 1854, S. V., 54, 2, 536. Quant à la renonciation tacite, elle résulte des actes ou des faits qui impliquent de la part du créancier l'abandon de son droit, ou qu'il n'eût pas faits s'il eût entendu se le réserver. Mais comme personne n'est présumé renoncer à un droit, quand les actes ou les faits desquels on prétend faire résulter cette renonciation peuvent être expliqués autrement que par une intention de renonciation, on ne doit pas en induire l'extinction du privilège ou de l'hypothèque. — La question de savoir si la renonciation résulte du concours du créancier à l'aliénation de l'immeuble grevé, ou à la constitution d'une nouvelle hypothèque sur cet immeuble, dépend donc des circonstances dans lesquelles a lieu ce concours. V. Paris, 5 févr. 1822; Cass., 2 mars 1830; Caen, 1^{er} févr. 1848, S. V., 49, 2, 451; Cass., 29 janv. 1855, S. V., 55, 1, 81; Maleville, sur l'art. 2180; Persil, sur le même article, n. 26; Pont, n. 1234 et s. — Enfin, il est à remarquer que cette renonciation ne constituant ni une convention, ni une stipulation pour autrui, mais le simple abandon d'un droit qui disparaît pour faire place à un autre droit, il n'est pas nécessaire pour qu'elle profite soit aux autres créanciers, soit au débiteur, qu'elle ait été acceptée par eux, Cass., 19 nov. 1855, S. V., 56, 1, 145.]

grevée du privilège ou de l'hypothèque, ou par son éviction³.

4° Par la confusion en la même personne de la qualité de créancier et de propriétaire de la chose hypothéquée⁴. V. art. 875.

5° Par la perte de la chose grevée de privilège ou d'hypothèque⁵, ou par sa mise hors du commerce.

§ 831. *Modes particuliers d'extinction des hypothèques et des privilèges sur les immeubles.*

Les privilèges sur les immeubles et les hypothèques s'éteignent :

1° Par la prescription, art. 2180, alin. 4.

Le débiteur principal prescrit l'action hypothécaire par le même laps de temps et sous les mêmes conditions qu'il prescrit la créance garantie par l'immeuble hypothéqué¹. Quant au tiers

³ Merlin, *Rép.*, v° *Privilège*, sect. 5, § 5; Pothier, 1, n. 72; Persil, sur l'art. 2180, n. 7; Troplong, n. 889; [Pont, n. 1225. Mais il en est autrement si l'éviction procède d'une cause nouvelle et volontaire. Ainsi, une rétrocession amiable faite par l'acquéreur au vendeur, alors même qu'elle a eu lieu pour défaut de paiement du prix, n'éteint pas les hypothèques qui, dans l'intervalle de la vente à la rétrocession, ont frappé l'immeuble du chef de l'acquéreur. Cass., 17 juill. 1848, S. V., 48, 1. 470.]

⁴ Mais non si la confusion n'a lieu que relativement à une partie de la chose, Pothier, 1, n. 70. [V. aussi Pont, n. 1225.]

⁵ Pothier, 1, n. 68; Persil, sur l'art. 2180, n. 6. V. aussi *sup.*, § 821, note 2, et l'art. 2119. Sur le cas où la chose a changé de forme, V. Troplong, n. 109 et s. [V. aussi Pont, n. 1224.]

¹ *Hypotheca est accessorium*. Aussi, la prescription de l'action hypothécaire contre le tiers détenteur n'entraîne pas la prescription de l'action personnelle contre le débiteur principal, de même que l'action hypothécaire intentée contre le tiers détenteur, art. 2169, n'interrompt pas la prescription de la dette principale. Riom, 2 avr. 1816; Cass., 25 avr. 1826. En sens inverse, la prescription de l'action hypothécaire contre le débiteur est interrompue par les actes qui interrompent

contre lui la prescription de l'action personnelle, Troplong, n. 877. [Il suit de là, et c'est ce qui résulte de l'art. 2180 lui-même, que vis-à-vis du débiteur, la prescription de l'action hypothécaire est acquise, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions ou des créances qui donnent lieu au privilège ou à l'hypothèque : c'est là une innovation aux règles de l'ancien droit d'après lesquelles l'action hypothécaire ne se prescrivait que par quarante ans, et survivait ainsi à l'action personnelle. Vis-à-vis du tiers détenteur, au contraire, la prescription de l'action hypothécaire est indépendante de celle de l'action personnelle du créancier contre le débiteur. C'est pour cela que la prescription de l'action hypothécaire contre le tiers détenteur ne réagit pas sur l'action personnelle contre le débiteur. Mais comme l'hypothèque ne peut exister sans une créance dont elle est l'accessoire, il en résulte que la prescription acquise ou interrompue de l'action personnelle réagit sur l'action hypothécaire, non-seulement en ce qui touche le débiteur, Persil, sur l'art. 2180, n. 20; Grenier, n. 510; Troplong, n. 877; Pont, n. 1244, mais aussi en ce qui touche le tiers détenteur. V. les arrêts précités. V. aussi Metz, 5 juill. 1822 et 6 juill. 1830, et Cass., 12 févr. 1829; Grenier, n. 519; Troplong, n. 878 bis et Pont, n. 1245.]

détenteur, considéré en cette qualité ², il acquiert la franchise de l'immeuble hypothéqué par le même laps de temps qui lui est nécessaire pour acquérir par la prescription la propriété de l'immeuble ³ et, par conséquent, par la prescription de dix à vingt ans ⁴, lors même que la dette principale ne pourrait pas être prescrite par ce laps de temps ⁵.

Cependant, la prescription qui s'opère au profit du tiers détenteur, bien qu'elle repose sur la prescription au moyen de

² C'est-à-dire, s'il n'est pas en même temps personnellement tenu de la dette, Merlin, *Rep.*, *vo* *Radiation*, § 8. V. aussi § 825, note 42. — La prescription de l'action hypothécaire sur les biens soumis à un usufruit court au profit de l'acquéreur de la nue propriété, même pendant la jouissance de l'usufruitier, Cass., 25 août 1835, S. V., 36, 1, 742. [V. Proudhon, *Usufr.*, n. 528 et 754; Vazeille, *Prescript.*, 1, n. 31; Troplong, *Prescript.*, n. 262.]

³ Même par le laps d'une année dans le cas de l'art. 559, Troplong, n. 878. [C'est ce qui résulte de ce qu'aux termes de l'art. 2180, l'hypothèque se prescrit, sans aucune distinction, par le temps réglé pour la prescription de la propriété.] — *Contra*, Delvincourt, sur l'art. 2180.

⁴ [Mais il faut, pour l'acquisition de la prescription par dix à vingt ans, que le tiers détenteur possède avec titre et bonne foi, art. 2265.] Selon des auteurs, la bonne foi nécessaire pour l'acquisition de la prescription de l'action hypothécaire par dix ou vingt ans doit exister, non-seulement vis-à-vis du propriétaire de l'immeuble, mais aussi vis-à-vis du créancier hypothécaire, *non solum quoad dominum fundi, sed et quoad creditorem hypothecarium*, bien que dans leur opinion la transcription de l'hypothèque ne soit pas suffisante pour faire preuve de la mauvaise foi. V. art. 2180. V. aussi Vazeille, *Des prescript.*, n. 514; Delvincourt, sur l'art. 2180; Grenier, 2, n. 515; Troplong, n. 879 et s. V. aussi Bourges, 31 déc. 1830, S. V., 31, 2, 265; Bordeaux, 15 janv. 1835, S. V., 35, 2, 248. Il semble, au contraire, que l'action hypothécaire soit prescrite par dix ou vingt ans au profit du tiers détenteur, pourvu que celui-ci ait été de bonne foi relativement au propriétaire, *sive quoad dominum usucapiendum*. [C'est, au contraire, conformément à l'opinion des

auteurs précités, la bonne foi relativement au créancier hypothécaire qui est exigée pour prescrire contre lui. Le point de savoir si le tiers détenteur est de bonne foi ou de mauvaise foi, c'est-à-dire s'il a eu connaissance ou s'il a ignoré l'existence du droit hypothécaire, dépend, en général, des circonstances. V. Riom, 19 avr. 1837, S. V., 39, 2, 381, et Nîmes, 19 févr. 1859, S. V., 39, 2, 455.] — Selon les mêmes auteurs, la disposition des art. 2265 et 2266, relative au domicile, doit s'entendre du domicile du créancier hypothécaire, Merlin, *Rep.*, *vo* *Radiation*, § 8. Cependant, les termes et l'esprit de la loi semblent militer en faveur de l'opinion qui rapporte cette disposition au domicile du propriétaire, Favard, *vo* *Hyp.*, sect. 5, § 4. [Ici encore, et pour déterminer si la prescription est de dix ou de vingt ans, c'est le domicile du créancier hypothécaire contre lequel on prescrit qui doit être pris en considération, et non le domicile du propriétaire. V. les autorités précitées.]

⁵ Grenier, 2, n. 518; Troplong, n. 878. — *Contra*, Persil, sur l'art. 2180, n. 10, et Vazeille, n. 301. Ainsi, bien que la prescription ne coure pas contre l'action personnelle à raison d'une dette soumise à une condition, tant que la condition n'est pas accomplie, art. 2257, cependant, la prescription de l'action hypothécaire court au profit du tiers détenteur, Troplong, n. 886; [Delvincourt, 3, p. 846; Persil, sur l'art. 2180, n. 36; Grenier, 2, n. 518; Duranton, 21, n. 328 et s.; Marcadé, sur l'art. 2257; Pont, n. 1255; Bordeaux, 15 janv. 1835, S. V., 35, 2, 248; [Pau, 22 nov. 1856, S. V., 57, 2, 286. V. en sens contraire, Maleville, sur l'art. 2180; Vazeille, *Prescript.*, 2, n. 516; Cass., 4 mai 1846, S. V., 46, 1, 482; et 16 nov. 1857, S. V., 58, 1, 397.] V. encore Troplong, n. 885; et Bordeaux, 29 nov. 1835, S. V., 34, 2, 247.

laquelle il acquiert la propriété ⁶, offre certaines particularités.

Ainsi, la prescription de dix à vingt ans ne court à l'égard du droit hypothécaire qu'à partir de la transcription du titre d'acquisition ⁷.

Ainsi encore, le tiers détenteur ne peut joindre la possession de son auteur à la sienne propre, qu'autant que cet auteur n'est pas personnellement tenu de la dette ⁸.

Ainsi enfin, la prescription de l'action hypothécaire ne peut être interrompue que par des causes personnelles au créancier. V. cependant l'art. 2243. Cette prescription est donc interrompue, par exemple, par la sommation faite au tiers détenteur, conformément à l'art. 2169, de payer ou de délaisser l'immeuble ⁹; par une action formée contre lui, à fin de déclaration d'hypothèque ¹⁰; par les notifications dont parlent les art. 2183 et 2194, et qui impliquent de la part du tiers détenteur une reconnaissance de l'hypothèque ¹¹. Mais la prescription du droit hypothécaire n'est pas interrompue par l'inscription ou le renouvellement de l'hypothèque, art. 2180, alin. 4.

⁶ [Il ne faudrait pas conclure des termes de l'art. 2180, ainsi qu'on semble le faire ici, que la prescription de l'action hypothécaire se confond avec la prescription de la propriété qui peuvent s'opérer l'une et l'autre au profit du tiers détenteur. L'art. 2180, en disant que la prescription de l'hypothèque est acquise au tiers détenteur par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit, a seulement voulu assimiler les deux prescriptions sous le rapport du temps nécessaire à leur accomplissement, mais il n'a pas voulu dire que l'accomplissement de l'une emportait l'accomplissement de l'autre. On verra, au contraire, dans les notes qui suivent, qu'elles diffèrent essentiellement l'une de l'autre, soit quant à leur point de départ, soit quant aux conditions auxquelles elles sont soumises.]

⁷ [D'où il suit que le point de départ de la prescription par dix à vingt ans de l'action hypothécaire n'est pas le même que le point de départ de la prescription de la propriété. — V. Cass., 2 mars 1830.]

⁸ Autrement, la prescription de l'action hypothécaire ne pourrait continuer de courir au profit du débiteur originaire.

⁹ [Cass., 27 déc. 1854, S. V., 55, 1, 113; Troplong, *Prescript.*, n. 579; Pont, n. 1259. Mais si la sommation était périmée par le défaut de poursuites pendant trois ans, l'interruption devrait être considérée comme non avenue, Troplong, n. 580;] et Toulouse, 21 mars 1821. [Mais les poursuites dirigées contre le tiers détenteur n'interrompent la prescription qu'à son égard : elles ne l'interrompent pas contre le débiteur originaire. Cass., 25 nov. 1826; et 7 nov. 1838, S. V., 39, 1, 428; Grenier, n. 519; Merlin, *Rép.*, v° *Interr. de prescript.*, n. 12; Persil, *Rép. Hyp.*, 2, p. 224. — *Contrà*, Grenoble, 2 juin 1831, S. V., 32, 2, 622.] V. cependant art. 2176.

¹⁰ Cette action est autorisée non par une disposition expresse du Code, mais par la jurisprudence, Grenier, 2, n. 339; Vazeille, *Prescript.*, n. 517; Colmar, 15 janv. 1808; [Caen, 23 mars 1847, S. V., 48, 2, 760. V. cependant Bourges, 7 août 1809 et] Nîmes, 18 nov. 1830, S. V., 31, 2, 146. V. encore Duranton, 20, n. 327, et Troplong, n. 799 et s.

¹¹ Grenier, 2, n. 516; Troplong, n. 883 et 887. [V. cependant Cass., 6 mai 1840, S. V., 40, 1, 809; Bourges, 3 févr. 1843, S. V., 44, 2, 35; et Pont, n. 1280.]

2° Les privilèges sur les immeubles et les hypothèques s'éteignent par la réduction prononcée de la manière indiquée au paragraphe 812.

3° Par l'omission, dans le certificat délivré par le conservateur à l'acquéreur d'un immeuble, après transcription du titre d'acquisition : l'immeuble est affranchi des hypothèques omises dans ce certificat ¹², sauf la responsabilité du conservateur à raison du préjudice résultant de cette omission ¹³, et le droit des créanciers dont les inscriptions ont été omises dans le certificat, de se présenter pour être payés sur le prix de vente, tant que ce prix n'a pas été payé par l'acquéreur, ou est encore en distribution ¹⁴, et de se prévaloir de leur antériorité de rang contre les autres créanciers, art. 2198. Toutefois, ce mode d'extinction n'est applicable qu'aux hypothèques dont l'effet dépend de l'inscription, ainsi qu'aux hypothèques déjà inscrites à l'époque où le certificat a été délivré. Les omissions du certificat ne profitent pas non plus au tiers détenteur qui est personnellement tenu de la dette, ni lorsqu'elles proviennent de son fait ¹⁵.

4° Par l'adjudication de l'immeuble sur saisie immobilière. Dans ce cas, l'immeuble passe à l'adjudicataire franc de toutes les hypothèques provenant du précédent propriétaire, si elles n'ont pas été inscrites avant l'adjudication, sans que la transcription du jugement d'adjudication soit nécessaire ¹⁶. Il semble que cette règle doive s'appliquer même aux hypothèques dont l'effet est indépendant de l'inscription, telles que l'hypothèque des mineurs et des interdits, et celle des femmes mariées, art. 2135 ¹⁷.

5° Par la purge opérée par l'acquéreur d'un immeuble, suivant les règles tracées par la loi ¹⁸. Ces règles seront exposées avec développements dans les paragraphes qui suivent. Elles va-

¹² Lors même que le créancier se ferait délivrer plus tard un certificat complet, Merlin, *Rep.*, v° *Conservateur*, § 4.

¹³ Le conservateur des hypothèques a, dans ce cas, un recours contre le débiteur.

¹⁴ V. Merlin, *Rep.*, v° *Transcription*, § 7. n. 12 et s. et Persil, sur l'art. 2198, n. 5 et s.

¹⁵ Persil, sur l'art. 2198, n. 5.

¹⁶ Troplong, n. 722 et 905. [Mais de ce que les jugements d'adjudication doivent être transcrits, L. 23 mars 1855, art. 1; et de ce que les hypothèques peuvent être inscrites jusqu'à la transcription, *ibid.*, art. 6, il résulte que,

tant que le jugement d'adjudication n'a pas été transcrit, les créanciers hypothécaires peuvent encore utilement prendre inscription et que leur droit n'est pas éteint, Troplong, *Transcript.*, n. 272; Pont, n. 1280 à la note.]

¹⁷ Cette question très-controversée et sur laquelle la jurisprudence de la Cour de cassation avait varié est aujourd'hui législativement résolue par l'art. 717, Pr., modifié par la loi du 21 mai 1858, aux termes duquel l'expropriation forcée purge toutes les hypothèques, même les hypothèques légales. V. *sup.*, § 806, note 2.]

¹⁸ De la pleine propriété ou de l'usufruit d'un immeuble, Paris, 23 déc. 1808.

rient, du reste, selon qu'il s'agit des hypothèques de droit commun, art. 2181 à 2192; V. §§ 832 et s., ou des hypothèques légales dispensées de l'inscription des mineurs, des interdits et des femmes mariées, art. 2193 à 2195. V. § 836. Cependant le tiers détenteur n'est pas admis à purger contre les créanciers, envers lesquels il est obligé personnellement¹⁹. Il cesse d'ailleurs de pouvoir purger lorsqu'il y a renoncé²⁰. Quant à l'adjudicataire d'un immeuble vendu sur expropriation forcée, il n'a pas besoin de purger²¹.

§ 832. *Suite. — De la purge des hypothèques et privilèges.*
— *Formes et conditions générales.*

L'acquéreur d'un immeuble¹ qui veut purger², c'est-à-dire affranchir cet immeuble des privilèges et hypothèques dont il est grevé, doit d'abord faire transcrire son titre d'acquisition³, art. 2181. Il doit ensuite, soit avant toutes poursuites de la part

¹⁹ Grenier, 2, n. 324 et 354 et s., Troplong, n. 902 et s.; Paris, 18 févr. 1826. V. *sup.*, § 825, note 42.

²⁰ Grenier, 2, n. 324 et 345. [V. *sup.*, note 8.]

²¹ [V. *sup.*, note 16.]

¹ Soit que l'acquisition ait eu lieu à titre onéreux ou à titre gratuit, et lors même qu'elle serait soumise à une condition résolutoire, et, par exemple, alors même qu'il s'agirait d'une vente à réméré, Bourges, 26 janv. 1822; [Montpellier, 4 mars 1841, S. V., 42, 2, 27; Cass., 14 avr. 1827, S. V., 47, 1, 341; Grenoble, 17 févr. 1849, S. V., 49, 2, 543. — Lors même encore qu'il s'agirait de la vente d'une portion indivise d'un immeuble, Cass., 21 janv. 1839, S. V., 39, 1, 87; Aix, 6 mars 1839, S. V., 40, 2, 449.]

² [La purge est un moyen donné par la loi au tiers détenteur d'arriver à affranchir l'immeuble acquis des hypothèques et privilèges qui le grevent, en mettant les créanciers à même de réaliser leur gage et d'exercer leurs droits sur le prix qui en est la réalisation. — Le droit de purger n'appartient qu'au tiers détenteur qui est tenu hypothécairement; il cesse de lui appartenir si en même temps il est tenu personnellement. C'est par cette raison que cette voie de libération, qui est ouverte à tous les successeurs à titre particulier du dé-

biteur qui ne représentent pas leur auteur, est interdite aux successeurs à titre universel, tels que les héritiers, les légataires à titre universel, les donataires de biens présents et à venir. — Du reste, la purge n'est ouverte qu'au nouveau propriétaire de l'immeuble : elle n'est jamais ouverte au prêteur que lorsque ce prêteur se trouve être une société de crédit foncier. La purge, dans ce cas particulier, est organisée par la loi du 10 juin 1853. V. aussi le décret du 28 févr. 1852.]

³ Doit-il également faire transcrire les titres d'acquisition non transcrits des propriétaires antérieurs ? Il faut distinguer entre le cas où le titre du propriétaire actuel reproduit d'une manière suffisante les titres des propriétaires antérieurs et le cas où ce titre est insuffisant : la transcription des titres antérieurs ne paraît nécessaire que dans le second cas. V. sur ce point Tarrible, *Rép.*, vo *Transcription*, § 3, n. 2 et 3; Grenier, 2, n. 365; Troplong, n. 913; Cass., 13 déc. 1813. [Toutefois, la jurisprudence s'est prononcée contrairement à cette distinction, et décide avec raison, selon nous, que le seul titre d'acquisition qu'il y ait lieu de faire transcrire pour arriver à la purge est celui en vertu duquel le tiers détenteur est devenu propriétaire des biens hypothéqués. V. Cass., 17 oct. 1810; 13 déc. 1813 et 14 janv. 1818.]

des créanciers hypothécaires⁴, soit au plus tard dans le délai d'un mois⁵, c'est-à-dire dans les trente jours⁶ de la sommation qui lui est faite par l'un ou l'autre des créanciers inscrits, de payer ou de délaisser l'immeuble⁷, V. art. 2169 et *sup.*, § 825, notifier à tous les créanciers hypothécaires inscrits avant la transcription⁸ :

1° Un extrait de son titre d'acquisition contenant la date et la nature de l'acte ; la désignation exacte de la personne de qui il a acquis l'immeuble⁹ ; la nature et la situation de cet immeuble, ou, s'il s'agit d'un corps de biens, la dénomination générale du domaine et des arrondissements dans lesquels il est situé ; le prix et les charges qui font partie du prix¹⁰ ; ou une esti-

⁴ [Le tiers détenteur n'est donc pas tenu, pour purger, d'attendre que les créanciers dirigent des poursuites contre lui ; et tant que des poursuites n'ont pas été dirigées contre lui, il est toujours en temps utile pour remplir les formalités de la purge.]

⁵ Ainsi, le délai d'un mois expiré, le tiers détenteur est déchu de la faculté de purger, Grenier, 2, n. 344 ; et ce délai ne peut être prolongé par le juge, Caen, 17 juin 1823 ; [Paris, 18 mai 1852, S. V., 32, 2, 402 ; Toulouse, 20 juin 1836, S. V., 37, 2, 27 ; Bordeaux, 11 déc. 1839, S. V., 40, 2, 98 ; Limoges, 14 juill. 1847, S. V., 47, 2, 625 ; Pont, n. 1297.]

⁶ Le mois dont parle l'art. 2183 doit s'entendre d'un délai de trente jours. Autrement cet article se trouverait en désaccord avec l'art. 2196, Troplong, n. 793 ; [Pont, n. 1298.] Le mois ne doit donc pas être calculé d'après le calendrier. — *Contrà*, Grenier, 2, n. 341.

⁷ A compléter, dit l'art. 2183, de la première sommation qui lui est faite. Mais cela ne veut pas dire qu'il y ait lieu d'adresser au tiers détenteur deux sommations, l'une pour le mettre en demeure de purger, l'autre pour le mettre en demeure de payer ou de délaisser. La loi n'exige qu'une seule sommation, art. 2169 : la sommation de payer ou de délaisser. La première sommation dont parle l'art. 2183 doit s'entendre de la première sommation de celles qui sont faites par différents créanciers à des époques différentes : c'est de cette première sommation que court le délai ; d'où il suit que la sommation faite par l'un des créanciers profite également aux autres, Riom, 31 mai 1817 ; Cass., 29 nov. 1820 ; 30 juill. 1822 ; Tarrible, *Rep.*, v° *Transcription*, § 4, n. 1 et 2 ; Grenier, 2, n. 342 ; Delvincourt, sur l'art.

2183 ; Troplong, n. 793 ; [Pont, n. 1298 et 1299.] Un commandement de payer adressé par le vendeur à l'acquéreur ne peut être assimilé à la sommation dont parle l'art. 2183, Cass., 29 nov. 1825.

⁸ Troplong, n. 921 et s. Si toutefois la notification n'a pas été faite à tous ces créanciers, la purge n'est pas pour cela sans effet d'une manière absolue, mais seulement relativement aux créanciers omis, Tarrible, v° *Transcript.*, § 4, n. 2 ; Grenier, 2, n. 440 et s. ; [Pont, n. 1302 ; Cass., 28 mai 1817. [V. aussi Nîmes, 25 mai 1857, S. V., 57, 2, 609. — Les notifications doivent être faites aux créanciers individuellement, alors même qu'il n'y aurait qu'une seule créance appartenant en commun à des créanciers différents, Bourges, 9 janv. 1857, S. V., 57, 2, 254.]

— Elles doivent être faites à chacun des créanciers au domicile élu dans leur inscription ou à leur domicile réel, [s'il n'y a pas de domicile élu.] V. Persil, sur l'art. 2183, n. 3 ; Grenier, 2, n. 439. [Nous croyons, au contraire, que s'il n'y a pas de domicile élu, l'inscription étant nulle, le tiers détenteur n'est pas tenu de notifier. V. *sup.*, § 814, note 5. — Sur la forme des notifications,] V. Pr., art. 832.

⁹ Cass., 29 mars 1830.

¹⁰ Le montant du prix et des charges doit être déclaré avec une exactitude toute particulière. V. sur les différentes questions qui se rattachent à cette déclaration, Grenier, 2, n. 439 et s. [et Pont, n. 1307 et s. — V. sur la ventilation du prix, *inf.*, § 835.] — Les charges à déclarer sont celles qui, lors de l'aliénation, ont été imposées à l'acquéreur au profit du vendeur ou d'un tiers. Elles doivent être évaluées en capital dans l'extrait, Grenier, 2, n. 455 ; Delvincourt, 3, p. 364 ; [Pérel, sur l'art.

mation de l'immeuble s'il n'a pas été acquis à titre de vente ¹¹.

2° Un extrait de la transcription de l'acte d'acquisition délivré par le conservateur des hypothèques ¹².

3° Un tableau en trois colonnes des dettes affectant l'immeuble, la première contenant la date des hypothèques et celle des inscriptions; la seconde, le nom des créanciers, et la troisième, le montant des dettes inscrites ¹³, art. 2183.

Enfin, dans l'acte contenant ces notifications, le tiers détenteur doit déclarer qu'il est prêt à payer ¹⁴ immédiatement ¹⁵ jusqu'à concurrence de son prix d'acquisition, ou, s'il ne s'agit pas d'une vente, jusqu'à concurrence de l'estimation par lui faite ¹⁶, toutes les dettes et charges hypothécaires, sans distinction des dettes échues et des dettes non échues ¹⁷, art. 2184. V. Pr., art. 832. Cette déclaration équivaut à une offre faite par le tiers détenteur et forme un contrat entre lui et les créanciers. Elle ne peut donc être faite par le tiers détenteur qu'autant qu'il est juridiquement capable de s'obliger ¹⁸, et elle ne peut être unilatéralement ré-

2183; Troplong, n. 925.] V. cependant Aix, 2 févr. 1821; Cass., 11 mars 1829, [et Pont, n. 1312.] — Les notifications doivent être considérées comme nulles, si la déclaration du prix diffère de celle de l'acte de vente, Turin, 2 mars 1811. [Et le tiers détenteur ne peut utilement réparer cette erreur que s'il se trouve encore dans le délai pour faire les notifications, Lyon, 15 janv. 1836, S. V., 36, 2, 364; Douai, 18 mai 1836, S. V., 37, 2, 328; Paris, 30 avr. 1853, J. Pal., 1853, 2, p. 174.]

¹¹ Cette estimation remise à l'appréciation du tiers détenteur est exigée, non-seulement pour les donations, mais encore pour les échanges, Delvincourt, sur l'art. 2183; Grenier, 2, n. 455, [et pour tous les actes translatifs de propriété qui ne comportent pas l'expression d'un prix, Pont, n. 1307, et Paris, 28 juin 1847, S. V., 47, 2, 409.]

¹² [C'est-à-dire un certificat du conservateur constatant que la transcription a été faite.]

¹³ Cass., 28 mai 1817. [V. aussi Cass., 14 mars 1853, S. V., 53, 1, 261.]

¹⁴ Suffit-il que le tiers détenteur déclare simplement vouloir se conformer à la loi? Assurément, V. Turin, 2 mars 1811; Cass., 28 mai 1817; Caen, 17 juin 1823. [Il suffit que le tiers détenteur déclare en termes équivalents qu'il est prêt à payer; mais il n'y a

pour cette déclaration aucune formule sacramentelle.]

¹⁵ Autrement, les notifications seraient nulles, Bordeaux, 8 juill. 1814. [Dans l'espèce de cet arrêt, le tiers détenteur offrait de payer aux termes portés par le contrat de vente, ce qui était évidemment contraire au vœu de la loi.]

¹⁶ Sur les intérêts et déductions, V. Troplong, n. 929 et s. [Sur le point de savoir si les intérêts et quels intérêts doivent être offerts, V. Pont, n. 1319. — Quant aux réductions, il ne peut en être fait, ni à raison de la diminution de prix à laquelle l'acquéreur prétendrait avoir droit pour défaut de contenance, Toulouse, 17 juill. 1844, S. V., 45, 2, 182; ni à raison des compensations que l'acquéreur aurait le droit d'opposer au vendeur, Liège, 11 mai 1811; Bordeaux, 19 juin 1835, S. V., 36, 2, 28. V. cependant Orléans, 8 janv. 1847, S. V., 47, 2, 254.]

¹⁷ Les rentes viagères doivent être capitalisées, Troplong, n. 927 et 959; Caen, 24 janv. 1827. V. cependant Persil, sur l'art. 2185, n. 3. [Dans ce cas, et pour faciliter le règlement de l'ordre entre les créanciers, toute distinction disparaît entre les dettes exigibles et non exigibles qui toutes doivent être payées sur-le-champ, jusqu'à concurrence du prix déclaré.]

¹⁸ Grenier 2, n. 459; Troplong, n. 923.

tractée par lui ¹⁹ après qu'elle a été acceptée par les créanciers, et, par conséquent, après une surenchère ²⁰.

Le Code abandonne à l'appréciation des tribunaux la question de savoir quelles sont celles des règles ci-dessus que le tiers détenteur doit observer à peine de nullité. On doit cependant considérer comme une cause de nullité l'inobservation du délai déterminé par l'art. 2183 ; l'omission des énonciations nécessaires pour mettre le créancier à même de surenchérir utilement, ou le défaut de la déclaration relative au paiement immédiat des dettes et charges hypothécaires ²¹. Le doute doit profiter au tiers détenteur.

En cas de nullité des notifications, les créanciers sont autorisés à poursuivre contre le tiers détenteur l'expropriation de l'immeuble ²², pourvu toutefois que le tiers détenteur soit tenu de notifier dans un délai déterminé, et que ce délai soit expiré ²³, art. 2169 et 2183.

§ 833. *Du droit de surenchère appartenant aux créanciers inscrits.*

Après l'accomplissement des formalités ci-dessus, tout créancier, régulièrement inscrit, auquel les notifications ont été adressées, et qui, par conséquent, a pris inscription avant la transcription ¹, a le droit de requérir la mise aux enchères de l'immeuble dans la forme prescrite aux art. 832 et s. Pr.

¹⁹ Grenier, 2, n. 458; Troplong, n. 931. Cependant, le tiers détenteur peut toujours faire valoir contre les créanciers surenchérisseurs les exceptions opposables à leurs créances, telles que l'exception de la prescription, Grenoble, 10 mars 1827 ; à moins toutefois qu'il n'ait renoncé à ces exceptions, art. 2184, Cass., 17 oct. 1809.

²⁰ [Le tiers détenteur ne peut pas davantage rétracter ses offres après l'expiration du délai de la surenchère, puisque par l'expiration de ce délai sans surenchère, les créanciers s'en tiennent au prix déclaré et acceptent l'offre qui leur est faite, Cass., 4 févr. 1837, S. V., 53, 1, 394.]

²¹ V. sup., notes 10 et s.; Troplong, n. 924 et s.; [Pont, n. 1322 et s.; Paris, 13 déc. 1834, S. V., 35, 2, 331; 27 nov. 1841, S. V., 42, 2, 50; et 6 mai 1844, S. V., 44, 2, 543.]— Pendant combien de temps la nullité peut-elle être invoquée? V. Troplong, n. 925 et Pr., art. 173. [La nullité peut être proposée

tant qu'elle n'a pas été couverte, et elle est couverte par les actes qui impliquent l'intention du créancier de considérer les notifications comme valables, par exemple par la réquisition de l'ouverture de l'ordre, Toulouse, 29 juin 1836, S. V., 37, 2, 27. Mais il a été jugé que la nullité ne serait pas couverte par une réquisition de surenchère, Bordeaux, 8 juill. 1814.]

²² Sauf le droit que le tiers détenteur conserve toujours de délaisser l'immeuble, art. 2168, Caen, 17 juin 1825; Paris, 18 mai 1832, S. V., 32, 2, 402.

²³ Si donc les créanciers n'avaient pas fait au tiers détenteur la sommation mentionnée à l'art. 2169, les notifications pourraient toujours être recommencées, Grenier, 2, n. 356. [Il en serait de même si, la sommation ayant été faite, le délai pour notifier n'était pas encore expiré.]

¹ Le droit de surenchère appartient aux créanciers hypothécaires dispensés

Cette réquisition de mise aux enchères ne peut avoir lieu que sous les conditions suivantes :

1° La réquisition doit être faite dans le délai fixé par l'art. 2185 ².

2° Le créancier doit se soumettre en même temps à porter ou à faire porter l'immeuble, par une surenchère, à l'un dixième en sus du prix stipulé dans le contrat d'acquisition ou déclaré par le tiers détenteur. Les charges qui font partie du prix doivent être prises en considération pour déterminer la somme qui sert de base à la surenchère ³.

d'inscription, art. 2101 et 2107; mais seulement après qu'ils ont pris inscription, art. 2185, Fr. — [*Contrà*, Caen, 23 août 1830, S. V., 40, 2, 111; Duranton, 20, n. 391.] V. Merlin, *Rep.*, v° *Transcription*, § 4, n. 3, 4, et § 5; Troplong, n. 921 et s. — Le droit de surenchère n'appartient pas aux créanciers omis dans le certificat du conservateur des hypothèques, art. 2198; Grenier, 2, n. 444. Le droit de surenchère appartient aussi aux cessionnaires ou ayants droit du créancier, [Paris, 2 mai 1809; Cass., 30 mai 1820.] — Pour surenchérir, il faut avoir la capacité de s'obliger. [Grenier, 2, n. 459; Troplong, n. 953 *bis*.] Cependant, il a été jugé par la Cour de Bruxelles, le 20 avr. 1811, que la surenchère ne devait être considérée que comme un acte conservatoire. [V. à cet égard Pont, n. 1343 et s.] — Le créancier qui est obligé de garantir le tiers détenteur n'est pas recevable à former une surenchère. Arg. art. 2191, Merlin, *Rep.*, *loc. cit.*, § 5, n. 5; Grenier, 2, n. 459 et s.; Delvincourt, sur l'art. 2185; Troplong, n. 951 et s.; Paris, 2 mars 1809; Cass., 30 mai 1820; Riom, 11 août 1824; [Paris, 18 févr. 1826; Cass., 9 avr. 1839, S. V., 39, 1, 276; et 8 juin 1853, S. V., 53, 1, 508.] La caution d'une obligation hypothécaire ne peut non plus former une surenchère, Grenoble, 8 juill. 1834, S. V., 35, 2, 296. — On ne peut opposer au créancier qui fait une surenchère qu'il n'est que le prête-nom d'un autre créancier également inscrit. V. Cass., 6 nov. 1832, S. V., 32, 1, 822. [V. aussi Riom, 4 févr. 1830.]

² Sur la manière de compter ce délai qui court pour chaque créancier en particulier à partir de la notification qui lui a été faite, V. Paris, 26 mars 1811; Grenier, 2, n. 457; Delvincourt, sur l'art. 2185; Troplong, n. 953. V. aussi Paris, 18 juill. et 26 janv. 1826; Bor-

deaux, 27 nov. 1829. [De ce que la surenchère doit être faite dans le délai de quarante jours à partir des notifications, il suit, d'une part, que le jour des notifications n'est pas compris dans le délai, mais que le quarantième jour est le dernier jour utile, et que la surenchère faite le quarante et unième jour ne serait pas valable, Cass., 15 mars 1837, S. V., 37, 1, 340; Amiens, 10 juin 1840, S. V., 41, 2, 550; Caen, 12 janv. 1842, S. V., 42, 2, 530. Il en est ainsi alors même que le quarantième jour serait un jour férié; mais dans ce cas le surenchérisseur peut, en vertu de la permission du juge, notifier sa surenchère le quarantième jour. Rouen, 14 janv. 1823; Cass., 23 févr. 1825. — Ce délai de quarante jours est augmenté de deux jours par 5 myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel de chaque créancier saisissant, art. 2185. Les fractions de moins de 5 myriamètres ne donnent lieu à aucune augmentation de délai, Pau, 3 sept. 1835, S. V., 36, 2, 136; Cass., 10 déc. 1839, S. V., 40, 1, 125; Orléans, 14 juill. 1846, S. V., 47, 2, 100; Paris, 21 janv. 1850, S. V., 50, 2, 295.]

³ En règle générale, la surenchère doit porter sur tout ce que l'acquéreur a, ou aurait directement ou indirectement à payer au vendeur à raison de l'acquisition, Favard, v° *Surenchère*, § 7; Troplong, n. 935 et s.; [Pont, n. 1363 et s. V. sur ce point les nombreuses décisions judiciaires indiquées dans la Table générale de Devilleneuve et Gilbert, v° *Surenchère*, n. 130 et s., et dans le Répertoire de Dalloz, *cod. verb.*, n. 322 et s. — Il est à remarquer, du reste, que le créancier qui a une hypothèque générale sur plusieurs immeubles compris dans un même contrat n'est pas obligé de faire porter sa surenchère sur tous les immeubles, mais qu'il peut ne la faire porter que sur le prix de l'un

3° La réquisition de mise aux enchères ou la surenchère doit être notifiée au vendeur en sa qualité de débiteur principal ⁴.

4° L'original et la copie de l'acte, contenant la réquisition et la surenchère, doivent être signés par le créancier ou par son mandataire qui doit donner copie de la procuration.

5° Le créancier surenchérisseur doit, dans l'acte de réquisition et dans le même délai ⁵, donner une bonne et solvable caution ⁶ ou même plusieurs ⁷, jusqu'à concurrence du prix et du dixième en sus ⁸, en indiquant nominativement la personne présentée pour caution ⁹.

d'eux, l'hypothèque générale sur tous les biens étant spéciale en ce qui touche chacun d'eux en particulier, Angers, 30 avr. 1840, S. V., 40, 2, 396; Cass., 21 nov. 1843, S. V., 44, 1, 60; Pont, *Rev. de légis.*, 19, p. 399 et *Comm. des hyp.*, n. 1361. — *Contrà*, Bourges, 5 mars 1841, S. V., 41, 2, 590.]

⁴ Si l'immeuble a été vendu par plusieurs personnes à la fois, la notification doit être adressée à chacun des vendeurs, Grenier, 2, n. 450; Cass., 14 août 1813, [et 15 mai 1844, S. V., 44, 1, 396; et Rennes, 6 août 1849, S. V., 52, 2, 285. — Si le vendeur ou ancien propriétaire et le débiteur principal étaient deux personnes distinctes, il serait utile de notifier la surenchère à l'un et à l'autre. V. l'art. 115 de la loi belge du 16 déc. 1851.]

⁵ Dans le même délai. Si donc la caution se trouve insuffisante ou refuse, la surenchère est nulle. Le juge ne peut pas non plus accorder une prolongation du délai, à moins que la caution ne vint à décéder, Troplong, n. 942 et s.; Rouen, 23 mars 1820; Cass., 15 mai 1822, et 27 mai 1823. Sur le délai dans lequel la solvabilité de la caution doit être certifiée, V. Pr., art. 518 et 832, et Bourges, 11 janv. 1828; Bordeaux, 27 févr. 1829; Paris, 2 juill. 1830; Cass., 31 mai 1831, S. V., 31, 1, 412; Paris, 6 août 1832, S. V., 32, 2, 543; Limoges, 11 juill. 1833, S. V., 33, 2, 654; Bordeaux, 7 avr. 1834, S. V., 34, 2, 358; Paris, 6 avr. 1835, S. V., 35, 2, 425; (Rouen, 2 déc. 1844, S. V., 45, 2, 335; Douai, 20 mars 1851, S. V., 51, 2, 481; Bourges, 2 avr. 1852, S. V., 53, 2, 385; Limoges, 18 mai 1854, S. V., 54, 2, 521; et Cass., 29 août 1855, S. V., 56, 1, 35. Il résulte de ce dernier arrêt qu'il n'est pas absolument nécessaire que les titres qui justifient la solvabilité de la caution soient déposés lors de la réquisition de mise aux enchères, mais

qu'ils doivent l'être avant l'expiration des quarante jours donnés pour surenchérir, et qu'aucune production de titres n'est admise après ce délai.]

⁶ La caution est solvable si elle possède des immeubles suffisants pour répondre des obligations résultant de la surenchère. On doit tenir compte des hypothèques légales ou autres qui grevent la caution. La valeur de ces immeubles peut être justifiée par le rôle des contributions foncières. V. Montpellier, 18 août 1831, S. V., 32, 2, 157. — Il n'est pas nécessaire que la caution soit contraignable par corps, Troplong, n. 946; [Pont, n. 1577.] V. aussi art. 2040, alin. 2. — *Quid*, si la caution devient insolvable avant l'adjudication des biens surenchérés? [Le créancier surenchérisseur est admis à en présenter une nouvelle, Persil, sur l'art. 2185, n. 19; Grenier, 2, n. 448; Delvincourt, 3, p. 368;] Troplong, n. 945; Paris, 25 juin 1831, S. V., 31, 2, 261. — La caution ne peut être remplacée par une constitution d'hypothèque, Paris, 5 mars 1831, S. V., 31, 2, 268 [et 11 mars 1844, S. V., 45, 2, 19, et Cass., 16 juill. 1845, S. V., 45, 1, 217.] Mais elle peut être remplacée par un nantissement en argent ou en rentes sur l'Etat, Grenier, 2, n. 448; Troplong, n. 941; Limoges, 31 août 1809; Cass., 15 nov. 1821; Orléans, 25 mars 1831, S. V., 31, 2, 335. [Cette faculté, qui avait été admise par la jurisprudence, est aujourd'hui formellement accordée au surenchérisseur par l'art. 832, Pr., modifié par la loi du 2 juin 1841.]

⁷ Ou plusieurs. V. Persil, sur l'art. 2185; Cass., 4 avr. 1826. Grenier, 2, n. 448 est d'un autre avis.

⁸ Delvincourt, 3, p. 369; Cass., 30 mai 1820.

⁹ La simple offre de fournir une caution ne suffirait donc pas, Merlin, *Rep.*, *vo Surenchère*, § 3; Bruxelles, 22 déc.

Toutes ces règles doivent être observées à peine de nullité ¹⁰, art. 2185, Pr., art. 832 et 833. Cependant, la nullité de la surenchère faite par un créancier ne préjudicie pas à l'effet de la surenchère faite par un autre créancier ¹¹. Par contre, une surenchère valable faite par un des créanciers profite à tous les autres ¹², Arg. art. 2190.

§ 834. Des conséquences du défaut de surenchère.

Si les créanciers ne font point de surenchère, ou si leur surenchère n'est pas conforme aux règles ci-dessus, la valeur de l'immeuble reste définitivement fixée ¹ au prix stipulé dans l'acte de vente ou déclaré par le tiers détenteur; et, en conséquence, le tiers détenteur, en payant ou en consignat ce prix ² pour le compte des créanciers ³, affranchit l'immeuble de tous les privilèges et hypothèques provenant du chef des anciens propriétaires, art. 2186.

§ 835. Des effets de la surenchère.

Lorsque l'immeuble a été valablement surenchéri, on procède à sa revente aux enchères. Jusqu'à cette revente, le tiers détenteur

1807; Cass., 4 janv. 1809; Bordeaux, 8 juill. 1814. — Le Trésor public n'a pas besoin de caution. Loi du 11 février 1827.

¹⁰ La nullité peut même être proposée en appel pour la première fois, Riom, 26 mai 1818. Les contestations relatives à la surenchère doivent être portées devant le tribunal de la situation des biens, Cass., 15 août 1807.

¹¹ Dans le cas où plusieurs créanciers ont fait une surenchère dans le délai légal. Si l'un des créanciers seulement a fait une surenchère, et que celle-ci ait été déclarée nulle, un autre créancier ne peut se faire subroger dans la surenchère annulée, mais le même créancier peut la renouveler, pourvu qu'il soit encore dans le délai légal, art. 853, Merlin, *Rép.*, v° *Surenchère*, § 7; Grenier, 2, n. 451; Persil, sur l'art. 2185; [Cass., 8 mars 1809], et 22 juill. 1828.

¹² Rouen, 25 mars 1820; Grenoble, 11 juin 1825; [Orléans, 15 janv. 1833, S. V., 33, 2, 570; et Bordeaux, 10 mai 1842, S. V., 42, 2, 415.]

¹ Mais les créanciers peuvent-ils en-

core attaquer la vente, sous le prétexte que le prix réel a été frauduleusement dissimulé? V. pour l'affirmative, Tropolong, n. 957; Paris, 21 niv. an XIII; Bruxelles, 18 déc. 1810; Limoges, 11 juin 1812; Cass., 14 févr. 1826; Bourges, 24 janv. 1828; [Cass., 27 nov. 1855, S. V., 56, 1, 432; et 21 juill. 1857, S. V., 58, 1, 103.] V. pour la négative, Metz, 28 avr. 1814; Bourges, 25 mai 1827. Cette dernière opinion paraît préférable. [On doit, au contraire, suivre l'opinion qui donne action aux créanciers contre une dissimulation frauduleuse : cette action, qui est de droit commun, est indépendante de la faculté de surenchère. Pont, n. 1331.]

² Capital et intérêts. V. Cass., 22 mai 1827; Caen, 25 avr. 1826; Montpellier, 31 juill. 1827; Bordeaux, 26 juill. 1851, S. V., 32, 2, 195; Paris, 10 juin 1833, S. V., 33, 2, 451, et *sup.*, § 832, notes 14 et s.

³ [Le prix se distribue par voie d'ordre entre les créanciers. Le tiers détenteur consigne son prix s'il ne veut pas attendre pour payer le règlement de l'ordre.]

conserve la propriété de l'immeuble ¹ que la surenchère n'a point pour effet de transmettre immédiatement au créancier surenchérisseur. Le tiers détenteur peut donc arrêter la poursuite de vente, en payant toutes les créances inscrites ainsi que les frais de la surenchère ², ou en démontrant que le prix par lui dû suffit pour éteindre toutes ces créances ³. Mais le créancier surenchérisseur ne peut, par son désistement, empêcher les effets de la surenchère, si ce n'est du consentement des autres créanciers, même en offrant de payer le montant de sa surenchère ⁴, art. 2190.

La revente par suite de surenchère de l'immeuble se fait dans les formes établies pour les expropriations forcées ⁵. Le montant de la surenchère sert de première mise à prix, Pr., art. 838, alin. 2 ; art. 2187 ; Pr., art. 836 et s.

Le jugement d'adjudication sur surenchère a, en général, les mêmes conséquences juridiques que les jugements d'adjudication sur expropriation forcée ⁶, art. 2189, sauf cependant les différences suivantes :

1° L'adjudicataire doit, non-seulement payer le prix pour le-

¹ Grenier, 2, n. 465 et s.; Delvincourt, 3, p. 372; Troplong, n. 949; Cass., 6 juill. 1812.; 10 juin 1812; 12 févr. 1828; Bordeaux, 21 juill. 1830. V. aussi art. 2180. V. cependant Tarrible, *Rép.*, v° *Transcription*, § 5, n. 12.

² Arg. art. 2173; Pr., art. 693; Grenier, 2, n. 464; Troplong, n. 956; Cass., 23 avr. 1807; 3 févr. 1808.

³ Tarrible, *Rép.* de Merlin, v° *Transcription*, § 5, n. 11. Le tiers détenteur peut dans ce cas opposer aux créanciers leur défaut d'intérêt. Mais il ne pourrait arrêter la vente, en se bornant à payer le créancier qui a fait la surenchère, arg. art. 2190; Rouen, 23 mars 1820; Paris, 26 janv. 1826; Limoges, 11 juill. 1833, S. V., 33, 2, 655. [Il est de toute évidence que la surenchère appartenant à tous les créanciers auxquels elle doit profiter, le tiers détenteur ne peut pas plus l'arrêter en désintéressant le créancier surenchérisseur que celui-ci ne pourrait l'arrêter en s'en désistant. V. la note suivante. — Nous croyons même que le tiers détenteur ne pourrait l'arrêter en démontrant que son prix est suffisant pour payer tous les créanciers : il n'y a qu'un moyen pour lui de faire cette démonstration d'une manière efficace, c'est de payer.]

⁴ C'est ce qui résulte de ce que le surenchérisseur n'agit pas seulement

dans son intérêt, mais aussi dans l'intérêt des autres créanciers. Cependant ceux-ci peuvent seuls se prévaloir de la nullité de ce désistement, Agen, 17 août 1816. [V. la note qui précède. — Le consentement des autres créanciers, nécessaire pour arrêter l'effet de la surenchère, doit être exprès et unanime. Il est nécessaire alors même que le délai de la surenchère serait expiré, Cass., 9 avr. 1839, S. V., 39, 1, 276. Mais à quelque époque qu'il intervienne, il peut arrêter la poursuite, Alger, 7 nov. 1853, S. V., 54, 2, 570. — Il est, du reste, à remarquer que pour arrêter l'effet de la surenchère, la loi n'exige pas le consentement du tiers détenteur au profit de qui n'est pas faite la surenchère, Cass., 24 avr. 1855, S. V., 57, 1, 137; Pont, n. 1385.]

⁵ Sauf certaines modifications. V. Tarrible, *Rép.*, v° *Transcription*, § 6; Grenier, 2, n. 466 et 493; Delvincourt, sur l'art. 2187; Troplong, n. 960; Paris, 11 janv. 1816. [V. aussi les art. 832, 833, 836, 837 et 838, Pr., modifiées par la loi du 2 juin 1841.]

⁶ V. Delvincourt, 3, p. 374. [Ce jugement doit être transcrit comme tout autre jugement d'adjudication, L. 23 mars 1855, art. 1, à moins toutefois que le tiers détenteur ne soit demeuré adjudicataire, auquel cas la transcription n'est pas nécessaire, art. 2180; Pont, n. 1388 et s.]

quel l'immeuble lui a été adjugé, mais encore il doit rembourser au tiers détenteur, à moins que le tiers détenteur ne se soit lui-même rendu adjudicataire, les frais de son contrat d'acquisition, ceux de la transcription, ceux sur notifications et ceux faits pour parvenir à la revente ⁷, art. 2188.

2° Si le produit de la revente est plus que suffisant pour désintéresser les créanciers inscrits, ce qui reste après que tous ces créanciers ont été payés appartient au tiers détenteur dépossédé ⁸.

3° Le tiers détenteur dépossédé a, en outre, même dans le cas où il s'est rendu adjudicataire, un recours en garantie tel que de droit contre son vendeur ⁹, art. 2191.

4° Enfin, les dispositions de l'art. 2175 paraissent également applicables au cas de surenchère ¹⁰.

Lorsque le même acte d'acquisition comprend plusieurs immeubles dont les uns sont et les autres ne sont pas hypothéqués, ou qui sont hypothéqués à des créances différentes ¹¹, le tiers détenteur qui veut purger doit, dans les notifications à faire aux créanciers, déclarer à peine de nullité ¹², soit d'après le prix stipulé au contrat, soit, si le contrat ne porte aucun prix, d'après une estimation préalable ¹³, le prix des immeubles qui sont seuls

⁷ *Riom*, 19 janv. 1820; *Tarrible*, *Rep.*, v° *Transcription*, § 6, n. 2. Ces frais ne viennent pas en déduction du prix d'adjudication; ils sont dus en sus et en dehors de ce prix, *Rouen*, 10 févr. 1827.

⁸ *Grenier*, 2, n. 469; *Troplong*, n. 971. [Si donc l'adjudication avait lieu au profit du tiers détenteur lui-même, il conserverait l'excédant auquel ne peuvent prétendre ni les créanciers hypothécaires, puisqu'ils sont intégralement payés, ni l'ancien propriétaire qui n'a droit qu'au prix stipulé dans le contrat de vente, ni les créanciers chirographaires de l'ancien propriétaire, qui ne peuvent avoir plus de droits que leur auteur, *Bordeaux*, 27 févr. 1839; *Pont*, n. 1394.]

⁹ *V. Merlin*, *Rep.*, v° *Transcription*, § 6, n. 4, *Delvincourt*, 3, n. 373; *Grenier*, 2, n. 468 et s.; *Troplong*, n. 867 et s.; *Cass.*, 4 mai 1808; *Bordeaux*, 27 févr. 1829. L'indemnité à laquelle a droit le tiers détenteur évincé consiste dans la différence entre le prix d'acquisition et le prix d'adjudication.

¹⁰ *Discussion* sur l'art. 2188, *Delvincourt*, 3, p. 374; *Lyon*, 13 janv.

1836, S. V., 36, 2, 333. V. aussi § 825. [Il est certain que le tiers détenteur évincé doit être indemnisé des impenses et améliorations qu'il a faites sur l'immeuble. Mais à qui incombe la charge de cette indemnité? Ce n'est pas évidemment à l'adjudicataire qui achète l'immeuble pour un prix déterminé tel qu'il est, et qui ne peut rien devoir en sus de son prix, lequel prix s'applique aux améliorations comme au surplus de l'immeuble — *Contrà*, *Bordeaux*, 14 déc. 1843, S. V., 44, 2, 330. Ce n'est pas non plus au précédent propriétaire qui ne peut être responsable du fait de son acquéreur. Cette indemnité doit être plutôt à la charge des créanciers qui profitent de la plus-value que les impenses ou améliorations ont données à l'immeuble — *Pont*, n. 1397; *Orléans*, 19 juill. 1843, J. Pal. à sa date.]

¹¹ *V. Orléans*, 21 déc. 1832, S. V., 33, 2, 545.

¹² *Cass.*, 18 juin 1845; *Caen*, 17 juin 1823.

¹³ Sous la réserve du droit des créanciers de contester cette estimation, *Merlin*, *Rep.*, v° *Transcription*, § 6, n. 5; *Troplong*, n. 973.

hypothéqués, et le prix de chaque immeuble en particulier, qui se trouve grevé d'inscriptions particulières et séparées ¹⁴. Dans ce cas, chaque créancier en particulier n'est tenu de faire porter sa surenchère que sur l'immeuble ou sur les immeubles qui lui sont hypothéqués ¹⁵.

Il n'est également tenu que de faire porter sa surenchère sur les immeubles situés dans l'arrondissement où se fait la purge, à moins que les immeubles qui lui sont hypothéqués ne fassent partie d'une seule et même exploitation ¹⁶.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au cas où le contrat d'acquisition comprend en même temps un ou plusieurs immeubles et des meubles.

Le tiers détenteur dépossédé a d'ailleurs dans ces cas divers une action en indemnité contre son vendeur ¹⁷, à raison du préjudice que lui cause le partage ou le morcellement des biens acquis, art. 2192 combiné avec l'art. 2210.

§ 836. Règles spéciales à la purge des hypothèques dispensées d'inscription.

Lorsque l'immeuble aliéné est grevé du chef des anciens propriétaires d'hypothèques légales, appartenant à des mineurs, à des interdits ou à des femmes mariées, et que ces hypothèques ont été inscrites avant la transcription du contrat d'acquisition, l'acquéreur n'a d'autres formalités à remplir pour purger les hypothèques que les formalités de droit commun ¹. V. § 832. Mais si l'acquéreur ou tiers détenteur veut purger les hypothèques légales qui n'auraient pas été inscrites, la loi lui donne les moyens de contraindre les créanciers à qui appartiennent ces hypothèques et ceux qui sont chargés de la conservation de leurs droits, ainsi que les ayants droit de ces créanciers ², à les faire inscrire, et, faute d'inscription, d'affranchir l'immeuble, art. 2193.

A cette fin l'acquéreur est tenu de remplir les formalités suivantes ³ :

¹⁴ [C'est ce qu'on appelle faire une ventilation du prix.]

¹⁵ [V. sup., § 827, notes 6 et s.]

¹⁶ Arg. art. 2210; Persil, sur l'art. 2192, alin. 1 et 2.

¹⁷ V. aussi l'art. 1636, et Persil, sur l'art. 2192, alin. 3.

Troplong, n. 997; [Pont, n. 1402;] Cass., 21 août 1833, S. V., 33, 1, 612.

² Angers, 3 avr. 1835, S. V., 35, 2, 226.

³ Terrible, *Rép.*, v^o Transcription, § 7, n. 7; Persil, sur l'art. 2193, n. 1. Les formalités prescrites pour la purge doivent être suivies, même lorsque le mariage a été dissous et quand la tutelle a cessé. Avis du Conseil d'Etat du

1° Il doit déposer ⁴ au greffe du tribunal de première instance de la situation de l'immeuble une copie dûment collationnée de l'acte d'acquisition ⁵.

2° Il doit ensuite notifier ⁶, tant à la femme ⁷ ou au subrogé tuteur qu'au procureur impérial, l'acte de dépôt dressé par le greffier ⁸, en déclarant l'intention dans laquelle ce dépôt a été effectué.

3° Un extrait de l'acte d'acquisition, contenant la désignation exacte des parties, de l'immeuble et du prix, art. 2183, doit rester affiché pendant deux mois dans la salle d'audience du tri-

12 mai 1812. [Les formalités de purge légale dont il est ici question ne sont établies qu'en faveur des acquéreurs : les prêteurs de deniers ne peuvent en faire usage, soit pour arriver à connaître les hypothèques occultes qui grèvent les biens qui leur sont hypothéqués, soit pour arriver à libérer ces biens de ces hypothèques. Cependant, un mode particulier de purge a été établi en faveur des sociétés de crédit foncier par le décret du 28 févr. 1852, modifié par une loi postérieure du 10 juin 1853. V. *sup.*, § 832, note 2. — Le droit de purger appartient d'ailleurs à tout acquéreur, Cass., 21 déc. 1852. S. V., 53, 1, 41.]

* Il peut faire effectuer ce dépôt par qui bon lui semble; le ministère d'un avoué n'est pas nécessaire, Trib. d'Argentan, 5 mars 1835, S. V., 35, 2, 282. [Il est certain que le ministère des avoués n'est pas obligatoire en cette matière : ce n'est pas là un acte de postulation. Le dépôt peut donc être fait soit par la partie, soit par un mandataire quelconque, Cass., 31 mars 1840, S. V., 41, 1, 306; Limoges, 9 avr. 1845, S. V., 45, 2, 577. Mais il nous paraît également que le caractère public de l'avoué lui donne qualité pour faire ce dépôt et pour certifier les copies des actes déposés, sans qu'il ait besoin d'être pourvu d'un mandat spécial, Nîmes, 19 août 1857, S. V., 57, 2, 330. — *Contra*, Trib. de Saint-Yrieix, 13 févr. 1856, Dalloz, 56, 3, 17.]

* L'acte d'acquisition n'a pas besoin d'être préalablement transcrit, Tarrible, *vo* Transcription, § 2, n. 5; Persil et Delvincourt, sur l'art. 2194; Grenier, 1, n. 264; Troplong, n. 977. [Sur la forme du dépôt, V. Nîmes, 19 mai 1837, S. V., 57, 2, 330. — Sur les pièces dont la copie doit être déposée. V. Lyon, 19 nov. 1850, S. V., 51, 2, 484.]

* Pigeau, 2, p. 414; Tarrible,

vo Transcription, § 3, n. 4. *Quid*, si la femme ou le subrogé tuteur ou leurs ayants droit sont inconnus? V. l'avis du Conseil d'Etat des 9 mai-1^{er} juin 1807, et art. 643. [Aux termes de cet avis on remplace dans ce cas la notification par une insertion dans les journaux de la signification qui doit être faite au procureur impérial. Toutefois, il ne suffirait pas qu'il n'y eût pas de subrogé tuteur ou que le subrogé tuteur ne fût pas connu, si d'ailleurs le mineur était connu, pour qu'on dût se contenter d'accomplir les formalités prescrites par l'avis du Conseil d'Etat des 9 mai-1^{er} juin 1807. Dans ce cas l'acquéreur qui connaît le mineur doit provoquer la nomination d'un subrogé tuteur auquel il fera la notification prescrite par l'art. 2194, Besançon, 12 juill. 1837, S. V., 38, 2, 156; Rouen, 15 mars 1840, S. V., 40, 2, 258; Grenoble, 8 févr., 1842, S. V., 42, 2, 162; Limoges, 5 mai 1843, S. V., 43, 2, 510; Cass., 8 mai 1844, S. V., 44, 1, 412. V. cependant Grenoble, 20 août 1834, S. V., 36, 2, 390; et 29 nov. 1837, S. V., 38, 2, 158. — Dans tous les cas l'avis du Conseil d'Etat cesserait d'être applicable si l'acquéreur avait pu facilement connaître la femme et le subrogé tuteur, Troplong, n. 979. Il doit faire toutes les diligences nécessaires pour les connaître, Metz, 25 juin 1856, S. V., 58, 2, 53; Nîmes, 25 mai 1856, S. V., 57, 2, 609.]

⁷ Il ne suffit donc pas d'une signification faite au mari seul, Troplong, n. 978; Paris, 25 févr. 1819, [Lyon, 19 nov. 1850, S. V., 51, 2, 484.] Cependant, il n'est pas nécessaire que la notification soit remise à la femme en personne, Rouen, 15 févr. 1828; Cass., 14 juill. 1850, S. V., 31, 1, 54.

* Lettres des ministres de la justice et des finances des 24 vent. et 14 niv. an XIII.

bunal. Le greffier doit dresser acte de l'accomplissement de cette formalité ⁹.

Pendant ces deux mois ¹⁰ les hypothèques légales de la femme, du mineur ou de l'interdit, peuvent être inscrites ¹¹ sur l'immeuble par toute personne ayant qualité à cet effet. V. § 806. Si cette inscription n'a pas lieu, l'immeuble est affranchi des hypothèques qui le grevaient ¹², art. 2194 et 2195, alin. 1. Si, au contraire, inscription est prise, le tiers détenteur est tenu de remplir pour purger ces hypothèques les formalités de droit commun, exposées au paragraphe 832 ¹³. V. art. 2195, alin. 2 et 3.

⁹ V. la note qui précède.

¹⁰ A compter du jour auquel l'extrait a été affiché, à moins que la notification n'eût été faite que depuis l'affiche. — [Dans le cas prévu par le décret des 9 mai-1^{er} juin 1807, le délai de deux mois ne court que du jour de la publication dans les journaux, ou du jour de la délivrance par le procureur impérial d'un certificat constatant qu'il n'y a pas de journal dans le département. — Dans tous les cas le délai n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances, Pont, n. 1417; Grenoble, 8 mars 1855, S. V., 52, 2, 603.]

¹¹ Mais cette inscription n'a pas pour effet de fixer la date des hypothèques, art. 2135, non plus que de faire cesser la responsabilité du mari ou du tuteur, conformément aux art. 2135 et s., art. 2194.

¹² Sauf le droit des créanciers à hypothèque légale qui, par ce défaut d'inscription, ont perdu leur droit de suite sur l'immeuble, d'exercer encore leur droit de préférence sur le prix. [Cette question, très-controversée naguère, V. *sup.*, § 806, note 2, a été législativement résolue en ce sens par la loi du 21 mai 1858, art. 772. Toutefois, aux termes de l'art. 717 de la même loi, ce droit de préférence doit être exercé avant l'expiration du délai fixé par l'art. 754, dans le cas où l'ordre se règle judiciairement, et avant la clôture de l'ordre s'il se règle amiablement.]

¹³ Bien que l'art. 2195, alin. 2 et 3, semble décider expressément la question de savoir ce qui arrive, si les hypothèques légales sont inscrites dans le délai de deux mois, cependant, en l'examinant de plus près, on trouve que cet article laisse dans une incertitude complète le rapport entre la procédure spéciale des art. 2193 et s., et la procédure de droit commun des art. 2183 et s., et

qu'il ne s'explique même pas sur la marche à suivre avant de pouvoir faire application des règles contenues dans les alin. 2 et 3 de l'art. 2195. De là la diversité des opinions émises sur ce point par les commentateurs du Code. V. *Tarrible, Rép.*, v° *Transcription*, § 7; *Grenier*, 2, n. 457; *Pigeau*, 2, p. 413; *Persil et Delvincourt*, sur l'art. 2195; *Troplong*, n. 991 et s.; *Duranton*, 20, n. 413 et s. L'opinion adoptée dans le paragraphe se fonde sur le principe que l'inscription forcée des hypothèques légales doit être assimilée à leur inscription volontaire. Une fois inscrites, le régime est le même pour les unes et pour les autres. La discussion de cet article au Conseil d'État vient d'ailleurs à l'appui de cette opinion. Lorsque cet art. 2195 fut pour la première fois soumis au Conseil d'État, il ne comprenait que le premier alinéa. Si les deux autres alinéas n'y avaient pas été ajoutés, l'opinion ci-dessus adoptée ne serait sujette à aucun doute. Mais la délibération du Conseil d'État, de laquelle sortirent les alinéas 2 et 3, porta uniquement sur la manière dont on devait, sans préjudice du droit de purger un immeuble des hypothèques légales inscrites, régler l'exercice des droits des mineurs et des femmes mariées, question qui peut se présenter aussi quand il n'y pas eu lieu de recourir aux formalités de purge légale. V. § 835. — Il suit de ce qui précède que la notification de l'art. 2194 ne peut tenir lieu de celle qui est prescrite par l'art. 2183, Caen, 12 avr. 1826; [Orléans, 17 juill. 1829; Limoges, 9 août 1845, S. V., 45, 2, 577; Duranton, 20, n. 423. — *Contrà*, Metz, 14 juin 1837, S. V., 38, 2, 197; Paris, 16 déc. 1840, S. V., 41, 2, 89; Alger, 12 janv. 1854, S. V., 54, 2, 442; Paris, 26 nov. 1857, S. V., 58, 2, 93; Troplong, n. 995; Pont, n. 1419.]

APPENDICE

AU TITRE DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

DE LA TRANSCRIPTION*.

SOMMAIRE.

- § 837. — Généralités.
 § 838. — Historique de la transcription.
 § 839. — Comment s'opère la transcription.
 § 840. — Des effets juridiques de la transcription. — Actes susceptibles d'être transcrits.

§ 837. *Généralités.*

Un contrat d'aliénation suffit par lui-même, en l'absence de toute tradition ¹, pour transférer la propriété d'une chose d'une personne à une autre ; mais la translation de la propriété à l'égard du tiers est soumise à d'autres conditions. C'est ainsi qu'en ce qui touche les choses mobilières, on a vu *sup.*, § 345, note 1, que l'art. 1141 exige la tradition de la chose pour que l'acte d'aliénation soit opposable aux tiers. C'est ainsi encore, lorsqu'il s'agit de transférer la propriété des immeubles, et à raison des droits réels dont ils peuvent être grevés, que la transcription du titre d'acquisition est exigée d'une manière plus ou moins absolue, soit spécialement lorsqu'il s'agit de biens immeubles transmis par do-

* Les modifications que la loi du 23 mars 1855 a apportées à la matière de la transcription nous obligent à modifier ici le texte de Zachariæ et à nous écarter de la règle que nous nous sommes imposée jusqu'ici d'indiquer nos additions par un signe distinctif. Dans les

quatre paragraphes qui suivent, tout en conservant autant que possible le fond des idées de Zachariæ, nous avons dû y apporter les modifications rendues nécessaires par la législation nouvelle.

¹ V. *sup.*, § 345.

nation entre vifs ², art. 939 et s., soit d'une manière plus générale lorsqu'il s'agit de tout acte translatif de propriété de biens immeubles qu'on veut rendre opposable aux tiers qui auraient acquis sur les immeubles aliénés des droits du chef des anciens propriétaires. V. *inf.*, § 840.

La transcription consiste dans la copie textuelle à opérer par un officier public, sur un registre public tenu à cet effet, de l'acte d'acquisition de la propriété d'un immeuble ³.

§ 838. *Historique de la transcription.*

Avant la Révolution de 1789, la propriété des immeubles, tant dans les pays de droit écrit que dans la majeure partie des pays de coutume, s'acquerrait, comme en droit romain, par l'effet d'une convention suivie de la tradition de l'immeuble. Dans quelques pays de droit coutumier dits pays de nantissement, qui dépendaient des provinces septentrionales de la monarchie française, longtemps réunies aux Pays-Bas, on avait même continué à exiger pour transférer utilement la propriété des immeubles, *dominium civile*, une investiture donnée par l'autorité souveraine, *investituram allodiam*, qui devait être précédée d'une renonciation de l'ancien propriétaire. Cette investiture, qui est d'origine germanique, est encore aujourd'hui exigée dans plusieurs Etats d'Allemagne. A cette règle se rattachait dans les mêmes provinces un système particulier d'hypothèques, semblable à celui du nouveau droit ¹.

La loi du 11 brumaire an VII sur le régime hypothécaire, qui a précédé le Code Napoléon, avait érigé en principe de droit commun ce principe des pays de nantissement, qui paraissait avoir l'expérience en sa faveur, en substituant toutefois la transcription à l'investiture féodale ou au nantissement, de même qu'elle avait emprunté aux mêmes provinces le principe de la publicité des hypothèques. D'après cette loi, le second acheteur qui avait fait transcrire son titre d'acquisition avant le premier acheteur primait celui-ci; et, tant que l'acquéreur d'un immeuble n'avait pas fait transcrire son titre, les créanciers privilégiés et hypothécaires de l'ancien propriétaire pouvaient continuer de prendre inscription sur l'immeuble aliéné, et cet ancien propriétaire pouvait même, jusqu'à la transcription, grever l'immeuble de nouvelles hypothèques.

Telle était sur ce point la législation, lors de la rédaction du

¹ V. *sup.*, § 480.

² V. *sup.*, § 805.

³ V. Troplong, *De la transcription*, n. 3 et s.

Code. La section de législation du Conseil d'État, se ralliant au système de la loi du 11 brum. an VII, proposa un projet dans lequel se trouvaient les deux articles suivants :

ART. 91. Les actes translatifs de propriété, qui n'ont pas été transcrits, ne peuvent être opposés aux tiers qui auraient contracté avec le vendeur et qui se seraient conformés aux dispositions de la présente.

ART. 92. La simple transcription des titres translatifs de propriété sur le registre du conservateur ne purge pas les hypothèques et privilèges établis sur l'immeuble.

Ces deux articles reproduisaient, ainsi qu'un membre de la section le déclara expressément au sein du Conseil d'État, le système de la loi du 11 brumaire an VII, bien que l'art. 92 du projet ne fût pas facile à concilier avec l'art. 91. Mais après une longue discussion, il fut arrêté : « que la transcription ne transférerait pas à l'acheteur la propriété, lorsque le vendeur n'était pas propriétaire ; » ce qui était le rejet du principe même de la loi du 11 brum. an VII. En même temps ces articles furent renvoyés à la section pour une nouvelle rédaction. L'art. 91 du projet fut alors complètement supprimé, et on maintint l'art. 92, qui est devenu l'art. 2182 du Code, et qui paraissait suffisamment exprimer le sens de la résolution qui avait été prise. On se borna à faire à cet article une addition destinée à en préciser le sens. Il est donc à peu près hors de doute, bien que cela ait été contesté, que, d'après le Code, la propriété d'un immeuble est acquise par le seul effet de la convention, indépendamment de la transcription du titre. Il ne pouvait d'ailleurs y avoir de difficulté sérieuse que sur la question de savoir si les privilèges et hypothèques antérieurs à l'aliénation pouvaient encore être inscrits sur l'immeuble, même après l'aliénation qui en avait été faite, et jusqu'à la transcription du titre d'acquisition. Or, bien que, d'après le Code, cette question paraisse devoir être décidée en faveur de l'acquéreur, en ce sens qu'à partir de l'aliénation aucune inscription ne peut plus être prise sur l'immeuble aliéné à raison des privilèges et hypothèques provenant du chef de l'ancien propriétaire², cependant, le Code de procédure, art. 834, cédant à des raisons d'équité, avait décidé que ces privilèges et hypothèques pourraient encore être inscrits sur l'immeuble, même après l'aliénation, non-seulement jusqu'à la transcription du titre d'acquisition, mais encore pendant la quinzaine de la transcription.

² V. Troplong. *Des hyp.*, n. 894 et s. p. 481, et Comte, dans Sirey, 3, 1, V. cependant Jourdan, *Thémis*, 5, 244.

Aujourd'hui la loi du 23 mars 1855 sur la transcription, revenant au système de la loi du 11 brumaire an VII, fait de la transcription la condition de la transmission de la propriété à l'égard des tiers, et a, par conséquent, abrogé l'art. 834, Pr., dont la disposition est devenue sans objet, art. 6³.

§ 839. *Comment s'opère la transcription.*

La transcription doit être faite par le conservateur des hypothèques de l'arrondissement dans lequel est situé l'immeuble¹, art. 2181.

Les fonctions et les obligations du conservateur, relativement à la transcription des actes d'acquisition, sont, en général, les mêmes que celles qui sont relatives à l'inscription des hypothèques. V. art. 2196 et s., et *sup.*, § 808.

La transcription peut être requise par toutes personnes intéressées et par tout mandataire d'une personne intéressée², par exemple par le vendeur, par l'acheteur et par les créanciers du vendeur³. V. art. 2108. Cependant, la formalité de la transcription n'est obligatoire ni pour les uns ni pour les autres. La loi ne fixe aucun délai pour son accomplissement. V. cependant art. 2183, alin. 2⁴.

Les actes sous seing privé, comme les actes authentiques, sont susceptibles d'être transcrits.

La transcription ne peut être remplacée par aucune autre formalité.

Celui qui requiert la transcription doit remettre au conservateur des hypothèques l'original ou une copie dûment certifiée de l'acte d'acquisition. Le conservateur des hypothèques, de son côté, fait mention de cette remise sur son journal, où doivent être portées par lui, jour par jour, sous une même série de numéros, toutes les remises de pièces qui lui sont faites, soit pour la transcription du contrat d'acquisition, soit pour l'inscription des privilèges et hypothèques, et il donne au requérant, si celui-ci le demande, un certificat constatant la date de la remise et le numéro de la mention sur le livre journal. Ce certificat est rédigé sur papier timbré. La transcription elle-même doit être faite dans le plus bref délai

¹ V. *sup.*, § 808, note 7.

³ V. *sup.*, § 807, note 3. et § 813, note 2.

² V. *sup.*, § 805, note 1.

⁴ V. *sup.*, § 807, notes 1 et 2.

⁴ V. *sup.*, § 813, note 5. V. aussi Troplong, *Transcript.* n. 135.

possible, sur le registre à ce destiné, dans le même ordre et sous la même date ⁵.

Le conservateur des hypothèques ne peut refuser la transcription sous aucun prétexte ⁶, art. 2181, 2196 et 2203.

Les frais de la transcription sont à la charge de l'acquéreur, à moins de convention contraire. Mais, dans tous les cas, celui qui requiert la transcription en doit faire l'avance ⁷, art. 2155.

§ 840. *Des effets juridiques de la transcription. — Des actes soumis à la formalité de la transcription.*

Entre les parties et leurs ayants cause, la transmission de la propriété s'opère par le seul consentement, et par l'effet du contrat qui intervient entre celui qui transmet la propriété et celui à qui elle est transmise; et jusqu'à la loi du 23 mars 1855 sur la transcription, la propriété s'est transmise de la même manière à l'égard des tiers, pourvu que le consentement des parties fût constaté par un acte ayant date certaine opposable aux tiers. Mais depuis cette loi la translation de propriété ne s'accomplit à l'égard des tiers que par la transcription qui est nécessaire, non-seulement pour arrêter le cours des inscriptions, V. *sup.*, § 808, et comme moyen de purge, V. *sup.*, § 832, mais comme moyen d'acquérir la propriété; de telle sorte que jusqu'à la transcription, non-seulement les créanciers déjà nantis d'une hypothèque peuvent prendre inscription, mais que de plus l'ancien propriétaire que la transcription seule déponille de la propriété à l'égard des tiers peut encore grever l'immeuble d'hypothèques nouvelles, et même le vendre quoique l'ayant déjà vendu. En d'autres termes, à l'égard des tiers qui ont des droits sur l'immeuble, ce n'est pas à la date des contrats, mais à la date de leur transcription, que remonte la transmission de propriété; et entre deux acquéreurs successifs, c'est celui qui a le premier fait transcrire son contrat qui, vis-à-vis des tiers, est le véritable acquéreur, L. 23 mars 1855, art. 3.

Nous n'entrerons point ici, sur l'ensemble de la loi du 23 mars 1855, dans des détails qui sortiraient de notre sujet : nous avons d'ailleurs, dans le titre *Des privilèges et hypothèques*, examiné la plupart des questions qui s'y rattachent. V. notamment § 808 et 813. Nous nous bornerons à faire remarquer que d'après les art. 1 et 2 de cette loi la transcription est exigée, non-seulement pour tout acte entre vifs translatif de propriété immobilière ou de

⁵ V. *sup.*, § 813, note 2.

⁶ V. *sup.*, § 805.

⁷ Pont, n. 1067.

droits réels susceptibles d'hypothèque, mais encore pour tout acte portant renonciation à ces mêmes droits; pour tout jugement déclarant l'existence d'une convention verbale de la même nature; pour tout jugement d'adjudication autre que celui rendu sur licitation au profit d'un cohéritier ou d'un copartageant; pour tout acte constitutif d'antichrèse, de servitude, d'usage ou d'habitation; pour tout acte portant renonciation à ces mêmes droits; pour tout jugement qui en déclare l'existence en vertu d'une convention verbale; pour les baux d'une durée de plus de dix-huit années, et même pour tout acte ou jugement constatant, pour bail de moindre durée, quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années de loyers ou fermages non échus ¹.

¹ On peut consulter sur la transcription les nombreux ouvrages qui ont été publiés depuis la loi du 23 mars 1855, notamment le commentaire de M. Trolong sur cette loi, et le commentaire de M. Pont sur les *Priv. et hyp.*; l'*Explication de la loi du 23 mars 1855*, par MM. Rivière et Lefrançois; Les *Questions sur la Transcript.*, par MM. Rivière et Huguet; enfin le commentaire

de la même loi, inséré dans le tome 2, p. 534 à 561, du *Manuel théorique et pratique et formulaire du notariat*, par MM. Clerc, A. Dalloz et Ch. Vergé, etc. — V. aussi, indépendamment des renvois faits dans le cours des paragraphes qui précèdent, *sup.*, § 675, note 29; § 784, note 8; § 806, notes 5, 7 et 9, et § 813, note 2.

TITRE XIX.

DE L'EXPROPRIATION FORCÉE, ET DES ORDRES ENTRE LES CRÉANCIERS.

ARTICLES 2204 A 2218.

SOMMAIRE.

§ 841. — De l'expropriation forcée.

§ 842. — Du concours des créanciers ; de la distribution par contribution ; de l'ordre.

§ 841. *De l'expropriation forcée.*

De ce que les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers ¹, il résulte en premier lieu que les créanciers ont le droit de faire saisir les biens de leur débiteur. Cependant, nous n'avons à nous occuper ici que de la saisie immobilière et des dispositions du Code Nap. relatives à cette espèce de saisie. En effet, les règles et les formes auxquelles sont soumises les différentes espèces de saisie, selon les biens qu'elles ont pour objet, sont du ressort de la procédure et, par conséquent, ce n'est pas dans ce Code qu'elles doivent se trouver, mais dans le Code de procédure civile. V. art. 545 à 831, Pr.

La saisie immobilière ², dans le sens propre ou grammatical du mot, est l'acte de procédure par lequel un immeuble est mis sous la main de justice pour la garantie des droits d'un créancier chirographaire ou hypothécaire du propriétaire de cet immeuble. Mais dans un sens plus étendu et dans le sens juridique qui lui est donné ici, la saisie immobilière est l'ensemble des actes de pro-

¹ [V. *sup.*, § 271 et 272. V. aussi de 1789. Le Code de procédure appelle § 786.] l'expropriation forcée *saisie immobilière* ; l'ancienne dénomination était *saisie réelle*.

² L'expression *expropriation forcée* n'est en usage que depuis la Révolution

cédure par lesquels on poursuit la vente forcée d'un immeuble pour obtenir le paiement des dettes dont il est grevé, au moyen de la distribution entre les créanciers des sommes qui seront le produit de la vente ³.

Les poursuites de saisie immobilière doivent être portées devant le tribunal de première instance de l'arrondissement où est situé l'immeuble ⁴, arg. art. 2210, sauf toutefois les exceptions qui résultent du même article et de l'art. 2211.

Tous les immeubles susceptibles d'hypothèque, mais ces immeubles seulement, peuvent faire l'objet d'une saisie immobilière ⁵, art. 2204. V. aussi art. 2118.

Les créanciers ont le droit de faire saisir tout immeuble appartenant au débiteur ⁶. Mais si le débiteur n'est que copropriétaire d'un immeuble encore indivis ⁷, les créanciers personnels de ce débiteur ⁸, bien qu'ils puissent commencer la poursuite d'expropria-

³ Grenier, *Des hypothèques*, 2, n. 479; Tarrille, *Rép.*, v^o *Saisie immobilière*; [Carré et Chauveau, sur les art. 673 et s., Pr.] — Le débiteur ne peut renoncer d'avance à cette voie d'exécution *in casum moræ : est juris publici*; Favard, V. *Expropriation forcée*, § 1, n. 4, [pas plus qu'on ne peut déclarer des biens absolument insaisissables. V. sup., § 464, note 12.]

⁴ Tarrille, v^o *Expropriation forcée*, § 4; Pigeau, 2, p. 203. [V. inf., note 17.]

⁵ Ainsi, les immeubles seuls avec leurs accessoires, et aussi l'usufruit des immeubles, peuvent former l'objet d'une saisie immobilière. [En d'autres termes, les immeubles susceptibles d'hypothèques sont seuls susceptibles de saisie immobilière, Pont, *Expropriation forcée*, n. 3.] V. sup., § 788, Delvincourt, 3, p. 178; Tarrille, v^o *Expropriation forcée*, § 3. Ainsi, on ne peut saisir les actions immobilières, Delvincourt, loc. cit. — *Contra*, Pigeau, 2, p. 194, et Duranton, 21, n. 7. — On ne peut saisir non plus l'accessoire d'un immeuble pris distinctement ou qui a cessé d'en être un accessoire, Duranton, 2, n. 6 et 11. V. Pr., art. 592, alin. 1; ni les servitudes, Duranton, 21, n. 5. Des lois spéciales permettent la vente par expropriation forcée des actions de la Banque de France, décret du 16 janvier 1808, art. 7, des actions de la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, décret du 16 mars 1810; [et des mines considérées séparément du fonds dans lequel elles se trouvent, L. 21 avr. 1810, art. 8, 16, 20 et 21.]

⁶ Les immeubles faisant partie d'un majorat ne pouvaient être saisis, décret du 1^{er} mars 1808, art. 40. [Mais cette saisie est aujourd'hui permise par la loi du 7 mai 1849, abolitive des majorats, art. 5.] — On peut saisir une emphytéose, Duranton, 21, n. 5. [V. sup., § 788.] *Quid*, si un immeuble a été déclaré insaisissable par le donateur ou testateur? V. Favard, § 2, n. 3, qui pense que la saisie doit néanmoins avoir lieu. [V. sup., note 3.]

⁷ C'est-à-dire d'un immeuble dont il n'y a eu aucun partage, ni définitif, ni provisionnel, Colmar, 13 juin 1831, S. V., 31, 312. V. art. 840.

⁸ Par créanciers personnels d'un cohéritier, l'art. 2205 entend les créanciers d'un cohéritier, qui n'étaient point créanciers du défunt et qui ne sont, par conséquent, pas créanciers de tous les cohéritiers. Mais si le défunt n'avait lui-même qu'un droit indivis de copropriété sur l'immeuble, la disposition de cet article devrait néanmoins s'appliquer aux créanciers du défunt, si toutefois on l'applique aux copropriétaires en général. V. § 279. [Il est certain que l'art. 2205 s'applique à tous les cas d'indivision, à titre universel, soit qu'il s'agisse d'une succession, soit qu'il s'agisse d'une communauté, arg. art. 1476 et 1782. On a même décidé qu'il s'applique à l'indivision à titre particulier. V. Metz, 18 janv. 1818, et Bordeaux, 7 janv. 1840, S. V., 40, 2, 524. Cependant, la question est controversée. V. Metz, 12 juill. 1892; Lyon, 14 févr. 1839, S. V., 40, 2, 524; et Pont, n. 9.]

tion ⁹, ne peuvent cependant la mettre à fin et faire procéder à la mise en vente de l'immeuble qu'après avoir provoqué et obtenu le partage ¹⁰ de l'hérédité ou des immeubles indivis ¹¹. La nullité résultant de cette indivision peut être opposée non-seulement par les cohéritiers, mais encore par le débiteur lui-même ¹², art. 2208. V. art. 882 et *sup.*, § 279.

Le créancier qui n'a de privilège ou d'hypothèque ¹³ que sur un ou plusieurs immeubles du débiteur ne peut poursuivre l'expropriation des immeubles sur lesquels il n'a ni privilège ni hypothèque, à moins qu'il ne puisse établir que les immeubles qui lui sont hypothéqués ne suffisent point au paiement de sa créance ¹⁴, art. 2209; ou bien encore, à moins que l'acte constitutif d'hypothèque ne déclare lui-même l'insuffisance de l'immeuble ¹⁵.

Lorsque le créancier, conformément à ce qui vient d'être dit, a le droit de faire pratiquer une saisie sur plusieurs immeubles, il peut, à son gré, les saisir tous à la fois ou successivement ¹⁶.

Cependant, si les immeubles du débiteur sont situés dans différents arrondissements, ils ne pourront être mis aux enchères que successivement, à moins qu'ils ne fassent partie d'une même

⁹ Jusqu'où peut être conduite la poursuite? La question est controversée. L'opinion la mieux fondée paraît être celle qui ne permet pas aux créanciers d'aller au delà du commandement préalable dont il est question à l'art. 673, Pr., Duranton, 21, n. 14; Cass., 3 juill. 1826; et Poitiers, 20 août 1835. [Il suit de là, et c'est l'opinion qui doit être suivie, que l'indivision qui ne fait pas obstacle à ce que le débiteur soit mis en demeure par un commandement ne permet pas qu'il soit procédé à la saisie tant qu'il n'y a pas eu partage : quand l'art. 2205 défend la mise en vente, il défend par cela même la procédure pour y parvenir, Pau, 10 déc. 1852, S. V., 33, 2, 240; Riom, 20 mai 1843, S. V., 44, 2, 243; Pont, n. 7.]

¹⁰ Même dans le cas de l'art. 815, Duranton, 7, n. 84. [C'est-à-dire même dans le cas où le débiteur aurait renoncé à demander le partage dans un certain délai.]

¹¹ Si toute la succession est encore indivise, c'est le partage de la succession qu'il y a lieu de provoquer, [et non seulement le partage des immeubles qu'on se propose de faire saisir.] Pau, 16 mars 1851, S. V., 51, 2, 308; et Cass., 16 févr. 1833, S. V., 33, 1, 87.

¹² [Besançon, 21 juin 1810; Nîmes, 10 févr. 1823;] Lyon, 9 janv. 1833, S. V., 33, 2, 381. — [Contr., Agen, 9 janv. 1812; Paris, 23 août 1816.]

¹³ L'art. 2209 ne parle, il est vrai, que de biens hypothéqués; mais il paraît devoir également s'appliquer aux privilèges, Delvincourt, sur l'art. 2209; [Pont, n. 20.]

¹⁴ C'est au créancier à faire la preuve; cela résulte de la rédaction de l'art. 2209, [Toulouse, 26 juill. 1834, S. V., 35, 2, 232.] V. cependant Cass., 7 oct. 1807; [27 juin 1827 et 6 févr. 1843, S. V., 43, 1, 414.] V. aussi Duranton, 21, n. 24; [et Pont, n. 19.] — Pour déterminer la valeur des immeubles hypothéqués, on peut prendre la base indiquée par la loi du 14 novembre 1808, Delvincourt, sur l'art. 2209; Tarrible, *Rép.*, *vo Saisie immobilière*, § 3, n. 5. [La loi ne prescrit d'ailleurs aucun mode particulier d'estimation.]

¹⁵ Cass., 17 juin 1827. V. aussi Toulouse, 26 juill. 1834, S. V., 35, 2, 271.

¹⁶ La loi ne s'explique pas sur la question de savoir si le créancier ou le débiteur peuvent demander que les immeubles saisis soient vendus divisément ou en bloc : c'est un point remis à l'appréciation des tribunaux, Grenier, 2, n. 480; Cass., 7 oct. 1807.

exploitation, ou que leur valeur totale ne soit inférieure au montant des créances inscrites sur ces immeubles au profit du créancier saisissant et des autres créanciers. Dans le premier cas la vente est poursuivie devant le tribunal dans le ressort duquel est situé le chef-lieu de l'exploitation ou, à défaut du chef-lieu de l'exploitation, l'immeuble qui a le plus grand revenu. On présente à cet effet requête au président du tribunal du domicile du défendeur ¹⁷, art. 2210; L. 14 nov. 1808.

Si les immeubles hypothéqués et les immeubles non hypothéqués, art. 2209, ou si les immeubles situés dans des arrondissements différents, art. 2210, font partie d'une seule et même exploitation, le débiteur, bien que le créancier ne le puisse ou ne le veuille, peut demander que la vente soit poursuivie pour le tout. Dans ce cas, le prix de chaque immeuble en particulier est déterminé, s'il y a lieu, c'est-à-dire s'il y a lieu d'en faire la répartition entre des créanciers ayant des droits distincts sur chaque immeuble ¹⁸, par ventilation du prix total ¹⁹, art. 2211.

Si la valeur des immeubles saisis excède considérablement le montant de la créance, le débiteur peut demander qu'une partie seulement de ces immeubles soit mise en vente ²⁰; arg. art. 2209 et 2212.

La saisie immobilière peut être pratiquée pour toute espèce de créances, quels qu'en soient le créancier ²¹, le montant ²², ou la nature, et sans distinction entre les créances hypothécaires et les créances chirographaires ²³. Cependant, il faut que la créance soit certaine, liquide et exigible ²⁴. Toutefois, lorsqu'il ne manque à

¹⁷ [Sur cette requête, le président autorise, s'il y a lieu, le saisissant à poursuivre la vente simultanée des biens situés dans des arrondissements différents, L. 14 nov. 1808, art. 3.]

¹⁸ Duranton, 21, n. 28. [Ou quand il y a concours des hypothèques spéciales avec des hypothèques générales.]

¹⁹ Les art. 2209 et 2210 déterminent le droit du créancier, l'art. 2211 le droit du débiteur. L'extension donnée à l'art. 2210 par la loi du 14 nov. 1808 a pour but d'éviter des longueurs et des frais. V. Tarrille et Grenier, *loc. cit.* — La ventilation peut être demandée jusqu'à la clôture de l'ordre. V. Nîmes, 26 juill. 1825, et Toulouse, 19 févr. 1827.

²⁰ *Le Praticien français*, 4, p. 315.

²¹ Un étranger peut pratiquer une saisie immobilière, sans être obligé de fournir une caution *judicatum solvi*. *Praticien français*, 4, p. 317. [V. *sup.*, § 60, note 16.]

²² D'après l'ancienne pratique, il fallait que la créance atteignît 200 livres au moins, [Pigeau, 2, p. 210. Mais cette pratique a été abrogée par le Code, Duranton, 21, n. 29; Pont, n. 61.] V. cependant Delvincourt, 5, p. 179, [et Colmar, 8 mars 1822.]

²³ [En effet, le droit de saisir n'est pas attaché à l'hypothèque, mais à la créance. V. Nancy, 9 juill. 1834, S. V., 34, 2, 625; Grenier, 2, n. 478; Chauveau sur Carré, n. 2198.]

²⁴ Ainsi, par exemple, on ne peut saisir avant l'échéance de la dette ou avant l'accomplissement de la condition, s'il s'agit d'une obligation conditionnelle, Tarrille, *vo Expropriation forcée*, § 1; Delvincourt, sur l'art. 2213; Pigeau, 2, p. 43; Duranton, 21, n. 41 et s.; Cass., 19 therm. an XII; 26 mai 1807; 7 oct. 1807; Bruxelles, 5 déc. 1811; Cass., 21 mars 1827.

une créance, pour être liquide, que d'être évaluée en argent, la saisie n'en pourra pas moins être opérée, mais l'adjudication ne peut en être faite qu'après la liquidation, art. 2213; Pr., art. 551.

La saisie immobilière ne peut être faite qu'en vertu d'un acte authentique²⁵ et exécutoire²⁶, art. 2213; Pr., art. 551. V. cependant Com., art. 528, 532, 564 et s.

La saisie peut avoir lieu en vertu d'un jugement provisoire, Pr., art. 134, 135, ou définitif, déclaré exécutoire nonobstant appel. V. Pr., art. 450. Mais l'adjudication²⁷ ne peut avoir lieu qu'après un jugement définitif, en dernier ressort ou passé en force de chose jugée²⁸, art. 2215, alin. 1. Les jugements par défaut ne peuvent être mis à exécution par la voie de la saisie immobilière qu'à l'expiration du délai d'opposition²⁹, art. 2215, § 2. V. Pr., art. 450; à moins que ces jugements n'aient été déclarés exécutoires par provision³⁰.

Le cessionnaire d'un créancier ne peut pratiquer une saisie immobilière avant la signification de la cession au débiteur ou son acceptation par ce dernier, lors même que la créance cédée reposerait sur un titre exécutoire³¹, art. 2214. V. aussi art. 1690.

Une saisie immobilière peut être poursuivie contre tout débiteur, même contre celui qui n'a pas la capacité d'aliéner ses biens³², pourvu qu'il soit propriétaire de l'immeuble³³. Elle peut être également poursuivie contre le tiers détenteur d'un immeuble par tout créancier ayant hypothèque sur cet immeuble. V. art. 2166 et s.

En général, la poursuite doit être dirigée contre le débiteur ou contre le tiers détenteur, et contre lui seul. Mais en certaines circonstances, elle peut être dirigée en même temps ou exclusi-

²⁵ [Sur ce qu'on doit entendre par titre authentique. V. *sup.*, § 589.] Un acte sous seing privé, reconnu par acte authentique et exécutoire, doit être assimilé à un acte authentique. Nîmes, 5 août 1812. [V. *sup.*; § 589, note 1, et § 583, note 3.]

²⁶ Liège, 28 nov. 1806; Lyon, 27 nov. 1811; Bruxelles, 30 janv. 1813; Bordeaux, 15 janv. 1828; Nancy, 9 juill. 1834, S. V., 34, 2, 625. V. aussi Grenier, 2, n. 482.

²⁷ Limoges, 5 juill. 1826; Cass., 22 déc. 1828.

²⁸ Cass., 7 août 1811.

²⁹ Pigeau, 2, p. 192; Grenier, 2, n. 484; Duranton, 21, n. 45 et s.; Cass., 12 nov. 1806.

³⁰ Delvincourt, sur l'art. 2215.

³¹ Tarrible, *vo Saisie immobilière*, § 5, n. 2; Grenier, 2, n. 483. Le commandement préalable à la saisie, art. 2217, peut être joint à la signification de la cession, Duranton, 2, n. 49; Nîmes, 2 juill. 1808. V. cependant art. 877 et Delvincourt, sur l'art. 2214. — Il n'est pas nécessaire que la cession soit faite par acte authentique, Pau, 25 janv. 1832, S. V., 34, 2, 316; [Bourges, 17 avr. 1836, S. V., 39, 2, 449; Cass., 16 nov. 1840, S. V., 40, 1, 961; Persil, *Quest.*, 2, p. 180; Pont, n. 58. — *Contrà*, Tarrible, *Rep.*, *vo Saisie imm.* § 5, n. 2. V. aussi Grenier, 2, n. 483.]

³² Tarrible, *Rep.*, *vo Saisie immobilière*, § 1.

³³ V., sur le cas d'une aliénation simulée, Merlin, *Quest.*, *vo Expropriation forcée*, § 2.

vement contre celui qui a le droit et le devoir de représenter le débiteur ou de l'assister ³⁴. Ainsi, lorsqu'une saisie immobilière est pratiquée, à raison d'une dette du mari ou d'une dette de la femme tombant dans la communauté³⁵, sur des immeubles appartenant à la communauté, la poursuite doit être dirigée contre le mari seul. Mais lorsque la saisie d'un immeuble appartenant à la femme, et qui n'est pas tombé dans la communauté, est poursuivie en raison d'une dette de la femme, la poursuite doit être dirigée contre le mari et contre la femme ³⁶, art. 2208.

Toute poursuite de saisie immobilière, dont les formes sont d'ailleurs réglées par le Code de procédure, art. 673 et s., auquel renvoie le Code civil, doit être précédée d'un commandement, que le créancier est tenu de faire signifier par huissier au débiteur ³⁷, soit à personne, soit à domicile ³⁸, art. 2217. Si, sur ce commandement, le débiteur peut établir par baux authentiques que le revenu libre et net de son immeuble, pendant un an, suffit au paiement de la dette, y compris les intérêts et les frais, et s'il offre en même temps de déléguer ce revenu au créancier, la poursuite peut être suspendue par le juge, sauf à être reprise s'il survient une opposition ou quelque autre obstacle au paiement ³⁹, art. 2212. Mais le débiteur ne peut demander qu'il soit sursis à la poursuite, jusqu'à ce que le créancier ait préalablement discuté son mobilier ⁴⁰, arg. art. 2206. Cependant, les immeubles appartenant à un mineur, même émancipé, ou à un interdit, ne peuvent être mis en vente qu'après la discussion de son mobilier ⁴¹, art. 2206, à moins que les immeubles ne soient possédés

³⁴ Tarrible, *vo Saisie immobilière*, § 2; Pigeau, 2, p. 14; Grenier, 2, n. 474.

³⁵ Lors même que la dette aurait été contractée avant le mariage, Duranton, 21, n. 37.

³⁶ V. sur l'art. 2208, ainsi que sur la question de savoir contre qui doit être poursuivie la vente des immeubles de la femme lorsqu'il n'y a pas communauté de biens entre les époux, Delvincourt, sur l'art. 2208; Grenier, 2, n. 477; Duranton, 21, n. 37; Aix, 27 avr. 1809. [V. aussi Pont, n. 36 et s.]

³⁷ Il n'est pas nécessaire de signifier ce commandement à l'ancien propriétaire qui n'est pas personnellement tenu de la dette, Cass., 17 janv. 1816.

³⁸ Au domicile réel ou au domicile élu, Merlin, *Rép.*, *vo Domicile*, § 2; Cass., 5 févr. 1811; Bordeaux, 11 avr. 1810; Bourges, 27 juin 1823.

³⁹ C'est au juge à apprécier si la poursuite doit être suspendue. V. art. 1244.

— S'il survient un obstacle, la procédure doit être reprise au point où elle a été suspendue, Tarrible, *Rép.*, *vo Saisie immobilière*, § 5, n. 1; Grenier, 2, n. 481.

— L'art. 2212 est-il applicable lorsque la saisie porte sur l'usufruit d'un bien-fonds? Il faut, pour que cet article soit applicable, que les loyers ou fermages déjà échus suffisent au paiement de la dette. V. Proudhon, *Usufruit*, 1, n. 21.

— Sur les oppositions qui peuvent être formées au paiement, V. Delvincourt, sur l'art. 2212, et plus haut §§ 566 et 690.

⁴⁰ Grenier, 2, n. 279.

⁴¹ L. 5, § 9, Dig., *De rebus eorum qui sub tut.*, Tarrible, *Rép.*, *vo Saisie immobilière*, § 5, n. 1; Grenier, 2, n. 476.

par indivis entre un mineur ou interdit et un majeur, et ou que la dette ne leur soit commune ⁴², ou que la poursuite n'ait d'abord été dirigée contre un majeur ⁴³, art. 2207.

Du reste, une saisie immobilière ne peut être déclarée nulle sous prétexte qu'elle aurait été pratiquée pour une somme supérieure au montant réel de la dette ⁴⁴, art. 2216.

§ 842. *Du concours des créanciers ; de la distribution par contribution ; de l'ordre.*

De ce que tous les créanciers d'un débiteur ont un droit égal sur ses biens, sous la réserve des droits de privilège et d'hypothèque, il résulte en second lieu que si le produit de la vente de ses biens ne suffit pour les payer intégralement, ce produit doit être partagé entre les créanciers, au marc le franc de leurs créances, à moins que quelques-uns d'entre eux ne puissent invoquer un droit de privilège ou d'hypothèque, art. 2093. V. art. 2218.

Celui dont le passif surpasse l'actif et qui ne peut satisfaire tous ses créanciers est en état de déconfiture. L'état de déconfiture d'une personne est juridiquement constaté par la saisie de ses biens à la requête de ses créanciers, et par l'insuffisance de ces biens pour payer les dettes, insuffisance constatée par la procédure suivie pour en faire la répartition ¹.

Le commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite, Comm., art. 437. L'état de faillite entraîne des conséquences juridiques particulières, qui ne sont pas applicables à l'état de déconfiture ².

Les biens d'un débiteur en déconfiture forment deux masses distinctes : la masse mobilière et la masse immobilière. Et, bien que les mêmes créanciers puissent exercer leurs droits dans les deux masses, cependant la procédure ainsi que le mode de distribution diffèrent selon qu'il s'agit de la répartition du prix des meubles ou de la distribution du prix des immeubles : la masse

⁴² *Sive pro rata, sive in solidum.* La loi ne distingue pas si l'immeuble est facile ou difficile à partager. V. cependant Delvincourt, sur l'art. 2207.

⁴³ V. Duranton, 21, n. 22.

⁴⁴ A la différence du droit romain, le droit français n'attache aucune peine à la *plus petitio*, Maleville, sur l'art. 2216 ; [Pont, n. 61.]

¹ V. sur les effets légaux de la déconfiture les art. 1188, 1276, 1446, 1613, 1865, 1913, 2003, 2032.

² [Il y a entre la déconfiture et la faillite cette différence que la déconfiture n'existe qu'autant que l'actif du débiteur est inférieur à son passif, tandis qu'il y a faillite par cela seul que le débiteur commerçant cesse ses paiements, lors même que son actif serait supérieur à son passif.]

mobilière se répartit par voie de distribution par contribution ; la masse immobilière par voie d'ordre.

Dans la distribution du prix des meubles, il faut distinguer entre les créanciers privilégiés et les créanciers chirographaires. Les premiers sont colloqués suivant le rang de leurs privilèges, conformément aux règles établies dans les paragraphes 827 et 828, et ce qui reste libre, après la collocation des privilèges, est distribué entre les seconds par contribution et au marc le franc de leurs créances.

Dans la distribution du produit de la vente des immeubles, il faut distinguer entre les créanciers privilégiés, les créanciers hypothécaires et les créanciers chirographaires. Les créanciers privilégiés et les créanciers hypothécaires sont colloqués : les premiers dans l'ordre de leurs privilèges, les seconds dans l'ordre de leurs hypothèques. Quant aux créanciers chirographaires, ils sont payés au marc le franc sur l'excédant qui, s'il en reste, est réuni à la masse mobilière.

Pour composer la masse mobilière et la masse immobilière, il faut d'abord en retrancher les biens dont un tiers serait fondé à demander la distraction en qualité de propriétaire.

TITRE XX.**DE LA PRESCRIPTION.**

ARTICLES 2219 A 2281.

SOMMAIRE.

§ 843. — Définitions et notions générales.

**CHAPITRE I. — DISPOSITIONS COMMUNES A LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE
OU USUCAPION, ET A LA PRESCRIPTION EXTINCTIVE OU LIBÉRATOIRE.**

§ 844. — Des personnes qui peuvent prescrire.

§ 845. — Des personnes contre lesquelles on peut prescrire.

§ 846. — Conditions de la prescription. — Du temps requis pour prescrire.

§ 847. — Suite. — De l'interruption de la prescription.

§ 848. — Suite. — De la règle : *Contra agere non valentem non currit præscriptio.*

**CHAPITRE II. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'USUCAPION
OU A LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE.**

§ 849. — Quelles choses peuvent faire l'objet de l'usucapion. — De la règle :
En fait de meubles, la possession vaut titre.

§ 850. — Conditions de l'usucapion. — Ses différentes espèces.

§ 851. — Des caractères légaux de la possession nécessaire pour prescrire.

§ 852. — Des effets juridiques de l'usucapion.

§ 853. — De l'usucapion par trente ans.

§ 854. — De l'usucapion par dix à vingt ans.

**CHAPITRE III. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A LA PRESCRIPTION EXTINCTIVE
OU LIBÉRATOIRE.**

§ 855. — Définition de la prescription libératoire.

§ 856. — Des actions susceptibles d'être prescrites.

§ 857. — Des conditions générales de la prescription.

§ 858. — Du temps requis pour prescrire. — De la prescription ordinaire.

§ 859. — Suite. — Des prescriptions extraordinaires.

§ 860. — Des effets juridiques de la prescription.

§ 861. — De la renonciation à la prescription.

§ 843. Définitions et notions générales.

La prescription, dans le sens le plus étendu de ce mot, est à la fois un moyen tantôt de consolider, à l'expiration d'un temps déterminé, la propriété d'une chose acquise, et cela par l'effet d'une possession revêtue des caractères légaux, tantôt de s'affranchir de l'exécution d'une obligation, par cela seul que l'accomplissement n'en a pas été demandé en justice dans le temps déterminé par la loi ¹, art. 2219.

En ce sens, la prescription comprend : 1° l'usucapion, c'est-à-dire la consolidation soit d'un droit de propriété acquis sur une chose susceptible jusqu'alors de revendication, soit d'un droit de servitude, au moyen d'une possession légitime continuée pendant un certain temps ²; et 2° la prescription proprement dite,

¹ Troplong, *De la prescription*, n. 24. [Cette définition de la prescription donnée par le Code, et paraphrasée ci-dessus, est empruntée à Domat. Critiquée par certains auteurs, V. Troplong, *loc. cit.*; défendue par d'autres, V. Duranton, 21, n. 104, elle laisse indécise la question de savoir sur quelles bases, dans l'esprit du législateur, la prescription est fondée. V. Dalloz, *vo Prescription*, n. 1. Le tort des rédacteurs du Code a été de vouloir comprendre dans une même définition deux choses distinctes, la prescription à fin d'acquérir et la prescription à fin de se libérer, de même que les deux choses étaient comprises sous une même dénomination. Quoi qu'il en soit, pour les uns la prescription est basée sur la présomption de perte des titres qui pourraient établir le juste droit du possesseur actuel ou la libération du débiteur contre lequel une action tardive est dirigée. D'autres aiment mieux présumer une renonciation à un droit, une libéralité tacite que l'ancien propriétaire renonçant ou le créancier ne peut être admis à rétracter après un long temps. D'autres, enfin, ne voient dans la prescription qu'un déni de justice justifié par l'intérêt qu'il y a

à ce que la propriété ne demeure pas éternellement incertaine]: *Ne quarumdam rerum diu et fere semper incerta dominia essent*, L. 4, Dig., *De usucap. et usurp.* Peut-être la prescription peut-elle mieux s'expliquer par l'idée suivante : le législateur peut déterminer la forme des actes ou les faits auxquels il reconnaît une autorité. C'est ainsi que l'art. 1715 ne permet pas d'admettre la preuve par témoins d'un bail sans écrit, quel qu'en soit le taux, quand il n'y a pas eu commencement d'exécution. Or, quand la loi fixe un temps au delà duquel un propriétaire ne pourra plus revendiquer son immeuble ou un créancier négligent réclamer sa créance, elle ne fait rien autre chose que déterminer les conditions auxquelles elle subordonne l'autorité d'un titre de propriété ou de créance et hors desquelles ce titre est légalement suspect. V. Pothier, coutume d'Orléans, *Intr. aux prescript.*, n. 1 et 30; Troplong, n. 1 et 15.]

² L'usucapion n'est pas par elle-même une manière d'acquérir; car elle repose sur la présomption d'une acquisition antérieure. C'est une *adjectio domini*, L. 3, Dig., *De usucap. et usurp.*; elle rend valable d'une manière absolue

c'est-à-dire l'exception qui peut être opposée à une action, sur le motif qu'elle n'a été intentée qu'après l'expiration d'un certain temps.

Dans le premier cas, la prescription prend aussi la dénomination de prescription acquisitive, *præscriptio acquisitiva*, et dans le second de prescription extinctive, *præscriptio extinctiva*.

Elles diffèrent essentiellement l'une de l'autre. Ainsi, l'usucapion n'a pour objet que le droit de propriété sur les choses et les servitudes, tandis que toutes les actions en général, même personnelles, sont sujettes à la prescription. De même, par l'usucapion, une acquisition faite est consolidée définitivement, tant activement que passivement : *usucapio prodest tam ad agendum quam ad excipiendum* ; tandis qu'au contraire la prescription n'est qu'un moyen de défense, une simple exception³. Enfin, le fondement juridique de l'usucapion est dans l'intérêt qu'il y a à garantir la propriété sur les choses ; et le fondement juridique de la prescription, dans l'intérêt qu'il y a à préserver les patrimoines du danger des réclamations tardives⁴. Néanmoins, le Code civil, obéissant à l'autorité du droit romain de Justinien, qu'il suit en général dans cette matière, ne les a pas distinguées l'une de l'autre⁵. Ici nous traiterons distinctement de la prescription acquisitive et de la prescription extinctive, après avoir d'abord exposé les règles communes à l'une et à l'autre.

une acquisition réelle ou présumée qui n'était valable que relativement. Il suit de là qu'elle a un effet rétroactif. V. Troplong, n. 826. — Toute acquisition peut avoir besoin d'être complétée par l'usucapion pour avoir une valeur définitive ; car un propriétaire plus ancien peut toujours se présenter. Il n'y a même réellement qu'une seule preuve de la propriété, c'est celle qui s'administre par la preuve de l'usucapion. V. cependant art. 2279. [C'est donc à tort qu'on a considéré quelquefois l'usucapion comme ne constituant pour le possesseur actuel que la matière d'une exception. L'accomplissement de la prescription acquisitive confère la plénitude du droit de propriété, Troplong, n. 28 et 56. Elle équivaut à un titre express, car elle le suppose et elle en est le complément rigoureusement nécessaire.]

³ Cette différence essentielle entre le caractère de la prescription acquisitive et celui de la prescription libératoire est d'autant plus remarquable que l'art. 1234 range la prescription parmi les

moyens de se libérer, quoique ce ne soit qu'une exception, tandis que l'art. 711 ne range pas l'usucapion parmi les moyens d'acquérir, quoique l'usucapion rende pleinement propriétaire, ainsi que nous venons de le voir.

⁴ Pothier, *Oblig.*, n. 654 et 683 ; Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 1. [En d'autres termes, la prescription libératoire, étant une exception, permet de repousser des demandes qui affecteraient la fortune du défendeur, mais ne peut autoriser celui-ci à agir.]

⁵ Ce défaut de distinction a donné lieu à de nombreuses difficultés sur le sens et l'application de certains articles. V. art. 2229, et Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 5, art. 3, n. 1. V. aussi l'art. 2257. [Une autre différence entre les deux sortes de prescription, c'est que pour se prévaloir de l'usucapion, il faut la possession et ordinairement un titre, tandis que pour se prévaloir de la prescription libératoire, il suffit de pouvoir invoquer un certain laps de temps écoulé sans réclamation.]

Il ne faut pas d'ailleurs confondre la péremption d'un délai ou la déchéance ⁶. Le délai est la période de temps pendant laquelle on peut et on doit exercer un droit, à peine de n'en pouvoir plus faire usage ultérieurement. Il est fixé ou par la loi, V. art. 2185, ou par un contrat, V. art. 1660, ou par le juge ⁷, art. 1148. Or, il y a entre la déchéance ou la péremption et la prescription les différences suivantes :

1° Le délai court indistinctement contre toute personne. Il court même à l'égard des personnes contre lesquelles, d'après l'art. 2252, la prescription ne peut courir ⁸.

2° La déchéance d'un délai est encourue ordinairement de plein droit, *ipso jure* ⁹, tandis que le juge ne peut s'arrêter à l'exception de prescription que si elle est proposée par la partie ¹⁰, art. 2223.

3° On peut toujours renoncer à la prescription acquise, art. 2220. Il y a, au contraire, des cas où la déchéance produit ses effets, même malgré la renonciation de la partie à qui elle profite ¹¹. Mais sauf ces différences, les principes qui régissent la prescription peuvent être appliqués à la péremption ¹².

Il faut se garder aussi de confondre la prescription avec la perte d'un droit par le non-usage ¹³, *per non usum*. En thèse générale, aucun droit ne se perd uniquement par le non-usage ¹⁴; car l'idée d'un droit comprend implicitement la faculté de ne point faire usage de ce droit. V. art. 656, 661 et 663.

⁶ La péremption d'instance résultant de la négligence du demandeur est un exemple de cette déchéance, Pr., art. 397 et s.; Troplong, n. 47 et s.—Le Code Napoléon lui-même semble avoir quelquefois perdu de vue cette différence. V. art. 880. [La péremption d'instance a cela de commun avec la prescription qu'on ne peut y renoncer à l'avance; mais elle en diffère en ce que, ne s'appliquant qu'aux actes de procédure, elle laisse subsister l'action, tandis que la prescription autorise à repousser l'action définitivement.]

⁷ Cette distinction n'est pas toujours observée, Duranton, 21, n. 290 et s.

⁸ Vazeille, n. 258 et s.; Troplong, n. 1038.

⁹ Troplong, n. 27. *Ordinairement*, c'est-à-dire sous la réserve des exceptions expresses établies par la loi, Pr., art. 216 et 229.

¹⁰ V. Coulon, *Quest. 1, Dial. 7*.

¹¹ Telle est, par exemple, la déchéance résultant de ce que le délai de l'appel

est expiré, Troplong, n. 51. [La question de savoir si la déchéance encourue par le défaut de l'appel dans le délai peut être suppléée d'office par le juge partage les auteurs anciens et modernes. Avant la promulgation du Code, Merlin pensait que le juge pouvait la prononcer même dans le silence de la partie défenderesse, *Rep.*, v° *Appel*. Depuis, il s'est rangé à l'opinion des auteurs, qui considèrent cette fin de non-recevoir comme d'ordre public. — *Contrà*, Favard de Langlade, v° *Appel*. La jurisprudence paraît fixée en ce sens que la déchéance est d'ordre public et peut être prononcée d'office par le juge. V. Cass., 7 août 1849 et 2 avr. 1850, S. V., 50, 1, 417.]

¹² Merlin, *Rep.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 1, n. 3; Vazeille, n. 319 et s.; [Troplong, n. 27 et 1038.]

¹³ Duranton, 5, n. 683 et s. [L'art. 706, qui déclare que la servitude est éteinte par le non-usage pendant trente ans, en offre un exemple.]

¹⁴ Duranton, 21, n. 344.

Cependant, cette règle souffre une exception : 1^o lorsque, pour rendre efficace un certain droit, il est nécessaire d'intenter une action, nécessité qui apparaît quand le droit a pour objet ou pour conséquence une prestation à fournir par un tiers ¹⁵ ; et 2^o lorsque la loi a expressément attaché la perte d'un droit au non-usage de ce droit. V. art. 617 et 706. Au premier cas s'appliquent exclusivement les règles de la prescription ; et celui qui, alors, a exercé son droit d'une manière quelconque, par exemple, en percevant les intérêts d'un prêt, est à l'abri de toute exception. Mais dans le second cas, la perte du droit résultant de cela seul que le droit n'a pas été exercé, il n'y a pas lieu d'appliquer les règles de la prescription.

CHAPITRE I.

DISPOSITIONS COMMUNES A LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE OU USUCAPION, ET A LA PRESCRIPTION EXTINCTIVE OU LIBÉRATOIRE*.

§ 844. Des personnes qui peuvent prescrire.

En général, toute personne capable d'acquérir la propriété d'un immeuble ou d'une servitude est également capable, lorsqu'elle a acquis cet immeuble ou ce droit, d'en consolider l'acquisition par l'usucapion. De même, toute personne capable de posséder un patrimoine peut se prévaloir d'une prescription. C'est là une application de la règle : *Accessorium sequitur principale*. Un étranger peut donc usucaper et prescrire ¹.

¹⁵ [Telle est la prescription qui peut résulter en matière de rente de ce que le crédi-rentier a négligé d'en exiger les arrérages pendant trente ans. L'art. 2263 qui l'autorise à exiger du débiteur un nouveau titre après vingt-huit ans n'a pu édicter une pareille disposition qu'en vue de la prescription qui, dans la pensée du législateur, doit résulter du non-paiement des arrérages pendant trente ans, Troplong, n. 182. V. cependant Metz, 28 avr. 1819.]

* Pour abrégé, les mots *prescription*, *prescrire*, seront généralement employés dans les paragraphes qui suivent dans

leur acception la plus large, de manière à comprendre l'usucapion.

¹ Duranton, 21, n. 94 [et 1, n. 159] ; Merlin, *Rép.*, v^o *Prescription*, sect. 1, § 1, n. 3 ; Delvincourt, sur l'art. 2251. V. aussi *sup.*, § 61. Les jurisconsultes français considèrent la prescription comme étant de droit naturel, *prescriptionem esse juris naturalis*. [V. Vattel, *Dr. des gens*, l. 2, ch. 2, n. 141 ; Denizart, v^o *Prescript.* ; Vazeille, 1, n. 21 et 22 ; Troplong, 1, n. 33 ; Vazeille sur Proudhon, 1, p. 177 ; Demangeat, *Condit. des étrang.*, p. 330 ; Bugnet, sur Pothier, *Prescript.*, 9, p. 324. — *Contrà*, Pothier, n. 20. V. aussi

§ 845. Des personnes contre lesquelles on peut prescrire.

En principe, c'est-à-dire sauf les exceptions formellement établies par la loi, on peut prescrire contre toutes personnes ¹, art. 2251. La qualité, la capacité juridique, ou le changement des personnes contre lesquelles on prescrit n'ont donc ordinairement aucune influence, ni sur les conditions, ni sur la durée de la prescription.

Ainsi, on prescrit contre l'Etat ou contre une commune de la même manière et aux mêmes conditions que contre un particulier ², art. 2227. Ainsi encore, la prescription court contre les

Demolombe, 1, n. 243. — Le droit de prescrire est pour les étrangers la conséquence du droit d'être propriétaire. Dès qu'ils peuvent acquérir par contrat, donation, succession, on ne comprendrait pas qu'ils ne pussent prescrire de la même manière ce qu'il leur est permis d'acquérir. — Avant l'abolition de la mort civile on s'était demandé si le mort civilement pouvait prescrire. V. Vazeille, n. 253; Troplong, n. 35 et s.; Delvincourt, 2, p. 659; Duranton, 21, n. 95; Demolombe, 1, n. 208. On décidait généralement avec raison que la prescription pouvait servir au mort civil dans la limite des droits qui lui étaient conservés par la loi. V. Valette, sur Proudhon, 1, p. 177. — Quant aux incapables, on est d'accord pour reconnaître qu'ils peuvent usucaper et prescrire, parce qu'ils sont représentés, pour l'usucapion et la prescription, par ceux qui sont préposés à l'exercice de leurs droits. V. Bellme, *De la possession*, p. 89 et s.]

¹ [Les développements contenus dans ce paragraphe correspondent aux art. 2251 et s. qui sont exclusivement relatifs aux causes qui suspendent le cours de la prescription. Une prescription soit acquisitive, soit libératoire, est suspendue quand, par une cause tirée, soit de l'intérêt général, soit de l'intérêt de celui qui doit souffrir un jour de la prescription, et en considération des circonstances qui le placent dans une condition particulière, la loi a jugé bon de surseoir à l'accomplissement de la prescription. La suspension de la prescription est donc un temps d'arrêt pendant lequel la prescription sommeille. Mais le temps antérieur n'est pas pour cela effacé, et la prescription reprend

son cours quand la cause de suspension a cessé. — De la généralité du principe ci-dessus posé, il résulte que la prescription n'a pas été suspendue contre les émigrés ni à leur profit, même pendant la période révolutionnaire où le fait de l'émigration entraînait la mort civile, Cass., 16 prair. an XII; et 3 flor. an XIII; Agen, 4 janv. 1827; Cass., 15 avr. 1828, et 20 févr. 1834, S. V., 34, 1, 166. Et c'est par application de ce même principe que la loi du 27 avr. 1825, relative à l'indemnité des émigrés, n'a pas fait revivre au profit de leurs créanciers les créances éteintes par la prescription, Cass., 17 août 1831, S. V., 32, 1, 639; 3 janv. 1832, S. V., 32, 1, 639; 19 janv. 1832, S. V., 32, 1, 751; Troplong, n. 716. — Mais la prescription a été suspendue pendant la durée de la confiscation simultanée des biens du débiteur et du créancier, tous deux émigrés, par l'effet de la confusion de leurs droits entre les mains de l'Etat, Douai, 31 août 1824; Agen, 21 juillet 1827; Cass., 21 juill. 1829; Vazeille, n. 314; Troplong, n. 726. — La prescription court également contre les hannis. Duranton, 21, n. 279.]

² Pothier, *Des obligat.*, n. 755 et s.; Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 3, § 5, n. 3; Proudhon, 1, n. 179 et 192; Troplong, n. 183 et s.; Cass., 18 nov. et 7 août 1834, S. V., 34, 1, 767. [Mais quelle que soit la généralité des termes de l'art. 2227, il ne paraît pas que la prescription des biens patrimoniaux communaux puisse avoir lieu au profit de l'Etat. La raison en est que l'Etat est en quelque sorte le tuteur des communes, Duranton, 21, n. 178 et 179. — Par la même raison, la prescription ne saurait courir contre une commune au profit de son maire, pendant le temps de son ad-

personnes absentes aussi bien que contre les personnes présentes ³. V. cependant art. 2265. Elle court également contre ceux qui en ont connaissance et contre ceux qui l'ignorent ⁴.

Par exception ⁵ la prescription ne court pas :

1° Contre les mineurs même émancipés ⁶, ni contre les interdits ⁷, sauf dans les cas expressément déterminés par la loi ⁸,

ministration, Aix, 24 nov. 1841, S. V., 42, 2, 122; Cass., 13 nov. 1843, S. V., 41, 1, 857, et 3 août 1857, S. V., 59, 1, 319; Troplong, n. 714. — Quant au domaine de l'Etat, il était inaliénable sous l'ancienne monarchie, et, par conséquent, ne pouvait être l'objet d'aucune prescription, ordonnances du 30 juin 1539 et de févr. 1566. Ce principe fut modifié par la loi des 22 nov. et 1^{er} déc. 1790, qui déclara le domaine de l'Etat aliénable en vertu d'une loi, art. 8, et prescriptible par quarante ans, art. 36, et il a enfin complètement disparu devant l'art. 2227, de sorte que les biens patrimoniaux de l'Etat sont soumis aujourd'hui aux mêmes prescriptions que ceux des particuliers. Il suit de là qu'on peut, en cas d'enclave, acquérir par prescription une servitude de passage sur les fonds domaniaux voisins, comme sur tous autres fonds, Cass., 7 mai 1829; Caen, 1^{er} déc. 1845, S. V., 46, 2, 128; et généralement toute espèce de servitude susceptible d'être acquise par prescription, Nancy, 19 déc. 1835, S. V., 35, 2, 428; Cass., 24 juin 1835, S. V., 35, 1, 721; Troplong, n. 186. — V., à l'égard des domaines engagés, Amiens, 16 févr. 1850; Cass., 8 et 10 mai 1852, S. V., 52, 1, 358; 9 juill. 1853, S. V., 53, 1, 543; 9 juin 1854, S. V., 54, 1, 633; 4 févr. 1855, S. V., 55, 1, 893; 21 août 1858, S. V., 58, 1, 811; Curasson, sur Proudhon, *Dr. d'usage*, 2, p. 67; Troplong, n. 190.]

³ Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, loc. cit., Cass., 25 oct. 1815; [Troplong, n. 709. V. aussi Duranton, 1, n. 486; Placeman, *Des absents*, 1, p. 173.] — Sur la prescription contre les militaires sous les drapeaux pendant les guerres de la révolution, V. Vazeille, n. 315; Troplong, n. 704 et s.; Merlin, *Rép.*, v° *Divorce*, sect. 4, § 8 et v° *Cassation*, § 5, n. 10. [Aux termes de l'art. 2 de la loi du 6 brum. an V, aucune prescription ne pouvait être acquise contre les défenseurs de la patrie jusqu'à l'expiration d'un mois après la publication de la paix générale : et ce délai a été prorogé depuis par la loi du 21 déc. 1814, jusqu'au 1^{er} avr. 1815. — Mais on remar-

quera que la loi du 6 brum. an V n'avait point suspendu le cours de la prescription à l'égard des militaires en activité de service; elle leur avait seulement donné le droit de se faire relever des prescriptions accomplies pendant leur absence, en formant leurs réclamations dans un délai déterminé. C'est ce qu'ont jugé de nombreux arrêts. V. Bourges, 6 mars 1825; Poitiers, 30 août 1825; Grenoble, 16 juin 1831, S. V., 32, 2, 45; Cass., 23 nov. 1831, S. V., 32, 1, 67; 8 févr. 1836, S. V., 36, 1, 496; Bastia, 4 mai 1836, S. V., 37, 2, 73; Grenoble, 31 déc. 1848, S. V., 47, 2, 480. — *Contra*, Lyon, 12 févr. 1835, S. V., 35, 2, 592; Paris, 16 août 1837, S. V., 38, 2, 35. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'aujourd'hui la loi de brumaire an V, essentiellement transitoire, ne pourrait plus être invoquée, et que les militaires sous les drapeaux sont soumis au droit commun, Troplong, n. 708; Duranton, 21, n. 288.]

⁴ L. ult. C. De *prescript.* 30 vol 40 ann; Dunod, part. 1, chap. II; Merlin, *Rép.*, v° *Prescript.*, sect. 1, § 7, art. 2, n. 8.

⁵ La règle que la prescription court contre toutes personnes ne souffre exception que dans les cas expressément déterminés par la loi. V. cependant Proudhon, *De l'usufruit*, 2, n. 759 et s.

⁶ Troplong, n. 740. *Lex non distinguat.*

⁷ Proudhon, 2, n. 500; Duranton, 21, n. 296; le *Nouveau Dunod*, p. 505 et s. Par contre, la prescription court : 1° contre les personnes en état de démence, mais non interdites, Cass., 12 mai 1834, S. V., 54, 1, 533; Angers, 6 fév. 1847, S. V., 47, 2, 201; V. cependant Douai, 17 janv. 1845, S. V., 45, 2, 277;] 2° contre les personnes simplement pourvues d'un conseil judiciaire, Troplong, n. 741; Duranton, 21, n. 298.

⁸ Il faut distinguer dans l'application de la règle qui veut que la prescription ne coure contre les mineurs que dans les cas expressément déterminés par la loi, entre la prescription et le délai préfix. Les art. 475 et 2270, par exemple, déterminent un délai pendant lequel dure

art. 2252. V. aussi art. 1676 et 2278 ⁹. Et même, dans ces cas, le tuteur ne peut prescrire pour lui-même contre son pupille ¹⁰. Mais le majeur, qui a un intérêt commun avec un mineur, ne peut profiter de l'exception établie par l'art. 2252 au profit du mineur qu'autant qu'il s'agit d'une chose indivisible ¹¹.

2° Entre époux, quel que soit le régime sous lequel ils se sont mariés ¹², art 2253.

3° Contre la femme mariée, mais seulement dans les cas suivants :

Lorsqu'elle est mariée sous le régime dotal, à l'égard des im-

la responsabilité du tuteur et celle de l'architecte. Or, ces délais, n'étant pas des prescriptions mais des délais préfix, ne seraient pas suspendus par la minorité de celui contre qui ils courent. V. Duranton, 21, n. 291.

⁹ L'exception contenue dans l'art. 2278 paraît devoir, *ex ratione legis*, s'étendre à toutes les prescriptions au-dessous de dix ans, notamment aussi à celles du droit commercial, Vazeille, n. 267 et s.; Duranton, 21, n. 237; Troplong, *Prescr.*, n. 1038 et s.; et *Vente*, n. 349; Pardessus, *Droit commerc.*, 240 et 331; [Delvincourt, *Instit. comm.*, p. 153; Locré, sur l'art. 186 du Code de comm.; Nouguiér, *Lettres de change*, 1, p. 572. — *Contrà*, Persil, *Lettres de change*, sur l'art. 189, *Com.*, n. 16.]

¹⁰ Car le tuteur est dans l'obligation de défendre son pupille, Duranton, 3, n. 604 [et 21, n. 294.] Mais il ne serait pas exact de dire en sens inverse que le mineur ne peut prescrire contre son tuteur, L. 1, § 7, *Dig. De contr. tut act.* — *Contrà*, Duranton, *loc. cit.*, et 21, n. 295 et s. — Les rapports entre l'absent et les personnes envoyées en possession de ses biens se règlent par analogie d'après les mêmes principes, Duranton, 21, n. 295.

¹¹ Ainsi doit être limitée la règle : le mineur relève le majeur, l'incapable le capable, Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 7, art. 2; et *Quest.*, § 14; Troplong, n. 739. [De Fréminville, *Minorités*, 2, n. 357. Il ne suffirait donc pas qu'il y eût indivision pour que le majeur profitât de la suspension de prescription introduite dans l'intérêt du mineur. Il faut qu'il s'agisse d'une chose non susceptible d'une prestation partielle, comme l'art. 710 en offre un exemple au titre *Des servitudes*, Cass., 14 août 1840, S. V., 40, 1, 753. V. aussi Cass., 30 mai 1814, et 5 déc. 1826.

Il y a plus, la prescription d'un droit indivisible sur un immeuble, comme le serait une servitude, n'est pas suspendue au profit du cohéritier majeur par le fait de la minorité de son cohéritier, si, par l'effet du partage, l'immeuble est devenu sa propriété : la possession indivise de cette chose indivisible étant effacée par l'effet de la fiction de l'art. 883, le majeur, propriétaire fictif depuis l'ouverture de la succession, ne pourra se prévaloir de la minorité de son cohéritier pour réclamer le bénéfice de la suspension de la prescription, Cass., 2 déc. 1845, S. V., 46, 1, 21. V. aussi Delvincourt, 2, p. 499; Duranton, 11, n. 180.]

¹² Maleville, sur l'art. 2253; Duranton, 21, n. 299, même quand les époux sont séparés de corps. [« Il serait, disait M. Bigot de Préameneu, contraire à la nature de la société du mariage, que les droits de chacun ne fussent pas l'un à l'égard de l'autre respectés et conservés. Il ne peut y avoir de prescription quand il ne peut même y avoir d'action pour l'interrompre. » Fenet, 15, p. 585. Mais ces paroles de l'orateur du gouvernement ne donnent pas une explication complète de l'art. 2253. Ainsi, dans le cas de séparation de biens, la femme redevient maîtresse d'agir, et l'on décide cependant que la prescription reste suspendue à son égard, Pothier, *Oblig.*, n. 646; Troplong, n. 742, parce que dans ce cas la liberté de son action est toujours enchaînée par le lien moral qui continue de subsister. Toutefois, le contraire a été jugé dans un cas où il y avait séparation de corps, attendu que la séparation de corps, sans affranchir les époux de toute obligation réciproque, opère une distension du lien conjugal. V. Bruxelles, 13 oct. 1822. — La prescription est suspendue entre époux même à l'égard de l'action en

meubles dotaux ¹³, art. 2255. V. cependant art. 1561 et *sup.*, § 670.

Lorsqu'elle est mariée sous le régime de la communauté, à l'égard des actions qui ne peuvent être exercées par la femme qu'après son acceptation de la communauté ou sa renonciation ¹⁴, art. 2256 ¹⁵.

Sous quelque régime qu'elle soit mariée, à l'égard des actions de la femme qui seraient en même temps dirigées indirectement contre le mari, c'est-à-dire desquelles il résulterait pour le défendeur le droit d'appeler le mari en garantie ¹⁶, et par suite de faire réfléchir l'action contre le mari ¹⁷, art. 2256, alin. 2.

Enfin, à l'égard des actions par lesquelles une femme mariée

rescision pour cause de lésion, Troplong, n. 778; Duranton, 21, n. 306. — *Contrà*, Toulouse, 24 juill. 1839, S. V., 39, 2, 524; Vazeille, 2, n. 292.]

¹³ Ainsi, les autres biens dotaux, les créances, par exemple, ne se trouvent point compris dans cette exception. [Merlin, *Quæst.*, v° *Prescription*, § 6, art. 3, p. 48; Troplong, n. 757 et 758; Tessier, *De la dot*, 2, p. 118; Seriziat, n. 201. V. au surplus, sur l'aliénabilité et par suite sur la prescriptibilité de la dot mobilière, ce qui a été dit *sup.*, § 670, notes 75 et 79. En ce qui concerne la prescription particulièrement, V., dans le sens adopté dans le texte, Troplong, n. 757 et 758; et en sens contraire, Rodière et Pont, *Contr. de mar.*, 2, n. 606.]

¹⁴ L'exception se fonde sur la règle : *Agere non valet non currit prescriptio*. V. Troplong, n. 767; Duranton, 21, n. 307 et s. [On ne trouverait pas beaucoup d'exemples de l'application de cette règle. Le seul où elle soit incontestablement applicable est celui où la femme aurait ameubli un immeuble dans son contrat de mariage, en se réservant la faculté de le précompter sur sa part en cas de renonciation. Alors la femme pourrait invoquer l'art. 2256 contre les tiers qui auraient possédé cet héritage, et soutenir, à l'encontre de leurs prétentions, que la prescription a été suspendue pendant le mariage.]

¹⁵ Mais la suspension de la prescription ne peut être opposée à la femme mariée qui, dans l'intervalle, revendique ses immeubles. [Elle est établie en sa faveur et non contre elle, Rennes, 14 juin 1841, S. V., 41, 2, 573.]

¹⁶ [Cependant, la règle que la prescription est suspendue, quand l'action de la femme doit réfléchir contre le mari, souf-

frirait une exception si le mari était lui-même engagé en même temps que la femme, car alors il n'y aurait pas de raison de se préoccuper d'une action accessoire qui n'aurait pas pour effet de rendre la condition du mari plus mauvaise, Vazeille, 1, n. 290; Paris, 18 fév. 1809. — *Contrà*, Troplong, n. 777.] V. Delvincourt, sur l'art. 2256; Vazeille, n. 285 et s.; Bellot des Minières, 4, p. 221; Duranton, 4, n. 1097, et 21, n. 312; Merlin, *Rep.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 6, art. 4; Troplong, n. 778 et s. — [La séparation de biens, quoiqu'elle donne à la femme l'administration de ses biens, ne lui donne cependant pas une liberté suffisante pour agir, alors que le mari doit être inquiété par suite de son action.] V. Cass., 11 juill. 1826; Grenoble, 28 août 1829; Cass., 18 mai 1830; [24 juin 1817; Nîmes, 7 mai 1829, et 7 juill. 1850, S. V., 51, 1, 68. V. la note suivante. — Sur le point de savoir s'il en est ainsi quand les époux sont séparés de corps, V. *sup.*, note 12, V. aussi Marcadé, sur les art. 2252 et s.]

¹⁷ La disposition de l'art. 1561 se trouve donc limitée par cette exception, Favard, *Rep.*, v° *Prescription*, sect. 2, § 4, art. 2. [C'est à-dire que, bien que l'art. 1561 déclare les immeubles dotaux prescriptibles après la séparation de biens, néanmoins la prescription ne court pas contre la femme, même après séparation de biens, dans tous les cas où l'action serait de nature à réfléchir contre le mari.] Cass., 11 juill. 1826; Grenoble, 28 août 1829; 7 juill. 1830, S. V., 31, 1, 68; 17 nov. 1835, S. V., 35, 1, 902; Caen, 23 nov. 1842, S. V., 43, 2, 123. — *Contrà*, Vazeille, 2, n. 294; Troplong, *Contr. de mariage*, 4, n. 3575 et s.]

attaque les actes juridiques qu'elle a faits avec l'autorisation de son mari ou de la justice ¹⁸, art. 1304 ¹⁹.

Dans ces deux derniers cas, les actions de la femme deviennent prescriptibles après la dissolution du mariage.

A part les exceptions qui précèdent, les femmes mariées sont, quant à la prescription, soumises au droit commun ²⁰, art. 2231. Mais dans le cas où une prescription relative aux biens de la femme dont le mari a l'administration se serait accomplie pendant le mariage, la femme peut exercer, à raison de ses biens prescrits, un recours contre son mari s'il est en faute ²¹, alors même que la prescription aurait commencé avant le mariage ²², art. 2234.

4° Enfin, la prescription ne court pas contre l'héritier bénéficiaire pour ses créances contre la succession ²³, et en sens inverse,

¹⁸ [Ainsi, le délai de l'action en nullité pour défaut d'autorisation ne court que, du jour de la dissolution du mariage, même à l'égard du mari, Toullier, 7, n. 613. — *Contrà*, Solon, *Des nullités*, 2, p. 489.]

¹⁹ [Quand la femme mineure a contracté, dans son propre intérêt, un engagement qui dépasse sa capacité, et que le mari a accédé à son obligation, soit comme caution, soit comme co-obligé solidaire, la prescription de l'action en rescision ouverte à la femme est suspendue pendant le mariage, Merlin, *Quest.*, v° *Prescription*, p. 50, art. 4; Troplong, n. 774; Vazeille, 1, n. 286. — La prescription ne court pas non plus contre la femme dans le cas où, ayant accédé pendant la minorité aux obligations du mari ou de la communauté, elle voudrait ensuite se faire restituer contre son engagement, Troplong, n. 777; Marcadé, sur les art. 2252 et s. — *Contrà*, Vazeille, n. 288.]

²⁰ V. aussi, sur la prescription contre les femmes mariées en général, Pothier, *De la puissance maritale*, n. 79 et s.; le *Nouveau Dunod*, p. 311; Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 7.

²¹ L. 16, Dig. *De fundo dotati*, Vazeille, n. 282; Toullier, 12, n. 414; Troplong, n. 760 et s.; Duranton, 21, n. 301. [Le mari est responsable envers sa femme des prescriptions qu'il laisse s'accomplir pendant le mariage, sauf le cas où il n'a pas été en son pouvoir de les interrompre, Toullier, *loc. cit.* V. cependant Seriziat, *Reg. dot.*, n. 216. Mais sa responsabilité cesserait s'il lui avait manqué le temps suffisant pour agir, Toullier, n. 419; Vazeille, n. 282;

Troplong, 2, n. 761. — Et s'il s'agissait d'un débiteur insolvable, la responsabilité n'aurait lieu qu'en proportion de ce que le débiteur revenu depuis à meilleure fortune aurait pu payer si le mari eût agi, Troplong, n. 765.]

²² V. sur cet article, dont la rédaction manque de clarté, Troplong, n. 746; et Duranton, 21, n. 300. [La rédaction de l'art. 2234 est vicieuse, en ce qu'il semble dire que la prescription ne court contre la femme que pour les biens dont le mari a l'administration; d'où il faudrait conclure qu'elle ne court point à l'égard des droits dans lesquels le mari n'a pas à s'immiscer. Mais tel n'est pas le sens de cet article. Si la prescription court contre la femme pour les biens dont le mari a l'administration, à plus forte raison court-elle à l'égard de ceux qu'elle administre elle-même. V. Vazeille, n. 274; Marcadé, sur les art. 2252 et s.]

²³ Duranton, 21, n. 317; Troplong, n. 807; Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 7, art. 2. Toutefois, il a été décidé que [l'acceptation bénéficiaire par l'héritier ne saurait avoir pour conséquence d'annihiler les effets de la prescription qui a pu être acquise contre lui dans l'intervalle de l'ouverture de la succession à cette acceptation. V. Limoges, 16 mars 1858, S. V., 58, 2, 428. V. aussi Duranton, 21, n. 516. — La disposition de l'art. 2258 se justifie par cette considération que l'héritier bénéficiaire saisi des biens de la succession a sur le patrimoine du défunt un droit de gage dont l'existence l'excuse de n'avoir fait aucune protestation, Chabot, sur l'art. 802; Troplong, n. 804.]

elle ne court pas contre la succession pour ses créances contre l'héritier bénéficiaire ²⁴. Mais elle court au profit des tiers contre les successions vacantes ²⁵. Elle court aussi pendant les délais accordés à l'héritier pour faire inventaire et délibérer ²⁶, art. 2258 et 2259.

Dans tous les cas d'exception dont il vient d'être parlé, on dit de la prescription qu'elle est suspendue, *præscriptio quiescit* ²⁷. La suspension de la prescription a cela de commun avec l'interruption de la prescription qu'elle ne peut ni préjudicier ni profiter aux tiers.

²⁴ *A se ipse exigere debuit*, Duranton, 21, n. 317 et s. V. aussi Delvincourt, sur l'art. 2258; Troplong, n. 805; Chabot, sur l'art. 802 et s.; et Toulouse, 11 juill. 1829: [Le motif sur lequel se fonde la suspension de la prescription contre l'héritier bénéficiaire sert aussi à résoudre la question soulevée par quelques auteurs de savoir si la prescription est suspendue pour toute la créance de l'héritier bénéficiaire ou seulement pour l'importance de sa part dans la succession. Il est évident que la suspension a lieu à l'égard de toute la créance. V. cependant Vazeille, n. 306.]

²⁵ [Les intéressés peuvent prendre les mesures nécessaires pour empêcher la prescription de courir. Peu importe d'ailleurs que la succession vacante ne soit pas pourvue d'un curateur : c'est aux créanciers de la succession à provoquer la nomination de ce curateur; s'ils ne le font pas, ils ne peuvent invoquer la maxime : *Contrà non valent agere non currit præscriptio*, Pothier, *Oblig.*, n. 650; Merlin, *Rép.*, *vo* *Præscript.*, sect. 1, § 7, art. 2. — Si une succession régulièrement répudiée au nom d'un mineur vient à être reprise par lui, la prescription n'en aura pas moins valablement couru pendant la vacance, nonobstant le principe que l'acceptation d'une succession remonte au jour de son ouverture, Duranton, 2, n. 579, et 21, n. 322; Nîmes, 16 janv. 1850. S. V., 50, 2, 467. — La prescription court aussi dans l'intérêt de la succession vacante contre les créanciers. La succession, en effet, ne représente pas les créanciers, mais, le défunt. Elle est

donc à l'égard des intéressés un tiers qui peut acquérir des droits contre eux, Merlin, *Idem.*, *vo* *Præscript.*, sect. 1, § 7, art. 2, et Merlin, *Quest.*, *vo* *Success. vacante*, § 2; Troplong, n. 807; Duranton, n. 325; Marcadé, sur l'art. 2258. V. cependant Paris, 12 pluv. an XII. — A plus forte raison, la prescription court-elle pour ou contre une succession qui n'est pas vacante. — Aussi a-t-il été jugé notamment que la communauté d'intérêts existant entre cohéritiers ne suspend pas la prescription des actions que chacun d'eux peut avoir à exercer contre la succession, Grenoble, 31 déc. 1846, S. V., 47, 2, 480.]

²⁶ [C'est avec raison que l'art. 2259 fait courir la prescription contre l'héritier pendant les délais pour faire inventaire et délibérer; car rien ne l'empêche de faire des actes conservatoires pendant ce délai. Elle court aussi à son profit pendant le même temps, Troplong, n. 808.]

²⁷ Si les deux qualités, de celui qui prescrit et de celui contre lequel on prescrit, viennent à se réunir dans la même personne, la prescription n'est pas seulement suspendue, mais elle cesse entièrement *per consolidationem vel confusionem*, Troplong, n. 726; [Vazeille, n. 314;] Cass., 12 déc. 1826; et Agen, 21 juill. 1827. [Ces arrêts jugent que la double confiscation par l'État des biens du créancier et de ceux du débiteur, tous deux émigrés, a opéré une confusion dont l'effet a été d'interrompre la prescription au profit du créancier. V. aussi Cass., 21 juill. 1829 et *sup.*, note 1.]

§ 846. *Conditions de la prescription. — Du temps requis pour prescrire.*

L'écoulement d'un certain laps de temps est nécessaire à l'accomplissement de toute prescription. Ce laps de temps est plus ou moins long, selon les différents cas. On verra plus loin quel est, dans chaque cas particulier, le laps de temps nécessaire. Voici, quant à présent, les règles générales d'après lesquelles ce temps doit être calculé :

1° La prescription se compte par jours et non par heures, art. 2260.

2° Le laps de temps nécessaire est révolu et la prescription est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli, art. 2261. Ainsi, une prescription de trente ans qui a commencé à courir le 1^{er} janvier 1800 à dix heures du matin, sera acquise le 1^{er} janvier 1830 à minuit, dans la nuit du 1^{er} au 2¹ ;

3° Le calendrier grégorien sert de base au calcul des prescriptions. Ainsi, dans une prescription de six mois, on doit entendre par mois ceux du calendrier grégorien, bien que ces mois se composent d'un nombre de jours inégal. Une prescription de six mois commencée le 1^{er} janvier, se trouvera donc accomplie au 1^{er} juillet de la même année ². V. Com., art. 132. Le jour complémentaire des années bissextiles se compte comme tous les autres jours, lorsqu'il s'agit de prescriptions qui s'accomplissent par un certain nombre de jours ³. V. Com., art. 132.

4° Il n'y a pas de différence entre les jours fériés et les jours ouvrables relativement à la prescription ⁴. V. cependant Com., art. 134.

¹ Delvincourt, sur l'art. 2261 ; Vazeille, n. 320 et s. ; Toullier, 13, n. 54 ; Troplong, n. 812 et s. ; Duranton, 21, n. 337 ; [Marcadé, sur les art. 2260 et 2261 ;] Cass., 27 déc. 1811. [V. aussi Caen, 19 fév. 1823 ; Cass., 5 avr. 1825 ; Nîmes, 7 mars 1826 ; Lyon, 7 fév. 1834, S. V., 34, 2, 357 ; Rennes, 6 mai 1835, D. P., 36, 2, 164. Selon Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 2, § 2, n. 5, la prescription commence avec le jour même de l'événement qui lui donne naissance ; par conséquent, dans l'exemple ci-dessus, elle aurait atteint son terme le 31 déc. 1829. Mais le texte des art. 2260 et 2261 ne permet pas d'admettre cette interprétation. V. cependant Bruxelles, 6 juill. 1833, S. V., 34, 2, 401. [V. aussi Colmar, 30 juill. 1813. D'ailleurs, la raison indique que

le jour *a quo* ne peut être compté puisqu'autrement on compterait pour la prescription un jour incomplet.]

² Favard, v° *Prescription*, sect. 3, § 5 ; Vazeille, n. 332 ; Troplong, n. 815 ; [Duranton, 21, n. 339 ;] Cass., 27 déc. 1811 ; 12 mars 1816 ; [Paris, 9 août 1811, et 16 nov. 1815 ; Cass., 13 août et 28 déc. 1817 ; 16 fév. 1818 ; Orléans, 3 mars 1819.] Le doute n'a pu venir que de ce que sous le calendrier républicain en vigueur au moment de la publication du Code, tous les mois étaient de trente jours.

³ Merlin, *Rép.*, v° *Jour bissextile* ; [et *Quest.*, v° *Protêt*, § 2 ;] Delvincourt, sur l'art. 2261.

⁴ Vazeille, n. 334 ; Favard, *loc. cit.* ; Troplong, n. 816. [Ainsi, la prescription est acquise, quoique le dernier jour.

Toutes les prescriptions ⁵ dont traite le Code Napoléon ⁶, et qui ont commencé à courir antérieurement à la promulgation du titre de la prescription, c'est-à-dire avant le 25 mars 1804 ⁷, doivent être réglées, quant à leur durée, comme pour les conditions de leur accomplissement ⁸, d'après les lois anciennes.

Cependant, cette règle souffre deux exceptions :

1° Un droit imprescriptible d'après le Code demeure imprescriptible, lors même que la prescription à laquelle il était soumis par l'ancien droit aurait commencé à courir avant la publication du titre de la prescription, art. 691 et arg. du même article ⁹.

2° Les prescriptions qui, d'après l'ancien droit, avaient encore à courir plus de trente années, à compter de la promulgation de ce titre, s'accomplissent par le laps de trente ans ¹⁰ à partir de la même époque ¹¹, art. 2281.

dies ad quem, soit un jour férié ; il n'y a pas prorogation au lendemain. — D'ailleurs, dans le cas d'urgence et de péril, on peut obtenir la permission du juge de faire des significations et des exécutions les jours de fête légale.]

⁵ L'art. 2281 s'applique tant à la prescription proprement dite ou extinctive, qu'à la prescription acquisitive ou usucapion, Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 3, n. 8 et s. V. les arrêts cités, *inf.*, notes 7 et s.

⁶ Ainsi, l'art. 2281 ne s'applique donc point aux prescriptions établies par les autres Codes ou par des législations particulières. Cependant, il s'applique aux prescriptions qui, sans être énumérées au titre des prescriptions, figurent dans d'autres titres du Code Napoléon et qui n'étaient pas encore accomplies, lors de la publication de ce titre, Troplong, n. 1076 et s.; Merlin, *Rép.*, v° *loc. cit.*; Cass., 6 mai 1813.

⁷ L'art. 2181 ne s'applique pas aux prescriptions qui, bien qu'ayant commencé à exister en principe sous l'ancien droit, étaient suspendues par une cause particulière au moment de la publication du Code, Troplong, n. 1067. [Mais cette opinion n'est pas suivie par la jurisprudence qui considère, dans ce cas, la prescription comme commencée, bien qu'elle n'ait pas cessé d'être suspendue, et qu'elle ait toujours sommeillé. V. Cass., 15 déc. 1825; 10 mars 1828; Toulouse, 27 août 1833, et Grenoble, 20 janv. 1834, S. V., 34, 2, 97 et 817; Bordeaux, 17 déc. 1834, S. V., 35, 2, 248, et Cass., 20 juin 1848, S. V., 48, 1, 467.]

⁸ Troplong, n. 1082 et s.; Cass., 1^{er} août 1810; Paris, 25 fév. 1826; Grenoble, 22 août 1834, S. V., 35, 2, 301. [V. aussi Bordeaux, 30 août 1826, Paris, 17 mars 1831, S. V., 31, 2, 142; et Bordeaux, 15 janv. 1835, S. V., 35, 2, 248.]

⁹ Troplong, n. 1088; [Vazeille, n. 809; Cass., 10 fév. 1812;] Cass., 31 août 1825; 8 août 1837, S. V., 37, 1, 679; Douai, 18 mars 1842, S. V., 43, 2, 8. [Il est évident que, dans ce cas, la possession qu'on aurait eue sous la loi ancienne serait inefficace pour prescrire, puisqu'aucune possession utile ne pourrait la compléter sous la loi nouvelle, Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 3, n. 9.] [En sens inverse, on ne peut, pour un droit prescriptible d'après le Code et imprescriptible sous l'ancien droit, compter, sous la loi nouvelle, la possession qu'on aurait eue sous la loi ancienne, Merlin, *loc. cit.*]

¹⁰ Dans les trente ans ne doivent pas être comptées des années antérieures à la promulgation du Code, Bordeaux, 23 juill. 1835, S. V., 36, 2, 188; Cass., 5 avr. 1837, S. V., 37, 1, 702; [Duranton, n. 172.] *Contrà*, Poitiers, 1^{er} mars 1832, S. V., 32, 2, 305; Grenoble, 9 août 1832, S. V., 32, 2, 43; [Bordeaux, 1^{er} mars 1837, S. V., 38, 2, 16; Cass., 2 août 1837, S. V., 37, 1, 671; Troplong, n. 1092.]

¹¹ La règle est applicable aux prescriptions qui, sous l'ancien droit, s'accomplissaient par un laps de temps plus long que sous le Code, mais qui n'excédaient point trente ans, Troplong, n. 1090; Cass., 21 déc. 1812; 28 déc. 1813;

§ 847. Suite. — De l'interruption de la prescription.

Il est de plus nécessaire, pour l'accomplissement de la prescription, qu'elle n'ait point été interrompue. Sous cette dénomination générale d'interruption de la prescription, on comprend l'interruption de l'usucapion et l'interruption de la prescription proprement dite. Dans le langage juridique la première est appelée interruption naturelle et la seconde interruption civile ¹, art. 2242.

L'interruption de l'usucapion consiste dans ce fait que le possesseur de la chose, V. § 843, a cessé de la détenir, ou, s'il s'agit d'un droit sur une chose, par exemple d'une servitude, qu'il a été empêché de l'exercer. Peu importe, dans ce cas, au point de vue juridique, que l'interruption provienne du fait de l'homme ou d'une cause naturelle ², arg. art. 703 et 707, et, s'il s'agit du fait de l'homme, que ce fait ait été un acte de violence ou qu'il ait eu un autre caractère ³. Peu importe également qu'il ait été commis par celui contre lequel est dirigée l'usucapion, ou par un tiers étranger ⁴. Cependant, l'interruption de fait de l'usucapion

30 janv. 1816; Riom, 13 juin 1818; Cass., 12 juin 1822; [5 sept. 1808; Bruxelles, 24 déc. 1812; Paris, 17 janv. 1825.] Delvincourt, sur l'art. 2281, est d'une autre opinion.

¹ On verra par la suite de ce paragraphe, qu'on s'est écarté ici de la terminologie adoptée par la loi et la plupart des auteurs. [Il est d'ailleurs à remarquer que si l'interruption naturelle n'est possible que pour la prescription acquisitive ou l'usucapion, et pour la prescription libératoire des servitudes, l'interruption civile, au contraire, est possible pour toutes les espèces de prescription, Marcadé, sur l'art. 2242.]

² Mais si l'obstacle est résulté d'une cause naturelle qui a disparu, l'usucapion continue. V. Maleville, sur l'art. 2243; [Pardessus, *Servit.*, n. 279; Troplong, n. 345 et 549; Vazeille, n. 179; Daviel, *Cours d'eau*, 1, n. 479; Garnier, *Act. possess.*, p. 137; Amiens, 17 mars 1825.]

³ Le possesseur pourrait repousser un acte de violence en intentant une action possessoire ou en réintégrande, Delvincourt, sur l'art. 2243; Troplong, n. 547 et s.; Duranton, 21, n. 259. V. aussi Cass., 29 nov. 1825. [La Cour de cassation avait d'abord jugé que la violence ne saurait être une cause d'in-

terruption naturelle. V. Cass., 27 janv. 1829; 6 fév. 1833, S. V., 33, 1, 161; 3 avr. 1833, S. V., 33, 1, 582. Mais les auteurs précités se sont élevés contre cette jurisprudence, comme exigeant pour l'interruption naturelle des conditions que la loi n'a pas prévues. V. aussi Proudhon, n. 606 et s.; Merlin, *Quest.*, v^o *Usage*, § 9, n. 4, 4^e édit., qui avait adopté une opinion contraire dans sa 3^e édit. Et aujourd'hui la Cour de cassation paraît revenir sur sa première jurisprudence; car elle a jugé par un arrêt plus récent que des faits de bris de clôture peuvent être considérés, lorsqu'ils émanent du propriétaire fondé en titre, comme un obstacle légal à la paisible possession d'un tiers détenteur, Cass., 22 juill. 1856, S. V., 56, 1, 910.]

⁴ Différence capitale entre l'interruption de l'usucapion et l'interruption de la prescription, Delvincourt, sur l'art. 2242; Troplong, n. 542. [Il est à remarquer, du reste, que le trouble apporté à une possession est moins une cause d'interruption de la prescription, qu'une circonstance qui fait perdre à la possession le caractère de continuité dont l'art. 2229 fait une des conditions de la possession utile.] — Sur la preuve de l'interruption de l'usucapion, V. Toulouse, 13 juin 1833, S. V., 34, 2, 266; Paris, 30 nov. 1833, S. V., 35, 2, 203.

n'est une interruption de droit, elle n'a le caractère d'une interruption de droit et ne peut être opposée à celui dont la possession a cessé, qu'autant qu'elle a duré plus d'un an⁵, et que, dans l'année, le possesseur n'a pas recouvré de fait la possession de la chose ou de la servitude, ou qu'il n'a pas intenté dans le même délai une action en revendication de la possession suivie d'un jugement conforme à sa demande⁶, art. 2243.

L'interruption de la prescription proprement dite ou extinctive a lieu, soit par un acte au moyen duquel celui contre lequel la prescription court fait valoir son droit, soit par un acte auquel la loi attribue le même effet qu'à l'exercice de ce droit.

L'interruption proprement dite de la prescription est donc réelle ou feinte, *vel vera, vel ficta*.

L'interruption proprement dite ou réelle résulte, soit d'une citation en justice⁷, d'un commandement⁸, ou d'une saisie signi-

[Ces arrêts décident que la preuve de l'interruption de la possession peut être faite par témoins. La preuve testimoniale est même admissible dans ce cas, bien qu'il s'agisse de plus de 150 francs, Bruxelles, 24 fév. 1825; Toulouse, 18 mai 1831, S. V., 31, 2, 302; Caen, 20 mai 1840, S. V., 40, 2, 300. V. cependant Cass., 3 avr. 1833, S. V., 33, 1, 582; 3 juin 1835, S. V., 35, 1, 725. V. aussi Vazeille, n. 152.]

⁵ Plus d'un an : ces mots doivent être pris à la lettre, Duranton, 21, n. 262; Dunod, p. 89. V. Pr., art. 23. [D'après cet art. 23, les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles ont été formées dans l'année du trouble par ceux qui, « depuis une année au moins, » étaient en possession paisible par eux ou les leurs, à titre non précaire. Mais l'année seule suffit, et la règle de l'ancien droit qui voulait que la possession fût d'un an et d'un jour pour servir de base à l'action possessoire n'est plus en vigueur. Cass., 19 mars 1834, S. V., 34, 1, 858; Toulhier, 9, n. 127; Garnier, *Des act. poss.*, p. 86; Bélième, n. 348; Carré et Chauveau, *Quest.*, n. 100 bis; Bioche et Goujet, *Dict. de Proc.*, v° *Action possessoire*, n. 100. — *Contrà*, Trib. du Havre, 30 mars 1832, S. V., 34, 1, 858; Henrion de Pansey, *Compét. des juges de paix*, ch. 39; Merlin, *Rép.*, v° *Complainte*, § 2; Brossard, *Jurid. des juges de paix*, n. 146; Carasson, *Compét. des juges de paix*, 2, p. 77; Carou, n. 696. V. les actions possessoires, *sup.*, § 272 et s.]

⁶ Soit au possessoire, soit au pétitoire, Vazeille, n. 181. — Il suffit d'ailleurs que l'action possessoire soit intentée dans le délai d'un an, quelle que soit ensuite l'époque à laquelle intervient le jugement, Duranton, 21, n. 288.

⁷ Ou d'un compromis, Troplong, n. 561 et 594. [En effet, une instance engagée devant des arbitres est une instance judiciaire et implique une véritable demande en justice, Cujas, sur la loi 14, D. *De bonor. poss.*, *Quæst. Papin.*, lib. 13; d'Argentré, *Des interruptions*, art. 266, ch. 8, n. 5.]

⁸ Mais seulement s'il est valable. [Ainsi, le commandement fait par le cessionnaire d'une rente au débiteur est nul et par suite n'est pas interruptif de la prescription, s'il ne contient pas copie du transport, encore bien que ce transport ait été signifié antérieurement, Toulouse, 21 déc. 1837, S. V., 38, 2, 181; Cass., 4 janv. 1842, S. V., 42, 1, 533. V. cependant Cass., 16 avr. 1821; Bordeaux, 1^{er} août 1834, S. V., 34, 2, 685; Riom, 3 déc. 1844, S. V., 45, 2, 169. De même les commandements signifiés par l'administration des domaines aux débiteurs de l'Etat en vertu de contraintes, ne sont valables et n'ont un effet interruptif de la prescription qu'autant que ces contraintes sont elles-mêmes régulières, Cass., 8 juin 1841, S. V., 41, 1, 478. — Outre que le commandement doit être valable en lui-même, il faut de plus qu'il soit fait à celui contre qui on veut interrompre la prescription. Ainsi, le commandement de payer fait au curateur de la succession

fiée ⁹ à celui que l'on veut empêcher de prescrire, art. 2241. V. aussi art. 2180, ¹⁰. La citation en conciliation devant le juge

vacante du mari ne saurait interrompre, à l'égard du tiers détenteur, la prescription de l'hypothèque légale de la femme, Rouen, 26 nov. 1822. On doit assimiler au commandement ou à la demande en justice pour l'effet interruptif de la prescription : 1^o la sommation que fait un créancier hypothécaire à l'acquéreur de l'immeuble hypothéqué, de procéder à l'ouverture de l'ordre, Troplong, 2, n. 567; Grenoble, 2 juin 1831, S. V., 32, 2, 622; Riom, 2 janv. 1858, S. V., 58, 2, 188; — 2^o la production à un ordre, Rouen, 3 mars 1856, J. P., 1858, p. 319; Troplong, loc. cit.; Marcadé, sur l'art. 2244, n. 2, même quand la demande en collocation aurait été rejetée, Merlin, *Quest.*, v^o *Interrupt. de prescript.*, n. 2; *contrà*, Amiens, 31 mars 1821; — 3^o la signification d'un transport au débiteur, lorsque la créance cédée était, au moment du transport, frappée de saisies-arêts; à la différence des cas où, lors de la signification du transport, la créance serait libre dans les mains du débiteur cédé. Dans les premiers cas, en effet, la signification a un caractère d'acte d'exécution qu'elle n'a pas dans le dernier, Troplong, n. 571 et 572; Vazeille, n. 205; Marcadé, sur les art. 2242 et s.; Merlin, *Rép.*, v^o *Interruption*, n. 9; Paris, 19 avr. 1831, S. V., 32, 2, 25; Nîmes, 6 mars 1832, S. V., 32, 2, 324.]

⁹ Il suffit que la saisie soit signifiée. [Il n'est pas nécessaire qu'elle soit mise à fin.] Vazeille, n. 205. V. Pr., art. 563 et 565. [L'interruption de la prescription par l'effet d'une saisie est applicable exclusivement à la prescription libératoire. Il est à remarquer d'ailleurs que la saisie-arêt est interruptive de la prescription, comme toute autre saisie, l'art. 2244 ne faisant à cet égard aucune distinction entre les diverses espèces de saisies, Troplong, n. 570 et 646; Vazeille, n. 205; Toulouse, 24 déc. 1842, S. V., 43, 2, 589. — *Contrà*, Bordeaux, 21 mars 1828.]

¹⁰ Il n'y a interruption de la prescription que dans les cas prévus par l'art. 2244. Ainsi, une simple sommation de payer, faite par acte extrajudiciaire, n'interrompt pas la prescription, Delvincourt, sur l'art. 2244; Vazeille, n. 190; Troplong, n. 576; Nîmes, 6 mars 1832, S. V., 32, 2, 324. [Il en est de même de la signification de titres exécutoires contre un défunt faite à son

héritier conformément à l'art. 877, C. Nap. Un tel acte n'a pas un caractère plus menaçant adressé à l'héritier que s'il eût été adressé au défunt, Bordeaux, 11 janv. 1856, S. V., 56, 2, 721. — *Contrà*, Riom, 14 janv. 1845, S. V., 45, 2, 93. La notification des inscriptions hypothécaires prises par le créancier sur l'immeuble de son débiteur, ou d'une réquisition tendant à obtenir l'apposition des scellés, ne sont pas non plus interruptives de la prescription. Troplong, n. 586; Vazeille, n. 207. Il en est ainsi de l'opposition faite par un créancier à ce qu'il soit procédé hors de sa présence au partage d'une succession échue à son débiteur.] — Mais, d'un autre côté, tous les actes qui peuvent être assimilés à une citation suffisent pour interrompre la prescription, Paris, 7 août 1829; Toulouse, 27 mars 1835, S. V., 35, 2, 471; Duranton, 21, n. 276 et s. Ainsi, une demande reconventionnelle interrompt la prescription comme une demande principale, Merlin, *Rép.*, v^o *Compensation*, § 2, n. 7; Troplong, n. 562; [Vazeille, 1, n. 185;] Cass., 25 janv. 1837, S. V., 37, 1, 225; [et 14 juin 1837, S. V., 37, 1, 484. Pourvu toutefois, selon l'arrêt précité du 25 janv. 1837, que la demande principale ne vienne pas à être rejetée.] — La prescription est-elle interrompue par une requête en intervention ? V. Cass., 19 juill. 1841, S. V., 41, 1, 763. [Cet arrêt décide qu'une demande en intervention dans une instance en partage, formée par un créancier à l'effet d'y faire valoir ses droits, doit, quand elle a été admise par jugement, être considérée comme équivalant, pour interrompre la prescription, à une demande en justice. V. aussi Vazeille, n. 208; Troplong, n. 563 et 586. — Il en est de même de toute demande incidente en général, Metz, 12 mars 1819.] — Il y a, du reste, sur ce point quelques lois spéciales [particulièrement en matière d'enregistrement.] V. Cass., 5 déc. 1820. [D'après cet arrêt, la requête à fin d'expertise, présentée dans le délai légal par l'administration de l'enregistrement, interrompt la prescription, quoique l'assignation n'ait été donnée qu'après l'expiration du délai.] — Sur la manière dont des créanciers de l'Etat peuvent empêcher la prescription de leurs créances, V. l'avis du Conseil d'Etat des 8 et 13 avril 1809. [Aux termes de cet avis, la prescription

de paix suffit pour interrompre la prescription, pourvu qu'elle soit suivie dans le délai légal d'une citation en justice, art. 2245, Pr., art. 57. Elle produit cet effet interruptif même quand l'affaire n'est pas susceptible de transaction, ou n'est pas soumise au préliminaire de la conciliation ¹¹, arg. art. 2246. Il semble même que la comparution volontaire des parties devant le juge de paix doive être considérée comme l'équivalent d'une citation en conciliation ¹², arg. art. 48, Pr.

La citation en justice interrompt la prescription, même dans le cas où elle aurait été donnée devant un juge incompétent ¹³, art. 2246. Mais l'interruption de la prescription est regardée comme non avenue si la citation est nulle en la forme ¹⁴, si le demandeur

des rentes sur l'Etat n'est interrompue par des réclamations qu'autant qu'elles sont appuyées de pièces justificatives, ou que, dans l'an et jour de sa réclamation, le créancier a pris soin de la justifier.]

¹¹ Vazeille, n. 195; Favard, *vo* Prescription, sect. 2, § 3, art. 2; Cass., 9 nov. 1809; Montpellier, 9 mai 1838, S. V., 38, 2, 492; Delvincourt, sur l'art. 2245; Troplong, n. 592; [Duranton, n. 265, *in fine*; Curasson, *Compét. des juges de paix*, 1, p. 170; Carou, *Jurid. des juges de paix*, 2, n. 223; Chauveau, sur Carré, *Quest.*, 248 bis; de Fremerville, *Minor.*, 1, n. 505; Rodière, *Proc. civ.*, 1, p. 259. — *Contrà*, Pigeau, *Comm.*, 1, p. 154; Augier, *Encyclop. des juges de paix*, *vo* Prescription, sect. 1, § 1, n. 6. — En ce qui touche la distinction relative aux affaires qui ne sont pas susceptibles de transaction, V. Delvincourt, sur l'art. 2245; Troplong, n. 592, et Rouen, 13 déc. 1842, S. V., 43, 2, 170. Cette distinction est parfaitement fondée: quand la contestation ne peut être la matière d'une transaction, la citation en conciliation est un préliminaire inutile, Pr., art. 48. Si, d'après l'art. 2246, la citation en justice, même devant un juge incompétent, interrompt la prescription, c'est que les questions de compétence donnent lieu souvent à des difficultés sérieuses, et que la loi n'a pas voulu subordonner l'existence définitive d'un droit à la solution que tel tribunal peut donner sur telle question de compétence, objet d'un doute légitime.]

¹² Vazeille, n. 191; Troplong, n. 590; Favard, *vo* Conciliation, § 6, n. 2; [Carré et Chauveau, *Quest.*, 249; Thominé-Desmazures, *Comment. du C. pr.*, 1, n. 76, *in fine*; Boncenne, *Théor. de la proc.*, 2, p. 59; Rodière, *Proc.*

civ., 1, p. 258. La comparution volontaire interrompt la prescription; non pas précisément qu'elle équivaille à une citation, mais elle équivaut à une reconnaissance de la prétention du demandeur. V. Colmar, 15 juill. 1809.]

¹³ Incompétent, soit *quoad personam*, soit *quoad materiam*, Duranton, 21, n. 265; [Vazeille, n. 194. V. *sup.*, note 11.] V. aussi Paris, 5 janv. 1837, S. V., 37, 2, 137; Cass., 9 mai 1838, S. V., 38, 1, 861; [Cass., 30 juin 1825; Paris, 21 avr. 1830; Orléans, 28 mai 1842, D. P., 44, 2, 12.]

¹⁴ [Quand une assignation est nulle en la forme, il n'y a pas à proprement parler d'assignation, et le demandeur ne peut être excusé de ne s'être pas conformé aux exigences de la loi, Troplong, n. 598; Vazeille, n. 193.] V. cependant le Code de procédure, art. 173. V. aussi Cass., 6 nov. 1832, S. V., 32, 1, 824. [Cet arrêt juge avec raison qu'une assignation donnée au nom d'une personne décédée, mais dans l'ignorance de son décès, n'en est pas moins interruptive de la prescription. V. cependant Cass., 29 avr. 1845, S. V., 45, 1, 666. Mais il en serait autrement de l'assignation donnée à un individu mort à l'époque de l'assignation, et alors que le demandeur avait connaissance du décès, Rennes, 5 déc. 1831, J. Pal., à sa date. On s'est demandé si une assignation nulle pour défaut de préliminaire de conciliation est nulle pour défaut de forme, dans le sens de l'art. 2247. L'affirmative nous paraît devoir être adoptée, puisque cette assignation ne peut avoir aucun résultat utile, Cass., 30 mai 1814; Troplong, n. 600. V. cependant Marcadé, sur l'art. 2248, qui assimile cette assignation à celle qui serait donnée

se désiste de sa demande ¹⁵, Pr., art. 403, s'il laisse périmer l'instance ¹⁶, Pr., art. 397 et s., ou si la demande est rejetée ¹⁷, art. 2247 ¹⁸.

L'interruption feinte, que la loi assimile à l'interruption réelle, résulte de la reconnaissance faite par le débiteur ¹⁹ du droit de celui contre lequel il pouvait invoquer la prescription ²⁰,

devant un juge incompétent. — Dans tous les cas, l'assignation ne serait point interruptive de la prescription, si elle ne contenait pas copie du procès-verbal de non-conciliation ou de la mention de non-comparution devant le bureau de paix, Cass., 16 janv. 1843, S. V., 43, 1, 97. — *Contrà*, Aix, 22 déc. 1843, S. V., 44, 2, 268. — Il ne faut pas confondre d'ailleurs le vice de forme avec le défaut de l'autorisation ou de l'assistance dont le demandeur aurait besoin pour ester en justice, puisque cette autorisation et cette assistance peuvent valablement intervenir depuis l'assignation, Vazeille, n. 195 et s.; Troplong, n. 599. V. aussi l'art. 1125.]

¹⁵ [Par son désistement, le demandeur renonce à se prévaloir de son assignation et des conséquences qu'elle entraîne, Troplong, n. 602; Marcadé, sur les art. 2242 et s. Il en serait ainsi quand même le désistement aurait été donné seulement parce que l'action se trouvait portée devant un juge incompétent, la partie qui le donne ne pouvant à son gré en limiter les effets légaux. V., cependant, Caen, 8 fév. 1843, S. V., 43, 2, 242.]

¹⁶ V. Nancy, 26 juin 1833, S. V., 35, 2, 420; Cass., 21 nov. 1837, S. V., 38, 1, 70. [L'assignation disparaît et devient comme non avenue par la péremption de l'instance dont elle est le premier acte. Mais il faut pour cela que la péremption soit prononcée : elle n'a pas lieu de plein droit. C'est ce que juge l'arrêt précité du 21 nov. 1837. Si donc il arrive que la procédure soit simplement impoursuivie, l'interruption de la prescription subsiste, Cass., 19 avr. 1851, S. V., 51, 1, 162; Grenoble, 6 juill. 1855, S. V., 36, 2, 126; Riom, 23 juill. 1840, S. V., 40, 2, 441. V. Pr., art. 399; Duranton, 21, n. 266.]

¹⁷ Rejetée, soit parce qu'elle serait mal intentée, soit parce qu'elle serait prématurée, soit parce qu'elle n'aurait pas été précédée d'une tentative de conciliation, Cass., 30 mai 1814; 5 mai 1834, S. V., 34, 1, 403; 14 juin 1837, S. V., 37, 1, 484. [V. aussi Cass., 14 janv.

1836, S. V., 36, 1, 93.] V. encore Troplong, n. 610; et Cass., 28 juin 1837, S. V., 37, 1, 780. Si la demande est rejetée par un moyen du fond, celui contre lequel courrait la prescription a de plus en sa faveur une exception *rei judicate*, [qui pourra toujours être opposée à l'action, sans qu'il y ait à s'occuper de savoir si elle est prescrite.] Maleville, sur l'art. 2247; Duranton, 21, n. 266.

¹⁸ [Un compromis tombé en péremption faute d'avoir prononcé dans le délai imparti n'est pas interruptif de la prescription, Limoges, 29 avr. 1836, S. V., 36, 2, 270; et 6 avr. 1849, S. V., 48, 2, 548.]

¹⁹ Ou par son fondé de pouvoir, Rouen, 11 fév. 1836, S. V., 36, 2, 220.

²⁰ Il n'est pas nécessaire que la reconnaissance soit acceptée, Troplong, n. 615. [V. Toulouse, 13 août 1833, S. V., 34, 2, 20; Grenoble, 26 janv. 1836, S. V., 55, 2, 300.] On doit considérer comme une reconnaissance interruptive de la prescription : la mention de paiement des arrérages d'une rente faite par le créancier sur des registres domestiques par lui produits dans l'instance, Cass., 24 mai 1832, S. V., 32, 1, 430;... les lettres missives, même lorsqu'elles auraient pour objet de demander du temps, sans contenir un aveu exprès, Cass., 11 mai 1842, S. V., 42, 1, 380. V. aussi Agen, 15 mars 1810; Cass., 1^{er} mars 1837, S. V., 37, 1, 999; Cass., 29 juin 1842, S. V., 42, 1, 712;... [la mention d'une dette faite par un négociant failli dans son bilan;... la dation d'un gage ou la prestation d'une caution, Dunod, p. 58; Troplong, n. 610;... les offres réelles de la consignation, et même non suivies de la consignation, puisque la déclaration qu'on est prêt à payer suppose qu'on reconnaît devoir, l'aris, 29 juill. 1808; Cass., 4 janv. 1842, S. V., 42, 1, 535. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs, pour qu'une reconnaissance de la dette soit interruptive de la prescription, qu'elle résulte d'un acte fait avec le créancier; il suffit qu'elle résulte d'un acte fait avec un tiers, Bordeaux,

art. 2248 ²¹. V. *sup.*, § 586.

Il n'y a aucune différence entre l'interruption réelle et l'inter-

1^{er} mars 1831, S. V., 31, 2, 250; Cass., 23 fév. 1831, S. V., 31, 1, 184; Toulouse, 13 août 1833, S. V., 34, 2, 20; Cass., 18 fév. 1835, S. V., 35, 1, 721; Cass., 10 mai 1841, S. V., 41, 1, 716; Caen, 19 mars 1850, S. V., 52, 2, 282; Grenoble, 26 janv. 1855, S. V., 55, 2, 300. V. aussi Toullier, 9, n. 97. Ainsi, la charge imposée à l'acquéreur d'un immeuble, de servir une rente dont cet immeuble est grevé, contient une interruption de la prescription. Caen, 19 mars 1850, et Grenoble, 26 janv. 1855, précités. La reconnaissance peut d'ailleurs être tacite (*factis*), et résulter par exemple d'une constitution d'hypothèque ou du paiement des intérêts, Duranton, 21, n. 269; Rennes, 10 janv. 1826, et Cass., 24 mai 1852, S. V., 32, 1, 439. V. aussi art. 2221, 2224. Elle peut aussi résulter de ce que le débiteur intente une action en réduction de l'hypothèque, Bourges, 28 juin 1843, S. V., 44, 2, 1. Mais dans tous les cas, les effets de la reconnaissance, soit expresse, soit implicite, sont limités, d'après le principe de l'art. 1165, à celui qui l'a faite : *a persona ad personam non fit interruptio activè vel passivè*. Cass., 22 juin 1830, S. V., 30, 1, 549; 10 mai 1856, S. V., 36, 1, 841 : à moins toutefois qu'elle ne soit faite par un débiteur solidaire, auquel cas elle affeète la dette tout entière, art. 2249, Vazeille, n. 257; Duranton, 21, n. 278; Massé, 6, n. 121. Mais aux termes de l'art. 2249, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou la reconnaissance de cet héritier, n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres cohéritiers, quand même la créance serait hypothécaire, si l'obligation n'est indivisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt la prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu. Pour interrompre la prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut une interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé, ou la reconnaissance de tous ces héritiers. De même, la demande en partage formée par un des cohéritiers contre l'héritier détenteur de la succession n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres cohéritiers, Pothier, *Prescript.*, n. 35, et *Oblig.*, n. 603; Vazeille, n. 243; Paris, 8 juin 1825; Cass., 15 avr. 1828; Aix, 3 déc.

1831, D. P., 32, 2, 92; Limoges, 8 janv. 1839, S. V., 39, 2, 263. — Mais il en serait autrement s'il s'agissait d'une dette indivisible, Vazeille, n. 249; Troplong, n. 633; Marcadé, sur l'art. 2249. Il en serait encore autrement si le cohéritier qui a reconnu la dette avait agi, ou devait être réputé avoir agi comme mandataire des autres, Pau, 27 juin 1853, S. V., 53, 2, 640. — Aux termes de l'art. 2250, l'interpellation faite au débiteur principal, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre la caution. Mais en sens inverse, l'interpellation faite à la caution, ou la reconnaissance de la dette par la caution n'interrompt pas la prescription contre le débiteur principal, parce que si la caution peut payer, elle ne peut, en ne payant pas, rendre plus mauvaise la condition du débiteur principal, Duranton, 21, n. 283; Ponsot, *Cautionn.*, n. 526; Marcadé, sur l'art. 2250. — *Contrà*, Vazeille, n. 251, et Troplong, *Prescript.*, n. 635, et *Caut.*, n. 463 et s. — Enfin, l'interruption qui ne s'étend pas d'une personne à une autre ne s'étend pas davantage d'une action à une autre action, Troplong, n. 658. Ainsi, la prescription de l'action personnelle contre le débiteur principal ne serait pas interrompue par des poursuites dirigées contre le tiers détenteur des biens hypothéqués à la dette; Cass. 25 avr. 1826; Riom, 6 juill. 1830, S. V., 35, 2, 647; Paris, 25 janv. 1831, S. V., 31, 2, 252; Cass., 28 nov. 1831, S. V., 31, 1, 429; 7 nov. 1858, S. V., 39, 1, 428; Grenier, 2, n. 519; Merlin, *Rép.*, v^o *Interrupt. de prescript.*, n. 12; Duranton, 21, n. 279. — *Contrà*, Grenoble, 2 juin 1831, S. V., 32, 2, 622. — De même, quand un créancier a deux actions à son choix, par exemple une action *ex testamento* et une action comme héritier *ab intestat*, l'interruption de la prescription de l'une ne s'étend pas à l'autre, Nîmes, 6 mars 1852, S. V., 32, 2, 324 : à moins que ces deux actions n'aient un but identique. V. Troplong, n. 665.]

²¹ Quelques auteurs considèrent la reconnaissance du droit comme une *interruptio naturalis*, d'autres comme une *interruptio civilis*. V. le *Nouveau Dunod*, p. 95. Cette dernière opinion est la plus conforme à la terminologie généralement adoptée. Dans ce paragraphe, la reconnaissance du droit est

ruption feinte, quant aux conséquences qu'en découlent ; et ni l'une ni l'autre ne doit être étendue au delà de son objet ²², *non ultra casum suum*.

L'interruption de l'usucapion et l'interruption de la prescription s'identifient dans leurs conséquences ; toutes les deux ont pour effet de faire considérer comme non écoulé le temps révolu jusqu'à l'interruption ²³, art. 2233. On peut donc dire que l'interruption de l'usucapion est en même temps, relativement à ses conséquences, une interruption de la prescription, qui aurait été produite par l'usucapion ²⁴, et réciproquement.

La prescription, quand elle n'est pas fondée sur l'usucapion, par exemple lorsqu'il s'agit de l'exécution d'une obligation, s'opère par le laps de temps requis écoulé sans interruption ; mais cela ne suffit pas pour l'accomplissement de l'usucapion, à laquelle il faut, outre un certain laps de temps et le silence de la partie adverse, une possession légitime et non interrompue. V. § 851.

L'interruption réelle ou feinte de la prescription ne produit qu'un effet relatif, c'est-à-dire qu'elle n'a d'effet qu'entre les parties, leurs représentants et ayants cause ; l'interruption de l'usucapion produit un effet absolu, art. 2249 et 2250 combinés avec les art. 709, 710, 1199 et 1206 ²⁵.

Si l'interruption de la prescription s'est opérée dans de telles circonstances qu'elle n'a pas eu pour effet de rendre une nouvelle prescription désormais impossible, ce qui arriverait par exemple en matière d'usucapion si l'interruption provenait d'un fait d'éviction, une nouvelle prescription pourra recommencer à dater

considérée comme une *quasi interruptio prescriptionis* [ou interruption feinte], et constitue le seul cas de cette espèce d'interruption. — Il ne faut pas d'ailleurs confondre la reconnaissance du droit contre lequel courait la prescription avec la renonciation à la prescription, ni avec la novation, Troplong, n. 697 et s.

²² L. 9, § 5, Dig. *Ad exhibendum*; Vazeille, n. 224 et s.; Troplong, n. 659 et s.; Cass., 25 avr. 1826; Paris, 25 janv. 1831, S. V., 31, 2, 252; Nîmes, 6 mars 1832, S. V., 32, 2, 324; Limoges, 8 janv. 1839, S. V., 39, 2, 263; Cass., 10 fév. 1840, S. V., 40, 1, 253.

²³ [La prescription recommence alors de nouveau à partir de l'acte interruptif. Toutefois, il faut distinguer à cet égard entre le cas où l'acte ou le fait interruptif de la prescription a opéré

en même temps une novation de l'obligation, et celui où l'obligation doit se continuer après l'interruption, en conservant son caractère primitif. Dans le premier cas, la durée de la prescription est celle à laquelle est soumise la nouvelle obligation substituée à l'ancienne ; dans le second cas, la prescription qui recommence sera accomplie dans le même laps de temps que celle qui avait déjà commencé et qui a été interrompue, Troplong, n. 687.]

²⁴ C'est ce qui arrive dans la revendication et dans l'action confessoire.

²⁵ V., sur les conséquences qui découlent de cette règle, Pothier, n. 54; Vazeille, n. 231 et s.; Delvincourt, 2, p. 640; Duranton, 21, n. 271 et s.; 282 et s.; Troplong, n. 696, 647 et s. [V. au surplus les applications qui en ont été faites dans les notes qui précèdent.]

de la cessation de l'interruption, et elle s'accomplira alors dans les mêmes conditions que s'il n'y avait pas eu interruption²⁶.

§ 848. *Suite.* — *De la règle* : *Contrà agere non valentem non currit præscriptio.*

Bien que la règle ou maxime de droit : *Contrà agere non valentem non currit præscriptio*; V. l. 1, § 2, C. *De annali except.*, ne se trouve pas rappelée par le Code d'une manière formelle, il résulte cependant de certaines de ses dispositions particulières et de certains principes généraux qu'elle constitue une règle du droit français¹. V. art. 2256 et 2257.

En vertu de cette règle, l'exception de prescription ne peut être opposée à celui qui est momentanément privé de l'exercice de son droit ou dont l'action est soumise à un terme ou à une condition. La prescription est alors suspendue jusqu'à ce que la condition soit réalisée ou le terme arrivé², art. 2257. V. § 856.

La prescription ne peut plus être opposée, lorsque les communications avec le lieu où le droit doit être exercé sont interdites, ou lorsque des circonstances extérieures, telles qu'une inondation ou une invasion de l'ennemi ont, pendant un certain temps, rendu impossible l'exercice d'un droit³. Avis du Conseil d'Etat du 25 janvier 1814.

²⁶ [V. *sup.*, note 23.]

¹ Troplong, n. 700; Duranton, 21, n. 286. Cette règle ne peut guère s'appliquer qu'à la prescription proprement dite. V. *sup.*, § 247, note 2. [La maxime *contrà agere non valentem non currit præscriptio* est vraie. Mais, comme la plupart des maximes de droit, elle n'est vraie qu'à la condition de n'être pas entendue d'une manière trop générale. Quand on dit que la prescription ne court pas contre celui qui ne peut agir, cela doit s'entendre d'une impossibilité légale. L'ancienne jurisprudence lui avait attribué un sens beaucoup trop absolu et considérait comme un fait suspensif de la prescription tout événement quel qu'il fût, inondation, épidémie, guerre, etc., qui pouvait excuser l'inaction du propriétaire ou du créancier. V. Brodeau, sur Louet, lettre P, § 14; Dumoulin, art. 245 de la coutume du Bourbonnais; Chopin, *De moribus par.*, liv. 31. Mais Dunod avait réagi contre cette tendance, et c'est sa doc-

trine qui paraît avoir passé dans notre droit. V. art. 2251.]

² [Toutefois, selon l'opinion unanime des auteurs, l'art. 2257 ne s'applique qu'aux créances et non aux droits réels. Ainsi, le tiers détenteur prescrit *pendente conditione* : on ne peut lui opposer la maxime : *Contrà non valentem agere*. Dans ce système, c'est à celui contre qui court la prescription à assigner le tiers détenteur, afin de reconnaître de son droit, Toullier, 6, n. 527 et s.; Delvincourt, sur l'art. 2257; Grenier, *Hyp.*, n. 518; Vazeille, n. 297; Troplong, *Hyp.*, n. 886, et *Prescript.*, n. 791 et 796; Duranton, 20, n. 312, et 21, n. 328 et s.; Marcadé, sur l'art. 2257; Bordeaux, 15 janv. 1835, S. V., 35, 2, 248. — *Contrà*, Cass., 4 mai 1846, S. V., 46, 1, 482.]

³ Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 7, art. 2; Troplong, n. 727 et s. Il faut considérer aussi comme excusable de n'avoir pu interrompre la prescription celui dont l'action a été empêchée par un acte de violence de la partie

CHAPITRE II.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'USUCAPION
OU A LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE.

§ 849. *Quelles choses peuvent faire l'objet de l'usucapion. — De la règle : En fait de meubles la possession vaut titre.*

Les immeubles et les servitudes ¹ qui les affectent peuvent seuls être acquis par prescription ou usucapés, mais non les choses mobilières ². En effet, l'usucapion ayant pour but la consolidation de l'acquisition de la propriété, il résulte de l'art. 2279, alin. 1, qu'elle n'est jamais nécessaire pour consolider vis-à-vis des tiers la propriété des meubles. V. art. 2119.

Cet article 2279, alin. 1, édicté dans l'intérêt du commerce et des échanges, pose en principe qu'en fait de meubles la possession vaut titre : d'où il suit qu'en ce qui concerne les meubles, la simple possession ³ tient lieu d'une propriété définitivement acquise et que le possesseur, sans avoir besoin d'invoquer, soit un titre, soit l'usucapion, et sans que le prétendu propriétaire puisse être

adverse, Troplong, n. 725, [bien que la jurisprudence moderne ait quelquefois rangé l'impossibilité matérielle d'agir parmi les causes qui suspendent le cours de la prescription, V. Cass., 5 août 1817; 9 avr. 1818; 5 avr. 1829; Bordeaux, 24 juin 1826; V. aussi Troplong, n. 627 et s., cependant, la doctrine de ces arrêts ne paraît pas juridique en présence de la disposition limitative de l'art. 2251. V. Duranton, n. 285; Marcadé, sur l'art. 2251; Coin-Delisle, *Revue du droit français et étranger*, 1847, p. 285; et sup., note 1.]

¹ [Le mot *servitudes* doit être pris ici *lato sensu*, et comprendre tous les démembrements de la propriété, comme l'usufruit, l'usage, l'habitation. On a vu sup., § 336, les règles spéciales à l'acquisition des servitudes par la prescription; quant à l'usufruit et à l'usage, il est évident qu'ils peuvent s'acquérir par l'usucapion, de la même manière que la pleine propriété. De même que l'on acquiert la pleine propriété par l'effet d'une possession prolongée, *animo do-*

mini, de même aussi on acquiert un usufruit par une possession prolongée, *animo usufructuarii*.]

² [Cela n'est pas complètement exact. On peut, en effet, acquérir par la prescription une universalité de meubles, par exemple une succession mobilière : il est en effet impossible d'appliquer à une universalité, qui ne peut être l'objet d'une détention matérielle, la règle qu'en fait de meubles la possession vaut titre. C'est ce que suppose l'art. 1857, au titre de l'*Absence*, puisqu'il ne permet la revendication d'une succession que pendant trente ans. V. Henrion de Pansey, *Des act. possess.*, ch. 105, § 5; Merlin, *Rép.*, v° *Complaints*; Favard, v° *Complaints*; Béline, n. 278 et s., V. aussi *inf.*, note 7.]

³ [Mais il faut que cette possession soit de bonne foi et à titre de propriétaire, Merlin, *Quest.*, v° *Revendic.*; Duranton, 4, n. 433; Troplong, n. 1043 et s.; Marcadé, sur l'art. 2279. — V. aussi Delvincourt, 2, p. 849; et Toullier, 14, n. 104 et s.]

admis à la preuve contraire ⁴, peut, par cela seul qu'il possède, repousser toute action en revendication qui serait formée contre lui ⁵.

Mais cette disposition s'applique exclusivement aux meubles corporels; elle ne s'applique pas aux créances ou autres droits mobiliers ⁶.

Elle ne s'applique pas non plus aux universalités de choses mobilières, *universitates juris*, par exemple aux successions mobi-

⁴ *Est præsumptio juris et de jure.* [Cass., 4 juill. 1816; Bordeaux, 17 mai 1831, S. V., 31, 2, 287; Duranton, 4, n. 453 et s.; et 15, n. 285 et s.; Marcadé, sur l'art. 2279. Mais le revendiquant peut prouver, soit la mauvaise foi du possesseur, soit que ce dernier possède en vertu d'un titre exclusif de tout droit de propriété. V. Troplong, n. 1041 et s.; Merlin, *Quest.*, v° *Revendic.* V. aussi Cass., 10 févr. 1840, S. V., 40, 1, 572, et 6 juill. 1841, S. V., 42, 1, 35; et Nîmes, 22 août 1842, S. V., 42, 2, 75. — V. aussi *inf.*, note 8.]

⁵ V. Delvincourt, sur l'art. 2279; Duranton, 4, n. 435; 15, n. 286; Troplong, n. 1060; [Marcadé, sur l'art. 2279.] V. aussi Toullier, 14, n. 404 et s. — [La règle qu'en fait de meubles, la possession vaut titre, écrite dans l'art. 2279, a été interprétée de différentes manières. — Selon Toullier, *loc. cit.*, le possesseur n'est à l'abri de l'action en revendication qu'autant qu'il possède la chose avec bonne foi depuis trois ans. — Au contraire, suivant Delvincourt, *loc. cit.*, nul ne peut, hors le cas de vol ou de perte, agir en revendication contre celui qui possède un meuble et qui peut se borner à répondre: *Possideo quia possideo*. — Ces deux systèmes sont repoussés par M. Troplong, n. 1043 et s., et Marcadé, sur l'art. 2279, qui démontrent que si, au premier coup d'œil, le premier alinéa de cet article paraît absolu, en l'examinant avec attention et en le comparant avec le second et avec l'art. 2280, on voit qu'il suppose que la chose est passée dans plusieurs mains et que celui qui se prétend le véritable propriétaire exerce le droit de revendication à l'égard d'un tiers acquéreur. Il faut donc distinguer avec ces auteurs entre le cas où celui qui réclame un meuble exerce une action personnelle ou mixte fondée sur un titre passé entre lui et le possesseur, et le cas où, agissant contre un tiers, il intente une action réelle. Dans le premier cas, le droit du demandeur ne se prescrit que par le délai or-

dinaire exigé pour la prescription de l'action. Dans le second cas, au contraire, le possesseur peut repousser le revendiquant par l'exception péremptoire que lui offre l'art. 2279. — C'est, du reste, une erreur capitale de Toullier d'avoir supposé que le possesseur n'était à l'abri de l'action en revendication que s'il avait possédé pendant trois ans : la possession vaut titre à celui qui possède un meuble dans les conditions voulues, au moment même où sa possession commence par l'effet d'une sorte de prescription instantanée. V. Marcadé, sur l'art. 2279.]

⁶ Troplong, n. 1065; Vazeille, n. 670; Duranton, 12, n. 126; [Marcadé, sur les art. 2279 et 2280; Demolombe, 2, n. 252; Chardon, *Dol et fraude*, 1, n. 45; Rolland de Villargues, *Rép.*, v° *Prescription*, n. 745;] Poitiers, 27 mai 1833, S. V., 34, 2, 630; Cass., 4 mai 1836, S. V., 36, 1, 355; [11 mars 1839, S. V., 39, 1, 160; 14 août 1840, S. V., 40, 1, 754; Douai, 28 juin 1843, S. V., 43, 2, 58; Grenoble, 15 avr. 1845, S. V., 46, 2, 557; Cass., 7 fév. 1849, S. V., 49, 1, 170. V. cependant Devilleneuve, sur l'arrêt précité de cass. du 4 mai 1836, et Rodière, *Rev. de légis.*, 6, p. 467. — Mais l'art. 2279 est applicable aux meubles incorporels dont la propriété peut se transmettre par une simple tradition manuelle, tels que les effets ou actions et obligations au porteur, Vazeille, n. 620; Merlin, *Quest.*, v° *Revendication*, § 1; Favard de Langlade, *Rép.*, v° *Billet au porteur*, n. 3; Troplong, n. 1065; Pardessus, *Dr. comm.*, n. 485; Marcadé, sur les art. 2279 et 2280; Demolombe, 2, n. 252; E. Vincent, *Législ. comm.*, 2, p. 370; E. Persil, *Lettre de ch.*, sur l'art. 188, n. 5; Cass., 2 niv. an XII; Paris, 26 déc. 1822; 16 mars 1833, S. V., 33, 2, 652; 9 déc. 1839, S. V., 40, 2, 113; 7 mars 1851, S. V., 52, 2, 38; et 2 août 1856, S. V., 57, 2, 77. V. aussi Rouen, 14 janv. 1820.]

lières, ces universalités étant régies relativement à la prescription par la disposition de l'art. 2262 ⁷.

L'art. 2279 ne garantit le possesseur que contre les actions en revendication fondées sur un droit réel, et non contre celles qui seraient fondées sur une obligation contractée par le possesseur ⁸, comme seraient celles qui résulteraient d'un contrat de louage ou d'un prêt à usage.

L'art. 2279 ne fait pas obstacle non plus à ce que le créancier de celui qui a une action pour revendiquer une chose mobilière ne puisse exercer le droit qu'il tient de l'art. 1166 ⁹.

Le principe qu'en fait de meubles la possession vaut titre souffre néanmoins les deux exceptions suivantes :

1° Celui qui a perdu une chose mobilière ou auquel cette chose a été volée ¹⁰ conserve pendant trois ans, à compter de l'époque de la perte ou du vol ¹¹, le droit de revendiquer la chose entre les mains de tout possesseur, sauf le recours de celui-ci, en cas

⁷ Maleville et Delvincourt, sur l'art. 2279 ; Troplong, n. 1066 ; [Marcadé, sur l'art. 2279. L'art. 2279 ne s'applique qu'aux meubles individuels. Les universalités de meubles ne sont soumises qu'à la prescription trentenaire. Il suit de là que contrairement à l'opinion émise ci-dessus dans le texte de Zachariæ, les meubles peuvent faire l'objet d'une usucapion ou prescription acquisitive. Et ce serait une véritable subtilité que d'admettre avec lui que la prescription de trente ans a pour résultat non de consolider par l'usucapion l'acquisition de la propriété d'une universalité de meubles, mais de libérer le possesseur de l'action en revendication qui est éteinte par trente ans; ce serait de plus une inexactitude, car la prescription libératoire ou extinctive ne s'applique qu'aux obligations. V. *sup.*, note 2.]

⁸ Cass., 4 juill. 1816 ; Bordeaux, 5 févr. 1827 ; Cass., 28 nov. 1832, S. V., 33, 1, 402 ; [10 févr. 1840, S. V., 40, 1, 572 ; 6 juill. 1841, S. V., 42, 1, 33 ; Nîmes, 22 août 1842, S. V., 43, 2, 75, et Rouen, 24 juill. 1845, S. V., 46, 2, 105. Le détenteur d'un meuble ne peut posséder utilement contre son titre de possession. V. *sup.*, note 5.]

⁹ Favard, v° *Nantissement*, § 6. V. aussi Bordeaux, 17 mai 1831, S. V., 31, 2, 287 ; Paris, 9 déc. 1839, S. V., 40, 2, 113 ; [Cass., 6 juill. 1841, S. V., 42, 1, 33.]

¹⁰ Cette exception ne peut être étendue, Cass., 4 juill. 1816. [Ainsi, par

exemple, l'aliénation de la chose faite par le dépositaire ne saurait être assimilée au vol, Troplong, n. 1070 ; Bordeaux, 14 juill. 1852, S. V., 33, 2, 18 ; Caen, 9 mars 1846, S. V., 47, 2, 399. — Il en est de même de l'abus de confiance ; Duranton, 4, n. 433 ; 15, n. 285 et s. ; et 19, n. 435 ; Vazeille, 2, n. 673 ; Marcadé, sur l'art. 2279 ; Rolland de Villargues, *Rép.*, v° *Prescription*, n. 751 ; Paris, 5 avr. 1815 ; Rouen, 10 mars 1836, S. V., 36, 2, 193 ; Paris, 7 mars 1851, S. V., 52, 2, 38 ; Paris, 29 mars 1856, S. V., 56, 2, 408. — *Contrà*, Toullier, 14, n. 118 ; Nîmes, 7 mai 1827, et Lyon, 13 déc. 1830, S. V., 32, 2, 348. — Il en est également ainsi de l'escroquerie, qui se distingue du vol par des caractères qui ne permettent pas de penser que le législateur ait compris l'une dans l'autre, Cass., 20 mai 1835, S. V., 35, 1, 321 ; Paris, 21 nov. 1835, S. V., 36, 2, 18 ; Rouen, 10 mars 1836, S. V., 36, 2, 193 ; Marcadé, sur les art. 2279 et 2280 ; Rolland de Villargues, v° *Prescription*, n. 751. V. cependant, en sens contraire, Troplong, n. 1069 ; Paris, 13 janv. 1854, S. V., 34, 2, 91 ; Trib. de la Seine, 22 août 1854, S. V., 35, 1, 325. V. aussi Dijon, 28 nov. 1856, S. V., 57, 2, 223.]

¹¹ [Et non pas à compter du jour où a commencé la possession, Marcadé, sur l'art. 2279.] — Ces trois ans ne constituent pas d'ailleurs une prescription ou une usucapion ; mais un délai pour intenter l'action. [Il semble, au contraire,

d'éviction, contre celui de qui il tient la chose ¹². Mais si le possesseur l'a achetée dans une foire, dans un marché, dans une vente publique ou d'un marchand d'objets de même sorte, le revendiquant ne peut se la faire rendre qu'à la condition de rembourser au possesseur le prix qu'elle lui a coûté ¹³, art. 2279, alin. 2, et art. 2280.

2° Le bailleur peut faire saisir-revendiquer les objets mobiliers qui, d'après la loi, sont gage de la créance, *invecta et illata*, lors même qu'ils ont été transportés hors de la maison ou du fonds chez un tiers, art. 2102, alin. 1; Pr., art. 819 et s. V. *sup.*, § 791 ¹⁴. V. aussi Com., art. 586 et s. — Sur les bâtiments de mer, V. art. 2120 combiné avec Com., art. 190 et s.

Les immeubles ne peuvent être usucapés qu'à la condition d'être dans le commerce ¹⁵, art. 2226.

§ 850. Conditions de l'usucapion. — Ses différentes espèces.

Pour usucaper, il faut avoir la possession légale de la chose pendant un temps déterminé par la loi. Ce temps est plus ou moins long, selon la nature de la possession; ainsi, il est tantôt

qu'on doive voir ici une véritable prescription acquisitive qui court à partir du jour de la perte ou du vol, au profit de celui qui, après trois ans révolus, se trouve être en possession de la chose perdue ou volée.]

¹² Contre celui qui a trouvé la chose, ou contre le voleur, [ou contre le tiers intermédiaire. — Il est à remarquer, du reste, que lorsqu'ils s'agit d'une chose perdue ou volée, la revendication, exercée en temps utile, ne pourrait être repoussée par une exception tirée de la bonne foi du possesseur, Paris, 3 janv. 1846, S. V., 47, 2, 77, et 13 juin 1851, S. V., 51, 2, 475. Sauf cependant les cas prévus à la note suivante.]

¹³ [La sûreté du commerce et des transactions exige que dans ce cas particulier on tienne compte de la bonne foi présumée de l'acheteur. V. Merlin, *Rep.*, v° Vol, p. 824; Troplong, *Vente*, 1, n. 242, et *Prescript.*, 2, n. 1071. Il faut assimiler aux marchands les commissionnaires et les courtiers, Troplong, *loc. cit.*; mais non les voituriers, qui sont personnellement responsables des choses qu'ils transportent et qui ne sont pas chargés de les vendre, Colmar, 27 mai 1809; Nîmes, 7 mai 1827. Les marchands mêmes cesseraient d'être con-

sidérés comme tels, quant à l'application de l'art. 2280, si, exerçant un commerce spécial, par exemple le commerce des métaux précieux, ils ne s'étaient pas conformés aux règlements qui régissent leur profession, Cass., 28 nov. 1832, S. V., 33, 1, 402. — V. aussi Paris, 2 août 1836, S. V., 57, 2, 177.]

¹⁴ [V., *sup.*, le titre du *Louage*.]

¹⁵ V. sur les immeubles qui sont hors du commerce, *sup.*, §§ 260 et 261. [On disait autrefois : *alienabile, ergo prescriptibile*. Mais cette maxime n'est pas absolument vraie, puisqu'il y a des choses, par exemple certaines servitudes, qui sont dans le commerce et qui ne peuvent être usucapées. V. Troplong, n. 108; Marcadé, sur les art. 2226 et 2227, n. 1. Quant aux choses imprescriptibles parce qu'elles ne sont pas dans le commerce, les unes sont imprescriptibles à raison de leur destination; les autres à raison des personnes qui les possèdent. Nous n'entrerons pas ici dans les détails d'une énumération qui, quelque longue qu'elle soit, courrait le risque d'être incomplète, et dont les éléments se trouvent d'ailleurs dans tous les traités spéciaux relatifs à cette matière.]

de dix à vingt ans, tantôt de trente ans. *Possessio longi, possessio longissimi temporis.*

La possession est nécessaire pour la prescription de trente ans comme pour celle de dix à vingt ans. Mais il faut pour que cette dernière s'accomplisse des conditions spéciales dont il sera question plus loin. V. § 853 et 854.

Il ne sera donc question dans le paragraphe suivant que des caractères généraux de la possession nécessaire pour l'usucapion, caractères qui sont communs à la prescription trentenaire et à la prescription par dix à vingt ans.

Du reste, les effets juridiques de ces deux espèces d'usucapion sont les mêmes. V. art. 2262 ¹.

§ 851. *Des caractères légaux de la possession nécessaire pour prescrire* ¹.

Il faut pour prescrire, soit par dix à vingt ans, soit par trente ans :

1° Une possession dans le sens déterminé, *sup.*, § 282 et s. De là la maxime : *Tantum præscriptum quantum possessum* ². Celui-ci

¹ Le Code n'admet ni la prescription de quarante ans [introduite par l'ancien droit pour certains biens privilégiés], ni la prescription immémoriale [qui était généralement admise par les coutumes comme dispensant de la représentation d'un titre quand il s'agissait de choses prescriptibles par leur nature, mais dont la prescription ordinaire eût exigé pour s'accomplir un titre translatif de propriété, telles que les servitudes discontinues. Aujourd'hui la loi ne parle de la prescription immémoriale que pour la rejeter, art. 691. V. Fenet, 14, p. 590.]

² V., sur les matières contenues dans ce paragraphe, Duranton, 21, n. 206 et s.; Troplong, n. 217 et s., et Marcadé, sur les art. 2228 et s.]

² Merlin. *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 5, art. 3, n. 7; Troplong, n. 272 et s. V. L. 6, Dig., *De acquirenda vel amittenda possessione*; L. 7, C., *De acquirenda vel retinenda possessione*. [La condition indispensable de l'usucapion, c'est qu'il y ait eu une possession légale, et la première condition de la possession légale, c'est que le détenteur ait possédé *animus domini* à titre

de propriétaire. L'*animus domini* est donc une condition essentielle de la possession, tellement que celui à qui manque l'*animus domini* n'a pas seulement une possession vicieuse, mais plutôt il ne possède pas. Cela est si vrai que l'art. 2276 oppose à ceux qui possèdent *animus domini* ceux qui ne sont que l'instrument de la possession d'autrui. Mais pour posséder *animus domini*, il n'est pas nécessaire d'avoir fait acte de propriétaire sur chaque parcelle qui compose l'immeuble possédé. Il suffit que dans l'ensemble, ses actes soient de telle nature que celui qui les a faits soit considéré comme ayant l'intention de se porter propriétaire de l'immeuble en totalité, Troplong, n. 272 et s.; Pau, 18 août 1854, S. V., 35, 2. 298. Quant à la maxime : *Tantum præscriptum quantum possessum*, elle veut dire que le droit acquis par l'usucapion se mesure sur le droit auquel le possesseur élevait ses prétentions d'après l'étendue de sa possession. De là résulte que celui qui a eu l'*animus domini* entier pourra avoir usucapé la pleine propriété, tandis que celui qui aura possédé en exerçant seulement une servitude ne pourra avoir usucapé que cette servitude. V. Troplong, n. 272 et s.]

seul est donc *in conditione usucapiendi* qui a occupé la chose matériellement, réellement, et corporellement, c'est-à-dire qui a manifestement fait sur l'immeuble des actes, desquels il résulte d'une manière non équivoque ³ qu'il en a usé et joui exclusivement ⁴, art. 2228 et 2229. Cependant, il n'est pas nécessaire que ces actes de possession soient personnels à celui qui s'en prévaut pour prescrire; il suffit que ces actes aient été accomplis pour son compte par des membres de sa famille, par des gens à son service ou par ceux qui détenaient la chose avec l'obligation de la lui remettre ⁵, art. 2228 combiné avec l'art. 2236, Pr., art. 23. V. *sup.*, § 282 et 283.

Les actes permis à tout le monde ⁶, et ceux de pure faculté ou de simple tolérance, ne peuvent constituer une possession utile pour l'usucapion, art. 2232 ⁷.

Nul ne peut non plus prescrire contre son titre : c'est-à-dire que celui qui occupe un immeuble ou exerce une servitude en vertu d'un droit qui lui est propre peut seul usucaper ⁸, art. 2240.

³ [La possession doit être non équivoque, c'est-à-dire qu'il faut que l'on puisse facilement déterminer à quel titre elle est exercée.] V. Troplong, n. 359 et s.; Merlin, *Rép.*, loc. cit., n. 3; [Marcadé, sur l'art. 2229.]

⁴ [L'exclusivité de la possession est un des caractères auxquels on reconnaît une possession non équivoque.] — On ne peut considérer comme constituant une possession exclusive le fait d'un propriétaire qui laboure de temps en temps dans le champ de son voisin, Pardessus, *Des servit.*, n. 126; Toulhier, 3, n. 175; Troplong, n. 250. — L'usucapion de la propriété ne peut pas se fonder sur des actes qui peuvent tout aussi bien se rapporter à l'exercice d'une servitude, Vazeille, n. 62 et s.

⁵ [Ceux qui possèdent pour autrui ne peuvent avoir le bénéfice de leur possession parce qu'ils ne peuvent prescrire contre leur titre. V. *inf.*, note 8. C'est donc celui pour le compte duquel ils possèdent qui se trouve être le véritable possesseur et qui prescrit par leur intermédiaire. V. Marcadé, sur l'art. 2223. V. cependant Troplong, n. 230.]

⁶ V. comme exemple, Cass., 29 août 1831, S. V., 31, 4, 355.

⁷ La règle que des actes de pure faculté et de simple tolérance ne suffisent point pour l'usucapion, empruntée à l'ancien droit, a beaucoup perdu de son intérêt pratique par les dispositions du Code au sujet de la prescription des ser-

vitutes. V. Limoges, 22 janv. 1839, 2, 284. — [On doit considérer comme actes de pure faculté ceux que la loi seule ou la coutume ou un statut local donnent la faculté de faire ou de ne pas faire. Ainsi, les habitants d'une commune ont la faculté de prendre de l'eau aux fontaines publiques, de profiter des affouages, de conduire des bestiaux aux pâturages communs. L'usage de ces facultés ne peut y faire acquérir un droit privatif, non plus que leur non-usage ne peut les faire perdre. V. Troplong, n. 381 et s.; Duranton, n. 235; Proudhon, *Dom. publ.*, 2, n. 537 et s.; Marcadé, sur les art. 2229 et s. V. aussi Cass., 16 mai 1826; Besançon, 14 nov. 1844, S. V., 45, 2, 645. Les actes de simple tolérance sont ceux qui supposent la permission tacite et révocable à volonté du propriétaire de la chose sur laquelle ils s'exercent. Ils ne peuvent fonder ni possession ni prescription, soit au profit de celui qui, en les faisant, n'a pas entendu agir comme propriétaire, soit au préjudice de celui qui, en les laissant faire, n'a pas entendu se dessaisir. V. Troplong et Marcadé, loc. cit.; Cass., 15 déc. 1824; Paris, 24 juin 1834, S. V., 35, 2, 333; Riom, 3 déc. 1844, S. V., 45, 2, 169.]

⁸ [En d'autres termes, le détenteur précaire ne peut jamais être considéré comme un possesseur *animo domini*.] Tel est le sens de la règle : *Nemo contra titulum suum usucapere potest*. V. L. 33,

Ainsi, le locataire, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, l'anti-chrésiste⁹, ne peuvent se changer à eux-mêmes la cause de leur possession de manière à la convertir en une possession à titre de propriétaire, art. 2236. Il en est de même des successeurs ou ayants droit à titre universel de celui qui possède¹⁰, art. 2237.

§ 1, Dig., *De usurp. et usucap.*, Proudhon, *De l'usufruit*, 2, 756; [Marcadé, sur l'art. 2240.] — Mais elle n'est point applicable à la prescription extinctive ou libératoire. Celle-ci est toujours, au contraire, une *præscriptio contra titulum*, art. 2241. [V. *inf.*, § 855. — Ainsi, le détenteur à titre précaire peut acquérir par usucapion une chose non comprise dans son titre. — Ainsi encore, l'acquéreur de partie d'un héritage, qui est en possession d'une plus grande étendue de terrain que ne lui en donne son titre d'acquisition, peut acquérir par usucapion cet excédant de terrain.] La règle ci-dessus ne doit pas être entendue comme si on ne pouvait usucaper *ultra titulum*, Merlin, *Quest.*, *vo Absent*, § 3, et *vo Fait du souverain*, § 1, Vazeille, n. 174; Troplong, n. 521 et s. [Marcadé, sur l'art. 2240; Duranton, 21, n. 105]; Riom, 28 mai 1810; Cass., 9 nov. 1826; Bordeaux, 11 janv. 1828; Bourges, 6 août 1839, S. V., 40, 2, 52; [Cass., 8 déc. 1841, S. V., 42, 1, 970. V. encore Cass., 9 nov. 1826; 16 janv. 1838, S. V., 38, 1, 191; Montpellier, 26 avr. 1838, S. V., 39, 2, 87; Bourges, 6 août 1839, S. V., 40, 2, 52; et Cass., 15 déc. 1847, S. V., 48, 1, 319. — La règle qu'on ne peut prescrire contre son titre n'est pas applicable au cas où un propriétaire se remet en possession d'un immeuble qu'il avait aliéné; car alors c'est une nouvelle possession qui commence, Lyon, 8 déc. 1838, S. V., 39, 2, 538.]

⁹ [Tous ces possesseurs sont des détenteurs précaires, c'est-à-dire dont la détention a lieu en vertu d'un titre par lequel le détenteur reconnaît sur la chose l'existence d'un droit réel au profit d'autrui, Troplong, n. 468 et s.; Marcadé, sur l'art. 2240. Le fermier ne peut donc pas prescrire le fonds qui lui est affermé, même par la possession qu'il conserverait après l'expiration du bail; car par l'effet d'une tacite reconduction toujours supposée le caractère de sa détention demeure le même. Il en est de même de l'emphytéote, Troplong, n. 474; Duranton, 21, n. 212; Vazeille, 1, n. 128; Riom, 17 déc. 1814. L'usager est aussi un détenteur précaire, Tou-

louse, 15 avr. 1832, S. V., 32, 2, 576; 25 mars 1833, S. V., 33, 2, 483; Cass., 19 mars 1845, S. V., 45, 1, 445; Bourges, 6 août 1839, S. V., 40, 2, 52. L'usufruitier ne saurait non plus prescrire l'immeuble soumis à l'usufruit, *nisi finito usufructu*, Duranton, 21, n. 243. Enfin, le tuteur, le mandataire, l'envoyé en possession provisoire des biens d'un absent sont des détenteurs à titre précaire, et ne sauraient dès lors acquérir par la prescription. V. Orléans, 31 déc. 1852, S. V., 53, 2, 712; Pau, 9 fév. 1857; Pal., 1859, p. 424. V. aussi Fréminville, *Minorité*, 1, n. 365; Vazeille, n. 143; Troplong, n. 487 et s. L'époux marié sous le régime de la communauté est propriétaire des objets qui en font partie; il n'est donc pas possesseur à titre précaire. Mais le mari est un détenteur précaire, dans le sens de l'art. 2236, quant aux biens dotaux de la femme et quant à ses biens propres sous le régime de la communauté; il ne prescrit donc pas même après la dissolution du mariage, Vazeille, n. 142; Bélimé, n. 117 et s.; Marcadé, sur l'art. 2240. — *Contra*, Troplong, n. 443 et s.] — La qualité de communiste n'est pas un obstacle à l'usucapion par l'un des copropriétaires de la propriété exclusive de la totalité de l'immeuble, Merlin, *Rep.*, *vo Prescript.*, sect. 3, § 3, art. 1^{er}; Troplong, n. 361, 493, 528 et s.; Bourges, 22 juill. 1831, S. V., 33, 2, 392, [pourvu toutefois qu'il ait manifesté sans équivoque son intention de posséder pour lui et d'une manière exclusive, soit une part dans les biens indivis, soit la totalité de ces biens. C'est une conséquence de la règle qui permet de prescrire au delà de son titre, Cass., 26 août 1856, S. V., 57, 1, 28; 11 fév. 1857, Pal., 1857, p. 403. V. aussi Troplong, n. 365. Mais il en serait autrement, et une manifestation même non équivoque de l'intention de posséder serait inutile pour le communiste, s'il avait la garde de la propriété commune en vertu d'une convention contre laquelle il ne pourrait prescrire. V. Cass., 16 mai 1826. Telle serait aussi la condition d'un associé, Troplong, n. 2490.]

¹⁰ V. § 12, *Instit.*, *De usucap.*; Po-

Mais il en est autrement du successeur à titre particulier : son droit peut être consolidé par l'usucapion ¹¹, art. 2239.

Mais la règle que personne ne peut prescrire contre son titre souffre exception quand le titre a été interverti par le fait d'un tiers ¹², c'est-à-dire quand il a été converti en un titre valable pour l'usucapion ou quand le possesseur a opposé une contradiction formelle aux prétentions du propriétaire ¹³, art. 2238.

Sur le point de savoir si le possesseur a pour lui la présomption d'une possession utile, ou s'il est obligé de prouver qu'il

thier, n. 112; Troplong, n. 502. [C'est-à-dire de tous ceux qui continuent la personne du défunt, héritiers légataires universels ou à titre universel, quand même ils auraient ignoré le vice de leur possession, Fenet, 15, p. 580.]

¹¹ V. § 13, Inst., *cod.* [Ainsi, la vente faite par le fermier à un tiers serait pour ce dernier un titre susceptible de le faire considérer comme possédant *animo domini* et de lui donner une possession utile à l'effet de prescrire contre le véritable propriétaire, Paris, 8 juin 1825; Cass., 12 janv. 1832, S. V., 32, 1, 81. V. aussi Cass., 8 fév. 1836, S. V., 36, 1, 496. Mais il faut pour cela que la vente soit faite comme par un propriétaire et qu'elle ne soit entachée ni de dol ni de fraude à l'égard du propriétaire véritable, Troplong, n. 518.]

¹² [On peut définir l'intervention du titre tout acte extérieur duquel il résulte que la possession pour autrui s'est transformée en possession *animo domini*. En ce sens l'intervention du titre procède d'une cause venant du propriétaire ou d'un tiers ou d'une contradiction opposée par le détenteur au droit du propriétaire. L'intervention venant du propriétaire ou d'un tiers a lieu, par exemple, quand le fermier achète, soit du propriétaire dont il tient le bail, soit d'une autre personne, l'immeuble à lui loué, Troplong, n. 1505 et s. Mais il faut alors que l'acte dont on fait résulter l'intervention soit sérieux. Ainsi, l'intervention ne pourrait résulter d'une vente simulée que le fermier se serait fait faire, Troplong, n. 509. V. aussi Vazeille, n. 149. — Pour que l'intervention, quand elle est causée par un tiers, ait son effet quant à la prescription, est-il nécessaire qu'elle ait été portée à la connaissance du propriétaire? L'art. 2238 ne l'exige pas; tout ce qu'il faut, c'est que la possession qui suit l'intervention ait les conditions exigées par l'art. 2229,

et, par conséquent, qu'elle ne soit pas équivoque. Il faut donc que le propriétaire ait pu connaître l'intervention; mais il n'est pas nécessaire qu'elle lui ait été notifiée, ni qu'il y ait de la part du possesseur un acte emportant contradiction au droit du propriétaire, Troplong, n. 505; Marcadé, sur l'art. 2239. V. cependant Vazeille, n. 148.]

¹³ [C'est là l'intervention venant du fait du possesseur ou détenteur. V. la note qui précède.] — *Nemo sibi metipsum causam possessionis mulare potest*; et c'est sur cette maxime qu'est fondée la présomption légale de l'art. 2231. [Mais la contradiction opposée par le possesseur, et soufferte par le propriétaire, fait concourir le propriétaire lui-même à l'intervention qui en résulte. — La contradiction doit d'ailleurs être positive et non douteuse, Troplong, n. 513. Il faut donc pour la constituer un fait patent, non équivoque. Des lors, quelques actes abusifs auxquels une commune se serait livrée sur des terrains qu'elle possédait comme usagère ne sauraient être considérés comme une contradiction de nature à intervertir le titre de sa possession, Riom, 13 mars 1849, S. V., 49, 2, 616; Paris, 25 mars 1851, S. V., 51, 2, 276; Cass., 11 nov. 1856, S. V., 56, 1, 913; 28 déc. 1857, S. V., 58, 1, 741. Mais le fait d'avoir défriché et entouré de haies et de murailles un terrain sur lequel on avait un droit d'usage peut constituer une contradiction suffisante à l'effet d'intervertir le titre du possesseur et de faire courir la prescription, Montpellier, 26 avr. 1838, S. V., 39, 2, 87. — V. aussi Cass., 16 janv. 1838, S. V., 38, 1, 191. — La contradiction n'a pas besoin d'être prouvée par écrit, c'est une question de fait que les tribunaux apprécient souverainement, et pour laquelle de simples témoignages peuvent suffire, Troplong, n. 514; Bêlme, n. 110. — *Contrà*, Vazeille, n. 152.]

possède *ex titulo ad transferendum dominium habili*, V. *inf.*, §§ 853 et 854.

2° Il faut pour prescrire une possession continuée sans interruption, V. § 847, pendant le temps légalement déterminé pour l'usucapion. *Possessio continua et non interrupta*, art. 2229.

Cependant, le possesseur actuel qui prouve qu'il était en possession au commencement du temps nécessaire pour l'usucapion, est présumé avoir possédé pendant la période intermédiaire, sauf la preuve contraire ¹⁴, art. 2234.

Le successeur ou ayant droit, tant universel que particulier, peut, pour compléter le temps nécessaire à l'usucapion, joindre à sa possession celle de ses auteurs, pourvu toutefois que ceux-ci se soient trouvés *in conditione usucapiendi* et qu'il leur ait succédé immédiatement ¹⁵ : *accessio possessionis*, art. 2235.

¹⁴ *Probato initio ac fine, medium tempus præsuntur*. La même présomption s'applique à tout autre intervalle rentrant dans la période de l'usucapion. La durée de la possession au commencement et à la fin de la période d'usucapion, nécessaire pour que cette présomption soit applicable, est abandonnée à l'appréciation du juge, V. Vazeille, n. 37; Cass., 3 avr. 1838, S. V., 38, 4, 340. — Par contre, la présomption légale de l'ancien droit : *Olim possessor hodie possessor*, V. Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 5, art. 3, n. 3, n'a été confirmée nulle part dans le Code et, par conséquent, n'est plus en vigueur. *Nam nulla præsumptio juris sine expressa legis dispositione*, Maleville, sur l'art. 2228; Vazeille, n. 35 et s.; Troplong, n. 423; [Cass., 6 fév. 1853, S. V., 33, 1, 161; et 3 avr. 1853, S. V., 33, 1, 579.] — Du reste, la preuve contraire ne peut être uniquement tirée de ce que le possesseur, sans en être empêché par un obstacle extérieur, n'a pas fait un usage ininterrompu de son droit, V. Nancy, 25 avr. 1854, S. V., 35, 2, 458; ou n'a pas exercé tous les droits de la propriété, Troplong, n. 337. [Le possesseur expulsé qui se fait réintégrer dans l'an et jour est censé n'avoir jamais cessé de posséder, Troplong, n. 448.]

¹⁵ V., sur l'*accessio possessionis* : L. 15, § 1, Dig., *De divers. temp. præsript.*; L. 20, Dig., *De usucap. et usurp.*; L. 15, § 10, Dig., *De acquir. vel amitt. possess.*; Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 5, art. 3, n. 8; Vazeille, n. 72; Troplong, n. 428 et s. Ainsi, celui qui arrive à la possession d'un immeuble

ex pacto de retrovendendo, peut ajouter à son temps de possession le temps pendant lequel le rétrocedant a possédé l'immeuble, Troplong, *Vente*, n. 779 et *Prescript.*, n. 445. V. aussi Pau, 16 nov. 1836, S. V., 37, 2, 360. — [Il faut distinguer, quant à l'accession de la possession entre l'héritier ou le légataire universel et l'acheteur ou le donataire. L'héritier continue forcément la possession de son auteur, parce qu'il continue sa personne; si cette possession qu'il ne peut répudier a été vicieuse pour le défunt, elle demeure vicieuse pour son successeur, jusqu'à ce qu'il y ait eu intervention. Quand, au contraire, il s'agit d'un successeur à titre particulier d'un acheteur, par exemple, la continuation de la possession n'est pas forcée, elle est facultative, ou plutôt il n'y a pas continuation de possession, et il peut y avoir lieu à accession de possession. Il faut d'ailleurs remarquer que pour qu'il y ait lieu à accession de la possession, il faut qu'on puisse dire qu'il y a eu succession et non pas seulement juxtaposition de deux possessions, comme si, par exemple, une personne prenait possession d'une chose qu'une autre personne vient d'abandonner. V. Pothier, n. 38 et 59; Duranton, 21, n. 259 et 576; Troplong, n. 436. Le possesseur qui a pris sa possession après avoir fait reconnaître en justice son droit de propriété par suite d'une action pétitoire, pourrait-il joindre à sa possession celle du possesseur évincé? La question a été résolue négativement par la Cour de cassation, le 12 janv. 1852, S. V., 32, 1, 81, et par Merlin, *Rép.*, v° *Prescription* [add.], p. 419 et s. Mais nous pen-

3° Il faut une possession paisible ¹⁶, art. 2229. La possession violemment acquise est donc inefficace ¹⁷. Mais elle devient utile *ipso jure*, à partir de l'époque où les actes de violence ont cessé ¹⁸, art. 2233. La possession ne doit pas non plus être considérée comme violente, quoique pour s'y maintenir le possesseur se soit trouvé dans la nécessité de repousser la force par la force ¹⁹.

4° Enfin, il faut que la possession ait été publique, c'est-à-dire de telle nature que chacun, et en particulier celui contre lequel courait l'usucapion, ait pu en être informé ²⁰, art. 2229. Mais la possession non publique ne fait obstacle à l'usucapion que tant que dure la clandestinité ²¹, arg. art. 2233.

Toute personne qui fonde une action ou une exception sur le fait d'une usucapion accomplie doit prouver que sa possession présentait les caractères qui viennent d'être indiqués. La preuve de ce fait, ainsi que la preuve contraire, peut être faite par témoins ²².

sons que l'opinion contraire doit être adoptée, parce que par l'effet du jugement le possesseur réintégré se trouve être le successeur légitime du possesseur évincé, Marcadé sur l'art. 2235. V. aussi Troplong, n. 448 et s.]

¹⁶ Maleville et Delvincourt, sur l'art. 2229. [V. *inf.*, note 19.]

¹⁷ [Une possession n'est pas paisible par cela seul qu'elle ne résulterait pas d'actes de violence. Une possession violente dans son principe peut, comme on le verra à la note 19, être une possession paisible; tandis qu'une possession qui a commencé sans violence peut n'être pas paisible si elle est inquiétée. V. Troplong, n. 350, et Marcadé, sur les art. 2229 et s.]

¹⁸ Il en était autrement en droit romain. V. §§ 2 et 8, Inst., *De usucap.* [V. Duranton, n. 209 et 211; Vazeille, n. 62; Troplong, n. 418 et 419.]

¹⁹ L. 1, § 28, Dig., *De vi et vi armata*, Toullier, 11, n. 434 et s. Il faut pour cela que l'usage de la force n'ait été qu'accidentel. [Le possesseur qui aurait repoussé, même par la force, des tentatives rares et isolées d'usurpation ne pourrait être considéré comme n'ayant pas eu une possession paisible. Mais il en serait autrement s'il avait été obligé de résister à des tentatives souvent renouvelées: c'est là une question de fait dont l'appréciation appartient aux tribunaux. Troplong, n. 350; Duranton, 21, n. 208.]

²⁰ Vazeille, n. 49. [La possession non

publique ou clandestine est celle dont on s'est emparé et que l'on conserve furtivement, à l'insu de la partie intéressée et en vue d'éviter son action. Mais de même que la possession acquise par violence court utilement quand la violence a cessé, de même aussi la possession clandestine devient utile, quand, de cachée qu'elle était, elle est devenue publique, Duranton, n. 213. — La possession est publique, quand elle a eu lieu ouvertement, aux yeux de qui avait intérêt à la connaître; elle ne cesserait pas d'être telle, quoique celui qui pourrait la contredire l'eût ignorée, si le possesseur n'avait rien fait pour la lui cacher. V. Pothier, *Prescript.*, n. 37; Troplong, n. 351; Marcadé, sur l'art. 2229; Cass., 1^{re} fév. 1832, S. V., 32, 1, 463. — Enfin, la clandestinité est un vice relatif. Il n'y a que celui à qui la possession a été cachée qui puisse se prévaloir du vice de clandestinité. Celui qui aurait caché sa possession à la personne qu'il croyait faussement propriétaire pourrait opposer la prescription au véritable propriétaire, si la possession n'avait pas été clandestine à l'égard de ce dernier, Duranton, n. 215; Marcadé, sur les art. 2229 et s.]

²¹ Troplong, n. 356. [V. la note qui précède.]

²² Merlin, *Rép.*, v^o *Prescription*, sect. 1, § 5, art. 9, n. 9; Vazeille, n. 78 et s.; Troplong, n. 279; [Cass., 23 janv. 1837, S. V., 37, 4, 110; 31 janv. 1837, S. V., 37, 1, 522.]

§ 852. *Des effets juridiques de l'usucapion.*

L'usucapion, même celle de dix à vingt ans¹, produit cet effet juridique, que celui au profit duquel elle s'est accomplie peut opposer l'exception de la prescription à toute action réelle, telle que l'action *confessoire* ou l'action *hypothécaire*, et à toute action personnelle *in rem scripta*, arg. art. 2180, alin. 4, et art. 2263.

De là il suit, par exemple, que le vendeur d'un immeuble ne peut plus demander la résolution du contrat pour cause de non-paiement du prix au détenteur de cet immeuble², qui a pour lui l'usucapion de dix à vingt ans, art. 1184 et 1654.

§ 853. *De l'usucapion par trente ans.*

Il suffit, pour pouvoir invoquer l'usucapion par trente ans, soit d'un immeuble, soit d'une servitude, de prouver que l'on a possédé pendant trente ans de la manière indiquée au paragraphe 851, art. 2262. Il n'est donc pas nécessaire d'appuyer cette possession sur un titre qui serait suffisant par lui-même pour l'acquisition de la propriété : la loi présume, sauf la preuve contraire, que celui qui possède *animo domini* a possédé dans son propre intérêt, et la seule preuve de la possession suffit jusqu'à ce que la partie adverse établisse par preuve contraire que ce détenteur a possédé *non animo domini*, mais au nom d'un autre, et n'est qu'un détenteur précaire³, art. 2230 et 2231.

Celui qui a possédé pendant trente ans et qui aurait un titre

¹ A plus forte raison s'il s'agit de la prescription de trente ans.

² V. en ce sens Delvincourt, sur l'art. 2257; Proudhon, *De l'usufruit*, 4, 21, 231 et s.; Duranton, 9, n. 610 [et 16, n. 364]; Troplong, *Prescr.*, n. 791 et s., 851 et s., [et *Vente*, 1, n. 57, 2, n. 662;] Vazeille, 2, n. 517; [Cass., 12 janv. 1831, S. V., 31, 1, 129; Grenoble, 4 août 1831, S. V., 32, 2, 400; Rouen, 28 déc. 1831, S. V., 33, 2, 576; Orléans, 14 déc. 1832, S. V., 33, 2, 575; Bordeaux, 24 déc. 1832, S. V., 33, 2, 295; Paris, 31 janv. 1844, S. V., 44, 1, 521; Riom, 23 déc. 1845, S. V. 46, 2, 105; Orléans, 21 déc. 1852, Pal. 1, 1853, p. 226. En sens contraire V. Paris, 4 mars 1835, S. V., 35, 2, 230; Montpellier, 5 mars 1835, S. V., 35, 2, 344; Agen, 28 août 1841, S. V., 42, 2, 119. — V. aussi Cass., 31 déc. 1845, S. V., 46, 1, 105; Coulon, *Quest. de dr.*, 3, p. 205, Dial., 109. Quant à l'obligation de payer le prix, elle n'est soumise qu'à la prescription de trente ans, Troplong, n. 850; Grenoble, 19 mars 1829.] Sur les exceptions que souffre la règle établie dans le paragraphe. V. art. 966 [sur la prescription que pourrait opposer le tiers possesseur en cas de révocation d'une donation pour cause de survenance d'enfant, V. sup., § 485, note 32.]

³ Pothier, *De la prescription*, n. 162 et s.; Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 6, art. 1^{er}; [Troplong, n. 819.]

n'en prescrit donc pas moins, quoique son titre soit nul, arg. art. 2262.

L'exception *malæ fidei* ne peut être opposée à celui qui a possédé pendant trente ans².

§ 854. De l'usucapion par dix à vingt ans.

Aux conditions générales de l'usucapion, qui ont été indiquées dans le paragraphe précédent, il faut ajouter une double condition spéciale à l'usucapion par dix ans¹, à savoir, un juste titre et la bonne foi. Il y a toutefois cette différence entre ces deux conditions, que c'est à celui qui invoque l'usucapion ou la prescription par dix ans à prouver qu'il a un juste titre²; mais cette preuve faite, il est présumé, jusqu'à preuve contraire³, avoir possédé de bonne foi, art. 2265 et 2268.

Le juste titre nécessaire pour pouvoir prescrire par dix ans est celui qui, d'après sa teneur, *quoad materiam*, et en soi, *in thesi*, suffirait pour valider définitivement l'acquisition de l'immeuble qui forme l'objet de la prescription⁴. Tout titre en vertu duquel

¹ [Il résulte de ce qui précède : 1° que celui qui a une possession paisible, publique, continue, et à titre de propriétaire pendant trente ans, n'a rien à prouver de plus pour user du bénéfice de l'usucapion; 2° que celui qui veut usucaper par trente ans n'ayant pas à produire de titre, comme il le devrait s'il prétendait à l'usucapion par dix ans, n'a pas, à plus forte raison, à redouter les exceptions que l'on élèverait contre les vices de son titre s'il en avait un, à l'exception toutefois du vice de précarité; 3° que la bonne foi qui est exigée pour l'usucapion par dix ans ne l'est pas pour l'usucapion par trente ans. V. le paragraphe suivant. V. aussi Agen, 27 avr. 1839, D. P., 41, 2, 22.]

² Il ne faudrait point considérer ces deux conditions comme n'en formant qu'une seule. On peut posséder à juste titre et néanmoins être de mauvaise foi, et *vice versa*.

³ Pothier, *De la prescription*, n. 98; Troplong, n. 913.

⁴ Cette preuve peut être faite par témoins. Vazeille, n. 493; [Troplong, n. 929. La bonne foi étant toujours présumée, le possesseur n'a rien à faire pour l'établir. C'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver. — Il faut toutefois remarquer que si le juste titre

et la bonne foi sont deux conditions distinctes, ce ne sont pas pour cela deux conditions indépendantes. Celui qui veut usucaper par dix ans doit prouver son juste titre; mais c'est le juste titre même qui fera présumer la bonne foi. C'est en quoi l'art. 2268 se distingue des art. 549 et 550, dans lesquels la bonne foi est la seule condition exigée du possesseur pour qu'il puisse faire les fruits siens, et le juste titre n'est requis que comme élément de la bonne foi.]

⁵ Celui qui croit seulement avoir un titre légitime, bien que sa possession ne se fonde pas sur un titre, n'est point *in conditione usucapendi*. *Titulus putativus ad usucapionem non sufficit*, Troplong, n. 892 et s. [Le titre putatif est insuffisant, même quand les circonstances seraient telles que le possesseur n'a pas pu supposer qu'il n'était pas vrai. Si on le décidait autrement, il n'y aurait plus deux conditions distinctes, le titre et la bonne foi; il n'y en aurait qu'une, la bonne foi, dont le titre ne serait qu'un des éléments. Et c'est précisément en cela, ainsi qu'on la vu dans la note qui précède, que la possession à l'effet d'usucaper par dix ans diffère de la possession à l'effet de faire les fruits siens (art. 549 et 550). Ainsi, donc celui à qui, par suite d'une erreur provenant de l'identité de nom, un legs a été payé,

on peut acquérir la propriété d'un immeuble, onéreux ou gratuit, universel ou particulier, peut servir de base à la prescription par dix ans; et *vice versa*, tout titre inefficace pour conférer la propriété est également inefficace pour la prescription⁵. Ainsi, un titre dont l'efficacité est soumise à une condition suspensive est insuffisant, jusqu'à l'accomplissement de la condition⁶. Le titre d'héritier, qui suffit pour la prescription de trente ans, ne peut suffire pour prescrire par dix ans les immeubles appartenant à la succession, parce que l'héritier ne fait, à tous égards, que continuer la possession de son auteur⁷. V. art. 724.

quoiqu'il ne fût pas légataire, ne prescrit pas par dix ans le legs qui lui a été indûment payé, Troplong, n. 895. — Ainsi encore, le légataire putatif d'un immeuble peut en être évincé après une possession de dix ans, si l'on vient à produire un testament qui révoque le legs qui lui avait été fait par un testament antérieur. Troplong, n. 898. V. aussi Marcadé, sur les art. 2265 à 2269, n. 3.]

⁵ V. sur ce point Troplong, n. 875 et s., et Duranton, 21, n. 355 et s. V. aussi *inf.*, note 7. [Il est à remarquer que *juste titre* est employé ici comme synonyme de *juste cause*, et signifie non l'acte (*instrumentum*) qui constate le fait d'une acquisition, mais cette acquisition même (*causa*). On réputera donc juste titre tout événement qui eût investi le possesseur du droit de propriété, si celui qui l'a fourni eût été le maître de la chose. Ainsi, le paiement, par exemple, est un juste titre. Le créancier peut ainsi prescrire la chose qu'on lui a payée, soit que l'on ait payé celle-là même qui était due, soit qu'on en ait donné une autre qu'il a acceptée en paiement, Troplong, n. 881; Pothier, *Prescript.*, n. 82.]

⁶ Toullier, 7, n. 609; Troplong, n. 910. [Ainsi, lorsqu'une personne se portant fort pour une autre a vendu un héritage à un tiers, quoiqu'elle ait mis ce dernier en possession, incontinent après le contrat, le temps de la prescription ne commencera à courir que du jour de la ratification, Pothier, n. 92. V. aussi Marcadé sur les art. 2265 à 2269, n. 2.] Il en est autrement d'un titre soumis à une condition résolutoire, Troplong, n. 911. V. art. 1665, et § 848. [Dans ce dernier cas, en effet, la condition résolutoire n'arrête pas l'effet du contrat, et ne laisse aucune incertitude sur le droit actuel du possesseur.]

⁷ Troplong, n. 888. [Vazeille, n. 470; Marcadé, sur les art. 2265 et s. — *Contrà*, Pothier, *Prescript.*, n. 66; Merlin, *Rép.*, v^o *Prescript.*, p. 508.] La même règle s'applique aux héritiers contractuels ou institués, Cass., 27 août 1835, S. V., 35, 1, 797. [V. Troplong, n. 800.] V. art. 1062. V. aussi art. 1006. — [Le partage, à raison de sa nature déclarative, n'est pas un titre à l'usucapion, Colmar, 9 févr. 1848, et Cass., 24 avr. 1850, S. V., 50, 1, 515. En effet, le point de départ de la prescription doit toujours se trouver dans un acte translatif de propriété. Troplong, *Prescript.*, n. 886; Duranton, 21, n. 370; Marcadé, sur les art. 2265 à 2269, n. 2. — Celui qui possède *pro herede* ne pourra donc jamais usucaper par dix ans; car outre que le titre *pro herede* n'est pas translatif, mais seulement déclaratif de propriété, de plus, il n'est et ne peut jamais être qu'un titre putatif, et on a vu *sup.*, note 4, que le titre putatif ne peut jamais servir à l'usucapion. Mais si l'héritier putatif avait vendu ses droits héréditaires, la position changerait; l'acheteur de l'hérédité pourrait usucaper par dix ans, car il posséderait *pro emptore*, et aurait un titre réel. — Ce qui vient d'être dit du partage d'une succession est vrai, à certains égards, du partage d'une société. Le partage n'étant également alors que déclaratif, l'associé qui reprend l'immeuble qu'il avait apporté en société est considéré comme n'ayant jamais cessé d'en être propriétaire, et l'existence de la société reste sans influence sur la durée de la prescription, Troplong, n. 886; Duranton, 17, n. 480; Pothier, *Société*, n. 179, et *Prescript.*, n. 80, *in fine*. — *Quid*, si, au contraire, l'immeuble apporté en société par un associé tombe dans le lot d'un autre? Il faut décider que ce dernier sera censé en être pro-

Un titre ne peut d'ailleurs servir de base à la prescription lorsqu'il est atteint d'une nullité absolue⁸. Mais un titre ne serait pas inutile pour l'usucapion, par cela seul que celui dont il émane n'aurait pas le droit d'aliéner la chose⁹, ou parce qu'il pourrait être attaqué pour cause de nullité relative¹⁰. V. art. 1304. Car l'usucapion a précisément pour objet de suppléer aux vices de cette nature.

Un titre nul en la forme ne peut servir de base à l'usucapion par dix ans. Art. 2267¹¹. Telle serait une donation par acte sous seing privé¹². Mais, s'il était susceptible de confirmation,

priétaire du jour de la constitution de la société ; il aura donc commencé à usucaper à cette époque, par dix ans ou par trente ans, selon qu'il aura ignoré ou connu les vices du titre de celui qui a apporté l'immeuble en société. Troplong, *loc. cit.* — V. cependant Pothier, *Prescript.*, n. 49; Delvincourt, 2, p. 654.] — La chose jugée n'est point un *titulus ad usucapionem habilis*. *Nam res judicata non nisi inter partes jus facit*, art. 1351. Troplong, n. 883; [Duranton, 21, n. 574; Marcadé, sur les art. 2265 et s.; Pigeau, *Proc.*, 1, p. 700.] — *Contrà*, Rauter, *Proc. civ.*, § 59, n. 6; Cass., 21 févr. 1827 et 14 juill. 1835, S. V., 35, 1, 754. [La question est, on le voit, controversée. Si une décision judiciaire ne peut faire titre, ce n'est pas parce que *res judicata non inter alios jus facit*; c'est parce qu'elle n'est qu'un acte déclaratif. Toutefois, on pourrait dire, en sens inverse, qu'elle a l'effet d'un quasi-contrat judiciaire en vertu duquel une nouvelle possession a commencé au profit de celui qui a obtenu le jugement. — L'adjudication forme, dans tous les cas, un titre à l'usucapion. Mais il en est autrement de la transaction, arg. art. 2052 : elle ne peut servir de titre à l'usucapion, à moins que l'une des parties n'ait cédé à l'autre un immeuble non engagé dans le litige, Troplong, n. 882; Marcadé, sur l'art. 2265 et s.]

⁸ Favard, *vo Prescript.*, sect. 3, § 2, n. 2; Troplong, n. 900 et s. V., comme exemple, les art. 1596 et 1597. [Pour l'intelligence du texte et des notes qui vont suivre, il importe de poser des principes. Le titre, nul par défaut de forme, ne peut servir de base à l'usucapion par dix ans, art. 2267. Mais, à cet égard, il y a des distinctions à établir. La nullité de l'acte peut porter ou sur sa forme intrinsèque, par exemple sur les conditions essentielles du contrat, ou sur

sa forme extrinsèque, par exemple sur l'écrit qui le constate, quand l'écrit est soumis à certaines formes solennelles. Dans le premier cas, si l'acte est non existant en réalité, par le défaut d'une des conditions essentielles, il ne peut être pour le possesseur un juste titre; si, au contraire, par un vice quelconque l'acte est non pas nul, mais annulable, il peut servir au possesseur. Dans le second cas, la nullité de l'acte en la forme est un obstacle insurmontable à ce qu'il soit jamais un juste titre : telle serait une donation faite sous signature privée, Troplong, n. 905; Marcadé, sur les art. 2265 et s. V. aussi Cass., 14 nov. 1843, S. V., 44, 1, 229. — V. *inf.*, note 12.]

⁹ Ainsi, par exemple, la vente de la chose d'autrui est un *titulus ad usucapionem habilis*, pourvu que le vendeur ait vendu la chose comme sienne, L. 27, Dig., *De contrah. emptione*; Vazeille, n. 460; Troplong, n. 605 et 873. [C'est précisément pour ce cas et les cas analogues que l'usucapion par dix ans a été établie. V. Vazeille, n. 487, Paris, 13 mars 1817; 8 juin 1825; Cass., 12 janv. 1832, S. V., 32, 1, 81.]

¹⁰ [V. *sup.*, note 8.] Le possesseur est, dans ce cas, *in conditione usucapiendi* contre les tiers, lors même que l'action de son vendeur en nullité de l'aliénation ne serait pas encore prescrite, Troplong, n. 906; [Cass., 7 juill. 1851, S. V., 51, 1, 641. V. cependant Vazeille, n. 474 et s. V. encore Troplong, n. 906; Marcadé, sur les art. 2265 et s.]

¹¹ [V. *sup.*, note 8.] — V. Troplong, n. 903, [et Duranton, 21, n. 278 et s.]

¹² [Duranton, 21, n. 379 *bis*, et *sup.*, note 8.] Il en est de même de tout acte qui n'a pas été signé par toutes les parties, Toullier, 7, n. 606 et s. — Par contre, un acte sous seing fait simple au lieu

V. art. 1340, il pourrait servir à l'usucapion¹³, à dater de l'époque où il aurait été confirmé.

Peu importe du reste, en général, que le titre soit un acte sous seing privé ou un acte authentique¹⁴, qu'il ait été transcrit ou qu'il ne l'ait pas été¹⁵.

De ce que, pour prescrire par dix ans, il faut posséder avec bonne foi, il résulte que, bien que le possesseur ait un juste titre, on est encore admis à prouver qu'il savait ne pas avoir acquis l'immeuble du véritable propriétaire¹⁶, art. 2265 et 2268. Cependant, il suffit que le possesseur ait été de bonne foi au moment de l'acquisition¹⁷, art. 2269.

d'être fait en double original, V. art. 1325, est suffisant pour l'usucapion, art. 1325, Vazeille, n. 493. [Pourvu toutefois que cet acte, qui est considéré généralement comme un commencement de preuve par écrit, ait été complété par des témoignages ou des présomptions, et que le contrat qu'il constate incomplètement soit désormais incontesté. Alors, l'usucapion par dix ans est possible, parce que le possesseur a un juste titre, non dans l'écrit, qui n'est qu'un commencement de preuve, mais dans le contrat que l'on suppose prouvé.]

¹³ Troplong, n. 900 et s. [Ainsi, un legs particulier, fait par un testament nul en la forme, peut, lorsqu'il a été exécuté volontairement par les héritiers, servir de base à la prescription de dix ans, Pothier, n. 88; Troplong, n. 901 et 922. La raison en est que l'exécution volontaire d'un testament nul en la forme est l'exécution d'une obligation naturelle, et qu'une obligation naturelle peut être, aussi bien qu'une obligation civile, une juste cause de possession. V. Paris, 16 févr. 1860. — V. cependant Duranton, 21, n. 379.]

¹⁴ Cependant, il faut que l'acte sous seing privé ait une date certaine remontant à l'origine de la prescription, Favard, *vo* *Acte sous seing privé*, § 1. [V. Troplong, n. 903, et Vazeille, n. 494.]

¹⁵ Merlin, *Rép.*, *vo* *Prescript.*, sect. 1, § 5, art. 1, n. 5; Bordeaux, 24 déc. 1852, S. V., 33, 2, 295. V. cependant art. 2180. V. aussi Cass., 25 janv. 1837, S. V., 37, 1, 110. [Mais il semble devoir en être autrement sous l'empire de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription, V. Troplong, *Transcript.*, n. 177 et s. — C'est, au surplus, en ce sens, que s'est prononcée la jurisprudence sous l'empire de la loi du 11 brum.

an VII. V. Cass., 26 févr. 1814; 19 nov. 1817; 9 févr. 1818; 4 janv. et 11 juill. 1820; Lyon, 17 févr. 1834, S. V., 35, 2, 18. — A plus forte raison une donation non transcrite ne forme-t-elle pas un titre à l'usucapion, Bordeaux, 26 févr. 1851, S. V., 51, 2, 244. En effet, dans les donations, la transcription est exigée pour la perfection du contrat, en tant qu'on voudrait l'opposer aux personnes ayant intérêt à la contester, Paris, 7 déc. 1852, Pal. 1, 1853, p. 371. — *Contr.* Angers, 24 nov. 1842, S. V., 43, 2, 177. V. aussi Cass., 5 mai 1851, S. V., 51, 1, 344, et *sup.*, § 480, notes 18 et 19.]

¹⁶ [La bonne foi peut être définie : la croyance chez l'acquéreur que celui dont il tient son titre était propriétaire de l'immeuble, capable de l'aliéner, et que son titre n'est entaché d'aucun vice. V. Marcadé, sur l'art. 2268.] D'autres auteurs définissent la bonne foi comme l'art. 550 la définit relativement à la jouissance des fruits, Vazeille, n. 474; Troplong, n. 915 et s. Mais dans la *fructuum perceptio*, la bonne foi est la condition principale, et un juste titre n'est nécessaire que pour établir la bonne foi, tandis qu'il en est autrement pour l'usucapion. V. Angers, 9 mars 1825. [V. *sup.*, note 4. Du reste, la question de bonne foi est une question de fait que les tribunaux apprécient souverainement.]

¹⁷ [La bonne foi n'est requise qu'au moment de l'acquisition. Il en était de même en droit romain; mais le droit canonique, par un scrupule assurément exagéré, exigeait que la bonne foi durât pendant tout le temps nécessaire à l'usucapion. C'est le droit romain que la loi française a suivi. La critique que l'on dirigerait contre cette doctrine serait sans doute peu fondée; car l'ac-

De ce que, pour prescrire par dix ans, il faut être de bonne foi, il résulte que l'ayant droit à titre particulier, qui veut joindre à sa possession celle de son auteur, doit être personnellement de bonne foi¹⁸. La même règle s'applique aussi à l'ayant droit à titre universel, à moins que, comme héritier, il ne représente son auteur. Si donc le possesseur actuel est de bonne foi, la mauvaise foi du possesseur antérieur ne peut lui préjudicier, à moins qu'agissant comme son héritier il ne forme qu'une seule et même personne avec lui¹⁹, arg. art. 2237 et 2239.

Telles sont les conditions auxquelles s'accomplit l'usucapion par dix ans. Mais si celui contre lequel court l'usucapion a eu son domicile²⁰, pendant une ou plusieurs années²¹, hors du ressort de la Cour impériale dans lequel est situé l'immeuble, la période de dix ans doit être entièrement ou partiellement doublée. Ainsi, vingt années seront nécessaires pour l'accomplissement de l'usucapion, si pendant les dix premières années celui contre qui l'on prescrit a été constamment domicilié hors de ce ressort; il suffira de douze ans, s'il a eu son domicile dans le ressort pendant huit ans, art. 2265 et 2266²².

quéreur qui a payé ou a acquis d'une autre manière l'immeuble qu'il possède, et qui a été originairement de bonne foi, ne peut être mis au même rang que celui qui n'a jamais été de bonne foi et ne peut produire de titre qui l'excuse.] V. sup., § 345. V. aussi Duranton, 21, n. 351, 393 et s.

¹⁸ [V. sur ce point les distinctions faites, sup., § 851, qui sont également applicables ici. Ainsi, l'héritier continuant la personne du défunt, il ne sera pas nécessaire que le successeur universel ou à titre universel soit de bonne foi, il suffira que la bonne foi ait existé chez son auteur. En sens inverse, sa bonne foi personnelle ne lui permettra pas d'usucaper par dix ans, car sa possession n'est autre que celle du défunt continuée. Quant au successeur à titre particulier, il en est différemment. Il pourra joindre sa possession à celle de son auteur; mais s'il est de mauvaise foi, il ne pourra invoquer que l'usucapion par trente ans. En sens inverse, s'il est de bonne foi, il pourra prescrire par dix ans, mais à la condition de répudier la possession de son auteur. — *Contrà*, Troplong, n. 938. V. aussi Vazeille, n. 496.]

¹⁹ V. sur ces questions, dont le Code ne traite pas d'une manière expresse, Delvincourt, sur l'art. 2235; Troplong,

n. 428 et s., 937 et s.; [Marcadé, sur l'art. 2269.]

²⁰ L'art. 2265 se sert des mots *habiter, être domicilié*; l'art. 2266, du mot *domicile*. De là controverse sur la question de savoir si, en cas particulier, il faut la résidence ou le domicile. La rédaction des articles ci-dessus paraît militer dans le sens du domicile. [Les uns se prononcent pour le domicile de fait. V. Delvincourt, sur l'art. 2265; Bugnet, sur Pothier, 9, p. 356; Marcadé, sur l'art. 2265; Nîmes, 12 mars 1834, S. V., 34, 2, 260; les autres pour le domicile de droit. V. Vazeille, n. 503 et s.; Troplong, n. 866 et s.; Duranton, 21, n. 377; Grenoble, 12 juill. 1834, S. V., 35, 2, 476. Nous croyons que la loi n'a pu entendre parler que du domicile de droit, le seul qui soit un domicile dans le sens juridique.]

²¹ Il résulte des art. 2265 et 2266, que le délai ne peut être doublé que par périodes d'une année, [et qu'il n'y a pas lieu à doubler le délai pour un laps de temps moindre d'une année.] V. aussi Montpellier, 11 mai 1829.

²² Le droit romain et la coutume de Paris, art. 113 et s., avaient une disposition analogue. [Mais c'est plus particulièrement à la coutume de Senlis, que les dispositions de la loi relatives à la présence ou à l'absence du propriétaire

Si l'immeuble doit être usucapé contre plusieurs personnes, le temps nécessaire pour l'usucapion doit être calculé vis-à-vis de chacune d'elles en particulier, d'après les règles qui lui sont propres ²².

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A LA PRESCRIPTION EXTINCTIVE OU LIBÉRATOIRE.

§ 855. — Définition de la prescription libératoire.

La prescription libératoire est une exception à l'aide de laquelle le droit du demandeur peut être infirmé faute par lui d'avoir intenté son action dans le laps de temps déterminé par la loi. V. §§ 843 et s.

La prescription ne s'applique donc qu'aux actions et non aux exceptions. Les exceptions sont, en général, imprescriptibles, en ce sens qu'elles peuvent en tout temps être opposées aux actions auxquelles elles se rapportent, à moins qu'il ne s'agisse d'une exception limitée, par une disposition particulière, à un délai déterminé. V. art. 1569, *Quæ temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum*. On ne peut, en effet, blâmer celui qui ne se défend pas parce qu'il n'est point attaqué ¹. V. art. 2258, alin. 1.

ont été empruntées. Ainsi, la coutume de Paris réputé présents ceux qui sont domiciliés dans la vicomté de Paris (art. 116). La coutume de Senlis, au contraire, réputait présents ceux qui demeuraient dans le ressort du bailliage de la situation de l'immeuble, et absents ceux qui demeuraient hors du ressort.]

²² Cass., 12 nov. 1833, S. V., 33, 1, 825; [Troplong, n. 868.]

¹ Le droit romain avait admis avant le droit français la règle : *Quæ perpetua sunt ad agendum, etc.*, V. L. 5, Dig., *De doli mali exceptionibus*; L. unic., C., *Ut nemo invitus*; L. 5, C., *De exceptionibus*. V. sur cette règle qui, bien que généralement admise, a néanmoins donné lieu à plusieurs difficultés, en ce qui touche son interprétation et son application à des cas particuliers, Duran-

ton, 12, n. 549; Troplong, n. 827 et s.; Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 2, § 23. [Selon Duranton, la maxime : *Quæ temporalia, etc.*, ne peut être invoquée en droit français, d'abord parce qu'elle ne paraît résulter des termes d'aucune des dispositions de la loi, et ensuite parce que celui qui est lié par un contrat dont il a droit de demander la nullité doit prévoir que tôt ou tard l'exécution de ce contrat sera demandée, et est inexcusable d'avoir laissé écouler trente années sans en demander la rescision. Marcadé, sur l'art. 1304 et sur l'art. 2262, enseigne également que les exceptions sont, comme les actions, soumises à la prescription trentenaire. Quant à Merlin et à Troplong, ils admettent la maxime par cette raison qu'il y aurait injustice à forcer le défendeur qui a pour lui la possession à engager une

Cependant, cette règle ne s'applique pas au cas où l'exception est proposée comme réplique ², ni au cas où elle est présentée comme demande reconventionnelle, *reconveniendo* ³ : dans ces deux cas, ce n'est point, à proprement parler, une exception qu'on oppose, mais une action qu'on intente.

La prescription diffère essentiellement de l'usucapion. V. § 843. L'usucapion a cela sans doute de commun avec la prescription, qu'une fois accomplie elle permet d'opposer aux réclamations qui en infirmeraient les effets, l'exception même de prescription ⁴. Mais la prescription est de nature à être opposée à toutes les actions, tandis que l'usucapion n'a pour objet que certains droits de propriété ou de servitude et ne peut servir de base à la prescription qu'à l'occasion de ces droits.

Du reste, ce qui sera dit de la prescription dans les paragraphes

lutte avec un adversaire qui ne manifeste aucune intention agressive, qui d'ailleurs peut être inconnu, et qui, s'il avait le projet d'utiliser l'acte rescindable, trouverait précisément de l'avantage à se réserver le rôle de défendeur dans la contestation.] — Il y a particulièrement controverse sur le point de savoir si la règle s'applique à la prescription de dix ans de l'art 1304. Mais l'affirmative n'est pas douteuse. [L'art. 1304, différent en cela de l'art. 134 de l'ordonnance de Villers Cotterets, ne parle que des actions, et se tait sur les exceptions.] V. Toullier, 7; n. 600 et s.; [Merlin, Troplong, Vazeille, *loc. cit.*; Devilleneuve, dans S. V., 37, 1, 434;] Cass., 24 janvier 1833, S. V., 33, 1, 268; 31 déc. 1833, S. V., 34, 1, 104; Paris, 21 avr. 1836, S. V., 37, 2, 17; Toulouse, 18 nov. 1856, S. V., 37, 2, 324.

² Par exemple au cas où le demandeur en revendication, auquel le défendeur oppose un titre, réplique que ce titre est nul. Cette réplique du demandeur est repoussée par la prescription de l'art. 1304. V. Merlin et Toullier, *loc. cit. sup.*; Duranton, 12, n. 549; Troplong, *Prescript.*, n. 832; Cass., 5 déc. 1826; Pau, 4 fév. 1830; Cass., 30 mars 1830; Bordeaux, 6 avr. et 1^{er} juill. 1830, S. V., 31, 2, 75 et 167. [Suivant ces arrêts, la maxime : *Quæ temporalia*, etc., ne peut profiter qu'à celui qui se borne à se défendre. Elle ne peut pas être invoquée quand la prétendue exception n'est qu'un moyen déguisé pour neutraliser les effets légaux d'un titre. Ainsi, celui qui, ayant

l'annulation du titre qui lui serait opposé, en se fondant sur ce que la maxime : *Quæ temporalia*, etc., a prolongé le temps pendant lequel il pouvait attaquer ce titre pour cause de nullité, ne devrait pas être écouté. Autrement l'application de la maxime : *Quæ temporalia* ne servirait plus qu'à dissimuler des demandes proprement dites sous forme d'exceptions, et rendrait l'usucapion par dix ans à jamais impossible. V. encore Cass., 5 avr. 1837, S. V., 37, 1, 434; Rouen, 9 janv. 1838, S. V., 38, 2, 110; Cass., 13 août 1839, S. V., 39, 1, 913; Bordeaux, 6 avr. 1843, S. V., 43, 2, 422. Mais la maxime : *Quæ temporalia*, etc., serait applicable au cas où l'on opposerait à un mineur un acte rescindable plus de dix ans après sa majorité; car alors il ne ferait que se défendre.] V. Cass., 24 janv. 1833, S. V., 33, 1, 268. [V. aussi Paris, 21 avr. 1836, S. V., 37, 2, 17; Rouen, 9 janv. 1838, S. V., 38, 2, 110. V. cependant Cass., 27 juil. 1837, S. V., 38, 1, 426.]

³ Ainsi, par exemple, on ne peut reconventionnellement opposer en compensation une créance prescrite à la demande en paiement d'une autre créance. Troplong, n. 833. [De même, cette règle n'est point applicable à l'exception : *Non numeratæ pecuniæ*; c'était au débiteur apparent à demander la somme qui est la cause de son obligation avant l'expiration du délai fixé pour la prescription de l'action en nullité ou rescision des conventions. Toulouse, 18 nov. 1836, S. V., 37, 2, 324. V. aussi Agen, 7 juill. 1836, S. V., 36, 2, 569.]

⁴ [V. *sup.*, note 2.]

suiuants s'applique, en général, aussi bien aux cas où la prescription est une conséquence de l'usucapion qu'aux autres cas.

Sur la question de savoir qui peut prescrire et contre qui on peut prescrire, V. *sup.*, §§ 844 et s.

§ 856. *Des actions susceptibles d'être prescrites.*

En général, toutes les actions sont prescriptibles, art. 2262.

Mais de cette règle sont exceptées les actions suivantes :

1° Les actions en revendication de la propriété d'une chose placée hors du commerce ¹. V. § 261.

2° Les actions relatives aux questions d'Etat ², art. 328. V. aussi § 423.

3° L'action en partage, tant que dure l'indivision ³, arg. art. 816. V. aussi art. 538.

4° L'action négatoire, en tant qu'elle a pour objet une servitude qui n'a pas été acquise par l'usucapion ⁴.

5° L'action en séparation des patrimoines aussi longtemps que les immeubles de la succession se trouvent entre les mains de l'héritier ⁵, art. 880.

6° Les actions ayant pour objet une créance conditionnelle ⁶ ou

¹ [Ainsi sont imprescriptibles les actions qui ont pour objet les choses affectées à un usage public et appartenant soit à l'Etat, soit aux départements, soit aux communes. V. *sup.*, § 849.]

² [Cela n'est rigoureusement vrai qu'à l'égard de l'action en réclamation d'état que l'enfant exerce lui-même, art. 318; car l'action en réclamation d'état exercée par ses héritiers, art. 329, l'action en désaveu de paternité, art. 316, les demandes en nullité de mariage, etc., sont des actions prescriptibles et même soumises à des déchéances rigoureuses.]

³ Cass., 9 mai 1827; [Duranton, 7, n. 78; Maleville, sur l'art. 816; Poujol, *Success.*, sur l'art. 815, n. 3. Cela n'est vrai qu'au cas d'une succession indivise ou d'une communauté de fait résultant d'un quasi-contrat. Dans les autres cas, il n'y a pas à proprement parler d'exception à la règle. S'il s'agit de la communauté de biens entre époux, ou d'une société, l'action en partage n'est pas imprescriptible, mais plutôt elle n'est pas née, jusqu'à ce que la communauté ou la société soient dissoutes. V. au surplus *sup.*, § 386, note 2.]

⁴ [La seule manière d'acquérir une servitude continue et apparente contre la volonté du propriétaire qui doit en souffrir est l'usucapion. Tant que cette servitude n'a pas été usucapée, le propriétaire peut intenter une action négatoire pour conserver la liberté de son fonds. Une telle action est imprescriptible, quelque temps qu'ait duré l'exercice de la servitude. Mais en un autre sens, cette action est prescriptible, c'est-à-dire qu'elle s'éteint indirectement, quand la servitude vient à être acquise par l'usucapion.]

⁵ [C'est encore là une de ces actions qui ne se prescrivent pas directement. Mais comme l'action précédente elle est prescriptible indirectement, en ce sens que l'héritier aura acquis après trente ans la propriété personnelle des biens de son auteur.]

⁶ *Obligatio sub conditione suspensiva contracta*, Duranton, 21, n. 526. L'art. 2257 assimile expressément aux créances conditionnelles l'action en garantie pour cause d'éviction. V. Duranton, n. 350 et s. V. aussi Cass., 27 nov. 1827. [La raison de l'art. 2257, c'est que la prescription ne peut pas couvrir contre une action qui n'est pas née.]

à terme, jusqu'à l'accomplissement de la condition ou l'échéance du terme ⁷ : *agere non valenti non currit præscriptio*, art. 2257. V. cependant art. 966. Lorsqu'une dette est payable en plusieurs termes, chaque terme est le point de départ d'une prescription particulière ⁸. Mais à l'égard d'une rente viagère ou perpétuelle, si les arrérages n'ont pas été payés pendant trente ans, la rente elle-même est prescrite ⁹.

§ 857. Des conditions générales de la prescription.

En ce qui concerne les conditions de la prescription, il faut distinguer le cas où la prescription est une conséquence de l'usucapion et celui où elle s'accomplit par elle-même. Dans ce dernier cas, il suffit que le laps de temps déterminé par la loi se soit

⁷ L'art. 2257 ne doit s'entendre que de la prescription. Il ne doit pas s'appliquer à l'usucapion. Si donc celui qui a vendu un immeuble *sub conditione suspensiva* à un premier acquéreur, le vend plus tard à un second acquéreur, sans tenir compte de la première vente, le second acquéreur peut acquérir par usucapion la propriété de l'immeuble, *id est et antequam illa conditio extiterit*, Delvincourt, sur l'art. 2257 ; Proudhon, *De l'usufruit*, 4, n. 2150 et s. ; [Troplong, n. 796 et s., et 803 ; Marcadé, sur l'art. 2257. — *Contrà*, Merlin, *Rép.*, ^v *Prescription*, et Cass., 4 mai 1846, S. V., 40, 1, 482. Mais cette dernière jurisprudence ne peut être suivie : si celui qui a acheté un immeuble d'une personne qui, elle-même, le détenait en vertu d'une vente conditionnelle, ne pouvait usucaper à la date de son contrat, il s'ensuivrait qu'il y aurait à ajouter une nouvelle cause de suspension de la prescription à celles qui sont établies par la loi. V. en ce sens Grenoble, 10 mars 1827 ; Bordeaux, 15 janv. 1835, S. V., 35, 2, 248 ; Pau, 22 nov. 1836, S. V., 57, 2, 296. — Il résulte également de cette jurisprudence et de l'opinion des auteurs précités que pendant la condition et malgré le terme, la prescription court à l'égard des droits réels, et qu'elle n'est suspendue qu'à l'égard des créances proprement dites.] Ainsi, une action hypothécaire peut se prescrire, bien que l'hypothèque ait été constituée pour une dette conditionnelle ou à terme. *Ab actione ad actionem, quoad præscriptionem, non valet conclusio*, Troplong, n. 887 ; Duranton, 21,

n. 328 ; Grenoble, 10 mars 1827. [V. aussi Bordeaux, 15 janv. 1835, S. V., 35, 2, 248. V., cependant, Besançon, 19 déc. 1855, S. V., 56, 2, 299.]

⁸ Delvincourt, sur l'art. 2257.

⁹ Troplong, n. 182 ; Duranton, 21, n. 347 ; [Othier, *Const. de rente*, n. 259 ; Merlin, *Rép.*, ^v *Rente viagère*, n. 17 ; Delvincourt, 3, p. 123 ; Vazeille, n. 357.] Toulouse, 23 janv. 1828. V., en sens contraire, Metz, 28 avr. 1819 ; [Lyon, 5 avr. 1824. La raison de cette différence, c'est que l'existence d'une rente perpétuelle ou viagère suppose l'existence d'un capital constitué. Or, le débiteur de la rente, en n'en payant pas les arrérages, libère le capital par la prescription, suivant la maxime : *Præscriptio ad primordium tempus refertur*.] Si la rente depuis sa constitution n'a jamais été payée, la prescription court *a dato tituli*, Cass., 5 août 1829 ; [Pau, 26 juin 1827 ; Fenet, 15, p. 559 ; Troplong, n. 840 ; Marcadé, sur l'art. 2263 ; Rolland de Villargues, *Rép. du not.*, ^v *Rente*, n. 177. V. aussi Paris, 29 janv. 1834, S. V., 34, 2, 174. — *Contrà*, Bordeaux, 16 juill. 1851, Pal., 1853, 1, p. 595, qui fait courir la prescription du jour seulement de l'échéance de la première annuité. V. aussi Vazeille, n. 358. — On pourrait dire à l'appui de cette dernière opinion qui ne fait courir la prescription qu'à dater de l'échéance du premier terme des arrérages, que c'est à ce moment seulement que la prescription peut se référer, le débiteur ne pouvant faire dater sa libération d'un temps où aucune obligation n'était encore née pour lui.]

écoulé sans interruption pour qu'il y ait prescription. V. § 845. V. aussi art. 2262. V. cependant art. 2275. Dans le premier cas, au contraire, la prescription ne s'accomplit qu'aux mêmes conditions qui auront été nécessaires pour l'usucapion. V. §§ 846 et s.

§ 858. *Du temps requis pour prescrire. — De la prescription ordinaire.*

Toute action susceptible de prescription se prescrit par trente ans, à moins que la loi n'ait spécialement fixé un temps plus court ¹. *Præscriptio ordinaria*, — *præscriptio extraordinaria*, art. 2262.

La prescription la plus longue est donc de trente ans. La loi n'admet plus l'ancienne prescription de quarante ans et la prescription immémoriale ².

Au reste, les prescriptions de moins de trente ans n'étant établies qu'exceptionnellement, les dispositions qui les appliquent ne peuvent être étendues; elles sont *strictissimæ interpretationis* ³.

¹ Limoges, 22 mars 1811. [Cet arrêt juge que la faculté de bâtir sur le terrain d'autrui est soumise à la prescription trentenaire. On a beaucoup agité, sous l'ancienne jurisprudence, la question de savoir si les facultés qu'une personne s'est réservées par un contrat, comme le droit de bâtir sur un terrain qu'on vend, tombent sous le coup de la prescription. La jurisprudence moderne et la doctrine, distinguant les facultés naturelles ou que l'on tient de la loi, lesquelles sont imprescriptibles incontestablement, des facultés qu'on s'est réservées à soi-même, soumet les dernières seulement à la prescription ordinaire. V. d'Argentré, sur la cout. de Bretagne, art. 268, ch. 1, n. 8; Maynard, 1, liv. 4, ch. 53, p. 289; Henrys, 2, p. 523; Dunod, p. 90; Polhier, *Oblig.*, n. 247, et *Vente*, n. 391. V. aussi Troplong, n. 123 et s.; Pardessus, *Serv.*, n. 72; Félix et Henrion, *Rentes foncières*, p. 4 et 8. On considère donc comme prescriptibles non-seulement la libération d'un fonds soumis à quelque réserve facultative, mais encore la faculté que les parties se seraient réservée réciproquement de résilier à perpétuité le traité fait entre elles, Dunod, p. 91; et la promesse de payer à la volonté du créancier, Troplong, n. 128, quoiqu'à

cet égard il puisse s'élever des doutes sérieux fondés sur ce qu'une telle promesse pourrait être assimilée à une promesse à terme. V. Bruxelles, 30 nov. 1809. Mais il en serait autrement s'il s'agissait d'une faculté qui fût de l'essence du contrat, comme le droit pour le débiteur d'une rente perpétuelle de se libérer en remboursant le capital, Troplong, n. 129; Bruxelles, 10 déc. 1812;... ou du paiement d'une chose actuellement exigible avec faculté pour le débiteur d'opter pour le paiement d'une autre chose, Troplong, n. 130.]

² A moins qu'il ne s'agisse de prescriptions encore régies par l'ancien droit. V. sur ces prescriptions, Agen, 8 déc. 1829. S. V., 33, 2, 254; Pau, 15 mars 1834, S. V., 34, 2, 666. [V. aussi Toulouse, 15 nov. 1815, et Grenoble, 2 déc. 1844, Pal., 1, 1843, p. 391.—La prescription de quarante ans était en usage dans l'ancienne jurisprudence quand il s'agissait de certains biens privilégiés, comme les biens d'église. Quant à la prescription immémoriale qui, dans certains cas, suppléait à un titre qui eût été nécessaire, le Code n'en parle que pour la rejeter, art. 691.]

³ Merlin. *Rép.*, v^o *Prescription*, sect. 2, § 8, n. 6.

§ 859. Suite. — Des prescriptions extraordinaires.

I. Prescription de dix ans.

Se prescrivent par dix ans :

1° Les actions du mineur devenu majeur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, art. 475. V. *sup.*, § 230.

2° L'action en revendication d'un immeuble, sous les conditions mentionnées en l'art. 2180. V. *sup.*, § 831. V. aussi art. 2263 et s.; et *sup.*, § 854.

3° L'action hypothécaire sous les conditions mentionnées à l'art. 2180. V. aussi *sup.*, § 831.

4° Les actions en nullité ou rescision d'une convention, art. 1304. V. *sup.*, § 584.

5° Les actions civiles en dommages-intérêts à raison d'un crime, à compter du jour où le crime a été commis; et, lorsqu'il y a eu une instruction criminelle, à partir du dernier acte d'instruction¹. Ces actions se prescrivent par le même laps de temps au profit des personnes qui n'ont pas été impliquées dans la poursuite. Instr. crim., art. 637². Mais s'il a été accordé des dommages-intérêts par une décision judiciaire définitive, le paiement de ces dommages-intérêts ne se prescrit plus que par le laps de temps ordinaire de trente ans³. Instr. crim., art. 642.

¹ [Par des raisons d'intérêt public la prescription de l'action publique résultant d'un crime entraîne celle de l'action civile que la partie lésée peut avoir contre le coupable. On n'a pas voulu que l'action civile survécût à l'action criminelle, parce qu'il y aurait eu un certain scandale à ce que l'on discutât des questions d'intérêt privé nées d'un crime, quand le crime lui-même échappait à la vindicte publique. Et alors, non-seulement toute demande en dommages-intérêts, mais encore toute demande en restitution tombe sous le coup de la prescription, car l'effet de la prescription est d'établir la présomption légale que le fait dommageable n'a point existé, Mangin, *Action civ.*, n. 566; F. Hélie, *Inst. crim.*, 3, p. 793; Carnot sur l'article 637, n. 4; Merlin, *Rép.*, v° *Prescript.*, sect. 3, § 4, n. 5 bis; Duranton, 21, n. 102; Bertauid, *Cours de Code pén.*, p. 546.]

² [C'est ce qui a lieu lorsqu'une personne échappe à l'action publique à raison de circonstances spéciales, et

cependant est responsable civilement des suites d'un crime à raison de la part qu'elle y a prise : l'action civile se prescrit alors par dix ans et non par trente ans, parce que la prescription de l'action civile est attachée au délit lui-même, et que, dès lors, elle conserve son caractère et sa durée vis-à-vis de toutes personnes. Faustin Hélie, 3, p. 796; Le Sellyer, *Droit crim.*, 6, n. 2317. — Du caractère particulier de la prescription de l'action civile, il résulte virtuellement que le temps n'en peut être prolongé ni par le fait d'une interruption ni par la suspension résultant, en matière ordinaire, de l'incapacité légale de ceux qui peuvent intenter l'action.]

³ [V. Merlin, *Rép.*, v° *Prescript.*, sect. 3, § 4, n. 5 bis; Carnot, sur l'article 637, n. 4; Legraverend, 1, p. 79; Mangin, 2, n. 355; Duranton, 21, n. 192; Le Sellyer, 6, n. 2306 et s.; Faustin Hélie p. 792.] — La prescription de trente ans est applicable à tous les cas qui ne sont compris ni dans les ar-

L'art. 1212, aux termes duquel le créancier, qui, pendant dix ans, a accepté d'un débiteur solidaire un paiement partiel, ne peut plus ultérieurement poursuivre ce débiteur *in solidum*, n'a pas pour but d'établir une prescription, mais seulement une *præsumptio remissionis ex lapsu temporis oriunda* ⁴.

De même, l'art. 1792, aux termes duquel les architectes et les entrepreneurs ne sont responsables que pendant dix ans des constructions qu'ils ont élevées; et l'art. 2154 qui, limite à dix ans l'effet d'une inscription hypothécaire, n'établissent pas non plus, à proprement parler, des prescriptions, mais déterminent un délai pour la durée des obligations qu'ils ont en vue ⁵.

II. Prescription de cinq ans.

Se prescrivent par cinq ans :

1° L'action en garantie prévue par l'art. 886.

2° Les actions des avoués pour le paiement de leurs frais ⁶ et

titules 637 et 641 C. instr. crim., ni dans des lois spéciales. V. C. inst. crim., art. 645. Ainsi, les actions qui naissent d'un délit du droit civil, art. 1382, c'est-à-dire d'un acte illicite, que les lois ne pussent pas, se prescrivent par trente ans. Vazeille, n. 386 et s., 622. — La prescription *actionis ex delicto* est également inapplicable à la prescription des actions que la partie lésée peut avoir à un autre titre. V. par exemple, art. 1378; C. pén., art. 4078; Duranton, 4. n. 1071. [Ainsi, la répétition de sommes indûment perçues par un comptable pourrait être exercée pendant trente ans. — L'action civile ne se prescrit d'ailleurs par le même délai que l'action criminelle qu'autant qu'elle est née du crime même, qu'elle le suppose, qu'elle ne se peut concevoir sans lui. L'action alors n'est pas née d'un crime, mais d'un quasi-contrat, ou d'un quasi-délit, art. 1378, à l'occasion duquel un crime a été commis, Mangin, *Act. civ.*, 2, n. 367; Faustin Hélie, 3, p. 794, Cass., 7 juill. 1829. V. aussi Cass., 23 janv. 1822; Paris, 25 mars 1825.]

⁴ [De ce qu'il ne s'agit pas ici d'une prescription, il résulte que tandis que la prescription n'est interrompue que par une demande en justice, un commandement, une saisie ou la reconnaissance du débiteur, la solidarité de la créance serait conservée, même quand le créancier n'aurait fait les réserves dont parle l'article 1212 que par une simple sommation; il en résulte égale-

ment qu'il n'y aurait pas lieu à une prolongation du délai de dix ans, quelle que fût l'incapacité du créancier, mineur, femme mariée, etc., sauf son recours contre l'administrateur responsable. V. sup., § 528, note 12.]

⁵ Si donc, dans le cas de l'article 1792, la perte arrive dans les dix ans, l'action dure trente ans à dater de l'événement. V. art. 2270. Duranton, 17, n. 255. [V. sur cette question, sup., § 710, note 16.]

⁶ Dans les frais de l'avoué, l'article ne comprend pas les honoraires payés par lui à l'avocat, Grenoble, 30 juill. 1821; [Pau, 7 juin 1828; Riom, 24 mai 1838, S. V., 38, 2, 388. Dans ce système, on se fonde sur ce que l'avoué agit moins comme avoué et pour accélérer la marche de la procédure confiée à ses soins que comme mandataire : d'où l'on conclut qu'il doit être considéré comme subrogé aux droits de l'avocat, lesquels ne se prescrivent que par trente ans. Chauveau, *Comment. du tarif*, 1, p. 170, n. 297. Cependant, il s'agit là d'une avance que l'avoué doit faire dans l'intérêt du procès; et qui semble entrer avec d'autant plus de raison dans les frais de l'avoué que l'honoraire de l'avocat est alloué à l'avoué par le tarif, V. Vazeille, 2, n. 684; Troplong, n. 979; Riom, 9 juin 1840, S. V., 40, 2, 295. — Quant aux déboursés que font les avoués dans le cours des procédures où ils occupent, tels que frais d'actes de toute nature, ou

salaires⁷, lorsqu'il s'agit d'affaires non terminées⁸, art. 2273.

3° Les actions contre les juges et avoués, en restitution des pièces qui leur ont été confiées, à partir du jugement du procès⁹, art. 2276.

4° Les actions en paiement de tout ce qui est payable par année, ou à des termes périodiques plus courts, comme les intérêts des sommes prêtées ou d'un prix de vente¹⁰, les loyers des maisons et les fermages des biens ruraux, les arrérages des rentes perpétuelles et viagères¹¹, les traitements et les pensions¹², à da-

avances de droits d'enregistrement, de greffe ou autres, des salaires des huissiers, ils se prescrivent par cinq ans; ce sont là des frais dans le sens de l'article 2273, Troplong et Vazeille, *loc. cit.*; Marcadé, sur l'article 2273: *Riom*, 9 juin 1840, S. V., 40, 2, 295; *Cass.*, 16 déc. 1846, S. V., 47, 1, 137; *Dijon*, 26 déc. 1846, S. V., 47, 2, 451; *Paris*, 20 nov. 1847, S. V., 48, 2, 384.]

⁷ L'article 2273 ne doit pas être étendu *ultra speciem suam*. Il ne s'étend pas, par exemple, aux agents d'affaires, Vazeille, n. 634; [*Cass.*, 18 mars 1818; *Paris*, 31 janv. 1818;... ni aux notaires, Vazeille, n. 632;] [Merlin, *Rep.*, v° *Prescript.*, sect. 2, § 5 et 9; Troplong, n. 984; Duranton, n. 411;... ni aux greffiers;]... ni aux avocats, Grenoble, 30 juill. 1821; [Pau, 7 juin 1828; Troplong, n. 982; Chauveau, *Comment. du tarif*, 1, p. 170;... ni aux agréés près les tribunaux de commerce, Troplong, n. 983; Vazeille, n. 685; Carré, *Compét. civ.*, 1, p. 340. Toutes ces personnes sont des mandataires ordinaires, dont l'action ne se prescrit que par trente ans.] — L'article 2273 ne s'applique même aux avoués qu'en tant qu'ils ont fait des déboursés, etc., en cette qualité. [Ainsi, il ne s'applique pas aux salaires dus aux avoués comme mandataires *ad negotia*; la prescription trentenaire est alors seule applicable, Troplong, n. 985, Rouen, 10 juin 1834, S. V., 34, 2, 641; *Cass.*, 22 juill. 1835, S. V., 35, 1, 484; Orléans, 30 juin 1842, Pal., 2, 1842, p. 110. — V. encore Troplong, n. 979 et s.; Duranton, 21, n. 411.]

⁸ Si un procès porte sur plusieurs points litigieux, on ne devra le considérer comme terminé qu'après la décision de tous ces points, [*Cass.*, 9 août 1848, S. V., 48, 1, 705.] Mais si l'avoué est chargé de plusieurs causes pour la même partie, chacune de ces causes doit être considérée séparément,

Vazeille, n. 636. [Sur la prescription des frais et salaires dus pour une instance terminée, V. *inf.*, notes 23 et s.]

⁹ [Jugé, en ce qui concerne les avoués, que la prescription de l'article 2276 n'est pas applicable à la restitution des pièces qu'ils ont reçues en communication de la partie adverse; et qu'il n'y a lieu alors qu'à la prescription trentenaire. V. Bruxelles, 12 oct. 1822.]

¹⁰ Troplong, n. 1007 et s. [Mais il en serait autrement du prix de vente lui-même divisé par fractions échéant successivement d'année en année, jusqu'à parfait paiement, Troplong, n. 1011. — L'article 2277 s'applique aux arrérages ou intérêts dus même en vertu d'un contrat antérieur au Code, mais échus depuis. *Paris*, 17 janv. 1825; Amiens, 21 déc. 1824; Limoges, 30 juin 1825; *Paris*, 10 févr. 1826; *Cass.*, 9 juin 1829. Cependant il a été jugé qu'on ne pouvait appliquer l'article 2277 aux intérêts ou arrérages échus avant le Code, et qui, d'après l'ancienne législation, n'étaient prescriptibles que par trente ans. Ces intérêts ou arrérages ne seraient pas prescrits, quoiqu'il se fût écoulé plus de cinq ans sous le Code, sans réclamation.] *Cass.*, 5 sept. 1808, et 21 déc. 1812; Bruxelles, 24 déc. 1812; *Cass.*, 28 déc. 1815; 30 janv. 1816; *Paris*, 17 janv. 1825. [V. aussi *Paris*, 23 juin 1818.]

¹¹ [Cette prescription est également applicable aux arrérages des rentes foncières, *Paris*, 17 janv. 1823, et 10 févr. 1826.]

¹² Troplong, n. 1012. [Sont également prescriptibles par cinq ans, les dividendes des actions des sociétés commerciales, industrielles ou civiles, quand ils doivent être distribués par année, ou à des termes périodiques plus courts, Douai, 4 janv. 1854, S. V., 54, 2, 542; Marcadé, sur l'article 2277. Il en est de même des intérêts et dividendes des actions des Compagnies d'as-

ter du jour de l'échéance ¹³, art. 2277.

Mais il ne faudrait pas induire de là que vis-à-vis d'un tiers qui aurait reçu le paiement d'une dette de cette nature pour le créancier ¹⁴ ou qui aurait fait un paiement pour le débiteur ¹⁵, l'action en restitution des fonds reçus ou l'action en indemnité du payement effectué dût se prescrire par cinq ans : la prescription trentenaire serait seule applicable.

De même, si le débiteur de sommes payables à des termes périodiques cédait une créance, ou donnait un objet en payement au lieu de payer effectivement, ce n'est pas par cinq

surance, stipulés payables tous les ans, Paris, 17 juill. 1849, S. V., 49, 2, 712. Mais la part pour laquelle, dans les assurances mutuelles, chaque assuré doit contribuer aux indemnités des sinistres ne se prescrit pas par cinq ans, attendu que cette part est variable et éventuelle et ne constitue pas une charge fixe payable annuellement ou à des termes périodiques plus courts. Cass., 8 févr. 1843, S. V., 43, 1, 264.]

¹³ Vazeille, n. 565; Duranton, 21, n. 429; Troplong, n. 1003 et s. [Le délai de cinq ans se calcule à partir du jour de la demande judiciaire, en remontant à cinq années au delà. Tous les termes compris dans ce laps de temps peuvent être exigés du créancier. On ne doit pas le calculer du jour de la dernière échéance annuelle, ce qui permettrait d'exiger, outre les cinq ans, une année courante, Bordeaux, 12 févr. 1838, S. V., 38, 2, 255. V. cependant Paris, 22 juill. 1820.] — Si la créance principale est prescrite, par exemple l'action en remboursement d'une somme prêtée, les intérêts le sont également, Duranton, 21, n. 334; [Cass., 26 févr. 1822.] — Sur l'application de l'art. 2277 aux payements des sommes reçues par l'Etat, V. les avis du Conseil d'Etat des 24 mars 1809, et 13 avril 1809; une décision du ministre de la justice du 14 déc. 1810; [les ordonn. des 28 mai 1838, S. V., 39, 2, 125; et 5 févr. 1841, S. V., 41, 2, 248. V. aussi la loi du 9 juin 1853, art. 30.]

¹⁴ [Ainsi, les intérêts des sommes qu'un mandataire a reçues et employées à son usage ne se prescrivent pas par cinq ans.] Duranton, 3, n. 582; Cass., 21 mai 1822; Liège, 10 juill. 1853, S. V., 34, 2, 172; [Cass., 7 mai 1845, S. V., 45, 1, 644; Vazeille, n. 612; Troplong, n. 1028. Cependant, il en serait autrement si le mandataire avait fait cet emploi en vertu d'une convention

avec le mandant, et avec stipulation d'intérêts; ces intérêts étant alors conventionnels seraient prescriptibles, comme tous les intérêts de cette nature, par cinq ans, Troplong, *ibid.*]

¹⁵ Troplong, n. 1034; Duranton, 21, n. 431. [Ainsi, les intérêts des avances faites par le mandataire, pour le compte du mandant, ne sont pas soumis à la prescription quinquennale, Cass., 18 févr. 1836, S. V., 36, 1, 940. Mais si un règlement de compte avait eu lieu, le mandataire ne serait plus désormais qu'un créancier ordinaire, et les intérêts des sommes qui lui seraient dues deviendraient prescriptibles par cinq ans, Rouen, 4 mai 1843, S. V., 43, 2, 494; Toulouse, 8 janv. 1846, P. 1, 1846, p. 135. A cet égard, la condition du commissionnaire est la même que celle du mandataire, Lyon, 12 mars 1845, S. V., 46, 2, 375. — On doit décider de même que la prescription quinquennale n'est pas opposable au débiteur solidaire qui, en ayant acquitté la totalité des arrérages, réclame de son codébiteur le remboursement de la portion à la charge de ce dernier; car, entre eux, les codébiteurs solidaires sont respectivement mandataires les uns des autres, Rennes, 26 avril 1834, S. V., 36, 451; Limoges, 8 août 1835, S. V., 35, 2, 515; Lyon, 15 mars 1825. — [De même la caution qui paye des intérêts ou arrérages n'est pas, pour la créance qui en résulte en sa faveur contre le débiteur cautionné, soumise à la prescription de cinq ans, Caen, 7 août 1840, S. V., 40, 2, 528; Troplong, n. 1034, et *Cautionn.*, n. 354; Poinssot, *Cautionn.*, n. 245. — *Contrà*, Vazeille, n. 617. — On décide de même que la prescription de cinq ans ne court pas à l'égard des intérêts des sommes portées en compte courant, tant que dure ce compte. Cass., 12 déc. 1838, S. V., 39, 1, 528; Caen, 3 mai 1843, S. V., 43, 2, 484; Troplong, n. 1019.]

ans, mais par trente ans, que l'action en garantie se prescrirait ¹⁶.

La règle de l'art. 2277 ne doit pas non plus être étendue aux intérêts dus en vertu de la loi, V. par exemple les art. 1570 et 1652, non plus qu'aux intérêts moratoires dus en vertu d'un jugement. Dans ce cas, le débiteur ne doit pas les intérêts comme des paiements à terme et distincts, mais comme une partie de la dette principale; de plus, ces intérêts n'ont pas de terme d'échéance fixe, et, par conséquent, ne doivent pas être considérés comme payables périodiquement ¹⁷.

¹⁶ Cass., 25 oct. 1808.

¹⁷ La question de savoir si l'article 2277 comprend aussi les intérêts légaux et les intérêts moratoires est très-controversée. L'opinion adoptée dans le paragraphe est celle de Duranton, 16, n. 342, et 21, n. 433; Bellot, *Du contrat de mariage*, 4, n. 54; Proudhon, *De l'usufruit*, 1, n. 235 et s. V. en sens contraire Delvincourt, sur l'article 2277; Vazeille, n. 567; Troplong, n. 1013, 1023, 1025 et s. Cependant la première opinion paraît mieux s'accorder avec l'esprit de la loi. Il faut même remarquer que si l'ordonnance de 1629 soumettait expressément à la prescription quinquennale les intérêts moratoires, cette disposition n'a pas été reproduite par le Code. Enfin, la maxime : *Quamlibet exceptionem esse strictissimæ interpretationis*, reçoit encore ici son application. La jurisprudence est également divisée sur cette question, qui se présente surtout à l'occasion des intérêts d'un prix de vente ou d'un prêt. V. en sens divers, Paris, 31 janv. 1818; Metz, 29 mai 1818; une consultation de Sirey, insérée t. 22, 2, 34; Bordeaux, 13 mars 1820; Colmar, 26 juill. 1820; Metz, 15 févr. 1822; Paris, 2 mai 1816; Agen, 18 mars 1824; Paris, 12 déc. 1823; Amiens, 21 déc. 1824; Cass., 7 févr. 1826; 5 déc. 1827; Bordeaux, 8 févr. 1828; Limoges, 26 janv. 1828; Bastia, 15 mai 1827; Bourges, 30 avr. 1827; Grenoble, 19 mars 1829; Cass., 14 juill., 1830; Paris, 21 déc. 1829; Nîmes, 5 mai 1830; Agen, 18 nov. 1830; Paris, 7 déc. 1831; Grenoble, 20 janv. 1832, S. V., 32, 2, 57, 129 et 617; Cass., 12 mars 1833 (il y a deux arrêts du même jour), S. V., 33, 1, 299; Amiens, 18 juill. 1833; Douai, 3 juill. 1834, S. V., 34, 2, 88 et 369; Cass., 12 mai 1835, S. V., 35, 1, 251; Toulouse, 12 août 1834, S. V., 35, 2, 207. Les arrêts rendus par la Cour de cassation en 1827, 28 et 30, où il s'agit-

sait des intérêts d'un prix de vente jugent qu'il y a lieu à l'application de l'article 2277. Mais dans les espèces de ces arrêts, les intérêts avaient été stipulés; et tout le monde est d'accord pour reconnaître que les intérêts conventionnels tombent sous l'application de cet article. — Quant aux arrêts de la Cour de cassation rendus en 1833 et 1835, ils prononcent sur des intérêts moratoires. Dans ces hypothèses diverses, la Cour de cassation s'est décidée par les motifs suivants : 1^o *Legem non distinguere*, comme si la loi ne parlait pas uniquement de choses payables à des termes périodiques. 2^o *Præterea legem simul utilitate publica niti*, comme si ce motif était *ratio primaria legis* et n'avait pas toute sa force dans le cas seulement où il s'agit d'intérêts stipulés — [L'opinion adoptée par Zachariæ sur cette question, qui a de plus en sa faveur une très-remarquable consultation de M. Ravey, n'a pas prévalu dans la jurisprudence à laquelle s'est ralliée la doctrine la plus récente; ainsi il a été jugé par des arrêts rendus depuis ceux qui sont ci-dessus cités, que les intérêts d'un prix de vente d'immeubles sont prescriptibles par cinq ans. V. Bourges, 15 juin 1840, Pal. 1841, 2, 128; Orléans, 2 févr. 1849, S. V., 49, 2, 588; Paris, 5 août 1852, S. V., 52, 2, 602; Cass., 16 août 1853, S. V., 55, 1, 575; Troplong, n. 1023; Marcadé, sur l'article 2277. Et la même solution a été appliquée aux intérêts moratoires dus en vertu d'un jugement. V. Cass., 12 mars 1833, S. V., 33, 1, 299; Bordeaux, 13 août 1834, S. V., 34, 2, 676; Cass., 12 mai 1835, S. V., 35, 1, 251; 2 juin 1835, S. V., 35, 1, 960; 29 janv. 1838, S. V., 38, 1, 350; Bourges, 6 août 1841, S. V., 42, 2, 75. Merlin, *Rép.*, *vo Intérêts*, § 4, n. 17, et § 7, n. 9; Troplong, n. 1013 et s.; Marcadé sur l'article 2277. L'applicabilité de l'article 2277 aux intérêts légaux, moratoires ou judiciaires qui, dans la

L'art. 2277 ne s'applique pas davantage aux fruits qu'un possesseur de mauvaise foi est obligé de restituer à la suite d'une demande en revendication ¹⁸.

Enfin, la règle de l'art. 2277 ne s'étend pas aux intérêts qui courent pendant une instance judiciaire ¹⁹.

Du reste, la maxime : *Agere non valenti non currit præscriptio*, est également applicable à la prescription de l'art. 2277 ²⁰.

La reconnaissance que ferait le débiteur du non-paiement des intérêts n'empêcherait pas la prescription de devoir être admise ²¹.

pratique, n'est plus aujourd'hui contestée, se fonde principalement sur la généralité de cet article qui, en parlant de ce qui est payable par année ou à termes plus courts, n'entend pas ce qui est exigible par année, mais ce qui se calcule par année, de manière que l'accumulation successive des années accroisse sans cesse la dette. C'est cet accroissement indéfini que le Code n'a pas voulu permettre, en limitant à cinq années les termes qu'il était permis au créancier de demander. — Par les mêmes motifs, les intérêts de la dot ou des reprises dotales sont soumis à la prescription de cinq ans, Limoges, 26 janv. 1828; Bordeaux, 8 févr. 1828; Agen, 18 nov. 1830, S. V., 32, 2, 57; Toulouse, 12 août 1834, S. V., 35, 2, 207; Troplong, n. 1025 et 1080; Duranton, 15, n. 383; Tessier, *De la dot*, 1, p. 162; Benoit, *id.*, 1, n. 150; Marcadé, sur l'article 2277. — *Contrà*, Bellot, *Contr. de mar.*, 4, p. 54 et s.]

¹⁸ [En effet, le possesseur de mauvaise foi étant, aux termes de l'art. 549, tenu de rendre les fruits avec la chose au propriétaire qui la revendique, les fruits forment avec le principal une seule et même dette, qui n'est soumise qu'à la prescription ordinaire. V. Limoges, 16 janv. 1822; Cass., 13 déc. 1830, et 21 juill. 1831; et Angers, 10 déc. 1833, S. V., 54, 2, 529. Il en est de même des fruits dus par le cohéritier qui a joui seul de l'hérédité. Vazeille, n. 371; Duranton, 4, n. 363, et 21, n. 432; Cass., 13 déc. 1830, S. V., 31, 2, 24; et de ceux qui ont été perçus par un héritier exclu comme indigne, art. 729. — Du reste, l'art. 2277 ne s'applique pas au cas où les intérêts qui ont couru n'étaient pas exigibles : c'est là une règle commune à toutes les prescriptions. Ainsi, la prescription de cinq ans ne court pas entre cohéritiers à l'égard des fruits des biens ou des intérêts des sommes dont ils doivent le rapport

à la succession, Colmar, 1^{er} mars 1836, S. V., 36, 2, 573; Paris, 24 nov. 1838, S. V., 38, 2, 480; Bordeaux, 2 mars 1843, S. V., 43, 2, 294; et 21 mars 1856, S. V., 57, 2, 173; Troplong, n. 1032; Vazeille, n. 616; Duranton, 4, n. 363, et 21, n. 432; Marcadé, sur l'art. 2277. — *Contrà*, Bastia, 5 nov. 1844, S. V., 46, 2, 35. — La prescription de cinq ans n'est pas applicable non plus aux intérêts du reliquat d'un compte de tutelle, tant qu'il n'y a pas eu reddition de ce compte, Cass., 30 avr. 1855, S. V., 35, 1, 555; ni généralement aux intérêts des sommes dont le tuteur est comptable envers son pupille, Nancy, 19 mars 1830; Troplong, n. 1027; Vazeille, n. 613 et 614; Marcadé, sur l'art. 2277.]

¹⁹ Paris, 27 juin 1817; Cass., 12 juill. 1836, S. V., 37, 1, 224; [26 juin 1839, S. V., 39, 1, 635.] Une instance judiciaire est une demande perpétuelle en restitution, et la prescription se trouve ainsi à chaque instant interrompue.]

²⁰ Troplong, n. 1010. [C'est ce qui résulte de l'art. 2278, qui n'excepte du droit commun que les prescriptions de moins de cinq ans.] V. Grenoble, 20 janv. 1832, S. V., 32, 2, 617; Cass., 8 juill. 1834, S. V., 34, 1, 504; Grenoble, 30 août 1833, S. V., 34, 2, 529; Cass., 30 avr. 1835, S. V., 55, 1, 556; 18 fév. 1850, S. V., 36, 1, 940; Colmar, 1^{er} mars 1836, S. V., 37, 2, 573. [Ainsi, la litispendance aurait à l'égard de cette sorte de prescription cet effet que la prescription des fruits ne pourrait être opposée par le débiteur qui aurait mis le créancier dans l'impossibilité d'agir, notamment en demandant la nullité du contrat d'obligation. Cass., 5 juill. 1838, D. P., 58, 1, 413. V. aussi Cass., 22 juin 1853, D. P., 53, 1, 302; 15 fév. 1858, D. P., 58, 1, 196.]

²¹ La raison en est que cette prescription ne repose pas sur une pré-

Il est à remarquer d'ailleurs que l'art. 1660, en disposant que la faculté de rachat ne peut être stipulée pour un temps excédant cinq années, fixe un délai et n'établit pas une prescription ²².

III. *Prescription de trois ans.*

Se prescrivent par trois ans :

1° L'action des créanciers d'une succession contre les légataires, dans le cas de l'art. 809.

2° L'action des créanciers d'une succession et des légataires en séparation du patrimoine du défunt d'avec les biens personnels de l'héritier, art. 880.

3° L'action en revendication des choses mobilières, art. 2279.

4° L'action de la partie civile en dommages-intérêts pour un délit correctionnel, instr. crim., art. 638 et 642. Ce qui a été dit plus haut de la prescription des actions en dommages-intérêts pour crime est également applicable à la prescription des actions pour délits ²³.

Les art. 771, 772 et 773 établissent non une prescription, mais un délai de trois ans.

IV. *Prescription de deux ans.*

Se prescrivent par deux ans :

1° L'action en résolution d'un contrat de vente pour cause de lésion ²⁴, art. 1676.

2° L'action des avoués pour leurs déboursés et pour leurs honoraires, à compter du jour où le procès a été terminé soit par un jugement, soit par transaction ²⁵, ou du jour où leur mandat a été révoqué ²⁶, art. 2273.

somption de libération, mais sur un motif d'utilité publique, *ne debitor onere usurarum obruatur*, Troplong, n. 1036; [Bourges, 26 avr. 1815; Paris, 10 fév. 1826; Bourges, 29 juin 1831, S. V., 32, 1, 439;] Cass., 28 mai 1832, S. V., 32, 1, 439; Bourges, 14 mai 1832, S. V., 32, 2, 507; Cass., 10 mars 1834, S. V., 34, 1, 800; [Montpellier, 13 mai 1841, S. V., 41, 2, 447; Fenet, 15, p. 598; Marcadé, sur l'art. 2277] — Mais la promesse de payer les intérêts interrompt la prescription. [En effet, la prescription quinquennale est susceptible d'interruption par la reconnaissance du débiteur ou par l'un des autres moyens énumérés aux art. 2242 et s.]

²² [V. sup., § 688 et note 6.]

²³ Vazeille, n. 604 et s. [V. sup., notes 1 et s.]

²⁴ [Ce n'est pas là une véritable prescription : c'est un délai.]

²⁵ Si l'avoué n'a été informé de la transaction que plus tard, la prescription court du jour où il en a eu connaissance, Vazeille, n. 630. [Du reste, par jugement, la loi entend parler d'un jugement définitif, Paris, 5 déc. 1835, S. V., 36, 2, 173.]

²⁶ Ou du jour de sa destitution, Cass., 19 août 1816; [Delvincourt, 3, p. 850; Troplong, n. 980; Duranton, n. 410; V. aussi Marcadé, sur l'art. 2273, n. 2...; ou du jour du décès de l'avoué, Cass., 18 mars 1807.]

3° Les actions contre les huissiers en remise des pièces qui leur ont été confiées, à compter du jour de l'accomplissement de leur commission ou de la signification des actes ²⁷, art. 2276.

V. Prescription d'un an.

Se prescrivent par un an :

1° L'action en nullité d'un mariage contracté sans le consentement des père et mère, art. 183.

2° La revendication d'une portion de terre enlevée par un accident, art. 559.

3° L'action en révocation d'une donation ou d'un legs pour cause d'ingratitude ²⁸, art. 937 et 1047.

4° L'action de l'acheteur en réduction et du vendeur en supplément du prix de vente, dans le cas des art. 1616 et s., art. 1622.

5° L'action des médecins, des chirurgiens et des pharmaciens, en paiement de leurs visites, opérations et fournitures ²⁹; celle des huissiers pour leurs salaires ³⁰; celle des marchands ³¹ relativement aux marchandises par eux vendues à des non marchands ³²; celle des chefs d'institution pour la pension de leurs élèves ³³;

²⁷ Il faut donc distinguer entre le cas où il s'agit d'une commission à remplir, et celui où il s'agit d'un acte à signifier. Si l'huissier a été chargé d'une commission comprenant une série d'actes, d'une vente aux enchères, par exemple, la prescription ne court qu'à partir du dernier de ces actes, Vazeille, n. 675; Troplong, n. 960. — Mais cette prescription ne s'applique pas à l'action en restitution des fonds qui ont été confiés à un huissier, Rouen, 1^{er} juill. 1828 : [cette action dure trente ans, Troplong, n. 1000.]

²⁸ *A die commissi delicti vel scientiæ*, Delvincourt, sur l'art. 937. [V. sup., § 484, note 19, et § 504, notes 8 et 9.] Il n'en est pas ainsi de l'action en révocation d'une disposition à titre gratuit, pour inexécution des conditions : elle ne se prescrit que par trente ans, Vazeille, n. 658. [V. sup., § 483, note 5.]

²⁹ [Les sages-femmes doivent être assimilées aux médecins, car elles exercent officiellement et légalement l'art de guérir. — Il en est autrement des gardes malades, Marcadé, sur l'art. 2272. — Quant aux pharmaciens, leur action est prescriptible par un an, alors même que les médicaments par eux vendus n'étaient pas destinés à l'usage personnel de celui à qui ils ont été four-

nis, Cass., 9 juill. 1850, Pal., 1850, 2, p. 213.]

³⁰ [La prescription court contre les huissiers, quoiqu'ils aient en leur possession les actes par eux faits, Cass., 10 mai 1836, S. V., 36, 1, 841. — Mais cette prescription n'est pas applicable à l'action formée par un huissier contre un avoué dont il est l'huissier habituel, en paiement des actes signifiés par lui sur la demande de cet avoué, Trib. de la Seine, 28 fév. 1845, S. V., 45, 2, 524; Grenoble, 25 fév. 1857, S. V., 57, 2, 550; Montpellier, 10 mars 1858, S. V., 58, 2, 672. — Les gardes du commerce ne sont pas, comme les huissiers, soumis à la prescription annale pour les actes de leur ministère, Troplong, n. 960. — *Contrà*, Trib. de la Seine, 9 déc. 1835.]

³¹ En gros ou en détail, Troplong, n. 965; Duranton, 21, n. 408.

³² Ou même à un marchand, si celui-ci a acheté les marchandises, non en sa qualité de marchand, mais pour les besoins de son ménage, par exemple, Maleville, sur l'art. 2272; Vazeille, n. 677 et s.; Duranton, 21, n. 409; [Troplong, n. 961 et 962; Orléans, 9 mars 1852, Pal., 1852, 1, p. 474.]

³³ Les personnes qui ne donnent que la table et le logement dans leur maison, sans se charger en même temps de la

celle des maîtres pour les frais d'apprentissage ³⁴, et celle des domestiques, qui louent leurs services à l'année ³⁵, pour le paiement de leurs gages, art. 2272.

6° Les actions possessoires, Pr., art. 23.

7° L'action en dommages-intérêts pour les contraventions de simple police ³⁶. V. instr. crim., art. 640.

VI. Prescriptions de moins d'une année.

Se prescrivent par six mois :

1° L'action en nullité de mariage dans les cas des art. 181 et 185.

2° L'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts pour le paiement des leçons qu'ils donnent au mois ³⁷ ; celle des hôteliers et traiteurs, pour les frais de logement et de nourriture ³⁸,

surveillance et de l'instruction, ne sont point comprises dans cette catégorie, Vazeille n. 681 et s. V. art. 2271, alin. 2...; non plus que celles qui prennent un enfant en pension par obligeance. V. Troplong, n. 970 et s.

³⁴ [L'action des maîtres d'apprentissage se prescrit par un an, soit que l'apprenti reçoive la nourriture chez le maître, soit qu'il n'y reçoive que l'enseignement, Vazeille, n. 739; Troplong, n. 766. Il en est de même de la pension des clercs de notaires et d'avoués qui font un véritable apprentissage, Vazeille, n. 739; Troplong, n. 967.]

³⁵ « A l'année, » et non précisément pour une année. [Il y a location à l'année quand le salaire, bien que subdivisé en paiements mensuels, est fixé pour l'année; ou quand, bien que le salaire soit fixé à tant par mois, la location est faite non pour un ou plusieurs mois, mais pour un temps indéterminé.] Mais ceux qui ne se louent qu'au mois doivent être assimilés aux journaliers, conformément à l'art. 2271, Troplong, n. 973; Duranton, 21, n. 414. [A plus forte raison en est-il de même pour ceux qui se louent à la semaine, Marcadé, sur l'art. 2272. V. *inf.*, dans ce paragraphe.] — Quant aux secrétaires, aux aumôniers, aux bibliothécaires, aux précepteurs, aux commis, ils ne peuvent être considérés comme des domestiques, et leur action ne se prescrit que par cinq ans, suivant l'art. 2277, s'agissant de sommes payables par années ou à des termes périodiques plus courts, Henion de Pansey, *Comp. des juges de paix*, ch. 30; Trop-

long, n. 975; Pau, 14 janv. 1825; Bourges, 30 mai 1829.]

³⁶ Vazeille, n. 690 et s.

³⁷ Au mois. Si donc l'enseignement est donné à l'année ou pour six mois, ce n'est point cette prescription qui a lieu, mais celle de trente ans, Duranton, 21, n. 404; Cass., 12 janv. 1820. V. aussi Vazeille, n. 696. [Mais, suivant Troplong, n. 945 et s., l'art. 2277 est alors applicable et c'est cette dernière opinion qui doit être suivie, car on rentre alors dans la disposition générale de l'art. 2277, qui s'applique à tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts. V. Marcadé, sur l'art. 2271. Mais si un prix unique avait été convenu pour plusieurs années ou plusieurs mois de leçons, l'action du maître deviendrait une action ordinaire qui ne serait plus prescriptible que par trente ans, Troplong, n. 946. Quant aux leçons données au cachet, elles sont prescriptibles par six mois, comme celles qui sont données au mois, Troplong, n. 947.]

³⁸ Cette disposition doit s'entendre aussi des fournitures faites par les débitants de vin et de bière, et les maîtres de café, Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 2, § 1, n. 1. [Ce ne sont pas là des dépenses de nourriture. Il semble donc qu'elles doivent rentrer dans la classe des fournitures faites par les marchands, Troplong, n. 951, et Marcadé, sur l'art. 2272. — Il est à remarquer d'ailleurs qu'à la différence de l'art. 2272 qui n'établit une prescription d'un an contre les marchands qu'au profit

et celle des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées ou de leurs travaux faits à la tâche ³⁹, art. 2271.

Se prescrivent :

Par trois mois : 1° La demande en nullité de partage entre associés, évidemment contraire à l'équité, quand le partage a été fait *ex compromisso* par un tiers, art. 1854.

2° [Et les actions en dommages-intérêts pour délits forestiers et de chasse, C. forest., art. 185 ; L. 3 mai 1844, art. 29.]

Par deux mois, l'action en désaveu d'un enfant, quand cette action est intentée par un héritier du mari. V. art. 317.

Par un mois, l'action en dommages-intérêts, pour un délit de pêche ou pour un délit rural, L. du 30 avr. 1790, art. 12 ; du 6 oct. 1791, sect. VII, tit. I^{er}, art. 8 ; et du 15 avr. 1829, art. 62.

Par quarante jours, la revendication par le bailleur des objets mobiliers garnissant une ferme.

Par quinze jours, la revendication des objets garnissant une maison, art. 2102, alin. 1.

des particuliers non marchands, l'art. 2271 ne fait aucune distinction : d'où il faut conclure que la prescription de six mois établie par cet art. 2271 est applicable vis-à-vis de toute personne, Metz, 9 juill. 1819 ; Cass., 20 juin 1838, S. V., 38, 2, 638.]

³⁹ Toutes les personnes qui sont payées de leur travail à la journée sont sujettes à la prescription de l'art. 2271, [Bruxelles, 25 oct. 1817 ; Cass., 7 janv. 1824 ; Rouen, 11 janv. 1841, D. P., 41, 2, 107. V. aussi Troplong, n. 952.] Les artisans eux-mêmes sont aussi régis par la disposition de l'art. 2271, à moins qu'ils ne fournissent en même temps la matière employée à leur travail, auquel cas ils sont commerçants, Vazeille, n. 699 ; Troplong, n. 952 et s. V. art. 2272 et l'art. 126 de la *Cout. de Paris*. V. aussi Bruxelles, 19 janv. 1809 ; [Agen, 5 juill. 1833, S. V., 34, 2, 46, et Cass., 19 janv. 1853, S. V., 53, 1, 432.] Mais les art. 2271 et 2272 ne sauraient être étendus aux entrepreneurs, Vazeille, *loc. cit.* ; [Cass., 12 avr. 1853, S. V., 53, 1, 257 ; V. cependant, Paris, 22 nov. 1833, S. V., 34, 2, 184... ; ni même aux ouvriers qui font des marchés à forfait, quand même on leur fournirait les matériaux ; car alors ils font de véritables entreprises, Troplong, n. 954 ; Amiens, 14 déc. 1839, S. V., 41, 2, 121. Mais en l'absence

d'un marché à forfait caractéristique de l'entreprise, les ouvriers, lors même qu'ils exécutent de gros ouvrages, ne peuvent être considérés comme des entrepreneurs, Cass., 27 janv. 1851, S. V., 51, 1, 247 ; Marcadé, sur l'art. 2271. — *Contra*, Colmar, 8 août 1850, joint à l'arrêt précité de Cass. du 12 avr. 1853. — Que faut-il décider à l'égard des imprimeurs ? L'arrêt précité de la Cour d'Agen, du 5 juill. 1853, les considère, soit comme des ouvriers, soit comme des marchands, selon qu'ils font ou non des fournitures et, en conséquence, leur applique, suivant les cas, la prescription de six mois ou celle d'un an. La Cour de cassation en fait dans tous les cas des marchands, par interprétation de l'art. 602 du Code de commerce. Cass., 19 janv. 1853, S. V., 53, 1, 432. Marcadé, sur l'art. 2271, les considère comme des entrepreneurs ou comme de simples ouvriers, selon la nature du marché, et leur accorde, en conséquence, soit une action de trente ans, soit seulement une action de six mois. Mais une alternative aussi opposée n'a pu entrer dans l'esprit de la loi, et il paraît plus rationnel et plus conforme à son esprit de considérer, avec la Cour de cassation, les imprimeurs comme des commerçants, et de leur appliquer dans tous les cas la prescription d'un an.]

Par huit jours, la revendication dans le cas prévu par l'alinéa 4 du même art. 2102.

Les prescriptions des art. 2271, 2272 et 2273 courent pour chaque dette à partir de son exigibilité ⁴⁰, quoiqu'il y ait eu continuation de livraisons, services, fournitures ou travaux ⁴¹, art. 2274, alin. 1. Elles cessent de courir, et la prescription trentenaire devient seule applicable ⁴², si le débiteur a reconnu son obligation, soit par une reconnaissance écrite au bas d'un arrêté de compte, soit au moyen d'un billet ou d'un acte notarié ⁴³. Elles sont interrompues par une citation en justice, tant que cette citation n'est pas périmée, Pr., art. 397, art. 2274, alin. 2. V. *sup.*, § 847.

⁴⁰ V. Delvincourt, sur l'art. 2274; Duranton, 21, n. 416. [Une difficulté assez sérieuse peut s'élever sur la fixation du point de départ de la prescription, malgré la rédaction en apparence claire de l'art. 2274. L'usage a prévalu pour les maîtres ouvriers et même pour les simples ouvriers travaillant soit à l'année, soit à la journée, de présenter leurs comptes, les uns à la fin de l'année, les autres à la fin de la semaine. La prescription court-elle alors du jour du travail effectué, ou du jour où le paiement a été ou dû être réclamé? Il paraît incontestable que c'est à ce dernier point de départ qu'il faut s'arrêter, puisqu'il est tacitement convenu entre les parties comme étant le point de départ de l'exigibilité de la dette, Marcadé, sur l'art. 2274. — *Contrà*, Troplong, n. 952 et 953. — A l'égard des marchands, Pothier fait courir la prescription du jour de chaque fourniture, *Oblig.*, n. 380. Mais peut-être, dans le cas où les fournitures ont lieu habituellement dans la même maison, faudrait-il faire courir la prescription du jour où le compte a été ou a dû être remis, d'après les conventions expresses ou présumées des parties.] — Quant aux réclamations des médecins, chirurgiens et pharmaciens, V. Vazeille, n. 874; Duranton, 4, n. 1142; 21, n. 415; Troplong, n. 950. [On peut appliquer aux pharmaciens ce qui vient d'être dit des marchands. Quant aux médecins et chirurgiens, l'usage étant de les payer non après chaque visite mais à la fin de la maladie, c'est de la fin de la maladie que part le délai de la prescription, Troplong, n. 950; Marcadé, sur l'art. 2274. — *Contrà*, Limoges, 3 juill. 1836, S. V., 40, 2, 57.]

⁴¹ Si cependant le marché avait été

passé pour la totalité de l'ouvrage, la prescription ne courrait qu'à dater de l'achèvement des travaux, Troplong, n. 987.

⁴² Pothier, *Des obligations*, n. 676; [Delvincourt, 2, p. 643; Marcadé, sur l'art. 2274; Agen, 5 juill. 1833, S. V., 34, 2, 48; Cass., 10 fév. 1836, S. V., 36, 1, 97.] V. aussi Troplong, n. 990 et s.

⁴³ Ainsi doivent être entendus ces termes de l'art. 2274, alin. 2 : « lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation, » Delvincourt, sur cet article; Troplong, n. 968. [L'arrêté de compte dont parle l'art. 2274 ne s'entend que d'un titre écrit donné par le débiteur à son créancier, Troplong, *loc. cit.*; Marcadé, sur l'art. 2274. L'arrêté de compte doit donc être signé, Cass., 27 juill. 1853, S. V., 53, 4, 705. — Des tailles ne pourraient non plus équivaloir à un arrêté de compte : elles prouvent sans doute la fourniture, mais rien de plus. Même arrêt. V. cependant Duranton, 13, n. 236. — La reconnaissance doit d'ailleurs contenir une énonciation suffisante de la dette, Paris, 4 mars 1807; Douai, 9 juin 1841, Pal., 1842, 1, p. 97. C'est là au surplus une question d'appréciation, Paris, 12 août 1822; Riom, 9 mai 1840, S. V., 40, 2, 295; Cass., 11 fév. 1840, S. V., 40, 1, 510. Une reconnaissance indéterminée de la dette peut même, selon les cas, suffire pour interrompre la prescription, Rouen, 17 mai 1837, Pal., 1, 1838, p. 52; Cass., 29 juin 1842, S. V., 42, 1, 712. — En définitive, on doit considérer comme reconnaissance de la dette tout écrit qui en contient suffisamment l'aveu. Telles sont des offres réelles, Paris, 29 juill. 1806.]

Quand une des prescriptions comprises dans les art. 2271 à 2273 a été encourue, celui à qui elle est opposée peut encore déférer à celui qui l'oppose le serment sur la question de savoir si la chose a été réellement payée ⁴⁴. Le serment peut même être déféré à la veuve si elle est tenue de la dette ⁴⁵, aux héritiers du débiteur, et, s'ils sont mineurs ou interdits, à leurs tuteurs, sur la question de savoir s'ils ne savent pas que la dette a été payée ⁴⁶, art. 2275.

Les prescriptions de cinq ans ou d'une moins longue durée, art. 2271 à 2277, courent même contre les mineurs et les interdits, sauf leur recours contre leur tuteur ⁴⁷, art. 2278 et arg. de cet article. Du reste, ces prescriptions courtes ne sont pas suspendues par le décès du débiteur ⁴⁸.

§ 860. Des effets juridiques de la prescription.

La prescription est une exception péremptoire qui peut être opposée à une action par cela seul que cette action n'a pas été exercée dans le délai déterminé par la loi.

De ce que la prescription n'est qu'une exception, il résulte qu'elle ne peut être un moyen d'action, par exemple un moyen d'attaquer un jugement ¹.

De ce que cette exception se fonde sur le retard apporté à l'exercice de l'action, il résulte qu'elle laisse subsister l'obligation qui sert de fondement à l'action, en ce sens que l'obligation continue de valoir comme obligation naturelle ².

⁴⁴ Mais la preuve du non-paiement ne saurait être administrée d'une autre manière, Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, [Troplong, n. 995; Rouen, 40 juin 1834, S. V., 34, 2, 641; Cass., 29 nov. 1837, S. V., 38, 1, 431; et 28 mars 1854, Pal., 1854, 2, p. 94. Elle ne pourrait pas même l'être par un interrogatoire sur faits et articles, Lyon, 18 janv. 1838, S. V., 36, 2, 554; Cass., 27 juill. 1853, S. V., 53, 1, 705; Troplong, *ib.* — *Contrà*, Toullier, 10, n. 54; Duranton, 13, n. 434, *in fine*; Marcadé, sur l'art. 2275.] Le serment ne peut d'ailleurs être déféré que sur le paiement de la dette en général, et non sur des faits particuliers, Troplong, n. 995. — [L'art. 2275 ne se référant qu'aux prescriptions courtes des art. 2271 à 2273, il est incontestable qu'on ne saurait déférer le serment au débiteur qui opposerait la prescription quinquennale de l'art. 2277, Troplong, n. 1005 et s.]

⁴⁵ Dans le cas par exemple où elle

était commune en biens avec le mari, Pothier, n. 687.

⁴⁶ L'art. 2275, contenant une exception à la règle, ne doit pas être étendu *ultra casus suos*, Vazeille, n. 728.

⁴⁷ En d'autres termes, ces prescriptions doivent être considérées comme des délais. V. Delvincourt, sur l'art. 2278; Vazeille, n. 728; [Marcadé, sur l'art. 2278.]

⁴⁸ Cass., 29 oct. 1810.

¹ Vazeille, n. 631 et s.

² Pothier, n. 642 et 666; Duranton, 21, n. 106 et s.; [Delvincourt, 2, p. 452; Merlin, *Rép.*, v° *Prescription*, sect. 1, § 2, et v° *Mainmortes* (*Gens de*), § 7, n. 5; Marcadé, sur l'art. 2119. En d'autres termes, la prescription ne fait qu'enlever à l'obligation son efficacité civile : elle brise le lien civil, mais elle laisse subsister le lien naturel. — *Contrà*, Troplong, n. 29.] La question de savoir si la prescription laisse néan-

L'exception de prescription est réelle et non personnelle. Toute personne³ contre laquelle une action est intentée peut donc s'en prévaloir; et si un débiteur néglige de l'opposer ou y renonce, ses créanciers peuvent s'en prévaloir, soit de leur chef, soit comme exerçant ses droits⁴, art. 2225 combiné avec les art. 1166 et 1167.

Mais l'exception de prescription ne peut pas être suppléée d'office par le juge : il faut qu'elle soit proposée par celui qui y a intérêt⁵, art. 2223. V. Pr., art. 464.

moins subsister l'obligation comme obligation naturelle est surtout d'un intérêt pratique relativement à la *condictio indebiti*. Or, l'art. 1234 met bien la prescription au nombre des causes d'extinction des obligations, et l'art. 2219 la considère également comme un mode de s'affranchir d'une obligation. Mais ni l'un ni l'autre de ces articles n'est inconciliable avec l'opinion d'après laquelle l'obligation prescrite continue néanmoins d'exister comme obligation naturelle. V. le paragraphe suivant. — [Le débiteur qui a payé une dette éteinte par la prescription n'a donc pas d'action en répétition. V. *sup.*, § 663, note 3.]

³ [L'art. 2225 porte : « Les créanciers, ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise... »] Ainsi, l'usufruitier peut opposer la prescription, Delvincourt, sur l'art. 2225; Vazeille, n. 353; Merlin, *Rép.*, v° Prescription, sect. 1, § 4; Troplong, n. 103 et s.; Duranton, 21, n. 152 et s. [Ainsi encore, la caution et le garant peuvent opposer la prescription malgré la renonciation du débiteur, Troplong, *ib.*; Vazeille, n. 348 et 351. V. aussi Bruxelles, 26 juin 1818.] — A qui la renonciation à la prescription peut-elle être opposée? V. Troplong, n. 74. [La renonciation à la prescription peut être opposée à tous ceux qui représentent à titre universel la personne du débiteur; à moins que, tout en le représentant, ils n'aient personnellement un droit acquis antérieurement à la renonciation : dans ce cas, ils sont recevables à attaquer cette renonciation et à la faire considérer comme sans effet à leur égard. Ainsi, les héritiers du débiteur, saisis après le décès de celui-ci, n'ont aucun droit pour attaquer la renonciation à la prescription faite par leur auteur. Mais il n'en est pas de même de l'héritier institué : il peut attaquer la renonciation faite par l'instituant depuis l'institution, parce que cette renonciation n'est qu'une donation indirecte, Troplong, n. 104. V. ce-

pendant Vazeille, n. 352. — Quant au donataire pur et simple, il peut attaquer toute renonciation faite à son préjudice par le donateur, pourvu que cette renonciation soit postérieure, non-seulement à la donation, mais encore à la transcription de cette donation, Troplong, n. 106. — Enfin, la renonciation à la prescription par un grevé de restitution est sans effet à l'égard des appelés, Troplong, n. 107; Vazeille, n. 350; Duranton, 21, n. 131.]

⁴ L'art. 2225 se rapporte donc à deux cas : à celui de l'art. 1166 et à celui de l'art. 1167. V., sur ce dernier point, Troplong, n. 101 et s.; Duranton, 21, n. 150 et s.; [Marcadé, sur l'art. 2225, n. 2. D'après ces auteurs, l'art. 2225 n'a fait qu'appliquer à la prescription les principes du droit commun qui régissent les rapports du débiteur avec ses créanciers. Ainsi, lorsque le débiteur garde le silence sur une prescription accomplie à son profit, ses créanciers peuvent se prévaloir de cette prescription, conformément à l'art. 1166. Ils peuvent même invoquer cette prescription après que le débiteur a déclaré expressément y renoncer, mais à la charge par eux de prouver que la renonciation a été faite en fraude de leurs droits, conformément à l'art. 1167. Les créanciers pourraient même attaquer par la voie de la tierce opposition le jugement qui aurait donné acte au débiteur d'une renonciation, faite dans le cours d'un procès, à une prescription acquise, Troplong, n. 102; Duranton, 21, n. 250; Marcadé, sur l'art. 2225, n. 2. Jugé cependant que le droit accordé aux créanciers par l'art. 2225 ne peut plus être exercé par eux après qu'un jugement a condamné leur débiteur à payer la dette prescrite, Bordeaux, 21 mars 1846, S. V., 46, 2, 448. V. aussi Montpellier, 3 mai 1841, S. V., 41, 2, 552; et Rouen, 1^{er} déc. 1854, S. V., 56, 2, 692.]

⁵ [Il ne suffirait même pas d'avoir opposé la prescription devant le juge de

Elle peut d'ailleurs être proposée en tout état de cause et jusqu'au jugement définitif ⁶, à moins qu'on ne doive, d'après les circonstances ⁷, présumer que la partie qui ne la propose pas y a renoncé, art. 2224. V. Pr., art. 464.

De ce que l'exception de prescription est une exception péremptoire

paix en conciliation, pour que le tribunal de première instance pût statuer sur ce moyen, s'il n'était pas reproduit devant lui, Aix, 22 messid. an XIII.] — Du reste, la prescription opposée à la dette principale l'est par cela même aux accessoires de la dette, Cass., 22 fév. 1822; [13 mai 1823; Bordeaux, 16 juill. 1851, Pal., 1853, 1, p. 595. Ces arrêts décident qu'invoquer la prescription d'un capital, c'est, à plus forte raison, invoquer celle des arrérages.] — Mais l'exception peut être opposée d'une manière implicite, Troplong, n. 91. [V. Cass., 25 juill. 1836, S. V., 36, 1, 529; 28 avr. 1840, S. V., 40, 1, 600; 10 mars 1841, D. P., 41, 1, 172. V. cependant, Cass., 18 avr. 1838, S. V., 38, 1, 553. Il faut d'ailleurs remarquer que la disposition de l'art. 2223 est générale, et s'applique à toutes les prescriptions, même à la prescription de cinq ans pour intérêts, Troplong, n. 88 et 92, Cass., 21 mars 1843, S. V., 43, 1, 681; 2 janv. 1855, S. V., 55, 1, 11. — La prescription ne peut être supplée par le juge, même au profit des mineurs et des incapables, Troplong, n. 89. Le ministère public lui-même, dans les affaires sujettes à communication, telles que celles des mineurs, des communes, des hospices, ne peut soulever d'office, en leur faveur, le moyen de prescription, Troplong, n. 90. — *Contrà*, Vazeille, n. 334 et s.; Duranton, 21, n. 135. Mais le ministère public peut opposer la prescription quand, au lieu d'être partie jointe, il est partie principale, par exemple quand il agit pour le domaine de l'Etat, Troplong, *ib.* — En matière criminelle, correctionnelle et de police, la prescription étant d'ordre public doit être prononcée d'office par les juges, en tout état de cause, Cass., 26 fév. 1807; 28 janv. et 12 août 1808, 20 mai 1824; Orléans, 3 avr. 1830; Cass., 5 juin 1830, S. V., 31, 1, 52; 1^{er} juill. 1837, S. V., 38, 1, 918; 28 janv. 1843, S. V., 43, 1, 157; Paris, 24 fév. 1855, S. V., 55, 2, 409; Merlin, *Rep.*, *vo Délit forestier*, § 13, et *vo Prescription*, sect. 1, § 3, n. 4; Legraverend, *Legisl. crim.*, 1, p. 85; Mangin, *Act. publ.*, 2, n. 287; Vazeille, n. 337; Troplong, n. 94; Duranton, 21, n. 110;

Berriat-Saint-Prix, p. 74; Faustin-Hélie, 3, p. 681. Il n'y aurait pas lieu de suppléer d'office le moyen de la prescription si l'action civile pour un crime ou un délit était portée directement devant la juridiction civile, Le Sellyer, *Dr. crim.*, 6, n. 2211. V. aussi, Cass., 28 fév. 1860.]

* Même en appel, mais non en cassation, Troplong, n. 95; Duranton, 21, n. 134 et s., 143; Merlin, *Rep.*, *vo Prescription*, sect. 1, § 3, n. 5; et *Quest.*, *vo Appel*, § 9, [Cass., 5 juin 1810, 8 déc. 1812; 19 avr. 1815; Limoges, 26 mars 1819; Bourges, 1^{er} fév. 1827; Rennes, 28 déc. 1831, S. V., 33, 2, 576; Orléans, 30 juin 1842, Pal., 1842, 2, p. 110, et 2 fév. 1849, Pal., 1849, 1, p. 313; Paris, 26 janv. 1850, Pal., 1850, 1, p. 196.] V. aussi Cass., 7 nov. 1827. [Il résulte de cet arrêt que la prescription peut être opposée en appel, même après les plaidoiries et la mise en délibéré. V., en ce sens, Troplong, n. 95, et Marcadé, sur l'art. 2224. — *Contrà*, Orléans, 23 déc. 1823; Duranton, 21, n. 135. — Il est constant que le moyen de prescription ne peut être opposé pour la première fois en cassation, parce que, ce moyen n'étant pas d'ordre public, on ne peut reprocher aux juges qui ont rendu la décision attaquée de n'avoir pas déclaré la dette prescrite, Cass., 9 oct. 1811 et 21 fév. 1827. Mais il en est autrement en matière criminelle, parce que dans ce cas le moyen est d'ordre public, Cass., 4 juill. 1816; 11 juin 1829; 2 sept. 1851, S. V., 32, 1, 122, Le Sellyer, 6, n. 2113; Faustin-Hélie, 3, p. 681.]

† Selon les circonstances. V. Duranton, 21, n. 137 et s.; Merlin, *Rep.*, *vo Prescription*, sect. 1, § 3, Cass., 5 juin 1810; 8 déc. 1812; 19 août 1816, [V. aussi Cass., 11 fév. 1840, S. V., 40, 1, 510; et 16 nov. 1842, S. V., 43, 1, 243.] — Celui qui a nié la dette ne cesse pas de pouvoir proposer la prescription, Cass., 19 avr. 1815; [et 5 juin 1810. Au contraire, celui qui a d'abord offert de payer la somme demandée est présumé avoir renoncé à la prescription et ne peut plus ensuite la proposer, Bruxelles, 18 déc. 1823. V. aussi Cass., 25 janv. 1808.]

toire, il résulte qu'elle éteint l'action, lors même que l'obligation n'aurait pas été acquittée. Le serment *de non facta solutione* ne peut donc être déféré à celui qui l'oppose ². V. art. 2275 et *suprà*, § 859.

§ 861. De la renonciation à la prescription.

L'exception de prescription ne peut plus être opposée à une action, lorsque le défendeur y a renoncé expressément ¹ ou tacitement ².

On ne peut renoncer d'avance à la prescription qui commence

¹ [V. Troplong, n. 1005 et s.]

¹ [On peut renoncer expressément à la prescription au moyen d'une convention synallagmatique, par exemple par un compromis, Cass., 12 vendém. an VI, ou par des actes extrajudiciaires. V. Troplong, n. 55. La renonciation expresse peut même être purement verbale, et dans ce cas, la preuve peut en être faite par tous les moyens admis en matière d'obligations, Marcadé, sur les art. 2220.]

² Tacitement, par exemple par le paiement, ou si on demande l'exécution de l'obligation prescrite, Pothier, n. 665; Vazeille, n. 342 et s.; Merlin, *Rep.*, v° *Prescript.*, sect. 1, § 3, n. 2; Favard, v° *Prescription*, sect. 1, § 2; Troplong, n. 63 et s.; Duranton, n. 120 et s.; Riom, 28 mai 1810; Cass., 16 mai 1834, S. V., 31, 1, 96. [Le paiement même partiel de la dette serait un indice certain de renonciation à la prescription, à moins que le paiement n'eût été le résultat de la violence, du dol ou de l'erreur, Pothier, n. 666; Merlin, *Rep.*, v° *Prescription*, p. 487, n. 3; Troplong, n. 63 et 64; Duranton, 21, n. 140. Il en est de même dans le cas où l'on consent à faire une compensation, Cass., 19 janv. 1825, ou une novation, Troplong, n. 66. De même le paiement des arrérages d'une rente ou des intérêts d'une obligation devrait être considéré comme une reconnaissance de la dette emportant renonciation à la prescription du capital, Pothier, *Oblig.*, n. 666; Troplong, n. 64; Vazeille, 1, n. 227 et 341; Cass., 24 (ou 23) mai 1832, S. V., 32, 1, 459. V. cependant Cass., 14 mai 1834, S. V., 34, 1, 810. Dans tous les cas, il faut pour la renonciation tacite des faits certains et qui révèlent d'une manière non équivoque

l'intention de celui de qui ils sont émanés de renoncer à un droit acquis, art. 2221. La renonciation à la prescription ne saurait s'induire de faits ou d'actes vagues qui sembleraient annoncer simplement qu'on ne se propose pas de l'opposer, Bourges, 18 mars 1825; Riom, 20 juin 1827; Cass., 15 déc. 1829. — La renonciation à la prescription ne se présume pas; Cass., 7 juill. 1856, S. V., 57, 1, 776. Il n'y a donc pas renonciation à la prescription de la part de celui qui, sur une demande en paiement, déclare qu'il ne doit rien ou que la dette a été payée, sans pouvoir en justifier, Cass., 5 juin 1810; 8 déc. 1812; 19 avr. 1815; Bourges, 1^{er} fév. 1827; Cass., 7 nov. 1827; Nancy, 11 fév. 1833; Bordeaux, 19 août 1840, Pal., 1840, 1, p. 717; Troplong, n. 56; Vazeille, 1, n. 344; Duranton, 21, n. 138 et 139. Il ne saurait d'ailleurs y avoir renonciation à la prescription acquise, si les faits desquels on voudrait l'inférer avaient été accompagnés d'une protestation qui les expliquerait et qui les rendrait incompatibles avec toute idée d'abdication volontaire, Troplong, n. 57. — Il est enfin à remarquer que la renonciation à la prescription ne donne pas au créancier un titre nouveau : son droit repose toujours sur le même titre auquel la prescription à laquelle il a été renoncé cesse de pouvoir être opposée. Mais il en est autrement lorsque le débiteur, après avoir opposé la prescription, vient à y renoncer : dans ce cas, cette renonciation fait revivre l'obligation que l'exception de prescription avait éteinte, et le créancier trouve dans cette renonciation un titre nouveau qui remplace celui que la prescription a péremptoirement fait disparaître, Marcadé, sur l'art. 2220.]

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUS

DANS LE CINQUIÈME VOLUME.

LIVRE III (suite). — DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ.

TITRE XI. — DU DÉPÔT ET DU SÉQUESTRE.

(Articles 1915 à 1963.)

§ 733. — Du dépôt en général. 2

CHAPITRE I. — DU DÉPÔT PROPREMENT DIT.

§ 734. — Définition. — Des différentes espèces de dépôt. 2

SECTION I. — *Du dépôt volontaire.*

§ 735. — Des conditions de la validité de ce contrat. 3

§ 736. — Des obligations du dépositaire. 6

§ 737. — Des obligations du déposant. 11

SECTION II. — *Du dépôt nécessaire.*

§ 738. — En quoi il diffère du dépôt volontaire. 12

§ 739. — Des dépôts faits dans les hôtelleries et dans les auberges. . . 12

CHAPITRE II. — DU SÉQUESTRE.

§ 740. — Définition. — Espèces.	15
§ 741. — Du séquestre conventionnel.	15
§ 742. — Du séquestre judiciaire.	16

TITRE XII. — DES CONTRATS ALÉATOIRES.

(Articles 1964 à 1968.)

§ 743. — Définition. — Division de la matière.	18
§ 744. — Du contrat d'assurance [et du prêt à la grosse].	19
§ 745. — Du jeu et du pari.	21
§ 746. — Du contrat de rente viagère. — Définition.	24
§ 747. — Suite. — De la constitution de rente viagère.	24
§ 748. — Suite. — Des droits et des obligations des parties.	28
§ 749. — De l'extinction et de la résolution du contrat de rente viagère.	29

TITRE XIII. — DU MANDAT.

(Articles 1984 à 2010.)

§ 750. — Définition du mandat. — Des choses qui sont de l'essence de ce contrat.	34
§ 751. — Conditions de la validité du mandat.	37
§ 752. — Des différentes espèces de mandats.	40
§ 753. — Des obligations du mandataire. — <i>Actio mandati directa</i> . . .	41
§ 754. — Des obligations du mandant. — <i>Actio mandati contraria</i> . . .	47
§ 755. — Des rapports du mandant et du mandataire avec les tiers. .	51
§ 756. — Des différentes manières dont le mandat finit.	54

TITRE XIV. — DU CAUTIONNEMENT.

(Articles 2011 à 2043.)

§ 757. — Définition de ce contrat.	58
§ 758. — Des différentes espèces de cautions.	62
§ 759. — Des conditions de la validité du cautionnement.	63
§ 760. — Des effets du cautionnement entre le créancier et la caution. .	67
§ 761. — Des effets du cautionnement entre le débiteur principal et la caution.	73
§ 762. — Des effets du cautionnement entre cofidéjusseurs.	77
§ 763. — Comment s'éteint le cautionnement.	78
§ 764. — De la caution légale et de la caution judiciaire.	81

TITRE XV. — DES TRANSACTIONS.

(Articles 2044 à 2058.)

§ 765. — Définition de la transaction.	83
§ 766. — Des différentes espèces de transactions.	84
§ 767. — Conditions de la validité des transactions.	85
§ 768. — Des effets de la transaction.	87
§ 769. — Des causes de nullité des transactions.	90

TITRE XVI. — DE LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE CIVILE.

(Articles 2059 à 2070.)

§ 770. — Définition et historique de la contrainte par corps. — Division de la matière.	93
§ 771. — De la contrainte par corps conventionnelle.	94
§ 772. — De la contrainte par corps légale. — Des cas dans lesquels le juge est tenu de la prononcer.	95
§ 773. — Suite. — Des cas dans lesquels le juge peut prononcer la contrainte par corps.	100
§ 774. — Des personnes contre lesquelles la contrainte par corps peut être prononcée.	100
§ 775. — Des causes pour lesquelles la contrainte par corps peut être prononcée, et du titre en vertu duquel elle peut avoir lieu.	102
§ 776. — Des causes qui suspendent l'effet de la contrainte par corps. — Du sauf-conduit.	103

TITRE XVII. — DU NANTISSEMENT.

(Articles 2071 à 2091.)

§ 777. — Du nantissement en général.	104
--	-----

CHAPITRE I. — DU GAGE.

§ 778. — Définition du gage. — Conditions essentielles de ce contrat.	105
§ 779. — Conditions de validité du contrat de gage.	106
§ 780. — Des droits du créancier nanti d'un gage.	109
§ 781. — Des obligations du créancier.	111

CHAPITRE II. — DE L'ANTICHRÈSE.

§ 782. — Définition de ce contrat.	111
§ 783. — Conditions de la validité de ce contrat, et de son efficacité à l'égard des tiers.	112
§ 784. — Des droits du créancier.	113
§ 785. — Des obligations du créancier.	116

TITRE XVIII. — DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

(Articles 2093 à 2202.)

PRÉLIMINAIRES.

§ 786. — Généralités et définitions.	120
§ 787. — Notions historiques.	122
§ 788. — Des objets susceptibles de privilège et d'hypothèque. . . .	125
§ 789. — Des différentes espèces de privilèges et d'hypothèques. . . .	129

CHAPITRE I. — DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE PRIVILÈGES.

SECTION I. — *Des privilèges sur les meubles.*

§ 790. — Des privilèges généraux sur les meubles.	130
§ 791. — Des privilèges sur certains meubles.	135

SECTION II. — *Des privilèges sur les immeubles.*

§ 792. — Des privilèges généraux sur les immeubles.	146
§ 793. — Des privilèges sur certains immeubles.	147

CHAPITRE II. — DES DIFFÉRENTES ESPÈCES D'HYPOTHÈQUES.

SECTION I. — *De l'hypothèque légale.*

§ 794. — Généralité de l'hypothèque légale.	154
§ 795. — De l'hypothèque légale des mineurs et des interdits. . . .	155
§ 796. — De l'hypothèque légale des femmes mariées.	158
§ 797. — De l'hypothèque légale de l'État, des communes et des éta- blissements publics.	170

SECTION II. — *De l'hypothèque judiciaire.*

§ 798. — Des actes qui la produisent et de ses effets.	170
--	-----

SECTION III. — *De l'hypothèque conventionnelle.*

§ 799. — Des personnes capables de contracter une hypothèque. . . .	173
§ 800. — Des actes par lesquels une hypothèque peut être constituée. .	178
§ 801. — Des énonciations de l'acte constitutif de l'hypothèque. . . .	179
§ 802. — Des obligations pour sûreté desquelles l'hypothèque peut être constituée.	182
§ 803. — Des modifications conventionnelles de l'hypothèque. . . .	184

CHAPITRE III. — DE L'INSCRIPTION DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

§ 804. — De l'inscription en général.	184
§ 805. — De la conservation des privilèges et des hypothèques. . . .	185
§ 806. — Des privilèges et hypothèques soumis à la nécessité de l'inscription.	188
§ 807. — Des personnes qui doivent ou peuvent requérir l'inscription..	192
§ 808. — Des personnes contre lesquelles l'inscription peut être prise et des délais pour prendre inscription.	194
§ 809. — Du titre en vertu duquel l'inscription peut être requise. . .	196
§ 810. — De la spécialité de l'inscription quant aux immeubles sur lesquels elle peut être prise.	199
§ 811. — De la spécialité de l'inscription quant à la créance ou à la somme pour laquelle elle peut être prise.	201
§ 812. — De la réduction des inscriptions.	202
§ 813. — Règles particulières à la conservation des privilèges. . . .	207
§ 814. — Des formalités requises pour l'inscription des privilèges et des hypothèques.	215
§ 815. — Des conditions requises pour la validité des inscriptions. . .	218
§ 816. — De la rectification des inscriptions irrégulières.	220
§ 817. — Des effets de l'inscription.	221
§ 818. — De l'extinction des inscriptions par la péremption et de leur renouvellement.	221
§ 819. — De la radiation des inscriptions.	225
§ 820. — Compétence et procédure en matière d'inscription.	228

CHAPITRE IV. — DES EFFETS DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES CONSIDÉRÉS EN EUX-MÊMES, ET ABSTRACTION FAITE DU RANG DES CRÉANCIERS ENTRE EUX.

§ 821. — De la nature juridique des privilèges et hypothèques en général.	229
§ 822. — Des effets de l'hypothèque en ce qui touche l'immeuble grevé. .	231
§ 823. — Des effets de l'hypothèque en ce qui touche la créance qu'elle garantit.	232
§ 824. — Rapports du propriétaire de l'immeuble hypothéqué avec les créanciers hypothécaires.	235
§ 825. — De la poursuite du droit hypothécaire contre les tiers détenteurs de l'immeuble hypothéqué.	236
§ 826. — De la transmission des droits de privilège et d'hypothèque..	243

CHAPITRE V. — DU RANG DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHÈQUES.

§ 827. — Règles générales pour la détermination du rang des privilèges et des hypothèques.	245
§ 828. — De l'ordre des privilèges sur les meubles en particulier. . .	249
§ 829. — De l'ordre des privilèges sur les immeubles.	252

CHAPITRE VI. — DE L'EXTINCTION DES PRIVILÈGES ET DES HYPOTHEQUES.

§ 820. — Modes généraux d'extinction communs aux privilèges et aux hypothèques.	253
§ 831. — Modes particuliers d'extinction des hypothèques et des privilèges sur les immeubles.	255
§ 832. — Suite. — De la purge des hypothèques et privilèges. Formes et conditions générales.	259
§ 833. — Du droit de surenchère appartenant aux créanciers inscrits.	262
§ 834. — Des conséquences du défaut de surenchère.	265
§ 835. — Des effets de la surenchère.	265
§ 836. — Règles spéciales à la purge des hypothèques dispensées d'inscription.	268

APPENDICE AU TITRE DES PRIVILÈGES ET HYPOTHEQUES.

De la transcription.

§ 837. — Généralités.	271
§ 838. — Historique de la transcription.	272
§ 839. — Comment s'opère la transcription.	274
§ 840. — Des effets juridiques de la transcription. — Des actes soumis à la formalité de la transcription.	275

TITRE XIX. — DE L'EXPROPRIATION FORCÉE, ET DES ORDRES ENTRE LES CRÉANCIERS.

(Articles 2204 à 2218.)

§ 841. — De l'expropriation forcée	277
§ 842. — Du concours des créanciers ; de la distribution par contribution ; de l'ordre.	283

TITRE XX. — DE LA PRESCRIPTION.

(Articles 2219 à 2261.)

§ 843. — Définitions et notions générales.	286
--	-----

CHAPITRE I. — DISPOSITIONS COMMUNES A LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE OU USUCAPION, ET A LA PRESCRIPTION EXTINCTIVE OU LIBÉRATOIRE.

§ 844. — Des personnes qui peuvent prescrire.	289
§ 845. — Des personnes contre lesquelles on peut prescrire.	290

CONTENUES DANS LE CINQUIÈME VOLUME.

351

§ 846. — Conditions de la prescription. — Du temps requis pour prescrire.	296
§ 847. — Suite. — De l'interruption de la prescription.	298
§ 848. — De la règle : <i>Contra agere non valentem non currit præscriptio</i>	305

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'USUCAPION
OU A LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE.

§ 849. — Quelles choses peuvent faire l'objet de l'usucapion. — De la règle : <i>En fait de meubles, la possession vaut titre</i>	306
§ 850. — Conditions de l'usucapion. — Ses différentes espèces.	309
§ 851. — Des caractères légaux de la possession nécessaire pour prescrire.	310
§ 852. — Des effets juridiques de l'usucapion.	316
§ 853. — De l'usucapion par trente ans.	316
§ 854. — De l'usucapion par dix à vingt ans.	317

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A LA PRESCRIPTION
EXTINCTIVE OU LIBÉRATOIRE.

§ 855. — Définition de la prescription libératoire.	323
§ 856. — Des actions susceptibles d'être prescrites.	324
§ 857. — Des conditions générales de la prescription.	325
§ 858. — Du temps requis pour prescrire. — De la prescription ordinaire.	326
§ 859. — Suite. — Des prescriptions extraordinaires.	327
§ 860. — Des effets juridiques de la prescription.	328
§ 861. — De la renonciation à la prescription.	341



TABLE ALPHABÉTIQUE

PAR ORDRE DE MATIÈRES.

NOTA. Le chiffre romain indique le renvoi au volume, et le chiffre arabe le renvoi au paragraphe, soit pour le texte, soit pour les notes.

A

ABANDON de la propriété d'une chose, II, 301. — ... du droit de copropriété pour être dispensé de l'entretien de la chose, II, 279. — ... de mitoyenneté, II, 277, 322, 323, 324 et 325. — ... des biens grevés de servitudes, II, 338. — Quand l'abandon des choses donne lieu au droit d'occupation, II, 294. — Peut-on faire l'abandon d'un animal qui a causé un dommage ? IV, 629. — ... de succession par l'héritier bénéficiaire, II, 386 et 396. — ... de la chose donnée par le donataire, III, 482. — Quand l'abandon de biens avec charges constitue ou non une donation, III, 477. — ... de rente viagère ou d'usufruit, au cas d'excédant de la quotité disponible, III, 456. — ... de son droit par un grevé de substitution, III, 471. — ... de biens par un ascendant à ses descendants, III, 505 et suiv. — Un pareil abandon fait au mari ne tombe point en communauté, IV, 640. — ... par la femme pour n'être pas tenue des dettes de la communauté, IV, 653. — ... par la femme à la communauté, au cas d'acquisition d'un immeuble indivis avec elle, IV, 640. — ... de biens, au cas de cession de biens, III, 565. — ... d'immeuble hypothéqué : obligation indivisible, III, 533. — ... de l'immeuble acquis à charge de servir une rente, IV, 731.

V. Cession de biens, Délaissement par hypothèque.

ABEILLES. Quand les ruches sont immeubles par destination, II, 254. — A qui appartiennent les essaims volants? II, 294. — Poursuite d'un essaim, droit de passage, II, 331.

ABRÉVIATION. Actes de l'état civil, I, 73.

V. Testament.

ABROGATION. Abrogation des lois, I, 16 et 27. — ... par les usages ou par désuétude, I, 22. — ... des lois et coutumes antérieures au Code Napoléon, I, 13. — ... des lois commerciales, I, 19. — ... des anciennes lois et coutumes concernant les conventions matrimoniales, IV, 637.

ABSENCE. ABSENT. Définition; en quoi l'absence diffère de la non-présence, I, 93. — Principes sur lesquels le Code fonde la théorie de l'absence, I, 94. — De la présomption d'absence; mesures à prendre dans l'intérêt des absents présumés; tribunaux compétents, I, 95. — Du retour de l'absent présumé; constatation de son décès, I, 96. — Preuves de l'absence, I, 127 et 134. — Présomption d'existence ou de mort de l'absent; périodes, I, 94. — De la déclaration d'absence, I, 97. — De l'envoi en possession provisoire des biens, I, 98. — Du droit de l'époux présent de s'opposer à l'envoi en possession provisoire, I, 99. — Des droits et obligations des envoyés en possession provisoire, I, 100. — De l'envoi en possession définitive des biens; quand et comment il a lieu, I, 102. — Effets de l'envoi en possession définitive, I, 103. — *Quid*, si personne n'a demandé l'envoi en possession provisoire ou définitif? I, 104. — Droits qui adviennent à l'absent ou s'ouvrent à son profit; par qui et dans quelles conditions ils peuvent être exercés, I, 105. — Absent intéressé dans une succession; partage judiciaire, II, 388 et 390. — Disposition à titre gratuit faite à son profit, III, 418. — Son droit à la réserve; représentation, III, 449 et 450. — Contrat formé par ses héritiers au sujet de ses biens est valable, III, 616. — A son défaut, vente par l'héritier apparent le plus proche, II, 278. — Quand ses héritiers présomptifs peuvent exercer le retrait successoral, IV, 692. — L'absence de l'enfant de l'adoptant est-elle un obstacle à l'adoption? I, 175. — L'absence n'est pas une cause d'ouverture de succession, II, 351. — Du retour de l'absent déclaré; constatation de son décès, I, 101. — Au cas de retour, ses droits contre les envoyés en possession définitive de ses biens, I, 103. — De l'action en revendication, II, 267. — Le retour de l'absent entraîne-t-il la révocation des donations pour survenance d'enfants? III, 485. — Effets de l'absence relativement au mariage, I, 106. — Action en nullité de

mariage, I, 126. — Autorisation de femme mariée, I, 134. — Déclaration d'absence dissout communauté, IV, 648. — L'absence du mari est-elle une cause de séparation de biens? IV, 649. — Quand l'absence donne lieu à la restitution de la dot, IV, 672. — Effets de l'absence relativement à la puissance paternelle, I, 107. — Tutelle des enfants de l'absent, I, 197. — Du droit pour le conjoint de l'absent de déférer la tutelle dative, I, 208. — Quand l'absence fait cesser la tutelle, I, 228. — Émancipation des enfants du père absent, I, 227. — Baux faits par les envoyés en possession provisoire, IV, 699. — Durée des baux des biens, IV, 700. — L'absence d'un associé met-elle fin à la société? IV, 720. — Le tuteur provisoire des enfants de l'absent est-il soumis à l'hypothèque légale? V, 793. — Quand les biens de l'absent peuvent être hypothéqués, V, 799. — La prescription court contre l'absent, V, 845. — Envoyés en possession de ses biens ne peuvent usucaper contre lui, V, 845, 851.

ACCEPTATION. Acceptation de la tutelle et de la subrogée tutelle ; conséquences, I, 207, 208, 214 et suiv. — ... de ses fonctions par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... de la promesse ou sollicitation, III, 613. — ... de la stipulation par autrui, III, 617. — ... au cas de confirmation d'acte, III, 586. — ... d'une renonciation à un droit, III, 568, et V, 830. — ... d'offres réelles, III, 564. — ... de la remise de la dette, III, 569. — ... de l'aveu par la partie adverse, III, 605. — ... du serment décisoire prêté ou référé, III, 608. — ... par la femme, du remploi fait de ses propres, aliénés pendant le mariage, IV, 644. — ... du transport, par le débiteur cédé; conséquences à l'égard des tiers, IV, 691. — ... de stipulation de rente viagère au profit d'un tiers, V, 747. — ... expresse ou tacite de mandat, V, 750 ou 751. — ... de constitution d'hypothèque ; formes, V, 800.

V. Donation, Communauté, Succession.

ACCESSION. Ce que c'est ; espèces et effets, II, 293 et 296. — De l'accession relativement aux immeubles, II, 297. — ... relativement aux meubles, II, 298. — Ses effets au cas d'exercice du retour légal, II, 374. — Au cas d'accession d'une chose mobilière à un immeuble, le privilège du vendeur de l'effet mobilier prime-t-il l'hypothèque du créancier pour l'immeuble? V, 791. — Accession de la possession de deux détenteurs successifs à l'effet d'usucaper, V, 851, 854.

ACCESSOIRES des choses en général, II, 258. — ... du droit de propriété ; des choses mobilières et immobilières, II, 274. — Accessoires immeubles par destination, II, 254. — ... des choses soumises à l'usu-

fruit, II, 308. — ... des objets donnés ne donnent point lieu à un état estimatif, III, 429. — ... au cas de restitution des biens grevés de substitution, III, 471. — ... de la chose léguée, III, 500. — ... de la chose restituée au cas de condition défaillie ou accomplie, III, 535. — ... de la chose vendue, IV, 683. — ... de la chose vendue à réméré, IV, 688. — ... d'une créance cédée, III, 563, IV, 691. — ... de la chose louée, V, 701. — ... au cas de devis ou marchés, V, 710. — ... de la dette cautionnée, V, 757. — ... en cas de restitution du gage, V, 781. — Quand les accessoires sont soumis aux privilèges et hypothèques? V, 788. — Quels accessoires de créances ou frais d'exécution, quant au privilège? V, 790. — ... quels soumis au privilège de bailleur? V, 791. — ... ou du voiturier? *ibid.* — ... ou du vendeur? V, 793. — Accessoires de la dot, quant à l'hypothèque légale de la femme, V, 796. — ... des créances, à mentionner dans les bordereaux d'inscription, V, 811, 814 et 815. — ... de la chose hypothéquée, V, 822. — ... *id.*, au cas de délaissement, V, 825. — ... des immeubles, au cas de saisie immobilière, V, 841. — Des contrats accessoires de garantie; quels le sont? V, 757 et 823.

ACCOUCHEMENT. Déclaration d'accouchement, I, 84. — Présence ou absence du mari; désaveu, I, 161. — Preuve de l'accouchement pour établir la filiation naturelle, I, 170.

ACCROISSEMENT de la part du renonçant à une succession, II, 380. — ... de la chose léguée, II, 311; III, 500 et 503. — A-t-il lieu à l'égard des choses données? III, 481 et 503. — Accroissement au cas de prédécès de donataires dans une institution contractuelle, III, 517. — ... de la chose à restituer au cas d'accomplissement de la condition résolutoire, III, 536. — ... de la chose vendue, IV, 683. — ... au cas de rescision de la vente pour lésion, IV, 689. — ... au cas d'exercice du réméré, IV, 88. — ... au cas de cession d'une hérédité, IV, 692. — ... au cas de cheptel, IV, 712. — ... de la chose déposée; restitution, V, 736. — ... *id.* de la chose donnée en gage, V, 781. — ... survenu à l'immeuble hypothéqué, V, 822.

V. *Alluvion.*

ACCUSATION capitale contre le défunt, indignité de succéder, II, 353.

ACQUÉREUR, ACQUISITION. De l'acquisition et de la transmission des biens, II, 342. — Principes sur la transmission des biens, II, 345 et suiv. — Capacité pour acquérir, IV, 679. — Acquisition par le mort

civilement, I, 67. — ... par l'étranger, I, 61. — ... par les communes, établissements publics et communautés religieuses, I, 41. — ... par la femme mariée; autorisation, I, 134. — ... par la femme séparée de biens, IV, 649. — ... par le tuteur, subrogé tuteur, conseil judiciaire, I, 224. — ... par le mineur émancipé, I, 240. — ... par l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — Choses susceptibles ou non d'acquisition, II, 259, et IV, 680. — Du titre et du mode d'acquisition, II, 343. — Frais d'acte, IV, 683. — Frais d'enlèvement, *ibid.* — Acquisition de droits successifs, IV, 692. — ... d'un immeuble par le père au nom du fils, est-il sujet à rapport? II, 398. — Acquéreur employant son prix au paiement des créanciers hypothécaires; subrogation, III, 563. — Cas où l'acquéreur est un tiers à défaut de date certaine de son titre, III, 590. — Acquisitions d'immeubles pendant le mariage, quand elles tombent ou non dans la communauté? IV, 604. — *Quid*, des acquisitions faites depuis le contrat de mariage et avant le mariage? IV, 640. — Acquisition à titre de remploi des immeubles aliénés d'un des époux, IV, 644. — ... d'immeubles faite avant le mariage; récompense à la communauté, *ibid.* — ... faite par la femme au cas d'exclusion de la communauté, IV, 664. — ... des deniers dotaux, IV, 669. — Droit pour l'acquéreur d'expulser les fermiers ou locataires, IV, 704. — Peut-il faire réduire les baux excédant la durée légale? IV, 700. — Acquisition faite par l'associé avec ses économies, IV, 715. — ... par le gérant d'une société, IV, 718. — Au cas d'acquisition d'immeuble avec des deniers empruntés, subrogation du prêteur; privilège, V, 793. — Obligations au cas d'acquisition d'un immeuble grevé d'hypothèques, V, 825. — L'acquéreur qui s'est chargé de payer son prix aux créanciers inscrits est-il personnellement tenu? *ibid.* — Transcription des actes d'acquisition, mode et frais, V, 837 et suiv. — Au cas d'acquéreurs successifs, droit résultant de la priorité de transcription, V, 840. — Purge des hypothèques, V, 832. — ... des hypothèques légales, V, 836. — Des acquisitions de biens à venir, constitution d'hypothèques, V, 799 et 801. — Réquisition d'inscriptions, V, 808. — ... leur renouvellement à chaque acquisition, V, 810. — *Quid*, au cas de réduction obtenue des hypothèques? V, 812. — Acquisition par l'usucapion ou prescription acquisitive, V, 843. — ... des choses volées ou perdues, V, 849. — ... par l'usucapion de dix ans, V, 853, — ... ou par celle de trente ans, V, 854.

V. Vente.

ACQUÊTS. Objets réputés acquêts, IV, 640. — Portion de l'immeuble ac-

quis, excédant le emploi du propre aliéné d'un des époux, IV, 644. — Communauté d'acquêts, IV, 633. — Clause de communauté d'acquêts, au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — Société d'acquêts sous le régime dotal, IV, 633. — Hypothèque légale de la femme, V, 796.

ACTES. Ce que c'est; acte écrit, III, 588. — Formes extérieures, statuts qui les régissent, I, 29 et suiv. — Quand un acte est nécessaire pour la validité d'un contrat, I, 35; III, 596. — Étendue du mot *actes*, par exemple relativement à l'interdit, I, 236. — ... ou en matière d'acceptation de succession, II, 378. — Des actes simulés, I, 33. — Des actes nuls, I, 35.

ACTES AUTHENTIQUES. Caractères, formes, effets, III, 588 et 589. — Des actes authentiques à l'étranger, I, 29. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Désistement d'opposition à mariage, I, 112. — Dispense de rapport pour l'association du défunt avec un de ses héritiers, II, 398. — Actes sous seing privé reconnus ou déposés chez un notaire, III, 589; V, 841. — Preuve testimoniale inadmissible contre le contenu; exceptions, III, 597. — *Quid*, du serment déferé? III, 608. — Acceptation de transport de créance, IV, 691. — Procès-verbal de conciliation constatant une transaction, V, 766. — Par quels actes authentiques une hypothèque peut être constituée, V, 800. — Procuration ou cession à l'effet de donner mainlevée d'une inscription, V, 819. — Poursuites de saisie immobilière, V, 841.

V. *Actes notariés.*

ACTES CONFIRMATIFS ou ratificatifs. Caractères, effets, III, 586 et 588. — ... de donation nulle en la forme, III, 427 et 428. — ... de testament nul en la forme, III, 433.

V. *Confirmation, Ratification.*

ACTES CONSERVATOIRES par la femme mariée; autorisation, I, 134. — Au cas de divorce ou de séparation de corps, I, 143 et 153. — ... par la mère remariée du mineur, I, 229. — ... par le tuteur exclus ou destitué, I, 212 et 221. — ... par les héritiers du tuteur, I, 226. — ... par l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — ... par le successible pendant le délai pour faire inventaire et délibérer, II, 381. — ... au cas de disposition à titre gratuit, dont l'acceptation doit être autorisée par le gouvernement, III, 418. — ... par les créanciers, III, 536, 533 et 534. — ... par la femme avant la dissolution de la communauté, pour sûreté de ses reprises, IV, 644. — En résulte-t-il acceptation de la

communauté par la femme ? IV, 650. — ... par la femme relativement aux biens dotaux, IV, 668. — ... par le cessionnaire avant signification du transport, IV, 691. — ... par le gérant d'une société, IV, 718. — La réquisition d'une surenchère est-elle un acte conservatoire ? V, 833. — Actes faits pour empêcher la prescription de courir pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, V, 845.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. Notions historiques sur la tenue des registres de l'état civil, I, 72. — Des registres des paroisses, I, 72 et 81. — Des actes reçus en France, I, 75. — Des registres de l'état civil, I, 76 et 82. — Feuilles volantes, I, 78, 81, 82 et 116. — Rédaction des actes, I, 74. — Des formules, I, 75 et 176. — Déclarations à faire pour les actes ; règles, I, 73, 75, 84 et 86. — Noms et prénoms des dénommés, I, 75, 84 et 86. — Leur âge, I, 75, 78 et 86. — Leurs professions et domicile, I, 75, 84 et 86. — Leur parenté entre eux, I, 75 et 86. — Des témoins, I, 75, 84, 86, 146 et 176. — Lecture, I, 75 et 112. — Signatures, I, 75 et 113. — Annexes, I, 76 et 81. — Des omissions dans les actes, I, 79 et 81. — Rectification des actes ; compétence, procédure, I, 79. — De la rectification demandée par un étranger, I, 62. — Inscription sur les registres des actes et de l'arrêt d'adoption, I, 176, 178 et 180. — De l'absence, perte ou destruction des registres, I, 81, 116 et 169. — Des altérations ou lacérations, I, 81 et 83. — De la communication des registres, I, 80. — Copies et extraits des registres, I, 76, 79 et 80. — De leur force probante, I, 78, 80 et 116. — Conservation des registres, I, 82. — Doubles registres, dépôt au greffe, I, 76. — Table décennale, I, 71. — Responsabilité des officiers de l'état civil et autres fonctionnaires, I, 82. — Actes de l'état civil reçus à l'étranger, I, 77.

V. *Abréviation, Blanc, Décès, Date, Enfant naturel, Légalisation, Mariage, Naissance, Officiers de l'état civil, Rature, Sexe.*

ACTES NOTARIÉS. Conditions et formalités pour leur authenticité, III, 589, V, 800. — Choses dont il doit être passé acte notarié, III, 596.

V. *Notaire.*

V. aussi *Expédition, Minute.*

ACTES DE NOTORIÉTÉ. V. *Notoriété (Actes de).*

ACTES RÉCOGNITIFS. Caractères et effets, III, 585 et 588. — En matière de servitudes, II, 335. — Peut-on y stipuler une solidarité sur laquelle le titre primordial est muet ? III, 526.

ACTES RESPECTUEUX. I, 127 et 128. — En matière d'adoption, I, 173.

ACTES SANS SEING PRIVÉ. Caractères, formes et effets, III, 388 et 390. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Révocation de testament, III, 592. — Cession de créance avec subrogation, III, 363. — Remise au débiteur, présomption de libération, III, 369. — Choses dont il faut être passé acte sous seing privé ou notarié, III, 396. — Acte authentique nul, mais signé des parties, III, 589. — Quand la preuve testimoniale est ou non admissible contre le contenu en l'acte sous seing privé, III, 597. — ... ou encore le serment décisoire, III, 606. — Des contrats de mariage sous seing privé, IV, 636. — Acceptation de transport de créance, IV, 694. — Reconnaissance devant notaire, constitution d'hypothèque, V, 800. — Reconnaissance en justice, hypothèque judiciaire, V, 798. — Mandat pour consentir ou accepter une hypothèque, V, 800. — Vente d'immeubles, privilège du vendeur, V, 793. — Partage, privilège de copartageant, V, 813. — Cas où une inscription peut être prise en vertu d'un acte sous seing privé, V, 809 et 813. — Actes sous seing privé peuvent être transcrits, V, 839.

ACTIF DE COMMUNAUTÉ. De quoi se compose, IV, 638. — De son partage, IV, 652. — Actif de la communauté réduite aux acquêts, IV, 653. — ... au cas de clause de partage inégal de la communauté, IV, 663.

ACTIONS EN JUSTICE. En quoi consistent, III, 542 et 543. — ... sont des biens, II, 251. — ... sont personnelles, réelles ou mixtes, II, 256 et 262; III, 543. — ... mobilières ou immobilières, I, 222; II, 256; III, 543. — ... en revendication d'immeubles, sont immeubles, II, 256. — Celles immobilières, non susceptibles d'hypothèque, V, 788. — ... peuvent-elles être saisies immobilièrement? V, 841. — Sont simples ou doubles, III, 543. — Pour quel intérêt peuvent être intentées; action *ad futurum*, *ibid.* — Actions pour ou contre les envoyés en possession des biens d'un absent, I, 100. — ... pour ou contre le mort civilement, I, 67. — Contestations entre Français et étrangers et entre étrangers, I, 62. — Action civile par ou contre l'étranger, I, 62. — Actions exercées par la femme mariée; autorisation, I, 424; IV, 643. — ... par la femme séparée de biens, IV, 649. — ... par ou contre des personnes morales, l'Etat, communes, établissements publics, etc.; autorisation, I, 41. — ... pour ou contre le mineur, I, 222. — ... pour ou contre l'interdit, I, 235. — ... par ou contre le mineur émancipé, I, 240 et 241. — ... par ou contre l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — ... par ou contre

l'héritier II, 376. — ... de l'héritier bénéficiaire contre la succession, II, 386. — ... par le curateur à succession vacante, II, 411. — ... appartenant au donateur par suite du retour légal, II, 374. — ... par ou contre le grevé de substitution, III, 470. — Appartenant à l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... au légataire universel, II, 498. — ... ayant pour objet la délivrance des legs, III, 493. — Actions des débiteurs que leurs créanciers peuvent exercer, III, 554. — Actions immobilières de l'un des époux ne tombent pas dans la communauté, IV, 640. — ... appartenant au mari pour les biens de sa femme et pour ceux de la communauté, IV, 642. — ... ou pour les biens dotaux, IV, 668. — ... du bailleur contre les sous-locataires, IV, 703. — ... par l'associé contre la société, IV, 717. — ... exercées par le gérant au nom de la société, IV, 718. — ... au cas de violation de dépôt, action criminelle subordonnée à la preuve du dépôt au civil, IV, 735. — ... pour dettes de jeu ou pari, pour marchés à terme, V, 743. — ... celles que peut exercer le mandataire, V, 753. — Au cas de poursuites contre la caution, action en indemnité contre le débiteur, V, 761. — De l'exercice des actions; option d'actions; renonciation, I, 32 et 62; III, 543. — On ne peut les exercer par procureur, V, 751 et 753. — Action criminelle choisie au lieu de l'action civile pour l'admissibilité de la preuve testimoniale, III, 596 et 597. — Compétence fixée par le domicile, I, 91. — Elles font courir les intérêts moratoires, III, 547; IV, 727. — Des moyens de défense et des exceptions, III, 544. — Modes d'extinction des actions, III, 545; V, 843. — De la prescription des actions, V, 855. — Quelles actions sont prescriptibles, V, 856. — De la prescription des actions appartenant à la femme, V, 845. — Quand l'action en justice empêche la prescription quinquennale des intérêts, V, 859-2°. — La prescription libératoire peut être opposée en tout état de cause, V, 860.

V. *Actions possessoires.*

ACTIONS POSSESSOIRES. Ce que c'est; introduction, ancien droit, II, 285; III, 543. — Complainte, réintégrande, dénonciation de nouvel œuvre, II, 285. — Des choses et des droits dont la possession peut être défendue par une action possessoire, II, 286. — Pour quelles servitudes l'action possessoire peut être exercée? II, 340. — ... écoulement des eaux, II, 317. — ... cours d'eau, II, 319. — ... haie mitoyenne, II, 324. — Actions possessoires pour ou contre le mineur, I, 221 et 222. — ... appartenant à l'usufruitier, II, 308. — ... à l'héritier, II, 376 et 382. — ... au mari, au sujet des immeubles de sa femme, IV,

642 et 664. — ... ou au sujet des biens dotaux, IV, 668. — ... par le preneur à bail, IV, 701. — Conditions de l'exercice de l'action possessoire ; possession, II, 287. — Récréance ou maintenue provisoire, *ibid.* — Trouble de la possession, II, 288. — ... du demandeur, II, 289. — ... du défendeur, II, 290. — But de la demande, II, 291. — Procédure, II, 229. — Du pétitoire et de l'action pétitoire, II, 284, 287 et 288 ; III, 843. — Mode de preuve des servitudes au pétitoire, II, 334. — Actions au pétitoire pour le mari à l'égard des immeubles de sa femme, IV, 642 et 664. — Cumul des actions possessoire et pétitoire, II, 292. — Prescription, V, 847, 859-5^o.

V. Possession, Réintégrande.

ACTIONS SOCIALES. Appartenant au mineur, devoirs du tuteur, I, 221. — ... au mineur émancipé, I, 241. — ... à l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — ... sont meubles, II, 256. — Celles qui peuvent être immobilisées, II, 252. — Remploi d'immeubles aliénés d'un des époux en actions de la Banque de France, IV, 644. — Ou du prix de l'immeuble dotal, IV, 670. — Actions dont la cession n'a besoin ni de signification ni d'acceptation, IV, 691. — ... immobilisées, telles que celles de la Banque de France, peuvent être hypothéquées, V, 788. — Dans ce cas, où l'inscription doit-elle être prise ? V, 805. — Quelles actions peuvent être saisies immobilièrement ? V, 841. — Dividendes, prescription quinquennale, V, 859-2^o.

ADDITION D'HÉRÉDITÉ. Actes qui la constituent, II, 378.

ADJUDICATAIRE. Qui ne peut se rendre adjudicataire, I, 224 ; III, 584 ; IV, 679. — ... ou adjudicataire de baux, IV, 699.

ADMINISTRATEUR nommé à l'absent présumé, I, 95. — Il peut requérir une servitude, V, 807. — ... provisoire au cas d'interdiction, I, 234. — ... est-il soumis à l'hypothèque légale ? V, 795. — ... à une succession non acceptée, II, 376. — ... d'établissements publics ; réquisition de transcription de donation, III, 480. — Quand ne peuvent se rendre adjudicataires ? I, 224 ; II, 584 ; III, 679. — ... des biens d'autrui ; quand sont inadmissibles à la cession de biens ? III, 585. — Quels administrateurs sont soumis à l'hypothèque légale au profit de l'État, des communes, etc. ? V, 797. — Quels contraignables par corps ? V, 773.

ADMINISTRATION des biens du présumé absent, I, 95. — ... des biens des enfants mineurs par leur père, I, 190. — Cette administration donne-t-elle lieu à l'hypothèque légale ? V, 795. — ... de la succession par

l'héritier bénéficiaire, II, 386. — ... de la succession vacante, II, 411. — Droit dérivant de la propriété du patrimoine, II, 267. — ... par le propriétaire apparent, II, 278. — ... des biens n'appartenant pas à des particuliers, II, 260. — ... des affaires d'autrui, quasi-contrat, IV, 620. — ... des biens de la femme, autorisation maritale, I, 134. — Celle des biens donnés à la femme peut-elle être enlevée au mari? IV, 640. — Administration reprise par la femme au cas de séparation de biens, IV, 649, et 699. — Droits du mari à l'égard des biens dotaux, IV, 668. — ... de la société; pouvoirs du gérant, IV, 718. — Le droit d'administration donne-t-il celui de soutenir une antichrèse? V, 783.

ADOPTION. Notions historiques, I, 173. — Définition, division, I, 174. — Conditions de l'adoption de droit commun, I, 175. — Adoption du mineur émancipé, I, 240. — ... de l'enfant naturel, I, 171. — ... de l'étranger ou par l'étranger, I, 61. — de plusieurs individus ou par plusieurs, I, 175 — ... formes; actes de consentement; jugement et arrêt, I, 176. — L'adoption ne peut être consommée au moyen d'un contrat de mariage, IV, 637. — De l'adoption privilégiée: est rémunératoire ou testamentaire; cas où elle a lieu, I, 180. — Du droit des héritiers de l'adoptant et d'autres d'attaquer l'adoption, I, 178. — Effets de l'adoption, I, 51 et 179. — Prohibition de mariage, I, 128. — Droits de succession pour l'enfant adoptif et ses descendants, II, 362 et 364. — Succession de l'enfant adoptif, II, 366. — Retour légal au profit de l'adoptant donateur, II, 373. — Existence de l'enfant adoptif du donataire, au cas de retour conventionnel, III, 475. — Révocation des donations antérieures pour survenance d'enfant, III, 485. — Enfant adoptif, droit à la réserve, III, 449. — Les biens à reprendre par l'adoptant, au cas de prédécès de l'adopté, doivent-ils être compris dans la réserve pour fixer la quotité disponible? III, 455. — Enfant adoptif assimilé au légitime pour fixer la réserve, au cas de donation en secondes noces, III, 461. — ... Peut-il être réputé personne interposée? *ibid.* — Ses droits au cas de partage d'ascendants, III, 506.

ADULTÈRE. Cause de divorce et de séparation de corps, I, 138 et 144. — Réclusion de la femme ou amende contre le mari, I, 148 et 156. — Prohibition de mariage avec le complice, I, 128. — ... même au cas d'adultère commis par le Français à l'étranger, I, 114. — Preuve de l'adultère au cas de recel de l'enfant désavoué, I, 161. — Meurtre de la femme surprise en flagrant délit est-il cause de révocation de

nation ? III, 484. — Adultère du conjoint, révocation du legs, III, 504.

AFFILIATION. Corporation étrangère ; perte de la qualité de Français, I, 69.

AGE des témoins dans les actes de l'état civil, I, 75. — ... pour mariage, I, 45, 124, 126 et 127 ; IV, 635. — Dispense d'âge, au même cas, I, 32, 124 et 126 ; IV, 635. — Age pour acte respectueux, I, 127 et 128. — ... pour divorce, I, 45 et 145. — ... pour adoption, I, 45, 175 et 180. — ... pour tutelle officieuse, I, 182. — ... pour la détention de l'enfant à titre de correction, I, 187. — ... pour dispense de tutelle et de subrogée tutelle, I, 215. — ... pour émancipation, I, 227. — ... pour enrôlement volontaire, I, 187. — ... pour majorité, I, 45, 493 et 495. — Au cas d'usufruit, II, 311 ; III, 455. — Présomptions de survie, II, 352. — Age avancé, quand il fait présumer le décès, I, 93 et 102. — Age du mineur pour faire donation ou testament, III, 417 et 459. — Point à distinguer au cas de substitutions permises, III, 468. — Age pour apprécier l'effet de la violence, III, 614.

AGENTS DIPLOMATIQUES, ambassadeurs. — Actes de l'état civil à l'étranger, I, 77. — Actes de mariage, I, 114. — Quand ils sont dispensés de tutelle et de subrogée tutelle, I, 215. — ... étrangers, à quelles lois ils sont soumis, I, 29. — ... testament par eux faits en France, III, 430. — ... actions en justice, I, 62.

AGENTS DU GOUVERNEMENT. Quasi-délit ; responsabilité ; poursuites, IV, 626 et 628.

AGRÉÉS. Quand ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — ... ni cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Contrainte par corps, V, 772. — Frais et salaires, prescription, V, 859-2°.

AGRÈMENT (Dépenses d'). Au cas de vente de la chose d'autrui ; remboursement, IV, 683.

AGRICULTURE. Cours d'eau, II, 319.

ALAMBICS. Quand sont immeubles par destination, II, 254.

ALEATOIRE (Contrat). Ce que c'est, III, 611 ; V, 743. — Vente d'une aléa, IV, 680. — ... ou son apport dans une société, IV, 713. — Cession d'une hérédité, IV, 692. — L'action en rescision pour lésion est-elle admissible ? IV, 689. — Du contrat d'assurance et du prêt à la grosse, V, 744. — Du jeu et du pari, V, 745. — Du contrat de rente viagère, V, 746 et suiv.

ALIÉNABILITÉ. V. Inaliénabilité.

ALIÉNATION. Capacité pour aliéner à titre gratuit ou à titre onéreux, III, 417, 444 et 463; IV, 679. — ... par l'envoyé en possession définitive des biens de l'absent, I, 103. — ... par des héritiers saisis au défaut de l'absent, I, 103. — ... des immeubles sujets à rapport, II, 400. — ... par les successeurs irréguliers, dépossédés ensuite par les héritiers réguliers, II, 409. — ... des biens devant composer la masse pour fixer la quotité disponible, III, 436. — ... au profit d'un successible, moyennant rente viagère ou sous réserve d'usufruit, III, 453. — ... au cas d'aliénations successives des biens donnés, comment l'action en réduction doit être suivie contre les tiers détenteurs, III, 457. — Aliénations par le grevé de substitution, III, 470. — De la condition de ne pas aliéner imposée dans une donation, III, 464. — ... ou de ne pas aliéner avant un certain temps, III, 483. — ... par le donataire avant révocation pour ingratitude, III, 484. — ... par le testateur; révocation tacite du legs, III, 502. — ... des biens compris dans la donation entre époux; révocation, III, 522. — En quoi consiste le droit d'aliénation après institution contractuelle, III, 517 et 518. — Exception à l'action en rescision du partage pour cause de lésion, II, 393. — ... *id.* du partage d'ascendant, III, 511. — Aliénation de la chose louée, quand elle permet ou non la résiliation du bail, IV, 704. — ... des choses de la société par le gérant, IV, 718. — ... d'immeubles moyennant une rente, nature du contrat, IV, 731. — Celles que peut faire le mandataire, V, 753. — ... résultant de la transaction; capacité, V, 767. — ... des propres de la femme; point de départ de l'hypothèque légale, V, 796. — ... au cas de concours de la femme aux aliénations; renonciation tacite à son hypothèque légale, *ibid.* — Droit pour le propriétaire d'aliéner l'immeuble hypothéqué, V, 824. — Cas où il y a lieu de renouveler ou non les inscriptions sur l'immeuble aliéné, V, 818. — Réquisition d'inscription depuis l'aliénation, V, 808. — Conditions de validité à l'égard des tiers pour les aliénations de meubles ou d'immeubles, V, 837. — Quels actes d'aliénation sont assujettis à la transcription? V, 840. — L'aliénation faite par le dépositaire n'est pas assimilable au vol, au cas de revendication par le propriétaire, V, 849.

V. Vente.

ALIÉNÉS. Administration de leurs biens, I, 233. — Leur placement d'office dans une maison de santé, I, 234. — Autorisation de la femme mariée, I, 134.

fruit, II, 308. — ... des objets donnés ne donnent point lieu à un état estimatif, III, 429. — ... au cas de restitution des biens grevés de substitution, III, 471. — ... de la chose léguée, III, 500. — ... de la chose restituée au cas de condition défaillie ou accomplie, III, 535. — ... de la chose vendue, IV, 683. — ... de la chose vendue à réméré, IV, 688. — ... d'une créance cédée, III, 563, IV, 691. — ... de la chose louée, V, 701. — ... au cas de devis ou marchés, V, 710. — ... de la dette cautionnée, V, 757. — ... en cas de restitution du gage, V, 781. — Quand les accessoires sont soumis aux privilèges et hypothèques? V, 788. — Quels accessoires de créances ou frais d'exécution, quant au privilège? V, 790. — ... quels soumis au privilège de bailleur? V, 791. — ... ou du voiturier? *ibid.* — ... ou du vendeur? V, 793. — Accessoires de la dot, quant à l'hypothèque légale de la femme, V, 796. — ... des créances, à mentionner dans les bordereaux d'inscription, V, 811, 814 et 815. — ... de la chose hypothéquée, V, 822. — ... *id.*, au cas de délaissement, V, 825. — ... des immeubles, au cas de saisie immobilière, V, 841. — Des contrats accessoires de garantie; quels le sont? V, 757 et 823.

ACCOUCHEMENT. Déclaration d'accouchement, I, 84. — Présence ou absence du mari; désaveu, I, 161. — Preuve de l'accouchement pour établir la filiation naturelle, I, 170.

ACCROISSEMENT de la part du renonçant à une succession, II, 380. — ... de la chose léguée, II, 311; III, 500 et 503. — A-t-il lieu à l'égard des choses données? III, 481 et 503. — Accroissement au cas de prédécès de donataires dans une institution contractuelle, III, 517. — ... de la chose à restituer au cas d'accomplissement de la condition résolutoire, III, 536. — ... de la chose vendue, IV, 683. — ... au cas de rescision de la vente pour lésion, IV, 689. — ... au cas d'exercice du réméré, IV, 88. — ... au cas de cession d'une hérédité, IV, 692. — ... au cas de cheptel, IV, 712. — ... de la chose déposée; restitution, V, 736. — ... *id.* de la chose donnée en gage, V, 781. — ... survenu à l'immeuble hypothéqué, V, 822.

V. Alluvion.

ACCUSATION capitale contre le défunt, indignité de succéder, II, 355.

ACQUÉREUR, ACQUISITION. De l'acquisition et de la transmission des biens, II, 342. — Principes sur la transmission des biens, II, 345 et suiv. — Capacité pour acquérir, IV, 679. — Acquisition par le mort

civilement, I, 67. — ... par l'étranger, I, 61. — ... par les communes, établissements publics et communautés religieuses, I, 41. — ... par la femme mariée; autorisation, I, 134. — ... par la femme séparée de biens, IV, 649. — ... par le tuteur, subrogé tuteur, conseil judiciaire, I, 224. — ... par le mineur émancipé, I, 240. — ... par l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — Choses susceptibles ou non d'acquisition, II, 239, et IV, 680. — Du titre et du mode d'acquisition, II, 343. — Frais d'acte, IV, 683. — Frais d'enlèvement, *ibid.* — Acquisition de droits successifs, IV, 692. — ... d'un immeuble par le père au nom du fils, est-il sujet à rapport? II, 398. — Acquéreur employant son prix au paiement des créanciers hypothécaires; subrogation, III, 863. — Cas où l'acquéreur est un tiers à défaut de date certaine de son titre, III, 890. — Acquisitions d'immeubles pendant le mariage, quand elles tombent ou non dans la communauté? IV, 604. — *Quid*, des acquisitions faites depuis le contrat de mariage et avant le mariage? IV, 640. — Acquisition à titre de remploi des immeubles aliénés d'un des époux, IV, 644. — ... d'immeubles faite avant le mariage; récompense à la communauté, *ibid.* — ... faite par la femme au cas d'exclusion de la communauté, IV, 664. — ... des deniers dotaux, IV, 669. — Droit pour l'acquéreur d'expulser les fermiers ou locataires, IV, 704. — Peut-il faire réduire les baux excédant la durée légale? IV, 700. — Acquisition faite par l'associé avec ses économies, IV, 715. — ... par le gérant d'une société, IV, 718. — Au cas d'acquisition d'immeuble avec des deniers empruntés, subrogation du prêteur; privilège, V, 793. — Obligations au cas d'acquisition d'un immeuble grevé d'hypothèques, V, 825. — L'acquéreur qui s'est chargé de payer son prix aux créanciers inscrits est-il personnellement tenu? *ibid.* — Transcription des actes d'acquisition, mode et frais, V, 837 et suiv. — Au cas d'acquéreurs successifs, droit résultant de la priorité de transcription, V, 840. — Purge des hypothèques, V, 832. — ... des hypothèques légales, V, 836. — Des acquisitions de biens à venir, constitution d'hypothèques, V, 799 et 801. — Réquisition d'inscriptions, V, 808. — ... leur renouvellement à chaque acquisition, V, 810. — *Quid*, au cas de réduction obtenue des hypothèques? V, 812. — Acquisition par l'usucapion ou prescription acquisitive, V, 843. — ... des choses volées ou perdues, V, 849. — ... par l'usucapion de dix ans, V, 853, — ... ou par celle de trente ans, V, 854.

V. Vente.

ACQUÊTS. Objets réputés acquêts, IV, 640. — Portion de l'immeuble ac-

fruit, II, 308. — ... des objets donnés ne donnent point lieu à un état estimatif, III, 429. — ... au cas de restitution des biens grevés de substitution, III, 474. — ... de la chose léguée, III, 500. — ... de la chose restituée au cas de condition défaillie ou {accomplie, III, 535. — ... de la chose vendue, IV, 683. — ... de la chose vendue à réméré, IV, 688. — ... d'une créance cédée, III, 563, IV, 691. — ... de la chose louée, V, 701. — ... au cas de devis ou marchés, V, 710. — ... de la dette cautionnée, V, 757. — ... en cas de restitution du gage, V, 784. — Quand les accessoires sont soumis aux privilèges et hypothèques? V, 788. — Quels accessoires de créances ou frais d'exécution, quant au privilège? V, 790. — ... quels soumis au privilège de bailleur? V, 791. — ... ou du voiturier? *ibid.* — ... ou du vendeur? V, 793. — Accessoires de la dot, quant à l'hypothèque légale de la femme, V, 796. — ... des créances, à mentionner dans les bordereaux d'inscription, V, 841, 844 et 845. — ... de la chose hypothéquée, V, 822. — ... *id.*, au cas de délaissement, V, 825. — ... des immeubles, au cas de saisie immobilière, V, 841. — Des contrats accessoires de garantie; quels le sont? V, 757 et 823.

ACCOUCHEMENT. Déclaration d'accouchement, I, 84. — Présence ou absence du mari; désaveu, I, 161. — Preuve de l'accouchement pour établir la filiation naturelle, I, 170.

ACCROISSEMENT de la part du renonçant à une succession, II, 380. — ... de la chose léguée, II, 314; III, 500 et 503. — A-t-il lieu à l'égard des choses données? III, 481 et 503. — Accroissement au cas de prédécès de donataires dans une institution contractuelle, III, 517. — ... de la chose à restituer au cas d'accomplissement de la condition résolutoire, III, 536. — ... de la chose vendue, IV, 683. — ... au cas de rescision de la vente pour lésion, IV, 689. — ... au cas d'exercice du réméré, IV, 88. — ... au cas de cession d'une hérédité, IV, 692. — ... au cas de cheptel, IV, 712. — ... de la chose déposée; restitution, V, 736. — ... *id.* de la chose donnée en gage, V, 784. — ... survenu à l'immeuble hypothéqué, V, 822.

V. *Alluvion.*

ACCUSATION capitale contre le défunt, indignité de succéder, II, 355.

ACQUÉREUR, ACQUISITION. De l'acquisition et de la transmission des biens, II, 342. — Principes sur la transmission des biens, II, 345 et suiv. — Capacité pour acquérir, IV, 679. — Acquisition par le mort

APPORTS D'ASSOCIÉS. En quoi ils consistent, IV, 713. — Obligation de les fournir, IV, 716. — Evaluation des apports en industrie comparativement aux autres apports, IV, 717. — Quand le défaut d'apports met fin à la société, IV, 720. — Leur partage, ainsi que celui des bénéfices, IV, 721.

V. Bénéfices d'associés, Société.

APPORTS DES ÉPOUX. Caractères, IV, 633. — ... de la femme en péril, demande en séparation de biens, IV, 649. — ... au cas de communauté d'acquêts, IV, 633. — De la clause d'apport, au cas d'exclusion de communauté, IV, 636. — Clause d'apport franc et quitte, IV, 660 et 661. — Preuves de l'apport de la femme au cas d'exclusion de communauté, IV, 664.

APPRENTIS. Responsabilité des maîtres, IV, 628.

V. Ouvriers.

APPRENTISSAGE. Frais non sujets à rapport, II, 398. — *Quid*, des dettes payées par le père durant l'apprentissage? *ibid.* — Prescription, V, 839-5°.

APPROBATION. Des billets ou promesses, III, 590. — *Quid*, au cas d'un acte authentique nul, mais valable comme acte sous seing privé? III, 589. — Acte sous seing privé de dépôt volontaire, V, 735. — ... de cautionnement, III, 590; V, 759.

APPUI. Dans le corps d'un mur mitoyen, II, 322. — De la servitude d'appui, II, 341.

AQUEDUCS. Servitudes apparentes, II, 333.

ARBITRAGE, ARBITRE. L'instance devant les arbitres est une instance judiciaire, V, 847. — L'étranger peut-il être arbitre? I, 61. — Sentences arbitrales rendues à l'étranger, I, 30. — Arbitrage au nom du mineur, I, 221. — ... pour fixer le prix d'une vente, IV, 675. — Règlement de parts entre associés, IV, 717. — Sentence arbitrale prononçant contrainte par corps, V, 775. — ... ou conférant hypothèque judiciaire, V, 798. — Action solidaire contre toutes les parties pour honoraires V, 754.

V. Compromis.

ARBRES. Quand sont meubles, II, 253 et 255. — Jouissance de l'usufruitier, II, 308. — Arbres dans haie mitoyenne, II, 324. — Plantation, distances, II, 326. — Ebranchement, II, 327. — ... plantés par le preneur durant la bail, IV, 702.

V. Bois et forêts.

ARCHITECTES. L'obligation de faire une construction est mobilière, II, 256. — Au cas de convention de construire une maison, l'obligation passe-t-elle à l'acquéreur du fonds ? II, 348. — Obligations et responsabilité, IV, 710. — Privilège pour travaux, son rang et mode de conservation, V, 793, 813 et 829. — Prescription de l'action en responsabilité, V, 839-4°.

ARGENT. N'est pas compris dans le mot *meubles*, II, 253. — ... ni dans la vente d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, *ibid.* — Expropriation pour utilité publique ; indemnité en argent, II, 277. — ... soumis à l'usufruit, II, 306. — Rapport à succession, II, 399 et s. — Au cas de donation entre vifs ; état estimatif, II, 429. — Don manuel, III, 428. — Intérêts d'une somme d'argent constituent dommages-intérêts, III, 530. — Mode de paiement d'une somme d'argent, numéraire, etc., III, 560. — Compensation, III, 571. — Obligation de somme, perte de la chose, III, 576. — Dot en argent, restitution, IV, 673. — Prix en argent, caractère essentiel de la vente, IV, 673. — *Secus*, du prix du bail, IV, 698. — Au cas de transport par un voiturier, nécessité de l'enregistrement, IV, 709. — Apport des associés, IV, 713. — Dans ce cas, reprise lors du partage, IV, 721. — Objet du prêt de consommation et restitution, IV, 726. — ... considéré comme marchandise, IV, 729. — Intérêts d'un prêt en argent, IV, 728. — Au cas de dépôt volontaire, usage par le dépositaire, restitution, IV, 736. — Objet d'un dépôt nécessaire, IV, 739. — Annuités d'une rente viagère, V, 746 et 747. — Dépôt ou nantissement en argent peut-il tenir lieu de caution ? V, 789 et 833. — ... se trouvant dans les lieux loués, privilège du bailleur, V, 791. — Liquidation de la créance en argent, au cas de saisie immobilière, V, 841.

ARMÉE. V. *Militaires.*

ARMES non comprises dans le mot *meubles*, II, 253. — Quand elles ne sont point à comprendre dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 453. — Exercices au fait des armes ; dettes de jeu valables, V, 748.

ARRÉRAGES. Définition, II, 277. — Ceux échus des pensions alimentaires peuvent-ils toujours être réclamés ? I, 131. — ... de rente viagère, usufruit, II, 308. — Quels arrérages de rentes sont à la charge de l'usufruitier, II, 309. — ... ou de l'usufruitier légal, I, 189. — ... sont fruits civils, II, 277 ; V, 748. — ... reçus au cas de solidarité, III, 528. — Intérêts qu'ils peuvent produire, III, 530. — Imputation de

payement, III, 593. — Ceux entrant dans la communauté, IV, 640. — ... ou à sa charge, IV, 641. — *id.*; au cas de séparation de dettes, IV, 699. — ... des dettes de la société ou des associés, IV, 715. — ... de rente constituée, défaut de payement, conséquences, IV, 738; V, 843, 856. — *id.*, de rente viagère, V, 749; V, 843, 859. — ... d'une créance hypothécaire, *ibid.* — Quand le payement des arrérages interrompt la prescription, V, 847. — Quels arrérages se prescrivent par cinq ans, V, 852-2°. — Prescription invoquée pour le capital, s'étend-elle aux arrérages? V, 860. — Payement des arrérages, renonciation à prescription du capital, V, 861.

V. *Intérêts, Rentes.*

ARRESTATION du fils de famille, I, 187. — ... du mineur sur la réquisition du tuteur, I, 220. — ... provisoire de l'étranger, I, 60; V, 772.

ARRÊTS DE RÈGLEMENT. Ce que c'est, I, 37.

ARRHES au cas de promesse de vente, IV, 675. — ... ou denier à Dieu, au cas de bail, IV, 698. — Preuve de leur avance, IV, 699. — ... au cas de louage de services, IV, 707.

ARSENAUX. Domaine de l'État, II, 260.

ARTISAN qui a employé une matière qui ne lui appartenait pas, II, 299. — ... mineur, action en rescision, III, 582. — Billets ou promesse, approbation de somme, III, 590. — Responsabilité pour leurs élèves ou apprentis, IV, 628. — Présomption de connaissance des défauts de la chose par lui vendue, IV, 686. — Objets à lui confiés, privilège du bailleur, V, 791. — Prescription, V, 859-6°.

V. *Rétention (Droit de).*

ASCENDANTS. Surveillent les enfants de l'absent, I, 107. — Prohibition de mariage avec descendants, I, 126. — Consentement pour mariage, I, 127. — Opposition à mariage, I, 119 et 122. — Actes respectueux, I, 128. — Action en nullité de mariage, I, 126 et 127. — Leur autorisation pour divorce, I, 145. — Aliments, I, 131. — Conseil de famille, I, 201. — Tutelle de droit, I, 107 et 209. — Tutelle de l'interdit, I, 235. — ... sont-ils membres de la famille au cas de droit d'usage? II, 313. — Degré de parenté, I, 47; II, 358 et suiv. — Comment ils succèdent, II, 357 et suiv. — ... sont compris dans les successions en ligne directe, III, 435. — Comment ils succèdent concurremment avec des enfants naturels, II, 369. — Rapport à succession,

II, 396. — Cas de dispenses, II, 398. — Droit de retour pour les choses par eux données, II, 373. — Ascendants du meurtrier du défunt, dispensés de le dénoncer, II, 355. — ... acceptent donations faites à leurs descendants mineurs, I, 191 et 221 ; III, 425. — ... légitimes, réserve en leur faveur, III, 446 et 449. — ... tuteurs, dispositions à titre gratuit en leur faveur, III, 448. — *Quid*, s'ils sont médecins, etc.? *Ibid.* — Ceux à qui substitutions permises, III, 468. — Partage de leurs biens entre leurs descendants, III, 505 et suiv. — Violence exercée contre eux, obligation nulle, III, 614. — Quand leur consentement est nécessaire pour le contrat de mariage du mineur, IV, 635. — Garantie de dettes de l'un des époux en communauté, IV, 660. — Contrainte par corps contre l'ascendant du créancier, V, 774.

ASSASSINAT du défunt non dénoncé, indignité de succéder, II, 355.

V. *Meurtre*.

ASSEMBLÉE DE FAMILLE. V. *Conseil de famille*.

ASSOCIATION avec un héritier ; quand non sujette à rapport, II, 398. — Clause d'association d'un tiers dans une institution contractuelle, III, 517. — Associations constituant des assurances mutuelles, V, 744.

V. *Société*.

ASSURANCES. Du contrat d'assurances, V, 744. — Choses assurées contre l'incendie, au cas d'usufruit, II, 341. — Dans les assurances contre l'incendie, obligations de l'assureur ; compagnie cessionnaire des droits du propriétaire contre le locataire, IV, 702. — ... mutuelles, quote-part des indemnités à payer, prescription, V, 839-2°.

ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INCOMMODES ET INSALUBRES. — Restriction du droit de propriété, II, 276. — Distances pour constructions, II, 328. — Responsabilité envers leurs voisins, IV, 625.

ATRES. Construction, distance, II, 328.

ATTENTAT à la vie du donateur ou testateur, cause de révocation des donations ou des legs, III, 484 et 504.

ATTERRISSEMENT, II, 297.

V. *Alluvion*.

AUBERGISTES. Des dépôts nécessaires faits chez eux, V, 739. — Quelles personnes doivent être assimilées aux aubergistes, *ibid.* — L'a-

bergiste pourrait-il, au moyen d'une affiche, décliner la responsabilité, *ibid.* — Preuve testimoniale du dépôt fait chez eux, III, 599. — Au cas de dépôt volontaire, leurs obligations, V, 736. — *Quid*, de l'allégation d'un don manuel à son profit par l'aubergiste? III, 428. — Responsabilité des animaux placés dans ses écuries, IV, 629. — Fournitures de subsistance faites à ou par un aubergiste, privilège, V, 790. — Privilège et droit de rétention sur les effets des voyageurs, II, 281 ; V, 791. — L'aubergiste locataire répond des dégradations commises par les voyageurs, IV, 702. — ... pourrait-il cesser de tenir auberge? *ibid.* — Frais de logement et de nourriture, prescription, V, 859-6°.

V. *Hôteliers.*

AUGMENTATIONS de la chose léguée, III, 500. — ... de valeur de la chose vendue, entre la vente et l'éviction, IV, 685. — ... de prix, au cas d'entreprise de construction à forfait, IV, 710. — ... de valeur, au cas de prêt d'espèces monnayées, IV, 726. — ... par suite de constructions ; privilège des architectes ou entrepreneurs, V, 793 et 813. — ... de la dot de la femme ; hypothèque légale, V, 796.

V. *Améliorations.*

AUTHENTICITÉ. V. *Actes authentiques, Titres.*

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. Cas où elle est ou non nécessaire, I, 134. — Femme de l'absent, au cas de continuation de communauté, I, 99. — Femme étrangère en France, I, 58. — Consentement à mariage, I, 427. — ... au cas de divorce et de séparation de corps, I, 143, 147 et 156. — Adoption, I, 175. — Demande ou défense en interdiction, I, 234. — ... au cas d'interdiction de son mari, I, 235. — Constitution de servitudes sur les immeubles, IV, 643. — Acceptation de succession, II, 378 ; IV, 643 et 646. — Renonciation à succession, II, 380. — ... pour faire donation ou testament, III, 418. — Donation entre époux pendant le mariage, III, 522. — ... pour faire une institution contractuelle, III, 517. — Acceptation de donation, III, 425, 426, 428 ; IV, 643. — ... pour être exécutrice testamentaire, III, 491. — ... pour contracter obligation, I, 44 ; IV, 643. — ... pour ester en justice, IV, 643 et 649. — ... pour faire aveu judiciaire, III, 605. — Gestion des affaires d'autrui, IV, 622. — Poursuites contre la femme, à raison de dommages-intérêts pour délit ou quasi-délit, IV, 642. — ... pour obligation personnelle de la femme aux dettes de la communauté, IV, 641 et 642. — Administration de la communauté, IV, 642. — Achat pour entretien et besoins du ménage, I, 134 ; III,

585; IV, 641. — ... pour aliénation de ses immeubles, IV, 643. — Actes que peut faire la femme qui a obtenu sa séparation de biens, IV, 649. — ... pour agir au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — ... pour exercice des actions relatives aux biens dotaux, IV, 668. — Donation des biens dotaux pour établissement des enfants, IV, 670. — ... au sujet des biens paraphernaux, IV, 674. — Délivrance de la chose vendue, III, 558. — ... pour prendre à bail, IV, 699. — ... pour emprunter à usage, IV, 723. — ... pour hypothéquer ses immeubles, IV, 643. — *Secus*, pour réquisition d'inscription à son profit, V, 806, 807 et 809. — ... pour donner mainlevée de l'inscription à son profit, V, 819. — Règles concernant l'autorisation, I, 134. — ... est expresse ou tacite, générale ou spéciale, *ibid.*; IV, 642. — Qui peut l'accorder, I, 134. — La femme ne peut en être dispensée par le contrat de mariage, IV, 637. — Autorisation donnée par justice, au refus du mari, I, 134; IV, 642. — Cas où une pareille autorisation est nécessaire, *ibid.* et 670. — ... ou encore pour accepter une succession durant la communauté, IV, 646. — Quel tribunal compétent? I, 134. — L'autorisation donnée par justice a-t-elle les mêmes effets? IV, 642. — Révocation de l'autorisation, I, 134. — Nullité des actes à défaut d'autorisation, III, 580. — L'obligation nulle de la femme peut être cautionnée, V, 759. — Qui peut se prévaloir du défaut d'autorisation, I, 134. — *Quid*, au cas de dissimulation de la qualité de femme mariée? *ibid.* — Au cas de rescision des obligations pour défaut d'autorisation, droits des créanciers, III, 584. — Conséquences, quant aux dettes contractées par la femme, IV, 641. — L'obligation contractée sans autorisation par la femme séparée de biens est-elle radicalement nulle? IV, 649. — Ratification au cas de non-autorisation, I, 134. — Prescription de l'action en nullité, *ibid.*; V, 845. — Renonciation à la prescription, V, 861.

V. Puissance maritale.

AUTORISATION DU GOUVERNEMENT nécessaire pour la validité des dispositions à titre gratuit au profit de communes, établissements publics, etc., III, 418. — ... pour accepter ces mêmes dispositions, III, 425.

AVANCEMENT D'HOIRIE fait à l'enfant d'un interdit, I, 235. — ... sujet au retour légal au profit du donateur, II, 374. — Rapport à succession, II, 396, 398 et 402. — Les biens donnés doivent être compris dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 455. — Aliénation au profit d'un successeur à charge de rente viagère ou sous réserve

d'usufruit, *ibid.* — Emporte-t-il stipulation tacite du retour conventionnel ? III, 475.

AVANCES à faire par l'usufruitier pour le paiement des dettes, III, 496. — ... faites par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... par l'associé, dans l'intérêt de la société, IV, 717. — ... par le mandataire, IV, 622; V, 754. — ... de frais par la caution qui demande le bénéfice de division ou de discussion, V, 760. — ... faites par la caution; remboursement par le débiteur, V, 761. — ... par les gens de service à leurs maîtres sont-elles privilégiées ? V, 790. — ... par le propriétaire au fermier ou au locataire pour l'exploitation; privilège, V, 791. — ... des frais d'inscription hypothécaire, V, 814. — ... des frais de transcription, V, 839.

AVANTAGES MATRIMONIAUX au cas de déclaration d'absence de l'un des époux, I, 98 et 99. — ... perdus par l'époux contre qui le divorce est prononcé, I, 142 et 148. — ... sont-ils révoqués en cas de séparation de corps ? I, 156. — ... directs ou indirects pour le mari aux dépens de la communauté; indemnité, IV, 642. — ... indirects entre époux, au cas de vente entre eux, IV, 679. — ... *quid*, de l'hypothèque légale de la femme ? V, 796. — ... par le défunt à son héritier; quand sujets ou non à rapport, II, 398. — Aliénation au profit d'un successible, moyennant rente viagère ou sous réserve d'usufruit, III, 435. — ... sujets à réduction, au cas où quotité disponible excédée, III, 432. — Avantages indirects entre époux en secondes noces; réduction, III, 461. — ... entre associés excédant la quotité disponible; IV, 715.

V. Quotité disponible, Réserve.

AVEU. Définition; judiciaire ou extrajudiciaire; actes le constituant; règles générales, III, 605. — ... dans un interrogatoire sur faits et articles; commencement de preuve par écrit, III, 598. — Aveu en matière de séparation de corps, I, 153. — ... en matière de filiation, I, 162. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — ... au cas d'omission de double écrit d'un acte sous seing privé, III, 590. — ... résultant des livres des marchands, III, 591. — ... pour prouver l'existence, la durée, ou le prix d'un bail, IV, 699. — ... sur l'existence d'une transaction verbale, V, 767. — Force probante de l'aveu judiciaire; indivisibilité; exception, III, 591 et 606. — *Quid*, de l'aveu extrajudiciaire ? III, 607. — Présomption légale y attachée, III, 587 et 604. — Quel aveu emporte reconnaissance interrompant la pres-

scription *brevis temporis*, V, 859. — Acceptation de l'aveu ; sa rétraction, III, 608.

AVEUGLE. Capacité de faire donation ou testament, III, 417 et 436. — Testament mystique, III, 440. — Témoin dans un testament, III, 439. — Au cas de signature apposée par lui, la convention est-elle valable ? III, 613.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT. Leur force, I, 5.

AVOCATS. Leur ministère, I, 18. — Étranger en France, I, 61. — Français à l'étranger, I, 69. — Jusqu'à quel point peuvent faire un aveu judiciaire, III, 605. — Quand ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — ... ni cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Remise à eux faite des titres par les clients ; nature du contrat, V, 734. — Honoraires dus de droit comme salaires de mandat, V, 754. — Action en paiement d'honoraires, IV, 707. — Prescription, V, 859-2°. — ... à la Cour de cassation ; institution, I, 118.

AVOUÉS. Institution, I, 18. — Présumés autorisés à faire tous aveux judiciaires, III, 605. — Au cas d'aveux sans pouvoir, désaveu, III, 606. — Pouvoir pour déférer serment décisoire, III, 608. — Quand ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — ... ni cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Remise de titres à eux faite par les clients ; nature du contrat, V, 734. — Prescription de l'action en restitution, V, 859-2°. — Espèces de mandataires, et réputés salariés, V, 750. — Présomption d'acceptation du mandat, V, 751. — Intérêts des avances par eux faites, V, 754. — Honoraires ; action solidaire contre les clients, *ibid.* — Prescription, V, 859-2°. — Contraignables par corps pour restitution des titres et pièces, V, 772. — Dépôt de copie collationnée pour la purge des hypothèques légales, V, 836.

AYANT CAUSE, AYANT DROIT. Ce que c'est, II, 268 et 344. — Leurs droits et obligations, II, 346 et suiv. — Leurs droits au cas de question d'État, I, 160. — Action en désaveu d'enfants, I, 161. — ... du donateur ; défaut de transcription de la donation, III, 480. — ... Confirmation de donation nulle, III, 427 et 586. — ... au cas de réduction demandée des dispositions excédant la quotité disponible, III, 452. — En général, l'action en nullité leur appartient ; exception, III, 579. — Exercice de l'action en nullité pour vice du consentement III, 580. — Foi due par eux aux actes authentiques, III, 589. — Reconnaissance d'écriture des actes sous seing privé ; ceux de ces actes

ayant date certaine à leur égard, III, 590. — ... du débiteur; du serment à eux déferé, III, 608. — Acceptation ou répudiation de la communauté, IV, 650. — ... de la femme; action en révocation de l'aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — Jusqu'à quel point le cessionnaire d'une créance est l'ayant cause du cédant, IV, 691. — ... *id.*, au cas de cession de droits successifs, IV, 692. — ... du débiteur d'une rente constituée; obligations, IV, 732. — ... du créancier hypothécaire, réquisition de l'inscription de sa créance, V, 807. — Ils succèdent à ses droits, V, 813, 821 et 826. — ... des créanciers à hypothèque légale; purge, V, 836. — Quand l'ayant droit peut ou non usucaper par dix ans, V, 854.

V. *Héritiers.*

B

BACS. Sont meubles, II, 255.

BAIES. Domaine public, II, 260.

BAIL. De l'essence juridique du contrat, IV, 698. — En quoi le bail diffère de l'usufruit, II, 303. — ... ou de la vente, IV, 698. — Confère-t-il un droit personnel ou réel? IV, 697, 698 et 701. — Conditions de sa validité; capacité pour faire un bail, IV, 699. — Bail par le tuteur des biens du mineur, I, 221. — ... par le mineur émancipé, I, 240 et 241. — ... par le copropriétaire, II, 279. — ... par les communes, établissements publics ou communautés religieuses, I, 41. — ... par l'usufruitier, II, 308. — ... par l'usager, II, 313. — ... par le mari des biens propres de sa femme commune, IV, 643. — ... *id.*, pendant l'instance en séparation de biens, IV, 649. — ... par la femme qui a obtenu sa séparation de biens, *ibid.* — *Quid*, au cas d'exclusion de communauté? IV, 664. — ... par le mari des biens dotaux, IV, 668. — ... par l'acquéreur évincé depuis pour défaut de paiement du prix, IV, 687. — ... par l'acquéreur à réméré, IV, 668. — ... par le gérant d'une société, IV, 718. — ... par le mandataire, V, 753. — Capacité pour prendre à bail, IV, 699. — Bail au profit du tuteur des biens du mineur, I, 224 et 225. — Bail d'immeubles soumis à un usufruit, II, 307. — Bail d'une servitude, II, 338. — Baux des biens nationaux ou communaux, IV, 697. — Bail de la chose pré-

tée à usage, IV, 723. — ... de l'immeuble hypothéqué, V, 824. — Durée que ne peuvent dépasser certains baux, IV, 643 et 700. — Règles communes au bail à loyer et au bail à ferme, IV, 698. — Est par écrit ou verbal, IV, 699. — Modes de preuve de son existence, de sa durée et de son prix, IV, 699 et 704. — Quels baux sont assujettis à la transcription, V, 840. — Des clauses accessoires que comporte le bail, IV, 700. — Obligations du bailleur : délivrance, entretien et obligation de la chose, IV, 701. — Obligations du preneur, IV, 702. — Prix du bail, en quoi peut consister ; pot-de-vin, IV, 698. — Intérêts que ce prix peut produire, III, 580. — Privilège du bailleur, V, 791 et 828. — Revendication par le bailleur des objets mobiliers garnissant les lieux ; prescription, V, 839-6°. — De la sous-location ou cession, IV, 703. — Règles particulières au bail à loyer, IV, 703. — ... *id.*, au bail à ferme, IV, 706. — Pour ce dernier, le congé est-il nécessaire ? IV, 704. — Les fermiers contraignables par corps, V, 771. — *Quid*, au cas de tacite reconduction ? IV, 704. — Des différentes manières dont le bail prend fin ; du congé, *ibid.* — Perte de la chose louée, III, 576. — ... ne cesse pas par la vente de l'immeuble, II, 346. — Le bail antérieur prime le postérieur, *ibid.* — De la résiliation par le mari du bail personnel à la femme commune, IV, 643. — Eviction, garantie, III, 531. — Bail de meubles, règles, IV, 697. — Dans ce cas, le bailleur a-t-il privilège pour le paiement du loyer ? V, 791. — Bail à colonage, incendie, responsabilité du preneur, IV, 702. — ... Règles particulières pour la présomption de sa durée, IV, 704. — Perte de récoltes pour le fermier, indemnité, IV, 706. — Bail à domaine congéable, II, 277 et 280. — ... est-il susceptible d'hypothèque ? V, 782. — Bail héréditaire, IV, 700. — Bail à locatairie perpétuelle, II, 280. — Bail à rente, IV, 731. — Bail à vie, ce que c'est, IV, 706. — ... se confond-il avec l'usufruit ? II, 303.

V. Fermier, Locataire, Louage, Sous-Location.

BAINS. Quels accessoires sont immeubles par destination, II, 254. — ... sur bateaux, sont meubles, II, 253. — Dépôts nécessaires faits dans les bains publics, responsabilité, V, 739.

BALCON. Vue sur les héritages voisins, II, 329.

BANQUIER. Mineur, action en restitution, III, 582. — Billets, approbation de somme, III, 590.

BATEAUX. Sont meubles, II, 253.

BÂTIMENTS. Quand sont meubles ou immeubles, II, 253. — ... de mer,

réputés meubles, II, 255. — Bâtimens affectés aux autorités, domaine de l'Etat, II, 260. — Destruction au cas d'usufruit, II, 309. — Responsabilité des propriétaires au cas de ruine ou de dommage causé, II, 277; IV, 629. — Bâtimens construits pour être démolis non susceptibles d'hypothèques, V, 788.

BEAU-FRÈRE ET BELLE-SŒUR. Prohibition de mariage, I, 124 et 126.°

BEAU-PÈRE OU BELLE-MÈRE. Aliments, I, 191.

BÉNÉFICE DE DISCUSSION OU DE DIVISION. V. *Discussion, Division.*

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE. Définition; caractères, II, 379 et 386. — En quoi diffère de la position de la femme faisant inventaire pour fixer sa part dans les dettes de la communauté, IV, 633. — Est facultatif ou nécessaire, II, 379. — Cas et formes de l'acceptation bénéficiaire, *ibid.* — ... forcée au cas de succession ou de legs universel au profit du mineur, I, 221. — ... doit-elle avoir lieu au cas d'exercice du retour légal? II, 375. — ... est-elle nécessaire à l'enfant naturel pour n'être pas tenu des dettes? II, 407. — ... ou aux successeurs irréguliers pour n'être tenus des dettes que jusqu'à concurrence de l'actif? II, 409. — Acceptation au cas de legs universel, III, 498 et 499. — ... au cas de successions advenues à l'un des époux durant la communauté, IV, 646. — Acceptation bénéficiaire par quelques-uns des héritiers, et acceptation pure et simple par les autres; conséquences, II, 385; V, 808. — Jusqu'à quelle époque l'acceptation bénéficiaire peut avoir lieu, II, 381. — De l'interdiction d'user du bénéfice d'inventaire, II, 379; III, 498. — Droits et obligations résultant du bénéfice d'inventaire, II, 386. — Il entraîne séparation des patrimoines, II, 264 et 385. — Héritier pas tenu des dettes sur son patrimoine, II, 405. — Au cas de paiement de la dette, subrogation légale, III, 363. — Contribution aux dettes de la succession, II, 405. — Droit pour l'héritier de réclamer le paiement de ses créances, II, 406. — Réquisition d'inscriptions hypothécaires sur les biens, V, 808. — Leur renouvellement, V, 818. — Rapport à succession dû par ou à l'héritier bénéficiaire, II, 396 et 397. — Cas où l'héritier bénéficiaire ne peut demander la réduction des dispositions excédant la quotité disponible, III, 452. — Demande en réduction des legs particuliers, III, 487. — Vente des meubles et immeubles de la succession; formes, tribunal compétent, II, 386. — Causes de déchéance du bénéfice d'inventaire, II, 378 et 379. — Caution à fournir par l'héritier, V, 764. — Frais de bénéfice d'inventaire; charges de la succession; privilège, III, 455;

V, 790. — Suspension de la prescription pour ou contre l'héritier bénéficiaire à l'égard de la succession, V, 843.

BÉNÉFICES D'ASSOCIÉS. Caractères, IV, 713. — Mode de partage entre les associés, IV, 717 et 721. — Répartition inégale des bénéfices et des pertes, IV, 713 et 716.

BESTIAUX. Quand sont compris dans les donations avec substitution, III, 469. — ... nécessaires à l'exploitation du fermier, IV, 706. — ... donnés à cheptel, IV, 712.

V. *Animaux*.

BIBLIOTHÈQUE. Legs de bibliothèque avec substitution, inventaire, III, 469. — Au cas de legs, livres advenus depuis, III, 500. — ... donnée en gage, description, V, 779.

BIENFAISANCE (CONTRAT DE). Ce que c'est, III, 611. — Donation, III, 415. — Prêt à usage, IV, 722 et 723. — *Quid*, du prêt de consommation? IV, 722. — Dépôt, V, 734. — Cas où la rente viagère l'est, V, 747. — Mandat non salarié, V, 750. — Jusqu'à quel point le cautionnement l'est, V, 757.

BIENS. Des biens en général, II, 251. — Sont meubles ou immeubles, II, 252 et s. — ... domaniaux, I, 67; II, 260 et 261. — ... communaux, *ibid.* — ... vacants, II, 260. — ... dotaux et paraphernaux, IV, 666 et suiv. — Comment la propriété des biens s'acquiert et se transmet, II, 293, 342 et suiv.

BILATÉRAL (CONTRAT), III, 611.

BILLETS. De femme commerçante, I, 134. — Don manuel, III, 428. — Approbation de somme, III, 590. — ... au porteur sont-ils valables? III, 612. — Leur transmission par tradition manuelle, V, 849.

BLANC SEING. Sa valeur, III, 590. — Consentement pour mariage, I, 112. — Abus de blanc seing, preuve testimoniale, III, 596 et 599.

BLANCS. Actes de l'état civil, I, 76. — Registres des conservateurs, V, 805.

BLÉS EN VERT. V. *Grains*.

BLOC (VENTE EN). Quand elle a lieu, IV, 675. — Déficit, IV, 683.

BOIS-ET FORÊTS. Meubles ou immeubles, II, 253. — Usufruitier, II, 308. — Usager, II, 313 et 338. — Fruits naturels, II, 277. — Forêts nationales; domaine de l'État, II, 260. — Distance pour plantation des ar-

bres, II, 326. — Droit d'ébranchement des arbres, II, 327. — Restriction du droit de propriété quant à l'usage et à l'exploitation des bois, II, 276. — Commerce des bois défendu aux agents forestiers, IV, 679. — La vente de bois est-elle sujette à rescision pour lésion ? IV, 689. — Bail verbal d'un bois taillis, durée, IV, 704. — Prescription de l'action en dommages-intérêts pour délits, V, 859-6°.

BON ou approuvé de sommes, III, 590.

BONNE FOI. — Ses effets au cas de mariage nul ou putatif, I, 125 ; III, 485 et 514. — Pas admise au cas d'union illégitime, I, 172. — Ses effets dans les contrats avec le mineur émancipé, I, 240. — ... en fait d'acquisition ou de conservation de la possession, II, 283. — ... au cas d'action possessoire, II, 287. — ... au cas de travaux sur le sol d'autrui, II, 297. — Ses effets sur la perception des fruits, I, 101 et 105 ; II, 383 et 393 ; III, 535 et 536 ; IV, 680. — ... au cas d'actes faits par l'héritier apparent, II, 278. — ... à l'égard du tiers détenteur au cas de réduction des donations, III, 457. — ... au cas de nullité ou rescision d'une obligation, III, 583. — Ses effets sur les paiements, III, 538 et 539. — ... au cas de suppression de titre lors d'un paiement reçu par erreur, IV, 623. — ... au cas de choses indûment reçues, *ibid.* — au cas de vente de la chose d'autrui, IV, 680. — ... au cas d'acquisition d'une chose mobilière déjà vendue à un autre, II, 345 ; III, 534 ; IV, 716. — ... au cas de bail de la chose d'autrui, IV, 699. — ... au cas de cession de biens, III, 565. — ... nécessaire pour acquérir par la prescription, V, 849, 854. — ... pour la prescription de dix ans du tiers détenteur avec titre, V, 831, 853, 854. — ... se présume toujours, II, 295 ; V, 854. — Des contrats de bonne foi et de droit étroit, III, 611.

BONNES MOEURS. Nullité des actes, clauses et conditions qui y sont contraires, I, 34 ; III, 534 et 616. — ... spécialement, en matière de donations, III, 464. — ... ou de conventions matrimoniales, IV, 637. — Promesse de mariage, I, 117. — Clause exemptant de la responsabilité de ses fautes, V, 753. — Obligation nulle ; paiement ; répétition, IV, 623. — Novation d'une obligation contraire aux bonnes mœurs, III, 566.

BON PÈRE DE FAMILLE. Jouissance du tuteur, I, 221. — ... de l'usufruitier, II, 307, 308 et 309 ; IV, 664. — ... de l'usager, II, 313. — ... du grevé de substitution, III, 471. — ... du débiteur au cas de l'obligation de donner, III, 531. — ... ou jusqu'à l'accomplissement de la condition, III, 548. — ... du gérant des affaires d'autrui, IV, 622.

— ... du mari, administrateur des biens propres de sa femme commune, IV, 643. — ... ou des biens dotaux, IV, 666. — Au cas de vente à l'essai, IV, 673. — ... de l'acquéreur entre la vente et l'éviction, IV, 683. — ... du preneur à bail, IV, 702. — ... du locataire de meubles, IV, 697. — ... du fermier, IV, 706. — ... du preneur à cheptel, IV, 712. — ... de l'emprunteur à usage, IV, 724. — ... du dépositaire volontaire, V, 736. — ... du mandataire, V, 753. — ... du créancier gagiste, V, 781. — ... ou antichrésiste, V, 785. — ... du détenteur de l'immeuble hypothéqué, V, 824.

BORDEREAUX D'INSCRIPTION. Indications qu'ils doivent contenir, V, 814. — Effets de leur régularité ou de leur irrégularité sur la validité des inscriptions, V, 815. — ... à déposer de nouveau au cas de rectification d'une inscription, V, 816. — Formes de ceux de renouvellement, V, 818.

BORNAGE (ACTION EN). Cas et règles, II, 320. — Les bornes constituent des titres, III, 588.

BOUCHERS. Fournitures ; privilège, V, 790.

BOULANGERS. Fournitures ; privilège, V, 790.

BRANCHES d'arbres, droit de les faire couper, II, 327. — *Quid*, quand elles ne causent point de préjudice ? II, 326. — ... de famille ; partage après la division entre les lignes paternelle et maternelle, II, 360. — Au cas de représentation, II, 361.

BRASSERIE. Quels accessoires sont immeubles par destination, II, 354.

BREVET. V. *Minutes, Office.*

BREVET D'INVENTION. V. *Propriété littéraire, artistique et industrielle.*

G

CADUCITÉ. V. *Donations, Légt, Testament.*

CAISSE DES CONSIGNATIONS. Versement des deniers des successions vacantes, II, 411. — ... reçoit la consignation des sommes, au cas de refus d'offres, III, 564. — Ses préposés contraignables par corps, V, 772.

CALCUL. Erreur dans un compte de tutelle, I, 220. — ... ou dans une transaction, V, 769.

CANAUX. Quand font ou non partie du domaine public, II, 260. — Propriété de leurs eaux, II, 319. — Pont jeté sur un canal artificiel, pour l'exercice d'un droit de passage, II, 338.

CAPACITÉ. Capacité juridique relativement aux droits civils et politiques, I, 31. — ... de l'étranger, I, 29. — ... physique, morale ou civile, I, 193. — Différentes sortes de capacité, III, 417. — ... pour contracter mariage, I, 110 et 115. — ... pour faire les conventions y relatives, IV, 635. — ... pour adopter, I, 175. — ... pour succéder; à quelle époque s'apprécie, II, 376. — ... pour accepter une succession, II, 378. — ... ou y renoncer, II, 380. — ... pour exercer l'action en partage, II, 388. — ... pour disposer à titre gratuit, III, 417, 444 et 463. — ... pour faire une donation entre époux par contrat de mariage, III, 522. — ... pour recevoir à titre gratuit, III, 418 et 428. — Époque à considérer relativement à la capacité de disposer ou recevoir à titre gratuit, III, 419. — ... pour contracter, III, 580 et 613. — ... pour payer, III, 538. — ... pour recevoir le paiement, III, 539. — ... pour faire ou accepter une renonciation, III, 568. — ... pour faire un aveu, III, 605. — ... pour déférer ou référer le serment, III, 606. — ... pour vendre et acheter, IV, 679. — ... pour donner ou prendre à bail, IV, 699. — ... pour prêter ou emprunter à usage, IV, 723. — ... pour faire ou recevoir un dépôt volontaire, V, 795. — ... pour donner un mandat ou s'en charger, V, 784. — ... pour se rendre caution, V, 759. — ... pour transiger, V, 767. — ... pour donner ou recevoir un gage, V, 779. — ... ou une antichrèse, V, 783. — ... pour requérir inscription des hypothèques légales, V, 836. — ... pour donner mainlevée d'une inscription, V, 849. — ... pour faire le délaissement par hypothèque, V, 825. — ... pour faire offre de payer dans les notifications aux créanciers inscrits, V, 832. — ... pour former une surenchère, V, 833. — ... pour usucaper et pour prescrire, V, 844. — ... pour renoncer à une prescription acquise, V, 861.

CAPITAINE DE NAVIRE. V. *Mer*.

CAPITAL. Mode d'imputation sur le capital, au cas de paiement, III, 562. — ... au cas d'intérêts non dus et payés, IV, 728 et 729. — Quantité de capital non dépassée pour l'admissibilité de la preuve testimoniale, III, 596. — ... indifférente pour la délation du serment

décisoire, III, 608. — Mode de fixation du capital d'une rente, IV, 731. — ... de rente constituée, quand il devient exigible, IV, 732. — ... de la créance hypothécaire à énoncer dans les bordereaux d'inscription, V, 814.

CAPITAUX. Réception et placement des capitaux de l'absent, I, 100. — ... du mineur, I, 219 et 221. — ... du mineur émancipé, I, 241. — ... de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — Capitaux d'une succession vacante, dépôt, I, 411. — Recouvrement des capitaux par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Réception et placement des capitaux grevés de substitution, III, 469 et 470. — ... *ibid.*, de ses capitaux mobiliers par la femme séparée de biens, IV, 649. — Réception par le mari des capitaux du fonds dotal, IV, 668. — ... touchés par le cédant d'une hérédité, délivrance au cessionnaire, IV, 692. — Ceux que peut recevoir le mandataire, V, 753.

CAPTATION ET SUGGESTION en matière de dispositions à titre gratuit, caractères et preuve, III, 417 et 422. — Le concubinage les fait présumer, III, 418.

CARRIÈRES. Sont immeubles, II, 253. — Produits, fruits naturels, II, 277. — Restriction du droit de propriété, quant à leur exploitation, II, *ibid.* — Produits de celles ouvertes par le possesseur de bonne foi, II, 295. — Droits de l'usufruitier, II, 308. — Quels produits entrent dans la communauté, IV, 640. — Concession d'ouverture faite par le mari sur un propre de sa femme, IV, 643. — Mode de jouissance du preneur à bail, IV, 702. — ... prises indépendamment de la surface, sont-elles susceptibles d'hypothèque? V, 768.

CAS FORTUIT. Caractères, III, 549. — Destruction de la chose soumise à l'usufruit, II, 309 et 310. — Perte ou dommage de la chose rapportable à succession, II, 400. — Perte ou destruction de testament; preuve admissible, III, 416. — ... fait réputer la condition défaillie, III, 534. — ... cause de l'inexécution de l'obligation, III, 549. — Quand perte de la chose éteint l'obligation, III, 576. — Lésion du mineur, action en rescision, III, 582. — Perte de titre, preuve testimoniale, III, 599. — ... causant dommage à une personne sans enrichir une autre, point cause d'obligation, IV, 620. — Quand le gérant des affaires d'autrui en est tenu, IV, 622. — ... au cas de responsabilité pour délit, charge de preuve, IV, 625. — Perte ou détérioration des biens de la femme au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — ... empêchant le retraitement de la chose par l'acheteur, IV, 687. — ... au cas d'incendie de la chose louée, IV, 702. — Perte totale ou

partielle de la chose louée, IV, 704. — Perte de récoltes par le fermier, IV, 706. — Responsabilité du voiturier, IV, 709. — Perte totale ou partielle du cheptel, IV, 712. — Perte de la chose prêtée à usage, IV, 724.

CASSATION. Cas où il y a lieu à pourvoi, I, 37. — Instance en mainlevée d'opposition à mariage, I, 122. — Pourvoi en matière de divorce, I, 142 et 146. — ... en matière d'adoption, I, 176. — Appréciation sur les cas de possession de bonne ou mauvaise foi, II, 295. — ... aux cas d'obligation naturelle, III, 525. — Paiement fait en vertu d'un arrêt qui a été depuis cassé, répétition, IV, 623. — Exercice du retrait litigieux pendant le pourvoi, IV, 693. — Interprétation des transactions, V, 768. — Le moyen de prescription ne peut y être invoqué pour la première fois, V, 860.

V. Cour de cassation.

CAUSE exprimée dans une donation, III, 420. — ... ou dans un testament, III, 421. — Cause des obligations conventionnelles, III, 615. — Au cas de cause fausse, à qui charge de prouver, III, 587. — Obligation sans cause, transaction, V, 765. — Cause illicite, obligation ou contrat nul, III, 580 et 615. — En pareil cas, la preuve testimoniale est-elle admissible ? III, 599. — ... et le serment décisoire peut-il être déferé ? III, 608.

CAUTION, CAUTIONNEMENT. Définition, ce qui est de l'essence du cautionnement, V, 757. — En quoi il diffère du gage, V, 777. — ... ne constitue qu'une obligation accessoire, III, 538. — Des différentes espèces de cautions : conventionnelle, légale ou judiciaire, V, 758 et 764. — Conditions de la validité du cautionnement, V, 759. — Cautionnement d'une obligation naturelle, III, 525. — ... par la femme mariée, autorisation, I, 134. — *Quid*, du cautionnement commercial par la femme marchande publique ? *ibid.* — ... par la femme séparée de biens, IV, 649. — Femme obligée solidairement avec son mari, réputée caution, IV, 643. — ... par la femme dotale pour l'établissement des enfants, IV, 670. — Cautionnement donné à l'insu du débiteur, V, 757, 761. — ... par l'étranger, caution *judicatum solvi*, I, 60 ; V, 841. — ... ou au cas d'arrestation provisoire, V, 772. — ... par les envoyés en possession des biens d'un absent, I, 98 et 103. — ... au cas de continuation de communauté par suite d'absence, I, 99. — ... est-il dû par le tuteur ? I, 221. — ... à fournir par l'usufruitier, II, 306, 307, 308, 344, 360 ; IV, 664. — ... et à défaut, séquestre judiciaire, V, 742. — ... par l'acquéreur de l'usufruitier, II,

308. — ... est-il dû au cas d'usufruit légal ? I, 189 et 219. — ... par l'usager, II, 313. — ... par l'héritier bénéficiaire, II, 386. — ... par les successeurs irréguliers, II, 409. — ... pour assurer le paiement d'un legs, III, 492. — ... pour un débiteur failli, au cas de créance sous condition suspensive, III, 535. — ... par le mari pour le préciput de la femme divorcée ou séparée de corps, IV, 662. — ... ou pour restitution de la dot, IV, 668 et 673. — ... par la femme au cas de remboursement de la dot, IV, 649. — ... par l'acheteur devenu insolvable avant la délivrance de la chose, IV, 683. — ... par le vendeur au cas de crainte d'éviction par l'acquéreur, IV, 687. — ... par le locataire dont le mobilier est insuffisant, IV, 705. — ... au cas d'exécution provisoire du jugement prononçant la contrainte par corps, V, 775. — ... au cas de collocation d'une créance hypothécaire sous condition résolutoire, V, 827. — ... au cas de surenchère, V, 759 et 833. — Un nantissement peut-il en tenir lieu ? I, 98 ; II, 307, 386 ; V, 757, 764 et 833. — Ou bien une hypothèque ? II, 307 ; V, 757, 763, 764. — Peut-on présenter plusieurs personnes pour caution ? II, 386. — Des effets du cautionnement entre le créancier et la caution, V, 760. — Caution du défunt poursuivie par l'héritier bénéficiaire créancier du défunt, II, 386. — Cautionnement offert par le mari, est-il obstacle à la demande en séparation de biens ? IV, 649. — Dans quels cas la caution contraignable par corps, V, 774. — Des effets du cautionnement entre le débiteur et la caution, V, 761. — Cautionnement du père pour le fils est-il sujet au rapport à succession ? II, 398. — Recours de la caution contre le débiteur au cas de dommages-intérêts prononcés, III, 550. — ... au cas de paiement par la caution, subrogation légale dans les droits du créancier, III, 563. — Des effets du cautionnement entre les codébiteurs, V, 762. — Du bénéfice de division entre les codébiteurs, V, 760. — Obligation de codébiteurs solidaires pour la dette personnelle de l'un d'eux, III, 528. — Cautionnement par le mari, dette de communauté, IV, 642. — Comment s'éteint le cautionnement, V, 763. — Est-il révoqué pour cause de survenance d'enfant à la caution ? III, 485. — Décharge au cas d'impossibilité de subrogation dans les droits du créancier, III, 528. — Extinction par la novation, III, 566. — ... par la remise de la dette, III, 569. — ... par la compensation, III, 571 et 573. — ... par la confusion, III, 575. — Actes interruptifs de la prescription à l'égard de la caution ou du débiteur, V, 847. — Prescription des intérêts payés par la caution au débiteur, V, 859-2°. — Caution peut opposer la prescription de renonciation par le débiteur, V, 860. — Du certifica-

teur de caution, V, 757. — Peut-il invoquer les bénéfices de division ou de discussion ? V, 760.

V. *Approbation de somme, Double écrit.*

CAUTIONNEMENT DES COMPTABLES ET DES OFFICIERS MINISTÉRIELS.

En quoi consiste, V, 738. — Privilège résultant pour prévarications et faits de charge, V, 791. — Privilège du second ordre ou du bailleur de fonds, *ibid.* — Quand le versement de deniers pour un cautionnement donne lieu ou non à récompense pour la communauté, IV, 644.

CÉDULE. Interrompt la prescription *brevis temporis*, V, 859.

CESSION DE BIENS. Définition ; espèces et conditions, III, 563. — ... par l'étranger, I, 60. — Le dépositaire infidèle pas admissible, V, 736. — Effets de la cession, II, 304 ; III, 563. — Ne fait pas cesser le droit d'autorisation par le mari, I, 134. — Fait cesser la contrainte par corps, II, 272. — Est un moyen spécial de libération, III, 536. — Hypothèque constituée ultérieurement par le débiteur, nulle, V, 799. — Réquisition d'inscription depuis la cession, V, 808. — Vente des biens aux enchères, IV, 676. — Nul n'est tenu de céder sa propriété, excepté pour cause d'utilité publique, II, 274 et 277.

CESSION DE CRÉANCES ET AUTRES DROITS INCORPORELS, V, 690 et 691. — ... des créances du mineur par le tuteur, I, 221. — ... au profit du tuteur de créances contre le mineur, I, 224. — ... des créances du mineur émancipé, I, 241. — ... par l'usufruitier, II, 306. — ... de créances venant de l'étranger ; compétence, I, 62. — ... souscrites par un étranger ; arrestation provisoire, V, 772. — Des cessions avec stipulations usuraires, IV, 729. — Délivrance de la chose cédée, signification au débiteur cédé, ou acceptation par lui, II, 343 ; III, 563 ; IV, 683 et 691. — Signification au domicile élu, I, 92. — Connaissance acquise par le débiteur, équivaut-elle à signification ? IV, 691. — Cessions pour lesquelles la tradition manuelle suffit ; effets au porteur, etc., V, 849. — Cas où le cessionnaire est un tiers à défaut de date certaine, III, 590. — Quand compensation opposable, III, 573. — En cas de non-paiement du prix, privilège, V, 791. — Cession de créances avec subrogation, III, 563. — Effet de l'inscription prise par le cédant, quant au cessionnaire ; mention de la cession, V, 807. — Cession de créance privilégiée ou hypothécaire ; rang du cessionnaire, V, 827. — Poursuite en expropriation par le cessionnaire, V, 841. — Cession

d'actions, au cas de compensation, III, 573. — ... au cas de perte de la chose, III, 576. — Cession de bail ; en quoi diffère de sous-location ; effets, IV, 703. — Cession du droit hypothécaire, V, 826. — ... par la femme, à un tiers, de son hypothèque légale ; diffère-t-elle de renonciation ou subrogation ? Conditions et effets, V, 796. — Cession de droits litigieux, IV, 693. — Cession de droits successifs ; retrait, IV, 692. — ... de la portion d'un héritier dans les créances de la succession, II, 403. — Cession par un associé de sa part dans la société ; effets, IV, 717. — Droits d'usage et d'habitation non cessibles, II, 313 et 314.

CHARGES. Obligation pour les citoyens de supporter les charges publiques, III, 525 ; IV, 620. — Ainsi celle de tuteur ; dispenses, I, 194, 198, 207 à 209, 214 et 226. — Celle du subrogé tuteur, I, 194 et 214. — ... de curateur, I, 237. — *Quid*, des fonctions de conseil judiciaire ou de conseil donné par le mari à la femme ? I, 246. — ... et des fonctions de séquestre judiciaire, V, 742. — L'acceptation de ces charges entraîne-t-elle un quasi-contrat ou un mandat ? IV, 621. — Charges et dettes supportées par l'absent au cas de retour, I, 103. — ... par l'usufruitier, II, 309. — ... par l'usager, II, 313. — ... héréditaires, ou de la succession, en quoi consistent, II, 384. — ... dont les héritiers tenus, II, 384, 404 et suiv. — ... au cas de séparation des patrimoines, II, 385. — ... dont l'héritier bénéficiaire tenu, II, 386. — ... au cas de cession de l'hérédité, IV, 692. — Comment l'enfant naturel en est tenu, II, 407. — ... au cas d'exercice du retour légal, II, 375. — Comment les légataires tenus, II, 349 ; III, 496. — ... au cas d'extinction, rapport à succession, II, 400. — ... à déduire pour fixer la quotité disponible, III, 453. — Charges des biens donnés entre-vifs, III, 415. — Jusqu'à quel point le donataire est tenu des charges du donateur, III, 482. — Charges des biens grevés de substitution, III, 470. — ... celles supportées par la communauté, IV, 641. — Extinction des charges au cas de résolution de la vente, IV, 687. — ... au cas d'exercice du réméré, IV, 688. — Charges accessoires d'un prix de vente, privilège du vendeur, V, 793. — ... à mentionner dans les notifications aux créanciers inscrits à l'effet de payer, V, 832. — ... à ajouter au prix, au cas de surenchère, V, 833.

CHARPENTIERS. Marchés ; règles et responsabilité, IV, 710.

CHARRIERS. V. *Voiturier*.

CHARTES de 1814 et de 1830, I, 4.

CHASSE. Règles la concernant ; concession du droit de chasse, II, 294. — Jouissance par l'usufruitier, II, 308. — Quand le droit de chasse n'est pas une servitude en faveur de la personne, II, 332. — ... Elle peut être louée, IV, 699. — Le droit de chasse appartient-il au fermier ? II, 294 ; IV, 701. — Prescription de l'action en dommages-intérêts pour délits, V, 859-6°.

CHAUDIÈRES. Quand sont immeubles par destination, II, 254.

CHEMINÉES adossées contre un mur, II, 322. — Construction, distances, II, 328.

CHEMINS dépendant du domaine public, II, 260. — ... de halage, II, 297. — ... vicinaux, II, 260. — Les fossés sont-ils présumés mitoyens ? II, 323. — Servitude pour les construire ou réparer, II, 316. — Chemins impraticables ; droit de passage, II, 331. — Ne peuvent être loués, IV, 699. — Chemins de fer ; leurs accessoires immeubles par destination, II, 254.

CHEPTEL. Animaux donnés à cheptel sont meubles ou immeubles, II, 254. — Caractères et généralités, IV, 696 et 714. — Différentes espèces ; règles, IV, 712. — Au cas de non-restitution, preneur contraignable par corps, V, 773.

CHEVAUX. Ne sont pas compris dans le mot *meubles meublants*, II, 253.

CHOSE D'AUTRUI. De l'acquisition du patrimoine d'autrui, II, 268. — Droits réels qu'on peut avoir sur ce patrimoine, II, 270. — Chose d'autrui devenue immeuble par destination, II, 254. — ... mise en œuvre et confondue, II, 298. — ... objet de dispositions à titre gratuit, III, 443. — ... au cas de donation, garantie, III, 481. — Legs de la chose d'autrui, II, 343 ; III, 443. — *Quid*, de la chose de l'héritier ou du légataire ? III, 443. — Paiement avec la chose d'autrui, III, 538. — Vente de la chose d'autrui, nulle, II, 346 ; III, 616 ; IV, 680. — ... et constitue un stellionat, V, 772. — En pareil cas, remboursement à faire par le vendeur, IV, 685. — Echange de la chose d'autrui, IV, 695. — Bail, IV, 699. — Cheptel donné au fermier d'autrui, IV, 712. — Chose d'autrui donnée en dépôt, V, 735. — ... ou en gage, V, 779. — Hypothèque de la chose d'autrui, nulle, V, 799. — ... et constitue un stellionat, V, 772. — Cependant l'hypothèque peut être un droit sur la chose d'autrui, V, 821. — Privilège du bailleur sur les meubles d'autrui garnissant les lieux, V, 791. — Chose d'autrui

apportée par un voyageur, privilège et droit de rétention pour l'aubergiste, V, 791. — Quand la vente de la chose d'autrui est juste titre pour l'usucapion de dix ans, V, 854.

CHOSE JUGÉE. Ce que c'est; ses effets, III, 609. — En quoi diffère de la transaction, V, 768. — Résultant des jugements rendus en pays étranger, I, 30 et 62. — Demande en mainlevée d'opposition à un mariage, I, 122. — Au cas où la femme non autorisée s'est fait passer pour non mariée, I, 134. — En matière d'adoption, I, 176 et 177. — ... concernant les actes de l'état civil, I, 81. — ... ou leur rectification, I, 79. — Relativement aux condamnations entraînant divorce ou séparation de corps, I, 141 et suiv. — En matière de question d'état, I, 160. — ... ou d'action en désaveu d'enfant, I, 161. — ... ou d'action possessoire, II, 292. — Ses effets entre l'usufruitier et le nu propriétaire, II, 308. — ... au cas de restitution contre l'acceptation d'une succession, II, 378. — A qui profite la chose jugée qui déclare un successible héritier pur et simple, II, 379 et 381. — Quand elle s'oppose à l'action en rescision du partage, II, 393. — Ses effets entre le donateur et les réservataires au cas de demande en réduction pour excédant de quotité disponible, III, 452. — ... à l'égard du grevé de substitution, III, 470. — Chose jugée avec un des créanciers solidaires, ses effets relativement aux autres, III, 527. — ... au cas de codébiteurs solidaires, III, 528. — Le serment ne peut être déféré contre la chose jugée, III, 608. — ... avec le mari au sujet des biens de la femme, *quid* à l'égard de celle-ci? IV, 642. — Chose jugée contre le mari au cas d'action relative aux biens dotaux, IV, 668. — ... au cas d'aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — ... au cas de subrogation dans son hypothèque légale par la femme dotale, IV, 670. — ... pour ou contre le débiteur, opposable à la caution, V, 760. — ... en faveur du débiteur, éteint le cautionnement, V, 763. — La transaction a-t-elle les mêmes effets? V, 768. — Transaction ultérieure, nulle, V, 769. — Obligation pour le conservateur de radier les inscriptions hypothécaires, V, 819. — Chose jugée est-elle un juste titre pour l'usucapion de dix ans? V, 854. — Chose jugée au criminel, influence sur le civil; preuve du mariage, I, 116. — ... sur les dommages-intérêts réclamés au civil, IV, 625. — Chose jugée au criminel et au civil en matière d'usure, IV, 729.

CHOSSES. En quoi elles consistent, II, 251. — ... considérées en elles-mêmes, meubles ou immeubles, II, 252 et suiv. — ... principales et accessoires, II, 258 — ... accessoires des immeubles, II, 297. —

... accessoires des meubles, II, 298. — ... considérées dans leurs rapports avec ceux qui les possèdent, II, 259. — Choses dont l'usage est commun, II, 259 et 261. — ... dans le commerce ou hors du commerce, II, 261. — Choses dont il doit être passé acte notarié ou sous seing privé, III, 596.

Choses fongibles. Ce que c'est, II, 257. — ... au cas d'usufruit, II, 303, 306 et 308. — ... au cas d'exercice du retour légal, II, 374. — ... leur estimation dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 456. — ... au cas de compensation, III, 571. — Constituant l'apport de la femme au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — ... composant la dot mobilière, IV, 669 et 670. — ... leur délivrance au cas de vente, IV, 683. — ... données à bail, IV, 697. — ... constituant l'apport des associés, IV, 721. — ... objet d'un prêt de consommation, IV, 722 et 726. — *Quid*, au cas de prêt à usage? IV, 723. — ... au cas de prêt; taux de l'intérêt, IV, 728 et 729. — ... données en dépôt, V, 734.

Choses futures. Peuvent être l'objet des contrats, III, 616. — Quand peuvent être l'objet d'une vente, IV, 680.

Choses illicites. Le serment peut-il être déféré à leur égard? III, 608. — Société nulle, IV, 714. — Objet d'un prêt à usage, IV, 723. — Obligation annulable; cautionnement, V, 739.

Choses impossibles. Ne peuvent faire l'objet des contrats, III, 616.

Choses incorporelles. Don manuel, III, 428. — Donation; état estimatif, III, 429. — Leur estimation dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 456. — Leur délivrance au cas de vente ou cession, IV, 683. — Jusqu'à quel point peuvent être objet d'un dépôt, V, 724.

Choses perdues ou abandonnées. A qui elles appartiennent, II, 259 et 294. — ... objet d'un prêt de consommation, IV, 726. — ... données en gages, V, 779. — Revendication, délai, V, 849.

CIMETIÈRES. Constructions, distance, II, 328. — Ne peuvent être loués, IV, 699.

CIRCULAIRES MINISTÉRIELLES. Leur force, I, 5.

CITATION en conciliation: action en désaveu d'enfant, I, 161. — ... fait courir les intérêts moratoires, III, 547. — ... interromp la prescription, V, 847, 850.

CITOYEN. Qui l'est? I, 51.

V. Droits civils, Droits politiques.

CLAUSES. Leur interprétation, III, 618. — ... dans le contrat de vente, IV, 662. — **Clauses pénales :** définition, effets, III, 332. — ... promesse de mariage, I, 117:— ... apposées dans les dispositions à titre gratuit, III, 464.— ... dans le but d'assurer une substitution prohibée, III, 463. —... pour le cas d'éviction d'acquisition, IV, 684. —... dans les transactions, V, 768.

CLEFS. Immeubles par destination, II, 254. — Leur remise constitue la délivrance de la chose vendue, IV, 683. — Clefs de coffre remises au cas de dépôt volontaire, V, 736.

CLERCS. Ne sont pas membres de la famille, au cas de droit d'usage, II, 313. — Salaires, privilège, V, 790. — Frais de pension, prescription annale, V, 839-5°. — ... de notaire, témoins dans un testament, III, 439. — Actes reçus par le cleric seul, III, 539.

CLOTURE D'HÉRITAGES. Droit du propriétaire, II, 277. — Quand elle exclut la présomption de mitoyenneté d'une haie, II, 324. — ... forcée entre cour et jardin ; mitoyenneté, II, 325.

CODES DE L'EMPIRE FRANÇAIS, I, 6. — Code Napoléon : description, I, 7. — Son histoire, I, 8 et 12. — Travaux préparatoires et rédaction, I, 9 et suiv. — Son effet sur les lois antérieures, I, 13. — Ses sources, I, 14. — Son esprit et sa valeur, I, 15. — Règles pour son interprétation, I, 39. — Code de procédure civile : histoire et sources, I, 16. — Pas applicable dans les instances en divorce, I, 141. — Code de commerce : histoire et sources, I, 19. — Ses dispositions pas applicables aux affaires civiles, I, 19. — Jusqu'à quel point les dispositions du Code Napoléon sont applicables aux sociétés commerciales, IV, 713. — Règles spéciales en matière de gage, V, 778. — Code d'instruction criminelle : histoire et sources, I, 20. — Code pénal : histoire et sources, I, 20. — Code forestier, I, 6.

CODICILLE. Sous l'ancien droit, III, 414. — Ses formes, III, 416.

COHABITATION. Impossibilité physique, I, 161. — Fin de non-recevoir contre action en nullité de mariage, I, 127. — Ne cesse point par la séparation de biens, IV, 649.

COHÉRITIERS. En désaccord pour accepter une succession, acceptation bénéficiaire, II, 378 et 379. — *Quid*, quand acceptation par les uns et renonciation par les autres? II, 380. — Vente ou renonciation gratuite au profit de cohéritiers emporte acceptation de la succession, II, 378. — Accroissement à leur profit de la part du renonçant, II,

380. — Leurs droits, quand la succession est encore indivise, actions, II, 387. — Action en pétition d'hérédité formée par un seul d'entre eux, II, 376. — Demande entre eux jusqu'au partage, tribunal compétent, II, 381. — Action en partage de la succession, II, 388. — Rapports à la succession, II, 396 et suiv. — Contribution aux dettes, actions et recours entre eux, II, 405 et 406. — Perception des fruits de la succession, restitution, II, 383. — Cohéritiers des créanciers ou des débiteurs, au cas d'indivisibilité de la dette, III, 533. — Exercice du retrait successoral, IV, 692. — Cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Privilège de copartageant, V, 793, 813 et 829.

V. *Héritiers, Partage, Succession.*

COLLATÉRAUX. Action en nullité de mariage, I, 113 et 126. — Degrés de parenté, I, 47; II, 358. — Comment ils succèdent, II, 357 et suiv. — ... en concours avec des ascendants à réserve, III, 450. — ... en concours avec des enfants naturels, II, 369. — Rapport à la succession, II, 396 et 397. — Dispense de rapport, II, 398. — Point héritiers à réserve, III, 446 et 449. — Leurs droits au cas de disposition testamentaire par un mineur, III, 459. — Partage d'ascendants peut-il avoir lieu entre collatéraux? III, 505.

COLLECTION DE TABLEAUX. Ne fait pas partie des meubles d'un appartement, II, 255.

COLOMBIER. Pigeons passant dans un autre colombier, II, 297.

COLON PARTIAIRE. Cession ou sous-location, IV, 703. — Cas fortuits, obligations, IV, 706. — Quand contraignable par corps, V, 773.

COLONIES. Biens du mineur, I, 196.

COMÉDIENS. Domicile, I, 87. — Louage de leur industrie à l'essai, III, 534.

COMMAND. Vente avec déclaration de command, IV, 675.

COMMANDEMENT. Fait-il courir les intérêts moratoires? III, 547. — ... au débiteur hypothécaire au cas de poursuite contre le tiers détenteur, V, 825. — ... préalable à toute poursuite d'expropriation forcée, V, 841. — Quand il interrompt la prescription, V, 847.

COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT. Ce que c'est, III, 598. — ... au cas de perte des registres de l'état civil, I, 81. — ... en matière de preuve de filiation, I, 162. — ... et de filiation d'enfants naturels, I, 167. — Pour recherche de maternité, I, 170. — Pour prouver existence d'une servitude, II, 335. — ... ou la perte ou suppression d'un

testament, III, 416. — Enonciations étrangères dans les actes, III, 589. — ... dans les livres des marchands, III, 591. — Au cas d'acte nul, mais revêtu de signatures, III, 589. — Acte sous seing privé non signé, ou non fait double, ou n'ayant pas date certaine, III, 590. — ... rend admissible la preuve testimoniale, III, 598. — Au cas de serment supplétoire, III, 602. — ... ou d'aveu divisé, III, 606. — ... ou de poursuite pour faux serment, III, 608. — A l'effet de prouver l'existence, la durée ou le prix d'un bail, IV, 699. — ... ou un dépôt volontaire, ainsi que sa restitution, V, 735.

COMMERÇANT. Double écrit, au cas de conventions synallagmatiques, III, 590. — Billets, approbation de somme, III, 590. — Livres et registres, foi y attachée, III, 591. — Ce qui le constitue en faillite, V, 842. — Dans ce cas, obstacle au délai de grâce, III, 561. — Commerçant n'est pas admissible à la cession de biens, III, 563. — Concurrence, dommages-intérêts, IV, 625. — Publicité du contrat de mariage, IV, 636. — Le locataire peut-il cesser son commerce ou en changer le mode? IV, 702. — Femme du commerçant, réputée sa mandataire, V, 751.

V. *Commerce.*

COMMERCE. Choses dans le commerce ou hors du commerce, II, 261. — Quand un immeuble hors du commerce peut être l'objet d'une servitude, II, 334. — Edifices hors du commerce, mitoyenneté des murs, II, 322. — Choses dans le commerce, seul objet de disposition à titre gratuit, III, 445. — ... ou de contrats, III, 615. — Exception au cas de codébiteurs solidaires, III, 528. — ... ou d'une vente, III, 616; IV, 680. — ... ou d'une cession, IV, 691. — ... ou d'une location : exceptions, IV, 699. — ... ou d'un commodat, IV, 723. — ... ou d'une transaction, V, 767. — ... ou d'un gage, V, 779. — ... ou de privilèges et hypothèques, V, 788. — ... ou susceptibles d'être acquises par la prescription, V, 849. — Mise hors du commerce constitue perte de la chose, III, 576. — ... et par suite éteint les privilèges et hypothèques, V, 830. — Imprescriptibilité de l'action en revendication des choses hors du commerce, V, 856. — Commerce fait par l'étranger, I, 60 et 61. — Etablissement à l'étranger, II, 69. — ... par le mort civilement, I, 67. — ... par la femme marchande publique, IV, 642. — En ce cas réputée autorisée, conséquences, I, 134; IV, 642. — Au cas de commerce séparé de la femme, quelles dettes sont celles de la communauté? IV, 642. — Commerce fait par le mineur, action en rescision, III, 582. — ... ou

transaction par lui, V, 767. — ... par le mineur émancipé, I, 227 et 239. — *Quid*, au cas de révocation de l'émancipation? I, 243. — ... par l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — Ce qui fait l'objet d'un commerce n'est pas compris dans le mot *meubles* II, 235. — Actions dans les compagnies sont meubles, II, 236. — De la date certaine relativement aux actes commerciaux, III, 590. — Solvabilité de la caution en matière commerciale, V, 759. — Cautionnement de dette commerciale, contrainte par corps, V, 771. — Règles spéciales au gage en matière de commerce, V, 778.

V. *Commerçant*.

COMMETTANTS. Leur responsabilité, IV, 628.

COMMIS. Ne sont pas membres de la famille au cas de droit d'usage, II, 313. — Quand réputés mandataires tacites des maîtres, V, 751. — Salaires, privilège, V, 790.

COMMISSAIRES de la comptabilité, exemption de la tutelle, I, 215. — ... des guerres, attributions relatives aux testaments, III, 441.

COMMISSAIRES-PRISEURS. Restitution de titres et deniers, contrainte par corps, V, 772.

V. aussi *Offices*, *Vente de meubles*.

COMMISSIONNAIRES. Espèces de mandataires, IV, 750. — Présomption d'acceptation du mandat, V, 751. — Vente par commissionnaires, IV, 675. — Droit de commission, V, 757. — Marchandises à eux consignées, privilège du bailleur, V, 791.

COMMODAT. V. *Prêt à usage*.

COMMUNAUTÉ. Notions historiques, IV, 630. — Définition et caractère de la communauté légale, IV, 638. — Elle n'existe qu'à défaut de stipulations spéciales, IV, 637. — Dans le doute, on doit la supposer, IV, 637. — A lieu de plein droit et par le fait du mariage, IV, 638. — *Quid*, au cas de mariage nul ou putatif? I, 35, 123 et 125; IV, 636. — Interprétation des dispositions relatives à la communauté, IV, 632. — Mariage de l'étranger en France, IV, 639. — A quelle époque elle commence, IV, 639. — Peut-elle être subordonnée à une condition? IV, 639. — *Actif de la communauté*. — De quoi il se compose, IV, 640. — Actions d'un des époux dans des sociétés de finances et autres, II, 236. — Des successions échues aux époux, IV, 646. — Des dons et legs faits à la condition d'exclusion de la communauté, IV, 640. — Acquisition d'immeubles indivis; droit d'option pour la

COMMUNAUTÉS OU CORPORATIONS RELIGIEUSES. Capacité pour disposer à titre gratuit, III, 417. — ... ou pour recevoir, III, 448. — Leur suppression entraîne caducité des legs à leur profit, III, 503. — Elles ne constituent pas des sociétés proprement dites, IV, 713. — Acquisitions faites par elles, I, 41.

COMMUNE RENOMMÉE (PREUVE PAR). Ce que c'est; cas où elle peut avoir lieu, III, 587 et 595. — Pour suppléer à l'inventaire au cas de tutelle, I, 219. — Ou au cas d'usufruit, II, 307. — Pour établir l'importance d'une succession, III, 496 et 499. — Pour constater, à défaut d'inventaire, le mobilier d'une succession échue à la femme mariée, IV, 646. — Pour suppléer l'inventaire au cas de dissolution de communauté, IV, 650. — Pour prouver l'apport des époux au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — ... ou au cas d'exclusion du mobilier, IV, 656. — Manière dont la preuve se fait, III, 595.

COMMUNES. Personnes morales, mode d'agir, I, 40. — Actions en justice, III, 542. — Actes pour lesquels autorisation du gouvernement est nécessaire, III, 418. — Consentement de la municipalité au cas de tutelle officieuse, I, 182. — Leurs biens; en quoi ils consistent, II, 260. — Quand ils sont ou non aliénables, II, 264. — Indivision forcée pour la jouissance des biens communaux, III, 387. — Usufruit à elles donné ou légué, II, 314. — Servitudes dans leur intérêt, II, 316. — Source ou ruisseau leur fournissant de l'eau, II, 318. — Dispositions à titre gratuit en leur faveur, III, 418. — Responsabilité des dégâts par suite d'émeutes, I, 64; IV, 628. — Baux de leurs biens, IV, 697. — Prêt de consommation à elles fait, IV, 726. — Transaction par elles, V, 767. — N'ont point le bénéfice de l'action en rescision comme privilège personnel, III, 581. — Hypothèque légale à leur profit, V, 797. — Inscription de cette hypothèque, V, 810. — Mentions dans les bordereaux d'inscription, V, 814. — Collocation pour intérêts, V, 823. — Réduction de leur hypothèque légale, V, 812. — Radiation des inscriptions à leur profit, V, 819. — Prescription contre les communes, V, 845.

COMMUTATIF (CONTRAT). Ce que c'est, III, 611. — *Quid*, de la donation avec charges? III, 477. — ... et de la transaction? V, 765.

COMPAGNIES. En quoi elles diffèrent des sociétés, II, 256. — ... de remplacements militaires, autorisation, actions en justice, IV, 708.
V. *Société*.

COMPENSATION. Définition, III, 570. — Conditions, III, 571. — Cas dans

teur de caution, V, 757. — Peut-il invoquer les bénéfices de division ou de discussion ? V, 760.

V. *Approbation de somme, Double écrit.*

CAUTIONNEMENT DES COMPTABLES ET DES OFFICIERS MINISTÉRIELS.

En quoi consiste, V, 758. — Privilège résultant pour prévarications et faits de charge, V, 791. — Privilège du second ordre ou du bailleur de fonds, *ibid.* — Quand le versement de deniers pour un cautionnement donne lieu ou non à récompense pour la communauté, IV, 644.

CÉDULE. Interrompt la prescription *brevis temporis*, V, 859.

CESSION DE BIENS. Définition ; espèces et conditions, III, 565. — ... par l'étranger, I, 60. — Le dépositaire infidèle pas admissible, V, 736. — Effets de la cession, II, 301 ; III, 565. — Ne fait pas cesser le droit d'autorisation par le mari, I, 134. — Fait cesser la contrainte par corps, II, 272. — Est un moyen spécial de libération, III, 556. — Hypothèque constituée ultérieurement par le débiteur, nulle, V, 799. — Réquisition d'inscription depuis la cession, V, 808. — Vente des biens aux enchères, IV, 676. — Nul n'est tenu de céder sa propriété, excepté pour cause d'utilité publique, II, 274 et 277.

CESSION DE CRÉANCES ET AUTRES DROITS INCORPORELS, V, 690 et 691. — ... des créances du mineur par le tuteur, I, 221. — ... au profit du tuteur de créances contre le mineur, I, 224. — ... des créances du mineur émancipé, I, 241. — ... par l'usufruitier, II, 306. — ... de créances venant de l'étranger ; compétence, I, 62. — ... souscrites par un étranger ; arrestation provisoire, V, 772. — Des cessions avec stipulations usuraires, IV, 729. — Délivrance de la chose cédée, signification au débiteur cédé, ou acceptation par lui, II, 345 ; III, 563 ; IV, 683 et 691. — Signification au domicile élu, I, 92. — Connaissance acquise par le débiteur, équivaut-elle à signification ? IV, 691. — Cessions pour lesquelles la tradition manuelle suffit ; effets au porteur, etc., V, 849. — Cas où le cessionnaire est un tiers à défaut de date certaine, III, 590. — Quand compensation opposable, III, 573. — En cas de non-paiement du prix, privilège, V, 791. — Cession de créances avec subrogation, III, 563. — Effet de l'inscription prise par le cédant, quant au cessionnaire ; mention de la cession, V, 807. — Cession de créance privilégiée ou hypothécaire ; rang du cessionnaire, V, 827. — Poursuite en expropriation par le cessionnaire, V, 841. — Cession

teur, III, 418. — *Quid*, au cas d'acceptation avant la reddition du compte ? III, 419. — Révision du compte de tutelle, I, 230. — Avant et depuis la reddition du compte de tutelle, effets de l'hypothèque légale du mineur, V, 793. — Compte à rendre par le tuteur officieux, I, 183. — Par l'administrateur provisoire de l'interdit, I, 235. — Par celui de l'interdit légalement, I, 70. — Par le curateur du mineur émancipé, I, 241. — Par l'administrateur d'une succession commis par le tribunal, II, 351. — Par l'héritier bénéficiaire, II, 386. — Par le curateur à succession vacante, II, 411. — Par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Par le gérant des affaires d'autrui, IV, 622. — Par le mari au cas de jouissance des biens de sa femme séparée de biens, IV, 649. — Par le mandataire, V, 753. — Par le créancier antichrésiste, V, 784. — Refus de présenter et d'affirmer un compte, contrainte par corps, V, 773. — Arrêté de compte, approbation de somme, III, 590. — ... Interrompt la prescription, V, 839. — Redressement de compte, stipulations usuraires, IV, 729. — De la dispense de rendre compte, I, 230 ; III, 491 ; V, 753.

CONCEPTION. L'enfant conçu est réputé né, I, 43 ; II, 334. — Ses effets sur la nationalité de l'enfant, I, 53. — ... d'un enfant avant la mort civile du père ou de la mère, I, 67. — Fin de non-recevoir contre la demande en nullité de mariage, I, 126. — ... durant le mariage, délais, présomption de paternité, I, 161. — Coïncidence avec viol, présomption de paternité, I, 169. — Détermine l'adultérinité ou l'inceste, I, 164 et 172. — Quand obstacle à l'adoption, I, 175. — Au cas de constitution d'un usufruit, II, 311. — Nécessaire pour capacité de succéder, II, 334. — ... ou de recevoir à titre gratuit, III, 418. — Acceptation de donation pour l'enfant conçu, III, 425. — Au moment de la donation, n'empêche pas révocation pour survenance d'enfant, III, 483. — ... ignorée par le testateur, révocation du testament, III, 502.

CONCILIATION. Procès-verbal est authentique, mais n'a pas exécution parée, III, 589. — ... contenant transaction, V, 766. — Citation interrompt la prescription, V, 847, 839.

CONCUBINAGE. Du mari, divorce, séparation de corps, peine, I, 138 et 148. — Dispositions à titre gratuit, III, 418. — Présomptions de captation et de suggestion, III, 422.

CONDAMNATIONS. A mort, acte de décès, I, 86. — Celles qui entraînent

mort civile, I, 65 et 66. — Condamnés à diverses peines, leur domicile, I, 87. — Condamnations aux peines afflictives et infamantes, mariage avec le condamné, I, 110. — Autorisation maritale, I, 134. — Causes de divorce ou de séparation de corps, I, 138. — Causes d'exclusion de tutelle et de subrogée tutelle, I, 212 et 213. — ... ou de destitution de la tutelle, I, 228. — ... ou d'exclusion du conseil de famille, I, 201. — Condamnations qui font cesser l'usufruit légal, I, 189. — ... qui ouvrent les successions, I, 67; II, 351. — ... qui rendent indigne de succéder, II, 338. — Condamné, témoin dans un testament, III, 439. — Quelles condamnations sont obstacle à la cession de biens, III, 563. — Condamnations contre l'un des époux, quand sont charges de la communauté, IV, 641 et 642. — Frais d'administration des biens d'un condamné, privilège, V, 790.

CONDITIONS. Caractères, obligations conditionnelles, division, III, 534.

— Conditions positives ou négatives; leur accomplissement, *ibid.* — ... possibles ou impossibles, *ibid.* — Des conditions impossibles ou illicites dans les dispositions à titre gratuit, III, 464. — ... casuelles, III, 534. — ... potestatives, *ibid.* — ... en matière de donations entre-vifs, III, 415 et 474. — ... ou de donation par contrat de mariage, III, 514. — Leur accomplissement n'a pas d'effet rétroactif, III, 535. — Conditions mixtes, III, 534. — ... résolutoires: source et caractère, II, 278; III, 534. — Leur analogie avec le mode dans les donations, III, 476. — Leurs effets, II, 278; III, 536 et 536. — Biens héréditaires frappés de condition résolutoire à comprendre dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 435. — Conditions en matière de legs, III, 488 et 492. — ... au cas d'aliénation de la chose léguée, révocation tacite, III, 502. — ... en matière de vente; du pacte comissoire, III, 536; IV, 681. — ... dans les baux, IV, 699, 700 et 704. — ... au cas de constitution de société, IV, 720. — ... au cas de non-paiement des intérêts d'une somme prêtée, IV, 728. — ... ou pour défaut de service d'une rente viagère, V, 749. — Biens du débiteur frappés de condition résolutoire, hypothèque légale, V, 794. — Conditions suspensives, caractères, III, 534. — En quoi diffèrent du mode dans les donations, III, 476. — Leurs effets, III, 535. — Biens héréditaires frappés de condition suspensive, à comprendre dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 435. — Conditions en matière de legs, III, 488 et 492. — ... au cas d'aliénation de la chose léguée, révocation tacite, III, 502. — ... dans la vente; ventes à l'essai, IV, 675. — Biens du débiteur frappés de condition suspensive, hypothé-

que légale, V, 794. — Créance conditionnelle, point de départ de la prescription, V, 836.

CONDUITE D'EAU. Servitude discontinue, II, 333.

CONFIRMATION. Définition ; caractères, III, 586. — ... de donation nulle en la forme, III, 427 et 428. — ... de donation révoquée par survenance d'enfant, III, 485. — ... d'un testament nul, III, 423 et 501. — ... d'une obligation naturelle, III, 525.

CONFISCATION. Abolition, II, 269 et 301. — Des biens des émigrés, prescriptions pour ou contre eux, V, 845.

CONFUSION. Définition ; caractères, III, 575. — En matière de servitudes, 337 et 341. — ... des patrimoines du défunt et de l'héritier, II, 382. — ... des dettes et créances de l'héritier contre le défunt par l'acceptation pure et simple de la succession, II, 384. — Elle cesse par la séparation des patrimoines, II, 385. — ... ou par le bénéfice d'inventaire, II, 386. — ... ou par suite de la déclaration de l'indignité de succéder, II, 356. — Confusion des dettes et créances d'un des cohéritiers de la succession, II, 405. — *Quid*, au cas de formation de la masse pour fixer la quotité disponible? III, 455. — ... au cas de créanciers solidaires, III, 527. — ... ou de codébiteurs solidaires, III, 528. — ... au cas de vente de la chose d'autrui, IV, 680. — ... au cas de cession de droits successifs, IV, 692. — ... des qualités de bailleur et de preneur, IV, 704. — Elle éteint l'obligation, III, 556 et 575. — Quand elle éteint le cautionnement, V, 760 et 763. — Elle éteint les privilèges et hypothèques, V, 830. — ... des qualités de créancier et de débiteur par l'État lors de la confiscation des biens des émigrés, V, 845.

CONGÉ. En matière de bail ; cas, délais, formes et preuves, IV, 704. — ... au cas d'occupation des lieux par le bailleur, IV, 705. — ... au cas de bail de meubles, IV, 697. — ... en matière de louage de services, IV, 707.

CONQUÊTES. V. *Acquêts*.

CONSANGUINS OU UTÉRINS (PARENTS). Leurs droits de succession, II, 360 et 364.

CONSEIL DE FAMILLE. Institution, I, 199. — Qui peut en faire partie, I, 228 et 234. — Des exclusions, I, 204. — Sa composition, *ibid*. — ... au cas de nomination d'un tuteur *ad hoc* en matière de dés-

aven d'enfant, I, 161. — ... au cas d'interdiction, I, 234. — Ses attributions, I, 200. — Prend des délibérations ou donne des avis, I, 203. — Défère la surveillance des enfants de l'absent, I, 107. — Consentement pour mariage du mineur, I, 112 et 127. — Opposition au mariage, I, 119. — Action en nullité du mariage, I, 126 et 127. — Défère la tutelle, I, 210. — Ses instructions relativement à la gestion du tuteur, I, 219. — Actes pour lesquels il doit autoriser le tuteur, I, 221 et 222. — Convocation pour destitution du tuteur, I, 228. — Nomme le subrogé tuteur, I, 211. — Son avis au cas d'interdiction, I, 234. — Défère la tutelle de l'interdit, I, 235. — Son intervention dans la gestion de la personne et des biens de l'interdit, I, 235. — Emancipation du mineur, I, 227. — Nomme curateur à l'émancipé, I, 238. — Cas où son autorisation est nécessaire pour les actes de l'émancipé, I, 241 et 242. — ... pour les actes du conseil judiciaire, donné par le mari à sa femme, I, 247. — ... en matière de partage, II, 388. — ... pour l'acceptation de donation faite au mineur, III, 424. — Nomme le tuteur à la substitution, III, 469. — Consentement pour le contrat de mariage du mineur, IV, 635. — Réduction de l'hypothèque légale du mineur, de l'interdit ou de la femme mariée, V, 810 et 812. — Renonciation à prescription au nom du mineur, V, 861. — Mode de convocation du conseil de famille, I, 202. — ... de ses délibérations, *ibid.* — Du droit d'attaquer ses délibérations, *ibid.* — Responsabilité des membres, I, 205.

V. Homologation.

CONSEIL JUDICIAIRE. Donné au prodigue ou à une personne à cause de la faiblesse de ses facultés mentales, I, 246 et 248. — Nommé au cas d'interdiction provoquée et non prononcée, I, 234. — Actes pour lesquels l'assistance du conseil judiciaire est ou non nécessaire, I, 249. — Autorisation de la femme mariée, I, 134. — L'individu frappé de conseil judiciaire est-il exclu du conseil de famille? I, 201. — ... ou privé de l'administration des biens de ses enfants? I, 207. — ... ou incapable d'être tuteur ou subrogé tuteur, I, 212 et 213. — Quand il peut procéder à un partage, II, 388. — ... ou disposer à titre gratuit, III, 417. — ... ou faire des conventions matrimoniales, I, 249. — ... ou faire des baux, IV, 699. — ... ou prêter ou emprunter, IV, 723. — ... ou donner un mandat, V, 751. — ... ou consentir une antichrèse, V, 783. — Prescription contre l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, V, 845. — Nullité des actes faits sans l'assistance du conseil judiciaire, III, 580. — Nomination d'un conseil

judiciaire à un des associés ; cause de dissolution de la société, IV, 720. — Peut-il être nommé plusieurs conseils judiciaires ? I, 248. — Refus du conseil judiciaire ; autre conseil nommé *ad hoc*, I, 246. — Effet du décès du conseil judiciaire sur la position de celui à qui il a été nommé, I, 249. — Le conseil judiciaire peut-il se rendre adjudicataire des biens de ce dernier ? IV, 679. — Est-il soumis à l'hypothèque légale ? V, 795. — Prescription des actions relatives à sa gestion, I, 230. — Conseil judiciaire donné par le mari à sa femme ; attributions et responsabilité ; durée de ses fonctions, I, 246 et 247.

CONSEILLERS D'ÉTAT. Sont dispensés de tutelle et de subrogée tutelle, I, 215. — ...cessionnaires de droits litigieux, IV, 693.

CONSEILLERS DE PRÉFECTURE. Cessionnaires de droits litigieux, IV, 693.

CONSENTEMENT. Des parties pour mariage, I, 108, 110 et 127. — ... des pères, mères, ascendants, etc., pour mariage des enfants, etc., I, 111, 112, 127, 128, 191 et 240. — Pour le mariage de l'interdit, I, 236. — ... pour le mariage de l'enfant naturel, I, 171. — ... de la mère pour mariage de son enfant naturel, autorisation maritale, I, 134. — Nécessaire pour les publications de mariage, I, 111. — Consentement mutuel pour divorce, I, 137, 145 et suiv. — Consentement donné par le mari aux actes de la femme, par le fait de l'autorisation de celle-ci, I, 134. — ... de l'enfant naturel ; pas nécessaire pour sa reconnaissance, I, 167. — ... du conjoint, au cas d'adoption par un des époux, I, 175 et 180. — ... des père et mère pour adoption de l'enfant, I, 175, 191 et 240. — ... ou pour adoption de l'enfant naturel, I, 171. — ... de l'adopté pour son adoption après tutelle officieuse, I, 180. — ... des pères, mères, ascendants, etc., pour tutelle officieuse du mineur, I, 182. — ... ou pour tutelle officieuse de l'enfant naturel, I, 171. — ... des père et mère pour désertion par le mineur de la maison paternelle ; enrôlement militaire, I, 187 et 240. — ... ou pour entrer soit dans les ordres sacrés, soit dans une congrégation religieuse, I, 191 et 240. — Consentement des cohéritiers à l'aliénation par le défunt, au profit de l'un d'eux, moyennant rente viagère ou sous réserve d'usufruit, III, 455. — Consentements divers entre cohéritiers pour abandon de rente viagère ou d'usufruit excédant la quotité disponible, III, 456. — Consentement pour validité des obligations, III, 580, 612 et 613. — ... mutuel, quand révoque les obligations, III, 619. —

Pas nécessaire pour les engagements se formant sans convention, IV, 620. — Consentement pour contrat de mariage du mineur, IV, 635. — ... ou pour donation par lui faite dans ce contrat, III, 519. — Pour conventions matrimoniales et pour changements apportés au contrat, IV, 636. — ... de la femme pour aliénation ou engagement de ses immeubles par le mari, IV, 643. — ... en matière de vente, IV, 675 et 678. — ... pour faire des baux, IV, 698. — ... pour contracter une société, IV, 713. — Volonté de ne plus rester en société; notification, IV, 720. — ... du propriétaire, au cas de dépôt volontaire, V, 735. — ... pour donner ou accepter un mandat, V, 750. — ... pour cautionnement, V, 757. — ... pour transaction, V, 765. — ... de la femme pour réduction de son hypothèque légale, V, 812. — ... du créancier à l'aliénation de l'immeuble hypothéqué ou à la constitution d'une nouvelle hypothèque, V, 830. — ... de tous les créanciers inscrits au cas de désistement de sa surenchère pour l'un d'eux, V, 835. — ... pour donner mainlevée d'une inscription, V, 819.

CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES. Institution, obligations, responsabilité, V, 805. — Seul cas où il puisse prendre une inscription d'office, V, 807. — Inscription d'office pour conserver le privilège du vendeur, V, 813. — Renouvellement de l'inscription prise d'office, V, 818. — Point obligé d'inscrire d'office les hypothèques légales, V, 806. — Frais d'inscription des hypothèques légales, recours, V, 814. — Radiation des inscriptions; ne peut rayer d'office, V, 819. — Omission dans l'état ou certificat des inscriptions, responsabilité, V, 831. — Ses obligations relativement à la transcription, V, 839.

CONSIGNATION. Au cas de refus d'offres de paiement; règles et effets, III, 564. — ... au cas d'offres de paiement par un tiers, III, 558. — ... au cas d'offres d'un corps certain, III, 564. — ... par le voiturier, au cas de destinataire non trouvé, IV, 709. — Retrait des offres consignées; conséquences, III, 564. — Consignation du montant des effets de commerce au cas de non-présentation du porteur, III, 564. — Perte de la chose consignée, III, 576. — Marchandises en consignation; privilège du bailleur, V, 791. — Consignation du prix, à défaut de surenchère, effets, V, 834.

CONSOLIDATION. Extinction de l'usufruit, II, 311. — ... ou du droit d'usage, II, 314. — Au moyen de l'usucapion, V, 843, 849.

CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE, I, 4 et suiv.

CONSTRUCTIONS. Quand sont meubles ou immeubles, II, 263. — Matériaux pour construction sont meubles, I, 235. — Droits pour le propriétaire d'en faire ou de les démolir, II, 277. — ... censées faites par le propriétaire, II, 297. — *Quid*, si les matériaux ne lui appartiennent pas ? *ibid.* — ... par le propriétaire du fonds inférieur, au cas d'écoulement d'eaux, II, 317. — ... du mur mitoyen ou contre le mur mitoyen, II, 322. — ... de mur, au cas de clôture forcée, III, 325. — Puits, fosses d'aisance, etc., II, 328. — De la servitude *non ædificandi*, II, 322, 332 et 333. — ... ou de celle *non altius tollendi*, II, 333, 337 et 338. — Constructions faites par le tuteur, I, 221. — ... par un cohéritier avant partage, II, 391. — ... sur l'immeuble légué, III, 500. — Quand elles constituent ou non une gestion d'affaires, IV, 622. — ... que le bailleur ne peut faire au préjudice du preneur, IV, 701. — ... faites par le preneur durant le bail, IV, 702. — Constructions de bâtiments; objet de devis ou marchés, IV, 710. — Obligation de construire est une obligation mobilière, II, 256. — ... et indivisible, III, 533. — Quand les constructions sont susceptibles de privilèges ou d'hypothèques, V, 788. — ... élevées sur l'immeuble vendu; privilège du vendeur, V, 793. — Privilège des architectes, entrepreneurs et maçons; son rang, V, 793 et 829. — Constructions sur l'immeuble hypothéqué, V, 822. — Prescription de la faculté d'en élever sur le terrain vendu ou sur le terrain d'autrui, V, 858.

CONSULS. A quelles lois sont soumis, I, 29. — Action en justice, I, 62. — Actes de l'état civil en pays étranger, I, 77. — Reçoivent les — testaments des Français à l'étranger, III, 430.

CONTRAINTE PAR CORPS. Définition et historique, V, 770. — Est la sanction de certains droits personnels, II, 262. — Disposition toute personnelle, II, 272. — Est conventionnelle, V, 771. — Caution, peut-elle y être conventionnellement soumise ? V, 757. — ... ou légale; cas dans lesquels le juge tenu de la prononcer, V, 772. — Spécialement contre les étrangers, I, 60; V, 772. — Cas dans lesquels le juge peut la prononcer, V, 773. — Au cas de dommages-intérêts pour délits ou quasi-délits, IV, 626. — ... contre voituriers, pour remise des objets, IV, 709. — Le dépositaire infidèle est-il contraignable par corps ? V, 736. — La caution judiciaire doit être contraignable par corps, V, 764. — L'acquiescement au jugement prononçant la contrainte par corps ne lie pas, II, 259. — Personnes contre lesquelles elle peut ou ne peut être prononcée, V, 774. —

... contre le mort civilement, I, 66. — ... contre la femme, pour réintégration du domicile conjugal, I, 133. — ... contre les héritiers du contraignable par corps, II, 384. — ... contre le mari, à raison des dettes de la femme tombant dans la communauté, ou quand la femme est contraignable par corps, IV, 641 et 642. — Sommes pour lesquelles elle peut être prononcée, V, 775. — Causes qui suspendent son effet; du sauf-conduit, V, 776. — La cession de biens la fait cesser, III, 563.

CONTRAT DE MARIAGE. Définition; ce qu'il comprend, IV, 634. — Contrat solennel, III, 611. — Notions historiques, IV, 630. — De l'ordre suivi en cette matière par les rédacteurs du Code, IV, 630. — Interprétation du titre du contrat de mariage, IV, 632. — Interprétation au cas de doute sur le régime adopté, IV, 637. — Capacité des contractants, IV, 635. — ... de l'étranger, I, 29. — ... du mineur; assistance de personnes nécessaire, IV, 635. — Le mineur a-t-il l'action en rescision pour les obligations en dérivant? III, 582. — Époque à laquelle il doit être passé, IV, 636. — Est-il le point de départ pour l'hypothèque légale de la femme? V, 796. — Prohibition de le modifier après la célébration du mariage, IV, 636. — ... sa forme; acte notarié, *ibid.* — Si nul en la forme, point valable comme acte sous seing privé, III, 589. — Conventions qu'il peut renfermer, IV, 637. — Nullité est-elle couverte par la célébration ultérieure du mariage? IV, 635. — ... ou par des actes d'exécution ultérieure? IV, 636. — Nul pour partie, n'est pas nul pour le tout, IV, 637. — Clauses pour lesquelles on peut ou non transiger, V, 767. — Au cas d'absence de contrat, *quid*, de l'application des lois dérogatoires survenues depuis le mariage? I, 28. — ... et au même cas, *quid*, des avantages indirects faits à son conjoint par un époux marié en secondes noces, ayant des enfants du premier lit? III, 461. — ... pas nécessaire pour l'admissibilité de la demande en séparation de biens, IV, 649.

CONTRATS ou obligations conventionnelles, III, 524 et 610. — Leur source, III, 523 et 529. — Division des contrats, III, 611. — Conditions essentielles de leur validité, III, 612. — Capacité des parties, III, 613. — Du consentement, III, 613 et 614. — Objet des contrats, III, 616. — ... obligation de donner, III, 531. — ... obligation de faire ou de ne pas faire, III, 530. — Cause des contrats, III, 615. — Formes des contrats, *ibid.* — Quand leur validité est indépendante de la preuve par écrit, III, 540. — ... leurs effets entre les parties

et à l'égard des tiers, III, 617. — Inexécution ; dommages-intérêts, III, 546 et suiv. — Règles diverses d'interprétation, III, 618. — Nullité, prescription de dix ans, III, 584. — Des contrats commerciaux, III, 614.

CONTRAVENTIONS. Ce que c'est, IV, 624. — Comment punissables, I, 20. — ... dans les actes de l'état civil, I, 82. — ... par l'un des époux, quand l'amende ou la réparation est ou non dette de communauté, IV, 642. — Prescription de l'action en dommages-intérêts, V, 859-860.

CONTRE-LETTRES. En quoi consistent, III, 589. — ... n'ont point d'effet contre les tiers, *ibid.* — ... relatives au contrat de mariage ; formes ; effets, IV, 636. — ... constatant que le prix de vente déclaré payé est encore dû ; privilège du vendeur, V, 793.

CONTRIBUTIONS. Directes ; dans quel lieu sont dues, I, 87. — ... à la charge du possesseur, II, 295. — ... ou de l'usufruitier, II, 309. — ... ou de l'usager, II, 313. — ... du bailleur ou du preneur, V, 702. — ... du créancier antichrésiste, V, 785. — Leur privilège et rang, V, 828. — Contributions indirectes ; privilège et rang, *ibid.*

V. *Impositions, Impôts.*

CONTUMACE. Mort civile, I, 66 et 68. — Effets de la condamnation, I, 70. — Autorisation de la femme mariée, I, 134. — Obstacle au délai de grâce, III, 561.

CONVENTIONS. Définition, III, 610. — Conditions nécessaires à leur validité, III, 612. — ... contraires aux bonnes mœurs, III, 616. — Leurs formes extérieures, *locus regit actum*, I, 29. — ... tiennent lieu de loi, 617. — Quand elles suffisent pour transmettre la propriété des biens, II, 345. — Conventions matrimoniales, IV, 637 ; V, 767.

V. *Conditions, Contrat de mariage, Contrats.*

COPIES DE TITRES. Espèces de titres, III, 588. — ... des actes notariés, I, 80. — Quand foi leur est due, III, 594. — Refus de les délivrer ; contrainte par corps, V, 772. — Copie à déposer au cas de purge des hypothèques légales, V, 836.

V. *Actes de l'état civil.*

COPROPRIÉTÉ. Définition, II, 279. — Cas où elle ne doit pas être confondue avec un droit de servitude, III, 336. — Action possessoire

par ou contre le copropriétaire, II, 287. — Effets de la copropriété, quant à l'exercice des servitudes, II, 332. — Quand le copropriétaire peut demander le partage de la chose commune, II, 387. — Disposition à titre gratuit de la chose commune, III, 443. — Copropriété de la femme dans la communauté, IV, 638. — Biens indivis avec un des époux ; acquisition pendant la communauté, IV, 640. — Vente de la chose commune est-elle vente de la chose d'autrui ? IV, 680. — ... ou constitue-t-elle stellionat ? V, 772. — Cession de droits litigieux au profit d'un des copropriétaires, IV, 693. — Baux de la chose commune, IV, 699. — Soulte de partage ; privilège de copartageants, V, 793. — Hypothèque constituée par le copropriétaire, V, 799. — Saisie immobilière sur l'un d'eux, V, 841. — Quand l'usucapion est possible entre copropriétaire, V, 831.

V. *Indivis (Biens), Licitation.*

CORPORATIONS RELIGIEUSES. V. *Communautés religieuses.*

CORPS LÉGISLATIF. Membres dispensés de la tutelle ou subrogée tutelle, I, 215.

CORRECTION (DROIT DE). En quoi il consiste, I, 187. — Attribut de la puissance paternelle, *ibid.* — Pour la mère, au cas d'absence du père, I, 107. — Sur l'enfant naturel reconnu, I, 171. — Pour le tuteur sur le mineur, I, 220. — Il ne peut y être renoncé par le contrat de mariage, IV, 637.

COTUTEUR. Second mari de la mère et tutrice, I, 194, 198 et 212. — Responsabilité solidaire, I, 194 et 229. — Acquisition ou libéralités provenant du mineur, créances contre ce dernier, I, 224. — Est-il soumis à l'hypothèque légale ? V, 793.

COUPES DE BOIS. Quand sont meubles, II, 253. — ... faites par le mineur émancipé, II, 253. — Usufruitier, II, 308. — Quand elles entrent dans la communauté, IV, 640. — Au cas de restitution de la dot ; cessation du droit aux fruits ; évaluation, IV, 673. — ... faites par l'acquéreur, entre la vente et l'éviction, IV, 683. — ... faites au préjudice des créanciers hypothécaires, V, 824.

COUR. Mur entre cour et jardin ; clôture forcée, II, 323. — Ouverture de vues et de jours sur une cour commune, II, 329.

COUR DE CASSATION. Institution, I, 17. — Organisation et attributions, I, 37. — Membres dispensés de la tutelle, I, 215.

COUR DES COMPTES. Membres dispensés de la tutelle, I, 218.

COURS IMPÉRIALES. Institution, I, 17. — Juridiction, I, 37. — Compétence, III, 609. — Attributions en ce qui concerne l'adoption, I, 176. — Statue sur l'ordre d'arrestation de l'enfant, I, 187. — Domicile de la caution dans son ressort, V, 739. — Dans le ressort de laquelle doivent être situés les biens du débiteur au cas de discussion par la caution, V, 760. — ... ou au cas de discussion par le tiers détenteur lors de réduction des donations, III, 457. — Dans le ressort de laquelle doit être le domicile du propriétaire pour la prescription de dix ans par le tiers détenteur, V, 831, 854. — Quand leurs membres ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — ... ou cessionnaires de droits litigieux, IV, 693.

V. *Appel*.

COURSES à pied, à cheval ; dettes de jeu, valables, V, 745.

COUSINS GERMAINS. Peuvent s'opposer au mariage, I, 119. — A quel degré sont parents, I, 47 ; II, 358 et suiv.

COUTUMES. Origine et force, I, 7 et 22. — Sources du Code Napoléon, I, 14. — Abrogation, I, 13 ; IV, 637. — On ne peut soumettre les conventions matrimoniales à leur régime, IV, 637.

COUVERTURES de maisons ; usufruitier, II, 309.

CRAINTE. Quand cause de nullité des obligations ou contrats, III, 614. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — En matière de donation, III, 420. — ... ou de testament, III, 423. — Crainte d'emprisonnement suffit-elle pour autoriser la vente de l'immeuble dotal ? IV, 670. — ... de dénonciation est-elle cause de nullité de la transaction ? V, 767. — *Quid*, de la crainte révérentielle ? III, 614.

CRÉANCES. Ce que c'est, III, 524. — Quand sont-elles comprises dans les meubles ? II, 255. — ... dans vente de maison avec ce qui s'y trouve, *ibid.* — Créances du tuteur contre le mineur, I, 224. — Recouvrement de celles du mineur, I, 221. — Soumises à un usufruit, II, 306. — ... de l'héritier contre le défunt ; bénéfice d'inventaire, II, 386. — Rapport à succession, II, 400. — Division des créances héréditaires, II, 403. — Donation de créances ; état estimatif, III, 429. — Don manuel d'une créance, III, 428. — Legs de créances, III, 421. — Recouvrement des créances de la succession par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Créances du défunt ou contre le défunt, à com-

prendre ou à déduire de la masse pour fixer la quotité disponible, III, 435. — Quelles créances sont susceptibles de compensation, III, 571. — Quand plusieurs créances doivent être réunies pour l'inadmissibilité de la preuve testimoniale, III, 596. — Créances tombant ou non dans la communauté, IV, 640. — Cession de créances, IV, 690 et suiv. — Point lieu d'appliquer la règle : en fait de meubles, possession vaut titre ; exceptions, V, 849. — Garantie des créances cédées, III, 531. — Peuvent-elles être données à bail ? IV, 697. — Créances pour lesquelles le mineur a hypothèque légale sur les biens de son tuteur, V, 795. — ... ou la femme sur ceux de son mari, V, 796. — ... pour lesquelles hypothèque peut être constituée, V, 802. — ... leur désignation dans l'acte constitutif d'hypothèque, V, 801. — Quotité et exigibilité à énoncer dans les bordereaux d'inscription, V, 814 et 815. — Créance chirographaire ; donne droit de saisir les immeubles, V, 841.

CRÉANCIERS. Ce que c'est, III, 524. — Leur droit principal consiste à contraindre le débiteur à l'accomplissement de l'obligation ; actions en justice, III, 541 et suiv. — Droits accessoires : 1° droit d'exercer les droits et actions du débiteur, III, 554. — 2° Droit de faire annuler les actes faits en fraude de leurs droits, ou action paulienne, III, 555. — Créanciers de l'absent présumé, surveillance de ses intérêts, I, 95. — Peuvent-ils provoquer la déclaration d'absence ? I, 97. — Envoi en possession de ses biens, I, 98. — Action en nullité de mariage, I, 126. — Exception tirée du défaut d'autorisation de la femme mariée, I, 134. — Leurs droits en matière de questions d'état, I, 160. — Créanciers des père et mère peuvent-ils attaquer les actes faisant cesser l'usufruit légal ? I, 189 et 227. — ... peuvent requérir nomination ou destitution du tuteur, I, 210 et 211. — Créanciers tuteurs, I, 224. — Créanciers du mineur ; action en rescision en son lieu, ou demande en nullité des ratifications en fraude de leurs droits, III, 582. — Peuvent-ils provoquer l'interdiction de leur débiteur ? I, 234. — Créanciers des père et mère peuvent-ils attaquer l'émancipation du mineur ? I, 227. — Leurs droits sur tout le patrimoine du débiteur, II, 266. — ... au cas de copropriété du débiteur, II, 279. — Renonciation à l'usufruit par leur débiteur, II, 311. — Droits de ceux de la succession de contraindre l'héritier à prendre qualité, II, 384. — Acceptation de succession au lieu de leur débiteur renonçant, II, 380. — Créanciers des héritiers ou légataires peuvent-ils invoquer l'incapacité ou l'indignité de succéder ? II, 253. — ... de la succession ; le rapport

à la succession ne leur est pas dû, II, 397. — ... personnels de l'héritier peuvent demander le rapport en son nom, *ibid.* — Leurs droits au cas de rapport par celui-ci, II, 383. — Quels créanciers ont droit d'intervenir au cas de rapport à succession, II, 400. — Créanciers du cohéritier peuvent former action en partage, II, 388 et 393. — Quels créanciers peuvent former opposition au partage, II, 390 et 393. — ... ou y intervenir, II, 393. — Créanciers de la succession, leurs droits contre les héritiers relativement au paiement des dettes, II, 404 et 405. — A cet effet, actions contre les héritiers, tribunal compétent, II, 351. — Droit de demander la séparation des patrimoines, II, 385. — ... d'une succession bénéficiaire, opposants ou non opposants; leurs droits, II, 386. — *Quid*, des créanciers de l'héritier bénéficiaire? II, 386. — Les créanciers peuvent-ils, comme exerçant les droits de leurs débiteurs, demander la réduction des dispositions excédant la quotité disponible? III, 432. — Créanciers de la succession ne profitent point de la réduction, III, 432. — ... ne profitent point de la réduction des libéralités entre époux en secondes noces avec enfants du premier lit, III, 461. — Droit d'agir au cas de renonciation par leur débiteur à son droit à la réserve, III, 438. — Créanciers du donateur; leurs droits contre le donataire, III, 482. — Défaut de transcription de la donation, III, 480. — Exerçant les droits du donataire ou de l'héritier du donateur; défaut de transcription de la donation, III, 480. — Peuvent-ils demander la révocation des donations entre époux? III, 522. — Legs fait au créancier, III, 490. — Droit d'attaquer la renonciation à un legs et de l'accepter, III, 503. — Actes conservatoires, III, 533. — Payant un autre créancier préférable; subrogation légale, III, 563. — Leurs droits au cas de cession de biens par le débiteur, III, 565. — Cas où sont réputés les ayants cause du débiteur; saisie-arrêt; faillite, etc., III, 590. — Au cas d'actes sous seings privés; date certaine à leur égard, III, 590. — Quand ils peuvent exercer l'action en nullité au lieu de leur débiteur, III, 579. — Quand l'aveu leur est opposable, III, 605. — Leurs droits contre la communauté, au cas de dettes contractées par le mari, IV, 642. — Ceux des successions échues à la femme ou aux époux pendant la communauté, IV, 642 et 646. — Créanciers de la femme; leurs droits à raison des dettes de celle-ci ne tombant pas dans la communauté, IV, 641. — ... de la femme, renonçante à la communauté; acceptation par eux, IV, 650. — Actions contre la femme au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — Créanciers de la femme et du mari; leurs droits au cas de demande en séparation de biens, IV, 649. — Peuvent-ils, au lieu de leur débiteur, exercer

le réméré ? IV, 688. — Quand peuvent être cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Peuvent-ils faire des baux au lieu de leur débiteur ? IV, 699. — Associé créancier d'un débiteur de la société ; paiement à lui fait, IV, 716. — Leurs droits contre l'associé ou croupier de leur débiteur en société, IV, 717. — Créanciers de la société et de chaque associé ; droit de préférence pour les premiers, IV, 719. — Peuvent requérir l'inscription de la créance hypothécaire du débiteur, V, 807. — Le patrimoine du débiteur est leur gage commun, II, 271 et suiv. — Leurs droits quant à l'expropriation forcée, V, 841. — Leurs concours sur le prix des biens de leur débiteur saisis et vendus, V, 842. — Créanciers hypothécaires priment créanciers chirographaires, V, 821. — Mais ce n'est qu'autant qu'il y a eu des inscriptions prises, V, 817. — Créanciers d'un créancier hypothécaire peuvent exercer ses droits, V, 826. — Mode de collocation des créanciers chirographaires au cas de distribution par contribution ou d'ordre, V, 827 et 842. — Peuvent au nom du débiteur revendiquer la chose mobilière volée ou perdue, V, 840. — ... ou opposer la prescription au cas de négligence ou de renonciation du débiteur, V, 860.

V. *Créances, Hypothèques, Notification, Privilège, Purge, Surenchère.*

CRÉDIT. Peut constituer un apport social, IV, 713. — ... notoire, solvabilité de la caution en matière commerciale, V, 759. — ... foncier ; mode de purger les hypothèques, au cas de prêt, V, 832 et 836. — ... ouvert ; hypothèque ; point de départ, V, 802. — Collocation pour intérêts, V, 823.

CRIMES. En quoi consistent, IV, 624. — Comment punissables, I, 20. — Dominages-intérêts, fixés non par le Code, mais par le juge, III, 546. — ... Toutefois dus de plein droit, III, 547. — Solidarité entre les condamnés, III, 526. — Par l'un des époux ; quand réparation est ou non dette de communauté, IV, 642. — Prescription de l'action civile, V, 859-1°.

CROISÉES. V. *Fenêtres.*

CROIT DES ANIMAUX. Quand est immeuble par destination, II, 254. — Fruits naturels, II, 277. — Usufruitier, II, 308. — Croit provenant de cheptel, IV, 712.

CULTURE. Animaux qui y sont destinés sont immeubles, II, 254. — Mode

de culture par l'usufruitier, II, 309. — Usager soumis aux frais de culture, II, 313. — Mode de culture pour le propriétaire du fonds inférieur, au cas d'écoulement des eaux, II, 317. — Frais de culture de l'immeuble légué, III, 500. — ... des biens personnels de la femme; récompense à la communauté, IV, 644. — ... au cas de communauté d'acquêts, IV, 635. — Mode de culture ne peut être changé par le bailleur au préjudice du preneur, IV, 701. — ... à suivre par le fermier, IV, 706. — Faits de culture par le fermier opérant tacite réconduction, IV, 704.

CURATEUR. Règles générales sur la curatelle; charge publique; causes; excuses, obligations, responsabilité, I, 237. — Diverses espèces, I, 194 et 237. — 1° Curateur à l'absent, I, 95 et 244. — 2° ... au mort civilement, I, 67 et 244. — 3° ... au contumace, I, 70. — 4° ... au ventre, I, 211 et 244. — 5° ... à l'émancipation, I, 238 et suiv. — Opposition au mariage du mineur, I, 119. — Quand peut attaquer les délibérations du conseil de famille, I, 204. — Compte de tutelle du mineur émancipé, assistance, I, 230. — Disposition à titre gratuit à son profit, III, 418. — Acceptation de donation pour le mineur, III, 425. — Réquisition de transcription de la donation, III, 480. — Actes faits par le curateur sans les formalités prescrites; action en rescision pour le mineur, III, 582. — Peut-il se rendre adjudicataire des biens du mineur? IV, 679. — Est-il soumis à l'hypothèque légale? V, 795. — Comment finit la curatelle, I, 243. — Prescription des actions relatives à la curatelle, I, 230. (V. au surplus *Émancipation*.) — 6° ... au bénéfice d'inventaire, au cas d'actions de l'héritier contre la succession, I, 245. — *Quid*, au cas de biens abandonnés par l'héritier bénéficiaire? II, 386. — 7° ... à succession vacante, I, 245. — Un curateur est-il nécessaire quand il existe seulement des héritiers irréguliers? II, 409. — Nomination; obligations; responsabilité, II, 410 et 411. — Si plusieurs successivement nommés, le premier est préféré, II, 411. — Le curateur reçoit le compte de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... est nommé pour poursuivre l'exécution ou la délivrance des legs, *ibid.* — Le légataire à titre universel doit lui demander la délivrance, III, 499. — Le curateur qui a payé la dette a-t-il la subrogation légale? III, 563. — 8° ... aux substitutions, I, 245. — 9° ... au délaissement par hypothèque par le tiers détenteur, I, 245; V, 825. — 10° ... *ad hoc*; cas où il y a lieu d'en nommer un, I, 237. — Est-il nécessaire pour la reddition du compte de tutelle au mineur émancipé? I, 238. — Pour l'acceptation de dona-

tion au mineur émancipé, par son curateur, III, 425. — ... ou au profit d'un sourd-muet, *ibid.* — ... ou pour réquisition de transcription de la donation faite à ce dernier, III, 480.

CUVES. Quand sont immeubles par destination, II, 254.

D

DATE. Actes de l'état civil, I, 75. — Actes notariés, III, 589. — Actes sous seing privé, III, 590. — Date des titres des créanciers qui veulent exercer l'action paulienne, III, 535. — ... des baux, IV, 699. — Point de départ de l'hypothèque légale de la femme, V, 796. — ... des titres hypothécaires à énoncer dans les bordereaux d'inscription, V, 814. — ... de l'inscription constatée par le bordereau, V, 814. — ... de l'inscription rectifiée ultérieurement, V, 816. — ... des inscriptions hypothécaires quant à leur renouvellement, V, 818. — ... de l'inscription hypothécaire ; ses effets entre les créanciers hypothécaires, V, 817.

DATE CERTAINE. Ce qui la donne aux actes sous seing privé, III, 590 ; IV, 641. — Quant aux actes de l'interdit, I, 236. — ... ou de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — Dettes mobilières de la femme tombant dans la communauté, IV, 641. — Dettes de communauté, à la charge de la femme, IV, 653. — Dettes de la femme, au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — Dettes de la femme dotale ; droits des créanciers, IV, 671. — Baux faits par le saisi, IV, 699. — Au cas de baux entre deux locataires du même immeuble, IV, 701. — Quand celle du bail fait-elle obstacle à l'expulsion du preneur par l'acquéreur de l'immeuble ? IV, 704. — Bail sous seing privé ; privilège du bailleur, V, 791. — Au cas de cession de créances avec subrogation par acte sous seing privé, III, 563. — Quittances du cédant par rapport au cessionnaire, IV, 691. — Au cas de constitution par acte sous seing privé d'une rente viagère sur la tête d'un malade, V, 747. — Acte du mandataire à l'égard du mandant, V, 755. — Au cas de constitution d'un gage, V, 779. — ... ou d'une antichrèse, V, 783. — Des dettes de la femme avec son mari, pour l'exercice de son hypothèque légale, V, 796. — ... de l'acte sous

seing privé devant faire titre pour acquérir par la prescription de dix et vingt ans, V, 834.

V. *Testament.*

DATION EN PAYEMENT. Ses rapports avec la vente ou l'échange, IV, 675 et 695. — Vente entre époux, IV, 679. — Acceptée par le créancier ; décharge de la caution, V, 763. — Privilège du vendeur, V, 793.

DÉBITEUR. Ce que c'est, III, 524. — Quel débiteur peut demander la cession de biens, III, 565.

V. *Créanciers.*

DÉCÈS. Preuves du décès, I, 48, 71 et 127. — Présomption à raison de l'âge, I, 102. — Actes de décès ; règles générales et particulières, I, 86. — ... au cas de radiation d'une inscription pour sûreté de rente viagère, V, 849. — Nullité des actes de décès, I, 79. — Manière de constater le décès au cas de perte des registres de l'état civil, I, 81. — Preuves du décès de l'absent, I, 401. — Le décès des conjoints dissout le mariage, I, 435. — Décès des deux époux ; ses effets quant à la légitimité présumée des enfants, I, 416. — Effets du décès quant à la réclamation d'état, I, 160. — Reconnaissance d'enfant naturel après son décès, I, 167 et 170. — Décès de l'adoptant avant l'adoption, I, 176 et 180. — ... du tuteur officieux avant l'adoption, I, 183. — Actes attaqués pour cause de démence, après le décès, I, 236. — ... éteint l'usufruit, II, 311. — Présomption de décès entre personnes appelées à se succéder réciproquement, II, 352. — ... donne ouverture aux successions, I, 401 ; II, 349 et 351. — ... a pour effet de transmettre le patrimoine, II, 269. — ... d'un héritier avant prise de qualité, II, 381. — Jour du décès à considérer pour le rapport des biens à l'effet de fixer la quotité disponible, III, 456. — ... du disposant ouvre seul l'action en réduction, III, 461. — En général, les créances et obligations pas éteintes par le décès. — ... donne date certaine aux actes, III, 590 ; IV, 641. — ... dissout la communauté, IV, 648. — ... donne ouverture au préciput, IV, 662. — Effets du décès quant à la restitution de la dot ; intérêts ou fruits, IV, 673. — ... des parties ne résilie pas le bail, IV, 704. — ... éteint le contrat de louage de services, IV, 707. — *Quid*, au cas du décès de l'architecte ou de l'entrepreneur ? IV, 710. — Dissout-il le contrat de cheptel ? IV, 712. — Jusqu'à quel point met-il fin à la société, IV, 720. — Rente viagère sur la tête d'une personne

décédée, V, 747. — ... éteint la rente viagère, V, 749. — ... éteint le mandat; convention contraire, V, 756.

V. Actes de l'état civil.

DÉCHARGE de capital donnée par le mineur émancipé, I, 240 et 241. — ... ou par l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — ... au profit de l'un des débiteurs solidaires, III, 528; V, 768. — ... ou remise de la dette, III, 569. — ... du voiturier par la réception de la chose, IV, 709. — ... de l'ouvrier, au cas de devis, par la réception de la chose, IV, 710. — ... de la caution promise par le débiteur; action en indemnité, V, 761. — ... de pièces pour les juges, avoués et huissiers; prescription, V, 839, 2^o et 4^o.

V. Quittance.

DÉCISIONS MINISTÉRIELLES. Leur force, I, 5.

DÉCONFITURE. Ce que c'est; en quoi diffère de faillite, V, 842. — ... de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... prive du terme accordé, III, 527. — Est un obstacle au délai de grâce, III, 561. — Déconfiture du débiteur délégué, III, 566. — ... du mari; demande en séparation de biens, IV, 649. — ... de l'acheteur avant la délivrance de la chose vendue, IV, 683. — ... du locataire; résiliation du bail, IV, 704. — ... met fin à la société; convention contraire, IV, 720. — ... du débiteur, exigibilité du capital de rente constituée, IV, 732. — Action en indemnité de la caution, V, 761. — ... met fin au mandat, V, 756. — Privilège pour fournitures de subsistances au débiteur en déconfiture, V, 790. — Les hypothèques constituées par le débiteur sont-elles valables? V, 799. — Réquisition d'inscription depuis la déconfiture, V, 808. — Renouvellement des inscriptions, V, 818. — *Masses mobilière et immobilière des biens du débiteur déconfit; mode de payement des créanciers*, V, 842.

DÉCORATION d'un appartement. Porcelaines sont meubles meublants, II, 255.

DÉCRETS IMPÉRIAUX. Leur force, I, 5, 25.

DÉFENSE. Il n'y a point lieu à responsabilité au cas de légitime défense, IV, 625.

DÉGRADATIONS à la charge de l'usufruitier, II, 309, 311 et 312. — ... par le donataire, au cas de rapport à succession, II, 400. — ... des biens composant la masse pour fixer la quotité disponible, III, 456. — ... au cas de rescision de la vente pour lésion, IV, 689. — ... au cas d'exercice du réméré, IV, 688. — ... ou de cession d'une hérédité,

IV, 692. — ...dont le preneur est tenu, IV, 702. — ... faites par le preneur à la fin du bail, *ibid.* — ... au cas de bail de meubles, IV, 697.

V. *Détériorations.*

DEGRÉS DE PARENTÉ. En quoi consistent, I, 47 ; II, 388 et suiv. — ... en matière de substitution, III, 468.

DÉLAI. Ce que c'est, V, 843. — Contumace ; purge, I, 66 et 68. — Déclaration d'absence, I, 97. — Envoi en possession définitive des biens de l'absent, I, 102. — Restitution des revenus de l'absent, I, 101. — Publications de mariage, I, 111, 113 et 114. — Actes respectueux, I, 128. — Demande en mainlevée d'opposition à mariage, I, 122. — Mariage, 112 et 113. — Transcription de l'acte de mariage passé à l'étranger, I, 114. — ... pour contracter un second mariage, I, 128. — Action en nullité de mariage, I, 126 et 127. — Pour l'adoption, I, 173. — En matière de procédure pour l'adoption, I, 176. — En matière de divorce, I, 143, 146 et 150. — En matière de filiation, pour réclamation ou contestation d'état, I, 160. — ... pour conception présumée, I, 161. — ... pour l'action en désaveu, *ibid.* — ... pour statuer sur excuses de tutelle ou subrogée tutelle, I, 215 et 216. — Tuteur ; scellés ; levée, I, 219. — Action en nullité des actes de l'interdit, I, 236. — Exercice de l'action possessoire, II, 287. — Revendication de terrain au cas d'alluvion, II, 297. — Durée de l'usufruit donné ou légué à des communes, établissements publics, etc., II, 311. — ... pour faire inventaire et délibérer au cas de succession, II, 376, 381 et 384. — ... ou au cas de dissolution de communauté, IV, 650. — Ces délais n'arrêtent pas le cours de la prescription, V, 843. — ... pour demande en séparation de patrimoines, II, 383. — ... pendant lequel les successeurs irréguliers sont responsables de l'administration de la succession, II, 409. — — Délai de la garantie de la solvabilité du débiteur, au cas de partage, II, 392. — ... de l'action en révocation de donation pour ingratitude, III, 484. — ... pour restitution des fruits au cas de réduction des donations, III, 457. — ... après lesquels les testaments privilégiés cessent d'être valables, III, 441 à 443. — ... de l'action en révocation des legs après le décès du testateur, III, 504. — ... de la demande en délivrance des legs à former pour faire courir les fruits ou intérêts, III, 498, 499. — ... de la saisine de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... pour la nomination du tuteur à la substitution, III, 469. — ... de l'action en rescision des partages d'ascendants, III, 511. —

... pour l'accomplissement des conditions, III, 834 et 836. — ... pour le paiement ; en quoi consistant, III, 538. — ... au cas de paiement avec des deniers empruntés pour validité de la subrogation, III, 863. — Délai de grâce accordé par le juge pour le paiement, III, 537 et 561. — N'est point obstacle à compensation, III, 571. — Fait présumer remise de la solidarité par le créancier qui a reçu le paiement divisément, V, 859, 1^o. — ... au cas d'inexécution du pacte commissaire, III, 836. — ... au cas de clause pénale, III, 832. — Prescription des actions en nullité ou en rescision, III, 584. — Option de la femme au cas d'acquisition d'un immeuble indivis pendant la communauté, IV, 640. — Exécution du jugement de séparation des biens, et action des créanciers du mari, IV, 649. — ... pour restitution de la dot, ou la faisant présumer, IV, 673. — ... au cas de vente à l'essai, IV, 675 et 681. — ... accordé par le juge pour délivrance de la chose vendue, IV, 683. — Résiliation de vente, au cas de contenance moindre ou plus grande, IV, 683. — ... pour le retraitement de la chose par l'acheteur, IV, 687. — ... pour paiement du prix de vente, *ibid.* — ... accordé par le juge pour ce paiement, au cas de crainte d'éviction, *ibid.* — Exercice de l'action réhibitoire, vente d'animaux, IV, 686. — ... du réméré, IV, 681, 688 ; V, 859-2^o. — ... de l'action en rescision de la vente pour lésion, IV, 689. — ... du retrait successoral, IV, 692. — ... du retrait litigieux, IV, 693. — ... accordé par le juge pour expulser le sous-locataire, au cas d'indue sous-location, IV, 703. — ... pour congés des baux, IV, 704. — ... ou d'un bail de meubles, IV, 697. — ... pour remise des choses par le voiturier, IV, 709. — Action en rescision pour lésion au cas de règlement de part entre associés, IV, 717. — ... Accordé par le juge pour la restitution du prêt de consommation, IV, 727. — Rachat des rentes constituées, IV, 732. — ... après lequel le non-paiement des arrérages d'une vente constituée rend le capital exigible, IV, 732. — Exigibilité du titre nouvel d'une vente, III, 588 ; V, 843. — Restitution du dépôt volontaire, V, 736. — Constitution d'une rente viagère sur la tête d'un malade, V, 747. — ... après lequel la caution peut agir en indemnité contre le débiteur, V, 761. — Appel du jugement prononçant la contrainte par corps, V, 775. — Revendication par le bailleur des objets mobiliers garnissant les lieux, V, 791. — ... ou par le vendeur d'effets mobiliers vendus au comptant, *ibid.* — Transcription des actes d'aliénation, V, 839. — Transcription du privilège du vendeur, V, 813. — Réquisition de l'inscription du privilège, V, 809, 843. — Inscription du privilège

de copartageant, III, 510; V, 813. — Réquisition de l'inscription d'une hypothèque, V, 809. — ... ou de l'inscription de l'hypothèque légale pour les individus qui en étaient dispensés, depuis que la cause de dispense a cessé, V, 806. — Réquisition d'inscription à partir de la transcription de l'acte d'aliénation, V, 808. — ... pendant lequel les créanciers des héritiers ne peuvent requérir inscription au préjudice de ceux de la succession, *ibid.* — ... où une inscription ne peut être prise sur les biens d'un commerçant tombé depuis en faillite, *ibid.* — Renouvellement des inscriptions, V, 818, 859-1°. — ... après lequel le tiers détenteur est forcé de payer ou délaisser, V, 825. — Notification aux créanciers inscrits, V, 832. — Inscription des hypothèques légales au cas de purge, et formalités de publicité, V, 836. — ... pour surenchère et pour certifier la solvabilité de la caution, V, 833. — ... pour acquérir par la prescription, V, 843, 846, 853, 854. — ... pour se libérer par la prescription, V, 843, 846, 858, 859. — ... pour la revendication de la chose mobilière perdue ou volée, V, 849. — Computation des délais; l'année commencée doit-elle être réputée accomplie? I, 215. — Calcul des délais en matière de prescription, V, 846.

V. *Distance, Terme.*

DÉLAISSEMENT de meubles à faire à l'usufruitier, II, 307. — ... d'un immeuble usurpé, contrainte par corps, V, 772. — Condamnation à délaissement au pétitoire, contrainte par corps, V, 773. — ... par hypothèque; cas, formes, effets, V, 825. — Constitue une obligation indivisible, III, 533. — ... a les effets de la résolution, II, 278. — ... fait renaître les servitudes, II, 341. — ... des biens de la communauté par le mari, et au cas où il ne s'agit pas d'une dette commune, IV, 642.

DÉLÉGATION. Ce que c'est, IV, 690. — Ses effets, III, 558, 566. — ... d'un prix de vente, obligation personnelle du débiteur, V, 825. — Au même cas, les créanciers du vendeur peuvent-ils prendre inscription en leur nom? V, 807. — Effets à leur égard de la transcription de l'acte, en ce qui concerne le privilège du vendeur, V, 813.

V. *Indication de paiement.*

DÉLIBÉRATION DE FAMILLE. V. *Conseil de famille.*

DÉLITS. Définition, IV, 624. — Éléments du délit, IV, 625. — *Quid* du conseil ou de la recommandation donnée frauduleusement? V, 750. — Comment punissables, I, 20. — ... commis par des étrangers, I, 62. — Actes de l'état civil, I, 82. — Poursuite, autorisation de femme mariée, I, 134. — ... qui font perdre la puissance paternelle I, 192. —

... du mineur, action en rescision, III, 582. — Quand les héritiers sont tenus de l'obligation en résultant, II, 384. — ... envers le donateur, cause de révocation de donation, II, 484. — ... envers le testateur, cause de révocation des legs, III, 504. — ... donnent lieu à une obligation, III, 539; IV, 620. — Dommages-intérêts en résultant, IV, 625. — Dommages-intérêts fixés non par la loi, mais par le juge, III, 546. — ... et qui courent de plein droit, III, 547. — Solidarité entre les condamnés pour un même délit, III, 526. — Action civile, quand preuve testimoniale admissible, III, 596, 599. — Action de la partie civile intentée au civil, puis au criminel, III, 543. — Le serment peut-il être déferé sur les faits constitutifs des délits? III, 608. — Par l'un des époux, quand réparation ou amende est dette de communauté, IV, 642. — Délits de la femme; poursuite sur les biens dotaux, IV, 670. — ... commis par le mandataire, V, 753. — Transaction sur un délit commis ou non encore commis, V, 767. — Prescription de l'action civile en dommages-intérêts pour délits, V, 839, 1^o, 3^o et 6^o.

DÉLIVRANCE à l'enfant naturel de sa quote-part de succession; tribunal compétent, II, 407. — ... au donataire de la chose donnée, III, 484. — ... de legs, III, 376, 493, 494, 499, 500. — Dispense de la demander, III, 493. — Frais de la délivrance, jusqu'à quel point sont à la charge de la succession, III, 455. — ... des legs dont l'acceptation est soumise à l'autorisation du gouvernement, III, 448. — *Quid*, au cas d'institution contractuelle? III, 517. — ... et au cas de donation entre époux pendant le mariage? III, 522. — ... de la chose au cas de l'obligation de donner, III, 531. — ... de la chose vendue, IV, 683. — En matière de cession de créances, comment s'opère, IV, 691. — ... de la chose par le bailleur, IV, 701. — ... au cas de bail de meubles, IV, 697. — ... de la contenance au cas de bail à ferme, IV, 706. — ... de certificat d'inscription ou de transcription par le conservateur, V, 805.

V. *Livraison.*

DÉMENCE. Opposition à mariage, I, 108. — Mariage, 110, 119. — Autorisation de femme mariée, I, 134. — Quand cause d'interdiction, I, 233. — Actes attaqués après le décès, I, 236. — Incapacité pour disposer à titre gratuit, III, 417. — Suicide est-il preuve de démence? *Ibid.* — Démence du donateur survenue entre la donation et l'acceptation, III, 419. — ... du témoin dans un testament, III, 439. — Contrat formé avec un individu en démence, III, 579. — Responsabilité au cas de délit, IV, 625. — ... n'empêche pas la prescription de courir, V, 845.

DEMEURE. V. *Domicile*.

DEMEURE (Mise en). V. *Mise en demeure*.

DÉMISSION DE BIENS. En quoi consiste, III, 412. — Formes, III, 428.

DÉMOLITION. Matériaux, quand sont meubles, II, 235. — ... au cas d'expropriation pour utilité publique, II, 277. — Invention de trésor en démolissant, II, 294. — ... de bâtiments par ordre de l'autorité, effets au cas de bail, IV, 710. — ... de l'immeuble vendu, privilège du vendeur, V, 793. — Indemnité au cas de démolition, droit des créanciers hypothécaires, V, 821.

DÉNI DE JUSTICE. I, 37.

DÉNONCIATION. Défaut de dénonciation du meurtre du défunt, indignité de succéder, II, 355. — ... calomnieuse contre le défunt, indignité de succéder, II, 355. — Dénonciation de nouvel œuvre, action possessoire, II, 285. — Dénonciation par le preneur au bailleur des troubles et empiètements des tiers, IV, 702.

DENRÉES. Pas comprises dans meubles, II, 235. — ... faisant partie de l'usufruit, II, 307. — Quand susceptibles de compensation, III, 571. — Au cas de vente, enlèvement par l'acheteur, IV, 687. — Prêt, restitution, IV, 726. — Prêt, intérêts, IV, 728. — Stipulation usuraire, IV, 729.

DÉPARTEMENTS. Leurs biens, II, 260.

DÉPENS. V. *Frais et dépens*.

DÉPENSES. Pour les biens de l'absent, I, 101, 103. — ... annuelles du mineur, I, 219. — ... du mineur à rembourser au tuteur, I, 230. — ... ou au subrogé tuteur, I, 225. — ... à la charge du possesseur, II, 295. — ... au cas de copropriété ou de chose commune, II, 279. — par l'usufruitier, II, 312. — ... par l'usager, II, 313. — ... d'entretien, rapport à succession, II, 400. — ... à charge du donateur au cas d'éviction du donataire, II, 400. — ... au cas de gestion d'affaires d'autrui, IV, 622. — ... au cas de choses indûment reçues, IV, 623. — ... à la charge de la communauté, IV, 641. — ... pour les biens personnels des époux, quand donnent lieu à récompense pour la communauté, IV, 644. — ... par le mari au sujet des biens dotaux, IV, 673. — ... au cas de vente de la chose d'autrui, IV, 685. — ... par l'acquéreur entre la vente et l'éviction, IV, 685. — ... à rembourser au cas d'exercice du réméré, IV, 686. — ... relatives aux choses

louées, charge du bailleur, IV, 701. — ... pour la conservation de la chose sociale, IV, 718. — ... par l'emprunteur pour la chose prêtée à usage, IV, 724 et 725. — ... au cas de dépôt volontaire à ou par un incapable, V, 735. — ... pour la conservation du dépôt, V, 737. — ... ou du gage, V, 780. — ... par le créancier antichrésiste, V, 785. — ... par le tiers détenteur, au cas de délaissement, V, 825. — Accessoires des frais de voitures, privilège, V, 791. — Droit de rétention, II, 281.

V. Impenses.

DÉPÉRISSEMENT. Meubles, usufruit, II, 307. — ... des biens propres de la femme commune, IV, 643. — ... des objets composant la dot, IV, 673.

DÉPORTATION. Peine, mode d'exécution, I, 66. — Domicile du déporté, I, 87.

V. aussi l'Errata, p. 343.

DÉPOT. Définition, V, 733. — Contrat synallagmatique imparfait, III, 611. — Quelles choses peuvent être l'objet d'un dépôt, V, 734. — ... volontaire : conditions de la validité du contrat, V, 735. — ... ne peut être prouvé que par écrit, III, 596. — Preuve testimoniale au cas d'abus ou de violation, III, 596, 599. — Obligations du déposant, V, 737. Obligations du dépositaire, V, 736. — Compensation pas opposable au cas de restitution, III, 574. — Cas où le dépositaire invoque un don manuel en sa faveur, III, 428. — Dépôt nécessaire ; quand il a lieu, V, 734. — En quoi il diffère du dépôt volontaire, V, 738. — Dépôt dans les hôtelleries et les auberges, V, 739. — ... peut être prouvé par témoins, III, 599. — Dépositaire contraignable par corps, V, 772. — Dépôt judiciaire ; en quoi diffère du séquestre judiciaire, V, 742. — Représentation, contrainte par corps, V, 772. — Dépositaires infidèles, pas admissibles à cession de biens, III, 565. — Dépôt par suite d'offres réelles, III, 564. — ... par le voiturier de la chose dont le destinataire n'est pas trouvé, IV, 709. — Marchandises et objets en dépôt, privilège du bailleur, V, 791. — Le dépositaire ne peut acquérir la propriété de la chose par prescription, V, 851. — Dépôt d'actes : de testament chez un notaire, III, 489 et 498. — ... de testament mystique et retrait, III, 502. — ... d'acte sous seing privé non fait double, soit chez un notaire, soit chez un tiers, III, 590. — ... d'acte sous seing privé chez un notaire, reconnaissance et constitution d'hypothèque, V, 800. — Dépôt au greffe de copie collationnée au cas de purge des hypothèques légales, V, 836.

DÉSAVEU DE PATERNITÉ. V. *Filiation*.

DESCENDANTS. Mariage prohibé avec les ascendants, I, 126. — Divorce, témoins, I, 142. — Leurs droits en fait de légitimation, I, 163. — ... quant à la reconnaissance de l'enfant naturel, I, 167. — Tutelle de l'interdit, I, 233. — Degrés de parenté, I, 47 ; II, 338 et suiv. — Comment ils succèdent, I, 337 et suiv. — Représentation, II, 361. — Descendants du meurtrier du défunt, dispensés de le dénoncer, II, 353. — Comment ils succèdent concurremment avec les enfants naturels, II, 369. — Cas où ils empêchent l'exercice du retour légal, II, 373. — Rapport à succession, II, 396. — Descendants légitimes, héritiers à réserve, III, 446, 449. — ... de l'incapable de recevoir à titre gratuit ; présomption d'interposition, III, 418, 461. — ... du donataire, leur existence au cas de stipulation de retour conventionnel, III, 475. — Au profit de qui substitutions permises, III, 468. — Partage d'ascendants, III, 505 et suiv. — Violence exercée sur les descendants, obligation nulle, III, 614. — Contrainte par corps contre le descendant du créancier, V, 774.

DÉSHÉRENCE. Biens du mort civilement, I, 67. — Succession en déshérence ; quand elle a lieu, II, 371. — ... en quoi diffère de succession vacante, II, 410. — Successions en déshérence appartiennent à l'État, II, 260, 368, 370, 371, 409, 410.

DÉSISTEMENT. Eteint l'action en justice, III, 545. — ... au cas de réclamation d'État, I, 160. — ... d'action en justice par le tuteur, I, 222. — ... de l'appel d'un jugement d'interdiction, I, 233. — ... de l'appel d'un jugement de séparation de biens, est-il valable ? IV, 648. — ... du créancier surenchérisseur, son effet à l'égard des autres, V, 835. — ... de la demande, fait cesser l'interruption de la prescription, V, 847.

DESTINATION. Ayant pour but d'immobiliser des choses mobilières, II, 254. — Changement de destination place les biens dans le commerce ou hors du commerce, II, 261. — Changement par l'usufruitier, II, 309. — Doit être conservée par le preneur à bail, IV, 702. — ... de la chose louée changée par le locataire, IV, 703. — Changement quant aux accessoires mobiliers, extinction du privilège ou de l'hypothèque, V, 788. — Destination du père de famille : servitude, II, 318, 337. — ... plantation d'arbres, II, 326. — ... ébranchement d'arbres, II, 327. — ... jours et vues, II, 329. — *Quid*, au cas de règlements administratifs ? II, 319.

DESTITUTION du tuteur, I, 228. — ... de l'exécuteur testamentaire, III, 491.

DÉTENTION. Demandée par le père ou la mère non remariée contre l'enfant, I, 187. — ... contre l'enfant naturel, I, 171. — ... par le tuteur contre le mineur, I, 220. — ... du mari, autorisation de la femme, IV, 642. — ... du débiteur, obstacle au délai de grâce, III, 561. — Engagement souscrit par un individu en état de détention, III, 614.

DÉTENUS. Leur décès, I, 87.

DÉTÉRIORATIONS des meubles gardés en nature par le tuteur, I, 219. — ... des choses soumises à l'usufruit, I, 219; II, 308; IV, 664. — ... au cas de rapport à succession, II, 400. — ... des biens entrant dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 456. — ... avant révocation de donation pour ingratitude, III, 484. — ... de mobilier, au cas de substitution, III, 469. — ... de la chose, au risque de qui, au cas de condition suspensive, III, 535. — ... ou au cas de condition résolutoire, III, 536. — ... des choses indûments reçues, IV, 623. — ... des biens de la communauté, par le fait du mari, IV, 642. — ... au cas de clause d'ameublement, IV, 637. — ... des biens de la femme, au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — ... des biens dotaux, responsabilité du mari, IV, 668. — ... de la chose vendue, avant la délivrance, IV, 683. — ... de la chose vendue à livrer, avant l'échéance du terme, III, 537. — ... au cas de cession d'hérédité, IV, 692. — ... de la chose louée, quand cause de résiliation du bail, IV, 704. — ... de la chose confiée au voiturier, IV, 709. — ... de la chose formant l'apport en société, IV, 721. — ... de la chose prêtée à usage, IV, 724. — ... de la chose déposée volontairement, V, 736. — ... ou nécessairement; aubergistes, V, 739. — ... de la chose donnée en gage, V, 781. — ... au cas de délaissement par hypothèque, V, 825. — ... par le tiers détenteur, au cas de surenchère, V, 835.

V. *Dégradations.*

DETTES. Ce que c'est, III, 524. — ... de l'absent, au cas d'envoi en possession de ses biens, I, 100. — Leur paiement au cas d'aliments fournis, I, 131. — De la femme marchande publique, I, 134. — Dettes du mineur envers le tuteur, I, 219. — ... au cas d'usufruit, II, 309. — Charge du patrimoine du débiteur, I, 271. — ... de la succession, ce qui les constitue, II, 384, 404 et suiv. — Comment les héritiers et légataires tenus (V. *Succession*). — ... au cas d'exercice du retour légal, II, 375. — ... de l'héritier envers le défunt, rapport à succession, III, 394. — ... de celles payées par le défunt pour l'héritier, II, 398. — ... de la succession, à déduire pour fixer la quotité disponible, III, 455. — ... du donateur, jusqu'à quel point le donataire en est tenu, III, 482.

— Condition de la donation de les payer, III, 474. — *Etat annexé à l'acte de donation, ibid.* — ... du donateur, au cas de partage d'ascendant, III, 510. — ... au cas de donation par contrat de mariage III, 514. — ... ou d'institution contractuelle, III, 517. — ... ou de donation de biens présents et à venir ; état des dettes, III, 518. — Legs d'une dette, III, 444, 490. — *Imputation, au cas de paiement, III, 562.* — Paiement par un des codébiteurs, subrogation légale, III, 563. — ... susceptibles de compensation, III, 571. — Quand sont à la charge de l'ayant droit, II, 346. — ... mobilières, ce qui les constitue, relativement à la communauté, IV, 641. — ... des successions échues aux époux pendant la communauté, IV, 646. — Clause de séparation de dettes, IV, 641. — ... de la succession, au cas de cession d'hérédité, IV, 692. — ... des associés, IV, 715. — ... de la société, IV, 719. — ... pour lesquelles cautionnement possible, V, 757, 759. — ... de la femme et du mari, point de départ de l'hypothèque légale, V, 796. — ... hypothécaires, leur mention dans les notifications aux créanciers inscrits, V, 832.

V. Communauté, Remise de la dette.

DEUIL de la veuve et des domestiques, charge de la succession du mari, III, 485 ; IV, 641. — ... au cas d'exclusion de communauté, IV, 666. — ... de la veuve dotale, IV, 673. — *Frais de deuil, compris dans les frais funéraires, I, 189.* — Sont-ils privilégiés ? V, 790. — Hypothèque légale de la femme, V, 796.

DÉVIS. Définition, obligation, responsabilité, IV, 710.

DÉVOLUTION d'une ligne à l'autre au cas de succession, II, 360.

DIGUES. Entretien par l'usufruitier, II, 309. — Servitudes, écoulement des eaux, II, 317.

DIMINUTION de prix : au cas de contenance moindre de la chose vendue, IV, 683. — Prescription de l'action, V, 839-5°. — ... ou au cas d'éviction partielle, IV, 685. — ... au cas d'admission de l'action réhibitoire, IV, 686. — ... du prix du loyer, au cas de diminution de l'usage de la chose, IV, 701. — ... ou au cas de trouble du preneur, IV, 701. — ... ou de perte partielle de la chose, IV, 704. — ... à défaut de contenance de l'immeuble loué, IV, 706. — ... ou pour pertes de récoltes par le fermier, IV, 706. — Diminution de sûretés : prive du bénéfice du terme, III, 537. — Obstacle au délai de grâce, III, 561. — Effets quant à la compensation, III, 571. — ... par le locataire, IV, 703. — ... par le fermier, IV, 706. — ... au cas de ta-

cite reconduction, IV, 704. — ... pour service d'une rente constituée, IV, 732. — ... ou d'une rente viagère, V, 749. — ... par le débiteur, action en indemnité pour la caution, V, 761. — ... par le propriétaire au préjudice du créancier hypothécaire, V, 801, 824, 825. — ... après réduction des hypothèques, V, 812. — Diminution de valeur : au cas de vices cachés de la chose vendue, IV, 686. — ... entre la vente et l'éviction, IV, 683. — ... au cas de prêt d'espèces monnayées IV, 726.

DIPLOMATES. V. *Agents diplomatiques*.

DISCUSSION par le tiers détenteur, au cas de réduction des donations, III, 457. — ... ou au cas de réduction des libéralités entre époux en secondes noces, avec enfants d'un premier lit, III, 461. — ... du mari donataire par sa femme, au cas d'exercice du retour conventionnel des biens grevés de l'hypothèque légale, III, 473. — Le bénéfice de discussion n'appartient point aux débiteurs solidaires, V, 763. — ... peut être opposé par l'acquéreur à pacte de rachat, IV, 688. — ... opposable par la caution, V, 760. — *Quid*, par la caution judiciaire ? V, 764. — Discussion des immeubles de la caution, V, 759. — Bénéfice de discussion en matière de gage, V, 777. — Discussion préalable du prix des meubles avant l'exercice du privilège sur le prix des immeubles, V, 792. — ... du mobilier au cas de saisie immobilière sur un mineur ou un interdit, V, 841. — ... opposée par le tiers détenteur poursuivi en paiement ou en délaissement, V, 825.

DISPARITION. V. *Absence*.

DISPENSE d'observer les lois, I, 32. — ... de publications de mariages, *ibid.* — ... d'âge pour mariage, I, 32, 126. — ... pour mariage entre parents, I, 124. — ... ses effets quant à la légitimation des enfants incestueux, I, 163. — ... de tutelle, I, 215 et suiv.

DISPOSITIONS A CAUSE DE MORT. Ce que c'est, II, 349. — Demande en exécution ; tribunal compétent, II, 351.

DISPOSITIONS A TITRE GRATUIT. Conséquence du droit de propriété, II, 277. — Historique de la législation, III, 414. — Différentes manières de disposer, II, 343 ; III, 412. — Capacité de disposer, III, 417, 444, 463. — ... par l'étranger, I, 61. — ... par le mort civilement, I, 67. — ... par le tuteur, I, 221. — ... par le mineur émancipé, I, 239. — ... par l'indigne de succéder, II, 356. — ... des biens de la communauté par le mari, quand permise, IV, 642. — ... par le gérant d'une société, IV, 718. — Capacité pour recevoir, III, 418, 428. — ... au profit de l'étran-

ger, I, 60. — ... du mort civilement, I, 67. — ... des tuteurs, subrogés tuteurs, etc., I, 224. — ... faites à des incapables par contrats onéreux ou par personnes interposées ; preuves, III, 418. — Limites du droit de disposer quant à l'objet de la disposition, III, 444. — Biens dont on ne peut disposer ; biens hors du commerce, etc., III, 445. — Limites du droit de disposer quant au mode de la disposition, III, 463. — Des conditions impossibles ; leurs effets, III, 464. — De la quotité disponible et de la réserve ; règles générales, III, 446. — Droit d'option entre les dispositions par acte entre vifs et les dispositions testamentaires, III, 414.

V. Donation, Testament.

DISTANCE légale de Paris aux chefs-lieux des départements, I, 24. — ... des domiciles, cause d'augmentation de délais, au cas de composition du conseil de famille, I, 201. — ... ou de notification au tuteur de sa nomination, I, 216. — ... ou pour faire notification au cas de purge légale, V, 836. — ... ou pour surenchérir, V, 833. — Arbres, plantations, II, 326. — Puits, fosses d'aisances, II, 328. — Vues, II, 329. — Égout des toits, II, 330.

DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION. Ce que c'est ; règles, V, 842. — Du prix des meubles d'une succession bénéficiaire, II, 386.

DIVERTISSEMENT d'objets d'une succession par un héritier, II, 379, 380. — ... est obstacle à demande en réduction de disposition excédant quotité disponible, III, 452. — ... des objets de la communauté par un des époux, IV, 650, 652, 653.

DIVISIBILITÉ des créances de la succession, II, 403. — ... des obligations, III, 533. — ... de la créance assurée par une hypothèque indivisible, V, 821.

V. Indivisibilité.

DIVISION d'héritages, servitudes, II, 332. — ... de la succession entre les lignes paternelle et maternelle, II, 350, 360. — ... des créances, dettes et charges de la succession, II, 403 et suiv. — ... des dettes de la succession entre les héritiers bénéficiaires, II, 386. — ... au cas de donation de biens présents et à venir, III, 518. — ... de la dette, non opposable au créancier solidaire, III, 527. — ... n'a pas lieu entre codébiteurs solidaires, III, 528. — *Secours*, quand le créancier a divisé, III, 528 ; V, 760. — ... de la dette entre les héritiers d'un débiteur solidaire, III, 528 ; IV, 724. — ... des dettes entre les associés, IV, 719. — Bénéfice de division entre plusieurs cautions, V, 760. — ...

invoqué par la caution judiciaire, V, 764.—... de la dette, chiffre, contrainte par corps, V, 775.

DIVORCE. Définition ; différentes espèces, I, 137.—...pour cause déterminée : causes, I, 138. — Par qui il peut être demandé, I, 140. — Par femme mariée non autorisée, I, 134. — Instance au nom de l'interdit, I, 235. — Fins de non-recevoir contre l'action, I, 139, 142. — Procédure, I, 141 et suiv. — Mesures provisoires durant l'instance, I, 142. — Jugement, *ibid.* — Divorce par suite de séparation de corps, I, 144.—...par consentement mutuel : conditions et formalités, I, 145. — Règles communes ; prononciation par l'officier de l'état civil, I, 146, 150. — Effets du divorce, I, 147 à 149. — Peines prononcées contre l'un et l'autre époux, I, 148. — Prohibition de mariage entre les époux, I, 128. — Peuvent se remarier, I, 29, 109, 126, 128. — Cas où il fait cesser l'usufruit légal, I, 148, 149, 189. — Déchéance pour le survivant du droit de succéder au conjoint, II, 371. —... dissout la communauté, IV, 648. — Déchéance par le conjoint des donations entre époux, III, 520.—Ses effets quant au préciput, IV, 662.—... donne lieu à restitution de la dot, IV, 672.—Action en nullité du divorce, I, 150. — Divorce fait en fraude des créanciers, I, 33. — On ne peut transiger sur le divorce, V, 767. — Son abolition, I, 137, 168.

V. *Séparation de corps.*

DOCTEURS EN MÉDECINE OU EN CHIRURGIE. V. *Médecins et chirurgiens.*

DOL. Caractère, différentes espèces, III, 614.— En fait de mariage, I, 127. — ... de reconnaissance d'enfant naturel, I, 167, 168. — En matière d'adoption, I, 178. — Dol commis par le mineur, action en rescision, III, 582.—... dans un contrat avec un individu pourvu depuis d'un conseil judiciaire, I, 249.—Gibier ou poissons attirés par dol, II, 297. — Dol commis par l'usufruitier, détériorations, II, 308. — Restitution contre acceptation de succession, II, 378.—... ou contre renonciation à succession, II, 380.—Cause de rétractation d'une renonciation à succession, II, 402.—... au cas de contribution aux dettes de la succession, II, 405.—Cause de rescision de partage; exceptions, II, 393.—... d'un partage d'ascendant, III, 511. — ... dans les dispositions à titre gratuit, III, 420. — ... ayant eu pour effet d'empêcher de tester, III, 416.—... en matière de testament, III, 422.—... cause de nullité des contrats, I, 35; III, 614.—... peut être invoqué contre l'ayant droit, III, 346.— ... commis par débiteur, dommages-intérêts, III, 548, 550.

— *Action en rescision ou nullité d'obligations ; droits des créanciers*, III, 534. — *Exception au cas de débiteurs solidaires*, III, 532. — *Quand preuve testimoniale admissible*, III, 599. — *Preuve par présomptions*, III, 600. — *Divisibilité de l'aveu*, III, 606. — *Dol au cas de serment déferé ou référé*, III, 608. — ... au cas de reconnaissance de dot, *preuve*, IV, 626. — ... au cas d'acceptation de la communauté par la femme, IV, 650. — *Dol commis par le dépositaire volontaire*, V, 736. — ... au cas de paiement d'une dette de jeu ou de pari, V, 745. — ... par le mandataire, V, 753. — ... au cas de cautionnement d'une obligation annulable, V, 759. — ... cause de nullité des transactions, V, 767, 769. — *Dol commis par conservateurs des hypothèques*, V, 805. — ... au cas de mainlevée d'inscriptions, V, 819. — *Renonciation à prescription*, V, 861.

DOMAINE DE L'ÉTAT OU PUBLIC. Ce qu'il comprend, II, 260. — *Biens advenus au mort civilement*, I, 67. — *Succession en déshérence*, II, 368, 370, 371, 409, 410. — *Biens hors du commerce ; aliénabilité*, II, 261. — *Les immeubles peuvent-ils être grevés de servitudes ?* II, 261, 334. — *Imprescriptibilité des choses du domaine public*, V, 856. — ... de celles du domaine de l'Etat, V, 845. — *Domaines engagés*, II, 261. — *Domaine de la couronne ; de quoi se compose*, II, 260. — *Domaine privé de l'Empereur*, II, 260, 264.

V. *Etat, Propriété, Trésor public.*

DOMESTIQUES. Qui le sont, IV, 707. — *Qui on ne peut considérer comme tels*, V, 859-5°. — *Domicile*, I, 89. — *Témoins pour déclaration d'absence*, I, 97. — ... ou en matière de divorce et de séparation de corps, I, 142. — *Sont membres de la famille au cas de droit d'usage*, II, 313. — *Condition de les payer imposée au donataire*, III, 474. — *Témoins dans un testament*, III, 439. — *Légs à eux faits*, III, 490. — *Responsabilité des maîtres*, IV, 628. — *Louage des domestiques*, IV, 707. — *Quand mandataires tacites du maître pour achat de provisions*, V, 731, 733. — *Vol par eux commis au cas de dépôt nécessaire*, V, 739. — *Sont compris dans la famille, au cas de fournitures privilégiées*, V, 790. — *Sont-ils gens de service, quant au privilège pour leurs salaires ?* V, 790. — *Prescription de leurs gages*, V, 859-5°.

V. *Louage.*

DOMICILE. Définition ; diffère de la résidence, I, 87, 90. — ... civil et politique, I, 87 et 88. — ... général ou spécial, I, 88, 89, 92. — ... de droit, I, 89. — ... du propriétaire contre qui la prescription de dix ans est invoquée, V, 854. — ... réel, I, 90. — ... de l'étranger en

France ; contestations, I, 62, 87, 90. — ... cause d'exemption de contrainte par corps ou d'arrestation provisoire, V, 772. — ... de l'étranger autorisé à l'établir en France, I, 54, 60, — ... dans les actes de l'état civil, I, 75, 84, 86. — ... distingué de la résidence pour déclaration d'absence, I, 93. — ... pour mariage, I, 111, 112. — Pour convocation du conseil de famille, I, 202. — ... du mineur émancipé, I, 238. — ... au cas de demande en interdiction, I, 234. — ... en matière d'ouverture de succession ; conséquences pour la compétence, II, 351. — ... des témoins dans un testament, III, 439. — ... du débiteur pour le paiement, III, 561. — ... de la caution, V, 759. — ... du créancier et du débiteur, à énoncer dans les bordereaux d'inscription, V, 814. — ... du propriétaire, pour la prescription de dix ans invoquée par le tiers détenteur, V, 831, 854. — Changement de domicile, formalités, I, 90. — Domicile conjugal, I, 133, 138. — Résidence particulière de la femme pendant l'instance en divorce ou en séparation de corps, I, 143, 145, 155. — Abandon du domicile, dépenses d'entretien de la femme, IV, 641. — Fin de non-recevoir contre demande en séparation de biens, IV, 649.

V. *Publications de mariage.*

DOMICILE ÉLU. Définition, effets, I, 89, 92. — Effets quant à l'étranger, I, 62. — Énonciation dans les bordereaux d'inscription, V, 807, 814, 815. — *Quid*, au cas d'inscription d'office ? V, 807. — Signification des jugements ordonnant radiation d'inscriptions, V, 819. — Notification aux créanciers inscrits, V, 832. — Signification de commandement préalable à saisie immobilière, V, 841. — Changement, I, 92.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. Quand il y a lieu ; règles, III, 546. — Quand ils constituent une obligation accessoire, III, 538. — En quoi ils consistent, III, 550. — Au cas de délit, comment ils se distinguent de ceux pour inexécution des conventions, IV, 625. — ... En matière d'actes de l'état civil, I, 83, 116. — Promesse de mariage, I, 117. — Sont-ils dus au cas de séduction d'une femme, I, 169. — ... de rejet d'opposition à mariage, I, 122. — ... au cas de nullité de mariage, I, 123. — De ceux dont la femme mariée est tenue, quoique n'ayant pas été autorisée, I, 134. — Dommages-intérêts dus par le tuteur, I, 219, 224. — ... réclamés contre le mineur, I, 222. — ... encourus par le subrogé tuteur, I, 225. — ... dus au mineur au cas de second mariage de sa mère, I, 229. — ... au cas de travaux faits sur le sol d'autrui, II, 297. — ... au cas de dommages temporaires ou permanents résultant de travaux publics, II, 277. — ... au cas d'action possessoire, I, 289 et suiv. — ... dus par l'hé-

ritier bénéficiaire, II, 386.—... au cas d'inobservation des formalités par les successeurs irréguliers pour leur prise de possession, II, 409. — ... au cas de testament fait par fraude, violence ou menaces, III, 423. — ... ou de suppression de testament, III, 416. — ... dus par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... au cas d'inexécution de l'obligation de faire ou de ne pas faire, III, 530. — ... ou de l'obligation de donner, III, 531. —... au cas de clauses pénales, III, 532. — ... ou de perte de la chose par la faute d'un des codébiteurs, III, 528.—... par le gérant des affaires d'autrui, IV, 622.—... au cas de choses indûment reçues, IV, 623.—... au cas de délits ou quasi-délits ; solidarité, IV, 526, 623. — ... prescription de l'action civile, V, 859, 1^o, 3^o, 5^o et 6^o. —... dus par le notaire, au cas de changements sur le contrat de mariage, non mentionnés sur les expéditions, IV, 636.—... accordés à l'un des époux, pour délit ou quasi-délict, tombent dans la communauté, IV, 640. — ... dus par l'un des époux, quand sont dettes de communauté, IV, 642.—... dus par la femme, poursuites sur les biens dotaux, IV, 670. — ... au cas de bail par le mari des biens personnels de la femme commune, IV, 643.—... dus par le mari à l'acquéreur de l'immeuble dotal évincé, IV, 670. — ... au cas de vente de la chose d'autrui, IV, 680. — ... à défaut de livraison de la chose vendue, IV, 683.—... dus à l'acquéreur évincé, IV, 683. — ... au cas d'admission de l'action réhibitoire, IV, 686. — ... ou de nullité de la cession de droits litigieux, IV, 693. — ... dus à l'échangiste évincé, IV, 695. — ... au cas de délivrance par le bailleur d'une chose de moindre valeur, ou ayant des vices cachés, IV, 701. — ... dus au preneur au cas de trouble, IV, 701. — ... dus par le preneur qui ne jouit pas en bon père de famille, ou qui ne dénonce pas les empiétements des tiers, IV, 704.—... au cas d'occupation par le bailleur des lieux loués, IV, 705.—... au cas de louage de services, IV, 707.—... pour pertes ou détériorations des choses confiées au voiturier, IV, 709.—... dus par l'associé en retard de fournir son apport, ou pour dommage causé à la société, IV, 716.—... au cas de mauvaise administration de la société, IV, 718.—... pour le fait de l'associé entraînant dissolution de la société, IV, 720. — ... dus par l'emprunteur à usage, en retard de restitution, IV, 724. — ... au cas de retard dans la restitution du prêt de consommation, IV, 727. — ... pour perte ou détérioration d'effets déposés nécessairement ; aubergistes, etc., V, 739.—... dus par le mandataire, au cas de négligence ou d'inexécution, V, 753.—... dus par le débiteur, obligation de la caution, V, 757.—... dus par la caution au cas de perte de la chose indivisible, V, 760. — ... ou par

le débiteur à la caution, au cas de poursuite contre celle-ci, V, 761. — Transaction sur les dommages-intérêts résultant d'un délit, V, 767. — Dommages-intérêts au cas de délaissement pour indue possession, contrainte par corps, V, 772. — ... alloués dans un procès civil, contrainte par corps, V, 773. — ... dus au vendeur, accessoires du prix de vente, privilège, V, 793. — ... au cas de négligence à faire inscrire les hypothèques légales, V, 806. — ... dus au créancier hypothécaire, collocation, V, 823. — ... dus par le conservateur des hypothèques, V, 805, 816.

DON MANUEL fait au mort civilement, I, 7. — ... ou par lui, III, 417. — Rapport à succession, III, 398. — ... à des établissements publics, sont-ils soumis à l'autorité du gouvernement? III, 418. — Donation consommée par la tradition, III, 428. — Acceptation a lieu par le fait de la réception, III, 427. — ... de choses incorporelles, créances, etc., III, 428. — Y a-t-il lieu à état estimatif? III, 429. — Réduction à la quotité disponible, III, 482. — Révocation pour survenance d'enfant, III, 428, 485. — Exécution d'une donation nulle en la forme, III, 586. — Dépôt d'une chose pour être remise à un tiers, V, 736.

DONATION ENTRE VIFS. Définition, III, 415. — Est un des modes de disposer à titre gratuit, III, 412. — Est de droit naturel, III, 415. — Gratuité, III, 416. — Contrat solennel, III, 611. — Conditions essentielles pour la validité, III, 424 et suiv. — 1° *Qui peut donner ou recevoir.* Capacité du donateur au moment de la donation et au moment de l'acceptation, III, 417, 419. — Donation par le mort civilement ou à son profit, I, 67. — ... par l'envoyé en possession définitive des biens de l'absent, I, 103. — ... par la femme séparée de biens; autorisation, IV, 649. — ... par l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — ... par l'héritier apparent, II, 278. — ... par le mari, des biens de la communauté, IV, 642, 644. — Époque à considérer pour la capacité du donataire, III, 419. — Erreur sur la personne ou sur la cause, III, 420. — Quand les donations faites à l'un des époux tombent ou non dans la communauté, IV, 640, 646. — 2° *Biens objet de la donation.* Quels biens peuvent être donnés, III, 473. — Donation d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, II, 255. — Biens présents du donateur, III, 473. — *Quid*, au cas de donation de biens après son décès ou de bénéfices éventuels? III, 415. — Partage d'ascendants des biens présents, III, 505, 509. — Donation des biens dotaux, IV, 670. — Quotité jusqu'à concurrence de laquelle les donations peuvent être faites, III, 446 et suiv. — Réunion fictive des

donations pour fixer quotité disponible, III, 433. — Réduction quand elles excèdent cette quotité, III, 437. — 3° *Dessaisissement*. Dessaisissement actuel, donner et retenir ne vaut, III, 415. — De la réserve d'usufruit, III, 415. — Réserve par le donateur de la liberté de disposer de certains objets, III, 415, 474, 514, 517. — Quand la donation ultérieure révoque le legs précédemment fait, III, 502. — 4° *Formes*. Acte notarié, en minute, III, 427, 428. — *Quid*, au cas de constitution de rente viagère? III, 428; V, 747. — ... au cas de donation d'objets mobiliers? état estimatif, III, 429. — Formalités nécessaires pour préciput ou convention matrimoniale, IV, 662. — Donation de biens immeubles, nécessité de transcription, III, 429. — 5° *Acceptation*. Condition essentielle pour la validité, III, 415, 424. — Est-elle nécessaire au cas de donation avec partage d'ascendants? III, 508. — *Quid*, quand stipulation au profit d'un tiers? III, 415. — Par l'acceptation la propriété est transmise au donataire, III, 480. — ... et jusque là donation révocable, III, 418. — Acceptation est-elle nécessaire pour entraîner révocation tacite du legs de la chose donnée? III, 502. — Temps pendant lequel acceptation peut être faite, III, 426, 428. — Peut-on renoncer à la donation après l'avoir acceptée, III, 415. — Défaut d'acceptation peut être invoqué par donateur et par donataire, III, 425. — Par qui acceptation peut être faite, III, 425. — Acceptation par le mari pour sa femme, III, 425. — ... par la femme mariée, autorisation nécessaire, I, 134. — ... par ascendants, au nom du mineur, I, 54, 191, 221. — ... par le mineur avec le consentement du conseil de famille, III, 582. — ... par le mineur émancipé, I, 241. — par les héritiers du donataire, III, 425, 426. — ... par les créanciers du donataire, III, 425, 426. — ... par un porté fort, ratification, III, 425. — Autorisation préalable du gouvernement pour les donations faites à des communes, établissements publics, etc., III, 418, 425. — Acceptation par l'acte de donation ou par acte postérieur, III, 419. — Au cas d'acceptation par acte postérieur, formes, acte notarié, III, 425 à 427. — Notification de l'acte d'acceptation, III, 426. — 6° *Conditions*. Conditions imposées dans les donations, III, 464. — Des donations conditionnelles, III, 474, 476. — Donation avec clause d'assignation ou avec charge de stipulation pour autrui, III, 617. — Des donations *sub modo*, III, 476. — Donations conditionnelles assujetties à transcription, III, 480. — 7° *Droits et obligations des parties*. Retour légal au profit du donateur, II, 373. — Donateur n'a point droit de demander réduction de donations excédant la quotité disponible, III, 432. — Droits

du donataire, III, 481. — Peut-il provoquer l'interdiction du donateur? I, 234. — Ne profite point de la réduction des dispositions excédant la quotité disponible, III, 482. — Exercice du retrait litigieux, IV, 693. — Quand le donataire peut attaquer la renonciation à prescription faite par le donateur, V, 860. — Obligations du donataire, III, 482. — Jusqu'à quel point il est tenu des dettes du donateur, II, 495; III, 482. — *Quid*, au cas de la condition de payer les dettes? État annexé à l'acte de donation, III, 474. — Cas où il est un tiers à défaut de date certaine des actes, III, 590. — 8° *Révocation*. Irrévocabilité des donations, III, 417. — Exception à l'irrévocabilité, III, 483. — Révocation pour inexécution des conditions; prescription, III, 471, 483; V, 859-5°. — ... pour cause d'ingratitude; prescription, II, 278; III, 484; V, 859-5°. — ... pour cause de survenance d'enfant, III, 485. — 9° *Nullité*. Donation annulée pour une partie, valable pour l'autre, III, 424. — Nullité à défaut de formes prescrites, III, 415, 420. — Dans ce cas, l'acte n'est point valable comme acte sous seing privé, III, 569. — Nullité pour vice de formes, actes confirmatifs ou ratificatifs, exécution volontaire, III, 427, 428, 429, 586. — ... au cas de formes imparfaites, serment peut-il être déferé? — Quand donations nulles en la forme sont un juste titre pour la prescription acquisitive de dix ans, V, 854.

V. Condition, Disposition à titre gratuit, Exécution, Quotité disponible, Retour conventionnel, Réserve, Transcription des donations.

DONATIONS A CAUSE DE MORT. Sont-elles encore permises aujourd'hui? III, 412. — ... faites par un absent, I, 98. — Exercice du retour légal, II, 374. — ... donnent lieu au droit d'accroissement, III, 503. — ... peuvent avoir lieu par contrat de mariage ou par donations entre époux pendant le mariage, III, 412. — De leur révocabilité, II, 349, III, 412, 522.

DONATIONS A TITRE ONÉREUX. Caractère, formes, III, 477. — ... constituent des contrats synallagmatiques, III, 415. — Le donataire peut-il y renoncer? III, 477. — Rapport à succession, II, 398. — Exercice du retrait successoral, IV, 692. — Révocation pour cause d'ingratitude, III, 484. — ... ou pour cause de survenance d'enfant, III, 485. — Exercice du retrait litigieux, IV, 693. — Au cas d'éviction, garantie, III, 481. — Privilège du vendeur, V, 793. — Assujetties à transcription, III, 480.

DONATIONS DÉGUISÉES sous forme de vente ou d'autre contrat à titre

onéreux, leur valeur, I, 33 ; III, 428, 477. — Remise de la dette, renonciation à un droit, III, 428. — Rente viagère dont le taux inférieur à l'intérêt légal, V, 747. — Sont-elles sujettes au rapport à succession ? II, 398, 400, 401. — ... réunies à la masse pour fixer la quotité disponible, III, 458. — ... réductibles au cas où quotité disponible excédée, III, 452, 457. — Donations entre époux en secondes noces avec enfants d'un premier lit, III, 461. — Révocation pour cause d'ingratitude, III, 484. — ... ou pour cause de survenance d'enfant III, 485. — Quand faites à des incapables, qui a qualité pour les attaquer ; preuves, III, 418. — Quand faites sous contrat à titre onéreux, point lieu à rescision pour lésion, IV, 689. — Assujetties à la transcription, III, 480.

DONATIONS ENTRE ÉPOUX. 1° *Par contrat de mariage.* Objet et nature de ces dispositions, III, 519. — ... faites par un mineur, IV, 635. — Réduction au cas de quotité disponible excédée, III, 457, 460. — Réduction au cas où faites par l'époux ayant des enfants d'un premier lit, III, 461. — Si déguisées ou faites par personnes interposées, sont-elles nulles ou simplement réductibles ? III, 461. — Leur révocation, III, 520. — ... au cas de séparation de corps, sont-elles révoquées de plein droit, ou au moins pour cause d'ingratitude, III, 484. — Pas révocables pour cause de survenance d'enfant, III, 485. — *Quid* de celles faites avant le contrat de mariage ? III, 485. — Leur caducité, ou renonciation à leur bénéfice, III, 520. — ... au cas où faites par un époux ayant des enfants d'un premier lit, prédécès du donataire, III, 461. — 2° *Pendant le mariage.* Objet et effets de ces dispositions, III, 522. — Celles faites par le mineur sont-elles valables ? III, 417, 459. — Leurs formes, III, 521. — Acceptation par le donataire, III, 513, 521. — ... au cas de mobilier, état estimatif, III, 429. — ... pas assujetties à transcription, III, 480. — Réduction au cas où quotité disponible excédée, III, 457, 460. — ... ou quand faites par un époux ayant des enfants d'un premier lit, III, 461. — Déguisées ou faites par personnes interposées : sont-elles nulles ou seulement réductibles ? III, 461. — Disposition des biens dotaux, IV, 670. — Faites par donations à cause de mort sont essentiellement révocables, III, 412, 522. — Clause du contrat de mariage qui les rendrait irrévocables, nulle, IV, 637. — Pour révocation d'une pareille donation faite par la femme à son mari, autorisation point nécessaire, I, 134. — Ne sont pas révoquées pour cause de survenance d'enfant, III, 485. — Au cas où faites par l'époux ayant

des enfants d'un premier lit, prédécès du donataire, caducité, III, 461. — Renonciation par le contrat de mariage à s'avantager entre époux, nulle, IV, 637. — Donations mutuelles par un même acte non permises, III, 479, 521.

DONATIONS MUTUELLES. Caractère, réciprocité, III, 479. — Révocation pour cause d'ingratitude, III, 484. — ... ou pour cause de survenance d'enfant, III, 485. — ... entre époux pendant le mariage, nécessité de deux actes distincts, III, 479, 521.

DONATIONS PAR CONTRAT DE MARIAGE. Introduction, III, 512. — Règles particulières relatives à leur forme, III, 513. — Acceptation point nécessaire pour leur validité, III, 513. — Donation de mobilier, état estimatif, III, 429. — Constituées par un tiers, doivent être considérées comme conventions matrimoniales, IV, 634. — Au cas de changements apportés au contrat de mariage, présence du donateur, IV, 636. — Quand sont assujetties à transcription, III, 480. — Modalités dont elles sont susceptibles, III, 514. — Condition potestative y apposée, III, 474. — Réserve pour le donateur de la liberté de disposer de certains objets, III, 514. — Promesse d'égalité entre ses enfants, III, 514, 517. — Rapport à succession, II, 398. — Réductibles au cas où quotité disponible excédée, III, 482, 487. — Réunies à la masse pour fixer la quotité disponible, III, 485. — De l'obligation de payer les dettes du donateur, III, 514. — Leur révocation, III, 515. — Pas révocables pour cause d'ingratitude, III, 515. — Quand sont révocables pour cause de survenance d'enfant, III, 485, 515. — Effet de l'hypothèque légale de la femme au cas de révocation pour cause de survenance d'enfant, III, 485. — Distinguer dans ces donations quand elles ont pour objet : 1° les biens présents du donateur, ce qu'on entend par là, III, 516. — ...; 2° ses biens à venir, c'est-à-dire sa succession, institutions contractuelles (V. ce mot) III, 517. — Dans ce cas sont donations à cause de mort, III, 412. — ... lesquelles ne sont réductibles qu'après les legs, III, 487. — ... ou les biens présents et à venir du donateur, III, 514, 518. — ...; 3° au cas de mobilier, état estimatif, III, 429. — Réductibles alors si quotité disponible excédée, III, 482. — Obligation de payer les dettes du donateur, état des dettes, III, 518. — Caducité des donations de biens présents et à venir, III, 518. — Des donations par contrat de mariage entre époux, V. *Donations entre époux*. — Des donations en faveur de mariage, pas révocables pour cause d'ingratitude, III, 515. — Révocation pour cause de survenance d'enfant, III, 485. — Au cas d'éviction, ga-

rantie, III, 481. — Caducité à défaut de mariage ou au cas de mariage nul, III, 515.

V. Institution contractuelle.

DONATIONS RÉMUNÉRATOIRES. Ce qui les constitue ; formes, III, 478. — Acceptation point nécessaire, III, 478. — Rapport à succession, II, 398. — Exercice du retrait successoral, IV, 632. — Donations aux médecins, chirurgiens, etc., III, 418. — *Quid*, au cas où faites par personnes interposées ? III, 418. — Réduction au cas où quotité disponible excédée, III, 452. — Avantages indirects au cas de secondes noces avec enfants d'un premier lit, III, 461. — Révocation pour cause d'ingratitude, III, 484. — ... ou pour cause de survenance d'enfant, III, 485. — ... permises après une institution contractuelle, III, 517. — Quand donations d'immeubles, tombent dans la communauté, IV, 640. — Au cas d'éviction, garantie, III, 481. — Assujetties à transcription, III, 480.

DOT. Définition, caractères, IV, 633, 666. — Constitution de dot est un contrat à titre onéreux, IV, 633. — Point d'obligation pour père et mère d'en constituer, I, 130 ; IV, 633. — Cas où le contrat porte que la célébration du mariage vaudra quittance ; *quid*, au cas de non-paiement ? IV, 636. — Restitution de la dot au cas de déclaration d'absence de la femme, I, 99. — Constitution de dot à l'enfant de l'interdit, I, 236. — ... ou par un individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — Rapport à la succession des père et mère constituants, II, 397, 398, 400. — Réduction au cas où quotité disponible excédée, III, 452. — Droit de retour stipulé au profit du donateur, III, 475. — Effets de la révocation de la dot par suite de la survenance d'enfant, III, 485. — Dot des enfants communs, disposition des biens de la communauté, et conséquences entre les époux, IV, 642. — Dot de ses enfants par l'un des époux, récompense à la communauté, IV, 644. — ... des enfants communs avec les biens personnels d'un des époux, IV, 645. — Dot de la femme en péril, demande en séparation de biens, IV, 649. — De la dot dans le régime dotal, constitution, IV, 666, 667. — Constitution de la dot par des père et mère mariés sous le régime dotal, IV, 667. — ... par un tiers n'entraîne pas par cela seul soumission au régime dotal, IV, 637. — Droits du mari, et inaliénabilité de la dot, IV, 668, 670. — Toutefois l'inaliénabilité n'est que relative ; exceptions, II, 261 ; IV, 670. — La dot mobilière est-elle inaliénable ? IV, 670. — Restitution de la dot, IV, 672, 673. — Vente par le mari à la femme en paiement de la dot, IV, 679. — Hypothèque légale

pour la restitution de la dot, V, 796. — Prescription des biens dotaux et de la dot mobilière, V, 845. — Intérêts, prescription quinquennale, V, 859-2°.

DOUAIRE. Comment gagné autrefois, I, 108. — N'est pas ouvert par séparation de corps ou de biens, IV, 649.

DOUANES. Choses abandonnées dans les bureaux, à qui elles appartiennent, II, 294. — Solidarité des associés quant aux délits, IV, 719. — Privilège pour le recouvrement des droits, V, 828.

DOUBLE ÉCRIT. Nombre d'exemplaires, mention, III, 590. — Acte notarié nul, et valant comme acte sous seing privé, III, 589. — Mention libératoire, écrite sur l'un des doubles, III, 592. — Exemple non fait double constitue-t-il commencement de preuve par écrit? III, 598. — Bail sous seing privé, IV, 699. — Etat de lieux au cas de bail, IV, 702. — Congé de bail, IV, 704. — Acte de société, IV, 714. — Acte de prêt, IV, 722. — Acte de dépôt volontaire, V, 735. — Constitution de rente viagère, IV, 747. — Cautionnement, IV, 699; V, 757. — Acte d'anticrèse, V, 783. — Acte non fait double, titre pour la prescription acquisitive de dix ans, V, 854. — Doubles bordereaux d'inscription, V, 814.

DRAINAGE. Privilège sur plus-value, à raison des avances, V, 799, 828.

DROIT. Définition, I, 1. — Droit naturel; droit civil, I, 2. — Droit des gens, I, 3. — Droit français; lois dont il se compose, I, 4. — ... ses sources, I, 5. — Droit civil français, son objet, I, 21. — ... écrit et non écrit, I, 22. — ... théorique et pratique, I, 23. — Droit romain, une des sources du Code Napoléon, I, 14. — Son abrogation, I, 13. — Droit administratif, I, 2. — Droit commercial, I, 19. — Droit criminel, I, 20. — Droit commun, ce que c'est, I, 38. — De l'ignorance du droit, I, 26.

DROITS CIVILS. Acquisition et jouissance, I, 52 et suiv. — Privation et perte, I, 63 et suiv. — Privation de l'exercice de certains droits, I, 70. — Témoins dans un testament, III, 439.

V. *Etat des personnes.*

DROITS INCORPORELS. Ce que c'est, IV, 690. — Leur cession, IV, 690.

DROITS LITIGIEUX. Ce que c'est; leur cession, IV, 693. — Cette cession est un contrat aléatoire, V, 743. — ... au cas de cession à des incapables, prescription de dix ans, III, 884. — Quand droits litigieux donnent lieu à séquestre judiciaire, V, 742.

V. *Procès.*

DROITS POLITIQUES. En quoi ils consistent, I, 54. — ... de l'étranger, I, 54. — Quant au domicile, I, 87. — Pour l'assistance à un testament, III, 439.

V. Etat des personnes.

DROITS RÉELS ET PERSONNELS. En quoi ils consistent, II, 236. — Différentes espèces, II, 262. — Leur source, III, 524. — Droits personnels du débiteur que le créancier ne peut exercer, III, 534.

DROITS SUCCESSIFS. Cession ou vente, IV, 692. — Cession n'a pas besoin d'être signifiée ou acceptée, IV, 694. — Elle entraîne prise de la qualité d'héritier, II, 378. — Vente de ses droits par l'héritier apparent, II, 378. — Contribution par le cessionnaire aux dettes de la succession, II, 403. — Cession par un cohéritier à son cohéritier est-elle un partage? II, 390, 392. — Droit pour le cessionnaire de demander le partage, II, 388. — Vente par l'héritier est sans influence sur l'action des créanciers? II, 384. — Est-elle permise au cas d'opposition au partage par les créanciers, II, 393. — Garantie de la vente, III, 531. — Résolution à défaut de paiement du prix, IV, 687. — Quand il y a lieu à rescision pour lésion, II, 393; IV, 689. — Au cas d'action en rescision, tribunal compétent, II, 351. — Privilège du copartageant, prescription, V, 813. — Quand le cessionnaire peut acquérir par la prescription de dix ans, V, 854.

DUEL. V. *Meurtre.*

E

EAU, EAUX. Alluvion, relais, II, 297. — Écoulement, servitude des fonds inférieurs, II, 317. — Dans ce cas, action possessoire, II, 286, 318. — Eaux courantes, droits des riverains, II, 319. — Dans ce cas, action possessoire, II, 319. — Servitude de prise d'eau, nombre des usants, II, 338. — Conduite d'eau, servitude continue, II, 333. — Eaux pluviales, droits des riverains, II, 318, 319. — Eaux de source, II, 318. — ... souterraines, veines coupées par des fouilles, II, 277. — ... thermales, fouilles, II, 318.

ECCLÉSIASTIQUES. Exercice des fonctions en pays étranger, perte de qualité de Français, I, 69. — Mariage, I, 113, 119. — Quand dispensés de tutelle, I, 213. — Entrée du mineur émancipé dans les ordres, I,

240. — Condition, dans une donation, d'embrasser ou de ne pas embrasser l'état ecclésiastique, III, 464.

V. *Ministre du culte, Prêtre.*

ÉCHALAS. Quand sont immeubles par destination, II, 254. — Usufruitier, II, 308.

ÉCHANGE. Définition et caractères, IV, 695. — Ses rapports et ses différences avec la vente, IV, 675, 695. — ... par tuteur des biens du mineur, I, 221. — Rescision, cohéritiers, II, 393. — ... au cas de demande en séparation de patrimoines, II, 385. — Révocation tacite de legs de la chose, III, 502. — ... nul en la forme, exécution volontaire, III, 586. — ... d'immeubles appartenant à l'un des époux ne tombe point en communauté, IV, 640. — Indemnité par communauté, IV, 644. — ... des immeubles dotaux, IV, 670. — Cas où permis entre époux, IV, 679. — ... de la chose d'autrui, II, 346. — Exercice du retrait successoral, IV, 692. — ... ou du retrait litigieux, IV, 693. — Jouissance concédée moyennant une autre jouissance, IV, 697. — Stipulation usuraire, IV, 729. — Peut-il être l'objet d'un stellionat? V, 772. — ... d'effets mobiliers ne donne point lieu à un privilège, V, 791. — Soulte pour échange, privilège du vendeur, V, 793. — Hypothèque légale frappant l'immeuble donné en échange, conséquences de la convention, V, 794. — ... au cas de purge, estimation de la valeur de l'immeuble et des charges dans la notification aux créanciers, V, 832. — Échange de services n'est ni commodat ni louage, IV, 723.

ÉCOLIERS. Responsabilité du maître, IV, 628.

ÉCONOMIES des époux : partage des acquêts en provenant, IV, 655. — ... de la femme, au cas d'exclusion de communauté, IV, 664.

ÉCRITURE. Acte écrit est-il nécessaire pour validité du partage? II, 390. — Est une condition essentielle pour donation, III, 415. — ... pour testament, III, 416. — Écrits constituant des titres, III, 588. — Des actes sous seings privés; leur reconnaissance ou dénégation, III, 590. — Écritures à la suite, en marge ou au dos d'un titre, III, 592. — ... sur feuilles volantes, sur registres, *ibid.* — Condition essentielle pour contrat de mariage, IV, 636. — N'est point nécessaire pour vente, IV, 678. — ... ou entre le cédant et le cessionnaire, au cas de cession, IV, 691. — ... ou pour l'échange, IV, 695. — Bail fait par écrit, conséquences, IV, 699. — Acte écrit est-il essentiel pour contrat de société? IV, 714. — Quand

preuve nécessaire du dépôt volontaire, V, 738. — Est-il nécessaire pour cautionnement? V, 759. — ... pour transaction? V, 767. — ... pour gage? V, 779. — ... pour antichrèse? V, 783. — Acte écrit nécessaire pour reconnaissance interruptive de la prescription *brevis temporis*, V, 859.

ÉCRIVAIN DE NAVIRE. Testament, III, 443.

ÉDIFICES grevés de servitudes, démolis, puis reconstruits, II, 341. — Vices de construction, responsabilité, IV, 710.

ÉDUCATION des enfants au cas d'absence du père, I, 107. — Obligation des père et mère, I, 130. — Mesures à prescrire au cas de divorce, I, 148. — Preuve de possession d'état, I, 162. — ... des enfants naturels reconnus, I, 171. — Charge du tuteur officieux, I, 183. — Droit d'éducation, attribut de la puissance paternelle, I, 184, 187. — Frais, charge de l'usufruit légal, remboursement, I, 189. — ... du mineur en tutelle, I, 219, 220. — ... ou au cas de destitution de tutelle des père et mère, I, 220. — ... des enfants de l'interdit, I, 235. — Frais, rapport à succession, II, 398. — *Quid* de l'obtention des grades académiques? *ibid.* — ... des enfants, charge de la communauté, IV, 641. — Contribution aux frais par la femme séparée de biens, IV, 649. — Education religieuse des enfants, I, 186, 220. — Clause y relative dans le contrat de mariage, IV, 637.

EFFET RÉTROACTIF. Les lois n'en ont pas, I, 28. — Quant à l'acquisition de l'état civil, I, 53, 54. — Quant à la mort civile, I, 68. — ... de la prononciation du divorce par l'effacement de l'état civil, I, 146. — ... n'a point lieu au cas de légitimation, I, 163. — ... de l'appel du jugement d'interdiction, I, 234. — ... de la nomination d'un conseil judiciaire, I, 249. — ... de l'acceptation de succession, II, 378. — ... de la renonciation à succession, II, 380. — ... du partage de succession, II, 392. — ... en matière de formalités de testament, III, 433. — ... résultant de l'accomplissement ou du non-accomplissement de la condition dans l'obligation de donner, III, 534. — ... de l'accomplissement de la condition résolutoire, II, 278; III, 536. — *Quid*, au cas d'accomplissement des conditions suspensives? III, 535. — ... au cas de confirmation d'une obligation, III, 586. — ... au cas d'option par la femme de l'immeuble indivis acquis pendant la communauté, IV, 640. — ... du jugement de séparation de biens, IV, 648, 649, 650. — ... de l'acceptation par la femme du emploi d'un de ses propres aliéné, IV, 644. — ... du partage de la communauté, IV, 634. — Quant aux

dettes des époux, en cas de clause de séparation de dettes, IV, 659. — ... au cas de rétablissement de la communauté, IV, 649. — ... ou de restitution de la dot, IV, 673. — ... du partage entre associés, IV, 721. — ... de la ratification par le mandant des actes du mandataire, V, 753. — ... des hypothèques constituées, au cas de partage, V, 799. — ... de l'inscription à tort radiée, puis reprise, V, 819. — Extinction, puis renaissance de l'obligation assurée par privilège ou hypothèque, V, 830.

EFFETS DE COMMERCE. Lettres de change, billets à ordre, etc.; signature, approbation de somme, III, 590. — Dou manuel par endossement, III, 428. — Au cas de donation, état estimatif, III, 429. — Cession ou endossement, IV, 690. — Approbation de somme pour endossement ou aval, III, 590. — Cession n'a besoin ni de signification, ni d'acceptation, IV, 691. — De la solidarité entre les obligés successifs, III, 528. — Ses effets, quant aux actes interruptifs ou conservatoires des droits des créanciers, *ibid.* — Bénéfice de discussion pas opposable par les signataires, V, 760. — Confusion au cas de retour d'une lettre de change entre les mains du tireur avant l'échéance, III, 575. — Paiement fait de bonne foi au porteur, III, 589. — Consignation au cas de non-présentation, III, 564. — Endossement d'effets souscrits par l'étranger, contrainte par corps et arrestation provisoire, V, 772. — Effets donnés en gage au moyen d'un endossement, V, 779. — L'endossement transmet-il l'hypothèque constituée pour garantie des effets? IV, 691. — Effets au porteur; transmis par tradition manuelle, V, 849. — ... donnés en gage, formalités, V, 779.

EFFETS MOBILIERS. Quels objets sont réputés tels, II, 255. — Legs, interprétation, III, 490. — Au cas de vente, retirement par l'acheteur, IV, 687. — Enregistrement de ceux reçus par les entrepreneurs de voitures publiques, IV, 709. — Ce qu'on doit entendre par effets mobiliers au cas de dépôt nécessaire, V, 739. — Privilège pour le prix de vente, V, 791.

V. *Mobilier.*

ÉGLISES. Quels objets en dépendant sont immeubles par destination, II, 254. — Action possessoire, II, 286. — Dispositions à titre gratuit en leur faveur; autorisation, III, 418. — Ne peuvent être louées, IV, 699. — Privilège pour frais funéraires, V, 790.

ÉGOUT des toits, II, 317, 330. — Servitude continue, II, 333. — Au cas

de servitude d'égout, exhaussement du mur, II, 338. — Servitude de gouttières emporte-t-elle droit au tour d'échelle? *ibid.*

V. *Servitudes.*

ÉLÈVES. V. *Ecoliers.*

ÉMANCIPATION. Définition; expresse ou tacite; formes, I, 227, 238. — Comment a lieu quand père et mère dispensés ou privés de la tutelle, I, 227. — Peut être provoquée par le tuteur, I, 220. — Fait cesser la puissance paternelle, I, 187, 192. — Fait-elle cesser la responsabilité des père et mère? IV, 628. — Fait cesser la tutelle, I, 227. — Des actes du mineur émancipé, I, 239. — Actes qu'il peut faire seul, I, 240. — Actes qu'il ne peut faire qu'avec l'autorisation du curateur, I, 241. — Ceux pour lesquels il faut, avec l'assistance du curateur, l'autorisation du conseil de famille, I, 242; V, 861. — Actes de la tutelle faits par l'émancipé, I, 207. — Action en partage, II, 388. — Émancipé intéressé dans une succession, partage judiciaire, II, 390. — Capacité pour faire donation, III, 417. — Acceptation de donation, III, 425. — Disposition par testament, III, 417, 459. — Action en rescision pour lésion, III, 582. — Baux faits par l'émancipé, IV, 699. — Leur durée, IV, 700. — Prêt ou emprunt à usage par l'émancipé, IV, 723. — Mandat à lui ou par lui donné, V, 751. — Cautionnement de l'obligation de l'émancipé, V, 739. — Saisi immobilièrement, discussion préalable du mobilier, V, 841. — Suspension de prescription contre lui; exceptions, V, 843. — Renonciation au nom de l'émancipé à la prescription acquise, V, 861. — Quand l'émancipation est-elle irrévocable? I, 227. — De sa révocation, I, 243.

EMBELLISSEMENT sur le fonds d'autrui, II, 297. — ... sur un fonds légué, III, 500.

ÉMIGRÉS. Mort civile, I, 65. — Mariages contractés par eux, I, 67, 123. — Restitution de leurs biens, obligation naturelle, répétition, III, 525. — Prescription pour ou contre eux pendant la confiscation de leurs biens, V, 843.

EMPHYTÉOSE. Ce que c'est, II, 280. — Immeubles par destination par le fait de l'emphytéose, II, 254. — Action possessoire par l'emphytéote, II, 289. — ... ou action en bornage, II, 320. — Des travaux faits par l'emphytéote sur le fonds, II, 297. — Bail emphytéotique d'immeubles d'un des époux, indemnité de communauté, IV, 644. — Emphytéose constituées sur les biens dotaux, IV, 670. — Vente d'emphytéose, rescision pour lésion, IV, 689. — Emphytéose est-elle

susceptible d'hypothèque ? II, 280 ; V, 788. — Emphytéote ne peut acquérir le fonds par prescription, V, 831.

EMPLOI des fruits et capitaux de l'absent, I, 100. — ... des capitaux du mineur, I, 219, 221, 241. — ... des capitaux du mineur émancipé, I, 241. — ... de ceux de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — ... des sommes soumises à l'usufruit, II, 307. — ... du prix de vente des meubles à faire par les successeurs irréguliers, II, 409. — ... des capitaux par le grevé de substitution, III, 469. — ... par le mari des sommes provenant de l'aliénation des propres de la femme commune, IV, 643. — ... du prix des biens aliénés de la femme séparée de biens, IV, 649. — De la clause d'emploi au cas de communauté, IV, 656. — ... par le mari des deniers dotaux, IV, 668. — Acquisition des deniers dotaux, IV, 669. — ... du prix de l'immeuble dotal vendu ; droits de l'acquéreur, IV, 670. — ... au cas d'échange de l'immeuble dotal, IV, 670. — ... par le dépositaire de l'argent déposé volontairement, IV, 736. — ... du prix des biens du débiteur pour assurer le service de rente viagère, V, 749. — Destination changée par le mandataire ; responsabilité, V, 753. — ... de fonds destinés à payer le prix d'un immeuble, subrogation dans le privilège du vendeur, V, 793.

EMPLOIS PUBLICS. En général sont inaliénables, II, 261. — Dispositions à titre gratuit, III, 443.

EMPLOYÉS. Responsabilité des commettants, IV, 628.

EMPRISONNEMENT. Peine dont les officiers de l'état civil sont passibles, I, 82, 127, 128. — ... du débiteur, formes, V, 773.

V. *Détention.*

EMPRUNT par le tuteur au nom du mineur, I, 221. — ... par le mineur émancipé, I, 242. — ... par l'individu pourvu de conseil judiciaire, I, 249. — Acte d'emprunt en vue de subrogation, III, 863. — ... par une femme séparée de biens ; autorisation, IV, 649. — Cas où la femme dotale peut emprunter, IV, 670. — ... par le gérant d'une société, IV, 718. — Obligation de l'emprunteur dans le prêt à usage, IV, 724. — ... ou dans le prêt de consommation, IV, 726. — Emprunt à la grosse, espèce de contrat aléatoire, V, 744.

ENCHÈRES. Vente aux enchères, quand doit ou peut avoir lieu, IV, 676. — Vente des meubles d'un mineur, I, 219. — Au cas de licitation avec un mineur, I, 221. — *Quid* du bail des biens du mineur ? *ibid.* — Vente des biens d'une succession, II, 381, 391. — Vente des

meubles et immeubles d'une succession bénéficiaire, II, 386. — Vente des meubles par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... ou au cas de substitution permise, III, 469. — Acquisition de l'immeuble appartenant par indivis à l'un des époux communs, IV, 640. — Vente des immeubles dotaux, IV, 670. — Quelles ventes susceptibles ou non de rescision pour lésion ? IV, 689. — Baux faits par le fol enchérisseur, IV, 699. — Vente de la chose donnée en gage, V, 779. — ... ou en antichrèse, V, 784. — Vente de l'usufruit hypothéqué, V, 788. — Vente par suite de surenchère, V, 833, 835.

ENCLOS. Mur mitoyen, II, 323. — ... légué et ensuite augmenté, III, 500.

ENFANTS. Ce qu'on entend par enfants, I, 47. — Ordinairement ce mot comprend les petits-enfants, III, 461, 517 ; IV, 642, 670. — ... de l'étranger peuvent acquérir la qualité de Français, I, 53. — État de ceux dont le père a perdu la qualité de Français, I, 69. — ... de l'absent, dispositions en leur faveur, I, 96, 103, 107. — ... conçus sont réputés nés, I, 43 ; II, 384. — Déclaration et présentation lors de la naissance, I, 84. — Enfant mort-né, I, 84, 86 ; II, 384. — Filiation légitime, I, 116, 160 et suiv. — Des enfants légitimés, I, 159, 163. — ... issus d'un mariage putatif, I, 123. — Droits des enfants, I, 130. — Leurs devoirs envers leurs parents, I, 184 et suiv., 191. — Soumis à la puissance paternelle, I, 184 et suiv. — Aliments à eux dus et par eux dus, I, 130, 131. — Administration de leurs biens, I, 189, 198, 207. — Leurs droits ; garde et administration au cas de divorce ou de séparation de corps des père et mère, I, 142, 143, 145, 148, 149, 153, 156. — Enfants trouvés ou abandonnés ; leur tutelle, I, 207. — Quand le nombre des enfants dispense de la tutelle ou de la subrogée tutelle, I, 215. — Peuvent provoquer l'interdiction de leurs père et mère, I, 234. — Sont membres de la famille au cas de droit d'usage, II, 313. — Comment ils succèdent, II, 357 et suiv. — ... au cas de concours avec des enfants naturels, II, 369. — Enfants de l'incapable de recevoir à titre gratuit, présomption d'interposition, III, 418. — Quand sont réputés personnes interposées au cas de secondes noces, III, 461. — Réserve à leur profit sur les biens des père et mère, III, 446 et suiv. — Leur existence et leur nombre déterminent la quotité disponible, III, 460. — Existence d'enfants d'un premier lit, quant à la portion disponible entre époux, III, 461. — Enfants du donataire, leur existence au cas de retour conventionnel, III, 473. — Quand leur survenance entraîne révoca-

tion des donations, III, 438. — Partage d'ascendants, III, 505. — Substitutions permises à leur profit, III, 468. — Enfants nés et à naître au cas de substitutions, III, 468, 472. — ... à naître au cas de donation par contrat de mariage, III, 512, 516. — Institutions contractuelles à leur profit, III, 517. — Promesse faite par un enfant, III, 613. — Violence exercée contre les enfants, obligation nulle, crainte révérentielle, III, 614. — Responsabilité pour délits, IV, 625. — Responsabilité des père et mère pour leurs délits et quasi-délits, IV, 628. — Education, charge de communauté ou de femme séparée de biens, IV, 641, 649. — Établissement, obligation de la femme commune, disposition des biens de la communauté, IV, 642. — ... ou vente des biens dotaux, IV, 670. — Frais funéraires pour les enfants sont-ils privilégiés? V, 790.

V. *Adoption, Conception, Correction (Droit de), Descendants, Enfants adultérins et incestueux, Enfants illégitimes, Enfants naturels, Garde, Mères, Pères, Puissance paternelle, Quotité disponible, Réserve.*

ENFANTS ADULTÉRINS ET INCESTUEUX. Définition, I, 164, 172. — De leur état, de leurs droits, *ibid.* — Aliments, *ibid.* — ... ne peuvent être légitimés, I, 125, 163. — ... ni reconnus, *ibid.* — Recherche de paternité ou de maternité, *ibid.* — Adoption, I, 175. — Exclus du droit de succéder, II, 370. — Disposition à titre gratuit en leur faveur, III, 418. — ... de l'incapable de recevoir à titre gratuit, présomption d'interposition, *ibid.*

V. *Filiation.*

ENFANTS ILLÉGITIMES en général; définition, I, 164. — Historique, I, 165. — Filiation des enfants illégitimes, I, 164 et suiv. — Leur parenté, I, 47. — Leurs droits, I, 166.

V. *Enfants adultérins et incestueux, Enfants naturels, Légitimation.*

ENFANTS NATURELS. Définition, I, 164. — ... de l'étranger, acquisition de la qualité de Français, I, 53. — Domicile du mineur, I, 89. — Envoi en possession des biens de l'absent, I, 98. — Actes de naissance, dénomination des père et mère, I, 75. — La naissance peut être prouvée pour ou contre lui, I, 170. — Age pour mariage, I, 127. — Consentement à requérir pour mariage, I, 127. — Actes respectueux, I, 128. — Reconnaissance volontaire, I, 166, 167. — Reconnaissance forcée, I, 163, 169, 170, 370. — Reconnaissance par l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — Reconnaissance après la mort des père ou mère, II, 370. — Mentions relatives à leur recon-

naissance dans les actes de naissance, I, 83. — Du droit d'attaquer la reconnaissance, I, 168. — Recherche de la paternité ou maternité, I, 169, 170. — Légitimation par mariage subséquent, I, 163. — Droits respectifs des enfants naturels reconnus et de leurs père et mère; état civil des enfants, I, 171. — Aliments, I, 131. — Adoption, I, 175. — Tutelle, I, 193, 207. — Composition du conseil de famille, I, 201. — Peuvent-ils être émancipés par leurs père et mère? I, 227. — Leurs droits de succéder, I, 167, 171; II, 349, 369, 407, 409. — Rapport à succession, II, 396. — Exercice du retrait successoral, IV, 692. — Droits de succession aux biens laissés par eux, II, 369, 370, 408. — Retour légal au profit du donateur, II, 373. — Dispositions à titre gratuit en leur faveur; quotité, III, 418. — *Quid* de celles faites à leurs descendants? *ibid.* — Acceptation de donation par le mineur, III, 423. — Enfant naturel de l'incapable de recevoir à titre gratuit, présomption d'interposition, III, 418, 461. — Réserve de l'enfant naturel, III, 462. — Peut-il demander le rapport fictif de l'aliénation contenant avantage indirect au profit d'un successible? III, 453. — Au cas de legs de rente viagère ou d'usufruit excédant sa réserve, les collatéraux peuvent-ils demander la réduction? III, 456. — Enfant naturel du donataire existant au cas de retour conventionnel, III, 475. — Existence d'enfant naturel empêche-t-elle révocation de donation pour survenance d'enfant? III, 483. — Légalitaire universel, demande en délivrance, III, 498. — Leur existence et leurs droits au cas de substitutions permises, III, 468. — Omis dans un partage d'ascendant, III, 506. — Responsabilité des père et mère au cas de délits et quasi-délits, IV, 628.

V. *Alliance, Enfants illégitimes, Filiation, Légitimation, Réserve.*

ENGAGEMENTS qui se forment sans convention, IV, 620.

ENGRAIS. Quand sont immeubles par destination, II, 254. — ... à laisser par le fermier sortant, IV, 706. — Privilège pour sommes dues pour engrais, V, 791.

ENLÈVEMENT. Rapt, quand fait présumer paternité, I, 169. — Enlèvement par l'acheteur de la chose vendue, IV, 687. — ... d'objets, par le preneur à la fin du bail, IV, 702. — ... des meubles par le locataire, IV, 705. — ... de la chose déposée judiciairement emporté-il contrainte par corps, V, 772. — ... des objets mobiliers garnissant les lieux loués, revendication par le bailleur, V, 791.

ENNEMI. Choses prises sur l'ennemi, droit d'occupation, II, 294.

ENREGISTREMENT des jugements, des actes des notaires, huissiers, etc., et autres actes, III, 589. — ... est-il essentiel pour la validité de l'acte notarié ou authentique? I, 167; V, 800. — ... préalable du testament fait en pays étranger, III, 430. — ... des legs, III, 493. — ... donne date certaine aux actes sous seing privé à l'égard des tiers, III, 590; V, 747. — ... mais n'est pas nécessaire pour donner date certaine quand invoqué par les signataires, V, 813. — Date certaine pour dettes mobilières de la femme, IV, 641. — Est-il nécessaire pour la validité de l'acte sous seing privé de gage? V, 779. — Droits de mutation : au cas d'envoi en possession des biens de l'absent, I, 100. — ... au cas de vente séparée de coupe de bois, II, 253. — ... dus pour usufruit, II, 309. — Droits de mutation par décès, charge de la succession, II, 384. — Paiement de ces droits entraîne-t-il addition d'hérédité? II, 378. — Compte de l'héritier bénéficiaire, II, 386. — Déclaration des successions échues à la femme, obligation pour le mari, IV, 643. — Droits de mutation des legs, III, 433, 493. — ... ne sont dus qu'après l'événement de la condition suspensive, III, 535. — Contre-lettre ayant pour objet d'augmenter un prix de vente en fraude du trésor, III, 589. — Ils n'entrent pas dans le prix, au cas de rescision de vente pour lésion, IV, 689. — Privilège du trésor pour les droits de mutation par décès, V, 828. — Avances des droits par les notaires, intérêts, V, 754. — La caution est-elle tenue du paiement des droits? V, 757. — Quand la prescription est interrompue en matière d'enregistrement, V, 847. — Au cas d'expertise, juges sont liés par les avis des experts, III, 587. — Employés de l'enregistrement remplacent au besoin le conservateur des hypothèques, V, 805. — Enregistrement des objets remis au voiturier, IV, 709.

ENROLEMENT MILITAIRE. Restriction de la puissance paternelle, Age, I, 187. — Le tuteur seul peut-il y consentir? I, 220. — ... du mineur émancipé, I, 240.

ENSEIGNES sont meubles, II, 254. — ... à comprendre dans la masse au cas de société, IV, 721.

ENTREPRENEURS de constructions. — Obligations et responsabilité, IV, 710. — Privilège pour constructions et réparations ; mode de conservation et rang, V, 793, 813, 829. — Prescription pour responsabilité de leurs travaux, V, 859-1°. — Sont-ils passibles de la prescription de six mois comme simples ouvriers? V, 859-6°. — Entrepreneurs de messageries ; obligations et responsabilité, IV, 709.

V. Architectes, Louage d'ouvrage et d'industrie.

ENTRETIEN des enfants, charge des père et mère, I, 130. — ... de l'enfant naturel reconnu, I, 171. — *Frais*, charge de l'usufruit légal, I, 189. — Charge du tuteur officieux, I, 183. — ... du mineur en tutelle, I, 220. — *Frais*, rapport à succession, II, 398. — ... des enfants, de la famille, etc., charge de la communauté, IV, 644. — Contribution aux frais par la femme séparée de biens, IV, 649. — ... de la veuve et des domestiques pendant le délai pour faire inventaire et délibérer, IV, 680. — ... des bâtiments par le tuteur, I, 221. — ... par l'usufruitier, II, 309. — ... de la chose commune, II, 279. — ... du fonsé mitoyen, II, 323. — ... de la haie mitoyenne, II, 324. — Défaut d'entretien des bâtiments tombant en ruine, responsabilité, IV, 629. — *Frais*, quand sont charge de la communauté, IV, 641. — ... des biens personnels à chacun des époux, récompense à la communauté, IV, 644. — ... par le bailleur de la chose louée, IV, 701. — ... à la charge de l'antichrésiste, V, 783.

ENVOI EN POSSESSION. Des biens de l'absent, I, 98 et suiv., 102 et suiv. — ... nécessaire pour successeurs irréguliers, compétence, formes, II, 376, 407 à 409. — ... du légataire universel, III, 498. — ... des légataires en général, II, 349, 376. — Ses effets au cas de contestation sur un testament olographe, III, 438.

ÉPAVES. Ce que c'est ; droit d'occupation, II, 294.

ÉPIDÉMIES. Testament, III, 432, 442.

ÉPOUX du présumé absent surveille ses intérêts, I, 95. — Action en déclaration de son absence, I, 97. — Et envoi en possession de ses biens, I, 98. — Preuves de la qualité d'époux, I, 116. — Action en nullité du mariage, I, 126, 127. — Opposition à un second mariage, I, 119. — Droits et devoirs respectifs, I, 132 et suiv. — Aide et assistance mutuelles, III, 525. — Aliments, I, 131 à 133. — Obligation de nourrir et entretenir leurs enfants, III, 525. — Leurs droits et devoirs respectifs au cas de divorce ou de séparation de corps, I, 137 et suiv., 143, 147, 156. — Consentement pour adoption, I, 175. — Demande d'interdiction d'un époux par son conjoint, I, 234. — Droits du conjoint, au cas de droit d'usage, II, 313. — Conjoint du meurtrier dispensé de le dénoncer, II, 335. — Rapport à succession par l'époux du don fait à son conjoint, II, 398. — Succession de l'époux prédécédé au profit du conjoint, comme successeur irrégulier, I, 125 ; II, 349, 368, 371, 409. — Conjoint survivant de l'enfant naturel, comment il succède, II, 370. — De l'incapable de recevoir à titre gratuit, pré-

sempcion d'interposition, III, 418. — Avantages indirects au profit du conjoint du successible, III, 435. — Violence exercée sur le conjoint, obligation nulle, III, 614. — Cas où vente entre époux permise, IV, 679. — Contrainte par corps contre le conjoint du créancier, V, 774. — Prescription ne court pas entre eux, V, 845.

V. *Communauté, Contrat de mariage, Femme, Mari, Mariage, Quotité disponible, Régime dotal.*

ÉQUIPAGES. Ne sont pas compris dans meubles, ni dans meubles meublants, II, 255.

ÉQUIPEMENT MILITAIRE. Rapport à succession, II, 398.

ÉQUITÉ. Son influence sur les conventions, III, 617.

ERREUR de droit ou de fait, I, 26 ; II, 295. — ... dans la rédaction des actes de l'état civil, I, 79. — ... en fait de mariage, quand cause de nullité, I, 108, 110, 125, 127. — Exception d'erreur non opposable au cas d'unions illégitimes, I, 172. — ... dans reconnaissance d'enfant naturel, I, 168. — ... en matière d'adoption, I, 178. — Est-elle cause de restitution contre l'acceptation d'une succession ? II, 378. — ... ou au cas de renonciation ? II, 380. — Donne-t-elle lieu à rescision en matière de partage ? II, 393. — ... dans les dispositions à titre gratuit ? III, 420. — ... en matière de testament, III, 421. — Erreur sur la qualité des témoins d'un testament ? III, 439. — ... sur la cause de révocation de testament, III, 502. — Cause de rescision de l'aliénation de la chose léguée, III, 502. — Quand cause de nullité des conventions ou contrats, I, 35 ; III, 613. — Résultant du dol, quand cause de nullité, III, 614. — Exception au cas de débiteurs solidaires, III, 528. — Erreur commune, sur la compétence d'un officier public pour recevoir un acte, III, 589. — Erreur dans la somme d'un bon ou approuvé, III, 590. — Action en rescision ou nullité d'une obligation ; droits des créanciers, III, 554. — Peut être invoquée contre l'ayant droit, II, 346. — Admissibilité de preuve testimoniale, III, 599. — Permet révocation de l'aveu, III, 606. — Des choses reçues par erreur, I, 26 ; IV, 623. — Erreur sur la personne ou la chose, au cas de dépôt volontaire, V, 735. — Quand donne lieu à nullité de transaction, V, 765, 769. — Erreur au cas de mainlevée d'inscription, V, 819. — ... en cas de paiement, n'entraîne pas renonciation à prescription, V, 861.

V. *Calcul.*

ESCALIER. Réparations locatives, IV, 705.

ESCLAVAGE, ESCLAVE. Ancien état dans les colonies ; abolition, I, 51 ; II, 259. — Les esclaves sont partie des biens, II, 251. — Quand sont immeubles par destination, II, 254. — Expropriation pour les maîtres par suite de l'abolition de l'esclavage, II, 277. — Louage de services à vie, IV, 707.

V. *Noirs*.

ESCRIME. Dette de jeu valable, V, 745.

ESPRIT DE RETOUR. Établissement en pays étranger, I, 69. — ... pour conservation de domicile, I, 90.

ESSAI. Vente à l'essai ou après dégustation, IV, 675. — Louage de services à l'essai, IV, 707.

ESTIMATION des meubles gardés en nature au cas de tutelle, I, 219. — ... au cas d'usufruit, II, 306. — ... des biens d'une succession, II, 391. — ... des meubles au cas de rapport à succession, II, 400. — ... des objets de la succession, au cas de lésion dans le partage, II, 393. — ... des objets mobiliers donnés par état, III, 429. — ... des biens pour évaluer la quotité disponible, III, 456. — ... des meubles dans un inventaire, choix des officiers ministériels par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... des choses mobilières, à faire par le grevé de substitution, III, 469. — ... au cas de rescision pour lésion du partage d'ascendant, III, 511. — ... des meubles ou immeubles alloués à la femme pour la remplir de ses reprises ; frais, IV, 644. — ... des biens dotaux, conséquences, IV, 669. — ... du prix du bail au cas de contestation, IV, 699. — ... des pailles et engrais à laisser par le fermier sortant, IV, 706. — ... des apports des associés, quand vaut vente, IV, 721. — ... de la chose prêtée à usage, au cas de perte ou de détérioration, IV, 724. — ... de la chose donnée en gage, V, 780. — ... de la créance, au cas de constitution d'une hypothèque, V, 802. — ... des immeubles et de la créance pour la réduction des hypothèques, V, 812. — ... de l'immeuble à purger, au cas de notification aux créanciers inscrits, V, 832. — ... ou ventilation à l'égard d'immeubles non hypothéqués ou hypothéqués à des créances différentes, au cas de la purge ou de surenchère, V, 835.

ÉTABLE adossée à un mur de séparation, distance, II, 328.

ÉTABLISSEMENT. De l'étranger en France, effets, I, 60. — Exemption de contrainte par corps ou arrestation provisoire, V, 772. — ... en pays étranger ; commerce, I, 69. — Le lieu du principal fixe le domicile, I, 90. — *Quid*, au cas d'établissements distincts ? I, 92. — L'enfant

n'a pas d'action pour établissement, I, 130 ; IV, 633. — Preuve de possession d'état, I, 162. — ... du mineur par le tuteur, I, 220. — Dépenses, rapport à succession, II, 398. — ... des enfants, disposition des biens de la communauté, IV, 642, — ... ou vente des biens dotaux, IV, 670.

ÉTABLISSEMENTS dangereux, insalubres ou incommodes. V. *Ateliers dangereux*, etc.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. Personnes morales, espèces ; mode d'agir, I, 40, 41. — Actions en justice, III, 542. — De leurs biens, II, 260. — Usufruit à eux donné ou légué, II, 314. — Dispositions à titre gratuit en leur faveur, autorisation, III, 418. — Acceptation de donation, III, 425. — Réquisition de transcription de donations, III, 480. — Leur suppression entraîne caducité des legs, III, 403. — N'ont point bénéfice de l'action en rescision comme privilège personnel, III, 581. — Baux de leurs biens, IV, 697. — Prêts de consommation à eux faits, IV, 726. — Transaction par eux, V, 767. — Hypothèque légale, V, 797. — Inscription générale de cette hypothèque, V, 810. — Énonciations dans les bordereaux d'inscription, V, 814. — Réduction de l'hypothèque légale, V, 812. — Radiation des inscriptions à leur profit, V, 819. — Collocation pour intérêts, V, 823.

ÉTAGES des maisons, copropriété, réparations, II, 279. — Au cas d'incendie, présomption de survie des habitants, II, 352.

ÉTANG. Conditions pour son établissement, II, 277. — Alluvion n'a pas lieu, II, 297. — Ecoulement des eaux, servitude, II, 317. — Droit d'user des eaux, II, 319. — Propriété des poissons, II, 297. — Cessation du droit aux fruits au cas de dissolution de communauté, évaluation de la pêche, IV, 673.

ÉTAT. Personne morale, actions, I, 40 et suiv. — Sa séparation d'avec l'Eglise, I, 15, 109, 129. — Ses droits sur la propriété en général, II, 274. — Biens lui appartenant ; étendue de ses droits, II, 260. — Est en général propriétaire des biens n'appartenant à personne, II, 259, 294. — Quand ses biens sont hors du commerce ou aliénables, II, 261. — Succède à défaut d'héritiers et de conjoints, II, 368, 370, 374, 410. — Alors est un successeur irrégulier, envoi en possession, formalités, II, 349, 409. — Son autorisation pour dispositions à titre gratuit au profit des communes, établissements publics, corporations religieuses, etc., III, 418. — ... et pour l'acceptation de ces dispositions, III, 425. — Compensation qui peut lui être opposée,

III, 574. — N'a point bénéfice de l'action en rescision comme un privilège personnel, III, 581. — Responsable de ses agents, IV, 628. — Baux de ses biens, IV, 697. — Privilèges et hypothèques en sa faveur, V, 789, 797, 828. — Est soumis à la prescription, V, 845. — Comment ses créanciers empêchent la prescription de leurs créances, V, 847. — Sommes reçues par lui, prescription des intérêts, V, 859-2°.

V. *Déshérence, Domaine de l'Etat, Trésor public, Vacants (Biens).*

ÉTAT (Profession).

V. *Industrie, Métier, Profession.*

ÉTAT CIVIL (Actes de l'). V. *Actes de l'état civil.*

ÉTAT DES LIEUX au cas de bail, IV, 702. — ... pour constater constructions par architectes et entrepreneurs à l'effet d'obtenir privilège, V, 793. — Inscription des procès-verbaux pour conservation de ce privilège, V, 813.

ÉTAT DE MEUBLES OU IMMEUBLES. *Meubles.* État estimatif, au cas de donation d'objets mobiliers, III, 429. — ... au cas de rapport de tels objets à la succession, II, 400. — État estimatif, au cas de partage d'ascendant, III, 509. — ... pas nécessaire pour institution contractuelle, III, 517. — ... au cas de donation de biens présents et à venir, III, 518. — ... au cas de donation entre époux pendant le mariage, III, 521, 522. — ... du mobilier constitué en dot, III, 429. — des meubles propres à l'un des époux au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — ... au cas de clause de séparation de dettes, IV, 659. — ... des meubles de la femme au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — ... annexé à l'acte de gage, V, 779. — *Immeubles.* Quand un état est nécessaire ou seulement utile, II, 265. — ... au cas d'envoi en possession des biens de l'absent, I, 100. — ... au cas de divorce, I, 145. — ... du mineur en tutelle, I, 219. — ... des immeubles soumis à l'usufruit, II, 307. — ... ou de ceux grevés de substitution, III, 469. — ... au cas de successions échues à l'un des époux communs, IV, 646.

ÉTAT DES PERSONNES. État civil et politique, I, 81 et suiv. — Modifications qu'il peut subir, I, 71. — Droits attachés à l'état civil, I, 58 et suiv. — Actions et exceptions relatives à l'état civil, I, 83. — État de l'étranger, I, 29. — ... du Français en pays étranger, I, 29. — Preuve de la filiation, I, 162. — De la suppression d'état, I, 160. — Ne

peut être objet de transaction, V, 767. — Renonciation à l'état n'est pas permise, III, 568.

V. Droits civils, Droits politiques, Filiation, Question d'état.

ÉTRANGER. Définition, droits et devoirs, I, 49. — A quelles lois est soumis ; statuts réels et personnels, I, 29. — Quand jouit en France des droits civils, I, 53 et suiv. — ... ou en est exclu, I, 59, 60. — Contestations avec des Français ou avec des étrangers, I, 62. — Cauti^{on} *judicatum solvi*, I, 60 ; V, 841. — Litispendance devant tribunal étranger, I, 30. — Domicile, I, 87, 90. — Autorisation de domicile en France, I, 54, 60. — Au cas d'absence, jugement étranger lui nommant un curateur, I, 95. — Certificat pour son mariage en France. — Étranger divorcé, second mariage en France, I, 29, 126. — Autorisation de femme mariée, I, 134. — Question d'état, I, 160. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 172. — Adoption, I, 175. — Minorité et tutelle, I, 195. — Capacité de succéder en France, II, 354. — Décédé en France sans parents, sa succession, règles à suivre, II, 371, 410. — Capacité de recevoir à titre gratuit, III, 418. — Testament par lui fait en France, III, 430. — Témoin dans testament, III, 439. — Exécuteur testamentaire, III, 491. — Quand admissible à cession de biens, III, 565. — Au cas de mariage en France, effets quant à la communauté légale, IV, 639. — Débiteur cédé, signification du transport, IV, 691. — Peut exercer le retrait litigieux, IV, 693. — Contrainte par corps et arrestation provisoire, I, 60 ; V, 772. — Tuteur ou mineur, hypothèque légale, V, 795. — Femme étrangère ou française mariée à un étranger ; hypothèque légale, V, 796. — Peut usucaper et prescrire, V, 844.

V. Pays étranger, Publications de mariage.

ÉTUDIANTS. Domicile, I, 87.

ÉVICTION. Garantie de lots, II, 392. — ... de la chose donnée ou léguée, garantie, III, 481, 495. — ... de la chose constituée en dot, IV, 633. — ... au cas de révocation de l'aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — Cas où, en matière de vente, elle donne lieu à garantie ; exceptions, IV, 685. — ... partielle de la vente, résiliation ou indemnité proportionnelle, IV, 685. — Si formalités de purge non remplies par l'acquéreur, répétition, IV, 623. — Quand juste sujet de la craindre, surseance au paiement du prix, IV, 687. — ... au cas de cession d'hérédité, garantie, IV, 692. — ... totale ou partielle de l'objet échangé, IV, 695. — ... ou de la chose louée, garantie du bailleur, IV, 701. — ... du bailleur, résiliation de bail, IV, 704. —

... de la chose apportée par l'associé, IV, 716. — ... de la chose prêtée à usage, IV, 725. — ... du créancier qui a accepté un immeuble en paiement, décharge de la caution, V, 763. — ... en matière de transaction, V, 768. — ... au cas de partage, privilège du copartageant, V, 793, 813. — Exception de garantie opposée par le tiers détenteur sommé de payer ou délaisser, V, 825. — ... était le droit de privilège ou d'hypothèque, V, 830. — ... par suite de surenchère, garantie du tiers détenteur, V, 825.

EXCEPTIONS. Moyen de faire valoir un droit, III, 542. — Leurs éléments ; sont péremptoires ou dilatoires, III, 544. — Quand sont imprescriptibles ; de la règle *quæ temporalia sunt ad agendum perpetua sunt ad excipiendum*, V, 855. — Exception péremptoire résultant de la prescription libératoire, V, 843, 860.

EXCÈS. Cause de divorce et de séparation de corps, I, 138.

EXCLUSION. En quoi diffère de l'incapacité, I, 212. — ... de la puissance paternelle, I, 192. — ... du conseil de famille, I, 201. — ... de la tutelle, I, 228. — ... de la succession pour indignité, II, 353, 355. — ... de la succession pour certains héritiers, testament valable, III, 416. — ... de biens au cas de communauté d'acquêts, IV, 635. — ... du mobilier en tout ou partie, de la communauté, IV, 656. — ... de l'exclusion de la communauté, IV, 664.

EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE. Nomination, droits et obligations, III, 491. — Témoin dans le testament, III, 439. — Legs à lui fait pour l'employer d'après les intentions du testateur, III, 448. — Condition de vente à lui imposée, III, 464. — Demande en reddition de compte, tribunal compétent, II, 351.

EXÉCUTION. Des actes emportant exécution parée; formule exécutoire, I, 48 ; III, 589. — Exécution des jugements étrangers, I, 30, 62. — ... des jugements, effets quant à la mort civile, I, 66. — ... des actes et jugements, domicile élu, I, 92. — ... des titres contre les envoyés en possession des biens de l'absent, I, 100. — ... contre les héritiers du défunt, III, 496. — ... pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, II, 381. — Signification des titres, II, 384. — Voies d'exécution des obligations par le créancier contre le débiteur, III, 541 et suiv. — Exécution d'une obligation par le créancier au nom du débiteur, III, 530. — ... d'un titre exécutoire, obstacle au délai de grâce, III, 561. — ... d'un acte écrit peut être prouvée par témoins, III, 597. — Modes d'exécution au cas de dettes de la communauté, IV,

641, 683. — Exécution du jugement de séparation de biens, délai, règles, IV, 649. — Procès-verbal de conciliation contenant transaction n'a point exécution parée, V, 766. — Quand elle peut donner lieu à contrainte par corps, V, 770 et suiv. — Exécution provisoire des jugements prononçant contrainte par corps, V, 775. — ... sur les biens n'est pas arrêtée par contrainte par corps, V, 775. — Acte exécutoire nécessaire pour saisir immobilièrement, V, 841. — Exécution volontaire. Quand couvre la nullité d'un acte, I, 224. — ... par les héritiers des avantages indirects au profit d'un successible, III, 435. — ... d'une donation nulle en la forme, effets, III, 427, 428, 429, 586. — ... de donation révoquée pour survenance d'enfant, III, 485. — ... d'une donation ; emporte-t-elle renonciation au droit de réserve ? III, 438. — ... de testament nul en la forme, III, 433. — ... ou de testament nul au fond, III, 504. — ... d'un partage d'ascendants, exception à l'action en rescision, III, 511. — ... d'une obligation quand elle en emporte confirmation, III, 586. — ... de l'acte sous seing privé non fait double ou n'en contenant pas la mention, III, 590. — ... de vente rescindable pour cause de lésion, n'est point ratification, IV, 689. — ... en matière de bail, conséquences quant à la preuve, IV, 699. — ... du règlement de parts entre associés, action en lésion, IV, 717. — ... des actes souscrits par le mandataire, V, 755. — ... d'un titre nul, transaction, V, 769. — Quand l'exécution volontaire d'un testament est juste titre pour la prescription de dix ans, V, 834.

EXHÉRÉDATION de certains héritiers, disposition d'un testament, III, 416. — Est-elle cause de nullité de testament ? III, 417. — N'est jamais permise quant à la réserve, III, 438. — Clause d'exhérédation au cas d'inexécution de conditions dans les dispositions à titre gratuit, III, 464.

EXIGIBILITÉ. Condition pour compensation, III, 571. — ... des créances, mention dans les bordereaux d'inscription, V, 814, 815, 816. — Condition pour validité de saisie immobilière, V, 841. — ... des créances hypothécaires n'est point à considérer dans la notification par le tiers détenteur aux créanciers inscrits, V, 832. — Nécessaire pour prescription quinquennale des intérêts, V, 839-2°.

EXPÉDITIONS d'actes notariés, I, 18. — ... des actes authentiques, foi qui leur est due, III, 594. — ... de procuration pour accepter une donation, III, 425. — ... des contrats de mariage ; changements, IV, 636. — Refus de délivrance, contrainte par corps, V, 772. — Bordereau d'inscription hypothécaire, V, 814.

EXPERTISE, EXPERTS. Constatation de l'état des immeubles d'un absent, au cas d'envoi en possession provisoire, I, 100. — Estimation des meubles du mineur gardés en nature, I, 219. — ... au cas de construction, ou acquisition du mur mitoyen, II, 322. — ... pour passage au cas d'enclave, II, 331. — ... pour opérations préalables au partage d'une succession, II, 391. — ... ou au cas de partage avec un mineur, I, 221. — ... pour déterminer la lésion dans un partage, II, 393. — Estimation des meubles au cas de rapport à succession, II, 400. — ... au cas où valeur de l'objet en litige n'est pas déterminée, à l'effet d'admettre la preuve testimoniale, III, 596. — Échange de l'immeuble dotal, IV, 670. — Fixation du prix d'une vente, IV, 675. — Diminution de prix au cas d'action rédhibitoire, IV, 686. — Rescision de vente pour lésion, IV, 689. — Fixation du prix d'un bail, IV, 699. — Constatation des détériorations de la chose voiturée, IV, 709. — Estimation de l'apport d'un associé, IV, 721. — Estimation de la chose donnée en gage, V, 780. — Pour constater les constructions des architectes à l'effet d'obtenir privilège de plus-value, V, 793. — Les juges ne sont pas liés par les avis des experts ; exceptions, III, 587.

EXPLOITATION. Objets servant à l'exploitation réputés immeubles, II, 254. — Choses fongibles nécessaires à l'exploitation, quand sont réputées données à bail ou à vente, IV, 697. — Mode d'exploitation ne peut être changé par l'antichrésiste, V, 785. — Privilège du bailleur sur les choses faisant partie de l'exploitation, V, 791. — Purge ou surenchère, au cas d'immeubles composant une même exploitation dans des arrondissements différents, V, 835. — Saisie d'immeubles dans le même cas, V, 841.

EXPROPRIATION FORCÉE. Ce que c'est; biens qui en sont susceptibles, IV, 676 ; V, 841. — ... des immeubles de l'étranger, I, 29. — ... de ceux du mineur, I, 222, 224. — ... de l'usufruit, II, 308 ; V, 841. — ... des biens d'une succession, tribunal compétent, II, 351. — ... de biens indivis, partage préalable, II, 279, 388. — ... des immeubles de la succession bénéficiaire, II, 386. — ... de l'immeuble appartenant par indivis à l'un des époux communs, IV, 640. — ... par créanciers hypothécaires ou chirographaires, II, 271 ; V, 824. — Compétences, formes, V, 841. — Expropriation pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, II, 381. — Inaliénabilité de l'immeuble après la dénonciation de la saisie, IV, 679. — Jusqu'à quel point les baux faits par le saisi sont valables, IV, 699. — L'immeuble saisi peut-il être grevé

d'hypothèques? V, 799. — Nécessité de l'inscription des hypothèques légales des mineurs et des femmes mariées, V, 806. — Renouvellement des inscriptions, V, 818. — Expropriation éteint le droit de propriété, II, 301. — ... est révocation tacite du legs de la chose, III, 502. — ... obstacle au délai de grâce, III, 561. — Purge des hypothèques par le jugement d'adjudication, V, 808. — ... des hypothèques légales, V, 831. — Vente peut-elle être attaquée pour défaut de contenance? IV, 683. — ... ou par l'action rédhibitoire? IV, 686. — Ne donne pas lieu à rescision pour lésion, IV, 689. — Action résolutoire à défaut de paiement du prix, IV, 687. — De la garantie au cas d'éviction, IV, 685. — Poursuites contre le tiers détenteur, V, 825. — Formes à suivre pour vente par suite de surenchère, V, 835.

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE. Restriction du droit de propriété, vente forcée, II, 274, 276, 277, 341; IV, 676. — ... des biens du mineur, I, 221. — ... d'un immeuble rapportable à succession, II, 400. — Révocation tacite du legs de la chose, III, 502. — ... à cause d'alignement, donne-t-elle lieu à garantie? IV, 685. — ... du locataire, garantie du bailleur, IV, 701. — Privilège du vendeur sur l'indemnité, V, 793. — Inscription des hypothèques légales des mineurs et des femmes mariées, V, 806. — Réquisition d'inscription dans la quinzaine de la transcription, V, 808.

EXTINCTION. Modes d'extinction de la propriété, II, 301. — ... des obligations, III, 556, 619. — Preuves de cette extinction, III, 587 et suiv. — ... des obligations qui naissent du cautionnement, V, 763. — ... des privilèges et hypothèques, V, 818, 830, 831. — ... des actions, III, 545. — ... des actions, par la prescription libératoire, quand même l'obligation pas acquittée, V, 860.

F

FACULTÉ. Actes de faculté ne peuvent fonder une prescription, V, 851. — Facultés qu'une personne s'est réservées dans un contrat; de leur prescription, V, 858.

FAIBLESSE D'ESPRIT. N'est pas une cause d'interdiction; I, 233. — Conseil judiciaire donné aux faibles d'esprit, I, 248 et suiv. — Capa-

cité de disposer à titre gratuit, III, 417. — Faible d'esprit témoin dans un testament, III, 439.

FAILLI, FAILLITE. Ce qui constitue la faillite, différence avec la déconfiture, I, 19; V, 842. — Autorisation de la femme par le failli, I, 134. — Transcription des donations dans les dix jours avant la déclaration de faillite, III, 480. — Faillite de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Privation du terme, III, 537. — Obstacle au délai de grâce, III, 561. — Syndics peuvent recevoir pour le failli, III, 559. — Concor dat, remise de la dette, novation, III, 527, 566. — Le failli n'est pas admissible à cession de biens, III, 565. — Faillite du débiteur délégué, III, 566. — ... du mari, demande en séparation de biens de la femme, IV, 649. — Le failli ne peut aliéner ses biens, IV, 679. — Faillite de l'acheteur avant délivrance de la chose, IV, 683. — Exercice de l'action résolutoire à défaut de paiement du prix, IV, 687. — ... du locataire, résiliation du bail, IV, 704. — ... met fin à la société, convention contraire, IV, 720. — ... du débiteur, rend exigible le capital de la rente constituée, IV, 732. — ... met fin au mandat, V, 736. — ... du débiteur, action en indemnité de la caution, V, 761. — Privilège pour fourniture de subsistances, V, 790. — *Quid* du privilège pour frais de dernière maladie? *ibid.* — ... de l'acheteur, privilège et revendication par le vendeur d'effets mobiliers, V, 791. — Privilège du propriétaire au cas de faillite du locataire, *ibid.* — Hypothèque constituée dans les dix jours de la faillite ou après la faillite, V, 799. — Réquisition d'inscription après la faillite ou dans les dix jours, V, 808. — Inscription dans l'intérêt de la masse, V, 807. — Renouvellement des inscriptions, V, 818. — Effets de l'hypothèque légale du mineur sur les biens du failli, V, 795. — Effets de celle de la femme, V, 796. — Au cas de dettes de la femme, point de départ de l'hypothèque légale, *ibid.* — Faillite de l'acquéreur, transcription ou inscription faite par le vendeur, V, 813. — Action des syndics contre les créanciers en paiement de leurs honoraires, V, 754. — Frais d'administration, privilège, V, 790.

FAIT. Personnel. Obligations qui en naissent, IV, 620. — Constitutif d'un délit ou quasi-délit, responsabilité, IV, 625. — Garantie de son propre fait, IV, 683. — Créances d'un fait, quand tombent ou non dans la communauté, IV, 640. — *D'autrui.* Promesse du fait d'autrui; porte fort, III, 617. — Promesse de mariage par les père et mère, I, 117. — Tuteur ne peut promettre le fait du mineur, I, 221. — Cas où le fait d'autrui entraîne responsabilité, IV, 627. — Quand la femme

oblige le mari, I, 134. — *De charge*. Prévarications, privilège sur cautionnement, V, 791. — *Du prince*. Éviction, garantie, IV, 685. — Trouble du preneur, IV, 701.

V. *Dommages-Intérêts*.

FAMILLE. Ce que c'est, I, 47. — Rectification des actes de l'état civil, I, 79. — Action contre l'usurpateur du nom et des titres, I, 160. — Action en nullité de mariage, I, 113. — Reconnaissance de la famille quant à la possession d'état, I, 162. — *Quid* de l'enfant adultérin ou incestueux? I, 172. — ... au cas d'adoption, I, 179. — Ce que comprend la famille au cas de droit d'usage, II, 313. — Doit être considérée pour régler le droit de succession et celui de tester, II, 350. — ... et pour l'établissement de la réserve, III, 447. — Quelles personnes sont membres de la famille au cas de privilège pour fourniture de subsistances, ou pour frais funéraires, V, 790. — Membres de la famille peuvent faire acte de possession pour prescrire, V, 831.

FAMILLE IMPÉRIALE. Actes de l'état civil, I, 71. — Interdiction de ses membres, I, 233.

FAUTES. Théorie de la prestation des fautes, III, 548. — Fautes dans l'administration de la tutelle, I, 218. — ... de l'usufruitier, détériorations, II, 308. — ... de l'héritier bénéficiaire, II, 386. — ... de l'héritier au cas de perte ou détérioration de l'immeuble sujet au rapport, II, 400. — ... du curateur à succession vacante, II, 411. — ... de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... de l'héritier au cas de perte de la chose léguée, III, 503. — ... du débiteur dans l'accomplissement de la condition, III, 534. — ... ou au cas de force majeure ou de cas fortuit, III, 549. — ... d'un des codébiteurs solidaires, III, 528. — ... du débiteur, perte de la chose, III, 576. — ... au cas de perte ou détérioration de la chose pendant la condition suspensive, III, 537. — ... donnent lieu à dommages-intérêts, III, 548. — ... au cas de gestion des affaires d'autrui, IV, 622. — ... entraînant la responsabilité d'un délit, IV, 625. — ... de la femme engagé-elles communauté? IV, 642. — ... du mari dans la réception de la dot, IV, 673. — ... de l'acheteur, perte de la chose, action rédhibitoire, IV, 686. — ... du preneur, leur étendue, IV, 702. — ... du locataire au cas d'incendie, *ibid.* — ... du voiturier lors de la remise des effets confiés, IV, 709. — ... du preneur à cheptel, IV, 712. — ... de l'associé, IV, 716. — ... du gérant de la société, IV, 718. — ... de l'associé, entraînant dissolution de la société, IV, 720. — ... de l'emprunteur à usage, IV,

724. — ... du dépositaire volontaire, V, 736. — ... du voyageur au cas de dépôt nécessaire, V, 739. — ... du mandataire, V, 763. — ... du sous-mandataire au cas de substitution, *ibid.* — ... du mandataire, salaire est-il dû ? V, 754. — ... du conservateur des hypothèques, V, 803, 816. — ... du débiteur, au cas de diminution de sûreté de l'immeuble hypothéqué, V, 824. — ... du créancier poursuivant l'expropriation forcée, IV, 685. — ... du mari, au cas de prescription acquise contre la femme, V, 845.

FAUX. Actes de l'état civil, I, 80, 82. — Suspension de l'exécution des actes argués de faux, III, 589. — A défaut de représentation des actes argués de faux, contrainte par corps, V, 773.

FEMME. Est exclue des fonctions publiques, I, 44. — ... étrangère, mariage avec un Français, I, 56. — Mariage avec un étranger, I, 69. — Quand exclue du conseil de famille, I, 201. — Incapable de tutelle ou subrogée tutelle; exceptions, I, 212, 213. — Quand il peut lui être donné un conseil judiciaire, I, 248. — Témoin dans un testament, III, 439. — Exécutrice testamentaire, III, 491. — Cautionnement, V, 759. — Contrainte par corps, V, 774. — Femme étrangère, contrainte par corps, et arrestation provisoire, V, 772. — Femme mariée. — Domicile, I, 80; II, 351. — Domicile élu, I, 92. — Ses devoirs et ses droits, I, 133. — Actes pour lesquels autorisation maritale nécessaire, I, 44, 134. — Femme du marchand, réputée sa mandataire tacite, V, 754. — ... marchande publique, commerce séparé, actions en justice, IV, 642. — ... tutrice, conseil à elle donné par son mari pour l'assister, I, 246. — ... tutrice de son mari interdit, I, 235. — Administration de ses biens au cas d'interdiction de son mari, I, 235. — Acceptation de donations à elle faites, III, 425, 427. — Réquisition de transcription de ces donations, III, 480. — Donation à elle faite avec prohibition d'aliéner, III, 464. — Ingratitude envers le donateur entraînant révocation de la donation, III, 484. — Billes ou promesses, approbation de sommes, III, 590. — Femme copropriétaire de biens indivis et acquis durant la communauté, droit d'option, IV, 640. — Dettes de la femme dont la communauté est tenue, IV, 641. — *Quid*, au cas où la femme est marchande publique et fait un commerce séparé ? IV, 642. — Jusqu'à quel point est obligée aux dettes de la communauté, IV, 653. — Droit pour la femme d'accepter la communauté ou d'y renoncer, IV, 650 et suiv. — Droit de demander séparation de biens, IV, 649. — Cautionnement par elle contracté, IV, 643; V, 759. — Quels sont les meubles de la femme sur lesquels ne

s'étend pas le privilège du bailleur, V, 794. — Hypothèque constituée sur ses biens, V, 799. — A hypothèque légale sur les biens de son mari, V, 796. — Inscription de cette hypothèque, V, 810. — Obligation de faire cette inscription après la dissolution du mariage, V, 806. — Renouvellement de l'inscription, V, 818. — Effets de la mainlevée d'inscription donnée par le créancier subrogé, V, 819. — Réduction de son hypothèque légale, consentement, V, 812. — Purge de l'hypothèque légale, V, 831, 836. — Poursuites de saisie immobilière contre elle, à raison de ses dettes, V, 841. — Quand la prescription ne court pas contre elle ou est suspendue, V, 845.

V. *Autorisation de femme mariée, Communauté, Époux, Mari, Mariage, Régime dotal.*

FENÊTRES. Les volets mobiles sont immeubles, II, 254. — Fenêtres dans un mur mitoyen ou non mitoyen, II, 329. — Acquisition de mitoyenneté du mur, II, 322.

FERMAGES. Fruits civils, II, 277. — Intérêts qu'ils produisent, III, 550. — Privilège sur les fermages, V, 791. — Prescription quinquennale, V, 859-2^o.

V. *Fermiers.*

FERMETURES DE BOUTIQUES. Sont immeubles, II, 254.

FERMIER. Domicile, I, 89. — Quelles choses à lui remises, immeubles par destination, II, 254. — Acquisition de la possession pour le bailleur, II, 283. — Action possessoire, II, 288, 289. — Action en bornage, II, 320. — Action en ébranchement d'arbres, II, 327. — Le fermier d'une partie des biens indivis peut-il provoquer le partage ? II, 388. — Ses droits et obligations au cas de bail par le mari des biens personnels de la femme, IV, 643. — A-t-il les droits de chasse et de pêche ? II, 294 ; IV, 701. — Trouble dans sa jouissance par le bailleur, IV, 701. — Ses obligations, IV, 702. — Quand contraignable par corps, V, 771. — *Quid*, au cas de tacite reconduction ? IV, 704. — Privilège pour les avances à lui faites par le propriétaire, V, 791. — Ne peut acquérir par prescription les immeubles affermés, V, 851.

V. *Bail, Fermages, Louage.*

FEUILLES VOLANTES. Écritures, preuve, III, 592. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167.

V. *Actes de l'état civil.*

FIANÇAILLES. Ce que c'est, I, 117. — Nécessité de l'autorisation matrimoniale ne commence plus du jour des fiançailles, I, 134.

FILIATION. Définition, I, 150. — ... légitime, ses preuves, I, 116, 160, 161. — De l'action en désaveu, I, 160, 161. — Prescription de cette action intentée par les héritiers, V, 859-6°. — Des actions en réclamation et en contestation d'état, I, 160, 162. — La filiation légitime n'est point un objet licite de transaction, V, 767. — Filiation naturelle, légitimation, I, 163.

V. Enfants, Enfants adultérins et incestueux, Enfants illégitimes, Enfants naturels.

FINS DE NON-RECEVOIR. Ce que c'est, III, 544. — ... contre action en nullité de mariage, I, 126, 127. — ... contre demande en divorce, I, 139, 142. — ... contre demande en séparation de corps, I, 154. — ... contre l'action en désaveu de l'enfant, I, 161. — ... contre l'action en rescision du partage, II, 393. — ... résultant de l'exécution des obligations, III, 586. — ... ou de l'approbation en cas de violence, III, 614.

FLEUVES. Domaine public, II, 260. — Alluvion, îles, îlots, II, 297. — Ancien lit, *ibid.*

FOI attachée aux actes de l'état civil, I, 78, 80. — ... à la date d'un testament olographe, III, 438. — ... aux actes authentiques, III, 589. — aux actes sous seing privé, III, 590. — ... aux livres de commerce, III, 591. — ... aux registres et papiers domestiques, III, 592. — ... aux tailles, III, 593. — ... aux originaux et aux copies de titres, III, 594. — ... à l'aveu judiciaire ou extrajudiciaire, III, 606, 607.

FOINS. Fruits naturels, II, 277, 295. — Quand sont immeubles par destination, II, 254. — ... pas compris dans le mot *meubles*, II, 255.

FOLIE. V. *Démence.*

FONCTIONNAIRES PUBLICS. Personnes morales, I, 40. — Domicile, I, 89. — Leurs fonctions ne font pas cesser la puissance paternelle, I, 192. — Quand dispensés de tutelle, I, 215. — Quand peuvent être appelés à la reprendre, I, 228. — Legs au fonctionnaire, prédécès de la personne, caducité, III, 503. — Nommés exécuteurs testamentaires, successeurs, III, 491. — Serment, III, 601. — Quand ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — ... ni cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Abus par eux commis, privilège sur cautionnement, V, 791.

FONCTIONS PUBLIQUES à l'étranger, perte de la qualité de Français, I, 69.

— Au cas de démission au profit d'un héritier, y a-t-il lieu au rapport à succession ? II, 398.

V. *Office*.

FONDÉ DE POUVOIR. Ce que c'est, V, 750. — Actes de l'état civil, I, 75. — ... de l'absent présumé, I, 95, 96, 97. — ... pour attaquer un second mariage, au cas d'absence du premier époux, I, 106. — Mariage peut-il avoir lieu par fondé de pouvoir ? I, 112. — ... pour opposition à mariage, I, 120. — En matière de divorce, I, 146. — Conseil de famille, I, 202. — Émancipation du mineur, I, 227. — Acceptation de succession, II, 378. — Acceptation bénéficiaire, II, 379. — Renonciation à succession, II, 380. — Acceptation de donation, III, 425. — ... de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... pour recevoir le paiement, III, 559. — ... ou les offres de paiement, III, 564. — Actes émanés de lui, commencement de preuve par écrit, III, 598. — ... pour faire un aveu, III, 605. — ... pour serment décisoire, III, 608. — ... pour changements apportés au contrat de mariage, IV, 636.

V. *Mandat, Procuration*.

FONDS DE COMMERCE. Usufruit légal, I, 219. — Est meuble, II, 255, 256. — Ses produits sont-ils fruits civils ? II, 277. — Action possessoire, II, 286. — Soumis à un usufruit, II, 306, 308. — Legs, interprétation, III, 490. — Tombe dans la communauté, IV, 640. — Appartenant à l'un des époux, au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — Action résolutoire à défaut de paiement de prix par failli, IV, 687. — Location par bailleur pour un fonds de commerce rival, IV, 701. — Privilège pour le prix non payé, V, 791.

FONTAINE. Puisage, II, 338.

FORAINS. Sont distincts des étrangers, I, 51. — Domicile, I, 87.

FORCE MAJEURE assimilable au cas fortuit, II, 269. — Perte ou suppression de testament, preuve, III, 416. — Fait réputer la condition défaillie, III, 534. — Dispense de dommages-intérêts, III, 549. — Perte de titres, preuve testimoniale, III, 599 ; IV, 699. — Au cas de responsabilité pour délit, IV, 625. — Perte de la chose vendue avant la délivrance, IV, 683. — Empêchant l'enlèvement de la chose par l'acheteur, IV, 687. — Au cas d'éviction garantie, IV, 685. — Quand, au cas de bail de meubles, le locataire est-il tenu ? IV, 697. — Cause de trouble du preneur, IV, 701, 704. — Incendie de la chose louée, IV, 702. — Réparations locatives, IV, 705. —

Perte de récoltes par le fermier, IV, 706. — Responsabilité du voiturier, IV, 709. — ... de l'emprunteur à usage, IV, 724. — ... du dépositaire volontaire, V, 736. — Donne lieu au dépôt nécessaire, V, 738. — Inexécution du mandat, V, 753. — Accident arrivé au mandataire, indemnité, V, 754. — Perte ou détérioration du gage, V, 781. — Cause de suspension de prescription, V, 848.

V. Cas fortuit.

FORÊTS. *V. Bois et forêts.*

FORGES. Quand ustensiles et accessoires sont immeubles, II, 254. — Construction, distance, II, 328.

FORTIFICATIONS. Domaine de l'Etat, II, 260. — Quand restreignent le droit de propriété, II, 277. — Servitudes y relatives, II, 316. — Action possessoire, II, 286.

FOSSÉS. Mitoyenneté, II, 323. — *Quid*, au cas où il existe une haie? II, 324.

FOSSES D'AISANCE. Construction, distance, II, 328.

FOUILLES. Le propriétaire peut en faire sur son terrain, II, 277. — ... pour trouver un trésor, II, 294. — ... ayant pour résultats de couper des veines d'eau, II, 518.

FOURNITURES. Par un marchand à un non-marchand, preuve, III, 594. — Constatées par tailles, III, 593. — Privilège pour fourniture de subsistances, V, 790. — ... par un aubergiste à un voyageur, privilège et droit de rétention, V, 791. — Continuation de fournitures n'est pas obstacle à prescription acquise, V, 859.

FOURRAGES. Consonnation au cas de sortie du fermier, IV, 706. — ... vendus par le fermier, IV, 702.

FOURS ET FOURNEAUX. Construction, distance, II, 328.

FRAIS DE DERNIÈRE MALADIE. Charge de l'usufruit légal, I, 189. — ... des époux, dette de communauté, IV, 641.

FRAIS DE JUSTICE. En quoi consistent, V, 790. — Compte de l'héritier bénéficiaire, II, 386. — Privilège, V, 790. — Etendue de ce privilège sur les meubles et les immeubles, V, 792. — Au cas de privilège sur les meubles, rang, V, 828. — Au cas de privilège sur les immeubles, rang, V, 829. — Frais dus aux avoués, prescription, V, 859-2^e et 4^e.

FRAIS DE NOURRITURE. Charge de l'usufruit légal, I, 189. — Rapport à succession, II, 398.

V. Nourriture.

FRAIS ET DÉPENS à la charge de l'absent, en cas de retour, I, 100. — ... de l'instance en mainlevée d'opposition au mariage, I, 122. — ... d'arrestation de l'enfant, I, 187. — ... au cas de litige sur excuse de tutelle, I, 216. — ... d'administration du tuteur, I, 219. — ... d'entretien et d'éducation du mineur en tutelle, I, 220. — Quand le tuteur peut être condamné personnellement aux frais, I, 223. — ... de culture et de récoltes à la charge du possesseur, I, 298. — ... à la charge de l'usufruitier, II, 308, 309. — ... de l'action en bornage, II, 320. — ... de l'héritier, pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, II, 381. — ... des procès, quand sont à la charge de l'héritier bénéficiaire, II, 386. — ... à la charge de la succession, *ibid.* — ... d'opposition à partage par un créancier, II, 393. — ... d'exécution à rembourser à l'exécuteur testamentaire, III, 401. — ... — de délivrance de legs, III, 493. — ... de demande en rescision pour lésion du partage d'ascendant, III, 511. — Rétablissement des lieux ou exécution d'une obligation aux frais du débiteur, III, 530. — ... de paiement, à la charge du débiteur, III, 561. — ... d'offres et de consignation, III, 564. — ... de remise d'un lieu à un autre, au cas de compensation, III, 571. — Solidarité entre les condamnés pour crimes, délits et quasi-délits, III, 526. — Responsabilité civile des frais, IV, 628. — ... à la charge de la communauté, IV, 641. — ... des procès faits ou subis par la femme, quand sont dettes de communauté, IV, 642. — *Quid* de ceux soutenus par la femme autorisée ? I, 134. — ... de procès, quand donnent-ils lieu à récompense pour la communauté ? IV, 644. — ... dus par la veuve jusqu'à sa renonciation à la communauté, IV, 650. — ... dus par la femme pour délits ou quasi-délits, poursuites sur les biens dotaux, IV, 670. — ... pour conservation de la chose, aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — ... d'actes à la charge de l'acquéreur, IV, 683. — ... de délivrance de la chose vendue, *ibid.* — ... à restituer par le vendeur au cas d'admission de l'action rédhibitoire, IV, 686. — ... ou au cas d'éviction de l'acquéreur, IV, 688. — ... d'actes de vente, n'entrent pas dans le prix au cas de rescision pour lésion, IV, 689. — ... à rembourser au cas d'exercice du réméré, IV, 688. — ... ou de l'exercice du retrait successoral, IV, 692. — ... ou de l'exercice du retrait litigieux, IV, 693. — ... d'expertise au cas de contestation du prix d'un bail, IV, 699. — ... de déménagements, au cas de résiliation du bail, IV, 701. — ... d'état des lieux loués, IV, 702. — ... au cas de restitution de la chose déposée volontairement, IV, 736. — ... à rembourser par le mandant au mandataire, V, 754. — Jusqu'à quel

point la caution en est tenue, V, 757. — ... à avancer par la caution au cas d'exception du bénéfice de discussion, V, 760. — ... à rembourser par le débiteur à la caution qui a payé, V, 761. — ... de vente de la chose donnée en gage, V, 780. — Privilège pour ceux de conservation et amélioration de la chose, V, 791. — ... en ce cas, privilège sur les meubles; rang, V, 828. — ... et privilège sur les immeubles; rang, V, 829. — Quand frais d'actes sont accessoires du prix de vente pour le privilège du vendeur, V, 793. — Hypothèque légale de la femme quant aux frais de séparation de corps ou de biens, V, 796. — ... de la créance hypothécaire, à mentionner dans l'inscription, V, 811. — A la charge de qui sont les frais des inscriptions hypothécaires, V, 814. — Collocation, quant aux frais, de la créance hypothécaire, V, 823. — ... à rembourser au tiers détenteur, au cas de surenchère, V, 835. — Frais de transcription à charge de l'acquéreur, V, 839.

FRAIS FUNÉRAIRES. Ce qu'ils comprennent, V, 790. — ... charge de l'usufruit légal, I, 189. — ... charge de la succession, II, 384; III, 453. — Compte de l'héritier bénéficiaire, II, 386. — Condition de les payer imposée au donataire, III, 474. — Paiement par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... des époux, dette de communauté, IV, 641. — Privilège, V, 790.

FRANÇAIS. A qui appartient la qualité de Français, I, 51. — Comment on acquiert cette qualité, I, 52 et suiv. — Perte et recouvrement, I, 69. — Contestations avec étrangers, I, 62. — Qualité des témoins dans un testament, III, 439.

FRAUDE. Manœuvres entraînant nullité des contrats, III, 614. — ... du mineur, action en rescision, III, 582. — Contrat avec un individu pourvu ensuite de conseil judiciaire, I, 249. — Renonciation à succession par le débiteur, II, 380. — Est une cause de rétractation de renonciation à succession, II, 402. — Action des créanciers en matière de partage, II, 393. — Au cas d'avantages indirects par le défunt, rapport à succession, II, 398. — Au cas de dispositions excédant la quotité disponible, III, 454. — Captation et suggestion en matière de testament, preuve, III, 422. — Fraude de l'héritier qui a cédé l'existence du testament du défunt, III, 500. — Actes simulés, I, 33. — Emprunt de deniers et de paiement d'un prix d'immeuble pour acquérir subrogation et privilège, V, 793. — Actes faits en fraude des droits des créanciers; action paulienne, prescription,

III, 533, 584. — Preuves de la fraude, III, 533. — Quand preuve testimoniale admissible, III, 599, 600. — Preuve par présomptions, III, 600. — Divisibilité de l'aveu, III, 506. — Au cas de reconnaissance de dot, preuve, IV, 636. — Vente d'immeuble propre de l'un des époux et versement de son prix dans la communauté, IV, 644. — Renonciation à communauté par la femme, acceptation par les créanciers, IV, 650. — Détournement par l'un des époux de valeurs devant tomber dans la communauté, IV, 652. — Au cas de séparation de biens, droits des créanciers du mari, IV, 649. — Aliénation de l'immeuble dotal pour l'établissement des enfants, IV, 670. — Fraude pratiquée à l'égard de l'acquéreur pour obtenir un prix excessif, IV, 689. — Baux faits par le saisi immobilièrement, IV, 699. — Partage de société, droits des créanciers, IV, 721. — Paiement d'une dette de jeu ou pari, V, 743. — Cautionnement de l'obligation du mineur, V, 759. — Silence du mari ou du tuteur sur les hypothèques légales de la femme ou du mineur, V, 772. — Dissimulation dans le prix de la vente peut-elle être invoquée par les créanciers inscrits après le délai de surenchère ? V, 834.

FRÈRES ET SOEURS. Ce que ces mots comprennent, I, 47. — Degrés de parenté, *ibid.* ; II, 338 et suiv. — Prohibition de mariage, I, 126. — Opposition à mariage, I, 119. — Conseil de famille, I, 201. — Qualité à considérer au cas de tutelle ou de subrogée tutelle, I, 213. — ... du meurtrier du défunt, dispensés de le dénoncer, II, 335 et suiv. — Comment ils succèdent, II, 338. — *Quid*, au cas de concours avec enfant naturel, II, 369. — ... de l'enfant naturel, comment lui succèdent, II, 370. — ... naturels de l'enfant naturel, comment lui succèdent, formalités, II, 408. — Donation à eux faites à charge de substitution, III, 468.

FRUITS. Définition, II, 277. — Sont meubles ou immeubles, II, 252, 253. — Naturels, civils ou industriels, II, 277, 293, 308, 312. — Droit de les percevoir dérive de la propriété du patrimoine, II, 267. — Perception des fruits, bonne foi, II, 277, 293. — Droit pour usufruitier de les percevoir, II, 303, 308, 312 ; IV, 673. — Vente des fruits par l'usufruitier, II, 308. — Droits de l'usager, II, 313. — Fruits des arbres dans haie mitoyenne, II, 324. — Tombés sur le fonds voisin, droit de les ramasser, II, 327. — Au cas d'exercice du retour légal, II, 374. — Fruits des choses sujettes à rapport, II, 400. — ... à rapport par l'enfant naturel, II, 407. — Quels fruits échappent à la séparation des patrimoines, II, 383. — Fruits d'une succes-

sion à comprendre dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 455. — Perception des fruits avant l'exercice du droit de retour, III, 475. — Quand compris dans la saisine de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Des choses léguées, III, 493. — Dus au légataire universel, III, 498. — ... ou au légataire à titre universel, III, 499. — ... ou au légataire à titre particulier, III, 500. — De la chose, au cas de l'obligation de donner, III, 531. — Perception au cas d'accomplissement de la condition suspensive, III, 535. — Perception des fruits au cas de cession de biens, III, 565. — Fruits à venir, objet de contrats, III, 616; IV, 680. — ... tombant dans la communauté, IV, 640, 643. — ... de l'immeuble propre à l'un des époux et vendus pendant la communauté, IV, 644. — ... des successions advenues aux époux pendant la communauté, IV, 646. — ... échus au cas de partage ultérieur de la communauté, IV, 651. — ... des biens, au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — ... des biens dotaux; saisie, IV, 633, 670, 673. — ... des biens de la femme, au cas d'instance en séparation de biens, IV, 649. — ... touchés par la mari sur les biens de sa femme séparée de biens, représentation, IV, 649. — ... à naître, vente, IV, 680. — ... au cas d'acquisition de la chose d'autrui, *ibid.* — ... de la chose vendue avant la délivrance, IV, 683. — ... au cas d'exercice du réméré, IV, 688. — ... à considérer au cas de rescision de la vente pour lésion, IV, 689. — ... au cas de cession d'une hérédité, IV, 692. — ... récoltés par le fermier, présomption de durée du bail, IV, 704. — Rente foncière constituée en fruits, IV, 730. — Intérêts qu'ils peuvent produire, III, 550. — Annuités payables d'une rente viagère, V, 746. — Vente qu'en peut faire le mandataire, V, 753. — Leur perception au cas d'antichrèse, V, 782 à 784. — Jusqu'à quel point soumis aux privilèges et hypothèques frappant l'immeuble, V, 788, 822. — Quand soumis au privilège du bailleur, ou au droit de revendication, V, 791. — Droit de disposer de ceux de l'immeuble hypothéqué, V, 824. — ... au cas de délaissement de l'immeuble hypothéqué, V, 825. — Saisie-brandon, II, 233. — Restitution des fruits au cas de bonne ou mauvaise foi, II, 295. — En tout cas, remboursement des frais de labour et semences, II, 277. — ... au cas de revendication des biens de l'absent, I, 100 et suiv. — ... de renonciation à l'usufruit, II, 309. — ... d'indignité de succéder, II, 356. — ... au cas de pétition d'hérédité admise, II, 383. — Partage de succession, II, 387. — Exercice du retrait successoral, IV, 692. — Réduction des donations excédant la quotité disponible, III, 457. — Réduction des libéralités entre époux en secondes noces, avec enfants

d'un premier lit, III, 461. — Révocation de donation pour inexécution des conditions, III, 483. — ... ou pour ingratitude, III, 484. — ... ou pour survenance d'enfant, III, 485. — Fruits de la chose restituée au cas de condition suspensive défaillie ou accomplie, III, 535. — ... au cas d'accomplissement de condition résolutoire, III, 536. — ... au cas d'obligation annulée ou rescindée, III, 583. — Restitution de choses indûment reçues. IV, 623. — Révocation de l'aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — Restitution des fruits à l'acquéreur au cas d'éviction, IV, 685. — ... au cas de la résolution de la vente à défaut de paiement du prix, IV, 687. — ... ou de rescision pour lésion, IV, 689. — Par l'associé en retard de fournir son apport, IV, 716. — Quand il y a lieu au cas de dépôt volontaire, V, 736. — Contrainte par corps au cas d'indue possession, V, 772. — Privilège de copartageant a-t-il lieu à l'égard des fruits des biens héréditaires ? V, 793. — Prescription quinquennale, II, 356 ; V, 859-2°.

V. *Vente de meubles.*

FUMIERS vendus par le fermier, IV, 702. — ... au cas de cheptel, IV, 712.

FUNÉRAILLES (FRAIS DE). V. *Frais funéraires.*

FUREUR. Mariage, I, 110, 119. — Quand cause d'interdiction, I, 233, 234. — Capacité de disposer à titre gratuit, 417.

FUTAIE. Quand devient meuble, II, 253. — ... abattue par le possesseur de bonne foi, II, 295. — ... au cas d'usufruit, II, 308.

FUTAILLES. Quand sont immeubles par destination, II, 254.

G

GAGE. Définition, caractère, V, 778. — Contrat synallagmatique imparfait, III, 611. — En quoi diffère de caution, V, 777. — Conditions de validité, V, 779. — Droits du créancier, V, 780. — Ses obligations, V, 781. — Objets de succession mis en gage à comprendre dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 435. — Gage fourni par le locataire dont le mobilier est insuffisant, IV, 705. — Stipulation usuraire, IV, 729. — Peut-il être donné au lieu d'une caution due ? I, 98 ; II, 307, 386 ; V, 757, 833. — ... au lieu d'une caution judiciaire, V, 764. — Privilège du créancier gagiste, V, 786. — Concours du privilège du

créancier gagiste avec celui du vendeur, V, 791. — Biens du débiteur gage commun de ses créanciers, conséquences, II, 271 et suiv. ; V, 786, 841. — Dation d'un gage interrompt la prescription, V, 847.

GAGES DES DOMESTIQUES ne se compensent pas avec legs, III, 490. — Quotité, réduction, paiement, maître cru son affirmation, IV, 707. — Privilège, V, 790. — Prescription, V, 839-5°.

GAGEURE. V. *Pari*.

GAINS des époux, au cas de communauté d'acquêts, IV, 635. — ... de la femme au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — Société universelle de gains, IV, 713. — Gains réalisés par l'associé, compte à la société, IV, 716. — ... faits par le mandataire, compte qui doit en être rendu, V, 753.

GAINS DE SURVIE. Au cas de déclaration d'absence, I, 99. — Réduction au cas où quotité disponible excédée, III, 435. — Non ouverts par séparation de biens ou séparation de corps, IV, 649. — Hypothèque légale de la femme, V, 796.

GARANTIE. Cas où elle a lieu, III, 531. — ... de droit ou de fait, IV, 684. — Des contrats de garantie, V, 757. — Garantie des lots, en matière de partage de succession, II, 392. — ... par le donateur au donataire au cas d'éviction, III, 481. — ... au cas d'éviction de donations rémunératoires, III, 478. — ... ou d'éviction du légataire à titre particulier, III, 495. — ... en matière de partage d'ascendant, III, 510. — ... de créances, au cas de paiement par suite d'emprunt pour obtenir subrogation, III, 563. — ... de la dot, IV, 633. — ... par le mari, au cas de vente, jusqu'à quel point dette de communauté, IV, 642. — ... au cas de vente par le mari d'un propre de la femme, sans le consentement de celle-ci, IV, 645. — ... en matière de partage de communauté, IV, 652. — ... par un tiers, au cas de déclaration d'apport franc et quitte de l'un des époux, IV, 660. — ... au cas de révocation de l'aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — ... de contenance, au cas de vente, IV, 683. — ... de la chose vendue, IV, 684 et suiv. — ... des défauts cachés de la chose vendue, IV, 686. — ... ou au cas d'éviction, IV, 688. — L'acquéreur évincé a-t-il action contre les vendeurs de son vendeur ? II, 348 ; IV, 685. — *Quid*, contre le cessionnaire du prix de la vente ? IV, 691. — Garantie due par le cédant d'une créance au cessionnaire, IV, 691. — ... au cas de cession d'une hérédité, IV, 692. — ... de jouissance par le bailleur au preneur, IV, 701. — ... de la chose louée, au cas de bail de meubles, IV,

697. — Stipulation de non-garantie par le voiturier, IV, 709. — ... par les architectes et entrepreneurs, IV, 710. — ... par un associé, IV, 716. — ... par le prêteur de la chose prêtée à usage, IV, 725. — ... ou au cas de prêt de consommation, IV, 727. — Garantie d'éviction au cas de transaction, V, 768. — Privilège pour garantie en matière de partage de succession et de partage d'ascendant, V, 793. — ... au profit du tiers détenteur obligé de payer ou de délaisser, V, 825. — ... ou au cas de dépossession par suite de surenchère, V, 835. — Prescription de l'action en garantie, V, 859-2°. — Exception de prescription opposée par le garant, en cas de renonciation par le débiteur, V, 860.

GARDE. *Des personnes.* Des enfants de l'absent, I, 107. — Des enfants au cas de divorce et de séparation de corps, I, 143. — Attribut de la puissance paternelle, I, 187. — Au cas de destitution de tutelle des père et mère, I, 220. — Responsabilité à raison des personnes qu'on a sous sa garde, IV, 627 et suiv. — *Des choses.* Des meubles appartenant à l'absent, I, 100. — ... des meubles au cas de tutelle, I, 219. — ... par l'usufruitier, II, 307, 308. — ... par le grevé de substitution, III, 469. — ... des objets confiés aux voituriers, IV, 709. — ... de la chose prêtée à usage, IV, 724. — Est de l'essence du dépôt, V, 734. — ... au cas de dépôt volontaire, V, 735, 736. — *Des actes.* Par le notaire, des actes par lui reçus ou qui lui ont été déposés, III, 489, 589. — Contrainte par corps au cas de refus d'expédition des actes par les officiers publics qui en ont la garde, V, 772.

GARDES DU COMMERCE. Contrainte par corps pour restitution de titres ou deniers, V, 772. — Prescription de leurs salaires et avances, V, 859-5°.

GARDES-MALADES. Disposition à titre gratuit en leur faveur, III, 418. — Salaires, prescription, V, 859-5°.

GARDIEN judiciaire, au cas de saisie, V, 742. — ... contraignable par corps, V, 772.

GARENNE. V. *Lapins.*

GENDRE ou **BRU.** Quand aliments dus, I, 221.

GENS DE JOURNÉE. Billets ou promesses, approbation de somme, III, 590. — Salaires, prescription, V, 859.

GENS DE SERVICE. Quand sont compris dans la famille, V, 790. — Domicile, I, 89. — Billets ou promesses, approbation de somme, III, 590.

— Louage, IV, 707. — Salaires, privilège, V, 790. — ... peuvent faire actes de possession pour prescrire au nom du maître, V, 854.

V. Domestiques.

GESTION DES AFFAIRES D'AUTRUI. Caractères, droits et obligations, IV, 622. — En quoi diffère du mandat tacite, V, 751. — Tuteur de fait, I, 196. — Acquisition de la possession par le *negotiorum gestor*, II, 283. — Gestion de la chose commune, IV, 621. — Remplacement militaire du fils stipulé par le père, IV, 708. — Payement fait par un tiers, III, 538. — Quand preuve testimoniale admissible, III, 599. — ... par l'associé, dans l'intérêt de la société, IV, 717. — Agents d'affaires, espèce de mandataires, V, 750. — Cautionnement du débiteur à son insu, V, 757. — Gérant peut requérir l'inscription d'une créance hypothécaire, V, 807. — Frais et salaires du gérant, prescription, V, 859-2°.

GIBIER d'une terre, fruits naturels, II, 277. — Droit d'occupation, II, 294. — ... passant dans un autre lieu, II, 297. — Dommage causé, responsabilité, IV, 629.

GLACES. Quand sont meubles ou immeubles, II, 254. — Meubles meubles, II, 255. — Usufruit, II, 312. — Quand immeubles par destination ; donation assujettie à transcription, III, 480.

GRAINS. Quand sont immeubles, II, 253, 254. — ... non compris dans meubles, II, 255. — ... soumis à un usufruit, II, 306. — Quand susceptibles de compensation, III, 571. — Vente des grains en vert, III, 616 ; IV, 680.

GREFFE. Dépôt du double des registres de l'état civil, I, 76. — Choses abandonnées dans les greffes, à qui appartiennent, II, 294. — Acceptation bénéficiaire de succession, II, 379. — Renonciation à succession, II, 380. — Renonciation à communauté, IV, 650. — Délaissement par hypothèque de l'immeuble par le tiers détenteur, V, 825. — Dépôt de copie collationnée pour la purge des hypothèques légales, V, 836.

GREFFIERS. Devoirs quant aux registres de l'état civil, I, 76, 79, 80. — Responsabilité à ce sujet, I, 82. — Tableau des interdits, I, 234. — Visa pour priorité de demande en partage, II, 387. — Quand ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — ... ou cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Constatent l'affiche de l'extrait d'acquisition pour la purge des hypothèques légales, V, 836. — Greffiers de justice

de paix ; reconnaissance d'enfant naturel par eux reçue, I, 167. — Salaires et avances, prescription, V, 859-2°.

V. Vente de meubles.

GROSSES d'actes notariés, I, 18. — Foi qui leur est due, III, 594. — Au cas de remise, présomption de libération, III, 569. — ... de contrat de mariage, changements, IV, 636.

H

HABITATION. Fixe le domicile, I, 87. — ... de la femme avec le mari, I, 133. — Communauté d'habitation des deux époux : il ne peut y être dérogé par contrat de mariage, IV, 637. — Mais la stipulation d'habitation commune avec les parents peut être modifiée plus tard, IV, 636. — ... due à la veuve pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, IV, 650. — ... ou au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — ... due à la veuve dotale, II, 314 ; IV, 673. — ... à l'associé d'une maison appartenant à la société, IV, 718. — Droit d'habitation : ce que c'est, règles, II, 303, 314. — ... est un droit immobilier, II, 256. — Exercice des actions possessoires, II, 286. — ... sur immeuble grevé d'usufruit, II, 305. — ... ne tombe point dans la communauté, IV, 640. — ... est inaliénable, II, 261. — ... ne peut être loué, IV, 699. — Est-il susceptible d'hypothèque, V, 788. — Acte constitutif assujéti à transcription, V, 840. — *Quid* de la donation du droit d'habitation ? III, 480. — Peut être acquis par la prescription, V, 849.

HAIE. Mitoyenneté, II, 324. — ... vive, plantation, distance, II, 326. — Existence de haies au cas d'action en bornage, II, 320. — *Quid*, au cas de clôture forcée pour mitoyenneté ? II, 325. — Haies sèches, quand sont immeubles, II, 254. — Quand l'établissement de haies peut constituer un acte de possession pour prescrire, V, 851.

HALAGE (Chemin de). Alluvion, II, 297. — Servitude d'utilité publique, II, 316.

HARDES. V. *Linge et hardes.*

HERBAGES des bords de la mer, droit d'occupation, II, 294.

HÉRÉDITÉ. En quoi diffère de succession, II, 349. — Vente ou cession de l'hérédité, IV, 692.

V. *Droits successifs, Pétition d'hérédité.*

HÉRITIERS APPARENTS. Actes faits par lui, II, 278. — Aliénations ou ventes par lui faites ; de leur validité, II, 376, 407 ; III, 493. — Vente par le copartageant en vertu d'un partage provisionnel, II, 390. — Effets de l'action en pétition d'hérédité admise contre lui, II, 383. — Résolution des actes par lui faits, II, 278, 356. — Paiement à lui fait de bonne foi, III, 559. — Restitution des fruits, II, 295.

V. *Pétition d'hérédité.*

HÉRITIERS BÉNÉFICIAIRES. V. *Bénéfices d'inventaire.*

HÉRITIERS. Définition ; espèces, II, 349. — Successeurs universels ou particuliers, II, 268. — ... du présumé absent, surveillance de ses intérêts, I, 95. — Quand peuvent provoquer la déclaration d'absence, I, 97. — Envoi en possession des biens de l'absent, I, 98. — Leurs droits au cas de son décès, I, 101. — Action en nullité de mariage, I, 127. — Dette des aliments, I, 131. — Héritiers du mari ou de la femme pouvant invoquer le défaut d'autorisation maritale, I, 134. — Quand ont-ils l'action en divorce ou en séparation de corps ? I, 140, 146, 154. — Héritiers du mari, quand peuvent exercer action en désaveu de l'enfant, I, 161. — ... de l'enfant, cas où l'action en réclamation d'état leur appartient, I, 160. — Leurs droits au cas de reconnaissance d'enfants naturels, I, 167, 168. — Action en recherche de la maternité, I, 170. — Héritiers du tuteur, obligations envers le mineur, I, 230. — ... du tuteur décédé, leurs devoirs, I, 226. — ... du mineur, action en rescision, III, 582. — Leurs droits au cas où l'interdiction de leur auteur a été provoquée avant son décès, I, 236. — ... de l'usufruitier, leurs droits et obligations à la fin de l'usufruit, II, 312. — N'est héritier qui ne veut, II, 377. — Quand le successible peut être forcé de prendre qualité, II, 381. — Conséquences de prise de la qualité d'héritier quant à l'acceptation de la succession, II, 378. — Droits de l'héritier en général, II, 382, 383. — Saisine, II, 349, 331, 356, 376. — Exercice du retrait successoral, IV, 692. — Héritiers à réserve, III, 446, 449, 451, 452. — Obligations des héritiers ; paiement des dettes et charges de la succession, II, 384, 404, 425. — Rapport à succession, II, 394 et suiv. — Cumul de la qualité d'héritier avec celle de donataire ou légataire, au cas de rapport, II, 395. — Médecins, chirurgiens, etc. ; dispositions à titre

gratuit en leur faveur, III, 418. — Héritiers du donateur, exception du défaut de transcription de la donation, III, 480. — Héritier exécuteur testamentaire, III, 491. — ... présomptif, quand réputé personne interposée, III, 461. — ... du créancier et du débiteur succèdent en général à leurs droits et obligations, III, 535. — ... des contractants, foi par eux due aux actes authentiques de leurs auteurs, III, 589. — Reconnaissance de l'écriture des actes sous seing privé, III, 590. — Action en nullité d'une obligation leur appartient; exceptions, III, 579, 580. — Héritiers du débiteur, du serment à eux déferé, III, 608. — ... de la femme, droit d'accepter ou de répudier la communauté, IV, 650. — Leurs droits au cas de demande en séparation de biens, IV, 649. — ... de la femme dotale, action en révocation de l'aliénation du fonds dotal, IV, 670. — Qualité d'héritier n'est pas cédée par la vente de l'hérédité, IV, 692. — ... du maître ou du domestique au cas de louage de services, IV, 707. — ... de l'associé, leurs droits à son décès, IV, 720. — ... de l'emprunteur à usage, droits et obligations, IV, 725. — ... du débiteur d'une rente constituée, IV, 732. — ... du déposant et du dépositaire, au cas de dépôt volontaire, V, 736. — ... du mandataire, V, 756. — ... de la caution ou du débiteur, V, 759. — ... du débiteur contraignable par corps, V, 774. — Quand inscription peut être prise contre les héritiers du débiteur, V, 808. — Héritiers du créancier hypothécaire succèdent à ses droits, V, 821, 826. — ... d'un débiteur solidaire, effets des actes à l'égard de l'un d'eux quant à l'interruption de la prescription, V, 847. — L'héritier peut-il joindre sa possession à celle de son auteur pour l'usucapion de dix ans? V, 854. — Héritiers du débiteur peuvent-ils attaquer la renonciation par lui faite à la prescription libératoire? V, 860.

V. Cohéritiers, Garantie, Partage, Réserve, Succession.

HEURE de la naissance doit être indiquée dans l'acte de l'état civil, I, 84.

— Heures différentes au cas de deux donations; conséquence au cas de réduction, III, 457. — La prescription ne se compte pas par heures, V, 846.

V. Publications de mariage.

HOMOLOGATION par le tribunal en matière d'adoption, I, 176, 180. — ...

des délibérations du conseil de famille, ce que c'est, quand nécessaire, I, 203, 221. — ... au cas de consentement donné ou refusé pour le mariage du mineur, I, 127. — ... ou d'exclusion de la tutelle, I, 212. — ... ou de destitution de la tutelle, I, 228. — *Quid*, au cas d'actions en justice au nom du mineur? I, 222. — Est-elle nécessaire

pour acceptation ou répudiation de succession, I, 221. — ... au cas de partage par attribution avec le mineur, I, 221 ; II, 391. — ... pour le contrat de mariage du mineur, IV, 635. — ... au cas de vente ou échange d'immeubles, d'emprunt ou d'hypothèque ou de transaction, I, 207, 221. — ... au cas de renonciation par le tuteur à la prescription libératoire, V, 861. — Tribunal compétent, procédure et jugement, I, 221.

HOPITAUX, HOSPICES. Décès dans les hôpitaux, I, 86. — Tutelle des enfants mineurs, I, 197, 207. — Consentement au cas de tutelle officieuse, I, 182. — Emancipation des enfants, I, 227. — Soins à donner à l'interdit dans un hospice, I, 235. — Cas où ils succèdent à certains biens, II, 368. — Dispositions à titre gratuit à leur profit, autorisation, III, 418. — Acceptation de donation, III, 425.

HOTELIERS. Des dépôts faits chez eux, V, 739. — Dépositaires volontaires, soins, V, 736. — Responsabilité au cas de dépôt nécessaire ; précautions pour décliner cette responsabilité, V, 739. — Preuve testimoniale des dépôts faits chez eux, III, 599. — Prescription, V, 839-6°.

HUISSIERS. Institution, I, 18. — Peuvent signifier opposition à mariage, I, 120. — ... recevoir le paiement, III, 559. — ... faire offres réelles de paiement, III, 564. — ... et significations de transport, IV, 691. — Quand ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — ... ou cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Signification de la clause prévue de résiliation du bail, IV, 704. — des congés, *ibid.* — ... de la volonté d'un associé de ne vouloir plus rester en société, IV, 720. — ... du commandement préalable à la saisie immobilière, V, 841. — Sont réputés mandataires salariés, V, 750. — Sont contraignables par corps pour restitution de titres et deniers, V, 772. — Quand déchargés des pièces, V, 839-4°. — Salaires et déboursés, prescriptions, V, 839-5°.

V. *Vente de meubles.*

HYPOTHÈQUE. Définition, V, 786. — 1° *Dispositions générales.* Notions historiques, V, 787. — Système hypothécaire critiqué, I, 15. — Hypothèque est un droit réel, I, 262. — En quoi diffère du privilège, V, 786. — Constitution d'hypothèque, conséquence du droit de propriété, II, 277. — L'obligation d'en constituer une est indivisible, III, 533. — Peut-elle suppléer une caution due ? II, 307, IV, 757, 763, 764. — Privilège non conservé par une inscription dégénère en hypo-

thèque, V, 813. — 2° *Par qui peut-elle être constituée ?* Par le mort civilement, I, 67. — ... par l'envoyé en possession définitive des biens de l'absent, I, 103. — ... par des héritiers saisis au défaut de l'absent, I, 105. — ... par le tuteur sur les biens du mineur, I, 221. — ... par le mineur émancipé, I, 240. — ... par l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — ... par l'usufruitier, II, 308. — ... par le propriétaire sur l'immeuble grevé d'usufruit, II, 310. — ... par l'usager, II, 313. — ... par l'indigne de succéder, II, 336. — ... par l'héritier apparent, II, 278. — ... par l'héritier bénéficiaire, II, 386. — ... par un cohéritier avant partage, II, 391, 392. — ... par le donateur avant la notification de l'acceptation de la donation, III, 426. — ... ou avant la transcription de la donation, III, 480. — ... par le donataire avant la révocation de la donation pour ingratitude, III, 484. — ... par le grevé de substitution, III, 470. — ... par celui qui a reçu indûment l'immeuble en payement, IV, 623. — ... par le mari sur les biens de la communauté, IV, 642. — Ce droit ne peut lui être enlevé par le contrat de mariage, IV, 637. — ... par le mari sur les biens de la femme commune sans son consentement, IV, 643. — ... par la femme, nécessité de l'autorisation maritale, I, 134. — ... ou encore par la femme séparée de biens, IV, 649. — ... par le mari sur des acquêts de communauté échus depuis à la femme, IV, 651. — ... par la femme dotale sur les immeubles dotaux, IV, 670. — ... par l'acquéreur dont la qualité est contredite par une contre-lettre, III, 589. — ... par l'acquéreur à réméré, IV, 688. — ... par le gérant d'une société, IV, 718. — 3° *Sur quels biens peut-elle être constituée ?* Des objets susceptibles d'hypothèque, V, 788. — Meubles, droit ancien, V, 788. — Rentes foncières et autres non susceptibles d'hypothèque, II, 256. — Droits d'hypothèques, V, 788. — Immeubles de l'étranger, I, 29. — Biens de l'absent, I, 100. — Biens indivis, II, 279. — Emphytéose, II, 280. — Immeubles grevés d'usufruit, II, 303. — Servitudes consenties sur le fonds précédemment hypothéqué, II, 335. — Hypothèque sur les biens donnés, exercice du retour légal, II, 374. — ... ou au cas d'exercice du retour conventionnel, III, 473. — ... ou au cas de réduction par suite de quotité disponible excédée, III, 457. — ... ou au cas de révocation de la donation pour inexécution des conditions, III, 483. — Biens compris dans une institution contractuelle, III, 517. — Immeuble indivis avec la femme et acquis pendant la communauté, IV, 640. — Immeuble de la communauté et tombé depuis dans le lot de l'un des époux, IV, 653. — Immeubles frappés par la clause d'ameublissement,

IV, 687. — Biens de la femme au cas de régime exclusif de communauté, IV, 664. — Biens dotaux, IV, 670. — Peut-elle être constituée sur l'immeuble dotal au cas où il peut être donné pour l'établissement des enfants ? *ibid.* — ... sur l'immeuble déjà hypothéqué, V, 824. — 4° *A quoi s'étend l'hypothèque ?* Immeubles par destination, II, 234. — Coupes de bois, II, 233. — Alluvion ou changement de lit de rivière, II, 297. — Echange de l'immeuble hypothéqué, IV, 693. — 5° *Inscription.* De l'inscription des hypothèques, V, 804. — Quelles hypothèques sont soumises à la nécessité de l'inscription, V, 803, 806. — *Inscription* pas nécessaire vis-à-vis du débiteur, V, 804. — Le droit des créanciers entre eux est déterminé par la date des inscriptions, II, 343 ; V, 817. — N'ont effet vis-à-vis du tiers détenteur que par l'inscription, II, 346. — 6° *Effets.* Effets des hypothèques en général, V, 821. — ... sur les immeubles de la succession, action contre les cohéritiers détenteurs, II, 403, 406. — Action contre légataire universel ou à titre universel, III, 496. — *Quid*, contre le légataire à titre particulier ? III, 497. — Constitution d'hypothèque n'entraîne point révocation de donation entre époux pendant le mariage, III, 522. — Réduction de l'hypothèque ne peut être demandée par le motif que la dette est éteinte en partie, V, 823. — Donne à la fois droit de préférence et droit de suite, V, 786. — Cas où elle prime le privilège, V, 786. — Du rang des hypothèques entre elles, V, 786, 827, 842. — Rang des créanciers hypothécaires déterminé par la date des inscriptions, II, 343 ; V, 817. — Créancier ayant une hypothèque générale pouvant l'exercer sur tel immeuble que bon lui semble, nulle responsabilité à cet égard envers tiers détenteur, V, 825. — Effets quant aux tiers détenteurs, II, 346 ; V, 786, 825. — De la transmission des droits d'hypothèque, V, 826. — Subrogation légale ou conventionnelle au cas de paiement de la dette, III, 563. — Rang des créanciers hypothécaires par suite de cession de l'hypothèque ou du droit de priorité, V, 826. — Quand constitution de l'hypothèque interrompt la prescription, V, 847. — 7° *Extinction.* Modes généraux de l'extinction des hypothèques, V, 830. — Modes particuliers, V, 831. — Extinction au cas de condition résolutoire, II, 278. — ... par la consignation déclarée valable, III, 564. — ... par la novation, III, 566. — ... par la compensation, III, 573. — ... au cas de résolution de la vente, IV, 687, 689. — Renonciation par le créancier, V, 830. — Quelles actions hypothécaires se prescrivent par dix ans, V, 859-1°. — Mainlevée d'inscription n'emporte pas renonciation à l'hypothèque, V, 819. — Au cas d'extinction, rapport à succession,

II, 400. — Hypothèques au profit de l'acquéreur, éteintes par la confusion, revivent dans le cas de délaissement, V, 823. — 8° *Différentes espèces*. — I. *Hypothèques conventionnelles*, V, 789. — Personnes capables de constituer ou recevoir ces hypothèques, V, 799 (V. aussi *suprà*, n° 2). — Hypothèque constituée par la femme conjointement avec son mari, renonciation tacite à son hypothèque légale, V, 796. — ... au profit de l'étranger, sur des immeubles en France, I, 61. — Actes par lesquels l'hypothèque peut être constituée, V, 800. — Actes passés en pays étranger, I, 30. — Énonciations dans l'acte constitutif d'hypothèque, V, 801. — Évaluation de la créance nécessaire pour l'inscription, V, 811. — Obligations pour lesquelles l'hypothèque peut être constituée, V, 802. — Quand il y a stellionat de la part du débiteur, V, 772. — Des modifications conventionnelles de l'hypothèque, V, 803. — Exception de discussion opposée aux créanciers par le tiers détenteur poursuivi, V, 823. — II. *Hypothèques judiciaires*, V, 789. — ... au profit de l'étranger sur des immeubles en France, I, 61. — ... peuvent frapper les biens d'individus n'ayant pas capacité d'aliéner, V, 799. — ... contre l'administrateur provisoire au cas d'interdiction, I, 234. — ... contre l'individu pourvu de conseil judiciaire, I, 249. — Actes qui confèrent l'hypothèque, V, 798. — Jugements des tribunaux étrangers, I, 30. — Procès-verbal de conciliation emportant transaction, V, 766. — Effets de l'hypothèque, V, 798... — n'est pas spéciale, inscription générale, V, 810. — Évaluation de la créance dans l'inscription, V, 811. — III. *Hypothèques légales*, V, 789. — Généralité de l'hypothèque, V, 794. — ... peut frapper les biens d'individus n'ayant pas la capacité d'aliéner, V, 799. — ... sur les biens de l'individu frappé d'un conseil judiciaire, I, 249. — ... des mineurs, V, 795. — ... au profit du mineur étranger, ou du mineur français sur un tuteur étranger, I, 61. — ... sur le protuteur, I, 196. — ... sur le cotuteur ou le second mari de la mère du mineur, I, 229. — *Quid*, sur le tuteur à la substitution ou sur le grevé? III, 469. — ... de l'État, des communes et des établissements publics, V, 797. — ... de la femme mariée, V, 796. — ... au profit de la femme étrangère mariée en France ou de Française mariée à l'étranger, I, 61. — ... au second de ces cas, transcription de l'acte de mariage sur les registres de l'état civil, I, 61, 114. — ... de la femme d'un grevé de substitution, III, 470. — ... au cas de révocation de donation pour survenance d'enfant, III, 485. — Exercice du retour conventionnel, au cas de donation par contrat de mariage, III, 475. — Limitation par la femme mineure sur les biens de son

mari, par le contrat de mariage, IV, 635. — S'étend-elle sur les conquêts de communauté pour sûreté des reprises de la femme? IV, 644. — ... à raison des biens dotaux, IV, 673. — Renonciation par la femme en faveur d'un créancier postérieur, acceptation, III, 568. — Renonciation, cession ou subrogation par la femme au profit d'un tiers, V, 796. — Renonciation ou subrogation par la femme dotale au cas d'établissement de ses enfants, IV, 670. — De la réduction des hypothèques, V, 812. — Quelles hypothèques sont dispensées de l'inscription, V, 806. — Cas où l'inscription devient nécessaire, V, 806. — Inscription générale pour les hypothèques des mineurs, interdits et femmes mariées, V, 810, 814. — Evaluation des créances dans l'inscription, V, 814. — Renouvellement des inscriptions, V, 818. — Purge des hypothèques légales, formalités, V, 836. — Purge par expropriation forcée, V, 834. — Droit de suite et droit de préférence au cas de purge, V, 806, 836. — Rang des créanciers entre eux; *quid* des divers créanciers subrogés dans l'hypothèque légale de la femme? V, 796. — Collocation au cas de distribution sur le prix de plusieurs immeubles, V, 827.

V. Inscriptions hypothécaires, Purge des privilèges et hypothèques.

I

IGNORANCE. Pas motif d'excuse de tutelle, I, 245. — ... par le mandataire ou par les tiers de la fin du mandat, V, 756. — Cautionnement à l'insu du débiteur, V, 757. — ... de jugements ou de titre, transaction ultérieure annulable, V, 769. — Ignorance de droit, I, 26. — ... ne se présume pas, I, 125. — ... au cas de possession de bonne ou mauvaise foi, II, 295. — Payement par caution, recours, V, 761.

ILES, ILOTS appartenant aux riverains ou à l'État, II, 260, 297.

IMBÉCILLITÉ. Mariage, I, 110, 119. — ... cause d'interdiction, I, 233, 234. — Capacité de disposer à titre gratuit, III, 417. — Témoin dans un testament, III, 439.

IMMEUBLES. En quoi consistent, II, 253. — Sont régis par la loi française, I, 29. — Des immeubles par nature, II, 253. — Rapport à succession, II, 400. — Acquis pendant le mariage, quand tombent ou non dans la communauté, IV, 640. — Quand sont susceptibles de privilèges et d'hypothèques, V, 788. — Des privilèges généraux sur

les immeubles, V, 792. — Des privilèges sur certains immeubles, V, 793. — Effets des privilèges, V, 821. — Leur ordre ; concours des privilèges généraux et spéciaux, V, 829. — Désignation des immeubles dans l'acte constitutif d'hypothèque, V, 801. — ... et dans les bordereaux d'inscription, V, 814, 815. — Rang des créanciers au cas de concours d'hypothèques générales et spéciales, V, 827. — Quels immeubles peuvent être saisis, V, 841. — Leur acquisition par l'usucapion, V, 849. — Des immeubles par destination, II, 253, 254. — Action possessoire, II, 286. — Usufruit, II, 312. — Donation assujettie à transcription, III, 480. — Quand tombent ou non dans la communauté, IV, 640. — Vente séparée des immeubles par destination, II, 254. — Comment soumis à privilèges et hypothèques, V, 788. — Ajoutés à l'immeuble hypothéqué, V, 822. — Le privilège du vendeur de la chose mobilière prime-t-il l'hypothèque du créancier sur l'immeuble ? V, 791.

IMMOBILISATION de fruits, II, 257. — ... de certains objets mobiliers, rentes sur l'État, actions de la Banque, etc., II, 252. — ... d'objets mobiliers par contrat de mariage, *ibid.* ; IV, 656. — Clause d'immobilisation au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — ... des fruits, au cas de saisie de l'immeuble, V, 824. — ... des fruits, au cas de sommation au tiers détenteur de payer ou délaisser, V, 824, 825.

IMPENSES au cas de travaux faits sur le sol d'autrui, II, 297. — ... par l'usufruitier, II, 308, 312. — ... au cas d'exercice du retour légal, II, 374. — ... de restitution par l'héritier apparent, II, 383. — ... de rapport à succession, II, 400. — ... de rapport par un successible des biens aliénés à son profit, III, 455. — ... sur les biens composant la masse pour fixer la quotité disponible, III, 456. — ... au cas de gestion des affaires d'autrui, IV, 622. — ... ou de choses indûment reçues, IV, 623. — ... relatives aux fruits perçus durant la communauté, IV, 640. — ... au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — ... sur le fonds dotal, IV, 673. — ... au cas de révocation de l'aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — De l'acquéreur évincé, IV, 685. — ... au cas d'exercice de l'action rédhibitoire, IV, 686. — ... au cas de bail de meubles, IV, 697. — ... faites par le locataire ou fermier, II, 297. — Du tiers détenteur, au cas de revendication admise contre lui, II, 299. — ... ou au cas de délaissement, V, 825. — ... ou de surenchère, V, 835.

IMPOSITIONS, IMPÔTS. Établissement et obligation de les payer, II, 274.
V. *Contributions.*

IMPRIMERIE, IMPRIMEUR. Les presses sont-elles immeubles par destination? II, 254. — A quelle prescription les imprimeurs sont soumis, V, 859-60.

IMPRUDENCE. Responsabilité, IV, 624, 627. — Quand constitutive de délit ou de quasi-délit, IV, 625.

IMPUISSANCE NATURELLE est-elle un empêchement au mariage? I, 110. — N'est pas un motif de désaveu d'enfant, I, 161.

IMPUTATION par l'enfant naturel de ce qui serait sujet à rapport, II, 407. — ... sur la quotité disponible de l'aliénation faite à un successible, moyennant rente viagère ou sous réserve d'usufruit, III, 455.

IMPUTATION DE PAYEMENTS. Règles, III, 562. — Par un associé, créancier d'un débiteur de la société, IV, 716. — Au cas d'intérêts payés et non dus, IV, 728. — *Quid*, au cas d'intérêts excédant le taux légal? IV, 729. — Payements faits par la caution, III, 569. — ... ou par le débiteur sur la dette cautionnée, V, 763. — Au cas d'insuffisance du prix de la chose donnée en gage, V, 780. — Mode en cas d'antichrèse, V, 782.

INALIÉNABILITÉ. Aliénabilité, conséquence du droit de propriété, II, 377. — Choses aliénables, II, 261. — Immeubles de l'étranger, I, 29. — Choses inaliénables, II, 261. — Choses hors du commerce, IV, 680. — Droits d'usage et d'habitation, II, 313, 314. — Inaliénabilité du patrimoine à titre de donation entre-vifs, II, 267. — Condition d'inaliénabilité imposée par contrat ou par testament, II, 261; III, 464. — ... ou d'inaliénabilité pendant un certain temps, III, 483. — ... des biens de la communauté ne peut être imposée au mari par le contrat de mariage, IV, 637. — ... des biens dotaux; exception, IV, 670, 679. — Cette inaliénabilité peut-elle être stipulée par la femme mineure dans son contrat de mariage? IV, 635. — Clause d'inaliénabilité des biens de la femme en dehors du régime dotal, IV, 666. — ... ou au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — Stipulée dans une constitution de rente viagère, V, 747. — Choses inaliénables ne peuvent être mises en société, IV, 714. — L'inaliénabilité de certains biens n'exclut pas la faculté de les louer, IV, 699. — Et leur aliénabilité n'entraîne pas toujours leur prescriptibilité, V, 849.

INCAPACITÉ. De fonctions, en quoi diffère d'exclusion, I, 212. — ... du père, retrait de l'administration des biens de ses enfants, I, 207. — ... du tuteur, cause de destitution, I, 228. — ... pour curatelle, I, 237. — Les incapables peuvent-ils acquérir la possession? II, 283. —

Incapacité de succéder, II, 353, 354. — ... de disposer ou recevoir à titre gratuit, III, 417, 418. — ... de contracter, III, 613. — ... de se rendre adjudicataire, IV, 679. — ... ou cessionnaire de droits litigieux, IV, 693. — Dépôt volontaire fait par ou à un incapable, V, 735. — Ou dépôt nécessaire, V, 738. — Mandat conféré par un incapable ou à un incapable, V, 751. — Cautionnement de la dette d'un incapable, V, 759. — Des incapables en matière d'usucapion ou de prescription, V, 844. — Quand l'incapable relève le capable au cas de prescription, V, 845.

V. Capacité.

INCENDIE. Démolition des maisons voisines, II, 269. — Responsabilité dans ce cas, IV, 625. — ... de la chose soumise à l'usufruit, II, 309, 311. — Responsabilité des locataires, IV, 702. — Donne lieu au dépôt nécessaire, V, 734. — Et dans ce cas, preuve testimoniale admissible, III, 598. — Indemnité, droit des créanciers hypothécaires, V, 821.

INCESSIBILITÉ. Quelles choses sont incessibles, IV, 691. — Droits d'usage et d'habitation, II, 313, 314. — Chose prêtée à usage, IV, 723. — En matière de rente viagère, V, 747.

INCONDUITE. De l'enfant, droit de correction des père et mère, I, 187. — ... de l'enfant naturel, I, 171. — ... du père, retrait de l'administration des biens de ses enfants, I, 207. — Fait-elle perdre l'usufruit légal? I, 189. — Est-elle cause d'exclusion du conseil de famille? I, 201. — Exclusion de la tutelle et subrogée tutelle, I, 212, 213. — Inconduite du tuteur, cause de destitution, I, 228. — ... du mineur, droit de correction par le tuteur, I, 220. — Révocation de l'émancipation, I, 243. — Inconduite de la veuve est-elle cause de révocation des legs? III, 504. — ... de la femme n'est pas fin de non-recevoir contre la demande en séparation de biens, IV, 649. — ... du mari, vente du bien dotal pour le tirer de prison, IV, 670.

V. Correction (*Droit de*).

INCORPORATION. En quoi consiste, II, 296 et suiv. — Quand elle rend les meubles immeubles par destination, II, 254.

INCORPORELS (OBJETS). En quoi consistent, II, 256; IV, 690. — Vente; garantie des vices cachés, IV, 686, 690. — Bail, IV, 697. — Pouvant ou non être donnés en gage, V, 779. — Privilège pour le prix de vente, V, 791. — Ne sont pas soumis à la règle *en fait de meubles, possession vaut titre*; exceptions, V, 849.

V. Droits incorporels.

INDEMNITÉ. Due par le tuteur officieux, I, 183. — ... allouée au tuteur, I, 230. — Au cas d'expropriation pour utilité publique, II, 277. — Pour dommages temporaires ou permanents résultant de travaux publics, II, 277. — ... au propriétaire de source, II, 318. — Exhaustement ou acquisition du mur mitoyen, II, 322. — Construction d'un mur trop rapproché, à raison de certains ouvrages, II, 328. — Pour passage au cas d'enclave, II, 331. — Ou pour poursuite d'un essaim d'abeilles, II, 294. — Due au donateur, au cas d'exercice du retour légal, II, 374. — Respectivement due entre les époux communs et entre eux et la communauté, IV, 641, 644, 652. — Due à la femme commune au cas d'obligation solidaire avec son mari, IV, 643. — A répéter par la femme renonçant à la communauté, IV, 634. — Due à l'un des époux par l'autre déclaré franc et quitte de dettes, IV, 660. — ... à l'un des époux, au cas de préciput, IV, 662. — ... à la femme, au cas d'aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — ... à l'acquéreur évincé en tout ou partie, IV, 685. — ... par le locataire au bailleur, au cas d'incendie, IV, 702. — ... par le bailleur au locataire expulsé par l'acquéreur, IV, 704. — ... au fermier, au cas de perte de récoltes, IV, 706. — Perte d'objets confiés à une voiture publique, IV, 709. — Résiliation du marché à forfait pour construction de bâtiment, IV, 710. — Due à l'associé qui a géré les affaires sociales, IV, 717. — ... par le déposant au dépositaire volontaire, V, 737. — ... au cas de dépôt volontaire fait à ou par un incapable, V, 738. — ... par le mandant au mandataire, V, 750, 754. — ... par le mandataire renonçant au mandat, V, 756. — ... stipulée par la caution, V, 757. — ... par le débiteur au profit de la caution, même avant le paiement par celle-ci, V, 761. — ... pour inexécution de la transaction par une des parties, V, 768. — ... au profit du créancier gagiste, au cas de dommage éprouvé, V, 780. — ... par le créancier gagiste, au cas de perte ou détérioration du gage, V, 781. — En quels cas n'est pas due aux créanciers hypothécaires, V, 821. — Quand est-elle due aux créanciers hypothécaires par le tiers détenteur qui délaisse? V, 825. — ... par le vendeur au tiers détenteur, au cas de partage ou morcellement des biens, V, 835.

INDICATION de créancier ou de débiteur pour faire le paiement, III, 538; IV, 690. — ... n'entraîne point novation, III, 566. — ... d'une personne à qui doit être restitué un dépôt volontaire, V, 736. — ... de biens à faire par la caution qui oppose l'exception de discussion, V, 760. — ... des choses que doit contenir l'acte de gage, V, 779. —

Indications nécessaires dans l'acte constitutif de l'hypothèque conventionnelle, V, 801. — ... dans les bordereaux d'inscription, V, 814, 815. — ... et dans ceux de renouvellement des inscriptions, V, 818. — ... dans les notifications aux créanciers inscrits à l'effet de purger, V, 832.

INDICES. Filiation, I, 162.

INDIGENTS. Assistance judiciaire, II, 266.

INDIGNITÉ. Cause de destitution de tutelle, I, 228. — ... du curateur en général, I, 237. — ... de succéder ; caractères, II, 353. — Quelles personnes sont indignes, II, 353. — Indignité de la part de l'adopté, I, 178. — ... au cas de substitutions permises, III, 468. — Comment elle est déclarée, II, 356. — Effets de l'indignité déclarée, II, 353, 356. — Fait perdre l'usufruit légal, I, 189. — Indignité au cas de retour légal, II, 373. — Calcul pour fixer la réserve, III, 450. — Indignité de recevoir à titre gratuit, caducité des legs, III, 502. — Déchéance du grevé de substitution, III, 471.

INDIVIS (BIENS). En quoi consistent, II, 279. — Servitudes établies sur ces biens, *ibid.* — Exercice des servitudes, II, 332. — Travaux faits par le copropriétaire ou par l'associé, II, 297. — Action en revendication par l'héritier contre le tiers détenteur, II, 387. — Action en partage, tribunal compétent, II, 351. — Avec un mineur, licitation, I, 221. — Parts dans ces biens à comprendre dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 453. — Legs de biens indivis, III, 445. — Acquisition pendant la communauté, IV, 655. — Époux copropriétaire, acquisition, IV, 640. — Aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — Vente des biens indivis, II, 279. — Vente à réméré, quand plusieurs héritiers, IV, 688. — Tuteur adjudicataire de biens indivis avec le mineur, I, 224. — Baux, IV, 699. — Quand il peut y avoir lieu au privilège de copartageant, V, 793. — Hypothèque constituée sur biens indivis, V, 799. — Purge des hypothèques au moyen des notifications aux créanciers inscrits, V, 832. — Saisie, partage préalable, V, 841. — Quand l'usucapion peut avoir lieu entre les copropriétaires, V, 851.

V. *Licitation, Partage.*

INDIVISIBILITÉ. Aliments, I, 131. — En matière de droits réels, II, 262. — Servitudes, II, 262, 332. — ... de la qualité d'héritier, II, 376, 378. — A l'égard des dettes de la succession, II, 405. — Au cas de donation par plusieurs, révocation totale, III, 483. — Indivisibilité des

obligations, III, 533. — ... de l'aveu judiciaire, exception, III, 606. — *Quid* de l'aveu extrajudiciaire? III, 607. — ... et de celui résultant des livres des marchands? III, 591. — L'obligation de garantie de la vente est-elle indivisible? IV, 684. — Indivisibilité du paiement d'un prix de vente, IV, 687. — ... de l'action en délivrance de la chose louée, IV, 701. — ... au cas de dépôt volontaire, restitution par héritiers, V, 736. — ... de la ratification par le mandant des actes du mandataire, V, 738. — ... du gage et par suite du droit de rétention, V, 780. — ... du droit du créancier antichrésiste, V, 784. — ... de l'hypothèque, II, 262; V, 821, 822. — *Quid*, au cas d'extinction de l'obligation pour partie? V, 830. — Quand le mineur relève le majeur en matière de prescription, V, 845.

INDIVISION. Nul n'est tenu d'y demeurer, exception, II, 387. — Stipulation d'indivision temporaire ou de renouvellement, II, 261, 279, 389. — Condition d'y rester imposée par un testateur, II, 389. — Droits constitués par les cohéritiers avant qu'elle ne cesse, II, 392. — Est rétablie par l'effet de la rescision du partage, II, 393. — Au delà de cinq ans, forcée en matière de société, IV, 720. — Acte la faisant cesser, privilège de copartageant, inscription, V, 813. — Expropriation forcée, II, 279; V, 841.

INDUSTRIE. Produits de l'industrie du mort civilement, acquisition, I, 67. — ... de l'enfant à considérer pour sa détention par voie de correction, I, 187. — ... à excepter de l'usufruit légal, I, 189. — Instruments pour l'exercice d'une industrie meubles ou immeubles, II, 254. — Actions dans les sociétés sont meubles, II, 236. — Des fruits industriels, II, 277, 295. — *Quid* des produits industriels pour la possession de mauvaise foi? II, 295. — Industrie d'un des époux, à considérer pour réduction de la quotité disponible au cas de secondes noces avec enfants, III, 461; IV, 637. — Produits de celle des époux tombent dans la communauté, IV, 640. — Industrie particulière de la femme, produits en péril, demande en séparation de biens, IV, 649. — Acquêts provenant de celle des époux, au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — Industrie de la femme, au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — Quand les produits de celle de la femme dotale constituent des valeurs paraphernales, IV, 666. — Industrie du mari, au cas de rapport de la dot de la femme, IV, 673. — Location par le bailleur pour une industrie rivale de celle d'un autre locataire, IV, 701. — Le bailleur peut-il se plaindre des inconvénients de l'industrie du preneur? IV, 702. — Le locataire peut-il cesser son mode d'industrie? *ibid.* —

Du louage d'industrie, IV, 707 et suiv. — Apport d'associé, IV, 713, 715. — Industrie particulière à l'associé en dehors de la société, IV, 716. — Acquisitions faites par l'associé des produits de cette industrie, IV, 715. — Apport en société non réalisé, quand il met fin à la société, IV, 720.

V. *Métier.*

INEXÉCUTION DES OBLIGATIONS au cas d'obligation de faire ou de ne pas faire, etc. Dommages-intérêts, etc., III, 530, 546 et suiv.

INFIDÉLITÉ du père, retrait de l'administration des biens des enfants, I, 207. — Cause de destitution du tuteur, I, 228. — ... de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — En quoi consiste celle du dépositaire, V, 736.

INFIRMITÉS. Dispositions prescrites à l'égard des infirmes de corps ou d'esprit, I, 46. — Quand dispensent de la tutelle, I, 215. — Infirmités d'esprit survenues au tuteur, cessation de la tutelle, I, 228. — Physiques, sont-elles une cause d'interdiction? I, 233. — Quand mettent fin au louage de services, IV, 707. — Infirmités habituelles d'un associé, cause de dissolution de la société, IV, 720.

INGRATITUDE. Est-elle cause de révocation de l'adoption? I, 179. — Cause de révocation des donations, II, 278; III, 484. — *Secours* des donations à titre onéreux, III, 477. — De l'action en révocation à l'égard des héritiers du donateur ou du donataire, III, 484. — Droits des créanciers du donateur, III, 534. — Cause de révocation des legs, III, 504. — Déchéance du grevé de substitution, III, 471. — Cause de révocation des donations en faveur de mariage, III, 515. — ... des institutions contractuelles, III, 517. — Prescription de l'action en révocation, V, 859.

INHUMATION. Autorisation nécessaire, I, 86.

INJURES GRAVES. Cause de divorce ou de séparation de corps, I, 137, 138. — ... ou de révocation des donations, III, 484. — ... ou des legs, III, 504. — ... pouvant donner lieu à dommages-intérêts, IV, 625. — L'action passe-t-elle aux héritiers ou ayants cause? IV, 626.

INSAISSABILITÉ. Aliments, I, 131. — Du droit d'usage, II, 313. — Condition d'insaisissabilité apposée dans les donations ou les testaments, III, 464; V, 841. — Rente viagère, V, 747.

INSCRIPTION DE FAUX. Actes de l'état civil, I, 80. — Quand nécessaire pour attaquer un testament authentique, III, 439. — Spécialement,

au cas de constatation de la santé d'esprit du testateur, III, 417. — En matière de testament mystique, III, 440. — *Quid*, à l'égard de la date d'un testament olographe? III, 438. — Ses effets, au cas d'envoi en possession du légataire universel, III, 498. — En matière d'acte authentique; en suspend l'exécution, III, 589. — Au cas de dol et de fraude, III, 599. — Quand elle peut avoir lieu contre un acte sous seing privé, III, 590.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. De l'inscription en général, V, 804. — Privilèges soumis à l'inscription, V, 806. — Privilège de séparation des patrimoines, II, 383. — Hypothèques soumises à l'inscription, V, 806. — Hypothèques légales en sont dispensées, V, 796. — *Quid*, de la cession ou subrogation dans l'hypothèque légale de la femme? V, 796, 826. — Personnes devant ou pouvant requérir l'inscription, V, 807. — Inscription prise par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... par le mari pour la conservation des biens dotaux, IV, 668. — ... par le cessionnaire avant la signification du transport, IV, 691. — Qui peut requérir celle des hypothèques légales, V, 836. — Inscription d'office à prendre par le conservateur, dans quels cas, V, 803. — Inscription sur les biens des comptables envers le Trésor public, *ibid.* — Contre qui et sur quels biens peut être prise, V, 808. — Pour l'acquisition d'une servitude, II, 335. — Peut-elle être prise sur l'héritier pour une dette du défunt? II, 384. — Au cas de placement des capitaux grevés de substitution, III, 469. — Réquisition au cas d'hypothèque constituée par un mineur, V, 809. — Au cas d'hypothèque sur des biens à venir, V, 801. — Délais pour prendre les inscriptions, V, 808. — Inscription à prendre dans la quinzaine de la transcription; abrogation de l'article 834 C. proc., V, 838. — Délai pour faire inscrire les hypothèques légales au cas de purge, V, 836. — Titres en vertu desquels les inscriptions peuvent être prises, V, 809. — Sentences arbitrales ou jugements de reconnaissance d'écritures, V, 798. — Conditions pour leur validité, V, 814, 815. — Spécialité de l'inscription quant aux immeubles hypothéqués, V, 810. — ... et quant à la somme pour laquelle elle est prise, V, 811. — Mode de leur inscription sur les registres du conservateur, V, 803. — Rectification des inscriptions irrégulières, V, 816. — Renouvellement des inscriptions, V, 818. — ... de celles prises contre une succession bénéficiaire ou vacante, V, 808. — ... par le mari pour la conservation des biens dotaux, IV, 668. — ... au cas d'hypothèque sur des biens à venir, V, 810. — Réduction des inscriptions, V, 812. —

... au cas de restriction de l'hypothèque légale des mineurs ou femmes mariées; mode de l'inscription, V, 810. — Radiation des inscriptions, V, 819. — ... partielle résultant de la réduction, V, 812. — ... à opérer par le conservateur, V, 805. — Etat des inscriptions ou certificat de non-inscription à délivrer par le conservateur, *ibid.* — *Quid* des inscriptions non renouvelées en temps utile? V, 818. — Omissions dans l'état, conséquences, V, 831, 833. — Effets de l'inscription, V, 817. — Inscription du même jour, rang des créanciers, V, 827. — N'interrompt pas la prescription du droit hypothécaire, V, 831, 847. — Extinction par la prescription de dix ans, V, 818, 859-1^o. — Compétence et procédure au cas de contestations, V, 820.

INSOLVABILITÉ. Du débiteur, garantie entre les cohéritiers, II, 392. — ... d'un des cohéritiers, paiement des dettes de la succession, II, 403, 406. — ... du débiteur de la succession, masse pour fixer la quotité disponible, III, 433. — ... du donataire d'objets mobiliers, au cas de réduction de la quotité disponible, III, 437. — ... du tuteur à la substitution, III, 469. — ... du grevé de substitution, *ibid.* — ... au cas d'obligation disjoints entre les débiteurs, III, 526. — ... du débiteur, répartition des sommes reçues entre les créanciers solidaires ou entre associés, III, 527. — ... du codébiteur solidaire, III, 529. — ... du débiteur, quand elle permet aux créanciers d'attaquer des actes faits en fraude de leurs droits, III, 555. — Cession de biens, III, 565. — Insolvabilité du débiteur délégué, III, 566. — ... du mari, frais de ménage et d'entretien des enfants à la charge de la femme séparée de biens, IV, 649. — ... au cas de restitution de la dot, IV, 668, 673. — ... de l'adjudicataire, IV, 679. — ... de l'acheteur, avant délivrance de la chose, IV, 683. — ... du débiteur de la société, après paiement fait à son créancier coassocié, IV, 716. — ... d'un des associés, au cas de créance du coassocié contre la société, IV, 717. — ... du mandataire substitué, V, 733. — ... de la caution, obligation de nouvelle caution, V, 759. — ... de la caution, au cas de bénéfice de division, V, 760. — ... au cas de surenchère, V, 833.

INSTITUTEURS. Responsabilité, IV, 628. — Prescription, V, 859-3^o et 6^o.

INSTITUTION CONTRACTUELLE. Ce qui la constitue : donation de biens à venir par contrat de mariage, III, 314, 317. — Doit-on considérer comme telle une donation de biens présents et à venir? III, 318. — Diffère de testament quant à la nécessité de l'autorisation maritale, III, 417. — Peut avoir lieu entre époux, III, 319. — Ne

peut être faite par mari seul en ce qui concerne les biens de la communauté, IV, 642. — A qui peut être faite, III, 517. — N'est point permise par acte séparé du contrat de mariage, *ibid.* — Disposition des biens dotaux, IV, 670. — N'est pas assujettie à la transcription, III, 480. — L'héritier institué doit-il être assimilé à l'héritier légitime? II, 344. — La règle *n'est héritier qui ne veut* applicable à l'institution contractuelle, II, 377. — Donne lieu au droit d'accroissement, III, 503. — De la réserve de disposer par l'instituant, III, 517. — Comment le donataire tenu des dettes du donateur, *ibid.* — De la charge de les payer, III, 482. — Hypothèque légale de la femme, V, 796. — L'héritier institué ne peut acquérir par la prescription de dix ans, V, 834. — Irrévocabilité de l'institution, et causes de révocation, III, 517.

V. *Donations par contrat de mariage.*

INSTITUTION D'HÉRITIER [sous l'ancien droit, III, 414. — Quand y a-t-il institution d'héritier? II, 349. — ... au moyen de l'institution contractuelle, I, 28; III, 514, 517. — ... au moyen de legs, III, 416, 486. — De quelles dettes et charges les institués tenus, II, 349. — Équivaut à dispense de rapport, II, 401. — L'héritier institué ne peut acquérir par la prescription de dix ans, V, 834.

V. *Institution contractuelle, Legs.*

INSTRUMENTS des sciences et arts ne sont pas compris dans le mot *meubles*, II, 255. — ... aratoires, immeubles par destination, II, 254. — Obligation pour le fermier d'en avoir, IV, 706. — Leur restitution, fermiers contraignables par corps, V, 773.

INSUFFISANCE DE LA LOI n'est pas un motif pour refuser de juger, I, 37.

INTERDICTION, INTERDIT. Différentes sortes d'interdiction, I, 232. — Qui doit et peut être interdit, I, 233. — Mineur peut-il l'être? *ibid.* — Qui peut provoquer l'interdiction, I, 234. — Provoquée par l'époux divorcé, I, 147. — Procédure en interdiction, I, 234. — Gestion de la tutelle des interdits, I, 235. — Conséquences de l'interdiction quant à l'état et aux actes de l'interdit, I, 236; III, 580. — Domicile, I, 89; II, 351. — Mariage de l'interdit, I, 110. — Opposition à son mariage, I, 119. — Autorisation de sa femme, I, 134. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167, 236. — Incapacité d'adopter ou d'être adopté, I, 175. — Exclusion de l'administration des biens de ses enfants, I, 207. — ... ou du conseil de famille, I, 201. — Incapa-

cité de tutelle ou subrogée tutelle, I, 212, 213. — ... ou d'émancipation de ses enfants, I, 227. — L'interdit peut-il acquérir la possession ? II, 283. — Lieu où s'ouvre la succession, II, 331. — Acceptation de succession, II, 378. — Peut-il être déclaré déchu du bénéfice d'inventaire ? II, 386. — Action en partage par le tuteur, autorisation, II, 388. — Si intéressé dans une succession, partage judiciaire, II, 390. — Incapacité de disposer à titre gratuit, III, 417. — Acceptation de] donation en son nom, III, 425. — ... ou réquisition de la transcription de cette donation, III, 480. — Exécuteur testamentaire, III, 491. — Action en nullité de ses actes, III, 580. — Sa capacité pour contrat de mariage, IV, 635. — Interdiction du mari, pas motif de séparation de biens, IV, 649. — Vente de ses biens aux enchères, IV, 676. — Interdiction met fin à société, IV, 720. — Prêt à usage, IV, 723. — Dépôt fait par un individu depuis interdit, V, 736. — Interdiction met fin au mandat, V, 756. — Cautionnement de l'obligation de l'interdit, V, 759. — Quand ses biens peuvent être hypothéqués, V, 799. — Hypothèque légale sur les biens du tuteur, V, 795. — Inscription de cette hypothèque, V, 810. — A la cessation de l'interdiction, obligation de requérir cette inscription, V, 806. — Renouvellement de l'inscription, V, 818. — Réduction de l'hypothèque légale, V, 812. — Mainlevée de l'inscription, V, 819. — Purge de l'hypothèque légale, formes, V, 831, 836. — En cas de saisie immobilière, discussion préalable du mobilier, V, 841. — Prescription suspendue contre les interdits ; exception, V, 845. — Prescription de l'action en rescision de la vente pour défaut de contenance, IV, 683. — Ou pour lésion, IV, 689. — Des prescriptions *brevis temporis*, V, 859.

INTERDICTION LÉGALE. Condamnations qui l'entraînent, I, 70, 193.

— En quoi consiste, I, 232. — Autorisation de la femme de l'interdit, I, 134. — Capacité pour adopter ou être adopté, I, 175. — ... pour disposer à titre gratuit, III, 417. — ... ou pour recevoir au même titre, III, 418. — Témoin dans un testament, III, 439. — Est-elle un motif de séparation de biens ? IV, 649. — Met fin à la société, IV, 720. — ... et au mandat, V, 756. — Hypothèque légale sur les biens du tuteur, V, 795.

INTÉRÊT. Est la mesure des actions, III, 543. — Défaut d'intérêt, exception opposable en tout état de cause, III, 544. — Au cas d'intérêts distincts, double écrit, III, 590.

V. Notaire.

INTÉRÊTS. Définition, II, 277. — ... à défaut d'emploi par les envoyés en

possession des biens de l'absent, I, 100. — ... à la charge de l'usufruit légal, I, 189. — ... dus par le tuteur, I, 219, 230. — ... ou par le mineur au tuteur, I, 230. — ... d'un capital, fruits civils, II, 277. — Intérêts dus par l'usufruitier, II, 309, 312. — ... ou qui lui sont dus, II, 307. — ... des avances faites pour l'usufruitier, III, 496. — ... des capitaux à restituer par l'indigne de succéder, II, 356. — ... à restituer au cas d'exercice du retrait successoral, IV, 692. — ... des sommes sujettes à rapport, II, 400. — ... et à rapport par l'enfant naturel, II, 407. — ... au cas de rescision de partage pour lésion, II, 393. — ... des sommes léguées, III, 493. — ... d'un legs dont l'acceptation soumise à l'autorisation du gouvernement, III, 418. — ... du legs à titre particulier, III, 500. — ... moratoires, courent par mise en demeure, III, 528, 547. — ... pour inexécution d'obligations, III, 550. — ... sont les dommages-intérêts pour une somme d'argent non payée, *ibid.* — Intérêts des intérêts ; capitalisation, *ibid.* — ... dus au cas de non-paiement, III, 561. — Mode d'imputation au cas de paiement, III, 562. — Intérêts des sommes payées par un des codébiteurs solidaires, III, 528. — Présomption de leur paiement, au cas de quittance du capital, IV, 728. — Quand cessent au cas d'offres et de consignation, III, 564. — ... à ajouter au capital, au cas de preuve testimoniale, III, 596. — ... des sommes indûment reçues, IV, 623. — ... de la dot, IV, 633, 673. — ... entrant dans la communauté, IV, 640. — ... à la charge de la communauté, IV, 641. — ... des dettes des successions advenues à l'un des époux communs, IV, 646. — ... du prix des immeubles de l'un des époux versé dans la communauté, IV, 644. — ... des indemnités et récompenses dues par les époux ou par la communauté, *ibid.* — ... des créances personnelles des époux entre eux, IV, 645. — ... de la dot ou des reprises au cas de jugement de séparation de biens, IV, 649. — ... au cas de séparation de dettes, dans la communauté, IV, 659. — ... du prix de vente dû par l'acquéreur, IV, 683, 687. — ... à restituer à l'acquéreur au cas d'éviction, IV, 685. — ... ou au cas de rescision pour lésion, IV, 689. — ... d'une partie du prix payé, à restituer au cas de résiliation de la vente, pour défaut de paiement du surplus, IV, 687. — ... au cas d'exercice du retrait litigieux, IV, 693. — ... des dettes de la société ou des associés, IV, 715. — ... dus par l'associé à défaut d'apport, III, 550 ; IV, 716. — ... des sommes avancées à la société ou aux associés, III, 550 ; IV, 717, 718. — ... de la somme prêtée à intérêts, IV, 727. — Leur taux légal, suivant la nature des contrats, III, 550, 552 ; IV, 728, 729, 732, 744, 747. — ... des

sommes déposées volontairement, V, 736. — ... des sommes dues par le mandataire, V, 753. — ... des avances faites par le mandataire, V, 754. — ... de la dette cautionnée, V, 757. — ... dus par le débiteur à la caution, à raison de ses avances, V, 761. — ... à calculer pour le chiffre de la contrainte par corps, V, 775. — ... de la créance donnée en gage, V, 780. — ... ou de celle pour laquelle antichrèse consentie, V, 782. — ... du prix de vente, privilège du vendeur, V, 793. — ... des créances privilégiées, V, 821. — ... de la créance hypothécaire, mention dans l'inscription, V, 811, 814. — Collocation, année courante, V, 833. — ... des créances hypothécaires, à acquitter par le tiers détenteur, V, 825. — ... à offrir par le tiers détenteur au cas de notifications pour purger, V, 832. — Du prix à consigner par le tiers détenteur à défaut de surenchère, V, 834. — Quand le paiement des intérêts interrompt la prescription, V, 847. — Intérêts prescriptibles par cinq ans, V, 859-2°. — Quand et par qui la prescription peut être opposée, V, 860.

V. *Prêt à intérêt.*

INTERLIGNE. Dans les actes sous seing privé, III, 590. — ... sur les registres du conservateur des hypothèques, V, 803.

V. *Testament.*

INTERPOSITION DE PERSONNES. Dispositions à titre gratuit au profit d'incapables ; preuves, conséquences, III, 418. — Avantages indirects à un successible, III, 453. — Donations, rapport à succession, II, 398. — Libéralités par un époux en secondes noces avec enfant d'un premier lit, III, 461. — Adjudication faite à un incapable, IV, 679. — Cession de droits litigieux, IV, 693.

INTERPRÉTATION. Des lois ; effet rétroactif, I, 28, 36 et suiv. — ... en matière de contrainte par corps, II, 272. — ... des termes constitutifs d'une disposition à titre gratuit, III, 413. — ... des actes de donation et d'acceptation, III, 427. — ... des testaments, III, 416, 433, 434, 490. — ... des substitutions fidéicommissaires, III, 465. — ... des conventions et contrats, I, 33 ; III, 611, 618. — Pouvoir de la Cour de cassation en cette matière, III, 617. — En pareil cas, la preuve testimoniale est-elle admissible ? III, 597. — ... des conventions matrimoniales, IV, 637. — ... du contrat de vente, IV, 682. — ... du contrat de société, quant à la nature des apports, IV, 713. — ... des transactions, V, 768. — ... en matière de délai pour les prescriptions extraordinaires, V, 858.

INTERRUPTION de prescription.**V. Prescription.**

INTERVERSION DE TITRES. Ce que c'est, condition pour prescription, V, 831.

INVENTAIRE. Ce que c'est ; quand nécessaire ou seulement utile, II, 263.

— ... dans lesquels l'absent est intéressé, I, 95. — ... des biens de l'absent, au cas d'envoi en possession, I, 100.—Successions advenues à l'absent, I, 105. — Divorce ou séparation de corps, I, 143, 145. — Quand le défaut d'inventaire fait perdre l'usufruit légal, I, 189. — ... au cas de tutelle, I, 219. — ... ou d'usufruit, II, 306, 307. — Ouverture de succession, II, 351. — Acceptation bénéficiaire de la succession, II, 379. — Est-il nécessaire au cas d'exercice du retour légal ? II, 375. — Délai pour le faire avant de prendre qualité d'héritier, II, 381. — Omission d'objets par un héritier, II, 379. — Au cas de demande en séparation de patrimoine, II, 385.—Successions déferées aux successeurs irréguliers, II, 409. — ... ou aux successeurs irréguliers de l'enfant naturel, II, 408. — Succession vacante, II, 411. — Défaut d'inventaire est-il un obstacle à la réduction des dispositions excédant la quotité disponible ? III, 452. — ... par l'exécuteur testamentaire, III, 491.— ... au cas de legs universel, III, 498. — ... ou de substitutions permises, III, 469. — ... donne date certaine aux actes sous seing privé, III, 590. — Succession échue à l'un des époux en communauté, IV, 646.— ... par la femme, au cas de dissolution de la communauté, IV, 650. — ... pour que la femme ne soit tenue des dettes de la communauté que jusqu'à concurrence de son émolument, IV, 653. — Preuve de valeurs, au cas de communauté d'acquêts, IV, 655.— ... au cas d'exclusion du mobilier en tout ou en partie, IV, 656. — ... au cas de clause de séparation de dettes, IV, 659. — ... des biens de la femme, au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — De la dispense de faire inventaire, I, 219, 230 ; II, 307, 379 ; III, 491. — Frais d'inventaire, charges de la succession, II, 384 ; III, 455, 493. — ... ou de la succession bénéficiaire, II, 386.— ... à la charge des héritiers à réserve, III, 450. — Paiement par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Charge de la communauté, IV, 641. — Privilège ; son rang, V, 790, 828.

INVENTION. Propriété artistique et industrielle, II, 275. — Produits, au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — Apport dans une société, IV, 713. — De la chose perdue, restitution, IV, 620.

V. Choses perdues, Trésor.

IRRIGATIONS des propriétés, II, 317, 319.

IVRESSE. Capacité pour disposer à titre gratuit, III, 427. — Promesse faite par une personne ivre, III, 613. — Responsabilité pour délits ou quasi-délits, IV, 625.

J

JARDIN. Clôture forcée, II, 325. — Bail fait sans écrit, durée, IV, 704.

JET. A la mer; à la charge de qui il est fait, II, 269. — ... de choses nuisibles, responsabilité, IV, 627.

JEU. Ce que c'est; règles, V, 743. — Répétition au cas de paiement d'une dette de jeu, III, 523, 615; IV, 623. — Dette de jeu déguisée, preuve testimoniale, III, 599. — Le serment peut-il être déféré? III, 608. — Gains de l'un des époux, au cas de communauté d'acquêts, IV, 633. — Des ventes à terme, IV, 680. — Cautionnement d'une dette de jeu, III, 525; IV, 739.

JOUR (DÉLAI). Prescription se compte par jours, V, 846. — Jours à compter pour la prescription quinquennale, V, 839-2°. — ... fériés, bureaux du conservateur des hypothèques, V, 803. — Inscription ou transcription faite un jour férié, *ibid.* — Réquisition d'inscription, V, 808. — Jours fériés en matière de prescription, V, 846.

V. *Délai.*

JOURS (SERVITUDE). De la servitude de jours sur le fonds voisin, II, 329, 338. — ... dans un mur non-mitoyen, acquisition de la mitoyenneté, II, 322.

JUGEMENTS. Ce qu'ils ont de commun avec la transaction, et en quoi ils en diffèrent, V, 763, 768. — Sont quelquefois compris dans le mot *actes*, par exemple, pour l'interdit, I, 236. — Jugements étrangers, leur exécution, I, 30, 62. — Nomination d'un conseil judiciaire, I, 248. — ... obtenu par ou contre un créancier solidaire, III, 527. — ... rendu par défaut contre plusieurs débiteurs solidaires, obstacle à la péremption vis-à-vis des autres, exécution, acquiescement, III, 528. — ... de condamnation entraîne novation, III, 566. — ... d'expédient ou transaction judiciaire, V, 766. — ... prononçant contrainte par corps; omission, prononciation ultérieure, V, 775. — ... conférant hypo-

thèque judiciaire, V, 798. — ... en vertu desquels inscriptions peuvent être rayées, V, 819. — ... assujettis à transcription, V, 840. — ... d'adjudication y sont soumis, V, 831. — ... ainsi que ceux d'adjudication sur surenchère, V, 835. — ... d'adjudication sur surenchère, ses effets, *ibid.* — ... en vertu desquels on peut saisir immobilièrement, V, 841. — ... de condamnation, prescription de trente ans, V, 859-1°.

JUGES. Ne peuvent faire de règlements, I, 37. — Dénî de justice, *ibid.* — Règles à suivre en matière de preuves, connaissance personnelle des faits, III, 587. — Délits, prise à partie, IV, 626. — Peuvent-ils être poursuivis pour défaut de surveillance des actes de l'état civil ? I, 82. — Quand ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — Ni cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Quand sont déchargés des pièces des procès, V, 859-2°. — Incompétence, citation, interruption de la prescription, V, 847. — Ne peuvent suppléer d'office l'exception de prescription en matière civile ; *secus* en matière criminelle, V, 860.

JUGES DE PAIX. Institution, I, 17. — Compétence, III, 609. — Assistent à l'inventaire des biens de l'absent, I, 100. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Actes de consentement pour l'adoption, I, 176. — Actes pour la tutelle officieuse, I, 182. — Acte de délation de tutelle pour l'époux survivant, I, 208. — Président le conseil de famille, ses pouvoirs, I, 201 à 204, 234. — Reçoivent le serment de l'expert pour l'estimation des meubles du mineur, I, 219. — Convoquent le conseil de famille pour destitution du tuteur, I, 228. — Acte d'émancipation du mineur, I, 227. — Acte de déclaration du conseil donné par le mari à la femme survivante, I, 247. — Connaissent des actions possessoires, II, 292. — ... et de l'action en bornage, II, 320. — Apposition des scellés, I, 143, 219 ; II, 351, 409 ; III, 491, 498. — Lors de cette apposition, recherchent les testaments, III, 489. — Reçoivent testament en temps de peste ou de maladies contagieuses, III, 442. — Quand ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — ... ou cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Procès-verbal de conciliation emportant transaction, V, 766. — Quels jugements confèrent l'hypothèque judiciaire, V, 798. — Quels actes faits devant eux interrompent la prescription, V, 847.

JUIFS. Prêts à intérêt à eux faits ou faits par eux, IV, 726.

JURISPRUDENCE. Ce que c'est, I, 1.

L

LABOUR. Frais, à qui et par qui sont dus, II, 277. — ... au cas d'usufruit, II, 308. — ... d'un terrain, quand constitue un acte de possession pour l'usucapion, V, 831.

LABOUREURS. Billets ou promesses, approbation de somme, III, 390.

LACS. Alluvion n'a pas lieu, II, 297.

LAINES provenant de cheptel, IV, 712.

LAIS ET RELAIS de la mer. Ce que c'est; domaine de l'Etat; aliénabilité; prescriptibilité, II, 260. — Action possessoire, II, 286.

LAITAGES. Au cas de cheptel, IV, 712.

LANGUE française, jugements, I, 38. — Actes notariés, III, 434. — Testaments, *ibid.* — Actes sous seing privé, III, 590.

V. *Testament.*

LAPINS. Quand sont immeubles par destination, II, 254. — ... de garenne, fruits naturels, II, 277. — Passant dans une autre garenne, II, 297. — Dommage causé par eux, responsabilité, IV, 629.

LATRINES. V. *Fosses d'aisance.*

LAZARETS. Testament, III, 442.

LÉGALISATION. Actes de l'état civil, I, 80. — Actes notariés et autres actes authentiques, I, 80; III, 589.

LÉGATAIRE. V. *Legs.*

LÉGITIMATION. Conditions et effets, I, 161. — ... des enfants naturels, I, 163. — Mariage putatif, I, 125. — Mariage subséquent; quand entraîne révocation de donation pour survenance d'enfant, III, 485.

LÉGITIME. En quoi elle consistait sous l'ancien droit, III, 447, 448.

V. *Réserve.*

LÉGITIMITÉ des enfants, I, 161. — Etat des enfants nés depuis la mort civile du père ou de la mère, I, 67.

LEGS. Définition, III, 486. — Sont de droit étroit; conséquences quant à leur interprétation, III, 490. — 1° *Par qui faits.* Capacité pour les faire, III, 417. — Legs par un absent, I, 98. — ... par l'héritier apparent, II, 278. — ... par le mari ou la femme, des biens de la

communauté, IV, 642. — 2° *A qui faits*. Capacité pour les recevoir, III, 418. — Erreur sur la personne du légataire, III, 421. — ... ou à fausse qualification, I, 167. — ... à une personne incertaine, ou avec faculté d'élire, III, 418, 503. — Dépôt confié à une personne pour le remettre à un tiers au cas de décès du déposant, III, 412. — Legs peut-il être fait au profit d'une chose? III, 418. — Legs à un absent, I, 105. — ... à un associé, IV, 715. — ... à un légataire qui intervient dans l'acte, III, 412. — ... au notaire qui reçoit le testament ou à ses parents, III, 439. — ... aux témoins du testament ou à leurs parents, III, 439, 440. — *Quid*, s'il ne s'agissait que d'un legs rémunératoire? III, 439. — ... à l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Capacité du légataire au jour du décès du testateur, III, 419. — 3° *Objet des legs*. Quelles choses peuvent être léguées, III, 445. — Legs de la dette ou de libération, III, 444, 500. — Legs de la chose commune, III, 445. — ... de celle d'autrui, de l'héritier ou du légataire, *ibid.* — ... d'une hypothèque, en quoi consiste, V, 789. — ... d'aliments, II, 398. — Reconnaissance de dette, III, 416. — Erreur sur la chose léguée, III, 421. — 4° *Modalité et conditions*. Modalité des legs, III, 488. — De la démonstration ou de la détermination des legs, III, 421. — Des legs par assignat, *ibid.* — Des legs conditionnels, III, 488, 492, 498. — *Quid*, à l'égard de l'époque de capacité pour le légataire? III, 420. — Legs avec conditions ou charges, III, 464. — ... à employer en œuvres pieuses, III, 418. — ... à charge ou avec prière de remettre, quand contient ou non substitution prohibée, III, 465. — Du legs *de eo quod supererit* ou *si quid supererit*, III, 465. — ... à l'exécuteur testamentaire est-il réputé fait avec condition? III, 491. — Du legs conjoint, III, 465, 503. — Legs avec cause, III, 502. — Des legs rémunératoires, III, 418, 439, 488. — 5° *Délivrance*. Époque à laquelle s'acquiert la propriété d'un legs, III, 488, 492. — De leur délivrance ou envoi en possession, III, 493. — A qui doit être demandée la délivrance ou envoi en possession, III, 494. — Tribunal compétent, II, 351. — Délivrance au cas de succession bénéficiaire, II, 386. — Exécution, surveillance de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Paiement, charge de la succession, II, 384. — Legs à l'héritier primé par les créanciers de la succession, II, 397. — Legs d'usufruit, entrée en jouissance, II, 308. — ... d'argent comptant ou d'un corps certain, paiement, III, 499. — ... de rente viagère, paiement, III, 500. — ... d'une chose déterminée; garantie, III, 531. — Legs pouvant être acceptés sous bénéfice d'inventaire, II,

379. — 6° *Droits et obligations des légataires*. De leurs droits et obligations en général, III, 495 et suiv. — Légataires du présumé absent, surveillance de ses intérêts, I, 95. — Ouverture de son testament, I, 97. — Peuvent-ils demander la déclaration d'absence? *ibid.* — Action en nullité de mariage, I, 126. — Droit de demander la séparation des patrimoines, II, 385. — Leurs droits et obligations au cas de succession bénéficiaire, II, 386. — Renonciation à succession pour s'en tenir au legs, II, 383. — Exercice du retour légal, II, 374. — ... ou du retrait successoral, IV, 692. — Rapport à succession, II, 394 et suiv., 401; III, 495. — Quels legs sont censés contenir dispense de rapport, II, 396, 401. — Rapport à succession point dû aux légataires, II, 395. — Sur l'obligation de contribuer au paiement des dettes de la succession, V. *Succession*. — *Quid*, quant au légataire par préciput? II, 406. — Peuvent faire nommer curateur à succession vacante, II, 411. — Ceux du donateur peuvent-ils opposer le défaut de transcription de la donation? III, 480. — Réduction des legs excédant la quotité disponible, III, 452, 453. — Ils doivent subir la réduction avant les donations entre-vifs, III, 457. — *Quid* des legs par préciput ou de préférence? III, 457. — Légataires ne profitent point des dispositions excédant la quotité disponible, III, 452. — De la quarte falcidie, III, 494. — Legs mobiliers tombent dans la communauté, IV, 640. — *Secus* des legs immobiliers à l'un des époux, *ibid.* — Effets de ces legs quant aux dettes par rapport à la communauté, IV, 646. — Paiement fait par erreur au légataire putatif n'est pas un titre pour l'usucapion de dix ans, V, 854. — Prescription de l'action des créanciers au cas de succession bénéficiaire, V, 859. — 7° *Révocation et caducité*. Révocation des legs par le testateur, III, 502. — *Quid* du legs d'une même chose à la même personne par deux dispositions distinctes, III, 390, 502. — Legs de libération révoqué par la demande en paiement, III, 502. — Révocabilité après la mort du testateur, III, 504. — Caducité des legs; qui en profite, III, 503. — ... des legs à défaut d'autorisation du gouvernement, quand faits à des communes, établissements publics, etc., III, 418. — Impossibilité par le légataire de recueillir le legs, III, 502, 503. — *Quid* du prédécès du légataire, au cas de partage d'ascendant? III, 503. — Legs des objets se trouvant dans la maison du testateur; puis changement de maison, *ibid.* — De la renonciation aux legs ou de leur répudiation, *ibid.* — Formes de cette renonciation, III, 428. — Nullité d'un legs n'entraîne pas nullité des autres, III, 416. — *Différentes espèces*. — I. *Legs universel*. Caractères, espèces, III,

487. — Legs de la quotité disponible, III, 487. — Legs de *eo quod supererit*, *ibid.* — Legs universel conjoint, *ibid.* — Quand contient-il substitution prohibée? III, 463. — Peut avoir lieu sous forme d'institution contractuelle, III, 517. — Legs avec condition suspensive ou résolutoire, III, 498. — Droits et obligations des légataires, III, 495, 498. — Sont-ils des héritiers? II, 344, 349. — Envoi en possession, III, 498. — ... au cas de testament olographe, III, 438. — Répudiation du legs suivie d'une acceptation ultérieure, II, 380; III, 498, 503. — Equivant à dispense de rapport, II, 401. — Comment légataire tenu à l'acquit des autres legs, III, 487. — Est primé par tous, III, 498. — Payement des legs à titre particulier, III, 500. — Charge des dettes du testateur, III, 487, 496, 498. — N'est pas révoqué par l'aliénation de la chose léguée, III, 502. — Quand profite de la caducité des autres legs, III, 503. — II. Legs à titre universel. Caractères, espèces, III, 487. — Legs de l'usufruit de la succession, *ibid.* — Legs d'une quote-part des biens, de l'universalité des meubles, etc., *ibid.* — Peut avoir lieu sous forme d'institution contractuelle, III, 517. — Droits et obligations des légataires, III, 495, 499. — Sont-ils des héritiers? II, 349. — ... grèvent le legs universel, III, 494. — Envoi en possession, III, 499. — Au cas de cession de droits successifs faite au légataire, pas lieu à retrait successoral, IV, 692. — Payement des legs à titre particulier, III, 499, 500. — Contribution au payement des dettes du testateur, II, 403, 407; III, 487, 496, 499. — III. Legs à titre particulier. Caractères, espèces, III, 487. — Legs d'une succession, d'une part de communauté, des meubles ou immeubles dans tel lieu, etc., *ibid.* — ... peut avoir lieu sous forme d'institution contractuelle, III, 517. — Nature de ses droits, III, 495. — D'une chose déterminée ou indéterminée, *ibid.* — Legs d'une chose alternative, *ibid.* — Legs d'une chose déterminée avec droit d'option, III, 500. — Droits et obligations des légataires, III, 497, 500. — ... grèvent tous les autres legs, III, 494. — Legs de la chose hypothéquée ou grevée d'usufruit, III, 495. — Jusqu'à quel point légataires tenus des dettes et charges, III, 497.

V. Condition, Délivrance, Envoi en possession, Testament.

LÉSION. Diffère de nullité, I, 35. — Mineur, action en rescision, III, 582. — *Quid* des actes du mineur émancipé? I, 240. — Restitution contre acceptation de succession, II, 378. — ... en matière de partage, II, 393. — *Quid*, au cas d'aliénation des biens, ou de renonciation? *ibid.* — Rescision de partage d'ascendant, III, 511. — Quand vicie

les contrats, III, 523, 577. — Frais d'action en rescision pour lésion à l'égard des propres de l'un des époux, récompense à la communauté, IV, 644. — Rescision de vente d'immeubles, IV, 689. — Cette action est immobilière, II, 236. — Rescision de vente moyennant une rente perpétuelle, IV, 731. — ... ou moyennant une rente viagère, IV, 689 ; V, 747. — Effets de la résolution de la vente par suite de lésion, II, 278. — ... en matière d'échange, IV, 695. — ... dans une cession d'hérédité, IV, 692. — N'a point lieu à l'égard de bail à vil prix, IV, 698. — Règlement de part entre associés, IV, 717. — Cautionnement de l'obligation annulable, V, 759. — ... en matière de transaction, V, 769. — Prescription de l'action en résolution de la vente, V, 859-4°.

LETTRÉS MISSIVES. Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Prise de la qualité d'héritier, II, 378. — Testament olographe, III, 437. — Peuvent constituer une mise en demeure, V, 753. — Font-elles courir les intérêts moratoires ? III, 547. — Quand constatent une convention, III, 613. — Peuvent constituer des titres, *quid* de celles adressées à des tiers ? III, 588. — Preuve au cas d'omission de double écrit d'un acte sous seing privé, III, 590. — Caractère de l'aveu qui y est fait, III, 605. — Vente par correspondance, IV, 678. — Congé de bail, IV, 704. — Mandat ou acceptation de mandat, I, 751. — Ne sont pas restituables au cas de révocation du mandat, V, 756. — Quand interrompent la prescription, V, 847.

LIBÉRALITÉS. V. *Disposition à titre gratuit, Donations, Legs, Testament.*

LIBÉRATION. V. *Payement.*

LICITATION. Ce que c'est ; volontaire ou forcée, II, 279 ; IV, 676. — ... provisoire des biens de l'absent, I, 100. — Biens indivis avec un mineur, I, 221, 222, 224. — ... des immeubles d'une succession, II, 391. — Au profit de l'un des cohéritiers, équivaut-elle à partage ? II, 390. — Mode de partage, effets, II, 392. — Demande en licitation ; tribunal compétent, II, 351. — ... d'un immeuble rapportable à succession, II, 400. — ... au cas de biens grevés de substitution, III, 471. — ... d'un immeuble appartenant par indivis à l'un des époux communs, IV, 640. — Frais, charge de la communauté, IV, 641. — ... d'immeubles d'un des époux, indemnité par communauté, IV, 644. — ... au cas de partage de la communauté, IV, 652. — ... au cas d'immeuble dotai indivis, IV, 670. — Quand doit avoir lieu aux en-

chères ; formes, IV, 676. — Quand peut être ou non rescindée pour lésion, IV, 689. — ... lors de la dissolution d'une société ; *quid*, si l'un des associés héritier mineur ? IV, 721. — Adjudication au profit d'un des colicitants, privilège de copartageant, V, 793. — Inscription de ce privilège ; délai, V, 813. — Quels jugements d'adjudication sont assujettis à transcription, V, 840.

LIGNE DE PARENTÉ. Espèces : directe ou collatérale, paternelle ou maternelle, I, 47. — Double lien, I, 47 ; II, 360. — ... paternelle et maternelle, à considérer pour les conseils de famille, I, 204. — ... ou pour la tutelle et subrogée tutelle, I, 209, 213. — ... paternelle, parents devant assister la mère pour la détention du mineur, I, 187. — Division de la succession entre les lignes paternelle et maternelle, II, 230, 360. — Partage entre les deux lignes, rapport à succession, II, 397, 398. — ... ou au cas de disposition testamentaire par un mineur, III, 439. — Exercice du retrait successoral, IV, 692. — ... à considérer dans la réserve des ascendants, III, 430. — ... masculine, à considérer dans les majorats, III, 467.

LINGE et hardes de corps, pas compris dans le mot *meubles*, II, 253. — Jouissance de linge par l'usufruitier, II, 308. — Linge et hardes de la femme, au cas de renonciation à la communauté par la femme ou par ses héritiers, IV, 654. — ... au cas de restitution de la dot, IV, 673.

LINGOTS. Objet du prêt de consommation, IV, 726. — Leur restitution, IV, 727.

LIQUIDATION. De succession, II, 387. — Frais ; charge de la succession, III, 433. — ... de communauté, frais, IV, 641.

LIT des rivières. A qui appartient le lit des rivières non navigables ni flottables, II, 260. — Limites du lit des rivières navigables et flottables, *ibid.*

V. *Fleuves, Rivières.*

LITS. Sont meubles meublants, II, 253.

LIVRAISON de la chose, au cas de l'obligation de donner, III, 531. — Offres de livraison d'un corps certain et déterminé, III, 564. — Obligation par l'acheteur de prendre livraison de la chose, IV, 687. — ... en matière d'échange, IV, 693. — ... des choses au voiturier, quand forme le contrat, IV, 709. — ... ou au cas de prêt à usage, IV, 723. — Lieu de la livraison pour restitution du dépôt volontaire, V, 736. — ... au cas de dépôt nécessaire ; *quid* d'objets laissés sur la voie

publique? V, 739. — ... au cas de marchés à terme, V, 745. — Du lieu de la livraison ou du paiement à l'égard de la caution, V, 757. — ... de la chose par le voiturier ne fait pas cesser le privilège, V, 791. — Continuation de livraisons, pas obstacle à la prescription *brevis temporis*, V, 859.

V. *Délivrance.*

LIVRES d'une bibliothèque, quand sont meubles ou immeubles, II, 254. — ... point compris dans le mot *meubles*, II, 255. — Pas meubles meubles, *ibid.* — ... de commerce, en quoi consistent; tenue; foi qui leur est due, III, 591.

LOCATAIRE. Exercice de l'action possessoire, II, 289. — Ses droits et obligations au cas de bail par le mari des biens personnels de la femme commune, IV, 643. — Jouit des accessoires de la chose louée, IV, 701. — Trouble dans sa possession par le bailleur, *ibid.* — Jusqu'à quel point doit souffrir les réparations urgentes, *ibid.* — Travaux intérieurs qu'il peut faire, IV, 702. — Ses obligations, *ibid.* — ... doit garnir les lieux, *ibid.* — Réparations locatives à sa charge, IV, 701, 702, 705. — Obligation de conserver la destination de la chose, IV, 702. — Dégradations à sa charge; action en dommages-intérêts du bailleur, *ibid.* — Responsabilité et recours au cas d'incendie, *ibid.* — Au cas d'incendie par le locataire, le bailleur est-il tenu de faire le rapport de l'immeuble à la succession de l'auteur commun? II, 400. — Quand peut céder ou sous-louer, IV, 703. — Privilège pour les avances à lui faites par le bailleur, V, 791. — A le privilège du bailleur vis-à-vis du sous-locataire, *ibid.* — Ne peut prescrire contre son titre, V, 851.

V. *Bail, Sous-location.*

LOGEMENT dû à la veuve commune pendant le délai pour faire inventaire, IV, 650. — ... que doit laisser le fermier sortant, IV, 706.

LOIS. Définition, I, 1. — Comment elles sont faites, I, 5. — Promulgation et publication, I, 24. — Interprétation, I, 28, 36 et suiv. — Effet rétroactif, I, 28. — Abrogation, I, 16, 27. — Non-abrogation par l'usage ou par désuétude, I, 22. — Différentes espèces, I, 31. — Personnes et choses soumises aux lois françaises, I, 29 et suiv. — ... de police et de sûreté, à qui sont applicables, I, 29. — ... étrangères, quand sont applicables, *ibid.* — ... pénales, ce qu'elles sont, I, 31. — Exception au droit commun, I, 38. — Leur interprétation, I, 37. — ... transitoires, ce que c'est, I, 28. — Dispenses de les observer,

I, 32. — ... intéressant l'ordre public et les bonnes mœurs; on ne peut y déroger, I, 34. — Conditions contraires aux lois, dans les donations, III, 464. — ... dans les obligations, III, 534. — Cause de l'obligation contraire aux lois, contrat nul, III, 613. — Clauses contraires dans contrat de mariage, nulles, IV, 637. — Obligation contraire aux lois déguisée, preuve testimoniale, III, 599. — Les conventions en tiennent lieu entre les parties, III, 617.

LOTS. Composition et tirage au sort au cas de partage de succession, II, 391. — De leur composition au cas de rapport à succession, II, 400. — Attribution des créances de la succession, II, 403. — Garantie, II, 392; III, 531. — Composition au cas de partage d'ascendant, III, 508. — ... garantie dans le même cas, III, 510. — Composition et garantie au cas de partage de communauté, IV, 632. — Privilège pour la garantie des lots, V, 793. — Inscription de ce privilège, V, 813.

LOUAGE. Définition, différentes espèces, IV, 696. — Contrat commutatif, III, 611. — Louage des choses, IV, 697 et suiv. — Quand le commodat constitue un louage, IV, 723. — Louage d'ouvrage et d'industrie, IV, 707 et suiv. — ... par un mineur émancipé, I, 240. — ... sous condition d'essai, III, 534.

V. Bail.

LOYERS de maison; fruits civils, II, 277. — Intérêts qu'ils peuvent produire, III, 530. — Temps pendant lequel la veuve commune n'en doit pas, IV, 630. — Du bail à loyer, IV, 698 et suiv., 703. — Privilège du bailleur, V, 791, 828. — ... payés par anticipation, droits des créanciers hypothécaires, V, 824. — Prescription quinquennale, V, 839-2°.

M

MAÇONS. Marché, responsabilité, IV, 710. — ... ouvriers, actions contre ceux qui les ont employés, *ibid.* — Quand privilège existe en leur faveur, V, 793.

V. Entrepreneurs.

MAIN-D'OEUVRE. Travaux faits sur le sol d'autrui, remboursement, II, 297.

MAINLEVÉE d'opposition à un mariage, I, 122. — ... de l'interdiction demandée par l'interdit, I, 233. — ... des inscriptions hypothécaires, V, 819.

MAIRES surveillent la remise du double des registres de l'état civil, I, 82.

V. Officier de l'état civil.

MAISON COMMUNE. Publication de mariage, I, 112.

MAISON PATERNELLE. Le mineur ne peut la quitter, si ce n'est pour enrôlement, I, 187. — *Quid*, au cas de sévices ? *ibid.* — Abandon par la fille, injure grave, révocation de donation, III, 484.

MAITRES. Leur responsabilité, IV, 628. — ... crus sur leur affirmation, quant aux gages des domestiques, IV, 707. — Salaires, prescription, V, 859-5° et 6°. — Maîtres de pension ; fournitures à eux ou par eux faites, privilège, V, 790. — Privilège des bailleurs sur les effets des élèves, V, 791.

MAJEUR, MAJORITÉ. Définition, I, 193. — Age, I, 45, 193, 195. — La majorité fait cesser la puissance paternelle, I, 192. — ... ou la tutelle, I, 227. — ... ou la curatelle, I, 243. — Fausse déclaration de majorité, III, 582. — Contrat avec un mineur, rescision, III, 582, 583. — Quand le majeur est relevé par le mineur, en fait de prescription, V, 845.

MAJORATS. En quoi consistent, III, 467. — Titres nobiliaires, I, 51. — Usufruit légal, I, 189. — Tutelle des mineurs, I, 197. — Sont une espèce de propres de succession, II, 253. — Patrimoine distinct des autres biens du titulaire, II, 264. — Biens en dépendant, action possessoire, II, 286. — Inaliénabilité des biens, II, 261. — Biens peuvent être loués, IV, 699. — Saisie des immeubles, V, 841. — Suppression, III, 467.

MALADIE. Dispositions prescrites à raison de l'état de maladie, I, 46. — Quand dispense de tutelle, I, 215. — ... d'esprit, conseil judiciaire, I, 248 et suiv. — ... pendant laquelle incapacité de recevoir à titre gratuit par les médecins, etc., III, 418. — ... contagieuse, testament, III, 432, 442. — ... de domestiques, réduction de gages, IV, 707. — Quand fait cesser le louage de services, *ibid.* — Constitution de rente viagère sur la tête d'une personne malade, V, 747. — Privilège pour frais de dernière maladie, V, 790.

MANDAT. Définition, choses de l'essence du mandat, V, 750. — Contrat synallagmatique imparfait, III, 611. — Sa différence avec le dépôt, V,

734. — Condition de sa validité, V, 731. — ... exprès, par écrit ou verbal, *ibid.* — Peut-il être tacite? *ibid.* — ... tacite, résultant de l'élection de domicile chez le mandataire, I, 92. — ... pour acquérir la possession, II, 283. — ... du mari à la femme pour les dépenses du ménage, I, 134. — ... est général ou spécial, V, 752, 753. — Quant à l'autorisation de la femme mariée, I, 134. — Quant au droit de gestion pour celle-ci, IV, 642. — Obligations du mandataire, V, 753. — Obligations du mandant, V, 754. — Recours du mandataire au cas de mandat ayant un objet illicite, V, 751. — Rapports du mandant et du mandataire avec les tiers, V, 755. — Mandataires auxiliaires choisis par le tuteur, I, 219. — Exercice de l'action possessoire, II, 288. — ... de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... du créancier solidaire vis-à-vis de ses cocréanciers, III, 527. — ... des débiteurs solidaires les uns envers les autres, III, 528. — Créanciers mandataires du débiteur, lorsqu'ils exercent ses droits et actions, III, 554. — ... au cas de cession de ses biens, III, 565. — Quand le mandataire peut faire ou recevoir sommation de mise en demeure, III, 547. — Réception du paiement par le mandataire, III, 559. — Paiement fait par lui, subrogation légale, III, 563. — Actes émanés de lui constituant commencement de preuve par écrit, III, 598. — Règles à suivre au cas de gestion des affaires d'autrui, IV, 622. — Chose reçue indûment par le mandataire, répétition, IV, 623. — ... d'administrer, donné par le mari à la femme, IV, 642. — Biens que le mandataire ne peut acheter, IV, 679. — Du mandat des associés entre eux, IV, 718, 719. — ... au cas de dépôt volontaire pour être remis à un tiers, V, 736. — ... pour constituer ou accepter hypothèque, acte authentique ou sous seing privé, V, 800. — Mandataire, même verbal, peut requérir inscription hypothécaire, V, 807. — Privilège pour salaires, V, 790. — Droit de rétention par le mandataire, II, 281. — Mandataire ne peut usucaper les biens du mandant, V, 851. — Prescription des intérêts des sommes à lui dues ou par lui dues, V, 859-2°. — Différentes manières dont le mandat finit, V, 756. — Au cas de dépôt volontaire pour être remis à un tiers, mandat est-il révoqué par le décès du mandant? V, 736. — Notification de révocation ou de renonciation, V, 756. — Substitution du mandat : mode, responsabilité, effets, V, 753. — Salaire du mandataire substitué, V, 754. — Ses pouvoirs cessent avec ceux du mandataire, V, 756. — Mandat *in rem suam*, V, 750. — Mandat *ad lites*, à quoi s'étend, III, 559.

V. *Fondé de pouvoir, Procuration.*

MANUFACTURES. Quand les objets accessoires sont immeubles par destination, II, 254. — ... soumises à un usufruit, II, 306, 308.

MANUSCRITS font partie du patrimoine, saisie, publication, II, 264. — Don manuel, III, 428. — ... point à comprendre dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 453. — ... non édités tombent-ils dans la communauté? IV, 640. — Vente, conséquences, IV, 694.

MARAIS. Dessèchement, restriction du droit de propriété, II, 276.

MARCHANDE PUBLIQUE. Actes qu'elle peut faire sans l'autorisation de son mari, I, 134. — Quand elle engage ou non la communauté, IV, 642. — Transaction par elle, V, 767. — Contraignable par corps, V, 774.

MARCHANDS. Ce qu'il faut entendre par là, III, 591. — Billets ou promesses, approbation de somme, III, 590. — Preuve résultant de leurs registres, III, 591. — Présomption de connaissance des défauts des choses par eux vendues, IV, 686. — Privilège pour fournitures de subsistances, V, 790. — Vente à un non-marchand, prescription annale, V, 839-5°. — ... à l'égard desquels la chose volée ou perdue achetée d'eux ne permet pas l'action en revendication, V, 849.

MARCHÉS. Sortes de louage, règles, IV, 710. — Ceux que peut faire le mandataire, V, 753. — ... à terme sur les effets publics et autres objets, V, 745.

V. Devus.

MARI. Tuteur de sa femme interdite, I, 235. — ... curateur de sa femme émancipée, I, 238. — Immobilisation des objets placés par le mari sur les immeubles de sa femme, II, 254. — ... médecin, etc.; dispositions à titre gratuit faites en sa faveur par sa femme, III, 418. — Responsabilité du dommage causé par la femme, IV, 628. — Action à raison des outrages faits à sa femme, IV, 625. — Désordres ou dérangement de ses affaires, demande en séparation de biens par sa femme, IV, 649. — Hypothèque légale de la femme sur ses biens, V, 794. — ... a-t-elle lieu sur les biens advenus depuis la dissolution du mariage? V, 794. — Second mari d'une femme remariée avec enfants mineurs est-il soumis à l'hypothèque légale? V, 795. — Obligation de faire inscrire l'hypothèque légale de la femme, V, 806. — ... ou au cas de purge de cette hypothèque, V, 836. — Demande en réduction de l'hypothèque légale, V, 812. — Expropriation forcée pour dettes du mari, V, 841. — ... quand il peut ou non usucaper les biens de sa femme, V, 851. — Recours contre lui au cas de prescription acquise

contre la femme, V, 843. — Renonciation à prescription au nom de sa femme, V, 861.

V. *Epoux, Femme, Mariage, Puissance maritale.*

MARIAGE. Définition, I, 108. — Historique de la législation, I, 109. — Capacité morale et physique, I, 110. — ... par le mort civilement, I, 67. — ... d'un Français en pays étranger, I, 77, 114, 127. — ... en France, entre Français et étrangers ou entre étrangers, I, 29, 113. — ... par l'interdit, I, 110, 236. — ... par le mineur émancipé, I, 239, 240. — ... par l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, I, 249. — Consentement des parties, I, 108, 110, 127. V. *Consentement.* — ... ne peut être contracté sous condition, I, 133. — Des conditions de se marier ou de ne pas se marier ou remarier, apposées dans des donations ou testaments, III, 464, 474. — Empêchements et prohibitions, I, 118, 125 et suiv. — ... prohibé entre adoptant et adopté, I, 179. — ... entre alliés, I, 47. — Publications, I, 111. — Oppositions au mariage, I, 112, 119, 128. — On ne peut renoncer par le contrat de mariage au droit d'opposition au mariage des enfants, IV, 637. — Formes de l'opposition, signature, élection de domicile, procuration, I, 120. — Effets des oppositions, I, 121. — Leur inamovibilité, compétence, procédure, I, 119, 122. — Célébration, formalités, I, 110 et suiv. — Actes de naissance ou de notoriété à produire, I, 112. — Certificat de contrat de mariage par le notaire, IV, 636. — ... ne peut avoir lieu par procuration, V, 751. — Preuve de la célébration, I, 116. — Des actes de mariage, I, 112, 116. — Nullité de ces actes, I, 79. — Transcription de celui passé en pays étranger pour hypothèque légale de la femme, I, 61, 114. — Mode de le prouver, au cas de perte des registres, I, 81. — Le serment décisoire peut-il être déféré sur le fait du mariage? III, 608. — ... des militaires, I, 111, 114, 128. — Du mariage religieux, I, 109, 110, 112, 114, 119, 125. — Obligations qui naissent du mariage et ses effets, I, 130 et suiv. — Droits et devoirs des époux, I, 132 et suiv. — ... donne lieu à émancipation du mineur, I, 227. — ... donne naissance à hypothèque légale de la femme, V, 794, 796. — Célébration, point de départ de cette hypothèque, et non le contrat de mariage, V, 796. — Quand il suspend les prescriptions contre la femme, V, 843. — *Quid*, à l'égard des biens dotaux? IV, 670. — Prescription de dix ans de l'action en nullité ou rescision contre la femme mariée; point de départ, III, 584. — Nullité et action en nullité du mariage, I, 108, 111, 114, 116, 123 et suiv. — Prescription de l'action en nullité, I, 124, 127; V, 859-5^o et 6^o. — Effets de la nullité: dissout la communauté, I,

123; IV, 648. — ... entraîne caducité des donations en faveur du mariage, III, 815. — Transaction point permise sur la validité du mariage, V, 767. — Dissolution du mariage, I, 109. — Causes et modes de dissolution, I, 135. — Par mort civile, I, 66, 67. — Effets du divorce en pareil cas, I, 147. — ... ou de la séparation de corps, I, 156. — Dissolution donne lieu à restitution de la dot, IV, 672. — A la dissolution, inscription ou renouvellement d'inscription de l'hypothèque légale, V, 818. — Purge des hypothèques légales après sa dissolution, V, 836. — Du mariage *putatif* : sa différence avec mariage nul, ses effets, I, 125; III, 515, 520. — Ses effets quant au droit de succession pour le conjoint survivant, II, 371. — Naissance de l'enfant en provenant entraîne-t-elle révocation de donation pour survenance d'enfant? III, 485. — Ses effets sur la communauté légale, IV, 639, 648. — Des unions illégitimes, I, 172.

V. *Actes respectueux, Age, Consentement, Contrat de mariage, Epoux, Femme, Mari, Publications de mariage, Publicité, Second mariage.*

MARINS. V. *Mer.*

MATÉRIAUX sont meubles quand proviennent de démolitions, ou tant qu'ils ne sont pas employés, II, 254, 255. — Ouvrages faits avec les matériaux d'autrui, II, 297. — Droit de l'usufruitier aux matériaux, au cas de destruction du bâtiment, II, 311. — Leur enlèvement, au cas de construction par l'usufruitier, II, 312. — ... fournis par l'ouvrier par suite de devis ou marchés, IV, 710.

MATERNITÉ. Quand la recherche est permise ou prohibée, I, 170, 172.

V. *Mère.*

MATIÈRES CORROSIVES amassées contre un mur, distance, II, 328.

MAUVAISE FOI. Effets au cas d'un mariage putatif, III, 485. — Contrat du mineur émancipé, I, 240. — ... au cas d'action possessoire, II, 287. — Effets quant à la perception ou à la restitution des fruits, II, 295, 299. — Restitution des fruits des biens de l'absent, I, 101. — Fruits et revenus perçus par l'indigne de succéder, II, 356. — ... ou au cas de possession de l'hérédité, II, 383. — ... ou au cas de restitution de l'immeuble dotal, IV, 670. — Travaux faits sur le sol d'autrui, II, 297. — Actes faits par l'héritier apparent, II, 278. — Actes faits en fraude des droits des créanciers, distinction entre dispositions à titre gratuit et à titre onéreux, III, 553. — ... au cas de choses indument reçues, IV, 623. — Vente d'une chose n'existant pas en tout ou en partie, IV, 675. — ... nécessaire pour qu'il y ait stellionat, V, 772.

— Pas exception à usucapion par trente ans, V, 853. — *Secus* pour l'usucapion de dix ans, V, 854. — ... au cas de prescription du droit hypothécaire par le tiers détenteur, V, 831. — Ne se présume pas, V, 854. — Preuve et modes de preuve, III, 535. — Obligation de preuve, au cas de prescription pour acquérir, V, 849.

V. *Bonne foi*.

MÉDAILLES ne sont pas comprises dans le mot *meubles*, II, 235. — Quand doivent être ou non comprises dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 435.

MÉDECINS, CHIRURGIENS ET OFFICIERS DE SANTÉ. Exercice en pays étranger, perte de la qualité de Français, I, 69. — Déclaration de naissance, I, 84. — Mort violente, I, 86. — Dispositions à titre gratuit en leur faveur, III, 418. — ... du donateur, avant ou depuis l'acceptation de la donation, III, 419. — Responsabilité, IV, 625. — Action en payement d'honoraires, IV, 707. — Privilège, V, 790. — Prescription, V, 859-5°.

MÉNAGE (Frais du) pour lesquels la femme réputée autorisée ou mandataire tacite du mari, I, 134; III, 585; IV, 641, 642. — ... à la charge de la communauté, IV, 641. — ... au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — Contribution par la femme au cas de séparation de biens, IV, 649, 665. — ... au cas de régime dotal, IV, 668. — Vente de l'immeuble dotal, IV, 670. — Privilège pour fournitures, V, 790.

MER. Ne peut être l'objet d'une propriété privée, II, 259. — ... littorale; rivages; lais et relais, domaine public, II, 260. — Propriété des choses jetées à la mer, produites ou rejetées par la mer, II, 294. — Naissance en mer, I, 84. — Décès en mer, I, 86. — Domicile des marins, I, 87. — Déclaration d'absence des marins, I, 97. — Consentement à leur mariage, I, 128. — Testaments faits en mer, III, 432, 443.

MÈRE. Administration des biens des enfants en cas d'absence du père, I, 107. — Consentement pour mariage des enfants, I, 112, 127. — *Quid*, si elle est remariée ? I, 127. — Actes respectueux, I, 128. — Opposition au mariage, I, 119. — Action en nullité du mariage, I, 127. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Ses droits et devoirs à l'égard de ses enfants naturels reconnus, I, 171. — ... ou au cas d'adoption, I, 179. — Droit à des aliments, I, 131. — Son autorité, à défaut du père, I, 186. — ... ou au cas d'interdiction de celui-ci, I, 235. — ... remariée, exercice du droit de correction, I, 187. — Ad-

ministration des biens des enfants au défaut du père, I, 207. — ... remariée, perd l'usufruit légal, I, 189. — ... tutrice de ses enfants mineurs, I, 207 et suiv. — ... remariée, ses droits quant à la tutelle dative, I, 208. — ... ou quand elle perd la tutelle, I, 229. — Tutelle de l'enfant interdit, I, 235. — Émancipation des enfants, à défaut du père; *quid*, si elle est remariée? I, 227. — Comment elle succède à son enfant légitime et réciproquement, II, 358 et suiv. — ... de l'enfant naturel, comment elle lui succède; formalités, II, 408. — Acceptation de donation pour l'enfant mineur, III, 425. — ... de l'incapable de recevoir à titre gratuit, présomption d'interposition, III, 418. — Responsabilité pour quasi-délits de l'enfant, IV, 628. — Quand son consentement nécessaire pour le contrat de mariage de l'enfant mineur, IV, 635.

V. Maternité, Père, Second mariage.

MESSAGEBIES. Responsabilité, IV, 709.

MESURAGE. Vente, IV, 675. — Lieu où il doit se faire lors du payement, III, 561.

MESURE. Vente, excédant ou déficit, IV, 683. — Le défaut de mesure constitue-t-il un vice rédhibitoire? IV, 686. — ... excédant ou déficit, au cas de bail à ferme, IV, 706. — Apport d'associé, déficit de contenance, IV, 716.

MÉTIER. Obligation pour les père et mère d'en choisir un à leur enfant, I, 187. — Même obligation pour le tuteur officieux à l'égard de son pupille, I, 183. — Enfants adultérins et incestueux, I, 172.

V. Industrie.

MEUBLES. En quoi consistent, II, 252, 255. — Biens meubles, mobilier, effets mobiliers, II, 255. — ... meublants; ce que c'est, *ibid.* — ... du mineur, vente, I, 219. — Sont régis par le statut personnel; exceptions, I, 29. — Action possessoire, II, 286. — *Quid*, à l'égard d'une universalité de meubles? *ibid.* — Usufruit, II, 305, 308. — Rapport à succession, II, 400. — Donation de meubles; état estimatif, III, 429. — Don d'une maison avec ce qui s'y trouve, II, 255. — Legs des meubles; interprétation, III, 490. — Legs d'une maison avec les meubles qui s'y trouvent, III, 487, 490. — Estimation de ceux de la masse pour fixer la quotité disponible, III, 456. — ... tombant ou non dans la communauté, IV, 638. — Vente successive à deux personnes, droit au profit du premier saisi, II, 345; III, 351; IV, 675, 716. — Quand leur vente donne lieu à l'action rédhibitoire, IV,

686. — Baux de meubles, règles, IV, 697. — ... par l'usufruitier, II, 308. — ... sont susceptibles de privilèges, V, 786. — Privilèges généraux sur les meubles, V, 790. — Privilèges sur certains meubles, V, 791. — Effets des privilèges sur les meubles, V, 821. — Ordre des privilèges ; concours des privilèges généraux et spéciaux, V, 828. — Ne sont pas susceptibles d'hypothèques, exceptions, V, 788. — En fait de meubles, possession vaut titre, revendication, V, 849.

V. Effets mobiliers, Mobilier.

MEURTRE. Non-dénonciation de celui du défunt, indignité de succéder, II, 353 ; III, 484. — ... du donateur, cause de révocation de donation, III, 484. — *Quid*, au cas de don manuel entre époux ? III, 534. — Responsabilité, action en dommages-intérêts, IV, 626. — *Duel* responsabilité, IV, 625. — ... du crédi-rentier par le débi-rentier met-il fin à la rente viagère ? V, 749.

V. Assassinat.

MILITAIRES. En pays étranger, perte de la qualité de Français, I, 69. — Actes de l'état civil, I, 77. — Naissance d'enfant à l'armée, I, 84. — Mariage, I, 114. — Consentement de leurs supérieurs, I, 128. — Publications de mariage, I, 111. — Décès à l'armée, I, 86. — Preuves de leur décès, I, 81. — Domicile, I, 87. — *Quand* sont réputés absents, I, 94. — Déclaration d'absence, I, 97. — Des successions, ouverture au profit des militaires absents, I, 106. — *Quand* sont dispensés de tutelle, I, 215. — Enfants morts au service comptent pour dispenser de la tutelle, I, 215. — Testaments, III, 432, 441. — Prescription contre ceux en activité de service, V, 845.

MINES. Décès par accident dans les mines, I, 86. — ... sont immeubles, II, 253. — Exploitation, restriction du droit de propriété, II, 276, 277. — Redevance due au propriétaire de la surface, II, 256. — Droit de passage pour leur exploitation, II, 331. — Ecoulement des eaux, servitude, II, 317. — Produits, fruits naturels, II, 277. — Produits de celles ouvertes par le possesseur de bonne foi, II, 295. — Usufruit, II, 308. — Quels produits entrent dans la communauté, IV, 640. — Concession d'ouverture faite par le mari sur un propre de sa femme, IV, 643. — Vente de minéraux est mobilière, II, 253. — *Jusqu'à quel point* peuvent être objet d'une location, IV, 699. — Considérées indépendamment de la surface sont-elles susceptibles d'hypothèque ? V, 788.

MINEUR, MINORITÉ. Ce que c'est, I, 193. — Capacité du mineur, statut personnel, I, 58. — Domicile du mineur, I, 89, 112 et 187. — Domi-

cile élu, I, 92. — Age pour mariage, I, 126. — Consentement nécessaire pour qu'il puisse se marier, I, 127. — Autorisation de la femme du mineur, I, 134. — Adoption, I, 175. — Tutelle officieuse, I, 181. — Administration de ses biens, I, 190, 219, 221 et suiv. — Quand exclus du conseil de famille, I, 201. — Quand exclus ou dispensés de la tutelle, I, 207, 212 et 213. — Tutelle du mineur, I, 195 et suiv. — Emancipation, I, 227. — Peut-il être pourvu d'un conseil judiciaire? I, 248. — Peut-il acquérir la possession? II, 283. — Acceptation de succession, I, 221; II, 378. — Restitution contre cette acceptation, *ibid.* — Peut-il être déclaré déchu du bénéfice d'inventaire? II, 379 et 386. — Renonciation à succession, II, 380. — Action en partage, autorisation, II, 388. — Nécessité du partage judiciaire, II, 390. — ... et du tirage des lots au sort, II, 391. — Capacité pour faire donation ou testament, III, 417. — ... pour donation entre époux par contrat de mariage, III, 519. — *Quid*, pour faire une institution contractuelle, III, 517. — Donation entre époux pendant le mariage, III, 522. — Acceptation de donation, III, 423. — Réquisition de transcription de la donation, III, 480. — Ingratitude envers le donateur, cause de révocation de la donation, III, 484. — Testament du mineur décédé en majorité, III, 419. — De la quotité disponible par testament, III, 459. — Témoin dans un testament, III, 439. — Exécuteur testamentaire, III, 491. — Restitution contre le tuteur à la substitution, III, 469. — Incapacité de contracter, III, 580 et suiv. — Rescision des obligations; droits des créanciers, III, 554, 582. — Peut-il gérer les affaires d'autrui? IV, 622. — Responsabilité de ses faits par ses père et mère, etc., IV, 628. — De sa capacité pour les conventions matrimoniales, IV, 635. — Femme mineure, restitution contre acceptation de la communauté, IV, 650. — Inaliénabilité relative des biens du mineur, II, 261. — Vente aux enchères, IV, 676. — Les biens peuvent-ils être vendus à réméré? IV, 688. — Héritier de l'associé, continuation de la société, IV, 720. — Prêt ou emprunt à usage fait par lui, IV, 723. — Mandat à lui donné ou par lui donné, V, 731. — Cautionnement de son obligation, V, 759. — Transaction par lui, V, 767. — ... annulable pour lésion, V, 769. — Contrainte par corps contre lui, V, 774. — Contrainte par corps et arrestation provisoire à l'égard du mineur étranger, V, 772. — Quand ses biens peuvent être hypothéqués, V, 799. — De l'hypothèque légale du mineur, V, 795. — *Quid*, du mineur étranger? *ibid.* — Il peut prendre une inscription, V, 807. — ... et requérir l'inscription de son hypothèque légale; obligé même de la faire

quand devenu majeur, V, 806. — Renouvellement de l'inscription de son hypothèque, V, 818. — Mainlevée de cette inscription, V, 819. — De la réduction de son hypothèque, V, 812. — Saisi immobilièrement, discussion préalable du mobilier, V, 841. — De la prescription contre lui par son tuteur, et réciproquement, V, 843. — Prescription des actions du mineur contre le tuteur, à raison des faits de la tutelle, V, 839-1°. — De la prescription de dix ans au cas d'action en nullité ou en rescision des contrats passés avec le mineur, III, 384. — Prescription opposable au mineur, au cas de vente attaquée pour défaut de contenance, IV, 683. — ... ou pour cause de lésion, IV, 689. — Suspension de la prescription contre les mineurs; exceptions, III, 384; V, 843. — Quand le mineur relève le majeur en matière de prescription, V, 845. — Prescriptions *brevis temporis* courent contre les mineurs, V, 839. — Renonciation au nom du mineur à une prescription acquise, V, 861.

V. *Emancipation, Hypothèques, Quotité disponible, Tutelle.*

MINISTÈRE PUBLIC. Quand les officiers du ministère public ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — ... ni cessionnaires de droits litigieux, IV, 693.

V. *Procureur général, Procureur impérial.*

MINISTRES D'ÉTAT. Dispense de tutelle, I, 215.

MINISTRES DU CULTE. Dispositions à titre gratuit en leur faveur, III, 418. — Exécuteur testamentaire, III, 491. — Privilège pour frais funéraires, V, 790.

V. *Ecclésiastiques, Prêtre.*

MINUTES. Des actes notariés, I, 18. — Moyens d'y suppléer, III, 394. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Acte de donation entre vifs, III, 428. — Ou de donation par contrat de mariage, III, 513. — *Quid*, de celle faite à l'étranger par acte sous seing privé? *ibid.* — Procuration notariée pour faire ou accepter donation entre vifs, III, 425. — Minute d'un testament authentique, ratures par le testateur, III, 302. — L'acte de suscription du testament mystique doit-il être en minute? III, 440. — Acte de créance en brevet, remise volontaire, libération, III, 569. — Acte sous seing privé non fait double déposé chez un notaire, III, 590. — La représentation peut toujours en être demandée, III, 394. — Contrat de mariage, III, 513; IV, 636. — Changements apportés au contrat de mariage, IV, 636. — Acte de rétablissement de communauté, IV, 649. — Procurations qui doivent

être en minute, V, 751. — Officiers publics chargés de les représenter, contraignables par corps, V, 772 et 773. — Acte notarié constitutif d'hypothèque peut-il être délivré en brevet? V, 800.

MISE EN DEMEURE. Action en révocation de la donation pour inexécution des conditions ou pour ingratitude, III, 483. — ... des héritiers pour le paiement des legs par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... au cas de perte de la chose léguée, III, 503. — ... d'un des codébiteurs solidaires fait courir les intérêts contre tous, III, 528. — ... au cas de perte de la chose due par des codébiteurs solidaires, *ibid.* — ... pour livraison dans l'obligation de donner, III, 531. — Inexécution du pacte commissaire, III, 536. — Quand nécessaire pour donner droit à dommages-intérêts, III, 547. — Nécessaire pour la responsabilité du cas fortuit ou de la force majeure, III, 549. — Mise à exécution de la clause pénale, III, 552. — ... au cas de promesse de vente, ou de vente au poids ou à la mesure, IV, 675. — Retraitement de la chose par l'acheteur, IV, 687. — Paiement du prix de vente, *ibid.* — Stipulation de résolution de la vente à défaut de ce paiement, *ibid.* — ... de l'associé en retard de fournir son apport, IV, 716. — Non-paiement des arrérages d'une rente constituée, IV, 732. — Restitution du dépôt volontaire, V, 736. — Ce qui la constitue à l'égard du mandataire, intérêts des sommes dont il est reliquataire, V, 753. — Est-elle nécessaire avant les poursuites contre la caution? V, 760.

MITOYENNETÉ. Règles y relatives, II, 321 et suiv. — Marques de mitoyenneté constituent des titres, III, 388. — Vente de mitoyenneté, privilège du vendeur, V, 793.

MOBILIER. Définition, II, 253. — Donation de mobilier, III, 429. — Don manuel, III, 428. — Legs du mobilier, interprétation, III, 490. — ... entrant ou non dans la communauté, IV, 640. — Droit pour le mari de disposer de celui de la communauté, IV, 642. — Successions mobilières échues à l'un des époux communs, IV, 646. — Mobilier que la femme peut retirer en renonçant à la communauté, IV, 654. — Prélèvement au cas de partage de la communauté, IV, 655. — Clause de réalisation ou d'immobilisation dans la communauté, IV, 656. — ... de la femme, au cas de régime exclusif de la communauté, IV, 664. — Droit d'en disposer pour la femme séparée de biens, IV, 649. — Dot mobilière, est-elle inaliénable? IV, 670. — ... vendu successivement à deux personnes, droit de préférence, II, 343; III, 531; IV, 675, 716.

V. *Effets mobiliers, Meubles.*

MOINS PRENANT en fait de rapport à succession, II, 399 et suiv. — ... au cas de rapport ou d'imputation par un enfant naturel, II, 407. — Part d'enfant le moins prenant au cas de libéralités entre époux ayant des enfants d'un premier lit, III, 462.

MONNAIES. Cours légal, papier-monnaie, etc., au cas de paiement en de prêt, III, 560. — Considérées comme marchandises, IV, 729. — Mode de paiement, III, 561. — Désignation, au cas d'offres réelles et de consignation, III, 564. — Espèces monnayées, objet du prêt de consommation, IV, 726. — ... ou du dépôt volontaire; restitution, V, 736.

MONOMANIE. Est-elle cause d'interdiction? I, 233. — Capacité de disposer à titre gratuit, III, 417.

V. Démence.

MONSTRES. Ont-ils des droits? I, 43. — Incapacité de succéder, II, 354. — Leur naissance entraîne-t-elle révocation de donation pour survenance d'enfant? III, 485.

MONTS-DE-PIÉTÉ. Taux de l'intérêt, IV, 729. — Prêts sur gage, V, 778.

MORT. Mort violente, acte de décès, I, 86.

V. Décès.

MORT CIVILE. Définition, causes qui l'entraînent, I, 65. — Quelles peines l'emportent et comment elle est encourue, I, 66. — Ses effets, I, 67. — ... dissout le mariage, I, 133. — Ses effets en matière d'adoption, I, 175. — ... met fin à la puissance paternelle, I, 192. — ... du tuteur, fait cesser la tutelle, I, 227, 228. — Quand elle éteint l'usufruit, II, 311. — ... ou le droit d'usage, II, 313. — ... donne ouverture à la succession, II, 349, 351. — ... transmet le patrimoine, II, 269. — Le droit à la réserve s'ouvre-t-il par la mort civile? III, 449, 452. — Ses effets, quant au retour conventionnel, III, 475. — La cessation de la mort civile de l'enfant entraîne-t-elle révocation de donation pour survenance d'enfant? III, 485. — ... dissout la communauté, IV, 648. — ... donne ouverture au préciput, IV, 662. — ... met fin à la société, IV, 720. — ... du déposant, restitution du dépôt, V, 736. — Extinction de la rente viagère, V, 749. — ... met fin au mandat, V, 756. — Actes que le mort civilement peut ou ne peut pas faire, I, 67, 193. — Capacité du Français à l'étranger, I, 114. — Mariage du mort civilement, I, 110. — Ce mariage peut-il être considéré comme putatif? I, 123. — Reconnaissance et légitimation des enfants naturels du mort civilement, I, 163. — État civil de ses en-

fants, I, 164. — ... ne peut ni adopter ni être adopté, I, 173. — ... exclus du conseil de famille, I, 67, 201. — Incapacité de tutelle ou de subrogée tutelle, I, 212, 213. — ... ou de succéder, II, 334. — Le mort civilement peut-il faire donation ou testament ? III, 417. — Dispositions à titre gratuit à son profit, III, 418. — Usucapion et prescription en sa faveur, V, 844. — Comment le mort civilement recouvre la jouissance des droits civils, I, 68.

MOULINS. Quand sont meubles ou immeubles, II, 253, 255. — Quels accessoires sont immeubles par destination, II, 254. — Leurs revenus, fruits civils, II, 277. — Disposition de l'eau d'un moulin nécessaire à l'approvisionnement d'une commune, II, 318. — Quelles sont leurs réparations locatives, IV, 705.

MUET. Acceptation de donation, III, 425. — Testament authentique, III, 417. — Capacité pour disposer à titre gratuit, *ibid.* — Témoin dans un testament, III, 439. — Testament mystique, III, 440.

MURS. Mitoyenneté, II, 321, 322. — Mur mitoyen, au cas de clôture forcée, II, 325. — ... jours et vues, II, 329. — ... existants, au cas de l'action en bornage, II, 320. — Dépenses des murs à la chargée des nu-propriétaires et des usufruitiers, II, 309.

N

NAISSANCE. Viabilité, I, 43. — Déclarations y relatives, I, 84. — Acquisition des droits civils, I, 53. — Époques à considérer relativement à la présomption de paternité, I, 161. — Des actes de naissance : règles, I, 84. — Énonciation des noms des père et mère des enfants naturels, I, 75. — Mentions relatives à la reconnaissance des enfants naturels, I, 84. — Énonciations relatives aux preuves de la filiation, I, 161, 162, 169. — Mode de prouver la naissance en cas de perte des registres de l'état civil, I, 81. — Des actes de notoriété pour y suppléer, I, 112.

V. *Actes de l'état civil, Sexe.*

NANTISSEMENT. Définition, espèces et règles, V, 777 et suiv. — Restitution, présomption de libération, III, 569. — Peut-il tenir lieu de caution, V, 764, 833.

V. *Antichrèse, Gage.*

NATURALISATION. Ce que c'est, I, 54. — Formalités et effets, I, 53, 54. — Ses effets quand elle est tardivement obtenue, I, 62. — ... en pays étranger fait perdre la qualité de Français, I, 69.

NAUFRAGE. Dépôt, preuve testimoniale, III, 599.

NAVIRES. Sont réputés meubles, II, 255.

NÉGLIGENCE. Du subrogé tuteur, I, 225. — ... de l'usufruitier, II, 309. — ... de l'héritier bénéficiaire, II, 379, 386. — ... du donataire au cas de perte ou de détérioration de l'immeuble à rapporter à la succession, II, 400. — ... de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... à fournir des garanties, privation du bénéfice du terme, III, 537. — ... du débiteur, dans l'exécution de l'obligation ou dans la conservation de la chose, dommages-intérêts, III, 548. — ... au cas de gestion des affaires d'autrui, IV, 622. — ... ou de choses indument reçues, IV, 623. — Responsabilité en résultant, IV, 624, 625, 627. — ... de l'époux à faire inventaire lors de la dissolution de la communauté, IV, 650. — ... du mari, au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — ... dans la réception de la dot, IV, 673. — ... ou dans l'administration de la dot, IV, 668. — ... du mandataire, V, 753. — ... dans ces cas, point droit à salaires, V, 754. — ... de la caution à opposer des exceptions au créancier, V, 761. — ... du conservateur des hypothèques, V, 805. — ... des personnes chargées de faire inscrire les hypothèques légales, V, 806.

NEVEUX ET NIÈCES. Degrés de parenté, I, 47. — Prohibition de mariage avec tante et oncle, I, 126. — Dispenses à cet égard, I, 124. — ... adoptés par tante ou oncle, leurs nouveaux rapports, I, 179. — Représentation, II, 361. — Du meurtrier du défunt, dispensés de le dénoncer, II, 355. — Disposition à charge de restitution en leur faveur, III, 468. — ... du créancier, contrainte par corps, V, 774.

NOBLESSE. Titres nobiliaires abolis, puis rétablis, I, 51. — Ces titres compris dans le mot *profession*, I, 75. — Affiliation à une corporation étrangère, perte de la qualité de Français, I, 69.

NOCES. Délai pour secondes noces, I, 128. — Frais, rapport à succession, II, 398. — Avantages indirects au cas d'enfant d'un premier lit, réduction, III, 461.

V. *Quotité disponible*.

NOIRS. La traite abolie, II, 259. — Mariage avec un blanc, I, 120.
V. *Esclavage*.

NOMS ET PRÉNOMS. Rectification d'erreurs, lors de la célébration du mariage, I, 112. — Action en contestation de nom, I, 160. — ... de famille, changements de noms et prénoms, I, 83. — ... de la femme divorcée, I, 147. — Preuve de possession d'état, I, 162. — ... de l'enfant naturel, I, 166, 167, 172. — ... de l'enfant adultérin ou incestueux, I, 172. — ... de l'adopté, I, 173, 179. — Condition, dans un legs, de prendre tels noms ou prénoms, I, 173; III, 492. — ... constituent ordinairement la signature, III, 435. — Mode de signature, III, 590. — ... du débiteur et des créanciers à indiquer dans les bordereaux d'inscription, V, 814, 815. — ... des créanciers inscrits à mentionner dans les notifications pour purger, V, 832.

V. Actes de l'état civil, Publications de mariage.

NOTAIRES. Institution, I, 18. — Ressort, III, 439. — Ne doivent pas avoir un intérêt personnel dans les actes reçus par eux, II, 335; III, 439, 589. — Notaire nommé pour représenter un non-présent à scellés, inventaire, etc., I, 95. — ... ou un absent dans un partage, I, 105. — Actes respectueux, I, 428. — Actes relatifs au divorce par consentement mutuel, I, 145. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Acte de délation de tutelle par le survivant des père et mère, I, 208. — Inventaire au cas de tutelle, I, 219. — Tableau des interdits, I, 234. — ... commis pour vente des immeubles d'une succession bénéficiaire, II, 386. — ... ou pour procéder au partage judiciaire, II, 391. — Actes de donation entre vifs et d'acceptation, III, 428. — Peut-il être fondé de pouvoir pour accepter la donation par lui reçue? III, 425. — Testament authentique; capacité, III, 439. — Formes à observer pour ce testament, III, 434, 439. — Doit constater la santé d'esprit du testateur, III, 417. — Testament mystique; formes, III, 440. — Acte de suscription du testament mystique, III, 440. — Exécuteur testamentaire, III, 491. — Garde des testaments authentique et mystique; réception en dépôt des testaments olographes, III, 489. — Actes de révocation des testaments, III, 502. — Réception des actes authentiques; formalités, III, 589. — Dépôt des actes sous seings privés et leur reconnaissance, III, 589, 590; V, 800. — Délivrance d'expéditions et de copies, III, 594. — Réception de l'acte d'emprunt et de la quittance, au cas de subrogation conventionnelle, III, 563; V, 793. — A-t-il mandat pour recevoir le paiement? III, 559. — Peut-il faire des offres réelles? III, 564. — Enquête par commune renommée, III, 595. — Contrats de mariage; formalités, IV, 636. — Devoirs et responsabilité au cas de changements apportés au contrat, *ibid.* — Remise de certificat pour

l'officier de l'état civil, *ibid.* — Acte de rétablissement de la communauté, IV, 649. — Réception de vente aux enchères, IV, 676. — Ces ventes sont-elles soumises à la garantie? IV, 685. — Quelles sont celles qui peuvent être rescindées pour lésion? IV, 689. — Quand ne peut se rendre adjudicataire, IV, 679. — ... ou cessionnaire de droits litigieux, IV, 693. — Réception des actes constitutifs d'hypothèques ou de l'acceptation des hypothèques, V, 800. — *Quam* sont réputés mandataires salariés, V, 750. — Action solidaire contre toutes les parties; du règlement amiable, V, 754. — Intérêts des sommes avancées par eux, *ibid.* — Dépositaires volontaires, soins, V, 736. — Prescription de cinq ans est-elle applicable à leurs frais et honoraires, V, 859-2°. — Responsabilité pour faute ou pour nullité de leurs actes, III, 439; IV, 625. — Contrainte par corps pour restitution de titres et deniers, V, 772. — Notaires en second, I, 128. — ... pour les actes respectueux, I, 128, — ... pour les testaments, III, 439. — ... pour le contrat de mariage, IV, 636.

V. *Officiers publics.*

NOTIFICATION. De l'acceptation d'une donation, III, 426. — ... de révocation du mandat ou de renonciation, V, 756. — ... de l'acte de gage au cas de cession de créance, V, 779. — ... aux créanciers inscrits à l'effet de purger; formalités, V, 832. — ... interrompt la prescription du droit hypothécaire, V, 831. — ... à la femme et autres pour la purge des hypothèques légales, V, 836. — ... de surenchère, à qui doit être faite, V, 833.

V. *Cession de créances, Donation entre vifs, Signification.*

NOTORIÉTÉ (ACTES DE). Pour prouver une coutume, I, 22. — ... pour établir l'absence, I, 95. — Preuve du décès de l'absent, I, 101. — ... pour suppléer l'acte de naissance, I, 112. — ... ou le certificat pour le mariage de l'étranger, I, 115. — ... au cas de succession déferée à des successeurs irréguliers, II, 409. — ... pour envoi en possession du légataire universel, III, 498.

NOURRITURE (FRAIS DE). Charge de l'usufruit légal, I, 189. — Sont-ils dus à l'héritier bénéficiaire? II, 386. — Rapport à succession, II, 398. — ... de la veuve et de ses domestiques, pendant le délai pour faire inventaire, IV, 650.

NOVATION. Différentes espèces; comment elle s'opère, ses effets, III, 566. — ... des obligations naturelles en obligations civiles, III, 525. — Au cas de créanciers solidaires, III, 527. — Ou de débiteurs solidaires, III, 528. — Eteint l'obligation, III, 556. — Ne résulte

pas de la subrogation au cas de paiement, III, 563. — Ayant pour effet de faire admettre la preuve testimoniale, III, 596. — ... de rente foncière en rente constituée, IV, 731. — Opère libération de débiteur gagiste, V, 780. — Privilège du vendeur, au cas de prix de vente d'immeubles payé en billets, V, 793. — Interruption de prescription, V, 847.

NUE PROPRIÉTÉ. V. *Usufruit*.

NULLITÉ dans les actes; espèces et effets, I, 35. — Action en nullité; historique, III, 577. — Définition; en quoi diffère de l'action en rescision, III, 578. — Cas dans lesquels elle a lieu en général, III, 579. Domicile élu, I, 92. — L'action immobilière en nullité appartenant à l'un des époux n'entre pas en communauté, IV, 640. — Effets de l'action en nullité, II, 278; III, 583. — Elle éteint l'obligation, III, 586. — Prescription de l'action en nullité des conventions, III, 584; V, 859-1°.

O

OBÉISSANCE. Due par la femme, I, 133. — ... due par l'enfant à ses père et mère, I, 185 et suiv. — ... due aux père et mère adoptifs, I, 179.

OBJET DES CONTRATS, III, 616. — Ses relations avec la cause, III, 613. — Cause contraire aux lois, obligation nulle, III, 580. — Cause licite du mandat, V, 751.

OBLIGATIONS. Définition, III, 524. — Leur source, III, 523. — De leur fondement juridique, III, 539. — Des obligations légales, III, 524. — Conditions requises pour leur validité, III, 540. — ... contractées par un étranger; compétence, I, 62. — ... pour lesquelles la femme mariée a besoin d'autorisation, I, 134; IV, 649. — Obligation future; cautionnement, V, 757, 759. — Conséquences juridiques des obligations; droits du créancier, III, 541 et suiv. — Dispositions générales relativement à leur exécution, III, 617. — Inexécution, dommages-intérêts, III, 546 et suiv. — Obligations susceptibles de cautionnement, V, 759. — De leur extinction, III, 556 et suiv., 619. — Nullité des obligations; quand la prescription de dix ans est-elle applicable, III, 584. — De leur confirmation, III, 585, 586. — Preuve des obligations et de leur extinction, III, 587 et suiv. — Division des obligations, III, 523 et suiv.: 1° alternatives ou facultatives; ce que c'est; différences, III, 532. — ... concernant meubles ou immeubles, action

mobilière ou immobilière, II, 256. — 2° ... civiles ; ce que c'est, III, 524, 525. — Novation, III, 566. — 3° ... conditionnelles ; sous condition suspensive ou résolutoire, III, 534 et suiv. — Hypothèque peut être constituée pour une pareille obligation, V, 802. — Clauses pénales, III, 532. — Obligations à terme, III, 537. — 4° ... divisibles et indivisibles, III, 533. — Clause pénale, III, 532. — Mode de paiement, III, 564. — Au cas où mineur codébiteur ; action en rescision, III, 582. — 5° Obligation de donner, III, 534. — Est une obligation personnelle, III, 529. — Mode de paiement, III, 558. — Perte de la chose, III, 576. — Du pacte de préférence, ce que c'est ; effets, III, 529 ; IV, 684. — Apport d'associés, IV, 716. — Cautionnement, V, 759. — Quand l'action est mobilière, II, 256. — 6° Obligation de faire ou de ne pas faire, III, 530. — Constitue une obligation personnelle, III, 529. — Mode de paiement, III, 558. — Perte de la chose, III, 576. — Apport d'associé, IV, 716. — Cautionnement, V, 759. — Quand l'action est mobilière, II, 256. — 7° ... naturelles : en quoi consistent, III, 524, 525. — Se distinguent des obligations imparfaites, III, 525. — Paiement, répétition, IV, 623. — Novation, III, 566. — Compensation, III, 571. — Sont-elles susceptibles de confirmation ? III, 586. — Dette éteinte par la prescription, V, 860. — 8° ... personnelles et réelles, III, 529. — 9° ... positives et négatives, *ibid.* — Au cas de dommages intérêts, quand nécessité de mise en demeure, III, 547. — 10° ... principales et accessoires, III, 538. — 11° ... simples ou composées, III, 532. — ... relativement aux personnes des créanciers ou des débiteurs, III, 526. — 12° ... solidaires, III, 526 et suiv.

OBSCURITÉ. De la loi, n'autorise pas à refuser de juger, I, 37. — ... dans le contrat de vente, IV, 682.

OCCUPATION. Définition ; quelles choses en sont susceptibles, II, 294. — ... temporaire pour fortifications, II, 277.

OFFICES. Sont meubles et dans le commerce, II, 256. — Rapport à succession, II, 398, 400. — Disposition à titre gratuit, III, 445. — Tombent dans la communauté, IV, 640. — Quand le prix payé donne lieu à récompense pour la communauté, IV, 644. — Au cas de communauté d'acquêts, IV, 635. — Peuvent être vendus, IV, 680. — Vices cachés de l'office vendu, action en garantie, IV, 686. — Vente donne-t-elle lieu à rescision pour cause de lésion ? IV, 689. — Peuvent-ils être donnés à bail ? IV, 697. — Association nulle, contre-lettre, paiement, répétition, IV, 623. — Privilège pour le prix non

payé, V, 791. — Brevets délivrés par l'état quand sont inaliénables, II, 261. — ... de maître de poste, rapport à succession, II, 400.

OFFICIERS DE L'ÉTAT CIVIL. Institution, I, 71. — Compétence, I, 112, 120, 167, 176. — Cas où ils sont incompétents, I, 110, 112, 113, 116, 123. — Empêchement, I, 73, 112. — Procèdent au mariage, I, 112, 113. — Prononciation du divorce, I, 146, 150. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Testament au cas de perte ou de maladies contagieuses, III, 442. — Actes par eux reçus sont authentiques, III, 589. — Clôture et dépôt des registres de l'état civil, I, 76. — Délivrance d'extraits des registres, I, 76, 79, 80. — Responsabilité et peines, I, 82, 113, 116, 121, 127, 128. — Sont officiers de police judiciaire, conséquences, I, 73, 113. — ... en pays étranger, I, 77, 114.

V. Actes de l'état civil.

OFFICIERS DE SANTÉ. V. Médecins.

OFFICIERS MINISTÉRIELS. Diverses espèces, I, 18. — Auxiliaires des tribunaux, III, 542. — Quand peuvent faire des offres réelles, III, 564. — Responsabilité, IV, 625.

OFFICIERS PUBLICS. Ont seuls le droit de commandement, I, 30. — Compétence et ressort, III, 589. — Actes par eux reçus, authenticité, III, 589. — *Quid*, au cas de suspension ou de destitution, *ibid.* — Délivrent expéditions ou copies, III, 594. — Quand ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — Ou cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Mandat donné par eux ne les oblige pas personnellement, V, 754. — Quand contraignables par corps, V, 772.

V. Fonctionnaires publics.

OFFRES, OFFRES RÉELLES. Offre ou promesse pour convention, III, 613. — Offres de marchandises, circulaires, prospectus, *ibid.* — ... de vente ou d'achat, IV, 675. — Quand offre de paiement emporte renonciation à prescription libératoire, V, 860. — Offres réelles; règles et effets, III, 564. — ... au cas de paiement d'un corps certain, *ibid.* — Effets au cas de perte de la chose, III, 576. — ... lors de l'exercice du réméré, IV, 688. — ... ou du retrait successoral, IV, 692. — ... ou du retrait litigieux, IV, 693. — ... d'arrérages arriérés d'une rente constituée pour empêcher l'exigibilité du capital, IV, 732. — Quand donnent lieu à séquestre ou à consignation par suite du refus de les accepter, III, 564; V, 742. — ... de payer faites dans les notifications aux créanciers inscrits à l'effet de purger, V, 832. — ... à faire

par le surenchérisseur, V, 833. — ... ou par le tiers détenteur pour arrêter les effets de la surenchère, V, 835. — Quand les offres réelles sont interruptives de prescription, V, 847. — Leur retrait ; conséquences, III, 564.

V. Consignation.

OMISSION. Quand elle entraîne responsabilité, IV, 625. — ... des objets d'une succession, conséquences, II, 379. — Partage supplémentaire dans ce cas, II, 393. — ... au cas de cession d'hérédité, IV, 692. — Enfant omis dans un partage d'ascendant, III, 506. — Omission faite par le mandant décharge la responsabilité du mandataire, V, 753. — ... par le créancier qui ne peut subroger la caution dans ses droits, décharge de celle-ci, V, 763. — ... dans le titre constitutif de l'hypothèque, réparées dans l'inscription, V, 804. — ... de réquisition d'inscription de l'hypothèque légale des mineurs et des femmes mariées, V, 806. — ... dans les bordereaux d'inscription, V, 814. — ... par les conservateurs, responsabilité, V, 805. — ... d'inscription d'office par le conservateur, responsabilité, V, 807. — ... dans les certificats d'inscription par le conservateur ; extinction de l'hypothèque, V, 831. — ... de créancier inscrit dans l'état des inscriptions ; droit de surenchère, V, 833. — ... de créanciers au cas de notification aux créanciers inscrits, V, 832.

ONCLES ET TANTES. Degrés de parenté, I, 47. — Prohibition de mariage avec nièces et neveux, I, 126. — Dispense dans ce cas, I, 124. — Opposition à mariage, I, 119. — ... du meurtrier du défunt, dispensés de le dénoncer, II, 355. — ... du créancier, contrainte par corps, V, 774.

OPPOSITION. Par un créancier sur une succession bénéficiaire, II, 386. — ... par créanciers au partage ; quels actes la constituent, II, 393. — ... à l'envoi en possession du légataire universel, III, 498. — Payement fait au préjudice d'une opposition, III, 559. — ... par les associés aux actes du gérant ou de leurs coassociés, IV, 718. — ... par des créanciers au partage de la société, IV, 721. — ... à la remise du dépôt volontaire, V, 736. — ... par le créancier hypothécaire au cas d'abus de jouissance par le débiteur, V, 824. — Prescription non interrompue par l'opposition à partage, V, 847.

V. Mariage, Saisie.

ORDONNANCES ROYALES. Leur force, I, 3, 25. — Une des sources du Code Napoléon, I, 14.

ORDRE du prix d'immeubles. Quand il a lieu, règles, V, 842. — Biens d'une succession, tribunal compétent, II, 331. — Immeubles d'une succession bénéficiaire, II, 386. — ... entre les créanciers inscrits à défaut de surenchère, V, 834. — Collocation éventuelle de la femme ou de ses créanciers subrogés, pour son hypothèque légale, V, 796. — Collocation non suivie de paiement, cautionnement non éteint, V, 763. — Paiement par l'acquéreur des bordereaux de collocation ; éviction, répétition, IV, 623. — Prescription interrompue par la production à un ordre, V, 847.

ORDRE PUBLIC. On ne peut y déroger, I, 34. — Promesse de mariage, I, 117. — Empêchement de mariage, I, 118. — Doit être respecté dans l'établissement des servitudes, II, 332. — Révocabilité des donations entre époux pendant le mariage, III, 521. — Clause exemptant de la responsabilité des fautes, V, 753. — Stipulation que le mari n'aura pas l'administration de la communauté, IV, 642. — Vente à des personnes incapables à raison de leurs fonctions, IV, 679. — Cession de droits litigieux aux mêmes personnes, IV, 693. — Louage de services à vie, IV, 707. — Stipulations contraires au cours légal des monnaies, III, 560. — Déchéance encourue pour défaut d'appel dans le délai, V, 843. — Cause d'obligation contraire à l'ordre public, nullité, III, 615. — Obligation nulle, paiement, répétition, IV, 623. — Novation point permise, III, 566. — Serment ne peut être déféré sur des faits concernant l'ordre public, III, 602. — Nullité point prescriptible par dix ans, III, 584.

ORGANISATION JUDICIAIRE, I, 17.

ORIGINAUX de titres. — Ce que c'est, III, 588. — Nombre au cas de conventions synallagmatiques par acte sous seing privé, III, 590. — Cas où ils doivent être représentés ; foi à eux due, III, 594.

V. Minutes.

ORNEMENTS D'APPARTEMENT. Quand sont meubles ou immeubles, II, 254. — Meubles meublants, II, 255. — Usufruitier, enlèvement, II, 312.

OUVERTURE de succession, II, 349 et 351. — Domicile du défunt, II, 351. — ... à considérer au cas de rapport, II, 400. — ... détermine un droit acquis à l'enfant naturel pour sa quote-part sur les biens du défunt, II, 407.

OUVERTURES (Jours). Servitude, II, 329.

OUVRAGES. Avec des matériaux d'autrui, II, 297. — Intermédiaires re-

quis pour certaines constructions, II, 328. — ... pour l'usage des servitudes, II, 338. — ... apparents pour constater l'existence ou l'acquisition de servitudes, II, 318, 333 et 336. — Louage d'ouvrages, IV, 707 et suiv.

OUVRIERS. Ce qu'on entend par là, IV, 707. — Domicile, I, 89. — Au cas d'invention ou de recherche d'un trésor, II, 294. — Louage des ouvriers, IV, 707. — Au cas de contestation, le maître est-il cru sur son affirmation? *ibid.* — Droits et obligations au cas de devis et marchés, IV, 710. — Employés par un entrepreneur, action directe en paiement de leurs salaires, *ibid.* — Privilège pour salaires, V, 790. — Privilège du bailleur au cas d'objets remis pour être travaillés, V, 791. — Privilège pour constructions ou réparations, V, 793. — Inscription et rang de ce privilège, V, 813 et 829. — Prescription des salaires, V, 859-60.

P

PACAGE. Servitude discontinue, II, 333. — Quand il empêche le droit de clôture, II, 277. — ... en commun, responsabilité des accidents, IV, 629. — Peut-il être affirmé par le fermier du bétail du fonds dominant? II, 338.

PAIEMENT. V. *Payement.*

PAILLES. Quand sont immeubles par destination, II, 254. — ... à laisser par le fermier sortant, IV, 706. — ... vendues par le fermier, IV, 702.

PAPETERIES. Accessoires, immeubles par destination, II, 254.

PAPIERS DOMESTIQUES. Mode de preuve, III, 592. — ... au cas de perte des registres de l'état civil, I, 81. — Commencement de preuve par écrit pour prouver la filiation, I, 162.

PARAPHERNAUX. Quels biens le sont, IV, 633, 637, 666. — Condition de paraphernalité imposée à la donation faite à la femme dotale, IV, 667, 670. — Droits de la femme sur les biens paraphernaux, IV, 674. — Cas où l'obligation de la femme est exécutée sur eux avant de l'être sur les biens dotaux, IV, 670. — Hypothèque légale pour les créances paraphernales, V, 796.

PARCOURS perdu par le propriétaire qui veut se clore, II, 277.

PARENTÉ, PARENTS. Définition, espèces, degrés, I, 47. — Qui sont les parents paternels et maternels, II, 360. — Quels sont ceux compris dans le mot *famille*, V, 790. — ... ceux entre lesquels mariage prohibé, I, 126. — Des dispenses dans ce cas, I, 32, 124. — Des enfants illégitimes, I, 166. — Témoins en matière de divorce ou de séparation de corps, I, 142. — Assistance pour la détention de l'enfant, I, 187. — Membres du conseil de famille, I, 201. — Droit de le convoquer pour la destitution du tuteur, I, 228. — Peuvent provoquer l'interdiction, I, 234. — Sont seuls héritiers légitimes, II, 349. — Qui se sont indûment emparés des biens de l'enfant, I, 104. — Médecins ou chirurgiens à qui dispositions à titre gratuit faites par leur malade, III, 418. — Notaire, témoins, testateur ou légataires, au cas de testament, III, 439. — Réquisition d'inscription de l'hypothèque légale du mineur ou de la femme mariée, V, 806. — Ceux de la femme, au cas de réduction de son hypothèque légale, V, 812.

V. *Actes de l'état civil, Alliance.*

PARI. Ce que c'est, règles, V, 745. — Dette, cautionnement, V, 759.

V. *Jeu.*

PARTAGE. 1° ... de succession : Pour qui et contre qui peut être demandé, II, 387 et suiv. — Par les envoyés en possession des biens de l'absent, I, 103. — Par l'enfant naturel, II, 407. — Par le mineur émancipé, I, 241. — ... de successions mobilières, par la femme séparée de biens, autorisation, IV, 649. — Par le mari des successions appartenant au fonds dotal, IV, 668. — Quand peut être demandé par le mandataire, V, 753. — ... de biens grevés de substitution, III, 469, 471. — ... des biens de successions échues à la femme dotale, IV, 668, 670. — De l'action en partage, II, 279. — Elle peut toujours être intentée ; exception, II, 389. — Condition prohibitive dans un legs d'usufruit, II, 305. — Pendant combien de temps le partage de la succession peut-il être demandé ? II, 389. — Action en partage imprescriptible tant que dure l'indivision, V, 856. — Différents modes de partage, II, 390. — Peut-il être verbal ? II, 390. — Ceux où un absent est intéressé, I, 95. — Règles quand un mineur y est partie, I, 221, 222. — ... judiciaire ; dans quel cas a lieu, II, 390. — Au cas où le mari agit seul relativement à des biens dotaux, IV, 668. — Peut-il être exigé par les créanciers ? II, 390. — Demande, tribunal compétent, procédure, II, 351, 391. — Formation de la masse, II, 391. — Prélèvement entre cohéritiers français et étrangers, II, 384. — ... par voie d'attribution, II, 390, 391. — ... des

créances de la succession, II, 403. — Effets du partage, II, 279, 392. — ... en ce qui touche l'exercice du retrait successoral, IV, 692. — Garantie, II, 392. — Action en garantie, tribunal compétent, II, 351. — Privilège de copartageant pour garantie et soult; inscription et rang de ce privilège, V, 793, 813, 829. — Est juste titre pour usucaper pour dix ans, V, 854. — Frais de partage, charges de la succession, III, 450, 455, 493. — Quand ils sont privilégiés, V, 790. — Du droit d'attaquer le partage; actions en nullité ou en rescision: exception, II, 393. — Demande en rescision, tribunal compétent, II, 351. — ... avec un mineur ou interdit, formalités remplies, pas lieu à rescision, III, 582. — Transaction au cas de la lésion, V, 769. — Partage partiel, ses effets, II, 390. — Lésion, II, 393; III, 511. — Partage provisionnel, II, 390. — Formalités non observées, quand un mineur y est partie, I, 221. — ... provisoire des biens de l'absent, I, 100. — Partage supplémentaire, quand il y a lieu, II, 393. — 2^e Partage de communauté, II, 279; IV, 681 et suiv. — Règles du partage de succession applicables, II, 387. — Au cas de clause de partage inégal de la communauté, IV, 663. — Frais, charge de la communauté, IV, 641. — Des fruits dotaux, IV, 673. — 3^e Partage entre associés, II, 279; IV, 721. — Action en nullité, prescription, V, 839-9^e. — 4^e Partage entre copropriétaires, au cas d'alluvion, II, 297. — Partage d'un fossé mitoyen, II, 323. — ... préalable, au cas de saisie d'immeubles indivis, V, 841.

V. *Cheptel.*

PARTAGE D'ASCENDANT. Qui peut le faire, III, 505. — Entre qui il peut et doit être fait, III, 506. — Biens pouvant y être compris, III, 507. — Manière dont il peut s'opérer, partage par attribution, soult, III, 508. — Formes du partage, III, 509. — *Quid*, au cas où un mineur est partie? I, 221. — Effets du partage, III, 510. — De celui fait par testament; prédécès d'un des enfants, III, 503. — Charge des dettes du donateur, III, 482, 510. — Action en rescision pour lésion; exceptions, II, 393; III, 511. — Annulé pour partie, le surplus valable, III, 424. — Partage supplémentaire, III, 507, 511. — Privilège du copartageant; inscription, V, 793, 813.

PARTAGE D'OPINIONS. Membres du Conseil de famille, I, 202. — ... entre associés relativement à l'administration de la société, IV, 718.

PASSAGE. Enclave, II, 331. — Action possessoire, II, 286. — Pour puiser de l'eau, II, 318, 338. — Droit de passage, servitude discontinue, II, 333. — Copropriétaires, exercice du droit, II, 338. — Usage et ag-

gravation de la servitude, déplacement, II, 338. — Servitude modifiée dans son exercice, II, 341. — *Quid*, si le fonds est couvert par les eaux? *ibid.* — Ne peut être acquis par la prescription, II, 336. — Droit de passage sur la voie publique, II, 334. — Passage des eaux, pour irrigations, II, 319.

PASSIF de communauté. De quoi se compose, IV, 641. — De son partage, IV, 653. — ... de la communauté réduite aux acquêts, IV, 653. — ... ou au cas de clause d'un partage inégal, IV, 663.

PATERNITÉ. Règles y relatives, I, 159 et suiv. — Preuves de la paternité, I, 162. — Présomption légale résultant du mariage, I, 160. — ... ou de la conception de l'enfant pendant le mariage, I, 161. — Présomptions après la séparation de corps, I, 156. — Recherche de la paternité interdite; exceptions, I, 126, 163, 169.

V. Enfant, Enfants naturels, Enfants adultérins et incestueux, Filiation, Père.

PATRIMOINE. Définition; ce qu'il comprend, II, 264. — Constitue une universalité de droits, II, 251. — Par quelles lois est régi, I, 29. — Différentes espèces, II, 263. — Des droits réels sur le patrimoine, II, 266 et suiv. — Se transmet par le décès, I, 64. — Confusion de celui du défunt et de celui de l'héritier, II, 382. — Son indivisibilité; conséquences relativement aux héritiers et aux créanciers, II, 266. — Des obligations en tant qu'elles grèvent le patrimoine, II, 271 et suiv. — Restriction du droit d'en disposer au cas de réserve en faveur des descendants et des ascendants, III, 446 et suiv.

V. Séparation de patrimoines.

PAUVRES, PAUVRETÉ. Pauvreté, pas cause de dispense de tutelle, I, 215. — Dispositions à titre gratuit en faveur des pauvres, autorisation; III, 418. — Acceptation de donation, III, 425.

PAYEMENT. Définition, III, 537. — Qui peut le faire, III, 547 et 558. — ... par la femme mariée, autorisation, I, 134. — ... par le mineur, répétition, rescision, IV, 623. — ... par l'héritier bénéficiaire, II, 386. — ... par le débiteur cédé, avant signification du transport, IV, 691. — ... ou au cas d'exercice du retrait litigieux, IV, 693. — ... anticipé fait par le locataire ou sous-locataire, IV, 703; V, 791. — ... par la caution, avertissement à donner au débiteur, V, 761. — Qui peut le recevoir, III, 547. — ... à la femme mariée, autorisation, I, 134. — ... au tuteur dont les fonctions sont expirées, I, 212. — ... à l'un des créanciers solidaires, poursuites, III, 527. — Objet du paye-

ment, III, 560. — ... de la portion d'un héritier dans les créances de la succession, II, 403. — ... par suite de délégation, éviction, répétition, IV, 623. — ... de l'indû, répétition, *ibid.* — ... du prix de vente, IV, 687. — ... cas où il peut être suspendu, *ibid.* — ... du prix du bail, IV, 702. — Manière dont il doit être fait, époque, loi, III, 561. — ... au domicile élu, I, 92. — *Quid*, quant aux dettes d'une succession vacante? II, 411. — Délai et terme, III, 537. — Quand la condition opposée peut être réputée accomplie? III, 534. — Avant l'échéance du terme, escompte, III, 537. — Imputation, III, 562. — Des paiements partiels, I, 221 ; III, 561. — ... au cas de codébiteurs solidaires, III, 528. — Droit de préférence au cas de paiement avec subrogation, III, 563. — Paiement d'une obligation indivisible, III, 533. — Paiement avec subrogation, III, 563. — Offres et consignation, III, 564. — Dation en paiement, effets, III, 560. — Par cession de biens, III, 563. — Preuve du paiement, III, 587. — Celui de sommes ou de choses ne peut être prouvé que par écrit, III, 596. — Preuve résultant des registres et papiers domestiques, III, 592. — *Quid*, de l'allégation du paiement d'une obligation qu'on avoue? III, 606. — De la dot, preuve et présomptions, IV, 673. — Présomption de paiement des intérêts au cas de paiement du capital, IV, 728. — ... éteint l'obligation et ses conséquences, III, 556 et 562. — ... des dettes immobilières propres à l'un des époux, récompense à la communauté, IV, 644. — ... des dettes de jeu ou de pari, V, 745. — Quand il profite à la caution, V, 760. — Éteint le cautionnement, V, 763. — Opère libération du débiteur gagiste, V, 780. — Est un juste titre à l'effet d'acquiescer par la prescription, V, 854. — Prescription extinctive, mode de paiement, V, 843. — Quand il emporte renonciation à la prescription, V, 861.

PAYS ÉTRANGER. État et capacité des Français y résidant, I, 29. — Immeubles soumis au statut réel, *ibid.* — Actes de l'état civil, I, 77. — Mariage de Français, I, 77, 114, 127. — Ouverture de succession, tribunal compétent, II, 351. — Biens à partager avec des cohéritiers français, II, 334. — Formes extérieures pour donations, III, 428. — Donation faite à un Français, acceptation, III, 425. — Donation par un Français à un Français, acceptation, III, 424. — Donation par contrat de mariage sous seing privé, III, 513. — Testaments ; formes, III, 430. — Jugements et actes, I, 29 et suiv. — Chose jugée, sa valeur, I, 30. — Prestation de serment, III, 601. — Contrat de mariage reçu par un notaire, foi, exécution, IV, 636. — Contrat de mariage sous seing privé, *ibid.* — De la communauté légale pour les Français

qui s'y marient, IV, 639. — Monnaies, au cas de paiement ou de dépôt, III, 560. — Constitution d'hypothèque conventionnelle, V, 800. — Hypothèque légale résultant de la tutelle y conférée, V, 795. — Hypothèque légale de la femme mariée, V, 796.

PAYS RÉUNIS. — Acquisition de l'état civil, I, 55. — De l'état civil des enfants, quand les pays ont été depuis séparés, I, 53. — Actes publics en deux langues, III, 434.

PÊCHE fluviale et maritime, règles, II, 294. — Produits, fruits naturels, II, 277. — Jouissance par l'usufruitier, II, 308. — Quand le droit de pêche n'est pas une servitude en faveur de la personne, II, 332. — Appartient-il au fermier ou locataire? IV, 701. — Prescription de l'action en dommages-intérêts pour délits, V, 859-6°.

PENDULES. Quand sont meubles meublants, II, 255.

PENSION (MAÎTRES DE). Prescription, V, 859-5°.

PENSIONS. Quelles sont inaliénables, II, 261. — ... pour lesquelles prescription annale applicable, V, 859-5°. — Pension alimentaire due à la femme, au cas de demande en divorce ou en séparation de corps, I, 143 et 145. — ... après divorce, I, 142 et 148. — ... à payer à la femme séparée de corps, I, 155. — Legs de pension alimentaire, III, 500. — Mode de leur paiement, I, 131; III, 500. — Jusqu'à quel point tombent dans la communauté, IV, 640. — Cessibilité, I, 131; IV, 691. — Renonciation, III, 568. — Arrérages, prescription, V, 859-2°. — Pensions de retraite, tombent-elles dans la communauté? IV, 640.

V. *Aliments.*

PÉPINIÈRES. Arbres meubles ou immeubles, II, 253. — Arbres, fruits naturels, II, 277. — Usufruit, II, 308.

PÈRE. Déclaration de naissance de l'enfant, I, 84. — Consentement pour son mariage, I, 112, 127. — Opposition à mariage, I, 119. — Actes respectueux, I, 128. — Action en nullité du mariage, I, 127. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Exerce puissance paternelle, I, 284 et suiv. — Droits et devoirs en dérivant, I, 186 et suiv. — Droit à des aliments, I, 131. — Administrateur des biens de l'enfant, I, 190, 207. — Cette administration peut-elle lui être enlevée, comme condition d'une donation ou d'un legs? I, 207. — A l'usufruit légal des biens de l'enfant, I, 189. — Droits et devoirs du père adoptif, I, 179. — ... ou de l'enfant naturel, I, 171. — Tutelle légale de ses enfants mineurs, I, 207. — Interdiction de ses enfants, I, 234. — Tu-

telle de l'enfant interdit, I, 235. — Curateur de ses enfants émancipés, I, 238. — Comment il succède à l'enfant légitime et réciproquement, II, 338 et suiv. — ... ou à son enfant naturel; formalités, II, 408. — Acceptation de donation pour l'enfant mineur, III, 425. — ... de l'incapable de recevoir une libéralité, présomption d'interposition, III, 418. — Responsabilité pour délits et quasi-délits des enfants, IV, 628. — Quand son consentement nécessaire pour le contrat de mariage de l'enfant mineur, IV, 635. — Est-il soumis à l'hypothèque légale, comme administrateur des biens de ses enfants? V, 795.

V. Enfants, Paternité, Puissance paternelle.

PÉREMPTION. Ressemblance et différence avec la prescription extinctive, V, 843. — Est une exception péremptoire, III, 544. — En matière de réclamation d'état, I, 160. — ... du jugement par défaut rendu contre un des débiteurs solidaires, quand elle est empêchée à l'égard des autres; exécution, acquiescement, III, 528. — ... d'instance, éteint seulement la demande, III, 545. — ... fait cesser interruption de la prescription, V, 847. — ... des inscriptions hypothécaires, V, 818.

PERSONNE. Des personnes en général, I, 40. — Erreur sur la personne, en fait de mariage, I, 127. — Obligation de comparaître au cas de divorce ou de séparation de corps, I, 142. — Comment les personnes doivent être considérées au point de vue des biens, II, 251. — Prohibition des servitudes à la personne ou en faveur de la personne, II, 332. — Ne peut être l'objet d'une aliénation ou d'un gage, II, 259. — Legs à une personne incertaine, III, 418. — Personne morale; ce que c'est, I, 40, 41. — ... dans les sociétés, distincte des associés, II, 258, IV, 719.

PERSONNES INTERPOSÉES. V. Interposition de personnes.

PERTE DE LA CHOSE. A la charge de qui elle est, II, 269. — Eteint la propriété, II, 301. — Objets soumis à l'usufruit, I, 219, 306 à 309; IV, 664. — Extinction de l'usufruit, II, 311. — Au cas de partage, garantie, II, 392. — Rapport à succession, II, 406. — Composition de la masse pour fixer la quotité disponible, III, 456. — Au cas de substitution, III, 469. — Au cas de révocation d'une donation pour inexécution des conditions, III, 483. — ... ou pour cause d'ingratitude, III, 484. — ... à la charge du légataire universel, III, 498. — Entraîne caducité du legs, III, 503. — ... par la faute d'un des codébiteurs solidaires, III, 528. — Ses effets dans l'obligation de

donner ou de faire, III, 531, 576. — Pour le compte de qui, au cas de condition suspensive, III, 535. — ... ou de condition résolutoire, III, 536. — Eteint l'obligation, III, 536. — Au cas d'offres réelles et de consignation, III, 564. — Perte d'un titre par accident ou force majeure, preuve testimoniale, III, 599. — Invention de la chose perdue, restitution, IV, 620. — Au cas de paiement indûment reçu, IV, 623. — ... des biens de la communauté par le fait du mari, IV, 642. — ... des biens de la femme au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — ... de ceux des époux au cas de clause d'ameublissement, IV, 637. — ... des biens dotaux, IV, 669. — ... ou de la dot, IV, 673. — Promesse de vente, IV, 675. — Vente à la mesure, au poids, etc., *ibid.* — Vente à livrer et avant l'échéance du terme, III, 537; IV, 675. — Vente aux enchères, IV, 676. — ... avant délivrance de la chose vendue, IV, 683. — Quand obstacle ou non à l'action rédhibitoire, IV, 686. — Quand éteint ou non l'action en rescision de la vente pour lésion, IV, 689. — Bail de meubles, IV, 697. — Perte totale ou partielle de la chose louée, responsabilité du preneur, IV, 702. — Quand donne lieu à la résiliation du bail, IV, 704. — Effets confiés au voiturier, IV, 709. — Devis ou marché avec un ouvrier, IV, 710. — ... totale ou partielle, dans le cheptel, IV, 712. — Quand met fin à la société, IV, 720. — Apports des associés, IV, 721. — Objets prêtés à usage, responsabilité de l'emprunteur, IV, 724, 725. — *Quid*, au cas de prêt fait au mineur? IV, 723. — ... dans le prêt de consommation, IV, 726. — ... dans le dépôt volontaire, V, 736. — Jusqu'à quel point le mandataire en est tenu, V, 733. — Objets donnés en gage, V, 781. — Immeuble hypothéqué; action du créancier en remboursement ou en complément d'hypothèque, V, 801. — Au cas de délaissement par hypothèque, V, 825. — Eteint le privilège ou l'hypothèque, V, 830.

PESAGE. Vente au poids, IV, 675. — Du déficit dans ce cas, IV, 683. — Lieu où il doit se faire lors du paiement, III, 561.

PESTE. Testament, III, 432, 442.

PÉTITION D'HÉRÉDITÉ. — A qui l'action appartient, II, 383. — ... au profit des héritiers de l'absent, I, 101, 103. — ... contre l'héritier saisi au défaut de l'absent, I, 103. — ... contre l'héritier apparent, II, 278. — ... formée par un seul des cohéritiers, ou par l'héritier non le plus proche, II, 376. — ... par les héritiers contre les successeurs irréguliers envoyés en possession, II, 409. — Tribunal compétent, II, 383.

PHARMACIENS ET APOTHICAIRES. Dispositions à titre gratuit en leur faveur, III, 418. — Privilège, V, 790. — Prescription, V, 859-87.

PIÈRRERIES ne sont pas comprises dans le mot *meubles*, II, 255.

PIGEONS. Quand sont immeubles par destination, II, 254. — ... passant dans un autre colombier, II, 297. — Dommage causé, responsabilité, IV, 629.

PLACES DE GUERRE. Domaine public, II, 260. — Changement de destination, II, 261. — Constructions, restriction du droit de propriété, II, 276.

PLANTATIONS. Droits du propriétaire du sol et du propriétaire de la chose, II, 297. — ... d'arbres, distance, II, 326.

PLANTES en caisses ou en pots, quand sont meubles ou immeubles, II, 233, 254. — Quand sont objet du droit d'occupation, II, 294.

PLUIE. Écoulement des eaux, II, 317. — Usage des eaux, II, 318. — Comment s'établissent les toits pour son écoulement, II, 330.

POISSONS en mer et dans les cours d'eau, à qui ils appartiennent, II, 294. — Quand sont au premier occupant, II, 259. — ... d'un étang, quand sont immeubles par destination, II, 254. — Fruits naturels, II, 277. — ... passant dans un autre étang, II, 297.

POLICE. Lois de police obligatoires pour tous ceux qui habitent le territoire, I, 29. — ... règle l'usage commun des choses n'appartenant à personne, II, 259. — Mesures de police pour les fouilles et constructions, II, 277.

PORCELAINES. Quand sont meubles meublants, II, 253.

PORTE-FORT pour autrui, III, 617. — En quoi diffère de caution, V, 737. — En fait de conventions matrimoniales, IV, 636. — Vente de la chose d'autrui, II, 346. — Hypothèque sur cette même chose, V, 799. — Au cas de vente, temps pour l'usucapion de dix ans ne commence qu'après la ratification, V, 854.

PORTION DISPONIBLE. V. *Quotité disponible*.

PORTS DE MER. Domaine public, II, 260.

POSSESSION. De la possession en général ; de la détention et du droit de rétention, II, 281, 284. — Théorie de la possession en droit français, II, 282. — Acquisition, conservation et perte, II, 283. — Ses diverses espèces, II, 284. — En fait de meubles, vaut titre, II, 346 ; V, 849. — Conséquence, quant à l'accession mobilière, II, 298. — Cas où le

possesseur invoque un don manuel à lui fait, III, 428. — ... du titre, présomption de remise volontaire, III, 569. — ... ou au cas de mention libératoire, III, 592. — Paiement fait de bonne foi au possesseur de la créance, III, 539. — Peut être l'objet d'un contrat, III, 616. — ... ou d'un séquestre, V, 740, 742. — Effets de la prise de possession au cas de vente successive d'un objet mobilier à deux personnes, II, 348; III, 531; IV, 675, 716. — ... ou au cas de location à deux personnes, IV, 697, 701. — Caractères de celle du preneur à bail, IV, 698. — ... nécessaire pour exercice du privilège du créancier gagiste, V, 779. — ... ou pour privilège sur les meubles, V, 791. Conditions de celle nécessaire pour usucaper, II, 346; IV, 640; V, 849, 850, 851, 854. — ... pour l'usucapion par l'étranger, I, 61. — Quand elle peut être invoquée pour l'usucapion des servitudes, II, 336.

V. *Actions possessoires, Prescription.*

POSSESSION D'ETAT. Caractères et effets, I, 160, 162. — Preuve du mariage, I, 116. — ... ou de filiation légitime, *ibid.*

POSTES. Fonds non retirés, à qui appartiennent, II, 294.

POSTHUME (SURVENANCE D'UN ENFANT). Subrogé tuteur, I, 244. — Cause de révocation de donation, III, 485.

POUTRES. Mur mitoyen, II, 322. — Usufruit, grosses réparations, II, 309.

POUVOIR. V. *Fondé de pouvoir, Mandat, Procuration.*

PRÉCIPUT. Dons, dispense de rapport, II, 401. — De la quotité disponible en faveur d'un des héritiers, III, 453. — Peut avoir lieu dans partage d'ascendant, III, 506, 511. — Donations déguisées sont-elles réputées faites par préciput, II, 398. — Héritier légataire, rapport fictif pour fixation de la quotité disponible, III, 453. — Legs par préciput, au cas de réduction de la quotité disponible, III, 457. — ... conventionnel entre époux, IV, 662. — Avantage indirect en cas de secondes noces avec enfant du premier lit, III, 461. — Hypothèque légale de la femme, V, 796.

PRÉFETS. Dispensés de tutelle, I, 213.

PRÉLÈVEMENTS. Partage de succession, II, 391. — Partage entre cohéritiers français et étrangers, II, 354. — ... à faire par chaque époux avant partage de la communauté, IV, 644. — ... ou de communauté d'acquêts, IV, 653. — ... au cas d'exclusion de tout ou partie du

mobilier, IV, 636. — ... au cas de préciput, IV, 662. — ... de chaque associé, avant partage de la société, IV, 721.

V. Récompenses.

PRÉPOSÉS. Responsabilité des commettants, IV, 628. — *Quid*, des entrepreneurs de voitures publiques ? IV, 709. — Vol par eux, au cas de dépôt nécessaire, V, 739. — Quand réputés mandataires tacites des commettants, V, 751. — Quand contraignables par corps, V, 772.

PRÉS. Bail sans écrit, durée, IV, 704.

PRESCRIPTION. Définition, notions générales ; deux espèces, V, 843. — Acquisition ou usucapion : ce que c'est, II, 293 ; V, 843. — Son caractère, II, 284 ; V, 843. — Ses conditions, V, 850. — Caractères légaux de la possession nécessaire pour usucaper, V, 830, 851. — Extinctive ou libératoire, V, 833. — En quoi elle diffère de l'usucapion, V, 843. — Ainsi que de la péremption, de la déchéance, etc., *ibid.* — Conditions générales de la prescription libératoire, V, 857. — 1° *Par qui et contre qui*. Qui peut usucaper et prescrire, V, 844. — Contre qui on peut usucaper et prescrire, V, 845. — Par l'étranger, I, 61. — Par le mort civilement, I, 67. — Par ou contre l'envoyé en possession des biens de l'absent, I, 100. — Contre les enfants de l'absent, après envoi en possession définitive, I, 103. — Contre les héritiers de l'absent, I, 105. — 2° *Choses prescriptibles ou imprescriptibles*. Quelles choses peuvent faire l'objet de l'usucapion, V, 849. — Quelles actions susceptibles d'être prescrites, V, 856. — Action en réclamation d'état, I, 160. — Acquisition du droit d'usage, II, 313. — Acquisition des servitudes, II, 276, 318, 319, 322, 326, 327, 329, 331, 336 ; V, 849. — Extinction des servitudes, II, 317, 326, 341. — Cours d'eau : source, II, 318. — Acquisition du mur mitoyen, II, 322. — ... ou du fossé mitoyen, II, 323. — Action en bornage, II, 320. — Demande en séparation de patrimoines, II, 385. — Action en partage, II, 389. — ... des biens dotaux, IV, 670. — Restitution de la chose prêtée à usage, IV, 724. — Acquisition d'un droit d'hypothèque, V, 780. — De la règle : En fait de meubles, possession vaut titre, V, 849. — 3° *Temps requis*. Temps requis pour prescrire, V, 846, 858. — De la prescription libératoire ordinaire, V, 858. — Prescription immémoriale, V, 850, 858. — ... ou de quarante ans, *ibid.* — Prescriptions de trente ans commencées avant le Code Napoléon, V, 846. — Des prescriptions extraordinaires, V, 859. — I. *Prescription de trente ans*. De l'usucapion, V, 853. — De la prescription libératoire, V,

859. — Action des enfants de l'absent après envoi en possession définitive, I, 403. — En matière de divorce ou de réparation de corps, I, 439. — Actions du mineur contre le tuteur et réciproquement, I, 230. — Extinction de l'usufruit par le non-usage, II, 314. — Acquisition de haie mitoyenne, II, 324. — Indemnité pour droit de passage, II, 331. — Acquisition des servitudes, II, 336. — ... ou leur extinction par le non-usage, II, 341. — Pétition d'hérédité, II, 383. — Action en garantie pour éviction d'un copartageant, II, 392. — Extinction du droit à la réserve, III, 438. — Révocation des donations pour inexécution des conditions, III, 483. — Restitution des biens donnés au cas de révocation pour survenance d'enfants, III, 485. — Délivrance de legs universel, III, 498. — Révocation de legs pour inexécution des conditions, III, 504. — Demande d'un nouveau partage d'ascendant ; omission d'un enfant, III, 506, 511. — Action des créanciers en nullité d'actes faits en fraude de leurs droits, III, 535; 584. — Action civile en dommages-intérêts pour délits ou quasi-délits ; exceptions, IV, 626. — Répétition de sommes indûment payées, IV, 675. — Acceptation ou répudiation de la communauté par la femme, IV, 650. — Action en révocation de l'aliénation de l'immeuble dotal ; exceptions, IV, 670. — Action en restitution de sommes usuraires, III, 584 ; IV, 729. — Action en paiement de rente viagère, V, 749. — Action du mandant contre le mandataire à raison du mandat non exécuté ou mal exécuté, V, 753. — Recours de la caution contre le débiteur, V, 761. — Restitution du gage, V, 781. — Responsabilité du conservateur, tant qu'il exerce ses fonctions, V, 803. — Éteint privilège ou hypothèque contre le débiteur principal, V, 831. — ... nécessaire pour l'acquisition d'une universalité de meubles, V, 849. — II. *Prescription de dix ans*. Usucapion par dix et vingt ans, 854. — Prescription libératoire de dix ans, V, 859-4°. — Acquisition de l'usufruit, II, 304. — Extinction de l'usufruit, II, 314. — N'est pas applicable à l'acquisition des servitudes, II, 336. — ... ni à leur extinction, II, 341. — Rescision du partage pour lésion, II, 393. — En faveur du tiers détenteur de biens soumis à la réduction pour la réserve légale, III, 438. — Rescision pour lésion ou pour réduction du partage d'ascendant, III, 511. — Action en nullité ou en rescision des conventions, III, 584. — Dans ce cas, point de départ de la prescription, *ibid.* — Quand applicable à l'action en révocation de l'immeuble dotal aliéné, IV, 670. — Nullité de la vente de la chose immobilière d'autrui, IV, 680. — Résolution de la vente à défaut de paiement du prix, IV, 687. — Garantie contre les archi-

lectes et entrepreneurs, IV, 740. — Responsabilité du conservateur qui a cessé ses fonctions, V, 805. — Prescription acquisitive contre le tiers détenteur avec titre et bonne foi, V, 831. — Est-elle soumise à la règle : *Quas temporalia sunt ad agendum*, etc., V, 853. — III. *Prescription de cinq ans*. Dans quels cas, V, 859-2°. — Restitution des fruits, II, 295. — Fruits et revenus perçus par l'indigne de succéder, II, 356. — Intérêts des sommes sujettes à rapport, II, 400. — Garantie entre cohéritiers de la solvabilité d'un débiteur, II, 392. — Intérêts de la dot, IV, 633, 673. — Arrérages de rente viagère, V, 749. — IV. *Prescriptions de moindre durée*. De trois ans, V, 859-3°. — ... de deux ans, V, 859-4°. — Action en rescision de la vente pour lésion, IV, 689. — ... d'un an, V, 859-5°. — Action en révocation de la donation pour ingratitude, III, 484. — ... ou du legs pour injure à la mémoire du testateur, III, 504. — Action en résiliation de vente ou en supplément de prix, au cas de contenance moindre ou plus grande, IV, 683. — ... de moins d'une année, V, 859-6°. — Action contre le voiturier, au cas de perte ou avarie de la chose, IV, 709. — 4° *Interruption de la prescription*. Naturelle ou civile, cas, règles, V, 847. — Obligation du tuteur, I, 221. — Des actions relatives à la tutelle, I, 230. — Au cas d'acquisition ou d'extinction des servitudes, II, 318, 332 ; V, 847. — Signification aux héritiers des titres exécutoires contre le défunt, II, 384. — *Quid*, à l'égard des cohéritiers pour l'action en partage formée par quelques-uns seulement ? II, 389. — Du droit pour le réservataire de demander la réduction, III, 458. — Au cas d'action en révocation de donation pour survenance d'enfant, III, 485. — Par un des créanciers solidaires, III, 527. — Poursuites contre l'un des débiteurs solidaires, III, 528. — Quand elle a lieu pour la prescription de dix ans de l'action en nullité ou en rescision des conventions, III, 584. — Reconnaissance de l'obligation, III, 585. — Mention sur registres ou papiers domestiques, III, 592. — Reconnaissance de la dette par la femme mariée et mandataire de son mari, III, 585. — Obligation du mari au sujet des propres de sa femme, IV, 643. — ... ou au sujet des biens dotaux, IV, 668. — Des actes du mandataire, V, 753. — Ses effets vis-à-vis de la caution, V, 763. — ... à l'égard du créancier antichrésiste, V, 784. — Quand elle a lieu relativement au droit hypothécaire, V, 831. — L'inscription n'interrompt pas la prescription du droit hypothécaire, V, 831. — L'interruption contre le tiers détenteur profite-t-elle au débiteur principal ? V, 831. — De la prescription quinquennale, V, 859-2°. — Interruption résultant de la

renonciation à la prescription, V, 861. — 5° *Suspension*. En quoi diffère de l'interruption, cas et effets, V, 843. — De la règle : *Contrà non valentem agere non currit præscriptio*, V, 848. — De la prescription acquisitive ou extinctive des servitudes, pendant le temps de la vente à réméré, IV, 688. — Exception à l'action en révocation de donation pour survenance d'enfant, III, 483. — La suspension a-t-elle lieu en faveur de l'appelé jusqu'à l'ouverture de la substitution ? III, 471. — ... pendant la vie du donateur, au cas de partage d'ascendant attaqué pour lésion ou en réduction, III, 511. — ... au profit d'un des créanciers solidaires, III, 527. — ... au cas de force majeure, V, 848. — Quand elle a lieu pour la prescription de dix ans de l'action en nullité ou en rescision des conventions, III, 584. — ... à l'égard des biens dotaux, pendant le mariage, IV, 670. — ... à l'égard des intérêts prescriptibles par cinq ans, V, 859-2°. — ... n'a point lieu par le décès du débiteur pour les prescriptions de courte durée, V, 859. — 6° *Effets*. Effets juridiques de l'usucapion, V, 852. — Fait acquérir la propriété, II, 342, 346. — Quand elle doit être considérée comme cause d'éviction donnant lieu à garantie contre le vendeur, IV, 683. — Effets juridiques de la prescription extinctive ou libératoire, V, 860. — Éteint l'action, III, 543, 556. — Répétition au cas de paiement d'une dette prescrite, III, 525 ; IV, 623. — Celle de la dette éteint le cautionnement, V, 763. — Quand elle doit ou peut être opposée par la caution, V, 760, 761. — Quand peut être opposée par le débiteur au créancier gagiste, V, 780. — Serment ne peut être déferé quand prescription acquise ; exception, III, 608. — Celle acquise contre le défunt par l'héritier donne-t-elle lieu au rapport à succession, II, 398. — Effets de la prescription de la peine, quant à la mort civile, pour le contumace, I, 68. — 7° *Renonciation à la prescription*, V, 861. — ... à prescription acquise, V, 843. — Mais non à prescription à acquérir, V, 843, 861. — Formes de la renonciation, III, 428. — Ses effets, V, 860. — Qui peut l'opposer, *ibid*.

V. *Mariage*.

PRÉSENTS (Cadeaux). Ne doivent pas être confondus avec dons manuels, III, 428. — Ceux que peut faire le tuteur, I, 221. — ... de noces, rapport à succession, II, 398. — ... faits aux enfants d'un premier lit, avec des biens de la communauté, IV, 642.

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL. Peut-il être poursuivi pour défaut de surveillance des actes de l'état civil ? I, 82. — Compétence et mesures provisoires au cas de divorce ou de séparation de corps, I, 142, 143

et 435. — Statue sur l'arrestation de l'enfant mineur, I, 187 et 220. — Ordonne vente des meubles de succession bénéficiaire, II, 386. — Constatation et dépôt du testament olographe; ouverture du testament mystique, III, 489. — Choix des officiers ministériels pour l'inventaire, au cas de contestation avec l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Envoi en possession du légataire universel, III, 489 et 498. — Ordonnance au cas de saisie d'immeubles d'une même exploitation dans deux arrondissements, V, 841.

PRÉSUMPTIONS. Ce que c'est, espèces, III, 587, 600 et 604. — En matière d'absence, I, 98 et suiv. — En matière de filiation, I, 161. — ... ou de filiation naturelle, I, 170. — En faveur du possesseur, II, 284. — Au cas d'invention de trésor, II, 294. — Mitoyenneté du mur, II, 322. — ... ou du fossé, II, 323. — Etablissement d'un usufruit peut-il en résulter? II, 303. — ... de survie entre personnes appelées à se succéder, II, 352. — ... d'interposition de personnes au cas de libéralités à des incapables, III, 418. — Novation ne se présume pas, III, 566. — Non plus que le dol, ni la violence, III, 614. — Du paiement des intérêts, au cas de quittance du capital, IV, 728. — Quand elles constituent une preuve, III, 600. — Présomptions légales; en quoi consistent; espèces, III, 604. — Dispensent de toute autre preuve, III, 587. — Serment ne peut être déféré contre, III, 608. — Au cas de responsabilité pour quasi-délits, IV, 627. — Présomption de bonne qualité de la chose vendue, IV, 686. — Présomption de possession utile de la part du détenteur à l'effet d'usucaper, V, 851 et 853.

PRESSOIRS. Quand sont immeubles par destination, II, 254.

PRÊT A INTÉRÊT. Ce que c'est, caractères, IV, 722 et 728. — ... de sommes d'argent, espèces des monnaies, III, 560. — Taux légal de l'intérêt, III, 850 et 882; IV, 728 et 729. — Fonds prêtés pour payer le vendeur ou l'architecte, subrogation dans le privilège, V, 793. — Mode de conservation de ce privilège, V, 813. — Intérêts sont-ils prescriptibles par cinq ans? V, 859-2°.

PRÊT A LA GROSSE. En quoi consiste; taux de l'intérêt, V, 744.

PRÊT A USAGE, ou COMMODAT. Définition, caractères, IV, 722 et 723. — Contrat synallagmatique imparfait, III, 611. — Obligations de l'emprunteur, IV, 724 et 725. — ... même de l'emprunteur incapable, V, 723. — Lieu de restitution de la chose prêtée, III, 561. — Restitution, compensation pas opposable, III, 574; IV, 724. — Obliga-

tions du prêteur, IV, 723. — Du prêt précaire ou de complaisance, IV, 723.

PRÊT DE CONSUMMATION. Définition, espèces et conditions de validité, IV, 726. — En quoi diffère de dépôt en fait de choses fongibles, V, 734. — Obligations respectives des parties, IV, 726 et 727.

PRÊTRE catholique, mariage, I, 129 et 175. — Etat civil de ses enfants, I, 164. — Reconnaissance et légitimation d'enfant naturel, I, 163. — Peut-il adopter ou être adopté? I, 175.

V. Ecclésiastiques, Ministres du culte.

PREUVE. De la preuve en général et de son admissibilité, III, 387. — A celui qui allègue, charge de prouver, *ibid.* — Exception à cette règle, III, 604 et suiv. — ... pour constater une coutume, I, 22. — ... de l'état civil, à défaut de registres, I, 81. — ... de la filiation, I, 160 et suiv. — Charge de preuve quant à l'état et aux actes de l'interdit, I, 336. — Modes de preuve de l'insanité d'esprit du disposant à titre gratuit, III, 417. — ... ou de dispositions faites à un incapable, III, 418. — ... ou de dol et captation en matière de testament, III, 422. — Est-elle admissible pour expliquer des dispositions testamentaires? III, 438 et 490. — Preuve des obligations et de leur extinction, III, 387 et suiv. — ... du dol et de la violence, III, 614. — A qui charge de preuve au cas de cause fautive ou omise? III, 615. — Du cas fortuit ou de la force majeure, III, 549. — Preuve à faire au cas de dommages-intérêts réclamés, III, 530. — ... de la novation, III, 566. — ... de la remise de la dette, III, 509. — ... littérale et testimoniale (V. ci-après). — Commencement de preuve par écrit, III, 589 et 598. — Présomptions, III, 600 et 604. — Serment, III, 601 et suiv.; 608. — Aven, III, 605 et suiv. — Au cas de répétition de somme payée par erreur, IV, 623. — ... du versement dans la communauté du prix d'un immeuble de l'un des époux, IV, 644. — Pour suppléer l'inventaire au cas de succession mobilière échue à l'un des époux, IV, 646. — ... ou au cas de dissolution de la communauté, IV, 630. — Pour constater les biens des époux au cas de communauté d'acquêts, IV, 635. — ... ou au cas d'exclusion du mobilier de la communauté, IV, 636. — ... de l'existence, de la durée ou du prix du bail, IV, 699. — ... ou d'un bail de meubles, IV, 697. — ... au cas d'action en responsabilité pour incendie de la maison louée, IV, 702. — ... du congé de bail, IV, 704. — ... du louage de services, IV, 707. — ... du contrat intervenu entre le voiturier et l'expéditeur, IV, 709. — ... du bail à cheptel, IV, 711. — ... du contrat de société, IV, 714. — ... du dépôt volontaire ou de la

restitution ; et au criminel, de la violation de dépôt, V, 735. — ... du fait et de la valeur du dépôt nécessaire, V, 739. — De la maladie de la personne sur la tête de laquelle une rente viagère a été constituée, V, 747. — ... du mandat verbal et de son acceptation, V, 751. — ... du cautionnement, V, 759. — ... de la transaction, V, 767. — ... du contrat de gage, V, 779. — ... de l'antichrèse, V, 783. — *Preuve littérale*. Ce qui la constitue, III, 588 et suiv. — Actes authentiques, III, 589. — Actes sous seing privé, III, 590. — Livres de commerce, III, 591. — Papiers domestiques, III, 592. — Tailles, III, 593. — Originaux et copies de titres, III, 594. — Choses qui ne peuvent être prouvées que par la preuve littérale, III, 596. — *Preuve testimoniale*. Ce qui la constitue ; principes sur son admissibilité, III, 596 et 597. — Cas exceptionnels où elle est admissible, III, 598 et 599. — Peut-elle être admise en tous cas du consentement des parties ? III, 596. — Possession d'état, I, 162. — Filiation d'enfant naturel, I, 170. — Etablissement d'un usufruit, II, 305. — Existence d'une servitude, III, 335. — Destination du père de famille en fait de servitude, III, 337. — Perte d'un testament ou sa suppression par un tiers, III, 416. — *Quid*, quant à la constatation ou à l'interprétation de dispositions testamentaires ? III, 490. — Pour établir gestion d'affaires par autrui, IV, 622. — Quand admissible en matière de bail, IV, 699. — ... ou de louage de services, IV, 707. — ... de prêt usuraire, IV, 729. — ... de dépôt volontaire ou de sa restitution, V, 735. — ... ou de cautionnement, V, 759. — ... ou de transaction, V, 767. — ... ou de gage, V, 779. — ... ou d'antichrèse, V, 783. — Preuve de la possession à l'effet d'acquérir par prescription, V, 831. — ... de l'interruption de la prescription, V, 847.

PRIMOGENITURE. Acte de naissance de jumeaux, I, 84. — Observée dans les majorats, I, 47 ; III, 468. — Point à considérer pour succéder, II, 357. — Droit d'ainesse ne peut être stipulé dans contrat de mariage, IV, 637.

PRIMORDIAL (TITRE). Ce que c'est, III, 588. — Reconnaissance d'obligation, III, 585.

PRISES MARITIMES, à qui appartiennent, II, 294.

PRISON. Décès, constatation, I, 86. — Obligation souscrite par un détenu, III, 614. — Obligation de la femme pour tirer le mari de prison, IV, 642. — Vente du bien dotal pour la même cause, IV, 670.

PRISONNIERS DE GUERRE. Leurs droits, I, 54. — Actes de l'état civil, I, 77.

PRIVILÈGES. Définition; en quoi diffère de l'hypothèque, généralités, V, 786. — Notions historiques, V, 787. — Objets qui en sont susceptibles, V, 788. — Différentes espèces, V, 789. — ... généraux sur les meubles, V, 790. — ... sur certains meubles, V, 791. — ... du bailleur sur les effets mobiliers du sous-locataire, IV, 703. — ... ou au cas de tacite reconduction, IV, 704. — ... pour la conservation de la chose, peut-il être exercé pour les dépenses faites par le dépositaire? V, 737. — ... au profit du créancier gagiste, V, 778, 779. — ... généraux sur les immeubles, V, 792. — ... sur certains immeubles, V, 793. — ... du copartageant sur les immeubles rapportés à la succession, II, 400. — ... ou au cas de partage d'ascendant, III, 510. — ... du vendeur, vente de mitoyenneté du mur, II, 322. — ... indépendamment de l'action résolutoire à défaut de paiement du prix, IV, 687. — ... ou au cas de vente moyennant une rente, IV, 173. — ... n'existe point pour le créancier sur le prix de l'immeuble donné en antichrèse, V, 784. — De leur conservation, V, 805. — Ceux soumis à la nécessité de l'inscription, V, 806. — Distinctions entre le droit de préférence et le droit de suite, V, 806. — Inscription des privilèges; pas nécessaire vis-à-vis du débiteur, V, 804. — Nature juridique et effets des privilèges en général, V, 821. — Effets des privilèges sur les meubles quant aux tiers détenteurs, V, 786. — Effets de ceux sur les immeubles quant au tiers détenteur, *ibid.* — De leur transmission, V, 826. — Subrogation légale ou conventionnelle au cas de paiement de la somme due, III, 563. — Leur rang entre eux, V, 786, 842. — ... et cela indépendamment de leur inscription et de la date de cette inscription, V, 813. — Règles générales pour la détermination du rang, V, 827. — Privilèges sur les meubles, rang et ordre, V, 791, 828. — Discussion préalable, avant de porter sur les immeubles, V, 792. — Concours des privilèges généraux et spéciaux, V, 828. — Privilèges sur les immeubles, rang et ordre, V, 829. — Concours des privilèges généraux et spéciaux, V, 829. — Extinction; modes généraux, V, 830. — Modes particuliers, en ce qui concerne les immeubles, V, 831. — ... par la consignation déclarée valable, III, 564. — ... par la novation, III, 566. — ... par la compensation, III, 573. — ... par la renonciation du créancier, V, 830.

V. Hypothèques, Inscriptions hypothécaires, Purge des hypothèques et privilèges.

PROCÈS. Cause d'exclusion du conseil de famille, I, 201. — Quand cause d'incapacité de tutelle et subrogée tutelle, I, 212, 213. — Frais de ceux soutenus par l'héritier bénéficiaire, III, 453. — Leur cession : personnes incapables de se rendre cessionnaires, IV, 693. — Quand donnent lieu à séquestre judiciaire, V, 740, 742. — Condition essentielle pour validité de transaction, V, 763, 769.

PROCURATION. Définition, V, 750. — ... notariée, quand peut être délivrée en brevet, V, 751. — ... laissée par l'absent, conséquences, I, 95, 96, 97, 106. — Actes de l'état civil, I, 75, 76. — Au cas de divorce, I, 146. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Conseil de famille, I, 202. — Acceptation bénéficiaire de succession, II, 379. — Ou renonciation, II, 380. — ... pour faire une donation ou pour l'accepter, III, 425. — ... pour faire aveu valable, III, 605. — ... pour déférer ou recevoir le serment décisoire, III, 608. — ... donnée par le mari à la femme commune, à l'effet de gérer, IV, 642. — Quand la seconde révoque la première, V, 756. — Mainlevée d'inscription, V, 819. — ... au cas de surenchère, copie, V, 833.

V. Fondé de pouvoir, Mandat.

PROCUREUR GÉNÉRAL. Détention de l'enfant mineur, I, 187. — Quand ne peut se rendre adjudicataire, IV, 679. — ... ni cessionnaire de droits litigieux, IV, 693. — ... à la Cour de cassation, et avocats généraux, dispensés de tutelle, I, 213.

PROCUREUR IMPÉRIAL. Surveille et vérifie les registres de l'état civil ; responsabilité, I, 82. — Fonctions au cas de rectification des actes de l'état civil ou au cas d'omission, I, 79, 81. — Veille aux intérêts du présumé absent, I, 95. — Fonctions au cas de déclaration de l'absence, I, 97. — Assiste à l'inventaire des biens de l'absent, I, 100. — Opposition à mariage, I, 119. — Quand peut demander l'annulation du mariage, I, 113, 126. — Action criminelle ou civile pour faire reconnaître l'existence d'un mariage valable, I, 116. — Poursuit au criminel les faits allégués pour la demande en divorce, I, 142. — Conclut à l'admission ou au rejet du divorce pour cause déterminée, *ibid.* — Droit de réquisition, quant à la garde des enfants pendant l'instance en divorce et lors du jugement, I, 143, 148. — Conclut à l'admission ou au rejet du divorce par consentement mutuel, appel du jugement, signification, I, 145. — Requiert la peine contre la femme adultère, I, 148. — Peut-il demander la nullité du divorce ? I, 150. — Fonctions lors de la procédure en adoption, I, 176. —

Confère avec le président pour la détention de l'enfant mineur, I, 187. — A la garde des intérêts du mineur; communication des causes, I, 199. — Peut-il provoquer d'office la convocation du conseil de famille? I, 202, 228. — Quand peut provoquer la nomination d'un tuteur, I, 210. — Fonctions au cas de transaction au nom du mineur, I, 221. — Quand peut provoquer l'interdiction, I, 234. — ... ou la nomination d'un conseil judiciaire, I, 248. — Conclut au cas d'envoi en possession des successeurs irréguliers, II, 409. — Nomination du curateur à succession vacante, II, 411. — Inventaire au cas de substitution, *ibid.* — Déchéance du bénéfice à la substitution, III, 469. — Quand ne peut se rendre adjudicataire, IV, 679. — Ou cessionnaire de droits litigieux, IV, 693. — Réquisition d'inscription de l'hypothèque légale du mineur ou de la femme mariée, V, 806. — ... ou pour la créance de l'absent, V, 807. — Réduction de l'hypothèque légale du mineur ou de la femme mariée, V, 812. — Notification à lui faire au cas de purge des hypothèques légales, V, 836. — Quand il peut ou non invoquer la prescription libératoire, V, 860.

PRODIGE. Infirmité intellectuelle, I, 46. — Conseil judiciaire à lui donné, I, 248 et suiv. — Capacité de disposer à titre gratuit, III, 417. — Témoin dans testament, III, 439. — Assistance du conseil pour contrat de mariage, IV, 635. — Contrainte par corps, V, 774.

V. *Conseil judiciaire.*

PROFESSION. Ce que ce mot comprend, I, 75. — Imposée comme condition d'une donation; profession religieuse, II, 464, 474. — ... du créancier et du débiteur dans les bordereaux d'inscription, V, 814.

V. *Actes de l'état civil, Industrie, Métier, Publications de mariage.*

PROFITS. De l'héritier avec le défunt, quand sont sujets à rapport, II, 398. — L'incapable, qui a profité d'un paiement indûment fait, n'en peut demander un second, III, 559. — *Versio in rem*, action en rescision, III, 582, 583. — Action *de in rem verso* au cas de gestion des affaires d'autrui, IV, 622. — ... pour le mari ou pour la communauté provenant de la femme, défaut d'autorisation, I, 134; IV, 642. — ... personnels pour chacun des époux, récompenses à la communauté, IV, 644. — ... des époux, au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — ... en matière de cheptel, IV, 712. — ... au cas de société universelle de biens présents, IV, 715. — ... par le mandataire, jusqu'à quel point il doit en tenir compte, V, 753.

V. *Gains.*

PROMESSE. Pollicitation, III, 613. — ... de mariage, I, 117. — ... déguisée, preuve testimoniale, III, 899. — ... d'aliments à un enfant naturel, I, 167. — ... de récompense au cas de rapport de choses perdues, III, 613. — ... sous seing privé, approbation de somme, III, 890. — ... de vente ou d'achat, IV, 675. — ... sous condition potestative, III, 834. — ... *Quid* de l'action en rescision pour lésion, au cas de circonstances ultérieurement survenues ? IV, 689. — ... de bail, IV, 698. — ... de prêt à usage, IV, 723. — ... de prêt de consommation, IV, 726.

PROMULGATION des lois, I, 24. — ... des décrets et ordonnances, I, 25.

PROPRES. Ce que c'est, II, 253. — ... des époux, advenus par succession, donation ou legs, IV, 640. — ... ne tombent point dans la communauté, *ibid.*

V. *Acquêts.*

PROPRIÉTÉ. Définition, origine, II, 274 et suiv. — Est un droit réel, II, 262. — Étendue du droit de propriété, II, 276. — Droits particuliers qui y sont compris, II, 277. — Actions en dérivant, II, 299. — Est révocable ou irrévocable, II, 278. — Appartient à un seul ou à plusieurs, copropriété, II, 279. — Est pleine ou moins pleine ; domaine direct et domaine utile, II, 280. — Du domaine éminent de l'État, II, 274. — Comme elle est transmise, II, 293 ; III, 342 et suiv. — Différents modes d'extinction, II, 301.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE, ARTISTIQUE ET INDUSTRIELLE. En quoi consiste, II, 275. — Ouvrages de l'esprit, sont l'objet de droits réels, II, 262. — ... pour l'étranger, I, 61. — ... pour le mort civilement, I, 67. — Est meuble, II, 256. — Expropriation pour utilité publique, III, 277. — Soumise à un usufruit, II, 306. — Jusqu'à quel point tombe dans la communauté, IV, 640. — Vente des droits d'auteur, IV, 694. — Brevet d'invention à comprendre dans la masse sociale, IV, 721.

PROTECTION due à la femme, I, 133.

PROTUTEUR. Biens aux colonies, mode de nomination, I, 196. — Subrogé tuteur, I, 211. — Acquisition du mineur ou créances contre lui, I, 224. — Dispositions à titre gratuit à son profit, I, 224 ; III, 418. — Hypothèque légale, V, 795.

PUBLICATIONS DE MARIAGE, I, 111. — Dispenses, I, 32. — Nom, prénoms et domicile, heure et lieu, I, 111. — Registre, I, 76, 111. — Mention des oppositions, I, 122. — En pays étranger, I, 111, 114.

PUBLICITÉ. Jugement de déclaration d'absence, I, 97. — Mariage, I, 112, 113, 116. — Arrêt d'adoption, I, 176. — Jugement d'interdiction ou de nomination de conseil judiciaire, I, 234, 248, 249. — Envoi en possession de successeurs irréguliers, II, 409. — Contrat de mariage de commerçants, IV, 636. — Jugement de séparation de biens, IV, 649. — Acte de rétablissement de communauté, IV, 649. — Résultant des inscriptions hypothécaires, V, 804. — Registres du conservateur, V, 808. — Affiche d'extrait d'acquisition pour purge des hypothèques légales, V, 836. — Nécessaire pour la possession à l'effet d'usucaper, V, 851.

PUISAGE. Servitude discontinue, II, 333. — *Quid*, si la source est détournée? II, 341. — Droit de passage pour l'exercice du droit, II, 338. — Exercice du puisage, point possession suffisante pour usucaper, V, 851.

PUISSANCE MARITALE. En quoi consiste, I, 133. — Ses droits ne font pas partie des biens, I, 251. — Pour l'étranger, I, 58. — Actes de la femme pour lesquels autorisation du mari nécessaire, I, 134. — Action en bornage des biens de la femme, II, 320. — Réquisition de transcription de donation à elle faite, III, 480. — Réception de paiement pour elle, III, 559. — Ne cesse pas par la cession de biens du mari, I, 134. — Mari, chef et administrateur de la communauté, IV, 638 et 642. — Il ne peut y être dérogé par le contrat de mariage, IV, 637. — Mari, administrateur légal des biens de la femme, IV, 643. — Administration des biens mobiliers donnés à la femme peut-elle, comme condition de la donation, être enlevée au mari? IV, 640. — Administration des biens de la femme sous un régime exclusif de communauté, IV, 664. — Baux par le mari des biens de la femme, IV, 699. — Durée de ces baux, IV, 700.

V. Autorisation de femme mariée, Femme, Epoux, Mari, Mariage.

PUISSANCE PATERNELLE. Définition; en quoi consiste, I, 184. — Historique, I, 185. — Objet de critiques, I, 15; II, 350. — A qui en appartiennent les droits, I, 186. — Ne peut y être dérogé par le contrat de mariage, IV, 637. — Ne peut faire l'objet d'une transaction, V, 767. — Ses attributs essentiels, I, 187. — Ne fait pas partie des biens, II, 251. — Droits particuliers y rattachés comme conséquences, I, 188. — Ses effets quant à l'administration des biens, I, 207. — Droit d'émanciper l'enfant, I, 227. — N'empêche pas le mineur de disposer à titre gratuit, III, 417. — Causes d'extinction ou de déchéance, I, 192. — Perdue par la mort civile, I, 67. — Effets du

divorce, I, 147 et 148. — Ne cesse pas par la tutelle officieuse, I, 183. — Est-elle atteinte par l'exclusion ou la perte de la tutelle? I, 192, 220.

V. *Correction (Droit de), Education, Enfants, Garde, Père, Mère, Usufruit légal.*

PUITS. Creusement, distance, II, 328. — ... artésien, écoulement des eaux, II, 317. — Couvercle, immeuble par destination, II, 254.

PURGE des hypothèques et privilèges. Ce que c'est; formes et conditions générales, V, 832. — Sur un immeuble qui depuis a été grevé d'une servitude, II, 335. — Au cas de l'expropriation forcée, IV, 676; V, 808 et 831. — Transcription, moyen de purge, V, 846. — Renouvellement des inscriptions après notification aux créanciers inscrits, V, 818. — Purge partielle, V, 822. — Règles spéciales à la purge des hypothèques dispensées d'inscription, V, 836. — De la nécessité de faire inscrire ces hypothèques, V, 806. — De leur purge au cas d'expropriation forcée, V, 808. — Leur purge éteint-elle le droit de préférence comme le droit de suite? V, 806. — Formalités non remplies, éviction, répétition, IV, 623.

V. *Hypothèques, Privilèges.*

Q

QUASI-CONTRAT. En quoi consiste, III, 524 et 539; IV, 620 et 621. —...

Par l'étranger, I, 62. — Par la femme sans l'autorisation du mari, I, 134. — Donne naissance à obligation, III, 539; IV, 620. — Quand preuve testimoniale admissible, III, 599. — Par la femme, exécution sur ses biens dotaux, IV, 670.

QUASI-DÉLIT. En quoi consiste, III, 524; IV, 620 et 627. — En quoi diffère du délit, IV, 624 et 627. — ... et du quasi-contrat, IV, 621. — Commis par l'étranger, I, 62. — ... par la femme sans l'autorisation du mari, I, 134. — ... par le mineur, action en rescision, III, 582. — Donne naissance à une obligation, III, 539; IV, 620. — Quand les héritiers sont tenus de cette obligation, II, 384. — Dommages-intérêts dus de plein droit, III, 547. — Solidarité entre les co-auteurs, III, 526; IV, 627. — Quand preuve testimoniale admissible, III, 599. — Serment peut-il être déféré sur faits constitutifs de quasi-délits? III, 608. — ... de l'un des époux, quand réparation ou amende est ou non

dette de communauté, IV, 642. — ... de la femme, poursuite sur les biens dotaux, IV, 670. — Conseil ou recommandation frauduleusement donnée, V, 750. — ... commis par le mandataire, V, 755.

QUESTIONS D'ÉTAT. En quoi consistent, I, 83 et 160. — Qui peut les soulever, I, 160 et suiv. — Droit d'action pour les créanciers, III, 554. — Rectification d'actes de l'état civil, I, 79. — Sont-elles mobilières ou immobilières? II, 256. — Tribunaux compétents, I, 160 et 167. — Procédure, I, 160. — Aveu point valable, III, 605. — Action incessible, IV, 691. — Quand les actions sont ou non imprescriptibles, I, 160; V, 856.

V. Etat des personnes.

QUESTIONS PRÉJUDICIELLES. Questions d'état, I, 160. — Divorce, action criminelle, I, 142. — Action possessoire, II, 288. — Cas où l'action civile est préjudicielle à l'action criminelle, III, 596.

QUITTANCE. Quand peut être donnée par le mineur émancipé, I, 240 et 241. — ... par l'usufruitier, II, 306. — ... de frais par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — ... de dot, avantage indirect au cas de secondes noces avec enfant d'un premier lit, III, 461. — ... à l'un des débiteurs solidaires, III, 528. — Frais, à la charge du débiteur, III, 561. — Imputation de paiement, III, 562. — Emploi de paiement avec subrogation, formes, privilège, III, 563; V, 793. — ... du capital, présomption de paiement des intérêts, IV, 728. — Mode de remise de la dette, III, 428. — Confiée à un tiers pour la remettre au débiteur au cas de mort du créancier, III, 412. — Approbation de somme, III, 590. — Ecriture au dos d'un titre, III, 592. — ... de revenus ou de capitaux mobiliers, par la femme séparée de biens, IV, 649. — ... de ses revenus, par la femme au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — ... par le mari, pour réception du fonds dotal, IV, 668. — ... de ses revenus par la femme dotale, *ibid.* — ... du cédant, quand opposable au cessionnaire, IV, 691. — Paiements faits par le sous-locataire, IV, 703. — ... par l'associé créancier d'un débiteur de la société, IV, 716. — ... par le gérant de la société, IV, 718. — ... que peut donner le mandataire, V, 753. — ... du prix de vente, quand privilège du vendeur est conservé ou éteint, V, 793 et 815.

V. Décharge.

QUOTITÉ DISPONIBLE. Règles générales, III, 446, 447 et 483. — D'après quelle loi doit être fixée, III, 452. — Immeubles possédés en France par l'étranger, I, 29. — En ce qui touche le mineur, III, 417 et 459. —

Le surplus constitue-t-il une réserve? III, 498.—Entre époux n'ayant pas d'enfant d'un premier mariage, III, 460. — Cumul des dispositions des articles 913 et 1094, *ibid.* — *Quid*, quand le disposant est mineur, III, 417 et 459. — En ce qui touche le mineur en faveur de son conjoint par contrat de mariage, IV, 635. — *Quid*, au cas de legs d'usufruit ou de rente viagère excédant la quotité disponible? III, 456. — ... au cas d'excédant; cautionnement valable, V, 759. — Entre époux ayant des enfants d'un précédent mariage, III, 452 et 461. — *Quid*, au cas de troisième, quatrième mariage? III, 461. — Effets des conventions relatives au régime des biens des époux, IV, 637 et 662. — Biens devant composer la masse pour fixer la quotité disponible, III, 455. — Estimation de ces biens, III, 456. — Légataire par préciput de la quotité disponible peut-il obliger ses cohéritiers au rapport fictif des dons en avancement d'hoirie? II, 403. — Imputation de l'aliénation à un successible moyennant rente viagère ou sous réserve d'usufruit, III, 455. — Au cas de second mariage avec enfant, rapport fictif pour calculer la part d'enfant, II, 397. — Héritier à réserve renonçant peut-il retenir dons ou legs jusqu'à concurrence de la quotité disponible et de la réserve? II, 380, 396 et 402. — Dans ce cas, sur quoi doit être imputée la retenue à faire par l'héritier renonçant, II, 402. — Rapport à succession de l'excédant de la quotité disponible, II, 400. — Excédant de quotité disponible envers l'enfant naturel constitue-t-il une réserve pour les collatéraux? III, 498. — Réduction des dispositions excédant la quotité disponible: règles générales, à qui l'action appartient, III, 452, 454 et 461. — Action appartenant à l'enfant naturel; sur quels biens, III, 462. — Réduction des donations entre époux en secondes noces avec enfant d'un premier lit; qui peut la demander et en profite, III, 452 et 461. — En ce cas, quand cesse le droit de demander la réduction, IV, 637. — Réduction des donations rémunératoires, III, 478. — ... ou de rente viagère, V, 747. — Comment s'opère la réduction, III, 457. — Elle n'a lieu qu'au décès du disposant, III, 461. — Effets de la réduction, II, 278.

V. *Réduction, Réserve.*

R

RACHAT de servitude due par l'un des époux, IV, 644. — Vente avec faculté de rachat, IV, 688. — ... des rentes constituées, II, 256 ; IV, 732. — ... des rentes foncières, II, 280 ; V, 731.

V. *Réméré, Rentes.*

RACINES s'étendant sur le fonds voisin, droit de les couper, II, 327. — *Quid, quand ne causent point de préjudice ?* II, 326.

RADES. Domaine public, II, 260.

RADIATION des inscriptions, V, 819.

V. *Inscription hypothécaire.*

RAPPORT. 1° *A succession.* Définition, II, 394. — Principe en cette matière, II, 395. — Par qui dû, II, 396 ; III, 453. — Par l'héritier bénéficiaire, II, 386. — Est-il dû au nom du défunt par le cohéritier qui opte pour la renonciation à la succession ? II, 378. — Par l'enfant naturel ou ses descendants, II, 407. — Par les légataires, III, 493. — Droits des créanciers de l'héritier obligé au rapport, II, 383. — Qui peut le demander, II, 397. — Peut-il l'être par l'enfant naturel ? II, 407. — Choses sujettes à rapport, II, 398. — Dons manuels, III, 428. — Excédant, sur la quotité disponible, de l'aliénation faite à un successible moyennant rente viagère ou sous réserve d'usufruit, III, 455. — Dot de la fille, perte, insolvabilité du mari, IV, 673. — Partages d'ascendant, III, 505. — Dispense de rapport, II, 395, 396, 401. — Dispense résultant d'une institution d'héritier ou d'un legs universel, II, 396. — Dispense relative à l'enfant naturel, II, 407. — Au cas de partage d'ascendant, III, 511. — Dispense du rapport des dettes, II, 394. — Comment se fait, II, 399. — Rapport fictif pour fixer la quotité disponible, III, 455. — Conséquences juridiques du rapport, II, 400. — Biens ne sont pas atteints par séparation des patrimoines, II, 385. — Biens sujets à rapport, non compris dans l'abandon permis à l'héritier bénéficiaire, II, 386. — Fruits et intérêts à rapporter, prescription quinquennale, V, 839-2°. — 2° *A la communauté.* A faire par chacun des époux, IV, 652. — 3° *A société.* Par l'associé créancier qui a reçu d'un débiteur depuis insolvable, IV, 716. — ... par chaque associé, avant partage du fonds social, IV, 721.

V. *Quotité disponible.*

RAPT. V. Ravisseur.

RATIFICATION. Nullité de mariage, I, 126, 127. — ... par mineur. action ultérieure en rescision, III, 582. — En matière d'acquisition de la possession, II, 283. — Vices dans un partage, II, 393. — Donation nulle en la forme, III, 427, 428. — Testament nul en la forme, III, 433. — ... par héritiers, d'avantages indirects faits à un successible, III, 435. — Vices dans un partage d'ascendant, III, 508, 511. — Obligation naturelle, III, 525. — ... de payement, III, 559. — ... ou confirmation d'obligation, III, 586. — Promesse du fait d'autrui, III, 617. — Gestion des affaires d'autrui, IV, 622. — Aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — Vente de la chose d'autrui, IV, 680. — Stipulation usuraire, IV, 729. — ... par le mandant des actes du mandataire, V, 735. — Hypothèque constituée par un incapable ou sur l'immeuble d'autrui, V, 799. — ... ou par un contrat ayant besoin de ratification, réquisition d'inscription, V, 809. — Ses effets au cas de nullité prescriptible par dix ans, III, 584.

V. Autorisation de femme mariée.

RATURES. Actes de l'état civil, I, 75. — Actes sous seing privé, III, 590. — Mention libératoire écrite sur un titre, III, 592.

V. Testament.

RAVISSEUR. Quand peut être réputé père, I, 169.

RÉALISATION. Clause de réalisation, au cas de communauté, IV, 656. — ... ou au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — ... des offres, III, 564.

RECEL. Recélé de naissance, cause de désaveu, I, 161. — ... d'objets d'une succession par l'héritier, conséquences, II, 379, 380. — *Quid*, au cas de renonciation? II, 380. — Obstacle à demande en réduction de dispositions excédant la quotité disponible, III, 452. — ... d'objets de la communauté par l'un des époux, perte de son droit, IV, 652. — ... par la femme, lors de l'inventaire de la communauté, IV, 653. — Déchéance du droit de renonciation, IV, 650.

RECHERCHE DE PATERNITÉ OU DE MATERNITÉ, I, 169, 170. — Enfants adultérins ou incestueux, I, 172.

V. Enfants adultérins ou incestueux, Enfants naturels, Maternité, Paternité.

RECLUSION. Prononcée au cas de divorce ou de séparation de corps

contre la femme adultère, I, 148, 156. — ... du mineur pour inconduite, I, 171, 187, 220.

V. *Correction (Droits de)*.

RÉCOGNITIFS (Actes), III, 585, 588.

V. *Actes récognitifs, Reconnaissance*.

RÉCOLTES. Quand sont immeubles, II, 253. — Quand leur perte donne lieu à indemnité pour le fermier, IV, 706. — Vente par le mandataire, V, 753. — Quand soumises au privilège du bailleur, V, 791. — Frais, privilège, rang, V, 791, 828.

V. *Vente de meubles*.

RÉCOMPENSE. Au cas de dépenses par l'usufruitier, II, 308. — .. ou par l'usager, II, 313. — ... promise au cas de rapport de choses perdues, III, 613. — ... accordées par l'État à l'un des époux entrent dans la communauté, IV, 640. — Cas divers où récompense est due à la communauté par les époux, IV, 640, 641, 642, 644, 646. — ... ou par la communauté, IV, 641, 644. — ... à rapporter par chaque époux à la masse de l'actif, IV, 652. — ... due à l'un des époux, au cas de communauté d'acquêts, IV, 655.

V. *Prélèvement*.

RÉCONCILIATION. Fins de non-recevoir en matière de divorce et de séparation de corps, I, 139. — Divorce, acquiescement, I, 142. — Ses effets, au cas de séparation de corps, I, 157.

RECONNAISSANCE. D'enfant, inscription en marge de l'acte de naissance, I, 167. — ... d'enfants naturels, I, 167 et suiv. — Mentions relatives à leur naissance, dans les actes de l'état civil, I, 85. — ... d'enfants adultérins ou incestueux, I, 172. — ... de dette dans un testament, III, 416, 439. — ... de dette, constitue-t-elle mise en demeure? III, 847. — ... d'obligation, caractère, effets, III, 585. — ... d'actes sous seing privé et dépôt chez un notaire, I, 167. — ... d'écritures, lettres missives, III, 588. — ... ou de signatures, acte sous seing privé, III, 590. — Nécessaire avant de pouvoir opposer les actes sous seing privé, III, 598. — Jugement de reconnaissance conférant hypothèque judiciaire, V, 798. — ... d'acte sous seing privé, devant notaire, constitution d'hypothèque, V, 800, 801. — ... de la dette par tiers détenteur n'emporte point déchéance du droit de délaisser, V, 825. — Quelles reconnaissances interrompent la prescription, V, 847. — ... de non-paiement des intérêts n'empêche point prescription quinquennale, V, 859-2°. — ... de la dette interrompt les prescriptions de courte durée, V, 859. — Résultant de la renonciation à prescription, V, 861.

RECONSTRUCTION. Mur mitoyen, II, 322. — ... du mur, au cas de clôture forcée, II, 323. — Usufruit, II, 309, 310, 311. — Incendie ou destruction de la maison louée, IV, 702, 704.

RECONVENTION. Définition ; quand admissible, III, 543. — Quand demande reconventionnelle interrompt la prescription, V, 847. — Prescription des demandes reconventionnelles, V, 833.

RECTIFICATION des actes de l'état civil.

V. *Acte de l'état civil.*

REDDITION DE COMPTE. V. *Compte.*

RÉDUCTION. Obligation du mineur émancipé, I, 240, 243. — Donations rémunératoires aux médecins, chirurgiens, etc., III, 418. — La réduction des legs est-elle permise sous prétexte de captation ? III, 422. — Réduction des baux excédant la durée légale, IV, 700. — Intérêt excédant le taux légal, IV, 729. — Dépenses et salaire du mandataire, V, 754. — Cautionnement, au cas de conditions onéreuses, V, 757. — Evaluation de la créance dans une constitution d'hypothèque, V, 802. — Hypothèque légale de la femme, V, 796. — Inscriptions hypothécaires, V, 812. — Réduction des hypothèques, jusqu'à quel point entraîne l'extinction du droit, V, 831.

V. *Hypothèques, Quotité disponible, Réserve.*

RÉGIME DOTAL. Règles, IV, 666 et suiv. — Régime exceptionnel, conséquences quant à l'interprétation, IV, 632, 637. — Constitution de la dot, IV, 666, 667. — Preuve de la réception de la dot, IV, 673. — Dot mobilière, immeuble donné en paiement, IV, 669. — Condition de dotalité apposée à la donation faite à la femme, IV, 667. — Droits du mari sur les biens dotaux, IV, 668. — Droits de la femme, IV, 669. — Pouvoir donné par la femme mineure à son mari de procéder au partage d'une succession, IV, 633. — Inaliénabilité des biens dotaux ; exceptions, IV, 670, 679. — ... des biens dotaux de la femme séparée de biens, IV, 649. — Caractère de la nullité ; ratification, IV, 670. — Action en revendication ; choix de la femme entre l'action en revendication ou l'exercice de son hypothèque légale, *ibid.* — Inaliénabilité de la dot mobilière, *ibid.* — Biens dotaux de la mère, partage d'ascendant, III, 509. — Institution contractuelle par la femme dotale, III, 517. — Constitution de dot par la mère dotale, IV, 667. — Dettes de la femme ; droit de poursuite des créanciers, IV, 670, 671. — Dettes de la femme ou des constituants pour lesquelles la vente de l'immeuble peut être autorisée, IV, 670. —

Cautionnement de l'aliénation de l'immeuble dotal, V, 739. — Pouvoir d'aliéner entraîne-t-il celui d'hypothéquer? IV, 670. — Hypothèque légale de la femme pour aliénation des biens dotaux; point de départ, V, 796. — Renonciation par la femme à son hypothèque légale, *ibid.* — Prescription contre les biens dotaux, V, 843. — Restitution de la dot, quand doit se faire, IV, 672. — ... et comment, IV, 673. — Paraphernalité à l'égard de certains biens, IV, 666. — Dettes de la femme au sujet de ces biens, IV, 674.

V. *Dot, Paraphernalaux (Biens).*

REGISTRES. De l'état civil, I, 76. — ... des marchands, mode de preuve, III, 391. — ... domestiques, mode de preuve, III, 392. — Commencement de preuve pour prouver la filiation, I, 162. — Testament olographe, III, 437. — Quelles mentions sont interruptives de prescription, V, 847. — ... des voituriers, IV, 709. — ... du conservateur des hypothèques; formes, tenue, timbre, V, 803. — Transcription des bordereaux d'inscription, V, 814. — ... ou des actes d'aliénation, V, 837, 839.

V. *Actes de l'état civil, Publications de mariage.*

RÉINTÉGRANDE. Ce que c'est, II, 283. — Obligation de délaisser, contrainte par corps, II, 291; V, 772. — Son effet quant à la possession nécessaire pour usucaper, V, 851.

V. *Actions possessoires.*

RELAIS. V. *Lais et relais.*

RELIGIONNAIRES FUGITIFS. Leurs descendants assimilés aux Français, I, 37.

RELIQUAT. Compte du tuteur; intérêts, I, 230. — Au cas de clause de séparation de dettes par le tuteur marié, IV, 659. — Compte de gestion de l'héritier bénéficiaire, II, 386. — Approbation de somme, III, 590. — Reliquat de somme, relativement à l'admissibilité de la preuve testimoniale, III, 596. — Compte du mandataire, V, 753. — Quand donne lieu à contrainte par corps, V, 773.

REMBOURSEMENT. Frais de labour et semences sur l'immeuble d'autrui, II, 277. — Travaux faits sur le sol d'autrui, II, 297. — Achat de mitoyenneté du mur, II, 322. — ... du prix d'immeuble ou du capital de rentes propres à l'un des époux communs, IV, 644. — ... au mari du capital du fonds dotal, IV, 668. — ... du prix, au cas d'éviction de l'acquéreur de l'immeuble dotal, IV, 670. — ... dû à l'acquéreur évincé, IV, 685. — ... au cas d'exercice du réméré, IV, 688. — ... à faire par le

prêteur à commodat, IV, 725. — ... des rentes, II, 236. — ... du capital au cas de résolution de rente viagère, V, 749. — ... à faire par le mandant au mandataire, V, 753. — ... par le débiteur à la caution qui a payé, V, 761. — Action dans le même cas contre les coobligés, V, 762. — ... dû au créancier antichrésiste, V, 785. — Droit du créancier au cas de sûretés diminuées, V, 801, 824, 825. — ... du tiers détenteur, au cas de surenchère, V, 835. — ... au cas de restitution de chose perdue ou volée, V, 849.

V. *Avances, Dépenses, Frais, Impenses.*

RÉMÉRÉ. En quoi consiste; effets, IV, 688. — Entraîne révocation tacite du legs de la chose, III, 502. — Action propre à l'un des époux n'entre pas en communauté, IV, 640. — Frais de l'exercice de cette action, récompense à communauté, IV, 644. — Constitue une inaliénabilité temporaire, II, 261. — Vente de la faculté de reméré n'est pas vente de chose d'autrui, IV, 680. — Délai pour l'acquiescer à reméré, à l'effet d'expulser les locataires, IV, 704. — Location de la chose acquise, stipulation usuraire, IV, 729, 784. — Privilège du vendeur, V, 793. — Action en reméré non susceptible d'hypothèque, V, 788. — Hypothèque légale sur les biens acquis, V, 794. — Purge des hypothèques, V, 832. — Ne suspend pas la prescription de l'action en rescision de la vente pour lésion, IV, 689.

REMISE. 1° *De la dette.* Ce que c'est, III, 569. — En quoi diffère de la transaction, V, 765. — Ses formes, I, 33 ; III, 569. — *Quid*, quand constitue libéralité? III, 428. — Acceptation et rétractation, III, 569. — ... faite ou reçue par le mort civilement, I, 67. — ... par envoyés en possession des biens de l'absent, I, 100. — ... par mineur émancipé, I, 240. — Rapport à succession, II, 398. — *Quid*, au cas de concordat? II, 400. — ... par un malade à son médecin, III, 418. — Est-elle révocable pour cause d'ingratitude? III, 484. — ... ou pour survenance d'enfant? III, 485. — ... par un des créanciers solidaires, III, 527. — ... à l'un des débiteurs solidaires, III, 528. — Remise de la solidarité, III, 528. — ... au cas de chose indivisible, III, 533. — Éteint l'obligation, III, 556. — ... forcée au cas de concordat, III, 569. — Preuve testimoniale de la remise d'une dette constatée par écrit, III, 597. — ... sur le prix du bail, au cas de perte de récoltes par le fermier, IV, 706. — ... à la caution ou au débiteur; effets, III, 569 ; V, 760, 761. — *Quid*, au cas de remise par concordat? V, 757. — Quand éteint le cautionnement, V, 763. — 2° *De la chose.* Par le voiturier, IV, 709. — 3° *De titres et pièces.* De l'acte

sous seing privé au débiteur, présomption de libération, III, 569. — A un officier ministériel, mandat tacite, V, 751. — ... Essentielle pour établir privilège du gagiste sur la créance donnée en gage, V, 779. — Au conservateur pour réquisition des inscriptions, V, 814. — ... ou pour leur radiation, V, 819. — ... ou pour transcription, V, 839. — Mention par le conservateur des différentes pièces remises, V, 803.

REMPLACEMENT MILITAIRE. Nature de ce contrat, IV, 708. — Quand prix sujet au rapport à succession, II, 398. — Stipulation d'incessibilité du prix, II, 261.

REMPLOI. Au cas d'aliénation des biens donnés, exercice du retour légal, II, 374. — ... des biens propres aux époux et aliénés pendant la communauté; formes, acceptation, effets; emploi *in futurum*, IV, 644. — ... du prix des immeubles de la femme séparée de biens, IV, 649. — ... d'immeubles de la femme, au cas de renonciation à communauté, IV, 634. — ... de l'immeuble dotal aliéné; droit de l'acquéreur, IV, 670. — Vente entre époux permise à cet effet, IV, 679.

RENONCIATION. De la renonciation en général, III, 567. — De la renonciation proprement dite, III, 588. — En quoi diffère de transaction, V, 763. — Son acceptation et sa rétractation, III, 568. — ... en fait de nullité de mariage, I, 127. — ... par femme mariée, autorisation, I, 134. — Fin de non-recevoir en matière de divorce et de séparation de corps, I, 139. — Au cas de réclamation d'état, I, 160. — ... à l'action en désaveu d'enfant, I, 161. — ... à l'usufruit légal; droit des créanciers, I, 189. — ... à l'usufruit, II, 309, 311. — ... à la mitoyenneté, II, 277. — Mode d'extinction des servitudes, II, 212. — ... à l'exercice du retour légal, II, 373. — ... à garantie, en cas d'éviction d'un copartageant, II, 392. — ... anticipée à la rescision d'un partage pour lésion, II, 393. — ... au droit de disposer à titre gratuit, III, 417. — ... à la faculté de recevoir à titre gratuit, III, 418. — ... à révocation de donation pour survivance d'enfant, III, 483. — ... à révoquer un testament, ou au droit de l'attaquer, III, 416. — ... à la réserve, éteint le droit de demander réduction à la quotité disponible, III, 433. — ... anticipée à la réserve, pacte sur succession future, *ibid.* — ... à un droit, donation déguisée, formes, III, 428. — ... à son droit par grevé de substitution, III, 471. — ... à réclamer le délai de grâce, III, 561. — ... au bénéfice de la cession de biens, III, 568. — Quand peut être attaquée comme faite en fraude des créanciers, III, 568. — ... à compensation, III, 572. — ... d'avance à l'action en nullité, I, 35. —

... résultant de l'aveu, III, 605. — ... par l'époux à la donation que lui a faite son conjoint par contrat de mariage, III, 520. — ... au droit de révocation d'une donation entre époux pendant le mariage, III, 522. — ... par le mari, aux droits dotaux de sa femme, IV, 669. — Peut-on renoncer au droit de vendre sa chose? IV, 679. — ... à la garantie en matière de vente, IV, 685. — ... à l'action rédhibitoire, IV, 686. — ... à l'action en résolution de la vente à défaut de paiement du prix; peut-elle s'induire de la demande en collocation dans un ordre? IV, 687. — ... à l'action en rescision de la vente pour lésion, *ibid.* — ... à une société ou au droit d'en demander la dissolution, IV, 720. — Par le mandataire, V, 753. — ... au bénéfice de discussion par la caution, V, 760. — ... au bénéfice de division par les cofidésseurs, *ibid.* — Étendue de celle faite dans une transaction, V, 768. — Par créancier antichrésiste au droit de restituer l'immeuble pour s'affranchir des charges, V, 783. — ... au droit de délaissement par le tiers détenteur, lors de notification aux créanciers inscrits, V, 825. — Par le tiers détenteur, à purger les privilèges et hypothèques, V, 831. — Quels actes de renonciation sont assujettis à la transcription, V, 840. — ... anticipée aux formes de procédure pour saisie immobilière, V, 841. — ... à prescription et à péremption, V, 843, 861.

V. Communauté, Hypothèques, Legs, Prescription, Succession.

RENOUVELLEMENT. Des inscriptions hypothécaires, V, 818.

V. Inscription hypothécaire.

RENTES. Appartenant au mineur, devoir du tuteur, I, 221. — ... au mineur émancipé, aliénation, I, 241, 242. — ... à l'individu pourvu de conseil judiciaire, aliénation, I, 249. — Sont meubles en général, II, 256. — ... échues, fruits civils, II, 277. — Action possessoire, II, 286. — Vente de celles de la succession par héritier bénéficiaire, II, 386. — Insolvabilité du débiteur, partage entre cohéritiers, II, 392. — Rapport à succession, II, 400. — Dues par cohéritiers, remboursement, II, 405. — Intérêts de leurs arrérages, III, 550. — Peuvent être données en gage, V, 779. — Titre nouvel, III, 585. — 1° *Rentes constituées.* Définition; caractères, II, 256; IV, 722, 730, 732. — Remboursement ou rachat, II, 256; IV, 732. — Constituées anciennement, effet rétroactif, I, 28. — Cautionnement, action en indemnité de caution contre le débiteur, V, 761. — 2° *Rentes foncières.* Définition, caractères, II, 256; IV, 730, 731. — Sont meubles, IV, 731. — Rachat, II, 256; IV, 732. — Ancien droit de dé-

guerpissement, sa différence avec abandon du fonds grevé, V, 823.

— 3° *Rentes perpétuelles*. Définition, caractères, IV, 730 ; V, 746.

— En quoi diffèrent de rente viagère, V, 746. — Rachat, II, 236 ; IV, 732. — Dues par l'un des époux en communauté ou à l'un d'eux, IV, 647. — Prescription à défaut de paiement des arrérages, V, 856.

— Arrérages, prescription quinquennale, V, 859-2°. — 4° *Rentes sur l'Etat*. Peuvent être immobilisées, II, 232. — Leur remboursement, II, 236. — Estimation de celles entrant dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 436. — Legs d'une inscription, III, 421.

— Remploi d'immeubles de l'un des époux, IV, 644. — Remploi du prix de l'immeuble dotal, IV, 670. — Restitution de la dot, IV, 673. — Cession ou transfert, IV, 690. — Signification ou acceptation pas nécessaire, IV, 691. — Peuvent remplacer la caution au cas de surenchère, V, 833. — Interruption de la prescription, V, 847. — 5° *Rente viagère*. Définition, V, 746. — Constituée à titre onéreux ou à titre gratuit, conséquences, V, 747. — Formes, quand constituée à titre gratuit, III, 428 ; V, 747. — ... ou en récompense de services, III, 478. — Droits et obligations des parties, V, 748. — Due au cas d'usufruit, II, 308. — Donation avec stipulation de rente viagère, III, 477. — Non-paiement des arrérages, révocation, III, 483. — Aliénation au profit d'un successible, moyennant rente viagère, III, 435. — Abandon de rente viagère, au cas d'excédant de la quotité disponible, III, 436. — Legs à titre d'aliments, III, 500. — Réversibilité, substitution prohibée, III, 465. — Constitution permise après institution contractuelle, III, 517. — Intérêts des arrérages, III, 530. — Jusqu'à quel point entrent dans communauté, IV, 640. — Vente d'immeubles propres à l'un des époux moyennant rente viagère, indemnité par communauté, IV, 644. — Rachat de celle due par l'un des époux, récompense à communauté, *ibid.* — Emploi de capitaux en rente viagère par la femme séparée de biens, IV, 649. — Vente d'immeuble moyennant rente viagère inférieure au revenu, réputée faite sans prix, IV, 675. — ... ou moyennant un taux inférieur à l'intérêt légal, est-elle donation déguisée ? V, 747. — Action en rescision de vente pour lésion est-elle admissible ? IV, 689 ; V, 747. — ... ou exercice du retrait successoral, IV, 692. — Stipulation d'incessibilité, II, 261 ; IV, 691. — Taux de l'intérêt, IV, 729 ; V, 747. — Cautionnement, action en indemnité de la caution contre le débiteur, V, 761. — Évaluation lors de notification aux créanciers inscrits par tiers détenteur, V, 832. — Extinction et résolution du contrat, V, 749. — Non éteinte par mort civile, I, 67. — Radiation de l'in-

scription prise, V, 819. — Prescription à défaut de paiement des arrérages, V, 856. — Arrérages, prescription quinquennale, V, 859-2°.

RENOIS. Actes de l'état civil, I, 75.

V. *Testament*.

RÉPARATIONS. Biens de l'absent, I, 101. — ... à faire par le tuteur, I, 221. — ... aux biens soumis à l'usufruit, II, 308 à 311. — ... ou au droit d'usage, II, 313. — ... du mur mitoyen, II, 322, 325. — ... par grevé de substitution, III, 470. — ... à la charge de communauté, IV, 641. — ... de l'immeuble dotal, aliénation, IV, 670. — ... au cas de réméré, IV, 688. — ... à la charge du bailleur; durée, IV, 701. — ... locatives, charge du locataire, IV, 701, 702, 705. — Présomption de bon état des lieux, IV, 702. — ... faites par le locataire en sus des réparations locatives, *ibid.* — ... que peut faire le mandataire, V, 753. — ... par le créancier antichrésiste, V, 783. — Privilège pour frais de réparations, V, 791.

RÉPÉTITION. D'aliments fournis, I, 131. — Paiements faits par un successeur au cas d'aliénation à son profit moyennant rente viagère, III, 455. — Paiement d'une dette ayant cause illicite, III, 615. — ... de somme due pour promesse de mariage, I, 117. — ... d'une obligation naturelle, III, 586. — Paiement indûment fait, I, 26; III, 525, 537; IV, 623. — Paiement fait par erreur, au cas de condition suspensive, III, 535. — ... ou avant le terme, III, 537. — Paiement indûment fait au cas de délégation, III, 538. — ... ou avec chose d'autrui, *ibid.* — ... ou d'une dette éteinte par compensation non opposée, III, 572, 573. — Preuve testimoniale de l'indû paiement, III, 599. — ... par la femme, au cas de paiement d'une dette de communauté au delà de son émolument, IV, 653. — ... d'un prix de vente de chose n'existant pas, IV, 675. — ... par l'acquéreur évincé, IV, 685. — ... par l'échangiste évincé, IV, 695. — ... d'intérêts payés, quoique non stipulés, IV, 728. — *Quid*, s'ils excèdent le taux légal? IV, 729. — ... d'une dette de jeu ou pari, III, 825; V, 745. — ... du salaire payé d'avance au mandataire, V, 754. — ... contre le débiteur, par la caution qui a payé, V, 761. — ... de deniers, quand donne lieu à contrainte par corps, V, 772. — Point lieu pour dette éteinte par prescription, III, 525; V, 860. — ... de sommes indûment reçues par comptables, prescription de trente ans, V, 859-1°.

REPRÉSENTATION. Définition; caractères, II, 361. — Au cas de précédés

de l'adopté, I, 179. — Dans les successions, cas et effets, II, 361 et suiv. — Peut-on succéder par représentation de l'absent? I, 103; II, 381. — ... du successible qui a renoncé à la succession, II, 380. — ... de l'indigne de succéder, II, 356 et 361. — Au cas de partage, rapport à sa succession, II, 398. — ... du mort civilement ou de l'absent pour fixer la réserve, III, 449. — Quand s'agit de calculer réserve des descendants, III, 450. — Au cas de substitution permise, III, 468. — ... des appelés à une substitution, III, 471. — Au cas de partage d'ascendant, III, 506. — ... ou d'institution contractuelle, III, 517.

REPRISES. Action en reprises dans une première communauté, quand tombe en communauté, IV, 640. — ... par chacun des époux avant partage de communauté, IV, 644 et 652. — ... de chaque époux au cas de stipulation de parts inégales dans le partage, IV, 663. — ... de la femme, comment s'exercent, IV, 644. — Femme renonçante ou acceptante les exerce-t-elle comme créancière ou comme propriétaire? *ibid.* — L'action est-elle mobilière ou immobilière, *ibid.* — Reprises au cas de renonciation à communauté, IV, 654. — ... au cas d'exclusion du mobilier en tout ou partie, IV, 656. — ... au cas de stipulation de reprendre apport franc et quitte, IV, 661. — ... du mari, comment s'exercent, IV, 644. — ... au cas d'exclusion de tout ou partie du mobilier, IV, 656. — Vente permise entre époux pour se remplir, IV, 679. — Hypothèque légale de la femme pour sûreté, V, 796. — Intérêts des reprises dotales, prescription quinquennale, V, 859-2°. — ... par chaque associé lors du partage de la société, IV, 721.

RÉPUDIATION, de communauté, de succession, etc. V. *Communauté, Renonciation, Succession.*

RESCISION. Définition; différencé entre l'action en rescision et l'action en nullité, III, 576. — Notions historiques, III, 577. — En fait de partage; exceptions, II, 393. — Lésion dans partage d'ascendant, III, 511. — Lésion dans les obligations en général, III, 525. — Quand l'action a lieu en général, et de la restitution *in integrum*; mineurs, III, 581 et 582. — Confirmation d'une obligation rescindable, III, 586. — Répétition de sommes payées en vertu d'une semblable obligation, IV, 623. — Action pour lésion appartenant à l'un des époux n'entre pas en communauté, IV, 640. — Lésion en matière de vente, IV, 689. — Action peut-elle être intentée par le cession-

naire de la créance? IV, 691. — Lésion dans une cession d'hérédité, IV, 692. — ... ou dans un échange, IV, 695. — Point lieu pour lésion en fait de bail, IV, 697. — Lésion dans un règlement de parts entre associés, IV, 717. — ... ou au cas de vente moyennant rente, IV, 731. — ... ou moyennant rente viagère, IV, 689 ; V, 747. — Causes de rescision des transactions, V, 769. — Action en rescision non susceptibles d'hypothèque, V, 788. — Hypothèque sur un immeuble assujéti à une action en rescision, V, 796. — Du rescindant et du rescisoire, II, 346. — Effets de l'action en rescision, III, 583. — ... elle éteint l'obligation, III, 356. — Prescription de l'action, III, 584 ; V, 589-1°.

V. Résiliation, Résolution, Restitution.

RÉSERVE. Ce que c'est ; règles générales, III, 446 et 447. — Diffère de la légitime du droit romain, III, 447. — Notions historiques, III, 448. — Constitue un droit héréditaire ; conséquences, III, 447 et 452. — Condition de dispense d'inventaire ou de caution, II, 307. — Testateur peut-il donner saisine à l'exécuteur testamentaire ? III, 491. — Qui sont héritiers à réserve ; montant de la réserve, III, 449 et 450. — Réserve des descendants, III, 450. — ... au cas de dispositions entre époux, III, 460. — ... des enfants au cas de libéralités entre époux en secondes noces avec enfant d'un premier lit, III, 461. — ... des ascendants, III, 450. — ... en concours avec collatéraux, III, 449. — ... au cas de disposition testamentaire par mineur, III, 459. — ... au cas de dispositions entre époux ; usufruit, III, 460. — ... au cas d'adoption, I, 179. — ... des enfants naturels, III, 462. — ... déclaration de réduction, II, 369 et 371. — Existe-t-elle au profit des père et mère de l'enfant naturel ? III, 462. — Quand cesse le droit à réserve, III, 458. — D'après quelle loi le montant doit être fixé, III, 452. — Se calcule d'après nombre des héritiers, III, 447. — L'héritier absent doit-il être compté ? I, 105. — Biens sujets au retour légal doivent-ils être calculés pour réserve des ascendants ? II, 375. — Réduction des libéralités y portant atteinte, I, 179 ; III, 454 et 457. — Dons manuels, III, 428. — Partages d'ascendants, III, 505, 511. — Institutions contractuelles, III, 517. — Ventes entre époux, IV, 679. — Avantages entre associés, IV, 715. — Qui peut demander la réduction et en profite, III, 452 et 461. — Demande en réduction diffère de rapport à succession, II, 394. — Action en réduction n'a lieu qu'au décès du disposant, III, 461. — Comment s'opère réduction, III, 457. — Réduction proportionnelle des legs,

III, 498 et 500. — Des legs à titre particulier, III, 497. — Mode de réduction de l'institution contractuelle, III, 517.

V. *Quotité disponible, Usufruit légal.*

RÉSIDENCE. V. *Domicile.*

RÉSILIATION, RÉSOLUTION. De l'usufruit, II, 341. — Aliénations faites par l'héritier apparent, II, 278 et 356. — ... ou par l'indigne de succéder, II, 356. — Successeurs irréguliers dépossédés par héritiers réguliers, II, 409. — En matière de partage, II, 279 et 393. — Effets du rapport à succession, II, 400. — ... de réduction des donations, III, 457. — ... de l'exercice du retour conventionnel, III, 475. — Donations sans condition résolutoire, III, 483. — Accomplissement de la condition résolutoire; pacte commissoire, III, 536. — Option par la femme relativement à l'immeuble indivis acquis pendant la communauté, IV, 640. — L'action en résolution appartenant à l'un des époux n'entre point en communauté, *ibid.* — Résolution de la vente, d'un commun accord, II, 278. — ... à défaut de délivrance ou pour une contenance moindre, IV, 683. — ... au cas d'éviction partielle, IV, 685. — ... par suite de l'action rédhibitoire, IV, 686. — ... au cas de juste crainte d'éviction, IV, 687. — ... à défaut du retraitement de la chose par l'acheteur, *ibid.* — ... ou à défaut du paiement du prix, IV, 687; V, 793. — Cette dernière action est immobilière, II, 256. — De l'action résolutoire depuis la loi du 23 mars 1855, V, 843. — ... de vente d'effets mobiliers demandée par le vendeur au lieu d'exercice du droit de revendication, V, 791. — ... de la vente, par l'effet du réméré, IV, 688. — ... ou par suite de rescision pour lésion, IV, 689. — Effets en matière d'échange, IV, 695. — Du bail, cas où a lieu, IV, 704. — A défaut de délivrance, diminution de l'usage; trouble du preneur, IV, 701. — Indue jouissance du preneur, IV, 702. — Cession [ou sous-location interdites, IV, 703. — ... de marchés à forfait pour construction, IV, 710. — ... du bail à cheptel, IV, 712. — ... de l'aliénation d'immeuble moyennant rente, IV, 731. — ... du contrat de rente à défaut de service des arrérages, IV, 732. — ... du contrat de rente viagère, V, 749. — En quoi l'action diffère de celle en nullité ou en rescision, III, 578. — Cas où le créancier a opté pour la résolution ou pour l'exécution; retour à l'autre action, III, 536. — Prescription de dix ans pour tiers détenteur de l'action en résolution de vente à défaut de paiement du prix V, 852. — Prescription de l'action en résolution de vente pour lésion, délai, V, 859-4°. — Effets de la résolution; a lieu *ex tunc* ou *ex*

nunc, II, 278. — Au cas de revendication admise, II, 299. — Quant aux privilèges et hypothèques, V, 799.

V. *Rescision*.

RESPECT dû aux père et mère, I, 184, 191. — ... aux père et mère naturels, I, 171. — ... ou adoptifs, I, 179.

RESPONSABILITÉ. Fonctionnaires au sujet des actes de l'état civil, I, 82.

— Envoyés en possession provisoire des biens de l'absent, I, 100. — Second mari de femme remariée, I, 229. — Membres du conseil de famille, I, 205. — Tuteur, I, 217. — Quand elle commence, et par suite hypothèque légale, V, 795. — Héritiers du tuteur, I, 210. — Protuteur, I, 196. — Conseil donné par le mari à la femme tutrice, I, 247. — Subrogé tuteur, I, 210, 225 ; IV, 650 ; V, 806. — Curateur de l'émancipé, I, 237. — Conseil judiciaire, I, 249. — Usufruitier, II, 309 ; IV, 664. — Héritier bénéficiaire, II, 386. — Curateur à succession vacante, II, 445. — Héritier apparent, pour dommage causé, II, 383. — Rapport à succession du montant des condamnations payées par le père comme responsable, II, 398. — Qui est responsable du défaut de transcription des donations, III, 480. — Tuteur à la substitution, III, 469. — Exécuteur testamentaire, III, 491. — Au cas de gestion des affaires d'autrui, IV, 622. — Pour dommages causés par suite de délits ou de quasi-délits, IV, 625 et suiv. — A l'égard des personnes qu'on a sous sa garde, IV, 628. — Pour dommage causé par animaux ou par ruine d'un bâtiment, IV, 629. — Mari, comme administrateur des biens de sa femme, IV, 643. — A défaut d'emploi du prix des biens de la femme séparée de biens, IV, 649. — Comme administrateur des biens dotaux, IV, 668. — A raison de prescriptions acquises contre la femme pendant mariage, V, 845. — Bailleur pour vices de la chose louée, IV, 701. — Locataire, au cas d'incendie ou dégradation, IV, 702. — Voituriers, IV, 709. — Architectes et entrepreneurs, IV, 710. — Associé vis-à-vis de la société, IV, 716. — Emprunteur à usage, IV, 724. — Aubergistes et hôteliers, V, 739. — A-t-elle lieu pour conseil ou recommandation donnés ? V, 750. — Mandataire et mandataire substitué, V, 753. — Créancier gagiste, V, 781. — Conservateur des hypothèques, V, 805, 807, 831. — Prescription de l'action civile en responsabilité pour crimes et délits, V, 859-1°. — Clause exemptant de responsabilité de ses fautes, nulle, V, 753.

RESTITUTION à l'absent de retour, I, 96, 103. — A la femme qui a agi sans autorisation, I, 134. — Au mineur ; restitution *in inte-*

grum, I, 321 ; III, 532. — Prescription de dix ans en pareil cas, III, 534. — Au cas de travaux faits sur sol d'autrui, II, 297. — A faire par l'usufruitier, II, 306. — ... ou à la fin de l'usufruit, II, 312. — Restitution contre acceptation de succession, II, 378. — ... ou contre renonciation à succession, II, 380. — ... au cas de pétition d'hérédité admise, II, 383. — Par les successeurs irréguliers aux héritiers qui se présentent, II, 409. — Donation à charge de restitution, III, 463 et suiv. — Restitution du mineur contre le tuteur au cas de substitution, III, 469. — ... au cas de révocation de donation pour ingratitude, III, 484. — ... ou pour survenance d'enfant, III, 485. — Solidarité entre les condamnés par suite de crimes et délits, III, 526. — ... au cas de défaillance ou d'accomplissement de condition suspensive, III, 535. — ... ou de condition résolutoire, III, 536. — ... du débiteur éteint l'obligation, III, 536. — ... au cas d'injuste possession, compensation pas opposable, III, 574. — De l'action en restitution *in integrum* ; en quoi diffère de celle en rescision, III, 581. — ... des choses reçues, au cas d'annulation de l'obligation, III, 583. — ... de celles reçues par erreur, IV, 623. — ... de la dot, IV, 672, 673. — ... par le vendeur, au cas d'éviction de l'acquéreur, IV, 685. — ... ou au cas d'admission de l'action rédhibitoire, IV, 686. — ... par l'acquéreur et le vendeur, au cas de résolution pour défaut de paiement du prix, IV, 687. — ... ou au cas de rescision pour lésion, IV, 689. — ... au cas d'exercice du réméré, IV, 688. — ... ou d'éviction d'une cession d'hérédité, IV, 692. — à faire à l'échangiste évincé, IV, 693. — ... par le preneur à la fin du bail, IV, 702. — ... par l'emprunteur à usage, IV, 723, 724. — ... de la chose prêtée à consommation, IV, 726, 727. — ... du dépôt volontaire, V, 736. — *Quid* de celui fait à ou par l'incapable ? V, 735. — ... de la chose mise en séquestre, V, 741. — ... au cas de résolution du contrat de rente viagère, V, 749. — ... de pièces, par mandataire, V, 756. — Contrainte par corps pour restitution du dépôt nécessaire, V, 772. — ... du gage par créancier payé, V, 781. — ... de l'immeuble par créancier antichréiste, V, 785. — Hypothèque légale de la femme pour ses restitutions, V, 796. — ... de pièces, prescription pour juges et avoués, V, 859-3°. — ... ou pour huissiers, V, 859-4°. — ... de la chose volée ou perdue ; exception, V, 849. — *Quid*, au cas de perte de cette chose, III, 576.

V. *Fruits*.

RÉTENTION. D'effets mobiliers par grevé de substitution, III, 469. — ... de titres par une partie, transaction nulle, V, 769. — Du droit

de rétention, II, 281. — ... au cas de travaux faits sur sol d'autrui, II, 297. — ... pour impenses au cas de rapport à succession, II, 400. — ... par l'héritier donataire, au cas de réduction, III, 457. — ... pour impenses sur fonds dotal, IV, 673. — ... du prix par le vendeur au cas de profit fait par l'acquéreur évincé, IV, 685. — ... de la chose par l'acquéreur, au cas d'exercice du réméré, IV, 688. — ... par l'emprunteur à usage, IV, 724. — ... par le dépositaire volontaire, V, 737. — ... des effets du voyageur par l'aubergiste, V, 791. — Peut-il y avoir lieu par le mandataire? V, 753. — ... par le créancier gagiste, V, 780. — ... par le créancier antichrésiste, V, 784. — ... par le tiers détenteur au cas de délaissement, II, 299; V, 825.

RETOUR. De lots, II, 391. — Privilège du copartageant, V, 793, 813. — Au cas d'échange, privilège du vendeur, V, 793.

RETOUR CONVENTIONNEL. Ce que c'est; caractères, II, 372; III, 475. — En quoi diffère de substitution fidéicommissaire, III, 463. — Cas où peut avoir lieu; effets, III, 475. — Au cas d'adoption, I, 179. — Clause de donation, III, 475. — Donation faite à un absent, I, 98. — Au cas de partage avec un absent, I, 103. — Condition d'inaliénabilité, III, 464. — Action propre à l'un des époux, ne tombe point en communauté, IV, 640.

RETOUR LÉGAL. Ce que c'est; caractères, II, 349, 372. — Au profit de quels héritiers a lieu, II, 374. — Au cas d'adoption, I, 179; II, 362, 364, 366. — Au profit des enfants légitimes des père ou mère de l'enfant naturel, II, 370. — Au cas de partage d'ascendants, III, 503, 506. — Incapacité de succéder lors de l'ouverture du retour, II, 373. — Conséquences du droit de retour, II, 375. — Biens repris par l'ascendant, point à comprendre dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 455. — Immeubles revenant aux époux par suite du retour, ne tombent point en communauté, IV, 640.

RETRAIT LITIGIEUX. Ce que c'est; règles et effets, IV, 693.

RETRAIT SUCCESSORAL. Ce que c'est; règles et effets, IV, 692. — Peut-il être exercé par enfant naturel? II, 407. — Immeubles advenus par suite à l'époux, ne tombent point dans communauté, IV, 640. — Est-il admissible en matière de partage de communauté? IV, 652. — ... ou de cession de droit dans une société? IV, 721.

RETRANCHEMENT. V. *Quotité disponible, Réserve.*

RÉTROACTIVITÉ des lois, I, 28.

V. *Effet rétroactif.*

REVENDEICATION. Droit dérivant de la propriété, II, 267. — Contre les détenteurs des biens de l'absent, I, 100. — Immeubles du mineur vendus sans formalités, III, 583. — Au cas de choses ou biens indivis, II, 279, 387. — Au cas de pétition d'hérédité admise, II, 383. — Pour l'enfant naturel à raison de sa quote-part héréditaire, II, 407. — Au cas de révocation de donation pour provenance d'enfant, III, 485. — ... des biens donnés excédant quotité disponible, III, 457. — Legs de chose déterminée, III, 495, 500. — Par les appelés à une substitution, III, 471. — Au cas de payement avec chose d'autrui, III, 558. — Par la femme suivant qu'elle est obligée ou non pour dettes de communauté, IV, 642. — ... de ses propres aliénés par son mari sans son consentement, IV, 643, 644. — ... de meubles, au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — De l'aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — Point permise au vendeur de chose d'autrui, IV, 680. — Par le vendeur d'effets mobiliers vendus au comptant, V, 791. — Exercice de cette action indépendamment de l'action résolutoire, IV, 687. — Par l'échangiste évincé, IV, 695. — Par le bailleur des objets mobiliers garnissant les lieux, V, 791. — Au cas de vente de bestiaux donnés à cheptel, IV, 712. — Revendication de la chose prêtée à usage, IV, 723. — ... du dépôt, même fait par incapable, V, 735. — ... de la chose d'autrui donnée en gage, V, 779. — Par le propriétaire de la chose volée ou perdue ; exceptions, V, 849. — De l'action en revendication, II, 299. — Contre tout possesseur ; pour l'exercice d'un droit réel, II, 262. — L'action ayant pour objet des immeubles ou des droits réels sur immeubles est immobilière, II, 256. — De l'action *in rem verso*, II, 267. — Action en revendication d'immeuble non susceptible d'hypothèque, V, 788. — Prescription des actions ; délais suivant la nature des objets revendiqués, V, 839-2°-3°-5° et 6°. — Exercice des actions dans le délai, à l'effet d'interrompre la prescription, V, 847.

REVENUS. Des biens de l'absent, dans le cas de son retour, I, 101. — ... du mineur à toucher par le tuteur, I, 221. — ... de l'interdit, I, 235. — A toucher par mineur émancipé, I, 240. — Fruits civils, II, 277. — A restituer par l'indigne de succéder, II, 356. — Quand compris dans saisine de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Legs des revenus échus, interprétation, III, 490. — Intérêts qu'ils produisent, III, 550. — Du débiteur ayant fait cession de biens, III, 565. — Entrant dans communauté, IV, 640. — Des successions advenues à l'un des époux durant communauté, IV, 646. — Stipulation de les toucher par la femme commune, IV, 662. — ... ou au cas d'exclusion de commu-

nauté, IV, 664. — ... ou par la femme dotale, IV, 668, 669. — Disposition par femme séparée de biens, IV, 649. — ... des biens dotaux, IV, 633, 671. — Leur saisie, IV, 671. — Au cas de cession d'hérédité, IV, 692.

RÉVERSION (Droit de). V. *Retour conventionnel*.

RÉVOCATION. De reconnaissance d'enfant naturel, I, 167, 168. — *Quid*, en matière d'adoption, I, 178, 180. — ... de l'émancipation, I, 243. — Quand propriété transmise est sujette ou non à révocation, II, 278. — ... de l'usufruit, II, 311. — Quand substitutions permises peuvent être révoquées, III, 468. — ... du droit du grevé de substitution, III, 470. — ... de l'obligation par accomplissement de la condition résolutoire, III, 536. — ... ou par consentement mutuel, III, 619. — Quand peut être invoqué contre l'ayant droit, II, 346. — Révocation de l'aveu, III, 606. — ... de l'aliénation du fonds dotal, IV, 670. — ... du gérant d'une société, IV, 718. — ... du mandat, formes et effets, V, 756. — Quand fait cesser le salaire du mandataire, V, 754. — ... du délaissement par hypothèque, par le tiers détenteur, V, 823.

V. *Autorisation de femme mariée, Avantages matrimoniaux, Donation entre vifs, Donation par contrat de mariage, Donation entre époux, Legs, Testament*.

RIVAGES de la mer, domaine public; étendue, II, 260.

RIVIÈRES navigables ou flottables, domaine public, II, 260, 319. — Ancien lit, II, 297. — Chemin de halage, II, 316. — A qui appartient le lit des rivières non navigables ni flottables, II, 260. — Alluvion, îles, îlots, II, 297. — Droits des riverains, II, 319.

ROULAGE. Règles; responsabilité, IV, 709.

ROUTES. Domaine public; entretien, II, 260. — Fossés sont-ils présumés mitoyens? II, 323. — Servitudes y relatives, II, 316.

RUCHES. Immeubles par destination, II, 254.

RUES. Domaine public; entretien, II, 260. — Ne peuvent être louées, IV, 699.

V. *Voie publique*.

S

SAGES-FEMMES. Déclaration de naissance, I, 84. — Libéralités en leur faveur, III, 418. — Responsabilité, IV, 625. — Salaires, prescription, V, 859-8^o.

SAILLIES sur l'héritage voisin, II, 329.

SAISIE. Par créanciers du mari de la femme dotale, IV, 669. — ... des fruits et revenus dotaux, IV, 670. — ... des bestiaux donnés à cheptel, IV, 712. — ... des choses de la société par créanciers d'un des associés, II, 286. — ... de la chose déposée, V, 736. — ... des biens du débiteur pour assurer service de rente viagère, V, 749. — ... de la chose donnée en gage, V, 779. — Quand interrompt la prescription, V, 847. — *Saisie-arrêt.* Sommes dues à succession bénéficiaire, II, 386. — ... des créances avant partage de succession, II, 392. — ... de la portion d'un des héritiers dans les créances de la succession, II, 403. — ... pour une créance non encore échue, III, 535. — Paiements faits au préjudice de saisie, III, 539. — Effets quant à la disponibilité des sommes par le tiers saisi, *ibid.* — Est obstacle à compensation, III, 573. — Cas où le saisissant est réputé l'ayant cause du saisi vis-à-vis du tiers saisi; quittances, date certaine, III, 590. — ... par créanciers de la femme, pour dettes de celle-ci ne tombant pas dans la communauté, IV, 641. — ... de créance cédée avant signification du transport; droit de préférence du cessionnaire sur créanciers saisissants postérieurs, IV, 691. — ... au cas de paiement de loyers par sous-locataire, IV, 703. — ... par ouvriers sur entrepreneur de travaux publics, IV, 710. — *Saisie immobilière.* Ce que c'est; formes, V, 841. — Vaut opposition à partage, II, 393. — Saisi peut-il se rendre adjudicataire? IV, 679. — *Saisie-revendication* par bailleur des objets mobiliers garnissant les lieux, V, 791.

V. *Expropriation forcée.*

SAISINE. Appartient aux seuls successeurs à titre universel, II, 268. — ... des héritiers, II, 331 et 376. — N'a point lieu pour enfant naturel, II, 407. — ... au cas d'indignité de succéder, II, 356. — ... des héritiers à réserve à l'encontre du légataire universel, III, 498. — Quand a lieu pour légataire universel, II, 376; III, 493 et 498. — ... de l'exécuteur testamentaire, II, 376; III, 491 et 493.

SALAIRES. Peut-il en être alloué au tuteur? I, 230. — ... de l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Foi due au serment du maître, IV, 707. — ... de l'ouvrier travaillant en vertu d'un marché, IV, 710. — Au cas de dépôt volontaire, V, 736. — ... du séquestre conventionnel ou judiciaire, V, 741 et 742. — ... du mandataire; cas où se présume, V, 750 et 754. — Règlement, V, 754. — Rend responsabilité plus grande, V, 753. — Stipulé par la caution, V, 757. — ... des gens de service, privilège, V, 790. — Prescription, V, 859-59°. — Prescription de ceux dus aux avoués, V, 859-2°.

SANTÉ D'ESPRIT. Pour mariage, I, 108, 110. — ... pour faire donation ou testament, III, 417. — Promesse faite par une personne non saine d'esprit, III, 613.

SCELLÉS. Au cas de demande en divorce ou séparation de corps, I, 143. — Au cas de tutelle, I, 219. — Lors de l'ouverture d'une succession; mineurs, créanciers, II, 351. — Apposition est-elle nécessaire au cas de succession bénéficiaire? II, 379. — Opposition à scellés vaut opposition à partage, II, 393. — Au cas de succession déferée au conjoint ou à l'Etat, II, 409. — Apposition et levée par exécuteur testamentaire, III, 491. — Au cas de legs universel, III, 498. — Procès-verbal donne date certaine aux actes sous seing privé, III, 590. — Au cas de dissolution de communauté; droit des créanciers, IV, 650. — Réquisition d'apposition n'interrompt point la prescription, V, 847. — Frais; charge de succession, II, 384; III, 450, 455 et 493. — ... ou de succession bénéficiaire, II, 386. — Paiement par exécuteur testamentaire, III, 491. — Au cas de communauté, charge de communauté, IV, 641. — Privilège; son rang, V, 790, 828.

SECOND MARIAGE. Par l'étranger en France, conditions, I, 29 et 126. — Par un Français à l'étranger, I, 114. — Au cas de cessation de mort civile, I, 67. — Absence d'un premier époux, I, 106. — Après divorce, I, 29, 109, 126, 128 et 149. — Prohibé entre époux divorcés, I, 128. — Délais pour le contracter, pour la femme ou pour époux divorcés, I, 128. — Condition de ne pas se remarier, apposée dans donation ou testament, III, 464. — ... illicite, si stipulée dans contrat de mariage, IV, 657. — Second mariage est soumis aux mêmes règles que tout mariage en général, I, 136. — Reconnaissance d'enfant naturel né antérieurement, I, 167. — ... du père ou de la mère, effets quant au droit de correction, I, 187. — Dans quels cas fait cesser usufruit légal, I, 189. — Quand fait perdre tutelle à la mère, I, 201 et 229.

— *Quid*, quant à son exclusion du Conseil de famille? I, 201. — Avantages au nouvel époux, III, 461. — ... de la mère, consentement pour le contrat de mariage du mineur, IV, 635. — ... avant dissolution du premier, règlement des communautés, I, 125. — Frais d'entretien et d'éducation des enfants du premier lit, IV, 641. — Constitution de leur dot, IV, 642. — Frais à supporter par la femme séparée de biens, IV, 649. — ... ou par femme dotale, IV, 670. — Hypothèque légale sur le second mari de la mère d'enfants mineurs, V, 793.

V. *Marriage, Noces (secondes), Puissance paternelle, Quotité disponible*.

SEL. Magasin, distance, II, 328.

SEMENCES. Quand sont immeubles par destination, II, 254. — ... faites par un tiers, remboursement des frais, II, 277. — Par qui frais dus au cas d'usufruit, II, 308. — Frais de semences de l'immeuble légué, III, 500. — ... des biens personnels de la femme, récompense à communauté, IV, 644. — Restitution, fermiers contraignables par corps, V, 773. — Privilège, V, 791. — Obligation d'ensemencer est mobilière, II, 256.

SÉNAT. Membres dispensés de la tutelle, I, 215.

SÉNATUS-CONSULTES. Leur force, I, 5. — ... Velléien, n'a point passé dans Code civil, I, 44.

SÉPARATION DE BIENS. Conventionnelle; en quoi consiste, IV, 665. — Comment le Code, sur la séparation contractuelle, doit être interprété, IV, 632. — ... judiciaire; qui peut la demander et pour quelles causes, IV, 649. — ... point cause dans interdiction du mari, I, 235. — Demande par femme mineure émancipée, I, 241. — ... ou par femme dotale dont dot en péril, IV, 672. — Dispositions par le mari des biens de communauté pendant l'instance, droit pour la femme de les attaquer, IV, 642. — Formes, jugement et exécution; nullités, IV, 649. — A lieu de droit, par suite de séparation de corps, I, 156, 157. — Droits et actions des créanciers de la femme ou du mari, IV, 649. — Jugement par défaut, opposition, acquiescement, *ibid.* — Effets du jugement; effet rétroactif, IV, 648, 649. — Dissout communauté, IV, 648. — Renonciation par la femme à communauté, même pendant l'instance, IV, 650. — Toutefois communauté dissoute peut être ultérieurement rétablie par consentement des parties, IV, 649. — Ne donne point ouverture aux gains de survie, *ibid.* — ... ni au préciput, IV, 662. — Donne lieu à resti-

tution de la dot, IV, 672. — Donne ouverture à l'action en révocation de l'immeuble dotal aliéné, IV, 670. — Ses effets quant au droit d'administration et d'aliénation pour la femme, I, 134 ; IV, 642, 649. — Dettes contractées par celle-ci, poursuite et exécution, IV, 649. — Quand vente entre époux permise après séparation, IV, 679. — Baux par la femme, IV, 699. — Prêts ou emprunts à usage faits par elle, IV, 723. — Pour quelles choses elle peut donner mandat, V, 731. — Hypothèque légale pour frais de séparation, V, 796. — Femme dotale séparée peut-elle faire usage de son hypothèque légale pendant le mariage ? IV, 670 ; V, 796. — Fait courir la prescription à l'égard des biens dotaux, IV, 670. — Ne fait pas cesser la suspension de prescription de la femme contre le mari, V, 843.

SÉPARATION DE CORPS. Définition, I, 151. — Droit ancien, I, 152. — Ses rapports avec le divorce, I, 138, 158. — Causes, I, 153. — Option entre action en séparation de corps ou en divorce, I, 153, 158. — Demande peut être restreinte à une demande en séparation de biens, IV, 649. — Par qui demande peut être formée, I, 154. — Entre étrangers, I, 62. — Au nom de l'interdit, I, 235. — Procédure et mesures provisoires, I, 255. — Dispositions par le mari des biens de communauté, pendant l'instance, droit pour la femme de les attaquer, IV, 642. — Serment décisoire ne peut être déféré sur faits de la demande, III, 602, 608. — Transaction point permise, V, 767. — Fin de non-recevoir contre l'action, I, 139, 154. — Jugement de séparation de corps provisoire, I, 142, 155. — Jugement, effet rétroactif, IV, 649. — Appel, acquiescement, désistement, etc., I, 151, 155. — Ses effets, I, 156. — Domicile de la femme, I, 89. — Autorisation de femme séparée, I, 134. — Dissolution du mariage, I, 135. — Ne fait pas cesser usufruit légal, I, 189. — Ses effets sur tutelle, au cas de second mariage, I, 329. — Déchéance du droit de succession pour conjoint survivant, II, 371. — Déchéance des avantages entre époux par contrat de mariage ou pendant le mariage, I, 156 ; III, 484, 520. — Effets, quant au préciput, I, 156 ; IV, 662. — ... donne lieu à restitution de dot, IV, 672. — ... dissout communauté, IV, 648. — Frais, sont-ils charge de communauté ? IV, 642. — Communauté dissoute, rétablie ultérieurement par consentement mutuel, IV, 649. — Effets, quant aux droits d'administration et d'aliénation pour la femme, *ibid.* — Hypothèque légale de la femme pour les frais, V, 796. — Fait-elle cesser la suspension de la prescription de la femme contre le mari ? V, 843. — Comment cesse la séparation, I, 137.

SÉPARATION DE DETTES entre époux, IV, 633, 636, 639.

SÉPARATION DE PATRIMOINES. En quoi consiste ; effets, II, 383. — Objets rapportables à la succession, II, 400. — Action des créanciers contre les héritiers, II, 403. — Peut être demandée par légataires, III, 493. — Réduction des legs particuliers, III, 497. — Demande par les créanciers pour succession échue à une femme mariée, IV, 646. — N'a point lieu à raison des dettes contractées par époux en communauté, IV, 641, 650. — Peut-elle être demandée au cas d'insolvabilité des héritiers de la caution ? V, 739. — Droit de la demander constitue-t-il un privilège ? V, 790. — Délai pour l'inscription, à l'effet de conserver le privilège, V, 808, 813. — Prescription de l'action, V, 836, 839-3^e.

SEPTUAGÉNAIRE. Peut se faire décharger de la tutelle, I, 213. — ... affranchi de contrainte par corps, V, 774.

SÉQUESTRE. Définition, espèces, V, 740. — ... conventionnel, règles, V, 741. — ... judiciaire, V, 742. — Biens du contumace, I, 86. — Au cas d'action possessoire, II, 237. — Meubles compris dans un usufruit, II, 307. — Au cas de déchéance du grevé de substitution, III, 469, 471. — ... ou d'envoi en possession de legs universel, III, 498. — Contrainte par corps, V, 773.

SERMENT en général, ce que c'est, III, 601. — ... politique, au sujet des fonctions publiques, I, 69. — ... civique ; descendants des religieux fugitifs, I, 57. — ... des fonctionnaires, etc., III, 601. — Experts, estimation des meubles d'un mineur, I, 219. — ... ou partage avec lui, I, 221. — Non imposé à tuteur, à succession vacante, II, 411. — ... judiciaire et extrajudiciaire, III, 601. — Mode de le prêter ; juifs, quakers, etc., *ibid.* — Par la veuve à la clôture de l'inventaire de communauté, IV, 630. — *Décisoire.* Définitions ; règles, III, 601, 602, 608. — Cas où peut être confondu avec le supplétoire, III, 602. — Délation par tuteur, I, 221. — Est-il admissible pour prouver existence d'un testament verbal ? III, 416. — ... ou d'un fidéicommiss ? *ibid.* — ... déferé au cas d'omission de double d'un acte sous seing privé, III, 590. — ... ou de poursuites criminelles de faux, III, 608. — ... pour prouver existence, durée ou prix d'un bail, IV, 699. — ... ou un congé, IV, 704. — ... ou existence de transaction verbale, V, 767. — ... non admissible pour prouver non-payement, au cas de prescription acquise, V, 860. — *Supplétoire.* Définition, III, 601. — Règles, III, 587, 602. — Ses rapports avec le serment décisoire, III, 608. — Au cas de fournitures faites par un marchand, III, 591. — Quand

peut être déferé au sujet des prescriptions de courte durée, V, 839.—*In litem*. Définitions, règles, III, 601, 603. — ... du maître sur quotité et paiement des gages des domestiques, IV, 707. — ... du voyageur sur la chose déposée à l'entrepreneur de voitures publiques, IV, 709.—... sur le fait du dépôt volontaire ou de sa restitution, V, 735. — ... ou sur la nature et valeur des objets déposés, V, 736. — Effets : présomption légale attachée au serment, III, 587, 604.—... déferé ou référé, rétractation, III, 608.—*Quid*, au cas de décès avant prestation du serment déferé ou référé, III, 608. — ... déferé ou prêté par un des créanciers solidaires, III, 527. — ... du débiteur, quand opposable à ou par la caution, V, 760. — Eteint le cautionnement, V, 763.

SERVICE MILITAIRE. A l'étranger, perte de qualité de Français, I, 69.—Sa libération est-elle un établissement permettant la donation des biens dotaux? IV, 670. — Du contrat de remplacement, IV, 708.

SERVICES. Louage de services, IV, 707 et suiv.—... intellectuels, leur prestation est-elle louage de services? IV, 707. — Continuation de services n'est pas obstacle à prescription de courte durée, V, 839.

SERVICES FONCIERS. Ce que c'est, II, 302. — Sont droits immobiliers, II, 256. — Ne peuvent être imposés ni à la personne, ni en faveur de la personne, II, 332.

V. *Servitudes*.

SERVITUDES. Définition ; caractères, II, 302, 316. — Sont droits réels et immobiliers, II, 256, 262, 302.—Différentes espèces, II, 302, 315, 316.—... d'utilité publique, II, 276, 277.—1° *Servitudes légales*. Ce que c'est, caractères, II, 316 et suiv. — Engagement sans convention, IV, 620.—Dérivant de situation des lieux, II, 316 et suiv.—Écoulement des eaux, II, 317.—Eaux de source et eaux pluviales, II, 318.—Eaux courantes, II, 319.—Bornage, II, 320.—... établies dans l'intérêt de la propriété, II, 321 et suiv.—Mitoyenneté, II, 321. — Mur mitoyen, II, 322.—Fossé mitoyen, II, 323.—Haie mitoyenne, II, 324. — Clôture forcée, II, 325.—Plantations d'arbres, II, 326.—Branches, racines et fruits des arbres, II, 327. — Distance et ouvrages intermédiaires pour certaines constructions, II, 328.—Vues sur la propriété du voisin, II, 329.—Égout des toits, II, 330. — Droit de passage, II, 331.—2° *Servitudes conventionnelles* ou établies par fait de l'homme ; ce que c'est, caractères, II, 316, 332, 333.—Différentes espèces : urbaines ou rurales ; continues ou discontinues ; apparentes ou non appa-

rentes, II, 333.—Acquisition des servitudes, II, 334.—Acquisition par titre, II, 318, 326, 329, 335.—Acte constitutif, assujéti à transcription, V, 840. — *Quid*, de l'acte de donation ? III, 480.— Acquisition par prescription, II, 276, 318, 319, 322, 326, 327, 329, 331, 336 ; V, 849, 856. — Interruption de cette prescription, II, 318 ; V, 847. — Établissement, conséquence du droit de propriété, II, 277.—Destination du père de famille, II, 337. — Établies par l'envoyé en possession des biens de l'absent, I, 103.—... par la femme, autorisation maritale, I, 134. — ... ou par la femme séparée de biens, IV, 649. — ... par le tuteur, I, 221.—... par le copropriétaire, II, 279. — ... par l'usufruitier, II, 308. — ... par le nu-propriétaire, II, 310. — ... par l'usager, II, 313. — ... par l'héritier apparent, II, 278.—... par l'indigne de succéder, II, 356. — ... par le donateur, avant notification de l'acceptation de la donation, III, 426. — ... ou avant la transcription de la donation, III, 480. — ... par le donataire, avant révocation de la donation pour ingratitude, III, 484. — ... par grevé de substitution, III, 470. — Quand n'est point opposable à l'ayant droit, II, 346. — ... par celui qui a reçu indûment l'immeuble en payement, IV, 623. — ... par mari sur biens de la femme sans son consentement, IV, 643. — ... par acquéreur dont qualité contredite par une contre-lettre, III, 589. — ... par acquéreur à réméré, IV, 688.—... non déclarées pour lesquelles vendeur doit garantie à l'acquéreur, IV, 685.—Bailleur ne peut en constituer au préjudice du preneur, IV, 701.—Sur quels biens peuvent être ou non établies : sur immeuble grevé d'usufruit, II, 305. — ... sur un fonds grevé déjà d'autres servitudes, II, 335.—... sur l'immeuble donné, exercice du retour légal, II, 374.—... à supporter par légataire à titre particulier, III, 497. — ... sur biens compris dans une institution contractuelle, III, 517. — ... sur immeuble propre à l'un des époux, rachat, récompense à communauté, IV, 644. — ... sur les biens dotaux, IV, 670. — ... sur l'immeuble hypothéqué, V, 824. — 3^e *Droits en résultant*. Indivisibilité ou divisibilité du droit, II, 332. — Obligation d'établir ou de permettre l'exercice d'une servitude, est indivisible, III, 533.—Droits du propriétaire du fonds dominant, II, 338. — ... du propriétaire du fonds servant, II, 339. — Actions possessoires et pétitoires appartenant au propriétaire de servitude, II, 286, 340. — De l'action négatoire, II, 300. — Son imprescriptibilité, V, 856.—Vente de servitude, rescision pour cause de lésion, IV, 689. — Peuvent-elles être objet d'une location ? IV, 699. — Prises en elles-mêmes, servitudes non susceptibles d'hypothèque ou de privilège, V, 788. — 4^e *Extinction*. Différents modes,

II, 341. — Au cas de condition résolutoire, II, 278; IV, 667. — Servitudes constituées par l'acquéreur, extinction par la rescision de la vente pour lésion, IV, 689. — Par la prescription, II, 317, 326, 341. — Prescription de dix et vingt ans, II, 341. — Interruption de la prescription, II, 332; V, 847. — Quand extinction donne lieu à rapport à succession, II, 400. — Éteintes par l'acquisition du fonds servant ou du fonds dominant revivent au cas de délaissement par hypothèque, V, 825.

SÉVICES. Causes de divorce ou de séparation de corps, I, 138. — Destruction de la maison paternelle, I, 187. — Cause de révocation de donation, III, 484. — ... ou de legs, III, 504.

SEXAGÉNAIRE. Quand dispensé de tutelle, I, 215.

SEXE. L'un et l'autre ont les mêmes droits; exceptions, I, 44. — ... masculin, témoins pour actes de l'état civil, I, 75 et 78. — ... faussement déclaré dans ces actes, I, 79. — ... à indiquer dans l'acte de naissance, I, 84. — ... différent pour mariage, I, 108 et 110. — Minorité et majorité spéciales pour mariage, I, 195. — Faiblesse du sexe féminin, pas cause de la nécessité de l'autorisation maritale, I, 134. — ... indifférent pour l'adoption, I, 175. — Présomptions de survie, II, 352. — Point de différence pour succéder, II, 357. — ... ni au cas de substitutions permises, III, 468. — ... masculin, témoins pour testament, III, 439. — Majorats, III, 467. — ... influe pour déterminer la violence, III, 614.

SIÈGES. Sont meubles meublants, II, 235.

SIGNATURE. Condition de validité des actes, I, 35; III, 589. — En quoi consiste, III, 590. — Noms, prénoms, fonctions, etc., croix, III, 435. — Où doit être apposée, *ibid.* — Actes respectueux, I, 128. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — ... des testaments, III, 435 et 439. — ... des actes sous seing privé, III, 590. — ... omise sur un exemplaire au cas de double écrit, *ibid.* — Acte non signé constitue-t-il commencement de preuve par écrit? III, 589 et 598. — Acte nul pour défaut de signature, peut-il être validé par confirmation ou ratification? III, 586. — Blanc seing, III, 590. — Signification de surenchère, V, 833. — Acte non signé, n'est pas un juste titre pour usucaper par dix ans, V, 834. — ... nécessaire à l'arrêt de compte pour interrompre prescription de courte durée, V, 839.

V. Actes de l'état civil.

SIGNIFICATION. Aux héritiers des titres exécutoires contre le défunt, II, 384. — ... de transport de créances, IV, 694. — ... de jugements

ordonnant radiation d'inscriptions hypothécaires, V, 849. — ... de cession de créance, préalable à saisie immobilière, V, 844. — Prescription est-elle interrompue par signification aux héritiers de titres exécutoires contre défunt ou par signification de transport au débiteur? V, 847.

SILENCE de la loi, n'autorise pas le juge à refuser de juger, I, 37.

SIMULATION. Dans les actes, ses effets, I, 33. — ... en fait de partage, droits de créanciers, II, 393. — ... du prix au cas de retrait successoral, IV, 692. — Donations, rapport à succession, II, 398. — Dispositions à titre gratuit, au moyen d'un contrat onéreux, ou de personnes interposées, III, 418. — ... du prix au cas d'exercice du retrait litigieux, IV, 693. — Transaction sans cause litigieuse, V, 765. — Prête-nom d'un créancier au cas de surenchère, V, 833. — Quand peut être établie par preuve testimoniale, III, 599.

SOCIÉTÉ. Définition ; ce qui est de l'essence du contrat, IV, 713. — Domicile des sociétés, I, 90, 92. — Quels objets placés pour leur exploitation sont immeubles, II, 254. — Actions sont réputées meubles, II, 256. — Différentes espèces ; universelles ou particulières, IV, 715. — ... commerciales ; leurs différentes espèces, *ibid.* — Conditions de la validité du contrat, IV, 714. — Un individu pourvu d'un conseil judiciaire peut-il faire partie d'une société commerciale? I, 249. — Quand permises entre époux, eu égard à leurs conventions matrimoniales, IV, 636. — Obligations des associés entre eux, IV, 716. — Association avec un tiers ou croupier ; effets quant à la société, IV, 717. — Administration de la société, IV, 718. — Droits des associés les uns envers les autres, IV, 717. — Serment à eux déféré, III, 608. — Associé peut-il hypothéquer sa part d'immeubles dans la masse sociale? V, 788. — Usucapion entre associés, V, 851. — Obligations des associés envers les tiers ; dettes de la société, IV, 719 et 721. — Différentes manières dont finit, IV, 720. — Prorogation ; preuve, *ibid.* — Partagé après dissolution, IV, 721. — Répartition inégale des bénéfices et pertes, IV, 713. — Peut-il y avoir lieu au retrait successoral? IV, 692. — Sociétés tacites ou taisebles, IV, 714.

V. Apports d'associés, Bénéfices d'associés.

SOEURS. V. *Frères et sœurs.*

SOL. Droits du propriétaire, II, 277 et 297. — ... de l'usufruitier, II, 341.

SOLES. Durée du bail d'un fonds rural; tacite reconduction, IV, 704. —
 Assolement à suivre par fermier, IV, 706.

SOLIDARITÉ. Aliments, I, 131. — ... du mari cotuteur, I, 194, 229. —
 En matière de copropriété, II, 278, 279. — ... ou de succession, II,
 279. — Quand a lieu entre cohéritiers, pour les dettes, II, 405. —
 Entre plusieurs exécuteurs testamentaires, III, 491. — Ne se pré-
 sume pas, III, 526. — Entre créanciers, III, 526, 527. — Entre
 débiteurs, III, 526, 528. — N'a pas lieu entre héritiers des débiteurs
 solidaires, IV, 724. — A-t-elle lieu de plein droit en matière
 commerciale? III, 526. — Ne rend pas l'obligation indivisible, III,
 533. — Remise de la dette à l'un des débiteurs solidaires, III, 527,
 569. — Quand réception de la part d'un des codébiteurs fait présumer
 remise de solidarité, V, 859-1°. — Paiement par un des codébiteurs;
 subrogation légale, III, 563. — Au cas de débiteurs solidaires, ef-
 fets de la novation, III, 527, 566. — ... ou de la compensation, III,
 527, 571. — ... ou de la confusion, III, 575. — Créanciers ou débi-
 teurs solidaires, serment, III, 527. — ... des propriétaires, au cas de
 gestion de leurs affaires par autrui, IV, 622. — Entre co-auteurs
 ou complices, au cas de crimes ou délits, III, 526; IV, 626. — ... ou
 de quasi-délits, III, 526; IV, 627. — ... du mari, pour dettes de la
 femme, IV, 642, 645. — Dettes solidaires contractées par la femme,
 IV, 643, 653. — ... du subrogé tuteur à défaut d'inventaire à la dis-
 solution de la communauté, IV, 650. — ... des père et mère dotaux
 pour constitution de dot, IV, 667. — ... au cas d'éviction de vente,
 IV, 684. — ... des locataires au cas d'incendie, IV, 702. — Quand a
 lieu entre associés, IV, 719. — ... entre plusieurs emprunteurs à
 usage, IV, 724. — ... ou mandataires, V, 753. — ... ou mandants, V,
 754. — Quand a lieu pour honoraires des officiers ministériels, *ibid.*
 — ... de la caution avec débiteur principal, renonciation au béné-
 fice de discussion, V, 757, 760. — *Quid*, au cas où créancier ne peu
 la subroger dans ses droits, V, 763. — ... entre les codéjusseurs;
 renonciation au bénéfice de division, V, 761, 762. — Effets de la
 transaction avec un des créanciers ou débiteurs solidaires par rapport
 aux autres, V, 768. — Renonciation de la femme à son hypothèque
 légale, par le fait d'obligation solidaire avec son mari, V, 796. — In-
 terruption de prescription à l'égard des codébiteurs solidaires par
 reconnaissance ou interpellation de l'un d'eux, V, 847.

SOLIVES. Mur mitoyen, II, 322.

SOLVABILITÉ du débiteur de rente, garantie entre copartageants, II, 392;

V, 859-2° — ... du débiteur cédé, garantie, IV, 691. — ... de la caution au cas de surenchère, V, 759, 833.

SOMMATION pour faire courir intérêts du tuteur contre mineur, I, 230.

— ... pour mise en demeure; équivalents, III, 547. — ... avant consignation des offres réelles, III, 564. — ... faisant courir intérêts contre l'acheteur, IV, 687. — ... au cas de résolution de plein droit de la vente à défaut de paiement du prix, *ibid.* — ... au cas de purge des hypothèques, domicile élu dans l'inscription, V, 814. — ... au tiers détenteur de payer ou délaisser, V, 825, 832. — ... simple, n'interrompt pas prescription, V, 847. — *Secus* de celle faite au tiers détenteur de payer ou délaisser, V, 831, 847.

SOUCHES. Représentation, II, 361 et suiv. — Partage par souches, II, 390, 391. — Rapport à succession, II, 397. — Contribution aux dettes, II, 405. — Partage d'ascendant, III, 506.

SOUTE pour inégalité de lots, dans partage, II, 279, 391. — ... ou dans partage d'ascendant, III, 508. — Quand propre à l'époux et ne tombe pas dans communauté, IV, 640. — ... pour inégalité de lots dans partage de communauté, IV, 652. — Privilège du copartageant; inscription, V, 793, 813. — ... dans échange; caractère, IV, 695. — ... au cas d'échange d'immeuble d'un des époux communs, IV, 640. — ... ou de l'immeuble dotal, IV, 670. — Privilège du vendeur, V, 793.

SOURCE. Droits du propriétaire, II, 277, 318. — ... fournissant de l'eau à une commune; action possessoire, II, 286, 318. — Ecoulement des eaux, II, 317.

V. *Eaux, Puisage.*

SOURD. Capacité pour disposer à titre gratuit, III, 417. — Testament authentique, III, 417, 436. — Témoin dans testament, III, 439.

V. *Sourd-muet.*

SOURD-MUET. Dispositions à raison de son infirmité, I, 46. — Mariage, I, 410. — Quand peut être interdit, I, 233. — Conseil judiciaire, I, 248. — Capacité pour disposer à titre gratuit, III, 417. — Acceptation de donation, III, 425. — Testament mystique, III, 440. — Testament olographe, III, 436. — Peut faire conventions matrimoniales, IV, 635.

SOUS-LOCATION. Sa différence avec cession de bail, IV, 703. — Droit ou interdiction, *ibid.* — Au cas d'interdiction, *quid* de l'usage par préposés, domestiques ou créanciers? *ibid.* — Obligations du sous-loc-

taire, *ibid.* — Industries différentes, rivaies ou prohibées, IV, 702.
 — Responsabilité du sous-locataire pour dommage, incendie, etc.,
ibid. — Réparations locatives à sa charge, IV, 703. — Eteinte par
 cessation de la location, IV, 704. — Privilège du bailleur par loca-
 taire à l'égard du sous-locataire, V, 791. — Relocation par créan-
 ciers après l'exercice du privilège du bailleur, *ibid.*

SOUS SEING PRIVÉ. Remise, preuve de libération, III, 569.

V. *Acte sous seing privé.*

SOUTERRAIN. Propriété, II, 277. — Ne constitue pas une servitude, II, 315.

STATUES. Quand sont meubles ou immeubles, II, 234. — ... ou meubles
 meublants, II, 235. — Quand immeubles par destination, donation
 assujettie à transcription, III, 480.

STATUTS réels et personnels; ce que c'est, I, 29. — ... quant au droit e.
 à la forme de tester, III, 430. — ... locaux, en fait de contrat de ma-
 riage, abrogation, IV, 637.

STELLIONAT. Cas où il a lieu, V, 772. — Maris et tuteurs n'ayant pas fait
 connaître les hypothèques légales des femmes et mineurs, V, 772, 806
 — Quand femme s'en rend coupable, V, 774. — Obstacle à cession de
 biens, III, 565. — Contrainte par corps, V, 772, 774.

STIPULATION pour autrui; cas et règles, III, 617. — Libéralités, formes,
 III, 428. — Rente viagère, V, 747.

SUBROGATION. Ce que c'est, IV, 690. — Légale, caractères; quand a lieu,
 III, 563. — Conventionnelle, caractères, formes, III, 563. — De choses,
 II, 264. — Dans la poursuite de vente des immeubles de succession
 bénéficiaire, II, 386. — Au profit du cohéritier qui a payé les dettes
 de succession au delà de sa part, II, 406. — Du donataire aux droits
 du créancier du donateur, III, 481. — Du légataire de la chose hypothé-
 quée, par suite de paiement au créancier, III, 495, 497. — D'un dé-
 biteur solidaire contre ses codébiteurs, III, 528. — Impossibilité par le
 créancier de subroger dans ses droits contre la caution ou le débiteur
 solidaire, III, 528; V, 763. — Au cas de paiement; caractères, effets,
 III, 563. — N'a pas lieu au cas de paiement par un tiers, III, 558. —
 Au cas d'acquisition d'un immeuble comme remploi d'un propre des
 époux, IV, 644. — Échange pendant la communauté, IV, 640. — Dans
 les droits du créancier, au profit de la caution qui a payé, V, 761. —
 Contre les codébiteurs, par la caution qui a payé, V, 762. — Quand
 ne peut s'opérer par fait du créancier, caution est déchargée, V, 763.

— Dans privilège au cas d'avances pour frais funéraires, V, 790. — ... du prêteur de fonds pour acquisition, conservation et amélioration d'un immeuble; inscription, V, 793, 813. — Dans le privilège du vendeur; rang, V, 829. — D'un créancier à la place d'un autre, V, 826. — Par la femme à son hypothèque légale en faveur d'un tiers; conditions, effets, V, 796. — Diffère-t-elle de cession ou renonciation? *ibid.* — Inscription est-elle nécessaire, ainsi que mention de la subrogation dans l'inscription? V, 806. — Mainlevée donnée par le créancier, V, 819. — Dans droits et actions devenue impossible au profit du tiers détenteur, V, 825.

SUBROGÉ TUTEUR. Quand lieu d'en nommer un, I, 211. — ... au cas de tutelle officieuse, I, 182. — ... ou protuteur, I, 196. — ... au cas d'interdiction, I, 235. — ... ou d'interdiction légale par suite de condamnation, I, 70. — Incapacités; exclusion, I, 213. — Obligation d'accepter la charge, I, 214. — Dispenses légales, I, 215. — Quand et devant qui causes de dispenses doivent être présentées, I, 216. — Comment est nommé, I, 211. — Curateur au ventre l'est de droit, I, 244. — Ses droits et obligations, I, 225. — Au cas de tutelle provisoire des enfants de l'absent, I, 107. — Assistance à l'inventaire, I, 219. — Doit le provoquer au cas de dissolution de communauté, IV, 650. — Surveille l'administration du tuteur; état de situation, I, 225. — Quand sa présence est nécessaire pour validité des actes du tuteur, I, 211, 225. — N'est pas nécessaire pour recouvrement des créances, placement des capitaux, I, 221. — Quand peut attaquer délibérations du conseil de famille, I, 204. — Devoirs au cas de destitution du tuteur, I, 228. — Assiste à reddition de compte de tutelle, I, 219. — Dispositions à titre gratuit en sa faveur par le mineur, I, 224; III, 418. — Peut-il se rendre adjudicataire des biens du mineur? I, 224; IV, 679. — Obligation de faire inscrire hypothèque légale sur tuteur, V, 806. — Notification à lui faire pour purge de l'hypothèque légale, V, 836. — Réduction de l'hypothèque légale, V, 812. — Sa responsabilité, I, 210, 225; IV, 650; V, 806. — Est-il soumis à l'hypothèque légale? V, 795. — Quand cesse subrogée tutelle; remplacement, I, 231.

SUBSISTANCES (Fournitures de). Privilège; ce qu'il faut entendre par subsistances, V, 790.

SUBSTITUTIONS. Définition, III, 465. — Historique, III, 414. — Objet de critique, II, 350. — ... prohibées, caractères, III, 465. — ... pupillaire, quasi-pupillaire, exemplaire ou compendieuse, III, 466. — ... vulgaire, legs d'usufruit, *ibid.* — Cas où a lieu, III, 465, 466. —

Doit-elle être assimilée à donation de biens présents et à venir, III, 518. — Stipulation du droit de retour au profit d'un tiers, III, 475. — Des majorats, III, 467. — Les biens constituent patrimoine distinct, II, 264. — Autorisées par la loi du 17 mai 1826, III, 414, 472. — Qui peut substituer ; qui peut être grevé ou appelé ; quels biens ; par quels actes, III, 468. — Mesures pour conservation des droits des appelés, III, 469. — Tuteur ; nomination, devoirs, responsabilité, III, 469. — Actes dans lesquels il doit intervenir, III, 470. — Droits et obligations du grevé, *ibid.* — Inaliénabilité des biens grevés, II, 261. — Déchéance du grevé pour innaccomplissement des obligations, III, 469. — Droits et obligations des appelés, III, 471. — Cas où substitution ouverte du vivant du grevé, III, 469, 471. — Quand peut être révoquée, III, 468. — Nullité de substitution entraîne nullité d'institution, III, 501.

SUBSTITUTS. Quand ne peuvent se rendre adjudicataires, IV, 679. — ... ni cessionnaires de droits litigieux, IV, 693. — Quand sont exempts de tutelle, I, 215.

V. *Ministère public, Procureur général, Procureur impérial.*

SUCCESSION. Préliminaires ; définition ; différentes espèces, II, 349. — Notions historiques, II, 350. — Système des successions critiqué, I, 15. — Succession de l'étranger, I, 29. — ... du mort civilement et succession à son profit, I, 67. — ... de l'absent, I, 96. — ... ou celles ouvertes à son profit, I, 105. — Ouverture, II, 351. — Présomptions de vie ou de mort entre personnes appelées à se succéder réciproquement, II, 352. — Lieu de l'ouverture, domicile, I, 91. — 1° *A qui déferées.* Personnes appelées à succéder ; ordre des successions, III, 357. — Cet ordre ne peut être modifié par contrat de mariage, IV, 637. — Différentes classes d'héritiers, II, 358. — ... déferées aux descendants du défunt ; ordre dans lequel ils succèdent, II, 357 à 359, 362, 363. — ... aux frères et sœurs ou à leurs descendants, II, 357 à 359, 364, 365. — ... aux ascendants, II, 357 à 359, 366. — ... aux collatéraux, II, 357 à 359, 367. — Division entre lignes paternelle et maternelle, II, 360. — Droit de représentation, II, 361. — Droits de succession au cas d'adoption, I, 179. — Successions irrégulières ; ordre, II, 368. — Droits de succession pour l'enfant naturel reconnu, I, 171 ; II, 369. — ... ou aux biens délaissés par lui, II, 370. — ... pour enfants adultérins ou incestueux, I, 172. — Droits du conjoint survivant et de l'État, II, 371. — *Quid*, pour le conjoint au cas de divorce ? I, 147. — ... ou de séparation de corps, I, 156. — Personnes incapables

de succéder, II, 353, 354. — Cessation de l'incapacité entraîne-t-elle révocation de donation pour survenance d'enfant ? III, 485. — Personnes indignes de succéder, II, 353, 355. — 2° *Acceptation*. Droit des créanciers de contraindre l'héritier à prendre qualité, II, 381. — Faculté d'accepter, délai, II, 377, 378-6°. — Capacité pour accepter, II, 378-1°. — Acceptation par le tuteur, I, 221. — Acceptation expresse ou tacite, actes faisant réputer l'acceptation, II, 378-3°. — ... ne peut être partielle, II, 378-2°. — ... ni conditionnelle, excepté sous bénéfice d'inventaire, II, 378-6°. — Acceptation bénéficiaire, II, 379. — 3° *Renonciation*. Faculté de renoncer, délai, II, 377, 378. — Capacité, mode, effets, II, 376, 380. — ... par le tuteur au nom du mineur, I, 221. — ... par le mineur émancipé, I, 242. — ... par le mari à successions échues à la femme dotale, IV, 669. — Quand peut être faite par mandataire, V, 753. — Renonciation ne peut être partielle, II, 376, 380. — ... ni conditionnelle, II, 380. — Condition de renonciation apposée dans disposition à titre gratuit, III, 464. — N'est plus possible après acceptation ; exception, II, 378-9°. — *Secus*, quant à l'institution contractuelle, III, 517. — ... à la succession du donateur, au cas de donations de biens présents et à venir, III, 518. — N'est plus permise à l'héritier bénéficiaire, même mineur, III, 386. — Toutefois abandon possible des biens, II, 386, 396. — Cas où renonciation peut être annulée, II, 380. — Peut-elle être rétractée, au cas de nullité de la donation à l'héritier qui a renoncé pour s'en tenir à son don ? II, 402. — Renonciation à succession acceptée, après découverte d'un testament, II, 278. — Quand renonciation emporte néanmoins acceptation tacite, II, 378. — Effets de la renonciation, II, 380. — ... quant aux cohéritiers, II, 376. — Dispense de rapport, II, 395, 396. — Enlève droit de le demander, II, 397. — Cas où l'héritier renonçant s'en tient à son don ou à son legs, II, 380, 402. — Doit-il être compté pour fixer la réserve, III, 450. — Renonciation éteint droit à la réserve, III, 452, 458. — Avantages indirects entre époux en secondes noces avec enfant d'un premier lit, III, 461. — Enfant renonçant au cas de substitution ; effets quant au droit du disposant, III, 468. — Bénéfice de l'institution contractuelle acquis aux enfants de l'institué renonçant, III, 517. — 4° *Droits et obligations en résultant*. Transmission aux héritiers, saisine, II, 376. — Droits et obligations des héritiers, étendue, II, 382, 384. — Droits et obligations de l'héritier par rapport à ses cohéritiers, II, 387 et suiv. — Droits et obligations des successeurs irréguliers, II, 407 et suiv. — Partage, II, 388 et suiv. — Rapports, II, 394 et suiv. — Vente des

biens aux enchères, IV, 676. — Créances héréditaires, II, 403. — I. *Dettes et charges*. Obligations des héritiers, II, 268, 384, 404. — *Quid*, quand on a seulement succédé par représentation du défunt, II, 361. — Comment les cohéritiers en sont tenus, II, 266, 476, 406. — Cohéritiers bénéficiaires, II, 386. — Au cas de paiement par l'héritier bénéficiaire, subrogation, III, 563. — Dettes, au cas de séparation de patrimoines, II, 385. — Comment l'enfant naturel en est tenu, II, 407. — *Quid* de l'État en qualité de successeur irrégulier, II, 371. — Comment les légataires tenus, II, 349. — Légataire universel ou à titre universel, II, 268 ; III, 496, 498. — Legs conjoint, III, 503. — Légataire à titre particulier, III, 496. — Des héritiers après délivrance des legs au légataire universel ou à titre universel, III, 498. — Dettes qui doivent être déduites de la masse pour évaluer la quotité disponible, III, 453. — Au cas de donation entre époux pendant le mariage, III, 522. — Paiement par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Remboursement par le cessionnaire de l'hérédité de ce que le cédant a payé ou devra payer, IV, 692. — II. *Dispositions diverses*. Successions mobilières ou immobilières échues aux époux pendant la communauté, IV, 640, 646. — Biens provenant de successions ne peuvent entrer dans une société universelle de biens présents, IV, 713. — ...échues à la femme, hypothèque légale, point de départ, V, 796. — Inscription prise par créancier depuis l'ouverture de la succession, nulle en ce qui concerne succession bénéficiaire, IV, 808. — Acquisition d'une succession par prescription de trente ans, II, 376. — Peut-on appliquer à une succession mobilière la règle qu'en fait de meubles possession vaut titre ? V, 849. V. *Bénéfice d'inventaire, Cohéritiers, Héritiers, Indignité de succéder, Partage, Rapport à succession*.

SUCCESSION FUTURE. Tous pactes ou conventions sur elle, nuls, II, 267, 377 ; III, 616. — Cette nullité est-elle applicable à la succession de l'absent ? II, 377. — Renonciation pas permise, III, 517, 568. — ... même par enfant naturel, II, 407. — Renonciation d'avance au bénéfice d'inventaire, II, 379. — ... ou au droit à la réserve, III, 458. — Exception au cas de concours des héritiers à l'aliénation faite au profit d'un successible, III, 453. — Pactes contenus dans un contrat de mariage, IV, 637. — ... peut être objet de donation par contrat de mariage, III, 514, 517. — Vente ou cession de droits, nulle, IV, 691, 692. — Transaction, nulle, V, 767. — Prescription de la nullité, III, 534. V. *Donation par contrat de mariage*.

SUCCESSION VACANTE. Quand une succession doit être réputée telle, II, 410. — Conséquences de la vacance, II, 411. — Appartient à l'État, II, 259, 260. — Dettes, mode de paiement, II, 411. — Réduction des legs à titre particulier, III, 497. — Vente des biens aux enchères, IV, 676. — Réquisition d'inscriptions sur les biens, V, 808. — Leur renouvellement, V, 818. — Prescription contre elle ou à son profit, V, 845.

SUGGESTION. V. *Captation*.

SUPERFICIE (DROIT DE). Ce que c'est, II, 280. — Droit distinct du fonds, II, 277. — Diffère de servitude, II, 316. — Constructions et plantations par propriétaire de la superficie, II, 297. — Est-il susceptible d'hypothèque? V, 788.

SUPPOSITION DE PART. Précautions à prendre par curateur au ventre, I, 244. — De l'action en supposition de part, I, 160.

SUPPRESSION D'ÉTAT, I, 160.

SURENCHÈRE. En matière d'aliénation volontaire : cas, délai, formes, V, 833. — ... par femme mariée, autorisation, I, 134. — ... par mari, comme administrateur des biens dotaux, IV, 668. — Caution à fournir, V, 759 et 833. — Cette caution n'est pas judiciaire, V, 764. — Conséquences du défaut de surenchère, V, 834. — Ses effets, V, 835. — Garantie au cas d'éviction, IV, 685. — N'est point un obstacle à l'action en rescision de la vente pour cause de lésion, IV, 689. — En matière d'expropriation forcée, IV, 676.

SURSÉANCE, SURSIS. A l'instance en divorce jusqu'après la poursuite au criminel des faits allégués, I, 142. — ... à poursuites pendant délai pour faire inventaire et délibérer, II, 381. — ... accordé par le juge au cas de révocation de donation pour inexécution des conditions, III, 483. — ... à poursuites contre un débiteur, III, 561. — ... à défaut de légalisation des actes authentiques, III, 589. — ... au paiement du prix par l'acquéreur au cas de trouble, IV, 687. — ... accordé au débiteur, effet à l'égard de la caution, V, 757. — ... à poursuite de saisie immobilière, V, 841.

SURVENANCE D'ENFANT. Pas cause de décharge de tutelle, I, 215. — Cause de révocation des donations, I, 179 ; II, 483 et 485. — Mais non des donations à titre onéreux, III, 477. — Quand révoque les donations en faveur du mariage, III, 515. — Ne révoque point les donations entre époux pendant mariage, III, 512. — ... ni les testa-

ments, III, 485 et 502. — Quand révoque institution contractuelle, III, 517. — Au cas de substitutions permises, III, 468.

SURVIE. Avantages de survie entre époux, après divorce, I, 148. — ... ou après séparation de corps, I, 156; IV, 649. — Présomptions, II, 382. — *Quid*, au cas du décès simultané de deux époux? IV, 662. — Effets relativement aux successions déférées, II, 376. — ... des père ou mère de l'enfant décédé sans postérité, usufruit des biens dévolus à l'autre ligne, II, 360. — ... des enfants du premier lit, nécessaire pour la réduction des dispositions entre époux, III, 461. — ... nécessaire pour exercice de la substitution par les appelés, III, 471. — ... du donateur, au cas d'institution contractuelle, III, 517. — ... ou de donation de biens présents et à venir, III, 518. — ... au cas de donation entre époux par contrat de mariage, III, 519 et 520. — Droits ou gains de survie ne sont pas ouverts par la séparation de biens, IV, 649. — ... au cas de stipulation de rente viagère sur plusieurs têtes, V, 747.

V. Gains.

SUSCRIPTION (ACTE DE). Testament mystique, III, 440. — ... assujéti aux règles des actes notariés, III, 434.

SYNALLAGMATIQUE (CONTRAT). Ce que c'est, III, 611. — Sous seing privé, nombre d'originaux, mention, III, 590.

T

TABAC. Culture; restriction du droit de propriété, II, 276.

TABLEAUX. Quand sont meubles meublants, II, 255. — ... meubles ou immeubles, II, 254. — ... immeubles par destination, donation assujéti à transcription, III, 480. — ... placés par usufruitier, II, 312. — Quand ne sont point à comprendre dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 455. — Vente, conséquences quant au droit de reproduction, IV, 694. — Erreur sur l'auteur, garantie, IV, 686.

TABLES. Sont meubles meublants, II, 255.

TACITE RECONDUCTION. Ce que c'est, IV, 704. — ... en matière de bail de meubles, IV, 697. — ... de bail d'immeubles, IV, 704. — ... de cheptel, IV, 712. — ... de louage de services, IV, 707. — Étendue du privilège du bailleur, V, 791. — Au cas d'usucapion, suppose possession de même nature qu'auparavant, V, 851.

TAILLES. En quoi consistent, espèce de titre écrit, III, 588 et 593. — Font foi des fournitures, III, 593. — Ne constituent pas arrêté de compte interrompant les prescriptions de courte durée, V, 859.

TAISSERIES. Sont meubles meublants, II, 255.

TÉMOINS. 1° *Dans les actes.* Mort civilement incapable, I, 67. — Actes de l'état civil, I, 146. — ... de mariage, I, 112. — Actes respectueux, I, 128. — Testaments, III, 433 et 439. — Un des témoins, exécuteur testamentaire, III, 491. — Actes notariés, I, 128; III, 589. — Contrat de mariage, IV, 636. — Constitution d'hypothèque, V, 800. — 2° *Judiciaires.* Enquête pour déclaration d'absence, I, 97. — Femme mariée; autorisation non nécessaire, I, 134. — Au cas de divorce ou de séparation de corps, I, 142. — Preuve de la filiation, I, 162 et 170. — Enquête au cas d'interdiction, I, 234. — Ou d'action possessoire, II, 292. — Preuve testimoniale, III, 595 et suiv. — Nombre de témoins exigé pour la preuve testimoniale, III, 595 et 599. — Serment peut-il être déferé contre leurs dépositions? III, 608.

V. *Actes de l'état civil, Preuve testimoniale, Testament.*

TERME. Son accomplissement eu égard au jour et à l'année, V, 846. — ... de paiement, est-il atteint le jour fixé ou seulement le lendemain? V, 748. — ... au cas de paiement de dette solidaire, III, 528. — ... stipulé en faveur du débiteur ou du créancier, III, 537. — Échéance, débiteur constitué en demeure, III, 547. — Ne peut être invoqué par débiteur qui a fait cession de biens, III, 565. — Autres cas de déchéance pour le débiteur, III, 537. — ... de grâce ou accordé par le juge, III, 537 et 561. — N'empêche point la compensation, III, 571. — Paiement avant l'échéance, répétition, IV, 623. — ... pour le paiement de la dot, intérêts, IV, 633. — ... pour restitution de la dot, IV, 673. — Ventes ou marchés à terme, IV, 680; V, 745. — ... pour paiement du prix de vente, IV, 687. — ... pour le retraitement de la chose par l'acheteur, *ibid.* — Actes d'attermoiements consentis par gérant de société, IV, 718. — ... pour restitution du prêt à usage, IV, 723 à 725. — ... ou du prêt de consommation, IV, 727. — Prorogation, stipulation usuraire, IV, 729. — ... pour rachat de rente, IV, 721. — ... pour débiteur, effet à l'égard de caution, V, 757. — Quand échéance ou non échéance permet à la caution d'agir contre débiteur, paiement anticipé, V, 761. — Prorogation, entraîne décharge de caution, V, 763. — ... de loyers pour lesquels privilège du bailleur, V, 791. — Vente d'effets mobiliers à terme, privilège du

vendeur, *ibid.* — ... pour renouvellement des inscriptions, V, 822. — ... de grâce, quand profite au tiers détenteur, V, 823. — Echange de la créance, nécessaire pour saisie immobilière, V, 844. — Inscription d'une créance à terme, point de départ, V, 836.

V. *Délai.*

TERMES (Expressions). Dans un acte de disposition à titre gratuit, II, 411. — Point de sacramentels pour donation et acceptation, III, 427. — ... dans les testaments, interprétation, III, 418, 434, 486, 487 et 490. — dans les contrats, III, 618. — Termes énonciatifs dans actes authentiques, III, 589. — ... ou dans les actes sous seing privé, III, 590. — ... équivalents pour stipuler solidarité, III, 526. — Point sacramentel pour constater une subrogation au cas de payement, III, 563. — ... et pour faire novation ou délégation, III, 566. — ... ou pour stipulation de emploi au profit d'un des époux, IV, 644. — ... ou dans les bordereaux d'inscriptions, V, 815. — ... ou pour les offres de payer par le tiers détenteur dans les notifications aux créanciers inscrits, V, 832.

TESTAMENT. Définition, III, 416. — Mode de disposer à titre gratuit, III, 412. — Est de droit naturel, III, 416. — Droit de tester, conséquence du droit de propriété, II, 207, 350. — Du droit de tester sous l'ancien droit, II, 350. — 1° *Par qui.* Capacité pour le faire, santé d'esprit, III, 416, 417. — Insanité d'esprit peut être prouvée par témoins, III, 397. — ... fait *ab irato*, III, 417. — Capacité du testateur au jour du testament et au jour du décès, III, 417, 419. — ... par le mort civil, I, 67. — ... par la femme mariée, autorisation non nécessaire, I, 134. — ... par l'interdit, est-il nul de plein droit ? I, 236. — ... par l'individu frappé d'interdiction légale, I, 70. — ... par l'individu pourvu de conseil judiciaire, I, 249. — 2° *Dispositions.* Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167. — Adoption, I, 480. — Délation de tutelle, I, 208. — Conseil nommé par le mari à la femme survivante, I, 247. — Reconnaissance d'obligation, III, 585. — Institution d'héritier, III, 416, 486. — Legs universel, à titre universel ou à titre particulier, III, 486 et suiv. — Dispositions à charge de substitution, III, 468. — Nomination d'exécuteur testamentaire, III, 491. — Partage d'ascendants, III, 505. — Disposition des biens dotaux, IV, 670. — Constitution de rente viagère, V, 747. — 3° *Formes.* Formalités ; leur but, III, 430 et suiv. ; 433. — *Quid*, au cas de relation à un autre acte ? III, 416. — Formalités anciennes, effet rétroactif, I, 28. — Testament fait par l'étranger ou en pays étranger, III, 430. — Testament nuncupatif ou verbal, III, 416. — *Quid*, de celui fait en pays étranger ? III, 430. — Testament conjonctif

ou réciproque, non permis, III, 431. — *Quid*, s'il a été fait en pays étranger? III, 430. — Et *quid* de celui contenant partage d'ascendant? III, 509. — Des termes et de la langue à employer dans les testaments, III, 434. — Point de termes formels pour constater l'accomplissement des formalités, III, 433. — Différentes formes de testaments, III, 432. — Du droit de choisir entre ces formes, III, 436. — I. *Testament authentique*. Définition, III, 439. — Est de droit commun, III, 432. — Capacité pour le faire, III, 436. — Ses formalités, III, 439. — Déterminées par la loi du 25 ventôse an XI, III, 433, 434, 439. — Témoins : nombre, domicile, qualités, erreur commune, III, 433, 439. — Dictée par le testateur; écriture par le notaire, III, 439. — Legs fait au notaire ou aux témoins, *ibid.* — Ratures, corrections, renvois, *ibid.* — Lecture au testateur en présence des témoins, III, 436, 439, 502. — Langue étrangère, traduction, lecture, témoins entendant les deux langues, III, 434. — Mentions relatives à l'accomplissement des formalités, III, 439. — Signature par le testateur, les témoins et le notaire, III, 435, 439. — Reste en minute, III, 502. — Garde et conservation, III, 489. — Nul pour défaut de capacité des témoins ou pour inobservation de formes, nul pour le tout, III, 439. — En ce cas, point valable comme acte sous seing privé, III, 589. — II. *Testament mystique*. Définition, III, 440. — Est de droit commun, III, 432. — Capacité pour le faire en la forme, III, 436, 440. — Ses formalités, III, 440. — Langue, III, 434. — Écriture par le testateur, III, 440. — Abréviations, interlignes, surcharges, renvois, III, 434. — Date, *ibid.* — Signature du testateur, III, 435, 440. — Clôture et cachet, présentation au notaire et aux témoins, III, 440. — Acte de suscription, *ibid.* — Ne reste point en minute, mais seulement garde et dépôt par le notaire; par conséquent retrait possible, III, 502. — Ouverture en présence du notaire et des témoins, III, 489. — Sa force probante; inscription de faux, III, 440. — Nul en la forme; quand peut valoir comme testament olographe, III, 440, 502. — III. *Testament olographe*. Définition, III, 437. — Est de droit commun, III, 432. — Capacité pour le faire, III, 436. — Ses formalités, III, 437. — Écriture par le testateur, III, 430, 437. — Langue, III, 434. — Abréviations, interlignes, ratures, surcharges, renvois, III, 434, 437. — Date, III, 430, 434, 437. — Celle du lieu pas nécessaire, III, 437. — Place de la date, *ibid.* — Foi due à la date, III, 438. — Date fautive ou erronée, III, 437, 438. — Signature, III, 435, 437. — Écrit sur plusieurs feuilles, ou plusieurs testaments sur une même feuille, III, 437. — Lettre missive; registres, *ibid.* — Papier timbré, III, 437, 438.

—Garde, présentation au président, dépôt à un notaire, III, 489. — Sa force probante, III, 438. — Plus à l'abri du soupçon de captation, III, 422. — Vérification de l'écriture, III, 498. — IV. *Testaments privilégiés*. Ce que c'est, III, 432. — ... militaire, III, 432, 441. — ... sur en mer, III, 432, 443. — ... en temps de pestes ou de maladies contagieuses, III, 432, 442. — Formes spéciales, III, 433. — Des témoins, III, 441 à 443. — 4^e *Exécution, révocation, suppression, nullité*. Interprétation des testaments et des termes y employés, III, 416, 434, 486, 487, 490. — Exécution par l'exécuteur testamentaire, III, 491. — Ouverture de celui de l'absent, I, 98. — Ancienneté sans influence sur la validité, III, 416. — Découverte de testament, restitution contre une acceptation de succession, II, 378. — ... ou contre la renonciation, II, 380. — Est essentiellement révocable, III, 416. — Révocation par le testateur, III, 501, 502. — ... olographe peut révoquer le testament authentique, III, 502. — Révocation tacite, dispositions incompatibles ou contradictoires, III, 502. — ... ou bien lacérations, ratures, etc., *ibid.* — *Quid*, quand ce testament est lu en double ? *ibid.* — ... lacéré ou biffé pour une partie, valable pour le surplus, *ibid.* — Cas de révocation après la mort du testateur, III, 504. — Perte, suppression par un tiers, preuve, III, 416. — Caducité des legs, III, 501, 503. — ... nul en la forme, ratification, exécution volontaire, III, 433. — ... nul au fond pour partie, valable pour le surplus, III, 422, 504. — ... au cas de nullité, *quid* des dispositions étrangères ? III, 416. — ... annulé, fait-il revivre testament antérieur ? III, 422. — ... nul, peut-il être validé par testament ultérieur ? III, 416. — Demande en nullité, tribunal compétent, II, 351. — Action en nullité, prescription de dix ans, III, 584.

V. *Dispositions à titre gratuit, Exécuteur testamentaire, Legs, Quotité disponible*.

THÉÂTRE. Décorations, etc., sont-elles immeubles par destination ? II, 254.

TIERS. Droits fondés sur l'existence d'un enfant conçu, I, 43. — Exception tirée du défaut d'autorisation de femme mariée, I, 134. — Droits acquis au cas de nullité du divorce, I, 150. — Action en recherche de la maternité, I, 170. — Constructions et plantations faites avec les matériaux d'autrui, II, 297. — Donation à son profit, acceptation, III, 426. — Stipulation à son profit, condition de donation, III, 415. — Nécessité de la transcription des donations, III, 480. — ... charge de remettre un don manuel, III, 428. — Effets des contrats à leur

égard, III, 617. — Stipulation au nom d'un tiers ou pour lui; porte fort, *ibid.* — Contrat au nom d'un tiers sans mandat, III, 579. — Foi due par eux aux actes authentiques, III, 589. — Foi à leur égard des actes sous seing privé; date certaine, III, 590. — Dépôt entre les mains d'un tiers d'un acte sous seing privé non fait double, III, 590. — Leurs droits au cas de lésion par un acte simulé, I, 33. — Des contre-lettres à leur égard, III, 589. — Créanciers sont des tiers quand exercent l'action paulienne, III, 555. — Des tiers relativement aux personnes morales, I, 41. — Paiement fait par un tiers, III, 558. — ... et cela avec subrogation, III, 563. — Compensation ne peut avoir lieu à leur préjudice, III, 573. — Leurs droits sauvegardés au cas de confirmation d'une obligation, III, 586. — Aveu point opposable au tiers, III, 605. — Serment ne peut lui être déféré ni déféré par lui, III, 608. — Disposition en sa faveur dans un contrat de mariage, ou clause d'association, III, 512, 517. — Changements ou contre-lettres au contrat de mariage sans effet à leur égard, IV, 636. — Garantie de dettes de l'un des époux communs, IV, 660. — Quand l'acquéreur doit être considéré comme tiers au cas d'éviction, IV, 685. — Tradition nécessaire pour validité à leur égard de la transmission de chose mobilière, V, 837. — Comment cessionnaire de créance saisi à leur égard, IV, 691. — ...troublant le preneur, dénonciation, action en garantie contre le bailleur, IV, 701. — Leurs droits vis-à-vis de la société ou de chaque associé, IV, 719. — Vie d'un tiers, objet d'un contrat d'assurance, V, 744. — Rente viagère stipulée par un tiers ou au profit d'un tiers, V, 747. — Leurs rapports avec le mandant et le mandataire, V, 755. — Gage donné par un tiers, V, 778. — Leurs droits sur chose donnée en gage, V, 779. — ... ou sur un immeuble donné en antichrèse, V, 784. — Peut constituer hypothèque, V, 799. — ... ou requérir inscription, V, 804. — Transcription est, à leur égard, condition essentielle pour validité de transmission immobilière, V, 813, 837, 840. — Quand actes faits avec eux, interruptifs de prescription, V, 847. — Ne peuvent souffrir ni profiter de suspension ou interruption de prescription, V, 845.

TIERS ACQUÉREUR, TIERS DÉTENTEUR. Des biens de l'absent, I, 105. — Action possessoire, II, 289, 290. — Travaux faits sur le sol d'autrui, II, 297. — Mitoyenneté de mur, acquisition, action contre lui, II, 322. — Revendication de biens indivis, II, 387. — Rescision du partage pour lésion, II, 393. — Immeubles rapportés à succession, II, 400, 401. — Revendication par enfant naturel pour sa part héréditaire, II,

407. — Réduction des donations, III, 457. — ... ou libéralités entre époux en secondes noces avec enfant d'un premier lit, III, 461. — Défaut de transcription des donations, III, 480. — ... ou de donations grevées de substitution, III, 469. — Revendication par appelés à substitution, III, 471. — Révocation de donation pour inexécution des conditions, III, 483. — ... ou pour ingratitude, III, 484. — ... ou pour survenance d'enfant, III, 485. — Revendication du légataire : titre particulier, III, 495. — ... au cas de résolution du titre de celui avec qui il a contracté, II, 278. — ... ou d'accomplissement de condition résolutoire, III, 536. — Actes faits en fraude des droits des créanciers, III, 535. — Revendication d'immeubles du mineur vendus sans formalités légales, III, 583. — Action au cas de chose indûment reçue, IV, 623. — De l'immeuble dotal, éviction, garantie, IV, 670. — Résolution de la vente à défaut de paiement du prix, IV, 687. — ... ou rescision pour lésion, IV, 689. — Exercice du réméré, IV, 688. — Revendication de la chose par l'échangiste, IV, 695. — Acquisition de bonne foi du dépositaire, V, 736. — Effets des privilèges et hypothèques contre lui, V, 786. — Hypothèques ne sont opposables qu'autant qu'elles sont inscrites, V, 817. — ... exception pour hypothèques légales, V, 806. — Paiement, subrogation, renouvellement d'inscription, V, 818. — Poursuites du droit hypothécaire contre lui, V, 821, 824, 825. — ... d'une partie de l'immeuble, poursuites pour toute la dette, V, 822. — Sommation de payer ou de laisser ; exceptions à opposer, V, 825. — Cette obligation est obligation réelle, III, 529. — Notification aux créanciers inscrits pour purger, V, 832. — Ses droits et obligations à défaut de surenchère, V, 834. — ... ou au cas de surenchère, V, 835. — Formalités pour purger hypothèques légales, V, 836. — Saisie immobilière pratiquée contre lui, V, 841. — Peut-il se rendre adjudicataire de l'immeuble saisi ? IV, 679. — Prescription à son profit du droit hypothécaire par dix ans, V, 831, 839-1°. — Poursuites contre lui interrompent-elles la prescription contre débiteur ? V, 847. — Doit-il être assigné par créancier en reconnaissance de son droit ? V, 848. — Usucapion par trente ans, V, 853. — ... ou par dix et vingt ans, V, 854.

TIMBRE. Testament olographe sur papier non timbré, III, 437, 438. — Des quittances, à charge de qui ; poursuites, III, 561. — Certificat de contrat de mariage par le notaire pour l'officier de l'état civil ; exemption, IV, 636. — Privilège du Trésor pour les droits et amendes, V, 828. — Bordereaux d'inscription, V, 814. — Registres et certificats du conservateur, V, 805, 839.

RAGE AU SORT. Partage, II, 391. — Partage avec un mineur, I, 221.

TRE, TITRES. Diverses acceptions du mot, II, 343; III, 588; V, 854.
 — ... écrits ou non écrits, III, 588. — Quand doivent être considérés comme immeubles, II, 234. — ... non compris dans vente de maison avec tout ce qui s'y trouve, II, 253. — Leur remise après partage, II, 391. — Exécution contre héritiers, signification, II, 384. — Remise volontaire, preuve ou présomption de libération, III, 569. — ... supprimé au cas de paiement par erreur, répétition, IV, 623. — ... authentiques; caractères, formes, effets, III, 589. — ... exécutoires, I, 18. — ... sous seing privé; caractères, formes, effets, III, 590. — ... primordiaux, représentation ou relation dans les actes récongnitifs, III, 585. — Copies des titres, III, 594. — Leur remise en cas de vente, IV, 683. — ... ou au cas de cession de créance, IV, 691. — Restitution obligée, contrainte par corps, V, 772. — Privilège du bailleur sur ceux se trouvant dans lieux loués, V, 791. — Enonciation de leur nature et de leur date dans bordereaux d'inscription, V, 814. — ... à produire au conservateur lors de la réquisition d'inscription, V, 807, 814. — ... ou pour leur radiation, V, 819. — ... ou pour transcription, V, 839. — ... justificatifs de solvabilité de la caution au cas de surenchère, V, 833. — Usucapion point permise contre et outre le titre; interversion, V, 851. — Du juste titre pour usucaper par dix et vingt ans, V, 831, 854. — ... point nécessaire pour l'usucapion par trente ans, V, 853. — En fait de meubles, possession vaut titre, V, 849.

TITRE NOUVEL. Reconnaissance de servitude, II, 335. — Quand peut être exigé, III, 585; V, 843.

TOITS. Egout des toits, II, 330. — Présomption de propriété du terrain, II, 330.

TOLÉRANCE (ACTES DE). Droit de passage, II, 331. — Ne peuvent fonder de prescription, V, 851.

TONNES. Quand sont immeubles par destination, II, 234.

TOURBIÈRES. Usufruitier, II, 308.

TOUR D'ÉCHELLE. Servitude, II, 331. — *Quid*, au cas de servitude de gouttière? II, 338.

TRADITION. Pas nécessaire pour transmettre la propriété au donataire, III, 480, 481. — Suffit pour la validité des dons manuels, III, 427, 428. — ... au cas de donation d'objets mobiliers sans état estimatif, III, 429. — Est l'objet d'une obligation réelle, III, 529. — ... réelle ou

feinte, au cas de vente, IV, 683. — Nécessaire pour transmission de la propriété de chose mobilière à l'égard des tiers, V, 837. — Ses effets au cas de vente successive d'un objet mobilier à deux personnes, II, 345; III, 531; IV, 675, 683, 716. — ... de droits incorporels, IV, 683. — ... manuelle suffit pour transmission d'effets : porteur, V, 849. — Epoque de celle de l'apport social à considérer relativement à la dissolution de la Société pour perte de la chose, IV, 720. — ... nécessaire pour prêt à usage, IV, 723. — ... pour prêt à consommation, IV, 726. — ... pour dépôt, V, 734. — ... pour gage, V, 778. — ... pour antichrèse, V, 783.

TRAITÉ entre le tuteur et le mineur, I, 224.

TRAITEURS. Responsabilité pour choses déposées chez eux, V, 739. — Fournitures de subsistance à eux ou par eux faites, privilège, V, 790. — Prescription, V, 839-6°.

TRANSACTION. Définition; ce qui est de son essence, V, 765. — Ses rapports avec le serment décisoire, III, 608. — Est judiciaire ou extrajudiciaire, V, 766. — Conditions de validité, V, 765, 767. — Aliments, I, 131. — ... au cas de divorce par consentement mutuel, I, 145, 149. — ... au nom du mineur, I, 221. — ... par mineur émancipé, I, 240, 242. — ... par individu pourvu de conseil judiciaire, I, 249. — ... par l'héritier bénéficiaire, II, 386. — ... par curateur à succession vacante, II, 411. — ... par le grevé de substitution, III, 470. — ... par un des créanciers solidaires, III, 527. — ... entraînant aliénation des biens dotaux, IV, 670. — ... par gérant d'une société, IV, 718. — ... par le mandataire, V, 753. — Ses effets, V, 768. — Entraîne extinction de l'action en justice, III, 545. — ... sur partage, quand est obstacle à l'action en rescision, II, 393. — Stipulation usuraire, IV, 729. — ... entre le créancier et le débiteur, quand opposable à la caution, V, 760. — Quand peut être juste titre pour usucapion par dix ans, V, 854. — Pour quelles causes peut être annulée, V, 769.

TRANSCRIPTION. En quoi consiste; généralités, V, 837. — Historique, V, 838. — Est un des éléments de la transmission de propriété à l'égard des tiers, V, 813. — Actes assujettis à la transcription, V, 840. — Acquisition d'usufruit d'usage et d'habitation, II, 305. — Acquisition de servitudes, II, 335. — Donations d'immeubles, III, 480. — Vente d'immeubles, II, 345; IV, 675. — Doit précéder la notification aux créanciers inscrits par le tiers détenteur, V, 832. — *Quid*, à l'égard des titres d'acquisition des précédents propriétaires? V, 832. —

... préalable, pas nécessaire au dépôt de copie collationnée pour purge d'hypothèques légales, V, 836. — Ses effets juridiques, V, 840. — Conserve le privilège du vendeur, V, 793, 813. — *Quid*, à l'égard des précédents vendeurs ? *ibid.* — Effets quant à l'action résolutoire du vendeur, IV, 687. — ... du titre d'acquisition nécessaire pour la prescription de dix ans au profit du tiers détenteur, V, 831. — Comment s'opère, V, 839. — Irrégularités, mode de rectification, V, 816.

TRANSCRIPTION DES DONATIONS. Ce que c'est ; ancienne insinuation, III, 480. — ... nécessaire pour transmission de propriété à l'égard des tiers, II, 345 ; III, 480 ; V, 837. — Quelles donations y sont assujetties, III, 480. — ... donation d'immeubles par destination, *ibid.* — ... donation successive d'un immeuble à plusieurs, *ibid.* — ... actes constitutifs de substitution, III, 469. — ... partage d'ascendant, III, 509. — ... institution contractuelle, III, 517. — ... donation de biens présents et à venir, III, 518. — ... donation entre époux pendant le mariage, III, 521. — Par qui peut être requise, délai, formes, III, 480. — Effets ; qui peut se prévaloir de son omission, *ibid.* — Donation non transcrite n'est pas un juste titre pour l'usucapion de dix ans, V, 834. — Loi du 23 mars 1855 non applicable à transcription des donations ou des donations avec substitution, III, 480.

TRANSPORT de créances, etc., IV, 691.

V. *Cession de créances.*

TRAVAUX. Par le propriétaire du fonds inférieur pour écoulement des eaux, II, 317. — ... pour usage des servitudes, II, 338. — ... apparents, pour constater existence ou acquisitions de servitudes, II, 318, 336. — ... que ne peut faire le bailleur au préjudice du preneur, IV, 701. — ... intellectuels, leur prestation constitue-t-elle louage de services ? IV, 707. — Plus-value de ceux faits par architecte, etc., privilège, V, 793, 813, 829. — Leur continuation, point obstacle à prescription de courte durée, V, 839.

V. *Constructions.*

TRÉSOR. Ce que c'est ; à qui appartient, II, 294. — Est chose mobilière, II, 253. — ... trouvé par le possesseur, II, 295. — ... ou dans le fonds soumis à l'usufruit, II, 308. — Usufruit légal, I, 189. — Revendication, preuve testimoniale, III, 599. — ... trouvé dans un immeuble de la communauté ou dans le fonds d'un des époux, IV, 640. — ... dans le fonds d'un des époux au cas de communauté d'acquêts, IV, 655. — ... au cas d'exercice du réméré, IV, 688.

TRÉSOR PUBLIC. Privilège et hypothèque en sa faveur contre les créanciers hypothécaires, V, 789. — Rang de son privilège, V, 828. — Hypothèque légale, V, 797. — Inscription d'office, V, 805. — Réquisition d'inscription, V, 807. — Énonciation dans l'inscription, V, 810. — Renouvellement d'inscription, V, 818. — Réduction de son hypothèque, V, 812. — Radiation des inscriptions, V, 819.

V. Etat.

TRIBUNAUX. On y doit recourir pour la poursuite ou la défense des droits, III, 542. — Ont seuls droit de juridiction, I, 30. — Usent d'interprétation des lois, I, 37. — Ne peuvent faire de règlements, *ibid.* — ... civils de première instance, institution, I, 17. — Dans quelle loi doivent juger en matière civile, I, 29. — Ne peuvent d'office rectifier les actes de l'état civil, I, 79. — Compétence en matière de questions d'état, I, 160. — Comment statuent en matière d'adoption, I, 176. — Quand sont liés par règlements administratifs, en matière de cours d'eau, II, 319. — ... de commerce, institution, I, 17. — Confèrent hypothèque judiciaire, V, 798. — ... administratifs, quand confèrent hypothèque judiciaire, *ibid.*

TROUPEAU. Soumis à l'usufruit, II, 308. — Legs, animaux survenant depuis, III, 500.

V. Animaux, Bestiaux.

TUTELLE, TUTEUR. Ce que c'est; diverses espèces de tuteurs, I, 198. — 1° *Des mineurs et interdits.* Des mineurs, I, 198. — Surtut réel, mineurs étrangers, *ibid.* — ... des interdits, I, 208, 232 et suiv. — ... provisoire au cas d'absence des père et mère, I, 107. — ... des enfants naturels, I, 171, 193. — I. *Modes, nomination.* Différents modes de la conférer, I, 206. — ... des père et mère, I, 207. — ... légitime des ascendants, I, 207, 209. — ... déférée par le père ou la mère, I, 208. — ... par le conseil de famille, I, 209, 210. — La tutelle peut-elle être déférée à temps ou sous condition? I, 198, 206. — Peut-il être nommé plusieurs tuteurs? I, 198, 208. — Incapacités. Exclusion, I, 212. — Mort civilement incapable, I, 67. — Étranger peut-il être tuteur? I, 61, 212. — Charge publique, obligation de l'accepter, I, 198, 215. — Dispenses légales ou excuses, I, 207 à 210, 214, 215, 217. — Quand et devant qui les causes de dispenses doivent être présentées, I, 216. — Surveillance, conseil de famille, I, 199 et suiv. — Quand le tuteur peut attaquer délibération du conseil de famille, I, 204. — ... du subrogé tuteur, I, 211 et suiv. — II. *Droits et obligations.* Droits et devoirs généraux du tuteur, I, 218. — Devoirs à son entrée

en fonctions, I, 219.—Administration du tuteur, I, 198. — ... quant à la personne du mineur, I, 220. — ... et quant à ses biens, I, 198, 219, 221.—Consentement au mariage, I, 127.—Opposition au mariage, I, 119, 220.—Action en nullité du mariage, I, 127.—Action en justice au nom du mineur, I, 222.—Action en bornage; action en partage de succession échue au mineur, II, 388.—Dispositions à titre gratuit à son profit par le mineur, I, 224; III, 418.—Acceptation de donation pour le mineur, III, 425.—Réquisition de transcription de cette donation, III, 480.—Tuteur ou mineur exécuteur testamentaire, III, 491.—... pas admissible à cession de biens, III, 565.—Réception du paiement, III, 559.—Action par le mineur en rescision des actes faits sans formalités légales, III, 582. — Délation ou acceptation du serment décisoire, III, 608.—Ne peut se rendre adjudicataire des biens du mineur, I, 224; IV, 679. — Peut-il les prendre à bail? I, 224; IV, 699.—Baux par lui faits des biens du mineur, IV, 699. — Durée de ces baux, IV, 700. — Transaction au nom du mineur, I, 221. — Réquisition d'inscription de l'hypothèque légale, V, 806.—Délaissement par hypothèque, V, 825. — Prescription contre le mineur et réciproquement, V, 845. — Ne peut usucaper les biens du mineur, V, 851.—Serment à lui déferé au cas de prescription de courte durée, V, 859. — Renonciation à prescription requise, V, 861. — Rapports juridiques du tuteur et du mineur en dehors de la tutelle, I, 224. — III. *Responsabilité* du tuteur, I, 218 et suiv. — A quel moment commence, I, 217. — Hypothèque légale du mineur ou de l'interdit sur ses biens, V, 795.—*Quid*, à l'égard du tuteur provisoire aux enfants de l'absent? *ibid.* — Point de départ de l'hypothèque, *ibid.* — Biens advenus au tuteur depuis la fin de la tutelle, V, 794. — Réduction de son hypothèque légale; mode de l'inscription, V, 810.—Inscription ou renouvellement à la fin de la tutelle, V, 818.—Purge de l'hypothèque légale, V, 836. — IV. *Fin* de la tutelle, I, 226. — Comment prend fin dans la personne du mineur, I, 227.—... et dans celle du tuteur : destitution, impossibilité physique ou morale, etc., I, 207, 208, 215, 228.—Droits et devoirs du tuteur à ce moment, I, 230.—Compte de tutelle, I, 219, 224, 230.—Traité avec le mineur, I, 224. — Action du mineur contre le tuteur à raison de la tutelle ; prescription de dix ans, I, 230; V, 859. — V. *Tuteur ad hoc*. Cas où il y a lieu, I, 194, 196, 207, 211, 224, 235. — Consentement au mariage, I, 127.—...au cas de divorce, I, 145.—...au cas de désaveu, I, 161. — Partage avec le mineur, II, 388. — Dispositions à titre gratuit par le mineur en faveur du tuteur, III, 418.—Acceptation de

donation, III, 458.—Consentement au contrat de mariage de l'enfant naturel, IV, 635.—Mode de nomination, I, 196.—Subrogé tuteur, I, 211. — 2° *De l'interdit légalement* par suite de condamnation judiciaire, I, 70.—Est-il soumis à l'hypothèque légale ? V, 795.—3° *À la substitution*, au cas de biens grevés, nomination, obligations, responsabilité, III, 469.—Est-il soumis à l'hypothèque légale ? V, 795.
V. Conseil de famille, Cotuteur, Interdiction, Protuteur, Subrogé tuteur.

TUTELLE OFFICIEUSE. En quoi consiste, I, 181.—... de l'enfant naturel reconnu, I, 171.—... au cas d'adoption, I, 180, 184.—Conditions et formes, I, 182.—Subrogé tuteur, I, 211. — Droits et obligations du tuteur, I, 183.—Hypothèque légale, V, 795.—Effets de la tutelle, I, 183.—... fait acquérir tutelle ordinaire, I, 229.

TUYAUX pour conduite des eaux, immeubles, II, 253.

U

UNILATÉRAL (CONTRAT). Ce que c'est, III, 611. — ... devenant synallagmatique, double écrit, III, 590.—Prêt en général, IV, 722.—Constitution de rente viagère, V, 747.—Mandat, même salarié, V, 751. — Cautionnement en général, V, 757, 759.

USAGE commun des choses n'appartenant à personne, II, 289. — Choses affectées à l'usage public; imprescriptibilité des actions y relatives, V, 856. — Au cas de copropriété, II, 279. — Extinction des servitudes par le non-usage, II, 341.—... d'une chose peut être objet d'un contrat, III, 616.—... de la chose commune par chaque associé, IV, 718.—... résultant du concordat; son caractère, IV, 723.—... de la chose déposée volontairement, V, 736.—Abus par le créancier de la chose donnée en gage, V, 780.—En quoi perte de la chose par non-usage diffère de prescription extinctive, II, 341 ; V, 843.

USAGE (DROIT D'). Définition, règles, II, 313. — Est un droit immobilier, II, 256.—Actions possessoires, II, 286.—Action en bornage, II, 320. — Sur immeuble grevé d'usufruit, II, 305. — Servitudes consenties par l'usager, II, 335.—Donation avec réserve du droit d'usage, III, 477. — Jusqu'à quel point entre dans la communauté, IV, 640.—... constitué sur biens dotaux, IV, 670.—Inaliénabilité, II, 261.—Ne peut être loué, IV, 699. — Non susceptible d'hypothèque, V, 788. — Acte constitutif assujéti à transcription, V, 840. — *Quid* de la donation ?

III, 480. — Peut être acquis par prescription, V, 849. — Usager ne peut usucaper contre son titre, V, 851. — Dans les bois et forêts, II, 313, 338.

USAGES LOCAUX. Force ; ne peuvent abroger les lois, I, 22. — Actes de l'état civil, I, 77. — Au cas d'immeubles par destination, II, 234. — Clôture forcée, mitoyenneté, II, 323. — Distances pour plantations d'arbres, II, 326. — ... ou pour certaines constructions, II, 338. — Interprétation de testament, III, 490. — Leur influence sur conventions, III, 617, 618. — Exercice de l'action rédhibitoire, IV, 686. — Paiement du prix des baux, IV, 702. — ... ou des loyers par sous-locataires, IV, 703. — Délais pour congés des baux, IV, 704. — Eten due de la durée des baux, IV, 700, 704. — Nature des réparations locatives, IV, 703. — Des objets à laisser par fermier sortant au fermier entrant, IV, 706. — ... maintenus en matière commerciale, I, 19. — Comment peuvent être prouvés, II, 326.

USINES. Sur bateaux ou non fixées sur piliers, sont meubles, II, 235. — Quand leurs accessoires sont immeubles par destination, II, 253, 254. — Etablissement, restriction du droit de propriété, II, 276.

USTENSILES. Quand sont immeubles par destination, II, 253, 254. — ... compris dans donation avec substitution, estimation, III, 469. — ... nécessaires à l'exploitation du fermier, IV, 706. — ... aratoires, prix d'achat et frais de réparation, privilège, V, 791.

USUCAPION. Prescription pour acquérir, I, 293 ; V, 843.

V. *Prescription.*

USUFRUIT. Définition ; caractère, II, 303. — ... de choses immobilières est droit immobilier, II, 236. — ... sur immeubles par destination, II, 234. — Quasi-usufruit, ou usufruit sur choses fongibles, II, 257, 306. — Peut avoir lieu sur patrimoine d'autrui, II, 270. — Rapport de sa valeur avec celle de la propriété, II, 303 ; III, 460. — Sur immeuble déjà grevé d'usufruit, II, 303, 308. — 1^o *Comment s'établit.* Par la loi ; cas, II, 304. — ... dévolu au père ou à la mère héritiers de l'enfant sur les biens dévolus à l'autre ligne, II, 360. — *Quid*, au cas de disposition testamentaire par le mineur ? III, 439. — ... dont est grevée la réserve des ascendants au cas de donation entre époux sans enfants, III, 460. — ... par la volonté du propriétaire de la chose, II, 303. — Donation avec réserve d'usufruit, III, 477. — ... au cas de dispositions entre époux, III, 460. — Legs de la chose grevée d'usufruit, III, 493. — Legs d'usufruit, III, 443. — Legs à plusieurs, conjointement ou successivement, II, 311 ; III, 303. — Legs d'usu-

fruits successifs, est-il substitution prohibée ? III, 463, 468. — Aliénation excédant la quotité disponible, au profit d'un successible avec réserve d'usufruit, III, 453. — Peut être acquis par prescription, V, 849. — 2° *Obligations de l'usufruitier*. Avant et pendant sa jouissance, II, 307, 308. — Caution à fournir, II, 306 à 308, 311, 360; IV, 664; V, 739. — ... à défaut; séquestre judiciaire, V, 742. — Avances à faire pour paiement des dettes, III, 496. — Contribution aux dettes par légataires d'usufruit, III, 487, 496, 497. — Biens grevés d'usufruit à comprendre dans la masse pour fixer la quotité disponible, III, 453. — Responsabilité au cas de ruine du bâtiment, IV, 629. — Obligation du mari jouissant des biens dotaux, IV, 668, 673. — Responsabilité au cas d'incendie de la maison louée, IV, 702. — Hypothèque légale sur le mari donataire en usufruit de sa femme, V, 796. — Usufruitier ne peut acquérir par prescription contre son titre, V, 831. — Point obstacle à prescription du droit hypothécaire au profit de l'acquéreur de la nue propriété, V, 831. — Droits du nu propriétaire, II, 310. — 3° *Droits de l'usufruitier*. En quoi consistent, II, 308. — Actions possessoires, II, 286, 289, 290. — Action en bornage, II, 320. — Constitution de servitude, II, 335. — Droit aux fruits pour légataires, III, 498. — ... des biens propres aux époux, tombe dans communauté, IV, 640. — Réserve par mari à son profit au cas de disposition à titre gratuit du mobilier de la communauté, IV, 642. — Vente de l'usufruit propre à l'un des époux, indemnité par communauté, IV, 644. — ... sur immeuble propre à l'un des époux, récompense à communauté, *ibid.* — Jouissance du mari au cas d'exclusion de communauté, IV, 664. — ... ou des biens dotaux, IV, 668, 670. — ... constitué en dot, restitution par le mari, ce qui y est compris, IV, 673. — ... au cas de vente de la nue-propriété, action en rescision pour lésion est-elle admissible ? IV, 689. — Vente ou cession de l'usufruit, II, 308, 311. — ... est un contrat aléatoire, V, 743. — Baux faits par l'usufruitier, IV, 699. — Durée de ces baux, IV, 700. — Usufruitier bailleur jouit du privilège de bailleur, V, 791. — Prêt à usage fait par lui, IV, 723. — Quand est susceptible d'hypothèque, V, 788. — Usufruitier peut constituer hypothèque, V, 799. — ... et opposer prescription libératoire, V, 860. — Obligations du nu propriétaire, II, 310. — 4° *Extinction*. Comment prend fin, II, 306, 311. — Abandon au cas d'excédant de quotité disponible, III, 456. — ... des immeubles peut être saisi, II, 308; V, 841. — Conséquence de la cessation, II, 312.

V. *Substitution, Usufruit légal.*

USUFRUIT LÉGAL. A lieu dans différents cas, II, 304. — ... des père et mère sur biens de leurs enfants, I, 188; II, 304. — Est-il un véritable usufruit? II, 304. — Conséquence de la puissance paternelle, I, 188, 189. — ... des biens de l'enfant naturel reconnu, I, 171. — ... des enfants légitimés, I, 163. — Exclusion comme condition de donation ou de legs, I, 189. — ... au cas d'absence du père, I, 107. — ... de divorce des père et mère, I, 148, 149. — ... ou de séparation de corps, I, 156. — Dispense de caution, I, 189, 219; II, 307. — A quels biens s'étend, I, 189. — Non susceptible d'hypothèque, V, 788. — Dans quels cas prend fin, I, 148, 149, 189. — Ne cesse pas par tutelle officieuse, I, 183. — ... ni par l'interdiction, I, 186, 233. — Extinction par abus, II, 311. — *Quid*, au cas de cessation de l'administration des biens? I, 207. — Renonciation au préjudice des créanciers, III, 553. — Renonciation par l'un des futurs époux dans contrat de mariage, nulle, IV, 637. — Déchéance à défaut d'inventaire, lors de la dissolution de la communauté, IV, 630. — Effets de l'extinction quant à l'administration de la tutelle, I, 219. — Revit-il au cas de révocation de l'émancipation? I, 243.

USURE. Excédant du taux légal, réduction, III, 530, 532. — Stipulation d'intérêts usuraires, IV, 729. — Taux des intérêts de la dot, IV, 633. — Stipulations entachées d'usure; action, preuve, ratification, III, 584; IV, 729. — ... au moyen de vente à réméré, IV, 688, 729. — Contrat mohatra, IV, 678. — ... au moyen de l'antichrèse, IV, 729; V, 784. — ... déguisée, preuve testimoniale, III, 599; IV, 729. — Délation du serment décisoire, III, 608. — Transactions sur les conventions, nulles; V, 767. — Prescription de l'action en nullité ou en réduction, III, 584; IV, 729.

V. Prêt à intérêt.

UTÉRINS (PARENTS). V. *Consanguins*.

UTILITÉ PUBLIQUE. Cession de propriété, expropriation, II, 274, 276, 277; IV, 676. — Servitudes, II, 316. — Source fournissant de l'eau aux habitants, II, 318.

V. Expropriation pour utilité publique.

V

VACANTS (BIENS). Appartiennent à l'État, II, 260.

VACHES données à cheptel, IV, 712.

VAINE PATURE est perdue par la clôture, II, 277. — **Rachat du droit** II, 341.

VENTE. Définition ; conditions essentielles, IV, 673. — **Contrat synallagmatique** parfait et commutatif, III, 611. — **Ses rapports avec l'échange**, IV, 673. — **Cas où peut être confondue avec louage d'ouvrage ou d'industrie**, IV, 710. — **Différentes espèces**, IV, 676. — **Conditions requises pour validité**, I, 33 ; IV, 677. — **Consentement des parties**, IV, 678. — **1° Par qui.** Personnes capables de vendre, IV, 679. — ... par mort civilement, I, 67. — ... par communes, communautés religieuses, etc., I, 41. — ... par femme mariée, autorisation, I, 134. — ... ou femme séparée de biens, IV, 649. — ... par père, administrateur des biens de l'enfant, I, 207. — ... par tuteur, I, 221. — ... par mineur émancipé, I, 240, 242. — ... par individu pourvu de conseil judiciaire, I, 249. — ... par cohéritier avant partage, II, 391, 393. — ... par héritier apparent, II, 278, 376, 383, 393. — ... par l'indigne de succéder, II, 356. — ... par héritier avant demande en séparation de patrimoine, II, 385. — ... par créanciers au cas de cession de biens du débiteur, mandat, III, 565. — ... par mari, des biens de communauté, IV, 642. — ... ou des biens de la femme sans son consentement ; peut-il y être autorisé par le contrat de mariage ? IV, 643. — ... ou des biens de communauté réduite aux acquêts, IV, 655. — ... ou pendant l'instance en séparation de biens, IV, 649. — ... par gérant de société, IV, 718. — ... de la chose sociale, par l'associé non administrateur, *ibid.* — ... de la chose déposée volontairement par l'héritier du depositaire, V, 736. — ... quand il y a stellionat par le vendeur, V, 772. — **2° Choses, objet.** Choses qui peuvent être vendues, IV, 680. — Choses hors du commerce, nulle, III, 616. — ... séparée d'immeubles par destination, II, 254. — **Maison meublée avec tout ce qui s'y trouve**, II, 255. — **Immeuble assujéti à l'usufruit**, II, 308. — **Choses relatives à une succession future**, II, 377. — **Chose d'autrui**, III, 616 ; IV, 680. — **Chose reçue et non due**, IV, 623. — **Immeuble indivis de la femme acquis pendant la communauté, au cas d'option par la femme**, IV, 640. — **Immeubles d'un des époux, indemnité par communauté**, IV, 644. — **Immeubles propres de la femme pour payer les dettes de communauté ou du mari, reprises**, IV, 645. — **Biens de la femme, au cas de régime exclusif de communauté**, IV, 664. — **Biens dotaux**, IV, 670. — **Hérédité ou droits successifs**, IV, 692. — **Droits d'auteur**, IV, 694. — **Immeuble donné en antichrèse**, V, 784. — **3° Conditions particulières.** Celles que comporte le contrat, IV, 681. — **Condition**

de vente apposée dans disposition à titre gratuit, III, 464. — ... à terme d'effets publics ou de marchandises, V, 745. — ... sous condition d'essai ou sous condition potestative, III, 534. — ... sous condition résolutoire ; perte, détérioration, III, 536. — ... avec faculté de réméré, IV, 688. — Clause de voie parée, V, 784. — ... à fonds perdu, V, 747. — 4^e *Droits et obligations du vendeur*. Obligations en général, IV, 682 et suiv. — Délivrance, IV, 683. — ... de choses fongibles, exécution, dommages-intérêts, III, 529, 530. — Perte de la chose avant la livraison, III, 576. — Au cas de deux ventes successives, la première par acte sous seing privé, sans date certaine, III, 590. — Garantie, III, 551 ; IV, 684, 685. — ... des vices cachés ; action rédhibitoire, IV, 686. — ... de contenance, IV, 683. — Rescision pour cause de lésion, IV, 689. — *Quid*, au cas de vente entre cohéritiers ? II, 393. — Droits du vendeur ; action en résolution à défaut de paiement du prix, etc., IV, 687 ; V, 793. — *Quid*, au cas de vente de mitoyenneté du mur ? II, 322. — Quand l'action résolutoire peut ou non être exercée par un créancier subrogé, III, 563. — Privilège du vendeur, V, 793. — Privilège et action résolutoire depuis la loi du 23 mars 1855, V, 813. — Privilège conservé par transcription et inscription, *ibid.* — ... son rang, V, 829. — ... collocation pour intérêts, V, 823. — Vente par la femme avec son mari d'immeubles de communauté ou propres à celui-ci, renonciation à hypothèque légale, V, 796. — Notification à faire au vendeur au cas de surenchère, V, 833. — Action en paiement du prix, prescription de trente ans, V, 852. — Vente est juste titre pour usucaper par dix ans, V, 854. — Intérêts du prix sont-ils prescriptibles par cinq ans ? V, 859-2^e. — Quelles actions résultant de la vente sont immobilières, II, 256. — 5^e *Ventes judiciaires*. Cas où il y a lieu, IV, 676. — Aliénation de l'immeuble dotal, IV, 670. — Point rescindables pour cause de lésion, III, 582 ; IV, 689. — ... de la chose donnée en gage, V, 780. — ... ou en antichrèse, V, 784.

V. *Acquisition, Aliénation, Cession de créances, Droits successifs, Expropriation forcée, Inaliénabilité, Licitation.*

VENTE DE MEUBLES. Au cas d'envoi en possession des biens de l'absent, I, 100. — ... de tutelle ; choix des officiers, I, 219. — ... par mineur émancipé, I, 240. — ... par individu pourvu de conseil judiciaire, I, 249. — ... de fruits pendants par racines, coupes de bois, etc. ; concurrence entre notaires, huissiers, commissaires-priseurs et greffiers de justices de paix, II, 253. — ... soumis à usufruit, II, 307. — ... par

propriétaire apparent, II, 278. — ... de la succession, demande en séparation des patrimoines, II, 385. — ... par héritier bénéficiaire II, 386. — ... au cas d'envoi en possession des successions irrégulières, II, 409. — ... par exécuteur testamentaire ; choix des officiers. III, 491. — ... au cas de substitution permise, III, 469. — ... de communauté ; frais, IV, 641. — ... par femme séparée de biens, IV, 649. — Point rescindable pour cause de lésion, IV, 689. — Prix de vente d'effets mobiliers non payés, privilège du vendeur, V, 791. — Privilège pour frais, rang, V, 828. — Distribution du prix par contribution, V, 842. — Prescription de l'action en revendication par vendeur d'effets mobiliers non payés, V, 859-6°.

VENTILATION. Perte d'une partie de la chose vendue, IV, 675. — Action en rescision pour cession au cas de vente simultanée de meubles et d'immeubles, IV, 689. — Notification à créanciers inscrits, ou surenchère au cas d'immeubles non hypothéqués ou d'immeubles hypothéqués à des créances différentes, V, 835. — Saisie d'immeubles hypothéqués et non hypothéqués, ou d'immeubles situés dans arrondissements différents, V, 841.

VÉRIFICATION. D'écritures. Testament olographe, III, 438, 498. — ... actes sous seing privé, III, 590, 598. — ... jugement conférant hypothèque, V, 798. — ... d'ouvrages au cas de devis ou marchés, IV, 710.

VERS A SOIE. Immeubles par destination, II, 234.

VIABILITÉ, I, 43. — Preuves, I, 81, 161. — Présomption en sa faveur, I, 43 ; II, 354. — Condition pour recevoir à titre gratuit, III, 418. — Suffit pour révocation de donation pour survenance d'enfant, III, 483.

VICES. Rédhibitoires : résolution de la vente, II, 278. — ... donnant lieu à garantie ; exception, III, 351 ; IV, 684, 686. — Juges sont liés par avis des experts, III, 587. — Vices cachés de la chose louée, IV, 701. — ... de construction au cas d'incendie de maison louée, IV, 702. — ... provenant de vétusté, réparations locatives, IV, 703. — ... de la chose expédiée, responsabilité du voiturier, IV, 709. — ... de la chose fournie, au cas de devis ou marchés, IV, 710. — ... de construction ou du sol, dont architectes ou entrepreneurs responsables, *ibid.* — ... de l'apport d'un associé, garantie, IV, 716. — ... de la chose prêtée à usage, responsabilité du prêteur, IV, 723. — ... ou de celle prêtée à consommation, IV, 727. — ... d'une obligation, d'un acte ; mention, ou reconnaissance au cas de la confirmation, III, 586. — ... dans les bordereaux d'inscription, V, 815.

VIE. Preuves de l'existence d'un individu, I, 48, 74. — Attentat à la vie du défunt, indignité de succéder, II, 355. — ... à celle du donateur, révocation de donation, III, 484. — ... à celle du testateur, révocation du legs, III, 504. — Baux à vie, IV, 700. — Louage de services pour la vie, IV, 707. — Quand société présumée faite pour la vie, IV, 720. — Société pour la vie, dissoute par volonté contraire, *ibid.* — Rente viagère constituée sur une ou plusieurs têtes, V, 747. — Justification de vie, pour exigibilité des arrérages de rente viagère, V, 748. — ... peut être objet d'un contrat d'assurance, V, 744.

V. *Absence, Survie, Viabilité.*

VIGNERONS. Billets ou promesses, approbation de somme, III, 590.

VIGNES. Echalas, usufruitier, II, 308. — ... arrachée et remplacée au même cas, *ibid.* — Bail fait sans écrit, durée, IV, 704.

VINS. Pas compris dans le mot *meubles*, II, 255.

VIOLENCE. En fait de mariage, I, 427. — Ses effets au cas d'unions illégitimes, I, 172. — Reconnaissance d'enfant naturel, I, 167, 168. — ... en matière d'adoption, I, 178. — ... d'acquisition de possession, II, 287. — Quand donne lieu à réintégrande, II, 285, 288, 291. — Restitution contre acceptation de succession, II, 378. — ... ou contre renonciation à succession, II, 380. — Cause de rescision de partage; exceptions, II, 393. — ... dans les dispositions à titre gratuit, III, 420. — ... ayant pour effet d'empêcher de tester, III, 416. — ... en matière de testament, III, 423. — ... cause de rescision de l'aliénation de la chose léguée, III, 502. — Action en rescision du partage d'ascendant, III, 511. — ... vicie le consentement, III, 614. — Exception au cas de codébiteurs solidaires, III, 528. — Action en nullité ou en rescision; droits des créanciers, III, 554. — Quand preuve testimoniale admissible, III, 599. — ... peut être invoquée contre l'ayant droit, II, 346. — ... entraînant éviction de l'acquéreur, garantie, IV, 685. — Obligation annulable, cautionnement, V, 759. — ... cause de nullité ou rescision de transaction, V, 767, 769. — ... au cas de mainlevée d'inscription, V, 819. — ... au cas de possession pour usucaper, V, 851. — N'interrompt pas la prescription, V, 847, 848. — *Quid*, si l'action en interruption est empêchée par violence de partie adverse? V, 848. — Prescription de l'action en nullité ou rescision, III, 584. — Au cas de paiement, n'entraîne pas renonciation à la prescription, V, 861.

VOIE PUBLIQUE. Ouverture de vues et de jours, II, 329. — Peut-elle être

- grevée de servitudes, II, 334. — Etendue du droit de circulation, IV, 625.
- VOIRIE. Règlements, restriction du droit de propriété, II, 276. — Invaux troublant le locataire, garantie du bailleur, IV, 701.
- VOITURE. Lettre de voiture, V, 709. — Frais de voiture à payer par le propriétaire, *ibid.* — Privilège pour ces frais, V, 791. — Voitures publiques, règlements particuliers, IV, 709.
- VOITURIERS. Louage des voituriers par terre et par eau, IV, 709. — Obligations et responsabilité, *ibid.* — Responsabilité des entrepreneurs de voitures publiques, IV, 628, 709. — Quel voiturier a privilège pour frais de voiture, V, 791. — Droit de rétention, II, 281.
- VOL. Restitution du prix; perte de la chose; obligation des héritiers, III, 376. — ... d'objets de communauté, après la renonciation de la femme, IV, 650. — ... par domestiques; congédiement; paiement des gages, IV, 707. — ... de la chose voiturée, responsabilité du voiturier, IV, 709. — ... par voyageur dans voiture publique, voiturier est-il responsable? *ibid.* — ... fait à un voyageur, point de recours contre les autres voyageurs, IV, 620. — Prêt de consommation de la chose volée, IV, 726. — Dépôt volontaire de chose volée; obligations du dépositaire, V, 736. — Au cas de dépôt nécessaire, responsabilité des aubergistes, etc., V, 739. — ... fait entre les mains du mandataire, V, 753. — Chose volée donnée en gage, V, 779. — Objets volés garnissant les lieux, privilège du bailleur, V, 791. — Revendication contre le tiers possesseur de la chose mobilière volée; délai; exception, V, 849. — *Quid*, au cas d'escroquerie ou d'abus de confiance? *ibid.*
- VOUTES. Réparations à charge de l'usufruitier, II, 309.
- VOYAGEURS. Ce qu'il faut entendre par là : dépôt nécessaire, V, 739. — Réclamations contre les voituriers pour perte ou détérioration d'effets, IV, 709. — Réclamations contre les aubergistes, V, 739. — Privilège et droit de rétention des aubergistes, V, 791.
- VUES. Sur le fonds voisin, servitude, II, 329. — Servitude d'aspect et de prospect, II, 338. — Destination du père de famille, II, 337. — Servitude continue, II, 333. — ... sur la voie publique, II, 334.

TABLE

DES ARTICLES DU CODE NAPOLEON

AVEC RENVOI

AUX PARAGRAPHE ET AUX NOTES DE CHAQUE PARAGRAPHE.

NOTA. Les chiffres gras indiquent les articles, les grands chiffres maigres indiquent les paragraphes, et les petits chiffres, précédés d'un n., les notes. Ainsi, 662, 322, n. 17, doit être lu : article 662, paragraphe 322, note 17.

Articles. Paragraphes et notes.

1 11 et n. 2, 24 et n. 5, 27.
 2 27, 28 et n. 1.
 3 29 et n. 1, 11, 58, 62 et n. 3, 5, 67, 134, n. 1.
 4 37.
 5 37 et n. 5.
 6 29, n. 9, 34, 117, 493, 560, 616.
 7 7, 51.
 8 51, 59.
 9 12, 53 et n. 5, 8, 9, 10, 12, 13, 16.
 10 53 et n. 10, 11, 12, 69.
 11 29, 51, 59 et n. 2, 3.
 12 54, 56.
 13 51, 59, 62, 195, n. 2, 439, n. 9, 639, n. 2.
 14 60, 62 et n. 2, 5, 8, 9, 12.
 15 62 et n. 12.
 16 60, 758.
 17 11, n. 1, 53, n. 10, 69 et n. 3.
 18 53, n. 10, 69.
 19 56, 69.
 20 53 et n. 12, 69.
 21 69.
 22 51, 61, 67, n. 2.
 23 66.
 24 66.

Articles. Paragraphes et notes.

25 51, 67 et n. 2, 110, 114, n. 15, 192, 201, 212, 228, 244, 313, 417, n. 12, 418, n. 5, 419.
 26 66.
 27 66.
 28 70, 75.
 29 66.
 30 66, 68.
 31 66.
 32 68.
 33 67.
 34 75 et n. 2, 78, 82, n. 2.
 35 73, 75, 82, n. 2, 167, n. 3.
 36 75, 82, n. 2, 112, n. 11.
 37 75 et n. 11, 78, 82, n. 2, 86, n. 3, 167.
 38 75, 82, n. 2.
 39 75, 82, n. 2.
 40 82, n. 2.
 41 76, 82, n. 2, 111.
 42 75, 76, 82, n. 2, 111.
 43 75, 76, 82, n. 2, 4, 111.
 44 76, 82, n. 2.
 45 76, 80 et n. 3, 82, n. 2.
 46 77, n. 7, 81 et n. 2, 4, 5, 8, 82, n. 2, 116, n. 7, 163, n. 8, 20, 169 et n. 7, 595.

Articles. Paragraphes et notes.

47 29, 77 et n. 2, 82 n. 2, 114.
48 77, 81, n. 12, 82, n. 2, 114, n. 15.
49 75, 79, 82, n. 2.
50 82 et n. 2.
51 82 et n. 10.
52 82 et n. 10.
53 82 et n. 6.
54 82, 167.
55 75, 84.
56 75, 84.
57 79, 84.
58 84.
59 84.
60 84.
61 84.
62 63, n. 5, 67, n. 20, 167.
63 76, 111, 114, n. 49, 12.
64 111 et n. 2, 112.
65 111.
66 76, 120 et n. 4.
67 79, 112, n. 4, 121.
68 82, 119, 121.
69 112.
70 76, 112.
71 76, 112.
72 112.
73 76, 112.
74 88, 111 et n. 2, 112 et n. 4, 114.
75 75, 78, 108, 112 et n. 11.
76 112, 121, 373.
77 75, 86, n. 1.
78 75, 86 et n. 3.
79 86 et n. 3, 4.
80 86.
81 86.
82 86.
83 86.
84 86.
85 75, 86.
86 86.
87 86.
88 77, n. 5, 114.
89 77.
90 77.
91 77.
92 84.
93 84.
94 114.

Articles. Paragraphes et notes.

95 114.
96 86.
97 86.
98 77.
99 77, 84, n. 5, 112.
100 79 et n. 14.
101 79, 100.
102 90 et n. 2, 4.
103 90 et n. 2, 4.
104 90.
105 90.
106 89.
107 89.
108 39, n. 7, 123, n. 2, 142 et n. 2, 202, n. 4.
109 89.
110 91, 351.
111 88, 92, n. 8.
112 25 et n. 6, 14, 15, 97, n. 5, 376, n. 12.
113 95, 390, n. 5.
114 95 et n. 2, 97, 987, n. 7.
115 87, 91, 97 et n. 3, 5, 98, n. 1.
116 97, 102.
117 97, 102.
118 97.
119 97.
120 97 et n. 7, 98 et n. 1, 6, 19, 102, n. 12, 759.
121 97 et n. 2, 98 et n. 1, 18.
122 97.
123 48, 95, n. 6, 97, n. 5, 98 et n. 2, 388, 471, 672.
124 98, n. 40, 99 et n. 1, 3, 5, 19, 388, 618, 672.
125 98, n. 10, 100 et n. 23, 237, n. 1.
126 99 et n. 6, 7, 100 et n. 7, 11, 263, n. 3, 648.
127 98, n. 10, 100 et n. 25, 101 et n. 2, 3, 6, 11, 304, n. 1.
128 98, n. 10, 100, 799, n. 13.
129 48, 102, 103 et n. 4, 344, n. 1, 672.
130 96, 101, 103 et n. 12.
131 96, 101.
132 103, 105, n. 11, 264, 267 et n. 4, 278, 383, 409, 795, n. 2.
133 103.

Articles. Paragraphes et notes.

- 134** 100, 559, n. 3.
135 48, 64, 71 et n. 3, 98, n. 1, 105 et n. 3, 3.
136 94, n. 2, 105 et n. 3, 3, 278 n. 18, 388.
137 105, 344, n. 3.
138 105 et n. 13, 388 et n. 9.
139 106 et n. 5, 6, 7, 118, n. 4, 553.
140 98, n. 2.
141 107 et n. 1, 186, 197, 207, n. 1, 328 et n. 3.
142 95, n. 1, 107 et n. 1, 4, 197, 223 et n. 3.
143 107 et n. 1, 197, 207, n. 1, 228 et n. 3, 795, n. 2.
144 126, 195, n. 1, 417.
145 32, n. 2, 124, 126, 227.
146 108 et n. 1, 110 et n. 3, 127, n. 4.
147 126 et n. 2.
148 44, 45, 112, 113, 119, n. 4, 126, n. 22, 127 et n. 30, 128, 145, n. 1, 175, n. 7, 186, 195, n. 1.
149 45, 112, 113, 127 et n. 12, 14, 15, 30, 148, n. 13, 186.
150 45, 112, 113, 127 et n. 12, 30, 145.
151 44, 45, 98, n. 10, 112, 113, 114, n. 13, 127, 128, 186.
152 44, 45, 112, 113, 127, 128 et n. 25, 186.
153 45, 112, 113, 127, 128.
154 112, 113, 127, 128 et n. 20.
155 112, 113, 127 et n. 13, 128.
156 82, 112, 113, 127 et n. 34, 128.
157 82, 112, 113, 127, 128.
158 112, 113, 127 et n. 36, 128, 171.
159 112, 113, 127, 130, n. 2, 166, 196.
160 112, 113, 119, 126, 127 et n. 3, 14, 19, 30, 203, 204, 220, n. 7.
161 47, n. 8, 123, n. 3, 126, 166, 172, n. 6.
162 47, n. 8, 123, n. 3, 126, 128, n. 5, 166, 172, n. 6.
163 126 et n. 9, 128, n. 5.
164 12, 32, n. 2, 124, 126 et n. 21, 532, n. 2.
165 108, 113.

Articles. Paragraphes et notes.

- 166** 111 et n. 2, 114 et n. 10.
167 88, 111 et n. 2, 114 et n. 10.
168 111 et n. 3, 114, n. 10.
169 32, n. 3, 111, 124.
170 29, 108, 114 et n. 9, 13, 15, 16.
171 61, n. 4, 79, n. 9, 114, n. 16.
172 119 et n. 1.
173 119 et n. 5.
174 110, n. 3, 119 et n. 7, 11, 12, 233, 236.
175 119 et n. 15, 122, n. 7, 220, n. 7, 232.
176 120.
177 122 et n. 5.
178 122 et n. 5.
179 122.
180 39, n. 3, 108, n. 1, 110, n. 3, 12, 118, n. 4, 122, n. 1, 127 et n. 2, 3, 4, 555, 579, 582, n. 13, 559.
181 127 et n. 7, 555.
182 127 et n. 39.
183 124, n. 2, 127 et n. 26, 28, 30, 32, 852.
184 106 et n. 2, 110, n. 12, 119, n. 3, 126 et n. 33, 128, n. 5.
185 110, n. 12, 124, n. 2, 126 et n. 14, 20, 21, 635, n. 2, 859.
186 126.
187 113, 126.
188 77, 126.
189 126.
190 113, 116, 126.
191 35, 113 et n. 11, 116, n. 5.
192 82, 113.
193 113 et n. 3.
194 108, 116 et n. 2, 595.
195 108, 116.
196 108, 116 et n. 5.
197 81, n. 2, 108, 116 et n. 9, 10.
198 79, 108, 116 et n. 13, 14, 22.
199 108, 116 et n. 17.
200 108, 116 et n. 21.
201 35, n. 19, 67, 125 et n. 4.
202 125, 525, n. 3.
203 130, 131, 189, 220, n. 2, 525, n. 3, 554, 649, 670.
204 130, 633.
205 131 et n. 2, 554, 670.

Articles.	Paragraphes et notes.	Articles.	Paragraphes et notes.
206	47, 131 et n. 2, 6, 147, 554, 670.	248	142, 152, 155.
207	131 et n. 2, 171.	249	142, 152, 155.
208	131 et n. 20, 32, 148 et n. 11.	250	142, 152, 155.
209	131 et n. 27, 148, n. 11.	251	142, n. 20, 152, 154, n. 1, 155.
210	131 et n. 34.	252	142, 152, 155.
211	131 et n. 37.	253	142, 152, 155.
212	132, 156, n. 7, 649, 670.	254	142, 152, 155.
213	133, 134, n. 61.	255	142, 152, 155.
214	132, 133.	256	142, 152, 155.
215	134, 156, 234, n. 4, 580, 649.	257	142, 152, 155.
216	134 et n. 14, 156.	258	137, 142, 146, 152, 155.
217	134 et n. 18, 47, 156, 378, n. 1, 380, n. 1, 425, n. 12, 641, n. 8, 649 et n. 36, 52.	259	142 et n. 26, 152, 155.
218	134, 380, n. 1.	260	142, 146, 152, 155.
219	134.	261	138 et n. 16, 141, 152, 155.
220	134 et n. 2, 24, 26, 27, 642.	262	141, n. 2, 142 et n. 26, 152, 155.
221	134 et n. 18, 41.	263	142 et n. 2, 26, 152, 155.
222	134, 235, n. 10.	264	75, 137, n. 1, 142, n. 2, 146, 152, 155.
223	134 et n. 51, 53, 637.	265	137, n. 1, 142, n. 2, 146 et n. 1, 150, n. 2, 152, 155.
224	134 et n. 18.	266	137, n. 1, 142, n. 2, 146 et n. 1, 152, 155.
225	134 et n. 66, 425, n. 12, 554, n. 10, 580 et n. 8.	267	142, 155.
226	134.	268	132, 142, 155.
227	135 et n. 1, 2, 137, n. 1, 205, 425, n. 12.	269	142, 155 et n. 9.
228	114, n. 15, 138, 135, n. 2, 136, n. 2, 161, n. 21.	270	142, 155, 648, n. 7.
229	132, 138, 141, 153, 158.	271	142, 155, 265, n. 3, 642, 648, n. 7.
230	132, 138 et n. 4, 6, 141, 153, 156, 158.	272	139 et n. 2, 3.
231	138, 141, 153, 158.	273	139 et n. 2, 3, 157.
232	138 et n. 15, 139, 141, 153, 158.	274	139 et n. 2, 3.
233	137.	275	33, 45, 145.
234	141, 142, 152, 155.	276	145.
235	142, 152, 155.	277	45, 139, n. 10, 145.
236	46, 142 et n. 6, 152, 155.	278	145, 186.
237	142 et n. 6, 152, 155.	279	145, 147, 149, 265, n. 3, 761.
238	142, 143, 148, n. 6, 18, 152, 155.	280	145, 149.
239	142, 152, 155.	281	145, 149.
240	134, 142, 152, 155.	282	145, 149.
241	134, 142, 152, 155.	283	142, 145.
242	142, 152, 155.	284	145.
243	142, 152, 155.	285	142.
244	142, 152, 155.	286	145.
245	142, 152, 155.	287	145.
246	142, 152, 155.	288	145.
247	142, 152, 155.	289	145.
		290	145, 146.
		291	145.

Articles. Paragraphes et notes.

- 292** 145 et n. 13.
293 145.
294 75, 137, 145 et n. 12, 146.
295 128, 148, n. 1.
296 128, 148, n. 1.
297 128, 148, n. 1, 149.
298 114, n. 15, 128, 147, 148, n. 1, 19.
299 139, 140, 148 et n. 1, 2, 4, 154, 156 et n. 9, 157, n. 3, 520.
300 148 et n. 1, 520.
301 132, n. 2, 148 et n. 1, 10, 156, n. 7, 12.
302 148 et n. 7, 12, 156.
303 148 et n. 1, 12.
304 148 et n. 12.
305 149 et n. 3, 189, 304, n. 1.
306 153.
307 151, 152, 153, 155 et n. 4.
308 148, n. 19, 156 et n. 13.
309 156, 157.
310 137, 143, n. 2, 144, 148, n. 1, 152.
311 156 et n. 9, 648, n. 5, 649, 672.
312 43, 156, 160, 161 et n. 24, 27, 28, 31, 162, n. 3, 27, 163, n. 8, 169, n. 5, 175, n. 1, 354, n. 2, 418, n. 2, 604.
313 161 et n. 27, 29, 32, 33, 35.
314 43, 161 et n. 4, 9, 13, 172, n. 1, 208, n. 5.
315 160, 161 et n. 19, 21, 22, 23, 24, 354, n. 2, 418, n. 2.
316 160, n. 22, 161 et n. 43, 56, 856, n. 2.
317 160, n. 22, 56, 161 et n. 37, 859.
318 161 et n. 56, 196, 856, n. 2.
319 81, 162 et n. 16, 595.
320 81, n. 2, 162 et n. 8, 10, 170, n. 2.
321 162 et n. 11.
322 162 et n. 16, 170, n. 2.
323 80, 81, n. 2, 116, n. 11, 162 et n. 4, 14, 16, 20, 24, 27.
324 162, 170, n. 3, 598, n. 4.
325 162 et n. 27.
326 83, 160 et n. 23, 24.
327 83, 160, n. 3, 25, 596, n. 6.
328 160 et n. 21, 856.

Articles. Paragraphes et notes.

- 329** 160 et n. 6, 9, 16, 21, 856, n. 2.
330 160 et n. 9, 16.
331 163 et n. 2, 5, 8, 9, 10, 167.
332 163, 167 et n. 11.
333 163, 362, 364.
334 75, 163, n. 5, 165, n. 1, 167 et n. 12, 16, 18, 32.
335 75, 163 et n. 9, 164, n. 3, 167, 172 et n. 19, 23, 189, n. 17, 370.
336 167 et n. 2, 3.
337 163, n. 6, 167 et n. 6, 36, 42, 462.
338 166, 171, 332, 369.
339 163, n. 2, 167, n. 8.
340 117, n. 8, 126, 161, n. 17, 169 et n. 1, 3, 4, 8, 170, 172, n. 16.
341 75, 167 et n. 32, 43, 170 et n. 1, 2.
342 167, 169 et n. 3, 170 et n. 1, 172 et n. 15, 16.
343 45, 175 et n. 1.
344 175, 180, n. 2, 182.
345 175, 180 et n. 1.
346 171, 175 et n. 7, 186, 191, 240, n. 1, 259.
347 179.
348 45, 128, 175 et n. 2, 179, 362.
349 179.
350 179 et n. 10, 362, 364, 366, 378, n. 6, 461, 485.
351 349, 357, n. 2, 364, 372, 373 et n. 15, 17, 374 et n. 9, 375 et n. 2, 3, 455, n. 1, 461, n. 16.
352 179, 349, 357, n. 2, 364, 372, 373 et n. 5, 455, n. 1.
353 176 et n. 1, 2, 179.
354 176 et n. 2.
355 176.
356 176.
357 176.
358 176 et n. 6, 178.
359 171, 176 et n. 8, 178.
360 176 et n. 12, 178.
361 171, 183, 186, 191, 259.
362 171, 182 et n. 1.
363 182, 183 et n. 2.
364 181, 182, 183 et n. 2.
365 181, 183 et n. 1, 227.
366 180 et n. 6.

Articles. Paragraphes et notes.

367	183 et n. 4.
368	183 et n. 10.
369	183.
370	183.
371	191.
372	184, 187, 192.
373	156, 186, 220, n. 1.
374	12, 186, 187 et n. 4, 240.
375	186, 187 et n. 6.
376	187 et n. 16.
377	43, 187, 192, 220.
378	187 et n. 13, 14, 220.
379	187 et n. 28.
380	136, 171, n. 5, 187 et n. 16, 207.
381	136, 171, n. 5, 187 et n. 6, 16.
382	171, n. 5, 187 et n. 6, 16, 23.
383	130, n. 2, 171 et n. 8.
384	43, 130, 186, 189, 207, n. 13, 304, n. 1, 307, n. 17.
385	46, 130, 189 et n. 15.
386	136, 148 et n. 12, 18, 156, n. 9, 186, 189 et n. 19, 20, 227.
387	189 et n. 8.
388	45, 193.
389	107, n. 2, 148, n. 13, 190, 195 et n. 5, 207 et n. 4, 227.
390	148, n. 13, 194, 195, n. 3, 207.
391	194, n. 2, 207, n. 20, 246, n. 3, 5, 247 et n. 1.
392	207, n. 20, 247.
393	43, 194, n. 3, 244, 425, n. 6.
394	201, n. 24, 207 et n. 23, 208, 214, n. 2, 217, 230, 244.
395	136, 201, n. 24, 208, n. 10, 219, 224, 228, n. 4, 9, 229 et n. 1, 3, 7, 230, 526, n. 5, 528, 795, n. 8.
396	198 et n. 3, 212, n. 3, 219 et n. 29, 35, 224, n. 4, 225, n. 2, 229, 679, n. 7.
397	208 et n. 5, 6, 227.
398	206, n. 1.
399	136, 208 et n. 10.
400	208.
401	208, 214.
402	209 et n. 1, 2, 227.
403	198, 209.
404	198, 209.

Articles. Paragraphes et notes.

405	210.
406	202 et n. 4, 5, 210 et n. 4, 226.
407	201 et n. 6, 11, 13, 202 et n. 4, 235, n. 7, 812, n. 16.
408	200, n. 1, 201 et n. 5, 11, 13, 202.
409	200, n. 1, 201, 210, 238, n. 7, 417, n. 4.
410	200, n. 1, 201 et n. 15, 233.
411	201, n. 1, 202.
412	200, n. 1, 202.
413	200, n. 1, 202 et n. 9.
414	200, n. 1, 202.
415	200, n. 1, 202 et n. 20.
416	200, n. 1, 201, 202 et n. 22.
417	196 et n. 2, 795, n. 2.
418	217.
419	217, 226, 228, 230.
420	196, 211 et n. 4.
421	228, 231, 637, n. 3.
422	211, 235, n. 7.
423	211, 213 et n. 2.
424	225 et n. 7, 226, 228.
425	231.
426	201, 213, 214, n. 1, 215, n. 23, 231 et n. 1.
427	11, n. 1, 215 et n. 4, 228, 235, n. 21.
428	215, 228.
429	215.
430	215, n. 7.
431	215, n. 8, 10, 228.
432	208, 213, 214.
433	45, 215 et n. 12, 228.
434	46, 215 et n. 15, 228.
435	215 et n. 18, 22.
436	215.
437	215.
438	216 et n. 3, 215, n. 9, 217, 228, n. 10.
439	215, n. 9, 216 et n. 7, 8, 217.
440	216, 217, 228, 230.
441	207, n. 16, 216, 228 et n. 15.
442	44, 201 et n. 11, 20, 27, 204, n. 6, 207, 208, n. 4, 212, 228 et n. 18, 236.
443	67, 228.
444	201 et n. 21, 207 et n. 17, 212, 228, 229, n. 4.

Articles. Paragraphes et notes.

- 445** 67, 201 et n. 24, 27, 208.
446 212, 225, 228.
447 202, 203, 212, 228, 274.
448 204 et n. 15, 212 et n. 11, 225, 228.
449 212, 228, 453.
450 89, n. 6, 198, 218, 220, 221 et n. 4, 224 et n. 1, 3, 225, 450, n. 4, 453, 462, 699 et n. 1.
451 207, n. 12, 219 et n. 3, 4, 7, 11, 225, 265, n. 3.
452 207, n. 12, 219 et n. 13, 15, 16, 221 et n. 10, 224, n. 1, 225, 255, n. 7.
453 219, 225, 255, n. 7, 308, n. 13.
454 196, n. 2, 198, 207, 219 et n. 35, 220, n. 2.
455 100, n. 12, 207, n. 12, 219, n. 28, 35, 230.
456 207, n. 12, 219 et n. 16, 29, 30, 35, 550.
457 11, n. 1, 203, 207, n. 12, 221 et n. 13, 242 et n. 6, 261.
458 11, n. 1, 203, 221 et n. 13, 19, 242.
459 224, n. 1, 225.
460 221.
461 219, n. 7, 221, 242, 207, n. 9, 378, n. 1, 379, 380, n. 1, 386 et n. 14, 861, n. 15.
462 221 et n. 27, 278, 568.
463 221 et n. 21, 241, 425, 562.
464 221, n. 4, 222 et n. 7, 8, 242, 388, n. 4.
465 222, 388 et n. 4, 12.
466 203, 221 et n. 36, 391, n. 4, 11, 582.
467 203, 221 et n. 46, 242, 378, n. 1, 390, n. 2, 391, n. 14, 582, 603, 767.
468 220.
469 219, n. 7, 230.
470 219, n. 7, 225, 230, n. 1.
471 230 et n. 7.
472 224, 230 et n. 17, 604, 767.
473 424.
474 156, 230, 550, 554, n. 6.
475 230 et n. 15, 21, 795, n. 4, 830, 845, 859.

Articles. Paragraphes et notes.

- 476** 193, 227, 243.
477 45, 186, 227 et n. 12.
478 220, 227.
479 220, 227 et n. 21.
480 230, n. 6, 238 et n. 4, 7, 241.
481 240, 267, n. 1, 582, 642, n. 15, 700.
482 224, n. 1, 240 et n. 8, 241 et n. 1, 6, 267, n. 1, 888, n. 6.
483 221, n. 1, 242 et n. 6.
484 224, n. 1, 240, 241, n. 6, 242, 243, 278, n. 1, 379, 888, n. 4, 6.
485 243.
486 226, 243.
487 232.
488 45, 192, 193.
489 233.
490 147, 234 et n. 2, 3, 248.
491 234.
492 91, 234.
493 234, 642, n. 15.
494 203, 234.
495 201, 234 et n. 14, 235, n. 3.
496 234.
497 234, 795.
498 234.
499 167, n. 4, 194, n. 2, 201, n. 21, 212, 234, 242 et n. 1, 249, 380, n. 1, 417, n. 7, 480, n. 18, 580, 635, n. 2.
500 234.
501 234 et n. 19, 248.
502 35, n. 14, 70, 110, n. 2, 234, 236 et n. 1, 2, 3, 4, 5, 249 et n. 17, 417, n. 4, 579, n. 4, 580, 604.
503 234, 236 et n. 4, 5, 8, 249 et n. 19, 417.
504 234, 236 et n. 4, 11, 12, 14, 417, n. 7, 580.
505 39, n. 7, 194, 208, n. 2, 234, 235 et n. 2, 4, 6.
506 234, 235.
507 234, 235 et n. 10, 580, n. 4.
508 234, 235 et n. 21.
509 207, n. 17, 234, 235, 261, 265, n. 3, 378, n. 1, 380, n. 1, 388, 417, n. 4, 425, 774.

Articles. Paragraphes et notes.

510	46, 235.
511	203, 235 et n. 13, 395, n. 2, 417, n. 4.
512	235.
513	167, n. 4, 194, n. 2, 248 et n. 4, 378, n. 1, 380, n. 1, 388, n. 7, 580, 635, n. 3.
514	248 et n. 7, 249.
515	7, 234, n. 17, 248.
516	7, 251, n. 3, 252, 260, n. 3.
517	253 et n. 2, 256.
518	253 et n. 3, 254, n. 18, 297, n. 1.
519	253.
520	252, n. 1, 253, 277, 788, n. 10.
521	253 et n. 13, 277, 683, n. 39.
522	254 et n. 1.
523	253.
524	254 et n. 3, 5, 6, 18, 24, 28.
525	253, n. 20, 254 n. 3, 18, 24.
526	222, n. 6, 256 et n. 4, 7, 8, 9, 304, 336, n. 7.
527	255.
528	255.
529	241, n. 6, 256 et n. 12, 13, 20, 29, 641, 731, n. 1.
530	256, n. 20, 280, 647, 730, 731 et n. 5, 825, n. 10.
531	255.
532	254, 255 et n. 8.
533	219, n. 13, 255 et n. 7, 11, 386, n. 17, 487, n. 7.
534	254, n. 22, 255 et n. 8, 11.
535	255 et n. 8, 11.
536	255 et n. 8, 11.
537	260 et n. 1, 3.
538	260 et n. 11, 261, 319, n. 3.
539	11, n. 2, 259, 260, 274, 294 et n. 6.
540	260.
541	261.
542	260.
543	262, 280, 302.
544	32, 261, n. 13, 274 et n. 1, 277, n. 1.
545	274 et n. 1, 276, 277 et n. 13, 676.
546	296, n. 1.
547	277 et n. 17, 296, n. 1.

Articles. Paragraphes et notes.

548	101, 267, 277 et n. 16, 17, 293, 383, 623, 673.
549	277, 295 et n. 2, 4, 7, 356, n. 3, 383 et n. 9, 392, 407, 485, 535, n. 9, 583, 854 et n. 3, 4, 859, n. 18.
550	295 et n. 2, 7, 8, 11, 383, n. 9, 583, 731, n. 9, 854 et n. 3, 4, 16.
551	296, 343.
552	253 et n. 4, 259, 277 et n. 3, 294, 297 et n. 1.
553	277, n. 6, 297 et n. 1, 318, n. 1.
554	267, 297 et n. 1, 3, 6.
555	267, 297 et n. 1, 9, 10, 312, n. 1, 702, n. 25.
556	297.
557	297.
558	297, 856.
559	297.
560	260, 297.
561	297.
562	297.
563	297, 308, n. 21.
564	297 et n. 29.
565	298.
566	298.
567	298.
568	298.
569	298.
570	298.
571	298.
572	298.
573	298.
574	298.
575	279, 298.
576	298.
577	297, n. 5, 298.
578	303 et n. 1, 5, 306, n. 3, 299.
579	304 et n. 3, 5.
580	305, 311.
581	303, 305, 767.
582	308 et n. 7, 8.
583	277, 308.
584	277 et n. 27, 308 et n. 18, 644, n. 14, 746, n. 3.
585	277, 308 et n. 8, 11, 312, n. 1, 498, n. 11, 640, n. 6, 644, n. 37.

Articles. Paragraphes et notes.

- 686** 274, 277, 308 et n. 9, 12, 17, 312, n. 1, 673, n. 18, 748, n. 2.
687 257, 306 et n. 7, 8, 308, n. 13, 721, n. 4.
688 308, n. 12, 644, n. 14.
689 251, 306, n. 8, 308 et n. 13, 469, 673, n. 4, 721, n. 4.
690 22, 308 et n. 14, 640.
691 22, 308 et n. 14, 640.
692 308 et n. 14, 640 et n. 8.
693 22, 308 et n. 14.
694 308 et n. 14.
695 308 et n. 8, 19, 21, 445, n. 1, 649, 700, 704, n. 9.
696 308 et n. 21.
697 308 et n. 20.
698 308 et n. 16, 640, n. 7.
699 297, n. 10, 299, 309, n. 21, 310, 312 et n. 2, 4, 668, n. 19, 701, n. 9, 702, n. 25.
700 265, n. 3, 307 et n. 9, 308 et n. 2, 309, 312, n. 3, 664, n. 6.
701 219, n. 18, 307, 309, 758.
702 219, n. 18, 307, 313, n. 5, 742, 764.
703 219, n. 18, 307, 313, n. 5, 764.
704 308 et n. 5, 498, n. 11, 688, n. 15.
705 308, 309 et n. 5, 14, 17, 310, 312, 400 et n. 25, 585, n. 14, 641, 670.
706 309 et n. 5, 10, 601, 641.
707 309 et n. 5, 310.
708 309.
709 309, 550.
710 487 et n. 13, 494, 500, n. 1, 746, n. 3.
711 494, 497.
712 189, 309, n. 24, 405, 487 et n. 13, 494, 496 et n. 14, 497, n. 6.
713 308, 309, n. 24.
714 309, 341.
715 308 et n. 17, 311.
716 251, 308 et n. 17, 311.
717 67, 149, n. 5, 189, 311 et n. 11, 15, 843.
718 189, 309, 311 et n. 19, 21, 471, 553, 785.
719 41, 311 et n. 2, 4, 7.

Articles. Paragraphes et notes.

- 720** 311, n. 3.
721 303, 310, 311 et n. 17.
722 311 et n. 20, 555, 650, n. 46.
723 311.
724 309 et n. 18, 20, 311 et n. 18.
725 313.
726 265, n. 3, 313 et n. 6, 758.
727 313.
728 313 et n. 8.
729 313 et n. 8.
730 313.
731 261, 313, 445, n. 1, 554, n. 11.
732 314.
733 313, 314.
734 261, 314, 445, n. 1, 554, n. 11.
735 313 et n. 16.
736 313.
737 256, n. 6, 316 et n. 1, 332, n. 11.
738 316 et n. 2.
739 316.
740 286, n. 6, 316, 317 et n. 4, 6, 8, 9.
741 316, 318, n. 1, 2.
742 316, 318 et n. 3, 5, 6, 14, 333 et n. 6, 336, n. 11.
743 316, 318 et n. 11, 12, 13.
744 316, 319 et n. 2, 4, 5, 10, 652.
745 316, 319.
746 316, 320.
747 277 et n. 34.
748 277.
749 316.
750 297, n. 15, 316.
751 316.
752 316, 651.
753 322 et n. 4, 6, 651.
754 322 et n. 4, 5, 604.
755 322, 341.
756 279, 301, n. 1, 322, n. 13, 323, 324, n. 6, 325, n. 5, 843.
757 322 et n. 17.
758 316, 322 et n. 14, 17.
759 297, n. 21, 322.
760 322.
761 322 et n. 22, 27, 324, n. 6, 843.
762 322 et n. 17.
763 22, 322, n. 2, 28, 325 et n. 2, 5, 8, 843.

Articles. Paragraphe et notes.

664	279, n. 2.
665	463.
666	323, 504.
667	323 et n. 1.
668	323.
669	324.
670	324 et n. 3, 5, 7, 604.
671	22, 326 et n. 1, 6, 9, 11, 337, n. 3.
672	259, 326, 327 et n. 6.
673	324 et n. 7, 10.
674	22, 328 et n. 2, 5.
675	329 et n. 3, 4.
676	329 et n. 3, 9.
677	329 et n. 3, 9.
678	259, 329 et n. 3, 10, 12, 14, 16.
679	329 et n. 3, 13, 14, 16.
680	329 et n. 3, 14.
681	329.
682	277, n. 34, 286, n. 6, 331.
683	331.
684	331.
685	331.
686	259, 274, 280, 294, n. 17, 295, n. 4, 305, 317, n. 4, 323 et n. 1, 328, 346.
687	256, n. 6, 328.
688	308, 323.
689	323 et n. 6.
690	286, 318 et n. 14, 327, n. 4, 333, 336 et n. 7, 343.
691	286 et n. 7, 313, n. 3, 318, 338, 336 et n. 6, 343, 346, 350, 357, n. 2.
692	329, 337 et n. 5, 6, 9, 10.
693	323, 337 et n. 4, 5, 6, 9, 10.
694	337 et n. 1, 4, 9, 10, 341 et n. 3.
695	335 et n. 11, 365, n. 3.
696	258, 338 et n. 3.
697	338.
698	338.
699	301, n. 1, 309, n. 17, 338 et n. 7, 8.
700	332.
701	339 et n. 3, 341, n. 2, 384, n. 11, 360.
702	338 et n. 10.
703	341 et n. 2, 347.
704	332, 341 et n. 2, 7, 347.

Articles. Paragraphe et notes.

705	337.
706	341 et n. 7, 374, n. 3, 343 et n. 13.
707	341 et n. 2.
708	332, 341.
709	332, 347.
710	7, 332, 347, 354, n. 23.
711	7, 274, n. 2, 342, 345, 675, n. 3 680, n. 5, 720, n. 7, 343, n. 1.
712	342.
713	259, 274, 294 et n. 6.
714	259 et n. 3.
715	260.
716	294.
717	260, 294 et n. 6, 7.
718	64, 67, 351.
719	351.
720	352 et n. 1, 2, 3, 6, 662, n. 5.
721	352 et n. 1, 2, 604.
722	352 et n. 1, 2.
723	349, n. 7, 409, n. 11.
724	266, 283, 286, 343, 344, 349 et n. 7, 376 et n. 2, 10, 384, 403, n. 10, 406, 408 et n. 2, 433 et n. 2, 555, n. 7, 854.
725	43, 71, 353, n. 1, 354, 553, n. 7.
726	60, 353, n. 1, 5, 354 et n. 6.
727	131, n. 14, 353, n. 1, 5, 355, 434, n. 4.
728	47, n. 3, 353, n. 1, 355 et n. 11.
729	353, n. 1, 356 et n. 3, 359, n. 13.
730	353, n. 1, 356 et n. 3, 361.
731	357.
732	259, n. 1, 357.
733	360, n. 8, 364, 366, n. 1, 450, n. 6.
734	360 et n. 6, 12, 13.
735	47.
736	47, 619.
737	47.
738	47.
739	361 et n. 9.
740	361, 461, n. 23.
741	361.
742	361, 365, 369, n. 11.
743	361, 365.
744	361, 468, n. 11.
745	357, 359, 362, 363.

Colles.	Paragrapbes et notes.	Articles.	Paragrapbes et notes.
14	14, n. 2, 358, 359, 360 et n. 3, 361, 362, n. 1, 366, 418, n. 33.	769	265, n. 3, 408, n. 2, 409.
17	179, 261, n. 13, 261, 249, 337, n. 3, 366, 370, n. 3, 372 et n. 1, 373 et n. 5, 7, 10, 15, 374, n. 1, 11, 15, 375, 475 et n. 2, 503, n. 3.	770	409.
49	358, 360, n. 3, 364, 365.	771	409 et n. 9, 758, 859.
49	358, 360, n. 5, 365, 449 et n. 5.	772	265, n. 3, 409, 859.
50	358, 360 et n. 3, 3, 362 et n. 1, 364 et n. 2, 365, 366, 369, n. 11, 20, 449, n. 5.	773	365, n. 3, 409, 859.
51	358, 364 et n. 2, 365.	774	378, 650, n. 15.
52	14, n. 2, 358, 360 et n. 3, 364, 365.	775	377, 405, n. 10.
53	358, 359, 361, 367, 369, n. 20, 450, n. 5.	776	134, 219, n. 7, 378, 379.
54	304, h. 1, 307, n. 17, 350, n. 10, 360, 367, 450, n. 5, 459, n. 6.	777	378 et n. 20, 651.
55	357, 367.	778	378 et n. 11, 12, 13, 650 et n. 17.
56	98, n. 2, 136, n. 2, 166, 171, 364, 369 et n. 19, 405, 409, 462, n. 3, 4, 480, n. 23.	779	378, n. 6, 378 et n. 14, 650.
57	167, n. 17, 368, 369 et n. 6, 8, 10, 11, 13, 370, n. 2, 456, n. 5, 462 et n. 4, 13, 498, n. 2.	780	378 et n. 15, 384 et n. 6, 650.
58	369, 370, n. 2, 409, 456, n. 5, 462.	781	376 et n. 5, 378, 381, 398, n. 4.
59	171, 369 et n. 19, 20, 407.	782	378, 379, 380.
60	396, 407 et n. 12, 13, 14.	783	268, 278 et n. 22, 24, 25, 26, 376, 378, 379, n. 17, 380 et n. 31, 581, 650, n. 19.
61	369 et n. 21, 22, 26, 371, n. 1, 396, 462 et n. 2, 3, 4, 568, n. 5.	784	380, 568, 650.
62	130, n. 2, 166, 171 et n. 11, 172 et n. 19, 418 et n. 6.	785	376, n. 13, 377, n. 1, 4, 378, n. 16, 380, 397, 402, 410, n. 4, 462, n. 6, 651.
63	171, n. 11, 172.	786	47, n. 2, 266, 380, 568.
64	130, n. 2, 172, 373, n. 10.	787	47, n. 3, 361, 380.
65	130, n. 2, 137, n. 11, 364, 370 et n. 1, 373, n. 10, 408 et n. 2, 462 et n. 13.	788	378, 380, 385, n. 7, 397, 471, 503, 554, 555, 646, n. 3, 649, n. 6, 650 et n. 1, 46, 47.
66	166, 170, 347, 357, n. 3, 364, 369, n. 20, 370 et n. 1, 6, 9, 372, 373, 374, 375, n. 2, 408 et n. 2.	789	376 et n. 5, 377 et n. 4, 383, 458, 650.
67	98, n. 2, 125, n. 6, 147, 156, n. 8, 9, 369.	790	278, 377 et n. 4, 378 et n. 4, 380 et n. 22, 26, 409, 411, 503, 568.
68	359, n. 1, 369, 370, 371, 410, n. 1.	791	267, 349, 869, n. 25, 377 et n. 3, 455, n. 16, 458, n. 4, 511, 517, n. 29, 568, n. 5, 616, 637.
		792	379 et n. 21, 26, 28, 29, 380, 650.
		793	379, 380.
		794	219, n. 7, 265, n. 3, 379 et n. 19.
		795	169, n. 22, 268, n. 3, 376, 379, 381 et n. 1, 2, 410.
		796	381 et n. 1, 14.
		797	361 et n. 1, 4.
		798	381 et n. 1.
		799	381 et n. 1, 14.
		800	379 et n. 18, 381 et n. 1, 4.
		801	379 et n. 19, 21, 380 et n. 29, 385, n. 33, 452, n. 13, 650.

Articles.	Paragraphes et notes.	Articles.	Paragraphes et notes.
802	384, 386 et n. 11, 41, 397, 405, 452, 385, n. 22, 406, n. 7.	838	196, 279, 388, 390 et n. 5, 21 n. 15.
803	386.	839	390, 391 et n. 15.
804	386, n. 19, 411, 518.	840	93, 221 et n. 23, 241 et n. 1, 388 et n. 6, 390, 391, n. 2.
805	255, n. 7, 386 et n. 17, 19.	841	279, n. 5, 388, 391, n. 15, 457, 554, 652, 685, n. 29, 692 et n. 17, 18, 33, 39, 721, n. 2.
806	386.	842	241, n. 9, 391 et n. 15.
807	386 et n. 27, 758.	843	189, n. 21, 385, 386, 393, 395, 397, 398 et n. 17, 401, 422, n. 3.
808	386 et n. 24, 36.	844	401, 455.
809	221, 386 et n. 36, 37, 38, 497, 859.	845	319, n. 15, 380, 394, 396 et n. 1, 402 et n. 3, 455.
810	379, n. 2, 386.	846	394, n. 6, 396 et n. 4.
811	265, 405, n. 10, 410 et n. 1.	847	396, n. 5, 397, 398, n. 2, 17.
812	410, 411.	848	361, 397, 398, n. 17.
813	205, n. 3, 410, 411, 559, n. 3.	849	397, 398 et n. 7, 17.
814	265, n. 3, 410, 411, 497.	850	398.
815	261, n. 12, 279, 305, n. 6, 387, n. 4, 389, 391, n. 15, 464, n. 12, 720, n. 25, 811, n. 10.	851	398 et n. 11, 673.
816	279 et n. 15, 19, 389, 390, n. 10, 391, n. 15, 856.	852	394, n. 6, 398 et n. 11, 22.
817	100, 279, 388 et n. 4, 6, 391, n. 15, 753.	853	398 et n. 17, 20.
818	388, 391, n. 15, 664, 668 et n. 6, 9.	854	398 et n. 17, 20, 21.
819	34, n. 2, 93, 265, n. 3, 351, 390, n. 1, 5, 391, n. 15.	855	400 et n. 20, 21.
820	388, 390 et n. 7, 391, n. 15.	856	394 et n. 6, 400 et n. 24, 467, n. 13, 457, 550, 651.
821	351, 390, n. 7, 391, n. 15.	857	385 et n. 2, 394 et n. 2, 397 et n. 10, 400, n. 23, 402, 467, n. 12, 452, 495, 554, n. 11.
822	91, 221, 351 et n. 7, 383, n. 2, 391 et n. 15, 393, n. 37.	858	399.
823	390, 391 et n. 1, 15.	859	278, n. 4, 400 et n. 4, 11, 24, n. 457.
824	221, n. 36, 391 et n. 4, 15.	860	400 et n. 12, 16, 20, 21, 26, 457.
825	225, n. 5, 391 et n. 15.	861	297, n. 5, 299, 400 et n. 11, 15, 16, 26.
826	219, n. 13, 279, 391 et n. 4, 15, 652, n. 2.	862	297, n. 5, 299, 400 et n. 11, 15.
827	221, 279, 304, n. 3, 390, 391 et n. 15, 392.	863	400 et n. 11, 16.
828	391 et n. 3, 10, 11, 15.	864	35, 400.
829	383, n. 9, 391 et n. 15, 398, n. 11.	865	388, 392, 400 et n. 21, 555.
830	383, n. 9, 391 et n. 15, 457.	866	400 et n. 16, 17, 457.
831	391 et n. 15.	867	281, 400.
832	304, n. 3, 391 et n. 12, 15, 403 et n. 3.	868	400 et n. 4, 6, 456, n. 3, 457, 673, n. 4.
833	304, n. 3, 391 et n. 15.	869	400 et n. 4.
834	391 et n. 15.	870	266, 384, 405, n. 2, 10, 406, 673.
835	391 et n. 15.	871	405, 496 et n. 8, 497 et n. 1.
836	391 et n. 15.	872	405 et n. 17, 18.
837	391 et n. 15.		

Articles.	Paragraphes et notes.	Articles.	Paragraphes et notes.
73	266, 384, 385, n. 19, 386, n. 14, 405 et n. 1, 2, 10, 15, 406, 452, n. 13, 494, 496 et n. 3, 498, n. 15, 533, 622.	901	236, n. 14, 417 et n. 4, 7, 10, 422, n. 4.
74	405, n. 3, 7, 497 et n. 5, 563, n. 15.	902	32, 417, 418.
75	406 et n. 3, 6, 7, 496, 563 et n. 22, 830.	903	239, 417 et n. 17, 517, n. 10, 635, n. 6.
76	406 et n. 3, 6, 494, 496.	904	45, 239, 417 et n. 17, 18, 19, 419, 452, n. 7, 459, 498, n. 2, 635, n. 6.
77	100, n. 22, 876, 384 et n. 9, 10, 12, 496, n. 3, 641, 653, 841, n. 31, 847.	905	60, n. 3, 417, 649, n. 52.
78	264, 266, n. 1, 385 et n. 4, 10, 19, 27, 646 et n. 13, 650, n. 49, 790, 793, 794 n. *.	906	43, 71, 311, 418, 419.
79	385 et n. 30.	907	234 et n. 13, 418 et n. 18, 37, 38, 423.
80	385 et n. 10, 22, 27, 843, n. 6, 856, 859.	908	47, n. 4, 172, 175, n. 10, 407, 418 et n. 6, 22, 23, 27, 38, 48, 452, n. 7, 456, n. 5, 498, n. 2.
81	385 et n. 7.	909	46, 169, n. 3, 343, 418 et n. 25, 26, 27, 28, 29, 33, 34, 36, 37, 38, 423, 438, n. 3, 478.
82	203, 388, 393, 553, 555, 721, n. 10, 841.	910	12, 41, 418 et n. 10, 15, 16, 619.
83	279 et n. 27, 390, 392 et n. 1, 4, 5, 6, 402, n. 3, 445 et n. 5, 640, n. 4, 39, 50, 668, n. 9, 721, n. 10, 845.	911	172 et n. 13, 175, n. 10, 224, 236, 249, n. 6, 398, n. 2, 16, 418 et n. 6, 18, 23, 38, 40, 41, 43, 44, 45, 47, 604 et n. 2, 670, n. 11.
84	392 et n. 9, 16, 551, 793, n. 12.	912	60, 418, n. 5.
85	392 et n. 13, 14, 551.	913	369, n. 8, 402, 414, n. 4, 448, 450 et n. 4, 460 et n. 3, 5, 6, 7, 8, 12, 15, 461 et n. 27, 33, 679.
86	392, n. 11, 18, 551, 859.	914	449, 450 et n. 2, 460, n. 8.
87	392, n. 9, 16, 393 et n. 5, 7, 577, 581, 717, n. 4, 769.	915	369, n. 8, 414, n. 4, 448, 449, n. 5, 450 et n. 5, 6, 451, 457, n. 1, 459, n. 6, 460, 462 et n. 13.
88	392, n. 3, 393 et n. 9, 12, 26, 769.	916	414, n. 4, 449.
89	393 et n. 24, 25, 692.	917	447, n. 1, 452, 456 et n. 5, 747.
90	393.	918	33, 398, n. 19, 401, n. 3, 452, 455 et n. 6, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 457, n. 11, 511, n. 13, 568, n. 5.
91	393, n. 23, 511, 532, 560, n. 2, 583.	919	401, 402, n. 3, 453.
92	393 et n. 26, 586.	920	278, n. 4, 402, n. 3, 404, 450, 452 et n. 6, 511, n. 8, 534, 663.
93	412 et n. 1, 416, n. 3.	921	402, n. 3, 418, n. 48, 452 et n. 6, 8, 11, 461, n. 30.
94	415 et n. 1, 12.	922	400, n. 4, 402 et n. 3, 455 et n. 2, 456 et n. 1, 3.
95	357, 416 et n. 3, 502.	923	457 et n. 4, 517.
96	11, n. 1, 35, 261, 280, 343, 465 et n. 6, 23, 24, 467, 468 et n. 1, 6, 9, 475, 501.		
97	468, n. 6.		
98	465, 466 et n. 1, 471, n. 1, 503.		
99	465 et n. 9, 466.		
100	34, 343, 464 et n. 5, 6, 501, 534.		

Articles.	Paragrapbes et notes.	Articles.	Paragrapbes et notes.
924	457.	953	477, 481, 483 et n. 1, 524, 525.
925	457.	954	478, 471, n. 6, 474, 477, 483, n. 1, 484, n. 2, 504 et n. 9, 536, n. 5, 554, 731.
926	397, 404, 457, 498.	955	478, 471, n. 6, 484 et n. 4, 504 et n. 9.
927	397, 404, 457, 498.	956	474, 483, n. 1.
928	457 et n. 12.	957	484 et n. 10, 504 et n. 9, 859.
929	457.	958	478, 350, n. 2, 484 et n. 10.
930	400 et n. 14, 457, n. 15, 461 et n. 31, 469, n. 20.	959	157, n. 3, 484 et n. 12, 513 et n. 1, 799, n. 10.
931	33, 35, 415, 428 et n. 1, 6, 10, 513, 521, 595.	960	179 et n. 15, 278, 311, 408, n. 5, 479, 483, 485 et n. 1, 2, 4, 12, 15, 24, 513, 517, n. 20, 670, n. 11.
932	424, 425, n. 12, 426 et n. 2, 5, 427, 428, 480, 613, n. 6.	961	485 et n. 19.
933	424, 425 et n. 3, 428, n. 10.	962	485.
934	134, 424, 425 et n. 1, 12, 643.	963	485 et n. 26.
935	47, 134, 191 et n. 4, 221 et n. 33, 211, 424, 425 et n. 5, 6, 7, 12, 480, n. 13, 15.	964	485.
936	46, 378, n. 1, 424, 425, 480, n. 15.	965	485.
937	12, 41, 418 et n. 10, 16, 424, 425, 480, n. 15.	966	485 et n. 32, 32, 521, 522 et n. 2, 856.
938	47, 424, 425 et n. 12, 445 et n. 2, 480 et n. 22, 481, n. 2.	967	488 et n. 2.
939	335, 345, 420, 469, n. 26, 480 et n. 1, 5, 7, 484, 531, 837.	968	480, n. 6, 431 et n. 1, 432, 509, 521.
940	134, 480 et n. 13.	969	432, 595.
941	344, n. 3, 429, 480 et n. 20, 25.	970	208, n. 13, 430, 431, 437 et n. 5, 440, n. 23, 502 et n. 2, 503, n. 4.
942	480 et n. 13, 15, 16.	971	439 et n. 28.
943	35, 415 et n. 7, 429, n. 4, 514, 516, n. 3, 517, n. 3, 522.	972	380, n. 24, 417, n. 7, 434, n. 4, 437, n. 1, 439 et n. 27, 28.
944	35, 415 et n. 15, 429, n. 4, 474, 514, 517, 522.	973	435, 439.
945	35, 415, 429, n. 4, 474 et n. 5, 482, 514, 522.	974	432, 439 et n. 35, 440, n. 11.
946	415 et n. 13, 474, 514, 516, n. 3, 522.	975	47, n. 8, 439 et n. 21.
947	405, 412 et n. 2, 429, n. 4, 514 et n. 1, 516, 517 et n. 3, 20, 522.	976	435, 440.
948	307, n. 9, 400, n. 6, 429 et n. 1, 4, 5, 6, 9, 469, n. 13, 517, 518, 521, 522, 656.	977	14, n. 2, 440 et n. 19.
949	477.	978	46, 436, 440.
950	308, n. 13, 457, 469, 477, 673, n. 4.	979	46, 436, 440 et n. 12, 15, 21.
951	179, 352, n. 3, 372, 475 et n. 2, 4, 9.	980	11 et n. 2, 439 et n. 2.
952	98, 372, 475 et n. 2, 485, 796	981	432, 441 et n. 1, 2, 461.
		982	46, 441, n. 1.
		983	441.
		984	441.
		985	442 et n. 1, 2, 2.
		986	442, n. 2, 2.
		987	442 et n. 2, 3.
		988	443 et n. 1.

cles.	Paragrapbes et notes.	Articles.	Paragrapbes et notes.
189	443.	1022	445, 495 et n. 2, 3, 500 et n. 12, 531, n. 3, 560.
190	443, n. 2.	1023	418, n. 29, 490, 502.
191	443, n. 3.	1024	70, 497, n. 1.
192	443.	1025	70, 491.
193	443, n. 1.	1026	376, n. 1, 491 et n. 13, 25.
194	483.	1027	491.
195	386, n. 2.	1028	491.
197	443.	1029	491 et n. 16.
198	435, 441, 442, 443.	1030	35, 491.
199	29, 430 et n. 1, 3, 437, n. 11.	1031	365, n. 3, 491 et n. 18, 25, 544.
200	405, 430 et n. 7.	1032	491.
201	34, n. 2, 35, 411, 431, 433, 437, 439, 440.	1033	491 et n. 40, 526, n. 5.
202	98, 434, 473, n. 2, 486, 496, n. 8.	1034	491.
203	487 et n. 3.	1035	416, 501, 502 et n. 2, 3, 9, 523.
204	452, 493, 498 et n. 10, 499, n. 3.	1036	502, 503, n. 19.
205	492 et n. 4, 493, 498 et n. 10, 499 et n. 4.	1037	349, n. 7, 502 et n. 3.
206	269, 383, 386, 344, 349, n. 9, 376 et n. 1, 379, n. 7, 383, n. 2, 405, n. 10, 414, 438 et n. 2, 452, 486, 491, 493 et n. 10, 495, 496 et n. 8, 498, 504, 517 et n. 27, 661, n. 5, 854, n. 7.	1038	343, n. 3, 445, n. 5, 501, 502 et n. 13, 16, 23.
1007	432, 438, n. 2, 489 et n. 2, 498.	1039	374, n. 2, 501, 503 et n. 2.
1008	432, 439 et n. 1, 3, 498, n. 10.	1040	419, n. 9, 488, 492, 501, 503, 534 et n. 19, 537.
1009	404, 405, n. 10, 457, 487, 494, 496 et n. 8, 769, 794, n. *.	1041	419, n. 9, 488, 492, 501, 503.
1010	482, n. 5, 487 et n. 13.	1042	349, n. 7, 501, 503, 576, n. 6.
1011	452, 493, 499 et n. 4, 769.	1043	501, 503.
1012	405, n. 10, 494, 496 et n. 8, 498, 499, 794, n. *.	1044	311, n. 8, 474, n. 2, 503 et n. 15, 18, 21.
1013	404, 452, 498, n. 15, 499.	1045	503 et n. 15, 21.
1014	407, n. 7, 452, 492 et n. 1, 4, 493 et n. 2, 500.	1046	471, n. 8, 484, 501, 504 et n. 9.
1015	498, n. 11, 500 et n. 4, 5, 550.	1047	501, 504 et n. 2, 859.
1016	493 et n. 7, 498, n. 15.	1048	149, n. 4, 245, 264, n. 4, 401, n. 5, 418, 419, 424, 445, 465, n. 13, 468 et n. 1, 2, 3, 6, 7, 9, 11, 470.
1017	385, n. 19, 404, 405, n. 10, 494, 498, 793, 794, n. *.	1049	149, n. 4, 418, 419, 465, n. 13, 468 et n. 1, 4, 6, 9, 14, 470, 501, n. 7.
1018	358, 495, 500, n. 9, 10.	1050	365, n. 3, 468, n. 2, 516, n. 4, 517, n. 16.
1019	358, 495, 822, n. 2.	1051	468 et n. 11, 471, 472.
1020	445, n. 4, 495, 497 et n. 5, 9.	1052	468 et n. 13, 18, 469, n. 20, 472.
1021	343, n. 3, 426, n. 4, 445 et n. 2, 3, 4, 497, 551, 642, n. 14.	1053	67, 470, 471 et n. 5, 472, 555, 650, n. 48.
		1054	470 et n. 13, 14, 472, 796.
		1055	196, 225, 237, 469, 472.
		1056	469 et n. 7, 471, 472.

Articles. Paragraphes et notes.

1057 469 et n. 7, 8, 471, 472.
1058 469 et n. 13, 472.
1059 472.
1060 472.
1061 469, 472.
1062 469, 472.
1063 469, 472.
1064 254, n. 5, 469 et n. 16, 472, 481.
1065 469, 472, 559, n. 3.
1066 264, 469, 472.
1067 264, 469, n. 18, 472.
1068 469, 472.
1069 345, 469 et n. 18, 472.
1070 469 et n. 19, 22, 23, 25, 472, 480, n. 26.
1071 469, n. 19, 472, 480.
1072 469, 472, 480, n. 26.
1073 469, 472.
1074 469, 472.
1075 401, n. 3, 412, 505 et n. 2, 503, n. 23.
1076 505, 507, 509, 813, n. 12.
1077 455, n. 3, 505, 507 et n. 1.
1078 505, 506 et n. 3, 511, n. 11.
1079 401, n. 3, 505 et n. 2, 511 et n. 7, 8, 9, 11, 581.
1080 505, 511.
1081 412, 512 et n. 1, 516, 634.
1082 98, 149, n. 4, 179, n. 15, 267, 268, 343, 349, n. 9, 374, 376 et n. 1, 383, n. 2, 405, 412, 418, 419, 452, n. 6, 511, n. 12, 519, n. 12, 516, 517 et n. 3, 6, 14, 19, 31, 535, 604, 854, n. 7.
1083 268, 405, 511, n. 12, 13, 517 et n. 21, 860 et n. 3.
1084 98, 267, 268, 349, n. 9, 374, 405, 412, 480, n. 9, 482, 517, 518 et n. 3, 8, 11, 12.
1085 405, 482, 518 et n. 3, 535.
1086 374, 405, 457 et n. 7, 514 et n. 1, 516, 535.
1087 424, 513 et n. 2, 514.
1088 514, 515 et n. 4, 517.
1089 374, n. 2, 514, 516, 517 et n. 31, 518, 519, n. 2.

Articles. Paragraphes et notes.

1090 452, n. 6, 512, 517.
1091 431, n. 1, 519, 637, n. 12.
1092 519 et n. 2, 636, n. 2.
1093 98, 267, 376 et n. 1, 405, 461 et n. 34, 519 et n. 4, 520.
1094 307, n. 16, 452, n. 8, 456 et n. 5, 460 et n. 1, 3, 5, 6, 7, 8, 12, 15, 461, n. 27, 679.
1095 412, 417 et n. 16, 19, 519, n. 1, 522, 635.
1096 134, 349, 405, 412, 457, 461, n. 19, 485, 522 et n. 7, 633, 636, n. 5, 611, 642, 655, n. 25, 666, n. 7.
1097 431, n. 1, 479, 521.
1098 136, 179, 397, 452, n. 2, 456, n. 5, 461 et n. 1, 2, 4, 6, 9, 19, 20, 27, 32, 33, 637 et n. 21, 658, n. 1, 662, n. 4, 663.
1099 35, 460, 461 et n. 19, 604, n. 2, 637, 642, n. 11.
1100 398, n. 2, 16, 420, n. 3, 460, 461 et n. 16, 17, 19, 604, n. 2, 679, n. 11.
1101 610 et n. 1.
1102 611.
1103 611.
1104 485, n. 6, 611 et n. 3.
1105 611.
1106 611.
1107 117, 611, 723, n. 1.
1108 117, 236 et n. 3, 612, 613 et n. 1.
1109 240, n. 15, 378, 580, 613 et n. 15, 19, 614.
1110 26, 35, n. 4, 420, 421, 613 et n. 18, 19, 614, n. 10, 769 et n. 1, 3.
1111 378, n. 24, 614 et n. 1.
1112 614 et n. 1.
1113 614 et n. 5.
1114 393, n. 8, 614 et n. 2, 7.
1115 586, 614, n. 10.
1116 35, n. 4, 378, n. 26, 422, 614 et n. 9, 10.
1117 35, n. 14, 240, n. 15, 614.
1118 581.
1119 117, n. 2, 552, 617 et n. 2.

Articles.	Paragraphes et notes.	Articles.	Paragraphes et notes.
1130	346, n. 5, 617 et n. 9, 680, n. 4, 685, 757, n. 4.	1144	327, n. 2, 530 et n. 4.
1131	33, 415, n. 2, 424, 428, 468, n. 19, 477, 482 et n. 3, 617, 680, n. 4, 747, n. 6.	1145	530, 547, 548.
1132	344, n. 3, 348 et n. 5, 556, 617 et n. 8, 707, 710.	1146	547, 683.
1133	32, 670.	1147	81, n. 9, 548, 549 et n. 6.
1134	582, n. 3, 612.	1148	269 et n. 2, 549, 683 et n. 18, 843.
1135	211, n. 3, 222, 236, 249, 283, n. 4, 390, n. 14, 425, n. 12, 579, n. 5, 580, 582 et n. 3, 608, 723, n. 7.	1149	117, n. 8, 550.
1136	616.	1150	550 et n. 3, 685, n. 18.
1137	616.	1151	550 et n. 3.
1138	616.	1152	550, 552, n. 1.
1139	267, 349, 369, n. 25, 373 et n. 9, 377 et n. 3, 416, 455, n. 16, 458, n. 4, 501, n. 3, 511, 517, n. 29, 568, n. 5, 580, 615, 616, 637, 667, n. 2, 691, n. 1, 692, 767.	1153	356, n. 3, 547 et n. 12, 13, 550 et n. 10, 11, 687, n. 11, 727, 736, n. 12, 761, n. 4.
1131	35, 148, n. 4, 418, n. 6, 452, n. 4, 552, 579, 580, 615.	1154	550 et n. 16, 17.
1132	615.	1155	550 et n. 19.
1133	34, 418, n. 6, 615.	1156	38 et n. 1, 490, 565, n. 7, 611, n. 7, 618 et n. 2, 637, n. 29.
1134	28, 617 et n. 3, 619, 723, n. 1.	1157	39, 413, 416, n. 16, 433, n. 8, 490, 618.
1135	22, 617, 711, 724, n. 1.	1158	490, 618.
1136	531 et n. 1, 683, n. 25.	1159	22, 29, 38, 490, 618, 637, n. 29.
1137	218, n. 1, 535, n. 3, 548 et n. 2, 5, 625, n. 4, 781.	1160	618.
1138	345, 531, 547, n. 1, 5, 675, n. 2, 29, 680, n. 5, 716, n. 1, 720, n. 7.	1161	38, 490, 618.
1139	278, 530, 536 et n. 10, 547, 550, 683, 724, n. 8, 753, n. 17.	1162	618, 682 et n. 3.
1140	531, n. 1, 675, n. 29, 736, n. 12.	1163	618.
1141	245 et n. 1, 5, 346, 480, 531 et n. 5, 675 et n. 29, 683, n. 2, 697, n. 3, 701, n. 1, 712, n. 6, 837.	1164	618.
1142	117 et n. 7, 256, 259, 264, 271, 530, 551, 641, 716, n. 1, 727, n. 4.	1165	92, n. 9, 348 et n. 5, 617, 647, 854, n. 22.
1143	530.	1166	184, n. 65, 160, n. 3, 264, n. 2, 344, 348, n. 4, 353, n. 6, 386, n. 20, 388 et n. 2, 393, 397, 405, 407, n. 5, 452 et n. 12, 482, 503, 529, 554 et n. 1, 4, 8, 10, 12, 13, 555, n. 4, 14, 590 et n. 43, 623, 649, n. 6, 653, n. 25, 685 et n. 6, 692, n. 9, 699, n. 1, 702, n. 5, 710 et n. 19, 717, n. 10, 755, 825, n. 9, 826, 849, 860 et n. 4.
		1167	35, 189, n. 21, 227, n. 17, 278 et n. 18, 311 et n. 20, 335, n. 6, 346, 385, n. 7, 393 et n. 37, 38, 397, 471, 495, 555 et n. 1, 3, 4, 7, 14, 565, n. 2, 576, n. 3, 584, 500, n. 43, 642, 670, n. 14, 691, n. 15, 720, n. 10, 799, 824, 860 et n. 4.

Articles. Paragraphes et notes.

1168 534 et n. 2, 9.
1169 534 et n. 4, 807.
1170 415, n. 15, 474, n. 2, 534 et n. 5, 16.
1171 534 et n. 6.
1172 34, 534 et n. 7, 8, 14, 15, 715, n. 7.
1173 534 et n. 15.
1174 415, n. 15, 474, n. 2, 534 et n. 10, 548.
1175 534 et n. 16.
1176 534 et n. 22.
1177 534 et n. 22.
1178 534.
1179 419, 492, 534, 535, 536.
1180 492, 536, n. 1, 553.
1181 534 et n. 2.
1182 531, 535, n. 1, 3, 9, 537.
1183 279, 346, 483, 534, 536 et n. 10, 543, 640, n. 32.
1184 117, 278, 346, 477, 483, 534, 536 et n. 9, 10, 543, 565, n. 16, 611, 640, n. 32, 683 et n. 21, 687 et n. 13, 16, 21, 25, 703, n. 3, 704, 707, 731, 749, n. 9, 813, 852.
1185 474, n. 7, 531, n. 6, 537 et n. 6.
1186 557, 623, n. 3, 731.
1187 537.
1188 528, n. 2, 537 et n. 11, 565, 727 et n. 1, 732, 761, n. 15, 805, 822, 824 et n. 5, 827, 842, n. 1.
1189 532.
1190 500.
1191 532.
1192 532.
1193 532, n. 7.
1194 532.
1195 532.
1196 532.
1197 131, n. 20, 376, 526 et n. 1, 527 et n. 1, 696.
1198 527, 569.
1199 527 et n. 13, 847.
1200 526, 528 et n. 1.
1201 528.
1202 526 et n. 6.

Articles. Paragraphes et notes.

1203 528.
1204 528.
1205 528, 576.
1206 528, 760, 847.
1207 528 et n. 7.
1208 528 et n. 8, 571, 582, 760.
1209 575.
1210 528 et n. 10, 12.
1211 528, n. 10, 760, n. 23, 25.
1212 528, 760, 859 et n. 4.
1213 563, 643, n. 21, 761, n. 8.
1214 406, 528 et n. 13, 16, 761, n. 1.
1215 528, 569.
1216 528, n. 15, 643, n. 21.
1217 131, n. 20, 533 et n. 1, 12.
1218 533 et n. 1, 12, 21.
1219 533.
1220 266, 392, n. 6, 403 et n. 1, 405, n. 1, 533, 561, n. 2.
1221 533 et n. 1, 18, 19, 20, 21.
1222 533 et n. 12.
1223 533 et n. 12.
1224 533 et n. 12, 13.
1225 533 et n. 11, 12, 551.
1226 552.
1227 768.
1228 552 et n. 2.
1229 552.
1230 547, n. 1, 552.
1231 550, 552.
1232 552.
1233 552.
1234 556, 623, n. 3, 830, n. 1, 843, n. 3, 860 et n. 2.
1235 525 et n. 10, 557, 586, 623, n. 3.
1236 558 et n. 2, 4.
1237 558.
1238 558 et n. 10, 12, 13, 583, 623, n. 2.
1239 559 et n. 4.
1240 559.
1241 134, n. 23, 267, 639.
1242 559, 691, n. 20.
1243 560.
1244 633, 537 et n. 3, 558, 561 et n. 3, 7, 21, 22, 562, n. 2, 823, 841, n. 30.
1245 560, 576 et n. 6, 682, n. 25.

Articles. Paragrapbes et notes.

- 1246** 560.
1247 500, n. 2, 561, n. 12, 683, 687, n. 7.
1248 561.
1249 563 et n. 1, 2.
1250 344, 550, 558, n. 4, 563 et n. 1, 3, 4, 5, 6, 793 et n. 10, 813, n. 2, 826 et n. 5, 6.
1251 224, n. 3, 481, 497, n. 3, 558, n. 4, 563 et n. 1, 12, 13, 14, 15, 761 et n. 7, 790, n. 2, 825, 826 et n. 5, 6, 827.
1252 551, 563 et n. 23, 793, 796, n. 32, 826 et n. 6, 829, n. 2.
1253 562 et n. 2, 716, n. 10.
1254 562 et n. 3.
1255 562.
1256 562, 573, 716, n. 10.
1257 564 et n. 19, 562, n. 2, 566, 576, n. 1.
1258 561, n. 2, 562, n. 2, 564, 566.
1259 564 et n. 12, 566, 742.
1260 564, 566.
1261 564, 566, 568.
1262 564 et n. 18, 566.
1263 564, 566, 830.
1264 564 et n. 19, 566.
1265 565 et n. 16, 566.
1266 565, 566.
1267 565, 566.
1268 266, 565 et n. 16, 24, 566, 568.
1269 301, n. 1, 565, 566.
1270 565 et n. 9, 566.
1271 308, 385, n. 30, 566.
1272 566.
1273 566 et n. 7.
1274 566.
1275 308, 558, 566.
1276 566, 842, n. 1.
1277 559, n. 1, 566.
1278 566, 830.
1279 566 et n. 13.
1280 522, 566.
1281 538, 566 et n. 2, 763.
1282 569 et n. 4, 7, 15.
1283 569 et n. 6, 7, 15, 604.
1284 528, 569 et n. 13.

Articles. Paragrapbes et notes.

- 1285** 569 et n. 13, 14.
1286 569.
1287 533, n. 3, 538, 569 et n. 13.
1288 569.
1289 570.
1290 561, 571.
1291 257, 571 et n. 5.
1292 571.
1293 131, n. 33, 285, 291, 574 et n. 3, 5, 736.
1294 528, 538, 571 et n. 13, 573, 760 et n. 14.
1295 346, 573 et n. 3.
1296 571 et n. 15.
1297 573.
1298 573, n. 3.
1299 572, n. 2, 573 et n. 2, 4, 5.
1300 575 et n. 1.
1301 528, 575 et n. 3.
1302 269, 400, n. 20, 503, 522 et n. 5, 531, n. 7, 532, 547, n. 1, 549 et n. 2, 5, 576 et n. 4, 9, 578, n. 1, 582, n. 1, 623, n. 18, 657, n. 21, 706, 724 et n. 1, 730 et n. 3, 5, 9.
1303 345, n. 3, 576, n. 3, 736, n. 10.
1304 35 et n. 4, 134, 204, 230, n. 16, 17, 236, n. 3, 240, n. 15, 278, n. 13, 336, n. 6, 393 et n. 27, 485, n. 32, 511 et n. 11, 517, n. 10, 555, n. 12, 577, 584 et n. 1, 7, 8, 12, 586 et n. 18, 670, n. 19, 27, 680, n. 14, 686, n. 14, 753, n. 5, 769, 779, n. 17, 845, 854, 855, n. 1, 859.
1305 204, 240, n. 15, 378, n. 25, 582 et n. 1, 2, 9, 769.
1306 582.
1307 582 et n. 11.
1308 582.
1309 239, 417, 582, 635, 796, n. 14.
1310 582, 622, n. 1, 650, n. 44.
1311 577, 586.
1312 131, n. 23, 582, 583 et n. 6.
1313 581.
1314 582.
1315 549, n. 6, 587 et n. 2, 615, n. 6.

Articles. Paragraphes et notes.

1316 587.
1317 167, n. 16, 588, 589 et n. 2.
1318 588, 589 et n. 8, 9, 11.
1319 80, 588, 589 et n. 15, 16, 22.
1320 588, 589 et n. 16, 22, 590.
1321 588, 589 et n. 22, 24, 636, n. 13, 813, n. 33.
1322 344, n. 3, 588, 590 et n. 43, 641, n. 8, 655, n. 11, 747, n. 10.
1323 588, 590 et n. 1.
1324 588, 590.
1325 35, n. 18, 587, n. *, 588, 589, 596 et n. 4, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 28, 608, n. 15, 611, 854, n. 12.
1326 35, n. 19, 587, n. *, 588, 589, n. 10, 590 et n. 4, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 28, 608, n. 15, 735, n. 5, 759, n. 1.
1327 588, 590.
1328 236, n. 5, 347, 393 et n. 36, 585 et n. 12, 588, 590 et n. 24, 35, 37, 43, 641 et n. 6, 653, n. 6, 659, n. 2, 704, 747, n. 10, 779, n. 6, 783, n. 2, 791, 796, n. 21.
1329 588, 591 et n. 2, 5, 6.
1330 588, 591, 592, n. 2.
1331 588, 590, n. 1, 592.
1332 588, 592 et n. 6, 8.
1333 588, 593.
1334 80, 588, 594.
1335 80, 588, 594 et n. 5, 598, n. 4.
1336 588, 594, 598, n. 4.
1337 335, n. 10, 585 et n. 8, 12, 14, 588, 626, n. 9.
1338 184, 580 et n. 5, 6, 29, 588, 590, n. 9, 640, 769, n. 6, 799, n. 17.
1339 427, n. 2, 428, n. 3, 6, 433, n. 13, 501 et n. 4, 584, n. 2, 6, 586, 588.
1340 427, n. 2, 428, n. 3, 433 et n. 13, 501, 586, 588, 769, n. 6, 854.
1341 540, 587, n. *, 595, 596 et n. 1, 3, 6, 11, 597, 599, n. 16, 641, n. 6, 714, 735, 751, n. 4, 767, n. 6.

Articles. Paragraphes et notes.

1342 596.
1343 596.
1344 596 et n. 11, 12, 13, 597, n. 7.
1345 596 et n. 17.
1346 596 et n. 16, 17, 641, n. 6.
1347 162, n. 24, 170, n. 3, 236, n. 5, 510, 590, n. 12, 596 et n. 17, 598 et n. 1, 735, 751, n. 4, 767, n. 6.
1348 416, n. 7, 555, n. 10, 596 et n. 17, 599 et n. 5, 7, 8, 15, 16, 735, n. 6, 751, n. 4.
1349 600.
1350 599, 604, 605, n. 5.
1351 7, 79, 379, n. 18, 602, 604, 609 et n. 6, 768, 819, 854, n. 7.
1352 127, n. 7, 418, 599, 604 et n. 6, 7.
1353 299, 555, n. 10, 587, 598, 599 et n. 8, 600 et n. 3, 4.
1354 418, n. 47, 585, 605.
1355 605.
1356 26, 428, n. 10, 568, n. 1, 592, n. 2, 605, n. 2, 9, 606, 613, n. 15.
1357 601.
1358 590, n. 13, 602, n. 7, 608 et n. 14, 27.
1359 608.
1360 540, 602, n. 7, 608 et n. 25.
1361 608 et n. 24, 699.
1362 608 et n. 17.
1363 602, 608.
1364 568, 608.
1365 527 et n. 10.
1366 587, 601.
1367 299, 549, n. 6, 602.
1368 603.
1369 587, 603, 709, 738.
1370 589, 620 et n. 3, 6, 9, 621, 627, n. 2.
1371 621 et n. 1.
1372 550, 622, 751, n. 2.
1373 622.
1374 548 et n. 2, 622 et n. 7.
1375 550, 622 et n. 10.
1376 134, n. 23, 523, n. 6, 622 et n. 2, 4.

Articles. Paragraphes et notes.

- 1377** 26, 134, n. 23, 563, n. 6, 623 et n. 4, 6, 8, 729, n. 5.
1378 550, 563, n. 6, 623 et n. 12, 14, 859, n. 3.
1379 623 et n. 14, 16.
1380 623 et n. 11, 17.
1381 297, n. 5, 309, n. 11, 623 et n. 20.
1382 82, 114, n. 14, 205, 251, 383, 548, n. 2, 624, 625, n. 1, 4, 627, n. 4, 685, n. 4, 702 et n. 4, 5, 16, 704, n. 5, 859, n. 3.
1383 205, 241, n. 6, 251, 547, n. 2, 624, 625 et n. 1, 4, 627, n. 1, 4, 702 et n. 16.
1384 624, n. *, 627, 628, n. 7, 629.
1385 629, n. 2, 3.
1386 277, 627, 629.
1387 682 et n. 1, 633, 636, n. 5, 637.
1388 34, 189, n. 21, 206, n. 1, 637, 642, n. 1, 649.
1389 517, n. 16, 637 et n. 12, 655, n. 22.
1390 463, n. 1, 517, 637 et n. 29.
1391 636, n. 2, 637.
1392 637, 666, n. 1.
1393 633, 637 et n. 30, 639, n. 5.
1394 636 et n. 1, 2, 3, 607, n. 3.
1395 468, 633, 636 et n. 5, 637, 639 et n. 3, 648, 649 et n. 66, 665, 667 et n. 3, 767.
1396 517, n. 6, 589, 636 et n. 10, 13, 14.
1397 517, n. 6, 589, 636 et n. 2, 11, 18, 19.
1398 239, 417, 519, n. 1, 582, 635 et n. 2, 3, 6, 670, n. 24.
1399 639 et n. 3.
1400 715.
1401 304, n. 1, 398, 633, 638 et n. 6, 640 et n. 1, 3, 4, 13, 47, 642, 644, n. 17, 646, 746, n. 3.
1402 640 et n. 4, 24, 28, 655, n. 3.
1403 640 et n. 9, 11, 644.

Articles. Paragraphes et notes.

- 1404** 14, n. 2, 638, 640 et n. 33, 34, 35, 39, 643, n. 21.
1405 640 et n. 29, 37.
1406 640 et n. 41, 42, 644.
1407 264, 640, 644, n. 12, 657
1408 554 et n. 18, 555, n. 25, 640 et n. 24, 47, 48, 49, 52, 57, 644.
1409 134, n. 59, 633 et n. 3, 641 et n. 4, 8, 15, 16, 19, 23, 642 et n. 27, 36, 37, 49, 644, 646, 647, 653, n. 2, 3, 657 et n. 13, 661.
1410 641 et n. 6, 8, 11, 659, n. 2, 664, n. 12, 670, n. 52.
1411 641 et n. 16, 646 et n. 27, 657.
1412 633, n. 3, 641, 642, n. 39, 646 et n. 13.
1413 633, 641, 642 et n. 27, 37, 39, 646 et n. 13, 15, 25, 653, n. 3.
1414 265, n. 3, 641, 646 et n. 18, 664, n. 6.
1415 219, 265, n. 3, 587, n. 11, 595, 641, 646 et n. 7, 20, 650 et n. 7.
1416 641, 646 et n. 9, 19.
1417 633, 641, 646 et n. 9, 19, 25.
1418 641 et n. 6, 39, 646.
1419 134 et n. 59, 526, n. 5, 642 et n. 27, 35, 36, 37, 38, 39, 646 et n. 13, 664, n. 13.
1420 124, 642.
1421 642.
1422 633, 638, n. 2, 642, et n. 1, 9, 10, 11, 45, 644, 655, n. 25, 657, n. 9.
1423 445 et n. 5, 641, 642 et n. 12, 14.
1424 628, 641, 642 et n. 19, 24, 644, 658, 661.
1425 641, 642 et n. 19, 661.
1426 134 et n. 62, 641, 642 et n. 29, 36, 47, 646, 653, n. 3.
1427 124 et n. 62, 638, n. 2, 642 et n. 29, 47.
1428 267, n. 1, 638, 642 et n. 23, 642, 644, 656, n. 18, 664, 668 et n. 6, 715.

Articles.	Paragraphes et notes.	Articles.	Paragraphes et notes.
1439	100, 221, 308 et n. 19, 643 et n. 7, 13, 649, 664, 668, 700 et n. 3, 704, n. 9, 753 et n. 6.	1456	265, n. 2, 650 et n. 26.
1439	221 et n. 9, 240, n. 7, 308, 641, n. 18, 643 et n. 10, 11, 13, 664, 668, 700.	1457	650 et n. 22.
1431	642, n. 36, 48, 643 et n. 20, 21, 645, n. 4.	1458	568, 650, n. 33.
1433	642 et n. 27, 37, 39, 645.	1459	650.
1433	640, 644 et n. 14, 15, 16, 27, 664, n. 5.	1460	380, n. 29, 650 et n. 41, 44.
1434	264, 644 et n. 3, 8, 16.	1461	265, n. 3, 650 et n. 40.
1435	264, 644 et n. 8, 9, 11, 16, 27, 669.	1462	265, n. 3.
1436	189, n. 22, 644 et n. 17, 27.	1463	650 et n. 26, 33, 39.
1437	267, 640, 642, 644 et n. 32, 34, 35, 645, n. 2, 646 et n. 12, 647, n. 2.	1464	554, 555, 650.
1438	638, 642, 645, 658, 661, 667, n. 6.	1465	313 et n. 4, 314, 650 et n. 53, 673.
1439	398, 633, 642 et n. 53, 658, 667, n. 6.	1466	99, 650 et n. 40, 673, n. 5.
1440	481, 550, 633 et n. 16, 17, 642, 656.	1467	555, 650, n. 26, 651.
1441	147, 156, 617, n. 8, 637, 648, 673.	1468	644, 652.
1442	189 et n. 22, 219 et n. 4, 325 et n. 7, 265, n. 2, 520, n. 5, 587, n. 11, 595, 637, 659 et n. 4, 5, 7.	1469	633, 642 et n. 60, 644.
1442	642 et n. 1, 649 et n. 1, 16, 767.	1470	641, 644 et n. 1, 2, 26, 27, 654.
1444	649 et n. 22, 24.	1471	644 et n. 24, 26, 27, 29, 654, n. 4, 655, 673, n. 19.
1445	648, n. 7, 649 et n. 24, 31, 650, n. 3, 673, n. 15.	1472	644.
1446	554, n. 11, 555, 642, n. 48, 649, 642, n. 1.	1473	550, 644, 654, n. 4, 661, n. 10.
1447	555, 649 et n. 3.	1474	652.
1448	182, n. 2, 134, n. 52, 692, 649 et n. 39, 40.	1475	405, n. 1, 650, 652.
1449	134 et n. 53, 267, n. 1, 649 et n. 36, 52, 65.	1476	279 et n. 2, 555, 581, 651, 652, 793, 841, n. 8.
1450	632, 649 et n. 63, 664, n. 5.	1477	380, n. 29, 650, 652 et n. 3, 5, 6, 7.
1451	157 et n. 3, 649, n. 68, 69.	1478	645, 646, 652, 654.
1452	149, 156, 649, n. 22, 662.	1479	645, 652, 654, n. 4, 661, n. 10.
1453	99, 268, n. 1, 637, 638, 650 et n. 48, 662.	1480	641, 642 et n. 14, 652.
1454	650.	1481	641, 642, 652, 664, n. 18, 796, n. 9.
1455	644, n. 2, 650.	1482	641, 653 et n. 1.
		1483	264, 268, n. 1, 637, 644 et n. 27, 650, 653 et n. 12, 15, 23, 24, 663 et n. 13.
		1484	643, n. 18, 653, 663 et n. 2.
		1485	653 et n. 3.
		1486	653.
		1487	641, n. 18, 643 et n. 18, 653 et n. 5.
		1488	653 et n. 20, 23.
		1489	653.
		1490	653.
		1491	651, 653.
		1492	125, n. 6, 644, n. 27, 654 et n. 3.
		1493	641, 644 et n. 27, 654 et n. 4.

Articles. Paragraphes et notes.

- 1494** 654, 662, n. 11.
1495 651, 673.
1496 126, 461, n. 12, 20, 637.
1497 632, 659, n. 2.
1498 655 et n. 6, 12, 14, 17, 22.
1499 265, n. 3, 655 et n. 8, 11, 12, 22, 656, n. 17, 664 et n. 16.
1500 252, n. 2, 264, 631, 632, 642, n. 21, 644, 655, 656 et n. 5, 9, 657, n. 20.
1501 633, n. 3, 655, 656.
1502 633, n. 3, 655 et n. 12, 656 et p. 17, 664, n. 16, 673, n. 8.
1503 633, 655 et n. 17, 656 et n. 8, 21, 22.
1504 265, n. 3, 307, 595, 655 et n. 4, 656 et n. 8, 17, 664, n. 6.
1505 641, 657 et n. 1.
1506 657 et n. 4, 7.
1507 657 et n. 4, 7.
1508 657 et n. 7.
1509 657 et n. 11, 12, 20.
1510 641, 645, 654, 655 et n. 11, 17, 659 et n. 2, 10, 11, 664.
1511 633, n. 3, 656, 659 et n. 2.
1512 641, n. 19, 659, 660.
1513 655, 656 et n. 23, 660 et n. 3, 758.
1514 617, n. 8, 633, n. 3, 644, n. 27, 649, n. 12, 652, 654, 661 et n. 4, 5, 796.
1515 637, 661, n. 662 et n. 2, 12.
1516 662 et n. 4.
1517 662, 663.
1518 148, 156 et n. 8, 484, n. 12, 662 et n. 4, 8, 9, 649.
1519 662 et n. 14.
1520 627, n. 21, 652, 653, n. 12, 662, 663 et n. 1, 4, 8.
1521 637, n. 21, 663 et n. 5.
1522 637, n. 21, 663, n. 13.
1523 637, n. 21, 663, n. 5.
1524 637 n. 21, 663 et n. 14.
1525 637 et n. 21, 662, n. 4, 663 et n. 18, 19, 20.
1526 632, 658, 775, n. 8.
1527 126, 461, n. 9, 637 et n. 21, 658, n. 1, 662, n. 4, 663, n. 17.

Articles. Paragraphes et notes.

- 1528** 632 et n. 4, 637, 655, n. 26, 656.
1529 637, 664, 665.
1530 134, n. 30, 304, n. 1, 491, n. 16, 631, 632 et n. 1, 2, 632, 637 et n. 21, 655, n. 17, 660, n. 1, 661, 664 et n. 16, 668, 679.
1531 631, 632, 656 et n. 11, 664 et n. 16, 668.
1532 265, n. 3, 631, 632, 656 et n. 11, 664 et n. 6, 16, 669 et n. 6.
1533 631, 632, 664, n. 16, 668.
1534 134, 631, 632, 637, n. 2, 664 et n. 16, 12.
1535 631, 632, 664 et n. 5, 16.
1536 124 et n. 52, 267, n. 1, 631, 632, 633, 649, 665.
1537 134, n. 52, 632, 649 et n. 42, 665.
1538 134, 616, 632, 649 et n. 54, 665.
1539 631, 632 et n. 2, 649, n. 51, 665, 667, n. 6, 8, 680.
1540 631, 632, 666, n. 2, 5.
1541 631, 632, 666, n. 5, 670, n. 79.
1542 631, 632, 637 et n. 21, 664, n. 2, 667.
1543 261, 631, 632, 667 et n. 4, 670, n. 64.
1544 631, 632, 633, 667 et n. 6.
1545 631, 632, 633, 667 et n. 6, 9, 10, 11.
1546 631, 632, 633, 667 et n. 6, 10, 11.
1547 481, 631, 632, 633, 656.
1548 550, 631, 632, 633 et n. 16, 17.
1549 304, n. 1, 306, n. 2, 631, 632, 668 et n. 1, 2, 5, 6, 9, 670, n. 79.
1550 307, 631, 632, 664, 668.
1551 631, 632, 664, n. 6, 668, 669.
1552 631, 632, 668, 669, 673.
1553 264, 631, 632, 669.
1554 261, 346, 579, 631, 632, 664, n. 5, 667, 670 et n. 1, 79, 673, 674.

Articles.	Paragraphes et notes.	Articles.	Paragraphes et notes.
1555	134, n. 44, 631, 632, 642, n. 45, 670 et n. 46, 47, 70.	1585	35, n. 2, 675 et n. 8.
1556	134, n. 44, 631, 632, 670 et n. 70.	1586	675.
1557	631, 632, 670.	1587	35, n. 2, 675 et n. 12.
1558	134, 261, n. 13, 631, 632, 670 et n. 29, 41, 47, 50, 51, 53, 55, 56, 57, 671 et n. 1, 2.	1588	675 et n. 13.
1559	261, n. 13, 264, 631, 632, 670 et n. 63, 64.	1589	675 et n. 6, 28, 680, 685, n. 1, 698, n. 4.
1560	631, 632, 664, n. 5, 670 et n. 15, 18, 19, 21, 23, 27, 32.	1590	675 et n. 26.
1561	631, 632, 670, n. 1, 19, 26, 27, 845.	1591	675.
1562	631, 632, 668 et n. 14, 669, 670.	1592	675.
1563	631, 632, 649, n. 56, 664, 767.	1593	683, 686.
1564	346, 631, 632, 669, 670, n. 79, 673, 796.	1594	261, n. 13, 679.
1565	631, 632, 673 et n. 22, 23.	1595	633, n. 11, 644, 645, 673, n. 15, 17, 20.
1566	308, n. 13, 631, 632, 664, n. 3, 669, 673.	1596	35, 40, 334 et n. 1, 579, 581, n. 6, 679 et n. 6, 7, 11, 699, 854, n. 3.
1567	631, 632, 669, 673 et n. 23.	1597	35, 584, n. 6, 604, 679, n. 14, 633 et n. 6, 15, 19, 20, 854, n. 1.
1568	631, 632, 673, 691, n. 21.	1598	261 et n. 3, 13, 688.
1569	631, 632, 656, n. 21, 673 et n. 9, 11, 12, 13, 855.	1599	35, 346 et n. 5, 6, 445 et n. 2, 463, n. 18, 471, 616, 680 d n. 5, 6, 683, 799.
1570	313, n. 4, 314, 550, 631, 632, 633, 641, n. 30, 654, n. 4, 661, n. 10, 664, n. 16, 673 et n. 14, 15, 18, 796, n. 9, 859.	1600	377, n. 3, 616.
1571	277, 631, 632, 640, n. 6, 664, n. 16, 673 et n. 7, 16, 18, 23.	1601	35, n. 4, 675.
1572	631, 632.	1602	618, 682 et n. 3, 683, n. 14, 694, n. 2.
1573	631, 632, 673 et n. 27, 28.	1603	682, 683.
1574	631, 632 et n. 2, 633, 637, 666 et n. 2, 674.	1604	531, n. 1, 683 et n. 2.
1575	134, n. 52, 632, 649, 674.	1605	254, 683 et n. 3, 7.
1576	134 et n. 53, 267, n. 1, 632, 649, 674.	1606	683 et n. 7, 9.
1577	632, 649 et n. 51, 674, 796, n. 7.	1607	343, 683.
1578	632, 649, 674, 751, n. 2.	1608	299, n. 4, 561, 682, 686, 688.
1579	632, 649 et n. 51, 674.	1609	561, 683.
1580	631, 632 et n. 2, 637, 649, 674.	1610	683 et n. 1, 18.
1581	631, 637, 664, n. 17.	1611	683 et n. 19.
1582	675 et n. 2, 678 et n. 2.	1612	683.
1583	345, 576, 675 et n. 2, 10, 28, 29, 680, n. 5.	1613	683, 758, 812, n. 1.
1584	661.	1614	531, n. 2, 683 et n. 25.
		1615	258, 683.
		1616	683 et n. 22, 706, 859.
		1617	683 et n. 28, 29, 30, 31, 33, 34, 40, 706, n. 1.
		1618	683 et n. 30, 31, 33, 34, 706, n. 1.
		1619	683 et n. 31, 32, 33, 34, 706, n. 1, 716, n. 2.
		1620	683 et n. 36, 706, n. 1.
		1621	683 et n. 23.

Articles. Paragraphes et notes.

- 1622** 584, 683 et n. 38, 39, 40, 706, n. 1, 859.
1623 683 et n. 33, 38, 706, n. 1.
1624 683, n. 25.
1625 684.
1626 551, 685 et n. 4, 23, 29.
1627 681, 684, 691, n. 22.
1628 685 et n. 24.
1629 685, 701, n. 11.
1630 309, n. 24, 633, n. 11, 685, 695 et n. 8.
1631 685.
1632 685.
1633 685 et n. 18.
1634 299, n. 11, 685.
1635 685.
1636 633, n. 11, 675, n. 15, 685 et n. 22, 635, n. 15.
1637 685 et n. 22, 687, n. 19.
1638 333, 685 et n. 32.
1639 689.
1640 392, n. 17, 685 et n. 28, 701, n. 12, 703, n. 6, 761.
1641 392, n. 9, 561, n. 1, 686 et n. 2, 14.
1642 685, n. 23, 686, 725, n. 5.
1643 686.
1644 12, 686 et n. 5.
1645 686, 701, n. 6.
1646 686, 701, n. 6.
1647 686 et n. 11, 689.
1648 12, 23, 686.
1649 686.
1650 682, 687.
1651 561, 687 et n. 7, 731.
1652 547, n. 12, 550, 683, 687 et n. 11, 859.
1653 633, n. 12, 680, n. 8, 687 et n. 21, 24, 758.
1654 256, n. 10, 278, 279, 536, 543, 687 et n. 16, 25, 731, n. 5, 749, n. 9, 791, n. 30, 793 et n. 8, 813 et n. 7, 852.
1655 299, n. 11, 528, 687 et n. 25.
1656 278, 536 et n. 10, 681, 687 et n. 25.
1657 547, 681, 687 et n. 3, 4, 16.
1658 688.

Articles. Paragraphes et notes.

- 1659** 256, n. 10, 610, n. 4, 644, n. 36, 681, 688.
1660 279, n. 20, 374, n. 9, 464, n. 12, 681, n. 6, 688, 731, n. 9, 732, n. 12, 843, 859.
1661 261, n. 12, 688.
1662 688.
1663 672, 688.
1664 536, n. 5, 688 et n. 13.
1665 688.
1666 688.
1667 688, 689.
1668 688.
1669 688.
1670 688.
1671 688.
1672 688, 689.
1673 278 et n. 12, 281, 297, n. 5, 299, n. 11, 536, n. 5, 687, n. 17, 688, 704, n. 9.
1674 35, 393, 543, n. 4, 581, 586, n. 23, 616, 675 et n. 24, 689 et n. 2, 4, 731.
1675 683, n. 31, 689.
1676 374, n. 9, 584, 689, 845, 859.
1677 393, n. 19, 689 et n. 10.
1678 393, n. 19, 689 et n. 10.
1679 689.
1680 689 et n. 9.
1681 278, 393 et n. 20, 532 et n. 2, 536, n. 5, 560, n. 2, 583, 640, n. 31, 644, n. 36, 689.
1682 583, 689.
1683 689.
1684 221, 689 et n. 19.
1685 689.
1686 279 et n. 4, 676 et n. 4.
1687 221, 279, n. 23.
1688 279, n. 23.
1689 690, n. 2, 691.
1690 345, 480, 531, 563, n. 3, 573, 690, n. 2, 691 et n. 6, 9, 10, 13, 779, 841.
1691 345, 480, 573, 690, n. 2, 691 et n. 10.
1692 258, 690, n. 2, 691, 826.
1693 633, n. 11, 691, 717, n. 9.
1694 392, n. 10, 551, 633, n. 11, 691, 717, n. 9.

Articles.	Paragraphes et notes.
1695	551, 633, n. 11, 691, 717, n. 9.
1696	551, 692 et n. 14.
1697	692, 693.
1698	692.
1699	692, 693 et n. 4, 6, 7, 9.
1700	693 et n. 3, 6.
1701	693 et n. 12, 15.
1702	675, 695 et n. 1.
1703	695.
1704	695 et n. 6, 8.
1705	695 et n. 8.
1706	695.
1707	675, n. 2, 695 et n. 8.
1708	696.
1709	696.
1710	696.
1711	696, 697, n. 1, 710, n. 3.
1712	40, 41, 697.
1713	697.
1714	699.
1715	697, n. 2, 699 et n. 6, 7, 704, n. 11, 19, 843, n. 1.
1716	697, n. 2, 699 et n. 6, 9.
1717	280, 568, 703 et n. 1, 3.
1718	100, 221, 240, n. 7, 649, 700 et n. 3, 704, n. 9, 753.
1719	701 et n. 8, 704, n. 4.
1720	701 et n. 6, 7, 703, n. 1, 704, n. 4.
1721	701 et n. 6.
1722	576, 701, n. 11, 12, 702, n. 4, 704 et n. 4, 707, 708, 720.
1723	701.
1724	701 et n. 10.
1725	392, n. 9, 16, 701.
1726	701 et n. 11, 12.
1727	551, n. 2, 701 et n. 17.
1728	702 et n. 2.
1729	702 et n. 2.
1730	697, n. 2, 702 et n. 4.
1731	697, n. 2, 702 et n. 4.
1732	697, n. 2, 702 et n. 4, 5.
1733	625, n. 10, 702 et n. 7, 9, 10, 14, 15, 16, 17, 20.
1734	526, n. 5, 527, n. 4, 702 et n. 8, 13, 14, 15, 16, 17, 20.
1735	702.
1736	22, 699, n. 6, 704 et n. 11.
1737	704.

Articles.	Paragraphes et notes.
1738	704, 712, n. 6, 751, n. 2.
1739	704 et n. 11, 16, 17, 20, 27.
1740	704.
1741	576, 704 et n. 1, 705, n. 2, 797.
1742	280, 704.
1743	346 et n. 1, 11, 347, 482, 697, n. 2, 698, n. 2, 701, n. 1, 704 et n. 33, 39, 712, n. 8.
1744	704 et n. 35, 38, 40.
1745	704 et n. 40, 705, n. 8.
1746	704 et n. 40.
1747	704 et n. 40.
1748	704.
1749	281, 704.
1750	704.
1751	704, n. 39.
1752	704, 705, 791, n. 14.
1753	22, 554, n. 4, 703 et n. 9, 10, 791, n. 2.
1754	22, 705 et n. 4, 5.
1755	702, n. 4, 705 et n. 4, 5.
1756	705 et n. 4.
1757	697, n. 2, 704 et n. 23.
1758	22, 697, n. 3, 704 et n. 23.
1759	22, 704, 707, n. 12, 751, n. 2.
1760	705 et n. 7.
1761	705 et n. 8, 707.
1762	22, 705 et n. 9.
1763	703.
1764	703.
1765	706 et n. 1, 707.
1766	704, 706 et n. 2.
1767	706 et n. 3.
1768	309, 702 et n. 7, 796, n. 2.
1769	706 et n. 4, 7, 10.
1770	706 et n. 7.
1771	706 et n. 9, 10.
1772	706.
1773	706.
1774	699, n. 6, 704 et n. 11, 24.
1775	704 et n. 11, 25.
1776	704 et n. 11.
1777	706.
1778	706.
1779	707, n. 1, 22.
1780	259, 707 et n. 1, 2, 4, 5.
1781	601, n. 1, 12, 707 et n. 1, 13, 15, 16, 710, n. 2.

Articles. Paragraphes et notes.

1782	707, n. 1, 709 et n. 5, 772, 841, n. 2.
1783	709 et n. 4.
1784	709 et n. 3, 11.
1785	709 et n. 3, 9.
1786	709 et n. 6.
1787	710 et n. 3.
1788	710 et n. 5.
1789	710 et n. 8.
1790	710.
1791	710 et n. 11.
1792	629, 710 et n. 6, 16, 17, 859 et n. 5.
1793	710 et n. 31.
1794	710 et n. 24.
1795	576, 617, n. 8, 710 et n. 13, 14.
1796	710.
1797	637, n. 2, 710.
1798	554, n. 4, 710 et n. 19, 793, n. 17.
1799	637, n. 2.
1800	251, 711.
1801	711.
1802	711.
1803	711.
1804	712.
1805	712 et n. 6.
1806	712 et n. 4, 6.
1807	269, 549, 712 et n. 4, 6.
1808	269, 576, 712 et n. 4, 6.
1809	712 et n. 4, 6.
1810	712 et n. 4, 6.
1811	711, n. 3, 712, n. 6.
1812	712 et n. 6.
1813	712 et n. 6.
1814	712 et n. 6.
1815	712 et n. 6.
1816	712 et n. 6, 718, n. 9.
1817	712 et n. 6.
1818	712.
1819	711 et n. 3.
1820	712.
1821	712.
1822	712 et n. 3.
1823	712 et n. 8.
1824	712.
1825	712.

Articles. Paragraphes et notes.

1826	712 et n. 8.
1827	712.
1828	711, n. 3, 712 et n. 9.
1829	712.
1830	712.
1831	712.
1832	713.
1833	34, 713, 714.
1834	540, n. 2, 714 et n. 4, 720, n. 4, 767, n. 6.
1835	715 et n. 5.
1836	638, n. 3, 715 et n. 2.
1837	658, n. 1, 715 et n. 2, 6, 9.
1838	715, n. 9.
1839	715.
1840	658, n. 1, 715 et n. 15.
1841	465, 715.
1842	715.
1843	713.
1844	720.
1845	714, 716 et n. 2, 4.
1846	547, n. 12, 550, 644, 660, n. 5, 716, 717, n. 6, 718.
1847	716.
1848	716 et n. 10.
1849	716 et n. 11.
1850	716 et n. 9, 11, 718, n. 3, 751, n. 2.
1851	713, n. 12, 717, n. 7, 720 et n. 8, 731 et n. 3, 4, 6.
1852	369, 717, 721, n. 3.
1853	713, 716, 717 et n. 3.
1854	581, 584, 717 et n. 4, 859.
1855	713.
1856	718 et n. 3.
1857	718, 753.
1858	718, 753.
1859	279, 297, n. 10, 718 et n. 11, 719.
1860	718 et n. 2, 6, 13.
1861	717.
1862	526, n. 3, 719, 751, n. 2.
1863	526, n. 3, 643, n. 18, 719 et n. 7.
1864	719 et n. 4, 8, 751, n. 2.
1865	617, n. 8, 720 et n. 11, 848, n. 1.
1866	720 et n. 4.

Articles.	Paragraphes et notes.	Articles.	Paragraphes et notes.
1867	345, n. 3, 576, 720 et n. 7, 8.	1912	28, n. 2, 728, n. 4, 731, n. 1, 732 et n. 3, 5, 12, 822.
1868	720 et n. 11.	1913	731, n. 5, 732, 843, n. 1.
1869	619, 720.	1914	746.
1870	720.	1915	610, n. 5, 733.
1871	279, 720.	1916	733.
1872	279 et n. 9, 581, 721 et n. 12.	1917	734.
1873	713, n. 1.	1918	734.
1874	722.	1919	723, n. 1, 734 et n. 2.
1875	610, n. 15, 723.	1920	734.
1876	723.	1921	734, 735, n. 1.
1877	723 et n. 3, 785.	1922	735, 751, n. 2.
1878	723 et n. 7.	1923	735, 767, n. 6.
1879	725, n. 2.	1924	428, n. 10, 735 et n. 10.
1880	724 et n. 2.	1925	735, 736, n. 14.
1881	269, 549, 724.	1926	267, 299, n. 1, 735 et n. 1.
1882	724, 736, n. 1.	1927	286, n. 19, 548, 736 et n. 1, 782, n. 1.
1883	724.	1928	334, n. 4, 386, n. 19, 548, 736, 741, n. 1, 782, n. 1.
1884	724.	1929	269, 736.
1885	281 et n. 6, 724.	1930	736 et n. 8.
1886	725, n. 4.	1931	709, 736.
1887	526, n. 5, 724, 725.	1932	560, 736 et n. 4.
1888	723, 725.	1933	736.
1889	725.	1934	736.
1890	724, n. 10, 725, n. 5.	1935	736 et n. 10, 11.
1891	725.	1936	736.
1892	269, 610, n. 4, 5, 623, 726 et n. 1, 728.	1937	736, 753, n. 12.
1893	269, 726.	1938	736 et n. 19.
1894	554, n. 4, 726 et n. 1.	1939	736 et n. 15.
1895	306, 400, n. 8, 560 et n. 8, 9, 11, 12, 726 et n. 5.	1940	736, 781.
1896	560, 726.	1941	736.
1897	306 et n. 8, 726.	1942	561, 736, n. 1.
1898	727.	1943	736 et n. 20.
1899	726, 727.	1944	736.
1900	561, n. 10, 16, 727.	1945	565, 735, n. 1, 736.
1901	561 et n. 10, 16, 727.	1946	736.
1902	726.	1947	269, 736, 737.
1903	306 et n. 8, 531, n. 3, 560, 727 et n. 4.	1948	281, 721, n. 10, 736, 737.
1904	547.	1949	734, 738, n. 1.
1905	728 et n. 2.	1950	738.
1906	728.	1951	736, 738, 854, n. 22.
1907	11, n. 1, 13, n. 1, 728, 729.	1952	627, n. 2, 709, 739 et n. 1, 14, 772.
1908	604.	1953	702, n. 5, 739, n. 8.
1909	726, 730, 746.	1954	709, 739.
1910	746.	1955	740.
1911	256, n. 20, 732.		

Articles.	Paragrapbes et notes.	Articles.	Paragrapbes et notes.
1956	740 et n. 2.	1999	491, 623, n. 10, 754 et n. 7.
1957	741 et n. 1.	2000	269.
1958	741 et n. 1.	2001	528, n. 19, 517, n. 12, 550, 717, n. 6, 718, n. 2, 754, 761, n. 4.
1959	741.	2002	526, n. 5, 754.
1960	741 et n. 2.	2003	491, n. 38, 617, n. 8, 753, 756, 843, n. 1.
1961	742 et n. 1, 2.	2004	619, 756 et n. 3.
1962	743.	2005	279, 388, n. 2, 3, 756.
1963	743.	2006	221, 756 et n. 4, 5.
1964	743.	2007	221, 491, 623, 756 et n. 2.
1965	611, n. 3, 743.	2008	127, n. 21, 756.
1966	571, n. 8, 586, n. 11, 623, n. 3, 745 et n. 5.	2009	720, n. 11, 756.
1967	745 et n. 5.	2010	720, n. 11, 756 et n. 15.
1968	525, n. 9, 10, 615, n. 2, 623, n. 3, 745 et n. 1.	2011	757 et n. 4, 760, n. 3.
1969	747.	2012	134, n. 65, 525, 538, 554, n. 10, 759 et n. 16.
1970	747.	2013	757.
1971	747.	2014	757.
1972	311, 747.	2015	759.
1973	33, 424, 428, 747 et n. 3, 6.	2016	757, 761 et n. 6.
1974	747 et n. 8.	2017	757, n. 1, 760, n. 1.
1975	48, 747 et n. 8, 10.	2018	720, n. 11, 759 et n. 7, 764.
1976	729 et n. 7, 747.	2019	759 et n. 8, 9, 10, 764.
1977	737, n. 1, 746, n. 3, 749 et n. 4, 7.	2020	709, 759 et n. 4, 13.
1978	483, n. 1, 687, 749 et n. 4, 9.	2021	757 et n. 1, 760 et n. 3, 17, 799, n. 1.
1979	749 et n. 10.	2022	760 et n. 5, 802, 825 et n. 19.
1980	749 et n. 1.	2023	555, n. 5, 760 et n. 6, 7, 825, et n. 20.
1981	747, 748, n. 4.	2024	760 et n. 12.
1982	67, 311, n. 2, 313, 749.	2025	528, 760.
1983	105, 748.	2026	561, 760 et n. 19.
1984	750 et n. 1, 2.	2027	760 et n. 25.
1985	378, 751 et n. 1, 2, 3, 4.	2028	528, 547 et n. 12, 550 et n. 12, 761 et n. 2, 6.
1986	71, 750.	2029	761 et n. 7, 762 et n. 4.
1987	134, n. 53, 608, 752 et n. 1.	2030	761.
1988	92, 134, n. 53, 267, n. 1, 694, 718, n. 2, 6, 752, 753 et n. 6.	2031	761 et n. 11.
1989	92, 237, 670, n. 37, 753.	2032	761 et n. 13, 19, 762 et n. 5, 763, 842, n. 1.
1990	491, 751 et n. 4, 5, 6.	2033	528, 762 et n. 2, 5.
1991	753.	2034	763.
1992	548 et n. 2, 753 et n. 2.	2035	575, 763.
1993	753.	2036	759 et n. 15, 16, 760 et n. 17.
1994	627, n. 2, 753.	2037	528, n. 15, 763 et n. 2, 3, 5, 799, n. 1, 825.
1995	491, 753.		
1996	219, n. 30, 550, 736, 753 et n. 14.		
1997	323, 719, 755.		
1998	35, 223, 586, n. 5, 754, 755.		

Articles. Paragrapbes et notes.

2038 768 et n. 6.
2039 566, n. 2, 763.
2040 757, n. 11, 764, 833, n. 6.
2041 98, n. 8, 807, 886, n. 29, 764 et n. 3.
2042 760, n. 14, 764.
2043 760, n. 14, 21, 764.
2044 540, n. 2, 765, 767 et n. 6, 768, 783, n. 2.
2045 12, 40, 41, 221, 767.
2046 626, 767, 769, n. 8.
2047 768.
2048 768.
2049 768.
2050 768.
2051 768, 786, n. 12.
2052 26, 608, 613, n. 15, 765 et n. 3, 768, 769 et n. 6, 851, n. 7.
2053 608, n. 28, 767, 769 et n. 3.
2054 608, 765, 769 et n. 6.
2055 35, 608, 765, 768, 769, n. 8.
2056 765, 769.
2057 769, 772, n. 8.
2058 769 et n. 14.
2059 772 et n. 1, 4, 5.
2060 143, 285 et n. 5, 291 et n. 4, 542, n. 1, 709, 786, n. 23, 742, 757, n. 11, 759, 760, n. 1, 764, 771 et n. 1, 772 et n. 10, 12, 15.
2061 773.
2062 771, n. 3, 773.
2063 35, 259, 473, 642, n. 49, 770, 771, 774.
2064 774, 806.
2065 761, 775 et n. 2.
2066 44, 45, 215, n. 13, 643, n. 17, 772, n. 12, 19, 774 et n. 4.
2067 775 et n. 7.
2068 775.
2069 775.
2070 770.
2071 281, 610, n. 5, 777.
2072 777.
2073 778, 780.
2074 345, 779 et n. 4, 6, 7, 8, 11, 780, n. 1, 782, n. 2, 786, 791.

Articles. Paragrapbes et notes.

2075 346, 779 et n. 10, 11, 791.
2076 779 et n. 12, 791.
2077 777, 782, 799.
2078 616, 780 et n. 3, 12, 784.
2079 782, n. 1.
2080 781.
2081 781.
2082 780 et n. 4, 781, 784, n. 1, 786.
2083 780, n. 3, 784, n. 1, 822.
2084 777, n. 1.
2085 782 et n. 12, 783 et n. 2, 784.
2086 785.
2087 784 et n. 3, 785.
2088 784 et n. 6.
2089 784 et n. 4, 785, n. 6.
2090 752, 784, n. 1.
2091 784, n. 8, 824.
2092 251, n. 3, 271.
2093 271, 344, 554, 786, 827, 842.
2094 827.
2095 786, 813, n. 1, 821, 827.
2096 786, 813, n. 1, 827, 828 et n. 1, 2, 829.
2097 796, n. 32, 826, n. 7, 827, 828, n. 1.
2098 789, 828, n. 1.
2099 786, 788 et n. 3.
2100 789.
2101 46, 255, n. 7, 593, n. 4, 783, n. 10, 789, n. 1, 2, 790 et n. 1, 5, 7, 8, 9, 792, 806 et n. 1, 827, 828 et n. 2, 4, 829 et n. 3, 833, n. 1.
2102 299, n. 1, 687, n. 16, 18, 703, 705, 706, 712, n. 8, 724, n. 16, 737, n. 2, 766 et n. 5, 791 et n. 1, 10, 11, 16, 17, 30, 36, 39, 821, 828 et n. 2, 4, 849, 859.
2103 279, 392, n. 14, 393, n. 1, 687, n. 18, 791, n. 23, 793 et n. 1, 4, 10, 11, 13, 14, 15, 807, 813 et n. 8, 9, 17, 815, 829 et n. 3.
2104 789, n. 1, 790, 792 et n. 1.
2105 789, n. 1, 790, n. 1, 828, 829.
2106 792, 804, n. 2, 813, n. 1, 11, 817 et n. 1, 819, 827, n. 2.

Articles.	Paragraphes et notes.	Articles.	Paragraphes et notes.
2107	804, 806 et n. 1, 823, n. 1.	2132	585, n. 4, 801, 802, 811 et n. 2, 812.
2108	805, 806, 807 et n. 3, 809, n. 2, 818 et n. 5, 8, 10, 11, 839.	2133	297, n. 27, 585, n. 4, 822 et n. 2.
2109	510, 793 et n. 13, 14, 806, 809, n. 2, 813 et n. 9, 10, 11, 827, n. 1.	2134	335, n. 6, 345, 817 et n. 1, 819, 821, n. 5, 827.
2110	11, n. 1, 813 et n. 17.	2135	14, n. 3, 217, 670, n. 17, 794, n. 1, 795 et n. 5, 7, 796 et n. 3, 19, 20, 23, 801, 806 et n. 2, 831, 836, n. 11.
2111	385 et n. 4, 10, 15, 22, 23, 25, 27, 400, n. 23, 790, 793, 794, n. 2, 808, 809, n. 2, 810, 813, 823, n. 2.	2136	772 et n. 5, 806 et n. 3, 6, 8, 810, 818.
2112	522, 796, n. 32, 807, 826 et n. 7, 827.	2137	225 et n. 7, 806.
2113	385 et n. 26, 27, 528, 786, 797, 813 et n. 1, 827, n. 5.	2138	806 et n. 10.
2114	262, 528, 786, 821, n. 3, 822, 823.	2139	131, 806.
2115	786, n. 8.	2140	582, 635, 637, 704, 796 et n. 13, 14, 810 et n. 6, 8, 812, n. 5, 15, 814, n. 10, 830.
2116	523, 786, 789.	2141	810 et n. 6, 8, 814, n. 10.
2117	789.	2142	810, 812, n. 6.
2118	80, 256, 274, 305, 808, 818 et n. 3, 335 et n. 6, 429, 480, 786, 788 et n. 3, 5, 822 et n. 2.	2143	235, 810, n. 8, 812 et n. 3, 13, 16.
2119	255, n. 7, 786 et n. 16, 788, 799, 821, 830, n. 5, 849.	2144	796 et n. 16, 812 et n. 2, 13, 15, 16.
2120	849.	2145	812 et n. 13.
2121	40, 41, 644, n. 28, 795 et n. 7, 796 et n. 1, 12, 797, 810, 812.	2146	335, n. 3, 799, 808 et n. 12, 13.
2122	794 et n. 1.	2147	827 et n. 5.
2123	11, n. 1, 30 et n. 1, 6, 12, 278, n. 1, 563, 798 et n. 11, 14, 806, n. 2, 809, 810.	2148	11, n. 1, 14, n. 3, 365, n. 20, 535, n. 4, 801, 807, 808, 810 et n. 4, 811 et n. 2, 814 et n. 5, 6, 8, 9, 10, 815, 818, 820, 823.
2124	240, n. 14, 799 et n. 19.	2149	808 et n. 2.
2125	278, 393, n. 20, 400, 535, 796, n. 4, 799 et n. 6, 10.	2150	814.
2126	100, 103, 221, 799 et n. 12, 16.	2151	746, n. 8, 823 et n. 1, 2, 3.
2127	789, n. 3, 800 et n. 1, 3, 4, 801, n. 1, 806, n. 2, 809.	2152	814, n. 5.
2128	29, 30 et n. 1, 800, 806, n. 2.	2153	40, 41, 806, 810, 811, 814 et n. 10, 815, 818, 827.
2129	799 et n. 6, 801 et n. 1, 3, 810.	2154	565, 808, n. 16, 818 et n. 2, 1, 2, 849.
2130	799 et n. 6, 801, 812 et n. 4, 825, n. 24.	2155	814, 829.
2131	253, n. 14, 537 et n. 11, 760, n. 1, 796, n. 13, 801, 810, 812, 824 et n. 5.	2156	92, n. 18, 814, n. 5, 820 et n. 2.
		2157	819 et n. 2.
		2158	819.
		2159	813, 820.
		2160	819.

Articles.	Paragraphes et notes.	Articles.	Paragraphes et notes.
2161	812 et n. 3, 4, 5, 15, 820.	2195	795, 796 et n. 19, 831, 836 et n. 13.
2162	812 et n. 11.	2196	805, 833, n. 6, 839.
2163	811 et n. 2, 812.	2197	805.
2164	796 n. 13, 812 et n. 19, 22.	2198	805 et n. 3, 816, 831, n. 4, 831, 833, n. 1.
2165	812 et n. 7, 11.	2199	805.
2166	11, n. 1, 262, 335, n. 6, 345, 685, n. 3, 786, 804, 806, n. 2, 808 et n. 2, 817, 831, n. 5, 825, 841.	2200	574, n. 1, 805, 814.
2167	346, n. 4, 786, n. 12, 825.	2201	805.
2168	532, 642, n. 18, 823, n. 2, 825.	2202	754, n. 13, 805 et n. 15.
2169	676, 825 et n. 15, 18, 831 et n. 1, 832 et n. 7.	2203	736, n. 17, 805 et n. 13, 839.
2170	688, 825 et n. 21.	2204	271, n. 1, 308, n. 23, 676, 841.
2171	757, n. 1, 763, n. 3, 825.	2205	279, n. 9, 388, 389, n. 5, 841 et n. 8, 9.
2172	277, n. 5, 278, n. 4, 301, n. 1, 786, n. 12, 825.	2206	841.
2173	825, 835, n. 2.	2207	841.
2174	245, 825.	2208	195, 196, 238, 608, n. 6, 841 et n. 36.
2175	279, 297, n. 10, 299, n. 12, 822, n. 2, 825 et n. 35, 835.	2209	271, n. 1, 3, 760, n. 12, 841 et n. 13, 14, 19.
2176	824, 825 et n. 16.	2210	258, 835 et n. 14, 841 et n. 12.
2177	278, 841 et n. 3, 825 et n. 37.	2211	841 et n. 19.
2178	825.	2212	841 et n. 39.
2179	825.	2213	841.
2180	345, 569, n. 1, 830, 831 et n. 1, 3, 4, 6, 835, n. 1, 852, 854, n. 15, 859.	2214	841.
2181	305, 325 et n. 6, 336, n. 5, 822, 825, 831, 832, 839.	2215	841.
2182	278, 835, n. 6, 846, 835, 802, n. 2, 831.	2216	513, n. 2, 841.
2183	845, 831, 832 et n. 6, 7, 836, n. 13, 839.	2217	841.
2184	535, 831, 832 et n. 19.	2218	841, 842.
2185	124, n. 19, 245, 391, n. 6, 553, 668, 676, 685, n. 3, 758, 818, 831, 833 et n. 1, 2, 843.	2219	523, n. 3, 843, 860 et n. 2.
2186	831, 834.	2220	523, n. 3, 568, 843, 861.
2187	831, 835.	2221	861 et n. 2.
2188	831, 835 et n. 10.	2222	861 et n. 5.
2189	831, 835 et n. 6.	2223	523, n. 2, 544, 843, 857, n. 1, 860 et n. 5.
2190	831, 833, 835 et n. 3.	2224	544, 857, n. 1, 860.
2191	831, 835.	2225	554, 860 et n. 3, 4.
2192	831, 835.	2226	261, n. 4, 849.
2193	831, 836 et n. 1, 13.	2227	40, 41, 261, 845 et n. 2.
2194	134, 217, 806, 831, 836 et n. 14, 13.	2228	282 et n. 2, 283, 642, 851.
		2229	287 et n. 1, 2, 289, 227, n. 4, 682, n. 2, 843, n. 5, 847, n. 4, 851.
		2230	284, 428, n. 10, 853.
		2231	851, n. 13, 852.
		2232	851.
		2233	847, 851.
		2234	318, n. 7, 851.

Articles.	Paragraphes et notes.
2235	283 et n. 2, 318, n. 7, 851, 854, n. 19.
2236	724, n. 10, 851.
2237	724, n. 10, 851, 854.
2238	851 et n. 12.
2239	846, 485, n. 32, 680, 854.
2240	851.
2241	585, n. 10, 851 et n. 8.
2242	847, 859, m. 21.
2243	818, n. 7, 831, 847.
2244	318, n. 7, 847 et n. 9, 10.
2245	847.
2246	547, n. 13, 847 et n. 11.
2247	847 et n. 14.
2248	585, 847 et n. 14, 861, n. 3.
2249	528, 533, 760, n. 19, 847.
2250	763, n. 1, 847 et n. 20.
2251	845 et n. 1, 848, n. 1.
2252	221, n. 27, 843, 845, 854, n. 7, 23.
2253	484, n. 19, 645, 845.
2254	643, 845.
2255	261, n. 4, 670, n. 19, 27, 845.
2256	670, 845, 848.
2257	392, 458, 535, 749, n. 12, 831, n. 5, 843, n. 5, 849 et n. 2, 856 et n. 6, 7.
2258	386 et n. 7, 845, 855.
2259	376, 381, 650, n. 30, 845.
2260	11, n. 1, 845, 846.
2261	11, n. 1, 670, 846.
2262	139, 160, 304, 331, 346, 383, 392, 458, 585, 626, 749, 849, 853, 856, 857, 858, 859.
2263	336, n. 8, 377, 585 et n. 14, 17, 843, n. 15.
2264	336, n. 7.
2265	93, 295, n. 2, 304, 311, n. 16, 313, n. 3, 336, n. 7, 346, 458, 485, n. 32, 555 et n. 12, 687, n. 14, 741, n. 4, 831, n. 4, 845, 852, 854 et n. 6, 20, 21, 859.

Articles.	Paragraphes et notes.
2266	831, n. 4, 854 et n. 20, 21.
2267	854 et n. 3.
2268	295, n. 12, 854 et n. 3.
2269	295, n. 2, 854.
2270	278, n. 18, 710 et n. 16, 17, 859, n. 5.
2271	707, 790, n. 7, 857, n. 1, 859 et n. 33, 34, 37, 38, 39, 44.
2272	707, 754, n. 11, 790, n. 7, 9, 859 et n. 38, 39, 44.
2273	754, n. 11, 859 et n. 6, 7, 44.
2274	230, 859 et n. 40, 43.
2275	608 et n. 4, 857, 859 et n. 44, 46, 860.
2276	859 et n. 9.
2277	295, n. 19, 356, n. 3, 392, n. 11, 400, n. 9, 702, 746, n. 3, 749, n. 12, 859 et n. 10, 13, 17, 18, 35, 37, 44.
2278	683, n. 37, 702, 845, 859 et n. 20.
2279	100 et n. 6, 143, 255, n. 7, 274, 278 et n. 6, 294 et n. 6, 295, n. 7, 298, n. 1, 299, 327, 345, 346, 356, 385, n. 14, 407, 428, n. 10, 480, 484, 485, 495, 528, n. 6, 543 et n. 5, 555 et n. 8, 558, n. 13, 655, n. 17, 664, n. 4, 669, 670 et n. 79, 675 et n. 29, 680, n. 14, 683, n. 2, 687, n. 16, 712, n. 6, 718, 723, n. 3, 736, n. 11, 18, 791, n. 9, 813, n. 2, 849 et n. 2, 5, 6, 7, 859.
2280	299, n. 10, 311, n. 16, 723, n. 3, 736, n. 18, 779, n. 1, 849.
2281	7, 336, n. 5, 846 et n. 5, 6, 7.

FIN DE LA TABLE DES ARTICLES DU CODE NAPOLÉON.

CONCORDANCE

DES PARAGRAPHS DE LA TRADUCTION DE MM. MASSÉ ET VERGÉ

AVEC LES PARAGRAPHS

DU TEXTE ALLEMAND DE ZACHARIE.

Nota. Les paragraphes de MM. Massé et Vergé qui n'ont pas leur correspondance dans ZACHARIE sont des paragraphes nouveaux.

SS Massé et Vergé.	SS Zacharie.	SS Massé et Vergé.	SS Zacharie.	SS Massé et Vergé.	SS Zacharie.
1	1	33	35	66	163
2	2	34	36	67	164
3	3	35	37	68	165
4	4	36	38	69	166
5	5	37	39	70	167
6	6	38	40	71	55
7	7	39	41	72	56
8	8	40	52	73	57
9	9	41	53	74	58
10	10	42	"	75	59
11	11	43	80	76	60
12	12	44	81	77	61
13	14	45	82	78	62
14	15	46	83	79	63
15	16	47	84	80	64
16	17	48	85	81	65
17	18	49	"	82	66
18	{ 18	50	"	83	67
	{ 46	51	54	84	70
19	20	52	68	85	"
20	21	53	69	86	161
21	22	54	71	87	141
22	23	55	72	88	142
23	24	56	73	89	143
24	26	57	74	90	144
25	27	58	75	91	145
26	28	59	76	92	146
27	29	60	77	93	147
28	30	61	78	94	148
29	31	62	748	95	149
30	32	63	"	96	150
31	33	64	161	97	151
32	34	65	162	98	152

CONCORDANCE DES §§ DE LA TRAD. DE MM. MASSÉ ET VERGÉ, ETC. 643

§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.
99	153	144	482	188	549
100	154	145	483	189	549
101	155	146	484	190	»
102	156	147	485	191	550
103	157 ^a	148	486	192	553
104	157 ^b	149	487	193	»
105	158	150	488	194	86
106	159	151	489	195	87
107	160	152	490	196	88
108	449	153	491	197	89
109	450	154	492	198	90
110	451	155	493	199	91
111	452	156	494	200	92
112	453	157	495	201	93
113	454	158	496	202	94
114	455	159	542	203	95
115	»		543 ^a	204	96
116	456	160	543 ^b	205	97
117	457	161	546	206	98
118	458	162	547	207	99
119	459	163	548	208	100
120	460	164	565	209	101
121	461	165	566	210	102
122	462	166	567	211	103
123	463	167	568 ^a	212	104
124	464	168	568 ^b	213	105
125	465	169	569	214	106
126	466	170	570	215	107
127	467	171	571	216	108
128	468	172	572	217	109
129	469	173	554	218	110
130	551	174	555	219	111
131	552	175	556	220	112
132	470	176	557	221	113
133	471	177	558	222	114
134	472	178	559	223	115
135	473	179	560	224	116
136	474	180	561	225	117
137	475	181	562	226	118
138	476	182	563	227	119
139	477	183	564	228	120
140	478	184	543	229	121
141	479	185	544	230	122
142	480	186	545	231	123
143	481	187	549	232	124 ^a

644 CONCORDANCE DES §§ DE LA TRADUCTION DE MM. MASSÉ ET VERGÉ

§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.
233	124 ^b	276	194	321	239
234	125	277	195	322	239
235	126	278	196	323	239
236	127	279	197	324	239
237	128	280	198	325	240
238	129	281	184	326	241
239	130	282	185 ^a	327	242
240	131	283	185 ^b	328	243
241	132	284	186	329	244
242	133	285	187 ^a	330	245
243	134	286	187 ^b	331	246
244	135	287	188	332	247
245	136	288	189	333	248
246	137	289	190 ^a	334	249
247	138	290	190 ^b	335	250
248	139	291	191	336	251
249	140	292	192	337	252
250	"	293	199	338	253
251	168	294	200	339	254 ^a
252	169	295	201	340	254 ^b
253	170	296	202	341	255
254	170	297	203	342	"
255	170	298	204	343	178
256	171	299	218	344	179
257	172	300	219	345	180
258	173	301	220	346	181
259	174	302	221	347	182
260	175	303	222	348	183
261	176	304	223	349	588
262	177	305	224	350	589
263	"	306	225	351	590
264	573	307	226	352	85
265	574	308	227	353	591
266	575	309	228	354	593
267	576	310	229	355	594
268	577	311	230	356	592
269	578	312	231	357	595
270	579	313	232	358	596
271	580	314	233	359	596
	581	315	"	360	596
272	582	316	234	361	597
	583	317	235	362	598
273	584	318	236	363	599
274	193 ^a	319	237	364	600
275	193 ^b	320	238	365	601

§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.
366	602	410	644	453	685
367	603	411	642	456	683
368	604	412	643	457	685
369	605	413	644	458	686
370	606	414	645	459	687
371	607	415	646	460	688
372	608	416	647	461	690
373	608	417	648	462	689
374	608	418	649	463	691
375	608	419	650	464	692
376	609	420	651	465	693
377	610	421	652	466	694
378	611	422	653	467	695
379	612	423	654	468	696
380	613	424	655	469	696
381	614	425	656	470	696
382	615	426	657	471	696
383	616	427	658	472	697
384	{ 583	428	659	473	698
	{ 617	429	660	474	699
385	618	430	661	475	700
386	619	431	662	476	701
387	620	432	663	477	702
388	621	433	664	478	703
389	622	434	665	479	703
390	623	435	666	480	704
391	624	436	667	481	705
392	625	437	668	482	706
393	626	438	669	483	707
394	627	439	670	484	708
395	628	440	671	485	709
396	629	441	672	486	710
397	630	442	673	487	711
398	631	443	674	488	712
399	632 ^a	444	675	489	713
400	632 ^b	445	676	490	714
401	633	446	677	491	715
402	634	447	678	492	716
403	635	448	679	493	717
404	636	449	680	494	718
405	636	450	681	495	719
406	637	451	682	496	720
407	638	452	683	497	720
408	639	453	684	498	721
409	640	454	685	499	722

646 CONCORDANCE DES §§ DE LA TRADUCTION DE MM. MASSÉ ET VERGÉ

§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharias.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharias.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharias.
500	723	544	747	588	750
501	724	545	770	589	751
502	725	546	308	590	752
503	726	547	308	591	753
504	727	548	{ 299	592	754
505	728		{ 308	593	750
506	729	549	308	594	756
507	730	550	308	595	757
508	731	551	309	596	758
509	732	552	310	597	759
510	733	553	311	598	760
511	734	554	312	599	761
512	735 ^a	555	313	600	762
513	735 ^b	556	314	601	763
514	736	557	315	602	764
515	737	558	316	603	765
516	738	559	317	604	766
517	739	560	318	605	767
518	740	561	319	606	767
519	741	562	320	607	767
520	742	563	321	608	768
521	743	564	322	609	769
522	744	565	587	610	340
523	"	566	323	611	341
524	296	567	324	612	342
525	297	568	324	613	343 ^a
526	298	569	324	614	343 ^b
527	298	570	325	615	344
528	298	571	326	616	345
529	299	572	327	617	346
530	299	573	328	618	347
531	299	574	329	619	348
532	300	575	330	620	"
533	301	576	331	621	440
534	302	577	332	622	441
535	302	578	333	623	442
536	302	579	334 ^a	624	443
537	303	580	334 ^b	625	444
538	304	581	335 ^a	626	445
539	305	582	335 ^b	627	446
540	306	583	336	628	447
541	307	584	337	629	448
542	{ 745	585	338	630	497
	{ 748	586	339	631	498
543	746	587	749	632	499

§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.
633	500	678	351	723	391
634	501	679	351	724	392
635	502	680	351	725	393
636	503	681	352	726	394
637	504	682	353	727	395
638	505	683	354	728	396
639	506	684	355	729	396
640	507	685	355	730	397
641	508	686	355	731	398
642	509	687	356	732	399
643	510	688	357	733	400
644	511	689	358	734	401
645	512	690	359 ^a	735	402
646	513	691	359 ^a	736	403
647	514	692	359 ^a	737	404
648	515	693	359 ^a	738	405
649	516	694	359 ^b	739	406
650	517	695	360	740	407
651	518	696	361	741	408
652	519	697	362	742	409
653	520	698	363	743	"
654	521	699	364	744	439 ^b
655	522	700	365	745	386
656	523	701	366	746	387
657	524	702	367	747	388
658	525	703	368	748	389
659	526	704	369	749	390
660	527	705	370	750	410
661	528	706	371	751	411
662	529	707	372 ^a	752	412
663	530	708	372 ^b	753	413
664	531	709	373	754	414
665	532	710	374	755	415
666	533	711	375	756	416
667	534	712	376		{ 417
668	535	713	377		{ 423 ^a
669	536	714	378	758	423 ^b
670	537	715	379	759	424
671	538	716	380	760	425
672	539	717	381	761	426
673	540	718	382	762	427
674	541	719	383	763	428
675	349	720	384	764	429
676	350	721	385	765	418
677	351	722	"	766	419

648 CONCORDANCE DES §§ DE LA TRAD. DE MM. MASSÉ ET VERGÉ, ET.

§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.	§§ Massé et Vergé.	§§ Zacharie.
767	420	799	266	831	293
768	421	800	266	832	294
769	422	801	266	833	294
770	584	802	266	834	294
771	430	803	266	835	294
772	585	804	267	836	295
773	585	805	268	837	296
774	585	806	269	838	296
775	585	807	270	839	297
776	586	808	271	840	298
777	431	809	272	841	581
778	432	810	273	842	582
779	433	811	274	843	299
780	434	812	275	844	210
781	435	813	276	845	211
782	436	814	277	846	212
783	437	815	278	847	213
784	438	816	279	848	214
785	439 ^a	817	280	849	215 ^a
786	256	818	281	850	215 ^b
787	257	819	282 ^a	851	215 ^c
788	258	820	282 ^b	852	215 ^d
789	259	821	283	853	216
790	260	822	284	854	217
791	261	823	285	855	771
792	262	824	286	856	772
793	263	825	287	857	773
794	264	826	288	858	774 ^a
795	264	827	289	859	774 ^b
796	264	828	290	860	775
797	264	829	291	861	776
798	265	830	292		

CONCORDANCE

DES PARAGRAPHEs DU TEXTE ALLEMAND DE ZACHARIE

AVEC LES PARAGRAPHEs

DE LA TRADUCTION DE MM. MASSÉ ET VERGÉ.

NOTA. Les chiffres reliés par un trait d'union indiquent, savoir : les plus gros, les paragraphes du texte allemand de ZACHARIE ; les plus petits, les paragraphes de la traduction de MM. MASSÉ et VERGÉ : ainsi les chiffres 101-209 indiquent que le paragraphe 101 de ZACHARIE correspond au paragraphe 209 de MM. MASSÉ et VERGÉ.

INTRODUCTION.

- I. De la jurisprudence en général. Notions. Division. §§ 1-1, 2-2, 3-3.
- II. Droit français. Notions. Différentes parties. Sources. Codes. §§ 4-4, 5-5, 6-6, 7-7, 8-8, 9-9, 10-10, 11-11, 12-12, 13, 14-13, 15-14, 16-15, 17-16, 18-18 et 46, 19-16, 17 et 18, 20-19, 21-20.
- III. Droit civil français. Notions. Division. Force obligatoire des lois civiles. Interprétation. Sciences auxiliaires. §§ 22-21, 23-22, 24-23, 25-1 et 2, 26-24, 27-25, 28-20, 29-27, 30-28, 31-29, 32-30, 33-31, 34-32, 35-33, 36-34, 37-35, 38-36, 39-37, 40-38, 41-39, 42, 43, 44, 45, 46-17 et 18, 47, 48, 49, 50, 51.

DROIT CIVIL THÉORIQUE.

PREMIÈRE PARTIE. — *De l'état civil des Français.*

Introduction. — Notion d'une personne. — Personnes physiques et morales. — Des droits civils des personnes morales. — De l'état civil et politique des hommes. — Des actes de l'état civil. §§ 52-40, 53-41, 54-51, 55-71, 56-72, 57-73, 58-74, 59-75, 60-76, 61-77, 62-78, 63-79, 64-80, 65-81, 66-82, 67-83.

I. De l'acquisition de l'état civil. Des Français par naissance et des Français naturalisés. §§ 68-52, 69-53, 70-84, 71-54, 72-55, 73-56, 74-57.

II. Des droits de l'état civil. §§ 75-58, 76-59, 77-60, 78-61, 79.

III. Des différences physiques des hommes au point de vue de leur influence sur l'état civil (naissance, sexe, âge, etc.). §§ 80-43, 81-44, 82-45, 83-46, 84-47, 85-48 et 352.

Droit de tutelle. Introduction. § 86-194.

1 De la tutelle des mineurs. §§ 87-195, 88-196, 89-197, 90-198, 91-199, 92-200, 93-201, 94-202, 95-203, 96-204, 97-205, 98-206, 99-207, 100-208, 101-209, 102-210, 103-211, 104-212, 105-213, 106-214, 107-215, 108-216, 109-217, 110-218, 111-219, 112-220, 113-221, 114-222, 115-223, 116-224, 117-225, 118-226, 119-227, 120-228, 121-229, 122-230, 123-231.

2 De la tutelle des interdits. §§ 124^a-232, 124^b-233, 125-234, 126-235, 127-236.

3 De la curatelle. §§ 128-237, 129-238, 130-239, 131-240, 132-241, 133-242, 134-243, 135-244, 136-245.

4 Du Conseil judiciaire. §§ 137-246, 138-247, 139-248, 140-249.

IV. Des rapports de lieu des hommes entre eux au point de vue de leur influence sur l'état civil.

1 Du domicile. §§ 141-87, 142-88, 143-89, 144-90, 145-91, 146-92.

2 De l'absence. §§ 147-93, 148-94, 149-95, 150-96, 151-97, 152-98, 153-99, 154-100, 155-101, 156-102, 157^a-103, 157^b-104, 158-105, 159-106, 160-107.

V. Des différents modes d'extinction ou de perte de l'état civil.

1 De la perte complète de l'état civil. §§ 161-64 et 86, 162-65, 163-66, 164-67, 165-68.

2 Comment un Français devient étranger. § 166-69.

3 De la perte de certains droits de l'état civil ou de la privation pour un temps momentané des droits de l'état civil. § 167-70.

DEUXIÈME PARTIE. — *Des droits civils relativement aux objets extérieurs.*

Introduction. — Des objets extérieurs des droits civils en général. —

Division des choses et des biens. — Des droits sur les objets extérieurs en général. (Espèces. Ayants droit.) — De la possession. §§ 168-251, 169-252, 170-253 à 255, 171-256, 172-257, 173-258, 174-259, 175-260, 176-261, 177-262, 178-343, 179-344, 180-345, 181-346, 182-347, 183-348, 184-281, 185^a-282, 185^b-283, 186-284, 187^a-285, 187^b-286, 188-287, 189-288, 190^a-289, 190^b-290, 191-291, 192-292.

Livre premier. — Des droits civils par rapport aux objets extérieurs, ces objets considérés *in abstracto*.

A. *Droit sur les choses.*

I. Du droit de propriété sur les choses. §§ 193^a-274, 193^b-275, 194-276, 195-277, 196-278, 197-279, 198-280, 199-293, 200-294, 201-295, 202-296, 203-297, 204-298, 205-837, 206-838, 207-839, 208-840, 209-843, 210-844, 211-845, 212-846, 213-847, 214-848, 215^a-849, 215^b-850, 215^c-851, 215^d-852, 216-853, 217-854, 218-299, 219-300, 220-301.

II. Des droits de servitudes sur les choses. Introduction. § 221-302.

1 Des servitudes personnelles. (*Ususfructus. Usus. Habitatio.*) §§ 222-303, 223-304, 224-305, 225-306, 226-307, 227-308, 228-309, 229-310, 230-311, 231-312, 232-313, 233-314.

2 Des servitudes foncières. §§ 234-316, 235-317, 236-318, 237-319, 238-320, 239-321 à 324, 240-325, 241-326, 242-327, 243-328, 244-329, 245-330, 246-331, 247-332, 248-333, 249-334, 250-335, 251-336, 252-337, 253-338, 254^a-339, 254^b-340, 255-341.

- III. Des privilèges et des hypothèques. §§ 256-786, 257-787, 258-788, 259-789, 260-790, 261-791, 262-792, 263-793, 264-794 à 797, 265-798, 266-799 à 803, 267-804, 268-805, 269-806, 270-807, 271-808, 272-809, 273-810, 274-811, 275-812, 276-813, 277-814, 278-815, 279-816, 280-817, 281-818, 282^a-819, 282^b-820, 283-821, 284-822, 285-823, 286-824, 287-825, 288-826, 289-827, 290-828, 291-829, 292-830, 293-831, 294-832 à 835, 295-836.

B. Des obligations.

- I. Des obligations en général. §§ 296-524, 297-525, 298-526 à 528, 299-529 à 531 et 548, 300-532, 301-533, 302-534 à 536, 303-537, 304-538, 305-539, 306-540, 307-541, 308-542 à 550, 309-551, 310-552, 311-553, 312-554, 313-555, 314-556, 315-557, 316-558, 317-559, 318-560, 319-561, 320-562, 321-563, 322-564, 323-566, 324-567 à 569, 325-570, 326-571, 327-572, 328-573, 329-574, 330-575, 331-576, 332-577, 333-578, 334^a-579, 334^b-580, 335^a-581, 335^b-582, 336-583, 337-584, 338-585, 339-586.

- II. Des différentes espèces d'obligations. §§ 340, — 448. (V. *inf.*)

A. Des contrats. §§ 340, — 348. (V. *inf.*)

- 1 Des contrats en général. §§ 340-610, 341-611, 342-612, 343^a-613, 343^b-614, 344-615, 345-616, 346-617, 347-618, 348-619.

- 2 Des différentes espèces de contrats. §§ 349, — 439. (V. *inf.*)

I. Contrats d'acquisition. §§ 349, — 416. (V. *inf.*)

A. Contrats d'acquisition synallagmatiques parfaits. §§ 349, — 390 (V. *inf.*)

- 1 Contrats commutatifs. (Vente. Echange. *Locatio-conductio*. Contrats de société.)
§§ 349-675, 350-676, 351-677 à 680, 352-681, 353-682, 354-683, 355-684 à 686, 356-687, 357-688, 358-689,

359^a-690 à 693, 359^b-694, 360-695,
361-696, 362-697, 363-698, 364-699,
365-700, 366-701, 367-702, 368-703,
369-704, 370-705, 371-706, 372^a-707,
372^b-708, 373-709, 374-710, 375-711,
376-712, 377-713, 378-714, 379-715,
380-716, 381-717, 382-718, 383-719,
384-720, 385-721.

2 Contrats aléatoires. (Jeu. Pari. Rente viagère.) §§ 386-745, 387-746, 388-747, 389-748, 390-749.

B. Contrats synallagmatiques imparfaits.
(*Commodatum. Mutuum. Constitution de rente. Depositum. Mandatum.*)
§§ 391-723, 392-724, 393-725, 394-726,
395-727, 396-728 et 729, 397-730,
398-731, 399-732, 400-733, 401-734,
402-735, 403-736, 404-737, 405-738,
406-739, 407-740, 408-741, 409-742,
410-750, 411-751, 412-752, 413-753,
414-754, 415-755, 416-756.

II. Contrats d'assurance. (Transaction. Caution.
Contrainte par corps. Gage.) §§ 417-757,
418-765, 419-766, 420-767, 421-768,
422-769, 423^a-757, 423^b-758, 424-759,
425-760, 426-761, 427-762, 428-763,
429-764, 430-771, 431-777, 432-778,
433-779, 434-780, 435-781, 436-782,
437-783, 438-784, 439^a-785, 439^b-744.

B. Des quasi-contrats. (*Negotiorum gestio. Indebiti solutio.*)
§§ 440-621, 441-622, 442-623.

C. Des délits. §§ 443-624, 444-625, 445-626.

D. Des quasi-délits. §§ 446-627, 447-628, 448-629.

C. Droit de la famille.

I. Droit du mariage. §§ 449, — 544. (V. *inf.*)

1 Du mariage au point de vue des rapports personnels entre époux. §§ 449-408, 450-409, 451-410, 452-411, 453-412, 454-413, 455-414, 456-416, 457-417, 458-418, 459-419, 460-420, 461-421, 462-422, 463-423, 464-424, 465-425, 466-426, 467-427, 468-428, 469-429, 470-432, 471-433, 472-434, 473-435, 474-436, 475-437, 476-438, 477-439, 478-440, 479-441, 480-442, 481-443, 482-444, 483-445, 484-446, 485-447, 486-448, 487-449, 488-450, 489-451, 490-452, 491-453, 492-454, 493-455, 494-456, 495-457, 496-458.

2 Des biens des époux. §§ 497, — 544. (V. *inf.*) Introduction. §§ 497-630, 498-631, 499-632, 500-633, 501-634, 502-635.

a. De la communauté. §§ 503-636, 504-637, 505-638, 506-639, 507-640, 508-641, 509-642, 510-643, 511-644, 512-645, 513-646, 514-647, 515-648, 516-649, 517-650, 518-651, 519-652, 520-653, 521-654, 522-655, 523-656, 524-657, 525-658, 526-659, 527-660, 528-661, 529-662, 530-663, 531-664, 532-665.

b. Du régime dotal. §§ 533-666, 534-667, 535-668, 536-669, 537-670, 538-671, 539-672, 540-673, 541-674.

II. Du droit de famille. §§ 542, — 572. (V. *inf.*) Introduction. § 542-459.

1 Des enfants légitimes. §§ 543-484, 544-485, 545-489, 546-490, 547-492, 548-493, 549-497 à 490, 550-491, 551-490, 552-491, 553-492.

2 De l'adoption, ou des enfants adoptés. §§ 554-473, 555-474, 556-475, 557-476, 558-477, 559-478, 560-479, 561-480.

AVEC LES §§ DE LA TRADUCTION DE MM. MASSÉ ET VERGÉ. 635

3 De la tutelle officieuse. §§ 562-181, 563-182, 564-183.

4 Des enfants naturels. §§ 565-164, 566-165, 567-166,
568^a-167, 568^b-168, 569-169, 570-170, 571-171,
572-172.

Livre deuxième. — Des droits sur les objets extérieurs, ces objets considérés comme un tout juridique, ou du patrimoine.

I. Du patrimoine en général. (Notion. Espèces. Des droits réels sur le patrimoine. Des dettes en tant qu'elles portent sur le patrimoine. Saisie. Contrainte par corps. Séparation de biens.) §§ 573-264, 574-265, 575-266, 576-267, 577-268, 578-269, 579-270, 580-271, 581-272 et 841, 582-272, 582 et 842, 583-272 et 384, 584-273 et 770, 585-772 à 775, 586-776, 587-565.

II. Spécialement du droit de succession et des dispositions à titre gratuit. §§ 588, — 744. (V. *inf.*)

A. Du droit de succession. §§ 588-349, 589-350, 590-351, 591-353, 592-356, 593-354, 594-355, 595-357, 596-358 à 360, 597-361, 598-362, 599-363, 600-364, 601-365, 602-366, 603-367, 604-368, 605-369, 606-370, 607-371, 608-372 à 375, 609-376, 610-377, 611-378, 612-379, 613-380, 614-381, 615-382, 616-383, 617-384, 618-385, 619-386, 620-387, 621-388, 622-389, 623-390, 624-391, 625-392, 626-393, 627-394, 628-395, 629-396, 630-397, 631-398, 632^a-399, 632^b-400, 633-401, 634-402, 635-403, 636-404 et 405, 637-406, 638-407, 639-408, 640-409, 641-410, 642-411.

B. Des dispositions à titre gratuit. (Testaments et donations.) §§ 643-412, 644-413, 645-414, 646-415, 647-416, 648-417, 649-418, 650-419, 651-420, 652-421, 653-422, 654-423, 655-424, 656-425, 657-426, 658-427, 659-428, 660-429, 661-430, 662-431, 663-432, 664-433, 665-434, 666-435, 667-436, 668-437, 669-438, 670-439, 671-440,

672-441, 673-442, 674-443, 675-444, 676-445.
 677-446, 678-447, 679-448, 680-449, 681-450.
 682-451, 683-452, 684-453, 685-454 à 457, 686-458.
 687-459, 688-460, 689-462, 690-461, 691-463.
 692-464, 693-465, 694-466, 695-467, 696-468 à 471.
 697-472, 698-473, 699-474, 700-475, 701-476.
 702-477, 703-478 et 479, 704-480, 705-481, 706-482.
 707-483, 708-484, 709-485, 710-486, 711-487.
 712-488, 713-489, 714-490, 715-491, 716-492.
 717-493, 718-494, 719-495, 720-496 et 497, 721-498.
 722-499, 723-500, 724-501, 725-502, 726-503.
 727-504, 728-505, 729-506, 730-507, 731-508.
 732-509, 733-510, 734-511, 735^a-512, 735^b-513.
 736-514, 737-515, 738-516, 739-517, 740-518.
 741-519, 742-520, 743-521, 744-522.

DROIT CIVIL PRATIQUE.

- I. Des actions et des exceptions. §§ 745-542, 746-543, 747-544, 748-62 et 542.
- II. De la preuve. §§ 749-587, 750-588, 751-589, 752-590, 753-591, 754-592, 755-593, 756-594, 757-595, 758-596, 759-597, 760-598, 761-599, 762-600, 763-601, 764-602, 765-603, 766-604, 767-605 à 607, 768-608.
- III. Des jugements et de l'autorité de la chose jugée. § 769-609.
- IV. Comment les actions s'éteignent ou se périment. §§ 770-545, 771-855, 772-856, 773-857, 774^a-858, 774^b-859, 775-860, 776-861.

FIN.



EXTRAIT DU CATALOGUE.

- BEAUTEMPS-BEAUPRÉ**, substitut. De la portion de biens disponibles et de la réduction. 1856, 2 vol. in-8. 14 fr.
- BÉCHARD** (Ferd.), Droit municipal dans l'antiquité. 1860, in-8. 8 fr.
- BONNET** (A.), conseiller à la Cour impériale de Poitiers. Des dispositions par contrat de mariage et des dispositions entre époux. 1860, 3 vol. in-8. 22 fr.
- DAPPY DE LA MONNOYE**, greffier de la chambre civile de la Cour de cassation. Les lois de l'expropriation pour cause d'utilité publique, ouvrage présentant, sous forme de commentaire, l'analyse de tous les arrêts rendus sur cette matière par le Conseil d'Etat et par la Cour de cassation. 1859, in-8. 7 fr.
- DE MANTE** (Gab.). Exposition raisonnée des principes de l'enregistrement en deux Commentaires de la loi du 22 frimaire an VII. 1858, 1 fort vol. in-8. 10 fr.
- DEMOLOMBE**, doyen de la Faculté de droit de Caen. Cours de Code Napoléon. Tomes 1 à XVII, in-8. 136 fr. Chaque volume se vend séparément, 5 fr. Les 17 volumes déjà publiés contiennent :
 — 1^{re} livre. — Traité complet de l'Etat des Personnes. 8 vol. in-8. 64 fr.
 — 2^e livre. — Des biens et des différentes modifications de la propriété. 4 vol. 32 fr.
 — 3^e livre. — Titre 1^{er}. Des successions. 5 vol. 40 fr.
- LAROMIÈRE** (L.), président de la Cour impériale de Limoges. Théorie et pratique des obligations, ou Commentaire des titres III et IV, livre III, du Code Napoléon, art. 1101 à 1386. 1858, 5 vol. in-8. 40 fr.
- LOCRE** (Le baron). Code civil. 16 vol. in-8. 40 fr.
- ODOT**, prof. à la Faculté de droit de Paris. Conscience et science du devoir : introduction à une explication nouvelle du Code Napoléon. 1856, 2 vol. in-8. 14 fr.
- SAINTESPÈS-LESCOT**. Des Donations entre-vifs et des Testaments ; précédé d'une introduction historique, par M. ISAMBERT. 4 vol. in-8. 22 fr.
- TREBUTIEN**, professeur à la Faculté de Caen. Cours élémentaire du Droit criminel, comprenant l'exposé et le commentaire des deux premiers livres du Code pénal, du Code d'instruction criminelle en entier, et des lois et décrets qui sont venus modifier ces Codes, jusques et y compris 1855, notamment les lois du 4 juin 1855, sur la composition du jury ; du 10 juin, sur les peurs et la matière criminelle, et sur les attentats contre la Famille impériale. 1855, 2 vol. in-8. 15 fr.
- RÉPERTOIRE GÉNÉRAL**. La loi civile et la loi de l'Enregistrement comparées, — doctrine et jurisprudence. — Nouveau dictionnaire des droits d'enregistrement, de transcription, de timbre, de greffe, et contraventions dont la répression est confiée à l'administration de l'enregistrement. 1860, 5 forts vol. in-4. 37 fr.
- Avec ou sans abonnement au Répertoire périodique.
- RÉPERTOIRE GÉNÉRAL DE L'ENREGISTREMENT**, ou Recueil de toutes les décisions administratives et judiciaires sur l'enregistrement et le timbre, faisant suite au Répertoire général. In-8. Prix d'abonnement. 7 fr.
- REVUE HISTORIQUE** du droit français et étranger, publiée sous la direction de MM. Ed. Laboulaye, membre de l'Institut, professeur de législation comparée au Collège de France ; E. de Rozière, inspecteur général des Archives ; R. Darnaud, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; C. Gissac, professeur à la Faculté de droit de Toulouse. Prix : Paris, 10 fr. ; Départements, 12 fr. Cette revue paraît tous les deux mois. 1860, 6^e année.
- SÉANCES ET TRAVAUX** de l'Académie des sciences morales et politiques. Compte rendu par M. Ch. Vergé, avocat, docteur en droit, sous la direction de M. Mignet, secrétaire perpétuel de l'Académie. 1842-1859 (3 séries), 20 vol. in-8. 72 fr.
- 1860. — 4^e série. — 4 vol. par an. Prix de chaque année séparée, 20 fr. Prix d'abonnement : 20 fr. ; Départements, 25 fr.
- TABLE GÉNÉRALE, par le même ; 1 vol. in-8. Prix, 5 fr.

SOUS PRESSE

Pour paraître prochainement à la librairie de **GUILLAUMIN et C^{ie}**,
rue de Richelieu, 11.

LE DROIT COMMERCIAL, dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil, par M. G. Massé, vice-président au tribunal de la Seine. Nouvelle édition, revue et augmentée. 4 vol. in-8.



1

2

3